UNIV. OF
TORONTO
LIBRARY

# REVUE

DES

# DEUX MONDES

LXXXV^e ANNÉE. — SIXIÈME PÉRIODE

BIBLIOTHÈQUE DE L'UNIVERSITÉ

# REVUE

DES

# DEUX MONDES

LXXXV^e ANNÉE. — SIXIÈME PÉRIODE

TOME VINGT-SIXIÈME

136978
12/10/15

PARIS
BUREAU DE LA REVUE DES DEUX MONDES
RUE DE L'UNIVERSITÉ, 15

1915

AP
20
R5
pér. 6
t. 26

# L'EMPEREUR GUILLAUME [1]

## I

Qui n'a pas eu, dans ces dernières années, l'occasion d'approcher l'empereur Guillaume, d'avoir quelque entretien avec lui, ne peut se rendre compte de la première impression favorable qu'éprouve son auditeur. Causer avec lui, c'est l'écouter, c'est le laisser développer avec chaleur ses idées, en risquant de temps en temps une observation dont la vivacité de son esprit s'empare immédiatement pour passer d'un sujet à un autre. En parlant, il vous regarde bien en face, la main gauche toujours appuyée sur la poignée de son sabre dans une attitude qui lui est familière. La voix très gutturale, presque enrouée, n'est pas agréable, mais la figure, mobile et expressive, est tout animée, tout éclairée par des yeux magnifiques. Ce sont ces yeux qui frappent au premier moment mieux que les paroles, des yeux bleu clair, tantôt gais et rieurs, tantôt durs et sévères, avec des lueurs pareilles à des reflets d'acier. Cependant, au sortir d'un entretien de ce genre, on se prend à douter de la sincérité de ce dangereux causeur. On se demande avec une certaine anxiété si l'on n'a pas eu devant soi, au lieu d'un homme convaincu, l'acteur le plus impressionnant qui ait paru sur la scène politique contemporaine.

(1) M. le baron Beyens, qui était depuis plusieurs années ministre de Belgique à Berlin au moment de la déclaration de guerre, a entrepris un travail sur les hommes et les choses d'Allemagne qu'il a été bien à même de voir et de juger. Il débute par les portraits de l'Empereur, de l'Impératrice, du Kronprinz, du chancelier de Bethmann-Hollweg, etc. Nous donnerons à nos lecteurs les principales parties de cette étude où le baron Beyens, se dégageant des impressions du jour autant qu'il est possible de le faire à un Belge ou à un Français, s'élève dans ses jugemens à la hauteur de l'histoire.

Dans sa langue maternelle, Guillaume II a une éloquence naturelle, imagée et pompeuse. A peine était-il sur le trône, que son amour de la parole s'est révélé par des manifestations oratoires de tous genres : toasts, speechs, réponses à des adresses, allocutions militaires à des recrues de l'armée et de la marine, pendant les continuels déplacemens dont il a pris l'habitude en sillonnant son empire dans tous les sens, en parcourant en yacht toutes les mers d'Europe et en prodiguant ses visites aux États monarchiques. Quelques-uns de ses discours sont des modèles du genre impérial, mais son assurance comme orateur lui a fait prononcer plus d'une fois, dans le feu de l'improvisation, des phrases sentencieuses, inopportunes ou maladroites, qui créaient une sensation de malaise ou de révolte aussi bien en Allemagne qu'à l'étranger : pensées audacieuses, présentées sous une forme originale, mais en contradiction avec le sentiment public, fruits hâtifs d'un tempérament trop impulsif. L'âge l'a quelque peu corrigé de ses imprudences de langage. Le texte des allocutions est, d'ailleurs, maintenant revu et expurgé par le cabinet civil de Sa Majesté, avant d'être livré à la publicité. Le besoin de claironner ainsi sa pensée se combine chez lui avec un goût prononcé pour les attitudes théâtrales, lorsqu'il se sait le point de mire de tous les regards, c'est-à-dire dès qu'il paraît en public, quoique dans son intérieur il ne manque ni de bonhomie, ni même de simplicité.

Certes, l'Empereur est un homme bien doué, intelligent, instruit. On a toutefois l'impression, quand on cause avec lui, qu'il n'a qu'une connaissance superficielle de certains sujets sur lesquels il se plaît à discourir.

N'en soyez pas surpris. Malgré sa rare faculté d'assimilation, Guillaume II n'est pas un esprit universel, capable, avec un égal bonheur, de parler politique, industrie, commerce, agriculture, musique, peinture, architecture, que sais-je encore? *de omni re scibili*, car il ne craint pas de s'aventurer sur les sentiers escarpés des sciences proprement dites. Peut-être eût-il mieux fait, au lieu de se dépenser dans tant de domaines différens, de concentrer ses études sur la politique étrangère et de chercher à se rendre compte personnellement du véritable état des esprits dans les pays voisins de l'Allemagne. Ses interlocuteurs n'auraient pas eu ainsi l'inquiétude de constater qu'il acceptait comme articles de foi des opinions préconçues et

tout à fait erronées, qui avaient cours dans la presse et dans le public allemands.

Sa confiance en soi lui a rendu toujours insupportable pour le gouvernement de l'Empire la collaboration d'un esprit supérieur ou d'une volonté indépendante. Après deux ans de règne, il secoua impatiemment la tutelle, maladroite sans doute, mais nécessaire encore, de l'homme à qui il devait sa couronne impériale. Pour le servir longtemps, il faut que ses ministres adoptent ses idées ou aient l'art de lui présenter les leurs, comme s'il en était l'inspirateur. Ses chanceliers, après le renvoi de Bismarck, n'ont été que les exécuteurs plus ou moins habiles de sa volonté souveraine et les chefs d'une armée de bureaucrates. L'un d'eux s'est acquis la réputation d'un homme de beaucoup de talent, mais obligé, comme les autres, de se plier au métier de courtisan. Gouverner, pour un chancelier de l'Empire, ce n'est pas prévoir, c'est obéir à un maître versatile et volontaire.

Par d'autres côtés de son caractère, l'Empereur a toujours aimé la société des savans et des professeurs de renom. Ayant lui-même des prétentions artistiques, il s'entoure volontiers des artistes qui suivent ses conseils et obéissent à ses suggestions. Bâtir a été de tout temps, en Prusse, un noble passe-temps de prince auquel Frédéric II lui-même s'est livré avec plaisir et avec goût dans les intervalles de ses guerres. Guillaume II est un grand bâtisseur : en vingt-cinq ans, ses architectes ont élevé plus de monumens et de palais à Berlin que leurs confrères n'en ont construit pendant un siècle dans d'autres capitales. Mais il impose trop souvent son goût pour le colossal, le surchargé et le massif. Sous son inspiration, les artistes allemands font de laborieux efforts pour créer un style qui serait le style Guillaume II. Les plus agréables monumens de la résidence impériale n'en restent pas moins ceux qui sont l'œuvre des premiers rois et auxquels un architecte, épris de l'art français du XVIIIe siècle, M. von Ihné, a donné quelques bons pendans. On est tout surpris, d'ailleurs, de constater que le vieux palais du premier roi de Prusse est encore assez vaste pour contenir les premiers empereurs allemands. Le fils fastueux du Grand Électeur, avec l'ambition sans bornes des Hohenzollern, avait-il donc prévu les lointaines destinées de sa maison ?

Aux sculpteurs, Guillaume II, fidèle aux mêmes principes esthétiques, a commandé des statues gigantesques ou figées dans des attitudes compassées, représentant les héros de sa famille et les grands serviteurs de son aïeul, qui ne méritaient pas un traitement aussi barbare. Son engouement pour la peinture officielle l'a empêché d'apprécier les talens originaux, les chefs d'école, tels que Max Libermann, qu'il traite de révolutionnaires. De même pour les gens de lettres. Les romanciers et les dramaturges les plus célèbres de l'Allemagne contemporaine, un Hauptmann, un Sudermann, ne sont nulle part moins compris qu'à la cour de Berlin.

L'Empereur s'est plu longtemps dans la compagnie d'aimables esthètes, poètes et musiciens, — car il adore la musique et la poésie, — les familiers de la fameuse table ronde. Le procès scandaleux du prince Philippe d'Eulenbourg a coupé cours à ces intimités. On a médit, bien à tort certainement, de son amitié pour ce séduisant, mais triste personnage. On ferait mieux de souligner son faible pour les gens riches, pour les créateurs de grosses fortunes. En cela, il a montré, comme d'autres têtes couronnées, qu'il possède le sens de l'actualité et qu'il apprécie les services rendus à la société moderne par la richesse. Les Américains de passage à Berlin sont assurés de trouver un accueil empressé à la cour impériale, pourvu que la valeur financière de leur nom soit haut cotée aux États-Unis. Il est juste d'ajouter que ces cajoleries aux Yankees opulens sont dictées aussi à Guillaume II par des préoccupations qu'on a appelées « sa politique américaine, » à savoir le désir d'une entente étroite avec la Grande République. Son goût pour le pouvoir que confère l'argent s'est montré également dans sa façon d'honorer sa fidèle noblesse. En créant une haute aristocratie de princes et de ducs, très clairsemée en Prusse avant lui, il a parfois tenu moins de compte de l'ancienneté de la race et des titres acquis à la reconnaissance de l'État que des fortunes territoriales des intéressés. Les nobles restés pauvres n'ont pas été très favorisés, même lorsqu'ils portaient les plus beaux noms militaires de la monarchie.

Élevé par un père dont les idées libérales ont été trop vantées, au dire de ceux qui l'ont le mieux connu, l'Empereur, à ses débuts, était animé d'une impatiente ardeur d'améliorer le sort des classes laborieuses de son empire et de continuer,

suivant les prescriptions de la morale chrétienne, l'œuvre législative de protection sociale commencée par son grand-père, ainsi qu'il l'annonça à l'ouverture du Reichstag en 1888. Deux ans plus tard, une conférence internationale était convoquée par ses ordres à Berlin pour étudier la législation du travail. Cependant il apportait sur le trône une haine juvénile des socialistes et des libres penseurs, qui n'a fait que s'enraciner plus profondément en lui à mesure qu'il avançait en âge et que les progrès de la sociale démocratie devenaient plus menaçans à chaque élection au Reichstag. La crainte du socialisme et la lutte contre ce Protée insaisissable ont été ses principales préoccupations. Il dénonçait l'ennemi en termes véhémens dans un discours à Kœnigsberg, en 1894 : « Debout! au combat pour la religion, la morale et l'ordre contre les partis de la subversion! » En 1907, il est même descendu dans la lice, à telles enseignes qu'il a reçu du haut du balcon du palais de Berlin les félicitations de ses sujets bien pensans, après le verdict électoral qui avait momentanément éclairci les rangs des élus de la sociale démocratie. Souverain d'un grand empire habité par des millions de socialistes, n'eût-il pas mieux fait de rester étranger aux haines de classes et de partis et de planer avec confiance au-dessus d'elles?

Guillaume II, sans être imbu de toutes les idées réactionnaires des conservateurs prussiens, n'a rien d'un esprit libéral. C'est un monarque de droit divin, qui se croit investi, comme ses prédécesseurs, de la mission de gouverner ses États et de faire le bonheur de ses sujets, fût-ce malgré eux, d'après les principes de la religion et suivant la tradition monarchique; un champion résolu des privilèges imprescriptibles de la royauté, limités seulement par les barrières constitutionnelles modernes.

Ce serait dépasser le cadre de cette étude que de pousser plus avant l'analyse détaillée d'un caractère aussi compliqué; il a déjà fourni matière à plus d'un portrait et mettra à une dure épreuve, par sa complexité même, le talent de ses biographes à venir. J'essaierai seulement, à la fin de ce chapitre, de grouper les traits les plus frappans de la physionomie impériale et de fixer l'image qu'une guerre odieuse doit nous en laisser. Au surplus, dans l'homme qui régit les destinées de l'Allemagne, c'est surtout le politique qui nous

intéresse, à cause de la direction nouvelle qu'il a voulu imprimer aux destinées de l'Europe. A ce point de vue, il est impossible de passer sous silence la place que la religion occupe dans sa vie. Il a toujours été un fervent protestant. Pour lui, comme pour Treitschke, l'historien de la Prusse moderne, le protestantisme n'est pas seulement la vraie religion, mais la pierre angulaire de l'unité allemande, le solide rempart à l'abri duquel le langage et les mœurs des Germains se sont maintenus intacts des bords de la Baltique aux confins de la Transylvanie. Mais si la foi de Guillaume II est sincère, elle est vraiment trop verbeuse et trop nationaliste. Elle se répand insupportablement au dehors. Elle abonde en discours, remplis d'invocations choquantes à la Providence, à une Providence qui serait exclusivement allemande, qui n'aimerait que les Teutons et se réjouirait de leurs exploits. A l'imitation des héros bibliques et des champions de la Réforme, ce croyant en est arrivé, au seuil du xx^e^ siècle, à se considérer comme le bras droit et l'épée du Seigneur, l'être prédestiné sur qui l'esprit d'En-haut serait descendu. Comment s'étonner que, sous l'empire d'une telle croyance, il ait entrepris une guerre qui nous a ramenés au temps des luttes sans merci des xvi^e^ et xvii^e^ siècles, une sorte de croisade conduite contre les ennemis du peuple de Dieu personnifié aujourd'hui par la race germanique? Cette façon de comprendre et de pratiquer la religion explique que le chef de la pieuse nation allemande, après avoir appelé solennellement sur ses armes les bénédictions du Dieu des chrétiens, — un Dieu de concorde et de paix! — ait ordonné, la conscience en repos, le bombardement de villes sans défense et la destruction des chefs-d'œuvre de pierre de l'art catholique, les vieilles cathédrales historiques.

## II

Pendant les dix dernières années, on a eu trop de confiance à l'étranger dans le pacifisme et dans la sincérité de Guillaume II. On oubliait qu'après tout il est de la race du grand Frédéric et que, sur la politique, il a dû méditer les leçons de ce prédécesseur dénué de scrupules. Lui-même, il s'attribuait, non sans raison, — car, dans sa jeunesse, il aurait pu céder à l'attrait des lauriers militaires, — le mérite d'avoir conservé la

paix européenne, en dépit de l'organisation sans cesse perfectionnée de l'armée allemande et à cause même de ses renforcemens qui rendaient une attaque contre elle presque impossible. On avait accepté de bonne foi cette légende, sans réfléchir que la course aux armemens conduit fatalement à la guerre, comme toute fièvre, qui devient aiguë, aboutit à une crise violente. Mais, outre les sentimens pacifiques trop vantés de l'Empereur, n'y avait-il pas, disait-on, pour rassurer les petites nationalités inquiètes, la Triple-Alliance, fondée par Bismarck et renouvelée périodiquement après lui ? Le vieux chancelier et ses continuateurs ont toujours représenté la Triplice comme un contrat d'assurance contre le danger d'une conflagration générale. Retranchées dans cette forteresse inexpugnable, les forces des trois alliés pouvaient défier toutes les coalitions : aussi se gardait-on de les provoquer et de troubler l'ordre public européen. En réalité, tant qu'elle est restée fidèle à la pensée de son fondateur, la Triple-Alliance a pu se considérer comme la gardienne de la paix. Mais, à partir du jour où, pour appuyer les prétentions du Cabinet de Vienne, le Cabinet de Berlin a imposé aux nations slaves et aux autres Puissances déconcertées la reconnaissance de l'annexion de la Bosnie-Herzégovine, la Triple-Alliance a changé de caractère. Le gendarme, travaillé par des convoitises, a failli à son rôle tutélaire. La confiance qu'on avait eue jusque-là dans la pureté de ses intentions en a été considérablement diminuée.

Quoi qu'il en soit, Guillaume II a tenu pendant vingt-cinq ans, — *longum ævi spatium*, — la parole qu'il avait donnée au peuple allemand, sur le conseil de Bismarck, dans son premier discours du trône, d'avoir un règne pacifique. Il ne pensait alors qu'à faire de l'Allemagne le premier pays du monde par le développement de son commerce et de son industrie, à enrichir toutes les classes de la population, à détrôner, au profit de Berlin, Paris et Londres. « Notre avenir est sur les mers ! » disait-il à ses sujets avec une juste perception du but où il devait diriger leur énergie et leurs efforts : la création d'une puissante marine, pour assurer sur tous les marchés de l'univers une place prééminente aux produits du travail allemand. Pendant ce quart de siècle, l'Allemagne a effectué en effet des progrès merveilleux qui faisaient tressaillir d'étonnement les autres nations. Guillaume II, dès cette

époque, frayait surtout avec les grands industriels, les grands banquiers et les grands armateurs de l'empire, qu'il n'a jamais cessé de voir et de consulter. Il a été l'ami fidèle de M. Krupp, dont la vie privée ne méritait pas cet honneur. Il a favorisé de tout son pouvoir les entreprises de M. Ballin, le très habile et très audacieux directeur de la Hamburg-Amerika Linie. Il présidait lui-même au lancement des transatlantiques géans de la puissante Compagnie. Le discours qu'il a prononcé à l'occasion de la mise à flot du dernier de ces Léviathans de 50 000 tonnes, baptisé par lui du nom de Bismarck, — tardif hommage rendu au génie du chancelier de fer, — est remarquable par l'orgueil patriotique dont il déborde. C'est un chant de triomphe en l'honneur des chantiers germaniques, qui ont construit le plus grand navire du monde, dépassant de loin ce que l'art naval des Anglais avait jamais osé.

Le pacifisme prolongé de ce chef d'une nation militaire a eu sans doute aussi d'autres causes que le souci d'assurer la prospérité économique de l'Allemagne. Quoiqu'il se soit toujours, depuis sa première jeunesse, passionnément intéressé à son armée, Guillaume II n'a pas l'âme belliqueuse de plusieurs princes de sa maison. Comme le roi Frédéric-Guillaume Ier, il aime la caserne, sans avoir le goût des champs de bataille. Devenu, à vingt-neuf ans, le commandant suprême de l'armée, le « Kriegsherr, » il a accompli scrupuleusement depuis lors tous les rites militaires prescrits à un roi de Prusse, on l'a vu prendre part à chaque occasion aux repas des mess des officiers, apparaître dès l'aube au milieu de ses régimens de cavalerie sur le champ d'exercices de Dœberitz, inspecter l'un après l'autre les corps de troupes de l'empire et présider régulièrement aux manœuvres d'automne, les manœuvres impériales, où sa critique des opérations engagées faisait sourire les hommes du métier. Le long des rues de Berlin, les vitrines des magasins sont remplies de photographies de l'Empereur sous tous les uniformes de l'armée de terre et de mer, dans tous les rôles de son répertoire : la moustache fièrement retroussée, le regard fixe et menaçant, le bâton de feld-maréchal au poing. Ces images exagèrent l'impression qu'elles veulent nous donner d'un souverain très guerrier. Mais est-il vraiment un soldat?

Les journaux allemands ont annoncé, au début des hostilités, que Sa Majesté Impériale serait suivie sur le théâtre de la

guerre d'un train spécial, transportant une maison de bois démontable avec parquet ajusté, pour ne pas souffrir de l'humidité. Nous savons, d'autre part, que ce besoin d'aise et de confort est nécessité par la crainte des refroidissemens et des maux de gorge, car Guillaume II ne peut pas jouer, comme on dit, avec sa santé. Des préoccupations aussi constantes cadrent mal avec l'idée que nous nous faisons d'un vrai soldat.

Le vrai soldat de cette guerre, il ne faut pas le chercher parmi les Allemands couronnés qui n'ont fait que la suivre de loin; il est à la tête de la petite armée belge qui lutte avec désespoir pour défendre ses foyers. Le vrai soldat, c'est celui qu'on a vu bravant le danger sur la ligne de feu et dans les tranchées, afin de souffler à ses jeunes troupes le sang-froid et l'héroïsme de son âme inaccessible aux menaces comme à la peur. Le vrai soldat, c'est celui qui s'est révélé sur les champs de bataille de Louvain, d'Anvers et de l'Yser comme un grand général et comme un grand roi : c'est Sa Majesté le roi Albert.

Peut-être aussi Guillaume II, s'il est resté aussi longtemps pacifique, se défiait-il des résultats d'une nouvelle lutte, quoiqu'il exaltât dans ses discours les prouesses de ses devanciers et recommandât souvent à ses soldats de tenir leur poudre sèche. Peut-être redoutait-il la fortune changeante des batailles, en se répétant les paroles de Bismarck (1) au sujet des guerres préventives, des guerres qui ne sont inspirées que par l'envie d'écraser un adversaire avant qu'il soit prêt : « Nous ne pouvons pas lire dans les cartes de la Providence. » Peut-être encore appréhendait-il l'inconnu représenté dans les calculs politiques les mieux combinés par ces impondérables dont le même homme d'État prisait si fort la valeur. Qu'un jeune souverain, tel que l'Empereur dans ses premières années de règne, n'ait pas voulu compromettre l'héritage de gloire et de conquêtes laissé par son grand-père, rien de plus naturel ni de plus compréhensible. Il aimait à faire cliqueter son sabre, toujours mal à propos, mais sans le tirer hors du fourreau, car il n'avait pas le goût inné de la guerre. Cependant ces sentimens pacifiques ou ces hésitations devant l'incertitude de la fortune des armes ont fini par disparaître, et une détermination toute différente leur a succédé dans l'esprit changeant de Guillaume II. Mais le revire-

(1) Bismarck, *Gedanken and Erinnerungen*. Vol. II, page 93.

ment n'a pas été subit ; la conversion s'est opérée graduellement, en même temps que l'Allemagne se transformait elle-même et que grandissaient sa force et sa richesse, qu'augmentaient sa population, ses besoins et ses appétits. L'influence de Bismarck, — d'un Bismarck satisfait, assagi et prudent, qu'il ne faut pas confondre avec le hardi joueur de la période des guerres, — avait longtemps survécu à sa retraite. Pendant une dizaine d'années encore, dix années de tiraillemens intérieurs où le peuple allemand semblait en vouloir à l'Empereur d'avoir injustement brisé son idole, la politique bismarckienne de consolidation et de défense avait été suivie par les modestes héritiers du solitaire exaspéré de Varzin. Puis d'autres ambitions surgirent, et les recommandations de l'ex-chancelier furent peu à peu oubliées de la nouvelle génération de politiciens, de diplomates, de professeurs, d'écrivains et d'officiers qui prétendirent guider l'Allemagne vers de plus hautes destinées. Leur action victorieuse sur la pensée du souverain devint tout à fait apparente au moment où il parvenait à l'apogée de son règne.

Ce moment coïncide avec l'expiration des vingt-cinq premières années de son gouvernement, qui avaient doté la nation germanique d'une prospérité inouïe. Le jubilé impérial de 1913 a été une date fatale. L'Allemagne, en effet, ne s'est pas contentée de célébrer cette année-là les conquêtes pacifiques réalisées depuis l'avènement de son troisième empereur, elle a fêté en même temps le centenaire de la guerre de l'indépendance, tandis que ses représentans votaient patriotiquement au Reichstag une loi militaire plus lourde, plus écrasante que toutes celles qui l'avaient précédée. L'Allemagne associait ainsi les résultats admirables du travail national pendant un quart de siècle, qu'aucune menace de guerre n'était venue réellement troubler, aux souvenirs enflammés de sa libération du joug napoléonien et à la préparation fiévreuse d'une nouvelle lutte, que l'état de l'Europe ne semblait nullement présager. Cette triple coïncidence suscitait dans l'esprit des observateurs étrangers de graves appréhensions. Les souvenirs patriotiques de 1813 semblaient de sourds roulemens de tonnerre, avant-coureurs d'un orage prochain. L'Empereur, qui ne cessait d'exalter par ses discours publics les sentimens déjà surexcités de la nation, a dû se dire alors que la première partie de sa

tâche était terminée, et que la seconde allait commencer. Il avait lancé son peuple dans une voie de prospérité et de progrès où il ne s'arrêterait plus et une nouvelle guerre, bien loin d'enrayer ce superbe essor économique, n'y serait qu'un stimulant de plus. L'Allemagne, ayant triplé le chiffre de son commerce et presque doublé celui de sa population, disposant de millions de travailleurs qui n'allaient plus chercher, par l'émigration, leurs moyens d'existence au dehors, réclamait de nouveaux champs d'expansion et avait soif d'une domination incontestée dans tous les domaines. C'était à lui, encore dans toute la force de l'âge, qu'il appartenait de réaliser ces magnifiques aspirations.

Ne s'était-il pas lui-même laissé bercer, sur la foi des historiens de sa maison, par des rêves dont l'origine remonte à un lointain passé? Héritier d'un empire nouveau tout différent de l'empire germanique des Othon et des Barberousse, il s'était constamment appliqué à rattacher au Moyen Age la création des Bismarck et des Moltke, à renouer la chaîne des traditions historiques, à se poser comme le successeur des anciens Césars électifs. C'est dans cette pensée évidente qu'a été créée au Thiergarten de Berlin l'allée de la Victoire, où se dresse la double rangée de statues de marbre dont nous avons déjà parlé, symétriques et sépulcrales, qui seraient mieux à leur place dans une nécropole royale que dans un jardin public. On y voit presque coude à coude des empereurs d'Allemagne, antiques et récens, des électeurs de Brandebourg et des rois de Prusse, tout un Panthéon suggestif! A Vienne, des princes de la maison de Habsbourg se vengeaient des défaites de 1866 en traitant les Hohenzollern de parvenus. Mais, à Berlin, le descendant de ces parvenus ne rêvait de rien moins que de ressusciter la monarchie de Charlemagne; il élevait dans sa capitale un monument au légendaire Roland, comme un symbole de l'union du présent et du passé, et songeait à rétablir sur l'Europe continentale une hégémonie carlovingienne.

## III

Je parlerai plus tard des événemens européens et de la situation intérieure de l'Allemagne qui ont agi sur les dispositions de Guillaume II et activé sa transformation morale. Ce qu'il est nécessaire de préciser ici, c'est qu'il s'est flatté

d'abord de n'avoir à combattre que la France, la vieille et irréconciliable ennemie. La guerre future lui apparaissait comme un simple duel entre la République et l'Empire.

Il a espéré longtemps diviser ses adversaires et obtenir l'inaction de la Russie. L'alliance franco-russe n'était pas considérée à la cour de Berlin comme un bloc indestructible. L'accord de Potsdam, conclu par M. Kokotzow, et dont la portée était limitée, autant qu'on peut le savoir, à l'Asie occidentale, semblait autoriser d'amples espérances. Des avances répétées étaient faites au tsar Nicolas; des entrevues avaient lieu où Guillaume II déployait, comme dans la visite à Port-Baltique, toutes les séductions de son intelligence pour enjôler le souverain russe et capter la confiance de ses ministres. L'Empereur m'a dit lui-même, quelques mois seulement avant la guerre, qu'on se faisait des illusions en France sur la solidité de la Double-Alliance : il était bien informé des véritables sentimens de la cour impériale par de hauts personnages russes qui, en passant par Potsdam, ne cachaient pas de quel côté allaient leurs sympathies.

Un des principaux axiomes de la politique de Bismarck était que l'Allemagne devait toujours s'efforcer d'entretenir de bonnes relations avec sa grande voisine du Nord. Ce sage conseil, que le chancelier n'avait pas suivi lui-même au Congrès de Berlin, a été négligé par ses successeurs. En mars 1909, Guillaume II, sur l'avis conforme du prince de Bülow, n'avait pas hésité à faire savoir à Saint-Pétersbonrg qu'il se tiendrait résolument à côté de l'Autriche-Hongrie, si la discussion diplomatique engagée au sujet de l'annexion de la Bosnie-Herzégovine dégénérait en un conflit. La démarche comminatoire prescrite au comte de Pourtalès était restée sur le cœur des patriotes russes, qui avaient été contraints de reculer devant cette menace. Mais à la cour de Berlin le souvenir en était effacé, car l'Empereur, — c'est encore un trait de son caractère, — oublie volontiers les mauvais procédés dont il est l'auteur. Il pratique le pardon de ses injures.

La guerre balkanique elle-même n'avait pas détruit complètement ses illusions. Elle avait montré pourtant la Russie et la France indissolublement unies et décidées à courir ensemble les mêmes risques et les mêmes périls. La main experte de M. Delcassé, envoyé comme ambassadeur à Saint-

Pétersbourg pendant les événemens de 1912, avait resserré de plus belle le nœud de l'alliance. Depuis lors, il est vrai, l'attention de l'Empereur s'est concentrée sur l'activité militaire déployée de l'autre côté de la frontière russe; mais il a dû lui en coûter de renoncer à sa chimère de la neutralité ou de l'inaction de la Russie en cas de guerre sur les Vosges. Un avertissement suprême a été donné au gouvernement du Tsar le 2 mars 1914 par l'officieuse *Gazette de Cologne*, sous la rubrique d'une correspondance de Saint-Pétersbourg ! L'accélération des armemens y était dénoncée en même temps que l'ingratitude dont la Russie payait les services que l'Allemagne lui avait rendus à l'époque de la guerre de Mandchourie. Les journaux russes répliquèrent sur un ton acerbe, laissant entrevoir que le traité de commerce avec l'Allemagne ne serait pas renouvelé. M. de Jagow, dans un exposé sur la situation extérieure lu au Reichstag quelques semaines plus tard, se borna à regretter et à blâmer d'une manière générale ces polémiques de presse dont il rejetait, d'ailleurs, la responsabilité sur les feuilles panslavistes.

## IV

La France a toujours été aux yeux de Guillaume II l'adversaire principal. La pensée de se réconcilier avec elle a hanté cependant, à diverses occasions, son cerveau romanesque, mais sans qu'il songeât un seul instant à lui restituer ou à neutraliser l'Alsace-Lorraine, questions résolues définitivement par les victoires de 1870 et le traité de Francfort, sans qu'il admît même de lui complaire en accordant une constitution plus libérale aux provinces conquises. Le vœu de quelques Français, partisans d'un rapprochement franco-allemand, de voir l'Alsace-Lorraine jouir d'une autonomie complète à l'instar d'un État confédéré, de la Bavière ou de la Saxe, était qualifié à Berlin d'ingérence insupportable dans les affaires intérieures de l'Empire.

Mais l'Empereur a cru de bonne foi, à plusieurs reprises, qu'il pourrait améliorer les relations entre les deux pays, diminuer la tension entre Paris et Berlin, frayer même la voie à de bons rapports à venir, en traitant avec une distinction flatteuse des Français et des Françaises, célébrités parlementaires, artis-

tiques et mondaines, qui visitaient l'Allemagne. Ce sont ces attentions individuelles, agrémentées de quelques politesses à l'adresse du gouvernement républicain ou de personnages en évidence, qu'il considérait comme des avances. Ses conversations avec Coquelin et Mlle Granier ont amusé les Parisiens qui le remerciaient par un compte rendu de journal aimablement troussé et se croyaient quittes envers lui. Les gracieusetés impériales ont-elles été suivies d'une nouvelle orientation de la politique allemande plus favorable à la France? Il n'en fut jamais question. Des offres de collaboration ou d'association dans des entreprises économiques, intéressant les ressortissans des deux pays au Maroc, furent faites, sans aucun succès d'ailleurs, après l'accord de 1909; mais il ne faudrait pas les attribuer au bon vouloir de Guillaume II pour des voisins qu'en réalité il détestait. C'est par sa séduction qu'il prétendait les conquérir; en quoi sa vanité l'abusait, bien qu'à certains momens et sur sa réputation de pacifiste, sa personne n'ait pas été impopulaire à Paris.

Il était revenu depuis quelque temps de ces accès de bienveillance, après en avoir constaté l'inutilité, et il accentuait au contraire, à l'égard des voyageurs français qui lui étaient présentés, ses manières hautaines et cassantes dans les derniers mois avant la guerre. Il a dit alors devant moi, en février 1914, un soir de bal à la Cour, dans une conversation à laquelle prit part mon compatriote et ami, le baron Lambert, cette phrase plus pittoresque que conforme à la vérité, qu'il aimait à répéter, car il s'en était déjà servi avec d'autres diplomates : « Souvent j'ai tendu la main à la France : elle ne m'a répondu que par des coups de pied! » Son amertume se répandit ensuite contre la presse parisienne, qui attaquait l'Allemagne journellement et sans mesure. Il finit sur un ton grave par déclarer avec cette mimique expressive qui donnait tant de poids à ses paroles « qu'on devrait prendre garde, à Paris, parce qu'il ne serait pas toujours là! » Or, lorsqu'il discourait ainsi, la guerre était déjà résolue dans son esprit, comme on le verra plus loin. Que signifiait donc ce langage? Était-ce, de sa part, comédie, duplicité? Fallait-il y voir plutôt le souci d'accumuler des griefs, pour justifier ses actes futurs?

Puisqu'il se faisait remettre régulièrement les coupures des organes français nationalistes où son gouvernement était mal-

mené, que n'en lisait-il la contre-partie : les diatribes quotidiennes des journaux de son pays contre la France et le président Poincaré, visé particulièrement par la presse pangermaniste? Certainement, cette guerre de plume était dangereuse autant que déplorable dans l'intérêt de la paix, mais elle était menée des deux côtés dans le ton et le style propres à chacune des deux races. Il suffirait, pour se faire une idée de la mauvaise foi, de la morgue et de l'insolence de certains publicistes allemands, de relire quelques-uns des articles dont le Dr Th. Schiemann, qui eut son heure de popularité et de faveur à la cour de Berlin, régalait chaque mercredi matin, dans sa revue politique de la semaine, les lecteurs francophobes et russophobes de la *Gazette de la Croix*.

Au lendemain d'Agadir, la guerre avec la France avait pris tout à fait dans l'esprit de Guillaume II l'aspect d'une nécessité inéluctable. Le 5 et le 6 novembre 1913, le roi des Belges fut son hôte à Potsdam, en revenant de Lunebourg où il avait fait une visite de courtoisie et d'usage au régiment de dragons dont il était le chef honoraire. Pendant ce séjour, l'Empereur annonça au roi Albert que la guerre avec la France était à ses yeux « inévitable et prochaine. » Quelle raison donnait-il de cette conviction pessimiste qui impressionna d'autant plus son royal visiteur que la croyance aux sentimens pacifiques de l'Empereur allemand n'était pas encore altérée en Belgique? C'est que la France voulait elle-même la guerre et qu'elle s'armait rapidement dans cette intention, comme l'indiquait le vote de la loi sur le service militaire de trois ans. Guillaume II se disait en même temps assuré de la victoire. Le souverain belge, qui connaissait mieux les véritables dispositions du public et du gouvernement français, essaya vainement de l'éclairer et d'éloigner de son esprit la fausse image qu'il se faisait d'une France belliqueuse, d'après le langage d'une minorité de patriotes exaltés.

Le général de Moltke, chef de l'état-major, eut le 6 novembre, après le dîner auquel l'Empereur avait convié, en l'honneur de son hôte, les personnages officiels allemands présens à Berlin, un entretien avec le roi Albert. Il s'exprima dans les mêmes termes que son souverain à l'égard de la France et au sujet de la nécessité d'une guerre prochaine, insistant encore plus vivement sur la certitude du succès, en raison de l'enthousiasme

avec lequel la nation germanique tout entière se lèverait pour repousser l'ennemi traditionnel. Le général de Moltke tint les mêmes propos menaçans à l'attaché militaire belge qu'il avait comme voisin de table, le même soir. Il ne se montra pas plus réservé dans la suite, m'a-t-on dit, avec d'autres attachés militaires qu'il honorait de sa confiance ou qu'il voulait impressionner.

Quel était le but de ces confidences? Il n'est pas difficile de l'entrevoir. Elles étaient une invitation à se jeter, en présence du danger suspendu sur l'occident de l'Europe, dans les bras du plus fort, des bras prêts à s'ouvrir pour étreindre la Belgique, — quitte ensuite à l'étouffer! — Quand on songe à l'ultimatum notifié le 2 août suivant au gouvernement belge, on voit à quel acte de complaisance et de lâcheté l'empereur Guillaume aurait voulu, par l'entretien de Potsdam, disposer déjà le roi Albert.

La conversation des deux souverains a été rapportée à l'ambassadeur de France, ainsi que le constate une dépêche de M. Cambon, insérée au *Livre jaune* de 1914. Cela fut fait dans le seul espoir que la catastrophe d'une guerre entre la France et l'Allemagne pourrait être encore écartée. L'intérêt supérieur de l'humanité exigeait que le gouvernement français fût averti que l'Empereur avait cessé d'être partisan de la paix et qu'il envisageait une nouvelle guerre d'un œil calme, comme une nécessité fatale. Au gouvernement français, dont les sentimens étaient restés pacifiques, quoi qu'en pût penser Guillaume II, de veiller à ce que des incidens ne se produisissent pas, qui n'auraient plus été susceptibles d'être aplanis, parce qu'on les aurait considérés à Berlin comme des provocations.

L'état mental de l'Empereur, devenu très nerveux et très irritable, le rendait-il aveugle à l'évidence et sourd à la persuasion? Que la France, condamnée à un voisinage où des forces militaires écrasantes constituaient pour elle une menace toujours en suspens, se soit armée principalement pour conserver sa sécurité nationale, pour n'être pas à la merci d'événemens inattendus ou de calculs impitoyables, cette vérité dont la clarté éclate aux yeux des observateurs impartiaux, Guillaume II ne voulait pas l'admettre. Une guerre de revanche était, — il s'en disait certain, — l'obsession de tous les Français. La reprise de l'Alsace-Lorraine, reléguée par la plupart

d'entre eux à l'arrière-plan de leurs rêves patriotiques et entrevue seulement comme un lointain mirage, formait, au contraire, dans sa conviction obstinée, le but secret des efforts de leurs hommes d'État. Le pacifisme crédule et confiant des radicaux et des socialistes français, qui s'était étalé au grand jour dans leur résistance au rétablissement du service militaire de trois ans, restait pour lui lettre morte.

Une opinion enracinée, si contraire à la vérité, fait douter de sa sincérité. Le Kaiser était-il faussement renseigné sur les véritables intentions de la France, ou cherchait-il, dans les projets hostiles qu'il lui prêtait, un prétexte pour motiver une agression? Voilà ce qu'on est en droit de se demander aujourd'hui.

## V

Jusqu'au dernier moment, l'Empereur a compté sur la neutralité de l'Angleterre, quelle que fût la cause du conflit qui éclaterait entre la Triplice et la Duplice. C'était oublier trop légèrement tous les griefs nourris contre lui dans le Royaume-Uni, alors qu'ils n'étaient sortis ni des mémoires ni des cœurs britanniques : le fameux télégramme au président Kruger lors du *raid* Jameson en 1895, manifestation intempestive qui abusa complètement le vieux patriote de Johannesburg sur l'appui éventuel du Kaiser; la campagne de dénigrement contre l'Angleterre, menée quatre ans plus tard en Allemagne, dès l'ouverture des hostilités contre les Boers; enfin et surtout l'énorme accroissement de la marine allemande, annoncé par le prince de Bülow et l'amiral de Tirpitz immédiatement après les premiers revers des Anglais.

Guillaume II ne se souvenait-il pas non plus de l'attitude résolument hostile du Cabinet britannique pendant la Conférence d'Algésiras et, plus récemment, au cours des négociations franco-allemandes qui suivirent le coup d'Agadir? Il s'imaginait sans doute, comme beaucoup d'Allemands, que l'appui prêté par l'Angleterre à la France ne dépasserait pas certaines limites morales et géographiques : il devait se borner à faciliter la solution du problème marocain, puisque à Londres on s'était engagé à aider à l'établissement du protectorat français au Maroc, et aux questions méditerranéennes où les vues des deux pays étaient connexes. L'opinion régnait en Allemagne

que le Cabinet de Saint-James, conscient des préférences nettement pacifiques de sa majorité libérale, resterait spectateur patient de toute guerre où aucun intérêt britannique vital ne serait en jeu. Combien de fois la presse berlinoise n'a-t-elle pas développé ce thème, en l'accompagnant, pendant la courte durée de la crise austro-serbe, de basses flatteries à l'adresse de la Grande-Bretagne! Cette conviction était accréditée dans le public allemand par la haute finance, dont les intrigues n'ont pas cessé d'être actives à Londres, non seulement auprès du monde des affaires, mais aussi des hommes politiques. Des démarches à l'effet d'empêcher éventuellement toute participation de l'Angleterre à une lutte continentale, furent poursuivies jusque dans les couloirs du Parlement de Westminster par des financiers d'origine allemande. Peu de temps avant les hostilités, dans le courant du mois de juillet, M. Ballin, l'homme de confiance du Kaiser, arrivait à Londres, chargé de prendre des dispositions en vue de la guerre et d'abuser ses amis anglais sur les dispositions pacifiques de l'Allemagne, alors que tout était déjà prêt pour une entrée en campagne foudroyante.

Les fautes politiques de Guillaume II sont provenues souvent de la trop grande confiance qu'il avait dans son habileté et son jugement personnels. Après 1911, il a désiré ardemment opérer un rapprochement entre les deux nations, l'anglo-saxonne et la germanique, parentes par le sang et rattachées l'une à l'autre par de multiples souvenirs historiques. Des symptômes de détente ont été visibles dès l'année suivante, mais l'Empereur s'est trompé sur le degré de chaleur auquel étaient remontées les relations entre les deux gouvernemens et les deux pays. Il a cru trop tôt avoir partie gagnée et a démasqué brusquement ses cartes, ce qui a décidé le Cabinet britannique à abandonner le jeu.

Dans un *meeting* tenu à Cardiff, le 2 octobre 1914, à l'occasion de la guerre, le premier ministre, ayant pris la parole, a fait une révélation très intéressante sur la tentative de rapprochement de 1912. « Nous avons adressé alors, a-t-il dit, au gouvernement allemand la communication suivante, dont les termes avaient été soigneusement pesés par le Cabinet et qui indiquait quelles devaient être, à notre avis, nos relations avec l'Allemagne : « La Grande-Bretagne déclare qu'elle n'attaquera

jamais sans provocation l'Allemagne ni ne se joindra à une attaque de ce genre. Une agression contre l'Allemagne ne forme ni le sujet ni une clause d'aucun traité, entente ou arrangement, dont la Grande-Bretagne est partie contractante et elle ne prendra part à aucun acte diplomatique ayant un pareil objet. » Cette déclaration ne parut pas suffisante aux hommes d'État allemands, poursuivit M. Asquith. Ils voulaient de nous davantage. Ils nous demandèrent de promettre de rester neutres, dans le cas où l'Allemagne serait engagée dans une guerre, et cela, figurez-vous, à une époque où elle augmentait énormément ses moyens agressifs et défensifs, particulièrement sur mer. Ils nous demandèrent de déclarer très clairement qu'en ce qui nous concernait, nous leur laisserions les mains libres pour soumettre, pour dominer le continent européen. A pareille demande une seule réponse était possible, et c'est celle que nous avons faite. »

Les brutales prétentions de sa diplomatie firent perdre ainsi à Guillaume II une occasion favorable de dissiper les défiances du Cabinet de Londres et de renouer avec l'Angleterre des relations plus cordiales. Malgré cet échec, il ne se découragea pas, et, deux ans après, il se croyait de nouveau parfaitement sûr de la neutralité britannique. Cette fois encore, les apparences le trompèrent. Il avait trop escompté le savoir faire de son nouvel ambassadeur, le prince Lichnowski, bien vu de la haute société londonienne, ainsi que l'influence des amis qu'avait l'Allemagne au sein même du Cabinet Asquith, les Haldane, les Burns, les Harcourt. Le langage des organes germanophiles de la presse anglaise a contribué aussi à le tromper sur les vrais sentimens du peuple anglais à l'égard de son principal concurrent maritime et commercial. La presse berlinoise citait volontiers les articles du *Daily News*, de la *Westminster Gazette*, du *Daily Graphic*, de la *Nation* et du *Manchester Guardian*, très favorables à une entente avec l'Allemagne; mais ces journaux, que l'ambassade impériale fournissait d'informations « made in Germany, » n'étaient pas, comme l'Empereur le pensait, les véritables voix de l'Angleterre.

Il raillait volontiers les Français, dans ses conversations avec des étrangers, de croire à la réalité de la Triple-Entente et de leurs vaines tentatives pour la transformer en une alliance effective. Le voyage à Paris du roi George et de la reine Mary

n'a dû lui causer de ce chef aucun souci. Mais l erreur la plus grave qu'il ait commise semble avoir été de s'imaginer, sur la foi de rapports qui ne peuvent être que ceux de son ambassadeur, que les Anglais, au début de l'été de 1914, étaient irrémédiablement désunis par leurs querelles irlandaises, à la veille même d'une guerre civile, et réduits par là à une complète impuissance pour une intervention armée sur le continent. C'était donc le moment de tout oser, de tout risquer en Europe. S'il n'en avait pas eu la certitude, l'Empereur aurait-il exposé le commerce allemand si florissant et la flotte allemande inachevée, qui lui était chère comme l'enfant de ses œuvres, à l'effroyable épreuve d'une guerre navale avec l'Angleterre? Aurait-il compromis aussi légèrement la prospérité économique de son pays, dont la marine marchande était un facteur indispensable?

Le réveil a été cruel et grand le courroux du monarque désabusé. Nous en avons la preuve dans le message dont il chargea un de ses aides de camp pour sir Ed. Goschen, après la manifestation honteuse à laquelle s'était livrée la population de Berlin contre l'ambassade britannique, à la nouvelle de la déclaration de guerre de l'Angleterre : « L'aide de camp, écrit l'ambassadeur, dans son rapport à sir Ed. Grey, me dit que l'Empereur lui avait prescrit de m'exprimer ses regrets pour les scènes de la nuit précédente, mais d'ajouter que je me ferais par là une idée des sentimens dont ce peuple est animé en ce qui regarde la conduite de la Grande-Bretagne, se joignant à d'autres nations contre ses vieux alliés de Waterloo. » En même temps, Guillaume II annonçait qu'il se démettait de ses titres de maréchal et d'amiral britannique, dont il était fier auparavant. Pour qui sait l'importance et le prix attachés en Allemagne à ces distinctions honorifiques, — que nous serions tentés de traiter de puérilités, — le geste de l'Empereur en dit bien plus que des paroles de colère et d'indignation.

## VI

On est étonné qu'il se soit mépris à ce point sur l'état de l'opinion publique et sur les dispositions réelles des gouvernemens dans les pays de la Triple-Entente. Il ne connaissait pas mieux la mentalité des hommes d'État italiens, car la résolution

du Cabinet du Quirinal de rester à l'écart du conflit européen, au lieu de marcher sous les drapeaux unis de la Triplice, n'a pas laissé certainement de le surprendre et de l'irriter. Cette ignorance provient du mauvais choix de ses représentans à l'étranger et de sa prétention d'être son propre ministre des Affaires étrangères, comme il est son propre chancelier. Les ambassadeurs sont désignés par l'Empereur lui-même, quelquefois suivant l'engouement dont il se prend pour telle ou telle personne. Des postes très importans ont été confiés ainsi à des mains très inexpérimentées. Les ambassadeurs, dépendant de son bon plaisir, s'efforçaient avant tout de lui plaire, d'entrer dans ses idées, et lui rapportaient des impressions qui correspondaient à son propre jugement. D'où il est résulté que, par suite de l'insuffisance de ses informations de source diplomatique, le gouvernement impérial n'a pas su exactement ce que feraient la Russie, la France, l'Angleterre, le Japon et l'Italie, dans le cas d'une guerre entre la Serbie et l'Autriche, destinée fatalement à ne pas rester localisée. Même incertitude ou mêmes illusions en ce qui concernait le loyalisme des dominions britanniques, le dévouement des princes indiens, l'obéissance de l'Égypte, la fidélité des musulmans dans les colonies françaises. Il n'est pas à supposer, d'ailleurs, que les attachés militaires allemands, espions officiels accrédités auprès des gouvernemens étrangers, se soient montrés plus clairvoyans que les chefs de mission. L'infériorité du personnel diplomatique n'a nulle part été mise plus crûment en lumière qu'à Berlin même, soit dans les discussions du budget des Affaires étrangères, soit dans les articles de la presse libérale, pour ne point parler des journaux socialistes. La presse libérale se plaisait à opposer aux échecs des diplomates de son pays les succès remportés par leurs collègues de France et d'Angleterre; mais elle se trompait, lorsqu'elle attribuait l'insuffisance de ses compatriotes à leur qualité de nobles de vieille souche ou de bourgeois récemment anoblis. C'est aux choix capricieux de l'Empereur qu'elle aurait dû s'en prendre.

L'Empereur dirigeait lui-même la politique extérieure de l'Empire. Dès les premiers temps, il aimait à causer avec les ambassadeurs et les ministres étrangers et à exprimer librement sa pensée sur les questions les plus délicates, sachant bien qu'aucune de ses paroles ne serait perdue. Ses redoutables plai-

santeries, comme ses brusques accès de franchise, soit qu'ils fussent prémédités, soit qu'ils échappassent à son humeur impatiente, ont plus d'une fois décontenancé ses auditeurs. Il ne s'en est pas tenu là; il a pris aussi la plume pour exposer ses idées à des correspondans étrangers, tels que lord Tweedmouth : inspirations presque toujours malencontreuses! Survint l'aventure bien connue de l'interview impériale publiée par le *Daily Telegraph* en novembre 1908, après avoir été soumise au prince de Bülow, qui ne se donna pas la peine d'en prendre lui-même connaissance. Elle provoqua une crise qui aurait dû être salutaire, en rendant le souverain moins sûr de soi et plus circonspect dans ses incursions sur le terrain mouvant de la politique étrangère : émotion du public allemand, intervention du chancelier et engagement arraché à l'Empereur, pour apaiser le Reichstag, de se tenir dorénavant plus tranquille. « La sensation profonde et la douloureuse impression produite par ces confidences, déclara le chancelier au Parlement impérial, conduiront Sa Majesté l'Empereur à observer à l'avenir, dans ses entretiens privés, cette réserve qui est aussi indispensable pour une politique suivie que pour l'autorité de la couronne. »

Guillaume II avait promis de se taire et il tint parole pendant plusieurs années, mais il ne pardonna pas au prince de Bülow de ne l'avoir pas défendu devant le Reichstag et devant l'opinion publique. Jusqu'à la mort de M. de Kiderlen, survenue à la fin de 1912, il s'abstint de toute ingérence ostensible dans les affaires étrangères. Plus de speechs sensationnels, plus de longs entretiens avec les ambassadeurs sur les questions du jour. Il est vrai que M. de Kiderlen, la plus forte personnalité qui ait paru à la Wilhelmstrasse depuis le départ du prince de Bülow, moins habile que lui dans l'art de déguiser sa pensée, mais plus jaloux de son autorité, à tel point qu'il ne pouvait pas souffrir l'immixtion du chancelier dans son domaine, aurait préféré résigner ses fonctions, plutôt que d'être mené en laisse par l'Empereur comme un bouledogue obéissant. A tort ou à raison, il était considéré comme l'homme indispensable pour appliquer le traité qu'il avait conclu avec la France dans des vues pacifiques, car ce brutal n'était pas un belliqueux. Sa connaissance particulière de l'Orient européen l'aurait fait probablement conserver par son maître, tout au moins pendant la durée des

conflits balkaniques. Kiderlen disparu, l'Empereur recommença à diriger la politique extérieure et reprit ses libertés de langage avec les diplomates étrangers. L'ambassadeur ottoman, Osman Nizami pacha, très en faveur auparavant, eut particulièrement à souffrir des cruelles vérités du grand ami de la Turquie, après les premiers désastres de la campagne de Thrace.

## VII

Il y a souvent, dans un roi ou dans un homme d'État, plusieurs hommes différens qui apparaissent successivement aux divers âges de sa vie. Bien rares sont ceux qui, taillés dans un bloc immuable, ne varient jamais de la jeunesse à la tombe. Les années, en s'accumulant sur leurs têtes, calment ou endiguent, chez les chefs consciens de leurs responsabilités, les passions de leur printemps. La maturité et l'expérience leur font jeter un regard plus défiant sur les entreprises où ils voudraient employer leurs ressources et leurs efforts. Un phénomène contraire s'est produit chez Guillaume II. En lui l'homme sage et prudent, d'une sagesse et d'une prudence très relatives, il est vrai, n'a pas été l'homme mûr, mais le jeune homme.

Son état de santé fut peut-être, — je l'ai entendu dire, — le facteur d'une dégénérescence morale. En dépit de l'exercice au grand air qu'il prenait assidûment ou à cause même de ses trop fréquens déplacemens et du surmenage qui en résultait, ses nerfs tendus à l'excès s'étaient affaiblis. Le repos quotidien auquel il s'astreignait, en se mettant au lit pendant une heure au moins dans le courant de l'après-midi, ne suffisait plus à rétablir l'équilibre physique nécessaire. Son visage plissé, son teint gris, trahissaient l'usure de sa constitution. Les Allemands, qui ne le voyaient pas fréquemment, étaient frappés du vieillissement prématuré de leur Kaiser. Qui sait, s'est-on demandé, si la diminution de ses forces de résistance n'a pas agi sur sa mentalité ? C'est dans l'affirmative que se prononceraient des physiologistes et des médecins, habitués à calculer les rapports du physique et du moral. Je ne crois pas, quant à moi, à la répercussion que la fatigue et le surmenage auraient pu avoir sur les actes de Guillaume II. Que sa nervosité ait augmenté dans les derniers temps, que son irritabilité croissante l'ait rendu plus difficile à servir, plus impatient d'une

obéissance sans réplique, cela paraît incontestable, d'après tous les témoignages concordans. Mais ses desseins ont été arrêtés avec une parfaite tranquillité d'esprit, et non dans l'état de surexcitation maladive qu'on est trop enclin à lui prêter.

Quel homme est-ce donc que Guillaume II? Est-ce un ambitieux de l'école de Charles-Quint, de Louis XIV et de Napoléon, — de ce Napoléon populaire aujourd'hui à Berlin, où son image est exposée dans les vitrines des magasins plus souvent que celles des rois de Prusse, le vieux Fritz excepté? Est-ce un prince qui a tenté de réaliser les antiques ambitions de son peuple, car il avait médité les leçons de ses professeurs d'histoire? « Les Hohenzollern, lui ont-ils dit, sont destinés, après des siècles d'attente, à édifier le grand Empire d'Occident, ébauché par les Ottonides et échafaudé par les Hohenstaufen, et l'Allemagne, unie enfin sous leur sceptre, supérieure en forces, en population, en intelligence, en puissance de production et d'expansion, aux nations dégénérées qui l'entourent, doit marcher résolument à la conquête de l'Europe et de là à la domination du monde. » Tel sera, j'imagine, le jugement porté sur Guillaume II par la complaisance des historiens allemands de l'avenir. Mais, parmi les étrangers, les Belges, à coup sûr, penseront différemment. Ils ne souscriront pas à l'exactitude de ce portrait idéalisé, où sont laissés dans l'ombre des traits jusqu'à présent insoupçonnés d'un caractère que la guerre leur a appris à connaître. Tel qu'il se montrait dans les années qui ont précédé les hostilités à un témoin intéressé à l'observer, l'Empereur causait une sensation d'inquiétude et de crainte, comme une énigme redoutable et impossible à déchiffrer. Aujourd'hui, on ne peut pas séparer l'étude de son caractère des faits qui l'éclairent d'une lumière effrayante. Son image théâtrale apparaît à ses victimes à la lueur de l'incendie de Louvain et de tant d'autres malheureuses cités, sous un jour implacable qui leur montre leur patrie agonisante des coups que sa fureur lui a portés.

Qu'on se figure, se diront les Belges, un souverain, grand par le rang et la puissance, d'une cordialité démonstrative pour les étrangers qu'il voulait éblouir et charmer, mais dont la bienveillance était décevante, si l'on avait l'imprudence de s'y fier; doué de toutes les apparences de la franchise et qui s'en servait comme d'un moyen de séduction; ne respectant au fond

que la force et prêt à abuser de la sienne; plein de dédain pour les petits États et les petits princes et cependant n'hésitant pas, à l'occasion, à les cajoler; courtisan de l'opinion publique, surtout de celle du dehors, mais décidé, pour satisfaire ses ambitions, à la braver; un chef d'État qu'on se plaisait à croire chevaleresque, tandis qu'il s'est révélé implacable dans ses rancunes; d'une religion sincère autant qu'extérieure, qui ne l'empêchait pas de mettre son intérêt au-dessus des engagemens les plus sacrés et de fouler aux pieds sans remords les traités devenus gênans; toujours préoccupé de jouer son rôle et habile à ménager ses effets; habitué malheureusement à voir tout plier devant sa volonté; tellement gâté par la fortune qu'il se considérait comme un être infaillible; Nietzsche aurait pensé : comme un surhomme, et les Romains auraient dit : comme un demi-dieu.

On a prétendu que ce demi-dieu était plutôt un déséquilibré ou un dégénéré supérieur. Quelle erreur! Il jouissait de toutes ses facultés, lorsqu'il a ordonné la mobilisation hâtive de ses troupes qui a rendu la catastrophe inévitable. On a soutenu qu'il avait été, sans s'en douter, l'instrument d'une caste et d'un parti pour qui la guerre était l'unique moyen d'affermir leur pouvoir. Il les a écoutés en effet, mais parce que leurs vues concordaient avec les siennes. Dans le jugement de l'histoire, c'est sur lui principalement que pèsera la responsabilité des malheurs dont l'Europe a été accablée. La lecture attentive, la comparaison minutieuse des documens relatifs aux courtes négociations poursuivies pendant la crise austro-serbe, prouvent à l'évidence qu'il aurait suffi à Guillaume II, jusqu'au dernier moment, de prononcer un mot pour empêcher la guerre. Par son ultimatum à la Russie, il l'a au contraire déchaînée à l'heure même qu'il s'était fixée.

On aimerait à croire qu'il a hésité, prêt à s'engager sur la route fatale qui s'ouvrait devant lui. On voudrait se figurer que sa conscience s'est révoltée un instant à la vision des flots de sang et des deuils déchirans que coûterait la mêlée prochaine, mais qu'il a été entraîné, malgré lui, par son destin. Fausses suppositions! L'attaque avait été préméditée plusieurs années à l'avance, le coup préparé jusque dans ses plus petits détails, et c'est délibérément que l'Empereur a hâté le signal des hostilités, coupant court par son impatience aux pourparlers que

les gouvernemens de la Triple-Entente s'acharnaient désespérément à continuer. Il a poursuivi avec obstination l'exécution d'un plan mûri à loisir. Cette préméditation paraîtra avérée à la postérité, qui écartera en même temps l'accusation de provocation intentée contre ses adversaires, par lui, par son chancelier et par sa presse, pour se justifier devant l'opinion allemande et étrangère.

Au surplus, ce que l'histoire ne pardonnera sûrement pas à Guillaume de Hohenzollern, c'est d'avoir autorisé la guerre atroce, faite en son nom. Pourquoi ces effroyables dévastations, ces destructions systématiques de villes, de villages et de châteaux, ce vandalisme méthodique exercé contre des monumens civils et religieux, ces fusillades en masse de citoyens innocens, ces meurtres inexpiables de prêtres, de femmes et d'enfans, ces tortures infligées à des blessés, ces mutilations, ces viols, ces pillages, toute cette barbarie savante mille fois plus horrible que la barbarie naturelle des premiers ancêtres germaniques des envahisseurs? Pour de pareils crimes, la postérité, comme la génération actuelle, n'admettra aucune excuse. Elle dira que la campagne de 1914 en Belgique et dans le Nord de la France, où ces affreuses scènes se sont répétées, a déshonoré à la fois l'armée allemande et son Empereur.

BEYENS.

# LE
# MYSTÈRE DES BÉATITUDES

TROISIÈME PARTIE (1)

## VI

Quand ce matin de janvier, à onze heures, le suisse ouvrit les grandes portes de la Madeleine, une cité de neige, éblouissante, vaporeuse, d'une aveuglante lumière, fit face à la basilique obscure au fond de laquelle l'autel brasillait déjà. Le pavé boueux, où piétinaient de rares passans, ne pouvait attenter à la clarté blanche de l'air, des arbres poudrés, des maisons aux balcons ourlés de neige, des toits ouatés lourdement. La rue Royale s'allongeait ainsi étrangement lumineuse, et sur la place de la Concorde estompée d'un brouillard jaune, là-bas, l'obélisque tout blanc faisait penser à un énorme cierge éteint, très morne, en face des centaines de petits cierges flambans à l'autel, au fond de la basilique obscure.

Au-dessus du degré une tente était dressée, et dans le chœur meublé de chaises, deux fauteuils rouges, devant les marches, attendaient Jean Solème et Yvonne de Chastenac dont on allait célébrer ce matin le mariage.

Déjà la nef se remplissait. A chaque instant, des voitures déposaient des invités sur le parvis. Lucien Gérard et sa femme

(1) Voyez la *Revue* des 1er et 15 février.

sortirent du Métro, hésitans et dégoûtés devant le pavé gras qu'ils devaient traverser. Mme Gérard portait encore sa robe du dernier hiver, avec un paletot de fourrure fausse, et un chapeau dont on sentait qu'il avait été confectionné à la maison par des mains d'amateur. En passant, elle jeta un regard aigu à un couple élégant, ami des Chastenac et qui descendait, pour s'engouffrer droit sous la tente, d'un coupé armorié. Déjà les bottines d'Huguette Gérard étaient tachées de boue : une visible amertume passa sur son visage. Mais, en entrant dans l'église, elle s'épanouit en apercevant sous la chaire les Nassal. Une intimité sans cesse grandissante s'était nouée entre elle et Mme Nassal. Huguette laissait volontiers son mari à sa table à dessin, les enfans tapageant autour de lui, dans l'atelier, pour aller retrouver sa nouvelle amie. Elle disait parfois en rentrant :

— Mme Nassal m'a emmenée à Saint-Ouen, à Maisons-Laffitte.

— Tu t'es bien amusée? demandait ingénument le mari.

— Ah! tu sais, moi, j'adore les chevaux et tout ce mouvement des courses.

De loin, dans l'église, aujourd'hui, les deux ménages se firent des signes. Il y avait justement des places à côté des Nassal : les Gérard s'y installèrent : les hommes taciturnes restant debout les bras croisés, les deux femmes peu dévotes s'asseyant pour papoter à voix basse en attendant le cortège. On aurait pensé qu'elles parlaient toilette. Mais Mme Nassal, très calme en son costume tailleur, avec ses beaux traits de brune sage et reposée, disait :

— Pourvu qu'ils ne tardent pas trop! Nous ne pouvons esquiver la sacristie, pourtant. Ils ne vont pas arriver avant midi. Heureusement que c'est à Vincennes; on y est vite.

— Ma chérie, murmura Huguette, voulez-vous me rendre le service de me jouer *Joconde* gagnant? Nous autres, nous ne pouvons nous dispenser du lunch, à cause d'Albert Blond que mon mari doit y retrouver. Mais jouez-moi *Joconde*, dites, voilà cent sous.

— *Joconde!* vous n'y pensez pas, ma petite, reprit Mme Nassal indignée. Mais l'autre jour elle a été lamentable. Mettez vos cent sous sur *Jérusalem II* ou même sur *Ibaldi* qui me dit beaucoup en ce moment. Je connais l'homme qui le monte.

— Non, répondit Huguette avec son entêtement de joueuse; je sais ce que je fais ; prenez *Joconde* gagnant, vous verrez.

Son fin visage devint terriblement anxieux. Il lui fallait cinquante francs le lendemain pour solder sa dernière part d'obligation de la Navigation soudanaise. Elle avait déjà pris mille arrangemens avec Leherpeux, aux bureaux de la banque Fidelia. En chipotant à l'insu de son mari, en majorant des comptes, en gagnant un louis par-ci par-là au pari mutuel en compagnie de Mme Nassal, elle était parvenue à verser quatre cent cinquante francs entre les mains de Cyprien Loche. Déjà elle avait son titre, Leherpeux ayant pris sur lui de consentir à cette jolie cliente le crédit des derniers cinquante francs. Mais les courses ne lui avaient pas été propices depuis longtemps. Elle en était arrivée à perdre, cinq francs par cinq francs, plus de la moitié de ce qu'elle devait. Il lui fallait aujourd'hui se rattraper coûte que coûte en essayant une grosse chance.

Tout à coup elle devint écarlate, et dressant la tête, le doigt sur la manche de Mme Nassal :

— Le voilà, M. Cyprien Loche, là-bas...

Elle était nerveuse, agitée, comme s'il se fût agi d'un homme qui lui fît la cour. Mais c'était la puissance incarnée dans le banquier qui lui était sacrée et la faisait trembler ainsi.

— Où, demandait Mme Nassal, où donc?

Presque toutes les chaises de la nef étaient garnies; l'œil s'égarait parmi ces chapeaux de femmes où s'étalaient élégamment les hardiesses de la dernière mode, parmi ces têtes d'hommes disparates, toutes pénétrées d'une dignité empruntée. Le murmure des conversations discrètes croissait doucement.

— Là, près de l'autel latéral, et c'est Mlle Loche, cette belle fille qui l'accompagne.

La petite tête grise du banquier se profilait contre l'entablement blanc de l'autel, impénétrable, hermétique. Aucune passion n'apparaissait. Il regardait droit devant lui dans le vague; à quoi pensait-il?

— Quel homme c'est, ma chérie! reprit Huguette, il est universel. Vous n'ignorez pas que le grand établissement de Grenelle pour la construction des hydro-aéroplanes a été créé par lui; mais ne croyez pas que sa banque, sa Navigation soudanaise, qui moud de l'or, comme il dit, suffise, avec cette formidable industrie, à son activité. Il lance maintenant une source d'eau minérale, découverte dans un petit village de Seine-et-Oise, et qui doit, assure-t-il, ruiner les grands sour-

ciers. L'exploitation va commencer dès cette année, dit-on, et l'on parle d'un casino extraordinaire.

— Le manteau de loutre de sa fille vaut bien trois mille francs, dit Mme Nassal.

— Je lui en connais un autre encore plus beau, renchérit Huguette avec orgueil.

— Comment cette fille-là ne se marie-t-elle pas?

On distinguait les gens venus à pied de ceux qui avaient été amenés en voiture, à leur parapluie ruisselant qu'ils ne savaient où poser. Les femmes commençaient à s'ennuyer et analysaient mutuellement leur toilette.

Ce fut sur le parvis que Muzard, qui descendait de Madeleine-Bastille, en compagnie de trois rédacteurs de *la Poste*, aperçut la mince silhouette d'Andrée Ornans montant les marches. Il quitta aussitôt ses camarades et hâta le pas pour la rejoindre.

Ils étaient devenus amis depuis la visite qu'il lui avait faite à la Bastille. Plusieurs fois ils s'étaient revus au journal, et quinze jours auparavant, quittant ensemble *la Poste* à six heures, ils avaient continué leur route côte à côte, en causant, jusqu'au logis de la jeune fille. Son absence totale de coquetterie plaisait à Muzard. Il se disait tranquillement : « Pour moi, ce n'est pas une femme. »

Cependant, au moment de l'atteindre, il s'aperçut qu'elle était aujourd'hui presque élégante, dans un tailleur de velours noir bien coupé, et il distingua aussi, alerte sur les marches, son petit pied serré dans une bottine que la neige fondue n'avait pas souillée. Et il en eut une fierté inconsciente.

Elle fit un mouvement de surprise en le voyant près d'elle, et aussitôt son sourire, le sourire de ses yeux joyeux qui ne recélaient aucune pensée secrète, instruisit clairement Muzard du plaisir qu'elle avait à le reconnaître.

— Vous permettez que je vous accompagne? demanda-t-il.

— Pourquoi pas? lui dit-elle, joignant à ce mot sa franche poignée de main coutumière.

« J'ai là un ami, un bon ami, pensait-il, en entrant à ses côtés dans l'église parfumée d'encens. Je sens qu'elle me rend ce que je lui donne. Avec les années, ce sentiment pourra devenir exquis. L'amour... Ah! l'amour! quelle duperie auprès de l'amitié. Voilà Solème qui s'enchaîne aujourd'hui à une femme qu'il

prétend aimer follement. Je leur donne rendez-vous dans dix ans. J'en ai tant vu! J'en ai tant vu! »

Et se penchant vers Andrée avec une douceur que personne ne lui avait jamais connue, — nulle femme même :

— Voulez-vous que nous montions près du chœur? C'est mon ami l'abbé Naïm qui fait le mariage. Ainsi vous le connaîtrez.

Mais au passage, il se sentit retenu par le pan de son vêtement, se retourna impatient, se trouva devant Cyprien Loche.

— Dites donc, jeune homme, prononça celui-ci, avec cette désinvolture coquette dont il usait toujours près de Muzard, on m'a conté que vous, le meilleur ami de Solème, avez refusé une place dans le cortège.

— C'est exact, monsieur Loche; un sauvage n'accepte pas ces choses-là, et j'assiste aussi bien mon ami, mêlé à la foule.

— On vous verra toujours au lunch? J'ai deux mots à vous dire.

— Oh! le lunch, fit Muzard en tordant sa barbiche rousse, rien n'est moins sûr.

Alors M^lle^ Loche, par laquelle il se sentait regardé depuis un instant, à son tour se pencha vers lui.

— Voyons, monsieur Muzard, vous qu'on ne voit jamais, vous qui demeurez mystérieusement invisible, cédez pour une fois et montrez-vous à vos amis.

— Invisible, moi? dit Muzard, mais monsieur votre père vous dirà, mademoiselle, que je vis dans une cage de verre.

Elle paraissait bien trente ans, ce matin, plus sévèrement vêtue, moins éclatante que lors du dîner rue Vivienne. Mais quel épanouissement de sa carnation royale au fond de ce grand chapeau de velours noir, quelle intelligence superbe en ces yeux hardis qu'une légère langueur voilait par instans, quel goût dans la splendeur de sa mise!

A ce moment, les accords pesans de la marche nuptiale retentirent au grand orgue. Tout le monde en une seconde fut debout, les yeux braqués sur le grand carré de lumière de la porte par laquelle s'avançaient les premiers couples du cortège.

Muzard s'en fut rejoindre sa compagne qui s'était agenouillée non loin de la grille du chœur, et priait, le front dans les mains. Une place était retenue près d'elle. Muzard la prit avec une gratitude infinie pour cette attention que la jeune fille avait eue à son égard. Il murmura :

— Où déjeunez-vous, mademoiselle?

Elle leva sur lui de grands yeux surpris, des yeux qui venaient de plonger dans l'infini.

— Mais, n'importe où, dans un restaurant quelconque.

— Si vous me le permettiez, dit Muzard avec une hésitation dont il n'était guère coutumier, je vous inviterais, pendant que la cérémonie se continuera chez Mme de Chastenac, à venir luncher avec moi, en bonne camaraderie, dans une petite boîte de la rive gauche.

— Abandonnerez-vous votre ami Solème?

— Oh! Solème n'a pas besoin de moi. Regardez-le, d'ailleurs.

Le cortège s'avançait précédé de deux suisses dont les hallebardes sonnaient sur les dalles. La petite Yvonne de Chastenac, toute rose sous le tulle blanc, intriguait beaucoup Muzard qui aurait voulu connaître jusqu'au fond de son âme incertaine. Il dit avec une humeur visible :

— Elle est jolie, elle est jolie vraiment, il faut l'avouer.

On aurait cru qu'il lui en voulait d'une beauté qui n'était pour le bonheur de Solème qu'une assurance fragile. Quant au marié, conduit par la baronne Avignon, imposante et hautaine, il frappait tout le monde par son émotion. Il était très pâle; ses yeux viraient sous le lorgnon et sa mèche blonde s'obstinait à retomber lamentablement sur son front d'inquiet.

— Moi, je veux bien aller déjeuner avec vous, monsieur Muzard; ne suis-je pas libre comme l'air? répondit Andrée Ornans.

L'orgue tonnait si terriblement qu'à peine si elle pouvait entendre les remerciemens que Muzard lui prononçait à l'oreille. Ils n'ajoutèrent plus rien; Andrée le regarda seulement, de son regard loyal et paisible. Puis elle s'absorba de nouveau dans sa prière et Muzard comprit clairement que, pour elle, ce n'était pas ici le lieu de la causerie.

A l'orgue, un violon de l'Opéra chanta une mélodie langoureuse. De subtils parfums exhalés par les fourrures élégantes dominaient par bouffées celui de l'encens. Ces fleurs, ces lumières, cette musique de mariage riche communiquaient à cette assemblée des heureux de la terre une impression de luxe, de bien-être et de fête, ressentie plus vivement après les intempéries du dehors. Ce fut alors que l'abbé Naïm, qui venait de la sacristie, escorté du clergé de la paroisse, apparut debout entre

la vision nuageuse de la mariée et la fine silhouette de Jean Solème.

Sa figure de pasteur arabe encore émaciée et creusée par un feu intérieur, comme celle des grands mystiques, étonna tout le monde. On se demanda si ce n'était pas un prêtre étranger. On entendit de-ci de-là une phrase courir :

— Ah ! c'est lui, le saint dont on parle...

Beaucoup de femmes montèrent sur leur prie-Dieu pour l'apercevoir. Les hommes notaient comme une curiosité son masque israélite. Cependant, il prononçait à mi-voix, en latin, les paroles rituelles. Puis les mariés s'assirent pour le discours qui leur allait être adressé selon l'usage, et il se fit un silence absolu.

L'abbé Naïm examina d'abord longuement Solème, puis Yvonne, et ensuite ses yeux, qui depuis de longs mois ne s'ouvraient qu'aux spectacles des pires détresses, parcoururent avec surprise cette assistance opulente, en qui tout révélait les délices inhérentes à la possession de la fortune. Il parut réfléchir quelques secondes. Le discours qu'il avait préparé pour les nouveaux époux s'abolit en son esprit, et une force mystérieuse le pressant devant ces riches que les circonstances assemblaient en sa présence, il ouvrit à deux mains son cœur d'apôtre qui débordait.

— Mes frères, commença-t-il d'une voix si grave et si vibrante qu'il n'était personne qui ne l'entendît, pour ratifier votre union, je suis venu aujourd'hui d'une cité de misère où je vois chaque jour de pauvres êtres succomber à des privations qui vous feraient frémir, si vous pouviez les imaginer. Je vis au milieu d'eux. Il m'est impossible de ne pas ressentir leurs souffrances, et comme ces bergers isolés dans la montagne au milieu de leur troupeau, qui finissent par contracter la ressemblance et l'aspect extérieur de leurs bêtes taciturnes, ainsi je viens à vous aujourd'hui, accablé sous le poids de misères indicibles, et aussi pauvre qu'un de mes pauvres. Mes frères, c'est un pauvre qui vient vous marier, au nom de Jésus son Maître.

« Votre âme, attendrie par le noble amour qui vous a conduits l'un à l'autre, écoutera ma voix au seuil de la vie nouvelle où vous entrez. Votre âme sera forte et capable de porter les paroles terribles que je vais vous dire le jour de vos noces pour qu'elles labourent votre conscience, pour qu'elles la

renouvellent et fassent de vous un couple parfait. Et vous les écouterez aussi, riches qui êtes présens, ces paroles terribles qui vont entrer en vous comme un aiguillon que vous voudriez bien arracher, mais qui demeurera pourtant dans la chair de votre âme ; ces paroles ne sont pas du pauvre qui les prononce, mais du Maître qui connaît le secret de la Béatitude sociale. Recevez-les, mes frères, les voici : *Vous ne pouvez servir Dieu et l'Argent.*

« Jésus aurait pu dire : « Vous ne pouvez servir Dieu et le Mal, » il ne l'a pas dit. Il a dit : « Dieu et l'Argent, » parce que c'est de l'Argent que naît le Mal. On ne voudrait pas aimer le Mal, mais on aime et on sert l'Argent qui est le père du péché.

« L'argent rend égoïste, menteur, vil, orgueilleux et impitoyable. Il y a une vertu nécessaire à laquelle est conditionné le bonheur social sans qu'il soit possible d'y chercher d'autres bases : c'est l'amour du prochain. Or, l'argent nous empêche d'aimer nos frères.

« Écoutez-moi, riches qui êtes ici. Quand je viens dans vos quartiers opulens, mes yeux clignent à l'éclat de votre luxe, comme ceux d'un homme qui sort des ténèbres. Et je sors en effet des ténèbres de la misère, de cette zone affreuse qui enclôt de toutes parts votre Paris somptueux. Pendant vos jours de fête, quand toutes les jouissances que donne l'argent pleuvent et ruissellent, le dénuement et la détresse assiègent vos murs, sous la forme de cette armée douce et pacifique de ceux qui ont faim. Ils ne tenteront jamais d'assaut, aussi vous êtes tranquilles. Cependant, par milliers, ils souffrent. Toute une jeunesse dépérit faute de nourriture, des vieillards agonisent sans soins, des malades sont abandonnés. Je parle seulement de ceux qui, pour économiser un loyer, sont venus demander dans une voiture de vagabonds asile à ces terrains d'enceinte. Mais au cœur même de Paris, que de pauvretés semblables ou pires, et aux portes mêmes de vos demeures, que de misères cachées, et dans votre classe même, que de ruines plus horribles encore qu'une détresse constante, et parmi ceux que vous disiez hier vos amis peut-être, que de dénuemens inavoués, et tous les jours, ici ou là, combien de suicides causés par le manque de ce dont vous êtes gorgés!

« Riches, devant toute cette douleur humaine, je viens vous

demander si vous avez réellement fait votre devoir. Ne sentez-vous aucun trouble ? Votre responsabilité n'est-elle pas engagée ? Pour moi, je tremble d'entendre sortir de l'Infini l'interrogation terrifiante : « Qu'avez-vous fait de vos frères, ô riches ? »

« Je le sais, vous pouvez vous défendre. Vous plaidez. Vous dites : « J'ai donné l'aumône, je donne sans cesse, je suis assailli de demandes et de quêtes. » Oui, mais que donnez-vous ? Vous donnez la petite monnaie de vos grandes dépenses. Vous donnez de façon qu'il ne vous en coûte ni un plaisir, ni une jouissance de vanité. Et, s'il vous en coûtait un plaisir ou une jouissance de vanité, vous ne pourriez pas donner. Or, faire l'aumône ainsi, ce n'est pas donner. Donner, c'est puiser, pour ses frères, dans le vif de son bien, c'est s'arracher ce qui vous tient au cœur, c'est se priver.

« Vous ne voulez pas vous priver en donnant.

« Dans l'Ancienne Loi, on exigeait des Israélites pieux qu'ils versent aux pauvres la dîme de leurs biens. Pourrait-on même timidement vous le demander, chrétiens? Alors n'êtes-vous donc que des Israélites déchus ?

« Si tous les riches donnaient vraiment avec amour, c'est-à-dire avec plénitude, y aurait-il tant de détresses?

« Oh! mes frères, que j'unis aujourd'hui au nom de Dieu et qui entrez dans un chemin nouveau de votre vie, commencez par détacher votre cœur de l'Argent, afin d'être purs et bons. Je vous en supplie, ne faites pas de l'Argent votre dieu, mais votre esclave. Et quand vous l'aurez complètement dominé, ce jour-là seulement, vous vous aimerez l'un l'autre complètement. Et, ce jour-là aussi, vous aimerez vos frères, car il nous serait naturel et doux d'aimer nos frères, si l'amour de la propriété, c'est-à-dire de l'Argent, n'occupait pas notre cœur. A la source de toute discorde, de toute envie, de toute haine, vous trouverez l'amour de l'Argent.

« Et vous, mes frères les riches qui m'écoutez, je vous supplie aussi de tuer l'avarice dans votre cœur, afin de commencer à aimer vos frères selon le commandement de Jésus. Alors la face du monde changera. Car le salut de la société et le remède à tous les maux dont elle souffre, il n'est pas dans la doctrine de ce sociologue ou dans celle de tel autre. Il n'est pas dans ce régime politique ou dans celui-là. Ne l'attendez pas d'une

révolution, d'une constitution nouvelle, d'un code original, ou d'un contrat social inédit, mais de la seule réalisation des deux paroles divines : Bienheureux les pauvres! Bienheureux les miséricordieux! »

Et, tout frémissant encore, pâle et les prunelles en feu, l'abbé Naïm descendit les marches de l'autel pour consacrer le mariage nouveau.

Un murmure courut dans la foule que tout d'abord la stupeur avait envahie. Beaucoup de dames trouvaient que ce prédicateur, habitué à sermonner la populace, n'était pas fait pour les paroissiens de la Madeleine. Elles paraissaient vexées de ce dur et simple langage. Les hommes s'entre-regardaient en souriant d'un sourire sceptique, et ne voulaient pas s'avouer le trouble que les paroles du saint avaient fait naître en eux. Au demeurant, le sermon leur avait plu. Les uns disaient en dilettantes :

— C'est Jean-Baptiste!

Les autres :

— C'est saint François d'Assise!

Cyprien Loche regardait toujours dans l'espace, droit devant lui. Sa fille se mit à genoux, et cacha son visage dans ses mains.

Pour personne, ni la mariée ni Jean Solème ne comptaient plus. Il n'y avait plus d'intérêt ici que pour l'abbé Naïm. Un rédacteur de *la Poste* demanda :

— Mais c'est un juif, ce curé-là?

Une vieille amie de M^me^ de Chastenac, assise non loin de lui, l'entendit et répliqua :

— C'est, monsieur, l'enfant d'une famille israélite convertie. J'ai connu, moi, le grand-père Youssouf Naïm, qui vendait de vieux ivoires dans une boutique de la rue Saint-Honoré. Ce magasin existe toujours, quoique fort embelli. Quant à ce prêtre, monsieur, nos petits-enfans le verront sur les autels.

Les mariés se passaient au doigt les alliances bénites. Une mélodie de l'orgue emplit l'église. L'abbé Naïm commença la messe. M^me^ Nassal disait à Huguette Gérard :

— *Icare*, hier, rapportait trente-neuf francs placé. Dire que j'avais hésité à mettre sur lui...

— Avez-vous été chanceuse?

— Ah! ma pauvre amie, quarante-cinq francs net de déficit!

Peu à peu, le ronronnement sourd des conversations s'éteignit. Pendant l'élévation, l'orgue se tut. Il y eut un absolu silence. L'aiguillon de la parole du saint commençait à brûler la chair des âmes. Il avait dit : « Des gens se suicident tous les jours, poussés par le besoin de ce dont vous êtes gorgés. Ne sentez-vous aucun trouble? Vous donnez la menue monnaie de vos grosses dépenses. Donner, c'est puiser dans le vif de son bien. » Et, sous le calme élégant de cette assistance recueillie, une vague d'égoïsme révolté, indigné, féroce, montait et se dressait, luttait, même chez les meilleurs, contre l'enseignement terrible. On cherchait à le tempérer. On se disait : « Tout le monde n'est pas forcé d'être un saint. Nous avons nos enfans, notre rang à soutenir. Ce prêtre conseille des folies, des imprudences. On ne peut soulager toute l'humanité. » Et, au fond de chaque âme, l'égoïsme gémissait et se lamentait avec des plaintes véhémentes. « Notre bien nous appartient légitimement, après tout. De quel droit des misérables dont nous n'avons pas voulu le malheur viendraient-ils le réclamer? Des gens se suicident de misère, il est vrai; mais c'est ainsi. Et ce sera toujours ainsi. Nous ne pouvons être chargés de changer la face du monde. »

A la bénédiction des mariés, Andrée Ornans, qui était demeurée à genoux pendant toute la messe se mit debout, et tourna vers Muzard son visage ruisselant de larmes,

— Comme il m'a émue, votre ami!

Elle ne put le décider à suivre la foule vers la sacristie. Solème savait qu'il était là. Cela suffisait. Les congratulations officielles étaient ridicules. Par exemple, Solème et la petite Yvonne avaient été gentils. Ils avaient invité le sauvage qu'il était à les aller voir ce soir dans leur nouveau logis avant l'heure de la « Côte d'Azur. » Ce grand indolent de Solème avait eu là une idée très touchante. Muzard lui en savait gré. C'était situer définitivement leur amitié, leur intimité même au début de son mariage et se priver d'un quart d'heure de tête-à-tête au profit d'un pauvre diable de camarade. Certes oui, là il irait.

— Vous aimez bien vos amis, monsieur Muzard, dit la jeune fille.

— Oh! des amis, j'en ai si peu! Naïm d'abord, Solème ensuite et puis... et puis...

Il avait envie de dire : « et puis vous. » Il ne l'osa pas. Maintenant la foule s'ébranlait et pesamment, lentement, s'insinuant entre les rangées de chaises, s'avançait vers la sacristie. Muzard, qui sortait, devait lutter contre la poussée de ce flot. Au passage, les yeux de Mlle Loche braqués sur lui l'arrêtèrent.

— Oh! le vilain ours qui ne va seulement pas serrer la main des mariés! lui dit-elle avec une grimace.

Le banquier hocha la tête avec un air de tristesse :

— Vous avez tort, jeune homme. De tels procédés vous nuisent.

— Monsieur Loche, demanda Muzard, le sermon de mon ami Naïm vous a-t-il converti?

Loche haussa les épaules et se laissa emporter par le flot montant.

Une demi-heure plus tard, Augustin Muzard et Andrée Ornans se regardaient tout étonnés de se trouver attablés l'un vis-à-vis de l'autre au petit restaurant de la rive gauche où Marie Plichet, sous son diadème empesé, leur disait avec une bienveillance marquée :

— Je suis désolée, il ne me reste plus que des entrecôtes aux pommes, et des choux de Bruxelles.

Et elle dévisageait Andrée Ornans, la première femme qu'elle eût encore jamais vue près de Muzard.

— Eh bien! c'est délicieux cela, s'écriait la jeune fille.

Et à Muzard :

— Songez que je déjeune toujours toute seule, au hasard des quartiers où je me trouve, tantôt ici, tantôt là : quelquefois chez moi, de deux œufs à la coque. Cela me semble très gai de prendre aujourd'hui ce repas avec vous.

Les yeux de Muzard se levèrent sur elle avec une expression qu'elle ne leur connaissait pas. Il songeait que ces duretés de la solitude, bonnes pour lui, étaient en disproportion avec les forces d'une jeune femme si sensible, si fine. Pourtant, comme elle les supportait avec vaillance, avec bonne humeur!

« Elle est brave comme un homme, » pensait-il orgueilleusement.

Il s'excusa de l'huilier ébréché, des couverts désargentés, du bifteck coriace. Mais elle, gaîment :

— Croyez-vous que je déjeune tous les jours avenue de

l'Opéra? La vie extérieure compte si peu! D'ailleurs je hais le luxe.

Ramené par ce mot à la pensée de l'abbé Naïm, il parla du sermon terrible, puis de la personne même du prêtre, enfin de leurs souvenirs d'enfance, qu'il évoquait avec bonheur devant Andrée Ornans. Tout à coup :

— Marie Plichet, vous n'auriez par de glaces à la framboise?

Marie Plichet accourut consternée ; elle posa sur la table ses deux index, ce qui mettait en valeur ses manches de calicot éblouissantes, et sur le ton dont elle aurait annoncé une catastrophe :

— Il ne reste qu'une glace, monsieur Muzard, une!

— Eh bien! donnez-la.

A cette heure tardive, le restaurant s'était vidé. Un garçon changeait le linge des tables et répandait de la sciure de bois sur le plancher. Il n'y avait plus que la jeune femme de lettres et Muzard. Ils disputèrent pour savoir qui aurait la glace.

— Voyons, disait Andrée, vous n'allez pas me traiter comme un enfant.

— Non, mais vous n'en êtes pas moins un camarade que j'ai invité.

Finalement, ils se la partagèrent et cela les amusa beaucoup.

— Je n'aurais pas cru que vous étiez si gaie, disait Muzard. Vous aviez un petit air tellement grave quand je vous voyais à mon bureau.

— Croyez-vous que votre air était plus joyeux que le mien? ripostait-elle en riant.

Elle avait des leçons à donner du côté de l'Étoile. Il l'y conduisit. La neige tombait toujours. Ils eurent un assez long trajet à faire pour trouver son autobus. Elle disait :

— J'aime être pauvre, quand je pense à la grande masse humaine qui lutte, qui peine, qui souffre. Je suis contente de piétiner dans la neige avec ceux qui n'ont pas de quoi se payer un taxi. Sans cela, je me sentirais distante d'eux, isolée, différente. Je préfère être apparentée à ceux qui souffrent qu'à ceux qui jouissent. Comprenez-vous cela?

— Comme Naïm vous aimerait! pensa tout haut Muzard.

Elle disparut dans un hôtel gris de l'avenue Kléber, et Muzard resta sur le trottoir, embarrassé de lui-même, des

heures qui le séparaient encore de son rendez-vous du soir, de sa solitude,

« Un chic ami, cette petite, se répétait-il. Elle n'a rien du bavardage agaçant des femmes. Et il me semble que je retrouve en elle, avec une douceur, une pureté, une délicatesse inconnues dans la mienne par exemple, ma propre âme. C'est une parente riche de ma nature. L'amitié entre sexes différens est la seule qui soit complète, absolue. On a dit : « Les cerveaux ont des sexes. » Les cœurs en ont aussi. La sensibilité de la femme parachève celle de l'homme. Une certaine tendresse dans l'amitié perfectionne l'amitié. Seule une femme sait l'y mettre. Je ne voudrais pas épouser Andrée Ornans. Non. Mais la rencontrer de temps en temps, comme aujourd'hui, me raconter à elle... pérégriner dans le jardin de sa vie intérieure, si profonde, si mystérieuse; savoir, comme je l'ai senti aujourd'hui, qu'elle a plaisir à se trouver près de moi, obtenir d'elle une bonne affection mêlée de douceur féminine comme je n'en ai jamais connu, jamais, eh bien ! ce ne serait pas à dédaigner. Oui... mais qu'est-ce que je fais ici, comme un idiot sur le trottoir ? Aurais-je le spleen, parce que cette femme n'est plus là, comme cet imbécile de Solème les jours où il ne pouvait aller voir M^lle^ de Chastenac ? »

Il devait encore attendre deux heures le moment de se rendre chez les jeunes mariés. Il entra dans un café et il y fuma des pipes en buvant des bocks jusqu'à cinq heures du soir.

La neige ne tombait plus. Quelques surfaces demeurées blanches, au hasard des toits ou des monumens, scintillaient sous le clair de lune. La gelée avait séché les rues. L'Arc de Triomphe apparaissait de biais, illuminé comme au travers d'une soie bleue. Muzard se rendit à pied à Neuilly, au petit pavillon que Solème avait loué boulevard Maillot. En traversant le jardin garni de fusains givrés, il rencontra M^me^ Élisabeth que sa voiture attendait. Elle avait les yeux rouges et un air de lassitude qu'il n'avait jamais vu en son royal visage. C'était furtivement qu'il l'examinait, et il la saluait avec cette déférence singulière qu'elle inspirait à tous les hommes. Mais elle le reconnut, l'arrêta, lui serra les deux mains.

— Continuez d'être leur ami, n'est-ce pas, monsieur; continuez d'exercer votre bonne influence sur Jean, et aussi sur ma pauvre légère Yvonne. Ne les abandonnez jamais.

— Je suis peu de chose, madame, dit Muzard.

— Je vous estime beaucoup, monsieur, répondit la veuve.

L'amie de l'abbé Naïm, avec la poésie de sa douleur inconsolée, de son détachement souverain des choses terrestres, de sa charité, impressionna plus que jamais Muzard, ce soir-là dans ce décor de clair de lune qui la séparait du siècle dont elle n'était plus. Cette grande mystique représentait bien une vie céleste. Elle rendait tangibles les choses surnaturelles que l'intensité de la vie terrestre finit par démentir. Elle était une preuve vivante du domaine spirituel, l'allégorie des saintes Béatitudes.

« Il y a peut-être un autre monde, » songeait Muzard en pénétrant dans la maison.

— Mon vieux Muzard! dit une voix émue.

Et il se sentit embrassé par le grand Solème qui sortait d'une luxueuse salle à manger où Yvonne se tenait, en costume de voyage. Des malles encombraient le vestibule. Solème dit :

— Viens embrasser ma femme, maintenant, mon vieux Muzard.

Et lui montrant cette fraîche figure de jeunesse, ronde et rose sous un chapeau charmant :

— Est-elle jolie, hein! est-elle jolie?

Et avant que Muzard se fût avancé, il courut lui-même enlacer Yvonne, la couvrir de baisers.

— Laissez-moi donc souhaiter la bienvenue à votre ami, Jean, dit-elle.

Puis à Muzard :

— Il faudra venir souvent chez nous, monsieur.

— Ah! vous aurez vite assez de moi, madame, quand vous connaîtrez mieux l'être insupportable que je suis.

Aussitôt Solème, qui se montrait nerveux et agité dans son bonheur, voulut faire visiter le pavillon à son ami. Il y avait pourtant une restriction à sa joie. Il disait :

— Tu vois comme c'est petit. C'est minuscule. Ça ressemble à un jouet d'enfant.

— Y seras-tu à l'étroit? demanda Muzard.

— Non, mais Yvonne aurait voulu un logis spacieux. Cette exiguïté sent la gêne, les petits moyens, une sorte de misère.

— Peste! la misère... dit Muzard en examinant le salon, garni de meubles Louis XIII, tous absolument purs, en leur raideur guindée.

— Ah! oui, un cadeau de notre cousine Élisabeth, qui a pris pour nous dans ses plus belles choses...

— La chambre à coucher est un peu de la camelote, dit Yvonne en ouvrant une jolie pièce de style anglais, dont la simplicité et la clarté plaisaient à Muzard; mais il est convenu que nous en aurons une autre le jour où Jean gagnera beaucoup d'argent.

— A propos, demanda le caissier, tu restes à *la Poste*, n'est-ce pas?

— Évidemment.

— Et tu cumules ton métier de reporter avec celui de directeur des chantiers de construction de Loche?

— Eh! il faut bien, mon vieux.

— Qu'il te restera peu d'heures à passer près de ta femme!

Yvonne prit un petit air triste, mais résigné.

— Quand on n'est pas riche! dit-elle avec un soupir.

Puis comme pour une confidence, elle conduisit Muzard à la fenêtre, souleva la mousseline du rideau, montra dans le clair de lune les communs où une large porte était fermée. Ses yeux rieurs devinrent froids et douloureux. Elle prononça :

— Le garage. Le garage de l'auto que nous n'aurons sans doute jamais.

Mais son mari, qui l'avait entendue, survint aussitôt :

— Si, vous l'aurez, ma chérie, je vous l'ai promis. Un beau jour, cette porte-là s'ouvrira pour laisser passer la voiture que vous aurez choisie vous-même. Ou il faudrait que je sois un incapable.

Alors Muzard éclata :

— Mes compliments, c'est parfait. Je suis touché aux larmes. Continuez, mes enfans. Ah çà! je viens ici ce soir en timide, sur la pointe du pied, presque confus de troubler deux êtres qui ont atteint le summum de la joie humaine. Pour un peu, j'aurais tourné les talons sur votre seuil, tant je redoutais d'être un importun pour votre amour. Mais, Dieu merci, je n'ai troublé que le duo des lamentations de deux jeunes riches, avides de posséder davantage. Heureux? mais vous ne l'êtes pas; amoureux, oui, mais des billets de mille francs.

— Vous êtes excessif en tout, monsieur Muzard, reprit la jeune mariée. Pouvez-vous douter que notre amour soit immense?

— Il n'engloutit pas tout, prononça-t-il sèchement.

— Ah! tu n'y connais rien, dit Solème, qui de nouveau bondit à Yvonne et l'étreignit à la briser.

Elle dut aller se recoiffer. Muzard tira tranquillement sa montre.

— Vous allez manquer votre train.

— Ce sera ta faute, dit Solème, tu as jugé que le sermon de l'abbé Naïm ne suffisait pas. Il t'a fallu y ajouter le tien. Eh bien! mon vieux, j'aimais mieux celui du curé.

— Ah! Naïm! il a été très beau. Oui... Mais moi, je suis un intolérable raseur, n'est-ce pas?

Solème regarda tout à coup Muzard. La vie de ce stoïque solitaire, si rude, si mélancolique lui apparut soudain. Est-ce qu'il n'y avait pas, dans son attitude, ce soir, l'amertume du vieux garçon spectateur d'un amour dont il est sevré?

— Oui, répondit-il, en posant son poing sur l'épaule de son ami, mais un intolérable raseur dont on ne peut se passer, mon vieux.

Muzard eut ce sourire qui ne dévoilait que si rarement sa bonté profonde.

— Vois-tu, Solème, je t'aime bien. Tu vaux mieux que le cours ordinaire de tes préoccupations. En ce moment, le sort te met en mains un jeu magnifique. Ne va donc pas t'embarrasser d'autres cartes. Ta petite Yvonne est délicieuse. Mais c'est un enfant dont tu dois faire une femme. Ne gaspillez pas votre chance. Méfie-toi de l'argent, Solème!

Une domestique vint avertir que le taxi-auto attendait à la porte. Yvonne revenait juste à ce moment.

— Monsieur Muzard, dit-elle, pour vous prouver que je ne vous en veux pas, j'exige que vous nous conduisiez jusqu'à la gare.

Il se défendit, voulait se contenter d'aider le chauffeur à charger les malles, puis s'en aller ensuite en bon camarade fidèle qui a fini sa tâche. Mais les jeunes mariés le prirent de force par le bras et lui firent ainsi traverser le jardin.

Dans la voiture, ils parlèrent peu. Déjà, Solème et Yvonne avaient à demi quitté Paris pour ce Monte-Carlo radieux où ils s'éveilleraient demain matin. De temps en temps Solème disait :

— Tu permets, Muzard ?

Et il embrassait sa jeune femme.

Leurs yeux rêvaient. Ils voyaient le grand décor théâtral de là-bas, les terrasses aux blancs balustres étagées au-dessus d'une mer indigo, les rochers couleur de cendre et de brique tout hérissés d'agaves, et la douceur des petites baies italiennes qui s'estompent au loin dans un bleu de pastel : voluptueusement ils se laissaient emporter vers ce paradis étrange.

Mais le curieux Muzard s'acharnait à scruter l'avenir de cet amoureux ménage. Ah ! qu'il aurait voulu savoir...

« Comme c'est angoissant, pensait-il. De cette folle joie que restera-t-il dans cinq ans, dans dix ans ? Quand ces caresses les auront lassés, ils ne seront plus mariés que dans leur soif de luxe. Ah ! combien l'amitié surpasse l'amour ! Si Andrée Ornans et moi avions soixante ans, ce soir j'irais fumer ma pipe auprès d'elle en jacassant jusqu'à minuit. Ce serait très chic. »

Ensuite, ce furent les adieux sur le quai de la gare de Lyon, la fuite douce et silencieuse du train des riches, les deux têtes, blonde et brune, des amoureux que la lueur des lampadaires électriques permit d'apercevoir longtemps à la portière. Leur impatience d'être enfin seuls en leur wagon-salon apparaissait, sous les délicatesses de leur amitié. Les visions plus intenses de la Côte d'Azur peuplaient leur esprit en fièvre. Tout en respirant le parfum d'Yvonne, Solème évoquait le Casino, les escaliers tournant dans la verdure du parc, les dorures de la salle de théâtre, les envolées de l'orchestre, puis le tintement métallique ininterrompu, discret et implacable qui résonnait partout, comme si un ruisseau magique forant les murailles dorées avait traversé d'un bout à l'autre ce palais de fête.

A cette minute exacte, il entendit la voix gutturale et vibrante de Muzard qui, sous le hall, là-bas, criait encore, ses mains en porte-voix écrasant sa moustache rouge :

— Méfie-toi de l'argent, Solème !

## VII

Un ecclésiastique à cheveux blancs, fatigué par l'ascension des étages, l'âge et l'embonpoint, sonna chez l'abbé Naïm. Il s'enveloppait dans un grand manteau de drap noir à larges plis, qui masquait sa douillette. Désiré Coquard, en service depuis trois mois chez le jeune prêtre, vint ouvrir. Il n'était pas accou-

tumé aux visites et parut fort surpris quand on lui demanda si monsieur le curé se trouvait chez lui.

— Si monsieur l'abbé veut se donner la peine d'entrer, dit-il, obséquieux.

Et il introduisit le vieillard dans la bibliothèque.

Le bureau empire avait disparu, ainsi que les fauteuils. C'était une grande pièce vide et nue, où ne demeuraient que les rayons de planches dégarnis, sur la cheminée l'*Ecce homo* dominateur, et trois chaises de paille autour d'une table que supportaient deux tréteaux.

Le vieux prêtre s'assit, en promenant autour de lui des yeux étonnés. La surprise atténuait en lui un certain air naturel de sévérité, presque de majesté, que lui donnaient son port de tête, son profil noble, la hauteur du front. La douceur des boucles blanches, celle des prunelles claires contribuaient aussi à corriger l'aspect hautain de cette figure. Bientôt la porte se rouvrit, et l'abbé Naïm entra en coup de vent, avec une simplicité de grand collégien qu'on demande au parloir. Il s'inclina devant le visiteur inconnu qui demeurait assis.

— Mon cher abbé, dit celui-ci, vous ne me reconnaissez pas?

L'abbé Naïm fit des épaules le geste de l'incertitude.

— Mon cher abbé, cela se comprend ; vous n'attendiez pas ma visite. Je suis le cardinal-archevêque...

L'abbé Naïm rougit de timidité, puis, se jetant à genoux, il baisa l'anneau qu'il n'avait pas aperçu, passé sur le gant noir du cardinal. Ensuite il s'effara, et, toujours à genoux, levant son regard angoissé vers le vieillard :

— Qu'est-ce qui amène Votre Éminence chez un pauvre petit prêtre comme moi?

L'archevêque sourit, tout en se débarrassant de sa cape et de sa douillette. La soutane au liséré rouge apparut avec la croix épiscopale. Il fit relever le jeune prêtre.

— Mon cher abbé, rassurez-vous. Je ne suis pas le porteur d'une mauvaise nouvelle. Je devine : vous craignez que je ne vous enlève à votre misérable paroisse que vous aimez tant. Dieu m'en garde. Vous y faites un bien infini, dont je vous loue. Mais il m'est revenu de divers côtés certains bruits sur vous, dont je voulais m'expliquer avec vous-même. J'aurais pu vous envoyer l'un de mes grands-vicaires, mais je ne voulais

pas donner à l'entretien un caractère de blâme. J'aurais pu vous mander à l'archevêché, mais je désirais imprimer à notre conversation un tour affectueux que je trouverai mieux ici. En effet, il me semblait que les petits reproches que j'ai à vous adresser s'imprégneraient d'une certaine tendresse paternelle, si je venais vous les faire moi-même.

Et, en parlant, il scrutait avidement, avec une visible curiosité, la physionomie de celui pour qui tant de personnes s'exaltaient à Paris.

— Comme vous êtes bon, monseigneur, dit avec piété l'abbé Naïm.

Et il courbait la tête, les bras croisés sur sa poitrine, attendant les reproches, sans étonnement, sans révolte, comme une chose due, presque comme une chose attendue.

Le cardinal se taisait maintenant. Il observait ces traits de la race juive, qui l'avaient déjà frappé le jour de l'ordination du jeune prêtre, et cette humilité de petit enfant coupable qui trouve si naturelle une réprimande. Et il examinait aussi le dénuement de cette pauvre pièce délabrée.

— Mon cher abbé, dit-il enfin, plus âprement, votre zèle vous emporte quelquefois trop loin. Il y a un mois, vous avez célébré un mariage à la Madeleine, et, vous adressant à une assistance des plus distinguées, qui appartenait tout entière à la classe riche, vous avez prononcé contre les riches des paroles... mon Dieu... presque terribles. Des fidèles se sont plaints. Il faut une grande prudence dans le ministère, mon enfant. On a pu me répéter le fond de votre sermon, auquel je ne trouve rien à redire, puisque votre texte était, si je suis bien renseigné : « Vous ne pouvez servir Dieu et l'Argent. » Mais la modération qu'il faut apporter à la prédication, afin qu'aucune âme ne s'en trouve blessée, je crois que vous l'avez un peu oubliée, n'est-il pas vrai?

— Monseigneur, je ne le pensais pas; mais si Votre Éminence le dit, c'est qu'il en est ainsi, et je promets d'être plus attentif désormais.

— On ne prend pas les mouches avec du vinaigre, cher abbé, continua le cardinal, surpris de n'avoir pas à lutter contre la défense de l'incriminé, contre cette résistance au blâme, si instinctive, et que sa longue connaissance de l'âme humaine lui faisait attendre de cet homme ardent. Il est plus sage d'employer

dans le service de Dieu la douceur que la violence. Les riches, que vous avez durement étrillés, m'a-t-on dit, sont les ministres du Seigneur. La puissance qu'ils détiennent est respectable, puisqu'elle leur a été conférée par Dieu.

— Monseigneur, dit l'abbé Naïm avec accablement, mes paroles m'ont trahi, si l'on y a vu que je manquais aux personnes riches qui m'écoutaient. J'affirme qu'il n'y avait dans mon cœur que de l'amour et du respect pour elles. Mais j'étais devant cet auditoire l'avocat de mes pauvres brebis. Ah! si Votre Éminence connaissait toute la misère dont je suis témoin! J'ai parlé peut-être avec la violence d'un père qui voit souffrir ses enfans et se sent impuissant à les soulager. Mais j'ai parlé ainsi devant ceux qui sont comblés et qui d'un geste pourraient consoler tant de larmes.

Il disait d'abord ces choses comme on confesse une faute, en s'excusant; il tendait les épaules aux coups, persuadé de sa maladresse, presque de sa culpabilité. Mais peu à peu, en conversant, il se redressait inconsciemment. Une ardeur sourde renaissait en lui, à mesure qu'oubliant sa propre personne qu'il méprisait, il en revenait à l'idée dominatrice de sa vie.

— J'ai dénoncé le péril et la malice de l'argent auquel ces riches sont attachés. Monseigneur, c'est lorsqu'on est, comme moi, rejeté hors du monde que l'on comprend toutes les malédictions que Jésus a prononcées contre l'argent. C'est véritablement l'avarice qui cause tout le mal; et si les riches n'aimaient pas tant leurs biens, n'est-il pas clair qu'il n'y aurait plus de sordide pauvreté?

Le cardinal voyait maintenant devant lui un tout autre homme. L'abbé Naïm ne songeait plus à obtenir le pardon de sa faute. La brûlante flamme qui consumait son cœur s'était ravivée; il parlait, comme un être inspiré, comme un prophète, de l'essence même du mal social, et de la douleur humaine.

— Mais, interrompit le prélat en cherchant ses mots avec un souci évident de respecter la véhémence de ce jeune prêtre qui l'impressionnait; mais il faut qu'il y ait des riches et des pauvres. Ces inégalités sociales sont bonnes.

— Ah! monseigneur, s'écria l'abbé Naïm dont les yeux clairs prirent une expression divine, je ne voudrais pas qu'il n'y eût plus de pauvres. Mais je frémis de voir que certains meurent

de besoin, alors que des disciples de Jésus sont gorgés de biens. La sainte pauvreté qui fait les âmes fortes, mille fois oui, mais non pas l'épouvantable détresse qui engendre le désespoir. C'est pourquoi, tant que j'aurai une langue pour parler, je crierai aux riches leur devoir, leur grand devoir, leur premier devoir, qui est de se détacher de leur argent pour se soucier de leurs frères.

— Certains riches donnent abondamment..., insinua le cardinal.

— Monseigneur, c'est vrai, mais beaucoup ne savent même pas comment il faut donner. Et, dans l'ensemble, peut-on dire qu'ils donnent assez quand on est témoin de ce que je vois dans cette zone! Ah! j'en veux à l'avarice, j'en veux au culte de l'argent...

— Oui..., murmura pensivement le vieux prélat, qui ne répliquait plus rien.

— L'argent est d'un côté, Jésus est de l'autre, continuait l'abbé Naïm terriblement : où vont les adorateurs? Quelques-uns voudraient partager leur encens entre les deux autels; mais Jésus recevra-t-il la prière de ceux qui viennent à lui, le cœur tout gonflé du désir de l'argent, et qui aiment l'argent plus que leurs frères, c'est-à-dire plus que lui-même?

Le cardinal subissait à son tour l'attrait de cette âme enflammée. C'était comme un foyer auquel se réchauffait le zèle de ses quarante années de sacerdoce. Il écoutait avec une sorte de délice la parole de ce jeune homme, et le blâme expirait sur ses lèvres. Tant de ferveur, tant d'amour, tant d'évangélique pureté dans la clairvoyance l'émerveillaient. Pourtant il essaya de dire encore :

— Mon cher abbé, ces idées sont celles de l'Évangile lui-même, et je ne puis qu'y souscrire. Mais c'est dans leur expression, dans la forme où vous les présentez aux personnes du monde que je vous recommande de placer une grande prudence. Gardez-vous des exagérations dangereuses auxquelles vous êtes enclin, à ce qu'il me semble. Ainsi, l'on m'a rapporté que, prenant à la lettre certaines paroles des saints livres, vous viviez dans un dénuement qui ne me paraît pas conforme à la décence extérieure qu'exige la vie d'un prêtre. Il existe, vous le savez, un certain respect des convenances auquel nous sommes astreints. Voyons, cher abbé, la pièce où vous recevez?...

— C'est ici, monseigneur.

Le cardinal, ayant de nouveau jeté un regard circulaire sur le cabinet qui paraissait fraîchement déménagé, hocha la tête en souriant :

— Hé! hé! dit-il, c'est d'une simplicité excessive. — Vos livres?

Et il montrait d'un signe la bibliothèque vide.

L'abbé Naïm pâlit légèrement, et, sans répondre, fit un geste comme pour demander pardon qu'ils ne fussent plus là.

— Pas un seul livre? répéta l'archevêque, avec une stupéfaction mêlée de sévérité.

Il n'ajouta rien d'autre, mais au bout d'une seconde :

— Et le reste de votre appartement est à l'avenant? Verriez-vous une curiosité indiscrète de ma part à mon désir de le visiter?

— Monseigneur, je suis prêt à obéir aux désirs de Votre Éminence.

— Eh bien! oui, visitons-le. Si nous faisons des sacrifices pour que nos prêtres soient convenablement logés, mon cher abbé, ce n'est point pour flatter des goûts de bien-être qu'il ne leur est pas permis d'avoir, mais pour assurer à leur existence une dignité extérieure qui les maintienne à leur place vraie dans la société.

En parlant de la sorte, il traversait le corridor et gagnait la salle à manger. Ici, le buffet avait été vendu, mais la table de noyer ciré demeurait encore, attendant peut-être les hasards d'une occasion. Une seule chaise de paille garnissait le mur. Quelques assiettes de faïence blanche étaient étalées sur la cheminée avec des bols et trois gros verres. Le cardinal n'émit pas une réflexion. Puis, comme l'abbé Naïm semblait hésiter maintenant :

— Eh bien! mon enfant, où couchez-vous?

— Votre Éminence tient absolument à voir...

— Oui, mon enfant, absolument.

— Monseigneur, reprit le prêtre qui n'avançait qu'à regret, ma chambre est... comme le reste.

— Qu'importe? montrez-la-moi. Je vais vous exprimer immédiatement ma pensée, mon cher abbé. Votre zèle de perfection me touche, mais j'ai peur qu'il ne s'y mêle, comment dirai-je?... une pointe d'orgueil. Oui, peut-être, dans le fait de

vous priver de tout ce qui sert à votre prochain, voyez-vous une singularité et trouvez-vous dans cette singularité une délectation qui tient au domaine de l'orgueil.

— L'orgueil? répéta simplement l'abbé Naïm, étonné. Monseigneur, je ne sais pas... Peut-être. La seule chose que je me reproche est l'immense joie que j'éprouve, quand j'ai vendu quelque objet m'appartenant, à en porter le prix à mes pauvres brebis. Ce bonheur me semble offenser leur misère.

Et il ajouta :

— Je crains aussi d'éprouver dans ce trafic un plaisir qui tienne à ma race, et qu'une sorte de subtile avarice ne se mèle ainsi à mon aumône. Mais de quoi tirerais-je orgueil, puisque je ne suis nullement privé? Les choses dont je me suis débarrassé m'étaient inutiles. Je ne me sens aucun mérite. J'ai tout ce qu'il me faut. J'ai peut-être conçu de l'orgueil sans le savoir. Monseigneur, je vous remercie de m'avertir. Notre pauvre âme est réellement plus basse que nous ne l'imaginerons jamais. Je m'examinerai là-dessus.

Et comme il s'était arrêté, en parlant, devant une porte qu'il ne se décidait pas à ouvrir, l'archevêque mit la main à la serrure en demandant :

— Vous permettez, cher abbé?

Aussitôt, l'abbé Naïm l'introduisit. Mais le cardinal s'arrêta sur le seuil, cloué sur place. Là, il ne demeurait plus rien, qu'un grand crucifix au mur et, sur le plancher, une couverture de cheval pliée en quatre.

Le jeune prêtre riait. Il expliquait :

— Monseigneur, il ne faudrait pas me croire meilleur que je ne suis, ni attribuer à une haute vertu ce qui est simplement le résultat des circonstances; j'ai de constans besoins d'argent, du fait de mon apostolat dans une cité si misérable. Est-il admissible que de pauvres enfans souffrent de la faim, du froid, contractent des maladies mortelles, quand leur pasteur jouit du bien-être dans sa maison? J'ai vu un jour une jeune femme agoniser sur les planches d'une roulotte, et un être vigoureux comme moi se couchait dans un lit moelleux tous les soirs! J'ai rencontré des vieillards qui étaient, par la privation, devenus avides de nourriture comme des chiens, et j'avais chez moi tout le confortable d'un riche! Non, monseigneur, ce n'était pas possible. J'ai vendu pièce à pièce mes meubles. N'importe

qui en aurait fait autant. Et que Votre Éminence n'aille pas se figurer que ce soit là macération, mortification méritoire ; le manque de tout cela se fait si peu sentir que je n'ai pas eu un effort à faire. On dort admirablement sur le plancher. Étant soldat, j'en avais déjà fait l'expérience.

— Mon enfant, dit le cardinal, dont la voix était altérée, vous me permettrez de vous faire envoyer demain un simple lit de fer. Ce sera le souvenir de votre archevêque ; vous ne le vendrez pas, celui-là, enfant prodigue ?

L'abbé Naïm considéra le vieux prélat en cette minute : deux larmes roulaient le long de sa joue. Il crut que cette émotion naissait de la pitié.

— Mais, monseigneur, je suis, je vous assure, aussi bien que dans un lit, quand je m'enroule dans ma chaude couverture.

Le cardinal gardait le silence. Il contemplait toujours cette chambre vide comme si une foule de choses y eussent retenu son attention. A la fin, il désigna le grand crucifix attaché à la muraille :

— C'est ici que vous priez ordinairement, mon enfant ?

— Oui, monseigneur, c'est ici.

— Eh bien ! je vous demande de ne pas oublier d'y prier un peu chaque soir pour votre archevêque...

Maintenant, ayant repris sa douillette et sa cape, il se retirait lentement, les yeux toujours fixés sur le jeune prêtre dont il ne pouvait détacher son regard. A la porte, il reprit :

— Et puis, mon cher abbé, ne tenez pas un compte trop rigoureux de ce que je vous ai dit touchant vos sermons. Suivez avant tout l'inspiration divine qui parle au dedans de vous-même. Ce ne sont, après tout, que les conseils de la prudence humaine que je vous ai apportés aujourd'hui. Laissez parfois déborder votre cœur devant les riches. Oui, c'est cela... déborder votre cœur. Le monde ne pourra qu'y gagner.

— Alors, monseigneur, s'écria juvénilement l'abbé Naïm, vous ne m'imposez pas de changer ma vie ? Non, n'est-ce pas ? Ne recevant personne, je n'offre à personne le scandale de la pauvreté qui règne ici et dont certains pourraient s'offusquer.

— Non, mon cher enfant, vous ne changerez rien à votre vie.

— Votre bénédiction, monseigneur, dit-il encore en se plaçant à genoux, la tête courbée.

Le cardinal commença :

— *Benedicat vos omnipotens Deus...*

Il s'arrêta. Ses deux mains levées au-dessus du front de l'abbé Naïm tremblèrent dans l'air ; un bonheur qu'il n'avait jamais ressenti dans tout son long sacerdoce baignait son visage.

— ... *Pater et Filius et Spiritus Sanctus.*

L'abbé Naïm, avec une piété respectueuse de petit enfant, descendit les trois étages pour accompagner le prélat jusqu'à son automobile où l'attendait, en lisant son bréviaire, le secrétaire particulier de Son Éminence.

## VIII

— Dites donc, mon cher Muzard, vous êtes un peu à l'étroit, là dedans.

Muzard qui, sa journée finie, arrêtait ses registres, leva la tête en reconnaissant la voix de Cyprien Loche. La figure rasée du banquier s'encadrait dans le guichet vitré de la caisse.

— Ma cage est assez grande pour moi, je vous remercie, monsieur Loche.

— N'empêche que ce soir, mon ami, je vous enlève. Il est à peine six heures, nous avons le temps d'aller enfin jeter un coup d'œil à Grenelle sur mon usine. J'ai bien le droit de vouloir vous étonner un peu, jeune homme. Et je me flatte d'y réussir en vous montrant ce que je vais vous montrer.

Depuis le mariage de Jean Solème, Augustin Muzard s'ennuyait. Il prenait désormais ses repas tout seul, au restaurant, sans autre interlocuteur que la fuyante Marie Plichet. Le soir, jusqu'à l'heure du coucher, il fumait des pipes dans sa chambre. Deux ou trois fois, il avait invité Andrée Ornans à dîner avec lui, mais une réserve instinctive l'obligeait à espacer leurs rencontres, et ce singulier ami ne pouvait être le compagnon ordinaire de sa solitude. Parfois aussi, les Solème, qui étaient revenus du Midi depuis un mois, le demandaient pour la soirée, et il se complaisait à faire interminablement le procès de leur amour. Mais aujourd'hui aucun projet ne venait déranger la lourde et morne monotonie de sa vie de célibataire. L'offre du banquier le tenta soudain.

— Je suis votre serviteur, comme toujours, monsieur Loche, dit-il en sortant de sa cage de verre.

— Comme toujours est de trop, mon cher, dit Loche.

Dans l'escalier du journal, incidemment, il ajouta :

— J'ai en bas ma nouvelle voiture, qui est presque deux fois plus rapide que l'ancienne. Vous allez l'essayer.

Et comme Muzard ne disait rien :

— Ma fille m'y attend ; elle nous accompagne à Grenelle.

A la vue de son patron, le chauffeur se précipitait sur la portière pour l'ouvrir. Muzard aperçut en même temps les aspects brillans de l'auto de grand luxe, et M^lle^ Loche, pelotonnée dans ses fourrures au fond de la voiture qu'embaumait un énorme bouquet de réséda.

— Tiens, voici la conquête de papa ! dit-elle en tendant la main au jeune homme.

— Une vieille conquête, mademoiselle, continua Muzard, l'air patelin, car voilà longtemps que M. Loche m'a embobeliné, ébloui et mis dedans comme un petit garçon. Monsieur votre père est tellement fort, mademoiselle, qu'il me dirait en ce moment : « Il fait jour, » en vérité, je verrais le soleil !

Elle lui coula un regard très amusé.

Cette fille de Rubens, emmitouflée comme une Laponne, lui semblait très agréable ce soir. Il pensait :

« On ne peut le nier, la séduction de l'argent se mêle à la séduction de la femme. Une belle femme riche attire plus brutalement qu'une belle femme pauvre. Les vieux théologiens diraient que c'est le diable qui groupe ses forces. Voici une femme riche, vraiment. D'où vient son argent ? Mystère, mais il abonde. Voici la troisième auto que je connais à Loche, et Constant, du café de la Paix, l'a conté à Ninette : il fait des avances à Butterfly. Or, Loche n'est pas un serin ; s'il s'est mis en tête d'avoir Butterfly, c'est qu'il le peut, car il n'ignore pas ce que cela doit lui coûter, — ou lui rapporter, peut-être. Butterfly, peste ! Quelle façade pour un homme d'affaires, quel crédit ! Il gagne donc de l'argent. Cet animal-là finirait par faire croire que sa Navigation soudanaise existe ! »

Cette soirée de mars était triste et pluvieuse. L'auto avec son moteur silencieux passait le pont de la Concorde, rapide, légère, comme sans poids. M^lle^ Loche, renversée sur les coussins du fond, gardait aux lèvres un demi-sourire en examinant Muzard ; ses dents luisaient. A un certain moment, comme le

banquier, saisi d'une idée, crayonnait des chiffres sur son calepin, elle se pencha vers le jeune homme, qui regardait les moires de la Seine.

— Il faudra que je vous raconte ce soir une petite histoire, dit-elle, mais cela restera entre nous, s'il vous plaît.

— Je demande que cette petite histoire soit longue, mademoiselle.

Il pensait :

« Je jurerais que c'est une très bonne fille, digne d'un autre milieu. Elle rayonne l'intelligence et la bonne humeur, et je suis persuadé, de plus, qu'elle souffre entre une mère stupide et un père sans scrupules dont elle déjoue tous les trucs et lit clairement l'astuce. »

Quand on commença d'apercevoir au loin, par les vitres mouillées, les arches superposées du viaduc d'Auteuil, Loche lança négligemment :

— Demain, j'ai réunion du Conseil d'administration de la Navigation soudanaise, dans les salons de la Banque. Rude journée.

— Rude journée, je m'en doute ! répéta Muzard, avec une conviction qui en disait long.

— N'empêche que l'on a des satisfactions, mon cher ami. Le rapport de mon ingénieur en chef ne sera pas désagréable à lire et vous savez que mes actions sont aujourd'hui à six cent cinquante.

Et, se penchant, il montrait de l'autre côté de l'eau un hôtel neuf de Passy.

— Tenez, dans cette maison, au troisième, habite un monsieur dont m'a parlé l'autre jour Leherpeux, qui a déjà réalisé grâce à moi un petit bénéfice de quinze mille. C'est un de nos gros actionnaires, le plus gros peut-être, car notre clientèle est surtout faite de petits rentiers qui souscrivent dix, vingt actions, tout au plus, tout au plus. Je préfère cela. C'est plus modeste et plus sûr. Mais celui-là était un souscripteur étonnant, m'a dit Leherpeux. Le lendemain du jour où l'affaire était conclue, il se présentait à nos guichets et soldait rubis sur l'ongle ses cent actions.

— C'est d'un bel exemple, monsieur Loche, déclara gravement Muzard.

— Je n'aurais pas cru, poursuivit le financier, que nos

papiers atteindraient si vite, sur le marché, cette popularité, car c'est le mot. Cette plus-value est inouïe.

Le train des Invalides courait au bord de la Seine. Sur l'autre rive, le Point-du-Jour était silencieux, presque obscur. Mais ici dans ce faubourg tout grouillant d'industrie, où les lampes électriques jetaient une lueur violette, une animation excessive régnait autour des usines qui se vidaient. Là-bas, irradiant le quai de Javel d'une clarté intense, nne façade illuminée plus puissamment qu'un music hall forçait à rentrer dans l'ombre les sombres et noirs bâtimens du voisinage. Au-dessus du portique, en lettres fulgurantes et gigantesques, s'enlevait le seul mot : *Hydromobiles*. L'auto de Cyprien Loche s'arrêta là.

En levant les yeux sur ce somptueux édifice qui ressemblait plus à un palais qu'à une usine, M^lle^ Loche ne put retenir une exclamation :

— Il est extraordinaire, papa.

— C'est bien ce que je pensais, dit Muzard.

Mais déjà le banquier pénétrait, le premier, pour les introduire, par une petite porte ménagée dans la façade à côté du portail fermé à cette heure. Les paupières de Muzard battirent devant la violente lumière inondant l'énorme enceinte, et que la blancheur des copeaux répandus sur le sol accroissait encore. Une cinquantaine de lampes flottant au bout de fils invisibles pendaient aux poutres de la voûte lointaine et, sous la clarté de tous ces soleils, les varlopes glissaient sur les établis, faisant voler le bois en papillotes légères, les marteaux heurtaient les planches avec un rythme. Des étincelles blanches fusaient de l'enclume de trois petites forges où des mécaniciens en cottes bleues brasaient des pièces d'acier. Cinq grands appareils de navigation, avec leur carrosserie plate et les ailes aériennes de leur hélice acajou, étaient en construction, posés sur leur chariot mobile. Des moteurs fantastiques, ces moteurs d'aviation semblables à des pieuvres d'acier accroupies, étaient rangés le long de la muraille et, dans le fond, les formes d'oiseau d'un grand aéroplane sur le chantier s'esquissaient. Et il tendait déjà, pour l'essor futur, l'ossature d'aluminium de son biplan dépourvu encore de membranes.

Des mécaniciens, des menuisiers, des carrossiers, toute une armée d'artisans s'affairaient sous les yeux de deux pilotes en combinaison de toile blanche. Une longue série de bureaux

s'alignait à gauche, où des dactylographes en blouse noire pianotaient à leur machine. Dans le premier de ces bureaux, Jean Solème et Leherpeux, assis à une table de travail, montraient leurs deux têtes soucieuses penchées sur une même lettre qu'ils lisaient en silence.

D'abord, personne ne s'interrompit. On n'avait pas vu le Maître. Tout continuait. Et, pour la première fois, Muzard eut un regard émerveillé sur ce prodigieux Cyprien Loche, qui de rien avait fait cela. Aujourd'hui, sans un tressaillement d'orgueil, sans que rien ne bougeât dans sa face hermétique, avec le même air qu'il avait pour écouter le sermon de l'abbé Naïm ou les rapports secrets de Leherpeux, il entrait dans ce domaine où s'affirmait le succès. Mais ses yeux gris illisibles disaient clairement à Muzard, sous cette impassibilité : Eh bien ! est-ce que cela existe ? La voyez-vous enfin la source tangible, palpable de mon argent ? La voici, la production réelle, voici le capital laborieux qui enfante les billets de mille francs sous les coups de marteau. Suis-je un homme d'affaires falot, qui ne brasse que des fantômes, un créateur d'industries fictives, un illusionniste de la Coulisse, ou bien un génial agent de l'activité humaine ?

Ébranlé, Muzard s'approchait des hydromobiles pour en comprendre l'idée si simple : un radeau posé sur trois bateaux destinés à effleurer l'eau dans la course, et le mouvement donné par l'unique force de l'hélice déplaçant l'air.

— Nous faisons du cent à l'heure, dit Loche.

Aussitôt la pensée de Muzard s'en fut à l'inventeur, un des héros de l'aviation qui, après avoir servi les airs, donnait aujourd'hui à l'eau des fleuves et des rivières un habitant nouveau. Il demanda :

— Et le père de cette navigation surprenante, l'ingénieur de ce bateau ailé, j'espère bien que vous allez vous empresser de le ruiner, hein ! monsieur Loche ?

— Pourquoi cela, mon cher ?

— Parce que c'est classique.

— Jeune homme, dit Cyprien Loche, si vos impertinences ne me divertissaient pas énormément, vous trimeriez encore à cette heure-ci à votre bureau, où je ne serais pas allé vous chercher ce soir.

Et il daigna sourire.

— Ces cinq appareils, ajouta-t-il, avaient été entrepris en

vue de notre Compagnie soudanaise. Nous comptions revendre les vapeurs déjà construits, ou y adjoindre ces glisseurs qui semblent créés pour les rivières coloniales. Quelques pouces d'eau, et ils flottent, ou plutôt ils effleurent la surface en leur vitesse vertigineuse. Rencontrent-ils un rapide, une forêt aquatique, ils abordent et côtoient la berge sur les roues démontables que vous leur voyez ici. Les bancs de sable qui encombrent le Niger, l'hydromobile s'en joue, avec sa sensibilité de direction, sa stabilité et sa faculté de nager sur une mince couche d'eau. Oui, ceux-ci devaient être pour nous. Mais une commande a changé nos plans ; nous avons vendu nos appareils à une compagnie étrangère, fondée pour les transports rapides sur les lacs. C'était une aubaine pour une entreprise comme la nôtre, qui débutait. Maintenant, nous allons nous remettre à l'œuvre, en construire d'autres, et vous voyez l'immense avantage, mon cher...

Et il enflait la voix, triomphalement, pour clamer :

— ... nous fabriquons nous-mêmes notre matériel! La banque Fidelia achète à la Société de construction d'hydromobiles ses glisseurs pour les revendre à la Compagnie de navigation soudanaise. En somme, cela se réduit à un transfert de chiffres et c'est dans la poche des actionnaires que va l'argent, grâce à cette cohésion, à cette organisation harmonieuse qui réunit en une seule création financière deux formidables industries. Et je n'ai pas dit mon dernier mot... Bonjour, Solème! Bonjour, Leherpeux!

Les deux collaborateurs de Loche, qui avaient entendu la voix du patron, étaient venus à lui; ils écoutaient la fin de sa tirade quand il les interpella ainsi. Les deux pilotes, en combinaison de toile blanche, s'étaient aussi rapprochés ainsi que le chef mécanicien qui portait un faux-col soigné sous sa cotte bleue. Loche serra leurs mains, s'informa du jour où auraient lieu les prochains essais sur la Seine. Muzard semblait soucieux. Le vieux colonial qui était en lui vibrait de souvenirs à l'évocation des paysages africains dont ces bateaux étranges lui donnaient soudain les images précises. Et tout à coup la vision des affaires de Loche, de ses créations industrielles fantasmagoriques, se réalisa en son cerveau grâce à la présence de ces cinq radeaux de planches qui témoignaient brutalement de la vérité, qui étaient un fait.

— Venez avec moi voir l'aéroplane, lui glissa Mlle Loche à l'oreille.

Muzard eut un frisson d'inquiétude, cette sensation de péril que toutes les femmes, sauf Andrée Ornans, avaient toujours donnée à son instinct de célibataire, ami de la paix. Loche écoutait une démonstration du mécanicien relative au moteur. Solème, Leherpeux, les pilotes, les contremaîtres menuisiers étaient groupés autour de lui. On ne faisait plus attention ni au visiteur, ni à la jeune femme. Tous deux s'en allèrent au fond du hangar où l'appareil en construction s'enlevait comme une pièce de musée, une ossature de monstre préhistorique en un laboratoire. Elle approcha deux chaises. D'un bout à l'autre de l'usine, l'activité continuait; les varlopes gémissaient sur les établis, la pluie des copeaux s'épaississait à terre; à deux mètres de là, un apprenti tournait un vilebrequin dont la mèche sifflait dans la chair du bois. Muzard leva les yeux sur l'énorme oiseau.

— Mais non, dit Mlle Loche, l'aéro, ce n'est qu'un prétexte à nous écarter. Je veux vous dire mon histoire. Figurez-vous que, la semaine dernière, je suis allée voir votre ami, l'abbé Naïm.

Elle riait un peu faux, maintenant, d'un rire qui découvrait ses dents luisantes, pendant qu'un glacis de larmes voilait ses yeux.

— Vous êtes allée voir Naïm? s'exclama Muzard.

— Oui... Le jour du mariage de M. Solème, il m'avait bouleversée avec ses anathèmes aux Riches. J'ignorais que ce prêtre fût votre ami si intime. C'est Mme Solème qui m'a tout appris. Elle m'a révélé sa vie. Alors, j'ai voulu le connaître mieux. J'ai voulu aussi me décharger le cœur du poids qui me gênait depuis son sermon de la Madeleine, chaque fois que je mangeais à mon appétit ou buvais à ma soif. Ses paroissiens décharnés m'obsédaient. Qu'il y ait des meurt-de-faim pendant qu'on est à table, cela va bien tant qu'on n'y pense pas. Mais qu'un imprudent vous les montre, alors on se sent l'estomac barré, ne trouvez-vous pas?

— Je trouve, dit Muzard.

— Donc je suis partie, l'autre matin, de très bonne heure, pour la barrière de Montreuil. J'étais assez intimidée à la pensée d'aborder un saint, et j'aimais mieux le joindre dans son église que chez lui. C'est une espèce de baraque en planches, vous

savez, son église. N'importe, moi qui ne suis pas dévote, en y entrant, j'étais tout à fait troublée. Il était à l'autel, il achevait sa messe. Deux ou trois bonnes femmes en haillons étaient agenouillées sur des bancs et il y avait debout, près des fonts baptismaux, deux espèces d'apaches que je n'aurais pas voulu rencontrer au coin d'un bois. Mais je ne m'occupais que du prêtre qui priait là-bas. Est-ce que vous le considérez comme un homme ordinaire, votre ami?

— C'est-à-dire, fit Muzard, que je le regarde, parmi le troupeau humain, à peu près comme un lion égaré dans une bande de singes.

M^lle^ Loche continua :

— Je ne sais comment vous expliquer cela ; pendant qu'il priait, il me semblait que j'avais devant les yeux un habitant d'un autre monde. Cependant il n'y avait autour de lui ni les lueurs mystiques, ni les séraphins émerveillés dont parlent les légendes, et je ne suis pas une femme qui se monte la tête. Il était seulement incliné vers l'autel et l'on n'entendait même pas le murmure de sa voix. Je suis tombée à genoux; j'ai pesé ma vie, j'ai pesé tout ce qui m'entoure. Je n'en menais pas large. On a de ces momens où, si un être supérieur vous l'ordonnait, on vendrait tout et l'on se ferait ascète.

— Je parie que vous n'avez jamais essayé, dit Muzard.

Une seconde, sans répliquer, elle fixa sur lui un regard de reproche.

— Vous voulez dire que je ne suis pas capable de mener une vie morale surélevée, prononça-t-elle enfin. C'est possible. Personne ne m'y a préparée, en effet. Mais je sais que cela existe. C'est déjà quelque chose. Tant de gens l'ignorent. Je me fais l'effet de ces sales bêtes, les oies de basse-cour dont parle Maupassant, qui, instinctivement et ridiculement, battent de leurs ailes atrophiées quand passe dans le ciel un vol d'oiseaux sauvages. Cela seul les rendrait un peu sympathiques. Vous ne trouvez pas?

— Je trouve, dit Muzard.

— Vous plaisantez toujours. Moi pas. Je vaux peut-être mieux que vous ne croyez, ou j'aurais pu valoir plus que je ne vaux. Mais tant pis. Tout le monde ne peut pas soulever des montagnes et j'en ai une qui m'écrase... J'en reviens à l'abbé Naïm. C'est dans la sacristie que je suis allée à lui. J'ai dit :

« Je vis dans un milieu d'argent où l'on ne s'occupe pas s'il existe ailleurs des frères malheureux. Je vis dans un milieu où l'on n'examine jamais sa conscience, où je me demande même si l'on en possède une. La moitié de l'humanité pourrait crever de misère autour de nous, sans que nous nous en émouvions. Nous sommes des gens abjects. Mais moi, votre parole m'a troublée l'autre jour à la Madeleine. Un rudiment de conscience à mon grand étonnement s'est éveillé en moi. J'ai vu vos affamés. J'ai connu la honte du bien-être où je plonge. Moi, j'ai un père qui me comble; sans doute que, si vous le connaissiez, monsieur l'abbé, vous le damneriez du coup; il aime l'argent autant que vous le détestez, mais il m'aime, je crois, plus encore que l'argent. Il voudrait que je vive comme une impératrice. Il m'achèterait du bonheur à n'importe quel prix. Je lui ai demandé mille francs hier soir, il ne me questionnera même pas sur l'usage que j'en aurai fait. Les voici pour vos zoniers, monsieur l'abbé. »

Muzard regardait là-bas, au bout du hangar, Cyprien Loche, en pleine lumière, grimpé, avec son haut de forme et son pardessus long, sur l'un des appareils dont il faisait résonner le plancher de sa canne. Le mécanicien courbé sur le moteur en expliquait un défaut. Le banquier semblait tout comprendre, tout connaître. On le vit donner un ordre à Leherpeux, et son geste coupant signifiait évidemment qu'il fallait renoncer à ce moteur, en commander d'autres. Il n'avait pas hésité trente secondes.

Muzard dit à sa compagne :

— Mazette, mille francs d'un coup! il a dû rayonner de joie, Naïm.

— Ah! vous croyez ça. Pour un peu, il aurait plutôt pris le papier au bout d'une paire de pincettes. Il m'a demandé : « Mademoiselle, ne vous serait-il pas possible de distribuer tout cet argent vous-même? » D'un autre, le mot m'aurait froissée. Mais cet homme qui semble surgi de l'au-delà possède le droit de tout dire.

Muzard, plus intéressé qu'il ne voulait le paraître, questionna :

— Et c'est tout? Il ne vous a rien dit de plus? Cet être de sensibilité qui ne peut voir souffrir aucune créature a constaté la crise morale que vous lui exposiez sans essayer d'y porter remède? Il a été glacial comme vous me le représentez?

— Non... il m'a dit des choses... ; mais je ne peux pas vous les répéter.

Elle avait rougi et, la tête baissée, fouillait le sol du bout de son parapluie. Muzard observait cette beauté de la santé, de la force, qui s'affirmait dans cette jeune fille robuste, sous l'ampleur de la fourrure somptueuse. Le profil incliné, aux modelés pleins et velouteux, lui plut soudain.

— Non, je ne veux pas vous répéter, continua-t-elle. Je suis une grande blagueuse ; j'ai pris le parti de rire de tout. Je profanerais, en vous les redisant, les choses qu'il a eu la bonté de m'expliquer sur l'Infini, sur les Béatitudes, sur la Pauvreté.

Il y eut un silence. Les coups de marteau tombaient en cadence là-bas, sur le chêne des radeaux ; le long des établis, les menuisiers continuaient leur glissement automatique. Certains, avec des gouges, creusaient des rainures. Loche était entré dans le bureau avec Solème et Leherpeux, pour lire à son tour la lettre qui absorbait tout à l'heure les deux compagnons.

Et Muzard se représentait la scène qui s'était jouée dans la sacristie de l'église de planches, entre le Saint, déjà sorti de ce monde, et cette belle jeune fille un peu équivoque, de laquelle on ne pouvait rien savoir, sinon son intelligence et sa souplesse d'esprit. Sans doute avait-elle goûté en dilettante les paroles mystiques du prêtre qu'elle conservait en sa mémoire, comme une mondaine un tableau de Primitif dans son salon.

Mais M^lle^ Loche, se redressant et changeant d'attitude :

— Il y a la petite Solème qui ne l'aime pas beaucoup, votre ami. Elle dit que l'abbé Naïm entraîne M^me^ de Chastenac en des aumônes déraisonnables. La petite Solème préférerait que tout cet argent tombât chez elle.

— La petite Solème est folle, dit Muzard, et sa cousine libre de sa conduite, je pense.

— Est-ce qu'ils s'aiment tous les deux, les Solème ? interrogea-t-elle brutalement.

— En doutez-vous ? dit Muzard.

— Ah! je vois leurs fronts plissés de tels soucis à ces tourtereaux... c'est autrement que j'imagine l'amour; tenez, il y a ici, chez papa, une petite dactylographe qui gagne cent francs par mois. Je la connais bien, c'est moi qui l'ai placée dans cette boîte. Elle a vingt-deux ans. Elle a épousé un employé des

Postes qui, lui, gagne cent quatre-vingts francs, et ils soutiennent leur mère. Je vous prie de croire que leur vie est dure. N'empêche que si vous voulez avoir le spectacle de l'amour, et du bonheur sans limite, vous n'avez qu'à les aller voir dans leur pauvre logement du cinquième. J'y suis allée, moi...

Elle s'arrêta net et se leva en chantonnant avec des manières masculines.

— Venez-vous rejoindre papa?

Muzard l'observa furtivement. Le glacis de larmes avait de nouveau reparu à ses yeux. Elle allait, à travers le hangar, d'une allure ondoyante. Les ouvriers, sans cesser leur travail, la regardaient au passage. Tout à coup elle se retourna vers Muzard qui la suivait.

— L'argent, dit-elle, si vous saviez comme je le méprise !

— Allons donc, dit Muzard, vous ressemblez aux bourgeois anarchistes.

Au même instant, ils virent s'encadrer dans la petite porte la fine silhouette d'Yvonne Solème. Loche se précipita le premier, presque obséquieux envers la charmante femme. Muzard ne lui avait jamais connu cette grâce féline qu'il pouvait acquérir soudain, pour plaire. Yvonne Solème en recevait l'hommage d'un air un peu contraint. Elle semblait plus jeune que jamais. Une frange de cheveux châtains coupait à demi son front, lui donnait un visage de petite fille. Elle portait un tailleur de drap bleu très simple, et la somptueuse élégance de M^lle^ Loche l'écrasait. Elle dit seulement :

— Je venais chercher mon mari, mais je vois qu'il a encore à faire.

— Il n'a plus rien à faire, puisque vous êtes là, madame, dit Loche, en patron grand seigneur.

Solème serra cérémonieusement la main de sa femme. Puis le banquier et sa fille entourèrent Yvonne, la promenèrent dans l'usine comme dans leur domaine. Loche, pour la flatter, la comblait de détails techniques sur les moteurs ; elle faisait mine de les comprendre. Mais la fourrure de M^lle^ Loche l'occupait davantage. Elle se livrait à des évaluations secrètes, elle se murmurait à elle-même :

« Quatre mille, peut-être cinq mille... Du renard bleu... une telle pièce... »

Solème enfilait son pardessus, seul avec Muzard, dans le petit réduit de son bureau.

— Eh bien ! lui demanda celui-ci, tu as réussi, je pense, à soutirer à la famille de ta femme les deux ou trois millions qu'il fallait encore à Loche ici ?

— Qui te l'a dit ?

— L'allure de Loche.

— Et puis après ? N'est-ce pas ainsi que se font les affaires ? Celle-ci est des plus prospères, et je suis bien placé pour le savoir, et je ne bluffe pas avec toi. Oui, j'ai fait faire un placement à la famille d'Yvonne et un placement qui va donner trente-cinq du cent. Ai-je commis une mauvaise action ? D'ailleurs, mon vieux, avec ta perspicacité impeccable, tu vois faux souvent ! As-tu assez blagué par exemple la Compagnie de Navigation soudanaise ? As-tu assez clamé que c'était une industrie fictive ? Tu en étais inconvenant, parfois. Eh bien ! mon cher, elle existe, la Compagnie, elle existe comme ce hangar et comme ces appareils, j'en ai eu les preuves. Le rapport de l'ingénieur et ses lettres particulières à Loche m'ont passé entre les mains, et jusqu'au devis d'un canal latéral au Niger, long de trois cents kilomètres, destiné à éviter les rapides de Labezenga Tu comprends, ce canal, c'était la pierre d'achoppement. Combien de dizaines de millions aurait-il engloutis ? Mais nos appareils nouveaux viennent les supprimer, puisque nos glisseurs légers, au moindre obstacle, peuvent aborder et rouler sur le terrain.

— Ah ! que veux-tu, reprenait Muzard, sans avouer que sa défiance était entamée, je vois une telle fantaisie dans tout cela que, malgré moi, l'entreprise se présente à mes yeux comme un roman d'aventure mal équilibré.

— C'est qu'il y a un tel romanesque dans les affaires ! s'écria Solème, révélant soudain par ce mot que la fièvre sacrée l'avait gagné, qu'il s'était jeté avec frénésie dans le sillage de Loche, rêvant la multiplication fantastique de l'argent jeté en semence à toutes les terres.

Le banquier, qui revenait en ce moment, lui posant affectueusement la main à l'épaule, prononça :

— Mon petit Solème, vous allez prendre ma voiture pour rentrer chez vous tous les deux. Ma fille se fera une joie de reconduire M^me^ Solème. Quant à Muzard et moi, nous irons à pied. N'est-ce pas, Muzard ?

Muzard répondit « oui » distraitement. Il observait à cette minute la mobile physionomie d'Yvonne Solème et notait l'éclair de colère froide qui, à l'invite du patron, avait glacé le souriant visage. Elle se reprit bien vite, remercia, serra les mains de Loche avec une politesse charmante, et, quand elle se fut assise au fond de la voiture aux côtés de Mlle Loche, affirma sa délicatesse de petite créature de race, alerte et fine, auprès de la femme plantureuse. Mais aussitôt Muzard, qui leur disait adieu à la portière, vit Yvonne et son mari se regarder, et leur regard était effrayant : là, tout le reproche de la femme ambitieuse humiliée de recevoir l'aumône du luxe des autres ; ici, l'humeur féroce de l'homme qui n'a point satisfait à cette ambition de celle qu'il aime. Ah! quelle amertume ils goûtaient tous deux dans cette voiture du patron qui leur rappelait secrètement leur situation petite, la médiocrité de leur état, tous leurs désirs inassouvis !

Maintenant Loche et Muzard, ayant laissé Leherpeux à l'usine cheminaient le long du quai de Javel, redevenu calme et sinistre. L'étoile de la tour Eiffel luisait devant eux, seule à leur rappeler que Paris était là. Et ils s'enfoncèrent dans une nappe d'ombre, plus épaisse à mesure qu'ils s'écartaient de la façade brillante qui ruisselait toujours de lumière derrière eux. La voie du chemin de fer les empêchait de voir l'eau. A droite, c'étaient des casernes noirâtres de l'industrie, aux larges baies crasseuses, où les cheminées dressaient leurs sombres colonnes de briques comme des propylées modernes.

Cyprien Loche saisit le bras de Muzard, et, ralentissant le pas, murmura :

— Muzard, que diriez-vous, si je vous avouais que j'ai besoin de vous pour une de mes entreprises ?

— Je dirais que c'est regrettable, monsieur Loche, n'étant point disponible.

— Allons donc! êtes-vous marié avec Albert Blond ? Vous seriez chez moi demain, si cela vous chantait. Or j'ai besoin de vous, Muzard. Il faudra que vous deveniez mon principal collaborateur. Vous m'avez admiré tout à l'heure, ne le niez pas ; je l'ai vu. Vous vous êtes dit : « Loche est extraordinaire. » Eh bien ! non, je ne suis pas extraordinaire. Mais j'ai une qualité qui m'a permis, pauvre, d'en venir là où je suis aujourd'hui. Je sais choisir mes hommes. Tout est là. Mettre dans les affaires *the*

*right man in the right place*. C'est le secret du succès. J'ai choisi Leherpeux. Savez-vous ce qu'était Leherpeux? Un pauvre petit clerc d'huissier à Ménilmontant. J'ai causé cinq minutes avec lui. Le lendemain, il était à moi. Je dois beaucoup à Leherpeux, je le sais. Et il sait que je le sais, car je le lui prouve. Mon fondé de pouvoirs à la banque Fidelia était le commis principal d'un coulissier. Son patron tenait à lui. Cela m'a coûté très cher, mais je l'ai eu. J'ai eu Solème. Je vous aurai.

— Non, monsieur Loche, dit Muzard seulement.

Mais le banquier, sans paraître entendre, poursuivit :

— Dimanche, vous viendrez avec moi à Herblay, ce petit pays situé sur la ligne de Mantes, où l'on a découvert la source que j'ai baptisée Fidelia. J'ai acheté la propriété où elle jaillit. J'ai payé, à cause de cela, deux cent quatre-vingt mille francs une grande maison et son jardin, pas plus. L'eau révèle des sulfates, fer et magnésie, et des traces de radium. Il s'agit de doubler le jardin en acquérant les terrains voisins, d'en faire un parc, de transformer la maison en hôtel, d'édifier un petit casino et de tenir le tout prêt pour l'été de la prochaine année. J'ai besoin de deux hommes. Le médecin qui déterminera l'application de cette eau, dirigera l'établissement au point de vue médical, et l'homme qui mettra la chose au point. Cet homme, c'est vous.

— Non, monsieur Loche, dit Muzard.

— Il vous paraît singulier, reprit tranquillement Loche, que je vous connaisse mieux que vous ne vous connaissez vous-même. Je sais que vous avez ce qu'il me faut : la vue rapide, la décision immédiate, la puissance de l'énergie qui mate les hommes. Je vous laisserais tout pouvoir là-bas en vous suggérant seulement mes idées...

A ce moment, un fiacre cahotait tristement sur le quai; d'un geste il l'arrêta, puis, prenant impérieusement Muzard par le bras, il l'y fit monter.

— Je vais vous déposer à votre restaurant, dit-il.

Muzard se laissait mener et en souriant donna l'adresse. Dans la voiture, le banquier revint à ce qu'il nommait ses idées. Il exposa tel qu'il le concevait l'aménagement de la maison en hôtel. On exhausserait le bâtiment de deux étages. On aurait ainsi soixante chambres. Tout serait clair, blanc, lessivable comme une immense clinique. Mais on ne recevrait que de

faux malades, des Parisiens légèrement fatigués qu'attirerait surtout le casino. Et alors, c'était ce casino qui mériterait tout l'effort. Il ne fallait pas en faire un lieu de plaisirs étourdissant, un café-concert tape-à-l'œil, une fête foraine. Non, Loche voyait au contraire un bâtiment d'aspect sévère, d'un très bel art moderne, avec une salle de concert, une salle de théâtre et une salle de bal qui ne serait louée qu'à un tel prix que, seule, la plus haute société pourrait en jouir. Pour le théâtre, un répertoire classique avec les meilleurs artistes.

— Hein ! que dites-vous de cela, jeune homme?

— Je ne dis rien, monsieur Loche.

Pendant un assez long moment, Loche s'absorba dans ses réflexions. Sans doute les édifices dont il venait de parler s'élevaient magiquement en son imagination prodigieuse. Déjà, il portait sous son front, empreints d'une magnificence irréalisable, le parc planté d'arbres rares, l'hôtel plus luxueux qu'un palais d'Orient, le lieu des fêtes plein de musiques inouïes. Son rêve allait toujours au plus grand, au plus beau, au plus dispendieux. C'était sa force. Il dit soudain :

— Nous monterons des opéras. Vous êtes artiste, Muzard?

— Moi? comme ça, dit Muzard en désignant sa bottine.

Loche savait le contraire, mais il ne répliqua rien, car ils étaient arrivés rue de Seine, devant le restaurant.

— Dînons-nous ensemble? demanda Loche, bon enfant.

Cette fois, le jeune homme eut un sursaut d'étonnement. Loche, s'il avait envie de lui faire une politesse aurait pu l'inviter dans un des établissemens qu'il fréquentait et dont la fréquentation faisait partie de sa façade. Mais venir s'asseoir dans cette gargote, à une table mal servie, les pieds dans la sciure de bois et coude à coude avec des dactylographes ou des maîtres maçons, lui, Cyprien Loche, directeur de la banque Fidelia!

— Mais oui, je dis : Voulez-vous que nous dînions ensemble? répéta-t-il. La simplicité du restaurant? Vous croyez que j'en suis offusqué. Mon cher, vous ne me connaissez pas.

— Quel stratège vous êtes, monsieur Loche ! dit Muzard.

— Eh bien! oui, stratège. Ce soir, je ne vous quitterai pas que je ne vous aie conquis. Vous seriez le premier qui m'ait résisté. Vous entendez, ni femme ni homme.

Marie Plichet accourait, la carte à la main, nantie de cette tendresse maternelle qu'elle partageait équitablement entre

toutes les tables. Et elle recommanda des œufs tout frais arrivés du matin.

— Suspect... déclara Muzard sceptique.

Marie Plichet croisa ses manches de calicot sur sa poitrine.

— Monsieur Muzard, vous pouvez les prendre en confiance, ils viennent de la campagne.

Des employées des postes entrèrent avec de jeunes surnuméraires de leur bureau. Elles examinèrent longuement la carte, cherchant et additionnant les portions à quarante centimes, bien décidées à ne pas dépasser vingt-quatre sous par tête.

Du comptoir, la patronne toisa leur pauvre mise, et remarqua leurs bottines usées. Elle aimait mieux les maçons que les employés, et les cliens masculins que les femmes, toujours chipoteuses. Une odeur de haricots bouillis passa dans l'atmosphère. Loche commanda un bœuf haricots et se mit à rire.

— Cela me rajeunit, prononça-t-il sur un ton d'intimité.

« Après tout, pensa Muzard, il peut faire ici ce qu'il veut, sûr de n'être pas reconnu. »

Le banquier méditait sur la carte des vins. Les prix les plus élevés ne le rassuraient pas. L'idée que le petit débit des bonnes marques pouvait leur garantir la bouteille le décida pour du Saint-Julien qui accusait sept ans. En le goûtant, il rit sans se fâcher et demanda le Saint-Émilion auquel on attribuait un an de moins. Ce fut une grimace nouvelle.

— Ces gargotiers n'ont pas de conscience, n'est-ce pas, monsieur Loche? dit Muzard.

— Mon cher, dit Loche gravement, il n'est pas possible de faire les affaires petitement et honnêtement. Si vous ne vous sentez pas l'envergure suffisante pour étendre au besoin vos deux ailes sur les deux continens, vous ne serez qu'un grippe-sous et un attrape-nigaud. Non, il faut prendre l'argent à la pelle et le jeter par tonnes dans le haut fourneau. Alors, le tirage s'établit, tout ronfle et c'est un organisme puissant qui vit, qui produit, qui répand les bienfaits de sa fécondité. C'est pourquoi, Muzard, si jamais nous travaillons ensemble...

— Nous ne travaillerons jamais ensemble, monsieur Loche.

— Vous avez besoin de moi, comme j'ai besoin de vous.

— Moi, je n'ai besoin de personne. Quant à vous, je vais vous citer un homme qui vous servira mieux que moi.

— Qui?

— Agostini.

Et, en disant ces mots, le curieux Muzard, qui n'était pas encore arrivé à percer le mystère dont s'enveloppaient les relations du banquier et de l'Italien, le scrutait, le pressait du regard, dévorant d'avance le secret. Mais Loche avec un souverain mépris :

— Agostini? cette canaille? Je n'ai pas de pire ennemi.

« Ce doit être justement le contraire, » pensa Muzard sans répondre.

Au dessert Loche fit venir des liqueurs. Marie Plichet les offrit avec les signes d'un respect affectueux. Muzard était friand de liqueurs fines. Loche disait à mi-voix :

— Qu'est-ce que vous gagnez à la *Poste?* Trois cents francs par mois, peut-être? Quelle dérision! Un homme de votre espèce et de votre énergie! Moi, je vous en donne mille demain, et une initiative gigantesque, le plaisir de faire sortir du sol à vous seul ce qui n'existe pas. Hein! comprenez-vous cela? cet enchantement : sur votre parole, des arbres pousseraient, des allées s'arrondiraient autour de pelouses fleuries, un palais s'élèverait, et je vous laisserais la bride sur le cou pour faire de votre casino le premier lieu de réunion artistique de France. Vous entendez : on n'irait pas ailleurs; on irait là. Et cette absolue liberté, l'unique, la seule véritable que donne l'argent! L'argent, vous l'auriez à discrétion; c'est ma méthode. Si vous avez envie que les murs soient en marbre, ils le seront, et vous me demanderiez qu'il y ait du sable d'or dans les allées comme aux jardins de Salammbô, il y en aurait. Hein! Muzard, il y a loin de là, je pense, à vos livres de comptabilité et à votre cage de verre où vous additionnez des colonnes de centimes toute la journée.

Muzard, par manière de dilettantisme, demanda :

— Et si je me révélais gourmand, tout à coup, et que je voulusse le double des appointemens que vous m'offrez?

Loche cligna des yeux, comme si une cartouche avait éclaté à son visage. Puis tranquillement :

— Vous auriez le double.

Un silence régna. Il était impossible à Loche de savoir ce que pensait le jeune homme, et il semblait en souffrir. Il murmura :

— Mon petit Muzard, sur la place de Paris vous êtes le seul à me refuser le crédit. Il me semble pourtant, sacrebleu! que

je vous laisse voir clair dans mes affaires. Est-ce que je ferais un patron embêtant, dites? Regardez l'homme que je suis.

— Vous n'êtes pas encore mon patron, monsieur Loche...

— Je suis celui de Solème, renseignez-vous près de lui.

— Solème est un capital...

— Vous en êtes un autre, voilà tout.

Les cliens avaient tous disparu, sauf un vieux rentier qui fumait sa cigarette en lisant un journal du soir à la table voiline. Muzard avait tiré sa pipe, Loche un cigare. Trois bouteilles de liqueurs de premier choix s'alignaient sur la table. Muzard, pour jouer avec le danger, par bravade, s'amusait à imaginer le personnage qu'il ferait, de l'argent plein les mains, muni de cette puissance qu'il n'avait jamais connue que de soin, comme une femme défendue dont on prétend ne pas vouloir...

COLETTE YVER.

*(La quatrième partie au prochain numéro.)*

# UN TÉMOIGNAGE ALSACIEN

SUR

# L'ALSACE-LORRAINE

« Les bonnes volontés, même enthousiastes et sincères, ne sont pas la volonté, la volonté grave, tenace, constante, qui ne perd jamais de vue, parmi les incidens multiples des existences particulières, le but commun à atteindre. Hélas! il y aurait fallu plus d'union, plus de confiance en soi, un désir plus jalousement préoccupé de son objet. L'union? elle nous a toujours manqué. Quant à la confiance en soi, la guerre l'avait ébranlée, la vanité qu'on nous reprochait s'était dissipée, repentante et contrite; à force de vouloir être justes pour les autres, nous devenions injustes pour nous-mêmes, et la confiance nécessaire ne nous revint que par à-coups, aux heures d'alarme, en 1875, en 1887, en 1905-1908; avant et après les crises, elle fut trop souvent verbale et d'attitude, non point intime, profonde, qui veille sur la conscience, qui inspire et dirige l'action : un rappel sonore de « l'immanente justice, » à la fin d'un discours de comice agricole ou de distribution de prix, et l'on se croyait quitte envers le passé. Enfin... cette pauvre éloquence même balbutierait, aujourd'hui : d'autres sujets sont plus à la mode, et celui-là devient aisément suspect. Nous avons trop éparpillé notre générosité. Il y a, si je puis dire, des idées qui n'ont pas de chance... »

C'est en 1909 que M. Georges Delahache écrivait ces lignes

un peu amères et mélancoliques (1). Je ne lui reproche, certes, pas de les avoir écrites, puisque, bien souvent, je crois, nous les avons tous pensées depuis quarante-quatre ans. Mais, les aurait-il écrites en 1911, après le « coup » d'Agadir? ou en 1913, au moment de la discussion de la loi de trois ans? Les écrirait-il surtout aujourd'hui? Et nous tous, n'avions-nous pas tort de les penser? Oui, assurément, depuis 1871, nous n'avons pas uniquement songé à l'Alsace-Lorraine, et il n'est pas douteux que nous ayons eu d'autres soins. Il est sûr aussi que nous avons trop pris au pied de la lettre le mot célèbre : « Y penser toujours, n'en parler jamais, » et qu'à force de n'en point parler, on aurait pu croire que nous n'y pensions plus du tout. Mais au fond, tout au fond, ce n'était là qu'une apparence. Les Français sont ainsi faits qu'ils déguisent leur douleur sous un sourire, leurs regrets sous un air d'indifférence, leur fidélité sous un masque d'oubli. D'autres crient sur les toits des sentimens qu'ils n'éprouvent pas. Nous avons, nous, la pudeur de nos sentimens ntimes, et nous aimons mieux qu'on nous accuse de légèreté que de cabotinage. Si l'empire du *bluff* existe quelque part, c'est en Allemagne, ce n'est pas en France. En fait, l'idée, ne disons pas de la *revanche*, mais de la libération de nos frères d'Alsace-Lorraine, n'était pas morte chez nous; elle couvait sous la cendre; elle n'attendait, — et Bismarck le savait bien, il l'a dit assez clairement un jour au Reichstag (2), — elle n'attendait qu'une occasion pour éclater au grand jour. On l'a bien vu depuis six mois. Quand nos troupes sont entrées pour la première fois en Alsace, une compagnie composée tout entière d'Auvergnats, heureuse de fouler aux pieds ce sol sacré, son

(1) Georges Delahache, *Alsace-Lorraine* (*la Carte au liséré vert*), 1 vol. in-16, Hachette, 1909; 4e édition, 1911; — *L'Exode*, 1 vol. in-16, Hachette, 1914.

(2) « Y a-t-il eu déjà quelque ministère français qui ait pu oser dire franchement et sans réserve : « Nous renonçons à recouvrer l'Alsace-Lorraine; nous ne ferons pas la guerre dans ce but; nous acceptons la situation créée par la paix de Francfort, absolument comme nous avons accepté celle de la paix de Paris en 1815, et nous n'avons point l'intention de faire la guerre pour l'Alsace? » — Y a-t-il en France un ministère qui ait le courage de parler ainsi? Et pourquoi n'y en a-t-il pas? — Les Français autrement ne manquent pas de courage! — Il n'y en a pas, parce que l'opinion publique en France s'y oppose, parce qu'elle ressemble en quelque sorte à une machine remplie de vapeur jusqu'à explosion, au point qu'une étincelle, un mouvement maladroit, peut faire sauter la soupape et, autrement dit, faire éclater la guerre. » (*Les Discours de M. le prince de Bismarck*, Berlin, Wilhelmi et Paris, Vieweg, 1889, in-8°, t. XV, p. 31; *Discours du 11 janvier 1887.*)

capitaine en tête, se mit à danser la *bourrée*. Que de choses dans ce joyeux geste! Et voilà comme on oublie en France!

Si M. Georges Delahache avait pu prévoir le prochain avenir, il est infiniment probable que, sur ce point-là, entre autres, il se fût montré un peu moins pessimiste; mais il n'en eût pas moins écrit les deux livres excellens et très documentés où il a résumé et vulgarisé, à l'usage des jeunes générations survenantes, toute l'histoire de l'Alsace-Lorraine, particulièrement depuis l'annexion. Il complétera, je l'espère, bientôt, cette histoire, qui, dans son premier volume, s'arrête à 1909, et dont le chapitre le plus émouvant ne sera pas sans doute celui qui sera consacré aux derniers jours de la domination allemande et à la vie de l'Alsace-Lorraine pendant la présente guerre. En attendant l'heure de l'entière délivrance, je voudrais, à mon tour, en les accompagnant de brèves réflexions, dégager les principales données des deux ouvrages de M. Delahache. Si l'on a besoin quelque part de bien connaître le récent passé de l'Alsace-Lorraine, c'est bien ici, en France, ne serait-ce que pour éviter, à brève échéance, les méprises, les froissemens et les heurts qui résultent toujours, en matière politique, administrative et sociale, de la méconnaissance des réalités ethniques et des conditions historiques (1).

## I

On a parfois prétendu que c'est contre le gré de Bismarck que s'est faite, en 1871, l'annexion de l'Alsace-Lorraine. Le chancelier de fer aurait prévu, dit-on, les difficultés de tout genre que cette annexion allait créer à son pays; il aurait pressenti l'impossibilité d'une assimilation réelle des provinces conquises; il se serait rendu compte enfin que c'était mettre de l'irréparable entre la France et l'Allemagne, creuser entre les deux peuples un abîme qui ne serait jamais comblé, et condamner vainqueurs et vaincus, et l'Europe tout entière, à un état de paix armée toujours précaire, et, par cela même, à une dangereuse insécurité. Mais, sur cette délicate question, le parti militaire prussien s'était montré d'une telle intransigeance

(1) N'est-ce pas déjà une de ces méprises que la nomination d'un sous-préfet d'Altkirch?

que Bismarck avait dû céder et, à son corps défendant, exiger l'annexion.

Je ne crois pas à cette légende. Bismarck n'était pas homme à prévoir les malheurs de si loin! Non pas, on l'entend bien, que je veuille, par dépit patriotique, rabaisser un adversaire qui était assurément de cent coudées au-dessus de ceux qui lui ont succédé. Mais ce grand politique avait ses limites. Son horizon a été plus borné qu'on ne l'a bien voulu dire. Il n'a pas construit pour des siècles. Il n'y a pas vingt ans qu'il est mort, et déjà, par quelque biais qu'on l'envisage, son œuvre s'effrite et même s'effondre : qu'est-ce qui restera demain du congrès de Berlin, du traité de Francfort? Qu'est-ce qui reste aujourd'hui de la Triple-Alliance? Et, de son vivant même, Bismarck n'a-t-il pas été le vaincu du Culturkampf? Ce terrible réaliste vivait et travaillait surtout pour le moment présent; il maniait fortement, durement, impitoyablement la réalité visible et tangible, mais il ne voyait rien au delà : s'il parlait des « impondérables, » il n'en tenait pratiquement aucun compte; les réalités morales n'existaient pas pour lui; il les niait, il les raillait, il les piétinait sans scrupule. Il croyait que par la force, la ruse ou l'argent on vient à bout de tout. Il n'y a peut-être pas eu dans l'histoire de politique plus matérialiste que la sienne. Son œuvre périra par là : l'effondrement de l'œuvre bismarckienne, c'est la morale qui se venge.

Il n'est donc guère admissible que Bismarck, tel que nous le connaissons, et à supposer qu'il ait pressenti parfois quelques-unes des difficultés avec lesquelles il allait se trouver aux prises en annexant l'Alsace-Lorraine, ne se soit pas cru assez « fort » pour les surmonter. D'autre part, orgueilleux et brutal comme il était, on ne le voit pas non plus renoncer de propos délibéré au prix matériel, au prix attendu de sa victoire, car, — et M. Delahache l'a très bien montré, — depuis plus d'un siècle, depuis 1709, mais plus particulièrement depuis 1813, « la volonté de l'Allemagne » a été tout entière très âprement tendue à la poursuite de cet objet : la « reprise » de l'Alsace et de la Lorraine. Poètes, publicistes, professeurs, hommes politiques, historiens, tous réclament le retour à la nationalité germanique des « vrais enfans de la patrie allemande. » En 1870, la « nécessité » de ce retour était pour toute l'Allemagne un véritable dogme; et ce dogme, nous pouvons en être

convaincus, n'avait pas de croyant plus convaincu que Bismarck (1).

Pour justifier cette annexion, avant et depuis, que d'argumens juridiques, historiques, linguistiques, ethniques n'a-t-on pas entassés! Si spécieux qu'ils fussent, ils ont tous été mille fois réfutés. Et quand ils ne l'auraient pas été, quand il serait clair comme le jour que, par leurs origines, l'Alsace et même la Lorraine se rattachent à la « race, » je ne dis pas à la nationalité germanique, que valent toutes ces théories contre ce simple fait : la volonté absolue des Alsaciens-Lorrains de ne pas devenir Allemands? En 1861, le botaniste Kirschleger, professeur à la Faculté de Médecine de Strasbourg, se trouvant à Spire, dans un congrès de naturalistes, on lui parla en termes tels du retour de l'Alsace à la Confédération qu'il ne put s'empêcher de répondre avec vivacité : « Vous devriez au moins nous demander si nous avons quelque envie de revenir à vous... Nous voulons rester Français. » Le seul argument sérieux, et d'ailleurs irrésistible, que l'Allemagne ait pu invoquer pour l' « annexion » de l'Alsace-Lorraine, c'est le droit du plus fort (2). Argument non moins dangereux qu'irrésistible, et qui, quelque jour prochain, pourra se retourner contre l'Allemagne elle-

(1) La vérité est que, de son propre mouvement, Bismarck n'eût probablement pas annexé la Lorraine ; mais il n'a jamais eu une hésitation en ce qui concerne l'Alsace. « Déjà, en 1871, — disait-il en plein Reichstag, — je n'ai pas été partisan d'annexer Metz; j'étais alors pour la frontière de langue. Mais j'en référai à nos autorités militaires avant de prendre une résolution définitive. M. Thiers me dit : « Nous ne pouvons vous donner que l'une des deux places : Metz ou Belfort... » J'en conférai donc avec nos autorités militaires, et notamment avec mon ami, le comte de Moltke, qui siège ici devant moi. « Pouvons-nous, leur demandai-je, consentir à nous passer d'une de ces places fortes? » Et il me fut répondu : « De Belfort, oui; Metz vaut 100 000 hommes; la question est de savoir si nous voulons ou non être plus faibles de 100 000 hommes que les Français, quand la guerre éclatera de nouveau. » — Là-dessus, je dis : « Prenons Metz! » (Séance du 11 janvier 1887, *Discours de Bismarck*, XV, p. 27-28.) Et dans les *Mémoires de Bismarck*, recueillis par Maurice Busch (tome I, Paris, Charpentier, 1898, p. 322), à la date du 22 février 1871, on lit ceci : « Si seulement, vient-il nous dire (Bismarck), la France voulait nous donner un milliard de plus, nous pourrions peut-être lui laisser Metz et construire une autre place forte quelques kilomètres plus loin, du côté de Falkenberg ou de Sarrebrück. Nous pourrions aussi lui laisser Belfort, qui n'a jamais été allemand... Je ne tiens pas tant que ça à avoir une quantité de Français chez nous. Mais les militaires ne voudront jamais entendre parler de l'abandon de Metz, et peut-être auront-ils raison! »

(2) Il n'existe, dans les Universités allemandes, aucune chaire de droit international, et ce n'est que depuis fort peu d'années que l'Allemagne possède une revue de droit international.

même. Que pourrait-elle bien répondre si la France victorieuse, pour prix d'une guerre sanglante qui lui a été frauduleusement imposée, venait à lui ravir et à annexer à son tour l'une de ses plus chères provinces?

Protestations, prières, négociations diplomatiques, rien n'y fit : la volonté du vainqueur fut inexorable : la « carte au liséré vert » qui, préparée et publiée dès le mois de septembre 1870, fixait la nouvelle frontière, fut imposée par Bismarck; et tout ce que Thiers put obtenir, moyennant d'importantes « compensations, » ce fut le territoire de Belfort, qu'il arracha, disait-il, « avec son désespoir. » Le tracé de la frontière définitive, qui dura plus de trois mois, des premiers jours de juillet au 12 octobre 1871, n'alla pas, du côté allemand, sans d'âpres contestations, de mesquines et raides exigences, auxquelles le commissaire français, le lieutenant-colonel Laussedat, résista d'ailleurs de son mieux : la générosité n'a jamais été une vertu allemande. Et pendant quarante-trois ans, l'Alsace-Lorraine, « rançon de la France, » allait vivre, sous un maître infatué et brutal, une vie qu'elle n'avait pas choisie, et dont elle n'a jamais pu s'accommoder.

Ce qu'a été cette vie, M. Delahache nous l'a conté sans déclamation, dans une langue sobre, mesurée, un peu contournée peut-être quelquefois, à force de vouloir être concise et ramassée. Tout d'abord, à ces populations, déjà si meurtries par l'invasion, une question infiniment angoissante se pose, et qu'il faut résoudre sans délai : celle de l'option pour la nationalité française ou la nationalité allemande. Ceux qui optaient pour la France devaient avoir quitté le pays annexé avant le 1er octobre 1872; et l'on devine tout ce qu'une pareille obligation impliquait de cas de conscience toujours douloureux, souvent tragiques. Pour un fonctionnaire, pour un petit bourgeois, pour un industriel, pour un négociant, quel était le devoir non seulement envers soi-même et envers les siens, mais encore envers la France? Car enfin, s'il émigre, au risque de ne pas retrouver même le lointain équivalent de la situation qu'il occupe, ne laisse-t-il pas une place vacante qu'un Allemand s'empressera de venir occuper, et n'est-ce pas, de proche en proche, la lente germanisation d'un sol, hier français, et qui, demain, le redeviendra peut-être? Malgré toutes ces difficultés, il y eut, au 1er octobre 1872, 160 000 options déclarées, dont 100 000, il est vrai, n'ayant

pas été suivies de départ effectif, furent annulées. Les trois quarts des fonctionnaires émigrèrent. Et le mouvement continua. En vingt-quatre ans, plus de 226 000 Alsaciens-Lorrains quittèrent les pays annexés (1). « Beaucoup ne revirent jamais la fumée du toit natal, écrit M. Delahache. Beaucoup, un jour, voulant faire une rapide visite aux « vieux, » se heurtèrent à une frontière inexorable. Beaucoup revinrent, appauvris, désabusés... Beaucoup, déracinés, végétèrent, payant, jusqu'à la mort, de leur tristesse et de leur misère personnelles, la rançon de la patrie vaincue. D'autres la paieront d'autre façon : ceux sans lesquels cette protestation du départ n'aurait pas eu de suite, ceux dont le pays annexé aurait un jour besoin pour la continuer, en s'appuyant sur tout ce qu'ils porteraient en eux de sentimens français et de culture française volontairement ou inconsciemment préservés : ceux qui allaient rester, rester et lutter pour *maintenir*, comme eût dit le Taciturne. »

Proclamée « terre d'Empire, » comme étant « le prix des combats dans lesquels tous les États allemands ont versé leur sang, le gage de l'unité de l'Empire allemand conquis par les forces unies, » l'Alsace-Lorraine fut soumise à un régime très dur où rien ne subsistait du régime antérieur, — sauf certaines dispositions peu libérales, qu'on prit soin d'ailleurs d'aggraver, et dont, avec une joie féroce, on se fit une arme contre les justes plaintes des annexés. Un peu adoucies par la nouvelle constitution de 1879 et grâce à l'administration plus humaine de Manteuffel, le premier statthalter, les mesures de rigueur reprirent de plus belle, en 1887, au moment de l'affaire Schnaebelé et dans les années qui suivirent : quatre ans de suite, une véritable terreur pesa sur l'Alsace-Lorraine qui connut, alors, sous l'odieux régime des *passeports*, quelques-unes des heures les plus sombres de son histoire. A cette douloureuse période succéda une période, sinon de libéralisme, tout au moins d'accalmie : les uns se lassèrent de sévir à tort et à travers, les autres de protester toujours en pure perte. Sans d'ailleurs permettre qu'on portât atteinte à la fidélité de leurs sympathies et de leurs souvenirs, les Alsaciens revendiquèrent le droit d'avoir leur vie propre et de développer, dans tous les ordres d'activité, leur personnalité ethnique au sein de l'empire d'Allemagne.

(1) 35 000 personnes partirent de 1875 à 1880, 60 000 de 1880 à 1885, 37 000 de 1885 à 1890, 34 000 de 1890 à 1895.

L'Allemagne feignit de croire que ce n'était là qu'une question de mots, que les Alsaciens, n'étant que des Allemands qui ne s'avouent pas ou qui s'ignorent, finiraient bien, tôt ou tard, par prendre nettement conscience de leur foncier « germanisme, » bref, que ce programme était inoffensif, et ils le laissèrent à peu près exécuter. A peu près seulement : car, bien entendu, il fallait bien, de temps à autre, faire sentir lourdement son autorité, et par de puériles et mesquines interventions, s'enlever tout le bénéfice d'une relative tolérance. M. Delahache cite à ce propos un petit fait qui est très significatif. L'avant-veille du jour où fut inauguré le monument de Wissembourg, le gouvernement exigea la suppression des divers emblèmes sculptés aux quatre angles du socle : le soleil qui représentait Louis XIV, les lys qui rappelaient Louis XV, la hache et le faisceau révolutionnaires, l'aigle napoléonienne. J'ai déjà dit, je crois, que le manque de tact est la faculté maîtresse de l'Allemand, et qu'il ne saura jamais être généreux ou libéral jusqu'au bout. D'autres faits plus récens et plus graves allaient prouver que l'ère des vexations n'était pas close, et qu'en dépit de passagères satisfactions, le parti des « autonomistes » n'aboutirait pas à des résultats plus heureux et plus durables que celui des « protestataires. »

« Autonomistes, » « protestataires, » ce sont bien là en effet les deux partis qui, dès le lendemain de l'annexion, se partagèrent l'opinion publique en Alsace-Lorraine. Les protestataires, n'ayant pu émigrer, voulaient du moins prolonger sur le sol annexé le geste de ceux qui s'étaient volontairement exilés, et toute leur politique consistait à ne pas reconnaître le fait accompli, et, sans souci des persécutions, des injustices, à « affirmer leur sympathie pour leur patrie française et leur droit de disposer d'eux-mêmes. » Politique toute négative, sans doute, et, partant, un peu stérile, mais si noble, si fière, si touchante dans sa hautaine intransigeance, qu'un Français ne saurait se reconnaître le droit de la discuter. Quant aux autonomistes, — des Alsaciens pour la plupart, — si leur attitude, surtout au début, pouvait passer, comme l'a dit fort spirituellement M. Delahache, pour « le manège d'une veuve encore en deuil, mais déjà consolable, et dont le prétendant était très puissant, » elle a eu, certes, son utilité pratique; mais comment ne pas avouer que leur effort était condamné à un échec?

On ne fait pas au despotisme sa part. L'orgueilleuse et impérieuse Allemagne ne pouvait pas admettre une Alsace-Lorraine qui fût comme un empire dans un empire. Il n'y a pas d'autonomie possible avec une puissance qui n'abdiquera jamais la moindre parcelle de l'autorité que ses armes lui ont conquise.

*Sic volo, sic jubeo, sit pro ratione voluntas.*

Il n'y a rien à répondre à cela, — rien qu'à se soumettre et à accepter, en attendant des jours meilleurs. Quelques-uns des autonomistes alsaciens n'ont-ils pas été victimes de la même illusion que nos pacifistes français? On ne peut pas faire la paix avec un peuple qui ne rêve que la guerre, ou qui n'entend la paix que comme la simple acceptation de tous ses caprices. « Sois mon frère, ou je te tue : » telle a été, depuis quarante-quatre ans, la formule de l'amitié germanique. Pacifistes tant que l'on voudra : mais que Messieurs les Allemands commencent! Pareillement pour l'autonomie : pour pouvoir parler sérieusement et efficacement d'autonomie alsacienne, c'est l'Allemagne tout d'abord qu'il aurait fallu convertir à l'idée autonomiste. Et l'Allemagne, — elle l'a bien prouvé, — n'était ni assez intelligente, ni assez généreuse pour se laisser convertir.

Allons plus loin. Si séduisante qu'elle fût par bien des côtés, la conception autonomiste n'avait-elle pas le grave tort d'être une de ces conceptions un peu hybrides, et comme provisoires, dont on peut bien s'accommoder quelques années, mais qui, n'allant pas au fond des questions et ne répondant pas à toute la réalité des faits, finissent par ne satisfaire à peu près personne? En échange de leur autonomie, les Alsaciens-Lorrains promettaient d'être de fidèles et loyaux sujets de l'empire d'Allemagne : rien de mieux en temps de paix, mais qu'adviendrait-il en cas de conflit franco-allemand? Leur loyalisme irait-il jusqu'à combattre avec entrain contre leur ancienne patrie, ou, tout au moins, à ne pas faire de vœux pour les victoires françaises? Douloureuse et troublante question qui a dû se poser, depuis trois mois, dans nombre de consciences alsaciennes (1). Il est

(1) Rappelons à ce propos un mot d'une tragique beauté digne de Corneille ou d'Eschyle, que citait récemment un journal du matin. Lors de la première entrée des troupes françaises à Mulhouse, un Alsacien s'approche de nos soldats, vide son escarcelle dans leurs mains, et s'écrie : « Et maintenant, je puis mourir. Allez, mes gars, allez tuer mon fils : il est au 40e poméranien. »

vrai que les procédés allemands, depuis deux ou trois ans, ont dû faire tomber bien des scrupules.

Pauvre Alsace-Lorraine! Voilà quarante-trois ans qu'elle n'est plus française; et de quelque façon qu'elle s'y prît pour organiser sa vie politique et sociale, elle s'est heurtée à des difficultés véritablement inextricables. Ne pouvant et ne voulant pas se détacher du passé, mécontente du présent, incertaine et inquiète de l'avenir, elle a été en proie à un malaise intérieur dont rien n'a pu la guérir. Ses aspirations les plus légitimes ont été méconnues, raillées, piétinées. Elle a vécu pourtant, et, en dépit des obstacles, elle a maintenu, elle a affirmé sa personnalité morale. Elle n'aura pas, pendant près d'un demi-siècle, souffert en pure perte. Dans la vie des nations comme dans celle des individus, la souffrance n'est jamais perdue. Cette autonomie qu'elle rêve, et qu'elle a si passionnément revendiquée, l'Alsace-Lorraine la réalisera bientôt au sein de la communauté française.

## II

*Nos patriæ fines et dulcia linquimus arva.*

Suivons-les maintenant sur les chemins de l'exil, ces 300 000 Alsaciens-Lorrains qui ont mieux aimé quitter leur foyer que vivre sous le joug allemand. M. Delahache a conté leur douloureux exode; il les a suivis de Bischwiller à Elbeuf, de Mulhouse à Belfort, et jusqu'en Algérie; il a étudié sur place les colonies qu'ils ont fondées; bref, il s'est fait l'historien attentif et pieux de cette Alsace hors de l'Alsace.

La fortune de Bischwiller datait du XVII^e siècle : des réfugiés protestans vinrent s'y établir et y importèrent l'industrie et le commerce des draps. Une prospérité croissante vint récompenser les efforts des laborieux drapiers. Pendant les quinze dernières années du second Empire, notamment, les affaires furent si prospères, les ouvriers affluèrent si nombreux, qu'il fallut construire tout un nouveau quartier et surélever maintes maisons anciennes. L'annexion vint : la population de Bischwiller était très française, de cœur et de clientèle; de plus, elle était d'humeur démocratique, et même républicaine; le régime prussien n'était point son fait : elle émigra en masse. « En 1869,

écrit M. Delahache, il y avait à Bischwiller 11 500 habitans; en 1874, il n'y en avait plus que 7 700. Des 96 fabricans d'avant la guerre, il n'en restait plus que 21 ; des 5 000 ouvriers, moins de 2 000 ; des 2 000 métiers, 650. Les expéditions de marchandises fabriquées ne se chiffraient plus que par 400 000 kilogrammes au lieu d'un million, et le total des affaires de la draperie que par 5 à 6 millions de francs au lieu de 18 à 20. »

Les drapiers de Bischwiller émigrèrent à Sedan, à Tourcoing, à Reims, à Vire, surtout à Elbeuf, la vieille ville des bons drapiers normands. Ils y apportèrent des procédés nouveaux et plus modernes et surent d'ailleurs parfaitement s'assimiler, dans ce qu'ils avaient de bon, ceux des fabricans elbeuviens. Les deux traditions se pénétrèrent l'une l'autre, et ce fut pour le plus grand profit industriel et commercial de la « ruche » bourdonnante où l'on avait accueilli les exilés. Aujourd'hui, le chiffre d'affaires des Alsaciens immigrés est le tiers du chiffre total du commerce d'Elbeuf ; mais il n'en a pas toujours été ainsi, et les débuts ont été parfois difficiles : il en a coûté, dans toutes les acceptions du mot, à tous ces bons Français de ne pas vouloir être Allemands. Aussi, comme tous ceux qui ont dû lutter et réagir pour rester fidèles à eux-mêmes, ont-ils gardé une physionomie distincte et qui tranche sur l'ensemble des habitans d'Elbeuf. Luthériens pour la plupart au milieu d'une population en grande majorité catholique, ils ont conservé leur religion, leur pasteur, et même leur dialecte; ils se marient, encore maintenant, volontiers entre eux; rien d'étonnant, dès lors, à ce que le type de la race soit demeuré très reconnaissable. Les Alsaciens qui séjournent à Elbeuf ne s'y trouvent pas dépaysés.

Et pendant ce temps-là, Bischwiller se dépeuplait, s'étiolait, s'appauvrissait. Ceux qui n'avaient pu partir essayaient, tant bien que mal, et au prix de bien des sacrifices et de bien des efforts, de s'adapter aux conditions nouvelles de fabrication et de vente. En vain de nouvelles industries s'y établirent pour combler les vides et utiliser les locaux vacans, — fabriques de jute, de cartouches, de cigares, de chaussures, fonderie, — les ouvriers qui, avant la guerre, gagnaient si largement leur vie, connurent les mauvais jours, les maigres salaires, le chômage; beaucoup émigrèrent aussi. Il y a maintenant à peine 8 000 habitans à Bischwiller, en dépit d'une garnison d'artillerie et des

immigrans allemands qui, moins nombreux du reste qu'ailleurs, sont très mal vus de la population indigène. Ce n'est pas une ville morte : c'est une ville que la vie intense a abandonnée, et qui tâche de se survivre à elle-même.

Mulhouse a fait mieux que de se survivre : Mulhouse avait 70000 habitants en 1870, et en a aujourd'hui 95000, dont environ 10000 Allemands; mais, sans la guerre, Mulhouse n'aurait sans doute pas moins de 125000 âmes. Ville d'humeur indépendante et fière, pendant plusieurs siècles république alliée aux cantons suisses, réunie à la France, sur sa demande, en 1798, sa prospérité date surtout de cette époque : elle n'avait alors que 6000 habitans, mais déjà la grande industrie qui devait faire sa fortune était née sur son sol depuis cinquante ans, grâce à l'heureuse initiative de Kœchlin, Schmaltzer et Dollfus. « Oui, Sire, répondait en 1814 Nicolas Kœchlin à Napoléon, nous avons amassé de la fortune, mais nous saurons montrer à la France comment il faut s'en servir. » Reconnaissante à la France de l'avoir aidée à faire sa fortune, Mulhouse, pendant et depuis la guerre, a su fort bien se servir de sa fortune pour la France. Sa fidélité à l'ancienne patrie se faisait d'autant plus ardente que, sous le nouveau régime, sa prospérité subissait un temps d'arrêt. D'abord, elle a eu à lutter contre la concurrence étrangère, et surtout allemande, et si l'on songe qu'en 1870, l'Allemagne n'avait pas plus de 300000 broches de laine peignée, alors que l'Alsace en avait 200000, tandis qu'aujourd'hui l'Alsace en compte 450000, alors que l'Allemagne en compte 2600000, on voit la différence. D'autre part, l'exode de certaines personnalités industrielles et de certains capitaux devait fatalement se faire sentir dans le développement de la laborieuse cité. Deux industries, celle du fil à coudre et celle de la construction des machines, de certaines machines, tout au moins, ont seules gardé leur supériorité d'autrefois; les autres ont dû, pour la plupart, se transformer, s'adapter à des conditions de vie nouvelle pour ne pas péricliter, et au total, le nombre des établissemens mulhousiens a diminué des trois quarts.

C'est Belfort qui a recueilli l'héritage de Mulhouse, Belfort qui avait 6000 habitans en 1870, et qui en a maintenant 34000, Alsaciens pour les deux tiers. Belfort, vieille ville militaire, et

qui n'a point cessé de l'être, s'est agrandi, a débordé hors de ses anciens murs, pour devenir en même temps une ville industrielle. Belfort, pour les Mulhousiens, c'était encore l'Alsace, et c'était la France, à cinquante kilomètres de chez eux. Un lycée s'y fonda, où ils envoyèrent leurs fils, au lieu de les envoyer comme autrefois au lycée de Colmar ou à celui de Strasbourg. Et, en 1878, deux des plus grands établissemens de Mulhouse, l'un de fil à coudre et l'autre de constructions mécaniques, s'y étant installés avec succès, beaucoup d'autres suivirent. Quelques-unes de ces maisons sont des créations nouvelles et autonomes; mais la plupart d'entre elles sont de simples « filiales » dont le siège social est resté à Mulhouse. Il est telle de ces usines où, sur 6000 ouvriers, 3000 sont Alsaciens. Aussi les rapports entre les deux villes, Mulhouse et Belfort, sont-ils fréquens et cordiaux : le 14 juillet, nombreux sont les Mulhousiens qui, hier encore, venaient assister à la « revue de Belfort. » L'an prochain, ce seront peut-être les Belfortains qui iront voir la revue de Mulhouse. M. Delahache cite ce bout de dialogue entre deux grands industriels mulhousiens : « Nous n'avons, disait l'un, rien fait depuis la guerre. » — « Nous avons fait Belfort, » répondit l'autre. Et le mot résume assez bien l'histoire parallèle des deux villes.

Les Alsaciens ne se sont pas contentés d'essaimer dans des villes françaises; ils ont fondé jusqu'en Algérie des colonies d'un caractère original et d'une robuste vitalité. Le 4 mars 1871, plusieurs députés de l'Assemblée nationale proposèrent d'attribuer « une concession de cent mille hectares des meilleures terres dont l'État dispose en Algérie aux Alsaciens et aux Lorrains habitant les territoires cédés qui voudraient, en gardant la nationalité française, demeurer sur le sol français. » Le projet souleva quelques objections assez spécieuses, mais fut adopté, et plusieurs lois ou décrets en arrêtèrent les dispositions. Diverses circonstances permirent d'en assurer et d'en hâter la réalisation. D'innombrables bonnes volontés, en Alsace, en France, — parmi lesquelles il faut signaler surtout celle du comte d'Haussonville, — en Algérie même, s'employèrent à faciliter aux émigrans les débuts, souvent laborieux, de leur vie nouvelle. « Du mois d'octobre 1871 au mois de mars 1875, 1020 familles d'Alsace et de Lorraine, — plus de 5000 personnes, — arri-

vèrent en Algérie. » Une centaine de villages furent en grande partie peuplés par elles ; plusieurs ont conservé leur nom alsacien, Strasbourg, Rouffach, la Robertsau. Quelques-uns, comme Belle-Fontaine, où s'installèrent en 1871 les premiers immigrans d'Alsace-Lorraine, des cultivateurs de profession pour la plupart, eurent une existence relativement facile. D'autres, comme Bou-Khalfa, dont le recrutement, au début, sous la direction de Jean Dollfus, ne fut pas assez agricole, ont eu moins de chance, et ses habitans ont eu parfois quelque peine à vivre. D'autres, comme Haussonvillers, à 82 kilomètres à l'Est d'Alger, après quelques difficultés à leurs débuts, ont réussi, grâce à l'excellence de leur recrutement, à se maintenir et à se défendre contre la forte poussée arabe. D'autres enfin, comme le Camp-du-Maréchal, qui fut fondé à loisir, en 1879, profitèrent de l'expérience acquise, et purent se développer et prospérer sans avoir à souffrir des tâtonnemens que connurent les précédens immigrés. Rien de plus curieux que de retrouver, en pleine Algérie, les usages et les traditions de l'Alsace : l'aspect des cultures, la disposition des maisons, les belles processions de la Fête-Dieu, surtout enfin les souvenirs, les idiotismes, l'accent de là-bas, et le désir, toujours aussi fervent, que la servitude alsacienne prenne fin, et que « les choses changent... » Dans certains villages de l'Afrique française, avec quelle émotion on a dû voir partir zouaves, turcos et tirailleurs ! avec quelle fébrile impatience, chaque jour, on doit attendre « l'heure du communiqué ! » et avec quelle joie on a dû accueillir la nouvelle de notre entrée à Mulhouse !

Il va sans dire que les colons alsaciens qui vinrent s'installer en Algérie n'ont pas réussi tous au même degré. Les transplantations sont chose toujours fort délicate, et il faut, avec quelque chance, une grande force morale pour supporter sans dommage un déracinement. Un climat nouveau, parfois malsain, des conditions de vie, souvent même des tentations nouvelles, l'ennui, l'isolement, la nostalgie des horizons familiers eurent raison de plus d'une résistance. Découragées, un certain nombre de familles repartirent. Mais la plupart sont restées, — 900 environ sur 1100, — et d'ailleurs, les vides ont été en partie remplis par des recrues nouvelles : l'Algérie n'a jamais cessé d'être un centre d'attraction pour l'immigration alsacienne-lorraine. Et la France n'a pas eu à se repentir d'avoir ainsi

généreusement ouvert sa riche colonie à ceux qui trouvaient décidément « trop dur de rester là-bas. » Car dans l'Algérie contemporaine, l'apport alsacien-lorrain n'est point négligeable. « Il est permis d'affirmer, écrit excellemment à ce propos M. Delahache, que dans le creuset où de tant d'élémens divers s'élabore une sorte de type algérien, l'Alsace et la Lorraine ont jeté quelques qualités précieuses de méthode, de ténacité, de conscience au travail, de susceptibilité patriotique. L'Alsace et la Lorraine perdues, on l'a souvent remarqué dans ces dernières années, ce n'était pas seulement deux provinces en moins, c'était aussi, par instans, la France déséquilibrée : harmonieux composé de Nord et de Midi, d'Est et d'Ouest, auquel, tout à coup, l'Est manquait. Les cinq mille Alsaciens d'Algérie ne sont pas inutiles pour maintenir dans la seconde France l'équilibre français. »

Quand on vient de fermer les livres de M. Delahache, on ne peut se défendre d'un sentiment de mélancolie profonde. S'il est parfaitement exact que l'Alsace-Lorraine était nécessaire à la France, il n'est pas moins certain que la France était nécessaire à l'Alsace-Lorraine. Et c'est pourquoi, depuis quarante-quatre ans, séparée de la mère patrie, l'Alsace-Lorraine n'a pu, quoi qu'elle fît, vivre d'une vie normale et retrouver l'équilibre intérieur, sans lequel, pour les peuples comme pour les individus, il n'y a pas de santé véritable. A vivre pendant deux siècles au sein de la communauté française, l'Alsace-Lorraine, — elle y était d'ailleurs prédisposée par ses origines ethniques, — s'était fait une âme française. Brusquement détachée de la France, elle n'a pu se faire une âme germanique. Et forcée de vivre en Allemagne et de la vie allemande, elle n'a pu s'adapter à sa nouvelle et dure existence; elle n'a pu, ni voulu changer son âme. De là ce quelque chose de heurté qui, près d'un demi-siècle durant, a caractérisé chacun de ses gestes, chacune de ses attitudes. Autonomistes et protestataires avaient beau jeu de se reprocher mutuellement leurs programmes : ni les uns ni les autres ne pouvaient, par la force même des choses, trouver une formule qui conciliât également les intérêts particuliers des deux provinces annexées et les intérêts généraux de la collectivité française; et les uns et les autres, ayant à la fois raison et tort, n'auront pleinement raison et ne se réconcilieront

que lorsqu'ils seront redevenus Français. A ce moment-là, du reste, la « protestation » des uns n'ayant plus de raison d'être, il y aura lieu d'écouter les vœux légitimes des autonomistes et de leur donner une large satisfaction.

Cette satisfaction, l'Allemagne, si elle l'avait sincèrement voulu, aurait-elle été capable de la leur donner ? Oui, peut-être, — si elle n'avait pas été l'Allemagne, — je veux dire si elle n'avait pas été comme envoûtée par l'odieux caporalisme prussien. Certes, on aurait pu concevoir, en théorie tout au moins, une Allemagne vraiment libérale, respectueuse des droits acquis, des traditions historiques et des âmes nationales, laissant l'Alsace-Lorraine se gouverner et s'administrer elle-même, et n'intervenant que le moins possible dans sa vie intérieure. Cette Allemagne-là, — qui n'a d'ailleurs jamais existé que dans les livres de Mme de Staël, car l'Allemagne réelle a toujours eu le culte de la force et l'incompréhension des âmes étrangères, — cette Allemagne-là aurait-elle pu, le temps aidant, se faire pardonner l'annexion et obtenir peu à peu l'adhésion loyale et sans arrière-pensée des provinces conquises? Il est possible : l'Angleterre a bien obtenu pareil résultat au Canada, et l'Alsace-Lorraine n'était peut-être pas beaucoup plus réfractaire à une relative assimilation allemande que le Canada à l'assimilation anglaise. Mais, encore une fois, il aurait fallu que l'Allemagne changeât sa nature, et, l'eût-elle voulu, c'est ce que la Prusse, l'orgueilleuse et brutale Prusse, n'aurait point permis. Et, d'accord avec la Prusse, l'Allemagne a enfermé l'Alsace-Lorraine dans une impasse d'où seule la force française pourra la faire sortir.

Mais l'Allemagne est punie, elle le sera bien plus encore demain de son inexorable brutalité. Supposez qu'en 1871, au lieu d'annexer l'Alsace-Lorraine, elle nous eût réclamé quelques milliards de plus avec l'Algérie, par exemple : à l'heure actuelle, elle aurait, dans l'Afrique du Nord, cet empire colonial qu'elle nous enviait si âprement, et, quelques années après la guerre, une alliance franco-allemande n'aurait probablement pas souffert plus de difficultés qu'au lendemain de la guerre de Mandchourie une alliance russo-japonaise. La question d'Alsace-Lorraine n'existant pas, quarante années de l'histoire européenne n'auraient pas été comme empoisonnées par l'attente et la préparation d'une guerre inévitable. L'Allemagne se serait développée

à moins de frais, d'une manière plus normale et moins précaire. La France, n'ayant pas à libérer trois millions de ses enfans, ne se sentant pas menacée dans son existence même, n'aurait pas eu à rechercher l'alliance russe et l'amitié anglaise. Le formidable conflit d'aujourd'hui eût été évité...

Ce sont là des rêves ; et la tragique réalité est tout autre. Fière de sa force, enivrée de sa victoire, l'Allemagne a cru que la violence était la reine du monde, et elle s'est préparée, par la violence, à faire la conquête du monde. Elle a piétiné l'Alsace-Lorraine comme elle avait piétiné le Slesvig et la malheureuse Pologne. Avec un aveugle dédain, elle a accumulé contre elle des colères, des rancunes, des haines inexpiables. Elle s'est crue un jour assez forte pour jeter un insolent défi à l'univers presque tout entier. Et l'on a vu ce spectacle, peut-être unique dans l'histoire, d'un peuple redoutable et redouté, parvenu à un très haut degré de puissance matérielle, de prospérité économique et commerciale, jouer une situation exceptionnelle, et tout son avenir sur une seule carte, — et une mauvaise carte. Pour expliquer pareille frénésie de suicide, les anciens eussent invoqué la terrible Némésis. Les modernes, instruits par Bossuet à méditer sur les destinées des empires, pourront se demander si, par un juste retour des choses d'ici-bas, de tous les crimes qu'a commis au cours de son histoire l'immorale nation de proie, celui dont elle va subir l'inéluctable châtiment ne serait pas surtout cette cynique violation des consciences nationales, dont l'annexion de l'Alsace-Lorraine restera le douloureux symbole.

VICTOR GIRAUD.

# LA REINE HORTENSE

ET

# LE PRINCE LOUIS

## V [1]

### EN ANGLETERRE
### (MAI-JUIN 1831)

Au moment de donner à nos lecteurs la suite du Journal de Mlle Valérie Masuyer, nous devons un souvenir et un regret reconnaissant au collaborateur qui en avait préparé pour nous la publication. C'est le lieutenant-colonel Patrice Mahon (Art Roë) qui s'était chargé de ce soin. On sait qu'il a été une des premières victimes de la guerre. Tombé au champ d'honneur, à la tête de son régiment d'artillerie, son nom a été mis à l'ordre du jour de l'armée, hommage posthume qui était dû à son héroïsme.

L'amour de la patrie et celui des lettres avaient noblement rempli sa vie laborieuse. Les œuvres qu'il a laissées, et qui se rapportent le plus souvent à son métier de soldat, sont des œuvres d'observation et d'imagination où se manifestent l'originalité de son esprit et sa haute distinction morale. Son dernier travail, travail d'éditeur, était nouveau pour lui : il s'y était très attaché. Le journal de Mlle Valérie Masuyer est une source extrêmement abondante. Il fallait choisir, élaguer, dans ces pages qui, rédigées au jour le jour, au courant de

(1) Voyez la *Revue* des 1er et 15 août, 1er octobre et 15 novembre 1914.

la plume, sous l'impression du premier moment, n'ont pas toutes le même intérêt; mais toutes sont pleines de naturel, de sincérité évidente et de vie. Elles nous donnent sur l'existence de la famille impériale dans l'exil des détails qu'on ne trouve pas ailleurs, et peut-être aucun autre document n'aide-t-il mieux à comprendre, en remontant aux origines, le caractère si complexe de l'empereur Napoléon III. Ce caractère, a dit Renan, « est un problème sur lequel, même quand on possédera des données que personne maintenant ne peut avoir, on fera bien de s'exprimer avec beaucoup de précautions. Il y aura peu de sujets historiques où il sera plus important d'user de retouches, et, si dans cinquante ans il n'y a pas un critique aussi profond que M. Sainte-Beuve, aussi consciencieux, aussi attentif à ne pas effacer les contradictions et à les expliquer, l'empereur Napoléon III ne sera jamais bien jugé. » Le jugement définitif n'est pas encore porté, qui sait s'il le sera jamais? Y a-t-il aujourd'hui un Sainte-Beuve? En tout cas, les documens commencent à venir et le Journal de M^lle^ Masuyer est un des plus précieux. On y voit comment s'est formé le futur empereur, ou plutôt, car il a été dès sa jeunesse le même que plus tard, comment il a évolué au milieu des conspirations italiennes, — ce qui explique bien des choses d'avenir, — puis des conspirations françaises, avec un singulier mélange de républicanisme et d'impérialisme, comme si un instinct secret l'avertissait dès ce moment qu'il devrait passer par la République pour aboutir à l'Empire. Au reste, cette confusion de principes, où il voyait plus clair et, en tout cas, s'est dirigé plus habilement que d'autres, n'était pas son fait exclusif : toute une fraction du parti révolutionnaire français y participait aveuglément. Ajoutons que le prince Louis exerçait, par les côtés affectueux de sa nature, un attrait déjà grand sur ceux qui l'approchaient.

On comprend que Patrice Mahon, à mesure qu'il avançait dans le dépouillement du journal touffu de M^lle^ Masuyer, ait été séduit davantage par l'intérêt du sujet. Il y trouvait les élémens d'une étude psychologique très attachante, et peut-être l'aurait-il écrite plus tard au profit de l'histoire. Mais la mort ne l'a pas permis et nous devons nous borner à continuer la publication qu'il avait préparée.

Londres, 13 mai 1831.

Les voyageurs pour l'Angleterre sont si rares qu'on se les arrache; on courait après nous pour des auberges, pour un paquebot, et on nous prenait pour des Anglaises. Le Prince faisait l'interprète tant bien que mal et s'impatientait de n'être

pas parfaitement compris, lui qui parle l'allemand et l'italien comme le français. Sa santé n'est pas positivement mauvaise, bien que le gonflement qu'il éprouve à l'estomac ne diminue pas. La Reine s'effrayait beaucoup pour lui de la traversée, et c'est elle qui a été le plus malade. Elle s'est installée dans sa voiture, bien attachée sur le front de ce *Royal George;* puis, le mal de mer la chassant de là, elle s'est bientôt réfugiée dans la cabine, où elle pouvait du moins s'abriter et s'étendre tout de son long. Quant à moi, j'étais mourante, lorsque la marée haute nous a enfin apportées dans le port de Douvres.

De Cantorbery, où nous sommes venus achever notre première journée anglaise, je ne décris pas ici la fameuse cathédrale et retiens seulement cette maison en face de l'hôtel, toute pavoisée de tentures et de drapeaux bleus sur lesquels étaient inscrits en lettres d'or : *Hodge's and Rider's committee.* Ces noms étaient ceux des deux candidats libéraux qui l'emportaient ce jour-là, à la grande joie du peuple. Nous voyions ainsi l'Angleterre occupée de la grande affaire du moment : l'élection et le renouvellement du Parlement.

Le ministère whig présidé par lord Grey a lui-même porté ce débat devant l'opinion. C'est au mois de novembre dernier qu'il remplaça le Cabinet tory de lord Wellington, devenu impossible depuis l'avènement du roi whig Guillaume IV. Lord Holland entrait dans la nouvelle combinaison comme chancelier du duché de Lancaster ; il est neveu du grand Fox et père de ce M. Fox que la Reine a reçu à Rome avec une amabilité particulière. Les autres collègues de lord Grey sont les lords Æthorpe, Landsdowne, Graham, Melbourne, Palmerston (aux Affaires étrangères), Goderich, Auckland et Brougham (comme chancelier de l'Échiquier).

Ce nouveau gouvernement prit au mois de février l'initiative d'un projet de loi donnant satisfaction à l'opinion publique sur le sujet de la réforme parlementaire. Il s'agissait de rendre à la Chambre des Communes le caractère de représentation qu'elle avait perdu, les lois électorales anciennes étant surannées; les *bourgs pourris* ayant gardé une représentation égale à celle des grandes villes; enfin les élections elles-mêmes restant aux mains des grands seigneurs propriétaires et des municipalités, qui en disposaient ou qui en trafiquaient. Le projet de lord Grey était, dit-on, très modéré. Il n'en rencontra

pas moins une vive opposition, qui aurait entraîné la chute du ministère, si le Roi n'avait préféré dissoudre le Parlement.

Le résultat des élections prochaines sera sans doute conforme aux désirs du Prince Louis, qui saisit avec empressement cette occasion nouvelle d'affirmer son républicanisme. La Reine voit au contraire dans les habitudes de discipline et dans le respect de l'autorité les causes de l'ordre, de la propreté, de la symétrie qui règnent tout autour de nous.

Elle est tout heureuse de connaître enfin l'Angleterre, vers laquelle quelque chose l'attirait depuis longtemps. En 1814, étant alors aux bains de Dieppe avec Louise Cochelet, elle avait formé le projet de passer incognito le détroit et de faire une équipée de l'autre côté; dans cette pensée, elle étudiait assidûment la grammaire anglaise, elle apprenait par cœur des dialogues que Louise lui faisait répéter; mais elle se dégoûta à la fin de cette aventure, où la médisance aurait trouvé de quoi s'exercer. Bien lui en prit, car, la fièvre jaune s'étant déclarée peu après en Angleterre, tous les bateaux qui en revenaient furent condamnés à faire quarantaine au Havre: elle aurait donc eu toutes les peines du monde à rentrer en France et serait restée pendant de longs jours séparée de ses enfans.

Elle dit que ce pays lui rappelle un peu la Hollande; il en efface pour elle le triste souvenir par l'impression du confort et le charme de la liberté. Les routes sont admirables, peut-être parce qu'elles ne sont pas gâtées par le roulage et que le commerce se fait surtout par voie d'eau; de beaux puits les bordent et font du voyage une sorte de promenade dans un jardin. Les chevaux de poste passeraient ailleurs pour des chevaux de luxe. L'art de les mener est si répandu qu'au départ de Cantorbery, le 11 mai, c'est un enfant de dix ans qui nous conduit. Nous allons d'une allure calme et sûre, les animaux étant ici sages comme les gens. La raideur amusante de notre petit postillon ne nous fait pas regretter de voyager moins vite qu'en France et qu'en Italie, surtout. Mais, tandis que j'admire ces deux longues rangées de maisons pareilles, qui vont d'une distance immense jusqu'au pont de la Tamise, le Prince s'étonne de ne voir dans les rues que quelques équipages à livrées antiques, à valets poudrés, peu de piétons, et force diligences dont les sièges sont si hauts que les voyageurs assis dessus ont l'air d'être debout. Il s'amuse à dire que la population anglaise ne

se voit qu'en diligence. Londres lui semble bien éloigné de valoir Paris, et je serais fière, comme Française, de sa prédilection pour mon pays, si je ne savais pas que son vrai grief contre les Anglais est la difficulté qu'il éprouve à parler leur langue et à se faire comprendre d'eux.

Nous errons de quartier en quartier, sans trouver à nous loger nulle part et sans produire peut-être sur les hôteliers une impression favorable, avec notre vieille voiture crottée. La Reine prévoit qu'il faudra en acheter une autre et gémit.

L'appartement que nous découvrîmes à la fin n'est que passable : elle au premier, son fils et moi au second, les gens au quatrième, et il faudra payer cela quatre louis par jour, tandis que nous étions si bien pour trente francs à Paris. Aussi ne défaisons-nous pas les paquets et restons-nous campés, jusqu'à ce que nous ayons pu louer quelque part une maison à un prix raisonnable.

Cette nouvelle recherche remplit la journée du 12 ou du moins ce qu'il m'en reste après les lettres qu'il me faut expédier en Italie, en Suisse et dans diverses autres parties du monde. Le Prince et moi courons la ville avec Charles, qui n'admire rien de ce qui nous plaît; l'hôtel lui conviendrait mieux, parce qu'il n'aurait pas à nous y servir.

La Reine, penchée sur son plan de Londres, a été pendant ce temps distraite par un défilé d'équipages allant à une réception de la reine d'Angleterre, la première depuis la dissolution du Parlement. Les brillantes livrées, les beaux attelages traversaient une foule en mouvement, mais si lente, si silencieuse, qu'on aurait pu la prendre pour un peuple d'ombres. Point de troupes, pas de gardes armés, le bâton levé d'un *constable* suffisant à maintenir l'ordre. Plusieurs des cochers et des laquais portaient des bouquets à la boutonnière; c'étaient ceux des partisans de la réforme ; le nombre n'en était pas fort considérable et l'on voyait assez qu'ici, parmi ces gens de cour, l'opinion n'était pas du tout la même que dans la rue à Cantorbery.

M. Fox, averti par un billet de la Reine et tout heureux de la revoir, est venu ce jour même pour assister à notre dîner. Il a couru ensuite chercher lady Dudley Stuart. C'est cette Christine, née du premier mariage de Lucien et sœur de la princesse Gabrieli. Mariée d'abord au comte suédois Arved Posse, elle fut bientôt séparée d'avec lui. Je ne lui en ai pas voulu de me

prendre la Reine pour toute la soirée, tandis que le Prince sortait avec M. Fox, ni de me la reprendre aujourd'hui pour aller visiter sans moi des appartemens. Comme femme à la mode, elle s'étonnait d'être debout dès onze heures du matin, après s'être couchée à quatre. Elle avait fait un effort pour se lever. D'ordinaire, à Londres, on ne quitte son lit qu'à cinq heures de l'après-midi. Cette vie extravagante paraît faite exprès pour tuer lord Dudley, intéressant jeune homme dont l'air poitrinaire me causerait beaucoup de soucis s'il m'était cher. Il est pour Christine le modèle des maris et pour *sa tante*, la Reine, le modèle des neveux. Ayant chez lui ce soir du monde à dîner, il regrettait qu'elle n'y fût pas.

C'est là le commencement des invitations dont elle s'attend à être bombardée, et qu'elle ne pourra plus esquiver quand sa présence à Londres sera connue. Dès hier, quelques salons en savaient la nouvelle; dès ce soir, la comtesse Glengall arrivait. C'est pour la Reine une vieille connaissance faite à Plombières, au temps de la paix d'Amiens. Elle a conservé un reste de beauté, une grande assurance, fruit d'une longue habitude du monde, et une abondance de paroles qui s'est librement exercée jusqu'à onze heures, instant où elle nous a quittés pour se rendre à un bal donné par le duc de Devonshire.

Elle a fait mille folies à Paris sous le Consulat. C'est elle qui a ramené dans la société la mode des bas et des souliers découverts. Elle courait à cheval dans les allées défendues. Un jour qu'elle s'était fait mettre au corps de garde et que le Premier Consul lui en parlait, elle lui a dit « qu'elle aimait à faire tout ce qui était interdit. » « Eh bien! a-t-il aussitôt répondu, à partir de demain, je vous autorise à faire tout ce qu'il vous plaira. » Il la croyait alors initiée aux secrets de la diplomatie, ce qui n'était pas, et ce qu'elle regrette à présent, car elle aurait pu par ce moyen le connaître davantage et jouer un rôle auprès de lui. Ce qu'elle se rappelle avoir admiré le plus en lui est ce beau profil d'empereur romain, si bien fait pour la statuaire, les belles dents qu'il montrait en riant, son sourire si doux, si gai, que c'était celui d'un enfant et non pas celui du maître du monde. Il avait la coquetterie d'être l'homme le plus mal vêtu de toute sa cour. La Reine raconta à ce sujet qu'un soir, au bal, les voyant toutes parées et couvertes de diamans, il avait dit, en montrant les manches de son modeste uniforme,

« qu'il fallait avoir bien de l'amour-propre pour porter un habit si simple au milieu d'elles. »

La Reine estime que les *Mémoires de Constant* sont de tous les plus véridiques, au moins quant à la description des choses vues; mais Constant ne rend pas toujours avec intelligence ce qu'il a entendu. O'Méara mérite une entière créance, mais il n'est resté que trop peu de temps à Sainte-Hélène. M. de Las Cases fait preuve d'exactitude, mais il est long, et, nouveau venu auprès de l'Empereur, de crainte de le trahir, il s'astreint à reproduire quelquefois matériellement et scrupuleusement ses paroles; mais le sens des paroles est moins dans les mots eux-mêmes que dans l'accent de l'âme qui parle ou dans l'expression de la physionomie.

La Reine se flatte d'avoir connu l'Empereur mieux que personne. « C'est lui qui a fait ma vie, » dit-elle. Elle avait l'impression d'être assise dans une voiture, dont il aurait été le cocher. Elle aurait pour lui une reconnaissance sans bornes et une affection sans nuages, s'il n'avait pas divorcé d'avec Joséphine; et cela même, elle ne peut le lui reprocher avec trop d'amertume, tant lui-même en a eu le cœur déchiré. Joséphine est bien la seule femme qu'il ait aimée. Les amours en dehors d'elle n'ont été que des fantaisies passagères, et il ne s'est jamais pardonné le chagrin qu'elle en éprouvait. On ne peut compter que pour mémoire, tant la personne était sotte, la liaison qu'il eut avec M^lle^ de la Plaigne en 1805. C'était une ancienne élève de M^me^ Campan, mariée par erreur à un aventurier, puis entrée comme lectrice chez Caroline Murat; sa jeunesse et sa fraîcheur plurent à l'Empereur, qui en fut bientôt rassasié. Ensuite vint, caprice tout aussi court, une dame de la Cour que la Reine n'a pas nommée; puis M^me^ Gazzani, dont l'impression sur lui fut plus vive sans être plus durable. Cette beauté célèbre était fille d'une danseuse italienne attachée au grand théâtre de Gênes. L'Empereur l'ayant vue dans cette ville, lors du voyage de 1805, en fut ébloui, plaça le mari en province, et la fit venir à Paris où elle fut immédiatement nommée lectrice de l'Impératrice. Elle était grande, un peu maigre, d'une souplesse et d'une grâce extrêmes, avec des yeux ravissans, des traits délicats et les plus belles dents du monde, qu'un petit rire tordu découvrait constamment. L'Empereur sortait seul la nuit, en jeune homme, pour aller la voir; il n'avait confié son secret qu'à

Duroc. Mais, soit qu'il ait senti le danger d'être captivé par cette sirène, soit qu'il ait fait à Joséphine le sacrifice de son sentiment, il rompit bientôt de lui même la liaison. L'Impératrice n'en conserva pas moins sa lectrice, dont la coquetterie s'exerça dès lors sur les hommes de sa Cour et qui y trouva un consolateur.

Tout autre et bien plus aimante fut la comtesse Walewska. Napoléon l'avait connue en Pologne, où elle s'était portée spontanément au-devant de lui comme vers le Messie chargé du salut des Polonais. Elle était petite, blonde, délicate, dans l'éclat de ses dix-huit ans, dans la candeur d'un cœur droit rempli tout entier par le patriotisme le plus ardent. On l'avait mariée à un vieillard fort riche, un aïeul pour elle plutôt que son époux, et ce n'était pas l'amour qu'elle lui portait qui pouvait l'empêcher de se donner à l'Empereur, mais bien ce qu'il y avait en elle d'angélique et de virginal. Il s'étonna de rencontrer une résistance à laquelle il n'était pas habitué. De leur côté, les Polonais travaillaient à la lui donner pour maîtresse, dans l'espoir qu'elle servirait leurs intérêts auprès de lui. Il fallut tous leurs efforts pour amener dans le nid de l'aigle cette colombe effarouchée.

Napoléon avait alors trente-huit ans, l'âge où les hommes s'éprennent d'autant plus volontiers des jeunes femmes qu'ils sentent leur propre jeunesse leur échapper. En revenant en France, il laissa Marie Walewska en Pologne, sans doute dans l'intention de la faire bientôt venir à Paris; mais les années qui suivirent furent pour lui si pleines de choses, que force fut de renvoyer à plus tard cette affaire d'amour. En 1809, revenu à Schœnbrunn, il avait fait vers la Pologne la moitié du chemin; Marie Walewska fit vers lui l'autre moitié. Un enfant naquit de ce rapprochement, et cette naissance la conduisit à Paris, où elle vécut non pas absolument éloignée de la Cour, mais du moins fort retirée. En 1814, elle se rendit à l'île d'Elbe avec son jeune fils, qu'on prit pour le Roi de Rome, tandis qu'on la prenait, elle, pour Marie-Louise déguisée. Mais telle était la sévérité de l'Empereur pour les mœurs, qu'il ne voulut pas qu'elle y restât. Elle est morte très malheureuse en 1817, après avoir épousé, l'année d'avant, un cousin de l'Empereur, le général d'Ornano.

Le divorce de l'Empereur marque l'époque à partir de laquelle

il appartint tout entier aux raisons politiques et n'accorda plus la moindre part de son temps au sentiment. Il est singulier qu'alors, en réfléchissant au passé et en faisant pour ainsi dire l'examen de sa vie, il ait découvert au fond de son cœur la vraie tendresse qu'il ne pouvait s'empêcher de porter à Joséphine. Il lui écrivait, il allait la voir, au point que la nouvelle Impératrice s'en montra jalouse. Elle s'était fait une règle d'imiter en tout Joséphine, et, comme elle, de ne jamais quitter son époux. Napoléon lui en savait gré. Elle était fort médiocre, et cependant elle aurait été tout ce qu'il fallait qu'elle fût, si les circonstances n'avaient pas changé. Elle aurait rappelé, selon la Reine, cette insignifiante, à la mort de qui Louis XIV a pu dire : « Voilà le premier chagrin qu'elle me cause. » Elle avait une belle taille, de la fraîcheur, de la douceur, et finalement s'était un peu formée pour le monde, mais n'était ni jolie, ni gracieuse, ni spirituelle. Il convenait à l'Empereur qu'elle ne se mêlât de rien. Elle lui avait donné un fils, c'était tout pour lui. Joséphine voulut voir cet enfant et Napoléon le fit conduire en cachette à Bagatelle, où elle se rendit. Elle le caressa longuement en disant : « Cher petit, tu ne sauras jamais tout ce que tu me coûtes! »

Le chagrin de Joséphine mettait entr Hortense et Marie-Louise comme un mur de glace et les empêchait de se rapprocher l'une de l'autre. L'empereur d'Autriche, averti par Metternich, avait dit à sa fille au moment où elle quittait Vienne pour Paris : « La princesse Pauline est la plus belle femme de la Cour. La reine de Naples a de l'esprit. Mais la reine Hortense est la seule personne de la famille avec qui vous puissiez vous lier. » Cette liaison restait impossible, quoique Marie-Louise, se conformant aux instructions paternelles, fît à la Reine de fréquentes visites, parût à tous les bals donnés rue Cerutti et vînt pour deux jours entiers à Saint-Leu. Elle prit à la fin pour amie la duchesse de Montebello.

La duchesse était très belle, de la meilleure tenue du monde. Retirée de la Cour à la mort d'un mari qu'elle adorait, elle vivait à l'écart avec ses cinq enfans, son père et sa sœur; Corvisart et Isabey, ses amis intimes, formaient avec les personnes de sa famille sa seule société. Le choix de l'Empereur, la rappelant à la Cour auprès de Marie-Louise, fut généralement approuvé. On comprit qu'en mettant dans une place de cette

importance une femme discrète et sans ambition, il avait voulu échapper aux pétitions, aux recommandations, aux intrigues dont une autre l'aurait accablé. La reine Hortense n'y trouva rien à redire, si ce n'est l'éloignement de Mme de Montebello pour la Cour. « La duchesse, disait-elle, aurait dû s'occuper davantage de diriger l'Impératrice, qui en raffolait, et auprès de qui personne ne pouvait la remplacer. » L'Empereur lui-même plaisantait sa femme sur cette passion : « Va, ta duchesse, elle s'embarrasse bien de toi, disait-il. Elle n'a d'affection que pour ses enfans. »

Il se résignait à n'avoir dans Marie-Louise qu'un amour d'obéissance, qui s'adressait en lui moins à l'homme qu'au souverain. Aux Cent-Jours, sans nouvelle d'elle depuis de longs mois, il fit partir M. de Montrond et le général de Flahaut pour Vienne, avec mission de la ramener. Pendant ce temps, Ballouhey, secrétaire de Marie-Louise, arrivait à Paris. Napoléon fit donner à cet homme l'ordre de rendre compte de toutes les commissions dont on l'avait chargé. Dans le nombre, se trouvait une lettre qui ne devait être remise qu'à la duchesse de Montebello et en mains propres. La Reine apprit cela par M. Devaux, son homme d'affaires, à qui l'envoyé de Marie-Louise s'était confiée; elle conseilla ce que la délicatesse prescrivait, mais n'empêcha pas que la lettre confidentielle ne vînt à la connaissance de l'Empereur. Marie-Louise écrivait à son amie : « Je m'étonne qu'on ait pu annoncer mon retour à Paris. Vous qui connaissez mes vrais sentimens, vous n'aurez pas cru à cette nouvelle. »

Lady Glengall assure que l'Empereur est regretté en Angleterre autant qu'ailleurs. Ses souffrances de Sainte-Hélène l'y ont rendu populaire. Quand Hudson Lowe a reparu à Londres, il a été hué par la populace, et l'on ne sait dans quel trou il a été se cacher. Il n'a pu se faire admettre au club de l'*Union*. La société anglaise l'a désapprouvé de ne pas répondre au défi que le jeune Emmanuel de Las Cases lui apportait de Paris, en demandant raison des vexations supportées par son père et par lui-même. Néanmoins, le gouvernement de George IV l'avait accueilli avec faveur. Il est chevalier de l'ordre du Bain, et jouit de la propriété d'un régiment d'infanterie, qui lui vaut un revenu de 20 000 livres sterling.

Cette longue conversation s'est achevée par l'avis que la

comtesse Glengall a donné de la présence à Londres des deux fils illégitimes de l'Empereur, le comte Léon, qu'il a eu de Mlle de la Plaigne, et le jeune comte Walewski.

Dimanche, 15 mai.

Hier, pour en finir avec les maisons, nous sommes allés à dix heures du matin en voir une à laquelle nous nous sommes tenus. De là je me suis fait conduire chez le banquier Doxa, pour y prendre l'argent nécessaire, retourner payer l'hôtel et faire notre déménagement. Mais, comme il demeure à la Cité, j'ai employé à cette course plus de temps que je ne croyais.

Au retour, la Reine était délogée et déjà aux prises avec des visites dans sa maison, au numéro 30 de la George Street. Achille Murat présentait sa jeune femme, qu'il vient de ramener d'Amérique, et qui ne sait pas un mot de français. Sa mère, la reine Caroline, lui écrivait hier encore de Trieste que la reine Hortense était à Malte et le prince Louis à Corfou : sa surprise a donc été grande d'apprendre ce matin par le journal qu'ils étaient l'un et l'autre ici.

Il expose, avec un franc parler tout américain, comment les événemens de Juillet l'ont décidé à quitter le Nouveau Monde; il s'est posté ici aux aguets, pour savoir à toute heure ce qui se passe à Paris. Son retour en Europe a suffisamment inquiété les chancelleries, pour qu'on ait tenté de lui faire quitter l'Angleterre, ce que les lois anglaises n'ont pas permis. La liste des tracasseries qu'il a éprouvées est longue. Il prévoit que l'arrivée de sa tante va de nouveau préoccuper les diplomates; il la met en garde contre l'esprit de la société, et notamment contre lady Glengall.

Celle-ci est drôlement apparue pour interrompre le panégyrique. Elle était en habit de cheval, la cravache à la main, et renouvelait ses offres de service pour nous faire voir Londres; rendez-vous a été pris pour demain matin.

M. de Montrond survenant l'a chassée à son tour. C'est cet homme du monde, si fameux autrefois pour ses bonnes fortunes. Mme Campan ne manquait pas de le signaler aux jeunes femmes qui entraient dans le monde. « Surtout, leur recommandait-elle, ne recevez pas M. de Montrond. » Il est étonnant de verdeur avec ses soixante-dix ans qui n'en paraissent pas plus

de cinquante. La Reine l'a eu, l'an dernier, chez elle à Arenenberg. Il fréquente ici le cercle de notre ambassadeur à Londres, le prince de Talleyrand, et le salon de la duchesse de Dino. C'était de leur part qu'il se présentait : il l'a laissé bientôt deviner par l'empressement avec lequel il a mis la conversation sur les bagarres de la place Vendôme.

Il paraît qu'après notre départ les attroupemens se renouvelaient chaque soir devant la Colonne, de plus en plus nombreux et de plus en plus pressans. On réclamait l'inauguration de la statue, qu'une ordonnance du mois dernier avait annoncée. Louis-Philippe avait signé cette ordonnance par erreur, et sans savoir que la statue de Chaudet, déboulonnée en 1814, avait été détruite sous la Restauration. Le fondeur Launay l'avait transportée d'abord dans son atelier, après avoir dirigé la manœuvre de quatre jours nécessaire pour l'amener à reposer à terre. La police l'avait reprise aux Cent-Jours, mais les Bourbons eurent le dernier mot, en ordonnant la fonte du métal, qui servit pour la statue d'Henri IV par Lemot.

Quelques bonapartistes, pressés d'exploiter contre le Roi la malencontreuse ordonnance, avaient fait faire une statue provisoire en bois de chêne par un sculpteur de Saint-Mandé. Le ministère donna l'ordre d'arrêter cette statue aux barrières, ce qui provoqua des protestations. Dans le même temps, une manifestation républicaine s'organisait en l'honneur de Cavaignac, Sambuc, Guénard, Trélat et Raspail, que la cour d'assises venait d'acquitter. A l'issue d'un banquet donné pour eux le 9 mai aux *Vendanges de Bourgogne*, les convives échauffés se répandirent sur les boulevards et gagnèrent la place Vendôme. Ils s'y réunirent le lendemain aux anciens militaires et aux napoléonistes de toutes marques, furieux que la police eût osé faire disparaître pendant la nuit les fleurs et les couronnes déposées par eux au pied de la Colonne. Les clameurs prirent un ton de violence qu'elles n'avaient pas eu jusque-là; il fallut employer la cavalerie contre la foule, la bagarre menaçant de devenir une émeute ; on n'en eut raison qu'en amenant sur la place des pompes à incendie empruntées à la caserne de la rue de la Paix. Le général comte de Lobau donna l'ordre d'asperger les manifestans et, par ce trait, s'affirma pour la première fois dans son commandement tout neuf de la garde nationale.

M. de Montrond augure de tout cela que « si le prince

Louis arrivait maintenant à Paris, il y serait plus caressé encore qu'en Italie. » Ce n'est là peut-être qu'un propos aimable, ou bien c'est le pronostic de M. de Talleyrand lui-même. La Reine se souvient de l'adresse que le prince de Bénévent déploya dans les circonstances délicates de l'année 1814. Elle n'oublie pas non plus l'art consommé avec lequel il s'est fait hier l'homme indispensable pour Louis-Philippe et le véritable directeur politique du nouveau gouvernement français. Elle le voit aujourd'hui montrer de l'empressement auprès d'elle, toujours habile à tout ménager.

De là cependant à partager les espérances d'Achille Murat, il y a loin. Il revint le soir et se donna comme le représentant en Europe du roi Joseph, frère aîné de l'Empereur; il *sait* que le gouvernement de Juillet ne durera pas en France, que la République sera proclamée, etc. La Reine, craignant de lui voir faire une imprudence, par laquelle son propre plan serait compromis, lui représente le peu qu'il a pu connaître de l'Europe là-bas, dans sa chaumière américaine. Elle l'invite à raconter sa vie, qu'elle ignore, et qu'il ne fait pas difficulté d'exposer dans un grand détail.

Prince royal à Naples, déchu de ses droits par la mort tragique de son père, il reste prisonnier en Autriche jusqu'en 1822. Il a alors vingt et un ans et cent vingt mille francs de fortune. Son projet est de s'embarquer à Hambourg, où il pense ne demeurer qu'une semaine. Il y passe trois mois, vit en grand seigneur et mange là vingt mille francs pour sa première école. Débarqué chez son oncle Joseph à Point-Breeze, il y trouve un accueil paternel ; il n'aurait qu'à s'y installer et à s'y laisser vivre, mais son humeur l'entraîne ailleurs. La guerre de 1823 en Espagne paraît lui offrir des chances de fortune. Il embrasse la cause constitutionnelle, frète une embarcation, arrive trop tard, quand tout est fini, court des dangers et dépense quarante mille francs en pure perte. Repassé de l'autre côté de l'Atlantique, fort appauvri, très malheureux, il ne perd nullement courage, étudie la langue, les lois, devient avocat, achète une plantation dans un mauvais terrain qu'il est bientôt forcé d'abandonner, trouve un ami auquel il s'associe, pour acheter ensemble un autre domaine. Il l'y rejoint et abandonne le premier établissement. C'est ici un nouveau chapitre de son roman.

Il s'égare dans les forêts avec ses dix nègres, ses cinquante vaches : on le voit à cheval, avec des lunettes vertes et un chapeau de paille. Son dénuement est grand, mais, en 1826, ses affaires se sont améliorées. C'est alors qu'il rencontre Mlle Caroline Dudley, petite-nièce de Washington. Il l'épouse quatre mois plus tard. On vient les voir de trois cents milles à la ronde ; la maison qu'il a bâtie pour sa jeune femme est la plus belle du pays, bien que les sièges n'en soient que de bois ; il y donne des bals dont ses nègres forment l'orchestre. Ses affaires prospèrent ; sa cousine Clotilde, femme du général Moncey et duchesse de Conegliano, lui lègue cent mille francs (c'est cette Clotilde Murat, sœur de la princesse héréditaire de Hohenzollern-Sigmaringen) ; ses terres lui rapportent quinze mille livres de rente. C'est tout cela qu'il quitte, et la liberté, et l'insouciance, et la gaîté d'une vie facile, et les institutions d'un pays qu'il aime, et son grade de colonel de la milice américaine, pour se jeter à corps perdu dans la politique !

Au premier bruit des mouvemens d'Italie, il hypothèque ses biens, emprunte 50 000 francs à la banque et se précipite ici. Il se donne pour l'éclaireur de Joseph : le chef de famille, quoique d'âge rassis, n'est peut-être pas éloigné de suivre son entreprenant neveu. Ses liaisons avec les hommes politiques français se sont renouées en 1825, lors du voyage de La Fayette en Amérique Jusque-là, ses plantations de Point-Breeze, la littérature, le jardinage, le travail de défrichement auquel il s'adonnait lui-même, la hache à la main, occupaient tous ses loisirs. Il ne lisait aucun journal et ne souffrait pas qu'on lui racontât les nouvelles. Apprenant que La Fayette désirait le voir, il songea d'abord à se dérober et, n'apercevant aucun moyen de le faire honnêtement, se résigna à recevoir le grand homme. Un déjeuner eut lieu en compagnie de plusieurs Américains distingués. L'hôte et l'invité se retirèrent ensuite dans un cabinet de travail, et y restèrent enfermés quatre heures, au grand étonnement des assistans. La Fayette exposa que la dynastie des Bourbons ne pouvait durer et qu'il était temps non seulement d'en prévoir, mais d'en préparer la chute en coalisant contre elle tous les partis d'opposition. Les Bourbons une fois par terre, Napoléon II serait proclamé ; La Fayette ne demandait pour cela qu'un crédit de deux années de patience et de deux millions d'argent. Cependant, son respect de la volonté populaire était tel qu'il

mettait des formes jusque dans ses procédés de révolutions. Le trône de Charles X une fois renversé, il proposait de former à Paris un directoire de cinq membres dont chacun représenterait l'un des grands partis : les bonapartistes, les légitimistes, les orléanistes, les libéraux et les républicains. Dupin, dans ce conseil, représenterait le Duc d'Orléans; il ne tiendrait qu'à Joseph d'y représenter le Duc de Reichstadt. Ensuite, on s'adresserait à la nation par voie de plébiscite ; le vote populaire ne manquerait pas alors de prononcer en faveur de Napoléon II la forme définitive du gouvernement.

Le roi Joseph, souscrivant au projet, s'abonna aux journaux et rentra dans la lice politique. Au premier bruit des événemens de Juillet, il fit ses préparatifs pour repasser l'Océan ; mais le paquebot suivant lui ayant apporté la nouvelle que le Duc d'Orléans venait d'accepter la couronne, il eut la sagesse de ne pas quitter Point-Breeze et l'imprudence de lancer à la Chambre cette protestation du mois d'octobre, où madame Mère n'avait vu qu'un coup d'épée dans l'eau, propre à éclabousser tous les membres de la famille. Achille Murat, au contraire, s'en déclare satisfait. « Quand il s'agit du sort de l'Europe, on n'a pas le droit, dit-il, de songer à sa fortune particulière! » Il oublie en cela les lettres pressantes par lesquelles sa mère lui prêche à lui-même la modération et la prudence.

La reine Hortense se tient au même point de vue que la reine Caroline. Elle veut qu'on lui rende son million d'abord, et, pour l'obtenir, cherche des alliés parmi les ministres anglais. J'écrivais cet après-midi pour elle à Torlonia, Doxa et Dervaux, quand elle est venue m'interrompre pour que nous allions ensemble chez lady Holland (1). Nous nous sommes habillées à la hâte. M. Fox s'est trouvé là pour faire route avec nous et diriger notre cocher, par Hyde Park, vers la petite ville de Kensington.

L'habitation de sa mère, qu'il nous avait dit être bizarre et d'un genre un peu trop mauresque, nous a paru au contraire très originale, très élégante et surtout très mystérieuse, au fond

(1) Lady Holland (Élisabeth Vassall), femme divorcée, puis veuve de sir George Werbster, avait ensuite épousé lord Holland dont elle était passionnément aimée. Ses relations lui avaient donné, dans la société anglaise, une influence qu'elle avait mise au service du prisonnier de Sainte-Hélène pour lequel elle s'était généreusement appliquée à adoucir les rigueurs de la captivité.

du parc séculaire dont elle est entourée. Des valets poudrés remplissaient l'antichambre du rez-de-chaussée; à travers les salons vides, ils nous ont conduits dans le jardin, auprès de lady Holland et de ses invités.

C'est une grosse maman d'une cinquantaine d'années, d'un abord si digne et si calme qu'il nous a paru glacial. Une vieille dame en deuil, les filles de la duchesse de Bedford, raides comme des bâtons, composaient un cercle hermétique, bien différent de celui de la Reine, et dont le silence la déconcertait. Le lord chancelier Brougham a seul fait mine de s'approcher d'un pas pour causer avec elle. C'est un grand et gros homme, laid, vieux, d'une physionomie assez avenante, auquel il manque beaucoup de dents. Je restais gelée sur ma chaise, quand la dernière des misses Bedford, une enfant de sept ans, a rompu enfin la glace en chantant pour la Reine une petite chanson française.

Lady Holland m'a questionnée alors sur notre voyage et forcée par là à mentir, en racontant la fable convenue du départ de Malte, de notre traversée imaginaire, etc. La Reine, pendant ce temps, s'était écartée du cercle pour entrer chez lord Holland. A peine revenue, elle a pris congé.

Force cartes nous attendaient à notre logis, celles de lady Sandwich, de lady Sandon, de lady Stuart, de la comtesse Belfast, fille de la comtesse Glengall. Lord Mahon avait écrit sur la sienne : « Sera trop heureux de faire connaître à la Reine sa belle et vieille Angleterre, avant que la réforme n'y ait tout gâté. » Comme il est petit-fils de Pitt, il sera amusant de le voir se rencontrer chez nous avec M. Fox.

Lady Tankarville est venue sur le tard. Elle est fille du duc de Grammont; quoique née en France, elle a passé toute sa jeunesse en Angleterre, son père ayant suivi les Bourbons à Hartwell et n'étant rentré d'émigration qu'avec eux en 1814. Son frère, le duc de Guiche, se dévoue aujourd'hui au Duc d'Angoulême, tombé, dit-on, dans l'imbécillité. Elle-même reprend auprès de la Duchesse d'Angoulême, à Holy-Rood, les relations d'autrefois à Hartwell. Elle vante la piété, le courage avec lesquels cette princesse supporte ses nouveaux malheurs, mais ne peut nier que l'amertume des caractères et l'inégalité des humeurs n'attristent encore le petit cercle d'amis fidèles dont s'entourent les Bourbons déchus.

Quant à la Duchesse de Berry, elle prend les eaux de Bath; on lui prête des projets d'aventures, telles qu'un débarquement sur la côte de Vendée.

Lady Cadogan paraît, mais, trouvant le salon rempli, elle ne fait qu'entrer et sortir. Lord Fitz Henry, connaissance d'Italie, prend intérêt au sort de MM. Gamba, père et frère de la marquise Guiccioli, fort compromis tous deux dans l'insurrection. Il raconte les horribles représailles ordonnées par le duc de Modène et laisse peu d'illusion sur le sort fatal auquel le pauvre Ciro Menotti est destiné. Un petit M. Tromboni, professeur de musique, ami d'enfance du prince Napoléon, vient exprès pour parler de lui. Enfin, M. Fox, dont l'obligeance est extrême, reparaît une fois de plus, nous amenant son médecin dans sa voiture. La Reine, inquiète de la mauvaise mine de son fils, avait désiré un homme de l'art. Celui-ci reconnaît que le prince a la jaunisse, mais rassure quant aux suites que cette maladie pourra avoir. Les causes, selon le malade lui-même, en sont le chagrin qu'il éprouve aux nouvelles d'Italie et le dépit qu'il a de voir les journaux critiquer sa conduite et celle de son frère. Il veut « épancher sa bile » et « dégonfler son foie, » en adressant à la *Tribune* de Paris une lettre de justification.

La Reine, satisfaite de causer seule à seul avec M. Fox, le retient jusqu'à minuit et demi. Elle croit politique de lui confier le secret de son séjour en France et de redresser là-dessus mes mensonges de tantôt à lady Holland. Il conseille le silence, le promet pour sa part et confie qu'on soupçonne la Reine, dans les chancelleries, d'être venue intriguer à Londres au sujet des affaires de Belgique. Ce bruit est sans aucun fondement, mais n'en peut pas moins trouver créance, après la candidature du duc de Leuchtenberg, le refus de la couronne belge fait par Louis-Philippe pour son fils, le Duc de Nemours, et la longue incertitude qui n'a pas cessé de planer sur les décisions du Congrès de Bruxelles. L'Angleterre veut en finir et placer sur le trône le prince Léopold de Saxe-Cobourg.

D'après cela, la Reine regrette à présent d'avoir dit à M. de Montrond qu'elle projetait de rentrer à Arenenberg par la Belgique et par le Rhin. Son vrai désir est toujours de traverser la France : elle le dira à qui voudra l'entendre et me recommande d'en faire part à tous venans.

Londres, mercredi, 18 mai.

Notre journée de courses et de visites a commencé par une dérobade à lady Glengall : un billet d'elle nous invitait à venir la prendre et mettait de la partie le comte Léon. La Reine, qui se souciait peu de cette promenade en famille, m'a fait écrire pour décliner l'offre. J'ai mis en avant le prétexte de la santé du Prince, ce qui ne nous a pas empêchés de sortir aussitôt avec lui pour aller à Regent's park et à la grande ménagerie.

Nous flânions devant la cage des singes, quand lord Elphinstone nous a rejoints. C'est un bel et grand officier; étant enfant, il a joué à Paris avec nos princes; il rossait Louis et craignait Napoléon. Nous n'avons fait qu'un tour avec lui, pour revenir au logis en traversant au retour des quartiers si neufs et si beaux que j'en étais jalouse pour Paris.

Lady Stuart nous attendait au logis. C'est la femme du lieutenant général sir John Stuart; ayant habité quinze ans l'Italie, elle y a pris la douceur des manières latines; elle portait le deuil du roi d'Espagne. Lord Mahon est aussi venu. Tout Wellington qu'il est, c'est un aimable jeune homme, à la physionomie expressive ; sa parole facile, en dépit d'un léger défaut de prononciation, s'est exercée contre lord Dudley, qui arrivait à point pour donner la réplique et soutenir la thèse opposée. Lord Mahon avoue que son parti sort vaincu de l'épreuve électorale et que le nouveau parlement sera favorable au bill. Il n'en luttera pas moins « jusqu'à la dernière goutte de son encre, en attendant peut-être qu'il ait à combattre jusqu'à la dernière goutte de son sang. » « Rien n'égale, dit-il, la brutalité dont le peuple a fait preuve pendant les dernières élections. Mon candidat, roué de coups, est mort de ses blessures; un autre, grièvement blessé, restera éclopé pour le reste de ses jours. La maison de lord Wellington a été bombardée à coups de pierres. Comme quelqu'un essayait d'arrêter ce scandale, en disant que lady Wellington venait d'expirer et que son cercueil était encore là, quelqu'un de la foule a répondu : « Plût à Dieu que celui du lord fût à côté! »

Tel était le diapason de haine auquel s'élèvent les gens de la rue et les personnes de la société ne sont pas moins féroces, ni les femmes du monde moins déraisonnables. Je compte

lady Montague parmi les plus passionnées que nous ayons été voir dans l'après-midi : « La Terreur règne à Londres... L'aristocratie est ruinée : le peuple s'empare de ses biens... Elle est déconsidérée : le Roi donne le titre de comte à l'un de ses bâtards. » A propos de ce nouveau venu, inscrit le dernier sur la liste des comtes, la comtesse Shrewsbury s'est écriée : « Combien je plains les vicomtes et les barons! Mais que serions-nous devenus, nous autres, si le Roi l'avait fait duc? »

Lady Seymour, au fils de qui la Reine a eu de si grandes obligations quand il s'est agi pour nous de quitter Florence, n'était pas chez elle au moment où nous y sommes allées, ni non plus lady Sandwich, dont la fille Caroline faisait les honneurs. Elle est très belle personne, très spirituelle, à l'extravagance politique près. M^me^ de Lieven, femme de l'ambassadeur de Russie, s'est autorisée des folies débitées par les uns et les autres dans ce salon *ultra* pour dire à son tour que si l'Angleterre vote le bill ministériel, elle se raye par là de la liste des nations. Un parallèle avec la France, qui, suivant elle, se couvre de gloire par sa modération, n'a pas été du goût de la Reine : « Un peuple à conduire, a-t-elle dit, c'est un taureau qu'on veut dompter. Il vaut mieux essayer de le prendre par les cornes, comme George IV le fait, que de le tirer par la queue, à la manière de Louis-Philippe. »

Ayant manqué lady Tankarville, et l'heure s'avançant, nous sommes revenus prendre le Prince pour la visite à faire aux Murat. Ils allaient à un bal appelé Almark, qui tire son nom d'un roman célèbre. Cinq dames patronnesses en gardent jalousement l'entrée. M^me^ de Lieven est l'une d'elles. Plus réservée cette fois qu'elle ne nous a paru l'être tantôt, dans ses discours, elle avait craint de compromettre sa cour en signant le billet d'admission des Murat, qui avaient dû frapper à une autre porte pour se faire ouvrir.

La mère et le fils ont été enchantés de la figure de la princesse Murat. Quant à moi, ce qui m'a plu infiniment c'est cet *Alpha Cottage* qu'elle habite hors la ville, avec un joli jardin, un piano, une bibliothèque, tout ce qu'il faut pour vivre avec soi-même, tout ce dont je rêve pour mes vieux jours. Nous y avons trouvé le comte Acetto, réfugié espagnol, et M. Joseph Orsi, de Florence, que le Prince a eu plaisir à revoir pour parler du regretté Napoléon et faire chorus sur la trahison d'Armandi.

Lady Dudley a décidément de la grâce et de la physionomie. M. Fox était chez elle, quand nous y sommes arrivées, mais un peu plus froid, il me semble, que de coutume. J'ai eu l'impression, peut-être fausse, que les rapports de la Reine avec lord Holland ne s'établissent pas bien.

Le Prince, toujours mal portant et mélancolique, est resté seul un instant avec moi le soir, entre l'heure du dîner et celle du spectacle. Il m'a conté un de ces chagrins d'enfance, dont le souvenir reste longtemps vivace et qui mériteraient peut-être d'être plaints autant que ceux de la jeunesse ou de l'âge mûr. Il avait douze ans, il était épris d'une de ses voisines, dont il avait tracé le nom sur une plate-bande, en semant des graines de cresson. M. Le Bas bouleversa tout ce travail d'un coup de pioche; il n'en fallut pas davantage pour faire concevoir à l'enfant des pressentimens sombres au sujet des femmes et une sorte d'appréhension du rôle qu'elles joueraient dans sa destinée.

Il est bientôt sorti pour aller voir à Covent-Garden la pièce de Franconi sur l'Empereur. Tous les Napoléon des théâtres de Paris émigrent en ce moment sur les bords de la Tamise. Celui pour lequel le Prince avait pris son billet se joue avec tous les décors et costumes de la Porte-Saint-Martin, et, dit-on, avec le chapeau même de l'Empereur, chapeau que l'acteur a pris l'engagement de renvoyer à Paris après les représentations. Le théâtre d'Astley a monté le Napoléon du Cirque. Le théâtre de Surrey donne celui du Vaudeville. Le théâtre de Drury Lane en prépare un autre.

Restée seule avec la Reine, notre souci commun de la santé du Prince nous a fait longtemps déraisonner médecine. Nous ne concevons pas comment un régime de bains et de purgations peut séparer la bile du sang dans une jaunisse. Le médecin promet une guérison entière; mais, après une année aussi mouvementée, il faut craindre pour le malade l'ennui et la solitude d'Arenenberg. La Reine m'invite à le faire causer; elle croit qu'il faudrait lui trouver un compagnon, qui partagerait avec nous les longues heures des journées d'hiver. Elle parle d'inviter chez elle le peintre Cottreau, et je m'abstiens de dire là-dessus tout ce que je pense, mais j'ai su par M. Vescovali qu'à Rome, on avait jasé sur ce beau jeune homme et qu'il n'est pas bon pour la Reine de le recevoir dans l'intimité.

Le jeune comte Walewski est venu vers neuf heures du soir et s'est rencontré avec lady Dudley. Au premier abord, il rappelle étonnamment l'Empereur, dont il a les beaux yeux lumineux, mais avec une expression de physionomie plus douce, plus tendre, où la Reine retrouve Marie Walewska.

Il était à Genève, où il achevait ses études, quand l'insurrection polonaise éclata; il se rendit alors à Varsovie, figura à la bataille de Grochow, et revint à Londres avec MM. Vielopolski, et Zamoyski, chargés tous trois de négocier une intervention de l'Angleterre. L'appui politique qu'il recherchait lui a été refusé. Il s'occupe à présent d'un emprunt, pour lequel il n'éprouve pas moins de difficultés. Le Prince était donc très injuste en disant de lui : « Que vient-il faire ici, ce joli cœur, tandis qu'on se bat en Pologne ? » Le comte Walewski, plus généreux, a loué avec entrain le dévouement dont nos princes ont fait preuve pour la cause italienne.

La Reine lui contait ses tourmens, ce qui, par un détour singulier, la distrait et la réconforte. Lady Dudley copiait un dessin d'album, et, tout en causant avec moi, donnait, *a parte*, une larme à son malheureux cousin Napoléon. Le comte parti, elle nous a fait veiller jusqu'à minuit, en mettant la conversation sur les bizarreries de lady Holland. Croirait-on qu'en apercevant pour la première fois le jeune Walewski, cette napoléoniste enragée s'est écriée : « Comme vous ressemblez à votre père ! » Elle s'est attirée par là cette repartie : « J'ignorais, madame, que le comte Walewski eût l'honneur d'être connu de vous. » Elle rend son entourage très malheureux, et cependant son mari l'adore : il a poussé la condescendance jusqu'à se faire arracher une dent devant elle, pour lui faire voir qu'un dentiste, mandé par elle, avait le talent nécessaire.

Le Prince, rentrant de Covent-Garden, nous a interrompus en ce point. La pièce qu'il avait vue n'était rien qu'une suite de tableaux, résumant chacun une époque de la vie de l'Empereur. Les Anglais ayant supprimé l'acte de Sainte-Hélène, qui se donne à Paris, la toile du spectacle s'était baissée sur la scène des adieux de Fontainebleau. Les yeux du Prince étaient encore tout rougis par les larmes, et ses traits, creusés par l'émotion, étaient jaunes à faire peur.

Lundi, 23 mai.

La Reine hier était horriblement inquiète de son fils; un vésicatoire qu'on lui avait mis le faisait cruellement souffrir et, à trois reprises, il s'était trouvé mal. En essayant de le faire causer, selon ce qu'elle désirait de moi, j'ai appris qu'il songe en effet à entrer comme soldat dans un régiment d'artillerie français, de préférence celui de Strasbourg. La Reine et moi irions passer l'hiver auprès de lui ou bien, si Louis-Philippe lui refusait cette place si modeste dans les rangs de l'armée française, c'est à Genève, auprès du général Dufour, que nous nous installerions à la fin de l'automne.

Voilà des projets destinés sans doute à être défaits et refaits bien des fois, tant notre situation est incertaine et tant de nuages accumulés couvrent encore notre horizon.

Mardi, 24 mai.

M. Léon de Laborde est fils de M. Alexandre de Laborde, qui a composé la plupart des romances mises en musique par la Reine et la plus célèbre de toutes : *Partant pour la Syrie*. Ce jeune homme fut précédemment à Rome, sous M. de Chateaubriand, démissionna de son poste en même temps que son ambassadeur et se retrouva aide de camp de M. de La Fayette en juillet dernier. Il vient d'être attaché à notre ambassade à Londres, ce qui le mettrait à portée de nous être utile, s'il était moins jeune et plus expérimenté. Au-dessus de lui, le troisième secrétaire est M. Casimir-Perier, que nous avons vu à Rome, mais qui nous ignorera ici. La Reine ne connaît ni le premier ni le second secrétaire; elle n'en a pas moins, grâce à M. de Montrond, une communication quotidienne avec M. de Talleyrand.

M. de Montrond est tombé sur nous au sortir de table, avec cette manière que l'on trouve originale et qu'il croit de bon ton, d'entrer sans saluer et sans dire bonjour. A propos de la lettre attendue du Palais-Royal, il a dit que les rois ne se piquent pas d'exactitude, et que Louis-Philippe pourrait fort bien ne pas répondre.

Le prince de Bénévent a fait dire aujourd'hui à la Reine

qu'il la priait de disposer entièrement de lui ; que si, pour retourner chez elle, elle désirait traverser la France, il lui ferait délivrer un passeport sous un nom d'emprunt, le mien par exemple ; ce passeport serait revêtu du visa de l'Autriche. La Reine, assez embarrassée d'avouer que cette affaire de passeport était déjà engagée à Paris, s'est contentée de remercier, en disant qu'elle comptait sur la bienveillance du roi Louis-Philippe et qu'elle ne ferait en tout cas rien qui pût le mécontenter.

Cette réponse a fort surpris M. de Montrond. A Londres, dit-il, le seul personnage qui compte est le général Sébastiani (1) ; personne ne connaît Louis-Philippe, ni ne s'en soucie. La chute de ce roi de carton n'est pas douteuse, mais les avis diffèrent sur la manière dont il sera remplacé. L'opinion parisienne, M^lle^ d'Orléans en tête, veut la République, ce qui n'empêche pas le duc de Bassano d'annoncer le prochain avènement de Napoléon II et la Duchesse de Berry, à Bath, de dire à qui veut l'entendre qu'avant le mois de juillet son fils sera à Paris... A ce moment, on a annoncé lady Davy. « C'est une ennuyeuse, » s'est écrié M. de Montrond, et, avec une pirouette, il s'en est allé.

La visite de lady Davy ne pouvait être ennuyeuse pour moi, fille de chimiste : je connais trop les belles découvertes de sir Humphry Davy sur le protoxyde d'azote, sur l'électro-chimie, sur la lampe métallique des mineurs, qui a sauvé tant de vies humaines. La santé de cet homme éminent, mort voilà deux années, exigeait à la fin le climat de l'Italie ; aussi lady Davy a-t-elle voyagé sur le continent et supporte-t-elle difficilement aujourd'hui le séjour de son pays. Elle critique avec esprit la tyrannie de la mode sur des gens si raides, si méthodiques et si froidement fous. Fière à bon droit du nom qu'elle porte, elle n'a d'égards que pour la valeur personnelle et ne se plaît que dans la compagnie des gens distingués. Lord Byron était de son intimité. En rendant un juste hommage à cet homme de génie, elle avouait lui avoir toujours trouvé dans la physionomie quelque chose de diabolique et s'être apitoyée souvent sur le sort de lady Byron. Cette femme fraîche, calme et douce, se vouait elle-même au malheur en épousant un homme aussi fantasque et aussi capricieux. On s'étonne que M^me^ Guiccioli,

(1) Ministre des affaires étrangères de France.

sans doute gentille et bonne, mais si maniérée, ait pu le fixer. Il raffolait d'un petit roman de miss Edgeworth, intitulé : *La moderne Grislidi*, et, dans son désir de connaître l'auteur, s'était adressé à lady Davy.

Avec M. Neumann, de l'ambassade de Russie, la conversation revient aux sujet politiques. Il a fait contre nous la campagne de 1813, et ne cache pas son admiration pour l'art avec lequel l'Empereur a su rétablir alors la gloire de ses armes par les deux batailles de Lutzen et de Bautzen. Celle-ci fut particulièrement remarquable, en ce que la cavalerie des Alliés se trouva paralysée devant une cavalerie française bien inférieure en nombre. L'Empereur avait divisé d'avance son action en deux journées, afin de pouvoir changer ses attaques pendant la nuit. Le soir du premier jour, il écrivait à Dresde : « Le mouvement que je viens de faire opérer à Ney, décide de la bataille, que je gagnerai demain. » Cette lettre fut interceptée, et M. Neumann en eut aussitôt connaissance, mais il refusa d'y croire et persévéra encore plus dans son opinion, d'après l'état d'esprit qui régnait le lendemain 21 juin, au quartier général des Alliés. Une division italienne venait d'être prise ; tout le monde croyait la bataille gagnée. Une heure après, elle était perdue, et c'était bien le mouvement de Ney contre le corps russe de Barkley de Tolly, presque sur les derrières du corps prussien de Blücher, qui était la cause de l'événement.

Napoléon signa ensuite le fatal armistice qu'on lui a si souvent reproché. Son désir de faire la paix était extrême. La Reine, qui le savait, avait pris ses dispositions en conséquence ; le recommencement des hostilités vint changer tout son plan d'été. Elle accuse de trahison l'Autriche, que l'Empereur croyait avoir gagnée par son mariage avec Marie-Louise, et dont il était prêt à payer l'alliance au prix des plus grands sacrifices. M. Neumann prend la défense de François II, qu'il dit un « bon et parfait honnête homme, dans toute l'étendue du terme. » Ce souverain s'est trouvé placé, en 1813, dans le cas d'Agamemnon, immolant Iphigénie, et il a dû faire le sacrifice de sa fille sur l'autel de la Sainte-Alliance. Ses sentimens de famille, ses scrupules de conscience viennent souvent à la traverse de sa politique : il est faux, par exemple, que le roi de Rome soit tenu aussi éloigné des affaires que les Français le disent et que M. de Metternich le voudrait. Ce prince ressemble à Napoléon, aux cheveux

près qui, chez lui, tirent sur le blond. Il est bien élevé, instruit, et curieux d'apprendre. Il se renseigne de son mieux, et par tous les moyens, sur l'histoire de son père et en sait beaucoup plus long que son gouverneur n'a l'ordre de lui en dire. L'empereur d'Autriche, qui l'aime beaucoup, s'en amuse. Il a dit qu'il ne ferait pas pour le fils de Napoléon la guerre à la France, mais qu'à la majorité du Prince, il ne s'opposerait pas au vœu que les Français pourraient exprimer.

La Reine reste incrédule à cette bonhomie patriarcale. Elle est convaincue que l'Autriche ne voit dans Napoléon II qu'un brandon de discordre entre les Français : c'est en ce sens, c'est comme instrument de haine politique et d'opposition à la nouvelle monarchie qu'elle le tient en réserve et fait mine par instant de vouloir s'en servir. Le système de M. de Metternich est toujours de défendre l'Europe contre les idées françaises, ses grandes ennenies. Il s'y tient avec ténacité, mais n'a pas d'illusion sur l'issue finale de la lutte. Il a dit en effet à la reine Caroline, qui les a répétées, ces parole remarquables : « Nous sommes engagés dans une lutte dont dépend le sort du monde. Tôt ou tard, notre parti succombera ; mais je crois que nous avons assez de forces pour que ce ne soit ni de mon vivant, ni de celui de l'Empereur. »

Mercredi, 1er juin.

Voilà huit jours que la duchesse de Frioul, écrivant de Paris, a promis sa visite prochaine et que la Reine l'attend avec impatience. De toutes ses compagnes d'autrefois chez Mme Campan, c'est celle dont elle fait le plus de cas, comme c'était Mme de Broc qu'elle chérissait le plus. Celle-ci, sœur de la maréchale Ney, s'est noyée en 1813, à la cascade de Grésy, dans une partie de campagne que la Reine faisait avec ses compagnes aux environs d'Aix-les-Bains. A quelques jours de là, Duroc était tué à Bautzen par un boulet dont la poussière éclaboussait l'Empereur et qui emportait aussi le général Kirgener de Planta. Il laissait à sa veuve une petite fille nommée Hortense, dont la Reine était marraine, et qu'elle venait justement de faire baptiser dans sa chapelle en même temps que son autre filleule, Claire de Bassano.

L'Empereur fit aussitôt passer sur la tête de cette jeune

Hortense toutes les dotations et pensions paternelles et plus tard, à Sainte-Hélène, il l'inscrivit encore sur son testament pour une somme de 100 000 francs. Il ne supposait pas que cette enfant disparaîtrait à seize ans, et laisserait sa mère privée non seulement de l'objet d'une si tendre sollicitude, mais aussi des moyens matériels attachés à l'existence de cet être adoré.

Ce deuil a resserré davantage l'affection que la duchesse porte à la Reine et dont elle donne une nouvelle preuve en faisant le voyage de Londres exprès pour venir la voir. Elle ajoutait à sa dernière lettre : « Quelques offres qu'on vous fasse de passer par la France, écartez-les. Surtout, refusez de suivre ceux qui iraient vous chercher à Londres pour vous amener à Paris. » Ce conseil est parfaitement conforme aux dispositions de la Reine, qui s'en tient à pousser ses réclamations de finance auprès du roi Louis-Philippe et de M. d'Houdetot. Je la presse ce soir d'en finir avec les lettres qu'elle leur adresse, et ayant eu le bonheur de lui fournir quelques phrases dont elle est contente, la décide à signer et à cacheter. Pour le reste, elle compte sur une lettre de crédit que les frères Devaux lui font attendre. Elle espère aussi se procurer des ressources extraordinaires en vendant ici le collier du couronnement. Un M. Taylor, qui fut autrefois au service de l'impératrice Joséphine, est chargé de cette négociation.

Sa situation précaire ne lui permet pas de soudoyer des conspirateurs, et cependant ces conspirateurs commencent à se glisser au chevet du Prince. Un réfugié italien, nommé Mirandoli, s'est présenté à lui comme l'ami du pauvre Napoléon. Ce mot de passe lui a fait ouvrir la porte et la Reine, elle-même, n'a pu se refuser à une entrevue avec cet homme, d'où elle est sortie en larmes et toute bouleversée.

Il s'est bientôt démasqué comme l'envoyé d'un M. Lennox, nouveau bonapartiste et correspondant du prince Achille à Paris. Le prince Louis, refusant d'entrer dans cette machination, a fort sagement répondu que « dans les circonstances malheureuses où il se trouve, les choses de ce monde ne l'intéressent plus, et qu'étant sans ambition personnelle, il ne porterait jamais le trouble ni la guerre civile dans sa patrie. » Mirandoli cependant ne s'est pas tenu pour battu, car deux jours après, au lever de la Reine, comme je lui portais deux lettres écrites par son ordre, je l'ai trouvée dépliant de grandes affiches que son

fils venait de lui apporter. C'étaient des proclamations datées du 28 mai 1831, — preuve qu'on les avait imprimées d'avance, — et signées « Lennox, chef de bataillon en réforme, rue Montmartre. » Une lettre, écrite par le même aventurier, permettait cette fois de lire dans son jeu : il demandait un denier de 25000 francs par mois pour faire aller son petit complot.

J'ai aussitôt représenté le danger que des correspondances pareilles font courir à la Reine et la nécessité pour elle d'y couper court. Mais je ne l'ai pas trouvée là-dessus aussi forte que je l'aurais désiré : « Que voulez-vous? m'a-t-elle répondu. Louis s'en amuse. » Elle observe que son fils se ranime, depuis qu'on politique autour de lui, et elle voit dans l'excitation de l'intrigue un adjuvant de guérison. Heureusement, sa santé meilleure nous permet de parcourir la ville avec lui et de la distraire en le promenant. Du tunnel sous la Tamise, nous courons à la rotonde de *Regent's park*. Ce bâtiment ressemble au Panthéon de Rome; on y voit le cosmorama de Londres, tel qu'on pourrait le découvrir du haut de la coupole de Saint-Paul. Pour épargner aux curieux la peine d'en monter les degrés, les Anglais, toujours féconds dans les inventions de la mécanique, ont imaginé une vis immense, à l'intérieur de laquelle monte et tourne en même temps une sorte de petit coupé, pareil à la cage d'une gondole; on n'a que la peine de s'asseoir et de se laisser hisser jusqu'au sommet.

Tout auprès, le *Cottage Swiss*, dû au même ingénieur, a absorbé des sommes énormes et complété la ruine de ce malheureux. Un labyrinthe de serres adroitement disposées, conduit à l'intérieur d'un chalet rustique. Par les fenêtres ouvertes, on découvre alors des roches, des cascades, tout un paysage parfaitement composé, et qu'il est merveilleux qu'on ait pu rassembler sur un si petit espace.

En revenant de voir ces merveilles, hier soir, nous avons trouvé un mot gracieux de la duchesse de Bedford : elle avait eu l'amabilité d'apporter elle-même les fiches d'entrée pour sa loge, aux Italiens. La Reine a voulu nous y conduire tous, c'est-à-dire les Murat et nous; mais elle avait trop préjugé de ses forces; au premier moment, la musique lui a fait mal; elle s'est mise dans le fond de sa loge où elle est restée toute la soirée à pleurer.

Il me paraissait étrange de revoir à Londres ce même Rubini

que j'avais entendu pour la première fois à Bologne. Mme Pasta est la perfection des perfections. Le ton voilé de ses notes basses plaît; la pureté et le moelleux du haut étonnent: noblesse, grâce, force, sentiment, elle a tout, et elle serait encore l'actrice de premier ordre, si elle n'était pas la première des chanteuses. Mme Marie Lallande faisait Aménaïde; elle a du pathétique, une méthode sûre et bonne, mais elle est enceinte, et sa voix est si fatiguée qu'on a dû couper un de ses duos. Le ballet du château de Kenilworth terminait le spectacle. Nous sommes partis après la tyrolienne dansée par Mlle Taglioni, dans les fêtes données en l'honneur d'Élisabeth. Sa grâce, sa souplesse, son aplomb, sa belle taille, sa jolie figure nous ont enchantés; mais elle nous a paru ne pas déployer ses qualités dans toute leur ampleur et se réserver pour son bénéfice, qu'on donnera ce soir.

Dimanche, 5 juin.

La duchesse de Frioul est née Hervas d'Almenara; son origine espagnole apparaît par l'expression de sa physionomie et par la vivacité gracieuse de tous ses mouvemens. Petite, nerveuse, elle mêle encore un reste de gaîté et de jeunesse aux tristesses dont son âge mûr a été abreuvé. Le général Fabvier l'accompagne, à Londres, par l'effet d'une amitié ancienne qui pourrait bien les avoir conduits l'un et l'autre jusqu'à un mariage secret.

Il est laid, négligé de sa personne, et ne paraît pas éloigné de la cinquantaine, mais son esprit et son caractère sont des plus distingués. Officier d'artillerie, ancien élève de l'École polytechnique, il était de la Grande Armée de 1805. Passé de là en Italie, puis à Constantinople, dans le temps où le général Sébastiani tenait tête à l'amiral Dukworth et gagnait les titres qu'il a gardés à l'admiration des Anglais, il fut un des officiers chargés de mettre la capitale turque en état de défense. Il était alors dans les plans de Napoléon de faire faire par la Perse une diversion contre le Caucase. Le général Gardanne fut envoyé à Ispahan; le capitaine Fabvier l'accompagna, organisa un arsenal et donna une artillerie à l'armée persane. Rentré en Europe après la paix d'Erfurth, il traversa la Russie devenue amie, servit un temps sous Poniatowski dans l'armée du grand-duché de Varsovie, fut en Espagne sous Marmont, revint se battre à la Moskowa en 1812, et faillit mourir d'une blessure

reçue à l'assaut de la grande redoute. Il fit la campagne de Saxe en 1813, la campagne de France en 1814 et se trouva ramené, par les événemens de 1815, à défendre la frontière française dans les environs mêmes de sa ville natale, Pont-à-Mousson.

Louis-Philippe l'a fait général commandant la place de Paris, rendant ainsi justice à celui que la Restauration avait écarté et réduit à la demi-solde. Elle se vengeait de l'homme dont la brochure sincère sur *Lyon en 1817* avait dénoncé les intrigues du général Canuel dans cette ville et les encouragemens donnés par ce chouan aux agens provocateurs.

Le complot militaire de 1820, où l'on avait voulu à tort impliquer le général Fabvier, lui donna une autre occasion de faire éclater sa probité et son innocence. Acquitté par la Cour des pairs et devenu libre de combattre pour ses idées, il soutint en 1823 avec Armand Carrel la cause des constitutionnels espagnols, puis en 1827, celle des insurgés grecs.

Les deux années dernières, il s'était entièrement consacré à la duchesse de Frioul, dont il défendait les intérêts en France et à laquelle il servait de cicerone en Italie. La Reine le supplée ici dans ce dernier rôle ; elle sait si bien l'histoire d'Angleterre qu'elle en remontre partout aux guides, et corrige leurs bonimens.

Le général Fabvier désirant visiter l'arsenal de Woolwich, la Reine s'est adressée pour cela à sir Arthur Kempt, qui a répondu en envoyant avec un billet gracieux un laissez-passer. Il est assez plaisant que cette visite nous ait fait nous rencontrer avec trois carlistes de marque, le maréchal de Bourmont, le prince Charles de Broglie et le vicomte Berthier.

Le maréchal de Bourmont approche de la soixantaine. Son âge seul, sans parler de son passé, expliquerait l'attitude qu'il a prise de refuser le serment à Louis-Philippe et de renoncer à parcourir une nouvelle carrière sous le gouvernement de Juillet. On conçoit difficilement aussi quel emploi il pourrait tenir dans la France d'aujourd'hui et quel accueil les anciens militaires rentrés dans l'armée lui réserveraient. On connaît sa trahison en 1814, à la veille de Waterloo, et ce n'est pas la première de sa vie. Pour l'en récompenser, Louis XVIII lui donna le commandement d'une division de la garde. Charles X, qui s'ingéniait à choisir les noms les plus impopulaires pour en composer son gouvernement, le fit ministre de la Guerre en 1829. Dans

cette position, M. de Bourmont fut à même de préparer l'expédition d'Alger, sur laquelle il comptait pour se réhabiliter et qu'il se proposait de diriger en personne; son talent fut d'employer la haute autorité du duc de Raguse à vaincre les résistances que ce projet rencontrait dans les entourages du Duc d'Angoulême. Le maréchal Marmont ne doutait pas alors qu'il ne travaillât pour lui-même et que le commandement en chef du corps expéditionnaire ne lui fût destiné. Quand il comprit qu'il avait été joué, il laissa voir une colère plaisante, dont le général Fabvier fut témoin.

L'événement a montré depuis qu'une expédition n'est jamais si bien commandée que par celui qui en a concerté les détails, et que le rusé ministre avait été bien inspiré en se chargeant lui-même d'exécuter le plan qu'il avait préparé. En deux mois, il s'emparait d'Alger, de Bône, d'Oran, et devenait maréchal dans le temps même où le trône des Bourbons s'effondrait. La situation qu'il laissait au général Clauzel, pour le remplacer au mois de septembre dernier, n'était pas mauvaise, et vraiment pour un chouan, c'était bien finir que de donner une colonie au gouvernement du *juste-milieu*.

Nous ne pouvions donc nous étonner des égards que les Anglais lui témoignaient ni juger désobligeante leur offre de faire la visite en sa compagnie. Le général Fabvier a simplement répondu : « Merci, je ne suis pas de son régiment, » ce qui a beaucoup fait rire tout le monde.

VALÉRIE MASUYER.

# TSING-TAO

ET

# LA RUINE DE LA CULTURE ALLEMANDE

## EN EXTRÊME-ORIENT

Quelle qu'ait pu être la satisfaction que nous avons ressentie, en apprenant que les Japonais, avec l'aide des Anglais, avaient pris Tsing-Tao, chassé les Allemands de leur puissante colonie chinoise de Kiaou-Tchéou, détruit des navires, des fortifications, capturé un riche port de commerce, mis la main sur d'importantes entreprises industrielles et commerciales dans la province du Chantoung; nous ne pouvons généralement point nous figurer le coup porté à l'Allemagne par le succès de ce siège.

Ce n'est pas seulement l'orgueil de nos ennemis qui est atteint : ils sont frappés dans leur commerce, ils voient disparaître une possession à laquelle ils avaient consacré sans compter le temps, l'argent, la plus vive sollicitude, depuis dix-sept années. Et le prestige des Allemands dans ce milieu chinois qu'ils espéraient en somme conquérir, et qu'ils avaient si profondément pénétré, est ruiné peut-être pour toujours. On s'en rendrait déjà compte en apprenant que le président du Reichstag avait jugé nécessaire d'envoyer à l'Empereur ses condoléances spéciales pour une semblable perte; en lisant d'autre part le commencement de la réponse télégraphique de Guillaume, dont l'amour-propre personnel a été durement frappé par un tel évé-

nement. « Tsing-Tao, disait-il, était un établissement modèle de culture allemande dans les mers lointaines. Il avait coûté bien des années de labeur. » On sent des larmes dans la voix du souverain déplorant la perte de cette possession, où la presse allemande avait voulu voir poindre une sorte d'« Allemagne asiatique, » et qui pouvait en effet être considérée comme le commencement d'une mainmise sur une des portions les plus richement dotées de l'Empire Chinois.

Nous ne voyons pas bien pourquoi c'était un modèle de *Deutsch Kultur;* mais nous reconnaissons que les Allemands possèdent certaines qualités qui peuvent être précieuses dans la mise en valeur d'une colonie, dans la création d'un établissement maritime, d'un centre commercial et industriel. Ces qualités sont la persévérance, la méthode, l'entêtement, l'audace raisonnée, l'habileté à risquer des capitaux dans des entreprises bien choisies. Et le succès de la colonie de Kiaou-Tchéou et de Tsing-Tao vient de ces qualités. En même temps, des ambitions politiques sont toujours associées aux ambitions commerciales dans les esprits germaniques; ambitions qui ont fait dépenser des sommes énormes dans l'aménagement de ce territoire, dans la construction des forts, tout aussi bien que dans le tracé et l'établissement de toutes pièces d'une ville moderne, dans la création de voies ferrées, etc.

Ce sont ces efforts et ces dépenses énormes qui justifient l'émotion de l'Empereur. Pour se l'expliquer pleinement, il est bon de connaître l'histoire complète du territoire en question. Aussi bien y trouvera-t-on un enseignement bon à suivre (dans de certaines limites s'entend) des méthodes raisonnées grâce auxquelles on met en valeur un pays nouvellement acquis à une occupation et à une exploitation européennes.

*
* *

Nous avons employé indifféremment le mot de territoire de Kiaou-Tchéou ou celui de Tsing-Tao. C'est que les deux choses sont indissolublement liées, Tsing-Tao étant la capitale commerciale et aussi le port militaire du territoire et son vrai centre. C'est par là que le territoire était utilisé, et que se faisait graduellement une confiscation de plus en plus effective de la riche province du Chantoung, que l'illustre voyageur et géographe allemand Von Richtoffen avait signalée, il y a bien longtemps,

à l'attention de ses compatriotes, comme un champ d'activité à ne pas perdre de vue.

Il est bon de se rappeler à ce propos que, pendant bien longtemps, l'Allemagne est demeurée réfractaire aux tendances et aux manifestations colonisatrices qui se manifestaient dans toute l'Europe. Depuis, elle en a rappelé, puisque, en une trentaine d'années, elle s'est arrondie d'un empire colonial de quelque deux millions et demi de kilomètres carrés! Au surplus, toutes ces acquisitions n'ont pas été fructueuses, tant s'en faut; et c'est une raison de plus pour que l'attention s'attache davantage au territoire de Kiaou-Tchéou. Durant des années, Bismarck s'était refusé à s'engager dans ce qu'il appelait les « aventures coloniales. » Le mouvement colonial allemand avait pourtant déjà débuté en 1871, puisqu'on avait songé alors à nous prendre l'Indo-Chine et même Pondichéry; mais Bismarck s'était moqué de ceux qu'il considérait comme des songe-creux : jusqu'en 1882 même, il se refusa à soutenir les ambitions coloniales et n'y consentit que sur des instances réitérées, en prenant la précaution de demander pour ainsi dire l'assentiment de la Grande-Bretagne, à propos de ce qui devait devenir le Sud-Ouest allemand. C'est l'enthousiasme du public, en même temps que les réclamations du grand commerce, de la haute banque, qui lui forcèrent la main. Le mouvement ne devait pas tarder à s'accentuer bien vite sous l'influence de quelques-unes de ces puissantes associations qui sont nombreuses en Allemagne, comme la Deutsche Kolonialverein et la Gesellschaft fur Deutsche Kolonisation. D'ailleurs, Bismarck en arriva pour ainsi dire à être plus royaliste que le roi, en préparant la prise du Togo et du Kameroun et en intervenant à propos du Congo. Peut-être a-t-il voulu prendre la direction du mouvement pour le canaliser, comme il avait espéré le faire, en matière de socialisme, par le socialisme d'État. C'est ce que laisse assez vraisemblablement supposer son discours de juin 1884 au Reichstag, où il manifestait son intention de n'agir officiellement que s'il existait des intérêts particuliers économiques déjà créés dans les parages où on lui réclamerait cette intervention. Sa conception devint irréalisable, comme sa lutte contre le socialisme.

Quand Guillaume II arriva au pouvoir, il ne pouvait manquer, à ce point de vue comme aux autres, d'agir personnellement; et cela lui paraissait d'autant moins difficile, qu'il devait satis-

faire de la sorte aux ambitions et aux réclamations de la puissante Kolonial Gesellschaft, résultat de la fusion des deux sociétés que nous avons citées plus haut. C'est sous son influence que le territoire de Kiaou-Tchéou a pris naissance... par une spoliation de la Chine.

Il y avait déjà longtemps que les projets d'implantation allemande en Chine avaient germé dans la tête de l'Empereur et le cerveau des militaires, aussi bien que des coloniaux. L'occupation préméditée devait répondre, comme nous l'avons laissé entendre, à des buts multiples. L'Allemagne souffrait de voir de grandes nations européennes comme la Grande-Bretagne ou la France détenir de vastes possessions en Extrême-Orient; il était temps qu'elle fût, elle aussi, représentée dans le monde extrême-oriental par des territoires importans où flotterait son drapeau. Au reste, ses commerçans avaient déjà trouvé ce chemin de la Chine pour des relations d'échanges sérieuses; il fallait les consolider, et aussi utiliser les capitaux de plus en plus abondans dans l'Empire à créer des exploitations industrielles, minières en particulier, dans ces régions si remarquablement étudiées par Richtoffen. On espérait de plus que ces capitaux trouveraient des emplois non moins rémunérateurs sous la forme de voies ferrées, qui faciliteraient encore l'introduction en Chine des marchandises allemandes, de la camelote à bon marché. Il y avait là une question de débouchés, en même temps qu'une question de domination guerrière.

* *

Pendant toute l'année 1896, la flotte allemande avait longé le littoral chinois, étudiant les diverses baies où l'on pourrait créer un arsenal, un port de commerce, un appui pour les ambitions ultérieures, un point de pénétration pour le commerce. L'Angleterre observait, sans pouvoir s'opposer effectivement à la réalisation d'un projet qui allait l'atteindre, en créant une concurrence à son propre établissement de Weihaiwei. Se souvenant des indications données par Richtoffen et par d'autres explorateurs, les représentans du gouvernement allemand ne devaient pas tarder à jeter leur dévolu sur le Chantoung, à une distance assez faible de Tché-Fou, port extrêmement important et florissant du Nord de la Chine. Il est à remarquer que ce Richtoffen (qu'il faut encore mettre à contribution quand on

veut se renseigner sur les ressources de la plus grande partie de la Chine) avait expressément indiqué les avantages de la situation de Kiaou-Tchéou. Ce dernier port n'a pu être utilisé tel quel, par suite des transformations du matériel naval commercial ou militaire depuis trente ou quarante ans; mais la situation est restée toujours aussi bonne, étant donné que l'établissement maritime était créé, transporté à l'entrée de la baie, au lieu de demeurer plus au fond.

Un simple coup d'œil sur la carte montre les avantages de cette situation. On est à vingt heures par mer de Shanghaï, et à vingt-quatre heures de l'embouchure du Pei Ho, par conséquent de Tientsin, tout près de la capitale de l'Empire. L'immense presqu'île qui forme la plus grande partie de la province du Chantoung se trouve en face de la Corée, séparant le golfe du Petchili de la Mer-Jaune. L'importance prise par Tché-Fou, surtout avant la concurrence de Tsing-Tao, le choix que les Anglais ont fait à leur tour de l'emplacement de Weihaiwei, à l'extrémité de cette presqu'île du Chantoung, confirment l'excellence du choix des Allemands. Nous devons ajouter que le climat de cette province chinoise est considéré comme très sain; les épidémies qui frappent la population indigène sont le résultat de la misère et de l'absence de toutes connaissances hygiéniques; le thermomètre n'y descend pas très bas en hiver, et la chaleur est fort supportable en été.

On se trouve, quand on s'attaque commercialement au Chantoung, en face d'une population qui représente quelque trente millions de consommateurs possibles, répartis à raison de 175 à 180 habitans par kilomètre carré. Cette population est en somme laborieuse et tranquille; elle est massée sur divers points en grandes villes de plusieurs centaines de mille habitans, comme à Tsinan-Fou : ce point devait devenir un remarquable terminus (considéré comme provisoire) pour la voie ferrée de pénétration que l'on ne tarderait pas à construire, pour mettre le pays en coupe réglée au profit des industriels et commerçans allemands. Sans doute les voies de communication n'étaient pas abondantes, mais il en est ainsi dans toute la Chine. Les champs, les vergers, les fermes indigènes qui émaillent le pays promettaient des produits divers d'exportation. L'arachide, en particulier, devait fournir de la matière première pour ces industries oléicoles qui prennent tant d'importance dans nos régions euro-

péennes, et manquent de produits à transformer. Dès longtemps les explorateurs, et spécialement Richtoffen, avaient reconnu l'existence de houille et de minerai de fer abondans dans cette province. Il serait assez facile de dériver vers un nouvel établissement bien organisé une bonne partie du mouvement commercial qui se faisait par d'autres points de la côte.

La prise de possession ne fut ni difficile ni longue. Elle s'accomplit avec la brutalité qui est le principe d'action du Germain, quand il n'a pas affaire à quelqu'un sûrement plus fort que lui, auquel cas il adopte la duplicité et la servilité. Le 14 novembre 1897, arrivait en face de l'entrée de la baie de Kiaou-Tchéou le contre-amiral Von Diedrichs, à la tête de quatre navires. Le lendemain, il les faisait mouiller en position de combat, de bombardement des forts chinois soi-disant destinés à défendre la baie et le port. Et le lendemain matin, il envoyait un ultimatum au commandant de la place, un général chinois qui avait sous ses ordres d'assez bonnes troupes bien armées. L'ultimatum lui intimait l'ordre d'évacuer les forts et la ville dans les trois heures. Le général obéit pacifiquement à cet ordre. Ses troupes gagnèrent d'abord les collines qui bordent la baie et la rade ; mais, sans ordres supérieurs, elles abandonnèrent complètement le pays aux Allemands, qui arborèrent solennellement leur pavillon.

* * *

Il avait pourtant fallu un prétexte à cette prise de possession : on avait argué de ce que, au commencement de novembre, deux missionnaires allemands avaient été tués dans l'intérieur de la province. On s'était bien gardé de demander une satisfaction, la punition des assassins : on entendait se payer soi-même, en choisissant le meilleur morceau à prendre. L'opération avait été menée rondement, après avoir été étudiée longuement et mûrement : toujours l'attaque brusquée. Et le contre-amiral en fut récompensé par le grade de vice-amiral, dès le 23 du mois.

Ce qui prouvait que les ambitions politiques allaient ici de pair avec les visées commerciales, c'est qu'immédiatement l'Allemagne créait une puissante escadre dans les mers de Chine : elle avait sa base d'opérations, qui allait du reste permettre à l'Empire de développer ses possessions dans le Pacifique. Nous

n'avons point à nous en occuper; mais nous devons noter que bien vite l'Empereur envoya son propre frère, le contre-amiral prince Henri de Prusse, en ambassadeur auprès de l'empereur de la Chine, pour lui faire reconnaître la prise de possession violente d'une de ses provinces, et surtout pour obtenir de lui des concessions encore plus considérables.

Il s'agissait en effet de donner de l'air à l'établissement de Kiaou-Tchéou, de se ménager une situation privilégiée dans le Chantoung, objet des ambitions industrielles et commerciales de l'Allemagne. C'est le 6 mars 1898 que le traité fut signé avec la Chine, ou plus exactement imposé à elle : le fait est que, dès le courant de décembre, on avait envoyé d'urgence sur Tsing-Tao, porte d'entrée de la baie et du territoire, un corps d'occupation permanent composé d'infanterie et d'artillerie, à même de relever le corps de débarquement fourni par les navires de guerre. En février, était parti d'Allemagne un capitaine de vaisseau nommé gouverneur militaire, qui allait prendre en main les transformations complètes qu'on entendait apporter à la nouvelle possession; nous ne disons pas colonie, et cela volontairement, parce que le territoire de Kiaou-Tchéou, en raison de son importance, n'a pas été passé au Département colonial, mais est demeuré sous l'autorité du Département de la Marine.

Les clauses du traité imposé à la Chine lui donnaient une importance encore plus grande. C'est que son étendue réelle dépassait ses limites officielles. En effet, le traité avait cédé à bail (bail renouvelable) pour une durée nominale de quatre-vingt-dix-neuf ans, toute la baie de Kiaou-Tchéou avec les îles s'y trouvant; à mer haute, elle a 22 kilomètres de diamètre environ, puisqu'elle est sensiblement circulaire; à mer basse, elle en a encore un peu plus de 18. Les fonds y sont excellens; le tirant d'eau atteint 10 mètres à l'entrée, et même 15 à 20 mètres au centre et le long de sa rive Est, qui est rapide, de telle sorte que des navires de forte taille peuvent aisément s'ancrer le long du littoral. Celui-ci est dominé par des hauteurs atteignant jusqu'à 100 mètres, ce qui permet d'installer des batteries défendant la baie et son entrée, dans un certain secteur tout au moins. On avait négligé complètement le port même et la ville de Kiaou-Tchéou, parce qu'ils avaient perdu une bonne partie de leur importance; mais une clause complémentaire

les rendait inutilisables contre l'établissement allemand, comme nous allons le voir. La cession à bail, ce qui était autrement intéressant, portait sur Tsing-Tao, petit port et modeste village chinois dont l'importance était à peu près nulle, mais dont les représentans de l'Allemagne avaient prévu le rôle à venir. Et comme ce Tsing-Tao se trouve à l'extrémité d'une péninsule formant un des deux bras qui enserrent la baie, l'Allemagne prenait possession de toute la presqu'île jusqu'à une rivière appelée Pai-Chao, au Nord, et à une ligne perpendiculaire à la côte et à la frontière Nord du territoire; de manière à englober tout un massif montagneux qui permet de défendre et de bien isoler Tsing-Tao. Le terrain avait été étudié à l'avance, comme on voit.

La protection de l'Empire couvrait également la presqu'île de Haïhsi, au Sud de la baie, en face de la pointe où se trouvait Tsing-Tao; seconde presqu'île qui n'était pas importante par elle-même, mais parce qu'elle permettait de défendre puissamment sur l'autre rive l'entrée de la baie. Enfin, bien entendu, la cession à bail comprenait des îles même au Sud de Tsing-Tao, que l'Allemagne avait considérées comme nécessaires à la défense de l'entrée des futurs arsenal et port de Tsing-Tao. Il y avait mieux encore, puisque le territoire du protectorat proprement dit était entouré d'une zone neutralisée de 60 kilomètres de large, qui n'était qu'une véritable extension de ce protectorat. Dans cette zone, les autorités chinoises ne pouvaient pas prescrire de mesures importantes sans obtenir, au préalable, l'assentiment de l'Allemagne.

Non seulement le territoire auquel on s'attaquait et la grande et puissante province de Chantoung devaient former un hinterland pour le nouveau port; mais encore la baie de Kiaou-Tchéou et surtout le nouvel établissement que l'on créerait à Tsing-Tao formeraient une base stratégique de première valeur. Il était vraisemblable, au surplus, que les Allemands ne chercheraient pas à tirer parti directement de toute la baie; ils établiraient des ouvrages nouveaux à Tsing-Tao même.

Cependant, cette baie pouvait fournir un abri pour les navires de commerce et les navires de guerre. Sans doute des bancs de sable s'y sont-ils formés, mais l'entrée, large de 2 kilomètres, est généralement commode; on pouvait en compléter aisément l'éclairage, qui avait déjà été tenté par le

gouvernement chinois. Ce qui est précieux, grâce au climat de cette partie de la Chine, c'est que l'intérieur de la baie est généralement libre de glaces. A la vérité, on y eut une surprise pénible, en ce que l'on constata que le mouillage qui se trouvait à l'intérieur de la baie était presque intenable en hiver, sous l'influence des vents du Nord. Il fallait alors que les navires allassent mouiller à deux ou trois kilomètres de la côte, pour ainsi dire en pleine mer ; et c'est surtout afin de remédier à cet inconvénient que d'immenses travaux ont été faits à Tsing-Tao.

Toute la série de collines qui dominent les mouillages le long du front de mer, et qui ont été affublées de noms allemands, pouvaient assurer dans de très bonnes conditions la défense de ce front de mer, en même temps que celle du front de terre. Les îles qui se trouvaient en face de la ville devaient contribuer à fournir un abri à la navigation. On avait en vue un port de commerce, qui devait être un port franc, pour permettre l'exploitation du riche hinterland du Chantoung, sans qu'on eût aucunement l'ambition de faire de cette nouvelle colonie une colonie de peuplement. On entendait, d'autre part, résoudre, avant même la question commerciale, la question militaire, en faisant de Tsing-Tao et du territoire de Kiaou-Tchéou un point d'appui pour la flotte allemande en Extrême-Orient. L'Empereur avait l'ambition d'y créer un arsenal susceptible d'être comparé à celui de Hong-Kong. Et, avant tout, on avait construit des forts, des casernes, des ouvrages militaires de toutes sortes.

Ce qui montrait bien ce qu'on attendait, au point de vue naval et militaire, de cette base de Kiaou-Tchéou, c'est que les dépenses y ont été faites sans compter. On avait eu soin, nous l'avons dit, de ne pas confier le nouveau protectorat à l'Office colonial allemand : il a toujours relevé exclusivement du Département militaire de la Marine, tout comme les ports de guerre de la métropole. Un capitaine de vaisseau complètement indépendant exerçait les fonctions de gouverneur; il était appuyé d'un Conseil de gouvernement, comprenant d'une part, et bien entendu, les chefs des services administratifs, de l'autre, les représentans de l'élément civil, au nombre de trois, et nommés pour un an. Deux seulement de ces représentans de l'élément civil étaient élus : l'un par les maisons de com-

merce européennes de la colonie, l'autre par les propriétaires fonciers payant une certaine somme d'impositions. Le territoire était divisé en trois districts, dans l'administration desquels on avait laissé une certaine part à l'élément indigène.

Il faut reconnaître que l'administration était bien comprise : on avait constitué une série de conseils, commissions, comités, soit des écoles, soit des impôts, soit de la puissance publique. On avait constitué des tribunaux, composés d'un magistrat de métier et de deux ou quatre assesseurs, pris parmi les négocians ou les employés de commerce. Les indigènes chinois étaient jugés d'après le droit chinois même; certaines peines avaient été supprimées, mais on avait conservé la bastonnade.

Des mesures avaient été prises pour établir des relations aussi intimes que possible entre le nouveau protectorat et la province chinoise dans laquelle il était enclavé, le Chantoung. Le personnel officiel allemand avait eu soin de se mettre dans les bonnes grâces du gouverneur de la province, et avait employé pour cela le moyen qui pouvait le mieux réussir : il l'avait intéressé au succès des entreprises commerciales et industrielles tentées par les capitaux allemands, en lui remettant un nombre d'actions assez élevé de la Compagnie de chemins de fer qui se fondait. Pour favoriser les relations commerciales avec les indigènes, on avait eu soin d'obtenir du vice-roi l'autorisation d'organiser quelques écoles en dehors du territoire de protectorat, écoles où une partie de l'instruction devait être donnée en langue allemande. Ces écoles étaient sous l'autorité de l'Allemagne, en ce sens qu'elle nommait les maîtres allemands, tout au moins.

*
* *

Nous avons parlé de chemins de fer, et le fait est que les Allemands, au moment même où ils se faisaient accorder le protectorat, obtenaient une concession de voies ferrées dans la région qu'ils avaient plus spécialement en vue, et qu'ils espéraient absorber par l'intermédiaire du port de Tsing-Tao. Il s'agissait d'une ligne ferrée d'un développement de 450 kilomètres qui joignait Tsing-Tao à Tsinan-Fou, en traversant d'abord tout le territoire du protectorat et de la zone neutralisée, pour passer à Ma-Tsi, puis à Tchang-Tien; un embranchement devait être lancé sur des mines, des gisemens de charbon

que l'on avait reconnus, et qui ne devaient pas tarder à être exploités.

En effet, dans les nombreuses concessions que l'Allemagne avait eu l'habileté de se faire accorder par la Chine, il y avait notamment le droit d'exploiter les mines sur une bande de terrain large de 15 kilomètres, de chaque côté de la ligne ferrée devant atteindre Tsinan-Fou. Les recherches faites antérieurement par les explorateurs, les ingénieurs, les missionnaires allemands, à l'affût de ce qui pouvait développer la puissance commerciale et industrielle allemande, avaient identifié des gisemens houillers importans dans la province du Chantoung, en même temps que des gisemens de minerai de fer; gisemens qui, à ces deux points de vue, semblaient se continuer dans la province voisine de Chan-Si.

La mise à profit de ces concessions diverses, l'établissement d'une base nouvelle considérable, puissante, bien armée, bien défendue, en même temps que la mise en valeur et du territoire du proteclorat et de la province sur laquelle on voulait agir, suivirent rapidement. Des dépenses considérables furent engagées. L'Empire fournissait et a toujours fourni largement les fonds, puisque, en 1901 par exemple, à une époque où cette mise en valeur commençait déjà à se manifester, le budget de la colonie s'élevait à peu près à 14 millions de francs : il était composé, pour quelque 13 millions 1/2, d'une subvention de l'Empire. En quatre années seulement, les dépenses faites pour créer l'arsenal, le port de guerre, atteignirent une cinquantaine de millions. Des capitaux privés avaient été apportés par des Compagnies, pour profiter des concessions commerciates ou industrielles accordées par le gouvernement chinois, et pour donner au port de commerce l'importance qu'on en espérait.

Un conseiller de légation allemand, M. Von Kœnig, étudiait avec satisfaction, en 1907, le développement économique, commercial et financier des colonies allemandes, et il ne manquait pas de consacrer quelques pages à la Possession de Kiaou-Tchéou. Il montrait que, au commencement de 1907, on était déjà arrivé à dépenser beaucoup plus de 125 millions pour ce protectorat, du fait seul des sommes engagées par le gouvernement. On ne pouvait, du reste, pas séparer, dans les budgets officiels, les dépenses purement militaires des dépenses

civiles; elles allaient de pair, puisque tout ce qu'on avait fait comme port, comme réorganisation de la ville, etc., avait eu, avant tout, un but de domination, d'emprise allemande.

Si nous avions examiné un budget moyen aux environs de l'époque où écrivait M. Von Kœnig, nous aurions pu tabler sur un total de dépenses de douze millions et demi de marks (ce qui fait bien près de seize millions de francs): les dépenses ordinaires de l'administration militaire étaient de 1 800 000 marks, sans parler de deux millions et demi affectés au personnel de l'établissement militaire. On comptait, d'autre part, un peu plus de trois millions et demi de marks pour les dépenses extraordinaires consacrées à la construction des ports, dix millions pour la construction de la ville, autant pour les maisons ouvrières dépendant de cette reconstitution, 800 000 marks pour l'armement et l'amélioration des forteresses. Tout cela laissait entendre que les préoccupations militaires tenaient la première place dans le budget et dans la vie du Protectorat.

Ce qui n'empêchait pas, comme nous le verrons, les échanges, l'introduction de marchandises allemandes, l'exportation des produits du territoire et surtout de la province voisine, de se développer puissamment à l'aide des installations créées.

*
* *

Le plan adopté pour le nouveau port de Tsing-Tao est des plus intéressans; il a donné de beaux résultats. On a établi ce nouveau port, qui est en réalité double, dans la partie occidentale de la baie. Si on contourne l'extrémité de la presqu'île sur laquelle Tsing-Tao est construit (nous entendons la nouvelle ville), et si on passe du Sud à l'Ouest, on va trouver d'abord le petit port destiné aux jonques et aux navires de tirant d'eau réduit; cette destination spéciale n'a point empêché de munir les quais du port, des engins voulus pour la manutention des marchandises. En allant plus loin, on rencontre le grand port, établi tout à fait artificiellement à l'abri de deux môles, et aussi le dock de carénage. Il a été construit à l'aide de blocs naturels et de blocs en béton, les môles formant deux branches d'un gigantesque fer à cheval. Ces deux môles ont un développement de quelque 5 kilomètres, et une largeur de 5 mètres à la base; ils dominent l'eau de $2^{m},50$. Entre les deux points où

ils se relient à la côte, il a fallu opérer un immense travail de remblayage, permettant d'établir, le long du littoral, un terre-plein qui a donné le moyen de reporter les quais par des profondeurs d'eau très considérables; on a comblé, en arrière de ces quais, à l'aide des sables et de vases recueillis durant les dragages effectués dans le chenal de l'entrée du port; ce chenal a été porté à une profondeur de 10 mètres à mer basse, de manière à répondre aux besoins des plus grands navires qu'on soit exposé à recevoir dans ces mers.

Le plan primitif a prévu l'établissement, à l'intérieur de cette rade artificielle, de 40 grandes darses destinées soit au commerce, soit aux dépôts de charbon, de pétrole, soit à la marine de guerre exclusivement. La pierre ne manquait point pour exécuter les travaux; on s'est contenté de s'attaquer à l'une des parties des collines qui dominent la ville, et que l'on avait reliées par chemin de fer aux travaux du port. Bien entendu, on a élevé deux grands phares pour éclairer l'accès de la rade. On a rapidement doté le port d'appareils perfectionnés pour l'embarquement des charbons provenant des exploitations minières allemandes de l'intérieur de la province. C'est donc une installation maritime de premier ordre que les Allemands viennent de perdre.

Ce qui devait aider puissamment le port commercial à prendre un développement des plus sérieux, ce n'est pas seulement la voie ferrée qui allait très rapidement le relier à certains centres industriels nouveaux, et aux régions indigènes de la province du Chantoung; c'est aussi ce fait, que, avec une compréhension très claire des nécessités économiques et commerciales, on n'a pas tardé à faire de Tsing-Tao un port franc. On a décidé d'admettre en franchise de droits toutes les marchandises, quelle que fût leur origine. Dans le courant de l'année 1899, le gouvernement a signé, avec le gouvernement chinois, une Convention douanière, en vertu de laquelle les marchandises importées à destination de la Chine et traversant seulement le territoire du protectorat, ne devaient payer que les taxes douanières chinoises. Pour les marchandises d'origine chinoise provenant d'un port chinois et débarquant à Tsing-Tao à destination de la Chine, il n'était perçu que la moitié des droits. Quant aux marchandises importées pour les besoins du territoire même, elles étaient admises en franchise, et aucun

droit d'exportation ne les frappait quand elles sortaient de Tsing-Tao. Les marchandises européennes ou chinoises provenant d'un port à traité chinois, bénéficiaient de la franchise complète. Pour simplifier les choses, quand des marchandises étaient importées à destination de la Chine, grâce à un bureau de douanes chinoises, dirigé du reste par un Allemand, et doté d'un personnel allemand, les taxes douanières chinoises pouvaient être payées immédiatement : ce qui permettait à ces marchandises de prendre le chemin de fer, de pénétrer en Chine, sans être arrêtées, ralenties, immobilisées à la frontière.

Le but principal avait été de créer un port libre et sans formalités douanières à la frontière de l'hinterland.

***

Pour se débarrasser des défauts et des dangers que présentaient Tsing-Tao et les agglomérations indigènes environnantes, le gouvernement a fait raser toute l'ancienne petite agglomération et a créé de toutes pièces, un peu à la façon américaine, une ville modèle, d'où l'on a refoulé à une certaine distance ce qu'on peut appeler la banlieue indigène. C'était l'application des façons méthodiques qui sont coutumières aux Allemands, et qui souvent donnent de bons résultats.

Les Chinois, au nombre de plusieurs milliers, qui habitaient auparavant la région où l'on voulait créer la nouvelle ville, reçurent l'ordre d'aller s'établir dans le Nord-Est, où ils furent obligés d'installer une agglomération indigène suivant un plan dressé par l'administration. Celle-ci ne s'était point fait faute de suivre les erremens ordinaires du caporalisme prussien; les moindres détails avaient été prévus. Il était d'autant moins difficile de faire de la nouvelle ville une capitale hygiénique, que le climat de cette partie du Chantoung est réellement favorable aux Européens. La température moyenne descend sans doute aux environs de — 3 degrés en décembre et même — 4 degrés en février, mais elle ne dépasse pas 24 à 25 degrés en juillet et en août, pour redescendre ensuite graduellement en septembre et en octobre. La chaleur est forte, mais elle peut se supporter facilement; l'hiver est assez rude, mais sans rien de trop pénible; le mois d'octobre est particulièrement beau; et Tsing-Tao était devenu une résidence de repos pour une bonne partie des Européens habitant la Chine. Certes, les arbres

n'étaient guère abondans dans cette province; mais il semble que ce soit surtout parce que l'on n'a pas songé à boiser, ni à reboiser. Comme toujours, la conséquence a été de raviner, d'emporter la terre végétale.

Mais l'administration allemande, au début de l'occupation du territoire, eut soin de regazonner, de replanter, de reboiser dans toute la région de Tsing-Tao et des environs. On a créé un service des Eaux et Forêts, qui a fait des semis sur les diverses collines, de façon à maintenir les terres, à améliorer le régime des torrens, à rendre le pays plus agréable. Ces efforts devaient sûrement réussir, dans une province où les agriculteurs chinois savent faire venir les arbres fruitiers les plus divers, cerisiers, pruniers, poiriers, pêchers, même la vigne. Ces plantations faisaient partie du plan d'aménagement de la ville nouvelle; et il est tout à fait curieux et caractéristique de constater l'ardeur avec laquelle ce plan a été exécuté en ménageant l'avenir, en créant de façon immédiate une grande ville agréable à habiter, bien distribuée, très saine.

On avait commencé, bien entendu, par dresser des plans cadastraux, et par faire des levés topographiques de l'emplacement même de la nouvelle ville et de ses environs immédiats. Si l'on avait jugé nécessaire d'adopter l'emplacement de l'ancienne agglomération, c'est qu'elle se trouvait dans une situation des plus agréables, choisie un peu instinctivement par les constructeurs chinois sur les premiers contreforts de la montagne.

Toutes les anciennes maisons, tous les édifices même publics ont été démolis, sauf l'ancien *yamen* du *taotaï*, transformé en bureau du gouvernement, sauf également un ancien temple, que l'on a conservé pour la couleur locale, puisqu'il était abandonné par les bonzes. Sur une circonférence de plusieurs kilomètres, tout a été jeté bas.

D'après le plan adopté, cette nouvelle ville de Tsing-Tao devait s'étendre de la baie appelée d'Argona, jusqu'au petit port dont nous avons parlé plus haut et à la colline portant le nom de l'amiral auquel l'Empire allemand devait la conquête facile de ce nouveau territoire. Pour rendre la ville plus agréable, plus saine, l'administration avait décidé que le nombre des étages d'aucune construction ne pourrait dépasser trois; elle avait de plus spécifié que la superficie non bâtie devrait être au moins de 45 pour 100 de la surface totale des

terrains achetés par les particuliers en vue de construire. Comme, d'autre part, les quartiers étaient tous percés de larges avenues, aboutissant généralement à une promenade établie en bordure de la mer, l'aération de la ville pouvait se faire dans les meilleures conditions. Toutes les habitations devaient être construites en pierre de taille, au moins dans le quartier européen, pierre de taille fournie par la colline portant le nom de Bismarck.

Les premières constructions s'élevèrent d'autant plus vite qu'une bonne partie des travaux, même particuliers, ont été exécutés par une entreprise générale de construction. Quant aux édifices officiels, ils ont été édifiés en très grande partie par le personnel militaire. Ils ont compris immédiatement un hôtel du gouvernement, un tribunal, une école, deux églises, deux grandes casernes situées dans l'Est de la ville, un quartier d'artillerie, une série de bâtimens administratifs des plus divers, un hôpital, une poudrière, un dépôt de munitions, un magasin d'approvisionnemens, etc. Un représentant de la Belgique, M. de Gaissier, signalait, il y a déjà plusieurs années, Tsing-Tao avec ses larges rues bien tracées, bien établies et bien entretenues, comme un des jolis points de la côte du Nord; il y montrait l'agrément de la vue s'étendant sur la baie et sur les montagnes reboisées par les Allemands; il insistait sur la brise qui vient des montagnes et tempère les chaleurs estivales. Et, ce qui est tristement humoristique à l'heure où nous écrivons ces lignes, il disait que Tsing-Tao était « en train de devenir l'Ostende de la Chine, » le rendez-vous des résidens européens en quête de repos et de fraîcheur relative.

La partie Sud de la ville a été réservée aux Européens; ses deux artères principales portaient les noms caractéristiques de Kaiser Wilhelmstrasse et de Friedrichstrasse. Ces deux grandes rues parallèles sont perpendiculaires à la mer; à l'extrémité Ouest de la première se trouvaient les plus grandes maisons de commerce, en grande partie allemandes; leurs entrepôts et magasins se raccordaient à la ligne ferrée dont nous parlerons tout à l'heure, et dont nous avons déjà dit un mot : elle avait pour mission de mettre le Chantoung en coupe réglée, sous la dépendance germanique. Le quartier chinois se trouvait, et se trouve encore, à l'extrémité opposée de la seconde rue; ce quartier est chinois par ses habitans, mais non point par ses

maisons, construites à l'européenne suivant les règles de l'hygiène. Il va sans dire que ces maisons coûtent cher et ne sont point accessibles aux humbles travailleurs, relégués dans des villages éloignés.

On avait donné à la ville un aspect nettement allemand. Les règlements de voirie, par exemple, étaient très sévères. Tsing-Tao avait été approvisionnée largement de bonne eau potable; un système d'égouts avait été établi. Dès le mois de mars 1900, la ville était éclairée à l'électricité; bien avant même, un réseau téléphonique avait été construit; on n'avait pas oublié de créer, pour cette station, deux magnifiques hôtels bien aménagés.

Nous avons fait allusion, il y a un instant, aux conditions de vente aux particuliers des terrains de la ville, pour constructions privées. Dans cette question foncière, les Allemands avaient apporté une méthode très louable, doublée d'une réglementation très stricte, très dure, qui a eu de sérieux avantages, en empêchant des spéculations trop marquées de la part des premiers arrivés, et qui auraient ensuite tenu la dragée trop haute à ceux qui auraient voulu construire des maisons dans le périmètre de Tsing-Tao.

Tout d'abord, le gouverneur, dès la prise de possession du territoire, avait décidé que les propriétaires chinois ne pourraient vendre leurs terres à personne autre que le gouvernement allemand lui-même, les prix de vente devant être les prix usuels en vigueur avant l'arrivée des Européens. Cela permettait à l'administration d'acquérir à bon marché tous les terrains qui lui paraissaient convenables pour la création de la ville, de ne conserver que ce qui serait nécessaire soit aux fortifications, soit aux monumens publics, aux voies de communication, et de céder le reste aux acquéreurs particuliers qui se présenteraient. C'était sans doute très tyrannique à l'égard de la population indigène; mais la population immigrée n'a eu guère qu'à se louer de ce procédé.

Il ne faut pas perdre de vue que ces méthodes d'autorité ont quelque raison d'être, quand on arrive dans un pays neuf, peu civilisé relativement, où les titres de propriété manquent d'ordinaire. Ici, en particulier, on ne pouvait point trouver de pièces officielles établissant l'existence, la délimitation des parcelles cédées par les propriétaires chinois (sous réserve de

la souveraineté directe de l'empereur de la Chine comme de juste). Notons, détail typique du soin avec lequel toutes ces choses ont été faites, que, dans les relations entre le gouvernement acheteur et les propriétaires indigènes vendeurs, il était entendu que, jusqu'au moment du paiement du prix d'achat, le paysan restait propriétaire du terrain; il en récoltait les produits comme un usager.

De façon générale, le prix d'achat n'a guère dépassé 75 marks au *mow*, ce qui correspond à environ 660 mètres carrés. Les achats officiels ont porté sur une superficie de 2 500 hectares. Il avait été pris un règlement général foncier. Il a été décidé que, de temps à autre, le gouvernement ferait procéder à la vente de terrains en fixant un prix minimum d'achat; la parcelle mise aux enchères était adjugée naturellement au plus fort enchérisseur. Au cas où celui-ci voudrait revendre le terrain entier ou une partie, il devait en avertir l'administration, en faisant connaître le montant du prix offert et en défalquant la valeur des immeubles. Le gouvernement se réservait le droit de préemption. Au cas où il n'en faisait pas usage, il prélevait sur la vente un tiers du montant de la plus-value : ce qui est un peu l'application des doctrines socialistes sur la fameuse plus-value.

Comme nous le disions tout à l'heure, le gouvernement gardait toujours son droit de contrôle sur les constructions, en tenant la main à ce qu'elles fussent exécutées conformément aux plans adoptés et d'après les règles d'hygiène, de voirie et autres arrêtées par l'administratiou. Nous pourrions ajouter encore, bien que cela se rapporte plutôt aux pratiques économiques et fiscales du gouvernement allemand en général, que, tous les trois ans, il était procédé à une estimation des terrains à bâtir, tout simplement parce que l'administration prélevait, comme contribution foncière, 6 pour 100 de la valeur estimative de toutes les parcelles vendues comme terrains à bâtir.

On ne saurait trop insister sur la méthode avec laquelle les Allemands ont mis en état leur belle colonie de Kiaou-Tchéou : tout comme en matière commerciale, on y trouve des exemples en partie bons à suivre. Encore durant l'année 1913, il ne s'est pas bâti moins de 500 constructions de toute espèce, sur le territoire de la ville de Tsing-Tao : et cela comme conséquence même de l'état de plus en plus florissant de cette ville, et de tout le territoire de Kiaou-Tchéou.

*
* *

Pour nous rendre compte de ce développement considérable, il faut, tout à la fois, interroger les résultats de l'exploitation de la ligne ferrée construite entre Tsing-Tao et le centre de la province du Chantoung, examiner ce que donnaient les mines de charbon exploitées par une filiale de la Compagnie des chemins de fer, et jeter un coup d'œil sur le développement et le mouvement des échanges du port de commerce, enfin étudier toute la situation économique, industrielle et commerciale.

Étant donnés les efforts de l'Allemagne, les progrès considérables faits par ses compagnies de navigation ; les espérances qui s'étaient manifestées immédiatement au sujet de l'avenir du territoire de Kiaou-Tchéou et de la mise en coupe réglée de la province du Chantoung; il ne fallut pas attendre longtemps pour que le port de Tsing-Tao, encore à l'état primitif, fût en relations régulières avec les ports de la métropole sous pavillon allemand. En 1901, le fameux directeur de la Compagnie Hambourgeoise-Américaine, le docteur Ballin, était venu visiter la baie de Kiaou-Tchéou et Tsing-Tao, et il n'avait pas tardé à prolonger un service maritime sur Shanghaï par une ligne spéciale gagnant Kiaou-Tchéou, puis Tientsin. La ligne subventionnée des paquebots postaux impériaux avait été prolongée sur Tsing-Tao ; on n'avait pas été long à en décider de même pour la ligne nouvellement créée de Shanghaï. Des lignes allemandes avaient été également établies pour relier plusieurs ports chinois à Tsing-Tao. Toujours pour en tirer des communications faciles, qui ont une telle influence sur les relations commerciales, on dépensa sans hésiter des millions à établir des câbles télégraphiques sous-marins de Tsing-Tao à Shanghaï et à Tché-Fou.

Les lignes de navigation devaient être continuées logiquement par une ligne ferrée à l'intérieur du pays. On voulait en effet la pénétration des marchandises et des marchands de Tsing-Tao jusque dans le cœur de la province, de façon, en particulier, à faire concurrence au port voisin de Tché-Fou et aussi au port essentiellement anglais de Weihaiwei : c'est contre l'influence anglaise que les Allemands ont entendu lutter bien avant la guerre actuelle.

La ligne ferrée à établir assurerait en même temps l'exportation des produits donnés par les entreprises qu'on avait

l'intention de lancer. Les communications primitives étaient tout à fait précaires; on ne trouvait que des sentiers ou des pistes, tout au plus une route où circulaient difficilement, même pendant la belle saison, les chariots à roues de bois caractéristiques de la Chine. Quant aux fleuves, aux cours d'eau divers que l'on trouve dans cette région, et qui sont le plus souvent obstrués par des sables, ils sont inutilisables pour les transports.

On sait dans quel état d'abandon les Chinois ont, depuis bien longtemps, laissé tomber les canaux qu'ils avaient autrefois fort intelligemment creusés pour la navigation des chalands ; rien n'était fait pour entretenir la cuvette de ces canaux ; et la circulation des embarcations se poursuivait très difficilement, très lentement.

Avant de créer, avec l'aide d'une Société financière, la grande ligne ferrée qui devait mettre en exploitation facile la province, en se substituant sans peine à tous ces moyens de transport primitifs, les Allemands avaient minutieusement étudié les courans de transports dans la région ; et ils ont adopté un tracé correspondant à peu près à ces courans naturels, de l'intérieur vers la côte ou inversement; ce qui avait permis de prévoir immédiatement que la ligne ferrée nouvelle drainerait le principal mouvement commercial des centres de l'intérieur vers Kiaou-Tchéou, au grand détriment de Tché-Fou et de Weihaiwei.

Les capitalistes et les industriels allemands ont toujours été disposés à seconder le gouvernement dans la mise en exploitation des pays conquis, par suite de cette alliance continuelle du commerce, de l'industrie et de la politique guerrière, si caractéristique de la mentalité allemande. Dès la prise de possession du territoire de Kiaou-Tchéou, on a vu se fonder un syndicat, dit Syndicat pour l'exploitation économique de Kiaou-Tchéou et de son hinterland. Il avait des buts multiples, puisque, d'après ses statuts mêmes, il était destiné à organiser des entreprises minières, aussi bien qu'à acquérir ou à construire des voies ferrées, à exécuter des travaux de port, à créer des établissemens industriels, à faire le commerce des marchandises, etc. Ce syndicat était fort appuyé par le gouvernement : il obtint rapidement la concession des voies ferrées du Chantoung.

Immédiatement il constitua une société filiale, se spécialisant dans les chemins de fer, qui prit le nom de *Société des chemins de fer du Chantoung pour la construction et l'exploitation du réseau concédé*. Son siège était à Tsing-Tao même, et son capital atteignait 67 millions et demi de francs. En octobre 1899, elle s'engagea à construire, dans les cinq années, une ligne de Tsing-Tao à Tsinan-Fou, capitale du Chantoung ; cette ligne devait passer par Weihsien, à 180 kilomètres de Tsing-Tao, et cette portion de la ligne devait être terminée en 1902. Il est bon de se rappeler que Weihsien est un des nœuds des communications naturelles de la province du Chantoung.

D'ailleurs, on avait prévu immédiatement deux embranchemens se reliant à cette ligne principale. L'un devait desservir Pochan, où des gisemens de houille avaient été autrefois reconnus par le fameux géologue allemand Richtoffen ; ces gisemens allaient être bien vite mis en exploitation. Un autre embranchement devait desservir un second bassin houiller, situé à 16 kilomètres au Sud de Weihsien : ici encore, le géologue allemand avait identifié des gisemens de houille très précieux. Le réseau se compléterait plus tard par une ligne allant de Tsing-Tao à Itchou-Fou, centre minier beaucoup plus riche encore en houille que les deux précédens ; enfin, ce point de Itchou-Fou devait être relié par une ligne ferrée à Tsinan-Fou, ce qui allait doter toute la province d'un réseau ferré très important, très bien établi, correspondant aux besoins naturels.

Ce qui prouve bien l'ampleur que les Allemands entendaient donner à ce réseau ferré de mise en exploitation de cette portion de la Chine, c'est qu'il avait été prévu que les lignes, non seulement seraient construites à voie normale, mais encore pourraient être doublées ultérieurement. L'Empire allemand s'était réservé droit de rachat de cette concession pour la ligne principale et, au bout de soixante années, la Compagnie exploitante devait amortir la ligne, dès que son bénéfice dépasserait 5 pour 100.

Les travaux ont été exécutés très vite, pour répondre au désir de l'Empereur. Dès la fin de l'année 1900, la ligne était à peu près complètement achevée jusqu'à Kiaou-Tchéou (puisque le tracé desservait naturellement cet ancien port) ; on avait employé à l'établissement de la ligne un nombreux personnel

chinois, sous les ordres d'ingénieurs et de contremaîtres allemands; ce personnel était formé par une école spécialement créée à cette intention. Dans le courant de septembre 1901, la ligne était prolongée jusqu'à Kaumi ; ce parcours nécessitait cinq heures, la longueur du trajet étant de 100 kilomètres.

Les Allemands ont coutume de faire solide, et c'est dans ces conditions que la ligne avait été construite, sous la double protection des troupes allemandes et de troupes chinoises. La population ne montra pas la moindre hostilité : elle comprenait d'instinct l'utilité d'une voie de communication dans ces régions. Le matériel employé était uniquement allemand, introduit qu'il était sans avoir à payer de droits d'importation au gouvernement chinois. La voie a été fort bien établie. La gare de Tsing-Tao, construite tout près du grand port, peut voir arriver à elle à bas prix les charbons nécessaires aux locomotives.

Ce qui montre les désirs mégalomanes des Allemands, lorsqu'ils ont construit cette ligne de pénétration dans la province du Chantoung, ce n'est pas seulement qu'elle devait se raccorder à une ligne du Nord au Sud de Tientsin à Chinkiang, concédée à un syndicat anglo-allemand, mais encore qu'elle devait se prolonger dans le Chansi, pour permettre d'exploiter ses richesses souterraines. L'ingénieur de l'État dirigeant les travaux de cette ligne en somme locale, M. Weiler, attirait l'attention des Allemands sur l'importance de la liaison à établir entre Tsing-Tao et le chemin de fer transsibérien. C'était donc dire, comme l'indiquait expressément cet ingénieur, qu'il serait établi un jour un prolongement de la ligne de Tsing-Tao à Tsinan-Fou vers Pékin. Il considérait Tsing-Tao comme étant appelé à devenir le terminus du chemin de fer transsibérien, par suite des conditions d'accès si faciles de ce port, à toute époque, sans avoir à craindre les glaces. Il envisageait cette solution comme devant mettre Berlin à douze jours de Tsing-Tao, en reliant « l'Allemagne asiatique » à sa capitale européenne.

C'est au mois de juin 1906 qu'a été achevée la ligne de Tsinan-Fou; l'inauguration donna lieu à une cérémonie fort importante, où brillaient tous les personnages officiels chinois. Dès cette année 1906, on avait vu le trafic prendre une grande importance : 800 000 voyageurs avaient utilisé cette voie ferrée;

au point de vue financier, les résultats étaient très satisfaisans. Aussi bien, la Compagnie prenait des mesures pour augmenter le trafic, en établissant des agences destinées à recueillir les marchandises de sortie, en créant des entrepôts pour l'emmagasinage des produits, en établissant des services de charrettes dans la campagne, pour ramasser les marchandises destinées à prendre ensuite la voie ferrée. C'était la création d'un camionnage à l'intérieur d'une province chinoise à peine pénétrée par les Européens.

Le gouvernement allemand avait garanti aux actionnaires de la Compagnie du chemin de fer un intérêt de 4 pour 100; cette garantie ne devait sans doute pas avoir souvent à jouer. Durant l'année 1908, le produit brut kilométrique avait dépassé déjà 8 500 francs. Le terrain n'avait pas imposé de très grosses difficultés aux ingénieurs de la construction, à cela près que certaines rivières avaient balayé dans les débuts des ponts établis trop légèrement; en somme, les devis prévus d'abord concordèrent sensiblement avec la réalité des choses. On avait rapidemeut vu le chemin de fer transporter des tresses de paille, des produits agricoles, qui venaient s'échanger à Tsing-Tao contre des cotonnades, des pétroles. Rapidement aussi, les gisemens miniers avaient commencé d'être mis en valeur, et avaient apporté leur part de trafic à la nouvelle voie ferrée.

C'est qu'en effet les capitaux, qui avaient été réunis facilement pour l'entreprise du chemin de fer, n'ont pas manqué non plus pour les entreprises minières et même pour d'autres. Il s'était créé deux Sociétés anonymes pour l'exploitation des gisemens miniers, des richesses du sous-sol. Les reconnaissances faites jadis par Richtoffen, et pleinement confirmées par les prospections des agens des diverses Sociétés fondées, avaient révélé des gisemens de charbon, de cuivre, de grès, etc. Un peu comme filiale du grand syndicat dont nous avons parlé tout à l'heure, à la fin d'octobre 1899, s'était créée, au capital de 15 millions de francs, la Société minière du Chantoung, en vue d'exploiter des concessions de mines déjà obtenues en même temps que celles qui seraient acquises ultérieurement. La concession première comprenait une zone s'étendant sur 15 kilomètres de large de chaque côté de la voie ferrée; bientôt, dans la région de Weihsien, on y rencontra une veine de charbon de 4 mètres d'épaisseur, et on a pu se mettre à

creuser des galeries d'exploitation en vue de recueillir du charbon très bon pour tous les usages, aussi bien pour les emplois domestiques que pour la chauffe des chaudières de marine. Tout de suite, la Compagnie avait traité avec la marine de guerre allemande, assurant une fourniture faite à 5 pour 100 au-dessous du prix courant du marché de Tsing-Tao. La Société minière s'était engagée, du reste, dès que son bénéfice dépasserait 5 pour 100, à faire des versemens à la colonie pour alimenter partiellement son budget.

Dans le courant de l'année 1909, l'extraction de charbon des mines de la Société dont il s'agit atteignait déjà 430 000 tonnes; en 1913, le chiffre correspondant a dépassé de beaucoup 550 000 tonnes; 50 000 tonnes au moins ont été vendues le long du chemin de fer; 170 000 tonnes se sont écoulées à Tsing-Tao, soit pour l'exportation, soit comme charbon de soute pour les bateaux fréquentant le port. Que l'on songe que 550 000 tonnes par an, c'est déjà le débit d'une exploitation minière d'importance.

Il ne semble pas que la seconde société créée, sous le nom de *Société allemande pour les mines et l'industrie à l'étranger*, ait été en rien comparable, comme activité, à la Société minière du Chantoung. Celle-ci est pour beaucoup dans la prospérité de la ligne ferrée. Le trafic de cette ligne ne dépassait guère 700 000 tonnes en 1909; il a pu s'élever à 827 000 tonnes en 1912, et dépasser 910 000 tonnes en 1913, beaucoup plus de la moitié de ce trafic se faisant de l'Ouest à l'Est, c'est-à-dire vers le port d'embarquement de Tsing-Tao. Pour le mouvement des voyageurs, il dépassait, en 1913, 1 317 000, au lieu de 1 230 000 seulement en 1912. Il est tout à fait curieux de remarquer la facilité avec laquelle les Chinois substituent, aux moyens de transport les plus primitifs, les transports perfectionnés, et deviennent des cliens fidèles de la voie ferrée, comprenant les avantages qu'elle leur assure. Notons en passant que la Compagnie de chemin de fer et la Société minière du Chantoung avaient fusionné et ne faisaient plus qu'une seule entreprise.

*
* *

La ligne ferrée du Chantoung et le port de Tsing-Tao ont su bénéficier, non pas seulement de ces exploitations nouvelles faites avec des capitaux européens, mais encore de ce que la

ville de Pochan, par exemple, est un véritable centre industriel, jouissant d'une réputation véritable dans le monde d'Extrême-Orient, abritant des fabriques de poteries, de verreries, qui se vendent au loin ; produisant également du vitriol vert, de l'oxyde de fer rouge, des émaux cloisonnés, etc. Telle autre vieille ville est, depuis un temps immémorial, un entrepôt pour la soie, la paille tressée, les huiles et les tourteaux, même les légumes divers, qui ont profité de la nouvelle ligne de communication pour s'exporter moins coûteusement. On ne s'imagine généralement pas tous les produits d'origine agricole, en particulier, que la Chine est susceptible de fournir aux consommateurs européens : aussi bien les arachides que les soies de porc, les cotons bruts, les cuirs, les nattes, les cheveux humains, les pongées, qui sont, il est vrai, de la matière première déjà transformée en tissus de soie indigènes, le suif et mille autres produits.

Les derniers rapports publiés par les Allemands, indiquaient l'état de choses très favorable qui régnait dans le territoire de Kiaou-Tchéou, en dépit de l'effet déprimant produit sur le commerce de toute la Chine par la période révolutionnaire que traverse depuis longtemps le pays. La population du territoire avait atteint 60 000 âmes, dont un très grand nombre étaient de riches marchands chinois; le prix des maisons s'était accru de la façon la plus caractéristique, notamment dans le voisinage du grand port. Des mesures fort habiles avaient été prises pour la réglementation des contrats commerciaux, en vue de garantir l'intérêt des maisons de commerce étrangères; les maisons de banque s'étaient multipliées à Tsing-Tao; il était bien typique e voir une grande compagnie américaine de machines à coudre créer une série d'agences de placement de machines dans toute la province et en particulier dans la région de Tsing-Tao. De même la vente des automobiles s'était puissamment développée, au moins parmi les Européens qui faisaient de bonnes affaires. Le commerce du coton brut avait une telle importance que la chambre de commerce allemande de Tsing-Tao était sur le point d'installer tout un matériel, pour traiter ce coton et le mettre en balles comprimées en vue d'une exportation facile sur l'Europe. Une puissante compagnie s'était fondée pour l'exportation des œufs indigènes, notamment vers les États-Unis. La demande du bois, des étoffes de coton de

toute sorte, du pétrole, du sucre, des cigarettes avait augmenté considérablement de la part du consommateur de l'intérieur. Une série de briqueteries indigènes ou européennes s'étaient fondées pour répondre aux besoins de plus en plus marqués de l'industrie de la construction.

Cette expansion du pays se traduisait forcément par un développement continu du mouvement commercial du port, et arrivait rapidement, comme nous l'avons déjà fait remarquer, à créer une concurrence redoutable pour les établissemens anglais et surtout pour le port de Tché-Fou.

Si nous consultons les statistiques commerciales du territoire, nous voyons que le total du mouvement était de 12 450 000 marks, autant dire quinze millions et demi de francs, durant l'année 1899-1900, l'exportation étant très au-dessous des importations, qui atteignaient à peu près huit millions de marks. Dès l'année 1992-1903, le total du mouvement commercial était de 38 millions de francs, dont 28 000 000 de francs aux exportations: on arrivait à 70 millions et demi en 1904-1905, et à 107 millions de francs durant l'année 1905-1906. Dès le début de la mise en exploitation du territoire, et comme conséquence du désir que les Allemands avaient d'en faire une puissante colonie, essentiellement allemande, on avait pu constater une prédominance énorme des navires allemands dans l'effectif des bateaux fréquentant le port de Tsing-Tao. Le fait est que, sur 182 vapeurs entrés dans ce port durant l'année 1899-1900, 140 étaient allemands, 22 anglais, 10 japonais, et, malheureusement, l'on ne comptait *pas un seul* vapeur portant pavillon français. On sait la rareté de ce pavillon dans les mers de Chine, où pourtant il aurait tant à faire, si nos armateurs le voulaient, si nos commerçans avaient poussé davantage les intérêts de notre commerce dans ces régions.

Pendant l'année 1904, la fréquentation du port a été considérablement supérieure : on y a vu passer 702 navires de toute espèce, dont 687 vapeurs ; le pavillon allemand couvrait cette fois quelque 400 bateaux, contre un peu moins de 200 pour le pavillon anglais; 2 navires français avaient pu être enregistrés. Une portion importante des échanges se faisant par le port appartient à la navigation côtière et de cabotage; on réexporte des ports de la Chine, sur le port de Hong-Kong, une partie des marchandises indigènes introduites à Tsing-Tao. Il est à noter

que les Japonais, très rapidement, se sont assuré une place assez sérieuse dans le commerce de Tsing-Tao ; et cela a sans doute contribué puissamment à les faire désirer en expulser les Allemands.

La valeur brute des importations dans le territoire de Kiaou-Tchéou atteignait 90 millions de francs en 1912, ce qui accusait une augmentation très sensible sur l'année précédente. La valeur totale du commerce du port dépassait un peu 210 millions. Il s'en faut de beaucoup que ce commerce se fasse le plus souvent directement avec les pays étrangers; les marchandises qui arrivent se sont fréquemment entreposées dans des ports intermédiaires : ce qui cause des difficultés très grandes, quand on veut se rendre compte de la part que tiennent les divers pays dans le commerce d'importation ou d'exportation de ce territoire. Il ne faut pas du reste se fier aux pavillons, pour obtenir une répartition de ce genre dans le mouvement commercial : souvent le pavillon britannique, par exemple, abritera des marchandises qui viennent de tout autre pays que l'Angleterre. Pendant l'année 1913, le port de Tsing-Tao a vu entrer 939 navires, représentant un tonnage, c'est-à-dire un cube, de 1 323 000 tonneaux de jauge. Dans cet ensemble, le pavillon allemand couvrait 572 000 tonneaux et 331 navires; la part de la Grande-Bretagne étant de 257 navires pour 422 000 tonneaux, et le pavillon japonais abritant 260 navires et 223 000 tonneaux de jauge. La part ridicule du pavillon français a été seulement de 4 navires pour 13 000 tonneaux.

Le seul moyen de se rendre compte (et encore de façon fort inexacte) des relations des différens pays avec le port de Tsing-Tao et la province du Chantoung, autant que ces relations se font par transports maritimes, serait de considérer ce que l'on appelle le commerce direct, les échanges qui ne se font pas par transbordement. On trouverait alors, en toute première ligne, le Japon : aux importations, par exemple, pour quelque 21 millions de francs, sur un ensemble de moins de 60 millions, provenant de tous les pays. La seconde place seulement appartient à l'Allemagne, avec un peu plus de 10 millions; les États-Unis viennent avec un chiffre assez comparable. Pour la part de la Grande-Bretagne, il est assez dangereux de totaliser les chiffres de Hong-Kong avec ceux de la Grande-Bretagne proprement dite, étant donné qu'une des caractéristiques du

port de Hong-Kong est précisément d'être port de transbordement. On ne peut donc pas être assuré que les marchandises qui sont signalées comme faisant l'objet d'un trafic direct avec cet immense emporium sont de fabrication anglaise, proviennent de l'industrie même de Hong-Kong ou de la Grande-Bretagne. La France, dans ses importations directes, ne vient que pour un chiffre minime de moins de 40 000 francs; mais il ne faut pas perdre de vue, encore une fois, que les échanges avec notre pays ou avec d'autres peuvent être extrêmement importans, sans mériter d'être classés dans les importations directes. Ce sont des échanges qui se font par l'intermédiaire de ports de transbordement, qui sont dénationalisés, par le fait qu'ils viennent sous pavillon étranger. Toujours dans ce commerce direct, le total de l'exportation spéciale atteint à peu près 38 millions de francs pour la dernière année dont il soit possible de se procurer les statistiques. On est tout étonné de constater que, cette fois, la part de la France est énorme; elle représente à peu près 18 millions de francs. Cela s'explique par ce fait que beaucoup de navires, n'appartenant point au pavillon français, chargent directement vers un de nos ports, notamment Marseille, la matière première indispensable à certaines de nos grandes industries, qu'il s'agisse de soie, qu'il s'agisse d'huiles. Dans les exportations directes, l'Allemagne tient la seconde place, tout comme pour les importations directes, mais pour un chiffre d'environ 9 millions seulement. Cette fois, la part du Japon est assez faible, quelque 3 millions et demi. Pour la Grande-Bretagne, elle n'atteint pas un chiffre très notablement supérieur à celui de la petite Belgique, qui avait réussi à se faire une place importante en Extrême-Orient. Il faut dire que ces statistiques peuvent être et sont effectivement profondément influencées par l'état politique du pays, et peuvent, en conséquence, manifester des différences très marquées d'une année à l'autre. La Russie n'a point été sans mettre à profit la puissance du port de Tsing-Tao, et, au commerce direct notamment, on la trouverait pour plusieurs millions de francs de valeurs d'importation et d'exportation.

Quelle qu'ait pu être la place rapidement prise par les Japonais dans le commerce d'importation et d'exportation de Tsing-Tao, et celle que les négocians anglais d'Extrême-Orient avaient su y occuper, il est certain que les Allemands étaient arrivés

très vite à faire, de leur territoire de Kiaou-Tchéou, une sorte d'exutoire de la province du Chantoung; et leurs succès s'accusaient par l'influence défavorable que le voisinage de Tsing-Tao avait eue sur le grand port de Tché-Fou. Ces succès étaient dus, comme toujours, aux améliorations techniques, économiques, introduites par les Allemands sur ce point de la côte de la Chine; à la réussite de leur chemin de fer mettant en relation l'intérieur de la province avec le littoral. C'est l'occasion de se rappeler un mot par lequel M. B. Von Kœnig terminait l'étude qu'il publiait en 1907 sur les colonies allemandes. Il disait et estimait que « le chemin de fer est plus puissant que le canon. » C'était évidemment au canon, à la violence, aux menaces, à la force brutale que les Allemands avaient dû la conquête matérielle de la baie de Kiaou-Tchéou et de son territoire, en même temps que de la zone neutre; en même temps aussi que les concessions que le gouvernement chinois leur avait faites plus ou moins bénévolement; mais c'étaient seulement des facteurs économiques qui leur avaient valu une situation commerciale très enviée et très enviable.

Bien entendu, dans cette partie de la Chine comme dans tout le reste de l'Extrême-Orient ou de l'Océanie, ils n'avaient point en vue que des résultats économiques; ils étaient animés de cet esprit de domination tyrannique qui a été la cause véritable de la guerre de 1914, et qui les a menés où ils en sont à l'heure actuelle.

Après les efforts heureux qu'ils avaient poursuivis dans une partie de l'Empire chinois, après le rêve qu'ils avaient caressé longtemps de faire du territoire de Kiaou-Tchéou le centre d'une véritable Allemagne asiatique, le réveil a dû être cruel, quand les forces alliées des Japonais et des Anglais ont réussi à supprimer leur domination militaire, commerciale, économique, industrielle, sur le vaste territoire dont ils avaient réussi déjà à tirer un si beau parti.

DANIEL BELLET.

# LES
# GRANDES QUESTIONS DE DEMAIN

Tant que durera la guerre, il faudra faire un réel effort pour penser à autre chose qu'à la guerre elle-même ; mais, s'il est impossible, en ce moment, de détourner les yeux du front, on peut, sans changer la direction du regard, le prolonger au delà et envisager l'avenir sous l'angle du présent. Les guerres les plus longues ne sont que des crises passagères. Quand la voix du canon se sera tue, quand le nuage de sanglante fumée qui barre l'horizon se sera dissipé, quel tableau s'offrira à nos yeux ? Que sera la France de demain ? Les destinées d'un peuple libre dépendent surtout de lui-même : se demander quelle sera la France de demain, c'est se demander ce qu'elle voudra, ce qu'elle doit vouloir être.

Tel est l'objet de cette étude. qui n'est pas un article de polémique, encore moins une œuvre de parti, et où nous essaierons simplement de grouper et de mettre en lumière des idées qui sont actuellement communes à la plupart des bons Français. Ces fils d'une même patrie, hier encore si divisés, si dispersés moralement, n'ont été ni abattus, ni même ébranlés par la formidable secousse qui les a au contraire remis debout et rapprochés les uns des autres. Le navire est menacé, et, de même que dans la tempête le grondement de l'Océan étouffe tout autre bruit, dans la tourmente actuelle tous les cris discordans se sont tus, et l'on n'entend plus qu'une voix : la grande voix de la conscience nationale. Elle ordonne à toutes les énergies d'aspirer au même but et à tous les cœurs de battre à l'unisson : elle le leur ordonne, non seulement pour aujour-

d'hui, mais aussi pour demain. Ce sont ces aspirations, ces battemens que nous voudrions noter dans les pages qui vont suivre.

## LA QUESTION SOCIALE

On a dit quelquefois qu'il n'y avait pas *une* question sociale, mais une série de problèmes sociaux qu'il convenait de séparer les uns des autres pour les résoudre successivement. Nous ne saurions partager cette manière de voir. Sans doute ce n'est pas là une de ces questions que l'on puisse trancher en bloc et d'un seul coup, mais il ne faut pas isoler les uns des autres les termes du problème et, pour arriver à une solution satisfaisante, on doit les étudier avec des vues d'ensemble à la lumière d'un principe commun.

Pour nous, la question sociale peut se ramener à une idée unique : la répartition équitable des avantages et des charges de la société entre ses membres. Si cette notion est exacte, on voit qu'elle déborde l'ancienne devise : Liberté, Égalité, Fraternité, en y ajoutant un élément encore supérieur : l'idée de justice. La réalisation de cette idée, qui suppose un pouvoir répartiteur puissant, impartial et éclairé, n'est pas forcément liée à telle ou telle forme de gouvernement, mais il faut reconnaître qu'elle puise une grande force et de particulières facilités dans la forme démocratique. Là où le peuple, c'est-à-dire le plus grand nombre commande en maître, il semble qu'aucun obstacle ne puisse entraver la mise en œuvre d'un programme qui a précisément pour but l'amélioration du sort du plus grand nombre, Mais de ce que le peuple n'a pas d'autorité positive au-dessus de lui, il ne s'ensuit pas que son pouvoir soit absolu, car il peut se heurter à des lois naturelles et à des forces économiques qui résistent à sa force et paralysent ses lois. Non ! malgré sa souveraineté nominale, le législateur issu du suffrage universel ne peut pas distribuer à son gré la fortune, pas plus que la santé et le bonheur. Il faut en prendre son parti, les bonnes réformes sociales, les réformes durables ne peuvent résulter que de la collaboration des lois et des mœurs : quand des lois interviennent d'une façon brutale et maladroite dans l'organisme social, elles risquent de fausser les rouages et d'ar-

rêter le mouvement. On pourrait écrire un volume et des plus suggestifs sous ce titre : « les lois mortes, » où l'on verrait, ensevelies pêle-mêle, dans la même poussière, les plus creuses rêveries, les utopies les plus fausses et parfois les idées les plus justes et les plus généreuses : il leur a manqué pour vivre simplement ceci : le consentement de ceux pour qui elles avaient été conçues.

Or, ce qu'il y a de caractéristique et de consolant dans la crise actuelle, c'est qu'elle a étouffé les mauvais sentimens qui, soit en haut, soit en bas de l'échelle sociale, se rebellent contre l'idée de justice et opposent un obstacle insurmontable aux meilleures réformes. Ces sentimens, nous ne les connaissons que trop : c'est, en haut, l'égoïsme et l'indifférence ; en bas, la haine et l'envie. Inutile d'insister, n'est-ce pas? ces quatre mots résument bien et expliquent l'histoire des luttes stériles et des convulsions des peuples à la poursuite de l'idéal de justice. Eh bien! à la minute où nous vivons, minute peut-être unique dans nos annales, nous voyons abdiquer les égoïsmes les plus endurcis et désarmer les haines les plus tenaces et, par là même, disparaît le plus gros obstacle au progrès social. Qui donc oserait parler aujourd'hui de guerre de classes? Ces mots ne nous révoltent même plus, car ils n'ont plus de sens à l'heure où le riche et le pauvre, fraternellement unis, soumis aux mêmes privations et aux mêmes dangers, luttent contre l'ennemi qui attire toutes leurs colères et absorbe toute leur faculté de haïr. Les chefs du socialisme français doivent reconnaître l'erreur qu'ils ont commise en cherchant leur point d'appui à l'étranger : ils sentent qu'à tout jamais les liens qui les unissaient à ces faux frères du dehors sont brisés, et ils s'en consolent sans doute en songeant qu'il sera plus naturel et plus facile de s'entendre avec leurs frères de France, avec ces frères qu'ils considéraient comme ennemis, parce qu'ils les jugeaient mal et qui, peut-être, ne se connaissaient pas bien eux-mêmes. Voyez ces riches qui, hier encore, accueillaient avec une méfiance chagrine toute réforme pouvant menacer, même légèremont, leurs intérêts ; quel changement dans leurs préoccupations! quelle révolution dans leur mentalité! Beaucoup, qui ont passé ces dernières années à trembler en prévision de la moindre atteinte qui pourrait être portée à leurs revenus, ont vu, sans une plainte sinon sans un regret, sombrer une

partie de leur capital; ils ont assisté impassibles à la ruine de leurs usines, au bombardement et à l'incendie de leurs maisons et, dans un cataclysme qui menace d'engloutir leur fortune, ils se sont noblement détachés de cette fortune si précaire pour placer plus haut leur idéal, le but et l'honneur de leur vie. A quelque milieu qu'elle appartienne, commerce, industrie, banque, agriculture, toute richesse acquise a subi, par le fait de la guerre, une profonde atteinte; ce qui peut en rester, dépouillé de l'appui des lois, menacé par des règlemens restrictifs, rogné par le *moratorium*, n'est point pour exciter l'envie. L'argent est détrôné : beaucoup n'en ont plus et, parmi ceux qui en possèdent encore, les uns le donnent, les autres le cachent, mais nul ne l'étale et personne n'en est plus fier. Dans ce brusque nivellement qui a opéré en quelques mois de tels changemens, et qui a transformé la société française, le sentiment qui domine, c'est un besoin général d'union, un souffle ardent et profond de solidarité. Le mot est tellement *adéquat* à la situation qu'il semble avoir été fait pour elle. En somme, de la mise en commun des anxiétés, des espoirs, des énergies, des sacrifices, se dégage une unité admirable, telle qu'aucun peuple n'en a jamais connu et qui est comme le rayonnement de l'âme de la France! C'est là ce qui nous donne une confiance absolue dans l'issue de la lutte, et c'est là aussi ce qui restera comme un précieux prolongement de la victoire. Car on profitera de ce merveilleux élan national pour résoudre les problèmes sociaux dans un esprit de sincère justice et de généreuse fraternité.

L'œuvre est déjà assez avancée, et l'ensemble des lois sociales élaborées sous la troisième République forme un monument d'une assez vaste structure, mais qui est loin d'être parfait :

Lois de *liberté* et d'émancipation des travailleurs, notamment la loi sur les syndicats étayée sur les lois qui ont libéré les associations et les réunions publiques;

Lois de *protection* réglementant les conditions du travail, assurant l'hygiène des ateliers, prenant des mesures spéciales pour ménager les forces des femmes et des enfans;

Lois d'*assistance* aux malades, aux vieillards, aux femmes en couches, aux familles nombreuses, comprenant dans un immense réseau de secours toutes les formes de la misère humaine;

Lois de *prévoyance*, spécialement les lois sur les caisses des ouvriers mineurs, les pensions des employés de chemins de fer et la grande loi du 5 avril 1910 sur les retraites ouvrières.

L'intervention de l'État s'est affirmée dans toutes ces lois d'une façon très nette et parfois imprudente : plusieurs d'entre elles ont donné lieu à des abus qui ont été justement signalés et à des difficultés d'application qui sont loin d'être résolues; il semble donc qu'avant d'élaborer des lois nouvelles dans le même sens, il serait sage de se préoccuper d'abord d'améliorer et d'appliquer les lois déjà votées, en tenant compte des leçons de l'expérience.

Nous apercevons néanmoins trois ordres de mesures législatives urgentes, et qui seraient vraiment des lois de salut social :

La première consisterait à maintenir purement et simplement et à rendre définitives les prohibitions par lesquelles le gouvernement a cherché à enrayer les progrès de l'alcoolisme. Une telle loi équivaudrait au gain d'une bataille, car ce fléau prive annuellement la France d'un contingent d'hommes valides supérieur à un corps d'armée. Nous espérons que les représentans du pays, qui n'avaient pas eu le courage nécessaire pour voter cette loi, n'auront pas la faiblesse de revenir sur des décisions inspirées par le souci des intérêts vitaux de la nation. Ce ne serait pas la peine d'arracher celle-ci aux ennemis du dehors, si on la laissait procéder elle-même à son suicide physique, intellectuel et moral.

La deuxième réforme, dont M. Millerand a pris l'initiative et dont il reste l'apôtre convaincu, donnerait aux syndicats ouvriers la plénitude de la capacité civile. Non seulement cette mesure augmenterait la force et les moyens d'action des syndicats, mais elle pourrait avoir une influence des plus heureuses sur leur orientation et contribuerait à les soustraire aux suggestions révolutionnaires. Si les syndicats devenaient des capitalistes, ils sentiraient probablement fléchir leur prévention contre la richesse acquise : ce capital serait pour eux le commencement non seulement de la fortune, mais aussi de la sagesse, et les patrons avisés ne devraient pas hésiter, dans leur propre intérêt, à se faire les premiers bailleurs de fonds des caisses syndicales.

Une troisième loi non moins importante, préparée depuis

plus de dix ans par le Conseil supérieur des sociétés de secours mutuels, aurait pour but de permettre à ces bienfaisantes institutions d'étendre leur action et de remplir complètement leur mission économique et sociale. Il ne s'agirait pas d'ailleurs d'une loi nouvelle, mais d'une mise au point de la loi du 1er avril 1898, qui est, comme on le sait, la charte actuelle de la mutualité. Les propagateurs les plus zélés du mouvement mutualiste ont souvent constaté avec un vif regret toutes les difficultés qui s'opposent à ce qu'ils pénètrent dans les milieux ouvriers les plus humbles, précisément ceux où leur intervention serait le plus utile. Mêler l'effort mutualiste à l'action syndicale, comme l'avait d'ailleurs prévu la loi de 1884, ce serait faire faire un pas immense à la question sociale. Il appartient aux pouvoirs publics de favoriser un résultat si désirable, et, pour cela, ils auraient à envisager les mesures suivantes :

Procéder tout d'abord à la mise au point dont nous parlions plus haut de la loi sur les sociétés de secours mutuels et la débarrasser des quelques dispositions contre lesquelles les mutualistes sont unanimes à protester; faire à la mutualité une part plus large dans l'application des lois de prévoyance où elle peut être un auxiliaire si utile, augmenter sa participation à l'exécution de la loi des retraites ouvrières, la choisir nettement comme l'instrument de la retraite-invalidité; enfin, se montrer plus large dans l'allocation des subventions, qui sont aujourd'hui si parcimonieusement mesurées aux sociétés de secours mutuels. Si l'on veut bien réfléchir, on constate que l'argent donné par le Trésor à la mutualité est une simple avance, un placement de père de famille, car toute extension des sociétés de secours mutuels allège d'autant les charges de l'Assistance publique, et il est à la fois plus normal, plus juste et plus économique d'encourager la prévoyance que d'avoir à secourir la misère.

Nous croyons en somme que, pour la solution du problème social, il faut compter avant tout sur le développement des associations libres soutenues par l'aide généreuse de l'État et que, sans renoncer pour toujours à de nouvelles améliorations légales en faveur des travailleurs, on devrait faire confiance aux initiatives privées dont l'action a déjà été si féconde et dont on peut encore beaucoup attendre. Enfin on ne saurait se lasser de répéter, — surtout à un moment où l'on a quelques chances

d'être entendu, — que le problème n'est pas unilatéral et que sa solution exige l'entente entre le capital et le travail. A ceux qui pourraient en douter encore, la crise actuelle démontre que l'appauvrissement des riches ne fait pas l'enrichissement des pauvres. Le dernier mot de la sagesse pratique, en matière sociale, est encore le vieil axiome de « l'harmonie des intérêts » et l'un des élémens essentiels du progrès démocratique, c'est la prospérité économique et financière.

Jetons maintenant les yeux de ce côté, et voyons quelle sera, à cet égard, après la guerre, la situation du pays.

### LA SITUATION ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE

Deux facteurs inégalement importans, tristes legs tous les deux de nos revers, ont affecté assez sérieusement les finances et la prospérité de la France, depuis 1870. L'indemnité de guerre de cinq milliards, quoiqu'elle ait été facilement payée, a laissé derrière elle le poids mort d'un véritable accroissement des arrérages de la dette; le régime de faveur résultant pour l'Allemagne du traité de Francfort a lourdement pesé depuis un demi-siècle sur notre régime douanier et gêné la liberté de nos négociations avec les autres États. Espérons qu'après le traité... de Bruxelles, voulez-vous? — la situation sera renversée à notre profit. Nous reprendrons nos cinq milliards, avec les intérêts composés, et, profitant de notre liberté économique heureusement reconquise, nous essaierons de rétablir notre ancienne supériorité industrielle et commerciale. Sur ce point, avouons qu'il y a beaucoup à faire.

Les amis de l'Allemagne, — nous en étions aussi infestés que de ses espions, — ont mené ces dernières années une campagne des plus actives pour que personne n'ignorât sa suprématie dans le domaine économique. Quel concert de louanges en l'honneur du puissant, du riche, du méthodique, de l'incomparable Empire! On y insistait trop pour qu'il y eût là simplement l'énoncé d'un fait; il y avait aussi une tactique. Les germanophiles faisaient complaisamment ressortir les chances de gain que de tels atouts mettaient dans le jeu de l'Allemagne en cas de conflit armé. L'inéluctable conclusion était la nécessité de s'entendre avec un voisin si bien outillé et si redou-

table, de s'entendre à tout prix..., même au prix de l'abandon de nos droits les plus sacrés et de nos plus chères espérances. L'honneur de notre génération a été de résister à ces honteuses suggestions, estimant qu'il y a une chose pire que la douleur de la défaite, c'est la lâcheté de la résignation.

Il faut pourtant reconnaître que, dans ces éloges hyperboliques décernés à nos ennemis, il y avait une part de vérité. Pendant quarante ans, ce peuple rapace, ce parvenu de la fortune, aiguillonné par un orgueil fanatique, a accumulé, en même temps que les plus redoutables instrumens de mort, tous les instrumens de la vie industrielle et commerciale. Des milliers d'usines, d'ateliers, de fabriques sont sortis de terre; d'innombrables voies ferrées ont sillonné le vaste empire; des centaines de vaisseaux ont promené le pavillon allemand sur toutes les mers. De cet outillage formidable, de cet immense effort, a surgi, lourd et imposant comme la *Germania* elle-même, le colosse industriel dont on peut mesurer la grandeur par un chiffre : 24 milliards d'exportation. Quelques-uns disaient bien qu'à côté de cette prospérité apparente on pouvait noter des signes inquiétans : tous les bénéfices étaient au fur et à mesure engagés dans des affaires nouvelles, et les réserves ne paraissaient guère proportionnées à l'importance des capitaux risqués dans des entreprises aléatoires. Il y a peu de temps, une crise générale, qui ne fut liquidée qu'avec de grosses pertes, avait suscité de vives inquiétudes et fait entendre un premier son d'alarme. Cette masse reposait-elle sur une plate-forme vraiment inébranlable ? Le colosse n'avait-il pas des pieds d'argile? Mais on répondait que l'industrie allemande avait comme sauvegarde la solide armature de sa puissance militaire : si de nouvelles crises venaient à surgir, on aurait un moyen infaillible de les résoudre : la victoire !

Voyons ce qui en est aujourd'hui. En quelques semaines, plus de quatre cents bâtimens allemands ont été capturés; l'Allemagne a perdu ses colonies et les points d'appui de sa flotte; la maîtrise de la mer appartient sans conteste aux Alliés : les routes de l'Océan conduisant les matières premières en Allemagne et en ramenant les produits fabriqués sont barrées : le commerce extérieur allemand est d'ores et déjà frappé de mort. Bientôt ce seront de nouveaux désastres et de nouvelles ruines. Sur mer, le blocus se resserrera de plus en plus; sur

terre les usines de Silésie payeront, — compensation bien insuffisante, — pour Reims et pour Louvain. Il faut que l'Allemagne soit non seulement battue sur terre, dans l'air et sur mer, par nos canons, nos aéroplanes et nos vaisseaux, mais aussi battue et dépossédée par nos industriels et nos commerçans sur le champ de bataille économique. C'est là une heure décisive dont les intéressés doivent profiter sans perdre de temps : il faut qu'ils s'installent et se préparent pour chasser les Austro-Allemands des marchés du monde. En pareille occurrence, on peut compter sur l'intelligence et l'esprit d'initiative de nos compatriotes; mais, pour réussir, ils ont besoin d'un levier indispensable : l'argent. Or, on sait quelle disette d'argent a été produite par le régime dit du *Moratorium*. Cet expédient a peut-être été nécessaire au début pour prévenir une crise plus redoutable; mais les mesures prises ont dépassé le but et, en tout cas, elles ne sauraient être prolongées sans de graves dangers pour l'activité et la prospérité nationales. Certains financiers, heureux d'échapper aux conséquences de leurs imprudentes spéculations, s'en accommodent aisément : il y a même des commerçans et des industriels qui les supportent sans trop de peine : leurs usines, leurs ateliers sont fermés, ils vivent sur leurs réserves, n'ayant à payer pour le moment, ni leurs ouvriers, ni leurs loyers, ni leurs échéances. Mais ceux qui voudraient contribuer à la reprise des affaires, ceux qui cherchent à remédier au chômage en restaurant le travail, sont cruellement embarrassés. Il ne leur est même pas possible de continuer leur industrie ou leur commerce ordinaires, faute de capitaux, comment pourraient-ils augmenter leur production, tenter d'autres entreprises, créer de nouveaux débouchés? Il y a là une question extrêmement grave et ces considérations pèseront sans doute dans la balance du Gouvernement, quand il aura à examiner de nouveau ce problème.

Après la situation économique, si nous examinons la situation financière de demain, nous ne pouvons pas évidemment prendre pour base le programme classique : ni impôts nouveaux, ni emprunt. Même en escomptant une forte indemnité de guerre, il sera difficile d'équilibrer nos recettes et nos dépenses sans recourir à la fois à l'emprunt et à l'impôt. Jusqu'à présent, grâce à l'admirable trésor de guerre constitué par l'encaisse de la Banque de France, l'État a pu faire face aux néces-

sités de la défense nationale qui, en quelques mois, ont majoré de plusieurs milliards les dépenses prévues au budget de 1914 : ce merveilleux résultat témoigne de la souplesse et de la résistance de nos rouages financiers. Le succès de l'émission des bons du Trésor, qui ont atteint rapidement près de trois milliards, est aussi un symptôme rassurant pour la réussite du futur emprunt. Il serait prématuré de chercher à en prévoir, dès aujourd'hui, les modalités et les conditions, mais nous envisageons, sur ce point, l'avenir avec confiance. Nous pouvons compter, en effet, non seulement sur la participation de nos nationaux dont l'épargne secouera joyeusement ce jour-là la poussière des bas de laine, mais aussi sur le généreux concours de nos alliés. Depuis le début de la guerre, les contingens britanniques ne cessent de nous arriver ponctuellement; pour la bataille financière, nous attendons « la cavalerie de Saint-Georges. »

A côté de la question de l'emprunt se posera immédiatement celle des impôts : impôts à supprimer, à transformer, à créer. Le ministère des Finances, qui a le sentiment des réalités, ne choisira pas cette occasion pour se livrer à des expériences fiscales. Nous supposons qu'avant de supprimer des impôts qui ont fait leurs preuves il s'assurera du rendement de ceux que l'on voudrait y substituer. Dans le choix à faire entre les différentes taxations, il écartera les considérations d'ordre purement théorique et ne laissera pas mêler imprudemment la question financière à la question sociale. Nous l'avons affirmé plus haut, le législateur n'a pas le pouvoir de corriger les inégalités naturelles : il n'a pas davantage, — cette affirmation surprendra peut-être, — le pouvoir de faire payer l'impôt par qui il veut. Nous entendons bien qu'en établissant une taxe, il peut désigner le redevable auquel s'adressera le fisc, mais comment empêcher celui qui fait ainsi l'avance de l'impôt de le rejeter sur son voisin? En matière d'*incidence* des contributions, ce n'est pas la loi du Palais-Bourbon qui est souveraine, c'est la loi de l'offre et de la demande. De telle sorte qu'on aura beau baptiser un impôt nouveau : taxe sur les riches, rien ne démontre que ce ne seront pas les pauvres qui en supporteront définitivement le poids. C'est ce qui s'est passé quand on a voulu augmenter l'impôt des propriétés bâties, qui est retombé sur les petits locataires.

Un autre préjugé dont le législateur devra se débarrasser, quand on procédera à la revision de notre système fiscal, c'est l'ostracisme absolu décrété en bloc contre les contributions indirectes. Que l'on médite l'exemple des octrois qui, après avoir été supprimés dans certaines villes, ont été presque partout rétablis par les mêmes municipalités, avec de fortes majorations pour combler les vides causés par leur suppression. Qui peut répondre qu'en 1915 la rentrée des impôts directs se fera facilement et normalement? N'ayons donc point de parti pris et soyons prêts à accepter sans murmurer tout impôt qui sera modéré, productif et facile à percevoir.

Enfin, nous espérons bien ne plus entendre parler, à la veille d'un emprunt important, de l'impôt sur la rente : ici, quoi qu'on fasse, l'incidence est fatale. Celui qui en définitive supportera l'impôt, ce n'est pas le rentier, c'est le crédit public, c'est l'État auquel les prêteurs feront durement sentir leur mécontentement et leur méfiance.

Ceci dit pour les recettes publiques, on peut se préoccuper aussi des dépenses et chercher à les réduire au moyen de réformes d'ordre administratif.

## LA RÉFORME ADMINISTRATIVE

Le point de vue des économies n'est pas précisément celui où s'est placé le plus souvent le législateur de ces dernières années pour régler l'organisation administrative du pays. La raison en est bien simple, c'est que la plupart des réformes ont été inspirées par les fonctionnaires et faites surtout dans leur intérêt. On ne peut nier que pendant longtemps la situation des agens de l'État, surtout celle des petits et des plus nombreux, a été à la fois précaire et misérable. Précaire, car dans bien des cas leur nomination, leur avancement, leur révocation n'étaient soumis à aucune règle, ce qui les livrait sans défense à l'arbitraire de leurs chefs ou plutôt, ce qui était pire, des influences qui pesaient sur leurs chefs; misérable, car les employés de l'État, tenus à un certain décorum, étaient les plus mal rétribués de tous les travailleurs. Leurs revendications étaient donc justes en principe et elles ont fini par être entendues. On a réglementé leur entrée et leur avancement dans les cadres et on a aug-

menté assez sensiblement leurs émolumens en même temps qu'on leur donnait des garanties contre les abus de pouvoir dont ils seraient victimes. Les fonctionnaires ont d'ailleurs usé énergiquement des armes qu'on leur mettait entre les mains, et de nombreux recours au Conseil d'État ont, souvent, abouti à la réformation des actes qui avaient lésé leurs droits. Dans cette campagne ardemment menée, ils ne se sont pas toujours montrés eux-mêmes très scrupuleux sur la légalité des moyens qu'ils employaient; c'est ainsi qu'ils se sont irrégulièrement servis des dispositions de la loi du 21 mars 1884 qui n'avait certes pas été faite pour présider aux rapports entre l'État et ses agens : allant jusqu'au bout de leur soi-disant droit syndical, quelques-uns n'ont pas hésité à s'affilier à la Confédération générale du travail. Cette alliance entre l'administration et l'anarchie prêtait à rire au public, mais elle ne pouvait être du goût du Gouvernement, qui voyait ainsi violer la loi par ceux-là mêmes qui ont pour mission de la faire respecter. Il fallait donc sévir, et on a sévi... de temps à autre; mais, en réprimant les abus, on s'est préoccupé de donner satisfaction à ce qu'il pouvait y avoir de juste dans ces aspirations vers le syndicalisme. Un projet de loi sur le statut des fonctionnaires élaboré avec soin va prochainement régler la situation en définissant exactement leurs droits et leurs devoirs : on ne peut regretter qu'une chose, c'est que l'on n'ait pas adopté plus tôt le projet préparé en 1907 par le ministère Clemenceau, qui aurait coupé court aux désordres dont l'Administration n'a eu que trop à souffrir pendant ces dernières années.

Quoi qu'il en soit, le statut va donner satisfaction aux fonctionnaires. Il y a, en face, le point de vue des contribuables, qui n'est évidemment pas le même, mais qui n'est pas inconciliable avec lui. Ce qui frappe les contribuables consciens,... et il y en a, c'est que notre immense et lourde machine administrative, plus que centenaire, est à la fois trop compliquée et trop coûteuse et qu'à un pays transformé par tous les progrès modernes, il est temps d'adapter un organisme administratif plus neuf, plus simple, et moins dispendieux. La division de la France en départemens, en arrondissemens et en communes remonte, on le sait, à 1789 : toute l'administration française a été organisée en l'an VIII sur cette base territoriale, et, depuis, on n'y a guère touché que pour créer des emplois nouveaux. Jamais on ne

persuadera à un homme sensé, dégagé de tout intérêt personnel et isolé des sophismes politiques, que, dans un pays qui a des chemins de fer, des télégraphes et des téléphones, il est nécessaire, pour la même étendue de territoire, d'entretenir le même nombre de fonctionnaires qu'à l'époque où l'on voyageait en diligence et où une lettre, — seul mode de correspondance connu, — mettait huit jours pour aller de Calais à Marseille. Or, tous les fonctionnaires en surnombre sont une double ruine pour le pays, puisque, d'une part, il faut les payer et que, d'autre part, ce sont des cerveaux et des bras enlevés à l'agriculture, au commerce, à l'industrie.

Ces considérations sont trop évidentes pour ne pas avoir frappé souvent les hommes d'État ; mais, quand on a voulu réaliser la réforme, on s'est toujours brisé contre la coalition des intéressés et des influences de clocher. Il s'est rencontré pourtant un président du Conseil qui, il y a une vingtaine d'années eut le courage de constituer une Commission dite de décentralisation, avec mission de rechercher les simplifications et les économies que pouvait comporter notre organisation administrative. Parmi les membres de la Commission, il y en eut une dizaine qui eurent la fantaisie de travailler sérieusement. Au bout d'un an, ils avaient élaboré un plan de réformes hardies et pratiques qui eût abouti assez rapidement à de réelles économies. Les circonstances n'ont pas permis jusqu'à présent de réaliser les vœux de la Commission : celle-ci est depuis longtemps dissoute, mais son œuvre subsiste encore; si quelqu'un de nos lecteurs était curieux de consulter ces projets et documens, nous pouvons lui indiquer la retraite où ils ont été confinés, loin des yeux du public : par une sorte d'ironie, le Gouvernement a décidé que les archives de la Commission de décentralisation seraient versées au Conseil d'État, et les sceptiques n'ont pas manqué de rappeler que le Conseil d'État passe pour être la « forteresse de la centralisation, » le mot est d'un décentralisateur fameux, M. Raudot. Nous pouvons affirmer pourtant que, parmi les membres du Conseil, il s'en trouverait plus d'un pour défendre un plan de réformes qui allégerait les charges de l'État, tout en rajeunissant et en fortifiant l'administration française. Le moment ne va-t-il pas être opportun? En 1915, il est probable qu'on modifiera profondément la carte d'Europe : excellente occasion pour refondre la carte de France. Malheu-

reusement, on risque de se heurter à l'obstacle signalé plus haut, à cet esprit de clocher qui est bien, lui, la forteresse de toutes les routines et de tous les abus. Mais il ne faut pas désespérer d'en venir à bout.

Veut-on ici nous permettre une brève et discrète incursion sur le terrain politique? Tout le monde aujourd'hui, sous la pression des événemens, reconnaît qu'il y a des momens où le salut du pays exige la prédominance de l'intérêt général sur toutes les coteries locales. Avec un léger effort de bon sens et de désintéressement, on arrivera à admettre que ce point de vue, qu'on accepte comme exceptionnel et temporaire, doit survivre à la crise qui en a démontré l'existence.

Il y a des vérités qu'on aperçoit plus nettement en temps de guerre, mais qui sont des vérités de tous les temps. Voilà ce qu'on se dira demain. De là à rechercher un mode de scrutin qui ne permette plus aux intérêts locaux de se liguer contre l'intérêt général, il n'y a qu'un pas, et on le franchira. Peut-être même, une fois aiguillé dans cette voie, reconnaîtra-t-on que, dans un régime démocratique, autant et plus que dans tout autre, il faut maintenir le principe de la séparation des pouvoirs. Or ce principe suppose que le pouvoir exécutif doit être, sinon indépendant, au moins distinct du pouvoir parlementaire. Dans une machine bien réglée, il faut un moteur et un frein : le frein, c'est le pouvoir parlementaire; le moteur, c'est le Gouvernement. Personne n'oserait affirmer que cette règle de bon sens ait toujours été observée avant la guerre, et l'immixtion du Parlement dans les attributions essentielles du Gouvernement a souvent été une cause d'erreurs, de désordres, de fautes dont nous portons encore aujourd'hui le poids. Depuis la guerre, on ne s'est pas trop mal trouvé d'avoir laissé une grande liberté d'allure et d'action à ceux qui ont la responsabilité du pouvoir et qui exercent, grâce à l'état de siège, une sorte de dictature. Après la paix, chacun reprendra sa place : on restituera aux citoyens leurs libertés et au parlement son autorité légitime. Souhaitons qu'on réserve aussi la part légitime du Gouvernement, pour qu'il puisse prendre la direction des affaires du pays et réaliser les réformes nécessaires. Ainsi la République sortirait grandie et fortifiée d'une crise qui aurait été pour la nation et pour elle-même une crise de croissance.

Nous voudrions maintenant dire un mot d'une question qui

n'est pas à proprement parler politique, quoiqu'elle ait été le pivot de certaines politiques, — au grand détriment du pays, — la question religieuse.

### LA QUESTION RELIGIEUSE

Mais, dira-t-on, il n'y a plus de question religieuse en France. Tous les problèmes qui s'y rapportaient ont été définitivement réglés par la loi du 9 décembre 1905 sur la séparation des Églises et de l'État.

C'est là, à notre sens, une conception un peu simple d'une question très complexe et cet optimisme confiant ne résiste pas à l'examen.

La loi de 1905 est si peu intangible qu'on y a déjà touché à plusieurs reprises : non pas sur des articles de détail, mais sur des points essentiels, tels que la jouissance des églises et le droit pour les communes de contribuer à leur entretien ; d'autre part, les dérogations apportées au texte primitif par les lois de 1907 et 1908 se sont accentuées dans les décrets appliquant la loi à l'Algérie et aux Colonies, qui ont admis que l'État pourrait allouer des traitemens aux ministres du culte. La séparation est définitive, dit-on : nous ne sommes même pas convaincus qu'elle soit complète. Quand le divorce a été prononcé entre deux époux pour incompatibilité d'humeur, ils ne continuent pas d'ordinaire à habiter ensemble : la séparation légalement prononcée devient effective ; chacun va de son côté et tout danger de nouveaux conflits est ainsi évité.

Peut-il en être de même en ce qui concerne l'Église catholique et l'État français ? Est-ce qu'ils ne continuent pas à vivre côte à côte dans chaque localité où la paroisse subsiste auprès de la commune, l'Église auprès de la Mairie ? Est-ce que le pouvoir civil et le pouvoir religieux ne restent pas face à face, ne fût-ce que dans la conscience de chaque citoyen soumis à la fois aux lois de l'État et aux lois de son Église, et ne faut-il pas trouver un instrument d'entente, — le mot de Concordat importe peu, — entre ces deux pouvoirs rivaux également indestructibles ? Car personne ne peut envisager sérieusement la solution radicale qui mettait fin à tout conflit : suppression de la religion, ou instauration d'un régime théocratique.

Dans la question des églises, l'inconvénient de l'absence d'un régime légal, accepté de part et d'autre, éclate d'une façon singulière. Nous ne voulons pas rechercher si les catholiques ont bien fait de ne pas accepter la solution des associations cultuelles, qui auraient eu les bénéfices et la charge des lieux de culte. La condamnation prononcée à cet égard par la Cour de Rome a peut-être été le résultat d'un malentendu, car on pouvait très bien constituer ces associations préposées au service temporel du culte sans porter atteinte à la hiérarchie catholique, seule dépositaire de l'autorité religieuse, hiérarchie reconnue formellement par l'article 4 de la loi de 1905, hiérarchie sauvegardée depuis dix ans par une jurisprudence très ferme du Conseil d'État. Mais rien ne sert de revenir sur le passé, cherchons plutôt les moyens pratiques de remédier à la situation. Le problème ne se pose, à la vérité, ni pour les églises qui sont la propriété de l'État, ni pour celles qui sont classées comme monumens historiques, ni pour celles qui appartiennent à des sociétés ou à des particuliers. L'entretien des deux premières catégories est assuré par le Budget des Beaux-Arts; les dernières ont des ressources que leur procurent leurs fondateurs. Restent les églises, non classées, qui appartiennent aux communes. Il semble, à première vue, que, l'entretien étant une charge normale de la propriété, ce sont les communes qui devraient y pourvoir et y être contraintes au besoin par la voie de l'inscription d'office. A notre sens, cette solution ne serait ni juste ni habile : ni juste, puisque les communes n'ont pas la jouissance des édifices dont il s'agit, sur lesquels elles n'ont qu'un droit nominal de propriété; ni habile, car on arriverait ainsi à exaspérer contre la religion des populations dont la majorité ne lui est déjà point très favorable, puisqu'elle leur refuse tout subside. Mais ce que l'État ne peut imposer aux communes, rien ne l'empêche de se l'imposer à lui-même en vue de conserver ces modestes lieux de culte auxquels se rattachent tant de souvenirs et qui font partie intégrante de notre sol et de notre histoire. Une combinaison qui a été envisagée et qui, nous l'espérons bien, sera prochainement adoptée, consisterait à créer une caisse spéciale pour les monumens religieux non classés et à lui fournir une première dotation, cette caisse devant être alimentée dans la suite par la générosité des fidèles. D'autre part, rien n'empêcherait d'organiser, sous

l'empire du droit commun (loi du 1er juillet 1901), des associations placées sous le patronage des évêques : déjà des groupemens se sont constitués pour les œuvres de charité, d'enseignement, de mutualité, de sport même, et leur fonctionnement a été favorisé par l'autorité ecclésiastique. Pourquoi mettrait-elle obstacle à la création d'associations spécialement chargées de l'entretien des églises, et pourquoi le gouvernement n'autoriserait-il pas ces associations à recevoir des dons et des legs en vue de pourvoir aux charges qui leur incomberaient? Il y a là, sans même toucher à la loi de séparation, un moyen simple et pratique de résoudre la question des églises par un accord où chacun trouverait son compte.

Une autre question fort intéressante a été résolue sans aucune modification de la loi organique; il s'agit des manifestations extérieures du culte. En l'absence de toute législation concordataire, ces manifestations sont évidemment soumises aux pouvoirs de police de l'autorité municipale; mais il faut concilier ces pouvoirs avec la liberté de conscience et la liberté des cultes proclamées par l'article 1er de la loi de 1905. Faute de textes précis, le Conseil d'État s'est appuyé sur la tradition et les usages locaux pour annuler notamment certains arrêtés qui interdisaient les emblèmes religieux et la présence du clergé dans les cérémonies funèbres. Il est assez intéressant de voir le droit coutumier suppléer, dans des questions aussi délicates, à l'absence de tout droit écrit. Les principes posés dans l'arrêt de Sens ont servi de base à une série de décisions réprimant les abus de pouvoir de certains maires qui paraissaient avoir plutôt le souci de brimer leurs concitoyens que de protéger l'ordre public : c'est ainsi que la sortie des sociétés de musique, la liberté des cortèges, l'usage des sonneries, le port du viatique, ont donné lieu à des arrêts qui, en maintenant le pouvoir de police des magistrats municipaux, leur interdisent tout acte de ridicule persécution.

La question des Congrégations soulève des problèmes très épineux, et ce n'est pas ici le lieu d'examiner dans quelle mesure on pourrait remanier le titre III de la loi de 1901. Ce qui touche aux congrégations a, de tout temps, donné lieu à de vives controverses, et le moment n'est pas opportun pour engager des polémiques qui risqueraient de rallumer des passions actuellement éteintes. Mais en tablant sur le maintien des lois

en vigueur, on pourrait chercher à en rendre l'application moins rigoureuse, ne fût-ce que par égard pour l'admirable dévouement et l'ardent patriotisme dont tant de congréganistes donnent à leur pays des preuves journalières. On sait qu'après 1901, plusieurs milliers de demandes ont été faites par les congrégations reconnues pour régulariser la situation de leurs établissemens non encore autorisés. Ces demandes, ajournées en bloc pendant les années qui ont suivi la séparation, sont aujourd'hui l'objet d'un bienveillant examen, et, depuis quelque temps, le nombre des autorisations accordées s'est considérablement accru. Il paraît néanmoins difficile d'accorder la personnalité civile aux huit ou dix mille établissemens actuellement en instance. La vraie solution consisterait à distinguer entre les établissemens proprement dits, comportant un nombreux personnel, des ressources propres, une administration autonome et les petits groupemens composés souvent de deux ou trois membres, n'ayant pas de dotation et employés comme de simples auxiliaires par les établissemens publics, les communes, les particuliers. Ces petits essaims ne sont vraiment pas des établissemens dans le sens des lois de 1825 et de 1901, et l'on devrait revenir à une ancienne jurisprudence qui permettait aux congrégations régulièrement reconnues d'essaimer sans constituer des établissemens proprement dits et de prêter, en vertu de contrats temporaires, leur personnel aux œuvres, aux médecins, aux malades, sans mettre en mouvement la solennelle procédure d'un décret en Conseil d'État. C'est cette interprétation qui, depuis le commencement de la guerre, a prévalu par la force des choses et sans susciter aucune objection, pour les hôpitaux, ambulances, asiles de convalescens où les congréganistes prodiguent leurs soins à nos soldats blessés. Là encore, les nécessités de la guerre ont fait éclore une tolérance et une largeur de vues qui survivront, nous en avons le ferme espoir, au rétablissement de la paix. Ainsi toutes les données de cette étude convergent vers une conclusion commune : nous sortirons de cette épreuve plus unis et meilleurs, et les questions qui, hier encore, nous divisaient profondément, seront résolues dans un esprit d'apaisement, de sagesse et de liberté.

En terminant, et après avoir essayé de sonder l'avenir, si nous jetons un regard en arrière, une impression domine toutes les autres ; parmi les hommes qui ont fait la guerre de

1870, quelques-uns assistent actuellement à celle de 1914. Toute leur existence a oscillé entre ces deux pôles : ils ont vécu pour réparer le passé, pour préparer l'avenir. Jusqu'à présent, nous pouvions douter si nous avions bien rempli notre tâche; mais aujourd'hui la démonstration est commencée et s'achève sous nos yeux éclairés par l'aube de la victoire. La jeunesse qui est au front se montre admirable d'énergie, de bravoure, d'endurance ; elle a conservé toutes les vertus de la race et y a ajouté des qualités nouvelles ; le monde émerveillé acclame ces jeunes héros dans le cœur desquels bouillonne le meilleur du vieux sang français. Notre génération croira avoir assez fait pour le pays si elle lui a légué, en partant, une génération valant mieux qu'elle-même. Dans la chaîne impérissable que forme l'histoire de la patrie, notre propre chaînon avait été faussé et presque brisé : nous l'avons vaillamment ressoudé et nous y avons ajouté un nouvel anneau mieux trempé, plus résistant et plus fort.

HÉBRARD DE VILLENEUVE.

# DIXMUDE[1]

## UN CHAPITRE DE L'HISTOIRE DES FUSILIERS MARINS

## I

### I. — VERS GAND

Le 8 octobre au matin, dans l'aube grise du petit jour, deux trains régimentaires se croisaient en gare de Thourout. L'un de ces trains contenait des carabiniers belges; son vis-à-vis, des fusiliers marins. D'une rame à l'autre on s'interpellait. Les carabiniers agitaient leur petit bonnet de police à liséré jaune et criaient : « Vive la France! » Les marins ripostaient par des vivats en l'honneur de la Belgique.

— Où allez-vous? demanda un officier belge.

— A Anvers. Et vous?

— En France.

Il expliqua que les carabiniers étaient des recrues de la Campine qu'on dirigeait vers nos lignes, pour compléter leur instruction.

— Vous les formerez vite, hein? dit un marin à l'officier.

Et, montrant le poing à l'horizon :

— Et soyez tranquille, mon lieutenant. On finira bien par les avoir, ces fumiers!...

L'officier belge qui rapporte la scène, M. Édouard de Kayser,

(1) Les sources auxquelles nous avons recouru pour l'établissement de cette relation sont de diverses sortes : communiqués officiels, rapports français et étrangers, etc. Mais la majeure partie de nos renseignemens nous viennent de correspondances privées, rassemblées par M. de Thézac, le modeste et zélé fondateur des *Abris du marin*, de carnets de route obligeamment prêtés par leurs auteurs, d'enquêtes verbales près des survivans de Melle et de Dixmude. Le plus souvent que nous l'avons pu, nous avons cédé la parole à nos correspondans, avec le regret de ne pouvoir soulever l'anonymat que leur impose une consigne rigoureuse, mais, espérons-le, toute provisoire.

avait lui-même quitté Anvers dans la nuit. Il ignorait que la résistance était à bout de souffle, que l'évacuation des troupes avait commencé. Nos marins n'étaient pas mieux renseignés. Le contre-amiral Ronarc'h, qui les commandait, croyait mener sa brigade à Dunkerque : on lui avait donné huit jours pour la former et l'organiser sur le pied de deux régimens (six bataillons et une compagnie de mitrailleuses). Tout était à créer, les cadres, les hommes, les services. Tâche ardue, compliquée par le défaut de cohésion des élémens de la brigade et les changemens continuels de cantonnement (Creil, Amiens, Saint-Denis). Mais l'idée n'était venue qu'assez tard de former des bataillons de marche avec nos marins. L'article 11 de la loi du 8 août 1913 permettait bien de « verser à l'armée de terre les inscrits maritimes en excédent aux besoins de l'armée de mer, » mais les modes d'utilisation de ces contingens n'avaient pas été nettement définis : d'où une certaine prévention contre les bataillons de marche. Le ministre passa outre et fit bien. 70, les glorieuses leçons du Bourget et du Mans, lui avaient appris ce qu'on peut attendre de la coopération des marins avec l'armée de terre. Quelque préparation y était requise assurément. Par définition, une marine est faite pour naviguer, ce qui explique qu'on y néglige un peu l'école de bataillon : les hommes habillés de frais, « capelés, » comme ils disent, à la nouvelle mode, bérets sans pompon (1), vareuses remontantes et sans col, il fallait encore en faire des soldats; si débrouillards que soient les marins, une certaine roideur de mouvemens, dans les premiers jours, trahissait l'inexpérience de ces oiseaux de mer auxquels on rognait les ailes et qu'on engonçait par surcroît dans de grosses capotes d'infanterie. Presque aussitôt, d'ailleurs, la brigade ralliait le camp retranché de Paris; elle venait à peine d'y prendre ses cantonnemens que son chef recevait l'ordre de la tenir prête à partir pour Dunkerque où se formait une nouvelle armée. Dunkerque n'était pas encore menacé : la brigade y pourrait achever son organisation. L'ordre portait la date du 4 octobre. Le 7 au matin, la brigade embarquait à Saint-Denis et à Villetaneuse avec ses convois.

« Nous sommes confortablement installés dans des wagons

(1) On rétablit par la suite les pompons, jugés d'abord trop voyans : des confusions regrettables s'étaient produites et les bérets de nos hommes ressemblaient trop, à distance, aux « calots » des troupes allemandes.

à bestiaux, note sur son carnet le fusilier R... A Creil, nous voyons des maisons brûlées par les Allemands. La nuit arrive; on cherche à dormir, mais on ne peut pas. Il fait froid. Nous grelottons dans les wagons. » Mais voici un gros paquet de clarté, des feux verts et rouges et la rude haleine du large : Dunkerque. Une surprise y attendait la brigade : les ordres sont changés; on ne descend pas et les trains de transport vont continuer « vers la Belgique, vers l'ennemi, » vers Anvers pour préciser.

Les hommes trépignent de joie. A la portière des fourgons, leurs grappes se pressent, acclament la terre belge dans une envolée de bérets. L'amiral est parti dans le premier train avec son état-major. En débarquant à Gand, dans l'après-midi du 8, il apprend que la voie est coupée au-dessus de la ville et que les six divisions de l'armée belge qui défendait Anvers ont commencé leur retraite sur Bruges : deux divisions sont échelonnées à l'Ouest du canal de Terneusen, trois à l'Est. Une seule division reste encore à Anvers, avec les 10000 hommes des forcès anglaises; la cavalerie belge couvre la retraite sur l'Escaut, au Sud de Lokeren. Il n'est plus question d'entrer à Anvers, mais de coopérer à la manœuvre de repli avec les renforts anglais qui sont annoncés et les troupes de la garnison de Gand : l'ennemi, de toute évidence, va essayer de gagner dans l'Ouest pour investir l'armée belge épuisée par deux mois de luttes incessantes et que talonnent le long de la frontière hollandaise d'autres forces venues d'Anvers. Mais, pour que cette manœuvre d'enveloppement réussisse, il faut d'abord qu'il prenne Gand et Bruges où il lui eût été si aisé de s'installer un mois plus tôt et qu'il a volontairement dédaignés, certain qu'il se croyait de les occuper à son heure sans brûler une amorce.

Dès la fin d'août en effet, le corps d'armée du général von Bœhm s'était avancé jusqu'à Melle, à quelques kilomètres de Gand. Bien qu'il n'y eût trouvé aucune résistance, Melle, disait-on, avait été pillée et brûlée en partie; les Allemands n'y avaient respecté que la distillerie où logaient leurs troupes et qui appartenait à un Bavarois naturalisé. Pour prévenir une occupation effective de la ville, le bourgmestre de Gand, M. Braun, avait dû s'engager près du général von Bœhm à pourvoir au ravitaillement des troupes allemandes cantonnées à Beleghem. Contribution de guerre assez douce en somme. Mais on était

de revue : à la date du 24 août, au lendemain de Charleroi, le Kaiser eût cassé aux gages, comme dûment convaincu d'imbécillité, un général qui se fût permis de penser qu'en octobre et à supposer qu'elle fût encore vivante, la France, dans les soubresauts de son agonie, aurait encore la force de distraire des unités pour les envoyer au secours de la Belgique. Il est certain, quoi qu'il en soit, que c'est à cette erreur de calcul ou à cette folle présomption que l'armée belge a dû son salut.

L'effort qu'il avait dédaigné de faire en août sur Gand et la Flandre occidentale, l'ennemi allait le tenter en octobre, après la chute d'Anvers. Les conditions ne semblaient pas avoir beaucoup changé. Gand, ville ouverte, largement étalée dans une plaine d'alluvions, au confluent de l'Escaut et de la Lys, qui s'y désarticulent en une infinité de canaux, est de tous côtés à la merci d'un coup de main. Pas de forts, pas de remparts : pour arrêter l'ennemi, nous ne devons compter que sur les défenses improvisées. Les troupes de la garnison, sous les ordres du général Clothen, se réduisent à huit escadrons de cavalerie, une brigade mixte, une brigade de volontaires et deux régimens de ligne, et leurs effectifs sont bien amaigris. C'est assez cependant, avec nos 6 000 fusils, pour leur permettre de se déployer dans la boucle de l'Escaut et entre ce fleuve et la Lys, sur le front Sud de la ville, qui semble particulièrement menacé; si elle débarque à temps, demain, la division anglaise renforcera le front, qu'il est inutile d'étendre davantage pour une défense toute provisoire, puisqu'on nous demande seulement de faire gagner une journée ou deux à l'armée d'Anvers.

Le reste de la brigade a suivi de près l'amiral. Les derniers trains arrivent à Gand dans la soirée du 8. Toute la population est sur pied, acclamant les marins qui traversent la ville pour se rendre au Grand-Théâtre, converti en caserne. Le lendemain, branle-bas à quatre heures et demie. On boit le « jus, » et en route pour Melle où les Belges nous ont préparé des tranchées.

## II. — LA BATAILLE DE MELLE

Elle n'a pas autant souffert que nous le craignions, la petite ville dentellière, sœur cadette de Malines et de Bruges : les seuils n'y bruissent plus du froissement des fuseaux; quelques maisons portent dans leurs orbites creuses, sur leurs façades

noircies, les stigmates d'un commencement de martyre. Mais son pouls continue de battre et, autour d'elle, dans cette grande serre à ciel ouvert qu'est la banlieue gantoise, l'automne a rassemblé toutes ses magnificences florales : « Nous traversons des champs de bégonias superbes, dans lesquels nous allons peut-être mourir, » écrit le fusilier R... Mourir dans les fleurs, comme des jeunes filles, l'étrange aventure pour des marins tels qu'on se les représente d'ordinaire, — en bourlingueurs d'océans aux faces cuites par l'embrun! Mais la plupart des recrues que voici ressemblent si peu à ce cliché! Elles ont des yeux clairs dans des visages à peine hâlés; les Marie-Louise n'étaient pas d'un âge plus tendre. Et comme, avec leur dandinement léger, ce je ne sais quoi de féminin et de coquet dans le précoce épanouissement de la vigueur musculaire, on s'explique le surnom que leur décernera la lourdeur teutonne, troublée comme à l'apparition de Walkyries adolescentes : *les demoiselles au pompon rouge* (1)!... L'amiral, qui vient d'inspecter le terrain, confère sur place avec ses lieutenans : une fraction du 2e régiment (commandant Varney) ira se poster entre Gontrode et Quadrecht et laissera un bataillon en réserve au Nord de Melle; une fraction du 1er régiment (commandant Delage) se portera entre Heusden et Goudenhaut et laissera un bataillon en réserve à Destelbergen. Lui-même garde sous la main, en réserve générale, au carrefour de Schelde, où il installe son poste de commandement, le reste de la brigade, soit deux bataillons et la compagnie de mitrailleuses. Les convois, sauf les ambulances sous la direction du médecin en chef Seguin, demeureront à l'arrière, aux portes de Gand. Précaution indispensable pour un repli rapide, mais que l'amiral entend bien n'exécuter qu'après avoir suffisamment étalé le choc de l'ennemi.

Grâce à nos renforts, les troupes belges ont pu donner toute l'extension désirable à leur front en occupant Lemberge et Schelderode. L'artillerie de la 4e brigade mixte, en batterie vers Lendenhock, tient sous son feu les débouchés de la plaine. Aucune troupe ennemie n'est en vue. Mais on sait, par les rapports des cyclistes belges, que les avant-gardes allemandes ont

(1) « Ah! les bandits! Nous leur inspirons une terreur sans pareille. Aussi nous ont-ils surnommés « les oiseaux noirs, » les « tirailleurs bleus » et puis « les demoiselles au pompon rouge. » Va pour les demoiselles au pompon rouge! En tout cas, ils ont senti nos coups de crosse. » (Lettre du fusilier A. C..., du Palais.)

dépassé la Dender. Nous n'avons que le temps d'occuper nos tranchées; en dernier ressort, s'il faut nous rabattre sur Melle, nous trouverons un épaulement tout organisé dans le talus de la voie ferrée, près du pont de la gare.

Anvers brûle et les heures qu'il lui reste à vivre sont comptées : les forces anglaises et la dernière division belge ont heureusement pu quitter la ville dans la nuit; elles ont fait sauter les ponts derrière elles et, à marche forcée, se sont portées vers Saint-Nicolas qu'elles ont atteint au petit jour. Elles espèrent gagner Eeclo à la brune. Mais déjà l'ennemi les relance : un parti de cavalerie allemande est signalé à Zele et près de Wetteren où il a traversé l'Escaut sur un pont de péniches; au hameau de Bastelœre, il s'est heurté aux avant-postes belges, dont l'artillerie l'a provisoirement arrêté; d'autres forces, plus au Nord, poussent dans le pays de Waës jusqu'à Loochristi, à 10 kilomètres de Gand. Une partie de ces forces viennent d'Alost; les autres d'Anvers même; le gros de l'armée ennemie demeure cependant à Anvers : nous ne pouvons qu'en marquer notre satisfaction.

Il est certain qu'un ennemi moins présomptueux ou moins amoureux de l'effet théâtral se fût jeté avec toutes ses disponibilités sur les derrières de la retraite : celui-ci préféra faire une entrée tapageuse dans les rues d'Anvers, à midi, fifres sonnans, enseignes déployées. A la même heure, les troupes qu'il avait détachées d'Alost prenaient leur premier contact avec le deuxième régiment de la brigade. On les attendait et quelques salves bien dirigées suffirent à briser leur élan. Suivant l'expression d'un des fusiliers, les Allemands « tombaient comme des quilles » à chaque décharge. « Ça sifflait aussi autour de nos têtes, » écrit un autre des combattans, qui exprime le regret de n'avoir pu « graisser » à ce moment sa baïonnette « dans le ventre des Boches. » Ce devait être pour plus tard. L'ennemi revenait en force et le commandant Varney crut bon d'appeler sa réserve, remplacée aussitôt à Melle par un bataillon de la réserve générale. « Il y eut là, dit le Dr Caradec, un certain canon qui fut mis en batterie par les Boches à 800 mètres des tranchées : il n'avait pas tiré son quatrième coup qu'on lui démolissait attelage et servans. La pièce ne put être enlevée qu'à la nuit. » En général, du reste, le tir ennemi, sensiblement trop long, nous fit peu de mal au cours de cette bataille :

la ville elle-même souffrit peu et trois obus seulement frappèrent l'église. Vers six heures, l'attaque s'arrêta. La nuit tombait; une brume légère traînait sur les champs et l'ennemi en profitait pour organiser la position; tout en faisant mine de se replier, il demeurait à proximité, occupant les bois, les maisons, les haies, les « paillers, » tous les obstacles du sol. Signes non équivoques d'une prochaine reprise d'offensive. Le commandant Varney, dont les contingens ont supporté le principal effort de la journée, ne s'y trompe pas et se tient sur ses gardes. Défense aux hommes de bouger : on mangera plus tard. D'ailleurs, on n'a rien à se mettre sous la dent. « Vers minuit seulement, dit le fusilier R..., je peux me procurer un peu de pain; j'en offre à mon commandant qui accepte avec plaisir. » La brume s'est dissipée, mais on n'y voit pas plus clair. Nuit noire partout, sauf sur Quadrecht, là-bas, où deux torches s'allument, des fermes qui brûlent. L'oreille tendue, on écoute. C'est un quart comme un autre qu'on fait sur terre au lieu de le faire en mer. Mais rien ne remue jusqu'à neuf heures. Brusquement, l'ombre se déchire : des obus à fusées lumineuses éclatent à quelques mètres des tranchées; l'ennemi a reçu des renforts d'artillerie; notre position va devenir promptement intenable. « Nous voyons les Boches, à la lueur des obus, qui se faufilent de tous côtés le long des haies et des maisons comme des rats. On tire dans le tas; on en abat à foison. Ils avancent toujours. Le commandant ne veut pas qu'on s'expose davantage : il donne l'ordre de lâcher Gontrode et de se replier un peu plus loin, sur Melle, derrière le talus du chemin de fer (1). » Dans le repli, nous perdons quelques hommes. Mais la position est excellente. A 60 mètres des tranchées, nos mitrailleuses ouvrent « un feu d'enfer » sur l'ennemi qu'on a laissé approcher. Une magnifique charge des fusiliers achève sa déroute. Il est quatre heures du matin. A

(1) Fusilier Y. M. J..., *Corresp.* Voir aussi la lettre du marin P. L. G..., d'Audierne : « ... Alors là, voyant qu'ils venaient sur nous en nombre (ils étaient un régiment contre nous une compagnie), nous avons été forcés de nous replier 400 mètres en arrière, car nous ne pouvions plus les tenir. J'ai vu le capitaine d'armes tomber mortellement blessé et quatre hommes blessés quand nous revenions sur la voie du chemin de fer. Là, nous sommes restés pendant le jour et la nuit leur tenir tête, faisant des coups de salve quand on les voyait s'approcher de nous, chargeant à la baïonnette. C'était beau de les voir tomber sur la plaine à chaque salve. Le feu cessa le 10, vers 4 heures du matin. »

sept heures, nos patrouilles signalent que Gontrode et Quadrecht sont évacués : les Allemands n'ont même pas pris le temps de ramasser leurs blessés.

C'est un soin dont se chargent pour eux les fusiliers, en allant réoccuper Gontrode, et non sans profiter de l'occasion pour faire une rafle de casques boches. La brigade, entre temps, est passée sous les ordres du général Cappers, commandant la division anglaise qui vient de débarquer à Gand où elle a été l'objet des mêmes ovations que nos marins. Les hommes, bien vêtus, solidement charpentés, donnant l'impression d'une race souple et forte, défilaient dans leurs uniformes couleur de terre, le fusil à la bretelle, en sifflant l'air fameux :

*It's a long, long way to Tipperary,*
*But my heart is right there.*

« Il y a loin pour aller à Tipperary, il y a loin. Mais mon cœur sait où il se trouve. » On y arrive sans doute en passant par Gand, car les *Tommies* n'avaient jamais été plus gais. Ces belles troupes, qui marchaient au feu comme elles se fussent rendues à une partie de *football* ou de *golf*, ne faisaient pas seulement l'admiration des Gantois : nos marins eux-mêmes se sentaient pour elles une tendresse inattendue ; l'ennemi héréditaire n'était-il pas devenu le plus solide de nos alliés? « Ce sont pour nous de véritables frères, » écrira le lendemain à sa famille un marin du Passage-Lanriec.

Renforcés par deux de leurs bataillons et les troupes belges du secteur, nous avions ordre de tenir sur nos positions précédentes dans la boucle de l'Escaut. Mais vers midi, après la visite d'un Taube, l'ennemi prononçait une si vive attaque sur Gontrode et Quadrecht qu'à la fin de la journée, il fallait recommencer la manœuvre de la veille et se replier derrière le talus du chemin de fer. Du moins son offensive venait-elle une fois de plus se briser sur le glacis de cette redoute naturelle, défendue avec un remarquable acharnement par les deux bataillons du commandant Varney. Le reste de la nuit ne fut pas troublé; la relève des tranchées se fit normalement au petit jour, et les hommes qui le désiraient purent assister à l'office. C'était un dimanche. « J'ai été à la messe dans une petite église très jolie, écrit le marin F..., de l'île de Sein. La journée

a passé très bien. Le soir, après souper, on se couchait. A peine dans la paille : « Debout, tout le monde! »

Nous battions en retraite, et il était temps. L'inaction apparente de l'ennemi pendant cette journée du 11 s'expliquait par son désir de tourner la position et de nous cerner avec toutes ses forces dans la boucle de l'Escaut (1). Sur les deux rives du fleuve, en aval et au Sud, serpentaient de longues files grisâtres. Devait-on s'exposer davantage? Convenait-il de fournir à l'ennemi un prétexte pour bombarder Gand, ville ouverte, qu'il n'entrait pas dans nos intentions de défendre? Et l'objectif principal n'était-il pas atteint, puisque notre résistance des jours précédens avait donné plus de quarante-huit heures d'avance à l'armée belge? Le quartier général reconnaissait que nous avions rempli « sans défaillance » le mandat qu'il nous avait confié. Dès leur premier contact avec l'ennemi, les fusiliers marins s'étaient comportés avec la solidité, l'endurance de troupes éprouvées, en « vieux grognards, » comme disait le fusilier R... A deux reprises, sous leur charge irrésistible, l'infanterie allemande avait plié. Ça promettait pour l'avenir.

Nos pertes étaient assez faibles cependant : une douzaine de tués, dont le lieutenant de vaisseau Le Douget, qui faisait le coup de feu dans la tranchée avec sa compagnie et qu'une balle avait frappé comme il se levait pour observer les positions allemandes, trente-neuf blessés et un disparu, tandis que l'ennemi n'en avait pas été quitte à moins de 7 ou 800 hommes et de 500 prisonniers (2). Melle ne fut pas une grande bataille, mais c'était une victoire, « notre première victoire, » disaient orgueilleusement les hommes, — le premier chant de leur Iliade. Et les troupes qui avaient remporté cette victoire voyaient pour la première fois le feu. Elles venaient des cinq ports, principalement de la Bretagne, qui fournit à la marine de guerre les quatre cinquièmes de ses effectifs. Et la majorité de leurs élémens, à l'exception de quelques brevetés-fusiliers, étaient

(1) « Les Allemands arrivaient à quatre régimens. Nous étions obligés de battre en retraite, car nous étions en ce moment 6 000 contre 45 000 Allemands. » (Lettre du fusilier P. L. G..., d'Audierne.)

(2) « A la bataille précédente, ils avaient 800 morts et 700 blessés ou prisonniers : c'était beau pour le premier combat des marins. » (Lettre du fusilier P. L. G..., d'Audierne.) Les évaluations officielles sont un peu différentes pour le chiffre des prisonniers, mais semblent trop faibles pour celui des morts et des blessés (200 à 300).

des jeunes hommes, des apprentis fusiliers de dix-huit à vingt ans (1), prélevés dans les dépôts avant l'achèvement de leur instruction, mais solidement encadrés par des gradés de la réserve et de l'active. Les officiers eux-mêmes, sauf les commandans des deux régimens (commandant Varney et commandant Delage), qui avaient rang de colonels, et les commandans des bataillons, appartenaient pour une bonne part à la réserve de la flotte. Singulière armée au demeurant, composée presque tout entière de recrues et de brisquards, poils follets et barbes grises. Il s'y voyait jusqu'à des novices de la Compagnie de Jésus, le P. de Blic (2) et le P. Poisson (3), qui servaient comme enseignes. Les barbes grises ne furent pas les moins éprouvées au début de la campagne. On leur en a fait un reproche. Si tant d'officiers sont tombés, ce n'est point par vaine gloriole, encore moins, comme on l'a laissé entendre, par ignorance du métier militaire (4), mais parce que les chefs doivent prêcher d'exemple et qu'il n'y a pas deux manières d'apprendre aux autres à bien mourir. N'oublions pas qu'ils commandaient à des recrues, presque à des enfans. Tels chefs, tels soldats. « Si vous allez ne parlant à personne, triste et pensif, dit Montluc, quand tous vos hommes auraient cœur de lion, vous le leur ferez venir de mouton. » C'était bien l'avis des officiers de la brigade et de celui-là même qui commandait le 2e régiment, le capitaine de vaisseau Varney, « toujours sur la brèche, au rapport d'un témoin, poussant à pied jusqu'aux premières lignes et aux postes avancés, les dépassant même, comme à Melle... Et il est vrai, ajoute ce témoin, qu'il était alors en auto-mitrailleuse, mais... sur le marchepied, complètement découvert, pour donner confiance à ses hommes (5). » Un des officiers de son régiment, le lieutenant de vaisseau Gouin (6), grièvement blessé dans la même rencontre, refusait de se rendre à l'ambulance, tant que l'ennemi n'avait pas battu

(1) Même de seize, comme ce jeune Yves Lebouc, de l'École des mousses, parti au front sur sa demande et blessé en relevant son capitaine.

(2) Tué à Dixmude. Décoré de la Légion d'honneur.

(3) Blessé à Dixmude. Décoré de la Légion d'honneur.

(4) Cf. Dr Caradec. (*La brigade des fusiliers marins de l'Yser*. — *Dépêche de Brest* du 19 janvier 1915.)

(5) L'abbé Le H..., *Corresp.* Le 2e régiment fut seul engagé pendant les journées des 9 et 10 octobre.

(6) Tué à Dixmude.

en retraite; l'enseigne de 1re classe Gauthier (1), commandant un groupe de mitrailleuses, laissait arriver à 60 mètres une attaque allemande, « pour apprendre aux servans à ne pas gaspiller leurs munitions, » et, blessé à la tête, disait : « L'essentiel, c'est que mes 502 balles aient toutes porté. »

Aussi bien le chef de ces braves, le contre-amiral Ronarc'h avait-il fait, sur d'autres champs de bataille, ses preuves de manœuvrier : le hasard ni la complaisance n'avaient dicté le choix du ministre.

L'amiral Ronarc'h est Breton : son nom guttural et puissant équivaut à un certificat d'origine. Et l'homme se révèle exactement tel qu'on l'imagine d'après son nom et ce qu'on sait de sa race : physiquement, sur un corps ramassé, trapu, large d'épaules, une tête rude, volontaire, aux plans accusés, très fine cependant, même imperceptiblement ironique, avec ces yeux des Celtes, un peu voilés, qui semblent toujours regarder très loin ou en dedans ; au moral et suivant l'expression d'un de ses officiers, « un ajonc de falaise, une de ces plantes de grand vent et de terre pauvre qui s'incrustent aux fissures du granit et qu'on n'en arrache plus, l'opiniâtreté bretonne dans toute sa force, mais une opiniâtreté calme, réfléchie, extrêmement sobre de manifestations extérieures et qui concentre sur son objectif toutes les ressources d'un esprit merveilleusement apte à tirer parti des élémens les plus ingrats (2). » Il est assez remarquable que tous les grands chefs de cette guerre soient des méditatifs, des taciturnes : l'opposition ne s'est jamais tant accusée entre l'action et la parole. Par ailleurs, on a fait observer qu'il était peut-être dans la destinée de l'amiral Ronarc'h, — marin « très distingué » pourtant, puisque c'est son commandement des flottilles de la Méditerranée qui lui a valu ses étoiles, — de combattre surtout « comme un soldat de la guerre : » lieutenant de vaisseau et aide de camp de l'amiral Courrejolles, qui commandait la division de l'Extrême-Orient, il fait partie de la colonne Seymour envoyée au secours des légations européennes que les Boxers assiègent dans Pékin. La colonne, trop faible, bien que composée de marins des quatre divisions navales européennes stationnées dans les eaux chinoises, est obligée de se replier en toute hâte vers la côte. C'est

(1) Tué à Dixmude.
(2) Dr L..., *Corresp.*

presque une déroute, au cours de laquelle les détachemens des divisions alliées perdent un grand nombre d'hommes et toute leur artillerie de débarquement. Seul de la colonne, le détachement français ramena la sienne. Les galons de capitaine de frégate récompensèrent l'auteur de cette belle manœuvre stratégique : il avait trente-sept ans; promu le 23 mars 1902, il était l'officier le plus jeune de son grade. A quarante-neuf ans, avec sa moustache grisonnante et son « bouc à l'américaine, » c'est aujourd'hui encore le cadet de nos amiraux.

### III. — LA RETRAITE

Comment allait se faire le « décrochage ? »

L'opération semblait assez délicate. On se sentait épié de tous côtés par l'ennemi. L'ordre du général Cappers portait de se dégager par une marche de nuit et de gagner Aeltre, au croisement des routes de Bruges et de Thielt. Très méthodique, très précis, favorisé par les dispositions que l'amiral avait prises en vue de son exécution, le repli commença : nos convois d'abord ; puis, une demi-heure après, nos troupes, que les unités anglaises remplacèrent momentanément sur leurs positions. En traversant Gand, note le fusilier R..., « nous sommes acclamés de nouveau, d'autant que quelques-uns ont pris des casques prussiens et les montrent. L'enthousiasme est indescriptible ; les dames surtout nous font fête. » La douce Belgique nous avait gagé son cœur : elle ne nous le retire pas, même quand nous semblons l'abandonner. Couverts par la division anglaise, qui nous suit à deux heures de distance, nous franchissons Tronchiennes, Luchten, Méerande, Hansbeke, Bellem : une rude traite de 45 kilomètres, par un clair de lune glacé, avec des haltes de dix minutes à chaque étape. Les autos de la brigade roulaient à vide, tous les officiers, jusqu'aux plus vieux, s'étant imposé de marcher au pas de leurs hommes. Ce ne fut qu'au petit jour levé qu'on parvint à Aeltre. La brigade n'avait pas été inquiétée dans sa retraite : nous n'abandonnions rien, pas un traînard, par une cartouche. Et tous nos morts, pieusement ensevelis par l'aumônier du 2e régiment de la brigade, M. l'abbé Le Helloco, avec l'aide du curé et du bourgmestre, dormaient depuis la veille dans le petit cimetière de Melle.

Le temps d' « avaler un morceau » et de se déraidir les

jambes, on repartait dans la direction de Thielt qu'on touchait à quatre heures de l'après-midi ; la division anglaise y arrivait à six, et l'on prenait aussitôt ses cantonnemens d'alerte : routes barrées, grand'gardes à toutes les issues. 50 000 Allemands galopaient à nos trousses : s'ils ne nous rattrapèrent point à Thielt, on le dut peut-être au maire d'une des localités que nous avions traversées et qui les lança sur une fausse piste. Cet héroïque mensonge lui coûta la vie et valut à nos hommes une nuit franche de repos (1). Pour la première fois, depuis trois jours, sur la paille des hospitalières fermes belges, ils purent dormir tout leur saoul, « pioncer en double, » comme ils disaient, afin de réparer les fatigues des nuitées précédentes. Un Taube, au matin, troubla la fête ; mais, accueilli par une vigoureuse fusillade, le « sale oiseau » presque tout de suite « donnait de la bande » et allait s'abattre dans les lignes anglaises, à la grande joie de nos hommes. Peu après, nous levions le camp dans la direction de Thourout, que nous atteignions à trois heures de l'après-midi. La division anglaise devait nous quitter là pour marcher sur Roulers et, du même coup, la brigade passait sous les ordres du roi Albert, dont nous avions rejoint les avant-gardes.

L'armée belge, après la retraite d'Anvers, n'avait fait que toucher Bruges et, renonçant à défendre Ostende, elle se repliait à petites marches vers l'Yser. Tous ses convois n'étaient pas encore arrivés. Pour assurer leur transport, elle avait décidé de faire front, malgré son état d'épuisement, sur une ligne ondulée s'étendant de Menin aux marais de Ghistelles ; la part des fusiliers sur ce front devait aller du bois de Vijnendaule à la gare de Cortemark. Le 14, par une pluie battante, la brigade se portait à l'Ouest de Pereboom et prenait formation de rassemblement articulé, face à l'Est. C'était la meilleure position, et elle ne valait pas grand'chose, en raison de son excentricité. L'ennemi, qui avait fini par nous dépister, était signalé se dirigeant en masses profondes sur Cortemark : les 6 000 hommes de la brigade, quelque héroïsme qu'ils déployassent, ne pouvaient espérer résister longtemps à des forces si disproportionnées et sur un terrain aussi difficile à « organiser, » sans défenses naturelles, sans couverture d'aucun côté, même vers l'Ouest, où le

(1) Dr Caradec, *op. cit.*

mouvement d'extension des troupes françaises n'était pas encore terminé. Il était du devoir de l'amiral d'appeler sur ces défectuosités tactiques l'attention du quartier général belge, qui, après avoir répondu par l'ordre de tenir « coûte que coûte, » trop justifié en la circonstance, revint sur ses instructions et, à minuit, le 15 octobre, fit reprendre la retraite.

Elle ne devait plus s'arrêter qu'à l'Yser.

### IV. — SUR L'YSER

Nos colonnes s'ébranlent à quatre heures, en pleine nuit, mais les chaussées sont bonnes encore, malgré la pluie qui tombe sans discontinuer depuis la veille.

L'itinéraire passe par Warken, Zarren, Eessen, avec Dixmude comme point terminus. Le 1er bataillon du 2e régiment et la petite artillerie belge du groupe Pontus ferment la marche. Le mouvement est bien un peu gêné par l'encombrement extrême des routes : c'est l'habituelle caravane des « réfugiés » qui fuient l'invasion, lestés de ballots contenant toute leur fortune. Il n'y a plus que les jambes qui fassent mécaniquement leur office chez ces malheureux. Ils se rangent pour nous laisser défiler; ils nous regardent d'un œil vide, comme si leur âme était restée là-bas, derrière eux, avec toutes les choses familières et douces qu'ils ont quittées. Nos hommes leur crient au passage : « Espère un peu : on reviendra !... »

Ils ne répondent pas. Il pleut toujours et les capotes ruissellent. Près d'Eessen, nous laissons le commandant de Kerros, avec le 2e bataillon du 1er régiment, pour tenir les routes de Vladsloo, de Clercken et de Roulers; le 3e bataillon du 2e régiment (commandant Mauros) pousse plus loin dans la direction de Woumen, barrant la route d'Ypres. Un beau front, mais d'une envergure un peu large, au gré de l'amiral, pour les forces dont nous disposons. Les quatre autres bataillons et la compagnie de mitrailleuses entrent à Dixmude vers midi et vont immédiatement se poster derrière l'Yser, après avoir détaché une grand'garde au Nord, près du village de Beerst, sur la route d'Ostende, dont l'accotement porte les rails d'un petit chemin de fer d'intérêt local. L'amiral, qui cherche, sur ce pays désespérément plat, un mouvement de terrain derrière lequel il puisse défiler son artillerie, finit par le rencontrer au

Sud de la chapelle de Notre-Dame de Bon-Secours. Il place lui-même son poste de combat à la chapelle. Toutes ces dispositions ont été prises sur l'heure, et les hommes, à peine dans leurs cantonnemens, ont été chargés de pioches et de pelles et envoyés, avec une compagnie du génie belge, mettre en état de défense les lisières extérieures de la ville. On doit se contenter de pourvoir au plus urgent : l'ennemi nous presse de partout. Il s'insinue autour de Dixmude. Quelques shrapnells tombent déjà sur la ville, dont les habitans ne vont pas tarder à déménager. Cependant, la voie ferrée est intacte et, précisément, on attend à Dixmude les derniers trains de matériel venant d'Anvers. « Coûte que coûte, » — c'est un mot qui reviendra bien souvent dans les ordres de l'état-major et auquel la brigade se pliera sans observation, — il faut protéger la ligne, tenir l'ennemi à distance. Deux, trois trains passent. Les étranges convois! Jusqu'à la nuit, ils arrivaient, tous feux couverts : les mécaniciens ne sifflaient pas au disque : on n'entendait que le halètement sourd de la machine, pareil au grand soupir de ces plaines dévastées...

Le soir même, nos grand'gardes de la route d'Eessen étaient attaquées par une auto-mitrailleuse allemande venant de Zarren : elles repoussaient l'attaque ; mais nous étions vraiment là trop à découvert, trop « en l'air. » L'amiral estimait peu prudent de garder un front aussi vaste avec des troupes numériquement aussi faibles et dont l' « écoulement » demanderait un assez long temps. A Dixmude, au contraire, où l'Yser oblique vers la côte et dessine un rentrant tourné vers l'ennemi, la position permettait à notre artillerie un tir concentrique particulièrement favorable à l'attitude défensive qui nous était commandée. Il n'y avait plus lieu d'invoquer les considérations qui nous avaient obligés à étendre notre front : tous les transports venant d'Anvers avaient pu s'opérer en temps opportun. Désormais le sort de l'armée belge était assuré ; son matériel avait rejoint, et elle-même, sauf quelques effectifs faits prisonniers à la sortie d'Anvers ou rejetés en Hollande et les divisions qui nous prolongeaient jusqu'à la mer du Nord, se trouvait à l'abri derrière l'Yser, en liaison avec le corps anglais et l'armée du général d'Urbal : la brigade pouvait donc, sans inconvénient, resserrer sa défense autour de Dixmude.

Le commandement belge, passé entre les mains du général

Michel, se rendit sans peine à ces raisons, et l'opération fut décidée pour le lendemain. « Les Boches étaient là vingt-quatre heures après nous, dit une lettre de marin. Nous les espérions à huit kilomètres de la ville. Tout le monde était éreinté, mais solide au poste. » L'évacuation de ces avancées dangereuses, sur un terrain plat, découvert, où quelques fermes, des mulons de paille et des peupliers en bordure de route ne nous offraient que des abris intermittens, s'exécuta malgré tout sans pertes sensibles et, tout de suite, la résistance s'organisa autour de Dixmude.

« L'amiral a mouillé ici, écrit le 18 octobre un marin de Servel. M'est avis que nous ne démarrerons pas de sitôt. »

Rien de plus exact. Dixmude, jusqu'à un certain point et surtout quand les eaux noieront sa banlieue orientale, est un peu comme un navire embossé à l'entrée d'une mer intérieure. Mais ce navire n'avait ni cuirasse, ni bastingages, ni sabords. Les tranchées creusées à la hâte autour de la ville n'auraient pu résister à une solide attaque d'infanterie : la première lame de fond les eût emportées. Tout était à faire pour l'organisation de la défense et tout devait être fait en quelques jours, presque en quelques heures, sous le feu même de l'ennemi. C'est l'honneur de l'amiral de l'avoir tenté et de s'être cramponné à Dixmude comme il se fût cramponné à son bord. Dès l'instant qu'il a reconnu l'importance de la position, il met tout en œuvre pour accroître sa valeur défensive : il ne se laisse pas égarer par les feintes de l'adversaire et les tentations de déploiement qu'il lui offre ; ramassé sur l'Yser, la tête vers l'ennemi, il ne sortira de ses lignes que trois fois, pour soutenir une attaque de la cavalerie française sur Thourout, pour ramener l'ennemi qui porte ailleurs son effort et qu'on inquiétera sur Woumen, et enfin pour coopérer à la reprise de Pervyse et de Ramscappelle. Mais toujours, même quand il détache ainsi des unités assez loin de sa base, il maintient tout ou partie de ses réserves à Dixmude, il s'accroche à son rentrant, il monte le quart sur l'Yser.

## V. — DIXMUDE

A la date du 16 octobre 1914, Dixmude (en flamand *Diksmuiden*) comptait quelque 4 000 âmes. Les guides l'appellent une « jolie petite ville : » ce n'était qu'un gros bourg. « Ima-

gine-toi Pont-Labbé, » écrit un de nos marins, mais un Pont-Labbé flamand, tout briques et tuiles, fleuri d'estaminets et de béguinages, propre, mystique, sensuel et charmant, surtout quand la pluie faisait trêve et que, sous un ciel lavé, ses coquettes maisons roses riaient aux eaux de son canal. Des quatre aires de l'horizon, de longues files de peupliers s'acheminaient en procession vers la vieille église qui lui sonnait les heures et qui était placée sous le vocable de saint Nicolas. C'était la merveille du lieu. On louait fort son élégante abside du xv^e siècle; mais, après qu'on en avait fait le tour, on pouvait encore, sans déception, pénétrer à l'intérieur où se voyaient un beau Jouvenet, l'*Adoration des Mages* de Jordaens, des fonts baptismaux d'une sobre ordonnance et l'un des plus magnifiques jubés de la Flandre occidentale, contemporain et rival de ceux du Folgoët et de Saint-Étienne-du-Mont.

Cette riche église, la délicieuse grande place de l'Hôtel-de-Ville, deux ou trois « demeurances » du vieux temps, aux pignons en escalier, ne suffisaient peut-être pas à dériver vers Dixmude le courant de la badauderie cosmopolite : les touristes la négligeaient; l'histoire l'ignorait. Chef-lieu d'arrondissement d'une contrée essentiellement agricole, au confluent de deux cultures et comme à cheval sur l'infini des betteraves et l'infini des prairies, dont l'Yser forme la ligne de démarcation, Dixmude ne s'animait un peu qu'aux jours de foire : elle apparaissait bien alors comme la capitale de ce grand pays plat, zébré de canaux, plus aquatique que terrestre, où paissaient, sous la garde des bergers classiques à houppelande grise, d'innombrables troupeaux de vaches et de moutons; les prés-salés de Dixmude, presque autant que son beurre, qui s'exportait jusqu'en Angleterre, étaient célèbres. Une population pacifique, un peu lourde, de chair rose et de parler rauque, traînant, appuyé, menait dans les fermes éparses autour de la ville une existence tramée de rude labeur, de pratiques dévotieuses et d'honnêtes beuveries. Les pays de plaine ne portent pas au rêve. Quand ils sont, comme celui-ci, des pays amphibies, moitié terre, moitié eau, ils n'exaltent pas non plus la fibre guerrière : trop de soucis domestiques absorbent l'habitant, qui doit batailler à la fois, pour son gagne-pain, contre deux élémens rivaux.

Seule lutte qu'il connaisse : jamais invasion ne s'est risquée

par là. Et comment l'eût-elle fait? Tout le pays, entre les collines de Cassel, Dixmude et le bourrelet de dunes du littoral, n'est qu'un immense *schoore*, un vaste polder conquis sur la mer et presque partout en contre-bas d'elle, à cause du tassement des tangues après leur asséchement. Jusqu'au XIe siècle, c'était encore un golfe où pouvaient s'aventurer les drakkars des pirates scandinaves : si Dixmude, comme Penmarc'h et Pont-Labbé, avait conservé sa physionomie d'autrefois, on aurait retrouvé, aux murs des maisons riveraines, les organaux rouillés qui servaient à l'amarrage des barques. Pour s'assurer la possession de cette terre incertaine, lentement annexée par l'effort des générations, conquise, mais non soumise et toujours nostalgique de son premier état, il ne suffisait pas de refouler la mer, qui l'eût remplie deux fois le jour de ses remontées régulières : il fallait encore évacuer les eaux douces qui s'y déversent de l'Ouest et du Sud et principalement des collines glaiseuses du Houtland, stagnent sur un sol imperméable, noient les prairies, coupent les chemins, battent les villages. La lutte est de toutes les heures. Un tel pays, menacé sur tous ses fronts, n'est habitable que moyennant des précautions et une surveillance incessantes : contre la mer, on a Nieuport et son formidable outillage de pertuis, de jeux d'écluses, de vannes et de crics; contre l'eau douce, qui suinte de partout, dont les flaques, dès l'automne et longtemps encore après l'hiver, diamantent la robe grise de la glèbe, on n'a que le drainage méthodique, continuel, dirigé, sous le contrôle de l'État, par des associations de fermiers et de propriétaires (les *gardes wateringues)*. De là les innombrables fossés d'écoulemens *(watergands)* qui longent les haies, les milliers de canaux collecteurs qui quadrillent le sol, les digues de plusieurs mètres de haut qui surplombent les rivières, l'Yser, l'Yserlée, le Kemmel, vingt autres ruisseaux innomés et d'allure débonnaire qui, brusquement, aux guilées d'automne, s'enflent, bouillonnent et dévalent torrentiellement dans l'ancien *schoore* de Dixmude. Les routes, sur ce pays déprimé, cette palude illimitée, dont quelques bouquets d'arbres, des toits de fermes basses rompent seuls la monotonie, doivent être fortement surélevées. Elles sont peu nombreuses. Juste ce qu'il faut pour assurer les communications. Encore exigent-elles un entretien permanent; ravinées par les obus, défoncées par les « marmites » allemandes, les « gros noirs, » comme les appel-

lent les marins, nos compagnies de cantonniers françaises et belges, pendant toute la durée des opérations qui vont commencer, seront occupées nuit et jour à les remettre en état.

Des autres routes qui rampent sur la plaine, il ne faut pas parler. Ce ne sont que des pistes, dont la plupart s'effacent, l'automne venu, sous l'afflux des eaux souterraines. L'eau est ici partout : dans l'air, sur terre et sous terre, où elle apparaît à moins d'un mètre de profondeur, dès qu'on crève la croûte d'argile molle qu'elle soulève comme une ampoule. Il pleut trois jours sur quatre dans cette région. Les vents de noroît eux-mêmes, qui étêtent les maigres arbres, les couchent dans une attitude de panique, y charrient les lourds nuages de pluie froide formés au large, dans les zones hyperborées. Et, quand la pluie cesse, la brume monte du sol, une brume blanche, presque consistante, où hommes et choses prennent un aspect fantomal. Il arrive bien que le *schoore* s'éclaire entre deux ondées, comme un visage en pleurs qui s'essaie à sourire. Ces bonnes fortunes sont rares. C'est ici le pays de l'humidité, le royaume de l'eau, — l'eau douce, la bête noire de nos marins. Et c'est ici que la destinée les appelle à combattre, à fournir leur plus gigantesque effort. Pendant près de quatre semaines, du 16 octobre au 10 novembre (date de la prise de Dixmude), à l'entrée de ce delta de marécages, veillé par de vieux moulins aux ailes disloquées, un contre six, sans caleçons, sans chaussettes, sous la pluie, dans la vase plus cruelle que les obus, ils vont, avec l'amiral, s'accrocher désespérément à leur radeau de misère pour barrer la route de Dunkerque, sauver l'armée belge d'abord, puis permettre à nos armées du Nord de se masser derrière l'Yser et d'étaler le choc ennemi. « Au début d'octobre, dit le *Bulletin des armées* du 25 novembre, qui résume exactement la situation, l'armée belge sortait d'Anvers trop éprouvée pour participer à une manœuvre (1) ; les Anglais quittaient l'Aisne pour le Nord ; l'armée du général de Castelnau ne dépassait pas le Sud d'Arras ; celle du général de Maudhuy se défendait du Sud d'Arras au Sud de Lille. Plus loin, nous avions de la cavalerie, des territoriaux, des fusiliers marins. » Pour le moment, à

(1) Quatre de ses divisions allaient cependant défendre seules, jusqu'au 23 octobre, la route d'Ypres à Ostende, entre Dixmude et Stype, puis la ligne de l'Yser, de Dixmude à Nieuport. (Voyez plus loin.)

Dixmude, au point le plus exposé et sauf quelques détachemens belges, qui se raidissaient, dans un suprême effort, pour coopérer à la défense, nous n'avions que les fusiliers.

L'amiral leur avait dit : « Le rôle qu'on vous donne est dangereux et solennel : on a besoin de vos courages. Pour sauver tout à fait notre aile gauche jusqu'à l'arrivée des renforts, sacrifiez-vous. *Tâchez de tenir au moins quatre jours* (1). »

Au bout de quinze jours les renforts n'étaient pas encore arrivés et les fusiliers continuaient de « tenir (2). » Ces hommes n'avaient aucune illusion sur le sort qui les attendait. Ils se savaient perdus, mais ils embrassaient toute la grandeur de leur sacrifice. « C'est à nous, les marins, écrira de Dixmude à la date du 5 novembre le fusilier P..., d'Audierne, qu'on avait confié le poste d'honneur, c'est-à-dire que dans ce coin-là il fallait tenir coûte que coûte : plutôt mourir tous que de capituler! Et je t'assure que nous avons tenu bon, quoique nous n'étions qu'une poignée d'hommes contre une force six fois supérieure en nombre avec de l'artillerie. » Exactement 6 000 marins et 5 000 Belges, sous les ordres du général Meyser, contre trois corps d'armée allemands (3). Une artillerie insuffisante, au moins dans les débuts (4). Pas de pièces lourdes, pas d'avions non plus (5), rien pour nous éclairer que les rapports des cyclistes belges et les évaluations approximatives des vigies.

— Combien étiez-vous donc? demandera au lendemain de la prise de Dixmude un major prussien fait prisonnier. 40 000 au moins, n'est-ce pas?

Et, quand il apprendra que les marins n'étaient que 6 000, il ne pourra retenir un cri de rage :

— Ah! si nous avions su!

(1) Pierre Loti, *Illustration* du 12 décembre 1914.

(2) Jusqu'au 4 novembre exactement, où les renforts arrivèrent, mais pour nous quitter presque aussitôt.

(3) « Un autre jour, le capitaine nous lit un ordre de l'amiral : il nous dit qu'il y avait trois corps d'armée allemands contre nous et qu'il fallait les tenir à toute force en attendant les renforts. » (Lettre du fusilier M. R..., de Tudy.)

(4) « Sans doute nos braves petits canons belges donnaient de la voix. Mais que pouvaient ces roquets contre les molosses teutons? » (Cité par le Dr Caradec.)

(5) Mais ceci n'est pas imputable à un défaut d'organisation. Il faut se rappeler que la brigade était dirigée sur Anvers et que ce sont les circonstances qui en ont fait un corps détaché, opérant loin de nos bases.

## VI. — LA PRISE DE BEERST

Sauf un maigre faubourg qu'elle pousse au delà de ses ponts, Dixmude est tout entière étalée sur la rive droite de l'Yser. Cependant notre front de défense générale, à la date du 16 octobre, en amont et en aval de la ville, déborde sensiblement le tracé du fleuve : de Saint-Jacques-Cappelle à la mer du Nord, par Beerst, Keyem, Leke, Saint-Pierre, etc., petites agglomérations rurales, hier inconnues, endormies dans la douce paix flamande et qui vont s'éveiller au coup de tonnerre de l'invasion, l'arc de cercle qu'il décrit suit à peu près sur tout son parcours, jusqu'à Stype, l'accotement du chemin de fer routier d'Ypres à Ostende. Les fusiliers marins flanquent ce front, de Saint-Jacques à Dixmude. Les 1re, 2e, 4e et 5e divisions belges occupent le reste du fer à cheval, mais les effectifs de ces divisions étiques n'ont pas été complétés; certains régimens sont tombés de 6 à 2000 hommes; des compagnies entières ont fondu. Ces débris continuent de faire tête avec un beau courage. Jusques à quand? Comme à nos fusiliers, on leur a demandé de tenir quatre jours, et c'est le 23 octobre seulement, au bout de neuf jours, qu'arriveront les renforts du général Grossetti (1).

L'amiral avait partagé la défense de Dixmude en deux secteurs, coupés par la route de Caeskerke : le secteur Nord, confié au 1er régiment (commandant Delage) et le secteur Sud, confié au 2e régiment (commandant Varney). Il avait placé son poste de commandement à la gare de Caeskerke, au point de jonction des lignes de Furnes et de Nieuport, ne gardant à sa disposition qu'un bataillon du 2e régiment. Des deux batteries du groupe belge, l'une s'était défilée au Sud du deuxième passage à niveau de la voie ferrée de Furnes, l'autre au Nord de Caeskerke. Une

(1) Les effectifs belges qui vont coopérer avec nous à la défense de Dixmude ne se montreront pas inférieurs à ceux du bas et moyen Yser et si, au lieu d'un historique de la brigade, nous avions fait ici un exposé général des opérations, la plus simple équité nous eût commandé de restituer à ces troupes la part qui leur revient dans la défense. Elle fut assez belle pour que le général en chef des armées chargeât le général Foch d'aller porter au général Meyser, dont la brigade s'était particulièrement distinguée à Dixmude, la cravate de commandeur de la Légion d'honneur et pour que deux des drapeaux de cette même brigade, le 11e et le 12e, fussent décorés par le Roi et autorisés à inscrire dans leurs plis le nom de la glorieuse cité. Nous n'avons pas davantage insisté, et pour les mêmes raisons, sur l'actif et brillant concours que nous prêtèrent les quelques centaines de Sénégalais qui, vers la fin, furent adjoints aux fusiliers.

ligne téléphonique les reliait à la grande minoterie de Dixmude située à l'entrée du Haut-Pont et dont la plate-forme en ciment armé nous offrait un excellent observatoire. L'épaisseur de ce massif de béton, aussi coûteux que disproportionné à l'importance de l'établissement, mais très propre à recevoir de l'artillerie lourde qui battrait de là toute la vallée de l'Yser, ne laissait pas d'inspirer certaines réflexions : c'est peut-être une des rares occasions où les préparatifs de l' « avant-guerre » auront tourné contre leurs auteurs. La compagnie des mitrailleuses se tenait à la croisée des routes de Pervyse et d'Oudecappelle ; dans les tranchées de l'Yser nous avions surtout des troupes belges ; au Sud enfin, un corps de cavalerie française (1), parti de la forêt d'Houthulst, lançait une pointe hardie sur Clercken et nous soulageait un peu de ce côté, sans parvenir à enrayer l'offensive allemande qui se déployait en force à quatre heures de l'après-midi.

Suivant son habitude, l'ennemi avait commencé par préparer le terrain à l'aide de son artillerie, qui, du plissement où elle s'était défilée, aux abords d'Eessen, à l'Est de Dixmude, nous couvrait des projectiles de ses canons de 10 et de 15 centimètres. A peine les derniers flocons des batteries allemandes s'étaient-ils dissipés que l'infanterie attaqua : l'action fut assez chaude et se prolongea pendant toute la nuit et la matinée du 17, avec des alternatives violentes d'avance et de recul. L'ennemi, désireux d'en finir d'un coup, se présentait en masses compactes dans lesquelles nos mitrailleuses et nos feux de salve ouvraient des brèches sanglantes. Ces bastions mouvans oscillaient pendant quelques secondes, rebouchaient leurs brèches et revenaient en formations aussi serrées qu'avant. Aucun réseau de fils barbelés ne protégeait les abords de nos tranchées ; la plupart n'avaient ni toit, ni créneaux. Dans ces installations de fortune, le succès de la résistance dépendait uniquement de l'intrépidité des hommes et de l'adresse du commandement. Quelques « élémens » furent perdus, repris, perdus et repris encore. Mais, dans l'ensemble, notre ligne se maintint : l'ennemi ne put pénétrer dans la défense. Au petit jour, découragé, il suspendit

(1) C'est ce corps qui gardait la route de Furnes et l'Yser entre Loo et Nieucappelle, où il fut remplacé, peu après l'affaire de Beerst, par le 87e territorial. Avec une magnifique audace, le général d'Urbal, avant même d'être en possession de toutes ses forces, le lançait dans de grands *raids* qui troublaient l'ennemi.

l'attaque; mais, comme un chien qui s'éloigne en grondant, il n'arrêta de nous canonner qu'à onze heures du matin. « Après, note le fusilier R..., tout bruit cesse. Dixmude a peu souffert; les dégâts causés par les obus sont insignifians. » Mais il est vrai que l'ennemi n'avait pas reçu encore son artillerie lourde.

On profita du répit qu'il nous accordait pour refaire les tranchées des lisières extérieures, quelque peu endommagées, et commencer l'organisation des autres; le travail, d'ailleurs, était repris à chaque accalmie, mais il s'exécutait surtout la nuit et le matin, de cinq à neuf heures, jusqu'au lever de la brume. A cette heure-là, généralement, avec la clarté, la canonnade reprenait : nos pièces étaient trop faibles et en trop petit nombre pour répliquer efficacement à l'ennemi. Aussi la brigade accueillit-elle avec un vrai soulagement le renfort qui lui arriva dans la journée du 17 : cinq batteries du 3e régiment d'artillerie belge (colonel Wleschoumes) qui, ajoutées au groupe Ponthus, allaient donner à la défense de Dixmude un total respectable de soixante-douze bouches à feu, sans grande portée malheureusement et d'un métal trop peu résistant pour nos obus de 75. Telles quelles, réparties de Caeskerke à Saint-Jacques-Cappelle, notre front s'en trouva singulièrement amélioré. L'amiral, qui voulait s'en réserver l'emploi, fit relier téléphoniquement cette artillerie à son poste de commandement : une bataille se dirige aujourd'hui du fond d'un cabinet. Néanmoins il autorisa d'une façon permanente les batteries à « ouvrir instantanément le feu de jour comme de nuit sur les abords de Dixmude, toutes les fois que la fusillade et particulièrement le bruit des mitrailleuses indiquerait qu'une attaque d'infanterie était dirigée contre nos tranchées. »

Son échec du 16 octobre avait-il induit notre adversaire à plus de circonspection? Comme il nous avait laissé respirer dans l'après-midi du 17, il nous donna campos toute la journée du dimanche 18. On ne signala que deux ou trois patrouilles de cavalerie vers Dixmude et qui furent rapidement dissipées par quelques volées d'artillerie. Ce jour-là encore, nos fusiliers eurent une heureuse surprise : un officier de haute taille, silencieux, aux yeux graves, sanglé dans son dolman noir, vint visiter avec l'amiral les tranchées de l'Yser. Son inspection

avait dû le satisfaire. Il serra la main de l'amiral : c'était le roi des Belges (1).

D'autres nouvelles arrivaient du front, qui étaient de nature à nous inspirer confiance. Malgré la chute de Lille, nos armées du Nord avaient pris l'offensive de Roye à la Lys, avec un succès marqué : du quartier général anglais ordre était donné au premier corps de se concentrer à Ypres, d'où il essaierait de se porter dans la direction de Bruges (2). Ce mouvement stratégique avait même reçu un commencement d'exécution et la cavalerie française qui venait d'enlever Clercken pouvait être considérée comme l'avant-garde du corps de sir Douglas Haig. Elle demandait à l'amiral de la faire appuyer en flanc pour continuer sur Zarren et Thourout. L'amiral détacha immédiatement vers Eessen le commandant Mauros avec un bataillon du 2e régiment et deux auto-mitrailleuses belges. La route était libre, jonchée de cadavres de chevaux, même de soldats, comme après une retraite précipitée (3). L'ennemi semblait s'être volatilisé. Mais, à Eessen, l'église, dont il avait fait son écurie, comme il fera de l'église de Vladsloo une sentine, par vieux goût huguenot du sacrilège, gardait les traces toutes fraîches de son passage (4). Ces fumées de la bête ne nous renseignaient pas sur la direction qu'elle avait prise. Plusieurs routes s'ouvraient devant elle. Le plus vraisemblable est qu'averti du mouvement de la cavalerie française l'ennemi se retirait sur Bruges par Wercken ou Vladsloo. A tout hasard, le commandant Mauros s'était installé en halte gardée à Eessen pour y attendre le jour, cependant que deux régimens de goumiers, qui avaient été mis pour la circonstance à la disposition de l'amiral et qui assuraient sa liaison avec le gros du corps opérant sur Thourout, partaient en fourrageurs vers Bovekerke et les bois de Couckelaere. On atteignit ainsi la matinée, et l'exécution du plan français semblait devoir se poursuivre normalement, quand un terrible coup de boutoir de l'ennemi, sur un point où on ne l'attendait pas, vint brusquement tout compromettre.

(1) « Celui-là est un roi modèle. Je l'ai vu parcourir les tranchées; ça, c'est un homme. » (Lettre du marin A. C..., 30 octobre.)

(2) Cf. *Rapport du maréchal French*. On sait que ce mouvement, prononcé le 21 octobre, fut arrêté sur la ligne Zonnebeke-Saint-Julien-Langermack-Bischoote.

(3) « Sur notre route plusieurs chevaux abattus et quelques morts jonchaient le sol. » (Lettre du fusilier F. L. F..., du Passage-Lanriec.)

(4) Communication de M. l'abbé Le H...

En réalité, les Allemands n'avaient pas battu en retraite. Ou plutôt ils ne s'étaient repliés que pour reprendre le contact plus loin et dans des conditions plus favorables. Renseignés sur le genre d'accueil qui les attendait à Dixmude, ils voulaient tâter un autre point du front, dans l'espoir que les « petits Belges » se montreraient de meilleure composition que les « demoiselles au pompon rouge. » Vers neuf heures, dans la matinée du 19, en trois bonds simultanés, ils se jetaient, à Leke, à Keyem et à Beerst, sur la mince ligne belge qui chancelait sous le choc. Pourrons-nous la soutenir à temps ? Qu'elle soit enfoncée, et c'est la route ouverte vers l'Yser, l'Yser emporté peut-être, Dixmude prise à revers. L'amiral n'hésite pas : toute la brigade donnera, s'il le faut. Il pousse à marche forcée deux des bataillons de sa réserve sur la route d'Ostende, un autre (commandant Mauros) en flanc sur Vladsloo et Hoograde. L'artillerie appuie le mouvement, qui commence à dix heures. Mais il est impossible de savoir si Keyem et Beerst sont aux mains des Belges ou des Allemands et, dans le doute, l'artillerie n'ose les fouiller. Les deux villages s'enveloppent d'un silence de mauvais augure. Le commandant Jeanniot, qui marche sur Beerst avec l'un des bataillons, prend ses dispositions en conséquence : aux approches du village, il est accueilli par une salve de mitraille ; les Allemands sont retranchés dans les maisons et l'église, d'où ils dirigent un feu nourri sur nos troupes. L'attaque de la position est rendue singulièrement difficile par la nature du terrain, complètement plat, coupé de fossés d'irrigation d'où l'eau déborde et sans autre abri que quelques haies défeuillées ; on ne peut s'en approcher qu'en rampant. Nous perdons pas mal d'hommes dans cette manœuvre de déploiement, si peu conforme à la nature impulsive des marins : toute tête qui émerge est une cible ; le lieutenant de vaisseau de Maussion de Candé, qui s'est mis debout, pour inspecter la position ennemie, tombe foudroyé. A chaque instant, quelqu'un des nôtres roule dans les betteraves. La charge ne sonnera donc pas ? Elle sonnera. Mais trop tôt encore. Le lieutenant de vaisseau Pertus culbute le premier, la jambe broyée, au moment où il enlevait sa compagnie ; le lieutenant de Blois est frappé à quelques secondes d'intervalle en esquissant le même geste. Nos pertes sont si fortes qu'il faut appeler le bataillon de soutien Pugliesi-Conti et

ramener en arrière le bataillon Jeanniot, qui a laissé 110 des siens sur le carreau. Ces troupes neuves, fanatisées de vengeance et par l'exemple de leurs officiers, se feront hacher plutôt que de céder le terrain. Derrière le « colonel » du 2e régiment, redevenu le commandant Varney, tout le bataillon se rue. Mais, une maison enlevée, il faut prendre d'assaut la suivante. Cependant l'attaque progresse. L'amiral, pour lui conserver son souffle, la fait soutenir par un nouveau bataillon de sa réserve (commandant de Kerros), que le bataillon Jeanniot, trop éprouvé, ira remplacer à Dixmude. Le bataillon Mauros débouche dans le même temps de Vladsloo d'où il a délogé l'ennemi avec l'aide des auto-mitrailleuses de la brigade belge (1) ; la 5e division alliée prolonge le front de combat à droite et en arrière. Et, tout de suite, on voit les effets de cette heureuse disposition tactique : l'ennemi, qui a mis en action son artillerie, tâtonne à la recherche de nos pièces défilées au Nord de Dixmude ; à cinq heures de l'après-midi, nous sommes maîtres de Beerst. Les baïonnettes peuvent se reposer : elles ont fait du « bon travail; » dans les rues, les cours des fermes, on marche sur une litière de cadavres. Mais la nuit tombe; l'amiral, qui s'est porté sur la ligne de feu, ordonne au commandant Varney d'organiser immédiatement les abords du village en prévision d'un retour offensif de l'ennemi. Nos hommes s'y mettent allégrement; ils sont encore dans tout l'enivrement de leur coûteuse victoire. A peine la pioche en main, un contre-ordre : du quartier général belge, on nous commande de nous replier sur nos anciennes positions. La brigade rentre à onze heures du soir dans ses cantonnemens de Caeskerke et de Saint-Jacques-Cappelle. Derrière elle, l'horizon flambe : c'est Vladsloo que l'ennemi a réoccupé et qui dresse le « coq rouge » sur ses toits.

CHARLES LE GOFFIC.

(1) Cette opération, qui fut très brillante et valut au capitaine de frégate Mauros son inscription au tableau d'avancement, semble s'être faite d'assez bonne heure et peut-être dans la nuit même. « En arrivant à Eessen, à une heure du matin, note le fusilier R..., une compagnie, envoyée en reconnaissance au village de Vladsloo, est accueillie à coups de fusil : les Allemands n'ont pas encore abandonné ce village; nous les délogeons, aidés par des auto-mitrailleuses belge et par l'artillerie belge. Nous réussissons à nous emparer de Vladsloo et devons faire notre jonction avec le reste du régiment à Beerst. »

# NAPOLÉON A LAFFREY

## 7 MARS 1815

L'été dernier, quelques jours avant la mobilisation, comme je descendais la route de La Mure à Vizille, je fis le projet de revenir sur les bords des lacs de Laffrey, en ce début de mars, exactement un siècle après Napoléon. L'étape décisive de ce voyage de l'île d'Elbe à Paris, qui m'a toujours paru merveilleux comme un conte de fées, évoque en moi l'heureux temps où j'allai passer à Grenoble mon baccalauréat. En déjeunant à l'hôtel des Trois-Dauphins, je lus, sur le mur de la salle à manger, l'inscription qui commémore le séjour de l'empereur. Pour la première fois, moi qui n'avais pas quitté ma petite ville des bords du Rhône, je me trouvais devant un souvenir historique... Certes, au lycée de Tournon, faisant sonner mon jeune pas dans les allées du parc séculaire qu'emplit aux jours d'été le cri des cigales, j'aimais à me dire que j'appartenais à l'illustre collège fondé par le cardinal de Tournon, sous François Ier. Mon imagination ne demandait qu'à s'exalter; et quand j'apercevais, de l'autre côté du fleuve, le coteau de l'Hermitage tout doré dans la lumière du soir, je songeais que le vin fameux dont parle Boileau, était déjà, d'après Hugo, celui

> ... qu'aimait le grand Pompée
> Et que Tournon récolte au flanc de son vieux mont.

Pourtant, au fond de moi, la voix de ce bon sens qui abandonne rarement les gens de la vallée du Rhône, raillait mon enthousiasme et me rappelait que le célèbre vignoble avait été planté par des moines qui se fixèrent dans le pays au milieu du

XIII^e siècle. Le grand Pompée n'aimait l'Hermitage que pour rimer avec épée... Tandis qu'à Grenoble, j'étais dans l'hôtel même où logea Napoléon, — on me montra la chambre que garnissait encore le mobilier de l'époque, — je déjeunais dans la salle où il prit ses repas, en des circonstances mémorables, il y avait quatre-vingts ans : cela, c'était de l'histoire.

Lorsque je projetais une excursion à Laffrey, aux derniers jours de cet hiver, je ne prévoyais pas les événemens qui, si vite, allaient bouleverser le monde. Par une poignante coïncidence, nous assistons, pour le centenaire de 1815, à une lutte qui rassemble, contre un ennemi commun, presque tous les peuples de l'Europe qu'unit le même besoin de secouer une insupportable hégémonie; et, par un de ces retours qu'aime l'ironique destin, une alliance franco-anglaise fête l'anniversaire de Waterloo. La guerre empêche mon pèlerinage guerrier. Comment voyager et goûter la joie des paysages changeans, alors que tant des nôtres sont immobiles dans les tranchées? Attendons, pour recommencer à vivre, qu'ils soient sortis de leurs tombeaux.

*
* *

La route de Laffrey s'élève au-dessus de Vizille, par une pente fort raide, sur le flanc du mont Connexe, et atteint rapidement le seuil de la Matheysine. Ce plateau, situé à près de mille mètres d'altitude, fermé à l'horizon par l'énorme pyramide de l'Obiou, encaissé entre une double muraille de sommets boisés, balayé par les vents qui déferlent des couloirs de la Romanche et du Drac, est un des plus rudes du Dauphiné. Des replis du sol y forment quatre lacs, d'un beau bleu foncé, qui, sauf pendant quelques semaines d'été, sont peu accueillans. Les longues chevelures des arbres et des roseaux fouettent l'onde que plissent et soulèvent les incessantes rafales. Comme autour de l'île où se bat Roland,

> Le vent trempe en sifflant les brins d'herbe dans l'eau.

Du bord septentrional du plateau, on a une vue magnifique sur les massifs de la Chartreuse et de Belledonne. Le village de Laffrey, à côté du plus grand des lacs, n'offre aucun intérêt. Modeste villégiature estivale, rendez-vous de patinage l'hiver, son nom serait presque inconnu s'il n'avait été, il y a cent ans, témoin

d'un des épisodes les plus célèbres de l'histoire de Napoléon. C'est, en effet, après les dernières maisons du hameau, dans la direction de La Mure, qu'eut lieu la rencontre des troupes royales et de l'armée de l'île d'Elbe, rencontre qui aurait pu si profondément modifier notre histoire.

Certes, il est toujours un peu enfantin de dire : « Si tel événement s'était ou ne s'était pas produit, les choses eussent tourné autrement. » On sait que, plus court, le nez de Cléopâtre changeait la face du monde. Il n'est guère de rois dont l'hypothèse de la mort anticipée ne permette d'imaginer les plus étranges conséquences. A Laffrey, cependant, une supposition logiquement s'impose. C'est là que des soldats, venus pour arrêter Napoléon, l'ont mis en joue. Le commandement de : *Feu!* leur a été fait : comment ne point penser qu'un coup aurait pu, aurait dû partir? Je ne crois pas que l'histoire compte beaucoup de minutes où le destin ait été plus tragiquement en suspens.

*
* *

On se rappelle la situation. Napoléon, ayant quitté l'île d'Elbe le soir du dimanche 26 février 1815, débarque le 1er mars au golfe Juan, avec un millier d'hommes environ. Se défiant des départemens royalistes de la Provence, il se décide à passer par les Alpes, malgré toutes les difficultés que présentait cette traversée hivernale. Les montagnards dauphinois, attachés aux principes de la Révolution qu'ils considéraient un peu comme leur œuvre, étaient hostiles au nouveau régime; Napoléon savait, d'ailleurs, qu'il comptait parmi eux quelques chauds partisans. Son chirurgien Emery, qui l'avait accompagné en exil, était de Grenoble; et l'un de ses compatriotes, le gantier Dumoulin, secrètement venu à Porto-Ferrajo, avait indiqué à l'empereur les dévouemens qui n'attendaient que son retour pour se manifester.

De Fréjus, Napoléon se dirige sur Grasse, où les habitans lui font un accueil empressé, apportant aux soldats du vin et des brassées de ces fleurs qui, au début du printemps provençal, tapissent champs et coteaux. La petite troupe s'engage ensuite dans les fort mauvais chemins qui reliaient alors le littoral aux Alpes. Jusqu'à Digne, l'étape est pénible par des sentiers couverts de neige. Napoléon passe à Sisteron le 5, et, le soir du

même jour, entre dans Gap illuminée. Le préfet a vainement tenté d'organiser une résistance et s'est retiré à Embrun. Le voyage commence à tenir du miracle. C'est le début de la marche triomphale qu'a dépeinte Chateaubriand, avec cette magnificence de langage qui semble faite pour parler de Napoléon : « Il s'avance sans obstacle parmi ces habitans qui, quelques mois auparavant, avaient voulu l'égorger. Dans le vide qui se forme autour de son ombre gigantesque, s'il entre quelques soldats, ils sont invinciblement entraînés par l'attraction de ses aigles. Ses ennemis fascinés le cherchent et ne le voient pas ; il se cache dans sa gloire, comme le lion du Sahara se cache dans les rayons du soleil pour se dérober aux regards des chasseurs éblouis. »

Le 6 mars, la colonne impériale bivouaque à Corps, et, le lendemain, Napoléon marche sur Grenoble. Mais ici, les difficultés commencent.

La nouvelle du retour de l'empereur s'est répandue dans toute la France. La Cour a été avertie par un message au ministre de la Guerre, que le maréchal Masséna a envoyé de Marseille. Porté par un courrier jusqu'à Lyon, où s'arrête alors le télégraphe aérien, il ne parvint à Paris que le 5. L'émotion ne fut d'abord pas très grande, car on comptait que les troupes royales auraient facilement raison de l'aventurier. Le 7 mars, le jour même où Napoléon arrivait à Laffrey, Louis XVIII déclarait aux ambassadeurs : « Messieurs, je vous prie de mander à vos cours que vous m'avez vu n'étant nullement inquiet. Je suis persuadé que ceci n'altérera pas plus la tranquillité de l'Europe que celle de mon âme. » Par prudence pourtant, on charge le Comte d'Artois d'organiser la résistance à Lyon ; mais on ne doute pas que les garnisons de Gap et de Grenoble, qui ont dû être également prévenues, auront déjà pris les mesures nécessaires.

Le préfet de l'Isère, — qui n'est autre que le célèbre mathématicien Fourier, — et le lieutenant général comte Marchand, qui commande la 1re subdivision de la 7e division militaire, ont appris, en effet, l'approche de Napoléon. Bien qu'un peu gênés par les bienfaits dont celui-ci les a jadis tous deux comblés, ils se décident à faire leur devoir de fonctionnaires royaux. Marchand envoie contre lui les troupes dont il se croit le plus sûr : une compagnie du 3e génie et un bataillon du

5e de ligne, sous les ordres du commandant Delessart. Elles gagnent La Mure, avec la mission de faire sauter le pont de Ponthaut, à quelques kilomètres en avant du bourg, pour barrer la route à l'armée impériale. Mais, devant les objections du maire, le manque d'enthousiasme des soldats et l'annonce que l'avant-garde ennemie occupe déjà les lieux, Delessart juge prudent de replier ses troupes jusqu'à Laffrey et de les poster à l'endroit où le défilé est le plus facile à défendre.

Cambronne était arrivé à La Mure presque en même temps que Delessart; et les gens du pays eurent, pendant un moment, le spectacle curieux des sous-officiers du roi préparant, à l'hôtel de ville, leurs billets de logement à côté des fourriers de l'empereur. Mais comme Cambronne n'avait avec lui que quelques hommes, il préféra ne pas coucher à La Mure et revenir sur ses pas jusqu'à Ponthaut, craignant que le départ du 5e de ligne ne masquât un mouvement tournant qui l'aurait coupé du gros de la colonne. Le lendemain matin, lorsqu'il apprend, au contraire, que les troupes de Grenoble se sont retirées vers Laffrey, il rentre à La Mure au milieu des acclamations. Quelques heures après, Napoléon paraît, entouré de son état-major et de grenadiers qu'escorte un peloton de chevau-légers polonais. L'enthousiasme déborde. Un piquet de soldats doit maintenir à distance les paysans. L'empereur s'entretient avec le maire et les notables qu'il n'a nulle peine à conquérir entièrement. Il s'enquiert des besoins de la commune et du canton, de leurs désirs personnels. Déjà il parle, il agit en souverain. Pourtant une inquiétude se trahit sur son visage. Le temps presse et il s'attarde. Quand il se décide à repartir, il fait mener son cheval à la main et monte en voiture. Sans doute veut-il se recueillir et se reposer : il sent qu'il va lui falloir toute son énergie. Après tant d'heures de captivité et de rage impuissante, il commence à entrevoir la délivrance. Jusqu'ici, tout a réussi, mieux que ses plus optimistes pronostics ne lui permettaient de l'espérer; mais les obstacles sérieux vont seulement se dresser. Si, ce soir, il était de nouveau prisonnier, ce serait l'écroulement final, irrémédiable, définitif... Avec quelle anxieuse avidité, il regarde le paysage sévère et triste qui l'environne! Un soleil pâle luit dans les cieux froids. Les petits lacs de Pierre-Châtel et de Pétichet ont un air hostile... Vivement, il se ressaisit. Ces montagnes, ce sont les Alpes d'où,

jeune général en chef, il vola vers la victoire comme l'aigle vers la lumière; elles ne pouvaient pas lui porter malheur aujourd'hui et ensevelir à jamais sa fortune. Les ovations des paysans, qui le suivent depuis La Mure, lui rendent confiance. Cette fois encore, il triompherait.

Sa rêverie est interrompue par le retour des lanciers polonais d'avant-garde qui viennent signaler que le bataillon de Grenoble est massé devant le village de Laffrey, appuyant sa droite à la montagne, sa gauche au ruisseau qui sort du lac : il est impossible de passer sans livrer bataille. Napoléon quitte sa voiture, monte à cheval et, suivi des grenadiers et des lanciers, se dirige vers l'ennemi. Arrivé à une portée de fusil environ, il fait entrer sa petite troupe dans la prairie et met pied à terre. Il examine à la lorgnette les soldats qui ont mission de le ramener mort ou vivant. Plusieurs témoins de la scène rapportent qu'il était très agité et fort indécis. Minutes angoissantes, s'il en fut jamais!

*

Après avoir dépouillé d'abondans documens et, notamment, aux archives du ministère de la Guerre, les pièces des procès intentés, sous Louis XVIII, aux officiers qui trahirent la monarchie pour Napoléon, Henry Houssaye a écrit un récit détaillé de la rencontre de Laffrey. Il a également utilisé la plupart des nombreuses brochures locales qui racontent cette journée du mardi 7 mars 1815. Je me suis amusé à en parcourir quelques-unes, entre autres celle de Berriat-Saint-Prix. L'auteur, qui fut ensuite doyen de la faculté de droit de Paris et membre de l'Institut, était alors jeune professeur à Grenoble; il eut l'honneur d'avoir, à l'hôtel des Trois-Dauphins, une audience de Napoléon qui l'éblouit, — le mot n'est pas trop fort, — par ses connaissances de la procédure civile. « L'appréciation de cette matière ingrate et obscure, dit l'éditeur de la brochure, au cours d'une entreprise si aventureuse et avec une si grande liberté d'esprit, l'avait pénétré d'admiration. Au bout de trente ans, il en parlait encore avec enthousiasme. » Berriat-Saint-Prix rédigea aussitôt une histoire du passage de Napoléon à Laffrey et à Grenoble; mais, mise de côté au moment de Waterloo, elle ne fut publiée qu'après sa mort, en 1861. L'exorde pompeux est tel qu'on l'attend d'un professeur de droit au début

du siècle dernier : « Il est des journées que les historiens se sont attachés à raconter dans leurs moindres circonstances, à cause de leur influence sur les destinées des peuples. Telles sont les journées qui firent passer l'empire romain des mains de Pompée en celles de César, des mains d'Antoine en celles d'Auguste. Cet exemple nous a paru mériter d'être suivi pour le 7 mars 1815 : si, par les événemens dont elle fut remplie, cette journée ne peut être comparée à la bataille de Pharsale ou à celle d'Actium, elle n'en eut pas moins, pendant quelque temps, le même résultat pour l'empire français. »

Je m'étais toujours étonné qu'Henry Houssaye ne mentionnât point la relation, moins solennelle mais combien vivante, que Stendhal a donnée de la rencontre de Laffrey. Je sais aujourd'hui, par un de ses confrères de l'Académie qui lui fit la même observation, qu'il ne la connaissait pas. Sans doute n'eut-il pas l'idée d'aller chercher dans les *Mémoires d'un Touriste* des pages qui, en effet, sembleraient mieux à leur place dans la *Vie de Napoléon*. C'est dommage; car elles donnent une vive impression de réalité. Stendhal, avec cette curiosité d'esprit qui le rend si moderne, agit comme un reporter d'aujourd'hui et reconstitue sur place la scène historique. Par l'intermédiaire d'un de ses amis, il convoque des gens du pays et va avec eux sur le terrain même où, vingt ans plus tôt, ils avaient été témoins de la rencontre. Il n'a rien oublié pour délier la langue des paysans et les mettre en opposition, quand il veut éclaircir ou préciser un détail. « J'avais fait apporter trois ou quatre bouteilles de vin, et nous nous sommes assis plusieurs fois; j'avais soin d'être altéré quand je voyais quelque point douteux. » Lorsqu'il arrive à l'endroit où se décida, suivant sa propre expression, le sort de l'entreprise la plus romanesque et la plus belle des temps modernes, il est vivement troublé. « J'avouerai mon enfantillage, mon cœur battait avec violence, j'étais fort ému; mais les trois paysans n'ont pu deviner mon émotion. » Ces derniers marquent, avec des rameaux de saule fichés en terre, la position des troupes de Grenoble. Et comme il indique de même la place où Napoléon se tenait dans le pré, à une portée de fusil, l'un des paysans lui reproche de représenter aussi mesquinement l'empereur. « Ses yeux brillaient; et il est allé couper sur un vieux saule une grande branche de plus de douze pieds

de hauteur qu'il a plantée au lieu précis où Napoléon s'arrêta. Un jour, il y aura dans cet endroit une statue pédestre de quinze ou vingt pieds de proportion, précisément avec l'habillement que Napoléon portait ce jour-là. »

Je ne sais si le monument prédit par Stendhal se dressera jamais dans la prairie de Laffrey; pour le moment, il n'y a qu'un petit tertre gazonné sur lequel sont entassés quelques rochers. Et, en 1843, peu de temps après que les cendres de Napoléon eurent été rapportées de Sainte-Hélène, sur une plaque de marbre noir encastrée dans le mur du cimetière, à deux cents mètres environ de la place où elles furent prononcées, on a gravé les paroles fameuses :

SOLDATS,
JE SUIS VOTRE EMPEREUR
NE ME RECONNAISSEZ-VOUS PAS?
S'IL EN EST UN PARMI VOUS
QUI VEUILLE TUER SON GÉNÉRAL
ME VOILA!
7 MARS 1815.

Avant que Napoléon lançât cet audacieux appel, il s'établit, entre ses officiers et les troupes royales, de nombreux pourparlers sur lesquels les historiens passent trop rapidement. Il y eut, de part et d'autre, de longues hésitations sur la conduite à tenir. Au dire des paysans de Stendhal, les choses restèrent en l'état pendant un temps qu'ils évaluent à trois quarts d'heure environ. Ils assistèrent à toutes les péripéties et y prirent part. Les gens de La Mure, qui avaient suivi Napoléon, et auxquels s'étaient joints ceux des hameaux traversés et de Laffrey, se répandirent entre les deux armées et essayèrent d'entraîner la défection des soldats de Grenoble. Ils leur distribuèrent la proclamation que l'empereur avait rédigée avant de quitter l'île d'Elbe et dont il avait fait imprimer des exemplaires à Digne : « Soldats, venez vous ranger sous les drapeaux de votre chef. Son existence ne se compose que de la vôtre; ses droits ne sont que ceux du peuple et les vôtres... La victoire marchera au pas de charge. L'aigle, avec les couleurs nationales, volera de clocher en clocher jusqu'aux tours de Notre-Dame. »

L'arrivée du capitaine Randon précipita les événemens. Ce jeune officier de vingt ans, neveu et aide de camp du général

Marchand, qui devait plus tard être comblé d'honneurs par Napoléon III, pressa le chef de bataillon Delessart de faire son devoir et de commander le feu; mais celui-ci, voyant l'émotion de ses hommes et, sans doute aussi, se rappelant qu'en Égypte il avait été décoré par Bonaparte, ne pouvait s'y décider. Devant ces hésitations, Napoléon pensa que le moment était venu de risquer le tout pour le tout. Il s'approcha à une portée de pistolet et, entr'ouvrant sa redingote, prononça les paroles qui sont gravées sur le mur de Laffrey.

Suivant Henry Houssaye, des cris de : Vive l'empereur! poussés aussitôt par les soldats, mirent fin au drame. Napoléon donna l'accolade à Delessart : « Soldats, dit-il, en embrassant votre chef, je vous embrasse tous. » Puis, ayant fait former le carré, il ajouta : « Je viens avec une poignée de braves, parce que je compte sur le peuple et sur vous; le trône des Bourbons est illégitime, parce qu'il n'a pas été élevé par la nation; il est contraire à la volonté nationale, parce qu'il est contraire aux intérêts de votre pays et qu'il n'existe que dans l'intérêt de quelques familles. »

Ce récit supprime l'épisode le plus pathétique rapporté par Stendhal, d'après les paysans qui en furent témoins; et la précision des détails, sur un point qui n'a pas en lui-même une importance particulière, semble en garantir l'authenticité. Quand Napoléon eut offert sa poitrine aux fusils, le jeune Randon, ne pouvant se contenir, fit les commandemens de *En joue* et de *Feu!* Un des soldats de l'avant-garde mit l'empereur en joue; mais, au second ordre, il tourna la tête et dit :

— Est-ce mon chef de bataillon qui me commande de faire feu?

— Feu! répéta l'aide de camp.

Le soldat répliqua :

— Je tirerai si mon chef de bataillon me l'ordonne.

Et comme celui-ci resta muet, le soldat releva son fusil. Le coup, qui devait sauver les Bourbons et aurait épargné Waterloo à la France, ne partit pas. Stendhal a bien raison de dire que ce fut le moment décisif. « Le chef de bataillon, ému par les paroles de l'empereur qui avait continué à parler et lui rappelait les batailles d'Égypte, ne s'opposa plus à ce qu'il s'approchât, et l'empereur, lui rappelant des circonstances personnelles à lui, chef de bataillon, l'embrassa. A ce moment, les

soldats du bataillon de Grenoble, qui suivaient d'un œil avide tous les mouvemens de l'empereur, enchantés d'être délivrés de la discipline, se mirent à crier : Vive l'empereur! Les paysans répétèrent ce cri, et tout fut fini. Les larmes étaient dans tous les yeux. En un instant, l'enthousiasme n'eut plus de bornes. Les soldats embrassaient les paysans et s'embrassaient entre eux. »

Prestige incomparable de Napoléon! Il n'avait qu'à paraître pour fasciner, qu'à parler pour ensorceler les plus hésitans. Ses rêves presque insensés se réalisaient comme par le caprice d'un magicien. Ce retour de l'île d'Elbe qui, pour tout autre, eût été la plus folle, la plus lamentable équipée, devenait un voyage triomphal. Quand il s'entendit acclamer par les soldats chargés de l'arrêter, il dut avoir la claire vision que, cette fois encore, il avait forcé le destin, et que, des hauteurs de la Matheysine, l'aigle impériale allait vraiment voler, de clocher en clocher, jusqu'aux tours de Notre-Dame.

*
* *

Les pages de Stendhal furent analysées dans le feuilleton du 7 février 1839 du journal grenoblois le *Courrier de l'Isère* et, quelques jours après, le même journal publia le récit d'un de ses abonnés qui avait été témoin de la rencontre. Houssaye l'ignora certainement aussi. Les détails donnés sur la fin de la scène historique sont cependant assez curieux et valent d'être rapportés. Le narrateur se trouva, à la sortie de Laffrey, dans le peloton même qui entourait Napoléon. Ce peloton « était composé d'officiers de tous grades et de toutes armes, tant du 5e que de sa suite. Le mélange des uniformes, des décorations, des aigles et des fleurs de lys présentait un coup d'œil singulier; si on avait cherché à reconnaître l'empereur à son costume, on aurait fort bien pu se tromper : la poussière dont il était couvert, ainsi que son cheval, ne permettait pas de distinguer la couleur verte de son uniforme de colonel de dragons; son chapeau était devenu complètement gris, et les trois couleurs de sa cocarde recoquillée avaient disparu; mais l'expression de sa figure et ses regards ne permettaient pas de se méprendre et de ne pas reconnaître au premier coup d'œil celui qui, trois ans avant, commandait à l'Europe. Il paraissait calme et tranquille; sa physionomie annonçait la satisfaction; impossible d'y aperce-

voir le moindre sentiment d'inquiétude ou d'émotion. Pendant ce temps, les soldats arrachaient et jetaient leurs cocardes blanches qui restaient dispersées et foulées aux pieds sur la route avec les décorations du lys. » Bonaparte donna l'ordre de former les pelotons et de marcher sur Grenoble. L'abonné du *Courrier de l'Isère* ne jugea pas utile d'accompagner plus loin l'empereur et préféra rentrer chez lui. « A quatre heures du soir, je pus reprendre la route de La Mure ; à peu de distance je rencontrai les équipages de Sa Majesté ; ils se composaient d'un méchant cabriolet, dans lequel Bonaparte avait constamment voyagé depuis son débarquement, et de deux charrettes attelées de deux mauvais chevaux ; la poussière dont le cabriolet était couvert tant en dedans qu'en dehors en masquait entièrement la couleur. Quant aux deux charrettes, elles étaient chargées de quelques bagages et de ballots de proclamations ; le reste de la suite de l'empereur était épars sur la route et n'acheva même de passer que le lendemain. »

*
* *

Napoléon se remit en marche, précédé par le bataillon du 5e de ligne et la compagnie du 3e génie, dont les hommes maintenant se seraient fait tuer jusqu'au dernier pour le défendre. En traversant le village de Laffrey, tandis que de chaque maison partaient des vivats, il goûta l'une des plus grandes joies de sa vie. Il sortait enfin de l'affreux cauchemar qui avait duré dix mois. Il n'était plus le souverain minuscule et ridicule dont l'Europe se riait. Comme l'écrit Chateaubriand, dans les *Mémoires d'Outre-tombe*, songeant sans doute à lui-même autant qu'à Napoléon, « ce n'est pas tout de naître, pour un grand homme : il faut mourir. » L'île d'Elbe n'était pas une fin pour lui ; il ne pouvait se contenter de la souveraineté d'un carré de légumes, comme Dioclétien à Salone... Et voilà qu'il redevenait l'empereur des Français ! Il allait régner de nouveau sur cette terre de France dont il voyait à ses pieds l'une des plus nobles provinces. Comme l'air était délicieux à respirer ! Comme le paysage, les lacs, les cimes, tout à l'heure si sévères, lui paraissaient accueillans ! Le soleil déjà incliné à l'horizon semblait un astre éteint : qu'importe ! Celui d'Austerlitz n'était pas plus brillant !

Au bas de la rude descente, Vizille lui fit un accueil chaleureux ; les habitans, qui se rappelaient avec orgueil que la Révo-

lution était née chez eux, ne doutaient pas que, chez eux encore, elle renaissait. Ils se joignirent en masse à la colonne. Un peu avant Eybens, entre Brié et Tavernolle, les soldats du 7e de ligne, que commandait La Bédoyère, accourus à marches forcées de Chambéry, sur l'appel du général Marchand, acclamèrent à leur tour, du plus loin qu'ils l'aperçurent, celui qu'ils avaient mission d'arrêter. La Bédoyère présenta à l'empereur, qui la baisa, l'ancienne aigle du régiment, précieusement conservée, que les soldats venaient de fixer à la hampe du drapeau, après en avoir arraché la pique et lacéré l'étoffe fleurdelisée.

A sept heures du soir, l'armée impériale, singulièrement grossie depuis le matin, arrivait devant Grenoble. La porte de Bonne était fermée et, sur les remparts, Marchand avait fait placer des canons chargés à mitraille; mais les troupes, qui devaient défendre la porte et pointer les canons, ne songeaient qu'à voir Napoléon et à se ranger à ses côtés. Les hommes les plus agiles se laissaient glisser le long des talus et venaient embrasser ses vêtemens comme la relique d'un saint. Tous connaissaient la proclamation distribuée par le docteur Emery, qui avait devancé la colonne, muni d'un faux passeport. Vainement, Marchand essaya de trouver parmi eux un officier ou un soldat qui voulût tirer sur l'empereur; il sentit que la partie était définitivement perdue et quitta Grenoble avant qu'on eût enfoncé la porte.

Napoléon entra dans la ville, à la lueur des torches, au milieu d'un enthousiasme délirant. Il vint coucher rue Montorge, à l'hôtel des Trois-Dauphins, que tenait alors un nommé Labarre, ancien soldat de l'armée d'Égypte. Pour la première fois, depuis de longs mois, il dut s'endormir, sinon tranquille, du moins heureux. Cette journée du 7 mars 1815 était l'une des plus enivrantes qu'il eût jamais vécues. Il le déclara souvent à Sainte-Hélène : « Jusqu'à Grenoble, j'étais aventurier; à Grenoble, j'étais prince. »

GABRIEL FAURE.

# LE BLOCUS DES CÔTES ANGLAISES

Je n'examinerai ici cette affaire importante qu'au point de vue militaire. La question est la suivante :

Quels sont les moyens, — d'une manière générale, — dont disposent les Allemands pour bloquer l'Angleterre, et quelle peut être, au juste, l'efficacité de ces moyens?

Les sous-marins ne sont pas les seuls engins avec lesquels nos adversaires communs pourraient entreprendre d'intercepter les arrivages en Angleterre. Les sous-marins eux-mêmes n'ont pas seulement à leur disposition la torpille automobile. Ils ont aussi le canon et surtout la mine automatique, la mine que l'on mouille sournoisement dans une passe fréquentée.

Les journaux officieux allemands, *Gazette de Cologne* en tête, n'ont pas manqué de nous rappeler cette faculté de leurs submersibles, car il s'en faut que la presse d'outre-Rhin s'abstienne de dire ce que les autorités maritimes comptent faire.

En tout cas, à côté des sous-marins, il y a les flottilles de torpilleurs, qui peuvent agir sur le littoral Ouest de l'Angleterre.

Les « Zeppelins, » eux aussi, prendront leur part de l'opération, une part accessoire, sans doute, mais point négligeable.

Enfin, il y a les croiseurs rapides. Ceci peut surprendre. Je montrerai tout à l'heure qu'il ne faut pas absolument faire fi de ce moyen d'action, même après les combats qui semblent avoir mis hors de cause les divisions légères allemandes.

C'est évidemment, tout de même, sur leurs sous-marins. avec leurs torpilles automobiles, leurs canons, leurs mines, leurs bombes à main ou pétards destinés à percer les coques des vapeurs capturés, que nos acharnés ennemis comptent le plus.

Parlons donc de ces sous-marins.

On sait que les Allemands ne se sont engagés qu'avec pru-

dence, avec timidité même, dans la voie de la construction des sous-marins. Ce n'est qu'en 1906 que, grâce à une retouche du programme initial de 1898, on voit apparaître dans le budget de l'Empire les fonds destinés à la mise sur cale de deux sous-marins, l'un au chantier de l'État de Dantzig, l'autre au chantier « Germania » (maison Krüpp), à Kiel. Ce sont de modestes unités de 180 tonneaux de déplacement en surface et de 240 tonneaux en plongée, qui chauffent au pétrole, marchent sous l'eau avec la vapeur accumulée, donnant 10 nœuds et 8 nœuds, et qui ne s'arment que de deux tubes lance-torpilles. Ces $U_1$ et $U_2$ (1) sont des engins de défense des côtes. Ils ne se risqueront certainement pas dans la mer d'Irlande, ni dans la Manche.

On peut en dire autant, très probablement, des six exemplaires du type qui succède à celui de ces deux précurseurs. Les $U_3$, $U_4$, $U_5$, $U_6$, $U_7$ et $U_8$, construits au chantier « Germania » de 1908 à 1910, ne déplacent encore que 230-300 tonnes. Ils vont jusqu'à 12 nœuds en surface et ont 4 tubes, mais leur rayon d'action est encore faible. Ils ne rôderont, ceux-là, que dans la mer du Nord. On ne songeait pas, en 1908, au blocus de l'Angleterre.

En 1911-1912, les choses changent de face tout à coup. Le programme général de construction a subi de profondes modifications. On veut avoir, en 1917, 72 sous-marins, dont 54 toujours armés et 18 en réserve. Le peuple allemand s'est aigri peu à peu contre le peuple anglais. Ses dirigeans, qui veulent servir une haine dont ils ont, au moins, encouragé le développement, commencent à regarder avec complaisance l'engin dont l'amiral anglais Percy Scott, deux ans plus tard, dira nettement que, devant lui, surtout s'il sait combiner son action avec celle des aéroplanes, les cuirassés disparaîtront, balayés ou coulés. Et alors, brusquement, on demande au Reichstag pour les deux exercices 1911-1912, de quoi construire 34 sous-marins ou plutôt 34 *submersibles*, car, entre temps, on a réussi à se procurer, grâce à un habile, mais assez louche personnage de nationalité étrangère, les plans d'un ingénieur français bien connu, M. L...

Mais 34 unités à la fois, c'est trop d'ambition. D'ailleurs, il faut tenir compte des progrès si rapides, des moteurs, des auxiliaires, de l'armement. En définitive, on n'exécute, à Dantzig, que

(1) U, initiale de *Unterseeboot*, bateau sous-marin.

8 submersibles (10, d'après certains renseignemens) du nouveau type ($U_9$..., $U_{16}$), à qui l'on donne des machines à quatre temps du constructeur Diesel (usines de Nürnberg-Augsburg), chargées de pousser à 13-9 nœuds, environ, des coques de 450-540 tonneaux. Les 26 unités restantes ne seront mises en chantiers qu'en 1912-1913 et, plus probablement, que de 1912 à 1914. Mais elles appartiendront à un type encore plus puissant (550-650 tonneaux) où, à côté des quatre tubes, on voit apparaître un ou deux canons de 50 millimètres (1).

Ce n'est cependant que 10 submersibles, de $U_{17}$ à $U_{26}$, que l'on réussit à lancer en 1912-1913. On a d'ailleurs des mécomptes du côté des moteurs. Aussi, les sous-marins de 1913-1914 seront-ils pourvus, les uns de machines à combustion interne construites en Suisse, à Winterthur, près de Zurich, les autres d'appareils à vapeur, comme quelques-uns des nôtres et des plus récens. Cette fois, c'est le chantier « Germania » qui semble monopoliser la construction de ces unités, dont la taille et le déplacement se sont encore accrus, passant de 650 tonneaux, en plongée, à 900 environ. La vitesse, aussi, a augmenté. Elle atteint, en surface, 17 ou 18 nœuds et peut aller, en plongée, à 12 nœuds. Quant au rayon d'action, faculté essentielle, dès qu'il s'agit d'entreprendre des opérations offensives et surtout de tenir un blocus pendant quelques jours au moins, on estime en général que les $U_9$..., $U_{16}$ peuvent faire un millier de milles marins (de 18 à 1 900 kilomètres), tandis que les $U_{17}$..., $U_{26}$ doivent pousser jusqu'à 1 600 ou 1 800 milles.

Ces derniers bâtimens sont, d'ailleurs, munis de tous les perfectionnemens : périscope de nuit doublant celui de jour, appareil de T. S. F., boussole gyroscopique, large provision d'air comprimé. Il ne semble pas qu'ils aient autant de torpilles automobiles que les nôtres. Peut-être n'en ont-ils pas plus de 6. Mais ils portent un certain nombre de mines automatiques qu'ils peuvent mouiller tout en restant en plongée. Or, ce sont là, expressément, des engins de blocus.

Voilà donc où en étaient les choses au moment où la guerre

(1) Dans la nomenclature officielle de l'artillerie Krupp, le canon de 50 millimètres a une longueur de 2 mètres (40 calibres). Il est possible que le modèle affecté aux sous-marins soit moins long, s'il est vrai, comme on l'affirme, que la bouche à feu est montée sur plate-forme à éclipse. Pour le canon de 40 calibres, la vitesse initiale du projectile de $1^k,750$ atteint 836 mètres.

a éclaté. Où en sont-elles, maintenant? — Nul doute que, résolus, dès le début des hostilités, à faire le plus large usage de l'arme nouvelle et entrevoyant déjà ce blocus des eaux anglaises auquel ils rattachent aujourd'hui tant de vaines espérances, les Allemands ne se soient efforcés d'augmenter rapidement le nombre de leurs sous-marins.

Or, les prévisions officielles de mises en chantiers pour 1914 et 1915 étaient de 12 unités. On devait tenir d'autant mieux à la réalisation de ces prévisions que l'on avait éprouvé, nous venons de le voir, des retards sensibles les trois années précédentes. Soyons donc assurés qu'à Dantzig, comme à Kiel, et probablement aussi bien dans les chantiers privés (Schichau, Germania, Howaldt) que dans ceux de l'État, on a mis sur cale, poussé activement, jour et nuit, achevé enfin cette douzaine de grands sous-marins de rayon d'action étendu qui conviennent parfaitement à l'objectif poursuivi (1).

Mais, d'autre part, on a fait des pertes. Celles-ci ne sont pas très faciles à évaluer. Un sous-marin disparaît, s'ensevelit définitivement sous les flots sans que l'adversaire qui le voit s'enfoncer soit certain de l'avoir coulé. De quelques-uns on n'entend plus parler. Il n'y a pourtant pas eu combat ou collision : un accident de mer les a fait sombrer obscurément. Tant y a que les calculs varient de six à dix unités perdues. N'acceptons que le premier de ces chiffres et, toute balance faite, admettons que l'Allemagne va disposer, au début de cette nouvelle période du conflit, d'une vingtaine d'unités, au maximum, susceptibles d'opérer, chacune pendant quelques jours, soit dans la Manche, soit dans la mer d'Irlande et aux atterrages atlantiques des Iles Britanniques.

Occupons-nous de la mer d'Irlande. Le canal du Nord est à 800 milles, au moins, d'Helgoland. Si nous accordons aux dernières unités allemandes 1 800, peut-être 2 000 milles, de rayon d'action, on voit combien est limité le champ de leur activité sur le théâtre d'opérations qui leur est dévolu à chacune d'elles. Cette difficulté apparaît si clairement à qui réfléchit un peu, que l'on s'est demandé où et comment ces sous-marins pouvaient

(1) Le chantier « Germania » avait, en août 1914, cinq grands sous-marins en construction pour le compte de l'Autriche. L'Allemagne s'en est-elle emparée? — Il y a quelques semaines, la presse quotidienne annonçait l'envoi à Pola de ces petits bâtimens, démontés et expédiés par tranches.

bien se ravitailler en cours d'opérations. M. Lake, ingénieur naval à qui l'on doit des plans intéressans, exécutés surtout en Amérique, n'est pas éloigné de croire que, conformément à des propositions qu'il a faites, il y a quelques années déjà, les bateaux allemands sont disposés pour se ravitailler en combustible liquide, ou même en charbon, — celui-ci en sacs, le pétrole en caisses étanches, — *au fond de l'eau*, l'approvisionnement en question étant déposé à l'avance en des points déterminés en longitude et latitude, ou faciles à repérer au moyen d'amers naturels empruntés à une côte voisine.

Que l'on ne crie pas à l'invraisemblance! Après tout ce que nous avons vu déjà, l'incrédulité systématique n'est plus de mise. En somme, une seule condition est ici indispensable, c'est que le dépôt soit fait par des fonds de 20 à 25 mètres, au maximum, les sous-marins ne pouvant guère descendre à 30 mètres sans risquer des avaries de coque résultant de la pression de l'eau. Pour le reste, c'est affaire de dispositifs spéciaux, de sas étanches, qu'il est aujourd'hui aussi aisé de réaliser que de concevoir, et aussi d'une habileté de manœuvre dont les officiers allemands ne sont point du tout incapables.

Ils ont d'ailleurs à leur disposition d'autres moyens et de moins « Jules-Verne. » Le dépôt dont il s'agit peut fort bien se trouver dans une anse discrète d'un des innombrables îlots déserts de la côte de Norvège, depuis si longtemps et si attentivement pratiquée par la marine impériale. Rien ne s'oppose même à ce que nos adversaires aient trouvé des points favorables dans les Shetland ou aux Féroë. On sait assez avec quelle minutie ils ont tout préparé pour le succès de leurs opérations et qu'au demeurant ils ont su s'assurer les connivences nécessaires.

Mieux encore, ou plus simplement : les sous-marins allemands peuvent se réapprovisionner à bord de vapeurs battant pavillon neutre, affrétés, en réalité, par des agens secrets du gouvernement impérial et qui suivront à des dates connues un itinéraire déterminé. Il est aisé de donner un « rendez-vous à la mer, » en dehors de la zone de surveillance des escadres anglaises à de vulgaires cargo-boats faisant régulièrement le trajet de Glasgow à Bergen, par exemple, et *vice versa*.

En dépit de ces précautions, il reste que la période de croisière dans la mer d'Irlande, *la période « d'effet utile » de chacun des grands sous-marins allemands sera toujours fort courte.*

C'est là leur grande, leur irrémédiable faiblesse. Et comme on sent la nécessité de la *continuité* dans leur action pour obtenir l'intimidation recherchée, on se trouvera conduit à organiser de fréquentes relèves. Mais tout cela fait beaucoup d'allées et venues, de longs voyages trop souvent répétés et donc, des avaries, des réparations prolongées, bref, là encore, des causes de retard, d'amoindrissement de la période d'utilisation réelle.

C'est pour obvier à ces inconvéniens, autant que pour ménager les approvisionnemens en torpilles automobiles, engins coûteux, compliqués, d'une fabrication assez lente, d'un réglage délicat, que l'on compte faire un large usage des mines automatiques. Sans doute le résultat est, là, plus aléatoire. Quand on laisse tomber un chapelet de ces engins à l'entrée de la Mersey, on n'est point assuré que les vapeurs passeront dessus. Il y a de la place à droite et à gauche. Et puis, les Anglais, parfaitement prévenus et outillés, dragueront leurs chenaux sans relâche. Enfin, il faut compter avec les courans, avec les gros temps, qui déplacent les mines... Tout de même, grâce au nombre, les mines, pense-t-on, feront du mal. Et elles agiront toutes seules, en l'absence du sous-marin. Elles le représenteront. Ce sont décidément des armes aussi commodes qu'efficaces pour un blocus, disent les Allemands.

En ce qui touche l'attaque directe d'un paquebot par le sous-marin et puisque, pour ménager certains neutres, il faudra se résigner à ne point éventrer une fois pour toutes, avec une torpille, le malheureux bateau qui s'approche, inconscient du péril, le canon de 50 millimètres fera fort bien, point assez puissant pour ouvrir tout de suite une brèche dangereuse, mais qui lance un obus dont les effets peuvent impressionner équipages et passagers. Seulement, pour tirer, il faut émerger, se découvrir. Cela peut exposer à de fâcheuses surprises. Évidemment les paquebots vont s'armer. Qui sait? Les modestes cargos en feront peut-être autant. Tels, autrefois, les « marchands » en se risquaient dans les mers de Chine, ou seulement dans l'Archipel, qu'en se ceinturant de caronades, de pierriers, d'espingoles. Et ainsi, sur mer comme sur terre, à force de progresser, si j'ose ainsi parler, nous reculons. Nous bouclons la boucle.

Quant aux bombes à main, ou plutôt aux pétards destinés à rompre par l'intérieur la membrure et le bordé, ce sont engins courtois, humains, qu'on n'emploiera qu'à l'égard des bâtimens

privilégiés auxquels devra s'appliquer un traitement de faveur et dont l'équipage aura cinq minutes pour se sauver.

Je disais tout à l'heure que les sous-marins n'étaient pas les seuls moyens auxquels nos ennemis auraient recours pour faire le désert autour des côtes anglaises. Je citais les « Zeppelins » et les grands aéroplanes, les flottilles de bâtimens légers, les grands croiseurs même...

Quelques mots là-dessus.

Pour les appareils aériens, le doute ne me semble pas possible. On sait quelle importance le chef de l'Empire germain attache à l'action terrorisante de ses merveilleux dirigeables, — dont deux viennent de périr misérablement sur la côte occidentale du Jutland. C'est pour obtenir une certaine combinaison de leurs opérations avec celles des sous-marins qu'il est venu à Cüxhaven ces jours-ci, puis à Helgoland. Mais, dans l'état présent des choses, cette combinaison n'est pas aisée. Si, avec les grands sous-marins, on ne peut s'assurer l'essentiel bénéfice de *la continuité de l'effet destructeur*, que dire des Zeppelins, dont l'action a jusqu'ici et gardera longtemps encore un caractère si précaire! Ces engins frappent comme la foudre, soit! Mais la foudre est capricieuse et ses effets sont étroitement limités dans le temps. Tout ce que l'on pourra demander aux aéronefs, aussi bien qu'aux aéroplanes allemands, c'est une certaine simultanéité de leurs efforts avec ceux des submersibles. Encore faudra-t-il que, dans la phase qui commence, les circonstances atmosphériques se prêtent à leur mise en jeu. On vient de voir qu'il suffit d'une chute de neige inopportune pour les désemparer.

Peut-on attendre un meilleur résultat de l'emploi des flottilles de bâtimens légers, torpilleurs et petits croiseurs? Il est incontestable que si, en même temps que les $U_{17}$, — et les suivans, — agiraient dans la mer d'Irlande, une quarantaine de « destroyers » allemands se jetaient sur l'estuaire de la Tamise et de la Medway, l'effet moral d'une telle combinaison aurait quelque intensité. Que de bâtimens, et non des moindres, pourraient être ainsi coulés en quelques heures!

Mais, à la grande surprise de beaucoup de marins, ces grands torpilleurs allemands si bien construits, si rapides, si bien manœuvrés, — car ils étaient soumis à un remarquable entraînement, — n'ont rien fait de saillant dans cette guerre. Du moins n'ont-ils pas su, ou pas pu agir isolément (j'entends

par escadrilles isolées, car, à juste raison, les huit unités d'une escadrille agissent toujours de concert) et se sont-ils bornés à éclairer, flanquer, soutenir au combat les divisions de croiseurs, grands ou petits, auxquelles de sérieuses opérations ont été confiées. Faut-il croire que dans le concept général de la guerre navale dominant en Allemagne, c'est au rôle d'engins auxiliaires du combat d'escadre que l'on réduisait ces souples et solides flottilles ? Il se peut. Je reconnais d'ailleurs que c'est au début du conflit beaucoup plus qu'aujourd'hui, après six mois écoulés, que les torpilleurs allemands, réunis en grandes masses, auraient pu frapper des coups décisifs sur un adversaire que sa supériorité numérique ne défendait peut-être pas assez, à cette époque, des surprises funestes. Un « raid » de flottilles, si bien préparé fût-il, se heurterait maintenant à des organismes de surveillance et à des forces navales parfaitement disposés pour le repousser et le punir sévèrement. Mais il y a la brume, ne l'oublions pas, la brume, les temps bouchés qui ont déjà servi les Allemands, qui les peuvent servir encore...

Et les grands croiseurs ?

Les grands croiseurs ou « croiseurs de combat, » — il y en a encore cinq : *Von der Tann*, *Moltke*, *Seydlitz*, *Derflinger*, *Lützow*, six même, peut-être, si on a su pousser à fond, dans ces six derniers mois, l'achèvement de l'ersatz *Hertha*, — pourraient fort bien prendre leur part d'opérations d'ensemble ayant pour objet d'intercepter les arrivages et d'affamer l'Angleterre. Supposons-les réunis en escadre, comme ils l'étaient déjà lors du « raid » malheureux du 19 janvier ( le *Blücher* remplaçant le *Lützow* indisponible) ; admettons qu'à la faveur de la brume, toujours, ils puissent franchir le grand barrage que forment là-bas, dans le haut de la mer du Nord, les trois « Homefleets, » leurs croiseurs et leurs petits éclaireurs ; établissons-les à quelque 500 milles des atterrages d'Irlande, entre les deux faisceaux de routes maritimes qui viennent de l'Ouest et du Sud-Ouest. Faisons-les ravitailler en combustible, à la mer, par des « neutres » bienveillans (les Allemands excellent, on le sait, à obtenir ce genre de services), ou, tout simplement, par leur prises, qu'ils couleront après en avoir vidé les soutes. On ne voit pas, en principe, ce qui les empêcherait de faire du mal, jusqu'au moment, du moins, où les cinq cuirassés neufs du type

*Queen Elizabeth* (1) et les cinq croiseurs de combat qui les ont déjà battus les auraient rejoints et forcés d'accepter la bataille.

Mais là encore, ce qui paraît simple tout d'abord ne laisse pas d'être compliqué quand on en vient à l'exécution. L'adversaire est sur ses gardes. Si nombreux sont ses coureurs, si étroites sont les mailles du réseau de leur surveillance que, même en pleine brume, il ne serait pas aisé de passer inaperçu. Bien pis, l'effectif des appareils aériens anglais s'élève si rapidement, l'audace et l'esprit d'entreprise des pilotes de ces aéroplanes et hydravions, — auxquels se joignent les nôtres, ceux de Dunkerque, — en font des adversaires si gênans, des observateurs, en tout cas, si attentifs et si avisés, qu'il devient fort malaisé d'organiser sans qu'ils s'en aperçoivent une expédition de quelque portée. Là, donc, et comme pour les coups de main des flottilles, il est bien tard, trop tard, probablement...

Résumons-nous ; et pour bien fixer les traits caractéristiques du débat, représentons-nous un vapeur anglais partant de New York à destination de Londres vers cette époque-ci. Tout va bien pour lui jusqu'au large de la Grande Sole, à 500 ou 600 milles à l'Ouest-Sud-Ouest de Land's end. Là, il est chassé brusquement par un grand croiseur allemand. Il est tard, heureusement, et l'arrivée d'une nuit sombre lui permet d'échapper, par miracle, à la poursuite. Le voilà dans la Manche. Un peu au Nord des Casquets, tout d'un coup, une longue traînée blanche sur la mer grise lui révèle une torpille qui, — par miracle encore ! — est passée derrière sa poupe. Un sous-marin allemand est là !... A toute vapeur et le cap sur le périscope, que l'on entrevoit à peine, à 700 ou 800 mètres ! Plus rien. Mais à la hauteur de la Hague, voici qu'un torpilleur français s'approche : « Ne franchissez pas le détroit ! On se bat aux Dunes et à l'embouchure de la Tamise. Les flottilles allemandes y sont ! » Notre vapeur rebrousse chemin. Décidément il ira à Liverpool. Dans la mer d'Irlande, nouvelle alerte, nouveau sous-marin, auquel on se dérobe par des changemens de route précipités. On touche au port : voici le bateau-feu *North-West*. Hélas ! une explosion soudaine ébranle le bâtiment. C'est une mine automatique. Par une chance bien rare, c'est l'extrême avant seul qui a

(1) Ce sont les derniers « Dreadnoughts, » cuirassés rapides (25 nœuds), portant 4 000 tonnes de pétrole et armés de 8 canons de 381 millimètres.

été frappé et la cloison étanche du premier compartiment n'a pas cédé. On remplit les water-ballasts arrière, on se redresse, on marche tout doucement et enfin, vers le soir, on s'amarre à Birkenhead. On est sauvé!...

Pas du tout. En pleine nuit, des bombes éclatent. L'une d'elles perce la coque après avoir traversé les ponts. Le vapeur coule. C'est le dernier coup d'un Zeppelin dont on a aperçu, un moment, le projecteur et qui, maintenant, s'éloigne impuni dans le sombre...

Voilà, certes, un tableau à faire pâmer d'aise nos ennemis! Voilà ce qu'ils eussent voulu, ce qu'ils eussent dû faire, — questions d'humanité et de droit à part, bien entendu! — pour intimider réellement les marins d'Angleterre, pour affamer la Grande-Bretagne, pour intercepter les arrivages des matières premières qui lui sont indispensables. Les Allemands sont loin de compte! De cette impressionnante mise en scène il ne reste, — qu'on me passe l'expression, — qu'un *numéro*, celui des sous-marins et, comme je l'ai dit plus haut, le succès en sera forcément médiocre. Un officier général de la marine impériale vient de le reconnaître, paraît-il : « Nous n'avons pas le matériel nécessaire pour faire effectivement le blocus des eaux anglaises, » a-t-il dit avec mélancolie (1).

Il reste toutefois, je le répète, qu'il y aura des pertes, que les deux alliés supporteront avec une constance sereine. On me pardonnera de ne pas dire ici de quels moyens les états-majors des deux marines comptent user pour en réduire le plus possible la gravité et l'étendue. Soyons certains que ces moyens ont une réelle efficacité. Quant à celui, — le moyen décisif, radical, — que j'avais cru devoir préconiser ici, si j'ai pensé un instant, d'après une phrase mal traduite du discours de M. Winston Churchill, qu'on se décidait à l'employer, j'ai dû revenir de mon erreur. Il ne s'agit, toujours, que de serrer l'écrou de la vis de pression économique. Inclinons-nous, en reconnaissant que tous les chemins mènent à Rome. Ils sont seulement plus ou moins longs...

Contre-amiral Degouy.

(1) *Matin* du 22 février, citation du *Hamburger Fremdenblatt*.

# REVUE LITTÉRAIRE

## AU SERVICE DE LA NATION (1)

Pour nous plaire, il faut, à présent, que les livres aient au moins quelque rapport avec notre unique souci ; et nous leur permettons de nous divertir un instant, mais pourvu qu'ils semblent ne pas ignorer notre alarme et nos espérances. Qu'ils n'essayent pas de nous mener trop loin hors de là : nous ne les suivrions plus. Comme, à certains jours, les amis les plus chers, ils n'ont avec nous à choisir qu'entre le silence et une causerie toute pleine de précaution, toute proche de nos sentimens.

Nous pouvons lire *Au service de la Nation*. C'est un recueil de lettres écrites par des volontaires, dans les huit dernières années de l'avant-dernier siècle, et recueillies, annotées par le colonel Ernest Picard. Lettres familières, quelquefois un peu emphatiques, mais avec tant de naïveté ! lettres qui, des armées du Rhin, des armées du Nord, de l'armée des Alpes ou de l'armée d'Italie, allaient trouver, dans les villages et les petites villes de l'intérieur, des mamans, des épouses, des sœurs, des fiancées, des amis et qui les touchaient ainsi que maintenant nous émeuvent celles de nos soldats ; lettres tout exaltées de la grande ferveur patriotique, ininterrompue à travers notre histoire, mais qui a ses périodes d'élan plus vif : à la fin de l'avant-dernier siècle et aujourd'hui, la flamme est particulièrement haute et belle. Regardons-la et chauffons-y nos âmes.

Plusieurs de ces lettres, qui sont vieilles de cent vingt ans, on les dirait écrites d'hier ; et elles nous font frissonner, quand elles

(1) *Au service de la Nation*, lettres de volontaires (1792-1798) recueillies et publiées par le colonel Ernest Picard (Alcan, éditeur).

relatent des souffrances dont nous savons que pâtissent nos défenseurs nouveaux. « Des volontaires ont eu les pieds gelés, vu la rigueur du temps... » C'est un lieutenant du cinquième bataillon de Maine-et-Loire qui écrit cela de Metz, le 22 nivôse an III, à la citoyenne veuve Michel, sa mère, marchande de quincaillerie à Angers. La guerre est, de tous les côtés, extrêmement pénible et, par exemple, au Nord où les Impériaux ont l'insupportable manie de se terrer comme des lapins, comme des taupes. Le volontaire Brault s'en plaint, un jour qu'avec un détachement de dragons, deux bataillons d'infanterie, quatre pièces d'artillerie et cinquante soldats de la Carmagnole, il est parti de Bergues pour assiéger Rousbrugge, à trois lieues de là. Il croyait aller vite ; mais, baste! les Impériaux avaient fait des tranchées « de vingt pas en vingt pas sur leur terrain, tout le long de la grande route... » On leur « remplit » leurs terriers et l'on passa. Puis on dut se mettre à l'eau, deux fois, pour franchir des rivières dont ils avaient abîmé les ponts. Et alors? Alors, « les Impériaux avaient encore fait de fortes tranchées, d'où ils pouvaient avec vingt hommes nous tuer sans que nous puissions seulement en voir un seul... » Ces vils procédés de combat déconcertent nos volontaires. Et, pour se faire mieux comprendre de ses parens, Brault, qui est de Mayenne, leur dit : « Imaginez-vous que le pont de Mayenne a l'arche du milieu coupée, et qu'on a fait des retranchemens à hauteur d'homme au bout du pont, du côté de la ville, et que deux mille hommes soient au Saint-Esprit pour assiéger la ville. Voyez si trente hommes, qui ne risquent pas d'être blessés, ne sont pas capables de les retenir et d'en détruire un grand nombre s'ils osent approcher : telle était cependant notre situation ! » Comment se tirer de là? Le commandant général leur exposa que, pour être vainqueurs, ils n'avaient qu'un moyen : « agir de témérité. » Si l'on s'amusait à tirailler, les volontaires ne tueraient personne et les Impériaux tueraient tout le monde. Il fallait jeter sur le pont quelques planches et, la baïonnette au canon, « entrer d'autorité. » C'est ce qu'on fit. Et l'on se dépêcha. Une planche jetée sur le pont, les soldats n'attendent pas qu'il y en ait une autre. Ils passent ; le commandant du bataillon, d'abord ; tous les soldats après lui. Une planche qui n'avait pas huit pouces de largeur : « On ne pouvait passer qu'un et un ! » Certes, il périt là toute une jeunesse ; et le commandant général eut la cuisse cassée, « dont il est mort. » C'est un malheur ; mais, si l'on avait barguigné, la ville serait encore à prendre. Ce que les volontaires de 1792 supportent mal, nos soldats aujourd'hui le supportent : la lenteur des

opérations, le piétinement. Pour contenter Deguir, volontaire de la 65e demi-brigade et qui est en avant-garde à l'armée du Bas-Rhin, qu'on lui promette une grande bataille, l'attaque générale ; les escarmouches quotidiennes l'impatientent. Et Desbruères, volontaire au 1er bataillon du Doubs, ne tient pas volontiers en place ; il réclame de bouger : « cela m'ennuie d'être toujours dans le même endroit. » C'est qu'ils ont tous la ferme assurance de valoir mieux que l'ennemi dans la mêlée, homme contre homme. Grenadier au 60e régiment d'infanterie, ex-Royal-Marine, le vaillant Tiry est à l'hôpital, blessé. Il écrit « à son épouse ; » il lui dit : « J'ai reçu au bras droit une balle, à la première sortie de Mayence, en tombant sur le corps de l'ennemi à deux heures du matin, après avoir égorgé deux sentinelles de la grand'garde. Nous nous sommes battus à l'arme blanche, tué beaucoup. Le feu a commencé à trois heures du matin jusqu'à sept heures, où nous fûmes battus à mitraille et à boulet par l'ennemi. Trop incommodés par ce feu, nous avons pris d'assaut la redoute, tué treize canonniers ; j'ai été blessé... » Il ne donne pas autrement de ses nouvelles ; mais il conclut : « Nous avons eu l'avantage ! » Puis l'ennemi reçut des renforts ; et il fallut rentrer dans Mayence. Tout de même, et quoique blessé, Tiry sortit encore, avec d'autres, pour aller quérir les blessés sur le champ de bataille, — « car les ennemis les achevaient à coups de fusil... » Maintenant, à l'hôpital de Saint-Jean-d'Angély, le grenadier se rappelle tout cela, ses exploits, ceux des camarades, et la médiocrité des ennemis : « qu'ils apprennent à se battre à l'arme blanche, pour se battre avec nous ! » Le chagrin de nos hardis gaillards, c'est d'avoir à écrire : « Nous sommes toujours dans la même position. » Le temps leur dure ; et ils ne rêvent que d'aller de l'avant. Pour tromper l'ennui des semaines calmes, ils améliorent leur gîte et montrent de l'ingéniosité. Au bivouac de Kastel, en brumaire de l'an III, Brault et ses camarades se construisent une cabane, qui est la plus belle de la division : trente pieds de long sur vingt-quatre de large ; un lit de camp « où il pourrait coucher vingt personnes, » un peu serrées probablement ; une cheminée en briques « avec un escalier pour y descendre. » Il y a, dans les environs, une sapinière : c'est elle qui leur offrit les planches et les tenta de bâtir cet « édifice, » une véritable maison, dit Brault, « où je voudrais passer l'hiver ; elle nous a coûté six jours de travail, entre six que nous sommes à l'habiter. » Il assure que la cantinière leur a proposé deux cents francs de leur chef-d'œuvre, et qu'ils ont refusé de le donner. Avec la même bonne humeur, le même sourire enfantin de héros, nos soldats nous racon-

tent le luxe dont ils parent leurs tranchées. Ce sont bien les mêmes Français, jadis et de nos jours. Les mêmes Prussiens? Je crois que oui. Meusnier, Brisson junior et le sergent Achille, qui se sont mis à trois pour donner de leurs nouvelles à l'administrateur du département d'Indre-et-Loire, appellent les Prussiens une « horde de brigands. » Et Demonchy, caporal-fourrier au 44e bataillon d'infanterie légère, qui ne se gêne pas beaucoup s'il cantonne chez l'habitant, mais qui a de la bonhomie, déteste la sauvagerie des Impériaux : « Ils agissent avec cruauté, au lieu que nous autres Français, toujours avec humanité. » Fierté charmante ! Et c'est ainsi que les anciens soldats, en nous parlant d'eux, nous parlent de nos soldats d'à présent. Ils annoncent l'avenir ; et notre pensée rêve longtemps autour de cette ligne, adressée le 29 messidor an IV, à « son cher père, à sa chère mère, à ses chers frères, parens, amis, » par Gagneux, soldat, 2e bataillon, 6e compagnie, 17e demi-brigade, armée du Rhin-et-Moselle : « Je vous dirai que nous avons passé le Rhin ; ça va très bien!... »

Le colonel Ernest Picard, — mort avant la publication de son livre, et mort avant la guerre, — est un historien très attentif auquel on doit, notamment, d'excellentes études, un peu sèches, un peu ardues, mais précises et rigoureuses, riches de faits et intelligentes, sur la précédente guerre, la perte de l'Alsace, la campagne de Lorraine, Sedan, les préliminaires de la paix qui appelait une revanche. Sa compétence militaire l'autorisait à composer une histoire qui fût, en même temps qu'un récit des événemens, l'examen critique de la stratégie. Mais la stratégie n'est pas une science abstraite. Une théorie de la guerre tient compte des réalités que la guerre met en jeu : réalités parmi lesquelles il n'en est pas de plus efficace que la valeur individuelle du soldat. Il importe de connaître le combattant, ses énergies, ses faiblesses peut-être et, enfin, le total de sa vertu active. Il faut que l'histoire, peinture de la vie, soit concrète comme la vie. Ces prétendus philosophes de l'histoire, qui nous déroulent des siècles pareils à des théorèmes, ne sont que des arrangeurs de néant. Quelquefois, on nous donnerait à penser que l'immense aventure humaine, au cours des âges, n'est que la méditation des diplomates. Et, quelquefois, on dirait que tout se passe dans le cerveau des capitaines. L'histoire est plus abondante, opulente et, pour ainsi parler, plantureuse : et qu'on n'omette pas les foules, qui sont la matière et la substance de l'histoire. Le colonel Ernest Picard n'a-t-il pas senti que son histoire militaire, très savante, restait un peu maigre, en dépit du méticuleux détail, et

théorique, faute d'enfermer dans ses épisodes les foules combattantes? C'est pour cela, j'imagine, qu'il avait résolu d'examiner de plus près le soldat : ces lettres de volontaires le renseignaient bien. Il les a trouvées dans les dépôts d'archives communales et départementales, ou dans les liasses des collectionneurs : il les a tirées de leur sépulture et de leur oubli, ranimées, et il a pu constituer ce témoignage ancien de la valeur française. Nous avions déjà des amis, parmi les héros de cette époque : un Joliclerc, un sergent Fricasse et un Gabriel Noël, dans l'épopée militaire de la Révolution, nous émerveillent, nous enchantent. Mais, à cause de leur célébrité, à cause de leur individualité si originale, ils nous ont un air un peu exceptionnel. Ce sont des protagonistes. Voici, avec les moindres personnages que le colonel Ernest Picard ressuscite, la multitude des héros.

Ces gens, rudes et vulgaires, tout barbouillés d'ignorance, fiers de leur brutalité, sublimes, nous apparaissent comme des rédempteurs. Ils font une belle besogne et ils rachètent le crime de leur temps. Ils ne sont point exempts de toute analogie avec ces énergumènes, compagnons de leur enfance peut-être et leurs parens ou leurs frères, qui ont mal tourné, dans les clubs, dans la politique et dans l'anarchie. Une même frénésie a soulevé les uns et les autres, mais ceux-ci pour l'intrigue et ceux-là pour l'abnégation, ceux-ci pour le scandale et ceux-là pour le salut de la patrie. Or, c'est le hasard qui les a séparés si nettement, qui des uns a fait des politiciens et, des autres, des soldats. Les uns, nous les détestons; les autres, nous les glorifions. Pareils d'abord, ils sont allés aux deux extrémités d'une alternative et, tous, portant comme un bagage précieux une idéologie, la même, et que les uns ont avilie, et que les autres ont sanctifiée. Sans doute les idées ne valent-elles quasi rien, par elles-mêmes : des cailloux qu'on ramasse au bord des routes; mais, dans ce caillou, ciselez à votre choix une image obscène ou l'image d'un dieu. Les principes de la Révolution, que les émeutiers de Paris employaient à l'assassinat, sur nos frontières les soldats les employaient à l'héroïsme.

Ces volontaires sont de fameux républicains. Ils ne manquent pas une occasion de déclarer leurs doctrines, et d'afficher « ce saint amour de l'égalité qui caractérise les âmes libres, » et de vilipender les aristocrates, les prêtres aussi. D'ailleurs, il y a entre eux des différences, des nuances d'incrédulité. Quelques-uns traitent encore Dieu sans malveillance. Et Jean Gagneux, un Tourangeau, a beau n'aimer pas les Chouans, il n'est pas une forte tête; car il écrit à ses parens : « Je vous écris pour faire réponse à votre lettre qui m'apprend avec

plaisir que vous êtes en bonne santé; moi, je suis de même pour le présent, et je prie le Seigneur de nous la continuer à tous... » Plus généralement, s'ils parlent de Dieu, ils le républicanisent sous le nom de l'Être Suprême. Et Colin, Lepreux aîné sont hardis jusqu'à se railler de « tous les saints (ci-devans) du soi-disant Paradis. » Terribles garçons, ces Colin et Lepreux aîné ! Entre deux batailles, ils écrivent à leurs amis de la Société populaire, à Saint-Jean de Losne : « La ville de Strasbourg va divinement; la guillotine est toujours en activité... » Ils ajoutent qu'elle fait des miracles et convertit bien du monde. Mais, tout ça, c'est de la polilique, qu'ils ont prise à Saint-Jean-de-Losne et qui leur traîne dans l'esprit. Des mêmes, voici beaucoup mieux : « Nous vous avions promis des nouvelles. Crions tous : *Vive la République !* Victoires sur victoires, frères et amis! les Français sont à Worms, peut-être à Mayence; le butin qu'ils ont attrapé monte à plus de deux cents millions, sans compter les canons, bagages, prisonniers, etc. Nous sommes bien fâchés de ne pouvoir vous annoncer la prise du Fort-Vauban; nous espérons vous l'apprendre bientôt, car l'on doit donner aujourd'hui une attaque générale... » Du reste, ils vont un peu vite : le 16 nivôse an II, les Français n'étaient ni à Mayence, ni à Worms. Seulement, au Geissberg et à Frœschwiller, Hoche venait de remporter ces éclatans succès qui aboutirent, quelques mois plus tard, à la reprise de l'Alsace. Colin, Lepreux aîné sont des patriotes qui n'attendent pas : et ils devancent la victoire. On leur dit bien que la garnison de Fort-Louis a juré de mourir dans la place. Ils répondent : « A quoi sert le serment des esclaves contre la valeur des républicains? » Et, en fait, les Autrichiens de Fort-Louis (ou Fort-Vauban) ne coururent pas les risques d'un siège : ils s'esquivèrent, promptement. Lepreux et Colin, voyez-les : « Quant à nous, républicains et amis, comptez sur notre zèle. S'il fallait aller aux antipodes pour le bien de la république, croyez que nous sommes prêts à partir et que rien ne peut nous écarter du chemin de vrais républicains ! » Ils confondaient la république et la patrie de telle sorte que leur république en est embellie singulièrement. Cette confusion qui, dans le langage et dans les sentimens de nos concitoyens, ne s'est pas maintenue, — il serait trop long de dire pourquoi, — donne aux lettres de ces volontaires un petit air démodé, souvent drôle. Par exemple, l'un d'eux, un artilleur, écrit que nos mortiers « travaillent en républicains; » et un autre, au bivouac en avant de Verchem, le 2 nivôse an II : « Nous couchons dehors tous les jours et la vermine nous mange, mais c'est pour la république ! »

Alors, ils sont très contens ; et ils sont magnifiques. Ils ennoblissent les pires choses : la vermine, la république de 1793, la carmagnole. Et il n'est pas jusqu'au refrain sinistre de « Ça ira, » ignoble à Paris dans la bouche des massacreurs, qui ne prenne le plus bel accent aux couplets de la lettre que voici. Châtelain, commandant la deuxième escouade des canonniers au parc de Saverne, l'an IIe de la république une et indivisible, écrit aux « citoyens magistrats » d'Avallon, son pays natal : « Le 14 de ce mois (novembre), la générale a battu, et l'on criait : *Aux armes !* de toutes parts. Le parc d'artillerie de Saverne, où nous sommes attachés, s'est mis en marche contre l'ennemi. Mais, dès l'instant que ces brigands d'Autrichiens nous ont aperçus, ils se sont sauvés comme des lâches. Nous leur avons envoyé quelques coups de canon qui ont fait mordre la poussière à plus d'une centaine des leurs, et nous, nous n'avons perdu que peu de monde, attendu que l'ennemi tire trop haut. Nous ne sommes qu'à une lieue de l'ennemi. Au moment où je vous écris, l'on vient de retirer un espion, habillé en gendarme; il a les yeux bandés et on lui fait faire le tour de la ville et, de suite, on va lui casser la tête. Encore un scélérat de moins. Ça ira, ça ira, ça ira!... J'ai entendu dire qu'il y avait de grandes mesures de prises par l'état-major de Saverne et que, sous peu de jours, nous devrions faire un mouvement général avec l'armée de la Moselle. Par là, l'ennemi se trouvera attaqué sur trois faces. Ça ira!... Comme je finis ces mots, le général vient de nous donner ordre de nous tenir prêts pour quatre heures du matin. Il nous a promis que l'affaire serait très chaude. Tant mieux ; je vous promets que cela ne m'intimide pas plus que quand j'allais chanter la messe à Saint-Lazare. Ça ira, ça ira!... » Et, là-dessus, Châtelain, songeant que les magistrats sont les « protecteurs des veuves et des orphelins, » leur recommande « sa petite femme et son fils. » Et puis, avant de signer : « Je suis, citoyens magistrats, avec le respect dû à des magistrats et votre égal en droit. La générale bat, je vole au combat. Vive la république une et indivisible ! » Et puis, après la signature, deux mots encore : « Je vous prie de donner de mes nouvelles à ma petite et de lui dire que je me porte bien. » Je ne sais pas ce qu'il est advenu de Châtelain, qui avait, dans l'esprit, des billevesées et une certitude.

Ces volontaires, si occupés qu'ils fussent à la défense du territoire, veillaient à conserver de bonnes relations avec les politiciens de chez eux, magistrats du peuple, membres des sociétés jacobines ou fonctionnaires de la révolution. Les gens du département d'Indre-

et-Loire correspondent très volontiers avec Clément de Ris, conventionnel bientôt et qui plus tard deviendra raisonnable, sénateur et pair de France. Clément de Ris est l'obligeance même. On s'adresse à lui pour donner de ses nouvelles à tous les amis ; il fait gentiment les commissions affectueuses. Louis Pillaut, qui est en Hollande à la 29e demi-brigade, a laissé à Beauvais-sur-Cher, non loin de Tours, une belle dont il se souvient et qu'il veut épouser, Fanquette. Sans doute ne doit-il pas écrire à Fanquette directement, soit que Fanquette ne sache pas lire, soit que les parens de cette jeune fille ne l'aient point encore agréé. Mais, citoyen Clément de Ris, « embrassez-la bien pour moi; dites-lui que, si j'étais hirondelle... » Ou : « Dites-lui de ma part que, de toutes les filles au monde, il n'y en a point que j'aime mieux... » Pillaut, quelques lignes après, a oublié qu'il écrivait au citoyen Clément de Ris : il ne songe plus qu'à Fanquette ; et la lettre commencée pour le citoyen s'achève pour la belle, comme ceci : « Encore, si j'avais le bonheur de vous voir et de vous posséder, aimable Fanquette, hélas ! que je serais content de voir unir mon cœur et le vôtre par une amitié tendre et fidèle ! Si le moment, mon aimable Fanquette, me permettait de vous en dire davantage, je vous en dirais plus, mais ce sera pour une autre occasion. Adieu, aimable Fanquette, portez-vous toujours bien et me croyez toujours pour la vie votre ami inséparable, Pillaut. » Le citoyen Clément de Ris allait évidemment lire à Fanquette ces jolis propos. Cela, maintes fois. Mais il arriva que Fanquette fut infidèle à ses doux sermens. Pillaut eut tort de n'être pas là ; l'on ne savait pas quand il reviendrait, s'il reviendrait jamais. Fanquette épousa un autre jeune homme. Le citoyen Clément de Ris en informa Pillaut, qui eut tout le chagrin possible, avec beaucoup de courage. Pillaut fut magnanime et, apprenant que le mari de Fanquette n'était qu'un « pauvre sujet, » il évita de se réjouir de la vengeance que lui accordait la destinée : « Je souhaite que l'Être Suprême donne à cette ingrate la force de supporter toutes les adversités qu'il pourra lui arriver dans son alliance, et qu'elle les supporte avec patience tant terrestre que spirituelle, et qu'ils passent des jours tranquilles... » Généreux Pillaut, qui répond bonnement à la perfidie !... Au surplus, il ne doute pas qu'à la paix quand il pourra « recouvrir sa liberté, » il ne trouve un autre cœur « plus fidèle et plus digne de son estime. » Provisoirement, il retourne « à son drapeau, » la tête libre et débarrassée de Fanquette.

Jabouille aussi a des chagrins d'amour; Jabouille qui, autrement, serait heureux : car on l'a promu lieutenant, « et lieutenant de gen-

darmerie, c'est sûrement un fort joli poste. » Mais il voulait épouser une fille de quinze ans, à quoi son père s'opposa. Maintenant, cette fille est morte. Et Jabouille écrit à son père, aux fins de lui adresser un « terrible reproche. » Il affirme que, s'il avait épousé cette fille, elle ne serait pas morte; « et j'aurais rendu à la société une aimable femme et une bonne mère. » Il ajoute : « Oui, j'ai considérablement perdu. Figurez-vous une femme pleine de talens, de douceur, de beauté, parlant trois différentes langues et les écrivant de même, enfin dont l'éducation a plus coûté que n'ont vaillant toutes les filles de Pionsat... » Pionsat, près de Montaigu-en-Combrailles, c'est le village de Jabouille... « Je ne pleure pas facilement; mais, si vous l'eussiez connue, vous sentiriez ma douleur... » Jabouille pleure; il avoue qu'il est las et qu'il va se coucher. Ce qui augmente son déplaisir, c'est ce qui lui permet d'y songer : trop de loisir! Lieutenant de gendarmerie, avec les attributions de quartier-maître au service du trésor : un joli poste, oui, — « pour un capon, » — reprend Jabouille, qui est triste. Ses camarades se battent nuit et jour : ça les distrait. Mais lui, Jabouille : « Je n'ai plus l'avantage de voir l'ennemi!... » Jabouille eut bientôt l'avantage de revoir l'ennemi, de sorte qu'il oublia cette fillette de quinze ans. Il se maria et il eut un fils, qui fut officier dans la Jeune Garde.

Habituellement, l'amour et ses mélancolies ne tourmentent pas nos volontaires. Ainsi, Mme Desbruères, une maman qui demeure à Indre libre, ci-devant Châteauroux, se trompe lourdement lorsque, s'étant fait tirer les cartes, elle se figure que son fils André rêve d'une jolie maîtresse. Pas du tout! « Je vous dirai avec vérité que j'ai eu beaucoup de chagrin en quittant Besançon, mais ce n'est pas pour les filles, c'est plutôt pour le vin à bon marché, tandis que maintenant nous ne buvons ni vin ni eau-de-vie, et, les trois quarts du temps, nous manquons de pain. » Une autre maman, la citoyenne Michel, a fait à son fils de sages recommandations. Sur le chapitre de l'amour, il ne répond seulement pas. Et, quant au vin, « je vous dirai qu'un militaire qui boit un petit coup et qui a la tête échauffée est heureux; il n'a aucune inquiétude et souci jusqu'au lendemain... » La citoyenne Michel s'alarme-t-elle, à craindre que son fils ne soit un ivrogne? « Non, ma chère maman, soyez persuadée que je me ressouviendrai toujours des principes que vous m'avez donnés. Quand j'aurai le plaisir de vous embrasser, je ne sentirai ni la pipe ni le vin...» Et il ajoute, corrigeant de gaieté sa tendresse : « Mais, pour la gale, il ne faut jurer de rien! » Michel est un excellent fils. Il écrit

souvent ; et, un jour, dans les premiers temps, une lettre qu'il reçoit lui fait répandre des larmes : il ne peut plus lire, car il « pleure de trop bon cœur » et « croit rêver. » Ce jour-là, s'il pouvait embrasser sa « chère maman, » serait le plus beau jour de sa vie. Mais il s'éveille bientôt de cette illusion séduisante : « Insensé que je suis, tu t'aveugles ; le bonheur est loin de toi !... » Un peu d'éloquence n'altère pas la sincérité de l'émoi ; et la simplicité, en littérature, est la suprême rouerie où réussissent les délicats.

Ces héros sont de bons enfans. Brusques, parfois. Et ainsi, le gendarme Paderno. Son frère a demandé de ses nouvelles et, pour lui écrire, son adresse : « Il se moque de moi ! Il croit que c'est comme lui qui est dans sa chambre à caresser sa femme. Triple bombe ! s'il a tant envie de m'écrire, il peut m'écrire quand il voudra au champ de bataille, au champ d'honneur, à Modane, près le Mont-Cenis : voilà mon adresse ! Et il peut prendre un fusil, et qu'il vienne, je lui donnerai du pain, et de l'ouvrage au fort de la Brunette... » Ah ! Paderno n'est pas commode. Mais, en général, ils sont la douceur même et recherchent, en écrivant, les formules de la plus gracieuse politesse : « Ma chère mère, je mets la main à la plume pour vous donner de mes nouvelles et pour en recevoir des vôtres... » Ils joignent à leurs mots d'affection mille cérémonies de déférence. Un peu pressés, ils mettent, pour finir : « Je suis, en attendant de vos nouvelles, votre fils ; » ou bien : « Je suis toujours votre fils ; » ou bien même : « Je suis pour la vie votre fils. » Ils aiment ces déclarations incontestables. Jamais ils ne cessent de penser à leur village. Ceux qui ne savent pas écrire s'adressent à l'obligeance d'un camarade plus lettré. Par exemple, au bivouac de l'avant-garde, en avant de Verchem, le 2 nivôse an II, c'est Joseph Rousseau qui tient la plume. Et il écrit à « son cher père et sa chère mère, » comme s'il ne s'agissait que de lui, raconte qu'il vient d'être nommé caporal et qu'il a juré de n'abandonner point son drapeau sans avoir chassé du sol républicain les satellites des despotes couronnés ; il raconte nos victoires. Et puis : « Je vais vous dire que nous sommes réunis en groupe pour écrire cette lettre ; tous du pays, nous assurons de notre respect nos pères et mères. Nous sommes : Chaumereau, fils du maréchal des logis de gendarmerie ; Crépin, Jousset, de Saint-Martin ; Thuilier, ci-devant de Saint-Martin. Tous vous font leurs complimens et vous prient de donner de leurs nouvelles à leurs parens en leur présentant leurs respects. Ils se portent bien. » L'une des souffrances que nos volontaires endurent le plus malaisément, c'est la lenteur avec laquelle leur parvient la ré-

ponse, quand ils se sont appliqués à écrire une belle et bonne lettre Alors, ils se tourmentent : « Je puis vous dire avec vérité que voilà trois lettres que je vous envoie sans avoir de vos nouvelles. Je ne sais si vous les avez reçues. Je suis bien en peine de cela... » Et Gagneux : « Après les plus vives inquiétudes sur le sort de vos santés et le long silence de votre part, après vous avoir écrit différentes lettres pour en recevoir aucune réponse, et ne sachant à quoi attribuer ce retard, et me voyant privé de la plus douce satisfaction que je puisse avoir ; étant éloigné de vous, je mets la main à la plume pour m'informer de l'état de vos santés, ainsi que de celle de mes frère et sœur et de toute notre famille... » Aux frontières, les soldats de la république sont enfermés dans leur besogne et dans leur discipline comme dans un couvent, séparés du reste du monde. Ils reçoivent peu de lettres ; et leurs parens, qui ne sont pas très malins à écrire, ne les renseignent pas à merveille. Gagneux s'en plaint : « Vous me dites que ma sœur est mariée, vous ne me dites pas avec qui ! faites-le-moi savoir dans votre prochaine lettre... » Et Gagneux attend, pour complimenter sa sœur. Ils sont là-bas comme dans un couvent ; mais le souvenir du village est avec eux et ne les quitte pas... « J'ai reçu de vos nouvelles le jour de la fête de chez nous, ce qui m'a fait un sensible plaisir... » Ils n'oublient pas ces dates d'une gaieté qui n'est plus pour eux. Les contrées nouvelles que visite leur marche victorieuse les invitent à comparer les sites, les récoltes, et à préférer les champs qui les ont vus naître. Gagneux, quand, avec la 17e demi-brigade, il a passé le Rhin, constate que le Wurtemberg est un pays très froid. Et les voici au mois de messidor : le seigle commence à pousser, le froment se montre à peine, — « les fruits sont comme chez nous au mois de mai ! » Et Gagneux songe à son petit village d'Azay-sur-Cher, dans la riche Touraine : « Je vous prie de me dire si les vignes sont belles si la moisson s'avance, si les fruits sont beaux... »

Voilà leur rêverie. Elle ne les amollit pas. Il n'est de rêverie qui tienne, lorsqu'on a le divertissement superbe de vaincre. Et il n'est pas de rêverie pour amollir un Julien Martin, canonnier de l'armée des Ardennes, lequel écrit à son parrain : « Voilà deux jours qu'on parle que l'armée va partir pour aller du côté de Valenciennes. Cela nous ferait un grand plaisir, car nous ne serions que contens de nous battre, car il n'y a rien de plus beau à voir que la guerre, surtout quand il y a deux cents brutals qui pètent là tous à la fois. » L'annonce des batailles les excite et les réjouit. « Il se prépare un coup de collier, dit Brault ; nous aurons le plaisir d'être de la partie ! » Et

Michel, à dix lieues de Francfort, à trente lieues de Solingen et d'Elberfeld, suivant son estimation : « Nous aurons le plaisir d'entrer dans plusieurs villes d'Allemagne ! » Et Vidal, tambour-major en chef de la 86e demi-brigade, qu'est-ce qui l'attristerait ? « Nous combattons toujours avec succès. Comme tambour-major, je fais porter la terreur chez les ennemis en levant cette canne ; ce signal leur devient funeste et fatal. On bat le pas de charge, on croise la baïonnette, on immole à la liberté mille et mille esclaves ; les autres, se voyant pressés, fuient à grands pas le champ de bataille. » Pour informer de leurs exploits les père et mère et les amis, chacun a son style. Le sergent Logé, qui se bat dans l'armée de Sambre-et-Meuse, division du général Marceau, et qui a vu les Autrichiens se sauver à toutes jambes, ne va pas par quatre chemins : « Nous les avons foutus tous en déroute ! » Joseph Rousseau a plus d'élégance : « Nous avons eu l'avantage de repousser l'ennemi ! » Defage est plus lyrique : « De tous côtés, la victoire nous tend les bras. Nous avons pris Mons, Ostende et Bruxelles. Notre armée marche sur Gand. Je vous dirai aussi que nous avons repris Condé et Valenciennes... » Après la bataille de Mons, que nous appelons victoire de Jemmapes, Huret, « républicain, Français et défenseur de la patrie, » est comme un peu intimidé de la beauté du récit qu'il va faire : « Je voudrais avoir un génie assez sublime ou un esprit assez éloquent pour tracer le courage et l'intrépidité de nos soldats... » Et, quand on croit la paix prochaine, Rouget : « C'est alors que vous verrez votre fils couvert de lauriers et qui fera part de son triomphe à toute la famille ! »

« Jugez voir à propos si nous ne nous sommes pas battus comme il faut ! » écrit Bénard, soldat au 57e régiment, ci-devant Beauvoisis. Et il ne doute pas de l'assentiment.

Soldats d'hier, dignes de leurs neveux !

André Beaunier.

# CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

Au milieu de tant de questions qui sont en ce moment posées, l'attention continue de se porter sur la prétention de l'Allemagne de fermer une grande étendue de mers à la navigation des neutres aussi bien que des belligérans. En vertu d'un chiffon de papier, — ici l'expression est parfaitement exacte, — l'Allemagne a prononcé cette interdiction et cette clôture et elle leur a donné pour sanction la menace adressée aux navires de tous les pays indistinctement d'être coulés sans avertissement préalable. L'Allemagne a-t-elle le moyen matériel de réaliser sa menace ? Possède-t-elle pour cela un assez grand nombre de sous-marins ? Cette arme nouvelle est-elle en mesure de produire de semblables effets ? L'expérience le prouvera : en attendant, il est permis d'en douter. L'Allemagne ne vise à rien moins qu'à affamer l'Angleterre : elle n'y réussira pas, mais elle peut couler un certain nombre de navires, et c'est contre quoi les neutres protestent avec une énergie croissante et une résolution dont nous verrons sous peu les effets. L'exemple donné par l'Amérique a été bientôt suivi par toutes les Puissances européennes particulièrement intéressées, l'Italie, la Suède, la Norvège, le Danemark, la Hollande. Toutes déclarent qu'elles rendront l'Allemagne responsable de ses méfaits. Ces protestations se ressemblent dans le fond, et c'est à peine si elles diffèrent dans la forme : nous nous attacherons surtout à celle des États-Unis, parce qu'elle est la plus importante et la plus développée. C'est l'honneur de l'Amérique de prendre aujourd'hui en main la grande cause de la liberté des mers.

Aussitôt après avoir pris connaissance du Memorandum allemand, le gouvernement américain y a répondu par une note que son ambassadeur à Berlin, M. Gérard, a été chargé de remettre à M. de Jagow. Il était de son devoir de « prier instamment le gouvernement impérial allemand de réfléchir, avant d'agir, sur la situation critique

qui pourrait résulter, pour les relations de ce pays avec l'Allemagne, de l'application des menaces de la proclamation de l'amirauté allemande, si un navire marchand des États-Unis était détruit, ou si un citoyen des États-Unis était tué. » A la menace de Berlin, Washington en oppose une autre. « Si, dit-il, une situation si déplorable se produisait, le gouvernement impérial peut facilement comprendre que le gouvernement des États-Unis serait contraint de tenir le gouvernement allemand strictement et complètement responsable des actes de ses autorités navales et de prendre toutes les mesures qui pourraient être nécessaires pour sauvegarder l'existence et les biens des Américains et pour assurer aux citoyens américains la jouissance de leurs droits reconnus sur la haute mer. » Il est difficile de parler un langage plus clair. Quelle a été la réponse de l'Allemagne ? Elle peut se résumer en quelques mots, ceux que M. de Bethmann-Hollweg a déjà fait entendre au commencement de la guerre : nécessité n'a point de loi. Ou, en d'autres termes : il n'y a de loi que l'utilité et les convenances de l'Allemagne. Et la réponse de Berlin parle comme si ce droit nouveau était dès maintenant établi. Il semble, à la lire, que ce soit l'Angleterre qui viole constamment et impudemment tous les principes du droit des gens. L'accusation est énoncée à maintes reprises avec une rare insolence et, semble-t-il, avec une lourde intention d'ironie : « Si le gouvernement américain, y est-il dit, au dernier moment, écartait les raisons qui rendent les mesures allemandes nécessaires et surtout trouvait le moyen de faire respecter la déclaration de Londres et rendait ainsi possible pour l'Allemagne l'importation des denrées nécessaires, alors le gouvernement allemand ne saurait trop estimer un pareil service rendu dans l'intérêt des méthodes de guerre humanitaires. »

Ce mot de guerre humanitaire résonne étrangement dans une bouche allemande. Oublie-t-on par hasard à Berlin qu'au regard de l'Allemagne la guerre humanitaire est la plus féroce, la plus atroce, sous prétexte qu'elle est la plus courte? L'Angleterre pourrait répondre : *Patere legem quam ipse fecisti;* subis la loi que tu as faite toi-même. Mais ce n'est pas ainsi qu'on parle, ni surtout qu'on agit dans ce grand et noble pays. L'Angleterre a scrupuleusement respecté tous les principes du droit des gens. Il y a eu un moment où les États-Unis ont paru avoir un doute à ce sujet, et une note a été adressée de Washington à Londres pour appeler l'attention de l'Angleterre sur le nombre, jugé trop grand, de navires américains saisis en pleine mer. Dans la réponse qu'il vient de faire à cette note, le gouvernement

anglais s'adresse encore plus au gouvernement allemand qu'au gouvernement américain. L'Angleterre serait-elle donc si coupable de vouloir affamer l'Allemagne? Sir Edward Grey rappelle à ce sujet qu'aucune Puissance n'a soutenu plus énergiquement que la Grande-Bretagne le principe que les belligérans doivent s'abstenir d'arrêter les vivres destinés à la population civile; mais, en 1885, dit-il, quand les gouvernemens anglais et français ont discuté la question, Bismarck, dont l'opinion fut sollicitée par la Chambre de commerce de Kiel, répondit en ces termes: « La mesure dont il s'agit a pour but le raccourcissement de la guerre en augmentant les difficultés de l'ennemi, et c'est une mesure justifiée en temps de guerre, si elle est appliquée impartialement contre tous les vaisseaux neutres. » Nous reviendrons dans un moment sur cette question des vivres : épuisons d'abord la question maritime. A la demande américaine, l'Allemagne oppose un refus pur et simple. Elle est résolue, dit-elle, « à supprimer par tous les moyens à sa disposition l'importation du matériel de guerre en Angleterre et chez ses alliés. Elle espère que les neutres ne s'y opposeront pas. Dans ce dessein, elle a proclamé une zone de guerre qu'elle cherchera à fermer autant que possible avec des mines, et a décidé de détruire les navires marchands hostiles par tout autre moyen en son pouvoir... Les navires neutres qui se hasarderont dans la zone de guerre en porteront eux-mêmes la responsabilité. Celle-ci ne peut être acceptée par le gouvernement allemand. » Ainsi le gouvernement américain et le gouvernement allemand se renvoient mutuellement la responsabilité de ce qui peut arriver. Entre deux points de vue aussi différens, aussi opposés, il semble bien que la solution ne puisse pas intervenir seulement avec des mots : tous ceux-ci ont d'ailleurs été épuisés. Il n'y a donc plus qu'à attendre. On n'a pas attendu longtemps : le steamer américain *Evelyn*, qui transportait du coton de New-York à Brême, a heurté une mine au Nord de Borkum. Un navire norvégien, le *Belridge*, a été torpillé. Nous ne parlons pour le moment que des navires neutres : les pertes anglaises sont plus considérables, mais elles ne le sont pas assez, et il est à croire qu'elles ne le seront jamais assez pour diminuer dans une proportion très sensible la force navale du pays. « Durant ces trois derniers mois, disait M. Winston Churchill dans un discours récent, 8000 navires anglais sont restés constamment en mer : il y a eu 4465 arrivées et 3609 départs dans le Royaume-Uni : 19 vaisseaux seulement ont été coulés par les navires allemands : 44 ont coulé pour d'autres causes; or, de 1793 à 1814, nous

avons perdu 10871 vaisseaux et même après Trafalgar nous perdions encore 500 vaisseaux par an. Le nombre total des vaisseaux perdus pendant le premier semestre de la guerre actuelle a été de 36 seulement. » Il est vrai que cela se passait avant le 18 février ; mais comme sa force navale n'a pas augmenté depuis cette époque et que l'Allemagne usait déjà auparavant de tous ses moyens, si les proportions constatées par M. Churchill sont dépassées, il est à croire qu'elles ne le seront pas de beaucoup.

La question des vivres dont nous avons dit un mot est une de celles qui préoccupent le plus l'Allemagne. Est-elle déjà menacée dans sa subsistance? Le sera-t-elle bientôt? Les renseignemens qu'on reçoit à ce sujet ne sont pas concordans. Mais comment n'être pas frappé de l'angoisse qui perce dans les lignes suivantes de la réponse de Berlin à Washington ? « Le gouvernement allemand veut croire que le gouvernement américain saura apprécier toute le gravité de la lutte dans laquelle l'Allemagne est engagée et où il y va de son existence même, et comprendra le but des mesures qu'adopte l'Allemagne, mesures qui n'auraient pas été adoptées sans les raisons de défense nationale. » Il y va de l'existence même de l'Allemagne ; soit, cela n'excuse pas ses procédés, mais explique l'état d'esprit qui l'amène à en user. Il faut donc que les neutres sacrifient leurs intérêts et leurs droits à l'existence de l'Allemagne. Celle-ci est-elle donc en cause ? Un fait s'est produit, qui mérite une attention particulière : l'établissement du monopole des blés entre les mains du gouvernement impérial. Jusqu'ici, c'est la seule denrée qui ait été l'objet d'une mesure de ce genre : le gouvernement l'a accaparée, il se charge d'en faire la distribution. On a remarqué d'autre part la phrase de sir Ed. Grey, citée plus haut, où il est dit que l'Angleterre a toujours soutenu le principe de la libre circulation des vivres destinés à la population civile. C'est une application du principe plus général que la population civile doit être maintenue hors de la guerre et en souffrir le moins possible : on sait, soit dit en passant, quelles atteintes nombreuses, brutales, cruelles, l'Allemagne a portées à ce principe qu'elle invoque aujourd'hui dans un cas particulier et pour son utilité propre. Il n'en est pas moins respectable, et l'Angleterre l'a toujours respecté ; mais le cas change d'aspect et de caractère lorsque l'alimentation de la population civile est assurée par l'intervention gouvernementale au lieu de l'être par la liberté du commerce. C'est à ce point de vue que s'est placé le gouvernement anglais lorsqu'il a arrêté le paquebot américain *Wilhelmina*, qui transportait des céréales en

Allemagne. Ces céréales, devant devenir la propriété du gouvernement, devenaient par ce fait même de la contrebande de guerre et devaient être traitées comme telles. L'Allemagne n'a pas manqué de protester. « Les Anglais, dit-elle dans sa réponse aux États-Unis, ont arrêté le *Wilhelmina*, bien que sa cargaison ne fût destinée qu'à la population civile allemande et malgré la déclaration du gouvernement allemand qu'on ne l'emploierait qu'à cela. » Mais que vaut la déclaration, même expresse, du gouvernement allemand ? En temps de paix, la courtoisie obligerait à lui accorder quelque valeur, mais en temps de guerre et après tout ce que nous avons vu, il serait trop naïf de le faire. Le gouvernement anglais a donc eu raison d'arrêter le navire, et le gouvernement allemand n'a pas le droit d'appeler cela un empiétement. Il le fait néanmoins et il part de là pour s'excuser lui-même des innovations qu'il introduit dans le droit maritime. L'Angleterre arrêtant les denrées destinées à l'Allemagne, celle-ci se venge en coulant les navires neutres qui passent à sa portée dans une grande étendue de mers. Singulier effet d'une telle cause ! On conçoit que les neutres se révoltent et commencent sérieusement à s'agiter. La force de leur résistance s'accroîtra, s'ils s'entendent pour parler et pour agir en commun. Les belligérans aussi doivent le faire. Un échange de vues vient d'avoir lieu sur ce sujet, à la Chambre des Communes, entre lord Charles Beresford et M. Asquith. Lord Charles Beresford ayant demandé si les procédés allemands seraient l'objet d'une note commune, M. Asquith a répondu : « Je ne peux encore le dire ; mais il y aura certainement une note de la Grande-Bretagne, et j'ai l'espérance que cette note sera commune. » Déclaration qui a été couverte d'applaudissemens.

Chaque jour, on le voit, de nouvelles questions surgissent dans cette guerre qui ressemble si peu aux précédentes. Des engins nouveaux en sont en partie la cause. Les dirigeables, les avions se sont montrés extrêmement utiles comme éclaireurs des armées : comme armes de guerre, ils n'ont pas encore tenu tout ce qu'on en attendait. Cela est vrai surtout des dirigeables dont les exploits ont été relativement médiocres. Un zeppelin vient de lancer des bombes sur Calais où il a tué cinq personnes et démoli deux maisons. Des avions anglais ont été mieux inspirés en volant sur Ostende et sur Zeebrugge où leur tir a fait des ravages d'un autre ordre : en tout cas, ils n'ont tiré que sur des établissemens militaires ou affectés à la guerre, tandis que les avions ou les dirigeables allemands ont vraiment l'air de s'en prendre de préférence aux maisons privées et aux civils. La

distinction des militaires et des civils, dont ils parlent si souvent pour l'imposer aux autres, n'existe pas pour eux. Quoi qu'il en soit, les effets produits par leurs zeppelins sont jusqu'ici d'un intérêt secondaire.

La guerre sur terre et sur mer en a eu un plus grand, qui malheureusement n'a pas toujours été ce que nous aurions désiré. Il n'y a pas lieu de dissimuler que les Russes ont éprouvé dans la Prusse orientale un échec que les Allemands exagèrent, comme ils le font toujours, dans des proportions à la mesure de leur orgueil. Les Russes, plus véridiques, ont l'habitude de reconnaître leurs mécomptes et de les réparer. Cette fois, leur échec a surtout un caractère moral: ils occupaient un territoire allemand, ils l'ont évacué. C'est un désagrément sans doute, mais nullement un désastre, et l'armée russe continue de maintenir devant elle une immense armée allemande, commandée par le meilleur général allemand. La conséquence la plus regrettable de l'échec russe est le trouble et l'hésitation que certaines puissances balkaniques en ont éprouvés. La Roumanie, par exemple, semblait sur le point de sortir de la neutralité, et assurément elle n'a pas renoncé à le faire, mais le moment opportun, qui lui semblait prochain, lui apparaît maintenant plus éloigné. Les mouvemens de l'armée russe, qui a évacué la Bukovine après l'avoir partiellement occupée, sont certainement pour beaucoup dans cet ajournement. L'attitude équivoque de la Bulgarie y a aussi contribué. Nous avons parlé de l'inquiétude qu'a fait naître dans les esprits le fait que la Bulgarie a touché de l'argent à Berlin: les derniers renseignemens sur cette affaire donnent à croire qu'elle n'a pas eu le caractère politique qu'on lui a attribué, et que la Bulgarie n'a pas contracté d'engagemens nouveaux. Soit: elle reste neutre, libre, perplexe, regardant de tous les côtés sans se prononcer définitivement pour aucun. Elle vient de faire un arrangement avec la Roumanie en vertu duquel les deux pays ouvrent réciproquement leur territoire au passage des marchandises qui leur sont destinées. On affirme que le matériel de guerre est exclu de la convention: nous ne saurions dire ce qu'il en est. Quoi qu'il en soit, cette convention a été une surprise. En somme, tout reste en suspens dans les Balkans. Mais le canon de la flotte anglo-française vient de tonner à l'entrée des Dardanelles. C'est un acte nouveau et grave. Il était attendu depuis longtemps; il s'exécute enfin et ses conséquences, s'il réussit comme nous l'espérons bien, feront sortir les pays balkaniques de leurs longues incertitudes.

L'attitude de la Porte ottomane ne pouvait plus être tolérée.

Comme tous les gouvernemens faibles et désunis, la Porte est devenue un gouvernement perfide. Les promesses qu'elle nous a faites à Constantinople au moment de l'emprunt, pour avoir notre argent, ont été cyniquement violées. La conduite qui a été tenue au sujet du *Gœben* et du *Breslau* a été une véritable trahison. Enfin la guerre a été déclarée et alors est apparue à tous les yeux une vérité qu'on soupçonnait déjà, à savoir que la Porte n'était pas seulement l'alliée mais la vassale de l'Allemagne, qu'elle lui avait vendu son âme, comme le docteur Faust, pour obtenir d'elle un rajeunissement miraculeux. Dès lors, chacun a dû prendre ses mesures en conséquence. Les Puissances occidentales, la France et l'Angleterre en particulier, n'ont à coup sûr aucun reproche à se faire au sujet de l'Empire ottoman ; elles ont multiplié les efforts pour le faire vivre et, s'il vit encore, il le leur doit. Elles l'ont soutenu politiquement, financièrement, militairement. On voit comment elles en ont été récompensées. La Porte a cédé au mirage de la force, qu'elle a cru être dans l'Empire allemand ; elle a oublié ses amis d'hier ; elle a méconnu ses vrais intérêts. En suivant cette politique, elle a sonné elle-même son glas funèbre Il y a des momens dans l'histoire où l'*alea jacta est* qui annonce les catastrophes vient à tous les esprits : nous sommes à un de ces momens. Ce n'est pas une petite affaire de forcer les Dardanelles, de rompre successivement toutes les lignes de défense qui les protègent à droite et à gauche, de draguer les mines flottantes, de réduire les forteresses, d'autant plus que, derrière la Turquie, il y a l'Allemagne, c'est-à-dire des officiers qui savent leur métier et sont des adversaires sérieux. La tâche n'est pourtant pas au-dessus de l'Angleterre et de la France, qui en ont mesuré toutes les difficultés et ont dû s'assurer les moyens de les vaincre. Le *Times*, qui qualifie l'opération de formidable, exprime la même confiance que nous dans son résultat. Il faut s'attendre à ce que plusieurs semaines s'écoulent avant qu'elle soit terminée et que les flottes alliées, après être entrées dans la mer de Marmara, apparaissent devant Constantinople ; mais ce jour-là sera un jour important dans l'histoire. Des questions nombreuses se poseront le lendemain, et il faut s'y préparer ; mais aussi beaucoup de vieilles questions seront closes, et il faut s'en féliciter. Longtemps la diplomatie européenne s'est arrêtée avec une sorte de respect superstitieux devant la Sublime-Porte, jadis si forte, aujourd'hui si faible, mais que tant de convoitises, qui se tenaient mutuellement en équilibre, sauvaient de la chute définitive. Un ébranlement général peut seul la précipiter et, même après cet ébranlement, la Porte

aurait pu survivre, si elle n'avait pas eu la folie d'y exposer ses destinées. Que celles-ci s'accomplissent! Parmi tous les griefs actuels de l'Europe contre la Porte, il en est un qu'il est impossible d'oublier. L'intérêt principal que l'Europe attachait au maintien de l'Empire ottoman est qu'elle voyait en lui le gardien des Détroits, le garant de leur liberté. Cette liberté n'existe plus : cela juge la Porte et la condamne.

Les suites de l'événement s'étendront très loin, et aucun des pays dont la Méditerranée baigne les rivages ne saurait y rester indifférent. L'Italie en particulier, que l'ardente méditation d'un grand passé prédispose à de grandes vues d'avenir, en éprouvera une impression très vive : elle entendra les appels qui lui viendront du fond de son histoire. Elle en a entendu de plus récens, qui, bien que d'un caractère moins solennel, n'en sont pas moins suggestifs. M. Sazonow, dans le discours qu'il a prononcé à l'ouverture de la Douma et où il a passé en revue toutes les questions européennes et asiatiques, a dit un mot des nations neutres qui n'avaient pas encore pris de résolution définitive. « Cette résolution, a-t-il ajouté, leur appartient, elle est à eux, car ils seront seuls responsables devant leurs nations respectives, s'ils laissent échapper l'occasion favorable de réaliser l'aspiration nationale. » Nous qui connaissons surtout l'Italie de la seconde moitié du dernier siècle, nous ne l'avons jamais vue laisser échapper cette occasion. L'observation de M. Sazonow l'a-t-elle frappée? Peu de jours après le discours du ministre russe, un article de journal produisait dans toute la péninsule une émotion contagieuse et générale que les articles de journaux provoquent rarement avec une telle intensité. Le *Giornale d'Italia* énonçait, proclamait « le devoir italien, » et il le faisait en termes véhémens. — Le moment le plus critique de la conflagration européenne approche, disait-il ; l'avenir de l'Europe sera décidé dans une prochaine recrudescence du conflit ; ensuite viendra la phase des arrangemens. Mais le destin sera désormais fixé, et tous devront le subir, les vaincus comme les neutres. Nous ne croyons pas que le peuple italien sente suffisamment l'approche de ce moment où va se décider l'avenir de la patrie. Les Italiens, cependant, savent depuis de longs mois que la neutralité actuelle ne peut pas être une fin, qu'elle représente une période de recueillement, de préparation et d'attente. Il est donc temps de dire au peuple italien de ne pas se faire d'illusion sur la prolongation indéfinie de l'état de choses actuel. Nous croyons pouvoir proclamer que l'Italie ne peut pas sortir de cette terrible

crise telle qu'elle est aujourd'hui. Laisser passer cette crise sans que l'Italie améliore ses frontières, réalise ses aspirations, élève son prestige et assure son avenir, serait un suicide. Attendre passivement l'accomplissement du destin serait espérer une aumône des autres nations dans un moment où les plus cruels égoïsmes triomphent. — Tel est le ton de cet article qui se terminait par un pressant appel à l'union de tous les Italiens.

L'appel n'a pas été entendu par tous, ou du moins ne l'a pas été tout de suite. Le *Giornale d'Italia* est le journal de M. Sonnino; la *Stampa*, qui a des attaches étroites avec M. Giolitti, lui a répondu en paraphrasant la lettre de celui-ci à M. Peano, lettre dont nous avons parlé il y a quinze jours et qui, sans désavouer, s'il le faut absolument, le recours à la guerre, exprime l'espoir que la diplomatie obtiendra assez de choses pour qu'on puisse s'en passer. D'où vient à M. Giolitti et à la *Stampa* cette espérance, le *Giornale d'Italia* l'a demandé avec insistance sans recevoir de réponse. Le *Giornale d'Italia* ne veut pas d'une « aumône ; » la *Stampa* s'en contenterait-elle ? Tous les journaux italiens ont pris parti, ceux-ci dans un sens, ceux-là dans l'autre. Sur ces entrefaites, le Parlement s'est réuni. On s'attendait à une discussion immédiate du sujet qui occupait tous les esprits. La discussion n'a pas encore eu lieu et personne ne semble mettre hâte à l'ouvrir. C'est à peine si, dans un discours prononcé à propos du tremblement de terre qui a désolé l'Italie et dont l'humanité tout entière a gémi, M. Salandra a dit quelques paroles patriotiques et vagues, propres à élever les cœurs, sans que les esprits précis puissent y trouver une indication qui les satisfasse. Il y a en Italie un mouvement d'opinion incontestable, mais le gouvernement se réserve. A une question qu'on a voulu lui poser il a refusé de répondre et s'en est référé aux paroles qu'il a prononcées il y a quelques mois, paroles qui avaient à la vérité résonné comme un coup de clairon, mais qui, suivies d'un grand silence, n'ont produit qu'une impression d'un jour.

Il est possible, on l'a dit beaucoup, que dans les divergences d'idées que les journaux ont reflétées, il faille voir, avec toutes les atténuations qu'on voudra d'ailleurs y mettre, le signe d'un désaccord entre M. Giolitti et M. Salandra. M. Giolitti a fait les élections dernières, il était le lendemain maître de la majorité : alors, fatigué peut-être par un long ministère, il a cédé provisoirement sa place à M. Salandra, qui appartient à un autre parti que lui, et lui a promis de l'appuyer, ce qu'il a fait jusqu'ici loyalement. Mais M. Salandra a réussi mieux qu'on ne s'y attendait ; les circonstances étant devenues graves,

il n'y a pas paru inférieur et s'est trouvé amené à jouer un rôle qui l'a entouré d'un prestige imprévu. Rien ne permet de croire, ou du moins rien n'autorise à dire que M. Giolitti en ait pris ombrage : en est-il de même de ses amis? Si les choses tournent bien et s'il reste au pouvoir, M. Salandra en aura l'honneur, il en sera le bénéficiaire et c'est une perspective qui ne plaît pas à tout le monde, bien que tous les partis soient prêts à se réjouir d'un succès national. Pour le moment, les socialistes sont divisés. Le plus grand nombre est favorable à la neutralité, les autres le sont à l'intervention. Les catholiques, généralement peu sympathiques à notre cause et pleins d'attendrissement pour l'Autriche, sont aussi en majorité pour l'abstention. La logique des choses n'en travaille pas moins en sens contraire. L'Italie ne pardonnerait pas à son gouvernement, — qui le sent bien, — si, après la crise actuelle, elle se retrouvait les mains vides. Comment un homme aussi fin que M. Giolitti peut-il croire que la diplomatie suffira à les remplir ? On avait conclu à Rome de la lecture de quelques journaux allemands que l'Autriche serait assez raisonnable pour faire, au bon moment, les concessions nécessaires et le prince de Bülow y entretenait de son mieux ces espérances. Gagner du temps est beaucoup pour l'Allemagne, mais il n'est pas sûr que, lorsque l'Allemagne en gagne, ce ne soit pas l'Italie qui le perde. Que l'Allemagne, par l'entremise irresponsable de ses journaux, promette généreusement à l'Italie ce qui ne lui appartient pas, nul ne s'en étonnera, car rien n'est plus conforme à sa manière ; mais il est plus intéressant de savoir ce qu'en pense l'Autriche-Hongrie, et c'est ce que la *Nouvelle Presse libre* de Vienne a dit dans un article de ton cassant et péremptoire. « Aucun homme politique sensé, y lisons-nous, ne peut considérer comme possible qu'un grand empire se laisse fermer brutalement l'accès de la mer pour faire plaisir à une poignée de nationalistes exaltés qui vivent sur son territoire. Si nous devions perdre la côte de l'Adriatique, nous chercherions sans cesse à la reconquérir et la loi naturelle reprendrait bientôt toute sa force et toute sa valeur. Comment surtout penser que notre monarchie, après une guerre sans précédent comme la guerre actuelle, consente à une réduction de notre territoire tant qu'elle sera en état de respirer? »

L'Italie peut se tenir pour éclairée. Il y a des questions qui ne se résolvent que par la force. Pendant quarante-quatre ans, nous avons eu l'impression que celle de l'Alsace-Lorraine était du nombre ; celle de Trieste et de l'Adriatique en est aussi. Mais, comme l'a dit M. Sazonow, l'Italie aussi bien que la Roumanie sont seules maîtresses

de leurs résolutions : à elles de les prendre. Rappelons seulement que c'est parce qu'il avait été à la peine que l'étendard de Jeanne d'Arc a été à l'honneur.

Nous ne dirons que peu de chose du Congrès socialiste de Londres : on y aurait, en somme, prêté peu d'attention s'il n'avait pas été malencontreusement illustré par la présence de deux ministres français, M. Sembat qui y était réellement, et M. Jules Guesde qui s'était excusé pour cause de maladie, mais qui avait aveuglément donné son adhésion à tout ce qu'on y déciderait, et en effet il le savait d'avance, il n'avait qu'à se souvenir. L'ordre du jour voté à Londres a ressemblé à ceux qui l'avaient précédé dans d'autres Congrès.

On y a retrouvé la guerre de classes, le pacifisme avec toutes ses chimères dont la niaiserie apparaît en ce moment si manifeste, la distinction entre les peuples qui sont pour nous des freres et leurs gouvernemens qui sont seuls des ennemis, l'espérance qu'après la guerre les nations libérées, dont on n'excepte pas l'Alsace-Lorraine, seront admises à disposer de leurs destinées, c'est-à-dire à énoncer leur volonté par plébiscite, etc., etc. Le morceau se termine par une attaque contre le gouvernement russe pour ses méfaits habituels. M. Sembat était-il là à sa place? Nous voudrions lui trouver une excuse : peut-être a-t-il cru qu'en y allant il exercerait une heureuse influence sur le Congrès et l'empêcherait de voter ces inepties dangereuses ; mais, dans ce cas, il a trop présumé de son influence : il a dû se soumettre à Londres et peut-être aurait-il dû ensuite se démettre à Paris. Il est vrai que le Congrès a décidé que la guerre actuelle devrait être poursuivie jusqu'au bout pour produire ces beaux résultats, ce qui nous donne une satisfaction immédiate, sauf à subir mille maux par la suite. Contentons-nous de la satisfaction immédiate : c'est le plus important aujourd'hui, et à chaque jour suffit sa peine. Quoi qu'il en soit, si M. le président du Conseil a autorisé M. Sembat à aller à Londres, il en a été puni par l'embarras qui en est bientôt résulté pour lui. Comment ne l'avait-il pas prévu? La désapprobation a été générale. M. Viviani s'en est tiré, nous le reconnaissons, par un discours éloquent et où il n'y a rien à reprendre. Après avoir repêché de son mieux M. Sembat et M. Guesde et assuré qu'il ne saurait trop se louer de la collaboration de tous ses collègues sans exception, il a paru oublier le Congrès de Londres ; mais, en affirmant de nouveau la politique du gouvernement, il en a pris le contre-pied sur tous les points. Les journaux racontent qu'à

chacune de ses phrases les plus expressives, personne n'applaudissait avec plus de transport que MM. Guesde et Sembat. Je suis oiseau, voyez mes ailes, etc.! N'insistons pas plus que ne l'a fait la Chambre, qui y a mis quelque complaisance, et qui, étant donné les circonstances, a eu raison. Tout est bien qui finit bien. « Et si, comme il peut arriver, a dit M. Viviani, dans une nation de 40 millions d'hommes, qui est la fille de la Révolution bouillonnante, — où nous sommes tous habitués aux manifestations quelquefois excessives de la liberté, — des chocs, des heurts, des polémiques, des malentendus se produisent, eh bien! promettons-nous, au lieu de les envenimer, de les aggraver, promettons-nous de tout faire, comme aujourd'hui, pour les réduire. »

Soit, puisque l'union est à ce prix. Au surplus, MM. Sembat et Guesde sont peu de chose sur 40 millions d'hommes et si ces fils de la Révolution bouillonnante se sont livrés à une manifestation excessive, réduisons l'importance du fait, comme M. Viviani le conseille. « Ce sacrifice, a-t-il dit, vous ne le devez pas aux membres du gouvernement, nous le devons tous à la patrie qui est en droit de l'exiger. Il est d'ailleurs autrement léger que le sacrifice que, chaque jour, à toute heure, accomplissent, confondus dans la boue des tranchées, tous les fils de la France. » Ce sacrifice d'un sentiment personnel est en effet facile à faire, quand on le compare à celui que font nos soldats. Nous demandons seulement que les membres du gouvernement en donnent eux aussi l'exemple.

FRANCIS CHARMES.

*Le Directeur-Gérant,*

FRANCIS CHARMES.

# LA FAMILLE IMPÉRIALE ALLEMANDE

## LA COUR — LE GOUVERNEMENT[1]

### I

C'est un fait reconnu que la famille et l'entourage immédiat d'un souverain, soit par leurs conseils et leurs intrigues, soit simplement par l'ambiance d'une existence commune et par un échange journalier de pensées, exercent souvent de l'influence, — bonne ou mauvaise, — sur ses décisions politiques. Cette observation rencontre cependant des exceptions remarquables, celle de Léopold II, par exemple, parmi les rois contemporains. D'un esprit hautain et solitaire, dédaigneux des conseils et conscient de sa supériorité, le vieux monarque belge aimait à élaborer, loin de ses secrétaires et de ses officiers, dans le silence de son palais, ses projets africains les plus audacieux. Mais il y a, entre le fondateur de l'État indépendant du Congo et Guillaume II, la distance qui sépare un grand homme d'un homme bien doué. Les membres de la famille du Kaiser, les vieux dignitaires de sa cour, les compagnons favoris de ses voyages et de ses parties de chasse, ont-ils eu, avant la guerre, quelque action sur ses résolutions et encouru, de ce chef, une certaine responsabilité? Question intéressante, qu'on peut se poser aujourd'hui.

Dans la vie de l'Empereur, les femmes ne jouent aucun rôle, sauf cependant l'Impératrice. Leur mariage a été une union politique, conseillée par Bismarck comme une fiche de conso-

(1) Voyez la *Revue* du 1er mars.

lation à accorder à la famille de la fiancée. Ce fut, on se le rappelle, en vue de soutenir les prétentions de son père, le duc d'Augustenburg, à l'héritage du Slesvig et du Holstein, que la Diète de la Confédération germanique déclara la guerre, en 1864, au nouveau roi de Danemark, Christian IX. Dans le règlement de comptes final du traité de Prague, la Prusse s'adjugea les deux duchés. Plus tard la duchesse d'Augustenburg eut le stérile honneur de voir sa fille appelée à s'asseoir sur le trône des Hohenzollern. Ce mariage politique s'est trouvé être un mariage bien assorti, dans le sens bourgeois du mot. Le bonheur semble lui avoir été assuré, par la loi habituelle des contrastes, par la différence des caractères : l'un tout en dehors, tout en relief, passionné de réclame et de bruit; l'autre calme, pondéré et modeste.

L'Impératrice n'a rien, au physique ni au moral, de la célèbre Louise de Prusse, la femme de Frédéric-Guillaume III, ce prince vain et médiocre, dont Napoléon, plein de mépris pour les Hohenzollern, disait qu'il avait l'air d'un tailleur au milieu de rois. Les deux reines ne se ressemblent que par leur fécondité conjugale, par le nombre de princes dont elles ont enrichi, l'une et l'autre, une race qui n'est pas près de s'éteindre. M^me^ de Staël dépeignait dans ses lettres à son père, pendant son séjour à Berlin, la reine Louise comme la plus jolie femme de la Cour. Et cependant, quelques années plus tard, cette beauté, rendue plus touchante par une prodigieuse infortune, ne put pas fléchir le cœur de marbre du vainqueur d'Iéna. Nulle figure n'est plus populaire dans l'Allemagne contemporaine, plus idéalisée par ses admirateurs, historiens et poètes, peintres et sculpteurs. En sera-t-il de même de l'impératrice Augusta-Victoria? Il est permis d'en douter. Elle tentera surtout des pinceaux ou des ciseaux officiels. Mais viennent des jours sombres pour la famille impériale et, après une apothéose prématurée, une *Gotterdammerung*, un déclin orageux du Césarisme germanique, alors sans doute l'épouse dévouée trouvera, comme la reine Louise, dans son affection inébranlable, les accens nécessaires pour soutenir l'époux désespéré; elle l'aidera à supporter des malheurs qu'il n'aura que trop mérités.

Il ne faudrait voir la *hohe Dame*, comme l'appellent respectueusement les journaux berlinois, que dans le cadre de la vaste salle blanche du palais, un soir de bal à la Cour. La

fête touche à sa fin; les couples qui ont exécuté avec une précision militaire des danses anciennes très compliquées, officiers de la Garde et jeunes filles de l'aristocratie, se réunissent pour une dernière figure, avant de s'éparpiller joyeusement dans les salles du souper. Ils s'inclinent avec respect à diverses reprises aux sons de la marche royale, en retrécissant chaque fois leurs rangs en demi-cercle, devant l'estrade où l'Impératrice se tient, seule, debout. Les cheveux tout blancs relevés et surmontés d'une couronne de diamans, un collier de perles inestimables au cou, la taille restée droite et bien prise, le corsage barré par le ruban jaune de l'Aigle noir, un sourire de bienveillance sur les lèvres, la souveraine a grand air en recevant les hommages et les remerciemens de cette jeunesse.

Au demeurant, une vraie mère de famille et une bonne ménagère allemande, soigneuse de la santé de son mari, plus préoccupée de ses enfans que de ses sujets. Comme maîtresse de maison, elle a fort à faire. A elle d'apaiser les petits orages de la Cour, de réconcilier le Kronprinz avec son père après chaque nouvelle incartade de ce turbulent héritier, ou d'amener l'Empereur à consentir au mariage morganatique d'un autre de leurs fils, éperdument amoureux d'une simple demoiselle d'honneur. Préparer les arbres de Noël dans le « Muschelsaal, » la salle aux coquillages du palais rococo de Potsdam, voilà son grand plaisir à la fin de l'année; rendre la vie de famille dans les demeures royales aussi « gemütlich » qu'elle peut l'être au foyer d'un petit hobereau prussien, c'est là son principal souci. Pour elle, comme pour les autres souveraines, les œuvres de protection et de bienfaisance chrétiennes constituent un devoir protocolaire qu'elle remplit régulièrement. Elle patronne même quelques ventes de charité où sa présence stimule la générosité, parfois hésitante, des acheteurs. Mais ne lui demandez pas les initiatives charmantes, les gestes délicats d'une reine attirée par la souffrance ou par le talent, comme la reine des Belges. Les goûts artistiques de l'Impératrice se modèlent fidèlement sur ceux de son mari; elle ne voit que par ses yeux et n'admire de bonne foi que ce qu'il daigne approuver.

Le trait distinctif de son caractère est un protestantisme rigide, intransigeant, ne souffrant la présence d'aucune dame catholique parmi les dames d'honneur, ni d'aucune servante de

la même confession parmi la domesticité du palais. Protectrice zélée d'une religion qui décline dans la patrie même de Luther, elle a entrepris de combattre la marée montante de l'athéisme, l'envahissement de la libre pensée s'étendant comme un linceul sur la foi agonisante des grandes villes. L'extirpation dans les consciences de la semence religieuse est l'œuvre de la sociale démocratie, qui la poursuit avec succès chez les classes ouvrières, en même temps qu'elle sape les institutions monarchiques. Contre l'ennemie acharnée des vieilles croyances de l'Allemagne l'Impératrice s'efforce de lutter, en faisant construire de nombreuses églises. On en voit s'élever aux principaux carrefours des nouveaux quartiers de la capitale, temples de briques rouges d'un gothique vague ou dénaturé et d'une insignifiance architecturale déconcertante. Jamais l'effort de l'architecte ne se hausse à la reproduction vraiment fidèle des beaux styles chrétiens. La plus riche église du nouveau Berlin, la *Kaiser Wilhelm Gadächtniskirche*, — celle-là, par exception toute en pierres, — n'est qu'un pastiche assez lourd du roman et du byzantin mélangés. La religion n'a pas gagné à cette profusion de sanctuaires ce que l'art y a perdu. Les progrès de l'athéisme ou de l'indifférence en matière de foi marchent de pair, dans les villes industrielles, avec ceux du socialisme, à la grande douleur de l'Impératrice.

Ce serait une erreur de s'imaginer que cette mère de famille, cette personnification, sur le trône impérial, de l'Allemagne protestante, est une pacifiste. Quand l'Empereur, après vingt-cinq ans de règne, est sorti brusquement de la voie droite et paisible qu'il s'était tracée au début pour le bonheur de ses sujets, sa compagne, sûrement, n'a pas tenté de l'y retenir. Le patriotisme allemand avec ses rêves de domination obsède aussi ce placide cerveau de femme. La guerre *matribus detestata* n'a rien qui l'effraye ou qui lui fasse horreur. Pendant la crise d'Agadir, alors que toute la cour de Berlin frémissait d'impatience de se mesurer avec la France ailleurs que dans un champ clos diplomatique, la souveraine a partagé le désir qu'elle sentait palpiter autour d'elle : « Allons-nous donc toujours reculer devant les Français et supporter leurs impertinences ? » disait-elle d'un ton de reproche à M. de Kiderlen, qu'elle n'aimait pas.

L'Impératrice, elle aussi, a sa part de responsabilité dans le drame de 1914.

## II

On a beaucoup parlé du Kronprinz depuis quelques années, ce qui n'était pas assurément pour lui déplaire. On lui a attribué, au moment où la guerre apparaissait à l'état de menace, une influence décisive sur les événemens. C'est lui, affirmait-on, c'est ce jeune homme de trente-deux ans qui a été dans la coulisse le véritable *Deus ex machinâ* de toute l'affaire. Idole de l'armée, il a imposé sa volonté et celle du corps des officiers à son père encore indécis. Il faut mettre à néant cette légende. Le Kronprinz n'a mérité

Ni cet excès d'honneur, ni cette indignité.

Au physique, un officier de cavalerie légère, mince de taille, étroit de buste. On ne retrouve plus en lui le type habituel des Hohenzollern à la forte carrure et au visage régulier. Dans cette figure très juvénile, le front est fuyant, les traits ont quelque chose d'indécis, et le regard ne décèle pas une vive intelligence, tandis que le corps paraît plus souple que fort et martial. Apparence trompeuse! Le prince est un vigoureux officier et un enragé sportsman. *Polo*, *tennis*, *football*, *hockey*, *golf*, *yachting*, tous les sports lui sont familiers. Il imitait volontiers les Anglais avant la guerre et posait pour l'Allemand anglomane. Son père a dû lui défendre de monter en *steeple-chase*, car le risque d'une chute doit, à tous égards, être épargné à un prince héritier, mais il n'a pas pu lui interdire les prouesses de l'aviation. De tous les fils de Guillaume II, le Kronprinz paraît être le plus militaire ; cela ne veut pas dire qu'il possédera jamais la capacité d'un chef d'armées.

On n'aperçoit en lui, à première vue, aucun trait de ressemblance avec l'Empereur, mais on en découvre ensuite plus d'un dans le caractère. Moins instruit, moins cultivé, moins universel, mais tout aussi volontaire, il a hérité de l'impétuosité paternelle et de l'irrésistible besoin d'épancher librement sa pensée. Une lignée d'impulsifs (*plötzlich*), voilà ce que les Hohenzollern d'à présent, bien différens de leurs ancêtres, ont donné à l'Allemagne.

Le Prince a l'âme d'un sabreur ou, du moins, il s'en vante.

Dans un dîner officiel, étant voisin d'une ambassadrice de la Triple-Entente, il n'a rien imaginé de plus galant ni de plus spirituel que de lui parler de son rêve favori, qui était de faire la guerre et de mener une charge à la tête de son régiment. Son militarisme n'est pas cependant dépourvu de toutes prétentions intellectuelles, voire littéraires. Un journal de chasse, publié sous son nom après un voyage aux Indes, nous a narré tout au long ses exploits cynégétiques. Moins banal et plus personnel est un petit morceau, reproduit avec empressement par la presse allemande, où il disait adieu, au moment de quitter Dantzig, à son régiment des hussards de la Mort. Son âme s'y répand avec une certaine poésie guerrière. Les Allemands pacifiques, — ils sont très nombreux, quoi qu'on en pense, — s'ils ont lu ce dithyrambe en l'honneur de Bellone, ont dû avoir le cœur serré d'appréhensions.

Les relations entre l'Empereur et son fils ont cessé d'être très cordiales du jour où le jeune prince, assoiffé d'ambition et de popularité, a voulu faire parler de lui en se mêlant de politique. Sa première intervention publique dans les affaires de l'État mérite d'être rappelée, parce qu'elle est une indication très frappante de ses sentimens à l'égard de la France. Elle a eu lieu en 1911, à cette séance du Reichstag où M. de Heydebrand, le porte-parole des junkers prussiens, prononça une critique acerbe de la politique allemande au Maroc, du traité du 4 novembre, et de la façon dont le chancelier avait défendu les intérêts de l'Empire. Pendant cette philippique, le Kronprinz, seul dans la loge de la Cour, faisait des signes répétés d'approbation. Depuis lors, il est devenu l'espoir du parti réactionnaire et de la caste militaire. Encouragé par ce beau succès, il n'a laissé échapper aucune occasion importante d'exprimer lui-même ou de faire connaître par des tiers sa pensée, même lorsqu'elle était en désaccord avec celle de son père, personnifiée par le chancelier. Il serait oiseux de citer ces diverses manifestations. Un télégramme de félicitations au principal héros de l'affaire de Saverne a achevé de gagner au prince impérial le cœur de ceux qui, en Prusse, portent « l'habit du Roi, » c'est-à-dire de tous les officiers.

Si, encore, il s'était toujours tenu sur un terrain mitoyen entre la politique et l'armée! Mais quel manque de tact et de générosité de contrecarrer, comme il le fit, les efforts du gouver-

nement impérial dans le règlement de la succession de Brunswick! Le serment de fidélité à l'Empereur, prêté en entrant dans l'armée prussienne par le duc Ernest de Cumberland, héritier du duché et gendre de Sa Majesté, ne parut pas suffisant au Kronprinz (comme, d'ailleurs, à un grand nombre de vrais Prussiens) pour que son beau-frère fût admis à recueillir le dernier héritage des Guelfes, qui devait lui revenir légitimement. On aurait dû, disait-il, exiger en outre du duc Ernest une renonciation formelle des prétentions de sa famille à la couronne de Hanovre. L'Empereur se montra plus avisé et plus politique, et le jeune couple ducal put faire sa joyeuse entrée à Brunswick. Une partie de la presse allemande, impatientée de la continuelle ingérence du Kronprinz dans des affaires qui ne le regardaient pas, lui rappela durement à cette occasion qu'il n'était rien d'après la Constitution prussienne ni d'après celle de l'Empire, et qu'il n'avait que le droit dévolu à tout citoyen d'exprimer son opinion comme simple particulier.

Cette recherche incessante d'une popularité personnelle amena des scènes de famille que la curiosité du public devina derrière les murs des palais de Berlin et de Potsdam, si muets qu'ils soient d'ordinaire. L'exil du Kronprinz à Dantzig n'eut pas d'autre cause que son intempérance de plume et de langage. On l'envoyait en pénitence à l'extrémité de la monarchie, sous prétexte de lui faire apprendre son métier de colonel. On s'aperçut au bout d'un certain temps qu'il était plus encombrant dans sa lointaine garnison et moins en surveillance qu'à Berlin; on le fit revenir à l'état-major général, pour l'initier aux secrets de la stratégie et de la tactique prussiennes, en réalité pour le tenir sous l'œil paternel. Il ne faut pas exagérer, d'ailleurs, les conséquences de ses incartades qui sont de tradition chez les héritiers du trône des Hohenzollern. Frédéric II, célèbre déjà en Europe comme prince royal par ses démêlés avec son père, le gros Frédéric-Guillaume, n'était pas le premier héritier présomptif qui se fût rebiffé en Prusse contre l'autorité paternelle. Et depuis, au siècle dernier, l'empereur Guillaume Ier, alors qu'il n'était encore que le successeur éventuel de son frère, Frédéric-Guillaume IV, tint pendant tout le règne de celui-ci une petite cour princière, foyer de critique et d'opposition, vis-à-vis de la cour royale. Et l'Empereur actuel? A qui fera-t-on croire qu'il n'aurait pas causé,

dans son impatience d'affirmer sa personnalité, autant d'ennuis que d'embarras à son père, si l'empereur Frédéric avait régné plus de quelques mois?

Parler de la jalousie de Guillaume II, excitée par la popularité croissante du Kronprinz, c'est mal juger l'Empereur : il a une trop haute idée de sa propre valeur et ne peut se faire illusion sur la capacité réelle de son héritier. Insinuer que, par crainte de cette popularité qui menaçait d'étouffer la sienne, Guillaume II a précipité les événemens, cela reviendrait à dire que le Kronprinz a été la cause déterminante, *causa causans*, du déchaînement de la guerre, et ce serait vraiment lui attribuer une importance et une influence qu'il n'a possédées à aucun moment. Ses incitations belliqueuses, son ardeur guerrière, n'auraient pas pu ébranler la volonté de l'Empereur, si celui-ci n'avait pas été décidé, de son côté, à aller de l'avant et à risquer la grosse partie dont les enjeux étaient le sort de l'Europe et celui de l'Allemagne.

L'Empire allemand, tel que Bismarck l'a conçu, avec un ministre unique, supportant seul, comme Atlas le ciel, tout le poids de l'énorme machine gouvernementale, était taillé à la mesure de son fondateur. Pour que ce régime soit viable, il faut que la nation ait toujours à sa tête un grand chancelier ou un grand souverain, dont le chancelier ne serait que le délégué. Tant que Bismarck tint le gouvernail, il conduisit la barque de l'Empire d'une main ferme à travers tous les écueils de la politique intérieure, *Kulturkampf*, lois contre les socialistes, divisions des partis, instabilité des majorités au Reichstag. Après le renvoi du grand homme et sous la puissante impulsion qu'il lui avait donnée, l'esquif poursuivit quelque temps sa route, ayant pour pilote le souverain lui-même qui, à défaut de génie, était plein de confiance en soi. Il a doublé ainsi de nombreux récifs, porté par le flot grossissant de la prospérité nationale, mais menacé parfois de s'échouer, faute d'une majorité complaisante pour voter ses crédits au Parlement impérial.

Il est facile de s'imaginer ce que deviendrait l'Empire aux mains du Kronprinz. Lui aussi, comme son père, mais avec moins d'intelligence, voudra tenir le gouvernail et faire prédominer sa volonté de monarque de droit divin contre le flot des revendications populaires, de plus en plus exigeantes et houleuses sous la poussée victorieuse du socialisme. La conception

de la liberté, telle que Treitschke l'entrevoyait chez ses concitoyens vers 1870, ayant ses racines dans l'idée de devoir, c'est-à-dire, en matière politique, dans l'obéissance au régime établi, ne sera plus celle de l'Allemagne de l'avenir; elle n'est plus déjà, me semble-t-il, celle de la majorité des Allemands d'aujourd'hui. Ils conçoivent une liberté fondée plutôt sur l'idée du droit que sur celle du devoir : en d'autres termes, sur la faculté pour la nation de participer par ses représentans au gouvernement de l'Empire. De beaux conflits sont donc en perspective entre un prince de la mentalité du Kronprinz et un Reichstag à moitié ou aux trois quarts socialiste, à supposer que ces conflits n'éclatent pas bien avant son avènement.

## III

Les cinq autres fils de l'Empereur ne font pas parler d'eux. Comme les peuples heureux, ils n'ont pas d'histoire. Ils laissent à leur aîné les ambitions politiques et la course à la popularité. Leur existence se partage agréablement entre le service militaire, moins rude pour des princes que pour de simples officiers, les plaisirs mondains et la pratique des sports. Un seul est entré dans la marine où le métier est certainement plus dur que dans l'armée. Trois autres, comme officiers de la Garde royale, tenaient garnison à Potsdam, en passant la saison des fêtes à Berlin. Le dernier, à sa sortie de l'université de Strasbourg, a été relégué en province.

On apercevait de temps en temps en hiver les uns ou les autres des jeunes couples princiers dans des salons diplomatiques. N'allez pas vous imaginer qu'ils recherchaient la société des ambassadeurs et des ministres étrangers. Ils n'ont aucune considération particulière pour les représentans des gouvernemens de l'ancien et du nouveau monde et professent en général, comme le héros d'Alfred de Musset,

Le plus large mépris des peuples et des rois.

Leur horizon est limité à l'Allemagne; il se rétrécit même aux frontières de la Prusse. L'intérêt qui consisterait à s'instruire à bonne source des institutions politiques, de la situation intérieure ou de l'état de l'opinion publique dans les

autres pays ne les excite guère, pas plus qu'il ne tente la curiosité du Kronprinz. Un *shake hands*, rapide et silencieux, était tout ce qu'ils accordaient le plus souvent aux chefs de mission étrangers. Mais, dès que l'un d'eux réunissait quelques violons pour un bal ou pour une sauterie intime, les princes lui faisaient volontiers l'honneur de s'y inviter. Les salons diplomatiques n'étaient pour eux que des salons de danse et de flirt.

Leur raideur se manifestait surtout dans leurs relations avec les autres princes allemands. Qui les a étudiés dans les cérémonies officielles, mariages, funérailles, inaugurations de monumens, où se retrouvaient les représentans des maisons royales et princières de l'Empire, aura été frappé de leur attitude. Ils se tenaient ensemble, ils faisaient groupe à part, comme pour bien montrer au public qu'ils étaient la race dominante et les autres des comparses ou des vassaux. Cette hautaine opinion qu'ils ont d'eux-mêmes et de la grandeur de leur maison ne leur interdisait pas cependant de s'humaniser quelquefois pour certains membres des familles ayant le précieux avantage d'être apparentées à celle des Hohenzollern.

Une question vient tout naturellement sur les lèvres des étrangers, curieux de l'avenir de l'Allemagne : Est-ce un bonheur, ou simplement une charge pour l'État prussien de posséder une race royale aussi nombreuse ? Précisez, si vous le voulez, l'interrogation ; demandez à des Allemands sincères qui ne craignent pas de dire leur pensée si des princes, vivant une vie aussi à part, à l'écart des idées et des préoccupations modernes, et réfractaires à toute tendance libérale, sont utiles ou nuisibles à leur famille et à leur patrie. La réponse ne sera pas douteuse.

Une individualité plus intéressante est le prince Henri, frère de l'Empereur. On peut dire de ce « brillant second » de Guillaume II qu'il est un modèle de dévouement fraternel. Extérieurement, il présente un vivant contraste avec son frère, et leur dissemblance s'accentue davantage encore au moral. Plus grand, plus élancé, plus vigoureux, le teint hâlé par les vents de la Baltique, il a un abord simple et franc, une affabilité naturelle, sans apparence de pose ni de hauteur. Ses apparitions à la Cour n'étaient jamais de longue durée ; à peine y était-il annoncé qu'il avait hâte de rejoindre à Kiel son poste

de grand amiral et d'inspecteur général de la marine, car la vie sédentaire de la capitale n'avait aucun attrait pour son activité toujours en exercice.

Marin, diplomate et sportsman, c'est sous ce triple aspect qu'il s'est montré. Comme chef d'escadre, son énergie s'est surtout employée à entraîner la jeune marine allemande, à faire de la flotte de haute mer, celle des dreadnoughts, des torpilleurs et des sous-marins, une arme extrêmement redoutable, autant par la puissance des navires que par la vigueur des officiers et la discipline des équipages. Sa parenté avec la famille royale d'Angleterre lui a servi de prétexte à de fréquens voyages dans l'île voisine ; il y a appris à connaître le fort et le faible de la marine britannique qu'il se préparait à combattre un jour. Il aimait à se dire le camarade et l'admirateur des marins anglais ; c'était en attendant de pouvoir torpiller leurs vaisseaux et d'essayer de détruire leur suprématie navale.

Ambassadeur extraordinaire aux États-Unis dans des circonstances délicates, après un refroidissement entre les deux pays, causé pendant la guerre contre l'Espagne par un incident aux Philippines, c'est à lui que Guillaume II a confié le soin d'inaugurer sa politique américaine de rapprochement et d'amitié. Aucune autre Altesse prussienne n'aurait été aussi habile que le prince Henri à conquérir par la rondeur de ses manières, par sa simplicité démocratique, les sympathies des politiciens et des journalistes de New-York et de Chicago. Il a rempli avec un égal succès des missions difficiles en Russie et au Japon. Tout dernièrement, l'Empereur l'envoyait dans les républiques sud-américaines, cette fois pour aplanir la voie à un accaparement commercial des marchés du Brésil, de l'Argentine et du Chili par les grandes industries de l'Empire.

Le Prince s'est fait aussi le propagateur ardent des sports qui ont pour but de façonner à la lutte la jeunesse germanique. Automobiliste de la première heure, il s'est appliqué à répandre l'usage des transports rapides. Son esprit en éveil a deviné, un des premiers, l'emploi militaire de l'aviation. S'il n'a pas eu de place apparente parmi les conseillers du souverain, tous ses efforts n'en ont pas moins été dirigés vers la préparation d'une guerre qu'il jugeait lui-même très prochaine. Il a contribué de la sorte à la rendre inévitable.

## IV

Lorsqu'un chef d'État accapare, comme un astre unique, l'attention du monde civilisé, son entourage ne comprend aucune illustration susceptible de lui porter ombrage et se tient modestement dans une obscurité discrète. Il en va ainsi à la cour de Berlin. Les hautes charges effectives y sont remplies par des hommes compétens aux manières courtoises. Aucun de ces messieurs ne jouit d'une importance particulière, mais ils appartiennent tous ou ont appartenu à l'armée et, par leurs liens de famille, à l'aristocratie agrarienne. Ils ont toujours épousé les passions de la caste militaire et du parti conservateur prussien, dont ils partagent la haine contre la France et les Puissances ayant partie liée avec elle. Dans leurs conversations avec leur maître, le refrain qui courait sur leurs lèvres ne pouvait être que : *Delenda est Gallia!* Cette unanimité de sentimens groupée autour de lui devait faire impression sur l'esprit de Guillaume II, n'eût-il pas été aussi disposé à se les assimiler. La personne de la Cour qui passait, avant la guerre, pour avoir le plus de crédit auprès du Kaiser était la Grande Maîtresse de la maison de l'Impératrice, gardienne sévère des traditions et de l'étiquette prussiennes. Il n'est pas vraisemblable qu'elle ait employé son pouvoir à contre-balancer l'action néfaste des dignitaires masculins.

Il en est de même d'un seigneur de haut lignage et d'origine autrichienne, le prince Max Egon de Furstenberg, qui occupe aujourd'hui dans l'amitié du monarque la place d'honneur usurpée autrefois par le vicieux et charmeur Philippe d'Eulenburg. C'est le favori en évidence, le confident dont l'Empereur ne peut pas se passer et qu'il tutoie. Il lui a donné une des grandes charges honorifiques de sa cour, celle de grand maréchal, prélude, disait-on, de fonctions beaucoup plus importantes dans le gouvernement. Mais comment ce nouveau venu, mi-allemand et mi-autrichien, apparu à Berlin après avoir hérité des immenses propriétés de son cousin, Karl Egon, de la branche aînée, aurait-il pu remplir autre chose qu'un emploi décoratif, n'étant pas capable de gérer sa fortune personnelle ? Au lieu de jouir en paix du revenu vraiment royal de son majorat, le prince Max Egon s'est imaginé qu'il possédait le génie

des affaires, comme M. de Gwinner, le directeur de la *Deutsche Bank*, ou M. Ballin, le roi de la navigation allemande. Avec un autre richard aussi inexpérimenté, le prince de Hohenlohe-Oeringen, il a fondé le fameux trust des princes, exemple unique, je crois, d'une association de grands seigneurs faisant audacieusement concurrence à la finance, au commerce et à l'industrie. Le trust a entassé en quelques années entreprise sur entreprise, à commencer par de grands hôtels de luxe à Berlin et à Hambourg. Mais le krach ne s'est pas fait attendre; aujourd'hui, le prince de Hohenlohe est ruiné, et son associé a été obligé d'hypothéquer pour plus de vingt millions de marks ses terres patrimoniales.

Comme plusieurs de ses pareils, Guillaume II a besoin d'être amusé, le rire étant le propre des rois aussi bien que des autres humains. Le prince Max Egon est un joyeux conteur d'historiettes, un gai compagnon; il possède une faconde viennoise intarissable. Cela suffit apparemment à expliquer son succès. On s'obstine toutefois dans certains milieux à lui attribuer un empire occulte sur son impérial patron et à voir en lui l'homme important penché derrière le trône pour glisser des conseils à l'oreille du souverain. Qu'il ait servi de trait d'union occasionnel entre Vienne et Berlin, entre l'archiduc héritier et Guillaume II, c'est assez vraisemblable. A l'issue de la guerre des Balkans, l'Empereur avait paru abandonner son allié dans ses vains efforts pour faire reviser le traité de Bucarest. Furstenberg a pu contribuer aussitôt après à rétablir l'entente sur son ancien pied d'intimité et de confiance; il a pu, avant l'assassinat de l'archiduc, s'entremettre entre les deux compères pour préparer le plan d'une guerre de revanche qui, en indemnisant l'Autriche-Hongrie de ses mécomptes, établirait sur l'Europe continentale la suprématie de l'Allemagne. Lui prêter un autre rôle semble exagéré et au-dessus de son intelligence. Il y aurait ainsi à son actif une certaine part de responsabilité.

## V

Aux termes de la Constitution de 1871, l'Empire est une réunion d'États confédérés. L'Empereur ne devrait être, à la tête des autres princes régnans, que le *primus inter pares* revêtu de prérogatives et de pouvoirs très étendus. Lors du couronne-

ment du tsar Nicolas à Moscou, le prince Louis de Bavière, — le roi actuel, — fit une vigoureuse sortie, au banquet de la Chambre de commerce allemande, contre un orateur qui s'était avisé de désigner les princes présens à cette fête comme étant de la suite du prince Henri de Prusse, représentant de son auguste frère. Le Bavarois rappela avec véhémence que les princes allemands n'étaient pas les vassaux, mais les confédérés de l'Empereur. L'incident n'est pas encore oublié à Berlin, et cette protestation courageuse valut à son auteur une grande popularité dans l'Allemagne du Sud. Mais avait-il eu raison de parler ainsi ?

A vrai dire, le nouveau roi de Bavière qui dissimule sous des dehors frustes un esprit très fin et très averti, le roi de Saxe au verbe haut, au rire sonore, à l'allure soldatesque, le roi de Wurtemberg, un gentleman des plus corrects, le grand-duc de Bade et les autres *dii minores* du moderne Walhalla germanique sont les très humbles serviteurs du Kaiser. Ils ont beau échanger avec lui sur un ton d'égalité des télégrammes où le tutoiement chaleureux est de style officiel ; ils ont beau se multiplier et se prodiguer au sein de leurs États respectifs, adresser force discours à leurs sujets et donner de leur personne dans les cérémonies publiques, ils ne sont rien de plus, pour la politique allemande, que les exécuteurs des volontés du maître résidant à Berlin. De même, au Conseil fédéral, leurs délégués reçoivent le mot d'ordre du chancelier et des ministres de l'Empire et votent militairement, à chaque occasion importante, avec leurs collègues prussiens. L'ombre de l'Empereur s'étend sur toute l'Allemagne ; l'unification poursuit son œuvre, en étouffant peu à peu le séparatisme expirant et en nivelant l'empire germanique, tandis que le Reichstag, de son côté, s'efforce de devenir l'unique et réelle assemblée délibérante par ses empiétemens sur les attributions et les privilèges des diètes particulières.

Faut-il en conclure que les maisons régnantes sont inutiles, et que le premier Empereur aurait eu intérêt à les supprimer, si tel avait été son bon plaisir, après les victoires de 1870 ? Je ne le pense pas. Lorsque Bismarck, à l'encontre des vues radicales ou centralisatrices du prince héritier de Prusse, réussit à faire prévaloir auprès du vieux roi Guillaume sa conception d'un Empire fédéral, tel qu'il existe encore aujourd'hui, il ne

prévoyait peut-être pas que ces princes, pourvus d'une ombre de souveraineté, seraient les fortes colonnes du principe monarchique dans la nouvelle Allemagne. S'ils avaient été complètement dépossédés, la propagande socialiste et républicaine aurait fait des pas de géant partout où le régime prussien était abhorré. Les populations, gouvernées paternellement depuis des siècles par quelques-unes de ces dynasties locales, ont conservé, en majeure partie, leur fidélité royaliste. Les Hohenzollern n'ont pas de profondes racines dans le pays, en tant qu'empereurs; ils sont aimés, comme rois de Prusse, dans leurs provinces héréditaires de la rive droite de l'Elbe.

Il est difficile de croire que la nouvelle de la déclaration de la guerre ait charmé tous ces pseudo-souverains qui n'avaient pas été consultés sur sa nécessité. Ceux de Bavière, de Saxe, de Wurtemberg et de Bade ont été tenus au courant, pour la forme, de la marche précipitée des événemens. La guerre dérangeait chez quelques-uns de vieilles et confortables habitudes : pas de voyages à l'étranger tant qu'elle durerait, de séjours dans les villes d'eaux, ni même de déplacemens de chasse. Elle les exposait presque tous à des deuils cruels. Cependant chacun d'eux, par discipline ou dans un élan de patriotisme sincère, a cru devoir la saluer avec enthousiasme. Le roi de Bavière, le roi de Saxe, ont prononcé des discours aussi belliqueux que ceux de l'Empereur. Tous se sont empressés de hurler avec les loups. D'ailleurs, il faut bien le dire, parce que l'opinion contraire a été soutenue à tort, la guerre a été aussi acclamée dans le reste de l'Allemagne que dans la Prusse elle-même; les premières manifestations ont été encore plus bruyantes à Munich qu'à Berlin. A Dresde, la populace a brisé, avec une fureur au moins égale à celle des bourgeois de la capitale prussienne, les vitres de la légation britannique. Cet état d'esprit prouve d'abord qu'une partie de l'opinion publique, celle qui s'est montrée si démonstrative, avait été aussi pervertie, aussi infectée du virus pangermaniste, chez les tranquilles habitans des régions méridionales que chez leurs frères du Nord, infatués de leur supériorité militaire, et aussi que l'unité allemande est maintenant considérée par tous les Germains comme la condition indispensable de leur existence nationale.

L'idée géniale de Bismarck, le forgeron de l'unité allemande, a été, pour achever de la rendre populaire, de la tremper

dans le sang d'une guerre contre un ennemi du dehors. Il serait imprudent, à mon avis, d'essayer de rompre ce lien : momentanément disjoints par une force étrangère, les anneaux s'en ressoudraient d'eux-mêmes. Mais, dans une Allemagne vaincue, les princes confédérés, courbés hier devant l'Empereur, seraient peut-être les premiers demain à relever la tête et à contester à leur César humilié la toute-puissance dont il aurait mal usé.

## VI

L'élévation de M. de Bethmann-Hollweg au poste de chancelier de l'Empire a été le triomphe de la bureaucratie. Après s'être adressé successivement à l'armée, à la haute noblesse et à la diplomatie, en cherchant des épaules assez fortes pour porter le pesant héritage de Bismarck, l'Empereur a dû se rabattre sur le fonctionnarisme prussien. C'est dans ses rangs que le cinquième chancelier a fait toute sa carrière depuis le grade d'assesseur, passant par les fonctions de président de province, de ministre de l'Intérieur de Prusse et de secrétaire d'État de l'Intérieur de l'Empire, vice-président, comme tel, du ministère prussien et remplaçant du chancelier. Moins de vingt-cinq ans lui ont suffi pour escalader tous les échelons de la hiérarchie administrative et pour devenir le deuxième personnage de l'État. La qualité d'ancien condisciple de Guillaume II à l'Université de Bonn n'a pas nui sans doute à la rapidité de cet avancement. Si, en France, chaque conscrit a dans sa giberne le bâton de maréchal, en Prusse chaque fonctionnaire à ses débuts pourra se dire, d'après l'exemple de M. de Bethmann-Hollweg, qu'il porte avec lui sa nomination de chancelier.

Quelles qualités éminentes ont déterminé le choix de l'Empereur et valu à ce bureaucrate distingué l'honneur de succéder au brillant prince de Bülow? Quand on aura vanté son honnêteté, son application au travail, sa culture intellectuelle et l'austérité de ses principes religieux, on aura tout dit de son esprit. Si l'on y ajoute un visage ouvert, un abord sympathique et une taille de géant, le portrait sera complet. Amis et adversaires proclament que sa vie privée est inattaquable; ils ont sincèrement plaint le chancelier, lorsque la mort est venue briser un bonheur conjugal exemplaire. Mais ce sont là pour

un homme d'État, qui devrait jouer le premier rôle en Europe parmi ses confrères, des qualités de second ordre. Des vues politiques personnelles ne font certainement pas défaut à M. de Bethmann-Hollweg, quoiqu'elles ne soient pas aisées à découvrir. On pourrait peut-être les définir ainsi : pour le gouvernement intérieur, un conservatisme tempéré de doctrinarisme ou, si l'on préfère, un régime conservateur avec des tendances libérales très modérées; à l'extérieur, un très large développement de l'influence, de la culture et de la langue allemandes, en concurrence avec les Français et les Anglais, qui savent mieux que les Allemands, — comme il l'a dit dans une lettre d'une inspiration élevée publiée par les journaux de Berlin, — propager au dehors leur civilisation nationale. Mais le chancelier ne possède pas deux dons qui semblent nécessaires dans son emploi : une éloquence naturelle et une volonté décidée.

Il est avant tout l'homme de l'Empereur, ou plutôt son fondé de pouvoirs, le véritable chancelier étant le souverain lui-même, dissimulé dans l'ombre de la Constitution. Caprivi, par son indépendance de caractère, Bülow, par le trop grand souci qu'il a eu de préserver son prestige personnel, avaient déçu Guillaume II. Avec Bethmann-Hollweg, rien de pareil ne paraît à craindre. Il se jetterait au feu, il monterait lui-même sur le bûcher, en holocauste à l'opinion publique, si, dans des circonstances critiques, son sacrifice était nécessaire pour sauvegarder la réputation de son maître, qu'il essaiera toujours de couvrir de sa responsabilité constitutionnelle. On l'appelle à Berlin le philosophe de Hohen-Finow, du nom de sa propriété. Philosophe, si l'on veut, par l'égalité d'âme avec laquelle il supporte les échecs de son administration, et dont il s'armera dans sa retraite, lorsque l'heure de la disgrâce aura sonné; mais philosophe surtout par son indifférence ou son manque de fermeté en matière morale et politique. Sa complaisance à se plier aux exigences de la volonté impériale lui mériterait encore mieux le surnom de philosophe courtisan. Courtisans, ils le sont tous, d'ailleurs, à Berlin, ceux qui veulent, à tous les degrés de l'échelle, être honorés de la faveur ou de la confiance du souverain.

La position de M. de Bethmann-Hollweg auprès du Reichstag et son influence sur une assemblée aussi divisée ne sont pas

comparables à celles dont a joui son prédécesseur. Il a vécu et il continue de vivre, isolé, au milieu de l'indifférence ou de l'hostilité des partis bourgeois, autrement dit monarchiques. Les libéraux, qui attendaient de lui une réforme promise, mais indéfiniment ajournée, de la loi électorale prussienne, le tiennent en suspicion, aussi bien au Landtag qu'au Parlement impérial. Le centre catholique ne pardonne pas à ce rigide protestant son refus de rendre à l'ordre des Jésuites la liberté d'enseigner, et les conservateurs ne le trouvent pas assez réactionnaire. Ils lui reprochaient surtout, il y a deux ans, la faiblesse avec laquelle il avait abandonné son projet de couverture financière de la dernière loi militaire, pour se rallier au contre-projet radical de la Commission du Reichstag. C'est pourquoi, au commencement de 1914, les jours ministériels de M. de Bethmann-Hollweg paraissaient comptés, lorsque la guerre est venue subitement interrompre les luttes des partis, et la voix du canon a fait taire toute critique dans la presse allemande comme à la tribune du Parlement.

Le chancelier est officiellement le ministre des Affaires étrangères de l'Empire. Mais la politique extérieure de l'Allemagne, la politique mondiale du prince de Bülow, était un champ trop vaste où se serait perdu son successeur, plus versé dans le maniement des affaires intérieures, s'il ne s'était laissé guider par un diplomate de carrière expérimenté, paré du titre de secrétaire d'État. Ce furent d'abord le baron de Schoen et M. de Kiderlen; c'est maintenant M. de Jagow. Le chancelier était tenu toutefois de prononcer au Reichstag, à de certaines occasions, des discours sur la situation extérieure, tableaux brossés à grands traits, qui présentaient, dans un clair-obscur très étudié et soigneusement distribué, les événemens récens les plus importans. Ses discours, appris par cœur, semblaient gris et ternes, ainsi que le comporte sans doute ce genre de littérature. Ils n'avaient pas la clarté remarquable et l'accent de sincérité que sir Ed. Grey a su introduire dans des exposés analogues faits à la Chambre des Communes.

M. de Bethmann-Hollweg, esprit conciliant, n'était pas dépourvu d'une ample dose de pacifisme. La nécessité d'une longue ère de paix, pour compléter l'admirable épanouissement industriel et commercial de l'Allemagne, ne pouvait pas échapper à sa perspicacité. Aussi est-ce vers lui que s'est

retourné à plusieurs reprises, en dehors des pourparlers en cours, le diplomate éminent qui tenait tête à M. de Kiderlen dans la partie très serrée jouée autour du Maroc. Le Livre jaune de 1911 contient le compte rendu de quelques conversations de M. Jules Cambon avec le chancelier, et l'impression qui s'en dégage est que ce dernier désirait réellement une entente finale. Pour le règlement ultérieur d'autres questions épineuses, telles que la délimitation des concessions de chemins de fer et des sphères d'influence en Asie Mineure, c'est encore au chancelier que l'ambassadeur fit appel, lorsque les négociateurs allemands se montrèrent trop récalcitrans. Un rapprochement viable de son pays et de la Grande-Bretagne a été, d'autre part, le rêve dont M. de Bethmann-Hollweg se berçait le plus volontiers, sans l'arrière-pensée traîtresse, qu'aurait eue peut-être le prince de Bülow, d'en finir plus tard, au moment opportun, avec la suprématie navale anglaise. Rien ne nous autorise à croire qu'il n'y avait pas un fond de sincérité dans le langage de M. de Jagow, lorsqu'il a dit à sir Ed. Goschen (1), au cours de leur dernier et pénible entretien, « son poignant regret de voir tomber en poussière toute sa politique et celle du chancelier, qui consistait à faire amitié avec la Grande-Bretagne et, par elle, à se rapprocher de la France. »

Ce regret peut-il se concilier avec l'attitude vacillante de M. de Bethmann-Hollweg dans le conflit austro-serbe ? Je le crois. Ses préférences personnelles l'inclinaient vers une solution pacifique, mais cet homme faible s'est laissé forcer la main par le parti de la guerre et s'est courbé, comme d'habitude, devant la volonté de l'Empereur, d'autant plus qu'il n'était qu'un instrument, ignorant sans doute des véritables desseins qui se cachaient au fond de la pensée impériale. Quand il a vu où cette politique de casse-cou allait entraîner l'Allemagne, au lieu de résister et de protester, son dépit s'est tourné contre l'Angleterre qui avait détruit toutes les illusions dont on se repaissait à Berlin, en ne restant pas indifférente et impassible devant la violation de la neutralité belge. Alors le philosophe de Hohen-Finow s'est changé en un irascible Teuton ; ce qu'il y a de rudesse prussienne dans ses veines, mélangée à son sang francfortois, est apparu subitement à la surface, et le calme profes-

(1) Rapport de sir Ed. Goschen à sir Ed. Grey du 8 août 1914, publié par le gouvernement britannique. (*Great Britain and the european crisis.*)

sionnel de l'homme d'État, habitué à maîtriser ses nerfs, a fait place à un emportement dramatique.

Il est aisé de s'imaginer, d'après le vivant rapport de sir Ed. Goschen à sir Ed. Grey, la scène historique qui s'est jouée, après la déclaration de guerre de l'Angleterre, dans le cabinet de travail du palais de la Wilhelmstrasse, le 4 août 1914, ainsi que l'attitude des deux acteurs : le chancelier, la face empourprée de colère dans sa barbe grise, sa haute taille penchée vers son interlocuteur, et celui-ci gardant sur ses traits pâles tout son sang-froid britannique. En exhalant son indignation, l'Allemand trouva des phrases plus expressives et plus colorées qu'on ne devait s'y attendre de sa part.

La neutralité belge, un chiffon de papier, *a scrap of paper!* Ces mots malheureux resteront toujours accolés à la personne et à la mémoire de M. de Bethmann-Hollweg. Cet homme d'une vaste culture, ayant le sens de la justice et du droit à un plus haut degré que beaucoup de ses compatriotes, nous a montré que le respect des traités n'existait plus pour lui, sitôt qu'un avantage stratégique commandait de les violer. L'inviolabilité, l'indépendance et le droit de vivre des petits États n'ont pas plus de valeur à ses yeux que les accords internationaux qui les consacrent. Le même jour, au Reichstag, le chancelier avoua sans détours, — franchise qu'il regrette aujourd'hui, — que le gouvernement impérial avait commis un attentat contre le droit des gens par l'envahissement de la Belgique. Mais, disait-il, nécessité ne connaît pas de loi, et il cherchait à s'excuser, en prêtant, sans vraisemblance et sans preuves aucunes, un dessein semblable aux Français. Donc la Belgique n'avait qu'à se laisser violer paisiblement; on l'indemniserait après coup!

Quelle triste désillusion pour ceux qui, croyant connaître M. de Bethmann-Hollweg, ne l'auraient jamais considéré comme un politique sans scrupules! Il aurait pu être, à défaut d'un grand ministre, le garant de la signature de la Prusse et le gardien de l'honneur du jeune Empire allemand. Un geste de l'Empereur a suffi pour qu'il devînt l'apologiste empressé d'un forfait. Son langage dans cette circonstance tragique a été celui d'un homme de cour sans conscience et sans courage, non celui d'un homme d'État. Prendre son parti avec une pareille philosophie d'un acte honteux pour l'Allemagne, ce n'est pas le

fait d'un philosophe patriote et indépendant, c'est le fait d'un courtisan philosophe.

## VII

Quitter Rome pour Berlin, le beau palais Gaffarelli sur le Capitole pour le modeste pavillon affecté dans la Königgraetzerstrasse au logement du secrétaire d'État aux Affaires étrangères, le ciel léger et le gai soleil de la campagne romaine pour les brumes froides de la Sprée, et, par-dessus tout, perdre une quasi indépendance pour devenir le serviteur assidu de l'Empereur et le conseiller habituel du chancelier, c'est un dur sacrifice à exiger d'un diplomate allemand, lorsqu'il est parvenu, jeune encore, au comble de ses ambitions et à l'apogée de sa carrière. Aussi comprend-on que M. de Jagow ne se soit pas résigné sans résistance aux honneurs ministériels, et qu'il n'ait recueilli la succession de M. de Kiderlen que sur l'ordre réitéré de Guillaume II.

Le nouveau secrétaire d'État était, paraît-il, l'enfant gâté de la haute société de Rome. Mais possédait-il l'art difficile de lire dans l'âme des ministres italiens et de pénétrer leurs secrets? L'expédition de Libye a été préparée, sans que l'ambassadeur de l'empereur allemand, du membre le plus important de la Triplice, en ait eu connaissance. On l'a placé, comme ses collègues, devant un fait accompli, tant on craignait à la Consulta le *veto* du gouvernement impérial à cette première tentative de démembrement de la Turquie, cliente et protégée de l'Allemagne. Malgré cela, depuis la rentrée de M. de Jagow à Berlin, jamais le crédit de l'Italie n'y parut plus solide. Elle y possédait maintenant, disait-on, deux représentans au lieu d'un : l'ambassadeur de S. M. le roi Victor-Emmanuel et le secrétaire d'État aux Affaires étrangères, fidèle à ses sympathies italiennes.

Cette grande amitié entre Rome et Berlin n'a pas empêché le Cabinet du Quirinal de garder la neutralité dans la guerre des nations. Il est vrai que M. de Jagow avait rendu aux Italiens la monnaie de leur pièce, en ne les informant pas du complot tramé contre la Serbie, et qui devait avoir de dangereuses conséquences pour leurs intérêts dans la péninsule balkanique, pour le maintien de l'équilibre entre les ambitions autrichiennes et leurs propres aspirations. Les trois Puissances étaient tenues

par leur pacte d'alliance de se communiquer mutuellement leurs projets. L'Italie a excipé de ce manque d'exécution du traité, et elle a allégué en même temps le caractère défensif de la Triplice pour rester en dehors d'une lutte où les agresseurs étaient incontestablement ses alliées.

A la Wilhelmstrasse, M. de Jagow a semblé d'abord un peu dépaysé, restant sur la réserve vis-à-vis du corps diplomatique étranger, presque sur la défensive, comme s'il redoutait des questions indiscrètes. La situation européenne était, du reste, pleine d'incertitudes et de périls. La guerre des Balkans battait son plein. Le gouvernement impérial, répondant au sentiment public allemand, paraissait soucieux de conserver l'accord entre les grandes Puissances, spectatrices inquiètes de l'écroulement de la Turquie. L'intelligence du secrétaire d'État dut activement s'employer, d'abord à calmer et à morigéner l'Autriche-Hongrie, et ensuite à l'aider, de concert avec l'Italie, à obtenir des compensations qui eussent l'apparence de succès diplomatiques, l'interdiction aux Serbes de l'accès de l'Adriatique, l'abandon de Scutari par le Monténégro et la constitution d'une Albanie indépendante. Il ne s'est séparé d'elle qu'au moment où elle a essayé en vain de remettre encore en question la paix balkanique, définitivement signée à Bucarest.

A l'égard de la France, obéissant, on peut le supposer, à des ordres supérieurs, M. de Jagow se montrait sans aménité. Sa réponse, lors de l'interpellation au Reichstag sur l'incident de Nancy, dépassait le ton permis à la mauvaise humeur officielle. Peut-être y avait-il, dans sa façon hâtive et malveillante de juger des faits non encore établis, un secret désir de complaire aux sentimens hostiles à la République française de la majorité du Parlement impérial et de gagner sa faveur. Les débuts du nouveau secrétaire d'État, comme orateur, avaient manqué d'éclat. Lui-même avouait avec franchise la crainte qui le tenaillait, lorsqu'il devait parler en public. Comme la plupart des diplomates, ses confrères, il n'a pas le don de l'éloquence, et chez lui la plume vaut mieux que la parole.

Ce petit homme intelligent, d'un aspect extraordinairement jeune, quoiqu'il ait dépassé maintenant le tournant de la cinquantaine, d'une mise toujours soignée et d'une grande politesse de manières, doué, de plus, de goûts artistiques, est l'antithèse de M. de Kiderlen. Celui-ci, un Souabe à la forte carrure, très

mal élevé, mais bon enfant, avait une brusquerie déconcertante que rachetait parfois un humour jovial. Par un côté pourtant, ces deux Allemands, le Prussien et le Wurtembergeois, se ressemblaient; c'était par leur dédain des petites nationalités et leur parfait mépris des États secondaires. Tous les jeudis, arrivait ponctuellement dans chaque légation une lettre autographiée annonçant qu'à son grand regret le secrétaire d'État ne pourrait pas recevoir le ministre étranger le lendemain, jour fixé pour la réception des envoyés extraordinaires. Dans d'autres pays, on ne fait pas de différences entre les ambassadeurs et les ministres plénipotentiaires; ces derniers trouvent le même accès que leurs grands collègues auprès du chef du département des Affaires étrangères, dont le temps est aussi précieux que celui du secrétaire d'État de l'Empire allemand. A quoi bon, se disait probablement M. de Jagow, comme l'avait fait avant lui M. de Kiderlen, recevoir ce menu fretin de diplomates? S'ils ont une affaire urgente à traiter, qu'ils téléphonent pour demander une audience! Mais converser chaque semaine avec eux sur l'état de l'Europe, subir leurs questions, être obligé d'y répondre, quelle perte de temps inutile! En quoi la politique générale intéresse-t-elle ces messieurs? Quant à m'enquérir auprès d'eux de ce qui se passe dans leurs petites capitales, je n'en ai nul besoin; il me suffit de lire les excellens rapports des agens impériaux auprès des cours inférieures.

Eh bien! non, monsieur le secrétaire d'État, ces sources d'informations n'étaient pas suffisantes. Si vous aviez mieux connu l'état des esprits en Belgique, l'attachement passionné des Belges à leurs libres institutions, leur résolution inébranlable de résister à toute pression étrangère, de quelque côté qu'elle vînt, et de défendre jusqu'à la mort leur indépendance et leur neutralité, qui avaient à leurs yeux autant de prix qu'en peut avoir pour les Allemands leur unité nationale; si vous aviez su tout cela, peut-être auriez-vous mis en garde votre Empereur contre les mécomptes, contre les dangers d'une invasion brusquée du petit pays voisin et ami. Vous ne passez pas vous-même pour un batailleur. Vous êtes trop expérimenté et trop clairvoyant, d'autre part, pour n'avoir pas entrevu, mieux que les professionnels de l'état-major, les développemens de la crise européenne qu'ils allaient déchaîner. Mais vous n'aviez pas été appelé à Berlin, me diriez-vous, pour y faire

entendre des conseils. Votre fonction consistait à exécuter les instructions de votre souverain. C'est justement d'avoir consenti à jouer un rôle aussi effacé dans cette convulsion mondiale, provoquée par la politique de l'Empereur, qui vous sera reproché, quand les responsabilités de chacun seront établies...

Il est une question sur laquelle M. de Jagow n'aurait jamais pu s'accorder avec le représentant de la Belgique, c'est la question coloniale qui tenait une large place dans les préoccupations du ministère des Affaires étrangères. Un jour, quelques mois avant la guerre, dans une conversation intime, le secrétaire d'État exprima l'avis que le roi Léopold avait été trop favorisé au moment du partage de l'Afrique centrale à la conférence de Berlin ; que Bismarck s'était montré trop généreux à son égard, et que la Belgique n'était pas assez riche pour mettre en valeur le vaste empire qu'elle avait hérité de son grand souverain ; c'était une entreprise au-dessus de ses moyens financiers et de ses forces d'expansion ; elle serait obligée d'y renoncer. L'Allemagne, au contraire, ne possédait en Afrique qu'un lot insuffisant eu égard à sa puissance colonisatrice, à ses ressources inépuisables et aux exigences de son commerce ; un nouveau partage paraissait donc nécessaire. M. de Jagow, en développant cette opinion, essaya de faire partager à son interlocuteur son mépris pour les titres de propriété des petits États ; seules, les grandes Puissances avaient, selon lui, le droit et le pouvoir de coloniser. Il dévoila même le fond de sa pensée : les petits États ne pourraient plus jouir, dans la transformation qui s'opérait en Europe au profit des nationalités les plus fortes, de l'existence indépendante qu'on leur avait laissé mener jusqu'à présent ; ils étaient destinés à disparaître ou à graviter dans l'orbite des grandes Puissances.

Ces propos inquiétans n'ont pas été tenus, bien entendu, au ministre de Belgique, mais à un ambassadeur d'un pays étranger. Tout finit cependant par transpirer dans les coulisses diplomatiques d'une grande capitale ; les vues personnelles de l'homme qui dirige nominalement la politique extérieure y sont tôt ou tard divulguées aux intéressés, surtout à Berlin, où un certain nombre de chefs de mission se sentaient plus ou moins solidaires, parce que leurs pays étaient plus ou moins menacés par le colosse germanique, dont ils surveillaient la croissance et les appétits avec une vigilance bien naturelle.

Si l'on rapproche cette conversation de M. de Jagow de son dernier entretien avec sir Ed. Goschen, où il a regretté la faillite de sa politique d'amitié avec l'Angleterre et de réconciliation avec la France, on devine aussitôt quelles conditions M. de Bethmann-Hollweg et lui, ces deux pacifistes, auraient mises à la consolidation d'un pareil accord. Il aurait fallu abandonner de bonne grâce à l'Allemagne les petits États qui l'empêchent de se développer le long de la mer du Nord et la gênent pour respirer à son aise ; il aurait fallu consentir à ce qu'elle les fît entrer un jour ou l'autre, de gré ou de force, dans la fédération germanique ; qui serait devenue ainsi le grand empire, héritier de l'empire lointain du Moyen Age, rêvé par les intellectuels allemands.

## VIII

Lorsqu'on longe la Wilhelmstrasse en venant des Linden, on voit à droite une longue construction vétuste à un seul étage, du style démodé des premières années du XIXe siècle. Elle paraît bien nue et bien modeste à côté des hôtels du siècle précédent qui l'encadrent et des palais modernes des administrations impériales qui lui font vis-à-vis. Ce vieux bâtiment n'est autre que le ministère des Affaires étrangères, l' « Auswärtiges Amt » de l'Empire. C'est là qu'ont été prémédités, il y a cinquante ans, les changemens pratiqués à coups d'épée par les Hohenzollern dans la carte de l'Europe, là qu'est le véritable point de départ de leur puissance impériale. Gravissez les marches de l'escalier de pierre, vous respirerez en entrant cette odeur vénérable que laissent les dossiers et les paperasses dans un édifice ancien et mal aéré. Suivez le couloir central qui le divise. Un huissier bienveillant vous guidera jusqu'à la porte d'un cabinet qui n'est pas beaucoup plus grand qu'une cellule, et vous vous trouverez en présence du sous-secrétaire d'État.

M. Zimmermann est un blond Germain à la moustache militaire, au sourire aimable que ne dément pas la cordialité de son accueil. Ce haut fonctionnaire est un *self made man* dans toute la force du terme. Après qu'il a eu rempli avec distinction des fonctions consulaires en Extrême-Orient, son mérite l'a fait appeler à l'Office central et l'a porté jusqu'au poste élevé où,

par sa puissance de travail et son jugement sûr, il a gagné la confiance du chancelier et de deux secrétaires d'État successifs, ainsi que les bonnes grâces de l'Empereur. Tout le monde pense à Berlin que l'ascension de M. Zimmermann ne s'arrêtera pas en si beau chemin.

On pourrait le nommer avec raison la providence des diplomates. Les chefs de mission et les chargés d'affaires, en quête de nouvelles et à court d'informations, s'adressent à lui, afin de pouvoir renseigner leurs gouvernemens sur les faits qui les intéressent. Le sous-secrétaire d'État ne leur dit que ce qu'il faut dire, sans trahir les secrets de la chancellerie impériale, mais cela suffit pour les mettre sur la trace de la vérité, car ses renseignemens sont toujours exacts.

Est-il possible de deviner quel est son sentiment intime au sujet de la guerre? Est-ce faire injure à son patriotisme que de douter qu'il ait été très persuadé de sa nécessité? La réponse est difficile, car c'est un sujet sur lequel tout Allemand susceptible de franchise, s'il n'est pas imprégné d'un incurable pangermanisme, évitera aujourd'hui de se prononcer devant un étranger. Ce que je puis affirmer, sans risquer d'être contredit, c'est que le sous-secrétaire d'État n'était pas un partisan convaincu de la politique des alliances, ce legs de Bismarck, et qu'il en mesurait les entraînemens et les dangers. Que de fois, pendant la crise balkanique, l'a-t-on vu de mauvaise humeur contre le Cabinet de Vienne, indocile aux bons conseils télégraphiés de Berlin? Lorsque j'ai pris congé de lui, avant de regagner mon malheureux pays déjà envahi par les avant-gardes allemandes, il m'a dit d'un ton sincère et désolé : « Ah! cette guerre est bien la fin de la politique des alliances! » Que de désillusions ou de regrets étaient contenus dans cet aveu!

D'un autre côté, ses relations suivies avec les directeurs des grandes sociétés financières, avec les magnats de l'industrie et du commerce, invités à sa table de célibataire en même temps que des diplomates étrangers, devaient faire supposer à ces derniers que leur amphitryon partageait les idées pacifiques de ses convives allemands. La continuation du vigoureux développement de l'industrie nationale exigeait la continuation de la paix. C'est une vérité indiscutable qu'on ne saurait trop répéter. Bien plus, la continuation de la paix aurait suffi aux

Allemands pour devenir, par leur esprit d'organisation, par leur méthode, par leur travail opiniâtre, les premiers dans presque tous les domaines où s'exerce la concurrence entre nations, les maîtres des principales productions industrielles, et pour acquérir en Europe une hégémonie économique incontestable qu'ils ont été follement demander à une guerre incompatible avec les progrès de la civilisation. Comment un homme aussi éclairé que M. Zimmermann, aussi au courant des desiderata du monde industriel allemand, n'aurait-il pas été un pacifiste ?

La tâche principale des dirigeans du ministère des Affaires étrangères est la même dans toutes les grandes capitales. Il faut être un Bismarck pour préparer de longue main, en conduisant la politique extérieure de son pays, des guerres successives, et son excuse est qu'elles étaient nécessaires à la fondation de l'unité allemande. Son but atteint, le tout-puissant ministre a remis l'épée de la Prusse au fourreau et s'est appliqué à consolider la gloire acquise et les conquêtes réalisées. Le ministère des Affaires étrangères de Berlin ne peut être honnêtement soupçonné d'avoir travaillé dans l'ombre contre le maintien d'une politique de paix, la politique des vingt dernières années du vieux chancelier. Éviter des conflits inutiles, dissiper les nuages dès qu'ils s'amoncelaient en quelque coin de l'horizon, prévenir les conséquences effroyables d'une conflagration européenne, c'étaient bien là, durant ces dernières années, le noble devoir et la tâche ingrate des diplomates, dans le rôle de vigie ou de pilote qu'ils remplissaient à l'étranger ou à la tête du département central. Ces hautes obligations morales, on a dû chercher à s'y conformer à la Wilhelmstrasse comme ailleurs, avec des alternatives de courtoisie et de rudesse, avec des inégalités d'humeur trop apparentes, mais avec des intentions sincères.

Alors un problème embarrassant se pose : en présence des aspirations indéniables d'une partie de la nation allemande, de ses désirs évidens d'expansion, comment le ministère des Affaires étrangères proposait-il de leur donner satisfaction ? Avait-il en vue une politique pacifique d'un genre particulier ?

Un livre et une brochure parus à Berlin en 1913, à l'occasion du jubilé des vingt-cinq années de règne de l'Empereur,

nous donnent la clef de l'énigme. Ils éclairent d'un jour discret et suffisant la politique d'expansion recommandée à la Wilhelmstrasse.

Le livre, *l'Allemagne impériale*, est l'œuvre du prince de Bülow, qui a rompu le silence où il se renfermait dans sa retraite pour retracer l'histoire de la politique de l'Empire pendant un quart de siècle et indiquer la voie qu'elle devrait continuer de suivre tant à l'intérieur qu'au dehors.

Suivant la thèse de l'ex-chancelier, l'Allemagne actuelle ne peut plus s'en tenir à la politique continentale de Bismarck et obéir aux préceptes légués par lui à ses successeurs. Elle doit se frayer de nouveaux et de plus larges chemins, en raison des progrès accomplis depuis trente ans. La population a augmenté de vingt millions d'âmes pendant ce laps de temps, et l'industrie, favorisée par un accroissement énorme de bras, a traversé les mers afin d'écouler dans le monde entier ses produits que le marché intérieur n'était plus à même d'absorber. La production industrielle a nécessité la création d'une flotte commerciale, dont les unités se multiplient d'année en année, et le développement de la marine marchande a entraîné la construction d'une flotte de guerre imposante. Entreprise difficile, car il était impossible de ne point éveiller la jalousie de l'Angleterre et il fallait se garder, pour réussir, de provoquer son hostilité. L'Angleterre voit de mauvais œil la croissance de toute puissance navale, ambitieuse de lui disputer un jour l'empire des mers. Ce n'est pas là ce que cherchait l'Allemagne, comme jadis s'y sont essayées la France de Louis XIV et la République des Provinces-Unies. Quoique la flotte allemande soit devenue, en quelques années, la seconde de l'univers, elle n'a pour mission que de veiller sur les intérêts et le commerce germaniques, d'empêcher qu'ils ne soient molestés. De même que l'industrie allemande, de nationale et d'intérieure qu'elle était autrefois, est devenue internationale, de même la politique allemande, d'européenne qu'elle était au temps de Bismarck, n'ayant alors d'autre objectif que de garder à l'Allemagne la place qui lui revenait au premier rang des Puissances du vieux continent, est devenue, elle aussi, internationale. M. de Bülow a soin d'insister sur le rôle purement défensif qui est assigné à la flotte impériale et, pour nous rassurer sur le but pacifique que poursuivait la politique nouvelle de l'Empire, il cite le

passage suivant d'un discours, prononcé par lui au Reichstag le 6 novembre 1906 : « C'est la tâche de notre génération de maintenir en même temps notre position sur le continent, qui est la base de notre position internationale, et de protéger nos intérêts au dehors, aussi bien que de poursuivre une politique internationale prudente, sensée et sagement limitée, de telle sorte que la sécurité du peuple allemand ne coure pas de dangers et que l'avenir de la nation ne soit pas compromis. »

Conseils pleins de sagesse ! Mais ces mots, « politique internationale, » « politique d'outre-mer, » « politique mondiale, » qui reviennent continuellement sous la plume de l'ex-chancelier, ne disent rien de précis à notre esprit latin épris de clarté. Une politique mondiale ou internationale consistait-elle, par exemple, à protéger, par la présence de quelques croiseurs sur les côtes du Mexique, les résidens et le commerce allemands que menaçait la rivalité de Huerta et de Carranza ? Ou bien fallait-il appeler du même nom la politique qui a dicté l'envoi d'une escadre dans les mers de Chine, pour s'emparer de Kiau-tchau et de Tzingtau et obtenir de vive force du gouvernement chinois la concession d'une station navale et d'un riche territoire minier, avec la faculté d'y ériger des défenses formidables ? M. de Bülow a senti lui-même le besoin d'éclairer un peu pour ses lecteurs ce que sa pensée a d'obscur. Il nous laisse entendre que l'Allemagne possède maintenant les moyens, non seulement de protéger ses intérêts, de résister à une agression, mais aussi de développer partout sa position, spécialement en Asie Mineure et en Afrique.

La brochure, intitulée : *La Politique mondiale et pas de guerre*, « die Weltpolitik und kein Krieg, » est plus explicite. Elle ne porte pas de signature, mais sa publication a eu lieu, suivant la version accréditée dans les milieux politiques de Berlin les mieux informés, sous les auspices du ministère des Affaires étrangères, qui n'en a pas désavoué la paternité.

L'auteur anonyme nous expose d'abord les raisons pour lesquelles une guerre continentale ne paraît plus à redouter. La confédération balkanique s'est dissoute dans le sang, et les alliés d'hier, devenus des adversaires irréconciliables, mettront du temps, ainsi que la Turquie, à panser leurs blessures et à

réparer leurs forces. La France est assez occupée par la pacification du Maroc pour ne vouloir point de complication européenne. La Russie s'oriente de plus en plus vers l'Asie centrale. Les relations anglo-allemandes s'améliorent de jour en jour. L'Allemagne s'applique à augmenter sa puissance industrielle et commerciale; elle a engagé de grands capitaux dans ses entreprises de chemins de fer en Asie Mineure, mais elle ne doit pas les étendre démesurément, par suite de l'impossibilité où elle serait de les protéger en cas de guerre. L'Allemagne n'est pas une puissance méditerranéenne; sa flotte, pour défendre les concessions de ses nationaux en Anatolie et en Syrie, serait obligée de passer sous le canon de Gibraltar, de Malte et de Bizerte.

Reste l'Afrique. Sir Ed. Grey a dit au Parlement que l'Angleterre ne s'y opposerait pas à une extension de la colonisation allemande, car elle ne songe pas elle-même à acquérir de nouvelles colonies. Le Portugal et la Belgique ne sont pas en état de coloniser leurs domaines africains : le premier, à cause de sa situation financière et de ses discordes civiles; la seconde, parce qu'elle ne veut pas débourser les sommes nécessaires pour mettre en valeur le Congo, qu'elle a annexé sur la promesse illusoire qu'il ne lui coûterait pas de sacrifices. Le capital allemand et l'aptitude colonisatrice de la race allemande, ses capacités commerciales et son esprit d'entreprise, sont seuls à même d'introduire la civilisation au cœur du continent noir et d'en exploiter les richesses. La coopération allemande est donc indispensable aux Belges comme aux Portugais. Elle peut s'établir dans leurs colonies sous une forme analogue à celle que revêt l'action de la France en Tunisie et au Maroc ou celle de la Russie en Perse. Ce seraient une pénétration et un développement pacifiques, auxquels les Belges sont trop hommes d'affaires pour ne pas s'associer, si les Portugais n'en comprennent pas clairement la nécessité.

Nous voilà fixés. La politique mondiale ou internationale, telle qu'on la concevait dans les bureaux de la Wilhelmstrasse en 1913, était une politique d'extension coloniale, poursuivie par des moyens pacifiques.

Dès l'hiver suivant, le gouvernement impérial entamait avec le Cabinet de Londres des négociations pour le partage des sphères d'influence britannique et allemande dans les colonies

portugaises de l'Afrique ; à la première aurait été réservé le Mozambique, à la seconde l'Angola. Sans attendre que ces négociations eussent abouti, un comité d'études se constituait à Hambourg, en vue de l'exploration des richesses agricoles et minières de la province d'Angola et de grandes banques allemandes cherchaient à s'assurer la haute main sur le chemin de fer de Lobito-bay, allant de la côte portugaise au Katanga belge.

J'ai essayé dans les pages précédentes de caractériser, en traçant le portrait des dirigeans de la politique extérieure de l'Allemagne, les vues personnelles de chacun d'eux, telles qu'elles me sont apparues, d'après leurs actes, leurs déclarations ou leurs manifestations occasionnelles : se berçant, chez le chancelier, de l'espoir de conserver, quoi qu'il arrivât, des relations amicales avec l'Angleterre, faisant bon marché avec M. de Jagow de l'existence des petites nationalités, se contentant, dans l'esprit plus pratique du sous-secrétaire d'État et des fonctionnaires du ministère des Affaires étrangères, d'agrandissemens coloniaux immédiats et de l'ouverture de champs nouveaux à l'activité industrielle des Allemands. Mais au-dessus de ces idées particulières planait la volonté encore obscure de l'Empereur. Lorsqu'elle s'est révélée dans les tragiques derniers jours du mois de juillet, elle n'a rencontré chez ces Messieurs qu'un égal empressement à lui obéir.

BEYENS.

# LE
# MYSTÈRE DES BÉATITUDES

QUATRIÈME PARTIE (1)

## IX

Depuis trois semaines, depuis cette soirée où il avait, cinq heures durant, circonvenu Muzard, Loche avait disparu. Il semblait se terrer. Ni au journal, ni au café de la Paix, ni sur le boulevard, Muzard ne l'avait revu. Le jeune homme se disait :

« C'est une tactique. »

On était aux premiers jours d'avril. Ces longues soirées traînantes, le printemps hâtif des avenues et des places donnaient à Muzard de la mélancolie. Alors il rentrait chez lui de bonne heure et revenait à ses anciens livres qu'il critiquait de parti pris en fumant des pipes. Andrée Ornans elle aussi s'était faite invisible. Il en déduisit qu'il devait lui avoir déplu, que leur camaraderie l'avait importunée, et que, poliment, elle se dérobait. Il en conçut de l'humeur et pensait :

« Elles sont toutes les mêmes et celle-là ne diffère pas tant des autres qu'il y paraît. Faites-leur la cour ; elles se fâchent. Ne la leur faites pas, les voilà vexées. Que peut bien cacher la simplicité excessive de cette petite Ornans ? Ma foi, je

(1) Voyez la *Revue* des 1er et 15 février et du 1er mars.

lirais plus clair encore dans l'âme un peu épaisse de la grosse et riche Mlle Loche. Celle-là aussi est simple ; et elle y a plus de mérite que la petite Ornans, Physiquement, elle vous prendrait plus brutalement que l'autre; mais comme elle n'est pas pour moi, je m'en fiche. »

Un soir d'ennui, il pensa aux Gérard et décida de filer droit au boulevard Arago pour leur demander à dîner.

En traversant l'étroit jardinet au plafond de lianes qui menait à l'atelier, il eut, sans se l'avouer, le cœur serré d'envie. Le soleil encore assez haut dorait la verdure naissante et mettait en feu le vitrage. Une bordure de myosotis courait le long de l'allée sablée où étaient demeurés la pelle et le petit seau de Paddy. Une glycine fleurissait au-dessus de la porte. Il eut le mirage d'une vie douce, auprès d'une femme aimée, dans un décor charmant pareil à celui-ci. Mais impitoyablement la vision fut abattue d'un coup, comme une fantasmagorie sur laquelle on projette le rayon d'une lampe. Et fièrement, cambré, tordant sa moustache rousse, il cogna de sa main nerveuse à la porte de l'atelier,

— Sapristi! je tombe encore bien, moi, s'écria-t-il, dès qu'il fut entré.

Mme Gérard, en peignoir gris, assise sur un pouf, sanglotait auprès de la table à dessin, et Gérard, prostré à sa table de travail, avait cet air lamentable des hommes que les coups du sort atteignent toujours plus fortement que leur compagne. Les trois enfans étaient là, silencieux : les deux aînés pêchaient avec un fil et une épingle tordue des poissons de papier dans une cuvette de porcelaine. Le gros Paddy, assis par terre, s'évertuait à mettre en pièces l'album d'un confrère de Gérard.

— Entre, entre donc, mon pauvre vieux, fit Gérard, voyant le mouvement qu'avait eu Muzard pour rétrograder.

Huguette s'essuyait fortement les yeux.

— Mais oui, insista-t-elle, d'une voix encore tout altérée par les larmes, vous êtes un ami, un bon ami, vous ne nous dérangez pas, Muzard.

— Faut-il vous demander ce qu'il vous arrive, interrogea Muzard, ou affecter de vous avoir trouvés sourians tous les deux? j'aurai l'attitude que vous désirez.

— Ah! on peut bien tout lui conter, dit Huguette, qui regardait son mari hésitant.

Mais ni l'un ni l'autre ne se décidait à parler. La jeune femme devant la psyché se tamponnait le visage, rajustait sa lourde chevelure blonde dont le chignon lui était tombé dans le cou. Ses yeux bleus lavés par les larmes étaient d'une clarté triste et tendre. Puis, reprise tout à fait par le souci du décorum, elle se mit à ranger l'atelier en gestes rapides, relevant aux vitres les voiles persans, ramassant les coussins de peluche tombés, tirant sur les divans l'andrinople brodée qui s'était plissée sous les ébats des enfans.

Gérard prononça enfin :

— Des embêtemens d'argent, mon cher, et une scène de ménage brochant sur le tout. Cette pauvre Huguette s'est mise dans une situation sans issue. Elle a fait des dépenses à mon insu, elle m'en a avoué la moitié, quand sont venues les factures. Tiens, les voici, les factures...

Il y en avait une liasse, parmi les équerres, les plumes, l'encre de Chine, les flacons de gouache qui encombraient la table du dessinateur. Muzard, d'un œil distrait, en aperçut les en-têtes commerciaux.

— Muzard, intervint alors Huguette, larmoyante, ce n'était pas pour ma toilette, je vous jure. Je ne dépense rien pour ma toilette. Je m'habille avec quatre sous. Toutes ces fournitures, c'était pour la maison. Vous voyez. *Fabrique de porcelaine :* des moules en porcelaine, un service de verrerie. *Ébénisterie, Ameublement :* un tapis, des chaises de salle à manger. Est-ce qu'on peut appeler cela des dépenses personnelles, des dépenses égoïstes? Est-ce que Lucien n'en jouissait pas autant que moi? et, quand nous avons invité les Solème à dîner, l'autre jour, est-ce qu'il n'était pas bien aise, que...

— Ah! oui, ce dîner des Solème, tu peux en parler, soupira le mari.

— Eh bien! quoi? Ne fallait-il pas leur rendre à ces amis le lunch de leur mariage?

Muzard éclata de rire.

M^me^ Gérard mortifiée reprit dignement :

— Vous êtes un sauvage, vous, Muzard, vous ne pouvez juger les gens qui savent vivre.

— Huguette, expliqua le mari, n'a pas voulu que nous paraissions des bohèmes aux yeux de cette jeune femme élevée dans le luxe; alors ça nous a coûté très cher, ce dîner. Moi, je

suis un grand nigaud, mon pauvre vieux, j'ai trouvé tout princier; j'étais content, je me disais bonnement : « Cette Huguette est incroyable de nous faire mener un tel train avec les quatre cents francs que je lui donne par mois. » Oui, mais les notes sont arrivées. Il a fallu me les présenter. J'ai appris ainsi que notre luxe n'était pas encore payé; or, l'argent nécessaire, je ne l'avais pas. Cependant, il me restait dans mes cartons un stock de dessins humoristiques achevés depuis longtemps; j'ai eu la chance de les placer. Je reviens épanoui. Je remets l'argent à Huguette, croyant que c'est la fin de tous les ennuis. Et sais-tu ce qu'elle fait, ma femme, sais-tu ce qu'elle fait?

La malheureuse Huguette, debout dans son peignoir gris, dépourvue de toute élégance, le visage tuméfié, ses yeux bleus désolés, implorant une défense, recommençait à pleurer sans essayer même de se disculper maintenant. Lucien Gérard, inconsciemment satisfait de l'appui que lui procurait la présence d'un autre homme, se plaisait à enfoncer devant Muzard le poignard dans la plaie d'Huguette.

— Tu te dis : elle a couru chez les fournisseurs pour s'acquitter. Eh bien! mon cher, tu te trompes. Ma femme est allée aux courses avec les Nassal, et elle a joué l'argent que j'avais eu la chance inespérée de pouvoir me procurer, et elle l'a perdu. Elle l'a perdu, tu entends, et nous voilà de nouveau en face d'une situation affolante.

Le bon et faible Gérard ressemblait à ces personnes qui, n'osant corriger leur chien elles-mêmes, remettent le fouet à leurs gens pour cet office. Il aurait aimé que le terrible Muzard, doté par tous les amis d'une réputation de censeur impitoyable, s'emportât contre Huguette et lui donnât là une leçon mémorable. Mais le jeune homme trouvait Huguette suffisamment accablée. Ces larmes de femme lui donnaient d'ailleurs une secrète émotion. Il ne savait être sévère qu'en face des gens heureux. Il dit seulement :

— Les Solème seraient bien fâchés s'ils savaient ce qu'il vous en coûte pour ce repas que vous leur avez offert. Quelle conception bizarre de l'amitié!... L'amitié n'ordonne pas d'éblouir ses amis, mais de leur appartenir en toute circonstance. Des amis, des amis? Ah! cela me fait rire. Est-ce qu'il existe des amis dans le monde! On se ruine pour illusionner

ses amis riches sur l'état de sa bourse. Le ferait-on pour les sauver si on les voyait dans le besoin? Pourtant où serait, entre ces deux cas, la véritable prescription de l'amitié? Mais la vanité, l'égoïsme, l'amour de l'argent établissent l'amitié sur des données fausses. Tout est fallacieux. Tout est mensonge. A propos, dîne-t-on chez toi ce soir, Gérard ?

— Ma foi, nous n'avons guère faim, dit Huguette, mais il n'en est peut-être pas de même de vous, mon pauvre Muzard; excusez-nous.

Il vit qu'elle se glissait du côté de la cuisine et comprit qu'elle avait, jusque dans le désarroi de l'heure présente, le souci d'improviser un repas élégant. Il l'arrêta :

— S'il vous plaît, madame, ne bougez pas. Vous voulez donc m'éblouir comme vous avez ébloui Solème ? Désirez-vous que je vous juge sur la belle ordonnance de votre table ? Pour qui me prenez-vous? Pensez-vous que je coterais moins haut un ami malheureux parce qu'il me recevrait dans un taudis et me servirait des pommes de terre?

— Des pommes de terre, déclara la pauvre Huguette, toute vanité vaincue, vous ne croyiez pas si bien dire, Muzard, car c'est tout ce que nous avons ce soir.

— Mon pauvre vieux... prononça lamentablement Gérard.

Muzard se mit à rire. Ça lui faisait plaisir, disait-il, de les trouver pour une fois sincères, nature, vrais, comme il aurait voulu les voir toujours, ne visant pas à l'effet, recevant un ami pour le seul contentement de sa présence. Et en effet le repas de pommes de terre bouillies, auxquelles M^me^ Gérard adjoignit un quart de beurre frais et des noix sèches, fut très gai. Huguette elle-même en vint à plaisanter le menu, à s'en amuser. Peu à peu, elle finit par s'attendrir. En cassant les noix, elle revint sur sa faute, s'expliqua devant les deux hommes qu'elle sentait plus indulgens en cette heure d'intimité complète où régnait toute la douceur de l'amitié. Voilà, quand après tant d'anxiété, tant d'angoisse, elle avait eu en main cet argent, ces billets de cent francs, elle, qui avait tant de fois joué en cachette sous les auspices de M^me^ Nassal, et gagné de petites sommes, s'était imaginé qu'avec un coup de chance elle allait peut-être amener chez elle la fortune.

— C'est si bon d'être riche ! déclarait-elle en soupirant.

Oui, toute son idée était là : profiter de cette aubaine ines-

pérée, faire fructifier cet argent, exploiter jusqu'au bout la bonne veine. Dieu savait qu'elle n'était pas joueuse. Jouer lui donnait des émotions terribles. A chacune des courses elle était sûre d'avoir son battement de cœur. Si elle avait été riche, jamais elle n'aurait eu l'idée de mettre seulement cent sous sur un cheval. Mais c'était lasse de se débattre sans cesse dans les difficultés d'argent qu'elle en était venue à ce moyen extrême. Hélas! la chance avait viré. Une déveine inouïe s'était acharnée sur elle. Pour rattraper les petites sommes perdues, elle en avait sacrifié de grosses, et ç'avait été comme un gouffre happant son argent, le dévorant.

Quand elle fut montée pour coucher Paddy, Muzard et l'artiste restèrent en tête à tête. Et, comme les soucis un moment dissipés par le babillage d'Huguette reparaissaient sur le front de Gérard, son ami lui dit en lui tendant une enveloppe un peu fripée :

— Si cela peut te rendre service, prends; il y a là dedans j'ignore combien, sept, huit cents francs peut-être; moi, tu sais, je n'ai pas de besoins, je me fiche de tout; je suis un sauvage, comme dit ta femme. Cela m'est tout à fait inutile.

Gérard demeurait stupéfait, moins peut-être de l'offre de Muzard que de la possibilité où était ce petit employé de la faire. Pendant plusieurs secondes, il n'osa comprendre. Ensuite, il eut un débordement de mots reconnaissans et affectueux, de larmes même; puis, dans un élan :

— Tu m'excuses, mon vieux; je vais annoncer à ma pauvre Huguette cette bonne nouvelle, qui nous permettra de dormir cette nuit...

Muzard entendit à l'étage supérieur les pas de Gérard, un murmure de voix. Alors, doucement, sans bruit, il chercha son chapeau, reprit sa canne, ouvrit la porte et se coula comme un malfaiteur dans le jardinet envahi par la nuit.

Le beau temps lui suggéra de rentrer à pied chez lui par le boulevard Saint-Michel. Il pensait :

« Ah! l'argent! l'argent! Est-ce que vraiment il n'y aurait que lui? Est-ce qu'il ne faut pas en venir là, s'incliner devant le fait universel? Si l'on additionnait en ce moment precis tous les désirs qui du Paris ténébreux montent vers lui, quelle somme formidable de forces, quel total d'impulsions! D'ailleurs, n'est-ce pas le Moteur Unique? La scène que j'ai vue ce soir

chez Gérard s'est peut-être déroulée mille fois pareille, à la même heure, dans mille foyers parisiens. Et le cri d'Huguette Gérard : « C'est si bon d'être riche! » combien d'hommes et de femmes l'ont poussé en même temps qu'elle, naïvement comme elle, ou avec une passion plus vorace encore! Et Solème a raison : si cet appétit fougueux, raison d'être de tout, s'éteignait ce soir d'un coup en chaque individu, dans quelle torpeur Paris s'éveillerait-il demain! quelle inertie soudaine, comme dans une usine quand la dynamo a cassé! »

Il longeait la grille du Luxembourg désert d'où venait une odeur de frondaisons fraîches baignées par la rosée du soir. Il pensait à ce parc imaginaire d'Herblay que le financier avait évoqué à ses yeux, dont il serait le créateur. Il eut le dilettantisme de prolonger cette sensation. Comme il s'entendrait à mener les hommes, les capitaux, les idées, si jamais il devenait le metteur en scène du petit Bayreuth d'Herblay. Ah! comme il dépasserait Loche en hardiesse, en sûreté de main, en esprit pratique. Là où Loche penserait dépenser son million, lui Muzard, s'en tirerait avec cinq cents billets de mille.

« Je lui ferais des économies, » disait-il déjà.

Un rire sonore, un rire bien connu éclata, devant lui. Il s'aperçut en même temps qu'il était rue de Seine, qu'il avait presque gagné sa maison, et que M^lle^ Loche venait à lui de l'autre trottoir. Et, comme il s'étonnait de la voir seule à cette heure dans ce quartier :

— Dites donc, monsieur Muzard, j'ai trente ans, expliqua-t-elle. Voudriez-vous que papa fût obligé de m'escorter quand il me plaît de sortir? Je n'ai pas de compte à rendre. Néanmoins, je vais vous en rendre à vous, parce que je le préfère ainsi.

— Soyez persuadée qu'ils m'intéresseront, mademoiselle, fit Muzard qui avait envie de lui dire des méchancetés.

Il voyait comme une condescendance blessante dans la bonne camaraderie que cette jeune fille riche lui montrait. Et il n'avait jamais été prêt à regimber comme ce soir.

« Je n'ai besoin de la bonté de personne, » pensait-il.

Mais elle le stupéfia en lui demandant :

— Vous rentrez chez vous? Oui? Vous permettez que je monte avec vous?

— Mademoiselle, dit-il, je n'ai jamais reçu dans ma chambre aucune femme. Si, un jour Ninette Coquard, une demi-mon-

daine dont on vous a peut-être parlé, qui venait me demander un service.

— Eh bien ! ce soir vous recevrez Mlle Loche, qui vient vous faire une visite. Ce sera tout différent.

« Que me veut-elle ? » se demandait Muzard, qui se traitait de poltron en la précédant le long de l'escalier sans tapis.

En entrant dans la chambre de Muzard, elle éclata de nouveau de son rire superbe et intrépide.

— Papa en ferait une figure, s'il me savait ici à l'heure qu'il est. Mais, voyez-vous, j'étais curieuse de votre chambre d'ermite, de vos livres, de vos pipes...

— Une fantaisie de jeune millionnaire, dit Muzard.

— Jeune est de trop, monsieur Muzard. Je n'ai plus dix-huit ans. C'est ce qui me permet d'être ici en ce moment, comme cela me permet d'être à pied, rue de Seine, à neuf heures du soir. Mais il me déplairait que vous pussiez croire qu'il y ait quelque chose de louche dans ma vie. Non, vous savez, pas un flirt, rien. Une jeune fille qui sort du couvent. C'est ainsi. On ne le dirait pas à mes allures, n'est-ce pas ? Que voulez-vous, je n'ai jamais pu composer un personnage. Il faut me prendre telle que je suis. La grosse Loche, comme on m'appelait en pension.

Muzard alluma une forte lampe posée sur sa table de travail. Sous la violente lumière, ce qu'il y avait de magnifique, de sain, de robuste dans la visiteuse lui apparut brutalement. Et il remarqua ensuite la perfection de sa toilette, son chapeau à la plume opulente retombant sur la nuque et qui, lorsqu'elle riait et se renversait légèrement en arrière, semblait prolonger le mouvement de gaîté de tout son être ; le corsage de dentelle blanche où scintillaient des bijoux et que laissait voir l'échancrure de la jaquette noire, son gant de soie qui modelait la belle main de grande statue...

— Savez-vous, monsieur Muzard, j'ai dîné ce soir chez ma petite amie la dactylographe de papa, dont je vous parlais l'autre jour. Cela me prend de temps en temps, quand je suis trop excédée de mon milieu, l'envie d'aller voir le ménage de cette brave petite travailleuse. Son mari l'adore, et ça la rend si jolie d'être aimée ainsi !

— Vous verrez dans trois ans où en sera ce bel amour, dit Muzard avec un mauvais rire.

— Vous ne croyez pas à l'amour?

— Mais si, mais si. On ne peut pas ne pas croire à l'amour. Seulement, je le prends pour ce qu'il est : un leurre.

Elle réfléchit un moment, son visage rieur s'assombrit. Puis elle dit, la tête baissée et d'une voix changée :

— Il pourrait en être autrement si l'on était toujours sincère. Mais voilà... on ne peut pas.

Elle s'obstinait à contempler la pierre du foyer où des culots de pipe, que la concierge n'avait pas balayés le matin, étaient restés amoncelés depuis la veille. En cette minute, la physionomie de Muzard prit une expression étrange. Il aurait voulu recevoir la fille de Cyprien Loche non point comme une divinité qui fait à un pauvre homme l'aumône de sa visite, mais comme une simple femme qui sait, lorsqu'on s'incline devant elle, que c'est une puissance qui consent à s'asservir. Ah! lui apparaître fort comme son père, plus fort que son père, avec l'omnipotence de l'argent, de la situation, du succès.

Et il analysa, avec une froide férocité, cette concupiscence de l'argent qui s'allumait en lui, à laquelle il s'abandonnait sous l'influence de cette femme.

Une buée légère lui mouilla le front, il se donna quelques secondes encore pour se reprendre, puis il dit :

— Vous voyez comme ma concierge fait mon ménage. Vous pouvez compter ici toutes les pipes que j'ai fumées hier soir.

Elle demanda, sérieuse comme il ne l'avait jamais vue :

— Vous ne vous ennuyez jamais, seul, dans cette chambre?

Muzard répondit avec son flegme des plus beaux jours :

— Jamais, mademoiselle.

Alors, le regardant droit dans les yeux :

— Vous êtes un fameux original, prononça-t-elle.

— Oh! reprit-il, je suis tout simplement le caissier de *la Poste*, pas autre chose.

— Vous pourriez être demain ce que vous voudriez.

Et elle appuya une seconde fois :

— Ce que vous voudriez.

Il entrevit Herblay, la colossale entreprise, le palais mis debout par ses soins, le personnage d'autorité qu'il serait devenu et cette femme à lui. Ses paupières battirent. Comme malgré lui, ses lèvres murmurèrent :

— Vous êtes infiniment bonne d'être venue ce soir. Voyez,

le sauvage que je suis ne vous en avait pas encore remerciée.

La douceur de sa voix surprit Mlle Loche plus que la rudesse précédente. Elle se leva, et lui tendant la main :

— Si je vous parais folle, il faut le dire!

— Ce qui importe, murmura-t-il sourdement, c'est que moi, je ne sois pas fou.

Elle ne demanda pas d'explications à cette phrase ambiguë et partit après avoir jeté un regard d'amateur aux livres du rayonnage.

A trois heures du matin, Muzard fumait encore, les coudes sur sa table de travail; les vapeurs grises de sa pipe s'épaississant en nuage sous l'abat-jour de carton vert finissaient par voiler la flamme de la lampe. Il se donnait à soi-même la plus poignante comédie qu'il eût vue jamais. Il entendait Cyprien Loche lui dire sur la place de la Bourse, toute bruissante d'une foule possédée de Mammon : « Vous viendrez à nous, vous verrez, vous verrez, et, malgré vos bouderies, on vous tendra les bras. »

Déjà les bras se tendaient. Avait-il été sincère en méprisant l'argent? Quand s'était-il dupé lui-même : lorsqu'il en faisait le procès impitoyable ou à la minute qu'il avait commencé d'en subir la fascination? Eh bien! oui, il allait à l'argent et il goûtait déjà voluptueusement le respect, l'encens, la servilité des regards qui vont à l'homme riche. Il dominerait les autres. Ce serait bien son tour. Des forces nouvelles s'éveillaient en lui. C'était comme une seconde adolescence qui lui revenait. Plusieurs absinthes l'eussent laissé plus froid que les visions capiteuses de l'avenir qui peuplaient son cerveau. Le luxe, non, il n'en aurait pas, hors celui du bien-être qui est logique. Mais il manierait les individus...

« Comme Loche a su me manier, » articulait-il avec une sourde rancune.

Il posséderait Paris, ses lumières, ses fêtes. Il en commanderait le pavé des quatre roues de sa voiture, comme les autres! La nature aussi serait à lui et il prendrait d'elle ce qu'il voudrait, aujourd'hui la mer, demain la montagne. Et il connaîtrait encore une autre maîtrise plus tentante sur les événemens, sur le sort. Car l'homme riche domine aussi le sort. Il en déjoue les ruses. Il en atténue les coups chez ceux qu'il aime. Ah! devenir le maître du malheur, le juguler, l'étrangler, rappeler

la prospérité là où il a mis des ruines, l'homme riche peut cela.

« Je ferai mieux, je guérirai Naïm de sa mystique folie de pauvreté. Je lui démontrerai que l'argent peut tout, je nettoierai la zone de sa misère. »

Il s'aperçut qu'il glissait à une espèce de démence comparable à celle de l'alcool et il sourit en pensant qu'il n'avait bu que de l'eau chez les Gérard. Il se mit au lit pour quatre ou cinq heures seulement. Le lendemain, il avait une terrible migraine. Son travail de comptable lui fut pour la première fois fastidieux. Il aurait voulu parler à Solème, le faire causer une fois encore des affaires de Loche. Mais Solème, ne fréquentait plus régulièrement *la Poste*. On l'y voyait une ou deux fois la semaine, quand il venait écrire une nouvelle à la main qui constituait maintenant toute sa collaboration. Muzard, vers trois heures, sortit et se mit à la recherche de Loche.

D'abord, il se rendit droit rue Vivienne, aux bureaux de la banque Fidelia où il savait que le banquier recevait, après la Bourse. Instinctivement, à l'arrivée, il leva les yeux sur cette façade neuve où le nom de banque Fidelia s'inscrivait en mosaïque fine au-dessus de la porte colossale. Au second, c'était l'appartement des Loche. M^lle^ Loche était là peut-être, derrière l'une de ces fenêtres...

Il entra, poussa la porte vitrée réservée à l'entrée du public et vit, au lieu d'un hall, un grand salon clair, aéré, avec des moulures artistiques à la corniche, un massif de plantes vertes au centre et, dans les panneaux, des fresques évoquant des visions coloniales : forêts de mimosas sur les rives d'un Niger de fantaisie, Touareg échangeant avec des colons des plumes d'autruche et de l'ivoire contre des tissus français : images bien capables de frapper l'esprit des cliens, de réaliser à leurs yeux cette lointaine activité de la Navigation soudanaise qu'ils entretenaient de leurs fonds. Quand le petit rentier, toujours craintif en même temps que crédule, venait acquitter ses échéances aux guichets grillagés enclosant la salle, ces panneaux décoratifs étaient pour lui comme des fenêtres ouvertes sur la belle marche que poursuivaient les affaires, ses affaires, dans ces pays inconnus; et il donnait son argent avec une sorte de plaisir, comme l'agriculteur qui jette sans marchander son grain dans le sillon.

Justement, c'était jour d'échéance, et Muzard fut frappé d'une

véritable stupéfaction devant ces files de petites gens, des femmes surtout, quelques prêtres, des hommes rasés sentant le valet de bonne maison, qui assiégeaient le guichet des versemens, comme possédés d'un désir effréné de donner leur argent avant les autres. C'était un cliquetis de louis, de grosses pièces de cinq francs tombant comme une pluie, régulièrement, automatiquement sur le cuivre rayé du guichet; ou bien, par momens, le glissement silencieux de vieux billets de banque fripés et graisseux qui ne criaient plus sous le doigt du caissier quand il vérifiait le versement.

Muzard demeurait interdit. Jamais il n'aurait supposé cet ensemble de luxe et de prospérité. Il écoutait ce bruit de la pluie d'argent. Il demeurait debout sur la mosaïque du sol où de petits losanges figuraient des fruits exotiques, et on le prit pour un souscripteur intimidé qu'effarait la grandeur du lieu, car un garçon vêtu d'une livrée bleu foncé, portant à sa casquette le mot *Fidelia* brodé en or, vint lui demander ce qu'il désirait. Mais déjà Leherpeux, qui causait avec le fondé de pouvoir de la banque, l'avait aperçu et le rejoignait.

— M. Loche est-il ici? demanda Muzard.

— Mais non, mais non, c'est désolant. Le patron est parti pour Herblay. Il n'en sort plus, vous comprenez. Personnellement ne pourrais-je pas le remplacer? Autrement vous pourriez peut-être voir M. Loche au café de la Paix, à la fin du jour.

La commotion que firent à Muzard ces seuls mots : « Il est à Herblay. Il n'en sort plus, » lui donna la mesure de ce qu'était devenu en un jour son désir. A Herblay? Alors, l'affaire s'accomplissait sans lui, là-bas? Alors sa décision avait été trop tardive? Loche avait renoncé à lui?

Des gens s'en allaient, de vieilles filles, qui ramassaient soigneusement dans leur cabas le titre de rente. Les autres gagnaient des places vers le guichet des versemens. Et le bruit des pièces de cinq francs tombant sur le cuivre gaufré continuait toujours discrètement, régulièrement. Muzard avait le sens étrange que cette pluie féerique ne coulait plus pour lui.

— Écoutez, dit-il à Leherpeux, je tâcherai de joindre M. Loche tout à l'heure, place de l'Opéra.

« Allons, courtisan, se disait-il terriblement, dans la rue, va, va chercher ton maître, va, pauvre oiseau imbécile que le serpent a fasciné... »

A la terrasse du café de la Paix, la première personne qu'il aperçut fut Ninette Coquard, escortée d'un tout jeune homme. Sa contrariété de ne pas trouver immédiatement le banquier lui fit faire une grimace d'humeur. Là-dessus, Ninette se précipita vers lui en bousculant les chaises et, en désignant son compagnon, déclara d'un petit air virginal dont il aurait bien admiré le comique en tout autre moment :

— Tu sais, mon vieux, c'est mon frère, c'est Désiré. Son curé lui a donné congé pour aujourd'hui, et je le promène un peu.

Muzard examina le jeune valet de chambre endimanché qu'il n'avait pas tout d'abord reconnu, affublé de ce faux-col à la mode, de cette large cravate de soie verte, de ce complet au chic anglais dans lequel il ressemblait à un mannequin.

— Êtes-vous content chez l'abbé Naïm ? lui demanda Muzard, en cherchant en vain son regard qui fuyait.

— Très content, monsieur. Autant dire que c'est moi le patron, car je fais ce que je veux.

Et il se mit à rire, d'un petit rire sourd de fille.

— Désiré n'est pas fort, ajouta Ninette dans un accès de tendresse familiale qui la prenait quelquefois. Comme il n'a rien à faire, c'est une bonne place pour lui, malgré qu'il n'y ait pas un sou de profit, comme il dit. Mais tout autre que lui s'ennuierait à mourir, monsieur le curé est si drôle !

Et, se souvenant probablement des propos que son frère venait de lui tenir sur le prêtre, elle étouffait son rire dans son petit mouchoir de dentelle.

— Je suis bien nourri, je puis le dire, continua Désiré. Tous les jours, des biftecks, des côtelettes et, si j'en avais envie, du poulet. Mais il faut à monsieur le curé sa cuisine spéciale...

Il se mordit les lèvres pour ne pas éclater.

— Tous les jours, poursuivit-il, un hareng saur ou de la charcuterie. Ce n'est pourtant pas l'argent qui manque : il lui en vient de tous côtés. Il m'a conté qu'il voulait faire bâtir dans la zone une énorme cantine où tous ceux qui avaient faim pourraient venir manger sans payer. C'est son idée.

— Moi, j'irai, s'écria Ninette, qui, une glace au creux de la main gauche, se poudrait le bout du nez avec une houpette minuscule.

— Pour être tranquille, on est tranquille, continua Désiré, on

n'entend jamais un bruit dans l'appartement. Quand monsieur le curé n'est pas dans la zone, il est dans sa chambre, et alors silence de mort!

— Il dort, sans doute! fit Ninette en éclatant de rire.

Muzard lui lança un regard si dur qu'elle frémit. Il se disait qu'il aurait étranglé avec joie cette fille stupide.

— Ce qu'il y fait dans sa chambre? mystère! continua le jeune domestique. Moi qui vous parle, je n'ai pas le droit d'y entrer, car cette chambre est fermée à double tour toute la journée.

Muzard ne l'écoutait plus; il pensait à ce dénuement où s'était amoureusement plongé le prêtre. Ces deux êtres simples en riaient sans méchanceté. N'avaient-ils pas raison! N'était-ce pas une démence bien faite pour dérouter les esprits sains que cette nourriture de mendiant, cette vie dépouillée de toute commodité, ces matinées d'extase devant un crucifix!

Et Muzard se demandait quelle part ce prêtre fou avait eue dans l'orientation de son existence. Le mépris de l'argent dont il avait fait profession jusqu'ici n'était-ce pas une transposition directe en son cerveau des idées de Paul Naïm? Est-ce qu'il n'était pas temps de se libérer d'une telle sujétion morale?

« Loche à un pôle, pensait-il, Naïm à un autre. L'évidente vérité, la vie n'appartient-elle pas au premier? »

Et il en venait à prêter maintenant l'oreille avec une curiosité mauvaise aux railleries que les deux Coquard, en leur bassesse de subalternes, échangeaient sur l'abbé Naïm.

Le soir, comme il rentrait, sa concierge lui remit une lettre. Il reconnut une écriture de femme. Il eut comme une bouffée de fatuité à l'idée que ces lignes avaient été écrites par M^lle^ Loche. Il ne songeait qu'à elle. La vue de la signature, « Andrée Ornans, » et le début de la lettre lui donnèrent au cœur une commotion :

*Cher Ami, je suis à l'hôpital Tenon, je viens d'être malade.*

Il se répétait, atterré : « A l'hôpital! à l'hôpital! »

Il continua de lire, le papier tremblant entre ses doigts :

*J'ai fait, paraît-il, une fièvre typhoïde des plus graves. Je suis tellement isolée à Paris que, du jour où j'ai senti le mal, j'ai demandé à être transportée ici, dans le service d'un médecin de*

*mes amis. L'idée de l'hôpital me plaisait pour la fraternité dans la souffrance qu'il implique. Et puis, dans notre bourgeoisie, on y envoie trop aisément les gens de peu. N'est-il pas bon que quelqu'un de nous y aille de temps en temps, goûter à une vie qui nous paraît si suffisante pour autrui? Il est excellent d'entrer parfois pour s'y baigner dans la piscine commune de la douleur. Je l'ai fait. J'en suis heureuse.*

*Ceci vous explique, cher ami, comment vous m'avez vue disparaître tout d'un coup. J'étais beaucoup trop fiévreuse pour vous écrire. Aujourd'hui, ma température a baissé, et je viens vous dire que, si vous me faisiez la charité d'une visite, ce serait une œuvre pie. J'en ai, je crois, pour longtemps, car une bronchite s'est greffée sur ma fièvre typhoïde. Je ne sais comment cela finira. Mais la vue d'un visage ami me sera une grande joie.*

ANDRÉE ORNANS.

Muzard relut la lettre une seconde fois. Puis il s'aperçut que les larmes ruisselaient le long de son visage. Il disait seulement :

« Pauvre petite Ornans! elle va mourir là-bas, toute seule à l'hôpital. Je suis une brute. Est-ce que depuis six semaines je n'aurais pas dû m'inquiéter d'elle davantage? La bronchite greffée sur la typhoïde, on sait ce que c'est. Si elle meurt, le meilleur coin de mon cœur qu'elle était en train de découvrir, d'explorer, de me faire connaître à moi-même, se clora pour toujours. Notre amitié était une chose si franche, si savoureuse! Je n'en ai pas joui suffisamment. Comme je puis pleurer encore, pour l'amitié d'une jeune fille qui n'était destinée à être pour moi qu'une exquise camarade intellectuelle! »

Herblay était loin, M^lle^ Loche aussi. Le lendemain, un dimanche, à l'heure de la visite des hôpitaux, il put s'acheminer vers Tenon.

Il chercha des fleurs. Il en aurait voulu de magnifiques pour les porter à la malade en expiation de la faute subtile dont il se sentait coupable envers elle. Il finit par découvrir une marchande de violettes à l'entrée du Père-Lachaise, et ses beaux projets se réduisirent à l'achat d'un humble petit bouquet. Mais quand il se vit en pensée offrir à son amie ces fleurs traditionnelles, le geste lui parut si banal qu'il fourra dans un mouvement d'humeur les violettes au fond de sa poche.

Maintenant, les cloîtres tristes de l'hôpital s'ouvraient devant lui, enclosant un jardin que le soleil dorait obliquement. De pauvres gens endimanchés cheminaient, le long des murs, disparaissaient, ceux-ci par un escalier, ceux-là par un autre. On en voyait qui redescendaient en pleurant. Muzard s'enfonçait dans l'âme de l'hôpital, dans cet ensemble de misère et de souffrances agglomérées si troublant pour le cœur. Il commençait à sentir le sien atrocement serré. En approchant de la salle désignée par la lettre d'Andrée Ornans, une inquiétude mortelle le saisit. Si elle allait lui apparaître défigurée par le mal, portant déjà les stigmates de la fin! Oh! la voir disparaître maintenant!

Il était livide quand il s'arrêta devant la porte vitrée au travers de laquelle on apercevait la salle toute bruissante de visiteurs, les lits parfois entourés d'hommes et d'enfans, les malades agitées et fiévreuses remuant sur l'oreiller leur visage aux pommettes rougies. Il hésita; la faiblesse masculine, qui recule devant les assauts trop vifs donnés à sa sensibilité, le laissait anéanti devant ce spectacle. Un jeune ouvrier, qui arrivait derrière lui et ouvrait la porte avec brusquerie, l'introduisit en dépit de lui-même. Mais, cette fois encore, il demeurait sur le seuil, cherchant parmi tous ces lits semblables, parmi ces visages de femmes du peuple aux chevelures blondes, brunes, ou grises, le fin visage d'artiste qui l'attirait ici. Et juste comme il allait s'adresser à l'infirmière qui s'avançait en balançant impérieusement les rubans de son bonnet, il vit, là-bas au fond de la salle, une petite main qui dessinait en l'air des signaux.

Elle était au lit 21, entre une pauvre paralytique et une grosse fillette rousse qui faisait aussi de la typhoïde. Elle était coquettement assise, adossée à son oreiller tout blanc, ses cheveux abondans, fraîchement coiffés, et son sourire de douceur accueillait Muzard qui venait à elle. Non, elle n'allait pas mourir. Toute sa jeunesse, toute sa vigueur, s'affirmaient dans ses lèvres vives, dans ses yeux bleus chargés de pensée, dans son front net et lumineux. Un bien-être inonda Muzard. Il retrouvait dans toute sa splendeur cette forte amitié si douce qu'il avait cru perdre. Il saisit la main de M^lle^ Ornans, mais son émotion l'empêchait de prononcer un mot.

— Comme vous êtes bon d'être venu! lui dit-elle.

Des larmes vinrent aux yeux de Muzard.

— Vous voir dans un tel lieu, murmura-t-il, si seule au milieu de tant de misères...

— Et les autres... fit-elle en désignant, dans les lits voisins, ses compagnes de maladie.

— Les autres ne sont pas vous, reprit Muzard sur un ton où passait toute la religion que la jeune femme de lettres lui inspirait.

— C'est bientôt dit, répliqua-t-elle dans son excessive simplicité. Ces femmes me ressemblent étrangement, dès qu'il s'agit de souffrir dans son corps ou dans son âme. Et ma consolation, lorsque j'ai été très malade, ç'a été de me mêler à elles, d'endurer ce qu'elles enduraient elles-mêmes. Au surplus, ce n'est point par vertu que je suis ici. Ma place y était tout indiquée, ma place de malade payante, monsieur!

Elle se mit à rire. Mais son beau rire franc qui éclairait Muzard ne le déridait pas. Une admiration intense lui venait pour la force si originale et charmante que révélait cette âme féminine. Il serait demeuré des heures à l'écouter.

— Vous m'avez bien manqué, dit-il enfin. En des heures où votre amitié m'aurait conseillé, j'ai été abandonné à moi-même, et pourtant j'ai tant de confiance en votre tendre sagesse que je voudrais qu'elle me conduise toujours.

— Allons donc! s'écria gaîment la malade, n'est-ce pas vous mon professeur de philosophie?

— J'ai passé dix ans, continua lentement Muzard, à conquérir au milieu des difficultés et des déboires la résignation morne et grise à laquelle j'étais parvenu. J'y croyais demeurer en paix. Et voilà qu'il me vient par momens, comme à seize ans, les fringales d'un bonheur que mon expérience de vieillard sait impossible. Oui, je viens de faire des rêves; oui, j'ai désiré de devenir colossalement riche, et à l'heure qu'il est, si je n'avais pas été appelé à votre chevet par votre chère amitié, peut-être aurais-je été me livrer entre les mains d'un maître, du maître à la suite duquel je voulais entreprendre la conquête de l'argent. Le bonheur, qui n'existe pas, est à l'état de mirage devant moi.

— Le bonheur existe, dit tranquillement Andrée Ornans en lissant les plis de son drap rude.

— Vous savez bien que non, vous femme si lucide!

— Le bonheur, affirma-t-elle, vous n'ignorez pas, Muzard,

qu'il est dans la médiocrité voulue ou consentie, dans la liberté d'un esprit que n'entravent pas des préoccupations basses ou sordides ou coupables, dans l'épanouissement complet du cœur que n'atrophient pas des craintes serviles ou ridicules. Il est dans la pauvreté et dans l'amour, comme le crie sans cesse votre grand abbé Naïm.

Les yeux levés sur elle, — ces yeux dilatés par une légère angoisse qui métamorphosait sa dure physionomie, — Muzard écoutait en silence la douce prêcheuse qui exigeait de tels bouleversemens de l'âme humaine.

— Qui donc vous a changé, Muzard? demanda-t-elle soudain.

Il eut un moment de trouble, mais se ressaisit et dit :

— J'ai eu des tentations, mais je ne suis pas changé. Au fond, je pense comme vous. Seulement, vous dites si bien ces choses qu'il m'a été agréable de les entendre de votre bouche.

Elle lui tendit la main de nouveau, et il sentit la sienne affectueusement pressée.

— Je ne voudrais pas que vous changiez, Muzard. C'était si bon d'avoir un ami qui comprenne tout, comme vous.

Puis, aussitôt :

— Je me suis ennuyée beaucoup. Ma tête souffrait trop pour travailler. Je ne pouvais penser à rien. Le jeudi et le dimanche, je voyais notre salle s'emplir, les effusions familiales se multipliaient autour de moi. J'étais témoin du bonheur des malades; c'était ma seule joie. La peur de la contagion m'a empêchée de demander près de moi mon petit frère.

— Et moi, pourquoi ne m'avez-vous pas appelé plus tôt? demanda Muzard.

En parlant, il regardait au-dessus la feuille de température avec ses zigzags ascendans des premiers jours, leur lente déclivité, toutes les marques d'une fièvre des plus graves. A ce moment, la surveillante s'approcha du lit dans sa blouse blanche aux formes opulentes :

— Il ne faudra pas vous fatiguer, mon petit vingt-et-un.

En effet, Andrée Ornans commençait à tousser. D'un signe, elle pria Muzard de lui verser à boire. Il en eut une joie indicible. Sur la table de métal peinte en blanc, une citronnade était préparée dans un pot. Avec des gestes maladroits en leur vivacité, il remplit le verre et le lui offrit. Qu'il aurait voulu pouvoir répéter ces petits soins qui mettaient dans leur amitié une

note si douce ! Il trouvait maintenant Andrée fragile, menacée, digne d'une pitié attendrie. Recouvrerait-elle jamais sa force d'autrefois? Et il contemplait les deux petites mains allongées sur le drap, ces mains si pâles, amaigries par la maladie. L'idée d'y poser ses lèvres l'effleurait : il ne savait pourquoi.

Auprès d'eux, la vieille paralytique se mit à geindre. Sous les couvertures, son corps s'agitait faiblement. Anxieuse, Andrée Ornans l'examina une minute. Les yeux de la vieille femme se fixèrent sur ceux de la jeune fille, supplians. Il devait exister entre elles deux une entente silencieuse, car Andrée lui adressa un bon sourire et commença d'appeler :

— Madame Rose ! madame Rose !

Et comme Mme Rose, l'infirmière, ne venait pas, Andrée Ornans pria Muzard de l'aller chercher au bureau vitré de la surveillante.

— Dites-lui que c'est pour le vingt-et-un, ajouta-t-elle.

Mais ce n'était pas pour le vingt-et-un. Quand Mme Rose se fut approchée, Andrée lui dit :

— Madame Rose, la grand'mère a besoin d'être soignée.

L'infirmière fit une grimace de dépit. Ces soins, on savait ce que cela voulait dire. Mme Rose fit mine de tourner les talons et dit :

— Elle attendra bien jusqu'à ce soir.

Mais l'infirme, qui avait l'oreille bonne, surprit le propos. Elle jeta désespérément un nouveau regard de prière à Mlle Ornans, qui murmura :

— Madame Rose, si vous deveniez un jour infirme comme cette pauvre grand'mère et qu'on vous traitât comme vous la traitez là, vous n'auriez que ce que vous méritez.

Ce reproche parut frapper la garde ; elle revint sur ses pas. Andrée avait eu beau vouloir s'allonger sur un lit parallèle à tous les autres dans la salle commune de misère, devenir au milieu de ces femmes douloureuses l'anonyme vingt-et-un, sa lumineuse intelligence, reprenant ses droits, semblait dominer tout ici.

De nouveau, Muzard vit les yeux fripés de la paralytique s'attacher amoureusement à Andrée Ornans, qui surveillait les gestes de Mme Rose. Celle-ci, rabattant avec une impatience contenue les couvertures de la vieille, disait :

— Si je ne le faisais pas, ce serait encore la même histoire que l'autre jour ; vous vous lèveriez pour la besogne et je serais attrapée par la surveillante.

Le brouhaha des visites continuait dans la salle claire, où mille odeurs étrangères noyaient celles de l'iodoforme. Là-bas, le jeune ouvrier qui avait introduit Muzard embrassait sa femme à demi mourante, qu'il ne se décidait pas à quitter... Plus loin, un père de famille avait hissé trois petits enfans sur le lit de leur mère. La surveillante, avec sa seringue, vint faire une piqûre de morphine à une femme au teint bilieux, qui commençait en gémissant une crise hépatique. Le soleil entrait à pleines baies, d'une gaîté glaciale qui ne réchauffait rien.

Mme Rose tourna le corps inerte de la paralytique comme celui d'un enfant qu'on emmaillote. Ses mains expertes avaient des mouvemens réglés. Muzard frissonna en regardant Mlle Ornans.

— Voilà, disait-il en frémissant, voilà ce que vous êtes venue supporter ici, vous, *vous!*

— Ah! si vous saviez, reprit-elle, tout ce que j'ai appris dans cette salle! Il me semble que, maintenant, je vois la vie avec une netteté, une simplicité parfaites.

La cloche sonnait pour annoncer la fin des visites dominicales. Muzard dut quitter son amie, s'en arracher plutôt, car il se sentait dans un trouble qu'elle seule aurait apaisé.

En rentrant chez lui, il retrouva au fond de sa poche le bouquet de violettes qu'il lui avait acheté. Il le mit avec grand soin dans un verre d'eau et fuma sa pipe en le regardant complaisamment.

## X

Jean Solème, qui rentrait à midi, dit à sa femme :

— Tu sais, chérie, je t'annonce une corvée pour ce soir. Loche a besoin de cent mille francs. Il les lui faut. Il m'a parlé comme à un ami. Il m'a dit : « Je vous confie le soin de me les trouver, sous trois jours. »

— C'est pour Butterfly, sans doute, reprit Yvonne; on les a vus hier soir ensemble à l'Opéra-Comique.

— Non, non, c'est pour notre usine : une grosse traite qui va nous arriver à la fin du mois pour une fourniture de bois. Et tu sais, Loche m'a dit très gentiment : « Mon petit, il y a 5 pour 100 de commission qui vous attendent. » Alors, je suis allé voir ma tante Avignon pour lui demander de venir dîner avec nous ce soir. Nous la cajolerons un peu, et on tâchera, dans la soirée, d'enlever l'affaire.

— Elle a consenti à se déranger, cette masse humaine?

— Oui, par curiosité, pour voir notre intérieur.

Ils s'attablèrent. Tous deux pensaient aux cinq mille francs inattendus qui allaient peut-être tomber chez eux comme une manne miraculeuse. Ils ne parlaient pas, se regardant à peine. La femme de chambre, pourtant, ayant tardé à servir le second plat, Jean Solème leva les yeux sur Yvonne. Elle était exquise ce matin, avec sa fraîcheur, la frange de ses cheveux châtain clair qui lui donnait un air gamin et sa toute petite bouche d'enfant. Le jeune mari cherchait à rappeler les émotions déjà lointaines de leurs premières semaines d'union et qui commençaient à s'oblitérer en lui. Une idée très vague lui vint. S'il avait été tout seul à la campagne, dans un désert, avec Yvonne, l'extase durerait encore. Mais, voilà : trop de soucis terribles, trop de projets, trop de désirs l'obsédaient, l'arrachaient à son amour.

« Je l'adore toujours, se disait-il. C'est pour elle que je lutte, pour lui donner le luxe dont elle rêve. Oui, je l'aime; oui, je l'aime. »

— Sais-tu, dit-elle, à ce moment précis. Loche n'est guère généreux. Cent mille francs ne se trouvent pas sous le fer d'un cheval. Si tu les lui procures, c'est 10 pour 100 qu'il aurait dû te donner.

Comme elle était avide d'argent! Quel appétit d'un gain plus grand le moindre gain éveillait toujours en elle! Son mot lança comme une douche glacée à Solème. Mais elle reprit :

— Dix mille francs, vois-tu, c'était un peu d'aisance pour notre première année de ménage. Songe à ma vie si différente de celle que mène toute ma famille. Mes cousines, mes amies, elles ont toutes leur auto, leur loge à l'Opéra. Quelle figure puis-je faire auprès d'elles? La loge, on peut encore s'en passer, sans que cela marque énormément. Mais ne pas même avoir une pauvre petite voiture de quinze mille francs!

— Pourquoi n'as-tu pas épousé un homme riche? demanda Solème intimement blessé.

— Parce que tu t'es trouvé là et que tu m'as aimée.

Il y avait dans ce mot comme un reproche et en même temps l'insolence tranquille d'une femme qui se sent assurée de l'amour qu'elle inspire.

— Tu le regrettes? demanda Solème, tout frémissant d'amertume.

— Je regrette seulement que tu n'aies pas été riche et que notre vie soit si pénible, dit-elle en soupirant.

Un radieux soleil de mai, dont le jardinet depuis le matin était inondé, entrait en ce moment dans la salle à manger si pittoresque en sa parure hollandaise. Des meubles en chêne ciré, de vrais vieux meubles de là-bas qui avaient en leur temps porté des pots de tulipes et des faïences flamandes, qui avaient été les témoins de nos grands sièges historiques, des meubles qui avaient peut-être vu Condé ou Soubise, mettaient dans la pièce un air de musée intime et recueilli. A défaut de tulipes, de rutilantes pivoines les garnissaient. Une tapisserie d'un rouge vif tendait les murs. La femme de chambre anglaise en tablier coquet apporta l'œuvre que la cuisinière venait de faire un peu attendre, pour la perfection de l'édifice : un soufflé de crevettes roses orné d'une mousse aux épinards, le tout branlant un peu sur un plat de vieil étain. Solème, pour qui soudain tout cet ensemble fit tableau, songeait à son ami Muzard qui aurait bien ri de l'ironie que ce spectacle conférait au mot d'Yvonne : « Je regrette que notre vie soit si pénible. » Lui ne riait pas. Il était blessé au cœur et dans sa plus délicate dignité. La présence de la domestique le força de se contenir. Mais un mouvement de rage l'emportait contre Yvonne. Pauvre, certes, il l'était, mais lui ne comptait-il pas, sa personnalité, son intelligence, son amour? Oh! son amour qui avait été si grand, si fou! Est-ce qu'il ne s'exténuait pas pour elle, est-ce que le soir, quand il rentrait harassé, elle n'avait pas le triomphe de dominer, par sa fraîche beauté d'idole, l'accablement du pauvre homme qui s'usait pour lui conquérir la fortune? Oui, depuis que Loche lui avait assuré une part de bénéfice sur les hydromobiles, il travaillait personnellement comme un forçat, employant au succès de l'affaire son imagination de journaliste, écrivant des lettres, voyant des personnes influentes, alléchant tout ce qu'il

y avait en France de compagnies coloniales pour provoquer des commandes nouvelles de ses glisseurs aquatiques, battant le pavé de Paris en quête de nouveaux capitaux à jeter dans ce gouffre industriel. Et tout cela, pour qu'en fin de compte, cette femme choyée comme une princesse de contes de fée lui lançât cette plainte cruelle contre la vie qu'elle tenait de lui.

— Tu ne manges pas ? lui demanda-t-elle, d'une voix très douce.

Il la dévisagea durement, sans lui répondre.

Était-ce de l'amour qu'il avait encore pour elle? Est-ce qu'il n'aurait pas eu en ce moment un délice à l'écraser? A contempler ses frêles épaules, il s'imagina les tenir dans ses paumes; pour les meurtrir? Oh! non, pour les caresser. Elle était faible comme un oiseau. Pouvait-on garder de la colère contre elle? Tant de douceur était au fond de son âme, tant de tendresse parfois! Et n'était-elle pas plus intéressante avec cette passion du luxe, qui animait continuellement sa frêle personne, la faisait palpiter, vibrer, souffrir, que ces femmes à demi vivantes qu'un rien contente, si raisonnables qu'elles ne savent pas désirer quelque chose? Oui, c'était ainsi qu'il l'adorait; oui, elle stimulait perpétuellement son amour, en lui proposant toujours un nouveau but à atteindre, une robe, un meuble rare, la voiture, la loge, le grand voyage, la vie de cette cousine, les fantaisies de cette amie, l'opulence de tous les Chastenac,

A l'entremets, elle renouvela sa question.

— Tu n'as pas faim, non? dis, Jean. Pourquoi me regardes-tu ainsi?

— Je t'aime, Yvonne...

Au dessert, il l'emmena dans le petit fumoir pour pouvoir à son aise la couvrir de baisers. Elle se laissait faire en souriant, un peu soucieuse. Il lui demanda ce qu'elle pensait. Elle répondit qu'elle se préoccupait du dîner qu'ils devaient offrir le soir à la baronne Avignon.

— Laisse donc la cuisinière le régler, elle s'y entend.

— C'est que je veux que ce soit très bien, répliqua-t-elle.

Et ses lèvres avaient un petit frémissement qui indiquait chez elle l'intensité d'une convoitise secrète.

A six heures, la vieille dame arriva. Elle avait un cocher au mois. La femme de chambre l'entendit ordonner à celui-ci

de la venir reprendre dès neuf heures, car elle redoutait le séjour dans les rues de Paris, le soir, passé ce moment. On la vit majestueusement traverser le jardin. Yvonne accourut pour l'accueillir au seuil même de la maison. Ces deux femmes, possédées d'une même passion qui donnait à l'une les inquiétudes et à l'autre le désir, s'embrassèrent dès la porte avec de grandes démonstrations d'amitié. La baronne Avignon appelait Yvonne : « sa chère petite. » La jeune femme disait : « ma bonne tante. » Malgré son obésité, la baronne voulut monter pour visiter toute la maison. Elle se hissait de sa main molle à la rampe de fer forgé. Les marches criaient. Elle ôta son chapeau démodé, — une capote garnie de larges fleurs, — dans la chambre du jeune ménage, tout en analysant et évaluant le mobilier anglais, celui qu'Yvonne traitait de camelote. Elle demanda ensuite à voir les autres chambres, et, se promenait en serrant sous son bras une petite sacoche qu'elle ne voulait pas quitter :

— Ce sont mes titres, mes valeurs, expliqua-t-elle à Yvonne. Il y a tant à craindre aujourd'hui, que je ne sors jamais sans les emporter sur-moi.

— Si vous les perdiez! s'écria la jeune femme, saisie d'effroi.

La baronne sourit en regardant Yvonne avec une sorte de pitié :

— Les perdre!

Pour descendre l'escalier, cependant, elle eut peur. Sa grosse personne, mal servie par des membres rhumatisans, s'immobilisa au milieu de l'étage. Il fallut qu'Yvonne vînt lui offrir le bras. La baronne était embellie aux yeux de sa nièce par l'immense fortune qu'elle représentait. Personnellement elle savait l'envie qu'elle excitait chez la jeune femme et en tirait une force et une jouissance. Quand elles s'entre-regardaient, l'une semblait dire : « J'arriverai bien à posséder un jour un peu de ton or. » L'autre ricanait : « Nous verrons bien. »

Jean revint de l'usine. Sa femme lui dit dès l'entrée, sur un ton attendri :

— Tante Avignon désire dîner de bonne heure, afin de ne pas rentrer tard chez elle ; nous allons nous mettre à table immédiatement.

— Mais certainement, c'est tout simple! s'écria Solème, en conduisant la vieille dame à la salle à manger

N'étant pas averti, il voulut la débarrasser de la sacoche. L'énergie qu'elle mit à s'en défendre amusa Yvonne. Non, non, c'était une manie à elle de garder cela sous son bras, même à table. On en prendrait d'autres à commettre des imprudences, à laisser traîner leur fortune sur un meuble, dans un taxi, ce ne serait pas elle. Et pensant à ses biens qu'elle tenait ainsi dans une liasse de papier et qu'elle gérait encore à son âge d'une poigne si ferme, comme un bon mécanicien la main sur le volant d'une machine formidable, elle se souriait à elle-même, omnipotente et satisfaite.

— J'ai vu ta maison, dit-elle à son neveu. Elle est fort bien, sauf une tendance à sacrifier à la mode dans l'ameublement. La mode n'a qu'un jour et l'on paye sa nouveauté qui est une valeur fictive et transitoire.

— Oh! nous avons été très simples dans nos goûts, dit Yvonne.

— Je vous en loue, ma chère petite. Il y a aujourd'hui, pour des jeunes gens qui veulent faire leur maison, une lutte épouvantable à entreprendre contre les entraînemens, le renchérissement de la vie. Pour moi, je puis m'en flatter : mes revenus ont pu baisser, j'ai su diminuer mes besoins; je n'ai pas, comme tant d'autres, mordu à même le capital.

— Si certains revenus baissent, dit alors Solème, d'autres montent. Supérieur est le spéculateur qui, sans diminuer ses besoins, les satisfait en augmentant ses revenus à l'heure où tout semble dégringoler. La grande industrie est venue à point, dans la crise actuelle, pour permettre au rentier de récupérer l'amoindrissement de ses valeurs.

Il la prenait par son orgueil financier, ce point d'honneur qu'elle avait toujours eu d'être, en affaires, aussi forte qu'un homme et qui était la forme de son amour de l'argent. Alors qu'Yvonne aimait le revenu, c'est-à-dire cet argent fluide, qui s'écoule sans cesse et qu'elle aurait adoré se sentir glisser entre les doigts, la vieille femme était à genoux devant le capital immuable, le lingot qu'elle voulait ne jamais entamer, grossir toujours, quitte à se mortifier dans sa vie comme une pauvresse.

— La véritable habileté, continua Solème, n'est pas celle du trembleur qui, à force de craintes, d'inquiétudes, parvient à éviter les catastrophes. L'homme habile va de l'avant; son

instinct répudie les aventures hasardeuses et le mène droit aux entreprises lucratives, aux bonnes affaires, comme on dit.

— Combien payez-vous votre cuisinière, ma chère petite? questionna la tante qui, à ce moment précis, dégustait un chaud-froid de poisson qui l'intéressait.

— Soixante francs, mentit la jeune femme pour se faire bien voir.

— Soixante francs; eh bien! mon enfant, je vous engage à la garder. Repassez-moi de ce plat.

Solème la savait gourmande et privée. Il augura bien de ce mot.

— J'ai quelque chose à vous proposer, tante Avignon, dit-il tout à coup, imitant jusqu'au ton que Loche employait pour mettre en train une affaire nouvelle. Vous n'ignorez pas que je dirige une grosse maison industrielle. Notre industrie est des plus prospères. Nos revenus ne baissent pas à nous, car, après avoir donné du 20, nous pouvons promettre aujourd'hui du 35 pour 100 à nos commanditaires.

— Mes trois cousines de Chastenac en sont et s'en félicitent, plaça Yvonne, très heureusement.

— Oui, vous construisez, je crois, des automobiles qui vont sur l'eau, dit la vieille femme.

Un frémissement de joie fit trembler Solème, comme un pêcheur qui sent bouger la ligne au fil de l'eau. Yvonne était devant lui, tout angoissée sous son air placide de petite fille sage. Elle le surveillait; elle le jugeait dans son effort, dans sa lutte. Elle était pour lui la dame de ce tournoi d'argent. Alors, avec une verve que sa femme ne connaissait pas à cet être indolent et frivole que les soucis avaient maté, il expliqua en s'échauffant leur construction d'hydromobiles. Il dit l'avenir de ces bateaux à la vitesse vertigineuse qui faisaient sur l'eau figure mythologique, l'empressement des acheteurs, la révolution dans la navigation coloniale. Son lorgnon était tombé, ses yeux gris s'allumaient d'une flamme et sa mèche blonde, qui retombait sans cesse, les voilait si souvent, qu'il avait ce geste continu de la relever sur la tempe, sans impatience.

La vieille baronne mangeait toujours en silence. Elle avait cependant au fond de la prunelle une étincelle de plaisir qui prouvait combien ce genre de conversation lui agréait. Dans

ses joues molles, sa mâchoire travaillait régulièrement, tirant tous les muscles. Yvonne fit signe à la jeune femme de chambre de repasser une troisième fois le plat. Alors, la baronne interrompit son neveu pour interroger Yvonne sur le menu et, apprenant combien il était encore chargé, elle refusa de reprendre du poisson. Solème crut le moment favorable pour prononcer :

— Chère tante, si vous vouliez mettre cinq cent mille francs dans notre affaire, je m'engage à vous réserver une part de commandite. Et voyez-vous le gain colossal que vous auriez réalisé l'année prochaine?

Elle ne se récria ni ne s'émerveilla. Elle dit tranquillement, serrant seulement un peu plus étroitement la sacoche sur ses flancs épais :

— Des valeurs industrielles, jamais, mon neveu.

— Eh bien! quoique le demi-million ne soit pour vous rien de considérable, j'admets que vous hésitiez à déplacer une somme pareille. Mais, croyez-moi, chère tante, je suis prudent, réfléchi et certain, je vous donne ce conseil : mettez seulement cent mille francs chez nous, pour le plaisir de voir votre argent croître sous vos yeux, comme on voit une végétation artificielle dans la main des fakirs.

— Je n'aime pas les risques. Je n'en ai jamais couru. Je m'en suis bien trouvée, dit nettement la baronne.

— Chère tante, des risques, il n'y en a pas chez nous; je puis vous fournir des preuves de la bonne marche de nos affaires. Venez un jour à l'usine.

— Assez, mon neveu, ce n'est point à mon âge qu'on apprend d'un homme du vôtre à faire des placemens.

Le ton était tel que Solème ne put répliquer. Il vit les yeux de sa femme fixés sur lui avec une expression ironique; le cœur lui battit. Pour la baronne, elle continuait de goûter à tout et de s'extasier sur l'excellence de la cuisine. Elle y prenait un malin plaisir, sûre maintenant de n'avoir été invitée que dans l'espoir de sa commandite, satisfaite d'avoir été la plus forte et de profiter d'un si fin repas sans qu'il lui en coûtât rien. Sa gourmandise contentée, elle se leva, envoya la jeune servante quérir ses vêtemens et son chapeau pour ne pas faire attendre le cocher, disait-elle. Celui-ci, en effet, sonna bientôt. On la mit en voiture avec beaucoup de déférence. Au moment où le fiacre filait, Solème crut la voir rire dans l'ombre, comme une

femme qui vient de jouer un bon tour dont elle s'applaudit en elle-même.

La minute où, remontant dans leur chambre, la femme et le mari se retrouvèrent face à face fut cruelle. L'effondrement de ses espérances laissait dans le cœur d'Yvonne comme une poussière d'amertume et de méchanceté.

— Je ne te félicite pas de ton habileté de démarcheur dit-elle.

Elle pensait aux cinq mille francs entrevus qui s'évanouissaient, comme si le vent eût emporté les billets légers dans une rafale. Elle voulait faire payer sa déception et se soulageait à en rendre responsable celui qui l'était le moins.

Et comme Jean restait silencieux, atterré par un tel reproche, elle continua :

— Il y avait bien d'autres manières de la prendre. Si tu m'avais laissée agir... Mais voilà... je te croyais plus fort. Il me semblait que ton métier t'avait préparé à de telles entreprises. Voilà du coup Cyprien Loche frustré de l'argent sur lequel il comptait, et nous autres, privés du petit appoint qui nous aurait été si utile, si utile...

Solème l'écoutait, toujours troublé par sa présence et par le pouvoir de son charme, mais en cet état d'âme où l'amour irrité, exaspéré, ressemble plus à la haine qu'à la tendresse. Il la jugeait. Comme elle lui paraissait lâche, sans bonté, de cœur sec et surtout injuste! Pour la pousser à bout, il se taisait, désireux de connaître jusqu'où iraient ses invectives qui le ravageaient.

— Sais-tu que j'ai honte de traîner tout un hiver la même robe; je ne te l'ai pas dit, mais c'est à cause de cela que je renonce aux samedis de mes cousines de Chastenac, pour ne pas t'humilier, toi, oui, toi, pour ne pas qu'on te diminue, à constater la pénurie de mes toilettes. La loge, l'auto, oui, je m'en passerai encore, mais je voudrais être habillée comme tout le monde, à la fin! Crois-tu que je ne vois pas le regard des autres femmes sur mes costumes? Ah! je la connais, va! cette expression intraduisible des femmes qui notent, quand elles me rencontrent, approximativement, la date de mes toilettes.

Le mari finit par dire en se maîtrisant :

— Yvonne, je me demande quel sentiment il y a pour moi dans ton cœur quand tu me parles ainsi?

Elle se trompa à cette douceur apparente et répondit sur un ton de compassion :

— Je t'aime bien malgré tout, mon pauvre ami.

— Yvonne, dit Solème, la mâchoire en avant et terrible, tu es une petite misérable; Muzard a raison, tu n'aimes que l'argent.

Elle tressaillit légèrement, mais se reprit assez pour répondre :

— Et toi? et toi, n'as-tu pas, il me semble, aimé aussi l'argent en ma personne quand tu m'as épousée?

— Tu es injuste, je t'ai aimée riche, c'est vrai, mais je t'aurais épousée pauvre, sans un sou, je te le jure.

— Moi, j'ai mieux fait que de le jurer, je pense! dit-elle acerbement.

De longues minutes ils se regardèrent en se méprisant. Ils avaient l'un et l'autre, dans le jardin secret, saccagé des fleurs qui ne se relèveraient plus jamais. Jamais plus désormais ils ne pourraient s'adresser ce sourire de confiance qui est entre deux êtres qui s'aiment un acte d'offrande et un acte de foi. Une douloureuse lucidité, un éclair avait montré impitoyablement à chacun d'eux le fond de l'âme de l'autre et ils avaient découvert dans ces bas-fonds, au lieu de la pure passion amoureuse dont chacun croyait bénéficier, une autre passion clandestine et redoutable, véritable source de tous leurs désirs et de leur vie. C'était de cet amour caché de l'argent que sortaient tous leurs actes, les combinaisons secrètes de leur esprit, les mouvemens de leur cœur. Le désastre fut qu'ils l'eussent découvert.

Un moment, ils crurent, tant l'orage grondait entre eux, dans ce terrifiant mutisme, que tout allait se rompre. Aucun lien ne paraissait subsister, aucune attirance; et ils cherchaient encore des propos plus cruels que ceux qui avaient été prononcés pour se les jeter à la face. Mais ce qu'ils ignoraient eux-mêmes, c'est que leurs derniers liens indestructibles les tenaient justement par ces régions inférieures où régnait l'avarice. C'était dans ce fumier que plongeaient les racines de leur entente. L'amour passé, il leur demeurait l'intérêt commun.

Ils se dévêtirent lentement, tristement. Même Yvonne pleurait à petits sanglots, car elle savait que quelque chose venait de mourir. Ils n'eurent pas un mouvement l'un vers l'autre, bien

que l'habitude les eût contraints à s'embrasser, quand l'ombre fut faite. Cependant, la voix de Solème couché s'éleva de nouveau, mais dépourvue de colère maintenant.

— Crois-tu, dit-il, comme un homme qui réfléchit, crois-tu qu'on ne pourrait pas pressentir ta cousine Élisabeth pour ces cent mille francs?

— Cousine Élisabeth, ah! oui, parlons-en! s'écria Yvonne.

Le rapprochement s'était opéré sur cette simple phrase. Yvonne le comprit avec la clairvoyance de son avidité : il n'y avait qu'un allié pour elle dans la conquête de l'argent, c'était son mari. Elle répéta sur un ton où se devinait sa rancune :

— Oui, parlons-en. Il lui restait une grosse somme liquide hors de laquelle il n'y a plus rien : elle vient de la donner à l'abbé Naïm pour sa cantine de la zone.

— Combien? demanda Solème.

— Quatre-vingt mille, je crois.

Ce fut sur ce mot tout vibrant de colère contenue qu'ils s'endormirent unis.

## XI

L'abbé Naïm sortant de sa chambre appela :

— Désiré!

Le jeune valet de chambre apparut en gilet noir, en faux-col glacé et il fourrait dans sa poche la petite glace ovale dans laquelle il se mirait quand son maître l'avait appelé.

— Voilà! monsieur le curé!

— Désiré, nous allons avoir ce matin à déjeuner mon ami, M. Muzard, dont je viens de recevoir une lettre. Il faudra préparer quelque chose.

Désiré Coquard fit une moue de déplaisir et retourna s'installer à la cuisine pour la lecture de son journal. Il ne se mettait guère au travail qu'à dix heures, quand son maître descendait dans la zone. Il avait alors l'ordre de cirer l'appartement d'un bout à l'autre. C'était une besogne à laquelle le prêtre l'avait sévèrement assujetti pour remédier au désœuvrement où il aurait vécu, n'ayant rien à faire de ses journées. De sorte que cet intérieur dénudé que l'on aurait cru ravagé par un cambriolage, où l'on n'aurait pas rassemblé six chaises, où toutes les pièces vides criaient la pauvreté, resplendissait comme un

palais. Désiré Coquard, qui enrageait de ce travail inutile, était contraint d'obéir. S'il tardait à le faire, le prêtre placidement répétait son ordre et au besoin en surveillait l'exécution. Aussi le jeune homme, malgré ses révoltes et sa rancune, était-il plié comme malgré lui à un labeur qui offensait cruellement toutes ses paresses.

Il n'y avait que la chambre de son maître qui ne lui donnait aucune peine. Ici, M. le curé procédait lui-même au nettoyage. Il n'avait à personne expliqué ses raisons. La vérité devait être qu'il voulait payer sa contribution au travail manuel imposé à l'homme. Peut-être aussi son humilité excessive répugnait-elle à recevoir personnellement le service d'un autre.

A dix heures ce jour-là, sa besogne achevée, il descendit à la zone. Il y avait comme un abîme dans ses yeux qu'on aurait eu un vertige à scruter. Ses pieds se hâtaient d'eux-mêmes dans l'escalier. Tout son être était emporté là-bas. Comme il pénétrait par l'étroite porte dans la palissade de planches, le premier être qu'il vit fut la petite vieille, marchande de pommes de terre frites au coin de la rue de Paris. Elle y était venue à son tour, à la zone, avec ses cinq petits-enfans orphelins dont l'aîné, le tuberculeux, vivait encore. Elle y était venue, chassée de son petit logement du troisième, dont elle ne pouvait acquitter le loyer, et s'était installée dans une méchante roulotte que lui avait généreusement laissée en partant une famille roumaine de ses cliens. Les petits s'ébattaient, la mine terreuse, autour de la voiture, mais le grand ne se levait plus.

— Je vous attendais, monsieur le curé, dit-elle. Je savais que vous alliez passer par là d'une minute à l'autre. Il y a le gamin qui désirerait vous voir.

— Est-il plus mal?

La vieille répondit d'un air singulier :

— Il n'est pas pire, monsieur le curé, mais on voudrait bien que vous y alliez.

Comme le prêtre s'acheminait docilement, près d'elle, vers la roulotte, ils croisèrent la grande Romanichelle aux accroche-cœur. Les deux femmes se lancèrent un regard d'intelligence, et l'étrangère, rebroussant son chemin, se mit à suivre à quelques pas derrière. La vieille disait :

— Les médecins avaient recommandé du repos, de l'air et

une forte nourriture. Le repos, il en a. L'air, il est bon par ici, c'est comme la campagne. Mais la forte nourriture, est-ce moi, monsieur le curé, qui peux la lui donner? Avec cela Monsieur aurait envie de rôti, de poulet, de poisson fin. Ça ne voit pas que je me tue à travailler pour eux!

La Romanichelle murmurait à mi-voix derrière eux :

— Pas besoin de tant d'affaires pour qu'il se lève, guéri.

Quand le prêtre poussa la porte de la roulotte et que le malade lui apparut couché dans le petit lit de fer, don du cardinal-archevêque, qui était venu échouer dans cette voiture, la pauvre figure diminuée, ravagée, qui dessinait même au repos une grimace douloureuse, le bouleversa; l'enfant changeait de jour en jour. Il fit un reproche au prêtre :

— Vous ne venez plus me voir, je m'ennuie.

Il connaissait surtout tous les malaises de la fièvre et demeurait là seul toute la journée, pendant que ses frères et sœurs vagabondaient, et que la vieille faisait danser les frites dans la graisse bouillante de sa marmite, là-bas.

— Mon petit, dit l'abbé Naïm, je voudrais venir plus souvent, mais il en est d'autres plus malades que toi qui me réclament.

— Si vous pouviez faire ce qu'on m'a dit, je voudrais que vous essayiez, dit-il faiblement.

— Chut! fit la grand'mère.

Le prêtre étonné demanda :

— Que veut-il?

Alors la Bohémienne qui était entrée derrière eux s'avança. Ses grandes boucles d'oreilles lui battaient au cou. Ses cheveux collés par un sirop dessinaient des accroche-cœur pareils à des signes cabalistiques, sur son front couleur citron. Elle portait sur les épaules un fichu rouge aux arabesques jaunes. Son air était inspiré, elle paraissait commander un rite. Et, les reins cambrés, la tête haute, les yeux fous, elle dit :

— Si M. le curé n'a pas peur, qu'il embrasse le mal de l'enfant pour le sauver.

C'était une cérémonie qu'elle avait dû manigancer à l'avance, car de lui-même le malade abaissa la couverture, échancra sa chemise et offrit son torse maigre trempé de sueur.

L'abbé Naïm sourit sans comprendre. Il crut à une superstition de sorcière bohémienne et, dans sa tendre indulgence, consentit à s'y prêter. Comment d'ailleurs aurait-il résisté au

geste de ce malheureux enfant qui tendait avec tant de simplicité sa poitrine douloureuse! Même il s'empressa de coller sa bouche sur cette peau blafarde et humide, l'y attacha longuement comme les Saints d'autrefois aux ulcères des lépreux, puis il boutonna lui-même la chemise.

— Prends garde d'attraper froid, mon petit, disait-il.

Quand il se retourna, les deux femmes, les enfans accourus sur ses pas, tout le monde enfin était à genoux dans la roulotte et priait les mains jointes, les yeux levés, attendant le miracle, s'étonnant déjà que le malade ne fût pas debout.

« Père, dit-il en lui-même, regarde : ils te prient avec une ferveur si grande, écoute-les! »

Mais de ce qu'on avait voulu de lui, il ne soupçonnait rien encore quand il sortit.

Cependant on avait aperçu le prêtre. De tous les côtés, des enfans s'échappaient des roulottes. On en voyait courir d'ébouriffés, d'affreusement sales, dans chacune des ruelles que les voitures dessinaient entre elles; et du plus loin que le regard pouvait atteindre, dans cette ville étrange montée sur roues, il en venait. Certains savaient à peine se tenir debout et s'avançaient en château-branlant, les bras écartés. On entendait :

— Monsieur le curé! monsieur le curé!

Il sourit et s'arrêta en voyant venir à lui cette marmaille grouillante. Jamais il ne distribuait de sous ni de bonbons. C'était les mains vides qu'il parlait. Ni la gourmandise, ni leur naissante avarice ne les poussaient vers l'abbé Naïm. Ils se contentaient à l'écouter.

Le temps était clair, doux et bleu. Le soleil noyait la zone. L'abbé Naïm entraîna les enfans vers le fossé des fortifications et s'y assit. Alors il y eut des bousculades pour s'approcher de lui toujours plus près.

— Monsieur le curé, une histoire, une histoire!

Il leur disait des paraboles de l'Évangile. Il ne leur prêchait pas autrement. Il les répétait sans se lasser, les émouvant toujours de plus en plus, à mesure qu'ils en connaissaient mieux les personnages. Tous les acteurs de l'Évangile leur étaient devenus familiers. Ils savaient par cœur André, Philippe, Jacques et Jean son frère. Pierre était comme un ami. Ils étaient

séduits par la beauté de Marie-Madeleine. Le Centenier, la Samaritaine, les lépreux ne leur étaient plus étrangers. La Vierge pour eux n'était pas comme pour les autres une statue, mais une femme éblouissante de bonté, et Jésus vivait devant leurs yeux.

— Quelle histoire? demanda l'abbé Naïm.

— Le bon Samaritain! le bon Samaritain!

C'était celle qu'ils préféraient, petits parias déjà blessés par la vie sans même le savoir, et qui s'apitoyaient sur le sort de l'homme symbolique abandonné sur la route où des riches passent sans s'attendrir.

L'abbé Naïm commença. Le cercle s'accroissait encore autour de lui de retardataires qui arrivaient essoufflés. Il voyait des coups de poing s'échanger pour la meilleure place. Il ne grondait pas, poursuivait, avec mille petits détails qui charmaient les enfans, cette grande histoire de la pitié humaine. Les yeux dévorateurs étaient ouverts sur lui. Il en était au mélange d'huile et de vin, mixture inoubliable, dont les couleurs vives se peignaient aux yeux de ses petits auditeurs, et qui servit au bon Samaritain pour laver les plaies du blessé, quand une haleine chaude, soufflée dans son cou, le fit se retourner brusquement. Il vit un âne, pauvre animal pelé qu'il avait souvent caressé et qui, l'ayant reconnu du fond du fossé où il broutait l'herbe rase, était venu, lui aussi, en se dandinant sur ses quatre pattes grises. C'était celui qui avait amené dans leur roulotte le marchand de lunettes et sa femme la cartomancienne. Il s'obstinait à frotter son museau sur l'épaule de l'abbé Naïm. Un rire fusa parmi les enfans qui frappaient des mains, trépignaient d'aise, poussaient des cris, faisaient mille contorsions. Il fallut que la cartomancienne vînt avec un bâton pour chasser la bête.

— Ne frappez pas cette créature de Dieu! lui criait l'abbé Naïm.

Au même instant, il aperçut Muzard qui venait de pénétrer dans la zone et s'y aventurait de son allure décidée, volontaire, cherchant partout des yeux son ami. L'abbé Naïm accourut à lui, traînant à ses pas la marmaille jacassante, dont les galoches claquaient sur le terrain sec durci par le soleil de mai.

Mais comme le prêtre passait devant la voiture où gisait le tuberculeux, des cris en sortirent : la Bohémienne et la grand'mère parurent sur le seuil.

— Il est guéri! il est guéri! Approchez, monsieur le curé!

Et le petit malade livide, qui, à seize ans, en aurait paru douze, sans l'air vieillot de son visage flétri, s'avança jusqu'aux marches tout chancelant, s'agrippant aux deux femmes pour ne pas tomber.

— Il est guéri! criaient-elles ensemble. Il a voulu se lever.

— Recouchez-le bien vite, supplia l'abbé Naïm épouvanté.

De toutes les voitures sortaient des figures curieuses, attirées par ces cris. La Romanichelle énigmatique, pareille à une prêtresse, leur expliqua, en leur montrant le Saint :

— Celui-ci l'a sauvé.

— Malheureuses, recouchez-le, répétait le prêtre; ne voyez-vous pas que vous allez le tuer?

Mais le malade, avec un sourire qui tendait affreusement ses pauvres traits amaigris :

— Non, non, ça va mieux, monsieur le curé; je ne veux plus rester couché; je savais bien que vous réussiriez!

Depuis trois mois, les voisins ne l'avaient pas vu sortir de la roulotte; ils s'attroupaient alentour, maintenant, pour regarder avidement le ressuscité.

— Tu as donc fait un miracle? demanda Muzard en abordant son ami.

— Ah! mon cher, dit le prêtre, qui ne savait où cacher sa confusion, ces pauvres gens sont fous. Que je leur voudrais une foi plus élevée! Tu vois le miraculé : le pauvre enfant n'en a plus que pour quelques semaines. Ils sont capables de provoquer une hémorragie; il va leur passer entre les mains.

Muzard, sans répondre, contemplait, avec l'étonnement d'un Parisien transporté soudain du boulevard dans un monde merveilleux, le spectacle de ce prêtre si doucement impérieux dominant cette foule qui grossissait à chaque minute. Des cris partaient :

— Monsieur le curé, venez voir mon mari, qui est paralysé.

— Monsieur le curé, ma femme a un cancer.

— Monsieur le curé, dites, ma petite aussi s'en va de la poitrine.

Le soleil de midi dorant ce paysage étrange de la zone, ces vallonnemens verts des fortifications, la rigidité du mur d'enceinte, les loques séchant au vent entre les roulottes, donnait

une solennité à cette heure. Muzard, tout frissonnant d'émotion, murmura :

— Mais le miracle, tu l'as fait, mon vieux, regarde!

Et il montrait cette foule adoratrice.

Mais, à ce moment, le prêtre devint sévère.

— Vous offensez Dieu, cria-t-il. Mes petits enfans, il n'y a que Dieu qui guérisse; moi, je ne suis qu'un pauvre prêtre qui puis seulement compatir à vos misères et même pas les soulager!

Puis à son ami :

— Viens, Muzard.

Il fendit la masse d'une soixantaine de personnes groupées autour de lui. Et, en se laissant désagréger sous l'autorité du Saint, la foule lançait un murmure de jalousie, de plainte, de reproche, vers l'Idole qui se refusait. Il en avait sauvé un; pourquoi pas les autres? Ça lui était si facile; un geste à faire. C'était parce qu'un riche était venu jusqu'ici l'arracher à eux qu'il oubliait maintenant leur détresse.

L'abbé Naïm ne put retenir un mot d'impatience :

— Ils ne voudraient même pas me laisser la joie de te revoir!

Muzard le suivait en silence, tellement troublé qu'il ne pouvait articuler un mot. En montant les étages, il finit par dire :

— Tu es le bon berger.

Mais à peine furent-ils dans la salle à manger où l'on recevait Muzard pour lui dissimuler la dévastation des autres pièces, que l'abbé Naïm l'embrassa; puis, le scrutant longuement :

— Tu as quelque chose à me dire. J'ignore ta vie : que s'y passe-t-il en ce moment?

Tous deux se dévisageaient; l'entente de leurs regards devançait l'entente de leurs paroles. Les cils de Muzard vibrèrent.

— J'étais venu me confesser, déclara-t-il sèchement, mais tu me fais peur. Tu es trop grand.

— Ah! Augustin, toi aussi... Mais vous ne me connaîtrez donc jamais, Seigneur! Je suis un pauvre homme qui...

— Tu es un saint, lui lança Muzard tout crispé d'émotion, tu es un saint comme il n'en a point paru sur terre depuis des siècles, et, quand on n'est qu'une guenille comme moi, on n'ose pas se dire ton ami.

— Ah! mon pauvre vieux, fit tranquillement l'abbé Naïm en se retournant pour ôter sa douillette, tu as une fameuse imagination.

Puis, revenant s'asseoir près de Muzard avec cette attitude mitigée de tendresse et d'autorité qui force aux confidences :

— Voyons, qu'est-ce qu'il y a?

— Il y a, il y a, fit Muzard nerveux, en tordant sa barbiche rousse; il y a que la pauvreté n'est qu'une blague, que le désir m'est venu de gagner de l'argent, que le banquier Cyprien Loche, le plus véreux des hommes d'affaires parisiens, me tente, depuis un mois, avec une situation amusante et lucrative où je brasserais de l'or à pleines mains et où il m'en resterait aux doigts; il y a qu'il est revenu hier me prendre au collet pour me sommer d'accepter dans les vingt-quatre heures.

— Mais tu as refusé?

— Oui!

— Alors?

— Alors, c'est fini. Je vais rester rond-de-cuir comme autrefois. Mais le goût de ce que j'ai repoussé me reste aux lèvres, et le dégoût de ce pour quoi j'ai opté m'a pris. Tu es un fou, Naïm, un fou sublime comme saint François d'Assise, pour qui l'humanité s'emballera tant qu'il battra des cœurs sur la terre, mais dont on raillera toujours doucement, indulgemment, l'innocente démence, parce qu'il faut de l'argent et surtout l'amour de l'argent à la race pour qu'elle vive. Tu m'as entraîné dans ta folie, parce que de nous deux, tu es le plus fort, et tu le vois, je suis hypnotisé, je te suis, j'ai repoussé l'Argent. Mais je sens que je me trompe, que je suis dans l'erreur absolue, puisque je ne suis pas du côté de la vie, de la vraie vie active, frémissante, trépidante, de celle qui emporte le monde. Ton influence m'a couché tout vivant dans le cimetière de tes mystiques momies.

— Augustin, reprit l'abbé Naïm au bout d'un instant, l'argent, tu sais bien que nous en étions tombés d'accord, est la source des corruptions. Ne te rappelles-tu pas que tout nous l'avait démontré? Qu'appelles-tu la vie?

Un coup léger retentit à la porte; la tête mièvre de Désiré Coquard apparut dans l'embrasure.

— Monsieur le curé, puis-je servir le déjeuner?

— Oui, mon enfant, sers-le dès maintenant.

Dès qu'il eut regagné sa cuisine, Muzard dit :

— Ce petit pitre ne me plaît pas. Comment peux-tu le supporter?

Le prêtre excusa cette apparence antipathique sur la douceur et la patience du jeune domestique. Il avait, en effet, en servant, des allures souples et silencieuses qui devaient admirablement convenir au recueillement de cette demeure. Il était somnolent, allait, venait, tournait sans bruit autour de la table, y déposait ses plats en terre de pipe, comme il y aurait apporté de la vaisselle plate, attendait les désirs des deux convives pour y répondre sans vivacité, mais ponctuellement; il ne gênait guère une conversation dont son air hébété le tenait visiblement si loin.

— L'argent, continua l'abbé Naïm, c'est parce qu'il t'a déjà frôlé que tu n'as plus tes yeux clairs pour voir la vérité. Regarde : il s'en exhale comme une vapeur qui aveugle même ceux qui ne le possèdent pas, mais qui s'en sont trop approchés. Ah! Muzard! Muzard! comment te rendre la vue? Tiens, tu viens d'avoir là, en bas, le spectacle de la repoussante misère. Eh bien! je ne condamne personne; mais crois-tu qu'une telle misère existerait, que de si pressans besoins humains resteraient inassouvis, si un amour impur n'attachait l'argent aux entrailles des riches? Les aumônes, la charité organisée drainent un peu de cet argent vers les bas-fonds de la misère, mais pas assez, tu en es témoin, pas assez, parce qu'ils le retiennent de toutes leurs forces, tellement que l'argent semble n'être avec eux qu'une même substance, et qu'on leur arracherait la chair en leur prenant leur bien. Tel est l'amour de l'argent.

Désiré Coquard servait alternativement Muzard et le prêtre, s'étonnant, en son mutisme, de voir son maître déroger si simplement à son régime d'anachorète; mais il n'y avait pas un muscle de sa face blanche qui bougeât. De temps à autre, Muzard levait les yeux sur cette figure de papier mâché, se demandant quelle ruse savante ou quelle sereine indifférence de brute se cachait sous cet aspect indéchiffrable.

L'abbé Naïm poursuivait :

— Écoute. L'argent, moi, je m'en méfie comme on se méfierait d'un fumier, plein de putréfaction et de germes morbides, qu'on aurait dans sa maison. Tu sais si je l'ai piétiné, défié, vaincu. Eh bien! je ne me crois pas encore invulnérable à ses toxines et je le crains toujours. Je ne t'ai pas dit peut-être que j'allais enfin pouvoir assouvir la faim de mes pauvres brebis.

Je ne les ôterai pas à la misère, tu comprends, un homme ne fait pas cela; mais, une fois par jour, ils auront à manger dans une cantine que je vais faire bâtir au milieu de la zone. Oui, mon vieux, je vais devenir le curé restaurateur. Cette pensée t'amuse, hein? Ah! il n'y a pas de quoi rire. Quel est le premier geste de la charité chrétienne quand on se trouve en présence d'êtres affamés? Et, tu entends, ils ont faim, tous, tous; aucun ne se nourrit suffisamment, et ç'a été, depuis que je suis homme, depuis que je suis prêtre surtout, le cauchemar de ma vie. Enfin, je vais apaiser cette mortelle et lancinante inquiétude. Ils mangeront!

— Comment feras-tu cela? demanda Muzard, intéressé.

— Monsieur veut encore un peu de salade? murmurait d'une voix dolente Désiré Coquard à son oreille.

— Mon cher, déclara l'abbé Naïm avec une fierté enfantine, j'ai ici, sans que tu t'en doutes, quatre-vingt-dix mille francs presque tous réalisés en billets ou en chèques. Avec cela, je pense, on peut faire construire une baraque rudimentaire munie d'un fourneau. Le reste alimentera le pot-au-feu, tu comprends. Et quand nous n'aurons plus d'argent, nous en trouverons d'autre! J'ai l'évidence que cela marchera. Je donnerai une soupe et du rôti tous les jours. Je ne prendrai que les enfans au-dessous de quinze ans et les vieillards au-dessus de soixante. Mais les règlemens ne seront pas impitoyables, bien entendu. Il n'y aura pas de bouledogues à la porte.

— Quatre-vingt-dix mille francs? répéta Muzard en fixant les yeux sur le prêtre.

L'abbé Naïm rougit, baissa la tête et demeura quelques minutes sans répondre. Puis enfin :

— Je te le disais tout à l'heure : c'est comme un fumier que je possède dans ma maison, et je sens par momens comme les prodromes de l'empoisonnement. Oui, cet argent me tient au cœur. Je l'ai enfermé dans un placard de ma chambre avec une sorte de tendresse. Je veille sur lui, je le protège avec soin. La nuit, j'ai une satisfaction à penser qu'il est là, tout près.

— Mais, mon pauvre vieux, interrompit Muzard, c'est bien naturel : ce n'est pas l'argent que tu aimes, c'est la réalisation qu'il figure de ton désir de charité.

— Si, si, c'est l'argent. J'ai une honte à le dire..., est-ce que

je ne me suis pas surpris à l'aller contempler? Tu comprends les vieilles affinités de mon sang qui se réveillent... C'est ignoble. Aussi je n'en veux plus, je n'en veux plus... Demain, demain matin, j'ai rendez-vous avec le futur gérant de ma cantine et je lui remettrai le paquet. Qu'il s'en débrouille!

— Quelle âme d'enfant tu as, Naïm!

— Non, je suis lucide. Cette odeur de l'argent que j'allais respirer m'aurait pourri. Quand donc déterminera-t-on ce poison spécial que nul n'a jamais étudié et dont les effets morbides me sont plus évidens que ceux du pneumocoque ou du bacille typhique? Désiré, va donc chercher le café. Tu vois bien que M. Muzard a fini.

— L'argent, dit Muzard, mais j'admire au contraire ce qu'il peut devenir entre tes mains! Tu es bien forcé d'y recourir à ton tour et tes œuvres s'accomplissent par lui. Il est fécond.

— Il ne devient fécond, murmura lentement l'abbé Naïm, qu'au moment où on l'arrache de soi; à cette minute-là, il produit la vie. Il n'est bon que quand on le repousse; si on l'appelle, il tue. Les riches qui le possédaient et qui s'en sont dépouillés pour les pauvres ont grandi dans le geste de se séparer de lui.

— Mais toi, tu le répands, et il va en pourrir d'autres.

— Le mystère terrible, le mystère écrasant, prononça le prêtre avec un véritable accablement, c'est qu'on ne puisse pas s'en passer, qu'il faille y venir toujours et que son absence absolue soit aussi dangereuse pour l'âme que sa présence. Vois à quel degré de bassesse descendent ceux qui en sont totalement dépourvus!

— Peut-être parce que le désir de l'argent s'allume alors en eux plus redoutable.

Muzard alluma sa pipe. Tous deux en étaient arrivés à ce point de la discussion où elle entame la moelle même du sujet et s'arrête, ne pouvant mordre plus avant. Au travers des fumées bleues, il contemplait avec une tendresse muette son admirable ami. Lui, aussi, songeait en silence. Mais Muzard ne pouvait le suivre en son rêve divin. Il était assis, immobile à la table, dans son attitude de pasteur arabe au désert. Enfin, il se leva et, posant les mains sur les épaules de son ami, dans un geste de souveraineté, de domination :

— Augustin, ne te laisse pas tenter. Augustin, conserve

ton lucide mépris de l'argent. Augustin, je demande pour toi un signe qui frappe ton cerveau et te remette dans la lumière.

— Voici le mot de la fin, dit Muzard en riant, il m'invite à borner ma visite. Je le vois bien, avoue-le donc, la zone t'appelle, tu en as assez d'être avec moi; tu brûles de rejoindre tes roulottes; il y a encore des malades à guérir. Eh bien! vas-y donc, thaumaturge!

Le prêtre remit sa douillette pendant que Muzard prenait son chapeau et ils cheminèrent ensemble jusqu'à la petite porte entre-bâillée dans la palissade de la zone. Ce fut là qu'ils se quittèrent. L'abbé Naïm, avec son bon rire, murmura :

— Tu sais..., il est maudit.

— Ou bien tout se passe comme s'il l'était, fit le sceptique en s'en allant.

Cependant Désiré Coquard, qui achevait de déjeuner dans la cuisine, avait entendu le pas des deux amis se perdre dans l'escalier. A ce moment, il se leva de table et se mit à la fenêtre d'où il aperçut bientôt son maître et Muzard qui se serraient les mains sur le seuil de la zone, pendant que passaient à la barrière de lourds tombereaux dont les employés de l'octroi, armés de perches, pourfendaient le contenu.

Alors, paresseusement, il se dirigea, dans le corridor qui était obscur, vers la chambre de son maître et passa le bout des doigts sur la serrure pour s'assurer que la clef avait été enlevée. Par manière d'acquit, il essaya de tourner le bouton de la porte qu'il savait bien fermée. Puis il resta là de longues minutes. Il voyait, aussi nettement que s'il eût été dans la chambre, le petit placard situé à gauche de la cheminée, et dans ce placard probablement posée en vrac, à même les planches, cette liasse de papiers dont il n'avait imaginé le formidable prix que depuis la minute où, tout à l'heure, à table, son maître avait prononcé ce chiffre de quatre-vingt-dix mille francs. La sensation qu'il avait alors éprouvée vibrait encore dans toute sa chair.

Soudain il parut avoir un mouvement de vivacité et s'en alla recueillir les clefs de toutes les portes qu'il essaya d'introduire, à tour de rôle, dans la serrure close. N'y parvenant pas, il demeura longtemps encore debout devant l'obstacle, qui sourdement et terriblement exaspérait son désir. Ce ne fut qu'à la minute où la lassitude se fit sentir qu'il se rendit avec sa

mollesse ordinaire vers la salle à manger où la table n'était pas desservie. Il s'assit là et passa un long moment à demi couché sur la nappe, le visage dans les coudes. Le mirage d'une vie sans travail qui, pour lui, était le bien-être parfait, luisait à ses yeux.

Sans avoir le courage d'ôter les assiettes, il changea encore une fois de pièce et s'en alla dans le cabinet de l'abbé Naïm, où, au-dessus de la cheminée, il y avait une glace. Il vint s'y regarder. L'*Ecce Homo* posé sur le marbre le gênant, il fit l'effort de le soulever, de le déposer par terre et, au lieu de la Tête couronnée d'épines, la glace mira le blême visage aux yeux gris, aux lèvres minces qu'un sourire de complaisance illuminait. Il pensait à une amie de Ninette qui l'avait trouvé joli.

Deux heures s'écoulèrent ainsi. Quand il vit arriver l'instant où son maître pouvait rentrer, avec une rage secrète, il s'en fut enlever le couvert. Plus que jamais, le travail lui était odieux. Il avait maintenant les sentimens d'un riche qu'on obligerait injustement à des travaux bas et répugnans. En essuyant ses assiettes, il regardait par la fenêtre stationner à la barrière, parmi les camions de l'industrie, les automobiles entre lesquels il fixait son choix, car il avait su par Ninette le prix de certaines voitures d'occasion, et il faisait entrer cet achat dans le bilan de ses dépenses futures. Enfin, la soutane de l'abbé Naïm apparut contre la palissade verte. Il venait à grands pas pressés; Désiré Coquard, hypnotisé par sa vue, le dévorait des yeux avec une curiosité de brute. Un petit sourire bridait sa lèvre mince, puis il cracha sur le pavé de la cuisine et, du torchon qu'il tenait, essuya sa moustache naissante.

L'abbé Naïm montait l'escalier. Il pénétra dans l'appartement, et Désiré entendit le bruit de la clef grinçant dans la serrure de sa chambre : la porte close allait s'ouvrir ! Le jeune homme s'avança vers le corridor en allongeant le cou pour apercevoir la chambre. Mais déjà la porte était refermée, le silence régnait de nouveau.

« Il compte ses paperasses, » pensa Désiré.

A six heures, le domestique descendit. C'était le moment où il avait coutume d'aller chercher son lait, mais il disparut dans la rue d'Avron et ne rentra que beaucoup plus tard. Son maître ne s'aperçut même pas de son absence. Docilement,

quand Désiré l'appela, il vint à table où lui était servie une soupe au lait avec un reste de purée datant de la veille. Ses yeux étaient encore emplis de sa prière. Quelques minutes suffirent à son repas. Ensuite, il se rendit à son église pour les exercices du mois de Marie, où les enfans de la zone chantaient. Des hommes entraient, écoutant ces cantiques pendant quelques minutes, puis ressortaient. Et, comme l'abbé Naïm scandait de la main le chant des petits enfans, il reconnut dans un groupe, près du bénitier, un jeune apache qui lui avait été désigné l'après-midi comme l'auteur de l'assassinat d'une débitante, commis deux jours auparavant rue des Plâtrières, à Ménilmontant. Le jeune homme portait un paletot marron déteint, et sa cravate bleu ciel dénouée pendait de chaque côté de son col de chemise déboutonné. Il se vit regardé par l'abbé Naïm, détourna le visage, et, finalement, s'en alla, laissant invisiblement une blessure au cœur du prêtre.

Les cantiques finis, les enfans sortirent avec un bruit de galoches, épanouis d'avoir chanté à plein gosier. On éteignit les cierges de l'autel. L'abbé Naïm demeurait à genoux sur les marches du chœur, l'échine ployée sans un mouvement. La bassesse, le vice au milieu duquel il vivait, le submergeait par instans comme un flot noir, l'oppressait jusqu'à la souffrance physique. Et c'était alors que, pour châtier ses délicatesses, il demandait qu'On le plongeât plus à fond dans le bourbier, qu'On lui fît voir toutes les turpitudes, afin que sa charité, discernant toujours l'humanité douloureuse au milieu du cloaque, demeurât triomphante.

La lampe du sanctuaire restait allumée devant l'autel, éclairant faiblement l'église de planches. La veillée de l'abbé Naïm se prolongea très tard. Quand il rentra, Désiré Coquard était couché depuis longtemps dans l'étroit cabinet qu'il occupait au fond de l'appartement. Le prêtre, en franchissant le seuil de sa chambre, eut comme un réflexe : il ôta la clef qui était à l'extérieur et la prit pour fermer en dedans; puis, haussant les épaules à l'idée de se verrouiller comme la baronne Avignon, il fourra la clef dans sa poche.

Il avait repris ses mouvemens prestes, passa au cabinet de toilette pour sa douche du soir, se rhabilla, et, s'enroulant dans la couverture de cheval, s'étendit sur le plancher, pris par un de ces lourds sommeils d'enfant que lui méritait son âme sans

trouble. On aurait pu le voir se retourner plusieurs fois ; ceux qui ont connu le coucher sur la planche savent ces mouvemens du corps qui cherche, pour épouser la surface plane, à lui offrir dans la forme du squelette une autre surface plane que produisent certaines positions. Puis, peu à peu, la longue masse noire s'immobilisa ; les lampadaires électriques de la barrière versaient une lueur jusque dans cette chambre haute à travers la mousseline claire des rideaux. On voyait les murs blancs, le crucifix et le corps du prêtre endormi. Dehors, les tramways roulaient pesamment. Pas un bruit ne sortait de la zone, qui ne livrait rien du mystère de sa nuit.

Le lendemain matin, comme Muzard arrivait à neuf heures à son bureau, il trouva sur sa table une dépêche dont la lecture l'atterra :

« Monsieur le curé, très mal, vous demande. — Désiré Coquard. »

Il revit l'abbé Naïm comme il l'avait quitté la veille à deux heures aux portes de la zone. Très mal aujourd'hui ? Un accident, alors ?

Muzard tremblait de tous ses membres. Son émotion était si grande qu'il dut attendre de longues minutes avant d'aller solliciter de son chef la liberté d'une absence. Rien ne pouvait l'atteindre aussi profondément que ce qui touchait Naïm.

Dans le court trajet en taxi, la glace en lamelle lui renvoyait l'image de ses traits décomposés. Il se regardait sans se voir. Naïm malade le demandait. Il allait mourir, peut-être. L'idée de la vie sans l'amitié de Naïm parut soudain abominable à Muzard. En arrivant, il n'osa pas interroger la concierge. Mais un autre auto était arrêté devant la porte ; il pensa que ce pouvait être celui d'un médecin.

Là-haut, il ne dit qu'un mot en entrant :

— Qu'y a-t-il ?

Désiré, tout blême, claquait des dents.

Muzard, hors de lui, le secoua par le bras.

— Qu'y a-t-il ?

— Venez, monsieur, prononça enfin le jeune domestique.

Et il introduisit Muzard dans la chambre de son maître.

Un médecin et une religieuse étaient devant un lit. Ils s'écartèrent. L'abbé Naïm apparut couché à plat, la tête tombant

légèrement en arrière, la barbe noire étalée sur le drap. Ses yeux bougèrent et sourirent à Muzard.

— Monsieur, dit le médecin, notre blessé vous demande depuis ce matin. Vous êtes sans doute bien surpris de le voir en cet état. Nous sommes en présence d'un crime. Il paraît que, cette nuit, un apache s'est introduit jusque dans sa chambre, — je vous conte la chose pour éviter à notre blessé la fatigue de ce récit, — et que, M. l'abbé s'étant levé en sursaut, l'individu a fait feu. M. l'abbé, quoique blessé à l'épaule assez douloureusement, a pu le désarmer. Au bruit du coup de feu, le domestique était arrivé. Le criminel aurait alors pris la fuite. N'est-ce pas, monsieur l'abbé ?

— Oui, répéta l'abbé Naïm, il a pris la fuite...

— Ne parlez pas, monsieur l'abbé. Je n'ai pas pu encore extraire la balle introduite sous l'aisselle. Je viens de faire un premier pansement. Tout me fait croire que le poumon n'est pas intéressé, mais nous avons de la température, et cela me suffit pour interdire la parole. Rien que des signes. Je compte sur vous, monsieur, le meilleur ami du blessé à ce qu'il paraît, pour le décider à porter plainte contre ce bandit.

L'abbé Naïm secoua doucement la tête dans un geste de refus obstiné.

Après quelques conseils à la religieuse, le médecin partit.

— Ma sœur, implora le blessé, voulez-vous nous laisser seuls un instant?

A regret, la religieuse s'éloigna, elle aussi. Muzard et son ami restèrent en tête à tête. Une minute, ils se regardèrent en silence ; les yeux de Muzard étaient remplis d'angoisse, ceux du prêtre, d'une tendresse heureuse et sereine. Enfin, il prononça :

— L'argent !...

— Quoi? demanda Muzard oppressé.

— Je t'avais bien averti qu'il était maudit!

Puis, sur le ton bref des fiévreux :

— Appelle Désiré.

Muzard obéit, mais le jeune homme ne parut pas. Il dut l'aller chercher jusque dans sa cuisine, où il le trouva prostré sur une chaise, si défait qu'il se demanda s'il n'avait pas affaire à un autre malade.

— Mais, sapristi! venez donc, puisque votre maître a besoin de vous!

Désiré se leva, suivit Muzard, et l'on entendit un bruit de savates traînées sur le parquet. En ouvrant la porte de la chambre, à la vue de son maître, il eut un haut-le-corps qui le rejeta en arrière.

— Approche-toi, mon enfant, dit le prêtre.

Puis, à Muzard :

— Il va te raconter ce qui s'est passé ici cette nuit.

Désiré semblait n'avoir plus une goutte de sang dans les veines. De nouveau, ses dents claquaient, son visage était tordu ; il regardait son maître avec des yeux d'imploration.

L'abbé Naïm ordonna :

— Va, mon petit, dis tout, il le faut.

Alors, sans quitter des yeux le prêtre, comme un chien durement corrigé, qui n'a pourtant confiance qu'en celui qui l'a battu, Désiré articula péniblement :

— Cette nuit, à une heure du matin, M. le curé a été réveillé par un bruit qu'on faisait dans sa chambre. La clef de son placard grinçait dans la serrure. Il s'est levé brusquement. C'était... c'était moi... J'avais été pris de l'envie de cet argent qui se trouvait là...

Il se tut. Muzard était béant devant lui, étranglé par une muette fureur. De nouveau, les yeux de Désiré supplièrent ceux de son maître. Mais le prêtre fit un signe impérieux. Alors, par saccades, sans voix, il reprit :

— C'était plus fort que moi ; je ne sais plus ce que je pensais. Il me fallait cet argent, voilà tout. J'étais venu tout nu, parce que j'avais lu qu'ainsi, lorsqu'on a à se défendre, dans ces cas-là, on ne porte pas ensuite la trace de... la chose... sur ses vêtemens. Comme j'étais tout nu, M. le curé ne me reconnaissait pas. Et, quand il m'a reconnu, il m'a dit : « Qu'est-ce que tu fais là, Désiré ? » Alors la peur m'a saisi. Je me suis vu perdu. M. le curé était encore entortillé dans sa couverture. Il marchait sur moi. J'ai tiré.

— Canaille ! gronda Muzard, tu étais armé ?

Et, les poings crispés, il fit un pas vers le valet. Mais le bras de l'abbé Naïm sortit brusquement du lit, l'arrêta net. Désiré balbutia :

— J'ai tiré sans savoir ce que je faisais. J'ai cru que M. le curé allait tomber, mais il était resté debout et me regardait ; et moi, je ne pouvais plus tirer. J'étais comme para-

lysé. De son bras gauche, il m'a arraché le « machin » que je serrais toujours. Il m'a dit seulement : « Tu as voulu me tuer, Désiré? » Jusque-là, je me sentais comme si un autre que moi m'était venu dans la peau. Je ne me reconnaissais pas. Mais, à mesure que M. le curé me parlait, ça changeait. Je me demandais comment j'avais pu faire ça. M. le curé m'a dit beaucoup de choses qui me faisaient revenir. Puis il a vu que je grelottais et il m'a dit : « Tu vas avoir froid. » A ce moment je l'ai vu qui se raccrochait à la cheminée comme un homme qui a bu, ensuite il est tombé tout d'une masse. J'ai cru qu'il était mort. J'ai encore eu peur, j'ai voulu m'en aller, mais je ne pouvais pas. J'ai couru chercher mon matelas, vu qu'il n'y en a pas d'autre dans la maison, et j'ai traîné M. le curé pour le coucher dessus. Alors il m'a regardé et puis il m'a demandé après M. Muzard.

— Tu es une canaille, prononça Muzard hors de lui-même.

— Muzard, dit doucement le prêtre, je lui ai pardonné, pardonne-lui aussi. Nul autre que nous ne saura la vérité. Il fallait que tu la connusses pour que toute la malice de l'argent t'apparût... la malice de l'argent... qui l'avait empoisonné...

COLETTE YVER.

*(La cinquième partie au prochain numéro.)*

# IMPRESSIONS D'UN COMBATTANT

## NOTES DE ROUTE

### III[1]

Des événemens qui, dans ce temps où l'imprévu est banal, trouvent moyen d'être tout à fait romanesques, m'ont privé, depuis plusieurs mois, du plaisir de continuer pour mes lecteurs ces petites « impressions de guerre » que je leur avais envoyées d'Alsace. Ce n'est point que les impressions m'aient manqué depuis lors; elles ont été au contraire à tel point nombreuses et intenses que le temps m'a fait défaut pour les écrire et presque pour les penser. Les choses sont si étrangement organisées sur cette planète que la pensée, du moins la pensée spéculative, et l'action sont presque exclusives l'une de l'autre. De là vient que les hommes qui vivent les aventures les plus étonnantes n'ont point le loisir de les narrer, et que ceux à qui est dévolu l'honneur d'en faire le récit, n'en ont la possibilité que parce qu'ils n'y ont guère été mêlés. Je tâcherai quelque jour de faire une exception à cette règle et l'histoire que je dirai alors tiendra à la fois d'un conte de Voltaire et d'un roman de Jules Verne, — avec, hélas! le talent en moins. A défaut de cela, ce conte, ce roman aura du moins l'avantage d'avoir été réellement vécu. En attendant, je vais tâcher de donner ici quelques-unes de ces choses vues, quelques-uns de ces tableaux vivans que la guerre fait défiler chaque jour devant mes yeux. Je me

(1) Voyez la *Revue* du 15 septembre et du 1er novembre 1914.

garderai d'ailleurs, dans un sentiment facile à comprendre, de toute indication précise sur les lieux où j'ai passé, sur les détachemens dont j'ai fait partie et sur celui que j'ai maintenant l'honneur de commander.

***

On a beaucoup parlé, depuis le commencement de cette guerre, des avantages de notre artillerie, de ses effets foudroyans, des causes de sa supériorité. Notre 75, en particulier, est devenu une sorte de génie populaire et merveilleux qui fait un peu tort peut-être à ses grands frères, le 105, le 155, le 120, à ses aînés, le 90, le 95. Je demande la permission, avant d'aller plus loin, de définir, d'après ce que j'en ai moi-même observé, quelles sont les causes probables de notre supériorité en artillerie, et pourquoi elle fait des ravages bien plus considérables que l'artillerie ennemie. Je le ferai en m'abstenant autant que possible de toute discussion trop technique. Il n'est rien d'ailleurs, pas plus en artillerie qu'en aucune autre science, — l'artillerie est bien une science, — qu'on ne puisse exposer clairement aux gens les moins avertis, lorsqu'on le conçoit lucidement.

Rien n'est plus joli que de voir fonctionner une batterie de 75, comme celle que nous actionnons ici même. Les quatre pièces sont là, parallèles, à une douzaine de mètres l'une de l'autre, la crosse et les freins de roues solidement enchâssés par le recul dans la terre grasse d'un champ de betteraves. Pauvres betteraves! Combien de millions êtes-vous, dans ce coin de France, que nulle main de fraîche paysanne ne déterrera cette année, et qui pourrirez sur place, à peine honorées parfois du coup de dent dédaigneux d'un sous-verge ou d'un porteur, loin des cuves fumeuses où l'on cristallisa vos aînées en parallélipipèdes de sucre odorant. Pour l'instant, les rudes semelles des canonniers vous meurtrissent de leurs clous; les longues douilles de cuivre éjectées des culasses fumantes vous écorchent en bondissant. C'est dans le coin le plus creux du champ de betteraves que sont accroupies les quatre pièces; car, aujourd'hui, ce n'est plus sur les sommets qu'on se met pour tirer, mais dans les plis les plus profonds du terrain, où l'on ne peut pas voir le but sur lequel on tire; car, si on le voyait, on en serait vu, on n'en serait pas *défilé*. Voilà le grand mot lâché! Se défiler, être défilé, c'est presque tout l'alpha et l'oméga de l'artillerie moderne. Dans cet

art étrange de lancer à grande distance des masses de fer ornementées de cuivre sur l'adversaire, le tout, ou presque, est que celui-ci ne sache pas où envoyer sa riposte. Et, pourtant, il faut un œil à la batterie ; cet œil, c'est le capitaine qui, placé sur une éminence voisine, dans un fourré derrière un buisson, voit le but à la jumelle et règle son tir en donnant ses ordres par téléphone à ses chefs de pièce. Le canonnier ne voit donc pas en général le but sur lequel il tire ; il n'a point la satisfaction du sabreur ou du fantassin, qui sait les hommes qu'il tue; masqué de l'horizon, frappant sur l'invisible, recevant des projectiles qui tombent d'on ne sait où, il lui faut plus qu'à tout autre le courage passif, il lui faut plus qu'à tout autre la confiance en son chef, qui seul voit et sait.

C'est donc par téléphone que le capitaine donne ses ordres à la batterie. A cet égard comme à beaucoup d'autres, la guerre a modifié les habitudes réglementaires, et on ne voit plus guère, si même on en voit encore, de ces canonniers « signaleurs, » pareils à des télégraphes Chappe qui seraient bottés de cuir, et transmettant de 100 en 100 mètres, par des gestes énormes et un peu ridicules des bras, la pensée directrice du chef. A l'école des Boches (1), nous avons vite appris à nous servir du téléphone que certains techniciens misonéistes vouaient naguère au mépris. Il faut même avouer que, parmi les téléphones de batteries, ceux que nous avons pris à l'ennemi sont entre les meilleurs. Il n'est plus aujourd'hui une batterie qui ne soit reliée téléphoniquement à son poste d'observation, à son groupe, à son colonel, et quand tout va pour le mieux, à l'infanterie qui la couvre. Tout cela fait un immense réseau, qui court tout le long du front, portant partout les ordres et les renseignemens, synchronisant les actions et, pareil à ces longues toiles d'araignées qui, dans les maisons abandonnées, — il en est beaucoup, hélas ! en ce moment, — bordent les vitres brisées.

Tout à côté de chaque pièce, le caisson est là, vêtu de fer gris comme elle, rabattu vers le sol et ouvrant largement les volets blindés de ses armoires où, comme les bouteilles de vin

(1) On dit que ce mot a le don d'exaspérer nos ennemis. Malgre cela..., ou pour cela, je me permettrai de l'employer ici, d'abord parce qu'il est bref et je ne sais pourquoi expressif, ensuite parce qu'il n'a rien de grossier ni d'injurieux, sa signification exacte n'étant même pas connue et les étymologistes eux-mêmes y ayant perdu leur latin.

vieux dans un cellier, les obus reluisans s'étagent dans leurs logemens circulaires et profonds. Les six servans sont à leur poste; c'est de l'exacte coordination de leurs mouvemens que dépendent l'exactitude et la vitesse du tir : les deux *pourvoyeurs* agenouillés par terre, chacun derrière une des armoires du caisson, le *déboucheur* entre les deux; ils placent continuellement les obus qu'ils saisissent dans les *ogives* du *débouchoir*. — Mais il faut que j'ouvre ici une parenthèse, car il est à craindre que ceux de mes lecteurs et lectrices qui n'ont pas été artilleurs ne comprennent rien à ce charabia. Voici donc ce qu'est le *débouchoir* et à quoi il sert : nul n'ignore que les projectiles d'artillerie ont aujourd'hui à peu près la forme d'un cylindre terminé par une pointe *ogivale*. Jadis ils étaient de forme ronde, et on peut remarquer à ce propos qu'ils ont suivi dans leur évolution la même marche que le style architectural des églises dont les cintres, d'abord ronds dans le style roman, se sont allongés en ogive dans le gothique. Donc les projectiles sont aujourd'hui gothiques, et l'ogive qui les termine porte à son extrémité la *fusée*. Celle-ci est une petite merveille de mécanique, qui déclenchera, au moment voulu, l'explosion de l'obus. — Je suis d'ailleurs obligé d'ouvrir ici une nouvelle parenthèse pour distinguer les diverses sortes d'obus ; pendant ce temps, notre batterie aura le temps de tirer des milliers de projectiles, mais nous la retrouverons quand même, puisqu'elle est depuis des mois immobile à la même place.

L'obus *fusant* ou *shrapnell*, du nom de l'officier anglais qui, dit-on, l'imagina, est destiné à éclater en l'air à une certaine hauteur au-dessus de l'objectif (1) et à projeter sur lui les balles de plomb dont il est rempli. Le shrapnell est donc lui-même une sorte de petit canon en miniature qui se promène dans l'espace à une très grande vitesse et, arrivé à une certaine hauteur au-dessus de l'ennemi, projette sur lui en une gerbe

(1) Voici encore un mot qui revient comme un *leitmotiv* wagnérien dans les conversations d'artilleurs. Un régiment, un convoi, une batterie, un ouvrage ennemis sont, à des titres divers, des objectifs, c'est-à-dire des objets destinés à être démolis par les canons. Cette façon de considérer des choses aussi diverses uniquement sous l'angle de celui qui tire est réellement la moins objective qui soit. Bizarreries du langage! Rien de plus pittoresque que d'entendre mon colonel racontant une certaine journée de septembre où ses canons en deux heures démolirent cinq mille soldats de la Garde prussienne s'avançant en rangs serrés, et dont pas un n'échappa ; rien de plus amusant que de l'entendre dire avec un grand sang-froid : « Jamais je n'avais vu un aussi magnifique objectif... »

meurtrière les petits projectiles dont il est chargé et dont la vitesse propre, s'ajoutant à celle de l'obus lui-même, est suffisante pour perforer la tête la plus solide et la plus carrée qui soit.

Le mécanisme de la fusée a pour but de faire éclater le shrapnell au moment voulu et à la hauteur la plus convenable. Sans entrer dans aucun détail, il nous suffira de dire que ce mécanisme est déclenché par des ressorts qui s'arment automatiquement au moment du départ du coup, et par un petit cordon de poudre qui brûle dès ce moment-là, met le feu quelques instans après à la chambre de poudre placée au fond de l'obus et fait éclater celui-ci. Le nombre de ces instans, c'est-à-dire le temps qui sépare le départ de l'obus de son éclatement, dépend uniquement de la longueur utile de ce petit cordon de poudre. On règle à volonté celle-ci au moyen d'un trou que l'on perce dans la fusée et qui la débouche, c'est à dire la met, à cet endroit, en communication directe avec l'amorce qui enflammera le cordon de poudre, sans qu'il soit besoin de la combustion du reste du petit cordon. Le *débouchage* de la fusée se faisait jadis à la main au moyen d'un emporte-pièce, et suivant les indications du capitaine ; le *débouchoir* est un merveilleux appareil que manie le déboucheur et qui fait maintenant cette opération automatiquement, avec une précision et une vitesse bien supérieures. Dans l'artillerie de campagne allemande, on continue à déboucher à la main ; on n'y a pas le débouchoir, et c'est une des raisons de la supériorité de la nôtre.

Il est doux de battre l'ennemi avec les armes qu'il a forgées lui-même ; et c'est pourquoi nos téléphones de batteries boches nous sont si précieux. Il faut jouir de ce qu'il a pu faire de bien et le mettre hors d'état de faire autre chose. Si nous voulons écraser à jamais l'Allemagne sanguinaire et sa tyrannie belliqueuse, c'est peut-être, en un certain sens, parce que la musique allemande nous a été parfois agréable. Tout justement depuis 1870, depuis qu'elle s'est lancée dans sa mégalomanie bardée de fer, l'Allemagne n'a réellement plus produit ni un grand musicien, ni un grand penseur. En lui rognant pour toujours ses ongles tachés de sang innocent, en muselant sa mâchoire féroce, en l'empêchant de consacrer jamais dans l'avenir son activité à d'autres choses qu'aux arts de la paix,

qu'aux choses utiles où elle excellait jadis : la fabrication de la musique et de la bière, nous lui voulons presque autant de bien qu'à nous-mêmes.

Mais je reviens à mes moutons, qui sont souvent des moutons enragés, — à mes canonniers, veux-je dire. Voilà donc les deux pourvoyeurs et le déboucheur derrière leur caisson, tout le corps immobile et les mains seules actives; devant eux ils n'ont pour horizon que leur caisson petit à petit vidé, près d'eux, les obus allemands éclatent, ils ne bougent pas, sauf pour tomber quand ils sont atteints, tout à leur besogne mécanique. En voyant dans des momens critiques ces pauvres soldats stoïques et comme indifférens, je m'imagine parfois que leur humble caisson est l'autel même de la patrie, et que c'est un sentiment religieux qui les a jetés là agenouillés et silencieux dans le parfum d'encens que fait la poudre. A côté d'eux, les trois servans de la pièce, le chargeur, le tireur, le pointeur, sont derrière celle-ci. Le premier prend rapidement des mains du déboucheur l'obus qu'il lui tend, et, solidement campé sur ses jambes écartées, d'un geste rapide et large qui sème... qui sème la mort, le projette dans la culasse que le tireur a ouverte. Vite celui-ci la referme en claquant, saisit le tire-feu et le laisse retomber, puis immédiatement rouvre la culasse dont la douille de l'obus s'éjecte instantanément. Au début de la campagne, nous abandonnions les douilles sur les champs de bataille ; maintenant, on les recueille précieusement, non pas que nous soyons, comme l'Allemagne, à la veille de manquer de cuivre, mais parce que ces douilles toutes prêtes serviront demain à fabriquer plus vite de nouveaux obus. Pendant ce temps, le pointeur, qui est le regard même de la pièce, courbé à gauche de celle-ci, l'œil à son collimateur de pointage, la main à une vis ou à une manivelle, modifie, suivant les données du capitaine, la direction, ou ramène instantanément, après chaque coup, la pièce à sa position. Pour cette dernière besogne d'ailleurs, son rôle est plutôt de contrôle que d'action. Grâce au frein hydropneumatique, solidaire du canon, et qui avec celui-ci recule après chaque coup dans une glissière sur l'affût, le 75 revient à peu près rigoureusement dans sa position après chaque coup. Le pointeur se borne à vérifier qu'il en est bien ainsi en visant un but auxiliaire, toujours le même, un arbre ou une maison lointaine, par exemple, et en corrigeant d'un léger mouvement de vis de rappel le petit déréglage, s'il y a

lieu. L'artillerie de campagne allemande, au contraire, n'a pour ramener le canon sur l'affût qu'un frein à ressort et, après chaque coup, il faut refaire le pointage exact. De là chez nous une bien plus grande exactitude et une plus grande rapidité de tir, et ceci est encore une des causes de la supériorité du 75.

Avec des servans bien dressés, on arrive à tirer ainsi facilement une trentaine de coups par minute et par pièce. On conçoit que, pour faire en deux secondes toutes les opérations dont je ne viens de décrire que les plus importantes, il faille une coordination parfaite, un synchronisme complet entre les mouvemens des servans. Pour compléter ce tableau, mettez, derrière le groupe des servans en action et, à quelques pas, le maréchal des logis, chef de pièce, qui surveille tout, rectifie au besoin un détail, remplace le servant qui tombe, mettez sur la pièce et le caisson des branchages destinés à les dissimuler à la vue des avions, imaginez derrière chaque canon une sorte de terrier recouvert de rotins et de gazon où les hommes se réfugieront à l'occasion, multipliez par quatre ce premier tableau en mettant à la gueule de chaque pièce une brève langue de flamme intermittente et un très ténu panache de fumée, et vous aurez l'image d'une batterie de 75 dans le feu de l'action. Voilà ce qu'on voit. Voici maintenant ce qu'on entend : tout d'abord les commandemens qui, du capitaine par le téléphoniste vont aux chefs de section, et qu'il serait trop long d'expliquer ici : « Par la droite par batterie, correcteur 18, 3500... Augmentez l'échelonnement de 5, correcteur 18, 3900... Tir progressif, correcteur 20, fauchez double !... etc. » Voilà pour les hommes. Je ne parle pas des cris des blessés, nos blessés ne crient pas, et c'est encore une des choses les plus étonnantes de cette guerre que je n'ai jamais entendu un blessé se plaindre. J'en ai vu des centaines râler, divaguer même, j'ai entendu les hoquets lamentables des pauvres poitrines trouées et où le sang qu'elles vomissent ne laisse plus passage à l'air ; mais je n'ai jamais entendu un blessé se plaindre. C'est incroyable, et cela est. Voici maintenant la musique que font les choses : c'est d'abord le claquement périodique des culasses qui s'ouvrent et se ferment, le bruit métallique des douilles éjectées tombant sur le sol ou la crosse du canon ; c'est surtout le coup de canon lui-même. Il est pour le 75 bref et coupant comme un coup de fouet et douloureux aux tympans non aguerris ; puis, de suite, c'est le long

sifflement grave que fait l'obus dans les airs ; on dirait un hululement lugubre de la bise et, lorsque les pièces tirent ensemble, c'est un peu comme une longue rafale bruissante dans une forêt d'automne sans feuillage. Puis le grave sifflement s'atténue, et c'est soudain le roulement sourd de l'obus, qui éclate là-bas chez l'ennemi. Le son de l'éclatement est très différent de celui du départ ; avec un peu d'exercice on ne s'y trompe pas ; autant celui-ci est bref, décisif et catégorique, autant l'éclatement est prolongé, disséqué en grondemens juxtaposés, comme si chacun des éclats de l'obus apportait sa note à cette grave symphonie.

Mais voilà que les Boches ripostent ; ils ont mal repéré la batterie, car leurs obus passent au-dessus de nos têtes et vont éclater 200 mètres en arrière de nous. Nous pouvons donc analyser à notre aise, et en amateurs, l'âpre défilé des « marmites » et des « crapouillots. » — C'est par ces expressions imagées que nos hommes désignent les obus ennemis, surtout les obus de gros calibres. D'où viennent ces termes nouveaux en artillerie, je l'ignore ; il y a même toute une terminologie qui en dérive ; on raconte maintenant couramment le soir qu'on a été « crapouilloté. » Voilà un néologisme qui n'est peut-être pas près d'entrer au Dictionnaire de l'Académie. Pourtant il a bien gagné ses lettres de grande naturalisation. Quant aux « marmites, » on ne sait pas davantage d'où dérive cette appellation. Certaines personnes en mal d'explication ont prétendu que les obus allemands de gros calibres ont la forme de soupières. C'est apparemment qu'elles n'en ont jamais vu de près, et je les en félicite sans les envier. Je croirais plutôt que le mot vient de ce que les Allemands, qui ne sont pas, surtout depuis quelques semaines, très riches en munitions, ont pris l'habitude en nombre d'endroits de nous faire leur expédition journalière de fer (en grande vitesse, s'il vous plaît), de préférence à l'heure où dans les cantonnemens, les tranchées, les batteries, il y a le plus de circulation, le plus d'hommes non abrités, c'est-à-dire à l'heure de la soupe. Ce sont donc des marmites pour la soupe qui arrivent à propos. Si maintenant on s'imagine que cette régularité dans les heures d' « arrosage crapouillotesque » a jamais fait qu'une escouade ou une pièce ait retardé ou avancé d'une demi-heure les heures habituelles de la soupe, c'est qu'on connaît mal la charmante et dédaigneuse insouciance du danger qui caractérise nos soldats.

J'en reviens donc à l'arrivée des marmites allemandes. Ces grosses personnes s'annoncent par des bruits variés qui permettent de les identifier assez facilement d'avance. C'est d'abord le petit et négligeable 77, le petit obus de campagne boche, je dis petit, parce que, plus grand que notre 75 par les dimensions, il est bien plus petit par les effets. Celui-là s'annonce par un sifflement assez aigu et continu. Au contraire, les grosses marmites allemandes, celles qui ont 15 centimètres, ou 22 ou 30 de diamètre à la base, celles qui pèsent une centaine de kilos ou davantage s'annoncent par un sifflement beaucoup plus grave et qui a ceci de très particulier d'être intermittent: ch... ch... ch... ch... ; on dirait de grosses locomotives poussives qui avancent péniblement. Cela fait peine à entendre, et nous sommes tous dans des transes que les pauvres n'arrivent jamais à destination et restent suspendues entre ciel et terre.

Je dis que les obus allemands (comme sans doute aussi les nôtres, pour les gens qui sont de l'autre côté de la barricade) s'annonçent par leur sifflement dans l'air. On entend ce sifflement souvent assez longtemps (jusqu'à une dizaine de secondes) avant l'arrivée du projectile; la raison en est simple : le sifflement de l'obus est produit par son frottement contre l'air; ce bruit nous arrive à travers l'atmosphère en ligne droite avec la vitesse du son qui est d'environ 340 mètres par seconde. Le projectile, lui, nous arrive moins vite, d'abord parce qu'il ne se propage pas suivant une ligne droite, mais suivant une courbe, ensuite et surtout parce que, à la fin de leur trajectoire, les obus ont en général une vitesse moyenne bien inférieure à celle du son. Cela dépend d'ailleurs de la nature de la pièce et de la distance à laquelle on tire. Si la pièce est un obusier, c'est-à-dire a une longueur faible par rapport à son calibre, la vitesse moyenne du projectile est inférieure à celle du son presque dès sa sortie de la pièce; il n'en est pas de même avec les pièces à longue portée qui sont, proportionnellement à leur calibre, beaucoup plus longues (1). Pour fixer les idées, je citerai une remarque que j'ai faite plusieurs fois : lorsque notre pièce de 90 (notre ancienne

(1) En somme, il y a à peu près la même différence entre l'obusier et la pièce à longue portée qu'entre le revolver et le fusil ; dans l'un et l'autre cas, le rapport de la longueur au calibre augmente de la première arme à la seconde, et partant sa portée. (J'entends ce dernier mot dans son sens ordinaire, car, en artillerie, le mot portée veut dire tout autre chose.)

pièce de campagne qui rend actuellement de réels services) tire à 3 400 mètres, j'ai constaté, étant près de la pièce, qu'il s'écoule environ 20 secondes entre le départ du coup et le moment où on entend son éclatement. Le bruit de celui-ci mettant environ 10 secondes à me parvenir (puisque 3400 mètres égale dix fois la vitesse du son), il s'ensuit que le projectile met un temps égal à parcourir 3 400 mètres. Il s'ensuit donc que si une pièce analogue au canon de 90 (et il représente assez bien comme portée utilisable la moyenne des pièces employées dans cette guerre) tire sur moi, à une distance inférieure à 3400 mètres, le projectile me viendra du canon plus vite que le son, et je recevrai l'obus ou plutôt, — et de préférence, — je l'entendrai éclater près de moi, avant d'avoir entendu le départ du coup. Si, au contraire, il tire sur moi à distance plus grande, j'entendrai d'abord le départ du coup, et, quelque temps après, l'arrivée de l'obus, ce temps étant d'ailleurs d'autant plus long que la distance est plus grande. Or, en fait et en général, surtout dans la guerre telle qu'elle se poursuit depuis quelques semaines, on tire à des distances beaucoup plus considérables. Lors donc qu'une batterie allemande tire sur nous et s'est signalée par l'arrivée d'un premier obus, on a généralement le temps, dès qu'on entend partir le coup suivant, de se mettre dans les abris qui sont creusés un peu partout, bien avant qu'il n'arrive. Si même on n'entend pas le départ du coup, le sifflement de l'obus, en vertu des mêmes phénomènes, précède celui-ci assez longtemps pour qu'on puisse prendre ses précautions. Lorsque le coin où ils se trouvent est particulièrement visé, j'ai vu les hommes prendre, suivant les cas, dans cette circonstance, les attitudes les plus variées ; les uns, quand il y a des abris, s'y blottissent tranquillement; d'autres ne daignent pas même changer de place ; d'autres, qui sont à cheval, en descendent sans hâte pour être plus près du sol ; d'autres se couchent sur le ventre ou sur le dos. Il y a en effet grand intérêt à dépasser le moins possible la surface du sol, lorsqu'un obus, du moins un obus explosif, arrive. — Mais je suis obligé d'ouvrir ici une nouvelle parenthèse pour expliquer d'un mot ce qu'est cet obus.

Nous avons vu que l'obus fusant est construit de façon à éclater en projetant les balles qu'il enferme, à une certaine hauteur au-dessus du sol. L'obus explosif au contraire est fait, ainsi que sa fusée, de manière à n'éclater que lorsqu'il rencontre un

obstacle solide (le sol, un mur, un arbre, etc.). Cet obus contient une forte charge de poudre qui le fait éclater en un grand nombre de fragmens et ce sont ces fragmens projetés de tous côtés qui font les affreuses blessures d'obus si difficiles à guérir, à cause de leurs formes déchiquetés comme celle de l'éclat perforant qui les a produites. Lors donc qu'un obus explosif allemand arrive sur le sol (je ne parle que de l'obus allemand, car le notre se comporte différemment, comme nous verrons), il éclate dans tous les sens, mais une grande partie de ses éclats entre dans la terre et agrandit seulement le trou formé par le poids de l'obus en tombant ; de la sorte, les éclats qui sont projetés en l'air arrivent à ne former qu'une gerbe conique assez étroite. Si on est à quelques mètres de cette gerbe, on a des chances de n'être pas atteint et d'être seulement éclaboussé de terre et peut-être projeté sur le sol par le déplacement d'air. Si on est plus près et dans la zone de la gerbe, il n'y a plus qu'à faire avancer les brancardiers. Mais la gerbe d'éclatement est évidemment étroite à la base et va en s'évasant vers le haut : on a donc d'autant moins de chance d'être touché par elle qu'on est moins haut au-dessus du sol, et c'est pourquoi, dans ces conjonctures, un grand nombre de soldats se couchent. Il est arrivé ainsi que de grosses marmites boches tombent à moins de 1 mètre de soldats couchés sans les atteindre. Par exemple, si elles tombent exactement sur eux, on n'aura pas la peine de chercher leur médaille d'identité...

Quant à moi, j'ai toujours trouvé que le sifflement avertisseur d'un obus boche qui s'avance est un bruit désagréable, et je préférerais n'être point averti. Rien n'est plus agaçant, surtout lorsqu'on a l'honneur de commander des soldats de France, et que l'exemple qu'on leur doit donner et le souci de ne point surmener son brosseur vous interdisent de vous vautrer dans la boue, rien n'est plus désagréable que ce bruit de tuyau d'orgue qui s'avance vers vous pas très vite. « Tombera-t-il à gauche, à droite, en avant, en arrière... ou juste sur moi ? » C'est une charade acoustique qu'on ne se résout point à ne point pouvoir résoudre.

Il y a pourtant des exceptions à la règle, qui font que généralement on est averti de l'arrivée des obus allemands par le départ du coup : il nous a été donné plusieurs fois d'avoir affaire à des batteries très rapprochées tirant d'un tir tendu et

dont on n'entendait partir le projectile qu'après l'avoir entendu éclater à son arrivée. C'est un paradoxe acoustique bizarre, mais tout n'est-il pas, peu ou prou, paradoxal en ce moment?

Mais ce qu'il y a de plus étourdissant dans la musique infernale d'un combat d'artillerie, c'est, sans concurrence possible, l'éclatement tout proche d'une grosse marmite boche. Toutes les grosses caisses, toutes les cymbales réunies du plus wagnérien des orchestres n'en pourraient donner qu'une pauvre idée. Les gros obus d'outre-Rhin font toujours bien du fracas, s'ils ne fracassent pas toujours.

Lorsqu'on a la chance, comme cela nous est arrivé parfois, que le sifflement des balles se mette de la partie, alors la symphonie est complète. Le « pftt » flûté et furtif des balles est presque une douceur à côté de la grosse pétarade, et il m'a souvent incité à des remarques curieuses sur la physique, — car si, à l'heure qu'il est, on ne peut faire en morale que des réflexions un peu attristantes, il n'en est pas de même en physique. Par exemple, tous ceux qui ont entendu siffler les balles à quelques centimètres de leur oreille ont remarqué que le sifflement commence par être très aigu, puis prend brusquement un timbre beaucoup plus grave avant de s'évanouir. La raison en est simple : pendant que la balle se rapproche de l'oreille, la longueur des ondes sonores qu'elle nous envoie est diminuée de sa vitesse ; les ondes sont donc plus courtes que si la balle était immobile, donc le son plus aigu. Au contraire, lorsque la balle nous a dépassé et s'éloigne, sa vitesse s'ajoute à la longueur des ondes sonores qu'elle nous envoie, donc ces ondes sont plus longues, et le son est plus grave. C'est le même phénomène qui fait que, lorsqu'un express traverse une gare à toute vitesse en sifflant, les voyageurs placés sur le quai remarquent que le son du sifflet devient brusquement plus grave dès que la locomotive les a dépassés.

Lors donc que le son d'une balle qui siffle devient plus grave, c'est que cette balle nous a déjà dépassé ; ce n'est pas celle-là qui nous tuera. Il y a dans cette remarque de quoi abréger d'un temps non négligeable, — quelques centièmes de secondes, — l'angoisse de ceux qui n'aiment pas beaucoup le sifflement, pourtant si musical et discret, des balles à leur oreille.

Départs enflammés et tonitruans de nos obus, leur long hululement de bise dans les airs, leur éclatement joyeux sur

l'ennemi, riposte de ses gros obusiers, sifflement intermittent ou continu des obus de divers calibres qui approchent, leur éclatement fantastique, le petit bruit de flûte des balles qui filent entre leurs grandes sœurs, les marmites, comme font les astéroïdes parmi les grosses planètes ; au milieu de tout cela, des ordres brefs et le cliquetis des culasses et des douilles, telle est la musique étrange et magnifique de la bataille, fanfare énorme et violente, hymne de folie, de douleurs et d'espérances.

*
* *

Au début de la guerre, lorsque les armées se déplaçaient rapidement, notre 75 a dû une bonne partie de sa supériorité à sa rapidité de tir provenant, comme nous venons de le voir, surtout du frein hydropneumatique d'une part, du débouchoir de l'autre. Mais cette supériorité avait d'autres causes encore que l'on oublie, ou que l'on ignore généralement, dont participent aussi nos autres canons de tous calibres et qui peuvent se résumer d'un mot : *nos projectiles sont, toutes choses égales d'ailleurs, bien plus efficaces que les projectiles allemands.* Nous allons expliquer pourquoi, d'après les constatations mêmes que nous avons faites sur les champs de bataille. Il n'est d'ailleurs pas étonnant que les écrivains militaires aient l'habitude d'attribuer exclusivement la supériorité du 75 à sa maniabilité et à sa vitesse de tir, cette supériorité-là résultant immédiatement de la comparaison de matériels adverses qui, en temps de paix, pouvait seule être faite. Quant à la comparaison des effets produits, elle ne pouvait être faite qu'*in anima vili.* Elle prouve, ainsi que nous allons voir, que si notre artillerie de campagne conserve sa supériorité, même lorsqu'elle n'use pas de son tir rapide, comme c'est souvent le cas dans la guerre de siège actuelle, et si d'autre part notre artillerie lourde n'est pas inférieure à celle de l'ennemi pourtant plus nombreuse, c'est dû surtout à la qualité de nos projectiles et de nos explosifs.

Considérons successivement à cet égard le shrapnell et l'obus explosif. Le premier est exclusivement employé contre les objectifs vivans (hommes, chevaux) sur lesquels il projette à bonne hauteur sa gerbe de balles. Or, deux choses assurent, à calibre équivalent, une supériorité nette à notre shrapnell sur celui des Allemands. D'une part, les petites balles de plomb de celui-ci (en particulier pour l'obus de 77) sont d'un diamètre et

partant d'une masse bien inférieure à nos balles de shrapnell. Il est évident, dans ces conditions, que leur force vive est moindre, et que les blessures causées par elles sont beaucoup moins étendues et partant moins graves. D'autre part, et surtout, le corps de notre obus à balles est beaucoup mieux fait que celui de l'obus allemand : pour produire son effet maximum, le petit canon aérien qu'est le shrapnell doit naturellement projeter sa charge de balles, vers l'avant, avec la plus grande force possible. Pour cela, il doit rester intact et ne s'ouvrir qu'à son extrémité antérieure. Si la poudre qu'il contient et qui ne doit faire éclater que l'extrémité ogivale de l'obus et chasser, par l'ouverture produite, les balles ; si cette poudre fait éclater en même temps le corps de l'obus lui-même, il est évident qu'une faible partie seulement de la force explosive projettera les balles à l'extérieur. D'autre part, celles-ci n'étant plus projetées toutes vers l'avant, c'est-à-dire dans la direction où la vitesse de l'obus s'ajoute exactement à la force explosive de la poudre, elles n'auront pas leur maximum d'effet meurtrier. *Un shrapnell dont le corps d'obus éclate est comparable à un canon qui éclaterait au moment du tir : ses effets seront beaucoup moins grands.* Or, un très grand nombre de shrapnells dont les Boches nous font de temps en temps l'envoi gracieux éclatent complètement au moment de fuser. Nous en avons ramassé des quantités autour de nous, dont le corps était tout déchiqueté ; cela tient à ce que leur charge de poudre est mal calculée, à ce que les parois de l'obus sont trop minces, ou surtout à ce qu'elles sont en acier de mauvaise qualité. Camelote allemande ! Nos shrapnells au contraire, à de rares exceptions près, n'éclatent pas, et nous avons souvent le plaisir, lorsque nous les suivons sur le terrain qu'ils nous ont conquis, de trouver leurs minces cylindres intacts, tout juste décapités de leur ogive et pleins de la bonne terre de France dont ils ont gavé leur corps élégant en touchant le sol. Si on y jetait quelques graines, cela ferait dans quelques semaines de bien jolis pots de fleurs sur les cheminées.

Mais c'est surtout dans nos terribles obus explosifs que réside l'efficacité terrifiante de l'artillerie française. Nous avons vu que les « marmites » allemandes forment fougasse en tombant sur le sol et y creusent un entonnoir dont les bords limitent étroitement la gerbe explosive vers l'extérieur ; il s'ensuit que cette gerbe constitue une zone dangereuse assez limitée. Rien de plus

élégant d'ailleurs, — lorsqu'on la voit à un nombre de mètres suffisant pour que le sentiment esthétique ne soit mélangé d'aucune autre préoccupation plus terre à terre, — rien de plus élégant que cette gerbe élancée et s'évasant vers le haut comme un long calice de primevère. Mais malheur à ceux dont la bouche a touché ce calice ! Lorsque la marmite éclate le long d'un mur, il arrive que ses éclats y dessinent avec exactitude la forme parabolique de la gerbe qu'ils forment, et j'en ai vu parfois, de ces paraboles meurtrières tracées comme au burin sur la blancheur d'un mur et assez pareilles à certaines queues de comètes. Nos obus explosifs se comportent de façon très différente : leur fusée est construite de telle sorte que l'éclatement ne se produit pas à l'instant précis où l'obus touche le sol, mais seulement un peu après. Pour un tir assez tendu comme est celui du 75, l'obus arrivant à terre sous une faible inclinaison y creuse seulement un léger sillon et rebondit en l'air. La fusée est faite de manière que l'explosion ait lieu à cet instant même. Les éclats du projectile sont alors disséminés dans tous les sens et surtout vers le bas et dans un grand rayon en produisant le terrible *coup de hache* du 75, qui fauche et déchiquette tout ce qui est dans son cône d'action. Les obus explosifs allemands projettent leur gerbe vers le haut du fond d'un trou qui en limite la zone efficace. Les nôtres, au contraire, projettent la leur de plusieurs mètres de haut vers le sol et aucun angle mort, — je devrais dire aucun angle de vie, mais le langage a de ces bizarreries, — n'arrête son extension dans tous les sens. Et c'est pourquoi la ruse ulysséenne qui fait coucher nos hommes à l'arrivée des marmites ennemies ne réussirait pas aux Boches quand tombent nos obus explosifs. Au contraire, la surface vulnérable offerte à ceux-ci n'en serait qu'augmentée.

Ce n'est pas tout. On a signalé depuis longtemps, et nous avons souvent remarqué qu'un grand nombre de cadavres allemands victimes de nos canons n'offrent aucune blessure apparente. Ils offrent seulement ce caractère d'avoir la figure presque entièrement noire, et ce masque ténébreux qu'il impose aux faces ennemies est comme la signature immédiatement reconnaissable de notre obus explosif. Je m'excuse de ces détails macabres ; j'en pourrais donner bien d'autres à faire frémir, mais tout le monde n'a point cette accoutumance à l'horrible qu'on acquiert si vite sur les champs de guerre, et qui est elle-

même aussi quelque chose d'horrible, quand on y réfléchit... Mais mieux vaut ne pas réfléchir trop sur ces choses.

Donc un grand nombre d'hommes tombent sous nos canons sans avoir été vraiment touchés par nos projectiles. Leur mort doit être instantanée et sans douleur, car on les trouve dans les poses les plus vives, comme figés dans quelque geste familier qui ne s'est pas achevé. J'en ai vu plusieurs dont l'attitude était celle d'hommes vivans et on dirait un instant immobilisés devant le « ne bougeons plus ! » du photographe. Généralement en outre, leur sombre visage n'offre point l'expression de la souffrance, mais plutôt celle d'un calme repos.

A quoi peuvent être dus ces effets parfois contestés et pourtant incontestables de nos canons? On a donné déjà diverses explications de ce phénomène qui évoque le fameux « vent du boulet » des combats d'antan. Aucune ne m'a paru scientifiquement défendable, et je crois qu'on pourrait expliquer bien plus simplement la chose.

Un exemple nous montrera comment.

Chacun connaît les cloches à plongeurs, ces sortes de chambres que l'on plonge dans le fond d'une rivière et où l'on introduit de l'extérieur de l'air comprimé qui les empêche d'être envahies par l'eau dont il contre-balance la pression. Des ouvriers peuvent y travailler commodément, et on n'a pas oublié que c'est par ce procédé que furent creusées, dans le lit de la Seine entre la place Saint-Michel et la rive droite, les excavations dans lesquelles le tunnel du Métro prit peu à peu sa place. C'étaient les caissons métalliques eux-mêmes destinés à former le tunnel qui constituaient les cloches à plongeurs et ils s'enfonçaient peu à peu sous la Seine, à mesure que les ouvriers qui y travaillaient creusaient le lit de celle-ci. Les ouvriers ne passaient point brusquement de l'atmosphère extérieure à l'air comprimé des caissons. Ils séjournaient d'abord un certain temps dans une chambre intermédiaire où l'on augmentait peu à peu la pression de l'air, de telle sorte que la transition fût progressive et non pas brusque. On opérait en somme comme dans les écluses où, pour faire passer un bateau du niveau le plus élevé au plus bas, on le place dans un bassin qui, parti de l'un des niveaux, se met peu à peu à l'autre par une vanne entr'ouverte. On faisait l'opération inverse lorsque, leur travail terminé, les ouvriers regagnaient l'extérieur. Or il est arrivé parfois que

certains d'entre eux furent malades parce que cette transition n'avait pas été établie assez lentement; ils éprouvaient alors des malaises pareils à ceux dont souffrent dans des circonstances semblables les scaphandriers, ou à ceux que ressentent les aviateurs lorsqu'ils montent à une certaine altitude ou en descendent trop vite. Les effets étonnans de nos obus explosifs appartiennent, à mon avis, à la même catégorie de phénomènes et relèvent des mêmes causes qui sont sans doute les suivantes.

Les liquides dans lesquels baigne notre organisme — et notre sang en particulier — sont contenus dans des vaisseaux et des tissus assez légers et élastiques, de telle sorte que la pression exercée sur ces vaisseaux par l'atmosphère extérieure est à peu près équilibrée par celle des liquides inclus. Si, pour une raison quelconque, l'atmosphère extérieure se raréfie brusquement, les vaisseaux seront soudain distendus par la pression, devenue prépondérante, des liquides inclus, et ils risqueront d'éclater. Les parois des veines et des artères ne suffiront plus, n'étant plus étayées par la pression atmosphérique, à maintenir la pression sanguine et elles courront le risque d'être rompues, d'autant plus que le gaz dissous dans le sang et en particulier l'air qu'y amène la circulation pulmonaire, se dégageront brusquement, comme font les gaz d'une bouteille de champagne lorsqu'on la débouche. Des phénomènes analogues auront lieu si, au lieu de diminuer, la pression atmosphérique augmente brusquement : les vaisseaux se comporteront alors comme ces cornets de papier sur lesquels les enfans, après avoir insufflé de l'air, appliquent un coup de poing qui les fait éclater.

Mais il faut, pour que ces phénomènes physiologiques aient toute leur intensité, que la variation de pression soit brusque, soudaine. Si en effet elle n'a lieu que lentement, nos vaisseaux ont le temps, par leurs réactions naturelles de s'équilibrer avec la nouvelle pression extérieure. Par exemple si la pression atmosphérique diminue lentement, le sang abaissera la sienne peu à peu par osmose à travers les capillaires, en rendant à l'atmosphère une partie des gaz qu'il inclut et par d'autres processus dont l'organisme dispose. Car nous sommes merveilleusement outillés par la nature pour nous adapter aux conditions les plus variées, pourvu que cette adaptation soit lente, pourvu que nous ayons le temps de nous y acclimater.

Revenons maintenant à nos obus; lorsque l'un d'eux éclate

lorsque l'explosion de la poudre qu'il contient a lieu, cette explosion dégage brusquement une grande masse de gaz qui, dans le voisinage de l'obus, augmente soudain la pression atmosphérique. Cette augmentation de pression est énorme et elle s'exerce dans un assez grand rayon avec les explosifs modernes, ceux des Allemands comme les nôtres; d'autre part, elle est extrêmement soudaine, extrêmement brusque, bien plus soudaine, bien plus instantanée pour les explosifs français que pour ceux de l'ennemi. Cette soudaineté est telle dans le cas de nos poudres actuelles que la rupture d'équilibre causée par leurs déflagrations dans les organismes voisins soumis à cet effet suffit à causer instantanément la mort. Effectivement, à l'autopsie des ennemis tués sans blessure apparente par nos obus de 75, on trouve généralement les poumons éclatés. C'est une sorte de congestion pulmonaire instantanée qui a fait son œuvre et qui est causée par l'extrême vitesse de déflagration de nos explosifs.

*
* *

Ainsi la supériorité de nos projectiles provient surtout d'un phénomène chimique. Et ce n'est pas un des moindres paradoxes de cette guerre que de voir la chimie, cette chimie dont nos ennemis étaient si fiers et qu'ils considéraient presque comme leur monopole, comme un des pavois incontestés de leur supériorité, nous donner sur eux un avantage décisif en artillerie. Belle matière à philosopher sur la science en général, et la science allemande en particulier, sur leur rôle dans l'art de s'entre-massacrer et leur influence sur le bonheur de l'espèce humaine.

Nous qui lisons les journaux entre deux alertes, car ils nous arrivent maintenant assez régulièrement, nous avons vu depuis quelque temps, sur ces thèmes, pas mal de dissertations éloquentes et spécieuses. Elles nous auraient amusés si elles ne se ressentaient un peu trop des préoccupations de l' « arrière » et si on n'y voyait réapparaître à tout propos et hors de propos cette tendance à tirer, pour et surtout contre telle ou telle conception philosophique, argument des faits que grave sur la page frémissante de chaque jour l'héroïque souffrance de nos soldats. En ranimant ainsi les malignes controverses qui rendaient parfois la paix si odieuse, on risque de blesser à travers leur idéal meurtri plus d'un de ceux qui se battent; et ces blessures sont de celles qui ne se guérissent point.

Quelle tristesse en particulier quelques-uns d'entre nous n'ont-ils pas ressentie en voyant proclamer à nouveau à propos de cette guerre la prétendue « faillite de la science ! » Des plumes éloquentes, identifiant la pédante Allemagne et la science elle-même, ont pu écrire récemment que le xx^e siècle, gavé pour ainsi dire de découvertes scientifiques, cesserait d'adorer la fée qui a suscité tant de miracles sans éteindre la haine parmi les hommes.. Mais pourquoi d'abord considérer l'Allemagne comme le tabernacle même de la science ? Quand on met en regard ce que l'Allemagne a fait pour les progrès de nos connaissances avec ce qu'ont fait la France ou l'Angleterre, il est facile de voir que sa part n'est pas la plus belle, ni surtout la plus originale, comme l'a démontré naguère éloquemment M. Appell, président de l'Académie des Sciences. La théorie même dont l'Allemagne intellectuelle se réclame pour justifier ses crimes collectifs, la théorie de l'évolution est tout entière l'œuvre d'un Français, Lamarck et d'un Anglais, Darwin ; et c'est tout justement parce qu'il l'a mal comprise et vue seulement à travers ses épaisses lunettes de myope que le professeur Knatscke ose en tirer les corollaires monstrueux qui sont l'évangile nouveau du « bon Dieu Allemand. » Les Nietzsche, les Treitschke, les Bernhardi et tous les autres pédans d'universités germaniques qui leur emboîtent le pas n'ont pu conclure de la théorie évolutionniste à leurs criminelles doctrines que par une sophistication et une incompréhension puériles. La guerre découle si peu de la sélection naturelle qu'elle aboutit exactement au contraire de celle-ci. N'est-ce pas en effet la destruction des plus aptes, des jeunes, des forts, des courageux et parallèlement la conservation parfaite des déchets des nations qui sont le résultat immédiat des guerres ? Celles-ci font non pas une sélection naturelle, mais une sélection à l'envers, une sélection contre nature. Les « savans » allemands sont donc mal venus à prétendre raisonner scientifiquement à cet égard, et rien ne permet de solidariser la science avec leurs sophismes sauvages.

Quant aux moyens de destruction perfectionnés que la science a mis entre les mains des chevaliers de la « Kultur, » il ne faut pas trop les maudire puisqu'ils nous donnent, de l'autre côté de la barricade, les moyens de défendre la cause de l'idéal, et puisque ce sont eux précisément qui nous permettent de dominer dans l'artillerie. Conclure du perfectionnement des arme-

mens modernes pour ou contre la science, c'est un peu comme si on déclarait que le sabre de M. Prudhomme fut l'ennemi de la Constitution. C'était vrai quand il servait à la combattre, faux quand il la défendait.

La vérité, c'est qu'il est puéril et, en ce moment, malfaisant de ranimer de vieilles polémiques d'amphithéâtre pendant que les soldats se battent. La science n'est ni morale, ni immorale; on l'a démontré cent fois, et nul ne l'a fait mieux que Henri Poincaré, avec son lumineux génie; elle ne l'est ni plus, ni moins que la musique par exemple. La morale ne repose pas sur des systèmes ; et la preuve, c'est qu'il y a en ce moment beaucoup de systèmes et qu'il n'y a que très peu de morale.

Laissons à ceux qui se battent la paix du cœur, à défaut de l'autre. Que celui qui porte dans son âme un idéal religieux, que celui qui porte l'amour ardent de la science, que celui plus heureux qu'illumine l'une et l'autre de ces torches intérieures, que chacun d'eux puisse croire, sans l'angoisse du doute, qu'en se battant pour la France, il se bat aussi pour l'étoile idéale qui guide ses pensées. Cela sera vrai pour tous, quelles que soient leurs conceptions diverses, si cette guerre fait fleurir entre les Français cette chose divine que l'insolente Allemagne prétend supprimer parmi les nations : l'harmonie des contrastes, la tolérance, la liberté de n'être point cristallisés tous dans les mêmes formes.

CHARLES NORDMANN,

*au *** régiment d'artillerie de campagne.*

# LE MACHIAVÉLISME

DE

# L'*ANTIMACHIAVEL*

## I

### HISTOIRE D'UN LIVRE

Presque coup sur coup, sous le millésime de 1741, à La Haye, à Londres et à Amsterdam, parurent quatre éditions d'un ouvrage dont chacune prétendait être la meilleure leçon. Le titre, ici et là, différait légèrement. C'était, chez Jean van Duren, l'*Antimachiavel*, ou *Examen du « Prince » de Machiavel;* et Guillaume Meyer, libraire dans le Strand, s'y conformait avec fidélité : mais chez Pierre Paupie et chez Jacques La Caze, il devenait : *Antimachiavel* ou *Essai de critique sur le « Prince » de Machiavel.* Nulle part le livre ne portait de nom d'auteur; pourtant, au frontispice des éditions de Paupie et de La Caze, figurait cette mention : *publié par M. de Voltaire.* Et M. de Voltaire attachait à ce travail une grosse importance, puisqu'il l'avait à la fois paré d'une préface et muni d'un avertissement. L'avertissement disait tout net : « N. B. Je soussigné ai déposé le manuscript original entre les mains de monsieur Cirille le Petit, Desservant de l'Église Françoise à La Haye, lequel manuscript original est conforme en tout au livre intitulé *Essai de critique sur Machiavel,* toute autre édition étant défectueuse, et les libraires devant

suivre en tout la présente copie. » Signé et daté : à La Haye, ce 12 octobre 1740. *F. de Voltaire.* Il insistait encore à la fin du volume : « Dans le tems qu'on finissoit cette édition, il en a paru deux autres : l'une est intitulée de Londres, chez *Jean Mayer (sic);* l'autre à La Haye chez van Duren. Elles sont très différentes du manuscrit original; ce qu'il est aisé de reconnaître aux indications suivantes... etc. Il y a d'ailleurs des omissions considérables, des interpollations *(sic),* des fautes en très grand nombre dans ces éditions que j'indique. Ainsi, lorsque les libraires qui les ont faites voudront réimprimer ce livre, je les prie de suivre en tout la présente copie. »

Quant à la préface, elle ne disait rien de précis, mais elle donnait beaucoup à entendre :

« Je crois rendre service aux hommes, écrivait Voltaire, en publiant l'*Essai de critique sur Machiavel.* L'illustre auteur de cette réfutation est une de ces grandes âmes que le ciel forme rarement pour ramener le genre humain à la vertu par leurs préceptes et par leurs exemples. Il mit par écrit ces pensées, il y a quelques années, dans le seul dessein d'écrire des vérités que son cœur lui dictoit. Il étoit encore très jeune, il vouloit se former à la sagesse, à la vertu; il comptoit ne donner des leçons qu'à soi-même, mais ces leçons qu'il s'est données méritent d'être celles de tous les Rois et peuvent être la source du bonheur des hommes. Il me fit l'honneur de m'envoier son manuscript, je crus qu'il étoit de mon devoir de lui demander la permission de le publier. Le poison de Machiavel est trop public, il falloit que l'antidote le fût aussi. On s'arrachoit à l'envi les copies manuscriptes, il en couroit déjà de très fautives, et l'ouvrage alloit paraître défiguré, si je n'avois eu le soin de fournir cette copie exacte, à laquelle j'espère que les Libraires à qui j'en ai fait présent se conformeront. On sera sans doute étonné quand j'apprendrai aux lecteurs que celui qui écrit en françois d'un style si noble, si énergique, et souvent si pur, est un jeune étranger, qui n'étoit jamais venu en France... C'est une chose inouïe, je l'avoue; mais c'est ainsi que celui dont je publie l'ouvrage a réussi dans toutes les choses auxquelles il s'est appliqué. Qu'il soit Anglais, Espagnol ou Italien, il n'importe, ce n'est pas de sa patrie, mais de son livre qu'il s'agit ici. Je le crois mieux fait et mieux écrit que celui de Machiavel, et c'est un bonheur pour le genre humain qu'enfin

la vertu ait été mieux ornée que le vice. Maître de ce précieux dépôt, j'ai laissé exprès quelques expressions qui ne sont pas françaises, mais qui méritent de l'être, et j'ose dire que ce livre peut à la fois perfectionner notre langue et nos mœurs. »

Comme jadis le Régent à Dubois, « l'illustre auteur », « le vertueux auteur » aurait pu reprendre son officieux : « Voltaire, tu me déguises trop ! » Le fait est qu'à le déguiser si bien, on le fit tout de suite reconnaître, mais c'est peut-être ce que l'on voulait. La *Nouvelle Bibliothèque* de novembre 1740 entre adroitement dans le jeu.

« Nous ne connaissons, écrit le journaliste, aucun auteur ou plutôt aucun livre de morale comparable à celui-ci... Ce qui nous étonne, c'est ce langage si pur, cet usage si singulier d'une langue qui n'est pas, dit-on, celle de l'auteur. Plusieurs morceaux nous ont semblé écrits dans des termes si énergiques, le mot propre nous a paru si souvent employé et si souvent mis à sa place, que nous avons douté quelque temps que l'ouvrage soit d'un étranger. » Le *Télémaque* ou l'*Antimachiavel*, lequel vaut mieux, au jugement du critique ? Ce dernier, à coup sûr, « soit par rapport au style, soit par rapport aux choses. Ici on voit un style uni, mais vigoureux et plein, un langage mâle fait pour les choses sérieuses que l'on traite. Enfin il y a des endroits, dans ce livre, qui supposent une connaissance profonde de la métaphysique. » Or nulle part on ne l'a plus approfondie qu'au pays de Leibnitz et de Chrétien Wolff.

Dans un très court espace de temps, les éditions se multiplient. En voici une, allemande, à Göttingue, signalée en avril 1741 ; en voici une autre, au mois de mai, « avec quantité de pièces justificatives en faveur de M. de Voltaire. » L'épigramme s'en mêle. De la *Bibliothèque britannique* sur l'éditeur de l'*Antimachiavel :*

Des auteurs peu considérables
Ont eu d'illustres éditeurs
Et les plus illustres auteurs
Des éditeurs très misérables.
L'éditeur et l'auteur sont aussi quelquefois
Deux sots obscurs qu'unit leur goût pour les sornettes,
Mais, ici, nous voyons le prince des poètes
Éditeur du prince des rois.

Ce prince des rois, roi encore tout nouveau, à moins de le nommer en toutes lettres, on ne peut guère le désigner plus clairement. Tout le monde sait donc quel est l'auteur de l'*Examen* ou *Essai* critique. Personne ne le conteste, quoique personne ne l'avoue. Il faudra que trois quarts de siècle aient passé pour que, dans un factum étrange, dont l'intention de parti est trop évidente, — *Machiavel commenté par N^on^ Buonaparte, manuscrit trouvé dans le carrosse de Buonaparte, après la bataille de Mont-Saint-Jean le 18 juin 1815*, un anonyme qu'on sait être l'abbé Aimé Guillon (de Montléon) essaie de jeter le doute là-dessus.

« Voltaire, insinue l'abbé, Voltaire qui, pour en devenir l'oracle, se formoit en Angleterre à l'école anti-monarchique des Milton, des Collins, des Pope, y publia bientôt (en 1740) cet *Antimachiavel*, qu'il faisoit regarder comme l'ouvrage d'un Roi; et la faction philosophique triomphoit en présentant, dans ses rangs, un Monarque déclamant lui-même contre tous les moyens préservatifs des trônes. Cependant ce même Roi, avançant dans sa brillante carrière, acquéroit le nom de *Grand* en suivant précisément la même politique et les mêmes systèmes qu'il passoit pour avoir combattus avec sa plume. Dédaignant de confondre cette erreur autrement que par sa glorieuse conduite, il en fit bien assez pour achever de détromper le public, et même pour honorer Machiavel, en prouvant que cet ouvrage étoit étranger à ses productions littéraires, lorsqu'il permit qu'on en imprimât le recueil de son vivant. Les éditeurs de la nouvelle collection, qui en fut publiée après sa mort, donnèrent à Voltaire le même démenti. Néanmoins, cet *Antimachiavel*, encore favorisé par la même illusion, avoit encore l'effet que la faction s'en étoit promis; et il avança plus qu'on ne croit les affaires de ces philosophes régénérateurs, par qui déjà les souverains étoient dénoncés aux peuples comme des tyrans dont il faudroit bientôt secouer le joug, ou enchaîner la puissance. »

Des deux argumens, l'un psychologique, l'autre bibliographique, l'un de fond, l'autre de circonstance, sur lesquels paraît se fonder cette conclusion téméraire, négligeons le premier pour l'instant : l'occasion nous sera donnée un peu plus loin d'éprouver sa solidité. Le second, spécieux en 1816, quand l'abbé Guillon de Montléon s'en servait, s'écroula en 1648

lorsque parut, à Berlin, chez Rodolphe Decker, imprimeur du Roi, le tome VIII de l'édition officielle des *Œuvres de Frédéric le Grand* (tome premier des *Œuvres philosophiques de Frédéric II, roi de Prusse)*, qui contenait non seulement le texte autrefois imprimé par van Duren, mais le texte original de la *Réfutation du « Prince » de Machiavel,* d'après les autographes tirés soit des archives royales du Cabinet, soit de la collection de M. Friedlaender, le tout garanti exact sous le sceau de M. J.-D.-E. Preuss, historiographe de Brandebourg. Cette fois, l'auteur était pris la main sur la plume et sur l'écritoire. Si jamais peut-être cas de conscience royale ne fut plus singulier, paternité d'esprit ne fut jamais plus certaine.

*
* *

La preuve en est écrite dans quarante-six lettres de Frédéric à Voltaire ou de Voltaire à Frédéric, dans la correspondance de Frédéric avec M^me^ du Châtelet, avec Jordan, avec Algarotti. C'est le 31 mars 1738 que le nom de Machiavel apparaît pour la première fois en ce commerce épistolaire. Frédéric vient de recevoir la copie de l'*Histoire du siècle de Louis XIV* que Keyserlingk, familièrement « Césarion, » a rapportée de son ambassade à Cirey. Il en fait avec grâce compliment à Voltaire :

« Votre *Histoire* m'enchante, lui mande-t-il. Je voudrais seulement que vous n'eussiez point rangé Machiavel, qui était un malhonnête homme, au rang des autres grands hommes de son temps. Quiconque enseigne à manquer de parole, à opprimer, à commettre des injustices, fût-il d'ailleurs l'homme le plus distingué par ses talens, ne doit jamais occuper une place due uniquement aux vertus et aux talens louables. Cartouche ne mérite point de tenir un rang parmi les Boileau, les Colbert et les Luxembourg. Je suis sûr que vous êtes de mon sentiment. Vous êtes trop honnête homme pour vouloir mettre en honneur la réputation flétrie d'un coquin méprisable : aussi suis-je sûr que vous n'avez envisagé Machiavel que du côté du génie. Pardonnez-moi ma sincérité ; je ne la prodiguerais pas, si je ne vous en croyais très digne. »

Voilà un prince bien scrupuleux, car, à moins que le passage censuré n'ait été supprimé à l'impression, ou que j'aie mal cherché, le seul endroit du *Siècle de Louis XIV* où il soit fait mention de Machiavel est la brève et insignifiante notice

sur Amelot de la Houssaye, l'un de ses traducteurs, dans l'espèce de catalogue d'auteurs français placé en tête de l'ouvrage. Et que cette mention même est innocente, presque dédaigneuse !

« Amelot de la Houssaye traduisit et commenta *le Prince* de Machiavel, *livre longtemps cher aux petits seigneurs qui se disputaient de petits États mal gouvernés, devenu inutile dans un temps où tant de grandes puissances, toujours armées, étouffent l'ambition des faibles* (1). » Rien d'autre ; sauf une note en bas de page dans l'édition in-4°, Genève, 1749, et elle est franchement désagréable, et tendancieuse sans doute, reproduisant ces paroles extraites des *prétendus Mémoires* de Mme de Maintenon, t. V, p. 6 : « La Cour de Vienne, de tout temps infectée des maximes de Machiavel et soupçonnée de réparer par ses empoisonneurs les fautes de ses ministres (2). »

A l'assaut de Frédéric, Voltaire ne résiste pas ; il passe condamnation et l'on peut croire que les lignes citées plus haut ne sont qu'une transcription refroidie de sa missive du 20 mai :

« La première chose dont je me sens forcé de vous parler est la manière dont vous pensez sur Machiavel. Comment ne seriez-vous point ému de cette colère vertueuse où vous êtes presque contre moi de ce que j'ai loué le style d'un méchant homme ? C'était aux Borgia, père et fils, et à tous ces petits princes qui avaient besoin de crimes pour s'élever, à étudier cette politique infernale ; il est d'un prince tel que vous de la détester. Cet art, qu'on doit mettre à côté de celui des Locuste et des Brinvilliers, a pu donner à quelques tyrans une puissance passagère, comme le poison peut procurer un héritage ; mais il n'a jamais fait ni de grands hommes, ni des hommes heureux ; cela est bien certain. A quoi peut-on donc parvenir par cette politique affreuse ? Au malheur des autres et au sien même. Voilà les vérités qui sont le catéchisme de votre belle âme. »

Le 17 juin, Frédéric prend acte de sa victoire :

« Mon cher ami, c'est la marque d'un génie bien supérieur que de recevoir, comme vous faites, les doutes que je vous propose sur vos ouvrages. Voilà donc Machiavel rayé de la liste des grands hommes, et votre plume regrette de s'être souillée de son nom. L'abbé Du Bos, dans son parallèle de la poésie et de la peinture, cite cet Italien politique au nombre des grands

(1) Édit. Beuchot.
(2) Édit. de Genève, t. Ier, p. 345.

hommes que l'Italie a produits. Il s'est trompé assurément, et je voudrais que dans tous les livres on pût rayer le nom de ce fourbe politique du nombre de ceux où le vôtre doit tenir le premier rang. »

Mais le prince de Prusse ne pose pas les armes : il ne lui suffit pas que Voltaire se soit amendé, c'est le monstre lui-même qu'il veut exterminer :

« Je médite, confie-t-il le 22 mars 1739, un ouvrage sur *le Prince* de Machiavel ; tout cela roule encore dans ma tête, et il faudra le secours de quelque divinité pour débrouiller ce chaos. »

Frédéric travaille consciencieusement, entassant lecture sur lecture. Il lit les *Notes politiques* d'Amelot de la Houssaye, il lit le chevalier Gordon sur la vie du duc de Valentinois. Il lit à Remusberg, en voyage, au haras de Trakehnen. Entre le printemps et l'été, le chaos se débrouille, la divinité est intervenue. La marquise du Châtelet en est avisée le 20 août.

« Je suis occupé à présent à réfuter l'ennemi de l'humanité et le calomniateur des princes ; je me délasserai de cet ouvrage entre les bras de la poésie, et je ramperai sur vos pas dans la carrière de la physique. Il n'est pas permis, madame, à tout le monde d'être universel ; il en est des génies comme des sciences : les uns embrassent beaucoup plus d'objets que les autres. Pour moi, je m'aperçois bien que l'humanité est aussi peu mon partage que l'univers entier était celui d'Alexandre ; je fais des efforts pour conquérir quelque petite province voisine, à peu près comme la France, qui s'empare tout doucement de l'île de Corse, après s'être mise en possession de la Lorraine, avec cette différence pourtant que la conquête de ces États se fait ou par violence, ou par supercherie, et que le pays des sciences ne se gagne que par un travail assidu, que toute finesse, que tout artifice pour s'en rendre maître devient inutile, et que nous n'avons d'autres moyens pour nous les approprier que les forces de l'esprit. »

Comment ne pas s'intéresser à ce qui intéresse à un si haut point un si grand prince? De Paris comme de Cirey, le couple illustre, le divin Voltaire, la divine Émilie, prodiguent, enveloppés de flatteries, l'un ses conseils, l'autre ses encouragemens. C'est d'abord la marquise (13 octobre 1739) :

« Je ne suis pas assez ennemie du genre humain pour tirer

V. A. R. du bel ouvrage qu'elle a entrepris d'en réfuter le corrupteur, pour lui faire apprendre quelques vérités de physique. »

Et, tout de suite après, c'est Voltaire (18 octobre):

« Je relis Machiavel dans le peu de temps que mes maux et mes études me laissent. J'ai la vanité de penser que ce qui aura le plus révolté dans cet auteur, c'est le chapitre de la *Crudeltà* (ch. XVII) où ce monstre ingénieux et politique ose dire : *Deve per tanto un principe non si curare dell' infamia di crudele;* mais surtout le chapitre XVIII : *In che modo i principi debbiano osservare la fede.* Si j'osais dire mon sentiment devant V. A. R., qui est assurément le juge-né de ces matières par son cœur, par son esprit et par son rang, je dirais que je ne trouve ni raison ni esprit dans ce chapitre. Ne voilà-t-il pas une belle preuve qu'un prince doit être un fripon, parce qu'Achille a été nourri, selon la Fable, par un animal moitié bête et moitié homme! Encore si Ulysse avoit eu un renard pour précepteur, l'allégorie auroit quelque justesse; mais qu'en conclure pour Achille, qui n'est représenté que comme le plus impétueux et le moins politique des hommes?

« Dans le même chapitre, il faut être un perfide, *perchè gli uomini sono tristi;* et, le moment d'après, il dit : *Sono tanto semplici gli uomini... che colui che inganna troverà sempre chi si lascerà ingannare...*

« Il me semble que le docteur du crime méritoit de tomber ainsi en contradiction.

« Je n'ai point encore eu les *Notes* d'Amelot de la Houssaye, mais quel commentaire faut-il à mon prince pour démêler le faux et pour confondre l'injuste? Béni soit le jour où ses aimables mains auront achevé un ouvrage dont dépendra le bonheur des hommes, et qui devra être le catéchisme des rois! »

Que de catéchisme! Frédéric s'acharne à la besogne. Il pense en voir bientôt la fin et, le 27 octobre, il prévient la marquise du Châtelet:

« Vous me demandez des nouvelles de *Machiavel.* Je compte de l'achever dans quinze jours. Je ne voudrais point présenter un ouvrage informe et mal digéré aux yeux du public. J'écris beaucoup et j'efface davantage. Ce n'est encore qu'une masse d'argile grossière à laquelle il faut donner la façon et le tour convenable : cependant je vous envoie l'*Avant-Propos,* pour vous faire juger dans quel esprit cet ouvrage est composé. Il y a des

matières sérieusee où il a fallu des réfutations solides, mais il y en a d'autres où j'ai cru qu'il était permis d'égayer le lecteur. Je ne sais rien de pire que l'ennui, et je crois que l'on instruit toujours mal le lecteur lorsqu'on le fait bâiller. Peut-être y a-t-il de la présomption, à mon âge, de me flatter d'instruire le public! mais peut-être n'y en a-t-il point à vouloir lui plaire. J'aurais bien voulu semer par-ci par-là de ce sel attique tant estimé des anciens; mais ce n'est pas l'affaire de tout le monde. J'enverrai l'ouvrage, chapitre par chapitre, à M. de Voltaire. Votre jugement et votre goût me tiendra lieu de celui du public; je vous demande en amitié de ne point me déguiser vos sentimens.

« Mais je m'aperçois que, comme l'éternel abbé de Chaulieu, je ne parle que de moi-même. Je vous en demande mille pardons, madame, la matière m'entraîne et Machiavel m'a séduit. »

Auprès de Voltaire lui-même, le royal débutant insiste, exposant modestement ses intentions, quelques jours plus tard, le 2 novembre :

« Cette réfutation de Machiavel, à laquelle vous vous intéressez, est achevée. Je commence à présent à la reprendre par le premier chapitre, pour corriger et pour rendre, si je le puis, cet ouvrage digne de passer à la postérité. Pour ne vous point faire attendre, je vous envoie quelques morceaux de ce marbre brut, qui ne sont pas encore polis.

« J'ai envoyé, il y a huit jours, l'*Avant-Propos* à la marquise : vous recevrez tous les chapitres corrigés et dans leur ordre, lorsqu'ils seront achevés. Quoique je ne veuille point mettre mon nom à cet ouvrage, je voudrais cependant, si le public en soupçonnait l'auteur, qu'il ne pût me faire du tort. Je vous prie, par cette considération, de me faire l'amitié de me dire naturellement ce qu'il faut y corriger. Vous sentez que votre indulgence, en ce cas, me serait préjudiciable et funeste.

« Je m'étais ouvert à quelqu'un du dessein que j'avais de réfuter Machiavel; ce quelqu'un m'assura que c'était peine perdue, puisque l'on trouvait, dans les *Notes politiques* d'Amelot de la Houssaye sur Tacite, une réfutation complète du *Prince* politique. J'ai donc lu Amelot et ses *Notes*, mais je n'y ai point trouvé ce qu'on m'avait dit ; ce sont quelques maximes de ce politique dangereux et détestable qu'on réfute, mais ce n'est pas l'ouvrage en corps.

« Où la matière me l'a permis, j'ai mêlé l'enjouement au sérieux et quelques petites digressions dans les chapitres qui ne présentaient rien de fort intéressant au lecteur. Ainsi les raisonnemens, qui n'auraient pas manqué d'ennuyer par leur sécheresse, sont suivis de quelque chose d'historique, ou de quelques remarques un peu critiques, pour réveiller l'attention du lecteur. Je me suis tu sur toutes les choses où la prudence m'a fermé la bouche, et je n'ai point permis à ma plume de trahir les intérêts de mon repos.

« Je sais une infinité d'anecdotes sur les cours de l'Europe, qui auraient à coup sûr diverti mes lecteurs; mais j'aurais composé une satire d'autant plus offensante, qu'elle eût été vraie, et c'est ce que je ne ferai jamais. Je ne suis point né pour chagriner les princes, je voudrais plutôt les rendre sages et heureux. Vous trouverez donc dans ce paquet cinq chapitres de *Machiavel*, le plan de Remusberg, que je vous dois depuis longtemps, et quelques poudres qui sont admirables pour vos coliques. Je m'en sers moi-même, et elles me font un bien infini. Il les faut prendre le soir, en se couchant, avec de l'eau pure. »

Voltaire, ravi et touché, remercie le 28 décembre, en adressant au prince ses vœux de bonne année : il accepte et il inaugure ses fonctions, toujours périlleuses, de correcteur, doucement du reste et habilement :

« Je fais encore un souhait pour le public; c'est qu'il voie la réfutation que mon prince a faite du corrupteur des princes. Je reçus, il y a quelques jours, à Bruxelles, les douze premiers chapitres; j'avais déjà dévoré les derniers que j'avais reçus en France. Monseigneur, il faut, pour le bien du monde, que cet ouvrage paraisse, il faut que l'on voie l'antidote présenté par une main royale. Il est bien étrange que les princes qui ont écrit n'aient pas écrit sur un tel sujet. J'ose dire que c'était leur devoir et que leur silence sur Machiavel était une approbation tacite. C'était bien la peine que Henri VIII d'Angleterre écrivît contre Luther ; c'était bien à *l'enfant Jésus* que Jacques Ier devait dédier un ouvrage! Enfin, voici le livre digne d'un prince, et je ne doute pas qu'une édition de Machiavel, avec ce contre-poison à la fin de chaque chapitre, ne soit un des plus précieux monumens de la littérature. Il y a très peu de ce qu'on appelle des fautes contre l'usage de notre langue; et V. A. R. me permettra

de m'acquitter de ma tâche de mettre des points sur les *i*. Si V. A. R. daigne condescendre à la prière que je lui fais, si elle donne son trésor au public, je lui demande en grâce qu'elle me permette de faire la préface, et d'être son éditeur. Après l'honneur qu'elle me fait de faire imprimer *la Henriade*, elle ne pouvait plus m'en faire d'autre qu'en me confiant l'édition de l'*Antimachiavel*. Il arrivera que ma fonction sera plus belle que la vôtre; *la Henriade* peut plaire à quelques curieux, mais l'*Antimachiavel* doit être le catéchisme des rois et de leurs ministres. »

Encore! Mais Voltaire poursuit, avec une révérence de gentilhomme de la chambre, et non sans se mettre à couvert :

« Vous me permettrez, Monseigneur, de dire que, selon les remarques de madame du Châtelet, oserais-je ajouter, selon les miennes, il y a quelques branches de ce bel arbre qu'on pourrait élaguer, sans lui faire de tort. Le zèle contre le précepteur des usurpateurs et des tyrans a dévoré votre âme généreuse; il vous a emporté quelquefois. Si c'est un défaut, il ressemble bien à une vertu. On dit que Dieu, infiniment bon, hait infiniment le vice; cependant, quand on a dit à Machiavel honnètement d'injures, on pourrait, après cela, s'en tenir aux raisons. Ce que je propose est aisé, et je le soumets à votre jugement. J'attendrai les ordres précis de mon maître, et je conserverai le manuscrit jusqu'à ce qu'il permette que j'y touche et que j'en dispose. »

Frédéric, qui, à mesure qu'il avance, se méfie de l'effet, désire prendre ses précautions (6 janvier 1740) :

« L'*Antimachiavel* ne mérite point d'être annoncé sous mon nom au roi de France. Ce prince a tant de bonnes et de grandes qualités, que mes faibles écrits seraient superflus pour les développer. De plus, j'écris librement, et je parle de la France comme de la Prusse, de l'Angleterre, de la Hollande, et de toutes les Puissances de l'Europe. Il est bon que l'on ignore le nom d'un auteur qui n'écrit que pour la vérité, et qui, par conséquent, ne donne point d'entraves à ses pensées. Lorsque vous verrez la fin de l'ouvrage, vous conviendrez avec moi qu'il est de la prudence d'ensevelir le nom de l'auteur dans la discrétion de l'amitié. »

Alors commence un joli jeu de coquetteries. Derrière Voltaire qui sourit, un peu grimaçant, la marquise minaude. Elle a déjà écrit le 19 décembre 1739 :

« Il n'est pas possible, après avoir lu la *Réfutation de Ma-*

*chiavel*, de n'en pas remercier V. A. R. C'est bien de cet ouvrage que l'on peut dire ce que l'on disait du *Télémaque*, « que le bonheur du genre humain en naîtrait, s'il pouvait naître d'un livre. » J'espère Monseigneur, que vous nous enverrez la suite de ce bel ouvrage. »

Le 4 mars 1740, Mme du Châtelet revient à la charge :

« Monseigneur,

« Je lis actuellement la suite du bel ouvrage de V. A. R.; mais j'ai trop d'impatience de lui dire combien j'en suis enchantée pour attendre que j'en aie fini la lecture. Il faut, Monseigneur, pour le bonheur du monde, que V. A. R. donne cet ouvrage au public. Votre nom n'y sera pas, mais votre cachet, je veux dire cet amour du bien public et de l'humanité, y sera, et il n'y a aucun de ceux qui ont le bonheur de connaître V. A. R. qui ne l'y doive reconnaître. En lisant l'*Anti-machiavel*, on croirait que V. A. R. ne s'est occupée toute sa vie que des méditations de la politique, » etc.

Frédéric, qui n'est pas auteur à demi, ne consent pas à être en reste dans ce manège. Lui aussi, il veut qu'on sache, quoique ce ne soit pas vrai, « qu'il n'est demeuré qu'un quart d'heure à le faire. » A la marquise, de Berlin, le 18 mars :

« La *Réfutation de Machiavel*, dont votre indulgence m'applaudit, aurait peut-être mieux réussi, si j'avais eu tout le loisir nécessaire; mais il y a quatre mois que je suis ici, c'est-à-dire dans l'endroit du monde le plus tumultueux et le moins propre à ce recueillement d'esprit que demandent des ouvrages réfléchis. J'ai fait une trêve avec Voltaire, le priant de m'accorder quelques semaines de délai, après quoi, je lui ai promis d'être impitoyable à l'égard des fautes qui me sont échappées dans la composition de cet ouvrage. »

C'était la répétition de la lettre du 3 février à Voltaire, personnellement :

« Malgré le peu de temps que j'ai à moi, j'ai pourtant trouvé le moyen d'achever l'ouvrage sur Machiavel dont vous avez le commencement. Je vous envoie par cet ordinaire la fin de mon ouvrage, en vous priant de me faire part de la critique que vous en ferez. Je suis résolu de revoir et de corriger sans amour-propre tout ce que vous jugeriez indigne d'être présenté au public. Je parle trop librement de tous les princes pour permettre

que l'*Antimachiavel* paraisse sous mon nom. Ainsi j'ai résolu de le faire imprimer, après l'avoir corrigé, comme l'ouvrage d'un anonyme. Faites donc main basse sur toutes les injures que vous trouverez superflues et ne me passez point de fautes contre la pureté de la langue. »

Les fautes de composition, les fautes contre la langue, Frédéric n'a consulté que sur celles-là ; et Voltaire s'est empressé, un peu trop peut-être, de donner son avis (23 février 1740) :

« Monseigneur, je ne reçus que le 20 le paquet de V. A. R. du 3, dans lequel je vis enfin la corniche de l'édifice où chaque souverain devrait souhaiter d'avoir mis une pierre.

« Vous me permettez, vous m'ordonnez même de vous parler avec liberté, et vous n'êtes pas de ces princes qui, après avoir voulu qu'on leur parlât librement, sont fâchés qu'on leur obéisse. J'ai peur, au contraire, que dorénavant votre goût pour la vérité ne soit mêlé d'un peu d'amour-propre.

« J'aime et j'admire tout le fond de l'ouvrage, et je pars de là pour dire hardiment à V. A. R. qu'il me paraît qu'il y a quelques chapitres un peu longs ; *transverso calamo signum* y remédiera bien vite, et cet or en filière, devenu plus compact, en aura plus de poids et de brillant.

« Vous commencez la plupart des chapitres par dire ce que Machiavel prétend dans son chapitre que vous réfutez : mais, si V. A. R. a intention qu'on imprime le Machiavel et la réfutation à côté, ne pourra-t-on pas, en ce cas, supprimer ces annonces dont je parle, lesquelles seraient absolument nécessaires, si votre ouvrage était imprimé séparément ? Il me semble encore que quelquefois Machiavel se retranche dans un terrain et que V.A.R. le bat dans un autre ; au troisième chapitre, il dit ces abominables paroles : « *Si ha a notare, che gli uomini si debbono o vezzeggiare o spegnere ; perchè si vendicano delle leggieri offese ; delle gravi non possono.* »

« V. A. R. s'attache à montrer combien tout ce qui suit de cet oracle de Satan est odieux. Mais le maudit Florentin ne parle que de l'utile. Permettriez-vous qu'on ajoutât à ce chapitre un petit mot pour faire voir que Machiavel même ne devait pas regarder ces menaces comme justifiées par l'événement ? Car, de son temps même, un Sforce, usurpateur, avait été assassiné dans Milan ; un autre usurpateur, du même nom, était à Loches, dans une cage de fer ; un troisième usurpateur, notre

Charles VIII, avait été obligé de fuir de l'Italie, qu'il avait conquise; le tyran Alexandre VI mourut empoisonné de son propre poison; César Borgia fut assassiné. Machiavel était entouré d'exemples funestes au crime, V. A. R. en parle ailleurs; voudrait-elle en parler en cet endroit? N'est-ce pas la place véritable? Je m'en rapporte à vos lumières.

« C'est à Hercule à dire comme il faut s'y prendre pour étouffer Antée.

« Je présente à mon prince ce petit projet de préface que je viens d'esquisser. S'il lui plaît, je le mettrai dans son cadre; et, après les derniers ordres que je recevrai, je préparerai tout pour l'édition du livre qui doit contribuer au bonheur des hommes. »

Mais Frédéric se défend de plus belle. Être imprimé sous le voile de l'anonymat ne lui semble plus une garantie suffisante. Il songe, ou il dit qu'il songe, à ne pas se laisser imprimer du tout. M^me^ du Châtelet l'exhorte, le 25 avril :

« V. A. R. me permettra de la faire souvenir de *Machiavel;* je m'intéresse à la publication d'un ouvrage qui doit être si utile au genre humain... »

Et, le 1^er^ juin, Voltaire le presse :

« Votre raison a bien de l'esprit; mais il y a encore un de vos enfans qui m'intéresse davantage : c'est la réfutation de Machiavel. Je viens de la relire; je puis encore une fois assurer V. A. R. que c'est un ouvrage nécessaire au genre humain. Je ne vous cacherai point qu'il y a des répétitions, et que c'est le plus bel arbre du monde qu'il faut élaguer. Je vous dis la vérité, grand prince, comme vous méritez qu'on vous la dise, et j'espère que, quand vous serez un jour sur le trône, vous trouverez des amis qui vous la diront. Vous êtes fait pour être unique en tout genre, et pour goûter des plaisirs que les autres rois sont faits pour ignorer. M. de Keyserlingk vous avertira quand, par hasard, vous aurez passé une journée sans faire des heureux; et le cas arrivera rarement. Pour moi, je mettrai, en attendant, les points et les virgules à l'*Antimachiavel*. Je vais profiter de la permission que V. A. R. m'a donnée. J'écris aujourd'hui à un libraire de Hollande, en attendant qu'il y ait à Berlin une belle imprimerie, et une belle manufacture de papier qui fournisse toute l'Allemagne. Je viens d'apprendre, dans le moment, qu'il y a quelques anciennes brochures imprimées contre *le Prince* de Machiavel. On m'a fait connaître

le titre de trois : la première est *Antimachiavel;* la seconde, *Discours d'État contre Machiavel;* la troisième, *Fragmens contre Machiavel.*

« Je serais bien aise de les voir, afin d'en parler, s'il en est besoin, dans ma préface; mais ces ouvrages sont probablement fort mauvais, puisqu'ils sont difficiles à trouver; cela ne retardera en rien l'impression du plus bel ouvrage que je connaisse. Que vous y faites un portrait vrai des Français et du gouvernement de France! Que le chapitre sur les puissances ecclésiastiques est intéressant et fort! La comparaison de la Hollande avec la Russie, les réflexions sur la vanité des grands seigneurs qui font les souverains en miniature, sont des morceaux charmans! Je vais, dans l'instant, en achever la quatrième lecture, la plume à la main. Cet ouvrage réveille bien en moi l'envie d'achever l'*Histoire du siècle de Louis XIV;* je suis honteux de faire tant de choses frivoles, quand mon prince m'enseigne à en faire de solides. »

Voltaire, qui est alors à Bruxelles (4 ou 5 juin), a le pressentiment qu'un événement s'approche, susceptible de tout changer :

« Je ne sais, Monseigneur, si vous serez encore au Mont Rémus, ou sur le trône, quand cet *Antimachiavel* paraîtra. Les maladies de l'espèce de celle du Roi sont quelquefois longues. J'ai un neveu, que j'aime tendrement, qui est dans le même cas absolument, et qui dispute sa vie depuis six mois. »

Le lendemain, 6 juin 1740, Frédéric II fixait ces incertitudes. Il était arrivé « à l'illustre auteur, » au « vertueux auteur, » ce qui n'arrive à ses confrères que très exceptionnellement : il était devenu roi.

*
* *

A partir de là, Frédéric roi, c'est de la haute comédie. Voltaire a en mains le manuscrit; il l'a lu et relu, il a « pioché » son Machiavel, préparé sa préface, couvé l'édition, tâté le libraire; il ne veut plus lâcher l'*Antimachiavel,* ou plutôt, il veut le lâcher à l'imprimeur et au public; il se réjouit à l'avance d'être dans le bruit que l'ouvrage va faire par toute l'Europe. Dans six ou sept semaines, si les libraires hollandais ne le trompent point, il enverra à S. M. « le meilleur livre et le plus utile qu'on ait jamais fait, » un livre digne du prince et de son

règne. Un règne d'or : il vient aux lèvres de Voltaire un grand nom, celui de Marc-Aurèle. Mais le moderne Marc-Aurèle est inquiet. Il n'est pas sûr de n'avoir pas, en écrivant contre Machiavel, commis une imprudence. Ce sont là des livres d'héritier présomptif, non des livres de roi couronné. De tels traités de morale engagent beaucoup. Un prince qui a de l'avenir dans l'esprit ne doit pas ainsi se fermer bruyamment les portes. Au cours même de ce mois de juin, Frédéric II dépêche à Voltaire, avec un cadeau, un homme de confiance, le bon gros M. de Camas :

Hier vinrent, pour mon bonheur,
Deux bons tonneaux de Germanie;
L'un contient du vin de Hongrie,
L'autre est la panse rebondie
De monsieur votre ambassadeur.

Sur l'objet de la mission, quelques lignes du remerciement nous éclairent il ne se peut mieux :

« L'ouvrage de Marc-Aurèle est bientôt tout imprimé. J'en ai parlé à V. M. dans cinq lettres; je l'ai envoyé, selon la permission expresse de V. M., et voilà M. de Camas qui me dit qu'il y a un ou deux endroits qui déplairaient à certaines Puissances. Mais moi, j'ai pris la liberté d'adoucir ces deux endroits, et j'oserais bien répondre que le livre fera autant d'honneur à son auteur, quel qu'il soit, qu'il sera utile au genre humain. Cependant, s'il avait pris un remords à V. M., il faudrait qu'elle eût la bonté de se hâter de me donner ses ordres, car, dans un pays comme la Hollande, on ne peut arrêter l'empressement avide d'un libraire qui sent qu'il a sa fortune sous la presse.

« Si vous saviez, Sire, combien votre ouvrage est au-dessus de celui de Machiavel, même par le style, vous n'auriez pas la cruauté de le supprimer. »

Je prie qu'on remarque cette petite phrase d'allure innocente : « S'il avait pris un remords à V. M., » et cette préventive invocation « à l'avidité du libraire. » Toutefois, la résolution du Roi paraît prise, assez ferme pour résister même à l'adulation un peu grosse dont elle est battue comme une muraille à coups de bélier. Vainement, M^me^ du Châtelet gémit (14 juillet 1740) :

« Mais, Sire, il faut que je vous dise que le cœur me saigne de voir le genre humain privé de la *Réfutation de Machiavel*,

et je ne puis trop rendre de grâces à V. M. de la bonté qu'elle a de m'excepter de la loi générale et de m'en promettre un exemplaire; c'est le don le plus précieux que V. M. puisse me faire. Je ne crois pas que l'édition s'en achève en Hollande; mais j'imagine que V. M. en fera tirer quelques exemplaires à Berlin, et qu'elle n'oubliera pas alors la personne du monde qui fait le plus de cas de cet incomparable ouvrage. Je ne connais rien de mieux écrit, et les pensées en sont si belles et si justes qu'elles pourraient même se passer des charmes de l'éloquence. J'espère que V. M. sera servie comme elle le désire, et que ce livre ne paraîtra point. M. de Voltaire ira même en Hollande, si sa présence y est nécessaire, comme je le crains infiniment, car les libraires de ce pays-là sont sujets à caution, et je puis assurer V. M. qu'il ne lui fera jamais de sacrifice plus sensible que celui de ce voyage. J'espère cependant encore qu'il pourra s'en dispenser. »

Il s'agit donc de « rattraper » le manuscrit. Voltaire part, bon gré, mal gré. Le 20 juillet, il est à La Haye.

« Vos ordres me semblaient positifs; la bonté tendre et touchante avec laquelle Votre Humanité me les a donnés me les rendait encore plus sacrés... »

Et on peut le croire, que ces ordres étaient positifs. *Post-scriptum* de la lettre de Frédéric, du 27 juin : « Pour Dieu, achetez toute l'édition de l'*Antimachiavel*. »

« La première chose que je fis hier, en arrivant, continue Voltaire, fut d'aller chez le plus retors et le plus hardi libraire du pays, qui s'était chargé de la chose en question. Je répète encore à V. M. que je n'avais pas laissé dans le manuscrit un mot dont personne en Europe pût se plaindre. Mais, malgré cela, puisque V. M. avait à cœur de retirer l'édition, je n'avais plus ni d'autre volonté ni d'autre désir. J'avais déjà fait sonder ce hardi fourbe, nommé Jean van Duren, et j'avais envoyé en poste un homme qui, par provision, devait au moins retirer, sous des prétextes plausibles, quelques feuilles du manuscrit, lequel n'était pas à moitié imprimé; car je savais bien que mon Hollandais n'entendrait à aucune proposition. En effet, je suis venu à temps; le scélérat avait déjà refusé de rendre une page du manuscrit. Je l'envoyai chercher, je le sondai, je le tournai de tous les sens; il me fit entendre que, maître du manuscrit, il ne s'en dessaisirait jamais pour quelque avantage que ce

pût être, qu'il avait commencé l'impression, qu'il la finirait.

« Quand je vis que j'avais affaire à un Hollandais qui abusait de la liberté de son pays, et à un libraire qui poussait à l'excès son droit de persécuter les auteurs, ne pouvant ici confier mon secret à personne, ni implorer le secours de l'autorité, je me souvins que V. M. dit, dans un des chapitres de l'*Antimachiavel*, qu'il est permis d'employer quelque honnête finesse en fait de négociation. Je dis donc à Jean van Duren que je ne venais que pour corriger quelques pages du manuscrit. « Très volontiers, monsieur, me dit-il; si vous voulez venir chez moi, je vous le confierai généreusement feuille à feuille: vous corrigerez ce qu'il vous plaira, enfermé dans ma chambre, en présence de ma famille et de mes garçons. »

« J'acceptai son offre cordiale; j'allai chez lui, et je corrigeai en effet quelques feuilles qu'il reprenait à mesure, et qu'il lisait pour voir si je ne le trompais point. Lui ayant inspiré par là un peu moins de défiance, j'ai retourné aujourd'hui dans la même prison, où il m'a enfermé de même, et, ayant obtenu six chapitres à la fois pour les confronter, je les ai raturés de façon, et j'ai écrit dans les interlignes de si horribles galimatias, et des coq-à-l'âne si ridicules, que cela ne ressemble plus à un ouvrage. Cela s'appelle faire sauter son vaisseau en l'air pour n'être point pris par l'ennemi. J'étais au désespoir de sacrifier un si bel ouvrage, mais enfin j'obéissais au roi que j'idolâtre, et je vous réponds que j'y allais de bon cœur. Qui est étonné à présent, et confondu? C'est mon vilain. J'espère demain faire avec lui un marché honnête, et le forcer à me rendre le tout, manuscrit et imprimé; et je continuerai à rendre compte à V. M. »

Avant la fin du mois, Voltaire redouble :

« J'ai passé cette journée à consulter des avocats et à faire traiter sous main avec van Duren. J'ai été procureur et négociateur. Je commence à croire que je viendrai à bout de lui; ainsi de deux choses l'une : ou l'ouvrage sera supprimé à jamais ou il paraîtra d'une manière entièrement digne de son auteur.

« Que V. M. soit sûre que je resterai ici, qu'elle sera entièrement satisfaite, ou que je mourrai de douleur. Divin Marc-Aurèle, pardonnez à ma tendresse. »

Frédéric se serait-il fâché? En ce cas, il s'apaise vite, et s'accoutume à la « gloire de papier » qui lui est promise, car il consent dès le 5 août :

« Tout ce que je puis vous répondre à présent, c'est que je remets le *Machiavel* à votre disposition, et je ne doute point que vous n'en usiez de façon que je n'aie pas lieu de me repentir de la confiance que je mets en vous. Je me repose entièrement sur mon cher éditeur. »

A la mi-septembre, des copies sont prêtes pour Londres, pour Paris et pour la Hollande. Van Duren ne triomphera pas : Pierre Paupie et Guillaume Meyer sont sous roche. Voltaire conduit avec sa maîtrise accoutumée cette affaire de librairie. Néanmoins, le Roi, à qui une de ces copies a été soumise, proteste. Encore un coup, on l'a trop déguisé!

« J'ai lu le *Machiavel* d'un bout à l'autre; mais, à vous dire le vrai, je n'en suis pas tout à fait content, et j'ai résolu de changer ce qui ne m'y plaisait point, et d'en faire une nouvelle édition, sous mes yeux, à Berlin. J'ai, pour cet effet, donné un article pour les gazettes, par lequel l'auteur de l'*Essai* désavoue les deux impressions. Je vous demande pardon; mais je n'ai pu faire autrement, car il y a tant d'étranger dans votre édition, que ce n'est plus mon ouvrage. J'ai trouvé les chapitres XV et XVI tout différens de ce que je voulais qu'ils fussent; ce sera l'occupation de cet hiver que de refondre cet ouvrage. Je vous prie cependant, ne m'affichez pas trop, car ce n'est pas me faire plaisir; et d'ailleurs, vous savez que, lorsque je vous ai envoyé le manuscrit, j'ai exigé un secret inviolable. »

Deux mots sont à retenir de cette mercuriale : « Je ne suis pas content de votre édition; j'en ferai une nouvelle, sous mes yeux, à Berlin; » et : « Ne m'affichez pas trop. » Voltaire ne doit pas avoir la conscience absolument en paix, il prend les devans; il caresse, il flatte, il lèche :

« Sire, V. Majesté est d'abord suppliée de lire la lettre ci-jointe du jeune Luiscius; elle verra quels sont, en général, les sentimens du public sur l'*Antimachiavel*.

« M. Trévor, l'envoyé d'Angleterre, et tous les hommes un peu instruits, approuvent l'ouvrage unanimement. Mais je l'ai, je crois, déjà dit à Votre Majesté, il n'en est pas tout à fait de même de ceux qui ont moins d'esprit et plus de préjugés. Autant ils sont forcés d'admirer ce qu'il y a d'éloquent et de vertueux dans le livre, autant ils s'efforcent de noircir ce qu'il y a d'un peu libre. Ce sont des hiboux offensés du grand jour; et malheureusement, il y a trop de ces hiboux dans le monde.

Quoique j'eusse retranché ou adouci beaucoup de ces vérités fortes qui irritent les esprits faibles, il en est cependant encore resté quelques-unes dans le manuscrit copié par van Duren. Tous les gens de lettres, tous les philosophes, tous ceux qui ne sont que gens de bien, seront contens. Mais le livre est d'une nature à devoir satisfaire tout le monde; c'est un ouvrage pour tous les hommes et pour tous les temps. Il paraîtra bientôt traduit dans cinq ou six langues.

« Il ne faut pas, je crois, que les cris des moines et des bigots s'opposent aux louanges du reste du monde : ils parlent, ils écrivent, ils font des journaux : il y a même, dans l'*Antimachiavel*, quelques traits dont un ministre malin pourrait se servir pour indisposer quelques puissances.

« C'est donc, Sire, dans la vue de remédier à ces inconvéniens, que j'ai fait travailler nuit et jour à cette nouvelle édition (celle de Pierre Paupie), dont j'envoie les premières feuilles à Votre Majesté. Je n'ai fait qu'adoucir certains traits de votre admirable tableau, et j'ose m'assurer qu'avec ces petits correctifs, qui n'ôtent rien à la beauté de l'ouvrage, personne ne pourra jamais se plaindre, et cette instruction des rois passera à la postérité comme un livre sacré que personne ne blasphémera.

« Votre livre, Sire, doit être comme vous, il doit plaire à tout le monde; vos plus petits sujets vous aiment, vos lecteurs les plus bornés doivent vous admirer. »

Puis, tout à coup, au galop, par-dessus l'épaule, la flèche du Parthe : « Ne m'affichez pas trop! » recommande Frédéric; mais qui l'a affiché? qui s'est affiché?

« Ne doutez pas que votre secret, étant entre les mains de tant de personnes, ne soit bientôt su de tout le monde. Un homme de Clèves disait, tandis que Votre Majesté était à Moyland : « Est-il vrai que nous avons un Roi, un des plus savans et des plus grands génies de l'Europe? On dit qu'il a osé réfuter Machiavel. »

« Votre Cour en parle depuis plus de six mois. Tout cela rend nécessaire l'édition que j'ai faite, et dont je vais distribuer des exemplaires dans toute l'Europe, pour faire tomber celle de van Duren, qui d'ailleurs est très fautive.

« Si, après avoir confronté l'une et l'autre, Votre Majesté me trouve trop sévère, si elle veut conserver quelques traits

retranchés ou en ajouter d'autres, elle n'a qu'à dire ; comme je compte acheter la moitié de la nouvelle édition de Paupie pour en faire des présens, et que Paupie a déjà vendu, par avance, l'autre moitié à ses correspondans, j'en ferai commencer, dans quinze jours, une édition plus correcte, et qui sera conforme à vos intentions. Il serait surtout nécessaire de savoir bientôt à quoi Votre Majesté se déterminera, afin de diriger ceux qui traduisent l'ouvrage en anglais et en italien. C'est ici un monument pour la dernière postérité, le seul livre digne d'un roi depuis quinze cents ans. Il s'agit de votre gloire; je l'aime autant que votre personne. Donnez-moi donc, Sire, des ordres précis.

« Si Votre Majesté ne trouve pas assez encore que l'édition de van Duren soit étouffée par la nouvelle, si elle veut qu'on retire le plus qu'on pourra d'exemplaires de celle de van Duren, elle n'a qu'à ordonner. J'en ferai retirer autant que je pourrai, sans affectation, dans les pays étrangers, car il a commencé à débiter son édition dans les autres pays; c'est une de ces fourberies à laquelle on ne pouvait remédier. Je suis obligé de soutenir ici un procès contre lui ; l'intention du scélérat était d'être seul le maître de la première et de la seconde édition. Il voulait imprimer et le manuscrit que j'ai tenté de retirer de ses mains, et celui même que j'ai corrigé. Il veut friponner sous le manteau de la loi. Il se fonde sur ce que, ayant le premier manuscrit de moi, il a seul le droit d'impression. Il a raison d'en user ainsi; ces deux éditions et les suivantes feraient sa fortune, et je suis sûr qu'un libraire qui aurait seul le droit de copie en Europe gagnerait trente mille ducats au moins.

« Cet homme me fait ici beaucoup de peine. Mais, Sire, un mot de votre main me consolera; j'en ai grand besoin, je suis entouré d'épines...

« Je joins à ce paquet la copie de ma lettre à ce malheureux curé (Monsieur Cirille Le Petit, desservant de l'Église française), dépositaire du manuscrit, car je veux que V. M. soit instruite de toutes mes démarches. »

Impatient, Voltaire pousse et talonne Pierre Paupie, qui traîne et que van Duren gagne de vitesse. Mais le diable s'en mêle :

« Un petit accident d'ivrogne arrivé dans l'imprimerie a

retardé l'achèvement de l'ouvrage que je fais faire. Ce sera pour le premier ordinaire; cependant ce fripon de van Duren débite sa marchandise et en a déjà trop vendu...

« C'est un plaisant pays que celui-ci. Croiriez-vous, Sire, que van Duren, ayant le premier annoncé qu'il vendrait l'*Antimachiavel*, est en droit par là de le vendre, selon les lois, et croit pouvoir empêcher tout autre libraire de vendre l'ouvrage?...

« Cependant, comme il est *absolument nécessaire*, pour faire taire certaines gens, que l'ouvrage paraisse un peu plus chrétien, je me charge seul de l'édition pour éviter toute chicane, et je vais en faire des présens partout; cela sera plus prompt, plus noble et plus conciliant, trois choses dont je fais cas. »

Bientôt le mal est réparé (17 octobre); Voltaire exulte, en appuyant sur la nécessité de se faire « un peu plus chrétien, » pour ne pas heurter de front « les dévots, » « les bigots. »

« Voici enfin, Sire, des exemplaires de la nouvelle édition de l'*Antimachiavel*. Je crois avoir pris le seul parti qui restait à prendre et avoir obéi à vos ordres sacrés. Je persiste toujours à penser qu'il a fallu adoucir quelques traits qui auraient scandalisé les faibles et révolté certains politiques. Un tel livre, encore une fois, n'a pas besoin de tels ornemens. L'ambassadeur Camas serait hors des gonds, s'il voyait à Paris de ces maximes chatouilleuses, et qu'il pratique pourtant un peu trop. Tout vous admirera, jusqu'aux dévots. Je ne les ai pas trop dans mon parti, mais je suis plus sage pour vous que pour moi. Il faut que mon cher et respectable monarque, que le plus aimable des rois plaise à tout le monde. Il n'y a plus moyen de vous cacher, Sire, après l'ode de Gresset; voilà la mine éventée, il faut paraître hardiment sur la brèche. Il n'y a que des Ostrogoths et des Vandales qui puissent jamais trouver à redire qu'un jeune prince ait, à l'âge de vingt-cinq ou vingt-six ans, occupé son loisir à rendre les hommes meilleurs, et à les instruire, en s'instruisant lui-même. »

Frédéric se repent-il d'avoir malmené, ou craint-il d'avoir irrité un homme qu'il vaut mieux avoir à soi, bien que son amitié ne soit pas très sûre, et peut-être, tout justement, parce qu'elle ne l'est pas? Il lui écrit le 21 octobre :

« Je vous remercie encore, avec toute la reconnaissance possible, de toutes les peines que vous donnent mes ouvrages. Je n'ai pas le plus petit mot à dire contre tout ce que vous avez

fait, sinon que je regrette le temps que vous emportent ces bagatelles. »

Et, le 26 :

« Je vous suis mille fois obligé de l'impression de *Machiavel* achevée; je ne saurais y travailler à présent, je suis surchargé d'affaires. »

Vers le 20 novembre, surprise. Voltaire arrive subitement à Berlin. Deux mois avant, en septembre, il était allé voir le Roi au château de Moyland, si bien que Frédéric ne goûte pas, à cette seconde visite, un plaisir sans mélange. Il ne serait ni le fils de son père, ni Hohenzollern, s'il ne comptait point : il regrette un peu ce que lui coûte cet hôte qui s'invite, et qui a l'habitude de réclamer ses frais de voyage : « Son apparition de six jours, confie-t-il à Jordan, me coûtera par journée cinq cent cinquante écus. » Voltaire s'aperçoit-il qu'on lui bat froid? Ou bien est-ce la lettre de septembre, celle où on le grondait : « Je ne suis pas tout à fait content de cette édition, » est-ce cette lettre qui, courant après lui, l'a enfin rejoint? Il traverse seulement la Prusse, ne s'arrête pour ainsi dire pas. En prenant congé, le 28 novembre, il dépose au palais ce billet dans lequel il met en œuvre tous ses moyens, séduction, drôlerie, et rire; tout Voltaire y est, charmant et terrible :

« Je reçois, Sire, dans ce moment, une lettre de Votre Majesté que M. de Raesfeld me renvoie.

« Je suis bien fâché de ne l'avoir pas reçue plus tôt, j'aurais été consolé. Votre Majesté m'apprend qu'elle a pris le parti de désavouer l'une et l'autre édition, et d'en faire imprimer une nouvelle à Berlin, quand elle en aura le loisir. Cela seul suffit pour mettre sa gloire en sûreté, en cas qu'il y ait quelque chose dans ces éditions qui déplaise à Sa Majesté. L'ouvrage est déjà si généralement goûté, que Votre Majesté ne peut que se rendre encore plus respectable en corrigeant ce que j'ai gâté, et en fortifiant ce que j'ai affaibli. Puissé-je être aussi fripon qu'un jésuite, aussi gueux qu'un chimiste, aussi sot qu'un capucin, si j'ai rien en vue que votre gloire! Sire, je vous ai érigé un autel dans mon cœur; je suis sensible à votre réputation comme vous-même. Je me nourris de l'encens que les connaisseurs vous donnent; je n'ai plus d'amour-propre que par rapport à vous.

« Lisez, Sire, cette lettre que je reçois de M. le cardinal de Fleury. Trente particuliers m'en écrivent de pareilles; l'Europe

retentit de vos louanges. Je peux jurer à Votre Majesté que, excepté le malheureux écrivain de petites nouvelles, il n'y a personne qui ne sache que je suis incapable d'avoir fait un tel ouvrage de politique, et qui ne connaisse ce que peut votre singulier génie.

« Mais, Sire, quelque grand génie qu'on puisse être, on ne peut écrire ni en vers, ni en prose, sans consulter quelqu'un qui nous aime.

« Au reste, que la lettre de M. le cardinal de Fleury ne vous étonne pas, Sire; il m'a toujours écrit avec quelque amitié. Si j'étais mal avec lui, c'est que je croyais avoir sujet d'être mécontent de lui, et je n'avais pu plier mon caractère à lui faire ma cour. Il n'y a jamais que le cœur qui me conduise.

« Votre Majesté verra par sa lettre en original, que, quand j'ai fait tenir l'*Antimachiavel* à ce ministre comme à tant d'autres, je me suis bien donné de garde de désigner Votre Majesté comme l'auteur de cet admirable livre.

« Je vous supplie, Sire, de juger de ma conduite dans cette affaire par la scrupuleuse attention que j'ai eue à ne jamais donner à personne copie des vers dont Votre Majesté m'a honoré; j'ose dire que je suis le seul dans ce cas.

« Je vais partir demain. Madame du Châtelet est fort mal. Je me flatte encore d'être assez heureux pour assurer Votre Majesté, à Potsdam, du tendre attachement, de l'admiration et du respect avec lesquels je serai toute ma vie, Sire, etc. »

Voltaire resta à Berlin non point seulement jusqu'au lendemain, mais jusqu'au 2 ou au 3 décembre. Rien n'indique si, selon son espérance, il fut encore reçu à Potsdam, ou ne fut pas reçu. On a trois autres lettres de lui, pendant le retour, datées, l'une : « A quatre lieues par delà Wesel, je ne sais où, ce 6 décembre; » l'autre : « Clèves, 15 décembre; » la troisième : « Dans un vaisseau, sur les côtes de Zélande, où j'enrage, ce dernier décembre 1740. » Il n'y est plus question de l'*Antimachiavel*.

Lorsque, beaucoup plus tard, après les brouilles, dans ses *Mémoires*, Voltaire eut à parler de cet incident, voici comment il l'arrangea. Comme « il n'y a jamais que le cœur qui le conduise, » Frédéric y est bien drapé :

« Le roi de Prusse, quelque temps avant la mort de son père, s'était avisé d'écrire contre les principes de Machiavel. Si Machiavel avait eu un prince pour disciple, la première chose

qu'il lui eût recommandée aurait été d'écrire contre lui. Mais le prince royal n'y avait pas entendu tant de finesse, il avait écrit de bonne foi dans le temps qu'il n'était pas encore souverain, et que son père ne lui faisait pas aimer le pouvoir despotique. Il louait alors de tout son cœur la modération, la justice; et, dans son enthousiasme, il regardait toute usurpation comme un crime. Il m'avait envoyé son manuscrit à Bruxelles, pour le corriger et le faire imprimer; et j'en avais déjà fait présent à un libraire de Hollande, nommé van Duren, le plus insigne fripon de son espèce. Il me vint enfin un remords de faire imprimer l'*Antimachiavel*, tandis que le roi de Prusse, qui avait cent millions dans ses coffres, en prenait un aux pauvres Liégeois, par la main du conseiller Rambonet. Je jugeai que mon Salomon ne s'en tiendrait pas là. Son père lui avait laissé soixante et six mille quatre cents hommes complets d'excellentes troupes; il les augmentait, et paraissait avoir envie de s'en servir à la première occasion.

« Je lui représentai qu'il n'était peut-être pas convenable d'imprimer son livre précisément dans le temps même qu'on pourrait lui reprocher d'en violer les préceptes. Il me permit d'arrêter l'édition. J'allai en Hollande uniquement pour lui rendre ce petit service; mais le libraire demanda tant d'argent, que le Roi, qui d'ailleurs n'était pas fâché dans le fond du cœur d'être imprimé, aima mieux l'être pour rien que de payer pour ne l'être pas. »

On m'excusera d'avoir conté l'histoire de ce livre d'un prince contre le *Livre du Prince* tout au long, c'est-à-dire peut-être trop longuement, et de n'en avoir pas pourtant dissipé toutes les obscurités. Sous la trame ainsi découverte, il est permis de soupçonner encore quelque intrigue à double ou triple détente. Qu'est-ce que Frédéric désirait, au juste? Et qu'est-ce que Voltaire fit exactement? Les contemporains n'y virent guère plus clair que nous, et ne se portent garans ni de la simplicité, ni de la sincérité de l'opération (1).

(1) L'*Examen des Mémoires pour servir à la vie de Voltaire* en donne une explication, que nous reproduisons sous toutes réserves :

« Ces corrections prétendues [de Voltaire à l'*Antimachiavel*] ne portaient que sur quelques fautes de langage. [Nous avons vu que *non*.] Voltaire était un pauvre politique. Il n'avait pas fait présent du manuscrit à van Duren, mais stipulé un bon traité par lequel il devait lui revenir pour quatre mille francs de livres de toute espèce qu'il comptait bien revendre à Sa Majesté. »

« L'on sera peut-être surpris de voir paraître une quatrième édition de l'*Antimachiavel*, dans un temps si près des trois premières, qu'à peine auroit-il suffi à faire connaître un autre livre, dit le libraire d'Amsterdam Jacques La Caze, en son avertissement au lecteur. . . . . .

« La différence qu'il y a entre l'édition originale (celle de Voltaire) et les deux autres, est si considérable, que quiconque se donnera la peine de les comparer s'apercevra aisément qu'elles n'ont point été faites sur le même manuscrit. Ceux qui ont fait cette comparaison en ont été surpris, et ont été embarrassés, quand il s'est agi d'en rendre raison. D'où vient cette différence entre ces deux manuscrits ? Comment se peut-il que, venant de la même source, ils soient si différens? Par quel hasard le manuscrit est-il tombé entre les mains du libraire de La Haye ? Pourquoi M. de Voltaire, qui s'était chargé d'en donner une édition, en a-t-il laissé tirer des copies, toujours différentes de l'original ? Ce n'est pas à moi à résoudre toutes ces difficultés. »

Résignons-nous à ce qu'elles ne soient jamais entièrement résolues ; et confrontons maintenant avec la morale du livre les actions de l'auteur, le Roi avec *le Prince*.

*
* *

« Entre autres productions littéraires, dit Macaulay dans son admirable Essai sur Frédéric II, le prince avait écrit une réfutation de Machiavel; Voltaire se chargea de la faire imprimer. Elle était intitulée l'*Antimachiavel* et consistait en une édifiante homélie contre la rapacité, la perfidie, le gouvernement arbitraire, les guerres injustes, en un mot contre presque tout ce qui rappelle maintenant aux hommes le nom de son auteur. »

La matière n'était pas neuve. Pour ne parler que de l'Allemagne, il y avait un siècle et demi qu'elle était pétrie à toutes mains. Outre la traduction allemande du livre d'Innocent Gentillet : *Anti-Machiavellus, das ist Regentenkunst und Fürstenspiegel*, Frédéric avait pu, il avait dû feuilleter les Dissertations de Barlaeus, le *Thesaurus* de Phil. Honorius, les *Disquisitiones* d'Isaac Schook, l'*Examen breve* de S. Pichler, le *Schediasma* de Feustking, les leçons ou discours de Ch. Weiss, le *Politicus sceleratus impugnatus* de Ch. Peller.

Tout cela, exercice d'école; viande de pédant, remâchée de

bouquin à bouquin. Ce qui était nouveau, c'était de voir *le Prince* combattu par un prince. Action méritoire, mais imprudente. La finesse et l'expérience de Voltaire ne s'y trompent pas. Outre les fautes de composition, « les fautes contre la langue, » il condamne sévèrement les propositions téméraires qui pourraient, dans la suite, être opposées à leur « illustre » et « vertueux » auteur, se retourner contre lui, lui nuire, ou simplement le gêner. Le travail auquel il se livre est, si l'on me passe le mot, un minutieux épluchage. Pour en juger, il n'y a qu'à rapprocher les deux versions de l'*Antimachiavel* qui s'écartent le plus l'une de l'autre : le texte de la *Réfutation*, d'après l'autographe de Frédéric, et l'édition de Pierre Paupie, établie par Voltaire, définitivement, *ne varietur*. Prenons, par exemple, deux des chapitres sur lesquels Voltaire avait particulièrement appelé l'attention de Frédéric, avec succès du reste, car on retrouve dans l'ouvrage, et presque en propres termes, les argumens suggérés dans la lettre; les chapitres XVII et XVIII du *Prince*. L'impitoyable éditeur ne se contente pas d'émonder des incorrections ou d'écheniller des injures, de faire tomber les « fourbe politique, » les « malhonnête homme, » les « coquin méprisable, » dont la discussion est hérissée; il taille à coups de hache, abattant des paragraphes tout entiers.

Le chapitre XVII est le fameux chapitre : *De la cruauté et de la clémence, et s'il est mieux d'être aimé que redouté.* Frédéric avait écrit :

« Les princes... sont les arbitres suprêmes de la justice. Un mot de leur bouche fait marcher devant eux ces organes sinistres de la mort et de la destruction, un mot de leur bouche fait voler au secours les agens de leurs grâces, ces ministres qui annoncent de bonnes nouvelles. Mais qu'un pouvoir aussi absolu demande de circonspection, de prudence et de sagesse pour n'en point abuser!

« Les tyrans ne comptent pour rien la vie des hommes. L'élévation dans laquelle les a placés la fortune les empêche de compatir à des malheurs qu'ils ne connaissent point: ils sont comme ceux qui ont la vue basse, et qui ne voient qu'à deux pas d'eux: ils ne voient qu'eux-mêmes, et n'aperçoivent point le reste des humains ; peut-être, si leurs sens étaient frappés par l'horreur des supplices infligés par leur ordre, par les cruautés qu'ils font commettre loin de leurs yeux, par tout ce qui devance

et accompagne la mort d'un malheureux, que leurs cœurs ne seraient pas assez endurcis pour renier constamment l'humanité, et qu'ils ne seraient pas d'un sang-froid assez dénaturé pour ne point être attendris. »

Supprimé. Un peu plus loin, il y avait, dans le manuscrit de Frédéric : « Ils ne se portent à la sévérité (les bons princes) que pour éviter une rigueur plus fâcheuse qu'ils prévoient s'ils se conduisaient autrement ; et ils ne prennent de ces résolutions funestes que dans des cas désespérés et pareils à ceux où un homme se sentant un membre gangrené, malgré la tendresse qu'il a pour lui-même, se résoudrait à le laisser retrancher, pour garantir et pour sauver du moins par cette opération douloureuse le reste de son corps. Ce n'est donc pas sans la plus grande nécessité qu'un prince doit attenter à la vie de ses sujets : c'est donc sur quoi il doit être le plus circonspect et le plus scrupuleux. »

Réduit par Voltaire à une seule phrase très brève, le dernier aphorisme est soigneusement coupé. On ne sait pas ce qui peut arriver! Plus loin encore, il y avait cette amorce de développement :

« Pour répondre un mot à l'auteur, il me suffira d'une réflexion ; c'est que les crimes ont une enchaînure si funeste, qu'ils se suivent nécessairement dès qu'une fois les premiers sont commis. Ainsi l'usurpation attire après soi le bannissement, la proscription, la confiscation et le meurtre. Je demande s'il n'y a pas une dureté affreuse, s'il n'y a pas une ambition exécrable d'aspirer à la souveraineté, lorsqu'on prévoit les crimes qu'il faut commettre pour s'y maintenir. Je demande s'il y a un intérêt personnel dans le monde qui doive faire résoudre un homme à faire périr des innocens qui s'opposent à son usurpation, et quel appât peut avoir une couronne souillée de sang. Ces réflexions feraient peut-être peu d'impression sur Machiavel, mais je me persuade que tout l'univers n'est pas aussi corrompu que lui. »

*Transverso calamo signum.* A côté de ces ratures, on en pourrait signaler d'autres. Mais il faut remarquer que Voltaire ne se borne pas à aérer le français un peu germanique et indigeste de l'auteur. Il ne se contente pas d'alléger une prose un peu compacte ; quel que soit le service qu'au point de vue littéraire il rende à son royal élève, il a la prétention de lui en

rendre, par surcroît ou tout d'abord, un bien plus grand. d'ordre politique, en l'empêchant de trop promettre et de trop s'interdire, de trop se compromettre. C'est ce que montrerait aussi un pareil examen du chapitre XVIII : *En quelle manière les princes doivent observer la foi.* Dans ce chapitre comme dans le précédent, plusieurs paragraphes sont barrés. Voltaire y fait la chasse aux fautes de style ou de goût, aux outrages inutiles, aux invectives et épithètes superflues; oui, sans doute, mais il n'est pas un régent de collège, pour n'avoir que cet unique, ni même que ce principal souci. Comme il est nécessaire, pour faire taire certaines gens, que l'ouvrage « paraisse un peu plus chrétien, » —ce qui, venant de Voltaire est proprement « le comble » du machiavélisme entendu au sens courant, — il efface, ajoute et change. A la fin d'un petit morceau sur César Borgia, prototype et parangon du Prince selon Machiavel, Frédéric avait voulu mettre : « Il lui fallait des exemples (à Machiavel); mais d'où les aurait-il pris que du registre des procès criminels ou de l'histoire *des Papes?* » Reculant devant le scandale, mouvement admirable chez lui, Voltaire saisit le grattoir et la sandaraque. Au lieu de « l'histoire des Papes, » il met tranquillement : « l'histoire des Nérons et de leurs semblables, » car Néron n'est plus là pour se plaindre, et personne n'osera s'avouer semblable à Néron, tandis qu'il y a toujours un Pape, avec qui les rois ont toujours des affaires. De même, Frédéric voulait donner comme une des causes de succès d'Alexandre VI, avec « le contraste de l'ambition française et espagnole, la désunion et la haine des familles d'Italie, les passions et la faiblesse de Louis XII, » « les sommes d'argent qu'extorquait Sa Sainteté et qui la rendirent très puissante. » Voltaire tolère la « faiblesse » de Louis XII, mais ne supporte pas ses « passions, » et surtout ne saurait souffrir qu'il soit fait allusion aux exactions et extorsions d'un Pape, fût-ce Borgia, fût-ce Alexandre VI! Partout et surtout il s'attache à « christianiser » la prose royale. Si Frédéric avance quelque part que « le peuple aimera mieux un prince *incrédule*, mais honnête homme... qu'un orthodoxe scélérat et malfaisant, » un prince incrédule, fi donc! Voltaire ne l'accepte que « sceptique. »

Envers les États temporels, il a, pour les mêmes motifs, les mêmes attentions. Frédéric avait écrit : « Une certaine Puissance, dans un manifeste, déclare positivement les raisons de

sa conduite, et elle agit ensuite d'une manière qui était tout opposée à ce manifeste. « C'était, directement et personnellement, viser l'empereur Charles VI. Maladresse et provocation. Voltaire estompe le contour : « on voit quelquefois des Puissances... » A la première lecture, manuscrit remis au libraire van Duren, il avait laissé passer des choses qu'à la seconde, interprétant mal les résistances de l'auteur, il rejette rigoureusement. Par cette double distillation, et au moyen de quelques raccords, avec, de place en place, un replâtrage, généralement historique, est obtenu le texte publié chez Pierre Paupie, qui est presque autant de Voltaire que de Frédéric. Dans la forme, le livre n'y perd pas, il y gagne ; il est moins traînant, moins pesant, débarrassé de ses semelles de plomb, plus vif, plus facile. Quant à la valeur même de l'*Antimachiavel*, comme œuvre de critique morale et politique, elle n'y a ni perdu ni gagné. Après comme avant Frédéric et Voltaire, le machiavélisme est demeuré debout, si, en son fond perpétuel et universel, il se réduit à cette définition réaliste de la politique : « l'art de plier soit les hommes aux choses, soit les choses aux hommes et de conformer les moyens au but. » L'erreur est venue justement d'avoir voulu, contre Machiavel, faire œuvre tout à la fois de critique morale et de critique politique, autrement dit, d'avoir réuni ce que Machiavel a séparé, et de s'être ainsi trompé sur la nature, l'objet, et le caractère du machiavélisme. C'est ce qu'un Allemand, qui ne saurait être accusé d'irrévérence pour la mémoire du roi de Prusse, le célèbre professeur Robert de Mohl, a constaté dans ce jugement : « D'une véritable réfutation de Machiavel, il n'y en a proprement pas un mot ; bien plutôt, tout le travail du prince n'est-il qu'un grand malentendu ; » en bon français, ce n'est qu'un long contresens.

Le machiavéliste, en effet, ne regarde pas à la qualité morale des moyens, il n'en fait pas une question de conscience ; il n'épilogue pas pour savoir si tel ou tel les emploierait, ni si lui-même n'en préférerait pas d'autres : si le succès est au bout ils sont bons, et ils ne valent rien s'ils ne réussissent pas. Ce n'est point qu'il y ait deux morales, mais c'est qu'en politique, pour Machiavel, il n'y a point de morale, ou que la politique est une chose, et la morale une autre chose. — Tu veux aller là, en voici le plus court et le plus sûr chemin. Maintenant ton

âme en pâtira-t-elle ? Ce n'est pas affaire à moi, ton conseiller, mais affaire à ton confesseur. Et si tu sais ce qu'est la politique, si tu es sage, si tu es fort, si tu es le Prince, tu feras appeler ton conseiller avant, et tu ne feras appeler ton confesseur qu'après. Voilà la pure essence de la doctrine machiavélique, qui, pour user d'une formule devenue banale, n'est pas immorale, n'est pas morale, est amorale : la politique est une géométrie. » Voilà pourquoi aussi, lorsqu'il fit l'Allemagne, Bismarck, mais d'abord Frédéric, quand il fit la Prusse, furent de grands machiavélistes. On se rappelle le trait aigu de Voltaire, dans ses *Mémoires*, alors qu'en dix-neuf ans de règne, le Roi avait déjà pu se faire connaître à ses actes : « Si Machiavel avait eu un prince pour disciple, la première chose qu'il lui eût recommandée aurait été d'écrire contre lui. » Le fin du fin du machiavélisme, pour un prince de la qualité de celui-ci, aurait donc été d'écrire l'*Antimachiavel*. Mais sachons « dater nos justices, » suivant le précepte de Michelet. Nous partons de 1740, et Frédéric vécut jusqu'en 1786. L'annexion de la Silésie est de 1744, le partage de la Pologne est de 1772. Antimachiavéliste et machiavéliste tour à tour ; antimachiavéliste comme prince, machiavéliste comme roi ; antimachiavéliste comme philosophe, machiavéliste comme chef d'État ; — machiavéliste bien plus souvent, bien plus profondément, bien plus spontanément qu'antimachiavéliste ; — le contraire absolu de lui-même dans son livre et dans sa vie, — il s'acquitta magistralement de réfuter sa réfutation.

CHARLES BENOIST.

# DIXMUDE

## UN CHAPITRE DE L'HISTOIRE DES FUSILIERS MARINS

### II[1]

#### VII. — LES PREMIERS EFFETS DU BOMBARDEMENT

Le quartier général belge a-t-il jugé que son front de la route d'Ostende était trop excentrique, et que la ligne de l'Yser lui offrirait un plus solide épaulement? C'est probable. Et, à ce compte, notre diversion sur Beerst n'aura pas été complètement inutile, puisqu'elle aura permis le repli en bon ordre des troupes belges; mais, d'autre part, du fait de cette diversion et du renforcement des troupes allemandes, l'offensive sur Thourout n'a pu se préciser : les goumiers sont rentrés à Loo; le reste de la cavalerie française a dû suivre le mouvement. Tout le terrain est dégagé devant Dixmude, et l'ennemi, grossi de nouvelles formations, et qui a reçu d'Anvers son artillerie lourde, devenue disponible par la chute de la ville, va pouvoir reprendre en toute sécurité l'attaque de nos positions, combinée avec une action parallèle sur les lignes du bas et moyen Yser. Pour l'intelligence de ce qui va suivre, il convient en effet de se rappeler que la défense de Dixmude et celle de l'Yser, puis, après que l'Yser aura été forcé, la défense de la voie ferrée de Caeskerke-Nieuport, sont intimement liées et que Pervyse et Ramscappelle mènent aussi bien à Furnes que Dixmude, Pollinchove ou Loo.

(1) Voyez la *Revue* du 1er mars

A une situation nouvelle convenait une organisation nouvelle des forces alliées : dans la nuit du 19 octobre, la brigade belge Meyser passait sous les ordres de l'amiral; le 20, à onze heures, la première « marmite » tombait sur Dixmude. « Jusque-là, écrit le capitaine de compagnie X..., les shrapnells de 77, aux miaulemens étranges, étaient les seuls cadeaux que l'ennemi avait envoyés. Mais, dans la journée du 20, commencèrent à pleuvoir les marmites, et leur premier objectif fut, bien entendu, l'église. A la cinquième ou sixième, ce joli édifice était en feu (1). » Nous n'y avions pourtant aucun observateur. Jusqu'au matin, en prévision du bombardement, on avait travaillé aux tranchées. Les plus rapprochées de l'ennemi avaient été crénelées, barbelées, approfondies à 1m,75 et solidement plafonnées. Mais toute la défense intérieure était encore à organiser, notamment le talus du chemin de fer, où les « gros noirs » pleuvaient dru. Un soir que sa compagnie était de réserve après 48 heures de tranchées, le lieutenant de vaisseau A... fut commandé pour y prendre position. Il y avait été de garde la troisième nuit précédente; il savait, par expérience, combien l'endroit était dangereux et, moins pour lui que pour les 250 hommes dont il avait la responsabilité, il tenait à libérer sa conscience de chef.

— Il n'y a pas de tranchées au talus du chemin de fer, commandant, fit-il observer au capitaine de vaisseau V...

— Je le sais.

— Bien, commandant.

« Et souriant, pour donner confiance à ses hommes, ajoute le témoin qui nous rapporte ce dialogue, il s'en alla vers un poste aussi découvert qu'un glacis. »

Avec de tels officiers, Dixmude était mieux défendue que par un triple cordon de blockhaus. Les hommes, qui valaient les chefs, s'étaient vite habitués au fracas des « marmites. » Elles font plus de bruit que de mal, « parce qu'on peut les voir venir et qu'elles s'annoncent par un grincement de poulies mal graissées, » expliquait à sa famille un fusilier, qui ajoutait naïvement : « Tout de même, celui qui a envie d'entendre des coups de canon n'a qu'à venir ici. » De fait, le tapage était effroyable : 420, 305 et 77 tonnaient à l'unisson. Sans artillerie

(1) Cf. Dr Caradec, *op. cit.*

lourde pour riposter à l'ennemi, nous devions nous contenter d'attendre l'attaque inévitable qui allait suivre le nettoiement du terrain. Mais, là, les soixante-douze pièces de nos six groupes pouvaient dire leur mot. Malheureusement, à notre droite, les ravages causés dans les tranchées belges par les rafales de l'artillerie allemande ne permettaient plus à nos alliés de se maintenir : prévenu à temps, l'amiral envoya quatre de nos compagnies les remplacer. Les tranchées n'étaient pas plutôt regarnies que l'attaque ennemie se déclencha. Sûre d'elle, du succès, elle avait adopté, comme la première fois, la formation en masses profondes, les mitrailleuses à l'arrière, les vétérans aux deux ailes, les conscrits au centre et à l'avant, ceux-ci avec des figures d'extatiques, ceux-là gorgés du souvenir de leurs anciennes victoires, tous communiant dans le même idéal patriotique, cadençant le pas et chantant leurs hymnes au Dieu national (1). C'étaient des jeunes gens pour la plupart, presque des enfans (2). Dans les tranchées plus tard, quand les fusiliers tomberont sur eux, ils se jetteront à genoux, joindront les mains et demanderont grâce en pleurant. Mais ici, dans l'ivresse de la mêlée, coude à coude sur seize rangs d'épaisseur (3), ils n'ont plus qu'une grande âme collective et farouche; ils avancent d'un mouvement rythmique, à peine onduleux, quand la mitraille les bat, vrais fils de ces autres barbares qui se liaient de chaînes pour ne faire qu'un bloc dans la mort ou dans la victoire. Une odeur d'alcool, d'éther et de meurtre les précédait, comme l'haleine de cette machine sanglante. Nos hommes les laissèrent approcher à moins de cent mètres : aux cris de *Vorwaerts* (En avant!), partis des rangs ennemis, répondirent brusquement chez nous les ordres : « Feu à volonté! Feu à répétition! » jetés par les officiers et les premiers maîtres. Derrière leurs créneaux, dans le bourdonnement des balles et l'éclatement des shrapnells, les fusiliers ne perdaient pas un de leurs coups. Nos mitrailleuses se mettaient de la partie. « On

(1) Cf. relations diverses, et notamment Cᵗ de Civrieux (*République Française* du 10 février).

(2) Voyez la lettre de la p. 375. Cf. aussi ce passage de la lettre du fusilier F. A..., d'Audierne : « Nous avons fait des prisonniers tout jeunes, d'à peine 16 ans et qui s'étaient engagés soi-disant pour faire la police à Paris. Voyez comme ces gosses sont trompés! » D'un autre, le fusilier C..., du Palais : « Trois jeunots d'Allemands, d'environ seize ans, se trouvaient à trois ou quatre mètres de moi... »

(3) Vingt rangs, selon d'autres; en colonnes par 8, suivant une troisième version.

va t'en moudre! » hurlaient les pointeurs, gagnés à leur tour par l'ivresse contagieuse de la bataille. Les Allemands avançaient toujours, mais leurs masses n'étaient plus aussi profondes; la machine disloquée ne jouait plus que faiblement. Elle vint râler son dernier effort au pied des tranchées, dans les réseaux de fil de fer barbelé où chaviraient les survivans. A huit heures du soir, trois coups de sifflet, stridens comme une sirène d'usine, mettaient fin au travail de ce monstrueux organisme.

Depuis six heures on se battait dans la nuit. Une fois de plus, nous étions vainqueurs, mais à quel prix! Dixmude, que l'artillerie lourde de l'ennemi n'avait cessé de bombarder durant l'attaque, n'est pas encore « le tas de cailloux et de cendre, » l'alignement de pierres noircies qu'elle sera plus tard; mais déjà son agonie a commencé. On ne compte pas les maisons éventrées. Tout un quartier brûle autour de l'église Si forte qu'elle soit, la pluie n'éteindra pas ces incendies attisés par la déflagration des obus à pétrole. Un projectile, à l'heure de l'Angelus, est venu frapper le clocher de Saint-Nicolas : le bourdon, atteint en plein corps, a poussé une sorte de râle dont les vibrations se sont longuement propagées dans l'espace. « Pauvre Dixmude! écrit un marin, c'est ton glas qui sonne. » Heureusement, la population n'est plus là. Le bourgmestre a donné le signal de l'exode, et tous lui ont obéi, la mort dans l'âme, à l'exception des Carmélites et d'une douzaine de traînards ou d'entêtés comme ce vieux bedeau dont nous parle M. T'Sertevens, qui habitait sur la Grand'Place une vieille petite maison à ogives et à fenêtres grillées et qui, la pipe à la bouche, vous apportait les clefs de l'église : il jargonnait le flamand rude de la côte, il était tanné par le vent marin. « L'église, la maison, la place, le bonhomme, s'accordaient, traduisaient l'âme unique de la mère Flandre, » et tout cela devait s'abîmer en même temps, le bonhomme n'ayant pu se désencastrer de son logis « dont il semblait une pierre plus vivante. »

Par précaution, malgré la retraite de l'ennemi, les quatre compagnies de fusiliers avaient été laissées à leur poste de combat. Dans la nuit en effet, des fusillades intermittentes, au Nord de l'Yser, purent faire croire à une reprise d'offensive. La seule attaque un peu sérieuse se produisit à trois heures du matin, mais « nous n'eûmes pas de peine à la repousser, note

le fusilier R..., car, dans nos tranchées couvertes, nous sommes inexpugnables. » Déçu, l'ennemi se retourna vers la ville qu'il recommença au petit jour à bombarder. Par hasard, le temps s'était nettoyé, « débouché, » disent les marins : le *schoore* souriait ; l'alouette chantait ; lasses de meugler après l'étable ou déjà résignées à leur vie d'abandon, des vaches ruminaient au soleil (1), et l'interminable file des canaux, les flaques argentées des *watergands* luisaient doucement sur le velours brun du palus. Le ciel, lui, comme chez le Psalmiste, s'armait de tonnerre et d'éclairs. Le bombardement devint particulièrement intense dans l'après-midi. « Par momens, la ville s'effondrait, écrit un officier. Les Allemands avaient d'abord amené contre elle du 10 centimètres, puis du 15 centimètres, puis du 21 centimètres, puis, comme cela ne suffisait pas, pour avoir raison de ces satanés marins, on finit par leur servir le grand jeu : 305 et 420 (2). » Nos compagnies de réserve dans Dixmude ne laissaient pas d'être fortement éprouvées par ce feu terrible, malaisé à repérer et plus malaisé encore à éteindre avec nos canons courts. Pour ajouter au désarroi de la situation, nous apprenons tout à coup que l'ennemi, à quatre heures, s'est emparé d'une tranchée des lisières extérieures, au Sud de la ville. Surprise par une attaque en force, la section belge qui l'occupait, après une belle résistance, « quelques belles secousses, » dira pittoresquement un marin, a cédé, entraînant la débandade de la section de fusiliers en soutien derrière elle. Seul le lieutenant de vaisseau Cayrol est resté à son poste, revolver au poing, pour permettre à ses hommes d'emporter les mitrailleuses (3). Trois compagnies se glissent immédiatement vers les tranchées compromises, après que nos canons en ont un peu nettoyé les abords.

« Nous voilà en tirailleurs, écrit un des acteurs de cette scène, et, pendant que les Boches essaient de se reformer, avant qu'ils soient revenus de leur surprise, à cinquante mètres, feu de salve, puis à la baïonnette. Il fallait les voir courir comme

(1) « On voit les animaux courir partout sur les routes, dans les champs, personne ne s'occupe d'eux. » (Lettre du fusilier E. T...) Voyez aussi, plus loin, de Nanteuil.

(2) Cf. Dr Caradec, *op. cit.*

(3) La note qui me fournit ce renseignement sur l'héroïque conduite du lieutenant Cayrol ajoute : « Reçoit une balle en plein front. Rapporté par ses hommes au poste de secours où il nous rend compte de l'événement et de la bravoure de ses hommes. Ne se laisse évacuer qu'après avoir reçu l'assurance que ses mitrailleuses sont sauvées. — Revenu au front. »

des lièvres, jetant les armes et tout leur fourniment. Ah! alors quelle razzia! Cinq à six cents morts et blessés et quarante prisonniers, dont trois officiers. Nous réoccupons les tranchées, et je reste toute la nuit en tête à tête avec un Belge mort et un Boche blessé, qui ne se réveille que pour crier : « Vive France!... » de peur qu'on ne l'embroche. Quand le jour est venu et que nous avons vu notre ouvrage... (Ici un arrêt : un obus éclate au-dessus de ma tête, casse un fusil et me jette une poignée de terre dans la figure. Léger désagrément. Je continue.) ... c'était du joli. Toute la journée, les brancardiers ont ramassé des morts et des blessés, pendant que nous tirions de temps en temps des coups de fusil. Tous les blessés ramassés sont des jeunes : seize à vingt ans, de la dernière levée (1). »

La nuit suivante, même aventure, sauf que, cette fois, ce sont les tranchées du Nord qui ont « molli. » Comme toujours, c'est aux marins de les reprendre. Faute d'élémens disponibles, on y envoie deux compagnies du 2e régiment qui étaient prévues pour la relève : elles rétablissent les affaires en quelques coups de baïonnette.

« Vous croyez qu'après cette danse-là on avait droit à un tour de buffet? écrit un deuxième maître de manœuvre. Ouiche! Ma compagnie était prévue pour la relève : elle va prendre la relève. Dire qu'on n'est pas un peu esquinté, ce serait mentir; mais enfin, on tient tout de même; on se compte : il en manque à l'appel qui ne reverront plus leur maman... Si encore on pouvait se secouer un peu pour se dégourdir les pattes!... Mais on est tassé dans la boue comme des sardines dans leur huile. Et, au matin, voilà le charivari qui recommence : quelques shrapnells d'abord, puis, de midi à une heure, une vraie trombe d'obus de tous les calibres. En font-ils un gaspillage de munitions, les brigands (2)!... »

Cette défense de l'Yser, c'est, suivant l'expression du Dr L..., « une éternelle toile de Pénélope : » à peine raccordé, le tissu craque sur un autre point. On sent que la pression allemande, grâce aux renforts qui lui arrivent de tous côtés, se fait chaque jour plus violente. Impuissant sur le flanc de la défense, où l'énergique attitude de nos marins lui donne l'illusion qu'il se heurte à des forces supérieures, l'ennemi insiste sur son centre,

(1) Lettre du fusilier X..., citée par *l'Éclair*.
(2) Lettre du deuxième maître de manœuvre A...

qu'il réussit à enfoncer le 22 octobre, occupant Tervaete et prenant pied « pour la première fois sur la rive gauche de l'Yser (1). » La première division belge, refoulée, mais non rompue, nous fait savoir qu'elle contre-attaquera le lendemain, appuyée par notre artillerie. Nous lui enverrions bien, en outre, un ou deux de nos bataillons de réserve. Mais, le lendemain, Dixmude et nos tranchées extérieures sont soumises à un tel bombardement que nous n'avons pas trop de toutes nos forces pour résister. Les Allemands utilisent évidemment les plus gros calibres, de 21 et peut-être de 28. Leur infanterie, malgré tout, ne peut entamer nos tranchées. Nous faisons quelques pertes, tant en tués qu'en blessés, dont le commandant Delage, « colonel » du 1er régiment, qui, une fois pansé, ne voudra pas rester à l'ambulance et reprendra son commandement avant d'être guéri. Mais, à Tervaete, les choses n'ont pas aussi bien tourné pour nos alliés : si, après l'échec d'une première tentative, une seconde contre-attaque, plus vigoureusement menée, est parvenue « à rejeter les Allemands dans la rivière ou sur l'autre rive, » c'est là, reconnait le *Courrier de l'Armée belge*, un « succès passager, car, le soir, des renforts allemands reprirent l'attaque et emportèrent Tervaete. » Notre artillerie avait fait de son mieux en la circonstance; mais, couverte par le tintamarre des grosses pièces allemandes, elle n'était pas de taille à soutenir longtemps la conversation. « Nous n'avons toujours à notre disposition que les petits canons belges, écrivait le matin du 22 l'enseigne M... Pourtant on nous annonce deux batteries de 155 court et deux de 120 long. » Elles arrivèrent dans la soirée. « A la bonne heure! Maintenant peut-être va-t-on pouvoir causer avec les Boches. »

Mais déjà n'est-il pas trop tard? Dixmude n'est inexpugnable qu'autant qu'on ne peut la prendre à revers. Et l'ennemi, qui a fini par occuper toute la boucle de Tervaete, s'infiltre d'heure en heure dans la vallée de l'Yser. En dernier lieu, on le signale à Stuyvekenskerke. La 42e division d'infanterie française

(1) *Courrier de l'Armée belge*. La pression, dit cet officiel, était très forte depuis le 20. Ce jour-là, « une furieuse canonnade de pièces de tous calibres » avait été « dirigée contre les lignes belges. Une ferme comprise dans le front de la deuxième division fut prise par les Allemands, reprise par les Belges et reperdue à nouveau... » Le 21, une attaque sur Schoorbaekke, combinée avec l'attaque sur Dixmude, échoua devant l'héroïsme de nos alliés. « Mais les Belges s'épuisaient... »

(général Grossetti), qui doit remplacer sur l'Yser la 2e division belge, aux trois quarts démolie, n'a pas encore eu le temps d'entrer en ligne. A Dixmude même, la pression est formidable; les obus pleuvent sur nous de tous les côtés, de Wladsloo, d'Eessen, de Clercken, où les Allemands ont transporté leur artillerie lourde. En même temps, avec l'obstination d'un bélier qui donne du front contre l'obstacle, l'infanterie ennemie, à intervalles réguliers d'une heure, prononce contre nos tranchées des attaques toujours précédées de quelques obus de gros calibre. On dirait qu'elle veut retenir notre attention, nous empêcher de remarquer ce qui se passe là-bas, dans la dépression de l'Yser, où moutonne une houle grise et dont le *schoore* semble en marche vers Oud-Stuyvekenskerke. Mais le mouvement n'échappe pas à l'amiral, qui l'observe de Caeskerke. D'où viennent ces troupes? De Tervaete, de Stuyvekenskerke ou d'ailleurs? Nous l'ignorons et peu importe. Qu'une brèche ou une autre ait été ouverte dans la défense du moyen Yser, l'infiltration allemande a gagné jusqu'à nous : Dixmude est tournée!

Dans la situation la plus critique où se soit encore trouvée la brigade, l'amiral ne dispose que de sa réserve générale et des réserves des secteurs : pour barrer l'accès des ponts de Dixmude, le commandant Rabot, avec un bataillon, court étayer l'aile gauche du front; le commandant Jeanniot, avec un autre bataillon, se glisse vers Oud-Stuyvekenskerke, où il a pour instruction de s'établir « coûte que coûte. » Manœuvre singulièrement difficile à exécuter, sous un feu qui nous prenait de plein fouet et avec des hommes déjà brisés de fatigue, crevant de froid et de sommeil. Mais ces hommes étaient des marins.

« Le 24 octobre, écrit le fusilier F..., de l'île de Sein, on venait de passer la journée et la nuit en première ligne. Cette nuit-là, on avait eu deux hommes de tués dans la tranchée et quatre de blessés par un obus, et l'on allait à l'arrière pour avoir un repos bien gagné. A peine le jus avalé, branlebas, comme on dit à bord, et sac au dos... On marchait dans les fossés, et les obus tombaient devant nous. Arrivés plus près, les balles commencent à siffler; on avance à quatre pattes sur un terrain découvert, et rien pour s'abriter. Si on levait la tête, on avait tout de suite des blessés. Nous autres, on ne voyait pas les Boches. On a été au moins trois quarts d'heure à

marcher comme ça. On était si habitué d'entendre les balles passer à côté de l'oreille qu'on n'avait pas peur et qu'on marchait toujours... »

Ce jour-là pourtant, notre brave mathurin n'alla pas plus avant : au fort de la rafale, une balle lui cassa la jambe et l'envoya rouler dans une mare. Mais, comme il était Breton et qu'il avait en grand respect Madame sainte Anne du Porzic, il fit vœu, s'il s'en tirait sans autre méchef, de lui offrir, pour le jour de son pardon, un bel ex-voto de marbre blanc, « et gravé dessus : « Merci, sainte Anne, de m'avoir préservé. »

Tous n'avaient point cette chance autour de lui et, à la fin de la journée, la plupart des officiers des élémens engagés, notamment des 2e et 3e bataillons du 1er régiment, étaient hors de combat. Mais Oud-Stuyvekenskerke nous appartenait : le commandant Jeanniot avait réussi, avec le commandant Rabot, à « constituer, comme le portaient les instructions de l'amiral, un front de défense face au Nord » qui défiait les attaques de l'ennemi. Si fortes qu'eussent été nos pertes, elles n'étaient rien, d'ailleurs, à côté des pertes allemandes. Sur le carnet d'un officier du 202e d'infanterie, tué le lendemain à Oud-Stuyve kenskerke, on pouvait lire ces lignes désenchantées :

« Partout nous perdons du monde, et nos pertes sont hors de proportion avec les résultats obtenus... Nos canons n'arrivent pas à réduire les batteries ennemies au silence ; les attaques de notre infanterie sont sans effet ; elles ne mènent qu'à des boucheries inutiles... Nos pertes doivent être énormes. Mon colonel, mon major et beaucoup d'autres officiers sont morts ou blessés. Tous nos régimens sont enchevêtrés les uns dans les autres : le feu impitoyable de l'ennemi nous prend en enfilade. Il a beaucoup de francs-tireurs avec lui... »

Des francs-tireurs ! On sait ce que les Allemands entendent par ce mot, qui désigne tout simplement des tireurs exercés. Le lendemain, dès la brume levée, la bataille reprenait sur toute la ligne : bombardement de la ville, des tranchées extérieures, des tranchées de l'Yser, de la gare de Caeskerke surtout, où se tenait l'amiral, qui dut se résigner à porter ailleurs son poste de commandement, sans y trouver plus de sécurité. L'ennemi avait des intelligences dans Dixmude même : « Les maisons des états-majors étaient exactement repérées au fur et à mesure

de leur déplacement, écrit un officier (1). Et chaque midi, au moment du repas, nous étions encadrés de quatre marmites. Une batterie lourde était à peine en position depuis cinq minutes que la position devenait intenable : à cent mètres derrière, un homme, dans un arbre, faisait tranquillement des signaux. »

Au Nord seulement, une certaine détente s'observait dans la pression ennemie : renonçant à tourner Dixmude par Oud-Stuyvekenskerke, les Allemands semblaient vouloir s'engager sur Pervyse et Ramscappelle, dont ne les séparait plus que le remblai de la voie ferrée de Nieuport. La division Grossetti essayait de lui barrer le passage avec ce qui restait des divisions belges et nous faisait relever à Oud-Stuyvekenskerke par un bataillon du 19e chasseurs. Le commandant Jeanniot rentra aussitôt dans les tranchées de réserve du secteur : ses hommes n'en pouvaient plus ; les compagnies, qui occupaient les tranchées extérieures de la défense et qui n'avaient pas été relevées depuis quatre jours, n'étaient pas moins épuisées. Sur le front de Dixmude, le feu ennemi n'arrêtait pas : la ville tanguait à chaque décharge ; continuellement des maisons s'aplatissaient. « Dans la nuit du dimanche 25, note le fusilier R..., étant de service auprès du commandant du 3e bataillon Mauros, nous avons dû évacuer à trois reprises différentes les maisons qui nous abritaient et qui s'effondraient sur nous. » Dixmude « n'est plus que ruines, » écrit-il le lendemain. Dès le 21 octobre, les Carmélites étaient parties : leur communauté, où les aumôniers de la brigade continuaient imperturbablement à célébrer l'office, avait reçu quatre « marmites » dans la journée ; l'ennemi n'épargnait même pas nos ambulances ; « une chapelle, en pleine ville, où était la Croix-Rouge, a été bombardée d'un bout à l'autre, constate le fusilier F. A..., d'Audierne ; les églises environnantes, des clochers, il n'en reste pas un seul debout (2). »

Le pis est que nos effectifs, très éprouvés dans les dernières rencontres, ne suffisaient plus aux besoins de la défense. On devait continuellement faire appel aux dépôts. Les grandes pluies avaient commencé, noyant les tranchées : sans la grosse

(1) *Correspondance particulière.*

(2) « Il n'y a plus aucune église intacte dans le doyenné, déclarait le 28 février M. l'abbé Vanryckeghem, vicaire de Dixmude. Près de quarante églises, de Nieuport vers Ypres, sont détruites. »

capote de « biffin » que leur avait imposée la prévoyance administrative, les hommes fussent morts de froid : beaucoup qui, par insouciance ou dans la précipitation du départ, avaient laissé leurs sacs à Saint-Denis, montaient leurs grelottantes factions en tricot de coton, les pieds nus dans des brodequins éculés ; toutes leurs lettres sont pleines de malédictions contre cette eau impitoyable qui les transissait, diluait l'argile et les bloquait dans une carapace de boue.

C'est d'elle pourtant qu'allait leur venir le salut.

### VIII. — L'INONDATION

Un nouvel acteur entrait en scène, un nouvel allié, plus lent, mais singulièrement plus efficace que les meilleures troupes de renfort.

Au mois de novembre dernier, le *Moniteur belge* publiait un arrêté royal nommant au grade de chevalier de l'Ordre de Léopold, « pour sa coopération courageuse et dévouée aux travaux d'inondation dans la région de l'Yser, M. Kogge (Charles-Louis), garde-wateringue du Nord de Furnes. »

Est-ce, comme on l'a dit, ce M. Kogge qui, le premier, eut l'idée d'appeler l'eau à notre aide ? Ou, comme le veut une version plus romanesque, cette idée fut-elle suggérée aux bureaux de l'état-major par la découverte, singulièrement opportune, du dossier de l'action reconventionnelle qu'intenta en 1795 un fermier flamand à son propriétaire « en dédommagement des pertes que lui avait fait subir l'inondation de ses terres durant la défense de Nieuport ? » Toujours est-il que, dans la soirée du 25 octobre, le grand quartier général belge prévenait l'amiral qu'il venait de « prendre toutes mesures nécessaires pour inonder la rive gauche de l'Yser entre ce fleuve et la chaussée du chemin de fer de Dixmude à Nieuport. »

Les effets de cette inondation ne pouvaient néanmoins se faire sentir dès les premiers jours, ni même dès les suivans. Le mot d'inondation évoque ordinairement à l'esprit l'image d'une torrentielle poussée des eaux, d'une grande charge de cavalerie marine ou fluviale qui balaie tout sur son passage. Rien de pareil ici. Nous sommes en Belgique occidentale, dans un pays invertébré, sans relief d'aucune sorte, où tout procède lentement, flegmatiquement, les cataclysmes compris. Il est regret-

table peut-être que la langue n'ait pas un autre mot pour désigner l'opération hydrographique à laquelle nous allions assister : à défaut du substantif, elle possède du moins un verbe qui a surpris, comme un néologisme, la plupart des lecteurs de communiqués, mais qui, en réalité, s'est employé de tout temps dans les Flandres, et qui a l'avantage de rendre admirablement la nature de l'opération. C'est le verbre *tendre*. On tend une inondation là-bas, comme on tend un filet. Pas d'image plus exacte. Le tendeur, en l'espèce, est aux écluses de Nieuport. C'est un chef-wateringue qui a sous ses ordres une douzaine d'hommes armés de leviers pour la manœuvre des crics. A l'heure du flot, il fait lever les vannes des écluses : la mer entre, forçant les eaux douces du canal et de ses tributaires à refluer; et la mer ne redescend pas : les vannes ont été abaissées. Désormais les eaux douces, qui accourent de partout dans le bassin de l'Yser, n'auront plus d'écoulement; elles ajouteront lentement, inlassablement, leur apport à celui de la marée; peu à peu elles déborderont les digues des canaux collecteurs, gagneront les *watergands*, prendront tout le *schoore* dans leurs mailles. C'est une montée sournoise, muette, sans arrêt, sur un sol déjà imbibé, gonflé comme une éponge et incapable d'absorber une goutte d'eau de plus. Tout ce qui tombera là, qu'il vienne du ciel sous forme de pluie ou des collines de Cassel sous forme de torrens, demeurera en surface. Nul moyen d'arrêter l'inondation, tant que les vannes ne sont pas levées. Qui tient Nieuport, tient par ses écluses tout le pays. Ainsi s'explique l'insistance, heureusement tardive, que mettront les Allemands à essayer de s'en emparer : par les dunes de Lombaertzide et de Middelkerke, ils tenteront une surprise, qui réussirait peut-être sans la coopération que prêtera tout à point aux forces belges la flotte anglo-française; sous le feu des monitors, l'attaque allemande devra reculer et ne parviendra pas à mettre la main sur le jeu d'écluses de Nieuport. L'inondation continuera. Quand ses dernières mailles seront nouées, toute la trame ourdie, elle s'étendra en demi-cercle sur une zone de 30 kilomètres, et cette immense lagune artificielle, large de 4 à 5 kilomètres, profonde de trois à quatre pieds, où des escadrons et des batteries légères pourraient donc à la rigueur s'engager, si les brusques dépressions des *watergands* et des canaux collecteurs n'y ouvraient à chaque pas des trappes invi-

sibles, constituera le plus imprenable des fronts de défense, un barage liquide défiant toutes les attaques. Dixmude, à l'extrémité de cette lagune, dans le cul-de-sac que forment là l'Yser, le canal de Handzaeme et le remblai de la voie ferrée, pourra être comparée justement à Quiberon : ce sera, comme lui, ses ponts coupés, une sorte de mince et basse presqu'île, mais un Quiberon du Nord à l'ancre sur une mer immobile, sans vagues, sans flux ni reflux, piquée de têtes d'arbres, de toits de fermes noyées, et promenant sur ses eaux mortes, au fil d'une insensible dérive, des cadavres ballonnés de soldats et d'animaux, des casques à pointe, des culots de cartouches et des boîtes de conserves vides...

### IX. — LA MORT DU COMMANDANT JEANNIOT

Pour le moment, à la date du 25 octobre, l'inondation ne nous prête aucun appui. Et, quand nos troupes auraient tant besoin de se reposer, l'ennemi, sur tout leur front, resserre son étreinte. De nouveaux renforts viennent boucher ses vides ; nos éclaireurs nous signalent des corps de troupes fraîches qui descendent sur Dixmude par les trois routes d'Eessen, de Beerst et de Woumen. Il faut s'attendre à un « grand coup » pour demain, sinon pour cette nuit même. Ce sera pour cette nuit.

Vers sept heures du soir, la compagnie Gamas allait prendre la relève des tranchées du Sud. En route, presque à la sortie de la ville, elle se heurte à une troupe allemande d'égale force qui s'est glissée là on ne sait comme. Fusillade, mêlée générale, où nos marins, à coups de crosse et de baïonnette, s'ouvrent un passage dans la bande, démolissent une cinquantaine d'Allemands et mettent les autres en fuite. Puis une accalmie. Il pleut. C'est le seul bruit qu'on entende jusqu'à deux heures du matin, où brusquement une nouvelle mousqueterie crépite près de la gare de Caeskerke, à l'intérieur même de la défense. Nos hommes ou nos alliés, énervés par cette vie d'alertes continuelles, ont-ils cédé à quelque mouvement irréfléchi ? Au témoignage des plus braves, les hallucinations sont fréquentes la nuit, dans les tranchées ; tous les pièges de l'ombre se dressent devant l'esprit ; la circulation du sang dans les artères fait le bruit d'une troupe en marche ; il suffit

d'une sentinelle impressionnable qui lâche au hasard son coup de fusil pour que toute la section lui fasse écho (1).

Convaincu qu'il s'agit d'une méprise de ce genre, l'état-major, dont le poste est encore à la gare de Caeskerke, crie aux sections de cesser le feu. Cependant, comme la fusillade continue dans la direction de la ville, l'amiral détache en reconnaissance un de ses officiers, le lieutenant de vaisseau Durand-Gasselin, qui pousse jusqu'à l'Yser sans trouver d'ennemi. La fusillade s'est tue ; partout, les voies sont libres ; le lieutenant Durand-Gasselin retourne vers Caeskerke. En route, il croise une voiture d'ambulance de la brigade qui remontait vers Dixmude. Un peu surpris, il l'arrête : la voiture était occupée par des Allemands, qui se rendirent d'ailleurs sans résistance. Mais cette capture a donné un nouveau tour aux réflexions de l'état-major : il ne fait plus de doute qu'un *raid* d'infanterie a été tenté sur la ville ; les Allemands de la voiture d'ambulance appartiennent vraisemblablement à la troupe d'assaillans mystérieux qui s'est jetée dans la nuit sur Dixmude et qui s'est non moins mystérieusement évanouie après ce singulier coup d'audace. On s'est assuré, en effet, qu'aucune de nos tranchées de couverture n'a été prise. L'énigme est inquiétante ; mais, par cette nuit poisseuse, qui prête sa complicité à l'ennemi, il ne sert pas d'en chercher le mot : on ne l'aura que le matin, au petit jour, quand un de nos détachemens, en surveillance sur l'Yser, apercevra tout à coup, dans une prairie, un bizarre ramassis de Belges, de fusiliers marins et d'Allemands. Nos hommes ont-ils été faits prisonniers ? Ou sont-ce eux qui ramènent les Allemands ? L'incertitude dure peu. Une brève mousqueterie : les marins tombent ; la bande s'égaille. Voici ce qui s'était passé.

A la vérité, des versions assez différentes ont été données de l'incident, un des plus dramatiques de la défense et au cours duquel, avec quelques autres, tombèrent mortellement frappés l'héroïque commandant Jeanniot et le Dr Duguet, médecin principal du corps de santé (2). De l'avis général cependant, l'attaque

(1) Cf. Charles Tardieu : *Impressions d'un caporal.*

(2) « Homme de devoir et d'une haute compétence professionnelle, le dévouement et l'abnégation mêmes, » m'écrit du Dr Duguet un correspondant. On ne saurait dire assez, du reste, combien le corps de santé de la brigade, depuis son chef le Dr Seguin jusqu'aux derniers des médecins de 3e classe, sortis la veille

allemande qui se produisit à deux heures et demie du matin est en étroite dépendance avec le mouvement de surprise tenté à 7 heures du soir sur la route d'Eessen et que déjoua si heureusement l'intervention de la compagnie Gamas; il n'est même pas impossible qu'elle ait été menée par les débris de la troupe que nous avions culbutée, renforcés d'élémens nouveaux. Ainsi s'expliquerait qu'un intervalle de plusieurs heures ait séparé les deux attaques, qui procédaient en tout état de cause d'une inspiration identique.

« La nuit se poursuivant d'une façon normale et semblant ne plus devoir être troublée par aucun incident, raconte un témoin (1), le Dr Duguet en avait profité pour aller prendre un peu de repos dans la maison qu'il habitait et qu'une largeur de rue séparait de son ambulance. L'abbé Le Helloco, aumônier du 2e régiment, l'y avait rejoint vers une heure et demie du matin. Celui-ci confesse qu'il était bien un peu inquiet, en raison de l'échauffourée précédente, où il s'était prodigué, selon son habitude, au chevet de nos blessés. Après quelques minutes d'entretien, les deux hommes se séparèrent pour gagner leurs couchettes de paille. L'abbé dormait depuis une heure ou deux, quand des coups de feu tirés à proximité l'éveillèrent en sursaut. Il se secoua et rejoignit le Dr Duguet qui était déjà debout. Les deux hommes n'échangèrent aucune parole. Du même mouvement, sans prendre la précaution d'éteindre les lumières derrière eux, ils se jetèrent au dehors. Ils faisaient cible dans le cadre de la porte : une décharge les coucha sur le seuil. Le Dr Duguet avait été frappé d'une balle au ventre ; l'abbé Le Helloco était atteint à la tête, au bras et au rein droits. Les deux corps se touchaient. « Monsieur l'abbé, murmura le Dr Duguet, nous sommes perdus. Donnez-moi l'absolution... Je regrette... » L'abbé trouva la force de lever son bras alourdi et de tracer sur le mourant le signe du pardon. Puis il s'évanouit, et ce fut son salut. Ni lui, ni le Dr Duguet ne comprirent sur le moment ce qui s'était passé. D'où sortait la troupe de forbans qui venait de les abattre? Et comment avait-elle réussi à se faufiler entre nos lignes sans être vue? Mystère. Cette fusillade éclatant dans leur dos avait causé un certain désarroi dans les sections les plus

de l'École de Bordeaux, montra d'admirables qualités au cours de la campagne. Le corps de santé fut aussi éprouvé que celui des officiers.

(1) *Correspondance particulière.*

rapprochées qui s'étaient crues prises à revers et qui l'eussent été en effet, si l'attaque avait été soutenue. La bande arrivait devant l'ambulance au moment où le personnel (trois médecins belges, quelques matelots infirmiers et le quartier-maître Bonnet) s'empressait autour du Dr Duguet qui respirait encore. Elle fit prisonnier tout le paquet et l'entraîna dans sa ruée imbécile à travers la ville. Officiers et soldats devaient être ivres. On aurait peine à s'expliquer autrement une équipée aussi folle; nous tenions tous les abords de Dixmude; le bref mouvement de panique qui s'était produit dans certaines sections avait été tout de suite enrayé. L'invraisemblance d'une action nocturne à l'intérieur de la défense était telle que le commandant Jeanniot, en réserve cette nuit-là et qui, réveillé par la fusillade, comme le Dr Duguet et l'abbé Le Helloco, était sorti de sa maison pour armer son secteur, n'avait pas mis le revolver en main. Se méprenant sur les intentions et les qualités des groupes qui s'avançaient, il court à eux pour les arraisonner et les reporter vers la tranchée. Ce petit homme replet, grisonnant, aux manières rudes et simples, est adoré de nos marins. Il n'y en a pas de plus brave. On le sait, et lui-même connaît son ascendant sur ses hommes. Quand il s'aperçoit de sa méprise, il est trop tard : les Allemands l'ont saisi, désarmé et entraîné au milieu de *hoch! hoch!* de satisfaction. La bande continue à foncer vers l'Yser, poussant devant elle quelques fuyards et réussissant en partie à franchir la rivière au milieu de la confusion qui s'ensuit. Heureusement, l'hésitation dure peu. A la clarté d'un projecteur, le capitaine de frégate Marcotte de Sainte-Marie, qui commande la garde du pont, identifie l'assaillant et fait immédiatement ouvrir le feu sur lui : la plupart des Allemands qui se trouvent dans le rayon de nos mitrailleuses sont fauchés; le reste se débande par les rues et court se cacher dans les décombres et les caves. Mais la tête de colonne avait passé l'eau avec ses prisonniers, qu'elle chassait à coups de crosse. Pendant quatre heures, elle va tourner sur place, perdue dans les ténèbres, en quête d'une issue qui lui permette de rallier ses lignes. Il pleut toujours. Las de patauger dans la boue, les officiers s'arrêtent derrière une haie pour tenir conseil. Une pâle lueur commence à percer la brume : c'est le petit jour et il n'est plus possible de songer à regagner en corps les lignes allemandes; la prudence commande donc de s'égailler jusqu'au

retour de la nuit. Mais que fera-t-on des prisonniers? La majorité opine pour leur exécution. Les médecins belges protestent. Très calme, le commandant Jeanniot, qui se désintéresse du débat, cause avec le quartier-maître Bonnet. Sur un signe de leur chef, les Boches mettent genou à terre et font feu sur les prisonniers : le commandant tombe et, comme il respire encore, on l'achève à coups de baïonnette. Il ne reste de vivant que les médecins belges, volontairement épargnés, et le quartier-maître Bonnet, qui n'a été touché qu'à l'épaule. C'est à ce moment que la bande fut aperçue. Une section chargeait aussitôt sur elle; une autre se portait en arrière pour lui couper la retraite... Que se passa-t-il ensuite? D'aucuns prétendent que les officiers allemands surent ce qu'il en coûtait d'assassiner des prisonniers et que nos hommes éventrèrent ces chiens séance tenante; mais la vérité est que, malgré la bonne envie qu'on avait de venger le commandant Jeanniot, on cueillit toute la bande sans lui faire de mal et qu'on l'emmena à l'amiral qui fit exécuter seulement trois des coquins les plus compromis. »

### X. — DANS LES TRANCHÉES

Ainsi se termina ce dramatique épisode dont les origines ni les suites n'ont pas encore été bien élucidées. La troupe allemande, qui avait couru la ville pendant la nuit et dont une partie seulement avait pu gagner les prairies avec les prisonniers, comprenait-elle un bataillon ou un demi-bataillon? Le feu ouvert par le capitaine de frégate Marcotte de Sainte-Marie avait couché pas mal d'ennemis à terre. « On marchait sur leurs cadavres dans la ville, » écrit le fusilier H. G... Et, le lendemain, nous débusquâmes des caves où ils se terraient un assez joli lot d'assaillans. Mais le plus grand nombre, servis par des complicités mystérieuses, parvinrent certainement à nous échapper.

En tout cas, l'alerte avait été chaude, et elle nous avait montré combien était nécessaire le renforcement immédiat de nos positions. L'amiral en rendit compte au quartier général, qui lui envoya de Loo deux bataillons de Sénégalais. Le bombardement avait repris dans l'intervalle. Il devint particulièrement intense entre onze heures et trois heures, visant de préférence les ponts de Dixmude et les tranchées du cimetière. Nous

fîmes là d'assez grosses pertes, dont le lieutenant de vaisseau Eno et une partie de la 7e compagnie du 2e bataillon. Mais le moral des hommes ne pliait pas. Témoin ce quartier-maître Leborgne, blessé à la tête, évacué sur l'ambulance pendant une accalmie, qui s'en échappait en entendant la reprise de la canonnade et revenait se faire tuer à son poste; ou ce clairon Chaupin qui, voyant des recrues faire le gros dos sous la rafale, leur criait : « Regardez-moi, les p'tiots! » et, magnifiquement brave, dressé de toute sa taille pour traverser la zone dangereuse, les entraînait dans son sillage d'héroïsme (1). Le feu de l'ennemi, grâce au repérage de ses avions et aux intelligences qu'il comptait dans la place, témoignait d'une justesse surprenante. « Dans l'espace de deux heures, de dix heures et demie à midi et demi, écrit un des officiers qui commandait une des sections les plus exposées, le lieutenant de vaisseau T. S..., il est tombé une cinquantaine de shrapnells autour de nous. A une heure, j'avais le quart de mon effectif hors de combat. Je fais demander du renfort et des vivres, — nous étions sur la ligne de feu depuis soixante heures. Le commandant me donne l'ordre verbal de me replier. Je consulte mes gradés et mes hommes : « Faut-il partir sans avoir été remplacés? — Nous ne pouvons le faire, lieutenant! » Une heure après, l'ordre écrit m'arrivait de quitter la tranchée. Force me fut d'obéir, non sans avoir enterré nos morts et emporté nos blessés. Voilà, chers parens, de quoi sont capables nos marins : ils tiennent jusqu'à la gauche. Le soir même, la tranchée était occupée par une autre section de marins. »

Et, ce même soir du 26 octobre, cette tranchée, — ou une autre, — était de nouveau attaquée et ne restait dans nos mains que par un miracle d'héroïsme. L'ennemi avait pu s'approcher à quelques mètres et chargeait « en poussant des hurrahs; » nos mitrailleuses, encrassées, ne jouaient plus. Mais c'était le lieutenant de vaisseau Martin des Pallières qui commandait la section. « Des Pallières, dit un témoin, bondit sur le parapet de la tranchée et abat lui-même les premiers assaillans. Son exemple surexcite les hommes. L'ennemi est refoulé (2). » Le lendemain, un obus l'anéantissait.

(1) Dr Caradec, *op. cit.*

(2) Martin des Pallières était le neveu de l'amiral commandant la brigade des fusiliers en 1870. « Homme d'une bravoure très simple et très gaie, anéanti

Entre temps, la brigade avait passé sous les ordres du général Grossetti, chargé de la défense de la ligne de l'Yser jusqu'à Dixmude inclus (détachement de l'armée de Belgique du général d'Urbal). La journée du 27 ne fut marquée par aucune attaque en force : l'ennemi se contentait de nous bombarder. Il nous laissa respirer un peu la nuit suivante et le matin jusqu'à neuf heures. Puis, le charivari recommença. Un officier de la marine de réserve qui recevait ce jour-là le baptême du feu, le lieutenant de vaisseau Alfred de la Barre de Nanteuil, petit-fils du général Le Flô, pouvait écrire à sa famille qu'on l'avait gâté : « Un beau baptême, avec des dragées, toute la lyre, balles, shrapnells et surtout les fameuses marmites. Le hasard avait bien fait les choses. » Pour sa seule section, il comptait 4 hommes tués, 12 blessés et 11 disparus. Ce sabbat était le prélude d'une attaque brusquée : elle se produisit contre les tranchées du cimetière, particulièrement recherchées de l'ennemi. Mais nous le savions et nous avions là nos troupes les plus solides. L'attaque fut repoussée une fois de plus, en partie grâce à la fermeté du premier maître de mousqueterie Le Breton, déjà blessé le 24 octobre et qui avait pris le commandement de la compagnie, quand tous les officiers furent hors de combat.

Nos alliés n'étaient pas si heureux sur la ligne de Dixmude à Nieuport, où la 4e division belge, écrasée sous des forces supé-

par un gros obus au milieu de son groupe de mitrailleuses qu'il maintenait sous un feu d'enfer, » m'écrit un correspondant. Le Dr Caradec fait remarquer que cette nuit du 26 octobre fut particulièrement tragique. Et il rapporte à l'appui cet épisode emprunté au récit du matelot mécanicien Le L..., et qui est d'une assez belle horreur, en effet :

« Les Allemands ayant pris les tranchées françaises, les obus pleuvaient dans nos rangs. Tout à coup, quelques-uns des nôtres furent engloutis sous les décombres. L'un de mes amis se trouvant à moitié enfoui dans la terre, nous partîmes à deux pour lui porter secours. Mais un obus le frappa, et moi, à mon tour, je fus enfoui jusqu'au cou. La nuit venait à grands pas. J'ai passé dans cette position quatorze heures d'angoisse. La bataille faisait rage. Près de moi se trouvaient deux amis qui poussaient des soupirs. Le plus proche me suppliait de le délivrer, mais, hélas ! j'étais serré comme dans un étau. J'assistais à sa dernière agonie... Mes forces s'épuisaient. Je perdis connaissance, quelques heures après mon ensevelissement. Ce qui me faisait le plus souffrir, c'était de distinguer les Allemands à quelques mètres de moi. J'assistais à tous leurs actes, à leurs préparatifs de mort. Dans la nuit, les tirailleurs sénégalais, ayant repris nos tranchées perdues, se mirent à débarrasser les décombres et découvrirent mes deux amis morts près de moi. Un des Sénégalais marcha sur ma tête. Sentant quelque chose d'irrégulier, il se pencha et m'aperçut. On me retira des décombres et on me transporta à la première ambulance. Au bout de quelques heures, je revins à moi. Quelle joie de me retrouver près de mes amis ! Je me faisais l'effet d'un ressuscité. »

rieures, marquait un sensible recul jusqu'à Ramscappelle et Pervyse. L'importance stratégique de ces deux villages exigeait qu'on les reprît immédiatement. Tous les élémens disponibles de la brigade y furent envoyés dans la soirée du 29. Cela n'empêchait pas l'ennemi de continuer son bombardement de Dixmude, auquel répondirent avec efficacité cette fois les « grosses basses » de notre artillerie lourde. Nous y gagnâmes d'avoir une nuit à peu près tranquille. On les comptait, ces nuits-là, dans la brigade. « Nous ne savons plus ce que c'est que dormir, écrit un marin. Voilà dix jours qu'on n'a pas fermé l'œil. » L'ennemi, peut-être, était aussi las que nos hommes : quelques poignées de shrapnells sur Caeskerke et le carrefour où l'amiral avait installé son poste de commandement furent la seule manifestation de son activité nocturne. Peut-être aussi, dans cette phase des opérations, Dixmude l'intéressait-elle beaucoup moins que Ramscappelle et Pervyse. Il se jetait au petit jour dans Ramscappelle, mais il échouait sur Pervyse, défendue avec leur énergie habituelle par les deux compagnies du bataillon Rabot. Ramscappelle était d'ailleurs reprise le lendemain. Mais, la veille, une « marmite » avait démoli, à Dixmude même, le pont du chemin de fer.

Aux brefs relâches de cette lutte épuisante, les yeux des défenseurs interrogeaient le *schoore* de l'Yser. Qu'elle était lente à se tendre, cette inondation annoncée par le quartier général belge dans la soirée du 25 octobre et qui, depuis cinq jours, ne faisait que des progrès insensibles ! Pourtant, là-bas, sur la grande plaine unie, il semblait qu'on la vît avancer : les *watergands* débordaient ; l'eau rapprochait ses mailles ; sa résille se resserrait autour des villages et des fermes. A la hauteur de Ramscappelle et de Pervyse, elle formait déjà une grande nappe d'un seul tenant

Ce fut ce jour-là, « au Nord à nous, » qu'on put constater les premiers effets tactiques de l'inondation. Ramscappelle avait été splendidement enlevée à la baïonnette par la 42e division, l'ennemi rejeté derrière le talus de la voie Dixmude-Nieuport, d'où il se repliait presque aussitôt sur l'Yser : autant que devant nos troupes, il reculait devant la sournoise montée des eaux. Le plan du grand état-major allemand était déjoué : il n'avait compté, pour atteindre Dunkerque, ni sur l'intervention de la flotte anglo-française, qui l'empêchait de longer par les dunes

le rivage de la mer, ni sur les facilités qu'offrait à la défense l'inondation du bassin de l'Yser. La clef de la position n'était ni à Dixmude, ni à Pervyse, ni à Ramscappelle, ni à Ypres, comme il l'avait cru, mais dans la poche du chef-wateringue qui garde les écluses de Nieuport.

On croit sentir à ce moment comme un flottement chez l'ennemi; sans renoncer à Dixmude, l'état-major allemand semble vouloir regarder ailleurs. A peine si, le 30 et le 31, il daigne envoyer à nos tranchées du cimetière et aux maisons des abords du pont leur ration habituelle de shrapnells et de marmites. Il pleuvait sans discontinuer depuis trois jours : nos hommes avaient de l'eau jusqu'à mi-jambes dans les tranchées. Où étaient les fringantes « demoiselles au pompon rouge » de naguère? « Il faudrait nous voir marcher, écrit le marin L..., d'Audierne, on est comme des hommes de soixante-dix ans. Mes pauvres genoux et coudes, je ne les sens plus. » Mais la grande souffrance tenait au manque de chaussettes : les pieds nus dans les souliers se violaçaient, refusaient tout service. « C'est la campagne des pieds gelés, » goguenarde un de ces malheureux. Disciplinés, fatalistes par tempérament, ils ne récriminent pas, et c'est à leurs parens qu'ils s'adressent pour parer au mal. « Envoyez-moi des chaussettes. Je suis nu-pieds et il fait froid, » écrit le 1er novembre le marin J. F... du Passage-Lanriec. Et, dans la lettre suivante, il réitère : « Je vous dirai, chers parens, qu'il fait mauvais temps ici : pluie et vent tous les jours, et du froid! Il ne fait pas beau dormir dans les tranchées : il y a quinze jours que je n'ai pas fermé les yeux par le froid, les obus et les balles. Malgré tout cela, j'ai encore du courage. Je suis nu-pieds dans mes souliers; j'ai toujours les pieds glacés. Si vous m'envoyez des chaussettes, envoyez-moi quelques paquets de tabac avec. . » Et cet autre bout de lettre, toujours sur le même sujet: « Chère mère, vous me dites que mon frère continue à boire et il a bien tort; mais qu'il a tiré ses bas de ses pieds pour me les envoyer. Je le remercie, car j'en avais grand besoin. » Magnanimité des ivrognes bretons!

Il y a des privilégiés ici d'ailleurs, comme partout : tel cet H. L..., qui s'est confectionné des mitaines avec une paire de vieilles chaussettes trouvée dans une tranchée boche. Évidemment on ne fait pas le délicat quand on est à la guerre et qu'on porte depuis un mois, sous la pluie, dans la boue, les mêmes

effets loqueteux et gluans. « Tu n'oserais pas prendre mon tricot avec une pince, tellement il est infect, » écrit à sa sœur le même H. L... Les officiers ne sont pas mieux partagés, — bien qu'ils aient des chaussettes. « On ne se change jamais, on ne se lave jamais, on ne se brosse jamais, écrit Alfred de Nanteuil. Je suis dans la même crasse depuis mon départ de Brest. Je n'ai changé que de chaussettes. Toutes mes idées sur l'hygiène sont renversées, car, en somme, je ne me suis jamais mieux porté. » Quelques-uns se plaignent bien çà et là de la nourriture. « Je suis été *(sic)* trois jours dans les tranchées sans bouffer, » gémit incidemment le marin J.-L. R... Mais d'autres, en plus grand nombre, constatent que la « confiture de singe » n'est pas mauvaise, surtout chauffée, et qu'en somme on a « son content. » Sur la boisson, par exemple, le « jus » excepté, — « fameux, le jus! » — l'opinion est unanime et tous la déclarent exécrable. Ni vin, ni bière, rien que de l'eau croupie : « encore on dit que les casques à pointe l'ont empoisonnée (1). » Aussi est-il recommandé de ne la boire que dans le « jus » et fortement bouillie. « J'ai passé des journées avec du pain, du sucre et une tasse de café les grands jours, écrit Alfred de Nanteuil. Il n'y a plus dans le pays que de l'eau infecte. Alors je reste très bien huit jours sans boire, sauf le café. » François Alain, lui, en est resté quatre sans boire ni manger, dans la paille d'une grange où vingt-sept de ses camarades, coupés de leur compagnie, venaient d'être éventrés à coups de baïonnette. Comment ce conscrit de dix-neuf ans échappa-t-il aux Boches demeurés à proximité? « Par un petit trou qu'il avait percé à l'aide de son couteau dans une des tuiles du toit, » il observait tous leurs manèges, repérait leurs tranchées, les emplacemens de leurs canons et de leurs mitrailleuses. Et un beau soir, où la lune n'était pas trop claire, il s'évadait en rampant, abattait un officier allemand qui lorgnait les positions françaises et rentrait dans nos lignes sous une pluie de balles, avec une cargaison de « renseignemens précieux, » un fourreau de boue et des dents aiguisées par quatre-vingt-seize heures de jeûne (2). Et l'admirable, c'est que dans cet état, ruisselans, le ventre vide, les pieds gelés et le crâne en feu, aucun de ces hommes ne perd le sourire. Dans

(1) Lettre du fusilier J. F...

(2) *Journal de Paimpol* du 24 janvier 1915. François Alain, « un enfant de Bréhat de dix-neuf ans, engagé de février 1914 », a été décoré de la médaille mili-

toutes leurs lettres revient la même note : « Quoique ça, tout va bien, et l'on ne se fait pas de bile, surtout quand on peut f... une tournée aux Boches (1). » Ceci console de cela. Les risques de la tranchée, ils les connaissent et ils les préfèrent à l'inaction de la vie en réserve. « Et voilà douze jours de bataille, écrit le 28 octobre le fusilier C..., d'Audierne, et, ce soir, nous devons aller en première ligne, *car on est mieux au feu qu'au repos.* » Paradoxe? Forfanterie? Non. Ils parlent comme ils pensent. Ce sont des embusqués à rebours.

### XI. — L'ATTAQUE DU CHATEAU DE WOUMEN

La Toussaint fut presque aussi calme que les deux jours précédens. Nous refîmes nos tranchées; l'amiral mit de l'ordre dans ses régimens et transporta son quartier général à Oudecappelle. Alfred de Nanteuil, depuis la veille en deuxième ligne, constatait dans son journal cette trêve des « marmites, » sinon des shrapnells et des balles, « qui sifflent un peu comme certaines mouches en été. » Mais, sur le vaste horizon, des fermes brûlaient. La triste nuit de novembre était éclairée et comme « jalonnée » par des brasiers qui attestaient que, pour avoir changé de forme, les distractions de l'ennemi n'avaient pas acquis plus d'aménité. « Un de mes hommes, note Alfred de Nanteuil, a trouvé l'autre jour, dans le sac d'un Allemand, une main de petit enfant coupée... » Et, à Eessen, où l'abbé Deman, un jeune prêtre de vingt-huit ans, servait comme vicaire, ses bourreaux, après s'être donné le divertissement de lui faire creuser sa fosse, le fusillaient « dans le cimetière même de sa paroisse (2). »

Nous eûmes, du reste, le lendemain, l'explication de cette apparente inertie de l'adversaire. Quelques « marmites » sur les tranchées et les fermes où nous avions nos services de ravitaillement ne suffirent pas à nous donner le change. Dans le

taire par les mains mêmes du général Foch. L'*Officiel* relate ainsi son fait d'armes : « Alain, fusilier breveté; entouré, avec un groupe de ses camarades, par un fort parti d'ennemis, n'a pas voulu se rendre, s'est caché dans une meule de foin, y est resté quatre jours à observer l'ennemi et a réussi à regagner nos lignes en rapportant des renseignemens précieux. »

(1) Lettre du fusilier P. M...

(2) Déclaration de M. l'abbé Vanryckeghem, au dire de qui les curés de Saint-Georges, de Mannekensverke et de Vladsloo auraient été aussi exécutés.

Sud-Ouest, sur la route d'Ypres, on percevait depuis quelques jours un grondement ininterrompu : c'était l'ennemi qui avait déplacé une partie de ses forces et qui cherchait, vers Mercklem, le contact avec nos territoriaux et les corps britanniques. L'occasion semblait bonne pour briser le corset de fer qui nous étreignait et soulager un peu nos positions. Le moral des hommes n'avait jamais été meilleur. Des bruits d'offensive générale couraient dans la brigade, et rien n'est plus propre que la pensée de se porter en avant à redresser le caractère français. Le 3 novembre, des avions à nos couleurs passaient au-dessus de Dixmude, en route vers les lignes allemandes ; dans l'Ouest, un sphérique se balançait.

« Heureux présages ! écrivait Alfred de Nanteuil. Tous ces encouragemens nous manquaient au cours de cette longue défense... J'ai le cœur allègre. Tout indique que nous allons avancer. Les marmites ont disparu, ce dont personne ne se plaint. Je suis en première ligne depuis hier soir... Il fait du soleil, l'alouette chante, la boue sèche. Nous sommes ignobles à voir... Relevés par les Belges à la nuit, je vais chercher pour les guider ceux qui remplacent ma compagnie... En rentrant, éreinté, j'arrête sur la route une barrique de soupe belge et y puise une louchée exquise. Mon bataillon est en réserve depuis hier soir. Nuit dans une grange, les hommes dans la tranchée. Aujourd'hui, dès le matin, sac au dos. »

Où allons-nous ? se demandait un peu plus loin l'intrépide et charmant officier. Et il se répondait à lui-même en souriant : « Peut-être n'allons-nous nulle part. En tout cas, la canonnade fait rage, et cette fois ce sont nos braves, nos chers canons, si impatiemment attendus. On n'entend plus les autres. Je crois que ça va bien. »

Alfred de Nanteuil ne se trompait pas : c'étaient nos 75, cette fois, qui menaient la danse. Le commandement avait décidé de faire déboucher de la ville « une attaque soutenue par une puissante artillerie et se proposant pour objectif principal le château de la route de Woumen, à un kilomètre de Dixmude. » Cette attaque était « montée » par quatre bataillons d'infanterie de la 42e division, un bataillon de marine sous les ordres du commandant de Jonquières servant de réserve, le reste de la brigade de repli éventuel. Et elle était conduite par le général Grossetti, — Grossetti l'invulnérable, comme on

l'appelait depuis sa magnifique défense de Pervyse, où il recevait les obus, assis sur un pliant.

L'attaque commença vers huit heures par un déblayage énergique de la position. Il y eut peut-être quelque hésitation dans les mouvemens qui suivirent, et le fait est qu'en ne s'ébranlant qu'à onze heures et demie du matin, nos fantassins perdirent le principal bénéfice de la préparation : l'ennemi avait eu le temps de se reprendre ; le 8e bataillon de chasseurs ne put déboucher du cimetière par la route de Woumen qu'avec l'appui du bataillon de Jonquières. Encore s'arrêta-t-il au bout de deux cents mètres. Le 151e d'infanterie, qui opérait par la route d'Eessen, gagnait péniblement dans le même laps de temps un autre front de 200 mètres. Ce fut tout le profit de la journée. Le 3 au matin, nous reprenions l'offensive, mais sans plus de succès que la veille. L'attaque manquait toujours de souffle. Nous avancions à peine, quoique bien soutenus par nos 75, qui affirmaient une fois de plus leur supériorité sur l'artillerie ennemie. Pour lui donner quelque élan, le commandement décida d'appuyer l'attaque par toute la 42e division et deux nouveaux bataillons de fusiliers. La journée s'acheva en préparatifs de passage sur l'Yser, en aval et à un kilomètre de Dixmude. Deux passerelles volantes furent amenées, de Dixmude, à cet effet. Brouillard dense, le meilleur des temps pour ces sortes d'opérations. L'un des bataillons de fusiliers devait attaquer parallèlement à l'Yser ; les deux autres, le franchissant plus en amont, devaient se rabattre sur le château, tandis que le 8e bataillon de chasseurs continuerait l'attaque par le Nord. Cinquante pièces d'artillerie concentraient leurs feux sur le parc et les bâtimens ; mais décidément ce manoir enchanté, avec ses fougasses, ses tranchées profondes, ses réseaux de fils barbelés, ses meurtrières à tous les murs, ses mitrailleuses à tous les étages, ses caponnières à tous les coins, dégageait on ne sait quelle électricité répulsive qui avait la propriété, sinon de briser l'élan de nos troupes, tout au moins de l'amortir singulièrement. Le terrain, haché de *watergands*, n'était pas des plus favorables sans doute. Et dans la brume couvait une tourmente. Bref, à la nuit, nos troupes n'étaient encore qu'à quatre cents mètres du château : nous n'avions pu pénétrer dans le parc. Du côté d'Eessen, nous n'avions même marqué aucun progrès. Enfin, vers Beerst, les troupes belges qui défendaient le front Nord de

Dixmude nous signalaient qu'elles ne suffisaient plus à garnir les tranchées, et l'amiral dut détacher à leur secours deux compagnies du bataillon de Kerros placées en première réserve. Petit désagrément, compensé par l'arrivée de deux nouvelles pièces de 120 long, qui étaient immédiatement mises en batterie au Sud du passage à niveau de Caeskerke.

Cependant la nuit du 5 novembre ne fut pas troublée autour de Dixmude. Aussi, dès l'aube, l'attaque reprit-elle sur le château de Woumen. Et, cette fois, on put croire au succès. Surgissant de leurs tranchées provisoires, nos bataillons, échelonnés sur la plaine, s'ébranlèrent du même mouvement au cri de : « Vive la France! » La charge sonnait. En quelques bonds, malgré une terrible mousqueterie et des salves des mitrailleuses à bout portant, le parc et la ferme furent enlevés; nos troupes arrivèrent jusqu'au pied du château. Mais là leur élan se brisa. Quoi qu'on ait raconté, le château ne fut pas pris : la défense intérieure avait été formidablement organisée, et peut-être dès le temps de paix. L'ennemi cependant laissait entre nos mains une centaine de prisonniers retranchés dans le pavillon de l'entrée principale (1). Piètre butin. A la nuit, le commandement donnait l'ordre du repli général : le bataillon de Jonquières rentra dans ses cantonnemens; la 42e division partit dans une autre direction (2) et la brigade se trouva de nouveau seule à Dixmude, avec les Belges et une poignée de Sénégalais.

« Nous ne bougeons pas, écrit Alfred de Nanteuil à la date du 6 novembre. On nous retire les renforts... Visité l'église de

(1) D'après un correspondant de *la Liberte*, « ils n'eurent pas le temps de se replier, tant l'attaque des mathurins fut soudaine et menée avec fougue. Entraînés par leur élan, les fusiliers marins ne s'aperçurent pas de la présence des Allemands en cet endroit. Ce n'est que trois heures plus tard qu'un sous-officier prussien sortit sans armes du pavillon et offrit au premier officier qu'il rencontra de se rendre avec tous ses camarades. »

(2) A Dixmude même, les journées du 4 et du 5 s'étaient passées dans une tranquillité relative. « Il pleut, écrit le 4 Alfred de Nanteuil. Cinq heures de station sur la route, sac au dos. Boue affreuse. Traversé Dixmude. Vision d'horreur. Désert. Lueurs de pillards. Charognes. Ruines sans nom... La nuit dans une petite ferme abandonnée, pleine de charognes, saccagée d'une façon affreuse. Tout y décèle les habitudes propres, pieuses, rangées, des honnêtes cultivateurs flamands. Nuit assez calme. Six heures de sommeil dans nos vêtemens mouillés. Impossible de se changer. » Le 5 : « Aujourd'hui temps exquis; du soleil; tout est calme. Les canaux reflètent les célèbres paysages des maîtres flamands, enveloppés de ouates légères. Les bestiaux qui ont échappé au bombardement ruminent sur les digues. Enfin on respire. On respire!... On est tout heureux de vivre. Je commence à croire que nous sommes ici pour longtemps. »

Dixmude et l'Hôtel de Ville. Effroyable! Tout cela n'est plus qu'une ruine sans nom. Il ne reste pas une maison entière. Certains quartiers ont perdu jusqu'au souvenir de leurs fondations : un monceau de pierres et de briques... Il reste de Messine plus que de cette malheureuse cité. »

### XII. — LA MORT DE DIXMUDE

Elle n'est pas tout à fait morte, pourtant. Scalpée, fracassée, incendiée, elle garde encore une étincelle de vie, tant que nous sommes là. Ce charnier où nous campons et dont les rues ne sont plus que des pistes méphitiques sinuant entre des monceaux de cadavres, des tas de moellons et les abîmes ouverts par les « marmites » boches, palpite obscurément dans ses profondeurs. La vie y est devenue souterraine; Dixmude a ses catacombes, où nos hommes se glissent au sortir des tranchées. D'autres hôtes, moins catholiques, circulent peut-être dans ce réseau de caves et de celliers d'une exploration difficile; les lueurs suspectes aperçues certain soir par Alfred de Nanteuil ne sont peut-être pas toutes des « lueurs de pillards. » Seule de toute la ville, par un mystérieux privilège, une maison a échappé au bombardement, la minoterie, dont la plate-forme en ciment armé, debout sur ce champ de décombres, continue à dominer, près du Haut-Pont, toute la vallée de l'Yser...

La 42e division, en nous quittant, nous a laissé deux de ses batteries de 75. C'est quelque chose, bien qu'insuffisant pour remplacer les soixante-douze pièces de campagne qui garnissaient à l'origine le front de la défense et dont cinquante-huit sont hors de service. Nous n'avons de sérieux que notre artillerie lourde, mais elle n'a pas la mobilité des 75. D'autre part, notre offensive sur le château de Woumen semble avoir inquiété les Allemands, qui sont revenus en force sur Dixmude. Le bombardement de la ville et des tranchées recommence ; une assez vive attaque de l'infanterie ennemie sur nos tranchées du cimetière est repoussée dans la soirée. Sur la route d'Eessen, on sent aussi la pression. Pertes assez fortes des deux côtés. Une reprise de l'attaque semble probable pour la nuit. Et tant de vides déjà ont éclairci nos rangs (1)!

(1) Aux officiers dont nous avons donné les noms plus haut, joignons, à la date du 6 novembre, les lieutenans de vaisseau Payer, Cherdel, Fefeu, Lanes,

« Maman, écrit de Dixmude à la date du 7 novembre le fusilier C..., d'Audierne, c'est toujours le fourniment au dos et paré au coup de feu sous la mitraille des canons allemands que je t'écris ces quelques lignes pour te donner de mes nouvelles, qui sont très bonnes, et je désire que cette missive te trouve de même ainsi que la famille. Maman, ainsi que toute la famille, vous revoir, je ne compte plus, car pas un de nous ne reviendra. Enfin j'aurai donné ma vie pour faire mon devoir de soldat et de marin. J'ai déjà reçu deux balles : une dans la manche de ma capote et une dans ma cartouchière de droite, et la troisième sera la bonne. »

« A notre escouade, écrit le même jour le fusilier A. G..., sur seize, nous sommes encore trois. » Cependant la nuit du 6 au 7 fut assez tranquille. Et la journée qui suivit lui ressembla. La petite mortification que nous avait causée l'échec de notre offensive sur Woumen était déjà oubliée et l'on se reprenait à l'espoir.

« Je crois, écrivait Alfred de Nanteuil, que ma compagnie ne bougera guère d'ici longtemps... Je fournis, suivant les besoins, une ou deux sections de renfort, les autres et moi-même demeurant ici dans ma tranchée que nous perfectionnons et dans le voisinage d'une ferme qui nous permet de manger chaud. Paille à discrétion. En somme, le grand confort. »

L'impression générale est qu'on est accroché d'un bout à l'autre du front. « Bombardement et fusillade. Guerre de siège partout. Cela finira bien un jour. En attendant, conclut gaiement Alfred de Nanteuil, bon moral, bonne santé. »

Dans l'après-midi cependant, on remarqua, sur l'autre rive de l'Yser, des va-et-vient assez suspects et, comme il était facile de battre cette partie du front ennemi, on se hâta de pointer dans sa direction une de nos pièces de campagne. Était-ce un piège? Ou quelque espion, par derrière, faisait-il des signaux? La pièce n'était pas plutôt en action qu'une batterie allemande se démasquait et la prenait sous son feu : un des projectiles tua net le capitaine de frégate Marcotte de Sainte-Marie, qui surveillait les effets du tir.

Désormais les attaques ne vont plus cesser. La nuit du 7 au 8 ne fut qu'une longue série de tentatives sur notre front, qui

Richard, les enseignes Carrelet, Sérieyx, Rousset, Le Coq, Vigoureux, les officiers des équipages Hervé, Fossey, tués ou morts des suites de leurs blessures.

toutes furent repoussées. Elles reprirent au jour sur les tranchées du cimetière. Le mur d'enceinte était tombé depuis longtemps sous les coups de l'artillerie allemande; par les meurtrières des créneaux, on voyait l'immense plaine de betteraves au bord de laquelle nous combattions, le dos à Dixmude et à son *schoore* presque entièrement reconstitué. A l'horizon, sur sa butte solitaire, l'imprenable château de Woumen, enveloppé de bois et de fumée, commandait la position; les flocons blancs des batteries s'accrochaient aux branches qui semblaient perdre leur duvet. Comme toujours, l'ennemi préparait ses attaques par un déblayage en règle du terrain : shrapnells et marmites fracassaient les dalles, hachaient les croix et quelquefois allaient déterrer à deux mètres sous terre de vieux cercueils pleins de sanie. Plusieurs fusiliers furent blessés par des esquilles d'ossemens « mobilisés... »

« On ne mollissait pas quand même, écrivait le fusilier G... Mais on comprenait que tout le monde ne fût pas organisé comme nous et les moricauds (Sénégalais), et on avait pitié de ces pauvres Belges, si éprouvés, qui, eux, vraiment, n'en pouvaient plus, surtout leurs chasseurs à pied (!). Il fallait bien leur donner un coup de main et les remplacer aux tranchées, même quand nous, n'étions pas de relève. Il y avait continuellement, sur nous, deux ou trois aviatiks, qu'on avait beau fusiller et qui revenaient toujours aux mêmes heures, comme la misère sur le monde. Quand ils avaient regagné leurs perchoirs, on était sûr de son affaire : les marmites vous arrivaient droit dans l'œil. Et quelle musique! »

Quelle musique, en effet, surtout comparée au « toussotement » de nos petits canons belges! Le 9 novembre enfin, un groupe de douze 75, tout battant neufs, vint relever ces asthmatiques. On les répartit entre Caeskerke et l'Yser. Le cimetière restait « notre point noir. » Une des tranchées que nous y occupions avait été prise par les Allemands; mais une vigoureuse contre-attaque de l'enseigne Melchior les en délogeait presque aussitôt. « Exaspéré de tant d'efforts stériles, écrit le lieutenant de vaisseau A..., l'ennemi se décida, le 10 novembre, à frapper un coup décisif. Vers dix heures du matin commença le plus terrible bombardement que la brigade ait eu à supporter. Le

(1) Souvenons-nous que les Belges se battaient depuis trois mois et que, jusqu'au 23 octobre, ils avaient été à peu près seuls contre les forces allemandes.

tir, très ajusté, bouleversa les tranchées et fit subir à nos compagnies de très grosses pertes (1). » Et, à onze heures, 40 000 Allemands marchèrent sur Dixmude.

C'était l'attaque par masses profondes, comme au début du siège, mais mieux soutenue, « montée » par des troupes fraîches ou renforcées et qui connaissaient les points faibles de l'adversaire. Encore n'est-il pas sûr qu'elle eût réussi sans l'inconcevable fléchissement de nos positions de la route d'Eessen. Nous avions là trois lignes successives de tranchées. Il faut que la première ait été complètement démolie et sa section tout de suite hors de combat. De fait, le feu ennemi était si intense que le lieutenant de Nanteuil, qui occupait la tranchée d'arrière, avait dû mettre son monde à l'abri d'un tas de paille. La colonne attaquante put ainsi tomber sur la deuxième ligne où se trouvait le commandant Rabot et l'exterminer presque entièrement. Quatre fusiliers seulement parviennent à s'échapper. Du toit de la ferme où elle est postée, une vigie les aperçoit et jette l'alarme :

— Les Boches... à 400 mètres!

— Aux armes! crie de Nanteuil. Aux tranchées!

Lui-même, pour observer l'ennemi, se porte au point le plus exposé; mais, pris en enfilade, il est atteint d'une balle au cou, qui lèse la moelle épinière. Comment ses hommes réussirent-ils à l'emporter? Il gardait sa connaissance et ne se faisait pas d'illusion. Toute son énergie semblait concentrée dans ce désir : aller mourir en France. Son souhait a été exaucé.

Et alors, ces trois lignes de tranchées enfoncées, ce fut le débordement. La vague allemande nous submergeait. L'ennemi, qui avait pénétré dans l'intérieur de la défense et que de nouvelles colonnes renforçaient à tout instant, nous prenait d'écharpe, de flanc et de revers. L'une après l'autre, nos positions craquaient. Déjà les premiers fuyards arrivaient devant Dixmude.

— Où vas-tu? crie un officier à un marin auquel il barre le passage.

— Capitaine, un obus a cassé mon fusil dans la tranchée. Mais donnez-m'en un autre et j'y retourne.

On lui donne le fusil d'un mort et ce brave replonge dans la

(1) Cité par le Dr Caradec, *op. cit.*

fournaise. Un autre, tout jeune, erre comme une âme en peine à la lisière des champs. Un officier lui demande ce qu'il cherche :

— Ma compagnie. On a trinqué aujourd'hui. Il ne doit pas en rester lourd.

Et, subitement redressé, une flamme aux yeux :

— Mais ça ne fait rien, capitaine, *ils* ne passeront pas (1)!

Ils ne passeront pas, mais, pour les empêcher d'entrer dans Dixmude, c'est trop tard. Des mousqueteries éclatent dans notre dos; il y un fusil derrière chaque tas de moellons. L'ennemi fût brusquement sorti de terre qu'on n'eût pas été plus surpris. Il se peut qu'un certain nombre des assaillans qui s'étaient réfugiés dans les caves de Dixmude, après l'échauffourée du 25 octobre, soient sortis à ce moment de leurs terriers pour ajouter à la confusion. On connaîtra quelque jour peut-être l'explication du mystère. De tous les côtés, hors ville, en ville, sur l'Yser, nous étions dans le feu. C'était « la guerre des rues, avec ses surprises et ses embuscades, » dit le lieutenant de vaisseau A... Qu'étaient devenues nos compagnies de couverture, celles du cimetière et celles de la route de Beerst? De la compagnie du commandant Rabot, tué avec les trois quarts de sa section dans la tranchée qu'il occupait sur le flanc Nord de la défense, il ne reste que quelques hommes ralliés autour du lieutenant de vaisseau Sérieyx et qui luttent avec lui jusqu' « au dernier fusil. » Blessé, désarmé, Sérieyx est joint à quelques autres éclopés dont la colonne attaquante se fait un pare-balles pour arriver jusqu'à l'Yser. « Spectacle abominable, dit le lieutenant de vaisseau A..., de prisonniers français obligés de marcher en avant des Boches qui, à genoux derrière eux, tiraient entre leurs jambes! » Nos hommes, de l'autre côté de l'Yser, n'osaient riposter.

— Criez-leur de se rendre, ordonne le major à Sérieyx.

— Comment pouvez-vous penser qu'ils se rendront? répond avec une sublime impudence le nouveau Regulus. Ils sont dix mille et vous n'êtes qu'une poignée!

Au même instant une vive fusillade éclate sur la droite de l'ennemi et détourne son attention : faisant signe aux siens, Sérieyx se jette dans l'Yser, le traverse à la nage, malgré

(1) Cf. Dr Caradec, *op. cit.*

son bras cassé, et court rendre compte de ce qui se passe à l'amiral.

C'est une contre-attaque lancée par le commandant de la défense et menée par le lieutenant de vaisseau d'Albia qui l'a dégagé. Une autre compagnie, avec le commandant Mauros, parvient à se retrancher derrière la barricade du passage à niveau de la route d'Eessen; sur toutes les voies aboutissant à l'Yser et spécialement au Haut-Pont, à la passerelle et au pont du chemin de fer, des sections s'établissent fortement ou consolident les sections qui les occupent déjà. Ces dispositions, prises à la hâte par le commandant Delage, réussiront-elles à sauver Dixmude? Tout au plus permettront-elles de prolonger un peu son agonie. Les minutes, désormais, lui sont comptées. Après avoir traversé à la baïonnette la colonne ennemie qui s'était aventurée jusqu'au Haut-Pont, la section du lieutenant d'Albia se heurtait à d'autres colonnes débouchant par la Grand'Place et les rues avoisinantes; la barricade de la route d'Eessen était emportée. Allemands et Français ne formaient plus qu'une grande mêlée hurlante qui tourbillonnait en ville et sur le bord de l'Yser. On se fusillait à bout portant; on s'égorgeait à la baïonnette, au couteau, à coups de crosse, et, quand les crosses étaient rompues à force de cogner, on avait encore ses pieds, ses poings, sa tête, ses dents. A trois heures de l'après-midi, la moitié de nos hommes étaient hors de combat, tués, blessés ou prisonniers, et les colonnes allemandes, par la brèche ouverte dans la défense, continuaient à tomber dans Dixmude. Elles nous refoulaient vers les ponts que nous tenions toujours, que nous tiendrons jusqu'au bout. L'ennemi pourra prendre Dixmude, — le petit matelot a raison, — il ne passera pas l'Yser. Une dernière fois, pour dégager la compagnie Mauros qui se replie sous un feu terrible, les débris des sections se reforment, officiers en tête. Et c'est de nouveau la charge, la mêlée tourbillonnante par les rues, le choc effroyable de deux électricités rivales. Écumant, la face pourpre, un marin, qui a vu tomber son frère, jure qu'il aura la peau de vingt Boches. Il les compte à mesure que sa baïonnette plonge : « Et d'un! Et de deux! Et de trois! Et de quatre!... » Ainsi jusqu'à vingt-deux. Quand il n'a plus de ventre boche à crever, il se retourne contre ses compagnons: il était fou...

Mais que peut l'héroïsme individuel contre le pullulement

de ces masses d'hommes qui sortent du pavé à mesure qu'on les écrase? « C'est des punaises! » dit un quartier-maître dont les bras n'en peuvent plus d'avoir frappé. Et la nuit tombe. Dixmude a cessé de panteler. Il y a six heures qu'on se bat sur ce cadavre en miettes. Plus un pignon, plus un mur n'est debout, à l'exception de la minoterie. Un banc de galets, voilà Dixmude. La conservation de ce « tas de cailloux, » qui se complique d'un foyer de pestilence, ne vaut pas le petit doigt d'un de nos hommes. A cinq heures du soir, après avoir fait sauter les ponts et la minoterie, l'amiral se replie de l'autre côté de l'Yser.

« Chère mère, écrira quelques jours plus tard le fusilier E. J..., d'Audierne, je vous dirai que, le 10 de ce mois, je ne chantais pas la gloire à Dixmude, car, sur ma compagnie, on est retourné une trentaine. Ce jour-là, je croyais y rester; mais, comme le courage m'a emporté, j'ai pu me retirer avec beaucoup de misère. Et il y en a beaucoup qui étaient forcés de se f... à la nage pour se sauver. »

Sans doute les prisonniers qui, avec l'héroïque Sérieyx, s'étaient jetés dans l'Yser. On ignorait encore que le lieutenant de vaisseau Cantener, qui avait pris le commandement après la mort de son chef, s'était maintenu jusqu'à la nuit dans les tranchées de la route de Beerst avec trois compagnies de fusiliers. Dans l'ombre, par les fossés pleins d'eau, il aura la joie, — et la gloire, — de ramener une partie de ses hommes dans nos lignes; ils sont 450, épuisés, sans armes, sans équipement, vrais blocs de boue, qui, en rampant dans la vase avec laquelle ils se confondent, ont pu échapper à l'ennemi.

Trop des nôtres encore demeuraient entre ses mains ou sous les ruines de Dixmude (1). Leur sacrifice n'avait pas été inutile cependant, puisque, Dixmude tombée, l'ennemi nous

(1) D'après M. Pierre Loti, les fusiliers marins auraient perdu devant Dixmude « la moitié de leur effectif et quatre-vingts pour cent de leurs officiers. » L'estimation n'est pas trop forte, si l'on y fait entrer les blessés et les disparus. Furent tués au cours de la journée du 10 novembre ou moururent des suites de leurs blessures le capitaine de frégate Rabot, les lieutenans de vaisseau Baudry, Kirsch, d'Albia, les enseignes de Montgolfier, de Lorgeril, de Nanteuil, le médecin principal Lecœur; blessés, le capitaine de vaisseau Varney, le lieutenant de vaisseau Sérieyx, les enseignes Melchior, Kez-Lombardie, de Saizieu, Thépot, les officiers des équipages Paul et Charrier; portés comme disparus, les lieutenans de vaisseau Lucas, Gouin, Modet, l'enseigne Aldebert, le médecin de 1re classe Guillet, le médecin auxiliaire Chastang, l'élève de l'École navale Verdat.

retrouvait en face de lui, sur l'autre rive de l'Yser, nos anciennes lignes de repli devenues notre front de défense, mais un front inexpugnable, bien garni d'artillerie lourde et derrière lequel, exacte au rendez-vous, l'inondation maintenant tendait son inflexible réseau.

Tout le bassin de l'Yser ne faisait plus qu'un lac, une mer morte, sur laquelle Dixmude, avec ses alignemens de pierres noircies, s'avançait comme un cap qui s'effrite, un Quiberon désagrégé. La prise de ce « tas de cailloux » avait coûté aux Allemands 10 000 hommes ; 4 000 blessés étaient transportés le lendemain à Liége, d'après les *Nieuws van den Dag*. Et l'on ne comptait pas ceux qui râlaient dans les ambulances du front. En prenant Dixmude, les Allemands s'étaient simplement rendus maîtres de deux têtes de pont. Encore est-ce trop dire, car, de la berge septentrionale de l'Yser, nous continuions à commander Dixmude qu'ils tentaient vainement d' « organiser » et où les foudroyait l'artillerie du colonel Coffec. Tandis que là-bas, entre l'Yser et la digue du chemin de fer de Nieuport, des milliers d'Allemands, devant Ramscappelle et Pervyse, sur les petits tertres où ils avaient hissé leurs mitrailleuses et leurs mortiers, voyaient avec épouvante monter heure par heure autour d'eux le flot impitoyable de l'inondation, dans la région même de Dixmude, où l'amiral avait fait procéder, avec l'aide du génie belge, à l'explosion de l'éclusette Sud de la borne 16, une colonne allemande de 1 500 hommes, cernée par les eaux, s'enlizait misérablement avec l'îlot qui la portait ; une nouvelle inondation s'ajoutait à la précédente ; l'ancien *schoore* de Dixmude était définitivement reconstitué : ni aujourd'hui, ni jamais, l'ennemi ne pouvait plus passer.

CHARLES LE GOFFIC.

# LA RÉFORME EN ITALIE

Le mouvement de la Réforme n'eut pas au début en Italie les allures agressives et dogmatiques ni la violence qui le caractérisent ailleurs. Ses premiers adeptes furent pour la plupart des moines, des ecclésiastiques, ou de pieuses personnes très attachées à l'Église catholique, dont le seul objet était de réformer, dans l'intérêt même du Saint-Siège et de la foi, certains abus trop évidens et de s'éclairer sur certains points dont l'examen ne leur semblait pas interdit. C'est ce qui explique chez un si grand nombre d'entre eux ce mélange de déférence pour la papauté, de piété catholique et d'aspirations vers une rénovation de l'Église.

La Réforme commença par être en Italie presque inconsciente ; on ne souhaitait pas détruire le pouvoir pontifical, ni transformer la religion, mais, tout au contraire, leur donner plus de force en écartant ce qui pouvait s'y être introduit de critiquable.

D'ailleurs, l'Italie n'a guère produit de révoltés en matière de foi ; l'hérésie y eut toujours de l'humilité et y garda de la réserve ; elle fut concentrée et méditative : Joachim de Flora, Jean de Parme, fra Jacopone de Todi, furent surtout d'exquis et de doux rêveurs ; leur imagination les berçait de si enivrantes images qu'ils étaient satisfaits de vivre dans leur rêve, entourés de quelques confidens ; l'esprit d'agitation et de combat était bien loin d'eux. Savonarole excepté, la papauté ne rencontrera jamais en Italie de fougueux, d'irréconciliables adversaires.

D'ailleurs, les opinions en matière de foi et de discipline n'étaient pas aussi strictement déterminées au Moyen âge et à

l'époque de la première Renaissance qu'elles le devinrent après le concile de Trente : on pouvait se mouvoir dans l'orthodoxie.

La Réformation italienne surtout se distingue par une subtilité de nuances et une souplesse de procédés qui ont mis en grande peine plus d'un historien, trop occupé d'établir des catégories bien définies et des distinctions bien nettes ; on s'est répandu en discussions vaines pour décider si tel ou tel personnage a été véritablement hérétique ou catholique ; la finesse et le bon sens italiens ne comportent guère ces décisions tranchées ; le respect que chacun professait pour les anciennes traditions, la notion qu'on avait, grâce à une longue expérience, qu'il est inutile et maladroit de renverser de fond en comble de vénérables institutions, un certain amour-propre national, faisaient qu'on n'était point porté aux solutions brutales ; on songeait beaucoup moins à opérer une « Réforme de l'Église catholique » qu'une « Réforme catholique de l'Église, » suivant la formule que les jésuites firent prévaloir. On savait concilier ce qui nous paraît inconciliable.

C'était d'ailleurs une bien vieille habitude en Italie, chez les partisans les plus décidés du Saint-Siège, que d'en dénoncer avec éclat les vices et d'en réclamer la réforme. Les invectives des protestans du XVI^e siècle durent paraître singulièrement modérées dans le fond et dans la forme au regard de celles d'un saint Bernard, d'une Catherine de Sienne, d'un Pétrarque ; elles étaient sans doute plus dangereuses, mais singulièrement moins vigoureuses. Plus tard, le cardinal Giuliano Cesarini, ainsi que le rappelle Bossuet au commencement de son livre sur les *Variations des Églises protestantes*, représentait en termes d'une hardiesse qui ne fut pas dépassée les dangers que la dépravation du clergé faisait courir à la papauté. On ne s'étonna et l'on ne se scandalisa donc pas en Italie quand on vit nombre de personnes et des plus qualifiées proclamer que l'Église se perdait par ses vices, qu'il fallait la réformer « dans son chef et dans ses membres. » C'était le sentiment commun.

Certes, les abus dont on se plaignait et auxquels le protestantisme pensait apporter un remède étaient plus sensibles en Italie que partout ailleurs. Savonarole les avait dépeints avec fougue, mais non sans vérité : « Les cloches sonnent toutes par

avidité, disait-il ; elles n'appellent que pain, argent et cierges (1). Les prêtres ne vont au chœur que pour y recevoir de l'argent ; aux vêpres et aux offices que parce qu'on y fait des distributions. Voyez s'ils vont à matines. Ils vendent les bénéfices, ils vendent les sacremens, ils vendent les messes de mariage... De leur débauche, que dirai-je ? » Ailleurs il emploie pour dépeindre leur luxe, cette image d'une merveilleuse vigueur : « Jadis les calices étaient d'or et les prélats de bois, maintenant les calices sont de bois et les prélats d'or. »

Il n'est pas douteux qu'une partie du clergé italien prêtait aux critiques, mais le spectacle peu édifiant qu'offrit la Ville éternelle à la fin du xv^e^ siècle et au commencement du xvi^e^ n'inspirait nullement à la plupart des Italiens les sentimens d'étonnement et de réprobation que ressentaient les étrangers ; presque personne ne se choqua à Rome en voyant le cardinal d'Este, travesti en Turc, prendre part aux fêtes du carnaval. On faisait la part entre la qualité d'une institution et l'indignité de ceux qui la représentaient ; la foi ne fut pas plus grande au temps où des papes d'une haute piété dirigeaient un clergé qu'ils animaient de leur zèle et qui se modelait sur leur austérité, que lorsque le trône de Saint-Pierre était le jouet de deux aventurières, Théodora et Marozia, qui accordaient ou retiraient la tiare à des enfans, ou bien quand Léon X avait transformé le Vatican en une folle cour princière. Néanmoins, d'une part, on souhaitait de voir ce relâchement prendre fin, de l'autre, ses conséquences se faisaient sentir aux Italiens plus lourdement qu'aux ultramontains.

Le côté théorique, dogmatique de la Réforme touchait moins les Italiens que son côté pratique. Assurément, l'école qui se forma à Naples autour de Valdès s'occupa de la Justification et peut-être du dogme de la Trinité ; les disciples de Soccino à Vicence cherchaient à éclaircir leurs doutes touchant quelques points de théologie ; les controverses religieuses furent très à la mode ; on discutait partout et dans toutes les classes sur les dogmes et l'interprétation des Écritures ; il fallut tirer sept éditions du *Trattato del Amore di Gesù Cristo*. Il n'en demeure pas moins certain que la destruction des abus fut le principal objet que se proposaient la plupart de ceux qui embrassèrent la

(1) On s'amusait à dire dans le peuple que les cloches en tintant disaient : *Dando, dando*. « En donnant, en donnant. »

Réforme en Italie ; les prédicateurs, les libellistes, les faiseurs de pasquinades portaient surtout leur effort sur la transformation des mœurs du clergé et la modération des exigences financières de l'Église.

En 1545, l'évêque de Lovello, Feretti, énumérait ainsi les erreurs des hérétiques italiens : « Nier la confession, l'efficacité des indulgences, l'utilité des messes, le libre arbitre, le purgatoire, penser que la foi seule justifie, protester contre le culte des saints, prétendre que le culte des images est une idolâtrie, ne pas jeûner, s'élever contre les vœux monastiques, affirmer qu'on vit en péché mortel, affirmer que, le Christ étant mort pour expier les péchés de tous, il est inutile que chacun expie les siens, affirmer que le Pape n'est pas le chef de l'Église. » D'autre part, parmi les chefs d'accusation qui figurent le plus fréquemment dans les réquisitoires du Saint-Office, on relève : la négation de l'efficacité des pratiques extérieures, la critique des générosités de l'Église et de l'intervention du clergé dans la vie quotidienne. On s'élevait donc surtout contre les dévotions qui étaient une source de revenus pour l'Église.

C'est bien là, en effet, ce qui irritait le plus les Italiens. « Je ne sais, écrivait le fameux historien Guicciardini, ce qui me déplaît le plus, de l'ambition, de l'avarice ou de la mollesse des prêtres... Cependant la situation que j'ai occupée sous plusieurs pontifes m'a obligé à m'attacher dans mon propre intérêt à leur grandeur ; n'avait été cette nécessité, j'aurais aimé Martin Luther comme moi-même, non pour me délivrer des lois qu'impose la religion chrétienne selon qu'on l'interprète et qu'on la comprend, mais pour voir réduire dans ses justes limites cette troupe scélérate, c'est-à-dire à la voir, ou bien sans vices ou bien sans autorité. »

***

Cependant, il est fort probable que la déférence et la soumission traditionnelle des Italiens envers la Cour pontificale les auraient cette fois encore détournés de donner corps à leurs aspirations, n'avaient été les incitations venues du Nord. L'écho de la grande rumeur que Luther soulevait en Allemagne donna le branle. Pour ce qui est de Calvin, son influence ne se fit guère sentir qu'en Piémont, ainsi qu'à Ferrare, à cause de la présence en cette ville de Renée de France.

« En l'année 1520, dit Guicciardini, commencèrent à se répandre des doctrines nouvelles, hostiles d'abord à la papauté, puis à l'Église elle-même, lesquelles avaient pris naissance en Saxe. »

Ce fut d'abord par les livres que le luthéranisme se propagea en Italie. Le terrain avait été admirablement préparé par les nombreux ouvrages d'exégèse, par les commentaires et les traductions des livres saints publiés depuis une cinquantaine d'années. Le réveil des esprits dont l'humanisme fut une des formes, le goût des recherches littéraires qui s'ensuivit, la diffusion du savoir produite par l'imprimerie, portèrent les Italiens à vouloir mieux connaître les Écritures. Dès 1477, le texte hébraïque du *Psautier* avait été publié; un groupe de docteurs juifs avait donné, en 1488, une version nouvelle de la *Bible;* Giambattista Folengo, fils du fameux Coccaïe, entré dans l'ordre des bénédictins en 1506, publia un commentaire sur les *Psaumes de David* et sur les *Épîtres* de saint Pierre, de saint Jacques et de saint Jean, qui figurèrent plus tard dans l'*Index;* la première édition de la *Septante* sortit en 1518 des presses aldines sous la direction d'Andrea d'Assolo. Plus tard, Antonio Brucioli fit une traduction intégrale de la *Bible;* le *Cantique des Cantiques*, le *Livre de Job*, avaient été mis précédemment en italien.

Les écrits des réformateurs allemands eurent d'autre part le meilleur accueil. Dès 1519, un libraire, Calvino di Menaggio, faisait connaître quelques-unes des lettres de Luther. Le fameux traité de Mélanchthon, *Loci communes*, publié à Wittemberg en 1521, ne tarda pas à être commenté dans toute la vallée du Pô. Il y avait déjà tant de livres hérétiques en Italie vers 1523, que le pape Clément VII recommandait, le 17 janvier 1524, à l'évêque de Trente « de faire rechercher et brûler les écrits dangereux qui avaient pénétré d'Allemagne en Italie, » et il enjoignait au vicaire de cet évêque de s'opposer de tout son pouvoir à leur diffusion. Ce fut en vain. Luther se félicite, à cette époque, dans sa correspondance, du succès de ses doctrines en terre italienne. Les livres hérétiques étaient partout demandés : on en faisait entrer à Bologne, dissimulés dans des charrettes de blé; on en imprimait à Venise sous de faux noms, et l'autorité ecclésiastique, sans défiance, les laissait circuler. Le cardinal Serafino Razalio racontait plus tard que longtemps on avait lu à Rome, sans penser à mal et avec un vif intérêt,

les *Loci communes* de Melanchthon, traduits en italien et publiés à Venise en 1525 sous le pseudonyme de Terra Negra, lequel n'était qu'une autre forme du nom véritable de l'auteur, Schwarzerd. Ces déguisemens étaient fréquens. La préface de Luther à l'*Épître aux Romains* de saint Paul, ainsi que son traité sur la *Justification* parurent comme étant du cardinal Fregoso; les œuvres de Zwingle furent imprimées sous le nom de Coricius Cogelius; le *Commentaire sur les Psaumes* de Bucer passa pour l'œuvre de Aretius Felinus.

Certains livres publiés en Italie par des Italiens eurent une vogue extraordinaire et contribuèrent pour une grande part au développement du protestantisme; le petit traité intitulé *Le Bénéfice de la mort du Christ*, imprimé à Venise en 1540, se vendit à plus de quarante mille exemplaires; les lecteurs les plus avisés le trouvaient très orthodoxe; le cardinal Morone le recommandait à ses amis sur le dire de son vicaire et le cardinal Cortese en faisait le matin sa première lecture. Cependant il y était affirmé que la *Justification* était la condition exclusive du salut. L'Inquisition le condamna ensuite et en fit une si rigoureuse recherche que tous les exemplaires, à l'exception de deux ou trois, en ont disparu. La *Tragédie du Libre Arbitre* eut aussi une immense influence et un sort analogue; ce devint un si grand crime de l'avoir lue qu'il y allait des galères et qu'un artisan de Forli fut emmuré sa vie durant pour en avoir donné une représentation chez lui; en outre, sa maison fut rasée et une stèle commémorative et expiatoire élevée sur son emplacement. Cette tragédie où le « seigneur Franc-Arbitre, » fils de la Raison et de la Volonté, épouse dame Grâce congrue et règne sur le royaume des Bonnes œuvres jusqu'au jour où on lui coupe la tête, était en effet une amère satire contre le Saint-Siège et le clergé; certain passage sur la Province de moinerie fait penser à l'Ile sonnante de Rabelais. Il en fut de même du *Pasquin en extase*, de Curione.

Plus encore que par les livres, la diffusion des idées nouvelles se fit par la prédication; il peut paraître étrange que la réforme du clergé et de la Cour pontificale, la suppression des abus, voire la modification de certains dogmes et l'abolition de certaines pratiques religieuses aient été préconisées en chaire, précisément par des ministres de l'Église, sans que d'ailleurs le Saint-Siège intervînt aucunement; durant vingt-cinq ans,

de 1520 à 1545, il n'y eut guère de carême durant lequel, tantôt dans une ville, tantôt dans une autre, un moine ne prît à partie avec violence l'Église et la hiérarchie. Au surplus, parmi tous ces moines, augustins et bénédictins, franciscains et capucins, qui tonnaient contre les abus, il n'en était guère qui songeassent d'abord à autre chose, comme on l'a dit, qu'à travailler au plus grand bien de l'Église.

Ils étaient éloquens, véhémens, habiles raisonneurs; leur action fut grande. Les esprits restaient longtemps agités après le passage de l'un d'eux et les germes qu'ils avaient semés levaient vite; il en fut ainsi à Naples, à Sienne, à Modène, à Lucques, à Faenza.

***

Les cercles littéraires, les académies alors si nombreuses en Italie, furent pour beaucoup aussi dans le mouvement protestant; on n'y discutait pas seulement littérature et beaux-arts, à grand renfort de raisonnemens subtils et captieux; on n'y faisait pas seulement assaut de *concetti* et de bel esprit, il y était parfois question de choses plus sérieuses; on y abordait des problèmes de morale, de métaphysique, d'exégèse, de théologie. A Modène, un professeur, Grillenzone, avait fondé une académie où l'on s'entretenait de littérature grecque et latine et de théologie; on y critiquait à l'occasion le Saint-Siège; cependant les académiciens ne furent guère inquiétés avant 1535; un livre condamné ayant alors circulé dans la ville avec leur connivence, l'inquisiteur local eut mission de perquisitionner chez eux et dans les monastères, car on y disputait aussi librement que dans les académies. L'enquête n'aboutit pas. L'année suivante, un moine sicilien, Paolo Ricci, vint à Modène. Il était passionné et doué d'une parole entraînante; les fidèles de l'académie et tous ceux qui partageaient leurs idées, se réunirent autour de lui et un foyer de protestantisme fut ainsi créé. Chacun se mit à interpréter saint Paul et saint Jean, et à consulter les Écritures saintes; on discutait, raconte un chroniqueur contemporain, dans les salons et dans les boutiques, dans la rue et dans les églises. Il en fut bruit jusqu'en Allemagne; Martin Bucer écrivit aux Modénois pour les féliciter. Cependant le duc de Ferrare fit arrêter Ricci. Il se rétracta, mais ses disciples persistèrent dans leurs opinions. L'académie avait pris

la direction du mouvement; l'évêque, qui était le cardinal Morone, écrivait en 1540 que la ville entière était devenue luthérienne, que l'on ne faisait qu'y blâmer l'Église catholique, parler contre la messe, le purgatoire, le culte des morts, et il ajoutait que les prédicateurs orthodoxes n'osaient plus se risquer à prêcher dans la crainte de railleries et de mauvais traitemens dont ils se sentaient menacés. On répétait dans toute la ville « qu'ils n'unissaient pas à la bonté de leur cause l'excellence des argumens et la pureté des mœurs. »

Il y avait assurément quelque exagération dans ces doléances; le 10 décembre 1541, le pape Paul III écrivait à un moine du Mont-Cassin, originaire de Modène, pour lui demander « si réellement il y avait des hérétiques dans sa patrie; » sans doute le moine ne se montra pas aussi alarmé que l'évêque, mais ne cacha pas au Pape que la dévotion des Modénois n'était plus aussi entière que jadis, car les cardinaux Sadoleto et Cortese furent aussitôt envoyés pour faire une enquête; ceux-ci, soit dans la crainte d'exaspérer les esprits, soit parce que le mal ne leur sembla pas sans remède, conseillèrent à Paul III d'user de modération et de se contenter d'exiger des membres de l'académie et de leurs disciples la signature d'un formulaire, de forme assez vague. Plus tard, le duc de Ferrare reprit la campagne, poursuivit les académiciens et fit fermer l'académie. En 1825, on découvrit, en démolissant un mur, les papiers et les livres de l'un des membres les plus actifs, l'écrivain Castelvetro; les papiers furent dispersés, mais les livres ont été recueillis et, par eux, l'on peut connaître la composition d'une bibliothèque d'hérétique vers 1550; on y trouve les œuvres de Calvin, de Bucer, de Zwingle, de Melanchthon, des traductions des Psaumes et de l'Évangile...

A Sienne, l'académie des Étourdis avait pour chef Piccolomini qui fut plus tard fortement suspecté; on n'y professait pas ouvertement des doctrines hostiles à l'Église; sur soixante-dix membres que comptait l'académie, une cinquantaine étaient tout dévoués au Saint-Siège, mais elle n'en constituait pas moins un centre de critique et d'agitation; l'extension du protestantisme dans toute la région fut due en grande partie à la propagande des Étourdis.

De même à Ferrare, les académies étaient nombreuses; il y avait celles des Ténébreux, des Élevés, des Illuminés, des

Argonautes, des Amis de la Vertu, des Sereins... Celle des Élevés comptait parmi ses membres Calcagnini, un novateur convaincu, mais qui toutefois n'aspirait pas au martyre : « Persuadé, écrivait-il à un de ses amis, qu'il est dangereux de traiter des questions théologiques devant la multitude et dans les discours publics, je trouve plus sûr de parler avec le plus grand nombre et de penser avec quelques-uns. » Néanmoins, il était lié avec les plus zélés défenseurs de la Réforme et, dans son académie comme dans les autres, on se passionnait pour la morale et la philosophie.

Dans plusieurs villes s'étaient fondées des associations d'un tout autre caractère et fort étranges, dont l'action ne fut pas sans influence sur la propagation des idées nouvelles, et plus encore sur les réformes que le Saint-Siège imposa par la suite. La première avait été constituée à Gênes en 1497 sur l'initiative de Gaetano da Tiene, que le pape Clément X canonisa en 1671 ; ce même Gaetano en créa une autre à Rome en 1517. Le but de ces associations était, disent les statuts, de « répandre l'amour divin, c'est-à-dire la charité ; » aussi prirent-elles le nom de société *Del Divino Amore*. Il était imposé à chacun des associés de se montrer *humble de cœur*. Cependant, malgré des intentions si avouables, ces associations étaient en réalité des sociétés secrètes ; il était défendu aux membres de révéler les noms des associés, les propositions agitées dans les réunions, le but de l'œuvre. Une surveillance mutuelle fut organisée. Chaque année, à l'époque du Carême, une réunion avait lieu au cours de laquelle les assistans se retiraient chacun à leur tour, afin que, pendant leur absence, leur conduite pût être examinée. Ceux qui avaient quelque chose à révéler devaient le déclarer ; on votait ; un quart de boules noires suffisait pour décider l'exclusion. Mais le membre ainsi frappé n'était informé du vote que plus tard « avec des ménagemens. »

A Rome, l'association comptait une soixantaine de membres dont quatre devinrent cardinaux ; un autre fut Aléandre, l'un des agens les plus actifs du pouvoir pontifical dans sa lutte contre le luthéranisme en Allemagne et dans les Flandres. De fait, la société *Del Divino Amore* ne se montra jamais hostile au Saint-Siège ; loin de là, mais elle s'efforça de montrer, par l'exemple et la propagande de ses membres, que les abus devaient et pouvaient être supprimés et que l'Église ne serait sauvée qu'à

ce prix. Aussi, lorsque le pape Paul III constitua une commission chargée de rechercher et de proposer des réformes, ce fut parmi cette société qu'il choisit les enquêteurs.

De même que les académies, les universités contribuèrent à faire connaître les idées nouvelles; celles de Bologne, de Ferrare, de Padoue, de Pavie étaient fréquentées par de nombreux étudians allemands. D'autre part, beaucoup de jeunes Italiens se rendaient en Allemagne pour y achever leurs études ; d'autres allaient en Suisse. Les relations entre les érudits des différentes nations, que l'usage universel de la langue latine rendaient alors plus fréquentes et plus intimes qu'elles ne le sont devenues depuis, furent pour beaucoup dans la dissémination du protestantisme. Sadoleto et Bembo, à ne citer que cet exemple, correspondaient régulièrement avec Melanchthon ; Érasme entretenait un commerce de lettres avec nombre d'érudits italiens.

***

Quelques hommes se firent les apôtres, les propagateurs des doctrines luthériennes, avec un grand zèle et un admirable dévouement. Bernardino Ochino fut parmi les plus actifs. Entré dans l'ordre des mineurs conventuels, il en trouva la loi trop douce, et, profitant de la réforme de l'ordre des franciscains d'où devaient sortir les capucins, il partagea leurs austérités. Il prêcha, pâle, portant une longue barbe blanche qui lui tombait jusqu'à la ceinture, ayant les cheveux « aussi blancs que la neige, » et cet air vénérable qui ajoute à la valeur des argumens l'autorité de l'expérience. Son action était inconcevable ; à Naples, sa parole convaincante et sincère enflamma la ville entière. Il lui fallait de l'argent; en moins de rien, il obtint 5 000 ducats. Le vice-roi Toledo s'émut et consulta l'archevêque Francesco Carafa qui se borna à lui prescrire de demander à Ochino de ne plus traiter de sujets captieux. A Sienne, l'enthousiasme de la foule fut tel que ceux qui ne pouvaient pénétrer dans l'église où il prêchait montaient sur la toiture et en arrachaient des parties pour pouvoir l'entendre. Le conseil communal lui délégua quatre de ses membres pour le conjurer de prolonger son séjour et de faire encore quelques sermons, soit dans la cathédrale, soit au palais communal, « car il était bon et profitable aux âmes que le frère Bernardino continuât encore un certain temps à

enseigner (21 juin 1539). » Mais Ochino ambitionnait de répandre partout ses idées; il alla à Pérouse, à Florence, à Venise. Le cardinal Bembo l'entendit. Ces deux hommes si différens de tempérament, de programme de vie, d'éducation, l'un homme d'étude, soucieux des nuances et curieux sur toutes choses de beau langage; l'autre impétueux, n'ayant d'autre souci que celui de ses doctrines et tout occupé des intérêts de son ordre, se comprirent parfaitement. Bembo fut séduit. « Notre frère Bernardino, écrivait-il à la marquise Vittoria Colonna, est adoré ici; je veux l'appeler mien, comme Votre Altesse l'appelle sien. » La liberté dont il jouissait l'enhardissant, il laissait de plus en plus percer ses doutes sur l'utilité des jeûnes, sur l'efficacité des indulgences; il parlait du purgatoire, du libre arbitre, de l'autorité pontificale comme on le faisait outre-monts. Les écrits de saint Augustin lui servaient le plus souvent de thème; il les interprétait de façon nouvelle. Ainsi, en donnant le sens interrogatif à la phrase : *Qui fecit te sine te non salvabit te sine te*, il en tirait un argument favorable à sa thèse qu'on n'avait pas aperçu auparavant. Le Pape le manda à Rome. On se demanda si c'était pour le créer cardinal ou le livrer à l'Inquisition. Il hésita, consulta ses amis, se crut menacé, et il semble qu'il l'était en effet; finalement il quitta l'Italie en fugitif. Ses amis éprouvèrent une grande surprise, dont nous pouvons nous étonner, en apprenant cette rupture qui devint plus éclatante encore quand Ochino eut fondé à Genève une église protestante italienne et se fut marié. Dans le vingtième de ses *Trente Dialogues*, il soutient même que, si l'on demande à Dieu avec sincérité le don de continence et que Dieu ne l'accorde pas, on a le droit de prendre une concubine, « car si l'on fait ce que Dieu pousse à faire, à la condition que l'on se soit bien rendu compte que c'est par un instinct divin, on ne pèche pas; on ne saurait en effet errer en obéissant à Dieu. »

Bernardino Ochino est sans doute le type le plus achevé de ces moines qui propagèrent les doctrines nouvelles, les uns sans se détacher, les autres en se détachant insensiblement de l'Église catholique; mais bien d'autres jouèrent un rôle important dans la Réforme italienne. Vergerio fut du nombre, ainsi que Vermiglio. L'électeur palatin Frédéric le Sage, celui-là même grâce au refus duquel Charles-Quint obtint la couronne impériale, avait chargé le baron Schenck, qui était moine, de lui procurer

des reliques, moins ce semble par piété que pour en faire collection, car il se contentait de les enfermer dans des boîtes de toutes sortes, en or, en verre, en bois, en ivoire. Vergerio fut chargé de lui en porter un certain nombre ; mais, avant qu'il partît, l'Électeur se ravisa, le produit des indulgences avait beaucoup baissé, il lui fallait faire des économies : il commença par les reliques et donna ordre de les vendre. Cependant les préparatifs de son voyage avaient mis Vergerio en relations avec les Allemands. Comme, d'autre part, il était bien en cour de Rome, il fut envoyé par le Pape en qualité de nonce auprès de l'Empereur. C'est au cours de ses pérégrinations en Allemagne qu'il rencontra Luther, en novembre 1535. La description qu'il donne de lui montre surtout sous quel aspect on se le représentait en Italie. « Il était, écrit-il, corpulent, avait des yeux louches, ardens, mobiles, pleins de l'ardeur et de la rage dont il était animé ; il portait quelques bagues, un gros bijou d'or suspendu au cou, un bonnet de prêtre, des vêtemens de velours et de satin garnis de fourrures. Il parlait latin sans trop de rudesse, quoique Allemand... » Leur conversation fut une altercation, au dire de Vergerio. Vergerio était fort emporté, ainsi qu'on le voit dans ses lettres où il éclate sans cesse en invectives contre les hérétiques. Cependant les devoirs de sa charge, surtout lorsqu'il assista au Colloque de Worms, en 1540, le mirent en contact de plus en plus fréquent avec les chefs du mouvement protestant ; il connut Bucer, Sturm, Mélanchthon ; on s'en inquiétait autour de lui ; à la vérité, Vergerio traversait une crise de conscience violente ; il écrivait à Rome que trop de liens l'attachaient au Saint-Siège pour qu'on pût douter de sa loyauté ; son frère était évêque comme lui ; mais l'influence des hommes éminens avec qui il avait conversé ébranlait la fermeté de ses convictions ; il voulut se recueillir et alla chercher un refuge dans la petite cité de Capo d'Istria dont il était évêque.

« Je suis dans une belle solitude et je ne songe qu'à cultiver mon âme, » écrivait-il à Vittoria Colonna. Il ne voulut pas rester oisif ; son activité et sa combativité avaient besoin d'un aliment ; il entreprit donc la rédaction d'un traité dirigé contre « les apostats d'Allemagne. » Ce fut ce qui décida de sa conversion ; à tant fréquenter les œuvres des luthériens, il les trouva de plus en plus solides ; il essaya tout d'abord de réformer son diocèse conformément aux principes des réformateurs

dont il ne discutait plus la justesse; il obligea les moines et les nonnes à une vie régulière, il fit supprimer les images de piété, il condamna à être promenés sur des ânes trois personnages qui affirmaient avoir eu une vision de la Vierge. Ces tentatives semblèrent dangereuses à Rome. Le nonce auprès du gouvernement vénitien reçut mission d'examiner le cas de Vergerio. Ce nonce était le littérateur Giovanni della Casa, qui venait d'être nommé archevêque de Bénévent, bien qu'il n'eût pas même reçu les ordres mineurs; il était l'auteur d'un *Capitolo* intitulé *Il Forno*, d'une licence extrême. Étrange censeur assurément et qui justifiait les critiques dont Vergerio se faisait de plus en plus l'interprète. Quand Della Casa voulut le faire comparaître, Vergerio lui répondit qu'un évêque ne pouvait être jugé par un évêque et il en appela au prochain concile. Non content de discipliner son diocèse, il alla catéchiser toute la vallée du Pô. Un an se passa, Della Casa n'osait lui faire son procès et, l'ayant instruit, il n'osa en envoyer les pièces à Rome, car elles étaient des plus compromettantes pour l'évêque de Fano, Pietro Bertano. Enfin le dossier partit; crainte des accidens de route, il fut caché dans un coffre à linge adressé à la garde-robe pontificale (1548). Un représentant du Saint-Siège partit alors pour l'Istrie avec des pouvoirs étendus contre les hérétiques; il profita d'une série d'années mauvaises pour donner à croire aux populations que si les troupeaux étaient décimés, si les raisins ne mûrissaient pas, si les moissons pourrissaient, si les oliviers ne donnaient plus de fruits, la faute en était à l'évêque et à ses adhérens; il conseillait aux habitans de le lapider. Cependant Vergerio se défendait des accusations portées contre lui; très sincèrement sans doute, il ne pensait pas s'être mis en hostilité contre l'autorité pontificale en préconisant certaines réformes et en les appliquant. L'inquisiteur Fra Marino et l'avocat fiscal Bucello pensaient de même et attestaient que jamais évêque n'avait « gouverné plus catholiquement son diocèse (janvier 1547); » le cardinal de Mantoue le trouvait « irrépréhensible. » Un incident survint. Le jurisconsulte Spiera, qui avait mené une vie de travail et de méditation et professé avec éclat à Padoue, fut pris d'une sorte de délire furieux et de crises de folie à la pensée qu'il ne savait s'il devait, pour assurer son salut, suivre la voie que lui traçait l'Église catholique ou bien les conseils des novateurs. Cette

affaire fit grand bruit; toute l'Italie prit parti; les disciples de Luther et les défenseurs du Saint-Siège se firent une arme de son cas; Vergerio publia une *Apologie* de Spiera qui détermina sa rupture avec Rome; le Pape le déclara contumace, puis excommunié et le destitua de son évêché. Vergerio s'enfuit en Valteline et s'établit à Poschiavo où s'était constituée une petite église composée de deux cents Italiens environ, dont la plupart étaient des lettrés ou des gens de condition. Bientôt, se sentant menacé dans cet asile, il gagna la Suisse où il acquit une situation prépondérante. Il mourut à Tubingue en 1565.

Vermiglio, que l'on appelait Pierre Martyr, parce que son père l'avait voué à ce saint, fut également un prédicateur en grande réputation; il prêcha à Bologne, à Mantoue, à Venise, à Rome, à Naples. On traita de mauvais chrétiens ceux qui n'allaient pas l'entendre, mais il lui arriva de lire les *Commentaires* de Bucer sur l'Évangile et sur les Psaumes, traduits en italien sous le pseudonyme d'Arezzo Folino : il eut aussi connaissance de l'ouvrage de Zwingle sur la Vraie et la Fausse religion, et il fut acquis au protestantisme; comme la plupart des prédicateurs qui partageaient les idées d'outre-monts, il prenait souvent pour texte les Épîtres de saint Paul. On remarqua, entre autres choses, qu'il n'en tirait pas la preuve habituelle de l'existence du purgatoire et les moines théatins, dont c'était le rôle d'entraver les progrès de l'hérésie, le signalèrent à la Cour de Rome. Mais le Pape ne lui donna pas tort; il fut nommé visiteur général de son ordre, réforma bien des abus, de concert avec le cardinal Gonzaga et continua de prêcher, penchant néanmoins de plus en plus vers les doctrines luthériennes. Cité à Gênes, il jugea que le moment était venu de quitter l'Italie et gagna la Suisse presque en même temps que Ochino (1542).

A côté de ces moines qui parcouraient la péninsule, y semant des idées nouvelles, il y avait des réformateurs sédentaires qui groupaient autour d'eux de petites églises et par leurs enseignemens, par leur séduction personnelle, amenaient nombre de gens à embrasser les doctrines qu'ils professaient. Tel fut l'Espagnol Juan Valdès, qui exerça à Naples une incroyable influence; il était arrivé lors de la conquête espagnole; la distinction de son esprit, l'agrément de son entretien, lui acquirent promptement de nombreuses amitiés; il excellait dans les

controverses subtiles qu'on prisait et dont on se délectait tant alors en Italie. Le cardinal de Montreal se l'attacha, Clément VII le distingua et lui donna une charge; cependant Valdès penchait déjà vers le luthéranisme. Le goût était aux dialogues; il en fit un où Mercure et Charon s'entretenaient des abus de la Cour de Rome. Bientôt un petit cercle se constitua autour de lui; Ochino y fréquentait ainsi que Flaminio qui avait mis les psaumes en odes latines, Pietro Martyr et quelques autres. Dans la modeste maison qu'il possédait à la Chiaia, on discutait sur la Justification, sur le mystère de la Trinité, mais avec réserve. Jamais Valdès et ses disciples ne poussèrent leur argumentation jusqu'à ses extrêmes limites; peut-être n'en percevaient-ils eux-mêmes pas les dernières conséquences. Ce fut un grand étonnement pour eux quand ils apprirent qu'on en pouvait conclure que le libre arbitre n'existait pas. Valdès était presque un mystique à la façon italienne, sincère, doux, on dirait volontiers résigné, et ingénu, ce qui ne l'empêchait pas de faire une active propagande; il prêchait aussi bien dans les rues que dans les églises et se prodiguait pour faire des adeptes à ses idées. S'il n'était mort en 1540, avant le temps des rigueurs, il eût certainement fini sur le bûcher ou en exil. Le mouvement qu'il avait provoqué dura longtemps après sa mort. Ce furent surtout les femmes qui l'entretinrent. Il les avait captivées. Vittoria Colonna, Caterina Cibo, Isabella Brisegna, Roberta Carafa, Giulia Gonzaga, Isabella Colonna, Maria di Aragona, marquise del Vasto et sa sœur Giovanna, Maria di Cordona, princesse de Sulmona, furent ses fidèles et tenaces disciples et répandirent ses idées.

***

Le rôle de la femme a été des plus importans dans la propagation de la Réforme italienne ; les femmes étaient puissantes, souvent intelligentes, agissantes; leur éducation les mettait sur un pied d'égalité avec les hommes; on en vit qui gouvernèrent des États, qui conduisirent des guerres; jamais la femme n'eut plus d'empire. La Réforme les séduisit par ce qu'elle avait de généreux, de désintéressé, de philosophique; leur grande piété les poussa à désirer une Église pure, idéale et irréprochable. Vittoria Colonna, marquise de Pescara, dont l'âme était très noble et la piété profonde, — ses sonnets en sont la preuve, — ne s'attacha à la Réforme que pour sauver le Saint-Siège.

Elle a écrit ces vers qui représentent exactement son sentiment :

> Je vois d'algues et de fange ta barque si chargée,
> Pierre, que si quelque vague
> Du dehors l'assaille et l'environne,
> Elle pourrait chavirer et courir grand danger.

Le chagrin de son veuvage et son penchant naturel l'avaient jetée dans la piété, mais elle ne pratiquait pas cette dévotion étroite et réduite aux formes extérieures dont se contentaient tant d'autres de ses contemporaines ; elle avait un sentiment trop grand des choses de la religion pour ne pas aspirer plus haut ; ce n'est pas à dire toutefois qu'elle ne se crût obligée à certaines austérités pour appuyer et affermir sa foi ; son ami le cardinal Polo dut l'empêcher d'exagérer les macérations, car elle avait fini, comme il le lui disait, par n'avoir plus que « la peau sur les os. » Cependant son intelligence, qui était des plus vives, la portait à examiner sur quels fondemens reposaient les vérités qu'enseigne l'Église, et elle prenait plaisir à s'entretenir avec ceux qui s'occupaient à approfondir ces questions. Le cardinal Polo lui disait bien souvent qu'il ne fallait pas se laisser entraîner à vouloir pénétrer les mystères de la foi et qu'elle devait « se renfermer dans les limites qui convenaient à son sexe. » Mais cette incuriosité lui était insupportable et d'autre part son souci de voir l'Église forte, la portait à se rapprocher de ceux qui s'efforçaient d'en réformer les imperfections ; elle se lia donc avec les novateurs. Vingt-cinq ans plus tard, Carnesecchi était encore sous le charme des entretiens que cette femme supérieure se plaisait à avoir touchant la grâce, la prédestination, l'humilité, « base de toute vertu, » la Providence. Ochino l'avait intéressée à l'ordre des capucins que le Saint-Siège menaçait à cause de leurs doctrines ; elle s'en fit la protectrice et la conseillère. Au besoin, elle intervenait dans leurs querelles intérieures ; il arriva que deux candidats se trouvèrent en présence pour les fonctions de vicaire général, l'un soutenu par la Cour de Rome, l'autre représentant les tendances indépendantes qui animaient la majeure partie des membres de l'ordre ; le Pape nomma l'un, Vittoria soutint l'autre ; après bien des élections contestées, des décisions chapitrales annulées, ce fut celui-ci qui l'emporta. Vittoria était persuadée que, si l'on traitait les capucins de luthériens, c'est qu'ils « prêchaient sur la

liberté de l'esprit et donnaient par leur vie l'exemple de l'humilité et du mépris des richesses. »

Ses dernières années furent toutes de méditation et de retraite; elle vécut dans des couvens, à Rome et à Viterbe. Sa vie fut d'une sainte, et cependant, quelque dix ou vingt ans après sa mort, elle encourut véhémentement le soupçon d'hérésie; les couvens où elle avait résidé passèrent pour contaminés; on assura que Michel-Ange, qui avait cultivé son amitié, était devenu protestant à cause d'elle. Ceux qui aiment à le trancher net disputent encore au sujet de son orthodoxie, alors qu'il semble bien évident que la marquise fut, comme elle l'a répété souvent, « une très dévote fille de l'Église, » mais fort inquiète de son avenir si l'on ne mettait un terme aux erreurs qui le pouvaient compromettre.

Moins littéraire que Vittoria Colonna, mais plus belle (elle passait même pour la plus belle femme de son temps avec quelques autres), Giulia Gonzaga fut, comme la marquise de Pescara, une des protagonistes de la Réforme; comme elle, elle était veuve, et le vide de son existence l'avait poussée aux méditations, aux spéculations, à l'examen des doctrines, à s'occuper des controverses qui troublaient alors les esprits. Elle fut une des disciples de Valdès. Un jour qu'elle sortait avec lui d'une église où Ochino avait prêché, elle lui exposa, tout émue encore des paroles qu'elle venait d'entendre, ses doutes et ses angoisses; elle lui dépeignit toute la terreur qu'elle avait d'aller en enfer et son ardent désir de connaître quel était au vrai le moyen le plus sûr d'être admise au paradis. Et ces paroles montrent tout l'émoi que causait la prédication des moines novateurs et quelles préoccupations elles éveillaient surtout dans les âmes féminines. Valdès lui répondit que trois voies conduisaient à la connaissance de Dieu : l'Ancien Testament, la Lumière naturelle et le Christ. « Chaque jour, lui dit-il, employez chaque moment à méditer sur Dieu, sur vous-même, sur Jésus-Christ, sans vous astreindre à des pratiques superstitieuses. Ayez constamment devant vos yeux deux images, la perfection chrétienne et votre propre imperfection. » Assurément Giulia se détacha du Saint-Siège et de l'Église beaucoup plus que Vittoria Colonna; elle écrivait plus tard à Carnesecchi : « Alors que la religion chrétienne était la nôtre... »; elle correspondait activement avec lui en chiffre; or Carnesecchi fut brûlé en 1567

comme hérétique, après avoir été décapité toutefois, suivant la coutume clémente de l'Église en Italie. Flaminio traduisit pour elle le *Livre des Considérations* et un *Commentaire* de Valdès sur les Psaumes. Valdès composa à son intention un *Alfabeto cristiano* d'une hétérodoxie tempérée. Elle mourut en 1566, juste à temps pour ne pas être brûlée vive, car Pie V, qui venait d'être élu, déclara que, s'il avait eu connaissance de sa correspondance, il ne l'eût certes pas épargnée.

A Ferrare, Renée de France avait créé un centre fort actif de calvinisme ; on a prétendu que Calvin la visita, ce qui est incertain, mais il est sûr qu'il l'encouragea et entretint avec elle une active correspondance ; Marot fut son hôte et peignit les misères de ce « lys au milieu des épines. » Sur un livre d'heures qui lui a appartenu, on voit représentés un cardinal ramassant un jeu de cartes, des moines jouant aux dés, une église entourée de flammes avec un cadran sur la façade, marquant la fin des temps. Vittoria Colonna avait séjourné quelque temps auprès de la duchesse et l'avait confirmée dans ses idées; elle était devenue comme elle la protectrice des capucins et d'Ochino, de même que de tous les Français huguenots qui venaient chercher à Ferrare un refuge temporaire. Autour d'elle s'était formé un groupe nombreux de protestans, qui allaient semer leurs doctrines dans toute la région environnante. Sa Cour en était pleine; le duc protestait bien; il fit venir de France un convertisseur fameux, le chef de l'Inquisition du royaume de France, Mathieu Ory, qui entreprit Renée (1554); elle résista; le duc était fort en peine; d'un côté, il ne voulait pas indisposer le Souverain Pontife qui était son suzerain, de l'autre, il ne lui convenait pas de sévir contre une fille du sang de France, petite-nièce du roi François Ier dont il était le protégé. D'ailleurs Calvin avait dépêché auprès d'elle un homme de sa main, le plus habile de ses dialecticiens, le seigneur de Collonges. Le duc semble avoir livré la correspondance de Renée, qui était accablante; on lui fit son procès; Ory joua le rôle d'accusateur; Renée fut, ce semble, condamnée à la prison, car, le lendemain, elle était conduite sous escorte du palais ducal au vieux palais qui, depuis des années, servait de geôle plutôt que d'habitation.

C'est dans ce palais que, cent trente ans auparavant, un ancêtre du duc, le marquis Nicolas III, avait fait trancher la

tête de sa femme, Parisina, coupable d'avoir aimé son beau-fils. La bibliothèque de Renée, qui contenait une centaine d'ouvrages défendus, fut brûlée. Des sentinelles veillaient à sa porte. Mais, au bout de huit jours, les choses changèrent soudain de face; la duchesse fut rendue à la liberté; son accusateur Ory s'éloigna; la vie reprit son cours au palais. L'énigme de ce revirement reste impénétrable. Les pièces du procès ont été détruites, et les contemporains ne donnent aucun éclaircissement. Renée fit-elle amende honorable? Son amie intime Olympia Morata n'en douta pas et la qualifia de « tête légère; » Calvin écrivait à Farel « que la constance est une vertu bien rare chez les princes; » l'envoyé florentin, au contraire, pensait que Renée s'était simplement jouée de la crédulité du duc, et ce fut aussi le sentiment de la Cour de Rome. De fait, Renée continua d'accueillir tous les protestans qui passaient par Ferrare et, si besoin était, elle leur donnait des subsides, de même à vrai dire qu'aux moines qui venaient prêcher, car, soit par penchant, soit par politique, elle se montrait également généreuse envers les uns et envers les autres. Il en fut ainsi jusqu'au jour où elle quitta Ferrare après la mort du duc Hercule; elle n'était guère en bonne intelligence avec son fils, le duc Alphonse, et en outre, le duc ne lui avait laissé la jouissance de l'un de ses châteaux que si elle vivait « en bonne et fidèle catholique » et de cela Renée se sentait de moins en moins capable. Au reste, Montargis, où elle se retira, ne tarda pas de devenir un foyer ardent de protestantisme.

Le développement de la Réforme fut en outre singulièrement favorisé par l'esprit particulariste et par l'antagonisme des souverains et des petites républiques qui se partageaient le Nord de l'Italie; Sienne et Venise, pour ne pas laisser entamer leur indépendance, se refusaient à seconder la Cour de Rome dans sa lutte contre l'hérésie; la rivalité de Lucques et de Florence donna toute liberté aux protestans de ces villes. D'une façon générale, on voyait sans déplaisir amoindrir le pouvoir pontifical que chacun redoutait.

***

Ces causes expliquent la surprenante extension du protestantisme en Italie, d'autant plus que le Saint-Siège y mit dans les premiers temps peu d'obstacles. Léon X, il est vrai, multiplia

les brefs contre l'hérésie, mais ne comprit jamais, pas plus que ses conseillers, le grave danger qui menaçait l'Église; d'ailleurs, sous son pontificat, l'Italie commençait à peine à être atteinte. Adrien VI aurait souhaité de réformer les mœurs du clergé et il donna l'exemple d'une vie austère et toute de privations, mais son pontificat dura peu. Quant à Clément VII, il était le moins persévérant des hommes, le plus incertain dans sa conduite, et le plus imprévoyant; il sévit, mais sans suite, en sorte que l'hérésie, la « dépravation luthérienne, » comme on disait à Rome, gagnait sans cesse du terrain. Lorsque Clément VII nomma, le 4 janvier 1532, Calvisto de Plaisance inquisiteur général, il donna comme raison de ce choix dans le proème du bref, que « l'hérésie luthérienne se glissait partout. » La même affirmation désolée se retrouve dans les lettres et dans les rapports des évêques, des inquisiteurs, des abbés, des prieurs, des chefs d'ordres monastiques. Le cardinal de Ravenne écrivait au cardinal Contarini que, dans la plupart des cités italiennes, l'hérésie triomphait et que chacun, loin d'admettre d'un cœur sincère et avec humilité les dogmes imposés par l'Église, « prétendait en juger avec sa propre conscience. » Carafa allait plus loin; il prévenait le pape Paul III que « l'hérésie infestait l'Église. »

Les réformateurs s'applaudissaient, de leur côté, du grand nombre de leurs adhérens; sans doute les uns et les autres exagéraient; il était avantageux pour les catholiques comme pour les protestans de proclamer que les doctrines nouvelles envahissaient le pays, car les uns faisaient ainsi ressortir la gravité du péril, les autres exaltaient par là leur triomphe. On ne saurait toutefois nier que très nombreux étaient ceux qui avaient embrassé la Réforme; il existait des groupemens importans de novateurs à Venise, à Bologne, à Milan, à Naples, à Sienne, à Padoue, à Pavie, à Modène, comme à Ferrare, à Florence, à Viterbe, à Lucques, à Forli, à Pérouse, à Vérone, à Vicence, à Bergame, à Viterbe, en Savoie, à Palerme et à Messine; des Vaudois s'étaient établis dans les Pouilles; Rome même ne resta pas en dehors de ce mouvement. Toutes les classes de la société y participèrent dans une certaine mesure et Quinet se trompe quand il affirme que « la Réforme ne fut en Italie qu'une fantaisie de lettrés, de poètes et de gentilshommes. » Les plus humbles artisans, des gens « de petite condition, » y participèrent à côté de nobles, de littérateurs, de magistrats et de

prélats. Dans tel procès du Saint-Office sont impliqués en même temps des libraires, des ferronniers, des moines et des nobles. Seules les campagnes restèrent en dehors de cet entraînement; c'est le rôle des *Pagani* de demeurer longtemps attachés à leurs vieilles croyances, d'être toujours des « païens » à l'égard des doctrines nouvelles.

Ainsi la Réforme s'était étendue de ville en ville à travers toute la péninsule et jusqu'en Sicile; elle avait même gagné à sa cause une partie du haut clergé; des évêques et plusieurs cardinaux se voyaient soupçonnés de pactiser avec elle. A ne s'en tenir qu'aux apparences, elle semblait donc en passe de l'emporter sans que son triomphe impliquât toutefois autre chose qu'une modification et non une destruction de l'état de choses existant. Cependant, à la fin du siècle, toute trace en avait pour ainsi dire disparu; il existait encore des hérétiques, mais c'étaient des isolés, des chefs sans armée.

La cause de la rapide extension et de l'anéantissement presque subit et si complet de la Réforme en Italie est due à la nature particulière des sentimens qui en favorisèrent le développement. La rigueur dont fit preuve le pouvoir pontifical dans la seconde moitié du siècle, l'entrée en scène des ordres nouveaux, capucins, théatins, jésuites, la discipline imposée au clergé et l'autorité plus grande dont jouirent les évêques contribuèrent sans doute grandement à éteindre les revendications; mais si, après avoir été soutenues avec tant d'ardeur et par tant de zélateurs, elles furent si vite abandonnées, c'est qu'elles étaient devenues moins fondées et s'imposaient moins depuis que le concile de Trente et, plus encore, l'intervention de papes résolus tels que Paul IV, Pie V et Grégoire XIII avaient amené la disparition des pratiques qui les suscitèrent et contre lesquelles les protestans d'Italie s'élevaient surtout. Les discussions purement théologiques ne prolongèrent pas comme ailleurs la querelle puisqu'on n'y attachait point en Italie l'importance éminente qu'on lui donnait ailleurs. Peut-être aussi que l'attrait d'un culte pompeux ne fut pas sans influence pour maintenir ou ramener des esprits si épris de faste et si curieux de beaux spectacles. Et puis la continuité dans l'effort n'a pas toujours été le propre des peuples méridionaux.

E. Rodocanachi.

# BIZERTE

## ARSENAL MARITIME ET PORT MARCHAND

La ville arabe de Bizerte étale ses blanches maisonnettes sous les murailles noires du fort d'Espagne. Ses anciens habitans, pêcheurs par métier, pirates à l'occasion, armaient précipitamment les boutres, aussitôt que la « mer d'huile » immobilisait un navire en vue de la côte. Les Bizertins prenaient-ils à l'abordage un brick chargé d'armes de Damas, de tapis de Smyrne ou de velours de Gênes ? Vite, ils remorquaient leur prise dans le port, loin des regards indiscrets, pour la « cambrioler » à loisir.

Le coup d'éventail du dey d'Alger déchaînant la vengeance française contre les pirates barbaresques, troubla l'exercice de cette industrie. De rapides frégates, en surveillance sur la côte, entravèrent les opérations et ces écumeurs de la mer s'adonnèrent à la pêche dans le lac intérieur, abandonnant aux forces naturelles le petit havre désormais inutile.

L'expédition d'Alger mit l'Afrique à la mode. Des touristes, en quête de pittoresque et d'inédit, fouillèrent les îles et les anses. Bizerte attira leur attention, comme, cinquante ans plus tard, elle captiva celle de l'opiniâtre artisan qui forgea notre empire colonial : « J'ai pris la Tunisie pour avoir Bizerte, » avouait Jules Ferry.

Tout désignait ce point comme le futur arsenal maritime de la Régence : sa position avancée au Nord du bloc tunisien; sa

situation en marge du grand axe de la Méditerranée, parcouru annuellement par 15 000 navires, qui naviguent comme de gros phalènes, dans le rayon des phares du Cap Blanc, des îles Cani et du Cap Bon; sa disposition idéale, où la nature a fait les trois quarts de la besogne.

La signature du traité du Bardo stimula l'enthousiasme en faveur de Bizerte arsenal. Amiraux, ingénieurs, commissions techniques, étudièrent à fond cet ensemble de lacs en cascade : l'Ishkœl, qui se déverse par l'Oued Tinja dans un autre réservoir elliptique de 12 kilomètres sur 9 (devenu la rade de l'arsenal), relié à la mer par un large couloir long de 6 kilomètres et, à cette époque, par un canal étroit et tortueux.

Aménager pour les besoins de la Marine ce merveilleux système, devint une obsession. Mais, au début, la France n'avait qu'une indépendance relative. Bizerte, posté au bord de la route où défile sur des vapeurs la moitié du blé que consomme le Royaume-Uni, pouvait devenir, en temps d'hostilités, un sujet de graves soucis pour nos voisins d'outre-Manche, et, à cette période de pré-Entente Cordiale, la France se buta au mauvais vouloir obstiné de l'Angleterre. Qui eût pu prévoir qu'en 1912, le premier ministre anglais et le premier Lord de l'Amirauté visiteraient l'arsenal de Bizerte, pour en soupeser la valeur en cas de guerre, où nous aurions partie liée avec nos voisins insulaires?

L'opposition britannique battait son plein, quand un hardi novateur, l'amiral Aube, soumit au Conseil des ministres (1886) un projet de loi portant ouverture d'un crédit extraordinaire de onze millions « pour l'aménagement d'un port dans le lac. » Le Conseil des ministres ne crut pas pouvoir adopter la proposition de l'amiral Aube, non qu'il la désapprouvât en principe, mais, gêné par certains engagemens pris vis-à-vis des Puissances, il estimait que l'œuvre était prématurée : il fallait une préparation diplomatique. En effet, dès le 14 mai 1881, lord Lyons, ambassadeur d'Angleterre à Paris, avait protesté contre l'idée de transformer Bizerte en arsenal maritime. M. Barthélemy Saint-Hilaire lui répondait le 16 mai : « Nous n'avons pas plus le désir de nous annexer Bizerte que tout autre point de la Tunisie. Sans doute il est possible que nous soyons amenés à favoriser le développement commercial de ce port et à encourager les tentatives qui seraient faites, dans l'intérêt même de la Ré-

gence, pour en améliorer les conditions matérielles. Mais, quelles que soient les tentatives que des sociétés privées peuvent faire à Bizerte, il n'entre nullement dans nos projets de dépenser aujourd'hui des sommes énormes et de commencer des travaux gigantesques qui seraient nécessaires pour transformer cette position en un poste militaire pouvant servir de base à des opérations de guerre maritime. »

Le Conseil ajourna donc les propositions de l'amiral Aube et l'autorisa simplement, sur sa demande pressante, à expédier un torpilleur à Bizerte. Ce petit navire créa pour l'avenir une indication; il prépara les opérations futures et fut l'embryon de la Défense mobile, concentrée dix ans plus tard dans la baie Ponty.

Depuis vingt-cinq ans, on a bouleversé les environs de Bizerte; on a conquis des terrains sur la mer; on a mouillé des blocs de béton, pour opposer d'insurmontables obstacles aux attaques des lourdes lames du Nord-Ouest. Ces travaux ont subi différentes alternatives, dénonçant l'incertitude, les hésitations du gouvernement.

(1887-1888) : Phase préliminaire, qui aboutit à la création d'un port de refuge pour torpilleurs;

Trois étapes successives, caractérisées par l'abandon des premiers travaux, la création de toutes pièces d'un arsenal relié à la mer par une artère appropriée et l'aménagement d'un port de commerce;

(1890-1895) : Comblement du vieux port; creusement du canal d'accès à la mer; construction de l'avant-port;

(1900...) : Création et agrandissemens successifs de l'arsenal de Sidi-Abdallah;

(1909...) : Installation du port marchand dans la baie Sébra.

***

La première période, vouée à l'utilisation du port indigène, date de janvier 1887. Après entente avec son collègue des Affaires étrangères, le ministre de la Marine chargea le lieutenant de vaisseau Massé d'aller discuter à Tunis les moyens d'ouvrir l'accès du lac intérieur de Bizerte aux bateaux calant $2^{m},50$. Ce chiffre, loin d'être arbitraire, représentait la profondeur d'un

port de refuge pour torpilleurs. Projet d'apparence modeste, mais très hardi vu l'état des lieux.

L'ensemble du port arabe et du « boyau » coudé à angle droit qui le reliait au lac, était inutilisable. Favorisée par l'incurie musulmane, la nature avait repris possession des lieux, bouleversant les jetées, comblant le port avec le sable du large et le canal avec la vase du lac. Si bien que la moindre houle fermait le port aux embarcations. Un vapeur mouillait-il devant la ville? Le plus souvent, il reprenait la mer, comme à Gabès, sans avoir pu débarquer ses marchandises. Par « vent frais, » des lames de trois à quatre mètres déferlaient entre les ruines des deux jetées et leurs pesantes volutes balayaient les magasins en bordure des quais. Les Arabes n'y prêtaient qu'une attention distraite; point de discussions stériles; aucune vaine récrimination : accroupis devant la boutique du « kawadji, » les yeux perdus dans le vague, ils dégustaient en silence le vaseux moka, dans des tasses de poupée.

En remontant du port vers le lac, on tombait, au coude du canal, sur une jetée sous-marine qui facilitait la capture des bancs de poissons, mais en arrêtant aussi les vases du lac. On passait ensuite sous un pont et, après avoir traversé les pêcheries, hérissées de pieux, encombrées de filets, on atteignait enfin la magnifique nappe intérieure.

Avant d'aventurer un torpilleur dans ce dédale, il fallait : rendre le port abordable vers le large ; démolir le barrage sous-marin, couper le pont qui enjambait le canal, creuser un chenal de la mer au lac.

Le lieutenant de vaisseau Massé mit tout en train; mais, au bout de peu de temps, appelé à d'autres fonctions, il céda la place à M. Vignot (1), officier du même grade, qui commandait le torpilleur 37.

Resté vingt mois sur les lieux, soutenu par l'espoir de faire œuvre utile, M. Vignot acheva les opérations de la phase préliminaire, malgré des embarras de toute sorte et des ressources ultra modestes. Le vide du trésor beylical et l'indifférence de la métropole mettaient le personnel en face de

(1) M. le commandant Vignot a bien voulu nous communiquer des précisions relatives à cette période agitée. En le remerciant ici, nous sommes heureux de rendre hommage à son labeur opiniâtre qui lui permit de surmonter des obstacles insoupçonnés, sans découragement, mais non sans amertume.

l'aphorisme nautique : « Débrouillez-vous ! » c'est-à-dire : « Faites quelque chose avec rien. »

Une fois de plus, les marins prouvèrent qu'on peut tout leur demander, même l'invraisemblable.

Le torpilleur 37 fournit quelques ouvriers et le directeur des Travaux publics de Tunisie, maître d'un budget abondant et de moyens variés, prêta une aide secourable aux constructeurs improvisés qui travaillaient avec ardeur, sans oublier la consigne générale : « Agir en sourdine, » devant les Anglais et les Italiens, qui ouvraient les yeux et prêtaient l'oreille.

Pour rendre le port abordable, on protégea l'entrée par une jetée, longue d'environ 50 mètres. Mais les sondages révélèrent un phénomène de retrait et d'apport, véritable marée de sable, qui modifiait les profondeurs d'une manière déconcertante. Après une série de beaux jours, à 200 mètres du rivage, la sonde indiquait 6 mètres; des tempêtes prolongées réduisaient parfois cette profondeur à 2 mètres.

Le port indigène était un tonneau des Danaïdes. Impossible pourtant d'en draguer les abords sans discontinuer; vu l'état de la mer, la drague n'aurait pu travailler utilement que de loin en loin. La seule chose praticable était de projeter la digue assez loin pour avoir en tout temps une profondeur raisonnable.

Ainsi, la jetée terminée au prix de mille peines, on dut envisager d'urgence son prolongement, c'est-à-dire l'ouverture d'un nouveau crédit. Or, la Régence n'avait pas encore d'excédens de recettes, et la métropole, absorbée par la politique intérieure, ne songeait guère à la marine ni aux colonies.

Jules Ferry sauva la situation. Désireux de visiter le lac de Bizerte qu'il ne connaissait que par les cartes, il arrive un jour incognito. Le commandant du 37 s'empresse de lui fournir toutes les indications voulues.

Jules Ferry examine en détail ; il écoute les explications; il note les réponses à ses objections, et reconnaît finalement que l'ouverture du lac aux simples torpilleurs entraîne un prolongement notable de la digue. Ici, le directeur des travaux avoua la nécessité de demander à la Chambre les 500 000 francs indispensables :

— Mon cher ami, répondit l'homme d'État, vous ignorez ce qu'est le Parlement de France. Les sommes de 500 000 francs

ne l'intéressent pas. Dressez un projet de grand port coûtant 30 millions : le Parlement le votera par acclamation.

Quoi qu'il en soit, Jules Ferry lança les travaux de l'arsenal. On retira des cartons un projet d'avant-port et de canal, auquel une commission nautique donna son approbation.

Le gouvernement tunisien signa (11 novembre 1889) un traité de concession que l'adhésion du bey rendit exécutoire (17 février 1890).

Le gouvernement crut prudent de ne pas assumer ouvertement la direction de l'entreprise et se dissimula derrière un groupe d'entrepreneurs et d'actionnaires, la « Compagnie du Port de Bizerte (C. P. B.), » qui s'engagea à exécuter les travaux suivans :

Construire un avant-port compris entre des jetées convergentes;

Creuser un canal reliant cet avant-port au goulet;

Éclairer, entretenir et baliser l'avant-port et le canal.

La Compagnie recevait en échange :

Le droit de prélever des taxes sur les bâtimens;

La propriété perpétuelle des terrains conquis sur la mer;

La propriété de certains terrains domaniaux;

Le monopole de la fourniture d'eau potable et le droit éventuel d'utiliser les eaux douces du lac Ishkœl aux irrigations des terrains avoisinans;

Une subvention de cinq millions, à payer par le gouvernement beylical;

La jouissance exclusive des pêcheries du lac;

Enfin, le gouvernement promettait de construire une voie ferrée reliant Bizerte à Tunis et à l'Algérie.

La convention limitait la concession à soixante-quinze ans, au bout desquels tout revenait à l'État.

Quand on donna le premier coup de pioche (1890), on évaluait à cinq ans la durée des travaux. Ces prévisions se vérifièrent : en 1895, le canal, du goulet à la mer, avait 100 mètres de large au plan d'eau, 64 au plafond et 9 mètres de profondeur. L'aviso *Hirondelle* entra dans le lac.

Peu après, les croiseurs de l'amiral de la Jaille y pénétraient à leur tour.

En mai 1896, l'amiral Gervais y fit entrer les premiers cuirassés, *Brennus* et *Redoutable*.

Quelques jours après, la division des croiseurs de l'École de guerre, commandée par le contre-amiral Fournier, mouillait dans le lac et les navires évoluaient dans ces eaux intérieures.

En 1898, l'escadre de l'amiral Humann y entrait tout entière, les cuirassés dans le goulet, les croiseurs dans le lac.

Ce n'est pas sans difficulté que d'aussi gros bâtimens franchirent le canal, où trois causes perturbatrices contrariaient la navigation : la houle, le courant, les remous ou tourbillons.

Le premier projet, terminé en 1895, ne prévoyait point de brise-lames pour couvrir le débouquement du canal vers le large. On croyait que la houle de l'Est, entrant par la passe de 420 mètres, qui séparait les musoirs des jetées convergentes, s'épanouirait dans l'avant-port, pour aller mourir à la plage. Pure illusion ; quand la houle soulevée par le vent de Nord-Est (direction de l'axe du canal) rencontrait la marée descendante, elle remontait le canal jusqu'au goulet, rendant très précaire le mouillage de l'avant-port.

Passons aux courans. Le lac et la mer, vases communicans, se déversent l'un dans l'autre, suivant la hauteur de leurs niveaux respectifs, hauteur soumise à deux forces, le vent et la marée, avec prépondérance pour le vent, qui détermine des courans très variables (3 à 4 nœuds), parfois de même sens pendant trente-six heures.

Enfin, les remous ou tourbillons, si gênans pour les cuirassés, provenaient de l'asymétrie des berges. On avait fait le nécessaire pour obtenir ce médiocre résultat. Des perrés inclinés à 30° bordaient toute la rive Sud ; au Nord, des perrés verticaux soutenaient le quai de la gare ; vers le milieu, une vaste échancrure servait de garage au matériel flottant ; enfin, des perrés inclinés à 30° couraient jusqu'à la sortie. Des améliorations s'imposaient. Il importait de supprimer tout aléa, de rendre de jour et de nuit l'accès de Bizerte facile et sûr et de prévoir tout incident de nature à immobiliser une escadre, dedans ou dehors. Consulté sur cette importante question, le Conseil des Travaux de la marine vota (16 mai 1899) des conclusions qui exercèrent une influence décisive sur les destinées de notre arsenal tunisien :

Établir à l'entrée deux passes praticables en tout temps

par les grands bâtimens et créer, en draguant à 10 mètres, un port de 30 hectares. Ce sera un port d'attente bien abrité;

Régulariser la section du canal, dans toute sa longueur;

Porter, le plus tôt possible, la profondeur à 10 mètres;

Élargir le plafond du canal à 97 mètres, en réservant sur la rive Sud les terrains nécessaires à l'élargissement définitif (200 mètres);

Baliser le plafond du canal par deux lignes de bouées;

Supprimer le stationnement des navires de commerce dans le canal.

Ce fut la Compagnie du Port de Bizerte, avec son matériel à pied d'œuvre, qui exécuta cette nouvelle série d'opérations. Le Gouvernement beylical et la marine signèrent avec elle la convention du 20 novembre 1899, et l'on commença aussitôt. En 1908, les crédits étaient épuisés : on avait dépensé 8 600 000 francs.

Voici le détail des travaux exécutés :

Prolongement de 200 mètres de la jetée Nord de l'avant-port; construction en mer, à fleur d'eau (dans la direction Nord-Ouest — Sud-Est), d'un brise-lames long de 600 mètres, laissant, entre les extrémités des jetées convergentes, deux passes : celle du Nord, de 320 mètres; celle du Sud, de 680;

Dragage de l'avant-port sur une superficie de 40 hectares, à 10 mètres au-dessous des plus basses mers, pour permettre le mouillage de deux cuirassés;

Élargissement du canal à 240 mètres au plan d'eau et 200 mètres au plafond, avec une profondeur de 10 mètres;

Enfin, dragage de la baie Sébra.

Ces travaux ont supprimé le « transbordeur » qui enjambait le canal, comme un monument grandiose dressé à la métallurgie. Dans le principe, le creusement du canal ayant coupé la route très fréquentée de Bizerte à Tunis, on dut établir un moyen de communication pour assurer le transit des nombreux burnous avec des moutons, des chameaux, des ânes, et même des « arabas » attelées. Bêtes et gens s'entassaient dans un chaland à câble directeur qui barrait le canal, et qu'un Arabe, posté sur la berge, « filait » au passage des navires. Plus tard, une nacelle suspendue à un transbordeur haut de 45 mètres remplaça ce bac antédiluvien, qui partait à la dérive, emporté

par le courant, quand on lâchait le bout du câble, dans la précipitation d'une manœuvre inopinée.

Ce très moderne transbordeur offrait deux graves inconvéniens : sa hauteur connue permettait de rectifier du large le tir des pièces et de bombarder à coup sûr ; de plus, la chute du tablier ou d'un pylône pouvait amener l'obstruction du canal. Fort heureusement pour la défense du port, on démonta ce dispositif, lorsque la largeur du canal fut doublée (1904).

***

L'Angleterre et l'Italie possèdent en Méditerranée des points d'appui importans par leur situation, sinon tous par leur puissance : Malte, Gibraltar, Spezzia, Naples, Maddalena, Tarente, et bientôt, dit-on, Augusta (Sicile) et Tobuck (Cyrénaïque). Avant Bizerte, la France n'avait que Toulon pour seul refuge. En guerre avec les Puissances méditerranéennes, que seraient devenues nos forces navales, avec cette base unique au Nord du bassin occidental? Un cuirassé, blessé grièvement par une explosion de mine, aurait-il pu rallier Toulon à coup sûr?

Précisons. Nous sommes en guerre avec un ou plusieurs ennemis. A la suite d'un combat même heureux, l'escadre française, ralentie par le remorquage des unités avariées, ses soutes à charbon et à munitions à peu près vides, ses équipages réduits par le feu, cherchera un abri pour se ravitailler, panser ses blessures et se préparer à de nouveaux combats. Si les adversaires bloquent Toulon, Bizerte est parfaitement placée pour offrir un asile inviolable.

L'amiral Gervais appuyait ces considérations :

« A Bizerte, il faut faire grand, disait-il avec raison, ne pas lésiner sur les moyens qui doivent nous donner en Méditerranée un deuxième point d'appui indispensable à toute combinaison stratégique. »

Cet aperçu sur le rôle de Bizerte mettait en relief l'effort financier nécessaire.

Restait à déterminer l'emplacement de l'arsenal. On hésitait entre deux sites : Menzel Abder-Rhaman, au Nord-Est du lac, et Sidi-Abdallah, au Sud-Ouest. En 1891, l'amiral de Beaumont, critiquant le premier emplacement, optait pour Sidi-Abdallah.

Plus tard, la Commission locale de défense exposa que l'arsenal à Abder-Rhaman ferait partie du camp retranché de Bizerte, ce qui excluait toute nécessité d'une défense particulière. Sidi-Abdallah au contraire, au fond du lac, « en l'air, » place distincte, exigerait une enceinte, des ouvrages extérieurs, une garnison; car un adversaire entreprenant peut débarquer sur un des points faibles de la côte. Des « opérations combinées, » sous le commandement de l'amiral Fournier, ont montré que cette éventualité n'est point une chimère. Ajoutons que Sidi-Abdallah est dominé, à 1 500 mètres dans le Sud-Sud-Ouest, par l'Enschir Taschun (cote 102), et à 500 mètres dans le Nord-Nord-Ouest, par le morne de Sidi-Yaya (cote 77).

Le ministre de la Guerre insista auprès de la Marine pour l'adoption de Menzel Abder-Rhaman. Mais le commandant de l'escadre déconseillait ce choix : « Les fronts de mer éteints, nos établissemens de Menzel Abder-Rhaman, à 4000 mètres des fonds de 10 mètres, peuvent être bombardés; ceux de Sidi-Abdallah ne le peuvent pas. On nous reproche depuis un siècle d'avoir fait Cherbourg à fleur de côte, ne recommençons pas. »

Quel temps eût-il fallu pour éteindre les batteries du front de mer, et au prix de quels sacrifices? On ne le disait pas; le ministre ne posa pas la question et choisit Sidi-Abdallah. C'était en 1896.

La Marine acquit des terrains sur le lac, au prix de 0 fr. 50 le mètre carré. Mais la superficie proposée d'abord parut trop exiguë, et le gouvernement beylical offrit une parcelle supplémentaire dans *l'intérieur des terres*. Le commandant de la marine observa qu'un arsenal n'aurait jamais trop de quais, en l'espèce, de terrains bordant le lac, et le directeur des Travaux publics consentit à rattacher au rivage la parcelle intérieure: d'où extension de la surface totale et du littoral, vers le Nord.

On aménagea sans retard la baie sans nom (aujourd'hui baie Ponty) comme centre de stationnement d'un groupe de torpilleurs. Le vieux croiseur *Talisman*, convoyé de Toulon à Bizerte par le *Condor*, joua dans la baie le rôle de bâtiment central de la Défense mobile. A terre, on installa un parc à charbon desservi par un Decauville. Six torpilleurs, expédiés de Toulon, s'amarrèrent à l'Ouest de la baie, l'arrière à terre, auprès d'un dock flottant pour les réparations et les carénages.

La Défense mobile était créée.

Pendant ce temps, la ville européenne de Bizerte, dont M. Massicault avait posé la première pierre en 1891, attendait des habitans. Cette ville en herbe, tracée en damier, à l'américaine, étalait des rues sans maisons. Des files de plantes grasses, disposées dans le sable, empêchaient le vent d'élever des dunes sur les trottoirs futurs. Debout au centre d'un vaste carré, un dattier avait, suivant le proverbe arabe, « la tête dans le feu, » mais pas « le pied dans l'eau. » Il se dessécha dans l'attente.

Au commencement de 1897, la première commission débarqua sur la plage de Sidi-Abdallah, au pied d'un bouquet de palmiers qui servait d'amer, près d'un vieux marabout et de gourbis sordides, dont les habitans effrayés à l'approche des « Roumis » rentraient précipitamment dans leurs barrières de cactus épineux. Il s'agissait de procéder à une reconnaissance du terrain et de déterminer l'emplacement des bassins et des darses, en tenant compte des chenaux d'accès à creuser pour les grands navires.

Présidée par le capitaine de vaisseau Ponty, cette commission jeta les bases d'un petit arsenal, extensible comme le port de Marseille, aménagé de telle sorte que l'on pût le développer plus tard, en utilisant les bâtimens construits. Ce problème était d'une solution plutôt difficile. Car on agrandit le port de Marseille par le simple allongement des jetées; à Sidi-Abdallah, un atelier de dimensions restreintes s'agrandira moins aisément, si l'on compte avec les exigences de la surface et avec l'harmonie d'un ensemble déterminé.

On appliqua ce principe à un programme modeste : ravitailler et caréner une division de l'escadre. L'ambition grandit; bientôt on voulut ravitailler et réparer à Bizerte toute l'escadre de la Méditerranée (à cette époque, six cuirassés et trois croiseurs). C'était demander à Sidi-Abdallah une capacité double de la première. Plus tard, on imagina de partager, entre Bizerte et Toulon, les travaux de la première armée navale (carénage, entretien, approvisionnemens, réparations). Aujourd'hui enfin, il serait question de doter Sidi-Abdallah d'une autonomie complète, par l'adjonction d'une manufacture d'armes et d'une poudrerie.

Le projet de la commission de 1897 comportait deux bassins de radoub. Par mesure d'économie, le ministre en supprima un; mais le programme agrandi de 1899 le rétablit. C'était un

minimum, Toulon ne pouvant satisfaire aux demandes de l'armée navale.

Actuellement, Sidi-Abdallah a en service deux bassins de 250 mètres (élargis en 1910). Deux autres de mêmes dimensions, en cours de creusement, porteront à quatre le nombre des formes capables de recevoir les futurs dreadnoughts de 23 500 tonnes. Enfin, un cinquième bassin, de 90 mètres, est destiné aux petits croiseurs.

La Commission de défense réunie le 24 mai 1897, donnait à la place six batteries sur le front de mer, plus l'ouvrage autonome du Djébel-Kébir (cote 277). L'insuffisance de ce projet ayant paru manifeste avant son achèvement, la Marine proposa à la Guerre un programme plus accentué. Après consultation de la Commission mixte de Tunisie, on porta à quatorze le nombre des batteries du front de mer, sept de chaque côté de l'embouchure du canal. C'était élargir la zone protectrice et permettre à une escadre de prendre ses formations pour l'entrée ou pour la sortie.

Reste le problème angoissant de la défense particulière de Sidi-Abdallah, sans solution depuis dix-huit ans. Les ministres ont préféré poursuivre les travaux commencés, avant d'en entreprendre de nouveaux. Ne serait-il pas opportun de songer d'abord à la défense, pour satisfaire au « *Primum vivere?* »

Presque tous les ministres ont visité Bizerte. En 1905, M. Thomson est entré dans l'arsenal avec le *Galilée*, inaugurant, pour ainsi dire, cet établissement. L'amiral de Lapeyrère y a fait en 1909 une de ces inspections à la vapeur, dont il était coutumier, mettant le doigt sur les points faibles, interrogeant grands et petits, étudiant les détails avec l'ensemble toujours en vue, et, sans incursion dans le maquis paperassier, ordonnant sur place, avec la compétence indispensable, les mesures propres à activer les opérations. Il augmenta notamment le mouvement de l'arsenal, en donnant à Sidi-Abdallah une partie des carénages de l'armée navale.

En 1910, les unités de la 1re division de la 1re escadre (*Patrie*, *Démocratie*, *République*, *Ernest-Renan*) ont passé au bassin de Bizerte. En janvier 1912, ce fut le tour de la *Vérité*, qui céda la place au *Danton*.

Pendant dix ans, les travaux de Sidi-Abdallah ont procédé

lentement, par à-coups. De 1902 à 1905, leur courbe sinueuse tendit même vers zéro. Les amiraux successifs dirigeaient pourtant les opérations avec un zèle inquiet qui témoignait de leur sollicitude : leur impuissance résultait du manque de crédits. La même tactique se perpétue.

On marchande les sommes indispensables à l'achèvement de l'œuvre. Le distingué rapporteur du budget de 1912 a déclaré que le développement de Sidi-Abdallah devait se faire « sur les arsenaux métropolitains. » C'est dire qu'il faut compenser les dépenses de Bizerte par des réductions sur les dépenses du même ordre en France, et que, si l'on ne réduit pas en France, on ne fera rien à Sidi-Abdallah. « Nous n'avons pas besoin de six arsenaux, écrivait M. Painlevé. Si les nécessités exigent le développement de Bizerte, elles n'obligent pas à conserver cinq arsenaux dans la métropole. » C'est-à-dire, sans doute, cinq arsenaux de plein exercice. Situation fâcheuse; car Sidi-Abdallah, qui emploie un millier d'ouvriers, laisse encore beaucoup à désirer. En 1909, il lui a fallu huit mois pour radouber les chaudières du *Forbin*. Souvent, pour des opérations d'une certaine importance, l'arsenal fournit l'outillage et les matières, les navires la main-d'œuvre. Le ravitaillement en charbon y est trop lent, faute de chalands. Pour aller vite, il faudrait, comme en guerre, réquisitionner des petits bâtimens de charges qu'on appelle des « mahonnes. » S'il est facile d'améliorer ou de compléter le matériel, il n'en est pas de même du personnel, qui reste le point noir. Jusqu'ici, la Marine a vainement tenté de peupler l'arsenal du nombre indispensable d'ouvriers sédentaires : fondeurs, ajusteurs, ouvriers en fer, pour le service des éclusiers, ateliers; ouvriers d'artillerie, pour les poudres et projectiles; mécaniciens, pour l'utilisation des bassins de radoub.

Le ministre détacha d'abord à Sidi-Abdallah des ouvriers des ports métropolitains, choisis, bien entendu, parmi ceux de bonne volonté. Car on ne déplace pas un ouvrier d'arsenal comme un simple préfet ou un président de cour, sans lui demander son consentement. Mais on s'aperçut vite que ces nouveaux venus, qui avaient les habitudes des ports de la métropole, prendraient difficilement celles qui convenaient dans un port à créer, et on les renvoya en France.

Aux termes d'un décret du 27 décembre 1907, les ouvriers des arsenaux accomplissent désormais à Bizerte leurs deux

années de service militaire. Mais un décret ne résout pas toute difficulté. La cherté des vivres sévit à Ferryville (1) comme en France, et les logemens, presque introuvables, restent inaccessibles aux petites bourses. D'eux-mêmes, les ouvriers ont créé une « cité maritime, » agglomération d'habitations à bon marché, sur un terrain concédé par la Marine.

Cette organisation n'ayant pas donné toute satisfaction, une décision du 17 juillet 1913 a supprimé l'emploi de la main-d'œuvre militaire à Sidi-Abdallah.

Enfin, l'État a réparti dans les divers services 350 *Baharia*, matelots indigènes engagés pour trois ans; d'où, réduction des frais de transport que nécessite le va-et-vient continu du personnel entre Bizerte et Marseille.

En somme, l'exploitation de l'arsenal n'est pas encore normale. Dix ans après l'achat des terrains, M. Charles Bos disait avec raison : « Nous avons à Bizerte un arsenal de premier ordre dans lequel il ne manque que des ouvriers et des bateaux. » Et pourtant, depuis plusieurs années, on bernait le public sous cette rubrique : « Il se confirme que l'arsenal de Sidi-Abdallah entrera bientôt en exploitation. » Plus difficiles à convaincre, les Bizertins envoyaient au Parlement une pétition qui réclamait :

1° L'exécution des dernières annexes de Sidi-Abdallah et la pyrotechnie;

2° La mise en place de l'outillage mécanique;

3° L'exécution du complément de l'outillage prévu;

4° L'organisation du personnel de l'arsenal;

5° L'achèvement des défenses de Bizerte et la mise de son arsenal à l'abri d'un coup de main. Cette pétition paraît s'être égarée dans les couloirs de la Chambre.

Bizerte a déjà coûté de nombreux millions et en coûtera d'autres. On ajoute des ailes à l'hôpital, on agrandit certains ateliers, on en construit de nouveaux. Au Nord de l'arsenal, une vaste superficie attend encore son utilisation. La Marine la trouvera.

En revanche, l'administration est en pleine activité à Sidi-Abdallah. Les bureaux de l'Amirauté y ont été transférés dès 1910 et, en avril 1912, l'Inspecteur général du commissariat a passé

(1) Petite ville cosmopolite contiguë à l'arsenal.

l'inspection des services. Ce qui importe davantage, il a réglé sur place les questions relatives à l'amélioration des transports entre Bizerte, Ferryville et Sidi-Abdallah, situé à 23 kilomètres de la ville. Depuis plus de deux ans, les pourparlers engagés entre la Marine, la Compagnie Bône-Guelma, la Direction générale des Travaux publics, n'aboutissaient pas. Cette fois, on a signé des accords, au grand bénéfice de tous.

Le premier décret que signa Mohammed en Nasser, nouveau bey de Tunis (30 mai 1906), délivra enfin la Marine des servitudes qui pesaient sur elle, en lui conférant la direction des mouvemens et l'entretien des ouvrages. L'État versa, pour la durée de la concession, 825 500 francs, à titre de rachat des droits et taxes que la Compagnie du port de Bizerte, la C. P. B., percevait sur les bâtimens de guerre et les vapeurs marchands. Non seulement la Marine acquérait le droit de modifier le barrage des pêcheries, mais elle exonérait la Compagnie de l'entretien des jetées et du maintien de la profondeur du canal ; le tout, contre le paiement de 1 032 000 francs. Enfin, une dernière somme de 120 000 francs était allouée à la C. P. B., pour droit de passage et de mouillage des bâtimens de guerre, en 1903, 1904 et 1905.

Depuis dix ans, le barrage des pêcheries, longue ligne de 1 400 mètres de pieux métalliques plantés en travers de la passe, entre le lac et le goulet, créait une gêne sérieuse pour la navigation. Au milieu du barrage s'ouvrait une porte de 48 mètres de large, simple filet vertical que l'on amenait sur le fond pour laisser passer les navires.

La convention de 1889 astreignait la Compagnie à ouvrir la passe aux bâtimens de guerre, à toute réquisition ; mais, pendant cette ouverture, les recettes de la C. P. B., dorades, mulets et grondins, filaient en bandes serrées, tumultueusement vers la mer, si bien que, de 1891 à 1903, le produit de la pêche tomba de 200 000 à 6 000 francs. Désormais, plus de ces pêches miraculeuses devant des invités de distinction, où fourmillaient au soleil des milliers de poissons prisonniers dans les casiers. Plus de « boutargue » pendue au plafond des séchoirs. Disparu l'Arabe alerte qui accourait pour amener le filet du barrage, au coup de sifflet impératif d'un navire.

La Marine perça dans le barrage une vaste trouée qui resta béante en tout temps. Par ailleurs, l'Amirauté dut pourvoir à

des charges imprévues. De violentes tempêtes ayant bouleversé les jetées de l'avant-port, il fallut renforcer ces ouvrages par d'énormes blocs de 20 à 30 tonnes et contre-balancer les tassemens périodiques par de fréquens rechargemens.

Tout en reconnaissant la nécessité de l'arsenal de Bizerte, le ministère de la rue Royale a traité la Tunisie en parente pauvre, pendant vingt-cinq ans. Il entretenait à Tunis l'aviso *Hirondelle*, ancien yacht impérial, asthmatique, dont la machine haletante, tournant avec un cliquetis de ferraille, donnait 7 nœuds « à tout casser. » Navire dangereux pour la côte tunisienne, où une de ces rafales soudaines si fréquentes pouvait l'affaler à terre, sans lutte possible.

Ce « stationnaire » toujours sur le qui-vive, stationnait sans stationner. Je m'explique. La Marine « prêtait » à la colonie cet aviso, se réservant de l'expédier « sur un ordre télégraphique » en Crète, à Alger, à Obock, à Tripoli. Le résident général commandait les forces de terre et de mer, sans qu'il lui fût loisible d'expédier le stationnaire à Sfax ou à Djerbah, de sa propre autorité, sans l'autorisation du ministre. D'où une situation particulière qui prêtait parfois à confusion. Paris donnait, au commandant de ce navire, des instructions écrites formelles, que le ministre accentuait de vive voix : « N'oubliez pas que nous n'avons qu'un seul navire, celui de Constantinople, à disposition d'un agent diplomatique. » C'était clair et net : le bateau devait rester en marge, entre l'enclume et le marteau.

L'*Hirondelle*, représentant attardé d'une marine disparue, avait pour compagnon le torpilleur 122, plus moderne, mais tangent à l'âge de la retraite. Sa chaudière unique et sa coque « ajourée » comme une écumoire, justifiaient des craintes très vives. Chaque fois que le 122 appareillait, on se demandait s'il ne resterait pas en panne dans quelque anse de la côte ou, pis encore, en pleine mer. Il fallut le mettre en réserve dans la baie Sébra, et renoncer aux inspections périodiques des sémaphores du Cap Blanc et du Cap Bon, où le personnel des guetteurs réclamait pourtant une surveillance active.

Vu l'importance des travaux projetés, le ministre nomma, en 1899, un contre-amiral au commandement de la marine dans la Régence. Douze ans plus tard, quand l'arsenal de Sidi-Abdallah eut à peu près atteint son plein développement, le décret

du 22 décembre 1911 substitua une organisation définitive aux rouages administratifs juxtaposés à titre provisoire et créa une véritable préfecture maritime; le contre-amiral coordonnait l'action des services, de manière à pousser les travaux en leur assignant comme but final la disponibilité des forces navales pour le combat. Enfin, en 1913, le littoral algéro-tunisien fut organisé en arrondissement maritime, avec Bizerte pour chef-lieu. Un décret nommait le vice-amiral Dartige du Fournet, commandant en chef préfet maritime, avec résidence à Bizerte.

La nomination d'un officier général à Bizerte amena la réunion dans ce port, sous le nom de « station navale de Tunisie, » d'une sorte de Cluny naval, d'unités hors d'âge, « rossignols » sans valeur militaire, dont les noms évoquent de très lointains souvenirs : les canonnières cuirassées *Mitraille*, *Phlégéton*, *Fusée*, le garde-côtes *Tempête*, bon tout au plus à porter le pavillon à la double étoile. Station navale équivalente à zéro, comme grosses unités. Fort heureusement, ces bâtimens archaïques ont été vendus comme ferraille, sauf la *Tempête*, coulée sous les tirs de l'artillerie. Le plan d'armement pour 1915 comprend, outre le cuirassé *Henri-IV*, comme pièce de résistance, 39 petites unités : 22 contre-torpilleurs et torpilleurs, plus 17 sous-marins, dont 12 offensifs et 5 défensifs. Le commandant du *Henri-IV* exerce le commandement supérieur de la Défense mobile et de la Défense fixe de Bizerte. Toutefois, les événemens ayant obligé la Marine à faire flèche de tout bois, le *Henri-IV* a reçu l'ordre de partir pour l'Orient en remplacement du croiseur *Bruix*, qui a rallié la Tunisie. Aujourd'hui, le *Henri-IV* a repris son poste à Bizerte.

*
* *

Dans le principe, la C. P. B. espérait que Bizerte attirerait « les navires de commerce de tous les peuples, » qu'elle arriverait même à dépasser Alger pour le trafic du charbon (1). Malheureusement, à l'époque où l'on travaillait à rendre Bizerte accessible, on creusait le port et le canal de Tunis; et Tunis, terminé avant Bizerte, resta le centre commercial de tout le Nord tunisien, l'aimant attirant à lui la limaille du trafic. Bizerte, à la

(1) La fourniture de charbon faite à la navigation par le port d'Alger, 8 000 tonnes en 1885, atteignait 643 311 tonnes en 1911.

portion congrue, dut se contenter des paquebots postaux et des vapeurs affrétés par la Marine pour le transport du matériel de guerre. En 1906, le chiffre des entrées ne dépassait pas 5360 tonnes. Autant dire que le port marchand n'existait pas. Sans doute il est beaucoup plus aisé de grossir un courant commercial établi, que d'en créer de toutes pièces un nouveau. Mais, comme il passe annuellement 15000 navires devant Bizerte, ne pouvait-on croire que quelques-uns y viendraient renouveler leur approvisionnement de combustible? Or la C. P. B. édicta des tarifs élevés, au lieu de déclarer, pour commencer, la franchise du port dépourvu de fret de retour.

Tout va changer désormais, la ligne des Nefzas et celle de Béja-Mateur devant amener à Bizerte 300000 tonnes de minerai par an, qui donneront au port marchand l'aliment nécessaire.

La ligne Béja-Mateur, inaugurée en mai 1912, côtoie les Djébels Antrah, Blida et Tahent, riches en gisemens de calamine. D'autre part, les mines des Nefzas comprennent plusieurs gisemens de minerai de fer exploités par la Compagnie Mokta-El-Hadid. La ligne entière (dont il ne restait plus que 40 kilomètres à construire en mai 1912) entrera sous peu en exploitation.

La découverte de sources de pétrole dans les parages de Jubal (Mer-Rouge) a fait concevoir quelques craintes pour l'avenir charbonnier de Bizerte. En mai 1912, la Compagnie des phosphates de Gafsa a reçu l'autorisation de rechercher du bitume et du pétrole en territoire militaire. Des suintemens de pétrole déjà relevés permettent d'espérer que les prospecteurs découvriront de véritables sources.

De nouveaux tarifs, édictés en 1907, favoriseront le mouvement commercial : un vapeur de 2000 tonneaux qui payait 645 francs pour charbonner n'en paiera plus que 95.

L'arsenal de Bizerte verra croître à son côté un port ouvert au commerce international. En avril 1909, les ministres de la Guerre et de la Marine étaient d'accord sur le principe du port de commerce et la question, restée sans solution depuis vingt ans, reprit une actualité singulière : où placer le port marchand? Ce problème souleva jadis des discussions très chaudes. Pour abréger les opérations des vapeurs et prévenir les indiscrétions possibles, sinon les tentatives d'espionnage, on songea d'abord à sacrifier l'avant-port aux transactions commerciales. Mais,

outre l'exiguïté du mouillage limité par les jetées convergentes, le courant violent issu du canal aurait gêné les mouvemens des vapeurs. D'autre part, certains esprits chagrins considéraient inopportun de laisser jour et nuit au commerce pleine liberté de circulation dans l'unique issue de l'arsenal. A les entendre, cette liberté absolue eût pu causer des surprises en temps de guerre, favoriser par exemple l'obstruction du canal, dont la largeur ne dépassait pas 100 mètres. La C. P. B. réduisit à néant ces appréhensions, en proposant de construire le port marchand au Nord et à l'extérieur de l'avant-port. Mais l'exécution de ce projet nécessitait des dépenses considérables.

L'élargissement du canal a répondu aux craintes d'obstruction. Désormais l'embouteillage est illusoire, d'autant plus que le brise-lames extérieur ménage deux issues. L'amiral de Cuverville, alors chef d'état-major général, lutta avec opiniâtreté pour cette double issue et il finit par obtenir gain de cause.

Quant au port marchand, on abandonna les solutions bâtardes, pour porter le centre du trafic en eau calme, dans la baie Sébra, qui s'ouvre en marge du goulet et mesure 900 mètres sur 600.

En septembre 1909, l'amiral de Lapeyrère ayant accordé l'affectation de cette baie aux opérations commerciales, les travaux de remblayage commencèrent aussitôt.

***

Bizerte et Toulon, bases inséparables de la première armée navale, se partagent, nous l'avons dit, les réparations, le ravitaillement et le carénage des unités grandes et petites : Bizerte « double » Toulon. La défense du littoral nord-africain est fonction de la puissance de Bizerte et le renforcement naval austro-italien nous impose l'obligation de nous retrancher fortement dans le bassin occidental de la Méditerranée. Il est donc indispensable d'armer sérieusement Bizerte, de soustraire Sidi-Abdallah à une surprise par terre et de consentir les sacrifices nécessaires pour doter l'arsenal d'un outillage complet et d'un personnel technique adéquat.

Qu'il soit permis à l'un des « ouvriers de la première heure, » activement mêlé à l'achat des terrains, à la défense de la place et à l'installation de la Défense mobile, de réclamer de l'esprit

de suite et des crédits suffisans, sans accrocher l'existence de Bizerte à celle des arsenaux métropolitains.

D'ailleurs, depuis les événemens militaires qui ont troublé l'équilibre en Méditerranée, M. Painlevé, rapporteur du budget pour 1913, paraît avoir changé d'avis : «... Dans l'état actuel de l'Europe, la concentration de notre flotte dans la Méditerranée s'imposait; l'ayant toujours préconisée, je ne saurais trop louer M. Delcassé d'avoir rompu avec certaines traditions des plus respectables, d'avoir passé outre à des objections qui sont graves, qui ont même un côté douloureux, pour réaliser cette concentration.

« Comme conséquence de cette mesure, aucun effort ne doit être épargné pour donner à Toulon et à Bizerte les installations des grands ports militaires modernes.

« Notre flotte entière doit pouvoir tenir à l'aise dans la rade de Toulon et dans celle de Bizerte; il faut qu'elle trouve dans ces ports les moyens les plus puissans pour les réparations immédiates... »

Cette conclusion sera la nôtre.

Commandant Davin.

# REVUE DRAMATIQUE

A travers les théâtres. — Comédie-Française : *Le baron d'Albikrac*, comédie de Thomas Corneille. — *Nicomède*, tragédie de Pierre Corneille. — Bibliographie. A. Joannidès : *La Comédie-Française en 1914*. — Pour Mme Sarah Bernhardt.

Ce n'est pas la vie normale, cela ne peut et ne doit pas être la vie normale, mais c'est quelque chose qui s'efforce d'y ressembler. L'Odéon, la Porte-Saint-Martin, d'autres théâtres, ont fait une sorte de réouverture. Ils jouent, surtout en matinée, et quelquefois le soir avant onze heures, des pièces anciennes qu'interprètent des artistes ayant passé l'âge de la mobilisation. Les salles sont très honorablement remplies; le public, attentif au spectacle, s'émeut aux endroits pathétiques et s'égaie aux traits de comédie. Aussi éprouve-t-on d'abord, à s'y mêler, un certain malaise. On songe : « Se peut-il que des personnes s'assemblent dans ces demeures de la fiction, quand elles ont, si près d'elles, de si effroyables réalités? Le théâtre de la guerre, qui embrasse, ou peu s'en faut, le monde entier, ne les a-t-il pas dégoûtées des autres théâtres? Entre les angoisses publiques et les tristesses intimes leur reste-t-il des larmes pour les verser sur des souffrances imaginaires, et le rire n'est-il pas une insulte à nos deuils? » On ne peut se défendre de cette première impression, échapper à ce brusque serrement de cœur. Entrer dans ces lieux de divertissement sans en demander pardon, au fond de soi-même, à ceux qui là-bas souffrent et meurent pour nous, ce serait une grande honte. Réfléchissons toutefois. Comprenons que nous devons encourager tout ce qui peut aider ce pays à retrouver son activité. Le théâtre est, lui aussi, une industrie qui importe à la reprise des affaires. Comme on pressait Molière de quitter sa troupe, pour entrer à l'Académie, il refusa, ne voulant pas priver de leur gagne-pain

beaucoup de gens qui étaient de braves gens. Quant aux spectateurs qui demandent à l'illusion de la scène un peu de détente ou même d'oubli, ne leur soyons pas sévères : pour se détourner un instant de leurs soucis, ils n'y échappent pas; ils les retrouveront qui les attendent à la sortie ; mais peut-être alors auront-ils plus de force pour les supporter. Aussi bien, un fait suffit pour trancher la question : nous venons d'apprendre qu'à partir du 1er avril les théâtres de Berlin seront fermés par ordre, et cela nous a paru un bon indice. Nos théâtres qui étaient fermés se rouvrent : leurs théâtres, qui allaient de fêtes en galas, vont rentrer dans l'ombre et le silence. Le contraste est frappant, à l'heure où une immense espérance soulève l'âme française.

Aux matinées, la jeunesse est en majorité; le soir, c'est une bourgeoisie de quartier. Pas de toilettes; des couleurs sombres sur lesquelles tranche le bleu des uniformes : partout des loges sont mises à la disposition des blessés. Ce ne sont pas les brillantes chambrées des soirs où la saison bat son plein. Tout Paris n'est pas là, et on le regrette, car comment ne pas le regretter? Mais son absence est compensée par celle de certains spectateurs indésirables qui avaient fini par devenir légion. Dans ces honnêtes salles on peut prêter l'oreille aux conversations ; on peut entendre les gens s'interpeller dans les couloirs : tout le monde parle français. Quelle joie ! Quel soulagement ! Quelle délivrance ! Comme cela nous change de ces tours de Babel qu'étaient devenus nos théâtres ! La confusion des langues y régnait, sans parler du jargon qui trop souvent déshonorait la scène. Dans les loges, au balcon, au parterre, ce n'étaient qu'accens gutturaux et vocables de provenance suspecte. Cependant, à mesure que grandissait ce brouhaha d'idiomes étrangers, le prix des places montait et le ton des pièces s'abaissait. Et une étroite relation unissait entre eux ces divers phénomènes qui avaient tous une même cause : la prédominance du public cosmopolite devenu le maître dans nos théâtres. C'était lui qui, ne regardant pas à la dépense, et pour cause, achetait à la porte le droit de parler en maître. C'est pour lui qu'on faisait les pièces, car la recette dépendait de lui. C'est lui qui pervertissait notre goût littéraire, comme il faussait, chez les couturiers et les modistes de la rue de la Paix, nos élégances traditionnelle. C'est lui qui poussait nos auteurs et nos artistes dans le sens de la brutalité et de la déliquescence, comme on grise et comme on excite ceux dont on veut se donner l'ivresse en spectacle. Après cela, les hypocrites allaient criant à notre décadence, et ils citaient à l'appui de

leurs calomnies un théâtre qu'ils avaient savamment corrompu. Oui, en vérité, l'air de nos salles avait besoin d'être purifié, comme dans ces brasseries alsaciennes où Hansi brûlait du sucre après le départ des officiers prussiens.

Chaque théâtre recherche dans son répertoire les pièces qui peuvent s'adapter aux circonstances actuelles et s'harmoniser avec notre état d'esprit, — ce genre de pièces, écrites avant la guerre, dont on jurerait qu'elles ont été écrites après. Le type en est *la Flambée*. Aussi a-t-elle retrouvé un éclatant succès. Je ne l'avais jamais vue. Je m'en réjouis doublement, parce que j'y ai pris le plaisir de la nouveauté et parce que, dans le temps de paix, je n'aurais pas manqué de faire à l'auteur certaines objections qui, en temps de guerre, tombent d'elles-mêmes. La pièce est trop connue pour que j'en rappelle même le sujet. Chacun sait que le héros, un officier supérieur de l'armée française, le colonel Felt, s'est endetté pour celui de tous les mauvais motifs qui porte en lui le plus d'excuses : le désir d'entourer de bien-être une épouse légitime. Ainsi il s'est mis entre les mains d'un louche personnage, Glogau, qui, jugeant le moment venu, lui met le couteau sur la gorge et lui donne à choisir entre le scandale ou la livraison de plans intéressant la défense nationale. Sous l'outrage de cette odieuse proposition, le colonel bondit et étrangle Glogau. Le geste est beau. Il n'en reste pas moins que le colonel a assassiné son prêteur, et que cette manière de payer ses dettes est difficile à admettre. Qu'en pensera la justice ? Elle n'en pensera rien. Un ministre passait par là ; pas même un ministre, un ancien ministre. Il a parlé, comme savent parler certains ministres, au procureur de la République ; celui-ci, qui a compris, modifiera les conclusions de son enquête. Je sais bien que telle était la mainmise de la politique sur la justice dans le délicieux régime qui a précédé la guerre. Dans *la Flambée*, on nous donne ces pratiques pour excellentes et tout à fait propres à rassurer les honnêtes gens... Mais aujourd'hui, qui s'arrêterait à de telles vétilles, et quel sens auraient ces vaines critiques ? Glogau était un espion. L'espion Glogau vient d'être tué. Cela en fait un de moins. Il n'y a pas autre chose à voir, et tout le reste est littérature.

L'espionnage a été souvent mis à la scène ; il a notamment servi de thème à l'une des pièces les plus mouvementées de Sardou, *Dora*. Je serais étonné qu'aucun directeur de théâtre ne fût tenté de la reprendre. A côté de la pièce de M. Kistemæckers, qui est tout en force et qui ne raffine pas, on aurait plaisir à renouer connaissance

avec l'art subtil de Sardou. Au reste, espions et espionnes vont pulluler au théâtre : ils empliront de leurs louches intrigues les pièces qui vont surgir au lendemain de la guerre ; ils y seront honnis. Ce sera justice et notre tempérament national y trouvera son compte. Car il nous est bien difficile d'apercevoir dans l'espionnage autre chose que sa vilenie qui nous fait horreur. Dans son beau drame, *Servir*, la hardiesse de M. Henri Lavedan avait consisté à nous présenter un héros du patriotisme sous les traits d'un espion; de là une certaine résistance du public. Dès maintenant, on peut prévoir tout un cycle de drames savamment machinés dont l'espionnage allemand et ses menées tortueuses fourniront le thème. Souhaitons qu'alors il nous soit poussé assez de méfiance pour ne plus accueillir dans la vie réelle ceux que nous aurons hués sur la scène. Drames ou mélodrames, si nous en emportons une impression assez forte pour mettre un peu plus de sévérité que jadis dans le choix de nos relations, ils seront, comme voulait Dumas fils, du « théâtre utile. »

Mais revenons au répertoire qui, en ce temps de crise, est notre grande ressource. En réunissant sur son affiche les noms des deux Corneille, la Comédie-Française aura pareillement réjoui les mânes des deux frères, le grand Corneille, au temps même de ses plus cruels échecs, n'ayant eu rien de plus cher que les succès de son petit frère, et le petit frère, au milieu de ses plus étourdissans succès, n'ayant eu d'autre fierté que la gloire du grand Corneille. C'est, avant toute chose, cette intimité des deux frères, qui plaide en faveur de Thomas Corneille et lui vaut notre sympathie. Frère, fils, ou mari d'un écrivain illustre, la situation est toujours délicate pour qui est lui-même du métier : Thomas Corneille s'en tira de la façon la plus élégante, sans y tâcher et le plus naturellement du monde. Beaucoup plus jeune que son frère, qui l'avait élevé et d'abord guidé dans la carrière, il se considéra toujours comme son élève, et un peu comme son fils. Une affection touchante les unit. Ils avaient épousé les deux sœurs, ils faisaient presque ménage commun. On connaît l'anecdote de la trappe par laquelle Pierre, qui rimait difficilement, demandait des rimes à Thomas, qui n'était jamais à court. L'anecdote est charmante et peut-être n'est-elle pas apocryphe (1). D'ailleurs, sincèrement modeste, Thomas eût donné toute son œuvre pour un de ces vers dont il avait peut-être fourni la rime. Il ne s'abusa pas

(1) Sur Thomas Corneille consulter l'excellent travail de M. Gustave Reynier : *Thomas Corneille; Sa vie et son théâtre*, 1 vol. in-8° (Hachette).

sur lui-même, et, puisqu'il y avait deux Corneille, il se résigna sans aucune peine à être l'autre : de toute son âme, il se réjouit d'être Thomas, frère de Pierre, et de tout son cœur il ne fut que Thomas.

Son succès fut prodigieux. C'est à lui qu'était réservé de remporter le plus grand succès du siècle. Car le plus grand succès du siècle ne fut pas *le Cid*, quoique de l'apparition du *Cid* date la naissance de notre tragédie, et quoique, à l'époque même, il fût passé en proverbe de dire : beau comme *le Cid*. Ce ne fut pas *Andromaque*, quoique toute une génération ait salué d'enthousiasme dans le chef-d'œuvre racinien l'avènement d'un nouvel idéal. Quant au *Misanthrope*, on sait assez que ce fut un succès d'estime, si *Phèdre* et *Athalie* furent de complets échecs. Mais *Timocrate*, représenté au mois de novembre 1656 sur le théâtre du Marais, fit salle comble pendant près de six mois ; il eut quatre-vingts représentations consécutives, chiffre inouï pour le temps ; le Roi y vint, sans attendre qu'on le jouât à la Cour ; tout Paris le savait par cœur, et pourtant les acteurs se lassèrent de le jouer plus tôt que le public de l'entendre. Thomas Corneille, auteur de *Timocrate*, est celui qui, dans le siècle de Corneille, de Racine et de Molière, fut l'auteur le plus applaudi du siècle. C'est sa marque et son « idiosyncrasie. » C'est par là qu'il appartient, sinon à la littérature, du moins à l'histoire de la littérature. Comme d'ailleurs ses autres pièces, si elles n'eurent pas la vogue étourdissante de *Timocrate*, comptent néanmoins parmi les opérations théâtrales les plus heureuses de l'époque, elles se recommandent par cela même à notre attention. Ce qu'il y a de plus intéressant dans cette œuvre, c'en est décidément le succès : on en dégagerait assez bien un « art de réussir au théâtre »

Thomas Corneille ne manquait pas de talent : c'est une première condition, qui a son importance. On pense généralement que, pour réussir en littérature, il suffit du savoir faire et de l'entregent, des relations et de la réclame. C'est une erreur : un peu de talent ne nuit pas. Il n'en faut pas beaucoup, et surtout il n'en faut pas trop, mais un certain minimum de qualités littéraires n'est pas inutile. « Du talent, du génie, de la facilité, » dit l'abbé d'*Il ne faut jurer de rien*. Thomas Corneille n'avait pas de génie, Pierre ayant pris tout celui de la famille, mais il avait de la facilité. Cette redoutable facilité défend bien à qui en est affligé de jamais se réveiller grand écrivain, mais elle est précieuse à l'auteur en vogue. Elle lui permet d'être toujours prêt, d'arriver toujours au bon moment, de ne jamais laisser

passer l'occasion. Elle se traduit par la fertilité des ressources, l'ingéniosité des moyens, l'aisance du tour, l'agrément de la forme. Thomas Corneille sait faire une pièce et, parce qu'il est souple et habile à flairer le goût du jour, il fait chaque fois la pièce que demandait le public. Il sait agencer une intrigue, filer une scène, servir un dénouement cuit à point. Il a de l'esprit, de cet esprit qu'on se repasse de main en main et qui, étant celui de tout le monde, ne vaut tout de même pas celui de Voltaire. Son style, qui côtoie sans cesse la platitude, n'y tombe pas toujours. Écrivain médiocre, d'une médiocrité aimable, souriante, avenante, il aurait inventé la médiocrité, si tant d'autres ne s'en étaient chargés avant lui. Mais c'est encore une manière, c'est la plus répandue et la plus avantageuse, d'être un écrivain.

Lorsqu'il débuta au théâtre, la littérature française était tout espagnole. La France était alors en guerre avec l'Espagne : le même phénomène s'était produit dont on constate si souvent le retour : l'invasion intellectuelle précédant l'invasion armée. Nous venons encore d'en être les témoins, et il faudra un vigoureux effort pour que la pensée française se libère de cette culture allemande, à laquelle, en ces derniers temps, nos maîtres se sont trop docilement abandonnés. A l'Espagne nous avions pris d'abord l'exagération des sentimens et l'affectation du style, l'outrance du point d'honneur, la grandiloquence et le gongorisme. C'est ce que lui avait emprunté Pierre Corneille, mais comme il savait emprunter. Puis étaient venus le burlesque, le réalisme bas et malpropre. C'est où Scarron devait s'illustrer. Quelle n'est pas la toute-puissance de la mode sur un écrivain uniquement soucieux de réussir ? Thomas Corneille est un homme de goût, bien élevé, d'esprit cultivé, qui fréquente la meilleure société ; mais la mode est à la grossièreté : il se met à la mode, comme nous avons vu, il y a une trentaine d'années, les plus délicats de nos écrivains faire leurs premières armes sous la bannière fangeuse du naturalisme. En 1650, il transpose du théâtre espagnol son *Bertrand de Cigarral*, dont l'ignoble héros a pour trait distinctif d'être couvert de gale, et s'en vante ! Isabelle, à qui il tend sa main dégantée, se recule de dégoût : « Ce n'est rien, lui dit-il,

Ce n'est qu'un peu de gale.
Je tâche à lui jouer pourtant d'un mauvais tour;
Je me frotte d'onguent cinq ou six fois par jour;
Il ne m'en coûte rien, moi-même j'en sais faire;
Mais elle est à l'épreuve et comme héréditaire:

Si nous avons lignée, elle en pourra tenir.
Mon père en mon jeune âge eut soin de m'en fournir.
Ma mère, mon aïeul, mes oncles et mes tantes
Ont été de tout temps et galans et galantes.
C'est un droit de famille où chacun à sa part :
Quand un de nous en manque, il passe pour bâtard.

Voilà ce qu'applaudissait le public du XVII^e siècle. Et le public qui allait à la comédie, au XVII^e siècle, était un public restreint. Cela est affligeant, — ou consolant, comme on voudra, — et nous renseigne sûr les aberrations auxquelles, en tous les siècles, est sujet le public distingué.

Il faut dire qu'une partie du succès, la plus grande, fut due à l'interprétation ; un moyen de réussir au théâtre est en effet de tailler une pièce sur mesure pour l'acteur en réputation. Combien de pièces ont été écrites pour Coquelin, pour Guitry, pour Réjane, pour Brasseur père et fils ! Combien n'ont guère été que des scénarios destinés à servir de support aux attitudes, aux gestes, aux intonations de l'interprète, parfois aux grimaces, aux tics, aux défauts de prononciation dont ne se lasse pas un public idolâtre. Les acteurs le savent : c'est pourquoi ils traitent parfois les auteurs avec une désinvolture qui n'en reste pas moins répréhensible. Le comédien dont les pitreries faisaient alors pâmer la Cour et la Ville était Julien Lespy, fameux sous le nom de Jodelet. Tel avait été son succès dans *Jodelet maître et valet*, qu'il avait troqué son nom contre celui du personnage dont il avait si brillamment tenu le rôle. Nous savons très bien quels étaient ses moyens de comique et qu'ils étaient les mêmes qui opèrent toujours. La pâleur de son teint. Un masque blafard fait rire; ne demandez pas pourquoi : tout ce qui concerne le rire est mystérieux ; mais voyez Pierrot. Sa mine ahurie. L'ahurissement est comique : rappelez-vous l'acteur Jolly dans *les Surprises du divorce*. Enfin il parlait du nez

Et débitait son fait fort nasillardement.

On ne compte pas les acteurs qui ont dû à une voix qu'ils tiraient des profondeurs de leur nez le meilleur de leur action sur le public. Delaunay, le Delaunay de ma jeunesse, est, je crois, le seul à avoir eu le nasillement amoureux. Jodelet n'avait qu'à paraître : les rires éclataient en tempête. Thomas Corneille eut l'heur de fabriquer pour cet acteur à succès *Don Bertrand de Cigarral* et *le Geôlier de soi-même*, f

toutes deux pièces espagnoles et pièces burlesques : cela le mit tout de suite en faveur.

Du burlesque au précieux, la transition est aisée, et s'ils ne sont frères, ils sont cousins germains. Brunetière aimait à le répéter et il avait raison. Il n'est que de relire cette tirade, d'ailleurs jolie, où Don Bertrand dit son fait au mariage d'amour et prédit leur avenir aux ménages d'amoureux pauvres :

Mariez-vous sur l'heure et la prenez pour femme,
C'est par où je prétends me venger de tous deux.
Elle sans aucun bien, vous passablement gueux,
Allez, vous connaîtrez plus tôt qu'il ne vous semble
Quel diable de rien c'est que deux riens mis ensemble.
Dans la nécessité vous n'aurez point de paix :
L'amour finit bientôt, la pauvreté jamais.
Afin que tout vous semble aujourd'hui lis et roses,
J'aurai soin de la noce et paierai toutes choses.
Mais vous verrez demain qu'on a peu de douceur
A dîner d'un *Ma vie* et souper d'un *Mon cœur*,
Et qu'on est mal vêtu *d'un drap de patience*
*Doublé de foi partout et garni de constance.*

Burlesques et précieux se rencontrent dans cet art de faire des métaphores qui se suivent et de les suivre jusqu'au coq-à-l'âne. Thomas Corneille était désigné pour être le poète des précieuses.

Nous avons peine à imaginer aujourd'hui que ces romans interminables et insipides de M^lle^ de Scudéry et de La Calprenède, *le Grand Cyrus*, la *Cléopâtre*, aient passionné les lecteurs et fait pâmer les lectrices. C'est que la roue tourne, la mode passe et l'engouement d'une époque devient incompréhensible à l'époque qui lui succède et s'engoue de modes qui ne valent pas mieux. Le vrai seul est de tous les temps, mais, dans tous les temps, ne s'impose qu'avec peine et pour une période relativement courte. Molière et Racine, aidés de Boileau et forts de l'appui du Roi, feront de haute lutte triompher le naturel ; mais le grand courant n'était pas avec eux : il allait au romanesque et au conventionnel. A lire aujourd'hui *Timocrate*, il est absolument impossible de découvrir ce qui lui valut une si extraordinaire fortune. La galanterie y règne en souveraine, sans doute, et le quiproquo y rebondit avec maëstria. Timocrate est caché sous le nom de Cléomène, et le personnage du prince déguisé a toujours enchanté les âmes romanesques : témoin, dans *Fantasio*, la gouvernante d'Elsbeth qui prend pour une Altesse ce petit bourgeois de Munich. Cléomène qui doit, pour épouser Ériphile, tuer Timocrate,

est certes dans une situation délicate, puisqu'il est lui-même Timocrate. Mais dix autres tragédies au XVII^e siècle sont de sentimens aussi faux, de langage aussi doucereux et de situations aussi saugrenues. Pourquoi *Timocrate* et non pas elles ? Avouons que nous n'en savons rien. *Timocrate* tirait tout son charme d'une correspondance merveilleuse et indéfinissable avec le goût du moment, charme subtil qui en s'évaporant ne laisse rien après lui. Il est venu à son heure : c'est tout ce que nous en pouvons dire.

Venir à son heure, ce fut toujours le mérite de Thomas Corneille. Pendant les années où son frère, découragé par l'échec de *Pertharite*, se réduit au silence, il remplit l'intérim et fournit le public de tragédies cornéliennes. Il en fera plus tard de raciniennes et le nom qu'il porte ne l'empêchera pas d'imiter le jeune et triomphant rival de son frère vieilli. Toutes ces influences ont été très bien débrouillées par M. Gustave Reynier dans une de ces thèses doctes et élégantes qu'affectionnait la Sorbonne d'autrefois et auxquelles reviendra la Sorbonne de demain, délivrée du pédantisme germanique. Cependant tragédie et comédie voient se lever contre elles une redoutable concurrence, celle des pièces à machines et de l'opéra. Thomas Corneille donne avec son succès coutumier *Circé*, pièce à machines, et *Bellérophon*, opéra. Avec lui, on fait le tour du théâtre au XVII^e siècle.

Il est un dernier élément de succès dont il serait étonnant qu'il eût résisté à se servir : l'actualité, et l'actualité qui confine au scandale. Le procès de la Voisin s'instruisait. L'affaire, où étaient impliquées les plus grandes dames et compromis les plus beaux noms, faisait un bruit considérable. Mettre sur la scène le cabinet d'une sorcière, quel coup de réclame ! Thomas Corneille bâcla une pièce en collaboration avec De Visé. *La Devineresse* fut jouée pour la première fois le 19 novembre 1679, trois mois avant l'exécution de la Voisin : elle eut quarante-cinq représentations ; à mesure qu'approchait la date du supplice, la recette montait. Bien entendu, la pièce n'avait avec le terrible drame judiciaire qu'une lointaine analogie. Entre les pratiques criminelles de la faiseuse d'anges et les innocentes fourberies de M^me Jobin, il y a toute la distance qu'y devait mettre une prudente censure. Il reste que les auteurs de *la Devineresse* avaient exploité une curiosité malsaine. Car la recherche du succès à tout prix enferme nécessairement un germe d'immoralité.

Mais c'est un autre grief que nous avons contre Thomas Corneille, et sur lequel il nous est plus difficile de passer condamnation. Pendant

deux siècles, on a joué à Paris et dans les provinces un *Festin de Pierre,* toujours écouté avec plaisir, et dont certaines tirades étaient dans toutes les mémoires. Et ce *Festin de Pierre* était bien celui de Molière ; mais il était aussi de Thomas Corneille, qui avait revu, corrigé et versifié la prose de Molière. Remanier une pièce de Molière et la récrire ! Thomas Corneille avait été convié par la veuve du poète à ce métier de rebouteur et il s'en était acquitté avec une dextérité qui aggrave son cas. Une scène avait fait scandale, la scène du moine bourru : Thomas Corneille la supprime ; il ajoute une scène de son cru, il abrège ou développe d'autres scènes. A ce prix, et sous ce travestissement, la pièce partit pour une magnifique carrière. Comme le remarque naïvement *le Mercure,* M. Corneille le jeune avait fait merveille par sa « prudence. » Il avait passé partout le niveau de sa banalité et le poli de son élégance. Tout avait disparu de ce qui pouvait choquer, arrêter, déconcerter. Il restait une comédie légère, gaie, divertissante, d'où s'était envolé, évanoui, comme par enchantement, tout ce qui faisait la valeur de l'original et lui donnait sa portée. Ne heurter rien ni personne, c'est le dernier mot et le fin du fin dans cet art de réussir... Quand Thomas Corneille se présenta à l'Académie, il fut élu, dès la première fois, et à l'unanimité : c'est un signe.

Ce favori du succès n'en fut ni la dupe ni la victime. Il ne se laissa pas gâter par lui. Les acclamations elles-mêmes qui accueillirent *Timocrate* ne lui firent pas illusion : il les mit sur le compte de l' « injuste caprice du siècle. » « Qui ne serait désarmé par tant de modestie ? demande avec raison M. Gustave Reynier. Et même, qui pourrait refuser son estime à un homme qui a eu assez de raison pour ne pas considérer les succès d'argent comme des titres de gloire et pour devancer sur ses propres ouvrages le jugement de la postérité ? » La postérité ne s'occupe pas beaucoup de Thomas Corneille ; et les occasions qu'on a de parler de lui sont rares : j'ai saisi celle qui m'était offerte et qui a peu de chances de jamais se représenter.

*Le baron d'Albikrac* que la Comédie-Française vient d'exhumer est longtemps resté au répertoire, parce qu'il comporte un rôle de grand valet qui a souvent tenté les comédiens. Une vieille tante, qui est une vieille folle, prend pour elle les soupirs qui s'adressent à sa nièce. On lui persuade que ses conquêtes se sont étendues jusqu'en province et qu'un baron campagnard a pris le coche pour venir l'épouser. Le valet La Montagne, un drôle plus impudent que spirituel, figurera le baron prétendu... On songe à Agnès, à Bélise, à Pourceaugnac, à Mascarille. La pièce, qui date de 1668, mais est

imitée d'un original espagnol de Moreto, rappelle ou annonce ces personnages de Molière. Dans notre ancienne comédie, le personnel et les situations constituaient un fond commun qui appartenait à tout le monde. C'est la matière sur laquelle Molière a travaillé : il est bon de la voir ici à l'état brut, pour mieux juger de ce qu'il en a fait et admirer mieux comment il l'a transformée.

M. Siblot est un Albikrac tumultueux et débordant de verve, Mme Kolb une tante d'une savoureuse et divertissante minauderie.

Parmi les grandes tragédies de Corneille, *Nicomède* n'est pas l'une des plus propres à ravir, entraîner, émouvoir le spectateur. Presque pas d'action; peu d'émotion. Corneille a voulu faire une pièce d'une constitution nouvelle, singulière, et qui eût pour ressort unique l'admiration. Ces cinq actes n'ont qu'un objet, montrer le contraste d'une grande âme avec des âmes vulgaires. Quand nous avons mesuré toute la distance qui sépare un Nicomède, une Laodice, d'une Arsinoë, d'un Prusias, d'un Flaminius, la pièce est terminée. C'est l'étude de psychologie la plus poussée où un écrivain, qui trouvait en soi tous les élémens du portrait, nous ait tracé l'image fidèle de la grandeur d'âme. Nicomède réunit en lui bravoure, loyauté, franchise, indépendance. Un dernier trait l'achève de peindre et donne à la peinture le suprême accent de vérité : comme Corneille lui-même, son héros « sait ce qu'il vaut et croit ce qu'on lui en dit. » Il a pleine conscience de sa supériorité et il la fait sentir à autrui. Il est orgueilleux, hautain, dédaigneux, — Prusias dit : insolent. Il manie, et de main de maître, l'ironie et le sarcasme. L'ironie est d'un emploi toujours dangereux au théâtre et risque de déconcerter le spectateur. Corneille a joué la difficulté et gagné la partie, — superbement.

Nicomède et Laodice ont en M. Albert Lambert et Mme Segond-Weber d'excellens interprètes. M. Silvain pousse résolument au comique le rôle de Prusias, et je serais tenté de croire qu'il force la note. Mais autant que sur la scène le spectacle était dans la salle. Il fallait voir le public attentif, empoigné par un intérêt tout intellectuel, remué par ce frisson du sublime qui passait sur lui. Il fallait entendre comme il acclamait et rappelait les artistes. C'est aussi bien ce qui se passe chaque fois qu'un des chefs-d'œuvre de notre théâtre classique reparaît sur la scène, monté avec un peu de soin. Plus que jamais nous comptons sur la Comédie-Française pour ne nous être pas avare de ces nobles jouissances.

L'histoire de la Comédie-Française nous est contée chaque année

de la façon la plus instructive qui soit, c'est-à-dire par des documens et des chiffres, dans cette sorte de « registre de Lagrange » que M. A. Joannidès tient à jour avec le soin le plus scrupuleux. Le recueil qu'il vient de publier à la librairie Plon : *La Comédie-Française, 1914*, emprunte aux circonstances que nous traversons un intérêt ou, pour mieux dire, un pathétique tout particulier. Pendant les six premiers mois, la vie du théâtre se poursuit sans incidens. Durant la semaine du 24 au 30 juillet, les recettes ne descendirent jamais au-dessous de 2 000 francs. La recette du 31 juillet tomba à 820 fr. 70, celle du 1er août à 249 fr. 40... La Comédie avait été fermée par ordre le 3 août : elle fit sa réouverture le 6 décembre... Elle partage l'épreuve commune ; elle a ses souffrances et ses deuils : le plus jeune de ses pensionnaires, M. Reynal, est mort au champ d'honneur.

Au milieu des émotions que chaque jour nous apporte, la nouvelle de l'opération qu'a dû subir Mme Sarah Bernhardt n'a laissé aucun de nous insensible. Elle aussi, il nous a semblé que la grande artiste était frappée sur le champ de bataille et blessée au service de la France. Durant ces quarante-quatre ans, aucune autre n'a personnifié avec plus d'éclat, devant le monde entier, le rayonnement de notre génie. Non contente d'incarner chez nous les héroïnes de Racine, de Hugo, de Dumas, elle est allée leur chercher à l'étranger des admirateurs et des amis. Chacune de ces tournées qu'elle entreprenait avec une énergie indomptable était, en faveur de nos idées, de notre langue, la plus active, la plus efficace des propagandes. On ne connaissait qu'elle à l'étranger ; on la redemandait sans cesse, on ne se lassait pas de l'entendre. Grâce à elle, notre littérature dramatique faisait le tour du monde et notre langue redevenait la langue universelle. Plus encore que le charme de sa voix et la grâce de son geste, et la souplesse de ses attitudes, et la poésie de toute sa personne, ce qui lui valait l'enthousiasme des foules, c'était le frémissement de son âme qu'elle mettait tout entière dans chacune de ses créations... Mme Sarah Bernhardt n'a pas renoncé à l'espoir de reparaître devant le public. Nous la reverrons, nous l'acclamerons de nouveau. Et à l'ovation qui lui sera faite elle pourra mesurer notre gratitude pour le courage et la fierté avec lesquels elle a servi la cause française.

René Doumic.

# REVUES ÉTRANGÈRES

## L'EX-KHÉDIVE D'ÉGYPTE

### Jugé par un témoin anglais de son règne.

*Abbas II*, par le comte de Cromer, un vol. 8°, Londres, 1915 (1).

Lorsque, le 7 janvier 1892, le « Consul Général » anglais en Égypte, lord Cromer, apprit l'aggravation survenue brusquement dans l'état de santé du khédive Tewfik, il s'empressa de réunir en conseil les principaux ministres égyptiens, ainsi que deux ou trois de ses propres assistans ; et il fut reconnu là, d'un parfait accord, que la succession du Khédive mourant devait échoir à l'aîné des fils légitimes de celui-ci, le jeune prince Abbas. Le fait est que, pour des motifs divers, — dont les plus pressans étaient la crainte d'une velléité d'intervention du Sultan dans les affaires égyptiennes et la crainte, non moins justifiée, d'intrigues déjà en train de s'ourdir à l'intérieur du pays, — lord Cromer regardait comme indispensable de proclamer le nouveau souverain dès l'instant où serait annoncée la vacance du trône. Mais il comprenait aussi les dangers qu'entraînerait, pour les mêmes motifs, l'obligation de laisser instituer autour du nouveau Khédive un Comité de Régence ; et le malheur voulait que le prince Abbas, né le 14 juillet 1874, eût encore à attendre un peu plus de six mois l'âge réglementaire de sa majorité. De telle sorte que l'embarras du Consul Général anglais était grand, trop grand sans doute pour

(1) Ma profonde incompétence politique suffirait, à elle seule, pour m'empêcher de prendre à mon compte aucune des opinions de lord Cromer. Mais après le grand rôle qu'a joué longtemps en Égypte l'ancien Consul Général anglais, il m'a paru intéressant d'offrir aux lecteurs français le résumé d'un livre dont la publication dans son pays a d'ailleurs été, sans aucun doute, le principal événement littéraire de ces mois passés.

qu'il fût possible à l'habile diplomate de le dissimuler : car lui-même nous raconte le mélange de surprise ravie et de gratitude avec lequel il entendit l'un des ministres égyptiens lui murmurer à l'oreille que le calendrier mahométan réduisait la durée normale des années à 354 jours. Moyennant cette façon de compter, le prince Abbas se trouvait être majeur depuis deux semaines !

« On pense bien que je ne manquai pas de me précipiter sur une suggestion aussi opportune, » écrit lord Cromer. Immédiatement après la mort de Tewfik pacha, dès le soir du même 7 janvier 1892, avis fut donné au public égyptien de l'avènement du khédive Abbas II ; et comme ce dernier demeurait alors à Vienne, où l'on tâchait lentement à le faire avancer dans ses « humanités, » ce fut aux ministres de son défunt père que revint la charge de gouverner l'Égypte jusqu'à son arrivée. D'un seul coup, l' « opportune suggestion » de l'un de ces ministres avait permis à lord Cromer d'éloigner de son horizon le double péril qu'il avait redouté ; et l'ex-Consul Général ajoute que la personne du nouveau Khédive lui fit d'abord une impression des plus favorables, lorsque, vers la fin de janvier, le jeune prince, accouru en hâte d'Autriche, vint prendre solennellement possession de son trône. Mais combien, selon toute apparence, cette première impression aurait été différente, si le noble lord avait pu prévoir de quelle manière allait s'achever tristement, vingt-deux années plus tard, le règne du séduisant souverain dont il avait ainsi protégé les débuts !

Aussi bien lord Cromer lui-même n'avait-il pas tardé à changer d'opinion touchant le caractère et les sentimens du jeune Abbas II. « Dès avant l'arrivée du prince, nous dit-il, un ami autrichien qui était excellemment en position de connaître les faits m'avait prévenu que les autorités du collège viennois où le nouveau Khédive avait été élevé ne cachaient pas leur peu d'estime pour ses qualités d'esprit et de cœur. A en croire mon ami, le jeune prince nous causerait infailliblement toute espèce d'embarras, ne fût-ce que par sa tendance naturelle à s'entourer de mauvais conseillers. Son origine orientale, à elle seule, le porterait à encourager autour de soi les pires formes de l'adulation, et les plus dangereuses. Sûrement, les courtisans du Khédive allaient l'exciter à ne pas subir l'humiliation consistant, pour lui, à écouter et à suivre l'avis des Anglais. Cela était bon pour son père, dont l'esprit était pauvre : mais lui, avec son intelligence subtile encore développée par l'éducation, comment

pourrait-il hésiter à rejeter le joug odieux et pesant de l'Angleterre? »

Le méfiant ami autrichien de lord Cromer avait vu juste. A peine installé sur son trône, Abbas II s'est entouré précisément de conseillers dont l' « adulation » n'allait plus cesser de revêtir, depuis lors, la forme d'encouragemens de plus en plus passionnés à « rejeter le joug odieux de l'Angleterre. » Mais encore bien que l'influence d'un tel entourage ait valu au Consul Général anglais une foule d'« embarras, » dont il vient de nous offrir le récit dans un petit livre tout plein de révélations imprévues et curieuses, peu s'en faut que l'ancien diplomate ne se montre prêt à excuser ce qu'il appellerait volontiers l' « erreur » du jeune prince. « Comment supposer, — écrit-il, — qu'un garçon inexpérimenté d'à peine dix-huit ans, frais émoulu de l'éducation un peu étroite d'un collège autrichien, eût possédé l'intelligence, la patience, et le jugement et l'empire sur soi qui lui auraient été nécessaires pour se conformer aux exigences d'un système tel que celui qu'avait subi l'Égypte pendant les dix dernières années du règne de son père? » Sans compter qu'à toute heure le groupe « hybride » d'Égyptiens, d'une authenticité plus ou moins douteuse, qu'il aimait à rassembler autour de soi lui représentaient ce « rejet » de l'influence anglaise non seulement comme un devoir sacré, mais aussi comme la chose au monde la moins hasardeuse. « Quoi de plus aise, pour les Égyptiens, que de gouverner l'Égypte sans aucune assistance étrangère? »

Si bien que, dès le premier jour, lord Cromer, — à l'en croire, du moins, — se sentait au cœur, pour le jeune Khédive, des trésors d'une indulgence quasi paternelle. « Certes, écrivait-il à lord Rosebery en novembre 1892, le nouveau souverain s'est conduit très sottement en un grand nombre de menues circonstances; mais il est si jeune et si ignorant de la vie que nous devons nous garder soigneusement de porter sur lui un jugement trop sévère! » Et aujourd'hui encore le noble lord nous affirme qu'il se garderait de porter sur son ancien « pupille » un « jugement trop sévère, » s'il lui était possible d'attribuer à une véritable inspiration patriotique la longue et funeste série des « sottises » du jeune prince, — ou plutôt d'un prince que son « ignorance » obstinée « de la vie » n'empêche pas d'être, dorénavant, un gros et mûr personnage de quarante ans passés. Mais il a suffi à lord Cromer de pénétrer plus à fond dans la familiarité du khédive Abbas pour découvrir que ses prétendus sentimens « égyptiens » étaient, en réalité, uniquement « khédiviens. »

Depuis le début de son règne, l'intention manifeste d'Abbas II a été de se poser en patriote égyptien : mais force m'a été bientôt de constater que le nouveau Khédive s'intéressait fort peu à tous les sujets qui concernaient réellement la prospérité de la population égyptienne; que ses ébullitions de patriotisme se trouvaient, en général, réservées aux seules occasions où il pouvait se plaindre de quelque manquement, plus ou moins imaginaire, à sa propre dignité; que son tempérament personnel était capricieux et égoïste; qu'il tendait invariablement à se montrer injuste dans l'exercice de ses prérogatives ; et que, en un mot, le souci de son bien-être et de ses privilèges, — dont le moindre détail lui tenait très au cœur, — dépassait infiniment chez lui la préoccupation du bonheur de ses sujets. Jamais, pendant tout le temps de mes rapports avec lui, je ne l'ai vu s'émouvoir si peu que ce fût d'aucun des grands problèmes de l'administration intérieure de l'Égypte; et si toujours, au contraire, je l'ai vu se mêler ardemment de la nomination des moindres fonctionnaires, c'est chose certaine que cette ardeur qu'il apportait à ses choix lui était exclusivement suggérée par la recherche de ses intérêts particuliers.

Cela étant, j'ai compris le danger qu'il y avait à tolérer, déguisée sous le nom toujours sympathique de patriotisme, la réintroduction en Égypte d'un système de gouvernement personnel semblable à celui que nous avions eu déjà trop de peine à déraciner. L'admiration professée par le jeune Khédive pour la mémoire de son despotique aïeul Ismaïl pacha, et pareillement le mépris qu'il ne cherchait même pas à cacher pour le souvenir de son père, coupable à ses yeux d'avoir attaché trop d'importance à ses engagemens solennels envers nous, tout cela contribuait encore à me faire craindre que ce soi-disant patriotisme, complaisamment étalé devant le monde, ne fût rien qu'une contrefaçon de mauvais aloi.

Le passage qu'on vient de lire est extrait des premiers chapitres du livre nouveau de lord Cromer, — dont l'auteur nous apprend qu'il les avait écrits avant la déchéance du Khédive, et à une date où des scrupules bien compréhensibles lui interdisaient de donner au portrait de son personnage un relief trop saillant : mais ces scrupules ont dorénavant perdu beaucoup de leur portée de naguère, et c'est d'une touche sensiblement plus libre que l'homme d'État anglais, dans une manière d'appendice, a remis au point son image du khédive Abbas. Non pas qu'il se refuse, maintenant encore, à reconnaître les qualité, personnelles du souverain déchu. Il nous cite même, — en nous le représentant, il est vrai, comme une anomalie à peine croyable de la part d'un caractère tel que celui-là, — un trait qui semblerait attester, chez l'ex-Khédive, un cœur foncièrement capable d'aspirations généreuses : il rapporte que récemment Abbas II, ayant su que le successeur de lord Cromer, sir Eldon Gorst, se trouvait en danger de mort est venu tout exprès à Londres pour lui témoigner sa fidèle affection. Avec cela, une intelligence manifestement très supérieure à celle de

l'ordinaire des princes de sa maison, un « sens très prononcé de l'humour, » et tout ce que l'éducation européenne peut ajouter d'attrait au charme naturel d'une âme profondément « orientale. » Mais d'autant plus ces qualités extérieures, si nous devons en croire lord Cromer, avaient de quoi rendre tout ensemble évidens et fâcheux les défauts, d'ordre plus intime, qu'elles accompagnaient, et dont les plus graves se résumaient en un mélange singulier de dissimulation et de cupidité.

Le principal objet de la vie du Khédive, tel que je l'ai connu, paraît bien avoir été de s'enrichir par n'importe quels moyens dont il pût disposer. En fait, nous l'avons vu amasser une fortune énorme, qu'il a d'ailleurs follement gaspillée, et jusqu'au point de se plonger parfois dans une situation financière des plus embarrassées. Constamment ce souverain s'abaissait à convoiter quelque vigne de Naboth, découverte par lui dans le voisinage de ses propres domaines. Et comme, d'autre part, suivant l'exemple de son grand-père Ismaïl pacha, pour lequel il professait beaucoup d'admiration, il restait toujours scrupuleusement soucieux d'observer les formes légales, j'avais souvent une difficulté extrême à l'empêcher de commettre des actes d'une injustice monstrueuse au nom de la loi.

C'est ainsi que lord Cromer a dû déployer une énergie infatigable pour obtenir la mise sous séquestre de l'immense fortune d'un parent du Khédive, Seif-el-Din bey, que sa folie avait fait enfermer dans une maison de santé anglaise. Encore Abbas II a-t-il réussi plus tard, après le départ de lord Cromer, à s'emparer personnellement de la gestion de cette fortune, évaluée à près d'un million de rentes ; et un journal égyptien a révélé, ces jours-ci, que rien ou presque rien ne subsistait du capital du prince Ahmed Seif-el-Din, « soit que l'énorme somme ait été dépensée, ou peut-être dérivée vers d'autres canaux. »

Plus significative encore est l'aventure d'un prince kurde, Osman pacha, qui, après avoir été l'aide de camp favori du sultan Abdul-Hamid, avait encouru la disgrâce de celui-ci en raison de ses sympathies « jeunes turques, » et était venu se réfugier au Caire, où lord Cromer lui avait garanti une entière sécurité, moyennant qu'il s'abstînt de toute intrigue politique. Mais le khédive Abbas s'était engagé vis-à-vis du Sultan à faire en sorte qu'Osman pacha retombât sous la main de la police turque. Simulant une vive amitié pour le prince kurde, il ne cessait point de lui répéter que, grâce à son entremise, le Sultan avait reconnu son erreur et ne demandait qu'à lui restituer la grosse fortune qu'il s'était empressé de lui confisquer. Un jour, même, on avait montré à Osman pacha la prétendue copie d'une correspondance échangée, à son sujet, entre Abdul-Hamid et son

nouveau protecteur. Enfin celui-ci, pour achever de convaincre Osman pacha de son retour en grâce, l'avait prié d'accepter un chèque de 15 000 francs signé de sa main, et qui lui permettrait de vivre largement à Constantinople en attendant la restitution de sa propre fortune. Si bien que le prince kurde s'était décidé à repartir pour la Turquie, muni du précieux chèque et d'une foule de lettres de recommandation que lui avait également données le généreux Khédive. Arrivé à Constantinople, il avait été arrêté à bord même du navire qui l'amenait d'Égypte, jeté en prison, et bientôt relégué dans une forteresse de la Tripolitaine. Et lorsque, plus tard, ayant réussi à se délivrer, il s'était présenté à la Banque Ottomane de Constantinople pour y toucher le montant du chèque khédivial, le directeur de la Banque lui avait fait voir un billet écrit, lui aussi, de la propre main d'Abbas II, — le lendemain de la signature du chèque, — et où « Son Altesse le Khédive » informait la Banque de sa volonté « d'annuler la traite signée par Elle, la veille, au profit du prince Osman pacha. »

Une autre fois, lord Cromer avait appris que le jeune Khédive, s'adressant aux meneurs d'une rébellion qui venait de se produire dans un régiment anglo-égyptien, — c'était au temps de la campagne anglaise contre les Boers, — les avait expressément encouragés à persévérer dans leur attitude. Sur quoi le Consul Général, s'étant rendu auprès du Khédive, l'avait mis en demeure de communiquer aux mêmes officiers égyptiens une proclamation rédigée d'avance en langue arabe, et blâmant leur conduite dans des termes d'une rigueur implacable. « Le Khédive se trouvait serré entre les pointes d'un dilemme. En refusant de prendre à son compte et de transmettre la proclamation que je lui apportais, il s'exposait au grave soupçon d'avoir approuvé une révolte dans son armée ; tandis que, d'autre part, son consentement révélait aux rebelles l'impossibilité pour eux d'espérer de lui tout concours un peu efficace. Mais, encore que son visage ne laissât pas de trahir son ennui de la situation où je le mettais, ce fut au second de ces deux partis qu'il s'arrêta, comme d'ailleurs je l'avais tout de suite prévu. »

Écoutons encore cette dernière histoire, tout imprégnée du plus authentique parfum d' « orientalisme. »

Un certain Léon Féhmi avait, pendant plusieurs années, servi d'espion au sultan Abdul-Hamid : mais ensuite, ayant eu le malheur de déplaire à son maître, il n'avait réussi à éviter la mort qu'en se réfugiant à Alexandrie. Et comme le Sultan désirait fort que son ancien espion lui fût livré, Léon

Féhmi reçut l'ordre de se rendre au palais possédé par le Khédive à Alexandrie. Sur son chemin vers ce palais, le Turc rencontra un ami à qui il demanda de m'instruire des faits de son aventure, au cas où l'on ne le verrait pas revenir dans un délai de quelques heures. Ce délai étant expiré sans qu'il fût de retour, son ami m'envoya un télégramme au Caire, où je demeurais à ce moment; aussitôt je dépêchai à Alexandrie un officier anglais des plus intelligens, avec mission de voir le Khédive et de s'informer du sort de Féhmi. Abbas II s'empressa d'accueillir mon délégué : mais il affirma de la manière la plus positive qu'il ne savait rien de ce qui concernait l'ex-espion turc, et non moins positivement déclara que jamais ce personnage n'avait été retenu au palais.

Ces assertions solennelles me furent ensuite répétées à moi-même par le Khédive, qui crut devoir y joindre, cette fois, les protestations les plus indignées contre les soupçons dégradans que l'on avait osé émettre sur sa conduite dans la circonstance. Or, j'ai appris dans la suite que Léon Féhmi, en arrivant au palais, n'avait pas vu le Khédive lui-même, mais avait été entraîné à bord du yacht de Son Altesse, qui s'apprêtait déjà à le ramener vers Constantinople, lorsqu'un messager du Khédive, — à l'issue de l'entretien de celui-ci avec l'officier anglais, — était venu enjoindre qu'il fût débarqué. Et quand le prince Abbas, deux ou trois jours après, m'avait donné sa parole d'honneur que Léon Féhmi ne se trouvait pas emprisonné dans son palais, il m'avait dit la vérité : mais il avait omis d'ajouter que le personnage était détenu par force dans une maison toute proche du palais, et qui en dépendait.

Sous l'effet du bruit causé par l'affaire, le Khédive a décidément renoncé à son projet de renvoyer Léon Féhmi à Constantinople. Il s'est contenté de le faire conduire entre deux gardiens à Port-Saïd, d'où un paquebot l'a transporté à Marseille. Plus tard, l'ex-espion a publié un récit de son aventure, — un récit très suffisamment véridique, du moins pour ceux des faits que j'ai pu contrôler. Personne, naturellement, n'a consenti à le croire, et la presse locale, aussi bien égyptienne qu'européenne, s'est montrée particulièrement ardente à proclamer son indignation devant les calomnies dont on essayait, une fois de plus, de salir l'honneur du Khédive. Quant à moi, je n'ai pas cru devoir corriger ce que ces vues de la presse et du public égyptiens avaient d'erroné. La personne de Léon Féhmi, par soi-même, ne méritait pas beaucoup de sympathie, et j'estimais avoir assez fait pour maintenir la dignité des principes anglais en sauvant l'infortuné des griffes du Sultan. De là mon silence en cette occasion.

Mais peut-être ai-je trop insisté sur ces menus épisodes, qui n'occupent, comme je l'ai dit, qu'un court chapitre supplémentaire dans le livre nouveau du noble lord anglais. L'objet principal du livre est bien moins de nous faire connaître le caractère privé de l'ex-Khédive que de reconstituer sous son jour véritable l'histoire des nombreux conflits d'ordre plus expressément politique engagés entre le

jeune Abbas II et le représentant auprès de lui du pouvoir anglais. Quelques-uns de ces mémorables conflits nous sont racontés par lord Cromer avec une extrême abondance de détails caractéristiques; et l'agrément de leur récit se relève encore d'une précieuse portée instructive, qui n'est pas sans nous rappeler celle des vénérables et touchantes vantardises militaires de notre vieux Montluc. « Je m'abandonne sans scrupule à ces observations, — nous dit notamment lord Cromer, — parce que l'une de mes fins dominantes, dans cette relation de ma conduite en Égypte, a été d'offrir à ceux de mes compatriotes qui auront plus tard l'occasion de se trouver mêlés à la diplomatie ou à la politique orientales une série d'exemples, capables de leur montrer de quelle façon ont été traitées des questions comme celles qui se sont élevées pendant mon séjour en Égypte; et quant à savoir si ma façon de traiter ces questions a été ou non couronnée de succès, c'est là un point que je les laisse libres d'apprécier à leur gré. »

C'est donc à l'analyse de ces premiers chapitres du livre que j'aurais dû m'employer de préférence; et, en effet, j'en avais eu tout d'abord l'intention, lorsque m'est venu soudain un doute dont je ne puis me défendre de faire ici, très humblement, l'aveu. Avec ma profonde ignorance politique et même historique, je me suis demandé si l'attitude adoptée par lord Cromer, dans ces conflits incessans avec le jeune Khédive, n'avait pas en soi quelque chose d'un peu trop impérieux et trop rude, qui risquait d'irriter sans profit la jeune âme, profondément susceptible, du khédive Abbas II. Je me suis demandé si, tout au moins, des formes plus douces n'auraient pas été, elles aussi, « couronnées de succès, » — des formes comme celles dont s'est servi le successeur en Égypte de lord Cromer, sir Eldon Gorst et dont nous savons en tout cas qu'elles ont valu au diplomate « libéral » l'amitié et la gratitude personnelles d'un prince qui, sûrement, ne doit pas avoir gardé un souvenir aussi aimable de ses relations avec son premier « protecteur » anglais. Le fait est qu'il y a là, évidemment, l'opposition de deux écoles, de l'ancienne école « conservatrice, » ou encore « unioniste, » et de la nouvelle école « libérale. » Mais qui sait si, sans la mort prématurée de sir Elden Gorst, le Khédive, continuant à subir son heureuse influence, n'aurait pas hésité à aller, en fin de compte, chercher refuge et appui auprès d'un nouveau « protecteur, » pour lequel le mot de « colonisation » a toujours eu plus ou moins le sens secret d' « extermination? » Malheureuse, trois fois malheureuse Égypte, en vérité, si jamais l'aveugle folie de l'un de ses souverains la condamnait à échanger

le « joug » de l'Angleterre contre celui du « germanisateur » de l'Alsace-Lorraine et de la Posnanie !

Sans compter que le « joug » de l'Angleterre, — lord Cromer ne se fatigue pas de nous le répéter et force m'est, ici encore, de lui laisser l'entière responsabilité de son assertion, — ne serait pas éloigné de constituer désormais pour la population égyptienne un véritable bienfait. Il signifie pour elle, avant tout, l'allégement des terribles impôts qui, jusque-là, ne s'étaient jamais relâchés de les accabler. « Pourquoi donc, — nous demande lord Cromer, — l'Égypte tout entière a-t-elle refusé de prêter l'oreille aux récentes incitations de la Turquie ? Le vrai motif est que les dépenses publiques ont été, grâce à nous, soigneusement contrôlées, ce qui a permis au gouvernement égyptien de réduire énormément l'ancienne taxation. Il fallait aux maîtres actuels de la Turquie le mélange de leur propre sottise et de l'inexpérience pratique de leurs conseillers allemands pour les conduire à se figurer que le fellah égyptien aurait conscience d'être opprimé et maltraité, alors que les réquisitions de son collecteur d'impôts non seulement avaient cessé d'être capricieuses, mais encore se trouvaient abaissées à un degré que ni lui-même ni ses parens n'avaient jamais rêvé. »

De telle sorte que, dès la date déjà lointaine de l'avènement d'Abbas II, le prétendu mouvement « nationaliste » égyptien n'aurait été qu'une agitation « toute creuse et factice. » Suivant l'expression de lord Cromer, « il n'y avait quasiment personne, en Égypte, qui ne se fût senti désolé, si le gouvernement anglais avait pris au mot les pachas, et avait retiré ses soldats du royaume. » Ceux-là mêmes qui exigeaient le plus bruyamment ce retrait n'en partageaient pas moins, au fond de leur cœur, l'opinion d'un vieux cheik, notoirement anglophile, à qui l'on reprochait d'avoir cependant signé une pétition au Sultan contre les Anglais. « Hé ! — répondait en souriant ce connaisseur des hommes et des choses, — tout cela n'est rien que vaines paroles ! Bien souvent je dis à mon cheval ou à mon chameau, s'il lui arrive de m'impatienter en quelque menue occasion : *Maudit sois-tu, et puisse Allah te réduire en miettes, vilain fils de cochon !* Que si je pensais que mon vœu pût se réaliser vraiment, je me garderais bien de l'exprimer ; mais je sais assez que la bête n'en souffrira aucun mal. Et pareillement aussi je sais que l'Anglais restera chez nous, soit que je signe ou non telle pétition contre lui. Et, sachant cela, que m'importe de signer ? Je fais plaisir à notre souverain, le Khédive ;

l'Anglais n'en demeure pas moins pour continuer à veiller sur mes intérêts ; et tout le monde se trouve pleinement satisfait. »

Il n'y avait pas jusqu'au Khédive lui-même qui, par l'effet d'un « paradoxe psychologique possible seulement dans une âme d'Oriental, » n'alliât à sa haine croissante des soldats anglais une crainte secrète de les voir s'en aller. La haine qu'il éprouvait pour eux tenait d'ailleurs surtout, si nous en croyons lord Cromer, à une foule de petits griefs de vanité froissée. Par exemple, il gardait sur le cœur de « n'avoir pas été salué par un certain officier anglais qui, ayant le dos tourné, ne s'était pas douté de sa présence. » Il ne pouvait pas oublier « qu'un autre officier anglais au service de l'Égypte était venu à l'une de ses réceptions avec ses bottes, tandis qu'il aurait dû y venir en souliers vernis ; qu'un dragon anglais, qui six mois auparavant s'occupait à sarcler des pommes de terre dans le comté de Somerset, et qui peut-être ne connaissait même pas l'existence du Khédive, ne s'était pas levé de son banc, sur le quai d'une gare, lorsqu'y était passé le train khédivial ; que le Sirdar Kitchener s'était refusé à renvoyer d'office tels ou tels officiers indigènes qui n'avaient commis aucune offense, mais que, lui-même, le Khédive aurait voulu casser sans aucune forme de jugement ; et que ces divers incidens, ainsi que maints autres semblables, attestaient clairement l'existence d'un plan délibéré pour humilier et dégrader le souverain légitime du pays. » Mais il suffisait à lord Cromer de faire la moindre allusion à un retrait possible des troupes anglaises pour obtenir aussitôt du jeune Abbas toutes les excuses qu'il pouvait désirer.

C'est ce que nous a montré déjà un épisode cité précédemment ; et la même conclusion se dégage aussi, pour nous, de l'exposé de la plus mémorable des susdites querelles, proprement « politiques, » du diplomate anglais et du prince égyptien. La chose se passait en janvier 1894. Profitant d'une absence de lord Cromer, Abbas II avait remonté le Nil en compagnie de son favori d'alors, Maher pacha, qu'il venait de nommer vice-ministre de la Guerre, et qui, du reste, n'allait point tarder à refréner sensiblement l'ardeur de son « anglophobie. » Tout le long de son voyage, le prince avait témoigné une hostilité méprisante à l'égard des officiers anglais ; et il avait même fini par insulter presque ouvertement le général Kitchener, qui, aussitôt, avait télégraphié une plainte formelle à lord Cromer. Il sied d'ajouter que le Khédive et son entourage se croyaient naïvement, à cette date, délivrés de toute obligation de déférence à l'égard des représentans de l'autorité anglaise, parce qu'ils avaient appris la chute du Cabinet de lord Salis-

bury et son remplacement par celui de Gladstone. Ce changement de ministère ne pouvait manquer d'entraîner, suivant eux, la disgrâce de tous les fonctionnaires anglais nommés et soutenus par l'ancien Cabinet. Et aussi le premier soin de lord Cromer, en recevant la plainte du Sirdar, avait-il été de s'assurer l'approbation expresse de son nouveau chef, lord Rosebery : après quoi il avait signifié au Khédive son intention de rappeler jusqu'au dernier des officiers anglais qui avaient pris service dans l'armée égyptienne. Cette fois encore, la menace avait produit le résultat habituel. Dès le 26 janvier, le *Journal Officiel* du Caire avait publié une lettre en langue française adressée par Abbas II au général Kitchener, et contenant le désaveu le plus complet des critiques émises au cours du voyage. « Il m'est agréable, — disait en terminant le Khédive, — de féliciter les officiers, tant égyptiens qu'anglais, qui commandent mon armée, et je suis heureux de constater les services rendus à celle-ci par les officiers anglais. »

Tel était ce souverain égyptien que l'humaniste lord Cromer compare au Drances de Virgile, *seditione potens*. « C'était en vérité, — écrit-il encore, — un maître de l'intrigue mesquine, et si profondément accoutumé à des menées tortueuses qu'en aucune condition il n'aurait été capable de poursuivre longtemps une ligne de conduite un peu loyale et droite. » Tout au plus l'auteur anglais s'étonne-t-il que l'ex-Khédive « n'ait pas continué indéfiniment à intriguer dans l'ombre, et a jeter un voile prudent sur l'ardeur passionnée de son anglophobie. » A ce prix, lord Cromer nous assure que le nouveau Drances serait resté tranquillement khédive d'Égypte jusqu'à son dernier jour. « Au lieu de cela, le voici qui a préféré s'allier avec les ennemis de la Grande-Bretagne, — se croyant tout à fait certain de se ranger ainsi du côté qui allait remporter la victoire dans la présente guerre ; et dès ce moment, le malheureux s'est tué de sa propre main, en tant qu'homme public ! »

Son « suicide » a prouvé, du même coup, à lord Cromer l'impossibilité pour l'Angleterre d'appliquer désormais au problème égyptien une autre « solution » que celle qui vient d'être définitivement adoptée. Dans une longue et importante préface, le noble lord ne se lasse pas de nous vanter les avantages de cette « solution. » Il garantit que, pourvu qu'on la réalise avec assez d'habileté et sans excès de hâte, elle ne pourra que contribuer à faciliter la mise en œuvre de la politique « sagement libérale » employée dorénavant

par l'Angleterre dans ses rapports avec ses « dépendances extérieures. » Et pareillement encore le ministère anglais, au dire du noble lord, s'est montré bien avisé tout ensemble et dans le choix qu'il a fait du nouveau Sultan égyptien et dans la manière dont il a tenu à « se conserver les mains libres, pour le cas où l'avenir l'obligerait à modifier l'ordre de succession du Sultanat. » Le point essentiel est seulement que les représentans du pouvoir anglais en Égypte ne perdent jamais de vue l'obligation, pour eux, de se faire aimer du peuple égyptien, en assurant à celui-ci cette réduction de ses « taxes » anciennes qui constitue, à ses yeux, un bienfait d'infiniment plus de prix que toutes les chimères de ses « nationalistes. » Que l'on n'aille point, par exemple, s'aviser de grever le budget égyptien sous prétexte de développer l'éducation nationale! Non seulement lord Cromer ne croit pas que « jamais aucune éducation octroyée dans des écoles ou des collèges puisse transformer suffisamment le caractère national des Égyptiens pour les rendre capables d'exercer dans leur pays une autonomie complète et durable : » il estime en outre que, même parmi nos races occidentales, l'on se tromperait à faire trop de cas de l'éducation « octroyée dans les écoles, » pour ce qui est de la formation ou du développement du véritable « caractère national. » Certes, nous dit-il, la « culture » allemande a la prétention d'occuper un haut rang, entre toutes celles dont on a coutume d'imprégner le cerveau des jeunes générations; et cependant il ne semble pas que cette « culture » elle-même « ait produit beaucoup d'effet, ou en tout cas beauconp de bon effet, sur le caractère national de la race allemande! »

T. DE WYZEWA.

# CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

La situation militaire, qui était bonne, s'est encore améliorée ces derniers jours. Sans doute nos progrès sont lents, mais ils sont continuels et ne sont niés que par les communiqués allemands, qui prennent systématiquement le contre-pied des nôtres et de la vérité. A d'autres momens, ils ont été plus sincères : pourquoi le sont-ils aujourd'hui si peu ? Le motif en est dans la période critique, et sans doute décisive, où nous arrivons. La guerre du printemps ne ressemblera probablement pas à celle de l'hiver. Des symptômes nombreux annoncent que l'usure allemande augmente et s'aggrave. Le ravitaillement en vivres et en munitions se fait de plus en plus difficilement dans l'Empire. Nous ne voulons rien exagérer : il est trop tôt pour parler de disette, encore moins de famine ; mais la gêne est incontestable, et l'avenir n'est pas sans inspirer des inquiétudes. En même temps, de nouveaux champs de bataille s'ouvrent à l'action militaire. Le canon des Alliés tonne dans les Dardanelles, et les forts du détroit tombent les uns après les autres. Le monde oriental est ébranlé dans ses œuvres vives, et d'autres questions se posent à côté de celles qui se pressaient déjà dans les esprits. Aussi importe-t-il plus que jamais à l'Allemagne, pour traverser cette phase ardue, d'entretenir coûte que coûte le prestige qu'elle a dû si longtemps à l'idée qu'on se faisait de sa force invincible. C'est ce sentiment qui paralyse encore les énergies des pays neutres, au moment même où il serait de leur intérêt de les manifester. Les occasions qui s'offrent et ne sont pas saisies passent, peut-être sans retour. On comprend que l'Allemagne fasse des efforts presque désespérés pour faire croire au monde que sa puissance est toujours intacte et que, à défaut de la foi qui est ébranlée, elle s'applique à entretenir au moins des doutes dans les esprits. Mais, qu'elle le veuille ou non, la vérité finira par percer les nuages. Nos progrès en Champagne et dans

l'Argonne apparaîtront bientôt à tous les yeux. De l'autre côté de l'Europe, les Russes réparent l'échec qu'ils avaient éprouvé et les manœuvres du maréchal de Hindenbourg, quelque habiles qu'elles aient paru être, sont déjouées. Enfin l'entreprise hardie des Alliés sur Constantinople à travers les détroits aura des effets dont tout le monde pressent l'importance. C'est pourquoi la diplomatie de l'Allemagne n'a jamais été plus active et jamais non plus elle n'a eu un plus grand besoin d'entretenir dans les esprits l'illusion d'une toute-puissance, qui a pourtant déjà subi quelques atteintes.

Nous qualifions de hardie l'entreprise des Alliés sur Constantinople : elle l'est en effet, car elle est difficile ; mais nous ne mettons pas en doute que l'exécution en a été soigneusement étudiée et préparée et que, si on y rencontre des obstacles, on n'y trouvera pas de surprises. Dès que la première nouvelle s'en est répandue, l'impression a été vive et profonde dans le monde entier. On ne s'y attendait pas. Il semblait que les Alliés eussent déjà assez à faire pour tenir tête à l'ennemi depuis les Carpathes jusqu'à la mer du Nord. La Turquie, qui, sous l'impulsion de l'Allemagne, avait pris l'offensive sur les frontières de l'Arménie et de l'Égypte, n'avait pas prévu que sa capitale serait bientôt en danger. Elle comptait que, l'Allemagne étant venue prendre position à côté d'elle avec son armure étincelante, comme s'exprimait naguère l'empereur Guillaume, ses ennemis terrorisés auraient trop de peine à se défendre pour oser attaquer. C'est en quoi la Turquie s'est trompée. Elle s'est déjà relevée de bien des échecs, en y laissant toujours quelque lambeau de chair, c'est-à-dire de territoire ; elle a survécu à bien des fautes, en y perdant chaque fois un peu de ce qui lui restait de considération politique ; elle a durement expié chacune de ses erreurs ; mais jamais jusqu'ici elle n'avait été exposée à un péril aussi grand que celui qui la menace. Elle sent comme un vent de mort passer sur sa tête. Dans le cours du dernier siècle, il s'en est quelquefois fallu de peu que la débâcle finale l'emportât en Asie. Sauvée alors par la France et l'Angleterre, elle se tourne aujourd'hui contre ses sauveurs d'hier. Il est vrai que, depuis la guerre de Crimée, une nouvelle grande Puissance est venue au monde. Les fautes de la France, les négligences de l'Angleterre ont permis à l'Allemagne de se développer et de grandir jusqu'au point où elle s'est enivrée de sa force et a perdu son équilibre mental et moral. Elle n'a pas été la seule à éprouver cette influence malsaine d'une fortune acquise trop vite et dont elle a mésusé. Le mal a été contagieux et beaucoup d'autres nations,

petites ou grandes, en ont éprouvé un éblouissement, qui est devenu, pour quelques-unes, un aveuglement véritable. Mais de toutes celles qui ont subi cette fascination étrange, aucune n'en a été plus profondément dominée et comme imprégnée que la Turquie. Adulatrice de la force matérielle, elle a cru que cette force s'était accumulée entre les mains de l'Allemagne, et qu'il n'en restait plus que quelques débris entre celles de l'Angleterre, de la France et de la Russie.

Cette vue prodigieusement simple et superficielle a fait de cruels ravages à Constantinople. Le sultan Abdul Hamid s'y est trompé le premier, et on sait quels progrès il a laissé faire à l'Allemagne dans l'empire. Mais c'est surtout depuis sa chute que ces progrès sont devenus effrayans. Le vieux Sultan avait le cœur craintif, poltron même, mais son intelligence politique était fine et souple, et, s'il laissai trop souvent pencher la balance, il s'arrangeait toujours pour qu'elle ne tombât pas définitivement du côté de l'Allemagne : il la redressait du côté des autres Puissances, en accordant à chacune d'elles des concessions qui étaient des compensations, et maintenait ainsi une sorte d'équilibre. Sa politique était peut-être la seule qui convînt à la Porte dans sa décrépitude. La Turquie actuelle ne pouvait se maintenir que grâce à des ménagemens impartialement observés envers tout le monde. Incapable de reconquérir une force assez grande pour s'imposer militairement, elle ne pouvait vivre que pacifiquement, diplomatiquement. On la tolérait parce qu'on la savait relativement faible et inoffensive. On la laissait, on la conservait volontiers à Constantinople comme gardienne des détroits, sous la condition tacite qu'elle n'y serait pas autre chose et que, cantonnée dans cette position unique au monde, elle n'y deviendrait un danger pour personne. C'est ce qu'Abdul Hamid avait compris et ce dont ses successeurs ne se sont rendu aucun compte. Égarés par des rêves de grandeur, ils ont recherché une alliance puissante et en sont finalement devenus les esclaves. En même temps qu'ils ont affaibli la Turquie, ils l'ont déconsidérée. En fin de compte, ils ont tourné contre elle la formidable coalition de l'Angleterre, de la Russie et de la France, autrefois désunies par cette même question d'Orient qui les unit maintenant, dans une entreprise où l'Empire turc a toutes chances de sombrer. Ce n'est pas de gaîté de cœur que les trois Puissances alliées s'y sont engagées ; mais elles ne pouvaient pas tolérer plus longtemps une politique de provocations où elles apercevaient distinctement l'Allemagne derrière la Porte. Elles ont dû faire

ce qu'elles ont fait. Et il était temps qu'elles le fissent, car on commençait à dire un peu partout que, dans cette guerre, toutes les initiatives énergiques étaient du côté de l'Allemagne et de ses alliés. A leur tour la France, l'Angleterre et la Russie portent la guerre chez l'ennemi.

Aussitôt la diplomatie allemande s'est appliquée à inspirer des inquiétudes aux Puissances neutres qui gravitent autour de Constantinople. Que deviendrait la grande ville, si l'entreprise des Alliés réussissait ? Ne tomberait-elle pas fatalement entre les mains de la Russie, et alors, que d'espérances seraient trompées ! que d'ambitions seraient déçues ! que d'intérêts seraient sacrifiés ! Le jour où les Turcs en seront chassés, Constantinople risque en effet de devenir une pomme de discorde en Orient, et de cette discorde tout l'Occident sentira inévitablement le contre-coup. C'est même à cause de cela qu'on a été si longtemps d'accord pour laisser Constantinople aux Turcs, et cette situation aurait pu se prolonger pendant de longues années encore, si les Turcs eux-mêmes ne l'avaient pas compromise. A qui donc reviendra Constantinople ? On a dit que M. Sazonoff, dans le discours qu'il a prononcé à l'ouverture de la Douma, l'avait revendiquée pour la Russie. Cette assertion devait faire naître ailleurs qu'à Pétrograd des susceptibilités et des inquiétudes, et c'est bien pour ce motif qu'elle a été perfidement énoncée et répandue. Le gouvernement anglais a été interrogé à ce sujet, et sir Edward Grey a répondu, à la Chambre des Communes, qu'il n'avait rien pu trouver dans les comptes rendus du discours de M. Sazonoff d'où l'on pût inférer que la Russie avait l'intention d'occuper la Turquie d'une manière permanente. « La version que je possède, a-t-il ajouté, porte que les événemens qui se déroulent sur la frontière russo-turque achemineront la Russie vers la réalisation d'importans problèmes économiques qui sont liés à son accès sur une mer ouverte. Ce sont là des aspirations avec lesquelles nous sommes en pleine sympathie. » Le temps est loin, en effet, où l'Angleterre posait en axiome de sa politique que la Russie ne devait pas avoir d'accès dans la Méditerranée. Les intérêts ne sont pas les mêmes, les politiques non plus. Il n'en est pas moins vrai que la question de Constantinople est une de celles qui troublent et enfièvrent le plus les imaginations, et on comprend que la diplomatie allemande s'en empare pour la faire servir à ses vues.

Nous ne sommes pas prophète ; nous n'avons aucune prétention à dire ce qu'il adviendra de Constantinople après la guerre ; mais, pour

peu qu'on écoute les voix qui s'élèvent de partout, il semble bien que le consentement général soit prêt à adopter une solution transactionnelle qui, si elle ne donne satisfaction absolue à personne, ne découragera et ne lésera non plus personne : les détroits seront neutralisés et Constantinople sera internationalisée. Les fortifications que la flotte anglo-française détruit en ce moment le long des Dardanelles ne pourront pas être relevées, et il en sera de même de celles, moins nombreuses, qui défendent le Bosphore. Tous les navires pourront circuler librement à travers les détroits. Sans même attendre la fin des hostilités, il y aura une situation de fait, qui sera immédiatement avantageuse à la Russie et à la Roumanie : elles pourront enfin écouler les stocks de marchandises que la guerre a bloqués dans leurs ports. Ce sera un précieux avantage économique pour la Russie, et non pas pour elle seule, car l'Italie, par exemple, traverse en ce moment une crise pénible, faute de blé pour faire du pain. Le blé existe, il est en Russie, il ne demande qu'à venir en Italie ; mais la guerre s'y oppose, on ne peut pas traverser les détroits. Il n'en sera plus de même à l'avenir, si les détroits sont neutralisés, comme l'a été le canal de Suez. Quant à Constantinople, il n'est nullement impossible d'en faire une ville libre sous la garantie des Puissances. La solution est délicate, mais elle n'est pas au-dessus des ressources inventives de la diplomatie, pourvu qu'on y apporte, partout, une égale bonne volonté. La tâche du futur Congrès sera longue et laborieuse et nous aurions préféré qu'elle ne fût pas encore compliquée par la nécessité de résoudre tant de problèmes délicats, compliqués, dangereux que posera l'effondrement de l'Empire ottoman. S'il était encore possible de l'arrêter sur le penchant de sa ruine, il faudrait le faire. Mais le peut-on et la folie de la Porte ne frappe-t-elle pas d'impuissance les concours qui l'ont sauvée autrefois ? La Turquie, l'Autriche ont manqué l'une et l'autre à leur mission, qui était, pour la première de maintenir la liberté des détroits et pour la seconde, de contribuer à l'équilibre de l'Europe. Ce n'est plus la Porte qui garde les détroits, c'est l'Allemagne ; et quant à l'Autriche, devenue elle aussi un prolongement de l'Allemagne, elle a cessé d'être un instrument d'équilibre pour participer à une entreprise de domination. Les conséquences sont là ; nous n'y pouvons rien changer et peut-être la Turquie et l'Autriche ne peuvent-elles non plus y rien changer désormais. On verra plus tard ce qu'il sera possible de faire : pour le moment, la parole est au seul canon.

Quelque haut qu'il parle, sa voix n'est pas encore bien entendue,

ni bien comprise de tout le monde. On avait cru que son retentissement à travers les Balkans amènerait certains pays à sortir de la neutralité un peu inquiète et perplexe où ils se sont enfermés jusqu'ici, pour s'unir à la croisade des trois Puissances alliées. On avait, notamment, compté sur la Grèce : elle n'a pas tardé à démentir ces prévisions. On peut s'en étonner, mais non pas s'en inquiéter. Lorsque l'Angleterre, la France et la Russie se sont engagées dans l'entreprise qu'elles poursuivent avec vigueur, elles avaient pu penser que la Grèce les y suivrait, mais elles n'avaient pas fait entrer le concours de la Grèce, en ligne de compte dans leurs calculs : leurs mesures étaient prises pour ne devoir le succès qu'à leurs seules forces. Il leur aurait été agréable que le drapeau hellénique se montrât avec les leurs devant Constantinople, mais elles peuvent s'en passer. et ni leur force ni leur confiance n'en sont en quoi que ce soit diminuées. Nous ne parlons que de la Grèce, parce que c'est la seule qui, jusqu'à présent, se soit prononcée pour le maintien de sa neutralité : son exemple pourra influer sur l'attitude des autres nations balkaniques, mais, au total, nous n'en savons rien et l'avenir reste à nos yeux enveloppé de voiles. Nous sommes à un moment où on peut avoir des surprises dans les sens les plus divers. Tout porte à croire, néanmoins, que le corps expéditionnaire restera composé des seuls élémens qui le constituent aujourd'hui. Nous n'en serons que plus forts, après la victoire, pour imposer la paix dans les conditions qui nous paraîtront les plus favorables, sans être obligés de reconnaître des sympathies qu'on ne nous aura pas manifestées, ou de récompenser un appui qu'on ne nous aura pas donné.

Ceci dit, nous avouerons que l'abstention de la Grèce nous paraît difficile à expliquer. Il faut cependant que les raisons en soient bien fortes, ou du moins qu'elles aient paru telles, puisque la Grèce s'est exposée, pour y rester fidèle, à une crise politique intérieure du caractère le plus grave. On sait en effet que M. Venizelos a donné sa démission et que M. Zaïmis, que le Roi avait chargé de former un nouveau Cabinet, a décliné cette tâche. Le Roi a fait alors appeler M. Gounaris, qui a accepté la mission qui lui était confiée : en quelques heures, il a fait un ministère. MM. Venizelos, Zaïmis et Gounaris sont tous les trois des hommes distingués : on nous permettra cependant de dire que, dans les circonstances actuelles le second ne vaut pas le premier et que le troisième ne vaut pas le second. Depuis cinq ans, M. Venizelos fait figure d'homme d'État aux yeux du monde entier ; M. Zaïmis a laissé de bons souvenirs de lui

quand il a succédé au prince Georges comme haut-commissaire en Crète ; M. Gounaris a été ministre des Finances. Le nouveau président du Conseil passe en Grèce pour un homme capable et peut-être connaît-il l'Europe, mais l'Europe ne le connaît pas encore. Aux yeux de celle-ci, M. Venizelos était non seulement difficile, mais impossible à remplacer sans déchoir.

Tout le monde connaît sa carrière, d'abord aventureuse et accidentée, et finalement prudente, habile, glorieuse pour lui, fructueuse pour son pays. Rarement homme politique s'est élevé aussi rapidement à une situation aussi haute dans l'estime universelle, et on s'expliquerait mal que le roi Constantin s'en soit séparé, si on ne savait pas qu'il n'a jamais eu pour lui qu'une sympathie médiocre et qu'il l'a subi plutôt qu'accepté. M. Venizelos n'a pourtant pas rendu moins de services à la dynastie qu'à la Grèce elle-même : il suffit, pour s'en convaincre, de se rappeler dans quel état elles étaient l'une et l'autre lorsque, arrivant de Crète, il est monté rapidement sur la scène politique. Le mécontentement était partout et plus particulièrement dans l'armée. Une ligue militaire s'était formée et elle exerçait un pouvoir tout révolutionnaire. Le premier usage qu'elle en avait fait avait été de mettre les princes à la porte de l'armée, à commencer par le diadoque, devenu aujourd'hui le roi Constantin. Il n'avait pas encore remporté de victoires, et était loin de jouir de la juste popularité qu'il a acquise depuis. Aussi avait-il jugé plus sage de quitter la Grèce pour quelque temps. La crise militaire avait perdu de sa violence lorsque M. Venizelos est arrivé à Athènes, mais la crise politique battait son plein. Les partis qui s'étaient longtemps succédé au pouvoir étaient usés et dépréciés. Les hommes qui les représentaient, et que nous voyons reparaître aujourd'hui, étaient repoussés par l'opinion. Le roi Georges, sceptique, adroit, infiniment souple, avait louvoyé au milieu de la tempête, sacrifiant tantôt ses fils, tantôt les officiers qui lui étaient restés fidèles : il s'était sauvé, il n'avait pas grandi. C'est alors qu'apparut M. Venizelos : on ne le connaissait pas encore très bien, mais on voyait en lui un homme nouveau qui n'avait aucune compromission avec le passé, et il y a des momens dans la vie d'un peuple où c'est précisément ce dont il a besoin et ce qu'il cherche. Il ne le trouve pas toujours, il l'a trouvé cette fois. Un heureux hasard a voulu que M. Venizelos fût ce qu'on avait espéré, ce qu'on avait attendu. Il a fait les réformes nécessaires, il a raffermi la monarchie, il a apaisé l'armée, il y a fait rentrer les princes, il a rendu aux institutions et aux hommes la considération

qui leur est si nécessaire. Sur ces entrefaites, une crise extérieure s'est produite avec une gravité et une intensité dont personne n'a oublié le souvenir. Les Balkans ont pris feu ; la Grèce, la Bulgarie, la Serbie ont déclaré la guerre à la Turquie et, à la surprise générale, l'ont battue sur tous les champs de bataille. M. Venizelos n'a pas été inférieur aux circonstances. Il a uni dans une juste mesure la fermeté, l'énergie, l'esprit de conciliation, et la Grèce est sortie de l'épreuve plus grande et plus forte que ses meilleurs amis n'avaient osé l'espérer. Elle a conquis l'Épire, Janina, Salonique ; elle a obtenu Cavala ; elle détient Chio et Mitylène, elle touche déjà aux rivages de l'Asie. Il serait injuste de dire que M. Venizelos a accompli à lui seul cette œuvre immense, mais sa pensée directrice a constamment veillé à son développement, et l'estime de l'Europe, qu'il avait su obtenir, a contribué pour une large part au succès de ses efforts pour la grandeur de son pays. C'est pourtant cet homme qui a été sacrifié après deux conseils de gouvernement où il a soutenu que la Grèce devait sortir de la neutralité pour se joindre aux Alliés qui forçaient les Dardanelles. Le Roi a été d'un avis contraire. M. Venizelos a donné sa démission. Le Roi l'a acceptée. Tout cela s'est passé en quarante-huit heures, sans que le peuple y ait rien compris. Il était convaincu que le Roi et M. Venizelos étaient d'accord et, les voyant ensemble à la sortie du Conseil, il les couvrait, de confiance, l'un et l'autre, des mêmes applaudissemens. Le malentendu ne devait pas tarder à se dissiper.

On sait peu de chose sur ce qui s'est passé dans ces conseils de gouvernement, où M. Venizelos avait demandé lui-même que les anciens premiers ministres fussent convoqués ; mais il est aisé de le deviner. M. Venizelos a montré en maintes circonstances qu'il a le sens profond des intérêts de l'hellénisme et il lui a paru qu'en vue de l'avenir, il convenait que la Grèce fût représentée auprès des trois Puissances alliées dans une entreprise qui, devant achever la chute de l'Empire turc, ouvrirait un grand nombre de questions où elle avait un mot à dire et un intérêt à défendre. Son droit serait en rapport avec l'effort qu'elle aurait fait. Tout le monde aujourd'hui ne pense pas ainsi : bien des gens estiment qu'il vaut mieux laisser les autres prendre toute la peine, courir tous les dangers, recevoir tous les coups, sauf à intervenir au dernier moment, la main tendue dans un geste de réquisition. L'exemple de la Roumanie après la seconde guerre balkanique a exercé sur les esprits une séduction qui pourrait bien être trompeuse. Quoi qu'il en soit, la théorie du moindre

effort est en faveur et, plus grand est le conflit qui met le monde à feu et à sang, plus l'espoir des profits faciles s'empare de certaines âmes. Non pas de celle de M. Venizelos. Il se rappelle qu'autrefois Cavour a ouvert la grande carrière politique à son pays en envoyant une poignée d'hommes participer à l'expédition de Crimée. Cela lui a permis ensuite de figurer au Congrès de Paris et d'y parler de l'Italie; on l'a écouté parce qu'il avait acquis le droit d'élever la voix. Ce souvenir a probablement agi sur M. Venizelos, mais il a laissé le Roi insensible. Le Roi a écouté d'autres conseils. Les militaires sont aujourd'hui plus prudens que les diplomates, et le colonel Metaxas, chef de l'état-major général, a déclaré avec force qu'on ne pouvait pas détacher un seul homme de l'ensemble de l'armée, étant donné l'attitude équivoque de la Bulgarie et le danger éventuel qu'elle recélait. M. Théotokis, un de ces hommes d'autrefois dont nous avons rappelé le rôle, a insisté sur ce danger qui sert de prétexte à toutes les abstentions dans les Balkans. D'autres sont convaincus, et telle est sans doute l'opinion de M. Venizelos, que si la Grèce s'était prononcée dans le sens des Alliés, la Bulgarie n'aurait pas pu se dispenser de sortir de son impressionnante immobilité, pour marcher sur Andrinople. La Roumanie alors aurait-elle pu rester seule dans l'abstention? Rien n'est plus improbable. Tous les Balkans se seraient engagés dans le sens de leurs destinées. Mais ce sont là des vues qui nous sont personnelles; il est à croire que M. Venizelos n'a parlé que de l'intérêt de la Grèce, et cet intérêt, dans le cas actuel, peut s'exprimer en deux mots : en agissant, la Grèce n'avait aucun risque sérieux à courir et beaucoup à gagner. On n'a pas cru M. Venizelos. L'Allemagne, même aujourd'hui, continue de faire peur à ceux qui ont pris l'habitude de trembler devant elle. Nous ne saurions dire quelle est, de toutes ces considérations, celle qui a agi le plus fortement sur l'esprit du Roi. Bref, il a notifié à M. Venizelos que le désaccord était entre eux irréductible, et il a pris la responsabilité d'ouvrir, dans un moment comme celui où nous sommes, une crise intérieure et extérieure dont on aperçoit la gravité.

Les conséquences, nous laissons à M. Venizelos lui-même le soin de les prévoir : il serait téméraire de nous en charger nous-même. Interrogé par des députés de ses amis, il n'a nullement atténué l'expression de ses sentimens. « Le Roi, a-t-il dit, m'a demandé quel homme politique pouvait prendre le pouvoir dans les circonstances actuelles : j'ai désigné M. Zaïmis. Un Cabinet Zaïmis suivra une politique de neutralité. J'espère que cette politique ne mettra pas

en péril les territoires nouvellement acquis. Pour ce qui est de l'occasion perdue, le mal est irréparable. Reviendrais-je aux affaires que je ne pourrais pas moi-même le réparer. Notre parti ne soutiendra aucun gouvernement. Le ministère qui nous succédera ne convoquera pas la Chambre. » S'il le faisait, il serait en effet mis aussitôt en minorité, car la majorité appartient à M. Venizelos. Le Roi a demandé à celui-ci de soutenir son successeur : M. Venizelos s'y est refusé. Il désapprouve trop fortement une politique qu'il a qualifiée de désastreuse, pour pouvoir s'y associer de quelque manière que ce soit. Convoquer la Chambre obligerait à faire tout de suite de nouvelles élections, ce qui serait un danger de plus et un danger redoutable. Nous ne savons si, comme l'a dit M. Venizelos, le mal qui a été fait est irréparable, mais il faudra un bien plus grand effort pour le réparer qu'il n'en aurait fallu pour le prévenir.

Nous le répétons, l'incident grec ne peut avoir aucune influence sur les opérations des Alliés dans les Dardanelles et bientôt dans la mer de Marmara. La participation hellénique aurait pu faire naître des questions qu'il vaut peut-être mieux ajourner. Elle aurait eu un effet moral que nous aurions hautement apprécié ; son effet matériel sur l'expédition elle-même aurait été de mince importance. Gardons nos regards fixés sur les détroits : c'est là que se joue la vraie partie, et les Alliés ont tous les moyens de la gagner.

Celle qui se joue dans la Manche et dans la mer du Nord n'a pas un moindre intérêt, mais on est un peu embarrassé pour en parler, car elle fait peu de bruit. Faut-il l'avouer ? nous en sommes surpris. Nous ne nous attendions pas à cela ; nous étions convaincu qu'après le 28 février il arriverait quelque chose, non pas sans doute de très important, mais qui serait tout de même très appréciable. Les Allemands ayant fait avec leurs sous-marins tout ce qu'ils étaient capables de faire avant le 28 février, ne pourraient pas faire beaucoup plus après, mais il semble vraiment qu'ils font moins encore. On se rappelle les menaces bruyantes qu'ils avaient notifiées à toutes les nations neutres. Il leur était défendu de faire passer leurs navires de commerce dans les mers qui enveloppent l'Angleterre et jusqu'à une longue distance des côtes. Une vaste étendue de mers était complètement interdite, et cette interdiction, s'il n'en était pas tenu compte, risquait d'avoir les pires conséquences pour les navires neutres : si un sous-marin allemand les rencontrait, ils étaient exposés à être torpillés et coulés sans autre avertissement. Le but avoué était d'affamer l'An-

gleterre par ce blocus d'un nouveau genre qu'aucun traité de droit des gens n'avait prévu et qui était contraire à tous les principes qu'ils énoncent. Le langage de l'Allemagne avait quelque chose de farouche ; il dénotait une volonté irréductible, un parti pris implacable. L'Allemagne déclinait toute responsabilité dans ce qui pourrait arriver. Elle avait fait connaître la loi nouvelle : c'était aux autres à l'observer. Naturellement, tous les neutres ont protesté et les États-Unis se sont distingués dans ce concert par la netteté et la vigueur qu'ils y ont mises. Comment ne pas leur donner raison ? L'Allemagne n'avait nullement les moyens de bloquer toutes les côtes de l'Angleterre avec une trentaine de sous-marins et, quand bien même elle en aurait eu davantage, elle n'avait pas le droit de détruire les navires neutres avec leur cargaison et de condamner à mort équipages et passagers. Des énormités de ce genre devaient soulever la réprobation universelle. Mais on n'avait pas prévu, on ne pouvait pas prévoir qu'une menace aussi retentissante serait suivie d'un aussi médiocre effet. Que s'est-il donc passé ? Que sont devenus les sous-marins allemands ? Nous savons bien que quelques-uns ont péri, et même en assez grand nombre ; mais les autres ? Certaines gens commencent à croire qu'il leur est arrivé des malheurs obscurs dont on n'a point parlé. Quoi qu'il en soit, la date du 28 janvier ne partagera pas l'histoire de la guerre maritime en deux périodes bien tranchées, une avant, l'autre après, et ce sera pour l'Allemagne une déception de plus.

Les Puissances neutres avaient protesté par des notes, mais les Puissances belligérantes devaient opérer autrement : elles ne pouvaient pas envoyer des notes au gouvernement allemand avec lequel elles n'ont plus aucune relation diplomatique. Au surplus, à des coups, en temps de guerre, on ne peut répondre que par des coups. La France et l'Angleterre devaient user de mesures de rétorsion. Puisqu'on avait voulu les affamer, elles ont résolu de rendre la pareille à l'Allemagne avec des moyens autrement puissans que ceux dont celle-ci dispose. En conséquence, elles ont annoncé l'intention « d'arrêter et de conduire dans leurs ports les navires transportant des marchandises présumées de provenance, de destination ou de propriété ennemies. » Ce sont là sans doute des mesures sévères, et nous reconnaissons qu'elles sont en partie nouvelles, mais ne sont-elles pas justifiées par toutes les nouveautés que l'Allemagne a introduites la première dans le droit des gens ? En tout cas, les mesures prises par l'Angleterre et par la France ne feront courir aucun risque à la vie des équipages. Les Alliés ne détruiront même

ni marchandises ni bateaux. Ils saisiront les marchandises qui sont qualifiées contrebande de guerre : quant aux autres, si elles sont destinées à l'Allemagne ou si elles en viennent, elles seront saisies aussi sans doute, mais les neutres de bonne foi seront indemnisés suivant des règles à déterminer. Quelle différence avec les menaces sauvages de l'Allemagne !

Il est vrai que l'Allemagne a montré, en fait, qu'elle n'avait pas les moyens d'exécuter ces menaces, tandis que les Alliés sont mieux outillés pour exécuter les leurs. Ils ont des bateaux sur les mers, alors que tous ceux de l'Allemagne sont prudemment cachés dans les ports, les canaux et les fleuves. Leurs menaces sont moindres, mais l'effet en est mieux assuré. Aussi les neutres s'en sont-ils préoccupés, et la presse américaine en a manifesté des craintes qui n'étaient pas exemptes de quelque mauvaise humeur. La situation des neutres est sujette en temps de guerre à des limitations évidemment pénibles ; mais n'y a-t-il pas pour eux des compensations et, si leur commerce souffre d'une certaine manière, n'a-t-il pas, d'une autre, quelques avantages imprévus ? On annonce une note des États-Unis ; au moment où nous écrivons, elle n'est pas encore arrivée ; quand elle le sera, on peut être assuré à Washington que la France et l'Angleterre feront tout ce qui dépendra d'elles pour diminuer, — sans se désarmer, — les inconvéniens que cause aux neutres une guerre à laquelle ils ne prennent pas part. Dans la pratique, les règles des blocus ne peuvent pas être aujourd'hui tout à fait ce qu'elles étaient autrefois : de nouvelles armes ont rendu nécessaire une législation nouvelle qu'il faudra faire après la guerre. En attendant, une égale bonne volonté est indispensable de part et d'autre pour concilier les droits des neutres et ceux des belligérans, car ils en ont tous les deux et ni ceux-ci ni ceux-là ne doivent être sacrifiés. Ils ont tous pour limite les droits sacrés de l'humanité.

FRANCIS CHARMES.

*Le Directeur-Gérant,*

FRANCIS CHARMES.

# L'ARMÉE ET LA MARINE ALLEMANDES

## LE PARTI DE LA GUERRE

### I

La Prusse est avant tout un État militaire, et depuis 1871 le militarisme prussien s'est appesanti sur le Sud de l'Allemagne, renommé autrefois pour les mœurs paisibles de ses habitans. L'esprit guerrier des Prussiens est le fruit de la politique de leurs souverains, électeurs de Brandebourg, puis rois de Prusse. L'Électeur contemporain de la guerre de Trente Ans, Georges-Guillaume, n'y avait joué qu'un rôle effacé, cherchant à préserver ses États et son indépendance de l'étreinte des Suédois et des Impériaux, louvoyant péniblement entre Gustave-Adolphe et Ferdinand II. C'est le Grand Électeur, Frédéric-Guillaume, qui personnifia le premier les ambitions territoriales de sa maison. Pour les réaliser, il comprit la nécessité de posséder une forte armée permanente, hors de proportion avec les dimensions et l'importance de son électorat. Elle lui permit de figurer parmi les adversaires de Louis XIV et de porter, à la bataille de Fehrbellin, un coup mortel à la réputation et à la puissance des Suédois en Allemagne. L'armée prussienne était créée. Elle avait servi à ce prince belliqueux à agrandir son domaine et à le rendre assez considérable pour pouvoir être érigé en royaume en faveur de son successeur, Frédéric Ier, qui obtint de l'empereur Léopold une couronne royale pour prix de son appui militaire et financier.

Le second roi de Prusse, Frédéric-Guillaume Ier, quoique peu entreprenant de sa nature, s'attacha à augmenter et à discipliner l'instrument qui, aux mains de son fils, Frédéric II, allait devenir la première armée de l'Europe et le modèle que les autres nations s'efforceraient de copier. Mais, après avoir lutté victorieusement sous le commandement d'un grand capitaine contre trois puissantes monarchies coalisées et prouvé sa supériorité sur les meilleures troupes de l'Autriche, de la France et de la Russie, l'armée prussienne déchut subitement du premier rang. Son éclipse fut si complète qu'elle sembla d'abord devoir être définitive.

Cette armée, en effet, repoussée à Valmy, se montra ensuite impuissante contre les conscrits de la République. Son prestige militaire n'était cependant pas encore atteint. Il sombra irrémédiablement dans la campagne de 1806 devant le génie de Napoléon et la qualité exceptionnelle de ses soldats. Ce n'est pas seulement la bataille d'Iéna, mais une autre cuisante défaite, infligée le même jour par un lieutenant de l'Empereur aux troupes du roi de Prusse, qui prouva la décadence de ces dernières et l'incapacité de leurs généraux, anciens élèves de Frédéric II. On avoue sans difficulté à Berlin le désastre d'Iéna, mais les historiens allemands parlent peu de la journée d'Auerstaedt, véritable revanche de Rosbach.

Le militarisme prussien se releva pendant la guerre de l'Indépendance. Il fut l'âme de la résistance et contribua à la libération finale. Toutefois, il ne faut pas exagérer le rôle de Blücher, de Scharnhorst, de Gneisenau, d'York, de Bülow et des autres généraux de Frédéric-Guillaume III en 1813 et 1814. Napoléon fut vaincu par ses propres fautes : l'épuisante guerre d'Espagne, où le meilleur sang français fut inutilement gaspillé, et la malheureuse campagne de Russie. Pendant la première partie de l'été de 1813, Russes et Prussiens n'éprouvèrent que des défaites sur des champs de bataille chèrement disputés. La libération de l'Allemagne n'eût été rien moins que certaine, si l'Autriche, qui avait complété ses préparatifs, ne s'était pas jointe à la Russie et à la Prusse pour accabler Napoléon. Pendant les guerres de l'Empire, c'est à l'archiduc Charles et aux troupes autrichiennes, non pas aux armées prussiennes, que revient l'honneur d'avoir tenu tête le plus opiniâtrément au grand conquérant. De même, durant les Cent Jours, le maré-

chal « Vorwaerts, » le vieux Blücher, ne put revendiquer la première place parmi les vainqueurs de Waterloo. La gloire principale appartient légitimement à Wellington et à la ténacité britannique.

Le militarisme prussien eut une nouvelle et longue période de décadence après 1815, sous les règnes pacifiques de Frédéric-Guillaume III et de Frédéric-Guillaume IV. Son déclin fut surtout visible au moment de l'humiliante convention d'Olmütz. Il était réservé à Guillaume Ier de renouer la chaîne, brisée à la mort de Frédéric II, des grands souverains militaires de la dynastie des Hohenzollern. Non pas qu'il fût doué lui-même des talens d'un général en chef ; il n'était qu'un soldat, mais il possédait une qualité plus précieuse chez un roi que l'art de commander une armée, celle de connaître les hommes et de bien choisir les outils les plus propres à exécuter les desseins qu'il avait approuvés. Après avoir appelé Bismarck à la présidence du ministère prussien, en lui laissant carte blanche pour diriger la politique audacieuse qui devait fonder la grandeur de la maison royale de Prusse sur l'unification de l'Allemagne, Guillaume Ier lui donna deux collaborateurs indispensables, le général de Roon, le réorganisateur de l'armée, et le général de Moltke, chef du grand état-major. Sans inventer, à proprement parler, de stratégie nouvelle, le futur maréchal s'est inspiré si bien des leçons de Frédéric II et des exemples de Napoléon qu'il est devenu à son tour un maître dans l'art de la guerre.

Quant au militarisme prussien ou, en d'autres termes, quant à la caste militaire, les victoires de 1866 et de 1870 lui ont tourné la tête : elle s'est habituée à se considérer comme la personnification de la nation elle-même. Jamais elle n'a été plus puissante ni plus impérieuse que sous le régime imposé par la Prusse à l'Allemagne. Malheur à qui osait critiquer l'armée, disputer le haut du pavé à un officier ou s'opposer au bon plaisir d'un chef de corps ! La mésaventure récente des bourgeois de Saverne nous a prouvé que les militaires allemands pouvaient tout se permettre : l'opinion publique en effet s'est prononcée finalement en leur faveur, malgré les protestations, bientôt réduites au silence, du Reichstag.

## II

Guillaume II a suivi les traditions de son grand-père pour maintenir l'armée allemande à la hauteur qu'avait atteinte l'armée prussienne. Mais il n'a pas eu la main aussi heureuse dans le choix des hommes ; les Moltke et les Roon sont rares à toutes les époques. Sous son règne, comme sous le règne précédent, l'état-major général et le ministère de la Guerre ont collaboré étroitement. Au premier, composé d'officiers soigneusement triés, incombent l'élaboration et la mise au point des opérations stratégiques contre les adversaires, quels qu'ils soient, auxquels l'empire allemand aurait à faire face ; au second, l'administration de l'armée, son perfectionnement continu, la présentation et la défense devant le Reichstag du budget de la Guerre et des nouveaux projets de loi militaires. Un troisième organisme se superpose à Berlin aux deux premiers ; son action est plus occulte, moins facile à saisir, mais, dans certaines circonstances, elle est décisive, c'est le cabinet militaire de l'Empereur. L'avancement et la mise à la retraite des officiers constituent une de ses attributions les plus redoutables. Après les manœuvres annuelles, il est l'exécuteur des condamnations prononcées par le souverain contre les incapables, les invalides et les malchanceux. Il intervient encore, au nom du chef de l'armée, dans toutes les questions qui la concernent. Son influence s'étend même sur la politique extérieure, si l'armée est appelée à y jouer un rôle.

Depuis une dizaine d'années, un courant d'opinion s'était formé, en Prusse principalement, poussant à de nouvelles luttes européennes, et ses adhérens ont été désignés à l'étranger sous le nom général de parti de la guerre. Il se recrutait parmi les feld-maréchaux et colonels généraux, les généraux en activité de service, les aides de camp de l'Empereur, les fortes têtes de l'état-major, pour descendre jusqu'aux grades subalternes, peuplés d'officiers ambitieux. Ajoutez-y les militaires retraités, hobereaux réactionnaires, vivant sur leurs terres et qui voyaient croître rapidement la richesse du pays, le bien-être et les besoins de luxe augmenter en même temps que les impôts, sans que leurs revenus personnels connussent la même progression. Ces mécontens pensaient qu'une saignée serait salutaire pour

épurer et régénérer le corps social, pour rendre du même coup à la caste nobiliaire la prépondérance qu'elle devrait toujours posséder dans l'État et que les nouveaux enrichis de l'industrie et du commerce menaçaient de lui dérober.

Outre les élémens militaires, naturellement plus importans, les partisans de la guerre ont compté parmi eux un grand nombre de civils : d'abord la majorité des hauts fonctionnaires prussiens, les conservateurs purs du Reichstag et les conservateurs du parti de l'Empire, ainsi que des membres des autres partis bourgeois, puis des écrivains patriotes, des journalistes et la fleur intellectuelle des universités et des écoles, tous hantés par l'image d'une Germanie soumettant le monde par ses armes, comme elle croyait l'avoir conquis déjà par sa culture supérieure et sa science prééminente. Leurs ambitions maladives étaient servies par une presse hargneuse, jalouse des races représentant la civilisation du passé, en qui elle se plaisait à voir des rivales déchues de la noble race germanique, appelée à faire goûter à l'univers asservi les délices de la civilisation à venir.

Le parti de la guerre avait l'appui dévoué du *Wehrverein*, ligue militaire aux puissantes ramifications, étendues depuis quelques années sur toute l'Allemagne. Le *Wehrverein* ne s'était pas donné seulement pour programme de défendre les intérêts légitimes de l'armée. Ses assemblées périodiques formulaient des desiderata qui visaient aussi bien les lacunes à combler dans l'armement, la composition des troupes et les services techniques, que les desseins politiques dont l'armée devait être l'instrument. Enfin l'esprit belliqueux était entretenu chez les classes inférieures par les nombreuses sociétés de vétérans, les *Kriegsvereine*. Leur nom significatif indique assez qu'elles s'employaient à contre-miner énergiquement les tendances pacifiques qui gagnaient tout le corps d'une nation où le développement extraordinaire de l'industrie et du commerce avait fait naître la préoccupation fiévreuse de s'enrichir.

Les revendications des partisans de la guerre ont trouvé leur expression dans une littérature politico-militaire. Ses écrivains prêchaient ouvertement une lutte européenne comme le seul moyen de parachever l'œuvre de Bismarck, en donnant à l'Allemagne la place qui lui revient à la tête des nations. Le type de ce genre spécial est le livre, aujourd'hui célèbre, du

général de cavalerie en retraite Frédéric de Bernhardi, écrit d'une plume plus audacieuse et plus franche, malgré ses constantes préoccupations philosophiques et morales, que les ouvrages de ses confrères. De tous les écrits venus au jour dans ces dernières années et où l'angoissante question des destinées de l'Allemagne était débattue, le livre de Bernhardi a été le plus prophétique, parce que la guerre a été déclarée pour les motifs qu'il avait mis en lumière et pour les fins qu'il avait indiquées. Le public étranger a eu tort de ne point assez prêter l'oreille à ce langage menaçant. L'ouvrage du philosophe militaire est devenu le bréviaire des patriotes allemands; ses sophismes ont empoisonné le cerveau de la génération actuelle.

L'atmosphère politique surchauffée des trois dernières années a sûrement fait éclore des milliers d'adhésions au parti de la guerre, et celui-ci n'a pas cessé d'aiguiller le gouvernement impérial vers le but où tendait la multiplicité de ses efforts. Non moins certain est l'empire qu'il a su prendre sur l'esprit d'un monarque, très disposé à écouter des conseils qui trouvaient un écho dans son ambition. Quoique le parti n'ait pas eu d'organisation réelle, qu'il ait travaillé dans l'ombre et sous le couvert de l'irresponsabilité, il n'en est pas moins, après l'Empereur, un des principaux promoteurs des calamités de l'heure présente.

## III

Le chef du grand état-major était, avant la guerre, depuis la retraite du comte de Schlieffen, le général de Moltke, neveu du maréchal. Ses qualités professionnelles seules l'avaient-elles fait choisir par Guillaume II pour recueillir l'héritage de son parent, ou bien aussi le nom célèbre qu'il porte? Ceux qui le connaissent penchent pour cette dernière supposition. Mais les défauts et les tares sont plus souvent héréditaires que le talent, et le nom n'est pas un fétiche qui donne la victoire. Le général de Moltke ne ressemble pas physiquement à son oncle, le maigre vieillard que nous représentent ses portraits. C'est un homme de haute taille, puissant et lourd, une figure orgueilleuse, au regard méprisant. Le dédain du parfait Teuton pour les étrangers se lit dans ses yeux, malgré sa froide politesse.

Pour ce qui est de la moralité de ce personnage, le plus important du monde militaire, quelques lignes d'un rapport de M. Jules Cambon du 6 mai 1913 suffiront à en donner une idée : « Il faut laisser de côté, a dit le général de Moltke dans un milieu allemand, les lieux communs sur la responsabilité de l'agresseur. Il faut prévenir notre principal adversaire dès qu'il y aura neuf chances sur dix d'avoir la guerre et la commencer sans attendre pour écraser brutalement toute résistance. » Ce n'est même plus l'attaque brusquée que recommandait le général, c'est la surprise avant la déclaration d'hostilités, comme si, dans un duel, on frappait son adversaire avant qu'il ait pu se mettre en garde. La violation soudaine de la neutralité de la Belgique, après une nuit de réflexion laissée à son gouvernement, était un de ces coups de spadassin enseignés par le chef de l'état-major.

Pendant l'été de 1913, le général de Heeringen, peu populaire au Parlement, avait quitté la direction du ministère de la Guerre. Son successeur, le lieutenant général de Falkenhayn, était un des plus jeunes de l'Annuaire. Qui aurait prédit un pareil avancement à cet officier, lorsque, perdu de dettes et menacé d'être exclu de l'armée, il devait s'estimer heureux d'être attaché au corps expéditionnaire de Chine ? Sa bonne étoile et son intelligence lui firent gagner l'appui du maréchal de Waldersee, commandant de l'expédition. Ses dettes payées, Falkenhayn rentra en grâce auprès de l'Empereur. Une figure fine, des yeux vifs mais inquiétans, une grande facilité de parole, qui sut faire écouter par le Reichstag, dans la discussion de l'affaire de Saverne, l'apologie des excès commis par les officiers, étaient les traits les plus saillans de ce nouveau venu dans le monde politique de Berlin. Son ambition insatiable n'a éclaté que pendant la guerre, en même temps que sa rivalité avec le général de Moltke, qui le dominait de haut à son entrée en fonctions.

Le soir du 6 novembre 1913, au dîner offert à Potsdam au roi Albert, le chef de l'état-major avait dit à l'attaché militaire de Belgique : « La guerre avec la France est inévitable dans peu de temps, et la victoire de l'armée allemande ne fait pas de doute, dût-elle être achetée par d'énormes sacrifices et par quelques échecs préliminaires. Rien ne résistera au *furor teutonicus*, une fois qu'il sera déchaîné. La nation germanique

se lèvera comme un seul homme pour relever le gant que le peuple français aura eu la folle audace de lui jeter. » Le général s'est abstenu d'ajouter, tant la remarque eût été banale, que la guerre de 1870, avec ses armées restreintes, n'était qu'un jeu d'enfans à côté de celle que l'Allemagne s'apprêterait à faire. Ce qu'il a tu également, c'est le caractère de férocité que les généraux allemands auraient ordre de lui imprimer.

On connaissait pourtant à l'étranger, tout au moins dans le monde des juristes familiers avec l'œuvre des Conférences de La Haye, l'existence en Allemagne d'un manuel des « Lois de la guerre sur terre, » *Kriegsgebrauch im Landskriege*, publié en 1902 à Berlin par l'état-major. On savait qu'il était écrit dans un esprit hostile à celui qui a inspiré les travaux des deux Conférences. On n'ignorait pas que ce code spécial de guerre à l'usage des officiers allemands condamnait les considérations humanitaires, les ménagemens relatifs aux personnes et aux biens, comme contraires à la nature et au but de la guerre; qu'il autorisait tous les moyens d'atteindre ce but et qu'il en laissait le choix et l'emploi à l'arbitraire absolu des chefs de corps. Mais, quelque inquiétude que les jurisconsultes du droit des gens aient pu concevoir au sujet de la diffusion en Allemagne de pareilles doctrines, ils étaient rassurés, quant à leur application, par l'adhésion solennelle que le gouvernement impérial avait donnée à la Convention de La Haye de 1907 et aux prescriptions morales qui y sont édictées. Aussi est-ce avec un sentiment de surprise et d'horreur, partagé par tout le monde civilisé, qu'ils ont assisté à la guerre pratiquée au nom de l'Empereur allemand.

Cette guerre n'a connu, en effet, aucune pitié. Elle a produit, à peine déchaînée, le plus de mal possible pour frapper les populations d'épouvante et réduire plus vite l'ennemi terrorisé. Les Allemands, en 1870, avaient trop épargné l'habitant, trop respecté les monumens historiques, trop ménagé les propriétés privées. Le meurtre, l'incendie et le pillage ont marché sur les talons de leurs fils, les envahisseurs de 1914. On a vu à Louvain, à Tamines, à Réthy, et dans tant d'autres villes et villages de la Belgique, on a vu à Orchies, en France, des escouades de soldats, recrutées à l'avance dans le corps des pionniers, détruire en quelques heures, à l'aide d'engins et de matières incendiaires, les innocentes petites cités condamnées

à périr. La Belgique, la première, a fait l'expérience de ce *furor teutonicus* vanté par le général de Moltke; la Belgique qui, ayant héroïquement défendu l'inviolabilité de son territoire, s'attendait à être traitée en vaincue, mais non à être livrée comme une proie aux bêtes fauves disciplinées de l'armée d'invasion. C'était là un des procédés sur lesquels comptait le général pour remporter la prompte victoire dont il parlait avec la foi d'un croyant. Il s'est trouvé au contraire que ces moyens atroces, au lieu de forcer les Belges à s'avouer vaincus, n'ont fait qu'exaspérer la fureur de leur résistance.

L'état-major allemand ne tenait-il pas en réserve d'autres procédés secrets, d'autres révélations effrayantes? Parmi les armes cachées qu'il a employées avec le plus de succès figurait son vaste système d'espionnage, installé chez les voisins de l'Allemagne, chez tous ses ennemis présumés et partout où il pouvait lui être utile. La prévoyance et la perfection introduites dans ce système ont failli faire perdre leur sang-froid aux Anglais eux-mêmes, lorsqu'ils eurent constaté les services rendus par les espions allemands, non seulement sur les côtes de l'Angleterre, mais encore au fond du Pacifique, sur les rives lointaines du Chili.

## IV

Mais les avantages qui, d'après nos adversaires, devaient assurer leur triomphe, étaient la supériorité de leur stratégie et de leur tactique et la minutieuse préparation de leur armée, sans comparaison possible avec celle des armées rivales.

« On s'imagine à l'étranger, disait en 1910 le général de Moltke au général Jungbluth, chef de la maison militaire du roi des Belges, qu'on prépare sans cesse dans notre état-major des plans de campagne, en prévision de toutes les éventualités d'une guerre européenne. C'est une erreur. Nous nous occupons de la question des transports, de la concentration et de l'approvisionnement de nos troupes et de l'utilisation des nouvelles voies de communication. Vous seriez étonné de voir les bureaux de notre état-major. Ils ressemblent à une administration de chemins de fer. » Que conclure de ces paroles, sinon que le plan de campagne de 1914, le plan d'invasion et d'attaque

brusquée de la France, était achevé depuis longtemps et dormait dans les cartons secrets de l'hôtel du Kœnigsplatz. Il est même possible que la marche sur Paris, exécutée à travers les plaines centrales de la Belgique et la vallée de la Meuse, afin de tourner les défenses de la frontière française, ait été tracée de la main vieillissante, mais toujours assurée, du maréchal de Moltke. On y retrouve les mouvemens de large envergure qu'il affectionnait et comme son empreinte personnelle. Mais les mesures d'exécution et l'idée de l'ultimatum adressé en pleine paix à un pays neutre doivent être imputées à son neveu. Je suis fondé à le croire, d'après les dernières paroles que m'a dites le 5 août M. Zimmermann : « Tout le pouvoir, depuis la mobilisation, est entre les mains de l'autorité militaire. Toutes les décisions sont prises par elle. » C'était rejeter implicitement sur l'état-major et sur son chef la responsabilité de l'invasion de la Belgique.

L'état-major général et l'enseignement donné à l'École de Guerre étaient restés fidèles à la stratégie à laquelle avaient été dues les victoires passées : amener le plus rapidement possible des forces supérieures sur un point donné, briser ainsi la ligne de défense de l'ennemi, ou bien déborder et envelopper une de ses ailes de façon à venir à bout de sa résistance par une attaque de flanc. Une pareille manière d'opérer suppose naturellement l'offensive. Aux yeux de Moltke, comme au jugement de Napoléon, l'offensive comptait pour moitié dans le gain d'une bataille. Ces principes s'accordaient avec les traditions de l'ancienne armée prussienne, comme aussi avec les qualités inculquées au soldat prussien ou prussianisé, et enfin avec la prompte mobilisation de l'armée impériale. Les victoires décisives qui avaient conduit les Bulgares en quinze jours presque aux portes de Constantinople attestaient une fois de plus, prétendait-on en Allemagne, l'excellence de ces méthodes. Le roi de Grèce, ajoutait-on, n'a-t-il pas publiquement rendu hommage à l'enseignement puisé par lui à l'École de Guerre de Berlin, lorsqu'il a reçu comme un bon élève, des mains de l'Empereur, le bâton de feld-maréchal allemand ?

La campagne de Mandchourie avait été, il est vrai, un avertissement, signalé par des écrivains militaires, qu'une révolution se préparait dans l'art de la guerre. Elle avait révélé une stratégie et une tactique nouvelles, employées par les Russes et

les Japonais sur un front d'une énorme étendue : de longues tranchées parallèles où se terraient pendant des semaines les deux adversaires, avant de pouvoir se porter un coup décisif. Mais à Berlin on ne voulait pas entendre parler de cette guerre de taupes. On se promettait de mener la campagne contre la France avec une rapidité irrésistible. On ne rêvait que d'offensives vertigineuses, d'armées entières réduites à capituler, de nouveaux Sadowa et de nouveaux Sedan.

Si la stratégie allemande continuait d'être l'objet d'un engouement général, il n'en était pas de même de la tactique et en particulier de l'emploi de l'infanterie, très discuté par des officiers étrangers résidant à Berlin. L'un d'eux, revenant des grandes manœuvres de 1913, ne me cachait pas son étonnement de la façon de combattre imposée aux troupes à pied : « C'est toujours, me disait-il, l'assaut en colonnes serrées, le *sturmangriff*, qui a réussi autrefois. Mais aujourd'hui, sur un champ de bataille balayé par les rafales de l'artillerie et des mitrailleuses, ces formations compactes offriraient à l'adversaire une cible à souhait. En face d'un ennemi abrité ou bien décidé lui-même à ne pas reculer, il ne resterait bientôt que des monceaux de cadavres d'une attaque ainsi menée. » En définitive, la tactique allemande n'était que l'emploi, au moment voulu et sur un point déterminé, de la force brutale, l'écrasement de l'ennemi sous des masses de combattans sans cesse renouvelées. Quelle supériorité numérique un pareil effort ne suppose-t-il pas ?

Au cours de la guerre balkanique, je me permis de demander au grand-duc de Bade, à qui je faisais ma première visite à Karlsruhe, s'il pensait que des soldats européens, n'ayant peut-être pas le mépris de la mort de la race jaune ou l'esprit de sacrifice des peuples primitifs, serbe et bulgare, pourraient supporter, sans fléchir et sans chercher un abri, l'ouragan de fer vomi par les engins modernes : « Nous l'espérons, me répondit le prince, du soldat allemand à cause de son patriotisme et de la forte discipline à laquelle il est soumis. » Il ne présumait pas trop en effet du courage discipliné des fantassins de l'armée impériale, lorsqu'ils sont serrés en rangs profonds ; leurs adversaires, témoins de leurs attaques désespérées, doivent être les premiers à leur rendre justice. Mais le sang répandu à flots dans ces ruées furieuses l'a-t-il été utilement ? N'a-t-il pas

appauvri complètement, et sans résultats comparables aux pertes subies, la sève et la jeunesse de l'armée teutonne ?

Si je m'en réfère à des jugemens que j'ai entendu exprimer autour de moi à Berlin, la stratégie et la tactique allemandes seraient restées stationnaires depuis 1870, comme ayant atteint à cette époque, aux yeux du grand état-major, leur point culminant, tandis que l'armement et la préparation technique des unités n'avaient pas cessé de progresser.

## V

Dans les premières années du règne de Guillaume II, le maintien de la supériorité militaire de l'Allemagne avait un caractère de sûreté et de conservation. Il s'agissait de garder la place, achetée au prix de deux grandes guerres, au premier rang des Puissances européennes. L'armée était un instrument de défense et d'intimidation, non plus un instrument de conquête. Elle ne paraissait pas menacer, à proprement parler, les voisins de l'Empire; mais, par son attitude arrogante, elle avait l'air de les mettre au défi d'exécuter aucune tentative d'agression, s'ils avaient été capables d'en nourrir l'envie. En a-t-il été de même depuis dix ans? Il suffit d'étudier les dernières lois militaires allemandes pour se persuader du contraire. L'armée a été renforcée, outillée, entraînée, en vue d'une guerre prochaine.

En 1871, elle comptait 18 corps et 401 000 hommes, officiers et sous-officiers non compris, sur le pied de paix. Cet effectif est demeuré sans changement jusqu'en 1880. Cinq lois militaires, votées de 1880 à 1899, ont eu pour objet de l'augmenter et de perfectionner son outillage, sans qu'on puisse dire que son accroissement, lent au début, ait réellement correspondu à celui beaucoup plus rapide de la population. Une partie du contingent utilisable n'a fait jusqu'en 1913 aucun service militaire. Des motifs budgétaires et la difficulté de recourir à de nouveaux impôts empêchaient les différens ministres de la Guerre, disait le gouvernement, d'incorporer le nombre d'hommes qu'ils auraient désiré et d'élargir davantage les cadres de l'armée. Ces motifs ont disparu tout à coup, dès que les desseins belliqueux de Guillaume II se sont précisés, et, sur

son ordre, le chancelier n'a pas hésité alors à recourir à des mesures financières extraordinaires qui ne sont employées nulle part en temps de paix.

En 1905, le service de deux ans, déjà mis à l'essai, était institué définitivement dans les troupes à pied, et l'effectif montait à 505 000 hommes. En 1911, la loi du quinquennat militaire ne prévoyait encore jusqu'en 1915 qu'un faible accroissement numérique, de 10 000 hommes, mais elle se préoccupait d'introduire d'importantes améliorations techniques (mitrailleuses, artillerie à pied, troupes de communication). En 1912, nouvelle loi militaire, présentée alors que l'exécution de la dernière était à peine commencée. L'opinion publique restait émue des événemens de l'été précédent et des suites de l'incident d'Agadir. Aussi la loi nouvelle, profitant de cette poussée patriotique, réalisait-elle immédiatement, en les complétant, les mesures prévues par la loi de 1911. Elle créait deux corps d'armée nouveaux, l'un à la frontière occidentale, l'autre sur celle de l'Est, et portait l'effectif de paix à 544 000 hommes.

Le caractère des lois de 1911 et 1912 est différent de celui des lois antérieures. Il consiste surtout dans le développement de la qualité de l'armée. Elles tendaient toutes deux à en faire un instrument de combat plus pratique, plus immédiatement utilisable, en vue des premières opérations à exécuter.

On aurait pu croire qu'après des progrès aussi marqués, l'administration de la Guerre se serait reposée. Il n'en fut rien. Dès la fin de 1912, à l'occasion des premières victoires de la ligue balkanique, un mouvement d'opinion, très encouragé par le gouvernement impérial, se dessinait pour réclamer des renforcemens qui combleraient des lacunes encore existantes. Le *Wehrverein* se signalait par sa propagande effrénée en faveur de nouveaux armemens. Une campagne de presse était organisée. L'Empereur donnait de sa personne et proclamait à Königsberg la nécessité d'appliquer intégralement le principe du service obligatoire. Le chancelier, marchant sur les pas de son maître, déclarait en février, à la réunion annuelle des agriculteurs, que le pays devait se préparer à de nouvelles charges militaires.

Le projet de loi, annoncé par les bouches officielles, fut enfin déposé le 18 mars sur le bureau du Reichstag. Il fixait

l'effectif budgétaire, officiers et sous-officiers compris, à 815 000 hommes; l'accroissement numérique était évalué à 4 000 officiers, 15 000 sous-officiers et 117 000 soldats. Les augmentations portaient sur toutes les armes, infanterie, cavalerie, artillerie à pied, pionniers, troupes de communication. C'était un bond considérable! Dès la fin de 1913, les mesures prévues par la loi de 1912 devaient être réalisées et la nouvelle loi recevoir sa complète exécution. Enfin, à la loi elle-même était joint un projet triplant le trésor de guerre, destiné à pourvoir aux premières nécessités de la mobilisation; il était porté de 150 à 300 millions de marks en or, plus 150 millions en argent.

Le danger était-il donc si pressant et l'orage grondait-il déjà aux frontières de l'Empire? Comment justifiait-on ces mesures précipitées et surtout le projet financier, la contribution forcée, imaginée pour couvrir les énormes dépenses, un milliard de marks, qu'elles entraîneraient? L'exposé des motifs ne donnait aucune explication convaincante. Il se bornait à dire que les événemens en train de se dérouler dans les Balkans avaient modifié l'équilibre des forces en Europe. Dans une guerre qui pouvait lui être imposée, l'Allemagne, ne devant plus compter que sur elle-même, aurait à défendre, peut-être contre plusieurs adversaires, des frontières étendues et en grande partie dépourvues de protections naturelles. D'où pour elle la nécessité vitale d'employer et d'organiser toutes ses forces disponibles.

Les pensées directrices du projet de loi étaient l'adoption du service militaire généralisé suivant le chiffre de la population et en même temps l'amélioration de la qualité des troupes de première ligne, c'est-à-dire l'augmentation de la jeunesse de l'armée, ainsi que l'accélération de la mobilisation et le perfectionnement, qu'on ne perdait jamais de vue, de l'outillage technique. En chiffres ronds, on voulait incorporer 63 000 hommes de plus chaque année. La loi de 1913 est pleine de renseignemens suggestifs sur la télégraphie, la téléphonie, l'aérostation, l'aviation, l'automobilisme; mais on n'y découvre aucune information sur l'artillerie lourde et sur les obusiers de siège, qui allaient être une révélation sensationnelle. Cet accroissement formidable de la puissance destructive de l'armée allemande était tenu soigneusement secret. Il est certain que la possession

d'engins aussi irrésistibles devait contribuer à fortifier encore la confiance inébranlable des autorités militaires dans l'invincibilité de leurs soldats.

Le chancelier défendit le projet par un discours où il développa le thème de l'exposé des motifs, en évoquant, en termes vagues, le nationalisme très surexcité en France et le panslavisme très remuant en Russie comme des spectres redoutables pour le maintien de la paix. Le ministre de la Guerre osa soutenir sérieusement que la nouvelle loi ne constituait pas une menace à l'adresse des autres nations, mais une garantie pacifique et qu'elle n'avait aucun caractère agressif. Le général de Heeringen nous la baillait belle !

Dès que la discussion s'ouvrit à la Commission du budget, il fut évident que le vote final était assuré. Un mois après, la Commission adopta la loi militaire, sans examiner en même temps sa couverture financière et le gouvernement dut renoncer à l'espoir de voir les deux projets votés par la même majorité. Les socialistes, les Polonais et les Alsaciens-Lorrains osèrent seuls au Reichstag se prononcer contre la loi militaire.

Le *Wehrverein* n'était pourtant pas encore satisfait. Dans une assemblée tenue à Leipzig le 18 mai, il réclama sous forme de desiderata deux nouveaux corps d'armée et, « afin qu'aucun ennemi ne foulât plus jamais le sol de la patrie, » il conseilla de veiller d'une manière incessante à la culture de l'esprit patriotique et guerrier de la nation, l'esprit de l'armée étant celui du pays.

Il était malaisé, malgré l'aveuglement le plus complaisant, de ne voir pas dans la loi de 1913 une préparation à une guerre peu éloignée. Elle l'annonçait aussi distinctement que les sonneries de clairon annoncent la bataille en rassemblant les combattans. Et cependant l'Europe, hypnotisée par d'autres visions, — la guerre des Balkans qui allait recommencer, — ne prêta pas aux discussions du Reichstag l'attention inquiète qu'elles méritaient. Peut-être aussi était-elle encore abusée par le pacifisme menteur du Kaiser. La Triple Entente restait animée des désirs les plus pacifiques, au témoignage des esprits impartiaux qui étaient au courant du sentiment public et des aspirations des hommes d'État au pouvoir dans les trois pays. Le dessein de provoquer la lutte ne peut donc être attribué qu'au gouverne-

ment et à la nation qui s'armaient jusqu'aux dents pour la soutenir et pour triompher.

## VI

Lorsqu'on rencontrait à Berlin le grand amiral de Tirpitz dans quelque salon officiel et qu'on causait avec lui, on avait le sentiment d'être en présence d'une personnalité intéressante : un *strong man*, dirait-on en Angleterre. Aucun des autres conseillers de Guillaume II ne produisait une pareille impression de force et d'autorité. Avec sa barbe en éventail, son large front dénudé, ses yeux durs et perçans et l'embonpoint qui alourdissait sa taille imposante, il avait l'air d'un chef de grande industrie, d'un des rois de la finance, plutôt que d'un marin, n'étaient l'uniforme qui le sanglait et les nombreuses décorations étalées sur sa poitrine. C'est en effet un homme de bureau, un organisateur qui n'avait exercé aucun grand commandement à la mer, lorsque le discernement de l'Empereur l'appela à diriger l'office impérial de la Marine. Il commandait alors la station navale de Kiel, le premier port militaire de l'Empire, qu'il avait complètement transformé, bravant les critiques et le favoritisme, imposant sa volonté de fer, balayant le désordre et la routine. La flotte allemande lui devait l'organisation de sa division de torpilleurs dont la puissance combative ne s'est pas révélée pendant la guerre, sans qu'on puisse en faire un reproche à son créateur, autant que celle des sous-marins de formation toute récente.

Pour conserver la faveur impériale depuis dix-sept ans, — une longévité ministérielle qu'aucun chancelier, aucun secrétaire d'État, n'a encore atteinte sous Guillaume II, il a fallu à l'amiral de Tirpitz des qualités particulières d'intelligence et de souplesse. L'Empereur voulait passionnément posséder une flotte des plus puissantes; il avait embouché lui-même la trompette marine; par ses discours et une propagande personnelle incessante, il avait orienté l'attention du public vers le développement des forces navales, vers la possession de l'empire de la mer. *(Unsere Zukunft liegt auf der See.)* Mais l'exécution de la volonté du maître devait rencontrer de nombreux obstacles. La première difficulté pour un secrétaire d'État de la Marine

était de faire accepter ses propres idées par le souverain, comme si elles étaient les siennes. Cet art, Tirpitz, l'a possédé à un plus haut degré qu'aucun de ses collègues civils et militaires. Il fallait triompher ensuite de la résistance opposée jusque-là par le Reichstag, économe des deniers de l'Empire, à l'augmentation du buget de la Marine. Avec une adresse remarquable, l'amiral sut profiter des incidens extérieurs et des courans patriotiques qu'ils provoquaient dans la nation, pour travailler l'opinion publique et agir efficacement sur l'esprit rétif ou indécis du Parlement. Ce n'est pas tout. Les projets de loi qu'il avait présentés ne seraient pas sortis sains et saufs, sans amputations ni sans meurtrissures, des griffes de la Commission du budget, si leur auteur n'avait pas eu le don de la parole, une éloquence claire et persuasive, qui trouvait un écho immédiat auprès des partis bourgeois. Jamais un ministre n'a eu, comme lui, l'oreille du Reichstag, en sachant conserver la confiance de l'Empereur.

Mais pourquoi l'Allemagne avait-elle besoin d'une flotte de guerre aussi considérable? Le prince de Bülow dit dans son livre, *l'Allemagne impériale :* « La mer est devenue un facteur plus important dans notre existence nationale qu'à aucune époque précédente de notre histoire, même dans les grands jours de la Hanse; elle est devenue un nerf vital dont nous ne devons pas souffrir d'être privés, si nous ne voulons pas qu'un jeune peuple en pleine croissance vigoureuse se transforme en un vieillard à son déclin. Nous aurions été exposés à ce danger aussi longtemps que notre commerce extérieur et notre marine marchande auraient manqué sur mer d'une protection nationale contre les flottes supérieures d'autres États. » D'accord, mais il semble que ce but aurait été atteint par la construction de quelques divisions de croiseurs assez puissans et assez rapides pour protéger les navires allemands et menacer en même temps le commerce de l'ennemi.

Dès les premières années de son règne, comme on le sait, Guillaume II a pensé avant tout à sa marine. La flotte est son œuvre personnelle, son enfant de prédilection. Toutefois, l'accroissement prodigieux de la puissance navale allemande coïncide en réalité avec l'entrée en scène du prince de Bülow et de l'amiral de Tirpitz, et avec l'inauguration de la *Weltpolitik*, dont le premier de ces deux hommes doit être considéré, d'après son propre aveu du moins, comme l'auteur responsable.

J'ai dit déjà combien est élastique le sens de ces mots « politique mondiale. » Ils signifiaient pour les Allemands les plus pacifiques une politique d'expansion coloniale. Mais la création d'une grande flotte de guerre leur donnait une portée plus menaçante : politique d'intervention dans les différentes parties du monde, d'expropriations et de conquêtes lointaines, sans reculer devant des rencontres sanglantes inévitables dans les eaux européennes. On peut dater de l'arrivée au pouvoir du prince de Bülow et de l'amiral de Tirpitz, c'est-à-dire de l'année 1897, ces premières aspirations dominatrices qui prenaient corps dans la construction rapide d'une force navale formidable et dont la guerre de 1914 a été l'aboutissement fatal.

Une quinzaine d'années ont suffi à Tirpitz pour faire de la marine allemande la seconde du monde. Il a procédé en plusieurs étapes, par bonds successifs. Le projet de loi, introduit le 27 novembre 1897, demandait la mise en chantier de sept nouveaux vaisseaux de ligne, de deux grands et de sept petits croiseurs, et fixait à la fin de l'année financière 1904 l'achèvement de ces unités. Tout en limitant la période de l'utilisation des navires et en déterminant le nombre et la force des escadres qui devaient rester en service permanent, le projet assurait la construction dans un temps donné des unités qui remplaceraient les vaisseaux déclassés. Dans l'automne de 1899, la saisie d'un paquebot allemand par un bateau de guerre anglais, pendant la guerre sud-africaine, et l'émotion que cet incident souleva en Allemagne furent exploitées avec maestria par Tirpitz pour la présentation d'une nouvelle loi navale. L'enthousiasme patriotique de la nation la fit passer triomphalement à travers tous les écueils budgétaires. L'exposé des motifs réclamait la création d'une flotte assez forte pour qu'une lutte avec la plus grande Puissance maritime du monde fît courir à cette Puissance des risques qui mettraient en question sa supériorité. C'était viser clairement la Grande-Bretagne. En 1906, après la déception causée en Allemagne par la Conférence d'Algésiras, le Reichstag, habilement préparé par l'amiral et poussé par le sentiment national, adopta la loi navale supplémentaire qui augmentait le nombre des croiseurs et donnait aux navires de combat les dimensions des Dreadnoughts anglais. Les deux premiers Dreadnoughts allemands, le *Nassau* et le *Westfalen*, mis

en chantier en juillet 1907, lancés en 1908, étaient complètement terminés en trois ans et demi. Pour les trois suivans, la rapidité de leur construction a été encore plus grande : un délai de deux ans a suffi. Le budget de la Marine, qui s'élevait à 125 millions de marks en 1898, a atteint 467 millions en 1913. Après chacun de ses succès parlementaires, les décorations et les honneurs prodigués à l'heureux amiral lui apportaient des témoignages éclatans de la reconnaissance du souverain.

Le prince de Bülow signale dans son livre la difficulté qu'il y avait à poursuivre l'exécution d'un pareil programme, sans provoquer une rupture avec l'Angleterre. Le moment le plus critique survint en 1908. Il avait été établi, chiffres en mains, au Parlement britannique que l'Allemagne, en vertu de sa dernière loi navale, posséderait à la fin de 1916 trente-six vaisseaux du type Dreadnought, ce qui forcerait l'Angleterre à en construire quarante-quatre dans la même période. En 1911, la première en aurait treize et la seconde seulement douze. La menace allemande contre la suprématie sur mer de l'Angleterre suscitait de sérieuses alarmes dans ce pays. L'Empereur crut alors opérer une manœuvre très habile en adressant à lord Tweedmouth, premier lord de l'Amirauté, une lettre personnelle d'un caractère à la fois privé et politique, dans laquelle il insistait sur le côté purement défensif du programme allemand et s'efforçait de détruire les appréhensions manifestées en Angleterre au sujet du développement de la flotte impériale. Mais le trait manqua le but. En se mêlant lui-même à la discussion, en s'efforçant d'écarter des yeux des marins anglais le fantôme du danger allemand, Guillaume II, dès que son intervention insolite fut connue grâce à une divulgation du *Times* (mars 1908), ne réussit qu'à exciter davantage le sentiment public qui poussa le Parlement à accélérer les constructions navales en réponse au défi germanique.

Forcés d'entrer ainsi dans une ère de dépenses maritimes excessives, — l'ère des Dreadnoughts, — au moment où ils auraient voulu consacrer tous les excédens disponibles à des réformes sociales, les membres du Cabinet Asquith ont vainement essayé d'enrayer cette concurrence effrénée. Leurs discours publics et leurs démarches privées n'ont pas fait dévier un seul instant l'amiral de Tirpitz de la ligne inflexible qu'il s'était tracée pour l'exécution de son programme. S'il a paru un

moment, en 1913, considérer comme acceptable la proportion de deux à trois *(the two-to-three standard)* mise en avant par son collègue anglais, M. Winston Churchill, pour la force à donner à la flotte allemande en unités offensives de la classe des Dreadnoughts comparée à celle de la flotte anglaise, il a fait la sourde oreille à la suggestion de suspendre de commun accord dans les deux pays, pendant une année de repos *(a naval holyday)*, les nouvelles constructions. La limitation des armemens maritimes, ce rêve aujourd'hui évanoui des contribuables britanniques, est venue se heurter à l'opposition hautaine de l'amiral allemand, comme à un mur de granit.

Personne plus que lui en Allemagne ne se déclarait l'admirateur enthousiaste des marins anglais. Il les proclamait ses maîtres et ses modèles. Mais, sous le masque de l'admiration, il dissimulait, en bon Allemand, la volonté opiniâtre de les vaincre et de les dépouiller un jour de leur supériorité intolérable. La flotte qu'il rassemblait était bien une arme offensive, un instrument préparé avec un soin minutieux pour faire une blessure mortelle. Les hostilités, toutefois, ont éclaté plus tôt qu'il ne l'avait prévu et désiré, lorsqu'il n'était pas encore prêt pour l'attaque.

Quelques années de plus, et Tirpitz aurait surpris sans doute son adversaire par une guerre toute différente de celle à quoi il s'attendait, une guerre aérienne, une guerre traîtresse et sous-marine, qui aurait compensé l'infériorité du nombre. Le blocus de l'Angleterre, qu'il tente d'exécuter aujourd'hui avec un matériel insuffisant, nous donne la mesure de son audace, comme aussi de son manque absolu de scrupules humanitaires. Qu'aurait été le résultat d'une pareille lutte sous la surface de l'Océan, si l'effort allemand avait été servi par une préparation patiente et méthodique?

Mais, l'Angleterre domptée, l'Allemagne aurait été entraînée à d'autres guerres navales. Pour asseoir sa puissance mondiale, elle aurait dû abattre encore d'autres rivalités. Il lui aurait fallu détruire la flotte des États-Unis, afin de les enfermer dans l'Amérique du Nord et de ne laisser ouverts qu'à son commerce les marchés de l'Amérique latine. Aurait-elle consenti alors à abandonner aux Japonais la domination du Pacifique, à être gênée ou dépossédée par eux en Extrême-Orient? Que de conflits en perspective pour l'activité infatigable

de l'organisateur de la marine de guerre allemande! Que de conséquences inévitables du premier pas fait sur la route sans fin de la *Weltpolitik!*

L'amiral de Tirpitz a été aidé dans sa tâche par une légion de collaborateurs anonymes, groupés sous le nom de « Ligue navale allemande, » *Deutscher Flottenverein*, une Société de 1 250 000 membres, répartis sur toute l'Allemagne, une armée aussi disciplinée que dévouée, manœuvrant sous les ordres du grand-amiral de Koester, ancien commandant en chef de la flotte. Par sa propagande multiforme, ses réunions publiques, ses journaux, ses brochures, ses cinémas, par l'organisation de ses excursions de plaisir aux ports militaires, la Ligue a popularisé dans les grandes villes comme dans les petits villages, des plaines sablonneuses du Brandebourg aux vallées pittoresques du Hartz, l'œuvre de Guillaume II et de Tirpitz. Pendant les pires momens de la crise marocaine, son patriotisme débordant s'est dépensé en pamphlets virulens, en mensonges impudens, répandus à foison contre la France et l'Angleterre. Elle a contribué de la sorte à souffler une haine et à attiser des colères, auxquelles la guerre seule pouvait donner satisfaction.

BEYENS.

# LE
# MYSTÈRE DES BÉATITUDES

CINQUIÈME PARTIE (1)

## XII

Au mois de juillet, les actions de la Navigation soudanaise atteignirent huit cents francs. C'était une valeur de coulisse merveilleusement assise, dont la montée régulière, quoique soudaine, ne pouvait effrayer personne. Même un matin, Leherpeux arriva en coup de vent dans le bureau vitré de Solème, à l'usine de Grenelle, où il savait bien trouver Cyprien Loche.

— Qu'y-a-t-il ? demanda le banquier avec son flegme ordinaire.

— Il y a, dit le démarcheur, dont le plaisir présent accroissait l'accent méridional, il y a que la baronne Avignon, la tante de Solème est avec nous maintenant. Oui, mon cher Solème, je l'ai vue hier, elle vient de mettre vingt mille francs dans la Navigation, et ce n'est qu'un premier geste de vieille rentière timorée. Elle en aura un autre. Elle en aura un autre dans quelques jours lorsqu'elle verra l'ascension continuer. Je les connais comme si je les avais faits, les rentiers ! Ils souscrivent une première fois avec des réserves, quand une bonne valeur monte, et puis, comme cette montée se nourrit d'elle-même, se soutient et que l'élévation continue, ils regrettent de n'avoir

(1) Voyez la *Revue* des 1er et 15 février, 1er et 15 mars

pas mieux fait du premier coup et ils revendent par ailleurs pour s'empresser de procéder à une seconde opération plus importante que la première. Ils achètent ainsi souvent jusqu'à trois fois de suite.

— Nous avons aussi beaucoup d'opérations à terme en ce moment, dit Loche, et ce n'est pas d'un mauvais augure.

— Oui, dit Solème, mais ma tante Avignon n'est guère joueuse et ce n'est pas son genre.

Il oubliait l'échec subi près de la vieille dame pour ne se prévaloir aujourd'hui que de sa parenté qui l'avantageait aux yeux du patron. Et, comme il cherchait depuis de longs jours l'occasion d'exiger une augmentation de ses appointemens, il trouva le moment favorable. Mais Leherpeux s'attardait à étaler ses résultats. Parfois il se vantait un peu, parfois il disait la vérité, car effectivement il y avait à cette époque à Paris, et même en province, un engouement indéniable pour cette jeune valeur si florissante. Dans le hall de l'usine, un bruit assourdissant régnait. Trois nouveaux hydromobiles étaient sur chantier, l'un presque achevé auquel il ne restait plus qu'à poser le bastingage, les deux autres à peine commencés et dont on clouait, à grand fracas de coups de marteau, le plancher sur les flotteurs. Dix appareils avaient été déjà vendus à des compagnies étrangères de navigation. Pour faciliter la construction, on fabriquait ici même toute la menuiserie. Le mur de fond avait été abattu et reculé de dix mètres pour l'installation d'une scierie mécanique. Et le plus gros tapage ne venait ni des coups de marteau résonnant sur les flancs des glisseurs, ni des vingt varlopes des vingt menuisiers écorchant à la fois la chair blanche du bois, ni des sons de l'enclume sortis de la forge volante, ni de la puissante dynamo qui ronflait là-bas, mais des scies circulaires qui, avec une plainte terrifiante de sirène, mordaient vertigineusement dans les planches de hêtre ou de noyer qu'elles débitaient à la douzaine.

— Monsieur Loche, dit Solème, je voudrais vous parler...

Leherpeux était allé admirer le nouvel appareil qu'on devait mettre à l'eau le jour même. Il s'amusait à sauter sur le siège, à prendre en main la direction.

— Moi aussi, Solème, j'ai quelque chose à vous dire ; mais, commencez...

Jean Solème, qui était un timide, eut plusieurs secondes

d'hésitation. Enfin il releva sa mèche blonde qui paraissait le gêner énormément et commença d'étaler devant Loche les difficultés de sa vie, la petite situation à laquelle était réduite sa jeune femme si accoutumée au luxe, obligée aujourd'hui d'aller à pied ou en autobus dans les rues de Paris, de se contenter à la maison de deux servantes, de lésiner sur sa toilette.

— Vous, monsieur Loche, vous ne pouvez comprendre cela. L'argent, il entre chez vous comme un flot qui monte, qui envahit la maison par les portes et les fenêtres. Ici le succès dépasse vos espérances; à Herblay, on met déjà l'eau Fidelia en bouteilles, et vous m'avez dit avoir reçu la commande de cent cinquante pharmaciens. Pendant ce temps, le palais se construit, le casino est déjà sorti de terre, et tout cela ne vous empêche pas d'avoir acheté un château historique en Bretagne. Est-ce vrai ou n'est-ce pas vrai, que vous devez aller vous y installer pendant les vacances avec ces dames? Eh bien! monsieur Loche, moi qui ne vous coûte pas bien cher au milieu de tout cela, et qui pourtant vous aide de tout mon pouvoir, j'ai de terribles ennuis, je me débats au milieu d'embarras que vous ne pouvez imaginer. J'ai tardé jusqu'ici à vous en parler parce qu'une fausse honte me retenait, mais aujourd'hui, il y va de mon bonheur, entendez-vous, de mon bonheur domestique. Je gagne ici quinze mille francs, ce n'est pas assez; il m'en faut vingt mille. Quelle bagatelle pour vous...

Cyprien Loche s'assit sur l'un des deux fauteuils qui faisaient face à la table de Solème, et il répéta d'une voix altérée :

— Une bagatelle... vous croyez.

Solème se mit à rire :

— Tiens, cinq mille francs de plus ou de moins dans vos coffres...

— Je n'ai pas de coffres, dit Loche sourdement.

Sa petite tête grise se tenait toute droite. Ses yeux gris regardaient l'invisible, puis, se tournant vers le jeune homme, il prononça froidement :

— Vous n'êtes pas intelligent, mon petit Solème. Vous croyiez que j'avais de l'argent, moi!

Et comme Solème faisait un geste de stupéfaction :

— Mais je n'ai rien, rien, rien, moi; rien que cette valeur mystérieuse qui s'appelle le crédit et qui, Dieu merci, s'enfle et grossit tous les jours. Oui, j'ai cette force que je manie, et que

je féconde, et dont je fais ce que je veux. Mais j'ai l'âme, non point le corps : le corps, cet argent matériel qu'il vous faut à vous et que vous vous acharnez tous à me faire suer par tous les pores. Ah ! le rôle du banquier bien sage, assis entre ses trésors, qui a des rouleaux d'or plein sa cave et du papier-monnaie plein ses bureaux, je le trouve plutôt facile. Mais l'homme qui n'a rien et qui crée tout, qui brasse des capitaux, alors que ces capitaux n'existent que virtuellement, croyez-vous qu'il ne lui faut pas user jusqu'à l'épuisement sa substance cérébrale ? C'est mon lot, Solème. Il faut que je produise à tout instant de quoi faire face à de nouvelles difficultés. Je chemine à toute vitesse et environné de gouffres qui s'ouvrent partout. Ma vie est affolante. Il me faut pourtant tenir deux ans encore, résister à des épreuves sans cesse renouvelées et dont une seule abattrait son homme. Oui, deux ans encore, et je pose le pied sur un terrain solide, tout est à moi, l'argent, corps et âme. Mais d'ici là... Ah ! d'ici là...

Il s'affala sur la table de travail, le crâne entre les deux mains, offrant à Solème le spectacle d'une prostration dont celui-ci n'aurait jamais cru capable un être si maître de soi.

— D'ici là, reprit-il d'une voix plus creuse encore, je puis sombrer. La meute de mes créanciers s'accroît tous les jours. Cela devient une armée. Ils sont partout, et je n'ai pas ça à leur mettre sous la dent, pas ça. Que j'aie une défaillance, une minute de vertige, que l'un d'eux arrache le voile et découvre la situation, et je croule. A toute minute, à toute seconde, cela peut être, je le sais. Dieu merci, je ne perds pas la tête, je vais de l'avant et je l'atteindrai, ce terme au bout duquel il y aura de l'argent derrière le voile pour toutes ces gueules affamées. Et plus j'aurai eu d'ici là de crânerie, d'audace et de tranquille confiance, plus ce jour-là le succès sera large, énorme, écrasant. Mais il y a des momens où je sens que je ne suis qu'un homme, à la fin, où des frissons me parcourent les os, où j'entrevois froidement la chute possible. Et c'est vous, Solème, mon petit Solème, mon meilleur ami, qui choisissez un de ces momens pour me mettre le couteau sous la gorge et me dire : « Je veux de l'argent. » Ah ! tenez, Muzard, s'il avait voulu devenir mon employé, n'aurait jamais fait cela. Il aurait compris, lui !

Solème le regardait béant de surprise ; il y avait des larmes dans les yeux gris...

Cyprien Loche se renversa sur l'appui du fauteuil, s'essuya le front où perlaient des gouttes de sueur.

— Ma vie est abominable... Ce matin à deux heures, je soupais sur le boulevard avec Butterfly pour être vu, vous entendez, pour être vu. A six heures, j'étais à Herblay parce que les maçons se sont mis en grève, et que j'ai fait venir des Italiens, et que je voulais voir la figure que mon collaborateur de là-bas, qui n'est qu'un pleutre, ferait à l'arrivée des ouvriers, si les grévistes envahissaient le chantier. Et en ce moment, je reviens de la Banque où il me fallait prendre l'air du courrier. Je n'en puis plus. Ma carcasse refuse le service. Ma tête éclate. Tous mes gestes sont mesurés pour atermoyer méthodiquement avec ma colossale dette. Un billet de cent francs, vous avez le droit de le gaspiller, vous : pas moi ! Et les quinze mille francs que je vous donne, Solème, ils m'obèrent, ils m'assassinent, et il en faut bien venir là, mon pauvre ami ; vos mérites sont hors de cause, mais je ne peux plus vous payer de tels appointemens, je ne peux plus. Il y va du succès final auquel vous êtes intéressé autant que moi, je pense. Désormais, vous n'aurez plus que douze mille francs.

Solème se tut, étranglé par la stupeur. Loche poursuivit :

— Serrons-nous les coudes, mon ami, luttons ensemble, patientez avec moi ces deux années au bout desquelles vous serez comblé ; car ce n'est pas pour moi seul que je trime ; tous ceux qui auront été solidaires avec moi de l'effort, ce sont les miens, ce sont mes proches, et c'est à eux plus qu'à moi que je pense. Mais, de grâce ! que d'ici là mes amis les plus chers ne s'unissent pas à mes ennemis pour tenter ma ruine... Hein ! me comprenez-vous, Solème ?

Et il lui tendit la main.

Solème eut un geste de découragement. Il était accablé, mais il comprenait. Jamais il n'avait envisagé la vérité de la situation du banquier qui venait de lui être brutalement révélée. Et ils étaient liés à ce point, que ce puissant Loche, incapable de lâcher jamais un mot de trop, avait pu lui faire cette confession terrible sans crainte de se compromettre. Est-ce que sa situation n'était pas la situation même de Solème ? Celui-ci en frémit. Comment, ce risque formidable, il en vivait... ? Et il en vint à accepter docilement les douze mille francs.

Il demanda seulement :

— C'est ce que vous aviez à me dire, monsieur Loche?

— Attendez autre chose encore, mais tout à l'heure...

Ils voyaient en effet un individu s'avancer dans l'usine, cherchant quelqu'un. Leherpeux, qui s'amusait comme un gamin sur son appareil, touchant à tout, caressant le moteur, flattant l'hélice, essayant le bastingage, bondit à terre en apercevant le visiteur et le conduisit droit au patron.

C'était le grand tapissier du boulevard de la Madeleine. Loche le reçut avec une froide condescendance et même il retint à sa table de travail Solème qui faisait mine de s'écarter. Le commerçant venait au sujet du château d'Ille-et-Vilaine. Loche lui dit avec nervosité :

— Mais il faut que vous fassiez le voyage, il faut voir l'aspect général, la physionomie des pièces. Je veux du style breton, du vieux style breton, pas autre chose. Faites dessiner des modèles sur place. Je veux que ce soit tout à fait très bien.

— Mais, monsieur, reprenait le commerçant, il faudrait que je fusse accompagné de vous. J'ai besoin de vos conseils, de votre assentiment; ainsi, même pour les prix...

— Pour les prix, dit Loche, souverainement grand seigneur, tenez-vous-en à ceci, monsieur : je ne veux certes pas de stupides prodigalités, non; mais pour que ce soit d'une belle et simple élégance, je ne marchanderai pas. Il n'y a que sept pièces à remeubler, dont la grande salle à manger et le salon. Arrangez-vous pour que M^me^ et M^lle^ Loche, qui aiment le beau, soient contentes. Quant à moi, je n'ai pas le temps de collaborer avec vous.

Et il le congédia d'une aimable poignée de main.

Comme Solème alors le regardait ahuri :

— Eh bien! oui, dit-il seulement. Un créancier de plus! Mais il le fallait...

Leherpeux tira sa montre. Il était onze heures. A peine avait-il le temps d'aller avaler un lunch succinct chez Champeaux avant la Bourse. Il partit. Alors Cyprien Loche, posant la main sur l'épaule de Solème qui demeurait anéanti, sans force pour travailler :

— La seconde chose que j'avais à vous dire est celle-ci. Je ne suis pas content de mon représentant à Herblay. Je regrette Muzard. Oui, je regrette Muzard tous les jours. Je ne puis pas le lui répéter encore, pourtant! Il faudrait qu'un tiers s'en

chargeât. Rien n'avance là-bas. L'entrepreneur aurait besoin d'être mené ferme, et j'ai pour me remplacer près de lui un pusillanime, un trembleur qui s'inquiète parce qu'il n'a pas vu les fonds!

Loche s'arrêta pour hausser les épaules.

— Muzard, continua-t-il lentement, Muzard, avec sa vie, avec son entrain, son énergie, serait allé jusque sur les chantiers stimuler les équipes. Il aurait parlé net aux architectes, aurait fait prévaloir nos idées. Il aurait su choisir les voyageurs chargés de répandre en France l'eau Fidelia. Voyez-vous, Solème, j'ai une forte estime pour Muzard, une très forte estime. L'aurait-il voulu, que demain il serait devenu mon gendre.

Il s'arrêta une seconde, comme pour mesurer la stupéfaction de Solème. Puis, indifférent :

— Il ne déplaît pas à ma fille...

Il y eut un silence prolongé. Tout à coup, ressaisi par son activité coutumière, Loche prit son chapeau, sa canne.

— ... Mais je m'oublie ici. Adieu, mon cher; je reviendrai dès le déjeuner pour les essais de notre numéro 11.

Et avant de sortir, il alla faire le tour de l'appareil auquel ne manquaient plus que quelques enjolivemens au siège. Il ordonna au mécanicien de mettre en mouvement le moteur. Les longues palettes en noyer de l'hélice commencèrent à se balancer comme les ailes aériennes d'un moulin, puis, avec un grondement qui s'enflait, le tournoiement devint plus rapide. Bientôt il n'y eut plus dans l'air qu'un cercle vaporeux produisant un ronflement qui éteignait tous les autres bruits des marteaux, des forges, des rabots et même les gémissemens aigus de la scie mécanique là-bas.

Jean était demeuré, les coudes sur son bureau, la tête dans les mains, sans rien entendre. Cette pensée de l'argent qui lui échappait lui causait dans tout son être un arrachement comparable à la perte d'un grand amour. Tout d'abord, cette faim de l'argent qu'il fallait assouvir, mêlée à l'influence des procédés de Loche, lui inspira l'idée d'un emprunt personnel. Les promesses du banquier avaient été assez formelles pour qu'il pût tabler sur elles. S'il faisait des dettes, même un peu grosses, il serait avant trois ans en état de se libérer. Mais ce n'était pas un audacieux et cette longue échéance l'effrayait. Puis, il revoyait brusquement Yvonne et sa convoitise de l'auto, et le dédain que

lui marquerait la petite bouche d'enfant quand il dirait la façon dont Loche l'avait joué. Ensuite, la merveilleuse comédie de Loche se déroulait à ses yeux à rebours, depuis l'attendrissement final jusqu'à l'âpreté du début. Et il en arriva ainsi à se remémorer les prémisses de la scène, le rapport du beau Leherpeux, cette peinture de la montée des actions bien faite pour éblouir. Soudain le mot de Loche s'imprima dans son cerveau :

— Nous avons aussi beaucoup d'opérations à terme.

Leherpeux n'avait pas menti. L'ascension allait continuer. Les actions de la Société de Navigation soudanaise étaient entrées pour un temps indéterminé dans cette phase d'intensité vitale qui communique la fièvre aux agioteurs; c'est ce qui expliquait l'idée de Leherpeux : « L'ascension se soutient, se nourrit d'elle-même. » Sans argent, sans un sou, grâce à une opération à deux mois qui se solderait par différence, pour peu qu'il eût un peu d'audace, il pouvait gagner gros, si, comme tout le faisait supposer, les actions atteignaient huit cent cinquante ou neuf cents avant ce délai.

Deux heures plus tard, quand il revint déjeuner, boulevard Maillot, il avait vu Leherpeux, ses ordres étaient donnés. Il pouvait à coup sûr escompter un gain de plusieurs milliers de francs. Cette idée lui donnait tant d'assurance et de gaîté qu'il oublia de noter que sa femme ne l'avait pas attendu. Elle avait pris son repas seule, puis était remontée dans sa chambre. Solème avala le sien rapidement et se hâta de la rejoindre. Elle consultait un indicateur de chemin de fer et dit amèrement :

— Tu vois, tout comme la femme d'un calicot, je cherche pour mes vacances non le plus joli endroit, mais le petit voyage pas cher, le seul que nous puissions entreprendre.

— Attends un peu, lui répondit Solème, et tu verras, ma chérie, le beau voyage que je te ferai faire, le voyage dont tu ne te doutes pas...

Elle répondit en le scrutant d'un air incrédule :

— Tu me promets toujours des choses que tu ne tiens jamais !

Il se contenta de lui murmurer à l'oreille :

— La Norvège !...

Elle sourit, elle trouvait l'idée bonne. Non qu'elle eût un particulier désir des pays du Nord, mais ce voyage lui semblait « bien porté, » réservé à une catégorie de la société qui n'était

pas le vulgaire. Son plaisir fut tel qu'à l'heure où Jean lui dit adieu elle l'embrassa dans un élan qu'il ne connaissait plus depuis longtemps.

Pour lui, une grande assurance lui était venue. Le formidable pouvoir que Cyprien Loche exerçait sur lui étouffait toute l'inquiétude qu'auraient pu faire naître les risques où il s'aventurait. Il s'en allait à son bureau, tranquille comme un employé raisonnable et apprécié, sûr de toucher à la fin de son mois le nécessaire.

Il fut bien étonné, en arrivant à l'usine, d'y trouver Muzard entre M^lle^ Loche et le banquier.

— Nous sommes allés l'enlever de force, lui cria-t-elle aussitôt. C'est ainsi qu'il faut agir avec lui. Vous avouerez qu'il était obligé de voir au moins une fois la mise à l'eau d'un appareil...

Loche regardait alternativement sa fille et le caissier avec une complaisance béate. Il dit à Muzard, pendant que les mécaniciens ouvraient à deux battans la porte de la bâtisse, pour laisser passer l'hydromobile :

— Voyez, ce qui rend mes appareils si précieux dans les pays coloniaux, c'est qu'ils sont voiture en même temps que bateau. Voici pour le moment un chariot.

En effet, l'appareil, traîné par deux hommes, roulait sur ses quatre roues. Il franchit le portail, s'avança sur le quai de Javel pour aller trouver la cale que l'usine possédait près du viaduc d'Auteuil, entre le port des bateaux-mouches et la berge des chiffonniers. Les passans s'arrêtaient pour voir l'étrange radeau, des gamins l'escortaient.

— Venez-vous, messieurs? dit M^lle^ Loche.

Elle s'en allait bravement la première, faite comme une déesse de Rubens. Le soleil torride, qui ruisselait sur le quai d'un blanc crayeux, illuminait les ondes blondes de ses cheveux qu'un tout petit chapeau découvrait. Elle dut ôter sa jaquette, apparut dans une chemisette de dentelle blanche, sur laquelle une ombrelle verte faisait mouvoir ses reflets. Solème disait à Muzard :

— Et ton ami Naïm, se remet-il de sa blessure?

Alors Muzard s'assombrit. Son âme inquiète apparut. Il n'était rien moins que rassuré. La blessure avait intéressé le poumon et déterminé, croyait-on, un abcès. Depuis deux mois

que la fièvre durait, le blessé commençait à s'affaiblir. On parlait d'une opération.

— Enfin, a-t-on retrouvé l'assassin? demandait Solème. S'est-il décidé à porter plainte?

— Porter plainte, lui, Naïm? ah! mon vieux, tu ne le connais pas.

— Ce doit être un de ses honorables paroissiens qui a fait le coup.

Mais Augustin, poursuivant son idée :

— Naïm n'a pas besoin de l'administration de la justice. Il fait sa justice lui-même. J'ai pu deviner la scène qui s'est passée la nuit du crime. Il n'est pas demeuré longtemps la victime. Il est devenu soudain le tribunal. Cet homme-là est plus qu'un homme. Son ascendant moral retourne une âme, n'importe laquelle.

— Tu crois qu'il a converti sur-le-champ l'apache qui voulait le tuer?

— Il le pouvait.

Là-bas, soutenu par des cordes, l'hydromobile descendait doucement le long d'un plan incliné. Sur la cale, il laissa ses quatre roues. On le poussa sur l'eau. De voiture il était devenu bateau. M^lle^ Loche voulait embarquer immédiatement. Son père l'en empêcha. Il entendait que le pilote expérimentât d'abord le glissement. Elle aurait aimé courir un petit danger. Mais le pilote partit seul avec Loche.

— Si un prêtre comme Naïm venait à disparaître, murmura légèrement Solème, qui pensait au chiffre que les actions soudanaises atteindraient demain, cela serait vraiment dommage.

— Qu'est-ce qui serait dommage? interrogea M^lle^ Loche, qui se laissait aller mollement au roulis du ponton sur lequel tous trois étaient demeurés avec le mécanicien.

— Que l'abbé Naïm disparût, fit Muzard d'un ton bref.

Elle remarqua ses yeux brillans et sa main nerveuse qui tordait en tremblant la barbiche rousse. Elle eut peur d'offenser son émotion et ne prononça pas un mot. Mais elle appela Solème pour lui montrer, au travers des arches du viaduc, le glisseur qu'on apercevait dans un nuage d'écume vers le tournant de Meudon. Et elle lui dit :

— Son ami est donc plus mal?

— Oh! non, mais Muzard est ainsi pour ceux qu'il aime. Il n'existe pas pire sentimental que lui.

— Ils reviennent, ils reviennent! s'écrièrent les ouvriers.

L'eau était unie avec de petits miroitemens courts. Périodiquement le passage des bateaux-mouches la labourait de sillons obliques. Un train de chalands descendant le courant venait à vive allure du port Saint-Nicolas. On vit la cheminée du remorqueur saluer le pont Mirabeau, profondément, au passage. Et du côté de Meudon, minuscule, petite barre d'écume qui sinuait au milieu des chalands et des bateaux comme un auto bien conduit parmi l'encombrement d'un boulevard, l'hydromobile revenait vertigineusement. Il ne tenait compte ni du vent debout, ni du courant à remonter; il surnageait tout entier; à peine si les palettes de son fond effleuraient l'onde. Enfin, on commença de distinguer le tournoiement de l'hélice qui dessinait comme un soleil à l'arrière du radeau. Muzard, intéressé malgré lui, admirait cette légèreté presque mythologique du véhicule qui dans sa vitesse folle pulvérisait l'eau en un blanc nuage autour de lui. Debout au bastingage, Cyprien Loche retenait d'une main son haut-de-forme contre les efforts du vent.

— Quatre-vingts à l'heure, dit-il, en abordant.

— Monsieur Loche, dit Muzard, mes félicitations très vives...

— Merci, mon cher ami! merci, interrompit le banquier en lui serrant la main.

— Permettez, monsieur Loche; mes félicitations très vives à l'inventeur! Pourquoi ne parlerait-on pas de lui?...

— Nous aurions dû faire du quatre-vingt-douze, dit le pilote soucieux.

Et il s'accroupit près du moteur avec des mécaniciens qui dévissaient des écrous, auscultaient la pieuvre d'acier.

— L'inventeur, mon cher Muzard, dit Loche suffisant, je fais sa fortune, c'est mieux que d'en parler.

— Sa fortune? interrogea Muzard froidement.

Puis aussitôt :

— Cet homme méritait bien d'être privilégié.

— Embarquons-nous, papa? demandait M^lle^ Loche impatiente.

Cyprien Loche inventa un prétexte pour entraîner Solème à l'usine. Muzard et la jeune fille partirent seuls.

— Faites-nous la grande vitesse, dit celle-ci au pilote.

Il n'y avait qu'une place près du siège de la direction. Elle préféra demeurer debout, agrippée au bastingage aux côtés de Muzard. L'hélice commençait de tournoyer. Le pilote, avant que le bruit du moteur ne devînt assourdissant, n'eut que le temps de lui crier :

— Prenez garde aux embruns!

Et déjà, ils viraient dans une gerbe d'eau pour emprunter une des arches du viaduc. M^lle^ Loche éclata d'un beau rire perlé que le ronflement du vent aux oreilles, le crépitement du moteur et l'autre plus enveloppant produit par la giration de l'hélice aérienne, étouffèrent. Elle dit un mot à l'oreille de son compagnon. Il ne put l'entendre. Elle l'observait à la dérobée. Il regardait, de l'autre côté, les coteaux verts et frais de Meudon. On y sentait sous les verdures de calmes villégiatures bourgeoises, des tonnelles ombreuses meublées de fauteuils paresseux, des allées de sable fin, de calmes maisons blanches. Ici le soleil était torride. La poussière d'eau qui, à tout instant, vous poudrait le visage devenait un bienfait. Bientôt ce fut Sèvres et ses quais dépourvus d'ombre. Puis aussitôt, derrière un rideau de gigantesques peupliers que la lumière écrasante du fleuve faisait paraître bleu sombre, on vit des pelouses baignées d'une lueur légère, des arbres fins dorés par un soleil d'une douceur infinie : le parc de Saint-Cloud. Et tout cela, à peine entrevu, disparaissait, s'enfonçait en arrière, dans le glissement vertigineux du radeau de planches sur les vaguelettes d'argent fondu.

M^lle^ Loche avait au coin des lèvres un sourire d'épanouissement, de bonheur complet. Muzard demeurait illisible. Elle essaya de prononcer encore une phrase. Il en entendit seulement le dernier mot : « ... très loin. » Il y avait en elle cette douceur indéfinissable qui émane d'une femme au moment où elle est attendrie jusqu'au fond de l'âme. Alors il la regarda enfin et la trouva belle. Ses paupières battirent; il demeura quelques minutes inconscient.

Maintenant le Mont-Valérien dressait au-dessus d'eux son profil sec et militaire. Les frondaisons du Bois de Boulogne fuyaient à droite et l'on goûtait leur fraîcheur au passage. Enfin ce fut Neuilly, l'amphithéâtre de Courbevoie. L'appareil filait comme un bolide. M^lle^ Loche tendait la main vers Marly et la terrasse de Saint-Germain, quand le glisseur, dans un nouvel

éclaboussement qui les inonda, Muzard et elle, vira brusquement pour le retour. Avec une mine de reproche, elle interrogea le pilote. Celui-ci fit signe qu'il arrivait au bout de son essence. Muzard entendit la jeune fille s'écrier :

— Déjà!

Il était secrètement touché, et s'enrageait contre lui-même de le sentir. Il se serait battu pour avoir consenti à cette promenade, bizarre comme la femme qui l'avait désirée. Quelle faiblesse avait été la sienne d'accepter!

Quand ils revinrent au quai de Javel, Cyprien Loche les attendait, monté déjà en voiture, comme s'il eût été pressé d'emmener sa fille. Elle, très animée par la promenade, par le soufflet incessant du vent aux joues et un certain triomphe qu'elle croyait pressentir, parut très contrariée de ce brusque départ.

— Voulez-vous que nous recommencions une autre fois? demanda-t-elle gentiment à Muzard, en lui serrant la main par la portière.

— Non, dit Muzard.

Elle ne put retenir un cri de chagrin.

— Pourquoi?

— Un pauvre caissier n'est pas libre de son temps, dit-il avec mauvaise humeur.

Alors la jeune fille rentra dans le fond de la voiture avec un demi-sourire de bonheur.

Solème et Muzard demeurèrent ensemble sur le seuil de l'usine. C'était ce qu'avait voulu le banquier.

— Je retourne à mon bureau, dit Muzard impatient.

— Attends, dit Solème, ne sois pas si nerveux. Je suis chargé d'une mission près de toi.

Sans lui poser une question, Muzard braqua sur lui ses yeux dévorateurs qui lisaient la pensée des autres. Il comprit la vérité, mais une pudeur l'empêcha de l'avouer.

— Je suis chargé de te demander en mariage, mon vieux.

— Ah! dit Muzard seulement.

Ils gardèrent le silence. Solème, extrêmement curieux du sentiment de son ami, l'observait sans parvenir à le deviner. La vérité, c'était que Muzard, qui avait pu prendre agréablement une demi-certitude, était accablé par la brutale révélation. Non seulement il se sentait acculé à l'odieuse obligation de repous-

ser une femme. Mais il s'y sentait acculé dans un instant où elle lui avait fait subir tout le pouvoir dont elle était capable.

— Écoute, Solème, dit-il enfin, s'il fallait subir un entraînement, j'aimerais mieux un collage éternel avec Ninette, qu'une union légitime avec la fille de M. Cyprien Loche. Comment, moi qui redoute l'amour parce que c'est l'amour, c'est-à-dire le plus grand leurre dont l'homme puisse être victime, je me laisserais prendre à un amour doublé d'un traquenard d'homme d'affaires? Car on n'épouse pas Mlle Loche seule, on épouse son père, et outre son père on épouse encore Herblay et cette immense fumisterie qu'est la source Fidelia. Non, non, ma réponse est prête. Tu peux la transmettre à ton patron.

— C'est ennuyeux, fit le grand Solème écrase par ce nouveau souci.

— Il ne fallait pas te charger d'un pareil paquet, mon cher.

— Voilà longtemps, poursuivit Solème désireux de plaider encore, voilà longtemps que cette femme tourne autour de toi. Je m'en rends compte aujourd'hui. Et elle est bien, tu sais...

— Peuh! fit Muzard avec une grimace, une statue massive.

— Mais cette élégance extérieure, cette façon de se mettre...

— Eh bien! quoi? des notes chez le couturier, — et impayées encore. Voilà tout ce que cette mise représente.

— Tu sais que Loche deviendra de ce fait ton pire ennemi. Un père ne pardonne pas en ce cas.

— C'est bien mon plus vif désir, et je fais ici le vœu de ne jamais plus revoir cette sinistre tête de crotale.

— Et elle, cette belle grande fille, tu n'as pas un brin de chagrin à lui briser le cœur?

A ce mot, si maître de lui qu'il fût, Muzard eut un frémissement qu'il ne put pas tout à fait dissimuler. Mais il prit sur lui de blaguer encore :

— Moi, moi, fit-il en secouant le bras de Solème, j'aurais rendu dans ma vie une femme inconsolable? Allons donc!

Jean Solème le vit s'éloigner du côté du viaduc de son pas ferme de mousquetaire du vingtième siècle. La force de Muzard une fois de plus le démontait. Ce petit employé refusant si aisément la fille du financier puissant, c'était le trait de son ami qui devait pour jamais l'impressionner, car en même temps que la belle fille amoureuse c'était l'argent de Loche, la colossale

fortune en construction qu'il venait de repousser. Solème ne savait s'il devait juger le fait admirable ou bien fou.

Cependant Muzard n'allait point d'un pas si assuré qu'il ne ressentît dans tous ses membres un léger tremblement. Un caprice l'avait poussé à se servir, pour rentrer au boulevard, du bateau d'Auteuil, comme s'il eût cherché encore au fil de l'eau les émotions de tout à l'heure. Il voulait se retrouver soi-même, s'examiner, faire la solitude en lui-même. Mais la femme au corsage de dentelle, à l'ombrelle verte, au beau sourire, était à ses côtés, le frôlait presque. Ce fut bien pire encore dans le bateau-mouche quand il se fut placé au fin bout de l'arrière. Il la revoyait. Elle se penchait vers lui en redisant, comme elle avait dit tout à l'heure, alors que le Mont-Valérien se profilait à gauche et que la masse verte des îles de Neuilly apparaissait déjà dans leur forme ogivale comme des cathédrales de verdures : « ... très loin... »

Dès la seconde station il quitta le bateau pour la fuir et se jeter dans le Métro, pensant secouer ainsi l'obsession. Mais ce fut pire encore. Elle était là. Elle mettait son masque aux femmes qui approchaient Muzard et leur donnait jusqu'à son discret parfum. Alors il décida de finir à pied le trajet. Mais elle était comme son ombre sur les trottoirs, entre les murs et lui. Elle le suivit jusque dans son bureau de verre. Elle s'inclinait vers lui quand il alignait ses chiffres. Il aurait voulu s'en débarrasser d'un geste de colère.

Enfin, quand l'heure de sa liberté sonna, il se dit :

« Si j'allais voir Andrée Ornans ? »

Les yeux de sa meilleure amie lui semblaient comme un lac pur, une eau bienfaisante où il se plongerait pour se délivrer de l'obsession. Afin d'être plus sûr de la trouver chez elle, il sauta dans un taxi-auto.

A peine si l'on sentait, bien qu'il fût six heures passées, le déclin du jour; le boulevard était poudré d'or ; le haut des maisons baignait dans la lumière. Muzard aimait ces chaudes et longues journées de juillet où tout un pan de vie peut se dérouler à l'aise. L'air était toujours si étouffant que dans cette voiture cahotante le jeune homme se rappelait encore avec un regret la fraîcheur des embruns et la douceur de l'ombre sur l'eau. Il redouta soudain qu'Andrée Ornans fût sortie... Avant de sonner, dans une appréhension qui lui faisait battre le cœur,

il prêta l'oreille et il se rasséréna en entendant venir du fond de l'appartement un bruit de cristal et d'argenterie heurtée. Elle-même ouvrit la porte. Elle s'écria :

— C'est vous! Comme il y avait longtemps...

— Vous trouvez, c'est vrai? demanda-t-il en riant, vous trouvez qu'il y avait longtemps? J'ai toujours peur de vous déranger.

— Oh! je me gène si peu avec vous!...

La grande pièce du fond semblait recevoir tout le soleil de Paris qui entrait par les deux fenêtres au couchant.

— Venez au jour me montrer votre mine, dit Muzard.

Il la contempla longtemps, comme s'il admirait sa belle santé physique revenue. Mais, au demeurant, c'était la vigoureuse santé de son âme sereine qui le pénétrait d'une joie douce, et surtout d'une confiance infinie.

— Dites donc, Muzard, fit-elle tout d'un coup, voulez-vous dîner avec moi? Imaginez-vous que ma femme de ménage m'a mis sur le gaz ce matin un pot-au-feu succulent. Mais je me demandais justement comment j'en viendrais à bout. Regardez, je m'apprêtais à dîner toute seule à cette heure-ci pour me débarrasser au plus tôt de cet ennuyeux devoir. Dites, voulez-vous me tenir compagnie, Muzard?

Il ne répondait pas. Il avait eu d'abord de cette invitation une surprise extrême. Comment! elle voulait bien le recevoir ici, chez elle? — Et ensuite une joie immense. Ah! finir une telle journée dans la paix de cette amitié délicieuse!...

— Vous ne voulez pas? non?

— Mais si, mille fois si. Vous êtes tellement bonne, que je n'en croyais pas mes oreilles...

Alors, avec une joie visible elle s'empressa aux préparatifs. Elle complétait le couvert, cherchait les plus jolies assiettes, allait de temps en temps découvrir la marmite d'où s'échappait un jet de vapeur odorante, fleurant le chou, le clou de girofle. Muzard s'amusait à suivre les mouvemens incessans de sa mince personne alerte. Et elle bavardait sans s'arrêter, lui criant de la cuisine, ou bien la tête encore dans l'embrasure du buffet :

— Et Marie Plichet, elle va toujours bien? Sa sollicitude pour ses cliens ne se lasse pas? Et Albert Blond, pourquoi n'a-t-il pas encore publié mon dernier conte? Vous savez, je suis

retournée à Tenon voir mes compagnes de misère. La pauvre paralytique est morte. La surveillante m'a dit : « C'est du chagrin de vous avoir vue partir. » Pauvre grand'mère ! Et l'abbé Naïm ? sa blessure se guérit-elle ? N'oubliez pas que vous m'avez promis de me conduire à lui un jour. Vous allez aussi me parler de votre ami Cyprien Loche. Vous m'amusez tant quand vous me racontez ses exploits !

— Je n'ai rien à vous en dire, prononça Muzard énigmatique.

— Vous ne le revoyez plus ?

— Il y a trois heures que je l'ai quitté.

Andrée Ornans était trop distraite, trop préoccupée par son devoir présent d'hôtesse pour noter le ton singulier de Muzard. Elle s'affairait à couper dans la soupière de minces lamelles de pain diaphanes comme du papier. Puis Muzard l'aperçut dans un nuage de vapeur, la louche à la main qu'elle plongeait dans le pot bouillant, d'où sortaient les plus pénétrans aromes de la cuisine.

— Le pot-au-feu, dit-il, quel régal ! Il y a bien quinze ans que je n'avais été à pareille fête.

— C'est vrai ? Oh ! comme je suis contente alors !

Ils s'attablèrent dans la petite salle à manger obscure qui ne recevait guère de jour que de la grande chambre illuminée. Andrée Ornans était gaie comme jamais, lui taciturne. Elle finit par s'en apercevoir.

— Qu'est-ce que vous 'avez, Muzard ?

Mais, pour donner le change, il s'extasia sur le plat de légumes. Il proclama la royauté du rouge de la carotte. Alors, elle prétendit que c'était la triste nuance lavée, maladive, ce vert grisâtre du poireau bouilli, son voisin, qui ennoblissait la carotte. Pour le chou, on le coupa en deux pour voir apparaître ses entrailles frisées et multicolores, allant du rose chair au vert éteint, avec une dégradation si poussée, si excessive, que c'étaient des couleurs presque morbides. Puis, ils plaignirent le malheureux navet, le légume sans charme, le légume anémique dont le mauvais goût, fade et âcre en même temps, contribue pourtant à la saveur du bouillon parfait.

— Mais vous ne me dites pas ce qui vous rend soucieux, Muzard.

Il la regarda bien en face : il vit ses yeux clairs qui ne connaissaient aucun trouble, cette gravité virile mêlée à la sim-

plicité enfantine qui écartait toute idée de détour. Est-ce qu'on ne pouvait pas tout dire, en regardant ces yeux-là? Est-ce qu'on ne pouvait pas se confesser à cette calme, douce et impassible jeune fille aussi bien qu'à Paul Naïm, mieux peut-être, puisqu'elle était moins divine que lui? Et un cri sortit de son être fatigué de la lutte :

— Je suis accablé.

Elle était attentive, presque maternelle, mais ne posait plus une question, L'inquiétude qu'elle ne dissimulait pas engagea seule Muzard à parler.

— Loche, murmura-t-il, mon ami Loche, comme vous dites, a, vous ne l'ignorez pas, une fille. Vous ne les connaissez ni l'un ni l'autre, et personne ne le saura que vous; donc, Loche m'a offert cette fille en mariage. J'ai l'air de m'en vanter, j'ai l'air de vous raconter cela par fatuité; eh bien! non, je n'ai pas de fatuité, je sais bien que je possède un physique dont les femmes ont peur d'ordinaire. Je leur déplais. Souvent, elles me détestent, et je me demande pourquoi celle-là...

— Vous allez accepter?

La question passa très paisible, très douce, sur les lèvres mi-ouvertes qu'il regardait en parlant. Andrée Ornans, de l'autre côté de la table, les coudes à la nappe et les doigts croisés sous le menton, avait dit cela sans un geste, illisible.

— Accepter? s'écria-t-il avec une sorte d'indignation. Allons donc! Je ne suis qu'un pauvre bougre, mais j'ai de moi-même une estime qui ne me permettra jamais d'entrer dans la famille Loche.

— Il y a *Elle* d'abord, dit Andrée Ornans.

— Ah! je le sais bien!

— Elle vous aime? murmurèrent avec indulgence les tendres lèvres.

Une crispation passa sur le visage de Muzard, qui détourna les yeux sans répondre.

— Vous l'aimez? redirent presque imperceptiblement les lèvres obstinées.

Mais ici, les deux poings de Muzard s'abattirent sur la table avec une sorte de fureur.

— Non, non et non! Je ne l'aime pas, je ne l'ai jamais aimée, vous entendez, mais... mais... Non, vous ne pouvez pas comprendre.

Il entrevit soudain la pureté de cristal de l'âme de sa confidente et dit seulement :

— J'ai eu l'obsession de son image, tout simplement.

— Si elle vous aime, dit la jeune fille, vous allez la faire terriblement souffrir.

Muzard répliqua d'une voix sourde où l'on sentait vibrer l'inspiration et parfois jusqu'au ton de l'abbé Naïm :

— Elle porte le poids des malédictions de l'argent. Si elle souffre, c'est de la malédiction de l'argent qui pèse sur elle. C'est l'implacable et mystérieuse justice. Ce n'est pas moi qui l'accable, c'est l'argent.

— Vous l'auriez donc aimée pauvre? demanda Andrée.

— Je ne sais pas... Mais pauvre, elle n'aurait pas voulu de moi, car je ne dois être pour elle qu'une fantaisie de fille riche, amateur de contraste, et qui n'a vu en moi qu'un bizarre échantillon, tranchant sur les habituels courtisans de son argent. Donc, vous voyez bien...

Ils s'aperçurent soudain qu'ils avaient oublié d'achever leur repas. Des cerises et des fraises odorantes étaient dans un compotier sur une desserte. Mais c'était fini ; ils n'avaient plus faim, et passèrent ensemble dans la grande pièce lumineuse, la chambre de travail d'Andrée Ornans où un paravent japonais à quatre feuilles suffisait à cacher le petit lit de la jeune fille. D'un geste tout naturel, ils vinrent s'accouder à la fenêtre, d'où l'on voyait les arbres du boulevard desséchés et grillés par les souffles parisiens, leurs feuilles pareilles à des préparations pharmaceutiques. Et là, Muzard prit la main de la femme de lettres.

— Que c'est bon d'avoir un ami comme vous à qui l'on peut tout dire! murmura-t-il. L'amour est une duperie, mais une telle amitié restera toujours ce qu'il y a de meilleur au monde.

— Oh! reprit Andrée Ornans, il ne faut pas dire du mal de l'amour.

Aussitôt les yeux inquiets et scrutateurs de Muzard s'attachèrent à elle, avidement. Il lui confiait tout, mais lui, de sa vie, ne connaissait rien. Quelle était l'histoire de ce cœur mystérieux? quel était son secret passé, présent peut-être? La pensée que, pendant qu'ils étaient ici dans ce tête-à-tête si intime, l'image d'un homme pouvait régner en elle et que lui ne recevait peut-être ici que la menue monnaie de ce qu'elle donnait à un autre, le jeta dans une extraordinaire et visible nervosité.

— Comme vous défendez l'amour! dit-il d'un ton singulier.

— Toutes les femmes le défendent. Elles l'aiment toutes.

— Quand elles le connaissent,

— Même avant de le connaître et plus encore après, sans doute.

Les traits de Muzard étaient tout altérés ; les yeux angoissés, il demanda d'une voix tremblante :

— Vous avez aimé quelquefois, vous ? Peut-être en cette minute même ?...

Il souffrait si évidemment qu'elle ne pouvait l'ignorer. Elle se mit à rire d'un bon rire enfantin en reprenant les deux mains de Muzard.

— Mais non, cher ami, jamais ; ni en cette minute ni à aucune autre. Je vous l'aurais dit, voyons! Je défends l'amour sans l'avoir connu, c'est-à-dire sans l'avoir expérimenté, parce que tout de même une femme de vingt-sept ans, qui vit dans une complète solitude de cœur, y a songé quelquefois, — l'a désiré souvent même, je puis bien l'avouer ; en tout cas, l'a rencontré autour d'elle et l'a observé. Eh bien! Muzard, l'amour est une grande chose parce que c'est une chose absolue et que c'est le don complet de soi-même. Et, s'il est porté par des âmes dignes de lui, ce n'est pas une duperie, car ce n'est pas l'amour qui trompe l'homme, c'est la faiblesse de l'homme qui trompe l'amour.

Il la scrutait toujours ardemment. Il finit par lui demander :

— De sorte que si, demain, vous rencontriez un amour tel que vous le rêvez...

— Quoi! dit-elle, en riant de nouveau, vous me défendriez d'aller au bonheur s'il venait à moi ? Mais vous n'êtes pas un ami, mon cher, vous êtes un tyran, un tuteur !

Mais lui ne riait pas.

— Andrée, lui dit-il en baissant la tête pour tâcher de dissimuler ses larmes, je n'ai jamais eu rien de bon dans la vie que votre amitié, je ne voudrais pas la perdre.

Puis il lui demanda la permission de bourrer sa pipe. C'était pour cacher le chagrin qui l'étranglait, l'inquiétude qu'elle avait fait naître en lui. Deux fois le vent éteignit son allumette. Mais il ne se fâchait pas. Il semblait être devenu subitement doux. Il pensait douloureusement au roman qui, un jour ou l'autre, pouvait lui arracher cette femme chérie. Il eut un

sursaut, quand Andrée Ornans posant les doigts sur sa manche lui murmura soudain :

— N'ayez pas peur, Muzard ; vous ne perdrez jamais mon amitié. Et je suis certaine que, lorsque nous aurons soixante ans tous les deux et que je serai une petite vieille trottinante et radoteuse, vous viendrez encore fumer votre pipe chez moi le soir, dans la belle liberté des êtres pauvres et simples que nous serons demeurés.

Il eut encore à ce moment l'idée de baiser la petite main qui dans l'obscurité faisait une tache blanche sur la jupe noire. Mais il ne l'osa point, dans son respect infini pour la candide confiance de cette jeune femme fraternelle. Ils se mirent simplement à chanter ensemble l'hymne de cette pauvreté divine qui leur faisait une âme si légère et si libre. Les bruits de Paris mouraient insensiblement ; une odeur de feuilles sèches et surchauffées venait des frondaisons jaunies du boulevard.

## XIII

Désiré Coquart très pâle, se sentant dévisagé par les yeux inquisiteurs de Muzard, frappa doucement à la porte de son maître. Celui-ci ayant dit d'entrer, Désiré annonça :

— Monsieur le curé, c'est M. Muzard.

Le prêtre apparut couché dans un petit lit de fer, au fond de la chambre nue. Son visage était amaigri, et la barbe noire parmi le blanc des oreillers accentuait encore la blancheur de son teint. Mais il n'avait cependant pas ce facies angoissant de ceux vers qui la mort s'achemine. Il était plutôt le convalescent qui revient lentement à la vie, et dont l'aspect donne un signe d'espérance. On l'avait opéré pour un abcès au poumon un mois auparavant, et maintenant, sauf la faiblesse, sa santé redevenait normale.

— Vous êtes bons, vous, tous ceux que j'aime, de venir me voir si souvent, dit-il en serrant la main de son ami.

— On ne vient pas souvent, mon vieux, mais on vient quand on peut, répondit Muzard, qui notait anxieusement en parlant tous les stigmates de la maladie sur cette figure qui avait été naguère si expressive de force.

Le prêtre alors se retourna vers le jeune domestique qui refermait la porte.

— Désiré, Désiré, j'ai faim, mon petit; veux-tu m'apporter un fruit?

Il s'appliquait à sa guérison comme à un grand devoir, et donnait actuellement à son corps autant d'attention qu'il lui en avait refusé aux jours de santé. Comme Désiré revenait avec une pèche roulée dans le sucre, il retint le bras maigre du jeune homme et dit à Muzard :

— Cet enfant-là me soigne bien.

Muzard se souvenait du jour terrible de la confession où, devant l'abbé Naïm brûlé de fièvre sur son matelas, Désiré Coquard, à mots hachés, avec des sanglots nerveux, des sursauts de révolte, mais dominé par le mystérieux pouvoir du prêtre exténué, avait raconté seul son crime. Ce jour-là, il l'aurait peut-être étranglé, si Paul Naïm n'avait fait un effort pour ordonner :

— Tends-lui la main à présent, parce que je lui ai pardonné déjà, et souviens-toi seulement de ceci : c'est un apache inconnu qui m'a mis cette nuit en cet état. Et que tout le reste s'abolisse en ta mémoire.

Chose facile à dire! Dans la mémoire de Muzard, après quatre mois, rien ne s'était aboli. Il exécrait toujours ce valet sournois, qu'il ne revoyait plus en son imagination que frappant le Saint. Si Naïm était mort, peut-être même qu'oubliant le serment fait au prêtre, Muzard aurait dénoncé le coupable. Il ne pouvait croire que la perfidie de cette nature eût réagi au contact de la divine nature du prêtre, au point de se transformer essentiellement, comme dans les actions chimiques. Il se méfiait toujours de Désiré. Mais la bonté infinie et délicate du malade disant : « Cet enfant-là me soigne bien, » le confondit une fois de plus. Il sortit du monde, il entra dans le royaume céleste où vivait Naïm, où des anges vous chuchotaient aux oreilles les Béatitudes, *Beati misericordes*. Un soleil très doux et voilé de septembre, qui au dehors noyait les fortifications, entrait dans la chambre blanche et dessinait sur le parquet un vague rectangle d'or pâle. La chambre devenait une cellule mystique. Muzard observait le jeune homme, qui baissait la tête. Le visage se releva, les yeux gris se dirigèrent vers ceux de l'abbé Naïm, et Muzard fut témoin de cette chose inoubliable : les deux regards se croisant, l'ineffable charité et le repentir s'unissant. Et, pour la centième fois, il se dit :

« L'autre vie existe. Elle règne ici. Naïm y a introduit avec lui cette canaille de Désiré, non parce que Désiré était capable de quelque chose de bon, mais parce que la puissance de Naïm est infinie. Naïm l'y a fait entrer avec sa nature abjecte, avec son âme de valet; mais il y est. Il connaît les douceurs mystiques du pardon. Il y restera à mille lieues de son maître, mais en comprenant des choses qui me sont fermées à moi, — ce qui est dégoûtant. »

Comme il pensait ainsi, l'on sonna de nouveau.

L'abbé Naïm prêta l'oreille. Son visage s'éclaira quand il reconnut la voix qui parlait à la porte. Il prononça :

— M^me^ de Chastenac !

Et Muzard vit entrer M^me^ Élisabeth, toute vêtue d'un drap noir léger, avec son petit bonnet de deuil et ses yeux meurtris, qui en faisaient le portrait vivant de la prisonnière du Temple. Elle avait aux mains une corbeille de fruits, chargée de lourdes grappes de raisin, de poires hâtives, blondes et gonflées de jus, de pêches si mûres que, pour un heurt, leur pulpe humide apparaissait sous la peau. Elle s'approcha en souriant du malade et lui offrit son présent. Mais l'abbé Naïm parut profondément chagriné.

— C'est trop, dit-il; maintenant, je puis me contenter d'une nourriture ordinaire. Je ne veux plus voler mes pauvres.

— Oh! reprit M^me^ de Chastenac, je sais au contraire que ces fruits sont la seule nourriture que vous puissiez prendre avec agrément, et c'est votre devoir de les accepter.

Les trois amis formaient un cénacle d'une intimité absolue. Muzard, qui se taisait, admirait cette amitié sereine du Saint et de la femme du monde, ce tableau de M^me^ Élisabeth apportant son offrande au prêtre avec sa céleste simplicité. Elle avait contribué par ses dons à la guérison du malade, qui eût prohibé de son traitement les soins coûteux, surtout les fantaisies. Maintenant, heureuse de sa convalescence, elle le questionnait sur l'amélioration progressive de son état, pendant que leurs deux regards se souriaient l'un à l'autre.

Puis elle se tourna vers Muzard qu'elle affectionnait aussi ; elle lui demanda s'il recevait des nouvelles de Solème.

— Peuh! dit Muzard, quelques cartes postales de Norvège de-ci de-là. Autrement, je ne sais rien.

M^me^ Élisabeth s'assombrit.

— Jean m'attriste, dit-elle lentement. J'ai vu la soif de l'ar-

gent l'envahir; je l'ai vu tenter des opérations de Bourse que je comprends à peine, mais que je réprouve, car ce que j'aime moins que tout, c'est l'argent qui ne résulte pas d'un travail produit. Et le pire est que j'ai vu ces opérations réussir au delà de ses espérances. Ces jeunes gens sont partis en voyage avec une somme considérable, et je me rappelle le rire étourdi et triomphal d'Yvonne me montrant son petit portefeuille bourré de billets de banque. Voulait-elle me défier?

— Non, madame, dit Muzard, seulement vous éblouir; car il n'y a pas de méchanceté en elle; mais elle est si assurée du pouvoir de l'argent qu'elle croit ne pouvoir mieux se grandir aux yeux de quelqu'un qu'en exhibant celui qu'elle possède, ce quelqu'un fût-il...

Il se tut devant l'épithète de « sainte » qui lui venait d'elle-même aux lèvres devant la veuve. La longue main amaigrie de l'abbé Naïm, qui caressait doucement la toile du drap, s'arrêta net, se leva en l'air, et il dit :

— Quand tout le monde subirait le maléfice, M^me^ de Chastenac ne le subirait pas.

Elle reprit gaiement :

— Ah! non, je suis délivrée, Dieu merci!

— Je ne vous ai jamais connue enchaînée, dit le prêtre.

Elle répliqua :

— Si, si, j'ai porté des chaînes légères, mais des chaînes. J'ai aimé ce que l'argent met de grand en nous, c'est-à-dire que j'ai aimé l'argent. Il est si difficile d'être riche! Enfin, je ne le suis plus, Dieu merci! Mais on me traite parmi les miens comme une insensée. Je suis en tutelle. Il me restait un petit capital; ma belle-mère l'a converti en rentes viagères, afin que je ne puisse plus en disposer, et elle a renouvelé à son nom le bail de mon appartement, afin qu'il me fût impossible de le quitter pour le petit logement que je voulais. J'ai encore ma voiture au mois; c'est ma belle-sœur de Chastenac qui me la paie, et ma femme de chambre, que je cherchais à placer chez une amie parce que ses gages me revenaient trop cher, m'a demandé la faveur de demeurer près de moi sans que je lui donne un sou, en travaillant pour les magasins. Vous voyez, je suis pareille à une indigente, je ne possède rien en propre et je reçois l'aumône de tous, même de ma chère servante qui me fait le don de ses soins.

Pendant qu'elle parlait, Muzard la contemplait. Elle était si belle et si douce que l'austérité qui avait labouré son âme dans le secret, avec la brutalité du fer ouvrant la terre, n'apparaissait plus que comme une chose charmante et facile. On sentait qu'elle pressurait encore ses dernières ressources, qu'elle se privait sur mille besoins pour donner toujours.

Muzard, à l'écouter, avait la gorge serrée d'émotion. Pour donner le change, il se mit à innocenter Solème. Il se réjouissait malgré lui à l'idée que Solème avait été heureux en ses spéculations. Sa conduite avait été follement audacieuse. Se lancer sans rien posséder dans ces opérations à terme, c'était de la démence. Et si la chance avait tourné ? Si les actions de la Navigation soudanaise s'étaient mises à tomber soudain ?... Mais non, cela montait toujours ; il achetait, revendait, achetait, revendait encore, et les différences amenaient chez lui l'argent à foison, parce qu'il n'était pas le seul ; l'agiotage gagnait la foule ; on parlait d'une des plus belles affaires du jeune siècle, tous se précipitaient sur la valeur mystérieuse. Jean Solème allait devenir opulent. Eh bien ! après ? puisqu'il avait mis là son plaisir. Au retour du voyage, sa femme aurait l'auto convoité. Cet hiver, elle aurait sa loge à l'Opéra, peut-être. Tant mieux, puisque leur précaire amour était subordonné à ces misères...

— Il ne peut s'abattre de pire malheur sur une maison que la domination de l'argent, fit l'abbé Naïm.

La porte s'ouvrit très doucement ; une voix chevrotante prononça :

— Cela va mieux, mon fils ?

Une petite forme noire dans sa cloche de satin s'avançait avec un bruit dur de canne sur le plancher. Muzard pensa :

« On ne l'a pas entendue sonner, la mère Mathusalem. »

— Oh ! grand'mère ! vous avez encore monté mes étages, s'écria l'abbé Naïm.

Les deux amis s'écartèrent du lit pour qu'elle s'approchât. Elle devenait si petite que le prêtre n'eut pas à se hausser pour offrir son front aux vieilles lèvres qui le baisèrent dévotement. Puis, les yeux de braise au fond des cavités sombres du visage firent l'examen du malade. Enfin, le chef branlant se tourna vers Muzard et Mme Élisabeth, et, avec cette drôlerie des vieilles gens qui mettent leur vanité dans leur grand âge, Sarah Naïm déclara :

— J'ai quatre-vingt-quatorze ans et j'ai beau être chrétienne, je me serais, je crois, révoltée si mon enfant était sorti de ce monde avant moi.

— Non, grand'mère, ne dites pas cela, vous vous seriez résignée.

— Oui, madame, reprit doucement Mme de Chastenac, l'abbé Naïm m'a dit souvent la grande chrétienne que vous êtes.

— Mes actes sont chrétiens. Mon sang ne l'est pas, dit rudement la vieille Sarah.

Muzard, se souvenant qu'il y avait encore un fauteuil dans le cabinet du prêtre devenu la chambre du vicaire, s'en alla le chercher. Comme il rentrait chargé du meuble, la grand'mère disait au malade, d'une grosse voix qu'elle s'imaginait assourdie :

— Tu n'as plus d'argent, hein ? Je suis sûre qu'on ne trouverait plus un louis chez toi, hein? Tiens, voici un billet de cent francs.

Elle déposa le papier sur le lit, puis, se ravisant :

— Non, c'est trop. Cela irait tout de suite chez tes zoniers. Tu n'en auras que cinquante.

Elle changea le billet et, se retournant, vit Muzard qui lui offrait le fauteuil. Il le lui offrait avec une déférence attendrie, touché des faiblesses extrêmes de cet âge, respectueux jusqu'au fond de l'âme pour celle qu'il appelait, dans son éternel besoin de masquer tous ses vrais sentimens, « Mme Branle-du-Chef. »

— Merci, Muzard. Vous vous souvenez, mon ami, je vous ai vu haut comme cela.

Et elle levait au-dessus du plancher une main qu'aurait dépassée un enfant de deux ans. Il répondait oui et l'installait avec des précautions de fils, la tournait vers le malade qui, seul, l'intéressait ici, relevait sur l'angle de ses pauvres genoux décharnés les plis de sa mante soyeuse. Les yeux de l'abbé Naïm s'attendrissaient en la contemplant. Mais elle, qui ne se départait jamais de sa rudesse :

— L'argent, l'argent, bon sang! il en faut. Si je n'avais pas été là pour lui servir de banquier avec son père et sa mère pendant sa maladie, où en serait l'abbé aujourd'hui?

— Mais, grand'mère, reprit l'abbé Naïm, on ne doit jamais s'inquiéter de l'argent, il vient toujours à point, c'est le comman-

dement de Jésus. Regardez les lys des champs. Nous ne devons pas avoir, nous n'avons pas le droit, nous autres chrétiens, de concevoir plus de soucis d'argent qu'une fleur des champs que le Père céleste nourrit et habille.

Elle eut une espèce de rugissement de vieille lionne édentée et pelée qui se secoue au fond de sa cage.

— Parler et agir font deux. Si l'on ne s'occupait pas de l'argent, il ne viendrait pas tout seul, je suppose. Certes, on ne doit pas s'y attacher. Il est un bon serviteur, mais un mauvais maître, disait un écrivain de mon temps. Je te l'accorde, mon fils. Mais quant à prendre à la lettre une allégorie destinée à nous indiquer seulement un état d'esprit, non, non. Encore, je ne te cache pas que ce détachement m'est dur. Tout cet argent que nous avons gagné, ton grand-père et moi, dans notre commerce, et que je vois dilapider par ton père, d'abord, en ses inventions sociologiques, par toi ensuite dans tes folles charités, et dont un jour il ne restera plus rien dans la famille, sinon la part qu'aura gardée tante Rachel, je voudrais le retenir de toutes mes forces, — je voudrais pouvoir l'emporter là où je vais.

Ses yeux noirs se remplirent d'ombre. Il semblait que la Mort qu'elle voyait en face eût lancé un reflet sur son visage. L'abbé Naïm s'attrista :

— Grand'mère, ne parlez pas contre votre foi, qui est si grande.

— Ma foi est grande, c'est vrai, mais je ne suis pas comme vous tous qui avez l'Évangile dans les veines, dans la moelle des os, et qui êtes comme pétris par la puissance d'une hérédité chrétienne. Moi, j'avais vingt-huit ans quand je me suis inaugurée chrétienne. Tout était à faire, tout à créer en moi. Pas une bonne semence. Tous les germes qui poussaient contraires à la foi nouvelle. Il fallait tout arracher, — et produire spontanément dans le Christ des œuvres que ma nature ne m'inspirait pas.

M^me^ Élisabeth, qui l'écoutait avec une curiosité passionnée, demanda :

— Vous aviez vingt-huit ans, madame, quand vous vous êtes convertie ?

Quel intérêt, quel prestige devait avoir pour cette grande mystique le drame auguste d'une conversion ! Elle voulait savoir

le miracle secret, la métamorphose merveilleuse de cette âme. Son ami la comprit et pria l'aïeule :

— Grand'mère, dites à Mme de Chastenac comment les choses se passèrent.

Et Muzard, que l'émotion commençait à prendre, lui qui n'avait jamais entendu cette histoire sans être bouleversé, renchérit :

— Vous me le racontiez lorsque j'étais enfant, je me rappelle...

Les joues parcheminées et molles rentrèrent dans les mâchoires comme si la vieille femme les mordait. C'est que ces souvenirs la troublaient toujours, en dardant sur son âme, à chaque fois, un nouveau faisceau de lumière divine. Elle écarta son fauteuil et prononça, les yeux fixés sur Mme Élisabeth :

— J'ai quatre-vingt-quatorze ans et je perds la mémoire, mais cela, je ne n'oublierai jamais...

Elle s'interrompit pour demander qu'on fermât la fenêtre, car, en parlant, le bruit du dehors la fatiguait. Quand Muzard eut tourné l'espagnolette et fait tomber les rideaux blancs, la chambre s'emplit de silence et d'une clarté plus douce. Alors, la vieille prophétesse, qui avait enfanté par ses forces de néophyte toute une famille chrétienne, se mit à dire l'origine des choses...

— J'étais Juive; Youssouf, mon mari, était Juif aussi, plus dévot que moi, car il était d'Arménie et moi, j'étais Parisienne. Nous étions établis marchands de vieux ivoires rue Saint-Honoré dans le magasin que ma fille Rachel tient encore aujourd'hui. Mais ce qui est à présent au goût du jour était alors modeste et petit. N'importe, notre boutique faisait de l'argent. Nous vendions de vieux échiquiers, des boîtes doublées de satin défraîchi, des figurines anciennes, de petits reliquaires en forme de dôme, des vierges de toutes grandeurs et surtout une quantité de Christs détachés de leur croix avec leurs bras ouverts, leurs pieds décloués. Et moi, qui n'étais pas une femme méchante, et qui n'étais même pas une bonne israélite, car je ne pratiquais pas ma religion, je dois dire cette chose infâme, mes enfans, je haïssais le Christ.

A ces mots, elle ne put supporter ni le regard du Saint, ni celui de Mme Élisabeth, pas même celui de Muzard, peut-être le plus ardent, qui la dévorait. Elle baissa les yeux et sa tête branlante balança un instant. Puis elle reprit :

— Tout est à dire ici, pour expliquer, si c'est possible, l'action de la puissance qui fit tout. Je haïssais le Christ parce que j'aimais ma race et qu'Il nous avait vaincus. Je souffrais du mépris qu'à cause de la Mort du Christ, on inflige à ma race. J'avais une sorte d'intelligence, dans mon horrible péché et, sans en vouloir aux disciples, je remontais à leur maître. Et le matin, je vous dirai que Youssouf, mon mari, restait dans la chambre avec Joel et Rachel, mes enfans, pour leur apprendre à lire pendant que je descendais pour nettoyer la boutique. J'avais grand soin de l'étalage. Tous les jours, chaque pièce d'ivoire me passait entre les mains. Je la frottais d'une peau de daim et la lavais parfois d'un jet de salive. Et quand venait le tour des crucifix, je n'y manquais jamais, et toute ma haine passait dans ce crachat.

Elle se tut, sa voix cassée se mourait dans sa gorge. Elle avait tant de fois conté cette abomination que ce n'était plus la honte, qui l'étranglait aujourd'hui, mais l'horreur de la chose. Exténuée comme elle l'était par son siècle de vie, rude, impassible, cette chose la faisait encore frémir de la tête aux pieds, dans tout son être religieux. Muzard et les deux saints retenaient leur souffle. Quand elle eut retrouvé sa force, elle continua :

— Un matin, un matin d'hiver qu'il faisait jour à peine, je pris le plus petit parmi les crucifix de l'étalage, le plus ancien aussi, terni par la poussière et le temps. Il tenait tout entier dans le creux de la main et je le contemplai avec colère et je fis ce que je viens de vous dire. Mais à peine ma salive avait-elle touché le visage couronné d'épines, qu'une voix me sembla sortir de cette chose inerte, et cette voix disait : « Pourquoi m'insultes-tu de la sorte? Tes pères m'ont attaché à la croix. Mon supplice ne te suffit-il pas? » J'eus peur, je rejetai le crucifix avec les autres. Mais j'avais beau faire, un sentiment extérieur à moi-même s'implantait en moi. Je n'entrais plus dans la boutique désormais sans que mon regard n'allât droit à l'image détestée; et alors, de tous les crucifix sortait le même reproche : « Mon supplice ne te suffit-il pas? » J'avais envie de me jeter à genoux et de demander pardon. Mais mon orgueil m'en empêchait. Il me semblait que j'allais devenir folle. Cela dura très longtemps. Et enfin Joel, le père de l'abbé, eut une fièvre scarlatine dont je pensai le voir mourir. Un soir

que tout espoir de sauver mon enfant était perdu, je sortis, j'allai à l'église Saint-Roch et, m'agenouillant devant l'autel, je m'aperçus qu'au lieu de haïr le Christ, maintenant je l'aimais, puisque je le suppliais de guérir Joel. Joel guérit et, un jour, je vis que mon cœur était devenu chrétien. Il l'était devenu malgré moi, sans que j'y fusse pour rien, mes enfans. La foi m'avait envahie insensiblement contre toutes mes répugnances, contre toute ma nature. Je me fis instruire à l'insu de Youssouf, et fus baptisée au bout de deux ans avec Joel et Rachel, enfans. Il y a soixante-six ans que ces choses se sont passées et quand j'y songe aujourd'hui, j'en reste toujours confondue...

Un long silence régna dans la chambre blanche. L'abbé Naïm, la tête retombée sur l'oreiller, semblait se reposer dans l'atmosphère propice à son âme. Mme Elisabeth, contemplant alternativement l'aïeule et le petit-fils, recherchait la mystérieuse filiation de la grâce qui avait donné à cette chrétienne, ardente et brutale en sa foi, ce rejeton divin. Muzard se disait :

« Quel curieux phénomène d'auto-suggestion! Elle sait bien elle-même que les crucifix n'ont pas parlé. Elle dit : « il me sembla. » C'est de sa sensibilité féminine que sortit la voix miraculeuse. Pourtant où était cette sensibilité quand la bonne femme se délectait à profaner les crucifix d'ivoire? Ah! que cette histoire me semble toujours bizarre et charmante, chaque fois que je l'entends... »

Quelqu'un vint rompre le charme qui, en ce moment, liait si étroitement ces quatre personnes. C'était le vicaire installé dans l'appartement pour remplacer l'abbé Naïm à la paroisse de planches, et qui venait rendre des comptes après sa visite à la zone. Le malade ne lui laissait pas de repos. Lui se disait exténué; plusieurs fois, il avait parlé de se faire relever de ses fonctions. Et il restait cependant, retenu à son maître par une force inexplicable.

## XIV

Huguette Gérard, se courbant, encadra son délicat visage aux yeux bleus et tendres dans le guichet du bureau de Muzard.

— Dites, mon vieux, j'ai à vous parler, c'est urgent, urgent. Vous ne pourriez pas sortir avec moi, dès ce matin?

Le matin, Muzard n'avait pas de grosses besognes, mais il lui fallait, pour la plus petite liberté, l'autorisation du chef de la comptabilité.

— Les femmes sont toujours les mêmes, grommela-t-il. Elles n'ont pas la moindre idée des obligations professionnelles. Elles les arrangent à leur gré.

— Muzard, insista Huguette d'un ton de supplication et en même temps de reproche qui attendrit le jeune homme, si vous saviez dans quelle angoisse je suis, vous ne grogneriez pas ainsi pour un geste de confiance que j'ai eu envers vous.

— Attendez-moi cinq minutes, dit-il seulement.

Il gravit l'étage supérieur, revint au bout d'un instant et ils partirent ensemble. Sur le boulevard, la foule d'onze heures commençait à sortir des magasins, des administrations, des grandes banques. Il faisait froid, le froid d'un hiver prématuré qui avait saisi Paris dès novembre. La jeune femme frissonnait dans sa fausse fourrure de l'an passé, pelée en maint endroit. Muzard la vit s'arrêter, se planter droit devant lui et prononcer toute blême avec des yeux dilatés :

— Écoutez-moi : Je dois deux termes et ce matin la concierge m'a fait des menaces. J'ai tout dit à Lucien et nous sommes affolés.

— Il y a de quoi, fit Muzard assez durement. Mais si, dès juillet, vous aviez omis de payer votre maison, pourquoi êtes-vous allés aux bains de mer en septembre?

— Ah!... voilà..., expliqua-t-elle en détournant la tête, embarrassée. Il fallait un changement d'air pour Paddy qui avait eu la coqueluche. Alors, vous comprenez, l'argent du terme..., il a servi pour notre pauvre petit voyage...

— Paddy! ricana Muzard, il crève de santé. Mais moi, je vais vous dire la vérité; les Solème étaient en Norvège, les Nassal en Suisse, le patron en Sologne, les Loche dans leur château d'Ille-et-Vilaine, et ça vous rongeait, vous, l'idée de demeurer à Paris comme des petites gens. Ce que les autres ont, vous voulez l'avoir aussi. Et vous l'avez eu, votre pauvre petit voyage, comme vous dites. Cela vous a coûté deux termes et bien d'autres choses encore. Vous avez joui, non pas de la mer, non pas du repos, non pas de l'air pur, mais de la vanité de villégiaturer comme les gens riches. Maintenant, vous payez. Vous êtes aux abois, c'est justice.

Il sentit la main d'Huguette se glisser sous son bras.

— Muzard, je sais bien que nous ne sommes pas aussi raisonnables que vous. Mais le mal est fait, et qu'est-ce que nous allons devenir si l'on nous jette dehors comme des miséreux? Est-ce que sur votre caisse vous ne pourriez pas nous faire une légère avance que nous vous rembourserions sûrement?

Muzard secoua son bras pour faire tomber la petite main qui s'y agrippait et il dit d'un ton sec :

— Je n'ai pas de caisse, moi. Mon patron, Albert Blond, en a une dont il m'a confié la garde, c'est tout.

Ni elle ni lui n'insistèrent davantage. Le ton de Muzard en avait assez dit. Ils firent quelques pas en silence ; puis Muzard reprit :

— J'aurais voulu pouvoir vous aider personnellement, mais je n'ai pas le sou en ce moment. Vous retombez sans cesse dans votre péché ; vous n'êtes pas intéressans. Cependant, il faut arriver à payer votre terme. Vos amis Solème pourraient vous tirer de là. Solème est très en fonds en ce moment. Il vient d'acheter un auto à sa femme.

Huguette ne répondit pas. Bien des fois, elle s'était vantée de l'amitié d'Yvonne. Celle-ci, en effet, curieuse de ce milieu d'artistes si nouveau pour elle, allait volontiers boulevard Arago, invitait chez elle les Gérard. On faisait chanter Huguette devant les cousins de Chastenac. Sa voix de contralto puissant étonnait tout le monde. On présentait Lucien Gérard comme un dessinateur bien connu. Ils avaient dans ce salon très fermé un petit succès d'êtres à part dont les originalités séduisent. Ils mettaient un certain piquant dans les réceptions des Solème. Les deux jeunes femmes, quand elles se trouvaient en tête à tête, parlaient intimement et se donnaient des noms tendres. Certes Huguette ne pouvait douter qu'Yvonne ne s'empressât de la sortir d'embarras. Le mari gagnait en ce moment des sommes folles dont il ne cachait pas la provenance, fier de sa chance de boursier comme d'un talent qu'il se serait découvert. Mais ce que redoutait Huguette, c'était l'aveu des difficultés pécuniaires qu'elle avait toujours si habilement dissimulées devant son amie.

— Je n'oserai jamais lui avouer ma dèche, déclara-t-elle.

Alors Muzard, qui déshabillait toujours si férocement les âmes et se faisait un malin plaisir de démasquer les secrètes pensées, même celles qu'on ne s'avoue pas à soi-même, s'écria :

— Vous n'aimez pas la petite Solème, vous n'aimez en elle que la belle relation dont vous êtes orgueilleuse. S'il y avait entre elle et vous une amitié véritable, vous lui ouvririez votre cœur, non par contrainte, mais par besoin. Mais vous avez toujours cherché à l'illusionner sur l'état de votre bourse, à l'éblouir même par votre faux luxe, — auquel une telle femme n'a pas dû se prendre pourtant. Vous n'avez jamais été sincère avec elle. Votre prétendue amitié est fondée sur un mensonge. Et vous avez peur de perdre cette amitié qui vous flatte, en mettant à nu la vérité, à savoir que vous êtes pauvre.

Huguette rougit, mais essaya de se disculper en exaltant son affection pour Mme Solème. Muzard, qui, comme il arrivait toujours, la prenait plus en pitié à mesure qu'il la pressurait davantage de son implacable esprit critique, finit par lui proposer d'aller lui-même accomplir la démarche auprès de Solème.

— Comme vous êtes bon, mon vieux Muzard! dit-elle.

Cette fois, toutes ses vanités étaient vaincues. Elle n'entrevoyait plus que le salut, les billets de cent francs arrivant chez elle, ses deux termes payés, la sécurité dans laquelle le pauvre Lucien allait pouvoir travailler. Elle en aurait embrassé leur ami en plein boulevard!

Alors ils décidèrent que Muzard irait demander à déjeuner boulevard Maillot, et au cours du repas arrangerait les choses, pendant que la jeune femme l'attendrait dans un petit restaurant de la barrière de Neuilly.

Il était heureux de son idée. Gérard, Solème et lui avaient fait si longtemps un trio inséparable, c'était si simple aujourd'hui, en présence de l'embarras du dessinateur, de s'adresser à celui d'entre eux trois qui avait forcé la Fortune! Dans le Métro qui l'emportait aux côtés d'Huguette vers la porte Maillot, il se sentait une âme légère.

Solème n'était pas encore revenu de l'usine quand il arriva. La charmante Yvonne le reçut dans le petit salon du rez-de-chaussée, toute fraîche coiffée, vêtue d'une toilette d'intérieur, dont l'œil peu expert de Muzard eut pourtant d'un coup apprécié l'élégance. Il vit des dentelles retombant de la gorge jusqu'aux flancs, une étoffe molle et enveloppante avec ses éclats pâles de vieil or, et les bras nus sortant d'un autre flot de dentelles. Et cela lui parut parfait. Est-ce qu'on ne devait pas jeter son argent par les fenêtres quand il entrait à pleines portes?

La jeune femme d'ailleurs l'accueillait avec une vraie joie qui lui réchauffa le cœur. Elle répétait que c'était gentil d'être venu ainsi les surprendre, que Jean serait ravi de trouver tout à l'heure son ami en rentrant. Puis elle prit un petit air confidentiel, et tout bas, comme on dit un grand secret :

— Vous ne savez pas, monsieur Muzard? eh bien! l'auto, je l'ai enfin !

— Pas possible ! fit Muzard, simulant une complète stupéfaction.

— Venez voir...

Alors, comme au soir de son mariage, elle le conduisit à la fenêtre qui donnait sur les communs, souleva le rideau et montra le garage à la porte béante, qui laissait admirer les panneaux arrière d'un petit coupé dont un jeune chauffeur lessivait la carrosserie. Yvonne ne disait rien, mais ses yeux s'attachaient à l'auto, le caressaient, le dévoraient. Muzard prononça :

— Quelle grande enfant vous faites! Il vous fallait votre joujou, et le pauvre Solème a dû s'exécuter, n'est-ce pas?

— Nous n'avons pas fait de folies, mon cher. Je suis plus raisonnable que vous ne pensez. Il est pourtant joli, ne trouvez-vous pas ? Eh bien, c'est une occasion ; nous l'avons eu pour rien. Ne le répétez pas, c'est Butterfly qui n'en voulait plus et qui nous l'a vendu par l'intermédiaire de M. Loche. Quant au chauffeur, c'est un apprenti mécanicien de l'usine qui ne nous coûtera pas cher.

Comme elle disait cette phrase, Solème entra, eut un cri de surprise joyeux en apercevant Muzard et vit qu'il regardait la voiture.

— Elle n'est pas mal, hein ? demanda-t-il avec une fatuité naïve.

Puis en embrassant sa femme :

— Cet hiver, ma pauvre Yvonne n'aura plus à traîner dans la boue de Paris.

Muzard les observa. Un renouveau de tendresse régnait en eux à cause de cette voiture. Parce que la chance avait tourné, parce que le dieu leur avait souri et que l'argent pleuvait sur leur maison, leur amour se réveillait. N'était-ce pas effrayant que leur bonheur sentimental fût à la merci d'une divinité si capricieuse. Mais Muzard, les voyant si heureux, se sentait gagné par une indulgence inaccoutumée. Ne fallait-il pas dépenser dès qu'on

s'enrichissait? Le mal eût été d'engraisser son argent pour le plaisir, comme la baronne Avignon. L'excuse des riches était de se séparer incessamment de leur fortune.

— Eh bien! vieux moraliste, lui dit Solème, avant de passer à table, tu ne grognes pas, aujourd'hui. Tu ne critiques ni la robe de ma femme, ni la dépense de la voiture? Tu ne tonnes pas contre nos faux besoins?

— Bah! s'écria Muzard, si cela vous fait plaisir, toutes ces bêtises, restez d'éternels gosses; amusez-vous de vos joujoux. Tant mieux si la chance vous gâte!

Puis la pensée lui revint des malheureux Gérard et de la mission qu'il était venu remplir ici.

— Des gens qu'elle ne gâte pas en ce moment, la chance, dit-il en changeant de ton, ce sont nos pauvres amis du boulevard Arago.

— Les Gérard? demanda Solème, ils ont des ennuis?

Tout d'abord Muzard demeura fort peu explicite sur ces ennuis, les difficultés de sa délicate commission lui apparaissaient tout à coup sans qu'il sût pourquoi, et il en venait aux précautions oratoires. Il parla vaguement de soucis d'argent, puis il vanta Huguette si bonne fille, si délicatement femme d'artiste, toujours coquette avec son mari, l'encourageant dans son travail, rien qu'en mettant de la grâce, de la gaîté autour de lui. Yvonne à la fin s'écria :

— Oh! c'est une femme exquise; j'adore M^me^ Gérard.

— Oui, dit Solème; mais je donnerais dix Huguette pour un Gérard.

— Eh bien! mon vieux, dit Muzard, sais-tu ce qui l'attend en ce moment-ci? C'est l'exploit d'huissier et l'expulsion, ni plus ni moins.

Un air de consternation envahit le visage des Solème. Les traits d'Yvonne surtout en étaient tout altérés. La femme et le mari hochaient la tête douloureusement. Ils soupiraient :

— Ah! pauvres gens, pauvres gens!

Leur bon cœur attendrissait Muzard. Que la détresse d'un ami les impressionnât à ce point, il en était tout heureux; il concevait soudain pour eux une sorte d'enthousiasme. Il ajouta :

— Gérard doi deux termes.

— Comment sortiront-ils d'une pareille situation? murmura Yvonne.

— Ah! dit Muzard, il n'est qu'un moyen, c'est votre intervention. Je suis venu vous demander de les aider d'un billet de mille francs. Pour vous qui roulez sur l'or, maintenant, c'est une bagatelle. C'est bien le cas...

Il s'arrêta net au milieu de sa phrase en voyant le regard affolé que les deux époux se lançaient l'un à l'autre. Solème avait pâli; deux ou trois fois sa main remit en position la mèche de cheveux importune. Ce fut Yvonne qui prononça enfin d'un air stupéfait :

— Mille francs, mon pauvre monsieur Muzard! vous n'y pensez pas! Juste au moment où nous venons de faire une si grosse dépense...

— Tu viens nous demander de l'argent, ajouta tristement le mari, tu te figures des choses... mais, mon pauvre vieux, des embêtemens d'argent, nous en avons peut-être plus que les Gérard, sans que tu t'en doutes! En ce moment, tiens, j'attends anxieusement mon solde de fin de mois pour m'en tirer. Mille francs, là sous la main; ah! je voudrais les avoir.

Ce qui les gênait, c'était moins le fait de refuser que celui d'encourir le blâme ironique si troublant de Muzard. Mais il était illisible, semblait n'écouter que d'une oreille distraite leurs excuses. Il était absent. Solème continua :

— Et je suis sûr que ma femme est plus ordonnée, plus économe que Mme Gérard.

— Je ne voudrais pas faire de dettes, moi, ajouta celle-ci.

Alors, silencieusement, Muzard braqua sur elle ce regard que tous craignaient. Yvonne Solème ne lui paraissait plus avec sa frange de cheveux naïve, sa petite bouche puérile, l'enfant frivole dont une jouissance de vanité comblait l'âme étroite, qui se satisfaisait d'une futilité, mais une femme impérieuse et puissante, prête à défendre de toutes ses forces la possession de son argent. Cette charmante Yvonne avec toute sa grâce et sa séduction était secrètement terrible.

Il lui dit bien en face :

— Le grand luxe, le plus grand luxe, madame, ce serait d'être le maître de son argent, d'en agir avec lui a sa guise et de jouir de la liberté qu'il peut conférer. Mais vous avez choisi autre chose. C'est lui qui vous impose ses lois, vous tremblez tous les deux devant lui comme des pauvres esclaves soumis. Votre argent, votre luxe, ont fait de vous des espèces d'indigens qui n'ont

point quatre sous à eux. Et votre servage est tel, qu'aujourd'hui des amis qui vous sont chers pourraient, poussés par la misère, allumer chez eux le réchaud de charbon de bois, sans que vous ayez le pouvoir de les sauver, vous, entourés de vos meubles chics, vêtus de costumes coûteux, roulant dans votre automobile, et les mains liées! Adieu, je m'en vais, j'en dirais trop sur votre argent qui engraisse l'égoïsme, le rend monstrueux.

Solème l'arrêta par le bras :

— Voyons, Muzard, ne nous quitte pas ainsi. Tu me chagrinerais trop. Viens, on va se mettre à table. Nous ne t'avons pas offensé, personnellement. Tu sais bien comme on t'aime ici.

— Ici, dit Muzard en se dégageant, on aime l'argent, voilà.

— Allons donc! tu connais bien notre amitié pour toi.

Muzard ne plaisantait plus, ne faisait plus d'ironie et, pour qui le connaissait bien, il y avait, sous l'impassibilité de ses traits, une peine cruelle.

— Votre amitié, dit-il, je l'ai mesurée tout à l'heure quand vous parliez. Il ne s'agissait pas de moi, c'est vrai. Mais j'ai imaginé un instant qu'il s'agissait de moi. Je me suis vu, Jean, venir frapper à ta porte, plongé dans la détresse subite où me mettrait demain par exemple la perte de ma place.

— Eh bien! grosse bête, dit Solème en essayant d'être jovial, tu sais bien ce qu'on t'aurait tout de suite répondu...

Mais il frissonna sous le regard que Muzard, devenu silencieux, lui lançait.

— Monsieur Muzard, vous ne partirez pas sans déjeuner, vint lui dire gentiment Yvonne, en lui prenant les mains.

Mais il refusa net et Solème le reconduisit jusqu'à la porte avec la terreur de le perdre pour toujours.

Muzard s'en revint à pied jusqu'à la porte Maillot où il trouva la triste Huguette, attablée dans un petit restaurant où elle mordait mélancoliquement dans un gâteau sec. Elle eut, en le voyant, un regard d'anxiété. Cette gentille femme à l'esprit léger réduite à cette angoisse, réduite à ces implorations pour l'argent lui inspirait maintenant une commisération douloureuse.

— Je n'ai pas réussi, dit-il brutalement.

Elle fut accablée. Ses deux mains retombèrent sur la table. Elle ne disait pas un mot. Enfin, elle régla l'addition, qui ne dépassait pas vingt sous. Quand ils sortirent, elle dit à Muzard, qui vit les yeux bleus, lavés de larmes, le supplier :

— Muzard, aidez-moi, inspirez-moi une idée quelconque. Pensez à mon pauvre Lucien. Il est si déprimé que je redoute tout. Vous me comprenez, Muzard, je sais bien que c'est moi qui l'ai amené là. C'est moi qui suis coupable. Je n'ai pas été raisonnable. J'ai fait des dépenses qui dépassaient mes ressources. Et je comprends que vous me méprisiez, oh! oui, je le mérite bien, mon pauvre vieux, mais lui Lucien, votre ami...

— Vendez quelques objets de votre bazar et vous payerez vos termes, trouva tout d'un coup le jeune homme.

Elle fit une moue :

— Bast! vendre. On en tirerait à peine quelques pièces de cent sous. J'aimerais mieux...

— Quoi? dit Muzard comme elle paraissait hésiter.

Leur colloque avait lieu sur le trottoir, près de la gare de Ceinture. Au bout de l'avenue de la Grande-Armée, par ce jour gris de novembre, l'Arc de Triomphe apparaissait tout estompé d'une brume légère, mais de proportions démesurées, et le cintre intérieur s'en découpait sur un ciel blanc. Au centre de la chaussée qu'à cette heure du repas les voitures désertaient, il y avait une file d'autos en station et les chauffeurs tenaient la portière ouverte en criant tous ensemble sur des modes divers qui composaient un chœur discordant :

— Un franc cinquante pour Auteuil. Allons, encore trois places, encore une...

— Muzard, dit Huguette en regardant obstinément le bout de sa bottine, si vous aviez seulement cinquante francs à me prêter...

Mais oui, bien sûr, il les avait; s'il avait su que ce pauvre appoint fût suffisant, depuis longtemps il les aurait proposés. Seulement il ne comprenait pas que cette petite somme...

— Écoutez, Muzard, avec cinquante francs j'irais à Auteuil où mes amis Nassal doivent se trouver certainement et peut-être que j'en reviendrais avec des billets de cent francs plein mes poches. Je sais bien que c'est courir un risque, mais au point où nous en sommes, puisque personne ne veut nous tirer de ce mauvais pas, il faut tout tenter, même l'imprudence. Dites, Muzard, vous viendriez avec moi, vous joueriez pour moi... Puisque c'est la seule chance à courir, courons-la...

Il y avait dans ce qu'elle exprimait une sorte de logique approximative qui convainquit Muzard. Après tout, il n'éta

pas un moraliste. Il n'avait pas à réformer les tares de la société et si les courses en étaient une, comme il le pensait, qu'elles servissent au moins pour une fois à quelque chose de bon dans ce cas désespéré. Il oublia qu'il n'avait pas déjeuné. Un chauffeur criait :

— Deux places encore, trois francs pour Auteuil et l'on part :

Muzard dit à Huguette :

— Allons-y ; venez-vous ?

Ses yeux s'emplirent d'une joie folle. Elle n'eut pas le temps de remercier ; ils sautaient dans l'auto où deux jeunes gens étaient installés déjà dans le fond, le nez dans un journal de sport, si occupés qu'ils ne pensèrent même pas à offrir leur place à Huguette. Elle et Muzard s'installèrent sur les strapontins.

L'auto démarra. Aussitôt on glissa entre les frondaisons brumeuses du bois de Boulogne dépouillé. L'un des jeunes gens dit :

— Je me suis dérangé rien que pour *Balaan-Boy*. Je l'ai vu hier à Saint-Ouen. Il appartient à Saint-Marcien. Quand cette écurie-là sort une bête, c'est pour quelque chose. Il rapportait trente-sept cinquante gagnant.

Huguette l'écoutait, béante.

— Monsieur, dit le second joueur, dimanche à Saint-Cloud il m'est arrivé une bonne histoire. Je vais au guichet avec l'intention de mettre un louis sur *Frangipane* qui était favori. En parlant, ma langue fourche, je dis le quatre au lieu du trois, puis j'hésite à me dédire. J'étais plutôt vexé. *Frangipane* tient la tête, *Fainéant II*, le quatre, est bon dernier, mais voilà qu'au second tour *Frangipane* faiblit. Toute la pelouse avait mis sur elle et hurlait. A l'avant-dernier tournant, *Fainéant II* fait un effort. Je le vois lutter contre *Amiante*, qui est un vieux cheval encore très solide et que je connais bien. Là-dessus, *Frangipane* s'étale et *Fainéant II*, un inconnu, une bête sortant d'une écurie de troisième ordre, gagne sur *Amiante* d'une encolure. Monsieur, j'ai touché deux cent soixante-huit francs avec mon louis. Voilà les courses.

Muzard s'amusait à regarder Huguette. Elle était transformée. La petite quémandeuse humiliée de tout à l'heure se redressait éblouie. Ses yeux luisaient ; on sentait en elle une force nouvelle, cette force des joueuses qui croient lire d'avance

le succès, s'en délectent, s'en repaissent et pour qui le doute même n'existe pas. Elle était tirée d'embarras et bien au delà.

— Cette affaire-là, murmura le premier joueur, j'y étais. Ç'a été la bouteille à l'encre...

L'arrêt de l'auto l'interrompit. On était arrivé devant l'entrée à un franc. Pendant que Muzard payait, Huguette se précipitait sur le programme. Puis elle dit en prenant le bras de Muzard :

— Vite, mon vieux. *Balaan-Boy* court dans la seconde épreuve, nous allons le manquer.

— Qui est-ce *Balaan-Boy?* demanda Muzard interloqué.

— Mais, le cheval que ce monsieur a nommé tout à l'heure, pour lequel il s'est dérangé aujourd'hui et qui gagnait trente-sept cinquante hier à Saint-Ouen.

Ils se laissaient emporter par le flot des arrivans. Tout ce monde marchait à la même allure, comme un régiment, sur le gazon foulé de la pelouse. Elle paraissait infinie et désolée sous ce ciel d'hiver. La fine silhouette des arbres dépouillés du Bois enclosait son cercle immense. De place en place des braseros flambaient, au-dessus desquels l'atmosphère entrait en danse. Les tribunes se montraient presque vides. Mais la pelouse était déjà fort peuplée. La première course venait de finir et des huées s'élevaient. De grosses femmes à l'air équivoque, leur sacoche en bandoulière, roulaient doucement au travers de la foule en glapissant :

— Qui veut sa monnaie ? je paye ; cinq sous en moins !

— Muzard, dit Huguette, si vous vouliez, on mettrait les cinquante francs sur *Balaan-Boy;* nous avons là une certitude qui ne se retrouvera pas.

— Ma petite, vous ferez comme il vous plaira. Pour moi, je trouve inutile de jouer au plus fin avec le hasard, allons donc à l'aveuglette.

Mais voilà qu'en approchant des guichets à cinquante francs ils furent accueillis par des cris de surprise. Le ménage Nassal était devant eux, le gros Abel menaçait Muzard du doigt :

— Ah ! ah ! on vous y prend, monsieur l'incorruptible ! Vous venez tâter la chance, à votre tour.

Mais il était devenu tellement sourd, qu'il n'entendit pas la réponse de Muzard. Soudain M^me^ Nassal, qui chuchotait avec Huguette, s'écria :

— Malheureuse, n'allez pas mettre une telle somme sur

*Balaan-Boy*. C'est une bête fatiguée qui n'ira pas au bout de sa course. D'ailleurs, le frère d'un jockey l'a dit à Abel : le gagnant cette fois sera *Financier*. Son propriétaire a mis deux mille francs sur la bête. Je pense que c'est un gage, cela.

Huguette était complètement décontenancée. Que faire? Qui croire? Sa première conviction était tout à fait ébranlée. Elle hésitait encore. Le gros Nassal, qui n'avait rien entendu, la décida d'un mot :

— Si vous voulez faire une bonne affaire, mettez seulement un louis sur *Financier*.

— Muzard, dit Huguette, voulez-vous mettre un louis sur *Financier?*

— Et votre *Balaan-Boy?*

— Il ne vaut rien, paraît-il.

— Comme vous voudrez, dit Muzard docilement en se dégageant pour aller au guichet voisin.

Un nouveau mouvement emportait maintenant la foule dans la direction des barrières. Une poussière d'eau mouillait les visages. De pauvres vieilles sordides, leurs cabas au bras, trottinaient pour gagner en vitesse les autres. Muzard et Huguette purent trouver une place non loin du début de la piste. Huguette toute blanche ne disait plus un mot. L'immense plaine était silencieuse. Des corbeaux regagnaient lentement la cime des arbres lointains. Une cloche retentit : la fermeture des guichets.

« Ma foi, pensait Muzard, je crois que je commence à m'amuser. Ce serait drôle que mes vingt francs fissent des petits. Plus même, ce serait agréable. Il y a dans le geste de tendre ses mains pour les voir remplir d'or une volupté indéniable. Nulle part ailleurs, la convoitise de l'argent n'éclate aussi brutalement qu'ici. Et ici elle s'accompagne d'un risque, d'une inquiétude qui aiguise la sensation. Ici, le diable raffine. — Eh bien! cette course ne commencera donc pas? »

Une voix venait de loin qui portait dans le silence angoissant de l'atmosphère :

— Chaud! chaud! les marrons.

Le ciel se faisait plus gris, les ramures déliées du rideau d'arbres, au fond, plus noires; le champ de course était abominable de tristesse. Soudain comme sortie de la futaie lointaine, une bande de cavaliers vêtus de soie claire apparut. Ils étaient

une douzaine, s'avançaient d'une allure dansante, désinvolte. Bientôt on distingua le rose saumon, le bleu ciel, le vert pomme, le jaune citron de leurs vestes. On les aurait dits illuminés d'un rayon de soleil. Des lorgnettes se braquèrent. Huguette lut :

— *Financier,* casaque orange et verte.

Désormais, elle était hypnotisée par ces deux couleurs que ses yeux ne quitteraient plus. Une rumeur montait ; on se bousculait pour voir. Bientôt les fines bêtes s'allongèrent sur la piste, s'alignèrent et, comme dans une fantasmagorie, disparurent à un tournant de la piste. Parfois l'équipe reparaissait. La clameur alors montait terrible. Le nom de *Balaan-Boy* volait de bouche en bouche. La casaque orange et verte reculait, d'instant en instant, dans le groupe. Huguette toute crispée ne faisait pas un mouvement. Ses yeux seuls bougeaient selon les lacets de la piste. Tout d'un coup, avec la légèreté d'une chose sans poids qui s'écroule, la robe fauve de *Financier* s'affala sur le terrain. On vit la casaque orange et verte rebondir un peu plus loin comme une grande bulle de savon irisée. Ce fut tout. A peine y eut-il quelques cris. La course continuait. On acclamait plus éperdument *Balaan-Boy* qui tenait la tête. Comme on était ici fort loin du but, on ne sut la fin de l'épreuve que par les hurlemens qui partaient de toutes parts.

— Eh bien! ma pauvre Huguette... dit Muzard.

Elle se raidissait, ayant déjà contracté cette habitude des joueuses de faire bonne figure devant la foule. Elle reprit seulement :

— Allons voir ce qu'il rapporte, *Balaan-Boy.*

Encore une fois la foule se déplaçait, courait au tableau. Les yeux d'Huguette y cherchaient le ménage Nassal. La colère dominait en elle la déception. Ce fut pire quand on eut hissé le rapport du gagnant : Cinquante-trois soixante-quinze. Elle fit le calcul : en suivant sa première idée elle eût touché cinq cent trente francs. Malgré son effort, des larmes lui vinrent aux yeux.

Une femme à sacoche qui fendait la foule les bouscula en criant :

— Qui veut sa monnaie? je paye ; cinq sous en moins.

Sa voix aiguë survolait la multitude, on l'aurait entendue de partout. Elle versait un fiel d'ironie dans la blessure

d'Huguette. La face bouffie et couperosée sous le chapeau rond exprimait un contentement qui devait exaspérer tous les joueurs malheureux. Muzard, un peu déçu malgré lui, avait surtout pitié d'Huguette.

— Eh bien, ma petite, ne vous désolez pas, nous avons encore trente francs à risquer.

— On va jouer à la place, dit Huguette, c'est plus sûr.

Mais, cette fois, elle ne demandait plus l'avis de personne. Elle choisit un cheval nommé *Jasmin*, qui lui avait porté bonheur une fois. Les Nassal étaient au guichet. Mme Nassal se contenta de dire :

— Quelle guigne!

— Oui, dit Huguette pincée, vous auriez mieux fait de ne pas contrarier mes plans,

Mais le gros Nassal, qui avait sans cesse trop chaud, ôta son chapeau pour essuyer son front suant; sa tête chauve apparut et, la face élargie par un bon sourire de brave homme :

— Vous savez, dit-il le jockey qui montait *Financier* s'est brisé les deux jambes dans sa chute.

Comme il criait très fort, beaucoup de personnes l'entendirent. Celles qui avaient mis sur *Financier* virent en l'événement comme une rançon de leur déveine.

Dans les barrières des guichets où le flot des chapeaux melon, des toquets de femmes empanachés, des galettes sordides couvrant de pauvres chignons gris s'écoulait lentement. Il y avait un homme jeune encore, pâle et amaigri, qui traînait par la main deux fillettes de six à huit ans, toutes vêtues de noir, avec du crêpe à leur petit chapeau. Elles semblaient égarées, ne pas savoir où elles étaient. Lui prêtait avidement l'oreille aux discussions, semblait attendre une lumière pour fixer son jeu. Il suivit Muzard et prit *Jasmin* après lui.

Maintenant Muzard avait faim, il cherchait des yeux la marchande de marrons.

— C'est vrai, mon pauvre Muzard, vous n'avez pas déjeuné. Comme je suis égoïste! dit Huguette.

— Chaud! chaud! les marrons, criait une voix lointaine.

Les corbeaux quittaient la cime des arbres et revenaient un à un dans la direction d'Auteuil. Une fois de plus la foule évoluait sur l'immense polygone désolé : elle se précipitait à la troisième course. Muzard et Mme Gérard restèrent à croquer leurs

marrons devant un brasero à la grille duquel Huguette transie tendait sa bottine. La course commença sans qu'ils bougeassent. Muzard pensait au malheureux Gérard demeuré à la maison, pour crayonner ses dessins à quinze francs. Où iraient-ils, si on les expulsait? Et Muzard se figurait les humiliations qu'ils auraient à subir et jusqu'à ces mépris grotesques infligés par la concierge, terreur de la Parisienne pauvre. Cependant un coup de chance les aurait sauvés... Huguette dit soudain :

— *Jasmin*, c'est la casaque mauve.

C'était le *steeple*, et d'ici, les obstacles n'étant pas fort éloignés, on apercevait les couleurs au moment du saut. Huguette venait de voir la casaque mauve. Ils étaient aussi anxieux l'un que l'autre, mais trop découragés pour faire un mouvement.

*Jasmin* arriva premier, ce fut la rumeur qui le leur dit. De leur place, ils pouvaient discerner le tableau. Comme ils avaient joué ce cheval placé et qu'il ne rapportait ainsi que huit francs, ce fut un gain de dix-huit francs net. Mais Huguette était contente, elle dit :

— C'est le commencement de la veine, vous allez voir.

— Reste quarante-huit francs, soit cinquante qu'il s'agit de bien employer, dit Muzard.

— Il faut avoir confiance en mon flair, mon vieux, dit Huguette qui triomphait. J'ai l'air d'une petite femme écervelée, mais j'ai des intuitions sans savoir d'où elles viennent. Eh bien! mon idée ce serait de mettre nos cinquante francs sur *Balthasar*, parce que, voyez-vous, il est de la même écurie que *Balaan-Boy* et, notre inconnu avait raison, il faut se préoccuper surtout de l'écurie. Il a dit : « Quand cette écurie-là sort une bête, c'est pour quelque chose. »

Quelqu'un l'écoutait; elle se retourna. C'était le jeune homme pâle, traînant ses petites filles aux mises d'orphelines. On sentait qu'il venait jouer sans savoir, sans y prendre plaisir, pour s'étourdir, comme on boit. Il suivit Muzard, et mit cinquante francs sur *Balthasar*, après lui. Deux pauvres vieilles étiques, ridiculement habillées, discutaient à voix basse. Muzard les avait rencontrées dix fois depuis le début de la journée, il avait noté leurs yeux de crève-la-faim. Bien qu'il commençât à devenir anxieux de son propre jeu, il s'intéressait au leur. Il les vit boursicoter, mettre ensemble des pièces de cinquante centimes, des sous, parfaire ainsi cinq francs, puis

s'absorber dans le programme rose. Et il se dit que, si elles perdaient, elles ne mangeraient pas le soir. Elles disparurent dans la foule.

— Venez-vous, Muzard? dit Huguette en l'entraînant aux barrières.

La foule diluée accourait de toutes parts, se reformait en une masse noire comme un vol d'oiseaux qui se resserre. La nuit obscurcissait déjà légèrement la grande plaine triste. Muzard devenait nerveux en pensant aux résultats de son va-tout, ses derniers cinquante francs jetés là, entre les mains de l'ironique divinité. Le cas des Gérard devenait comme le sien propre. Le dessinateur était homme à se faire sauter la cervelle dans un moment de désespoir. Et Muzard observait Huguette qui avait les pommettes rouges et les yeux ardens.

Le jockey de *Balthasar* portait la casaque noir et groseille dont les teintes disparates criaient au loin. L'équipe sur le fond des ramures sèches avait l'air d'une vision irréelle. Les bêtes bondissaient légèrement comme sans poids, les taches claires des casaques semblaient flotter, et, quand le vent apportait par bouffées le tonnerre des sabots battant le terrain, ce bruit paraissait invraisemblable. Huguette se haussait sur la barrière pour apercevoir la casaque noir et groseille qui, d'abord quatrième, venait de gagner une longueur. A un moment donné, *Balthasar* prit la tête, mais presque aussitôt il fut dépassé. Des huées montaient et descendaient. Bientôt la clameur terrible acclama le gagnant. *Balthasar* découragé trottinait à dix mètres derrière.

Ils ne dirent pas un mot, ne se regardèrent même pas, Muzard s'orientait pour retrouver la sortie du côté d'Auteuil. Tout ce public de petits employés se dirigeait également vers cette porte où l'on trouve les véhicules à bas prix. Les gagnans seuls s'attardaient aux guichets; l'affluence était telle qu'on ne pouvait avancer qu'à petits pas.

— Qui veut sa monnaie? je paye, cinq sous en moins, vint crier sous le nez d'Huguette la grosse femme satisfaite.

— Chaud! chaud! les marrons, répondait sur un autre ton la marchande dont la voix, de plus en plus lointaine, s'éteignait progressivement.

Le troupeau étroitement reformé s'en allait ainsi sous la nuit tombante; les uns, jouissant encore de la délectation fugi-

tive que verse, dans le moment qu'on le reçoit, le gain inespéré; les autres, remâchant la déception amère. La poussière d'eau devenait une vraie pluie. Les hommes rabattaient leur col de pardessus et marchaient la tête basse. Soudain Huguette entendit une voix lui dire :

— Eh bien! madame, avez-vous joué *Balaan-Boy?*

Elle reconnut le jeune homme de l'auto. Elle dit non.

— Vous avez eu tort, ajouta-t-il, au passage, regardez.

Et il entr'ouvrit sa poche où les billets de banque se pressaient en vrac.

Et le piétinement continuait maintenant sous les arbres de la Muette. Muzard reconnut les deux chétives petites vieilles, leur cabas au bras. On leur aurait donné cent ans. Elles cheminaient toutes courbées, leurs mitaines laissant apercevoir le bout de leurs doigts de squelettes. Elles eurent un regard d'envie sur l'étal d'un marchand de brioches, et passèrent. Huguette hébétée se laissait entraîner par le mouvement irrésistible, comme ces soldats exténués qui dorment d'un sommeil ambulatoire pendant les marches de nuit. Le jeune homme pâle traînant par la main les deux petites filles vêtues de crêpe, s'en allait lui aussi, hagard comme un somnambule. Il marchait vite, tirant les fillettes dont les petites jambes ne pouvaient le suivre.

Huguette dit à Muzard :

— Il me reste une ressource, Muzard, c'est Leherpeux. Leherpeux, vous savez, c'est un gentil garçon, un très gentil garçon et qui a de l'argent plein ses poches. Je suis sûre qu'il ne va pas me refuser.

— Leherpeux? murmura Muzard, fronçant le sourcil. Leherpeux?

Il n'en dit pas davantage. Il aurait voulu retenir la femme de son ami devant une telle démarche. Mais il se demanda de quel droit il agirait ainsi et se tut.

— Adieu, mon pauvre Muzard, vous avez été bien chic, vous!

Son tramway allait démarrer. Muzard la vit s'y précipiter. Il eut un geste pour lui dire de rester. La lourde machine s'ébranla. Il était trop tard.

COLETTE YVER.

*(La fin au prochain numéro.)*

# PIERRE LEROY-BEAULIEU

## I

Pierre Leroy-Beaulieu naquit le 25 septembre 1871, à Montplaisir, dans cette résidence de l'Hérault, qui est devenue le second berceau de sa famille, dont la ligne paternelle était originaire de Lisieux, en Normandie. Cet ancien rendez-vous de chasse avait été acquis, au début du XIXe siècle, par M. Barbot, grand-père de Mme Michel Chevalier, qui fabriquait des draps de troupe et s'était associé son gendre Fournier, teinturier. La famille de ce dernier fut à peu près ruinée par la Révolution : on raconte qu'il se trouva un jour en face d'une chambre remplie d'assignats, reçus en paiement de ses fournitures, et qui avaient alors perdu toute valeur. C'était une leçon d'économie politique donnée par avance à ses illustres descendans. Sous le premier Empire, la fortune se rétablit. La résidence de Montplaisir fut agrandie. Plus tard, Michel Chevalier s'occupa beaucoup du domaine : il y fit de nombreuses plantations, que son gendre Paul Leroy-Beaulieu continue avec amour; il sait que les arbres sont aussi nécessaires à un pays que les enfans, et il prêche d'exemple en multipliant les pins et les chênes verts autour de sa maison, dans un rayon qui va sans cesse en augmentant. Au cours de ses promenades matinales, celui en qui nous saluons le chef incontesté de la science économique française se plaît à examiner chacun de ses baliveaux et mesure la croissance des jeunes plants. En veillant ainsi sur les bois dont le développement doit profiter à toute une région, il témoigne de cet heureux mélange de science et de pratique, qui donne à ses travaux un caractère si particulier et ajoute à la force de la théorie celle de sa confirmation expérimentale.

Tous ses enfans sont nés à Montplaisir, tous ont habité avec lui, jusqu'à leur mariage, cet hôtel de l'avenue du Bois-de-Boulogne, où l'arrière-grand'mère de Pierre, Mme Fournier, vécut jusqu'à l'âge de quatre-vingt-quinze ans, pieusement entourée de ses descendans. Comme, pendant les dernières années de sa vie, l'aïeule ne pouvait plus se déplacer, sa fille ne la quitta pas, restant ainsi à Paris pendant dix étés consécutifs et renonçant, pendant cette période, au séjour de l'Hérault qu'elle aimait profondément.

Nous insistons à dessein sur ces quelques souvenirs anecdotiques, parce qu'ils servent à marquer l'intimité de la vie de foyer, au milieu de laquelle Pierre Leroy-Beaulieu se forma. Il reçut l'empreinte de ces générations successives d'hommes et de femmes attachés à leur devoir, consciens de leur rôle social, pénétrés de cette vérité fondamentale que la patrie est l'agrégat des familles, et que celles-ci sont les cellules essentielles dont la force fait celle du pays.

Dans une notice lue à l'Académie des Sciences morales et politiques sur Anatole Leroy-Beaulieu, le secrétaire perpétuel, M. Stourm, rappelait les brillans succès scolaires obtenus par lui et par son frère Paul, qui se partageaient les prix d'honneur et les nominations au Concours général. Pierre ne fut pas un élève moins distingué que son père et son oncle : dans toutes ses classes, il a remporté le prix d'excellence, témoignage d'efforts soutenus et heureux dans toutes les branches de l'enseignement, d'une application constante au travail, d'un esprit ouvert à toutes les variétés de la culture humaine; lui aussi obtint de nombreux prix et accessits au Concours général.

Dès cette époque, ses ascendans devinaient en lui le digne héritier d'une longue tradition ancestrale et prévoyaient les succès qui attendaient dans la vie cet enfant remarquablement doué et d'un caractère aussi sérieux que son intelligence était précoce. Sa grand'mère, Mme Michel Chevalier, l'entourait de soins particuliers. Sa mère, autre femme supérieure, qui avait à un degré très élevé le sens de la chose publique, rêvait pour son fils une carrière politique : ce fut à elle que sa première élection à la Chambre causa la joie la plus vive, et elle suivit avec l'intérêt le plus passionné ses débuts à la tribune.

Au sortir du lycée, il voulut entrer à l'École polytechnique. Afin de ne se laisser distraire par rien du but qu'il s'était pro-

posé, il s'enferma, pour préparer son examen, chez un prêtre qui habitait en face de l'École : de la fenêtre de son cabinet de travail, le candidat voyait les hautes murailles de la maison séculaire de la rue Lhomond, qui devint sienne en 1890, à la date même qu'il s'était fixée. Il en sortit pour faire son stage d'officier d'artillerie à Fontainebleau.

Dès son séjour dans cette ville, il commença à tourner son esprit vers les occupations qui devaient être celles de sa vie. C'est là qu'il écrivit, au mois de février 1894, son premier article pour l'*Économiste français*, la revue fondée, il y aura bientôt un demi siècle, par son père, dont l'action est si grande et le nom si justement réputé. Le choix du sujet, l'entrée des Français à Tombouctou, indiquait à lui seul le programme d'une partie de l'activité future de Pierre Leroy-Beaulieu. Son ardente curiosité était attirée par les continens nouveaux qui s'ouvraient à la civilisation européenne, et par les nombreux problèmes que soulève l'administration des vastes territoires que nos admirables officiers ont annexés à la mère patrie. Il n'ignorait pas l'intérêt que son père portait aux questions africaines : c'était un témoignage d'affection filiale qu'il lui donnait en débutant par cette étude. En 1895, le jeune lieutenant d'artillerie entreprit un voyage autour du monde, qui, dans sa pensée comme dans celle des siens, était le complément indispensable de son éducation et qui, en le mettant en contact direct avec les diverses parties du globe, devait lui donner cette connaissance immédiate des hommes et des choses, aujourd'hui plus nécessaire que jamais pour la formation complète de l'intelligence et la conduite des affaires publiques et privées.

Au cours de ces voyages ou plutôt de ces séjours à l'étranger, pas une minute n'était perdue, toute l'intensité d'une observation pénétrante était mise au service d'un esprit admirablement préparé à comprendre les sociétés, si différentes de la nôtre, dont il analysait les ressorts pour nous en expliquer la marche. C'est dans une vingtaine d'articles publiés par la *Revue des Deux Mondes*, de 1896 à 1905, et dans quelques centaines d'articles parus dans l'*Économiste français* au cours des vingt dernières années que se trouve la meilleure part du trésor de documens et de réflexions amassé par notre collaborateur dans les deux hémisphères. L'Afrique, l'Australie, le Japon, les États-Unis, le Mexique, la Sibérie, la Chine l'ont successivement attiré; il

s'est particulièrement étendu sur le problème chinois, qui paraît sommeiller en ce moment, mais qui se réveillera certainement au cours du xx^e siècle et qui réserve plus d'une surprise à nos descendans.

Il cessa d'écrire à la *Revue* pendant les années suivantes, à cause de nombreuses occupations qui absorbèrent son activité. A l'*Économiste français*, il prit place en 1910, comme directeur-adjoint, aux côtés de celui qui était, de toutes façons, son maître, son inspirateur, qui avait été son éducateur et qui se plaisait à voir en lui le digne continuateur de sa grande œuvre. Il nous donna en 1912 un dernier article sur l'*Organisation de l'empire britannique*, à propos de la conférence impériale de Londres et des élections canadiennes.

Son département à l'*Économiste français* fut celui des Affaires étrangères : il y étudiait les problèmes économiques, financiers, sociaux qui se présentent dans le monde moderne avec une rapidité et une intensité croissantes, et qui réclamaient à tout instant les investigations d'un écrivain si bien préparé à initier le lecteur français aux problèmes qu'il abordait. Cette collaboration a duré jusqu'à la fin de sa vie. Elle fut féconde; elle obligeait le savant à faire part au public du fruit de ses immenses lectures, nous disons avec intention qu'elle l'obligeait : car, chose curieuse, ce n'était qu'à la dernière minute qu'il se décidait à écrire ses articles, qu'il envoyait souvent en deux ou trois morceaux à l'imprimerie, impatiente de recevoir la copie attendue. Il avait cela de commun avec le célèbre chroniqueur politique de la *Revue*, Forcade, que Buloz était obligé d'enfermer à double tour lorsque arrivait l'heure de lui réclamer son manuscrit. Ce n'est que sous cette menace qu'il écrivait des pages demeurées classiques sur la politique étrangère. Pierre Leroy-Beaulieu éprouvait cette hésitation à prendre la plume, dont souffrent parfois les hommes dans le cerveau desquels se pressent le plus grand nombre d'idées. Il était tellement plein de son sujet, qu'il cherchait, non pas ce qu'il avait à dire, mais ce qu'il fallait taire. De là cette méthode de travail *in extremis*, qui amenait, dans les heures des repas de famille, une irrégularité acceptée avec une bonne grâce souriante par celle qui fut son admirable compagne.

C'est en 1900 qu'il avait épousé M^lle Hourblin. Le mariage fut célébré dans la cathédrale de Reims. N'y a-t-il pas quelque

chose d'émouvant à rapprocher ce souvenir du nom d'une autre basilique non moins vénérable, aussi étroitement liée à notre histoire, celle de Soissons, devant laquelle, quinze ans plus tard, devait tomber celui à qui tous les présages de bonheur semblaient sourire à l'aurore du siècle nouveau? Lorsqu'il mit sa main dans la main de sa fiancée, au pied de l'autel où le primat des Gaules sacrait jadis les rois de France, quels glorieux souvenirs il dut évoquer, en se promettant à lui-même de faire en toute circonstance son devoir envers lui-même, envers la famille qu'il allait fonder, envers la patrie!

Pour cela, la plume ne lui suffisait pas. Il lui fallait la vie politique, les luttes oratoires, la tribune, où il pourrait défendre ses idées et proclamer ce qu'il croyait nécessaire au salut de son pays. Dès 1902, il se présenta à Lodève aux élections législatives: il vit aussitôt se grouper autour de lui des partisans ardens et enthousiastes; à la suite d'une réunion électorale, il fut porté en triomphe par les auditeurs; il reconquit à ses idées tout un canton qui avait passé à l'opinion adverse. Néanmoins, il ne fut pas élu. Le gouvernement le combattit, comme il ne cessa de le faire en toute circonstance, comme il avait déjà combattu son père. Quel est cependant le régime qui ne se sentirait honoré d'avoir au Parlement des hommes de cette valeur? Conçoit-on que les finances françaises soient gérées sans qu'un Leroy-Beaulieu soit appelé à donner son avis? Et ne songe-t-on pas, en présence d'une attitude aussi mesquine, aux pays où les hommes qui sont au pouvoir prennent eux-mêmes soin de faire entrer aux Chambres les représentans les plus éminens de l'opposition constitutionnelle, *His Majesty's opposition*, comme on dit en Angleterre?

Ce fut quatre ans plus tard, en 1906, que Pierre Leroy-Beaulieu fut élu député de la première circonscription de Montpellier. La lutte avait été des plus vives. Il avait rallié à lui toutes les nuances de l'opinion libérale et de l'opinion conservatrice. L'élection eut lieu à 500 voix de majorité : ce fut, au premier tour, le seul siège gagné en France contre le parti radical. La Chambre ordonna une enquête et invalida le député de Montpellier, qui sortit de la salle des séances en lançant cette apostrophe : « Au revoir, messieurs, à l'année prochaine! » On était en décembre 1906. Au mois d'avril 1907, une nouvelle élection eut lieu. Les adversaires eurent recours aux moyens

les plus violens. Une première tentative criminelle ayant échoué, des coups de feu furent dirigés contre Pierre Leroy-Beaulieu, un soir qu'il venait d'une réunion à Vailhauques, village situé à une quinzaine de kilomètres du chef-lieu : une balle, passant à la hauteur du cœur, le frappa à l'avant-bras. Ses ennemis prétendirent qu'il s'était tiré lui-même un coup de pistolet. Il ne fallut rien moins que le rapport désisif de M. Sibille pour démontrer le guet-apens. Une majorité plus forte que celle de l'année précédente, mille voix au lieu de cinq cents, renvoya Pierre Leroy-Beaulieu au Palais-Bourbon ; il devait y occuper son siège pendant deux législatures consécutives.

A son métier d'écrivain, à ses fonctions de représentant, il avait ajouté une troisième branche d'activité, qui ne convenait pas moins bien à son tempérament, celle du professeur. Dès 1899, l'École des Sciences politiques l'appela à lui. Ses voyages et ses travaux le désignaient pour siéger aux côtés du savant qui avait été le créateur, rue Saint-Guillaume, de l'enseignement de la géographie commerciale et de la statistique. Sa parole claire, la solidité de ses connaissances, l'autorité avec laquelle, malgré sa jeunesse, il s'imposait à l'attention de ses auditeurs, firent de lui l'un des maîtres les plus écoutés de nos étudians.

C'est dans cette triple direction que s'est exercée, avec une intensité remarquable, l'activité du publiciste, de l'homme politique, du professeur. Nous allons reprendre successivement l'analyse de ses travaux dans les trois ordres, avant d'arriver à la page la plus glorieuse de cette noble existence, si prématurément et si cruellement fauchée dans sa fleur.

## II

Les deux caractères dominans des articles et des livres de Pierre Leroy-Beaulieu sont l'abondance des matériaux et la vigueur d'une pensée, qui se traduit par des jugemens, sur les hommes et les choses, d'une netteté singulière.

De fortes études littéraires et scientifiques, poursuivies sans relâche depuis l'âge le plus tendre jusqu'à la fin de l'adolescence, avaient meublé son esprit. Une mémoire très sûre lui permettait de ne rien perdre des précieuses semences qu'il avait

récoltées si abondamment. Le contact direct qu'il prit, dès son entrée dans la vie, avec les peuples des principales parties du globe, lui fournit des trésors de faits et d'observations. C'est dans cette *Revue* qu'il publia les principaux chapitres des volumes qui devaient être le fruit de ses premières enquêtes sociales et économiques.

Le lecteur est frappé, dès l'abord, par l'acuité de sa vue, la précision de ses jugemens, la portée de ses prédictions. Dans le premier travail de lui que publie la *Revue des Deux Mondes*, le 15 février 1896 : *Boers et Anglais*, il pressent les événemens qui se produiront trois ans plus tard, et décrit par avance la guerre de l'Afrique australe. « Sans doute l'Angleterre, dit-il, après d'énormes sacrifices et une longue lutte, viendra à bout des Boers, mais à quel prix? Au point de vue de l'industrie minière, ce serait une désorganisation complète... Cette guerre, entreprise en vue de la favoriser, serait le pire désastre qui pût l'atteindre. » Il disait vrai, et il a fallu plusieurs années à cette industrie pour retrouver la prospérité dont elle jouissait sous l'ancien régime. Heureusement, l'admirable esprit politique de l'Angleterre lui a fait organiser l'Afrique du Sud de telle sorte qu'elle n'y compte plus aujourd'hui que de loyaux sujets.

On demeure surpris de la maturité d'esprit de cet homme de vingt-quatre ans, qui discerne chez les peuples qu'il observe les traits essentiels de leur organisation politique, qui dessine, d'une main sûre, le tableau de leur origine, de leur constitution, qui montre le fort et le faible de chacun d'eux. Quelle page d'histoire que celle qui commence son chapitre de l'Australasie, « chef-d'œuvre, comme il l'appelle, de la colonisation anglaise, centre de production d'une extraordinaire activité, théâtre d'expériences sociales de toute sorte ! »

Après avoir comparé les îles de la Nouvelle-Zélande avec leurs hautes montagnes et leur relief mouvementé, à un morceau d'Europe émergé aux antipodes, il nous dépeint l'Australie en quelques traits : il la compare au continent africain, pour sa massive lourdeur, ses côtes inhospitalières, ses déserts, le climat des régions de l'intérieur, le manque de bonnes communications fluviales, qui constitue une de ses grandes infériorités. L'eucalyptus est presque le seul arbre australien : son feuillage est si maigre qu'il ne forme point

de forêts. En ces quelques mots, nous voyons apparaître la physionomie du pays. Ce qui suit nous montre la vie des habitans. Jusqu'au milieu du XIXe siècle, la société australienne avait été soumise à l'influence des grands propriétaires ou *squatters*. En 1851, la découverte de gisemens d'or en Victoria et en Nouvelle-Galles du Sud attira une foule d'immigrans, très différens des cultivateurs qui s'étaient antérieurement établis dans le pays. La vie y est large dans toutes les classes; nulle part la démocratie n'est plus triomphante; nulle part les innovations sociales n'ont été poussées plus loin; nulle part l'extension des pouvoirs de l'État n'a été mise en pratique à un pareil degré.

L'une des raisons de cette évolution, si différente de celle qu'ont suivie les États-Unis de l'Amérique du Nord, originairement colonisés, eux aussi, par la Grande-Bretagne, c'est la rapidité de l'immigration qui a submergé l'Australie. En 1891, la population, qui approchait de 4 millions d'âmes, était décuple de celle de 1850. Voilà une observation très simple : peut-être cependant Pierre Leroy-Beaulieu a-t-il été l'un des premiers à la noter et à expliquer ainsi pourquoi deux États, fondés par des hommes de même race, se sont développés de façon si différente. Les nouvelles sociétés constituées dans les colonies anglaises des antipodes représentent, selon lui au plus haut degré les tendances, bonnes ou mauvaises, de la civilisation contemporaine. L'Australie a distancé toutes ses aînées.

La faveur que les idées socialistes y ont rencontrée surprend l'observateur qui constate que l'Amérique a évolué, jusqu'à ces derniers temps, dans un sens opposé, celui de l'individualisme. Et cependant l'Australie semble plus anglaise que les États-Unis : la part des élémens étrangers aux Iles Britanniques dans sa colonisation est négligeable; mais elle a manqué de cette base solide qu'avaient constituée aux États-Unis les descendans des Puritains et l'aristocratie des planteurs du Sud. Les mines d'or ont amené une irruption d'élémens médiocres. Les ouvriers, qui d'abord recevaient des salaires énormes, ont vu la vie devenir pour eux plus difficile, à mesure que les mines s'épuisaient. L'État, enrichi par des ventes de terres domaniales, leur est venu en aide en soutenant par des tarifs excessifs les industries naissantes, dont l'existence ne se traînait que grâce à cette protection douanière, en légiférant sur la vente des terres, en

entreprenant des travaux publics inutiles, mais qui permettaient de payer de grasses journées aux *sans-travail*. En Nouvelle-Zélande, une étendue maximum a été imposée à la propriété foncière; l'État a reçu le pouvoir d'exproprier les propriétaires dont les domaines dépassaient certaines étendues. En Nouvelle-Galles du Sud, le gouvernement a été autorisé à reprendre aux *squatters* une partie des terres qui leur avaient été concédées, en se bornant à réduire, en guise d'indemnité, le fermage du restant. L'Australie est aussi la terre d'élection du féminisme, et sous ce rapport, elle plaisait à Pierre Leroy-Beaulieu : la Nouvelle-Zélande et l'Australie du Sud ont accordé aux femmes le droit électoral politique.

Les expériences socialistes n'ont pas amélioré la situation, et orsque, en 1901, l'auteur du volume : *Les nouvelles sociétés anglo-saxonnes*, publiait une deuxième édition de son ouvrage, il avait le droit d'affirmer que les événemens qui s'étaient déroulés depuis ses premières observations en avaient démontré l'exactitude. L'immigration s'était ralentie : ces vastes contrées n'ont plus d'attrait pour les colons. L'intervention abusive de l'État a enlevé à la société australienne son élasticité, sa force de récupération; elle a diminué les énergies individuelles et tué l'esprit d'initiative. On a demandé au gouvernement de remédier à des maux contre lesquels il est impuissant, et il n'a fait que les aggraver en essayant de les guérir. Ni les hommes, ni les capitaux, dont un pays neuf ne saurait se passer ne viennent plus en Australie. Augmentation de la misère et des charges publiques, aussi lourdes qu'en France et en Angleterre, arrêt du progrès, voilà le bilan des expériences tentées dans ces régions : cependant, comme l'usine n'y joue qu'un rôle secondaire, les lois imprudentes sur le travail ne produisent pas une commotion aussi désastreuse qu'elles le feraient dans des sociétés essentiellement industrielles. Il semble d'ailleurs qu'une réaction commence à se manifester en divers endroits et que, instruits par leurs souffrances, les Australiens essayent de s'organiser d'une façon plus rationnelle.

Le second volume né des voyages entrepris par l'auteur fut celui qu'il intitula : *La Rénovation de l'Asie*. Publié au début de 1900, il réunissait l'ensemble de ses études sur la Sibérie, la Chine et le Japon. Il paraissait au moment où la révolte des Boxers déterminait l'envoi du corps expéditionnaire

européen et japonais, chargé de délivrer les légations et de rétablir l'ordre dans la capitale de l'Empire du Milieu. Aussi deux éditions de l'ouvrage furent-elles épuisées en quelques mois. Le rapprochement des chapitres consacrés à la Sibérie et au Japon n'était pas seulement dû à un ordre géographique, suivi par Pierre Leroy-Beaulieu. Il pressentait les causes de conflit entre l'empire moscovite et son voisin du Pacifique : tout en exprimant l'espoir que les difficultés entre les deux nations pourraient se régler à l'amiable, il ne dissimulait pas à ses lecteurs l'idée qu'il se faisait de la puissance militaire du Japon ; il insistait sur la force de son armée et de sa flotte. C'est à ce pays plus qu'à aucun autre que s'appliquaient ces lignes de la préface : « La pénétration des hommes et des idées de l'Occident dans la plus vaste des parties du monde, l'application des méthodes scientifiques modernes à la mise en valeur de ses richesses longtemps endormies, en un mot la Rénovation de l'Asie, berceau de la civilisation, mais demeurée depuis tant de siècles à l'écart de tout progrès, est un phénomène de la plus haute importance. » Il est d'ailleurs de date récente : ce n'est que vers le milieu du XIXe siècle que la Russie descendit des solitudes glacées que baigne la mer d'Okhotsk pour s'emparer des rives du fleuve Amour et pousser sa frontière sur le Pacifique jusqu'au 23e degré de latitude : elle entrait ainsi en contact réel avec la Chine, que le Japon, de son côté, ne devait pas tarder à réveiller d'une longue torpeur par la campagne de 1894. L'Empire du Soleil-Levant avait donné, depuis 1868, le spectacle inattendu d'un peuple abandonnant une civilisation vieille de douze siècles et adoptant brusquement celle d'une autre race.

Le volume se termine par l'étude du problème chinois. La Chine, à l'aube du XXe siècle, présentait le spectacle d'un mauvais gouvernement, placé à la tête d'un peuple remarquable, dont les défauts sont rachetés par une endurance, une persévérance, une habileté commerciale de premier ordre. Il eût été intéressant de connaître l'opinion de l'auteur sur la dernière révolution qui a substitué la république à la monarchie et mis à la tête de la nouvelle organisation le dictateur Yuen-Chi-Kai, qui a imposé sa volonté au semblant de représentation nationale convoquée à Pékin il y a quatre ans. En montrant la faiblesse du gouvernement impérial, l'auteur laissait entendre que la

voie était ouverte à l'ingérence étrangère ou à la révolution; en insistant sur les difficultés presque insurmontables que rencontrerait la première, il indiquait que la seconde lui paraissait plus probable. Suivant une méthode excellente, il nous décrit la configuration du pays, villes et campagnes; il nous dépeint ensuite les diverses classes d'habitans, mandarins, lettrés, hommes du peuple, leurs rapports avec les étrangers, les relations de la Cour avec les autres Puissances. Pékin est à ses yeux un symbole, sur une échelle réduite, et comme un résumé de la Chine, de l'ancienneté de sa civilisation, de son immobilité prolongée, de sa décadence. Elle diffère à la fois des villes de l'Europe et de celles de l'Orient musulman : c'est l'idée de Ninive ou de Babylone qu'évoquent les immenses murailles entourant la ville, les enceintes successives qui la divisent en quatre parties.

Après nous avoir retracé l'aspect extérieur des choses, révélateur de bien des traits du caractère national, l'auteur nous fait pénétrer dans l'âme des habitans : dès les premières lignes du chapitre consacré à la classe des lettrés, nous comprenons comment la décadence est née de ce mandarinat, qui paralyse tout effort et arrête tout progrès. Le gouvernement est dans la main d'administrateurs qui se recrutent par des examens à trois degrés auxquels tous ont accès. Comme les fonctions publiques leur sont réservées, il se forme des syndicats qui commanditent les candidats de valeur, en échange de la promesse que leur font ceux-ci de les récompenser largement lorsqu'ils seront en place. Ce seul détail indique à quelles exactions les gouverneurs de provinces, de villes, et autres mandarins devront se livrer pour payer les dettes contractées par eux, à la suite de ces examens dont le pire défaut est de porter uniquement sur des questions de style, d'écriture, de mnémotechnie, de dissertations oiseuses sur des sujets de creuse scolastique. La masse du peuple supporte néanmoins avec patience ce gouvernement, parce qu'en temps ordinaire elle n'en sent que peu l'action : elle n'est guère troublée dans la gestion des affaires de la commune, toujours fortement constituée en Extrême-Orient. La bonne humeur du Chinois est un trait de caractère remarquable : elle explique sa résignation à des misères que bien d'autres supporteraient moins aisément.

La conclusion de l'étude est que le péril jaune a été exagéré :

si l'abondance de la main-d'œuvre permet d'organiser des industries dans de bonnes conditions, l'amélioration du sort des ouvriers, qui résulte de l'ouverture de fabriques nouvelles, fait d'eux des consommateurs de plus en plus importans. Le commerce extérieur d'un empire aussi vaste ne s'élève encore qu'à un chiffre insignifiant : à mesure qu'il produira sur son territoire des objets susceptibles d'être exportés, il augmentera ses importations, et la demande d'objets sur les marchés européens croîtra parallèlement à l'offre qui pourra y être faite de marchandises chinoises et japonaises. En cherchant, dans un dernier chapitre, à prévoir l'avenir, l'auteur pense qu'une fois mise en contact avec le monde occidental, le bon sens pratique de la Chine l'amènera peut-être à s'en assimiler la civilisation. Il est vrai qu'en l'an de grâce 1915, une civilisation, qui se présenterait sous les espèces d'une guerre comme celle que mène l'Allemagne, ferait peut-être hésiter les paisibles habitans de l'Empire du Milieu.

Après l'Afrique et l'Asie, Pierre Leroy-Beaulieu voulut connaître l'Amérique. Il résuma ses voyages à travers cet autre continent dans le volume intitulé : *Les États-Unis au XX^e^ siècle*, qui parut en 1904 et eut quatre éditions successives, dont la dernière remonte à 1909. Comme les précédens, il a été traduit en plusieurs langues étrangères. Dans la préface, écrite au moment où l'Exposition de Saint-Louis célébrait le centenaire de l'annexion de la Louisiane, l'auteur soulignait l'importance qu'avait eue cet événement pour la République fédérale, qui se trouvait ainsi, au début du XIX^e^ siècle, débarrassée de tout voisinage inquiétant et pouvait dès lors se lancer dans la voie du développement économique, sans avoir à se préoccuper d'entretenir une armée : ni le Canada au Nord, ni le Mexique au Sud, ne constituent à ce point de vue une menace pour le gouvernement de Washington. Riverains du Pacifique, les États-Unis vont, après l'ouverture du canal de Panama, accentuer leur politique du côté de cet Océan, où ils possèdent les Philippines, l'archipel d'Hawaï et une partie des îles Samoa. Depuis longtemps premier pays agricole du monde, ils en sont devenus aussi le premier pays industriel.

En dressant l'inventaire de leurs forces et de leurs ressources, Pierre Leroy-Beaulieu concluait qu'aucun pays neuf ne peut prétendre à un développement comparable à celui des

États-Unis, dont l'hégémonie commerciale lui paraissait devoir s'affirmer au cours du xx^e siècle sur tous les pays asiatiques ou américains riverains du Pacifique. Nous ferons des réserves en ce qui concerne la Chine et le Japon, qui ne nous paraissent pas destinés à devenir les vassaux des Américains.

## III

Dès l'année 1899, M. Boutmy, ce grand découvreur d'hommes, qui sut grouper à l'École des Sciences politiques tant de maîtres dont l'enseignement a exercé une influence profonde sur la jeunesse française et celle de maint pays étranger, confia un cours à Pierre Leroy-Beaulieu. Il le chargea de faire aux élèves une série de conférences sur la Russie économique. Deux ans plus tard, en 1901, le jeune professeur eut l'honneur de recueillir en partie l'héritage d'une chaire qu'Alfred de Foville abandonnait pour se consacrer à l'enseignement de l'économie politique : la chaire de géographie commerciale et de statistique. Il la partagea avec Levasseur jusqu'en 1911 et en demeura alors le seul titulaire.

Il exposait la méthode et les procédés de la statistique, en indiquant quels sont les facteurs généraux de la production et de la puissance économique des nations. Il passait en revue leurs ressources naturelles, leur situation et leur configuration géographiques; leur population, envisagée au point de vue de a quantité et de la qualité; les capitaux dont elles disposent. Du jeu de ces facteurs, il dégageait l'évolution des diverses contrées envisagées à ce point de vue. Chacune d'elles était étudiée sous le rapport des richesses exploitées et de celles qui sont susceptibles de l'être, en matière agricole, minière, industrielle. Les voies de communication, les échanges avec le dehors, l'expansion au delà des frontières formaient le complément du cadre, dans lequel entraient ensuite successivement les pays passés en revue : en premier lieu, les grandes Puissances économiques : États-Unis, Angleterre, Allemagne; en second lieu, les pays secondaires très avancés économiquement, comme la Belgique; en troisième lieu, les pays européens jeunes, à évolution encore incomplète et à production peu variée, tels que les royaumes balkaniques; en quatrième lieu, les vieux pays à population dense, en voie de rénovation, comme l'Italie et le

Japon; puis les pays neufs de colonisation et d'immigration, à vastes territoires vacans et à production extensive, dont le Canada est le type; enfin, les pays tropicaux à population et économie primitives, comme l'Afrique occidentale française. Le cours se terminait par l'étude des principales productions et de leur distribution géographique : viandes et substances alimentaires; textiles; combustibles minéraux et autres sources de force; métaux usuels et précieux; minéraux divers. Les considérations finales s'appliquaient au commerce, agent indispensable de la distribution, à la surface du globe, de ces produits, aux grandes voies de communication internationales qu'il emprunte, au marché mondial qui lui est ouvert.

On devine avec quelle sûreté Pierre Leroy-Beaulieu guidait ses élèves sur un terrain qu'il connaissait si bien. Fortement étayé sur des chiffres soigneusement établis, son enseignement s'élevait, sans effort, à des considérations générales, qu'il savait dégager de la base solide sur laquelle il s'appuyait. L'autorité du maître grandissait chaque année. Son cours se classait peu à peu parmi ceux que l'École des Sciences politiques appelle fondamentaux et qui, depuis bientôt un demi-siècle, ont formé des générations successives d'étudians, dont beaucoup, devenus hommes, jouent un rôle considérable dans la vie politique ou administrative de leurs pays.

## IV

Pierre Leroy-Beaulieu siégea à la Chambre pendant deux législatures, de 1906 à 1914, comme député de l'Hérault. Il prit la parole quatre-vingt-deux fois, c'est-à-dire qu'il prononça chaque année une moyenne de dix discours, dont plusieurs, notamment ceux qu'on entendit à peu près régulièrement à l'occasion de la discussion générale du budget, méritent d'être conservés. Il ne se bornait pas, en effet, à discuter le détail des lois soumises au Parlement. Il s'efforçait d'élargir le débat; il essayait de montrer, à des collègues, trop souvent enclins à ne voir que le petit côté des questions, la voie des réformes fécondes et durables.

La première fois qu'il monta à la tribune, le 26 juin 1906, ce fut pour défendre sa propre élection. Il le fit avec énergie et simplicité. Il n'eut pas de peine à démontrer l'inanité des

accusations portées par ses adversaires, mais il n'empêcha pas la Chambre de voter l'enquête. Quelques jours plus tard, le 2 juillet, il attaqua l'élection d'un collègue qui lui paraissait entachée de fraude : il déploya ce jour-là un véritable courage : car, ainsi qu'il le disait, ce n'était pas augmenter ses chances de validation que de contester les titres d'un membre de la majorité. La Chambre l'entendit encore deux fois dans cette session : en décembre 1906, à propos d'un amendement déposé par lui, qui tendait à faire rétablir le chiffre primitif du gouvernement pour l'évaluation des propriétés non bâties, il insista sur la nécessité d'alléger le poids de l'impôt foncier. C'est ainsi que, dès ses débuts, nous le voyons entrer dans la voie où il devait exercer son action.

Renvoyé au Parlement par une majorité plus forte que la première fois, Pierre Leroy-Beaulieu se fit, le 7 juin 1907, l'interprète des revendications du Midi, qui souffrait alors cruellement de la mévente des vins. Il intervint à plusieurs reprises, en 1907 et en 1908, à propos du projet d'impôt sur le revenu présenté par M. Caillaux. Le 17 février 1908, il combat l'impôt complémentaire, convaincu qu'il y a un danger considérable à créer une machine fiscale qui, par des tours de vis successifs, arriverait à surcharger d'une façon intolérable les revenus un peu importans : il est décevant de laisser croire à la démocratie qu'on peut réaliser les réformes destinées à améliorer le sort du plus grand nombre en puisant seulement dans la poche de quelques-uns.

Le 1er février 1909, à propos du même impôt, il s'élève contre la disposition qui prétendait confondre les revenus du mari et de la femme, pour en faire un revenu unique, alors qu'en cas de décès de l'un des conjoints, les droits de succession frappent la fortune laissée par l'autre. L'article proposé, disait-il en termes énergiques, est un impôt sur le mariage, sur la famille, une prime au divorce, au concubinage. Le 9 février, il s'élève contre l'inquisition fiscale et certaines dispositions qu'il juge de nature à porter le plus grand préjudice aux banques françaises. Il n'était que trop bon prophète. On sait combien ces menaces ont fait émigrer de capitaux. Le 16 février, alors qu'il poursuivait sa critique de plusieurs dispositions du même projet, il répondit à une interruption que lui adressait le rapporteur : « Enfant terrible, vous n'êtes pas d'accord avec

vos amis, » ces fières paroles : « Je tiens à mon indépendance, je suis responsable devant ma conscience, et devant mes électeurs. Je me suis tracé une ligne de conduite et je la suis. »

Le 9 juin, il demande au gouvernement de déposer sans retard le projet de budget pour 1910. « Nous devions l'avoir en carême : c'eût été de saison, puisque nous sommes dans la période des vaches maigres ; les plus sceptiques espéraient l'avoir à Pâques ou à la Trinité. La Trinité est passée, et le budget n'est pas venu. » Il développe les fâcheuses conséquences de ce retard chronique, et compare le travail des législateurs qui étudient les finances à la dernière heure à celui des mauvais écoliers qui, n'ayant rien fait de l'année, mettent les bouchées doubles afin d'achever, vaille que vaille, leurs devoirs à la veille des vacances.

Le 8 juillet 1909, il fait un exposé lumineux de ce que doit être, selon lui, la législation douanière. Il juge utile, pour favoriser la conclusion de conventions commerciales avec l'étranger, pour nous ménager des débouchés à l'extérieur, de fournir au gouvernement certaines armes, non de combat, mais de négociation. Orientons-nous, dit-il, vers les traités de commerce. Ne nous hérissons pas de tarifs trop élevés et réfléchissons avant d'aller aux outrances de la protection exagérée.

Le 18 novembre, il critique le budget, qui a dépassé 4 milliards, et il termine par ces belles paroles : « Aussi longtemps qu'on méconnaîtra le lien indissoluble qui unit ces trois termes, la paix à l'extérieur, l'apaisement à l'intérieur, les réformes et l'économie, on pourra bien faire de vaines apparences de réformes ; en réalité, on se condamnera à l'impuissance et à la stérilité. »

Au cours de sa seconde législature, de 1910 à 1914, il fut constamment sur la brèche, pour défendre nos finances contre les excès de dépenses d'un côté, les réformes téméraires de l'autre.

Si l'on essaie de résumer l'action législative de Pierre Leroy-Beaulieu, on peut dire qu'elle ne cessa de s'exercer dans le sens de l'intérêt général. En dehors de la défense de certaines réclamations locales, qui ne prit qu'une petite place dans sa féconde activité, tous ses efforts se tournèrent vers les finances publiques, dont la gestion l'inquiétait à juste titre. La profession de foi

qu'il adressait au mois d'avril 1914, à ses électeurs, résumait les opinions pour lesquelles il avait lutté. « J'ai toujours défendu et je défendrai, disait-il, contre toute atteinte, avouée ou hypocrite, contre toute restriction sectaire, la liberté sous toutes ses formes : liberté de conscience, liberté d'enseignement, liberté d'association, liberté d'opinion, liberté du travail. »

Le dernier écrit sorti de sa plume est une œuvre politique, au meilleur sens du mot. C'est une étude sur *Les impôts et les revenus en France, en Angleterre et en Allemagne*, qu'il publia en 1914. Frappé des erreurs qui se répètent couramment lorsqu'on nous cite en exemple le régime fiscal d'autres pays, il voulut montrer, à travers les mots, la réalité des choses, et prouver que, chez nous, avant l'institution de l'impôt sur le revenu, celui-ci existait déjà, dans une proportion souvent supérieure à celle qu'il atteint à l'étranger. Il donne les chiffres auxquels sont évalués les revenus des Français, 27 milliards; des Anglais, 53 milliards; des Allemands, 43 milliards de francs. La proportion prélevée par le fisc était, avant la guerre, de 11 pour 100 en Angleterre, 12 pour 100 en Allemagne, 17 pour 100 en France. Les petits et moyens revenus constituent chez nous une part plus forte de l'ensemble que chez les deux nations prises comme termes de comparaison : ceux qui sont supérieurs à 100 000 francs ne représentent que 3 pour 100 du total, au lieu de 6 en Allemagne et de 7 en Grande-Bretagne. Les taxes sur les consommations utiles, droits de douane protecteurs mis à part, ne constituent pas une portion plus forte des impôts en France qu'en Angleterre, et bien moindre qu'en Allemagne.

C'est ainsi que celui, que des électeurs peu reconnaissans et peu clairvoyans n'avaient pas maintenu à la Chambre, s'efforçait encore de se rendre utile en ouvrant les yeux de ses anciens collègues sur les dangers d'une législation mal appropriée à notre organisation sociale, et incapable, par suite, de donner les résultats que certains réformateurs prétendaient en retirer. Combien ses avis eussent été précieux au lendemain de la guerre! A coup sûr, lors des élections prochaines, il eût reconquis de haute lutte son siège de député. A la lueur tragique de la conflagration actuelle, la nation aura appris à connaître, pour les avoir vus à l'œuvre, ses bons serviteurs, et

c'est une majorité écrasante qui eût renvoyé au Palais-Bourbon des hommes comme Pierre Leroy-Beaulieu.

## V

Telle fut la vie de celui qui, à l'âge où beaucoup d'hommes commencent seulement à dessiner leur carrière, avait marqué sa place dans les lettres, dans la science économique, dans la vie politique. Il ne faut pas qu'un tel exemple soit perdu. C'est autant pour donner un modèle aux générations à venir que pour rendre un dernier hommage à celui qui n'est plus, que la *Revue des Deux Mondes* a tenu à honorer la mémoire de Pierre Leroy-Beaulieu, et à léguer à sa fille et à ses cinq fils le témoignage durable de nos sentimens. Sans aucune exagération, il nous est permis de dire qu'il fut un homme complet. Dans toutes les directions où il la porta, son activité fut féconde ; partout, il accomplit sa tâche pleinement et brillamment.

En jetant un dernier regard sur cette existence de quarante-trois ans, nous ne pouvons nous empêcher d'admirer la façon dont elle fut remplie. A peine a-t-il atteint l'âge de raison qu'il comprend tout son devoir : lui aussi, comme son père, comme son grand-père, sera un homme utile à son pays. Cultiver son esprit, l'enrichir de la plupart des connaissances que la science moderne a multipliées, tremper son caractère dans une forte discipline de travail et de moralité, dont l'exemple était devant ses yeux au foyer familial, fut la devise de l'adolescent, on pourrait presque dire de l'enfant, à laquelle l'homme est toujours resté fidèle. Il avait un goût prononcé pour la carrière des armes, pour ce corps d'élite de l'artillerie qui contribue si efficacement à nos succès. Après avoir achevé son éducation militaire, il céda cependant aux avis de son père, qui avait reconnu en lui les qualités et le talent qui devaient en faire le digne continuateur de son œuvre. Mais à peine la mobilisation avait-elle été décrétée, le 2 août 1914, qu'il courut rejoindre son poste de capitaine dans la territoriale. Désigné pour commander le dépôt de Castres, il réclama son envoi sur le front. Là, il commanda d'abord une section de munitions, puis ne tarda pas, sur ses instances répétées, à être mis à la tête d'une batterie de 90, heureux d'être en première ligne. Le jour de la bataille de Soissons, le 13 janvier 1915, il prit part à l'action

sanglante qui se déroula sur la rive droite de l'Aisne. Quand la crue de la rivière eut rendu impossible le passage des renforts qui nous eussent assuré le succès, l'ordre fut donné de se replier. Le capitaine obéit et donna les instructions nécessaires; mais, après que toute sa troupe eut été mise en sûreté, il se porta, seul, vers d'autres canons qui tiraient encore. Les servans tués, il chargea lui-même les pièces et les pointa contre les Allemands. Ceux-ci, avançant en nombre, sommèrent de se rendre l'héroïque officier, qui répondit en faisant feu de son revolver. Une salve de mousqueterie fut la riposte : une balle atteignit au front Pierre Leroy-Beaulieu, qui tomba face à l'ennemi. Telle fut sa mort, si belle que les Prussiens eux-mêmes n'ont pu s'empêcher de lui décerner un dernier hommage. Les honneurs militaires lui furent rendus et les prières dites par le prêtre catholique de la division, qui, avant de bénir sa tombe, prononça une allocution en allemand et en français.

Le catholique convaincu qu'il était a vu venir en souriant la fin de sa vie terrestre, dont il offrit avec joie le sacrifice à son Dieu, à sa patrie. Il avait une foi simple, qui lui donnait la parfaite sérénité dont jouissent les vrais croyans. Jamais un doute, en matière religieuse, n'avait effleuré ce puissant esprit. Il répondait à ceux qui s'étonnaient de cette soumission touchante aux dogmes de l'Église : « Plus d'un parmi mes compatriotes ne saurait comprendre les mobiles de tous mes actes. Entre les plus humbles d'entre eux et moi, il y a cependant infiniment moins de distance qu'entre Dieu et son serviteur. Pourquoi dès lors chercherais-je à pénétrer tous les mystères de la théologie ? »

A notre tour, nous nous inclinons devant cette tombe prématurément ouverte et nous saluons, en celui qu'elle enferme, tous les vaillans qui ont donné leur vie à la patrie. Naguère la *Revue* célébrait la mémoire du colonel Patrice Mahon, l'un de ses plus brillans collaborateurs militaires, qui fut aussi l'ami enthousiaste de Pierre Leroy-Beaulieu. Aujourd'hui, nous rendons le même hommage à celui qui, sans être resté officier de carrière, a rempli les mêmes devoirs, couru les mêmes périls, rendu les mêmes services et prodigué le même dévouement que ses camarades de l'armée active. Ce n'est pas un des moins beaux côtés de l'admirable effort dont la France donne en ce moment le spectacle au monde, que cette union

absolue, cette fusion complète de tous les combattans, quelle que soit la diversité de leur carrière. Les civils, à peine entrés dans les régimens, n'ont fait qu'un avec le reste de la troupe, et, dans cette troupe, le laboureur, l'ouvrier, l'artisan fraternisent avec l'artiste, le professeur, l'écrivain. S'il était permis de revendiquer pour quelques-uns la première place dans cette course au sacrifice sublime, nous pourrions dire qu'elle revient à l'élite intellectuelle de la nation. Quelque forte qu'ait été pour tous la proportion des morts, elle a atteint son maximum parmi les élèves de nos grandes écoles, en particulier ceux de l'École normale supérieure, dont le glorieux nécrologe compte déjà tant de victimes parmi ceux qui étaient partis au front. Cette jeunesse incomparable nous a légué l'immortel exemple du patriotisme le plus pur et le plus complet. Puisse-t-il ne jamais être oublié des générations qui viennent et à qui incombe la tâche sacrée de refaire la France et de récolter la moisson sur une terre arrosée de ce sang généreux! Si c'est une pensée profondément douloureuse que celle de tant d'existences précieuses fauchées avant l'heure, nous savons qu'elles n'ont pas été sacrifiées en vain. Nos morts, nos chers disparus revivent en nous. Leur image ne nous quitte plus; elle est celle même de la patrie, qui s'incarne dans la mémoire de tous les soldats et de tous les officiers qui, comme Pierre Leroy-Beaulieu, sont glorieusement tombés sur le champ de bataille, en attestant que ceux qui avaient le mieux vécu ont le mieux su mourir.

RAPHAËL-GEORGES LÉVY.

# LA TRANSYLVANIE

## INDÉPENDANTE ET SUJETTE

Dans cette Autriche composite dont la durée fut le triomphe de l'art d'administrer et de s'adapter aux exigences de la mauvaise fortune, il y a un élément qui apparaît comme réfractaire au système dualiste qu'elle a adopté comme son dernier recours contre le démembrement : c'est la Transylvanie. Le bruit qui se fait autour d'elle ne dépasse pas son importance politique. Un coup d'œil sur son passé ne peut qu'accroître cette importance, en rappelant les titres de ses revendications actuelles. Il n'est peut-être pas sans intérêt pour elle et pour nous qu'on sache davantage qu'en ce qui la concerne, c'est l'indépendance qui est ancienne, l'oppression qui est nouvelle, que sa nationalité s'est formée longtemps avant que le souci de la défendre prît la première place dans son histoire. La Hongrie et la Transylvanie ont eu un ennemi commun, l'Autriche, et la lutte contre les Habsbourg, soutenue à la fois par l'une et par l'autre, risque de faire oublier les conflits de race et de classe qui ne permettent pas de confondre, même avant que les premiers aient pris pleine conscience de leur nationalité, Roumains et Hongrois. En même temps qu'elles montreront les origines lointaines de l'irrédentisme roumain, les pages qu'on va lire rappelleront l'attention sur cette singulière république aristocratique des Carpathes que la politique européenne faisait entrer dans ses combinaisons et qui, sur le théâtre des luttes gigantesques auxquelles nous assistons aujourd'hui, disputait son indépendance aux Ottomans et aux Autrichiens.

Après que les Russes, maîtres de la Bukowine, eurent

emporté d'assaut la passe de Kirli-Baba, ils eurent sous les yeux un plateau qui forme une forteresse naturelle et s'étend en demi-cercle jusqu'au Danube, en s'adossant au rameau oriental des Carpathes et des Alpes transylvaines. Cette forteresse s'abaisse en pente douce sur le front-occidental, tandis que son versant oriental et méridional est escarpé et difficilement accessible. A cette physionomie originale on a reconnu la Transylvanie, l'Ardeadul des Roumains, l'Erdely des Magyars, le pays dont le nom rappelle les forêts qui lui donnaient, qui lui donnent encore à un moindre degré son aspect pittoresque.

Ce n'est pas dans l'espèce de boucle qui en dessine le contour que se fixa au x^e siècle le torrent de l'invasion magyare, quand Henri I^er et Otton le Grand le brisèrent et l'endiguèrent. Il s'écoula et s'amassa surtout dans le centre de la Hongrie, sur le cours moyen du Danube et de la Theiss, et passa sur la Transylvanie, en ne laissant dans ses vallées que quelques dépôts dont le plus important a conservé à travers l'histoire du pays, sous le nom de Szeklers, c'est-à-dire d'hommes de la frontière, son caractère ethnique. Dans la mesure où elle peut se montrer affirmative sur des questions d'origine, qui sont toujours obscurcies par des pénétrations ethnographiques continues, et qui, par leur incertitude, prêtent à toutes les thèses, l'histoire peut dire que, tout en ayant été modifié par des infiltrations slaves, le fond de la population transylvaine se rattache aux colons de la Dacie Trajane dont la Transylvanie formait le tiers. Pour énumérer les principaux groupes ethniques qui se juxtaposaient dans la région transylvaine, il faut nommer encore les Saxons, nom générique des colons de la basse Allemagne appelés au XII^e siècle par les rois de Hongrie. Concentrés surtout à Hermanstadt, à Kronstadt et à Klausenbourg, ils formeront, avec les Magyars et les Szeklers, les trois *nations* dont l'existence légale sera reconnue dans la constitution transylvaine, à l'exclusion des Valaques et des Slaves.

Il faut avouer, en effet, que pendant longtemps, en un certain sens, les Roumains de Transylvanie n'eurent pas d'histoire, ce qui ne les a pas rendus plus heureux. Leur situation dans le passé a ressemblé beaucoup à ce qu'elle est dans le présent : la race conquérante n'en a pas plus tenu compte autrefois qu'aujourd'hui. Il y a seulement cette différence au profit de

leur situation actuelle que, si leurs droits continuent à être méconnus, on s'y intéresse beaucoup, on en apprécie la valeur. Mais le silence de l'histoire ou plutôt, pour ne rien exagérer, la disproportion entre la place qu'elle leur fait et leur importance réelle, ne diminue pas celle-ci. Population sujette et servile, ils ont eu dans la mémoire des hommes le sort de toutes les classes inférieures qui ont attendu longtemps et n'ont obtenu qu'à force de le mériter l'honneur de figurer sur la scène historique. N'en a-t-il pas été de même dans notre pays, sauf que, la distinction des races s'y étant bien vite effacée, la hiérarchie sociale n'ayant plus connu que des classes, et ces classes ayant été émancipées plus tôt, les couches plus lourdes ont pu assez vite, en dépit de la statique, monter à la surface. Félicitons-nous de la bonne fortune qui a permis, par une sélection naturelle, l'afflux des couches profondes d'une population dont l'ascension n'a jamais eu à triompher de l'antagonisme de races ; mais gardons-nous de méconnaître, comme l'a fait l'impolitique dédain de la race conquérante, l'influence obscure, mais considérable, qu'il faut attribuer dans les destinées de la Transylvanie à l'humble population d'agriculteurs et de pasteurs numériquement supérieure, dont on pourrait croire qu'elle n'a été que spectatrice et victime des événemens que nous avons à raconter.

Après avoir conquis Belgrade et Rhodes, Soliman le Grand avait porté son ambition sur la Hongrie. La bataille de Mohacz (1526) la lui livra. Le roi de Hongrie Louis II y périt. Il ne laissait pas d'héritier. Les États du royaume élurent pour roi Jean Szapolya, woïvode de Transylvanie. L'illustration de sa famille, ses services personnels l'avaient désigné aux suffrages de la Diète, où résidait principalement le pouvoir constituant dans la monarchie aristocratique sous laquelle vivaient les fils d'Arpad depuis que leurs migrations avaient cessé. Une pareille constitution est inséparable de factions intestines, et il est presque aussi inévitable que certaines de ces factions pactisent avec l'étranger.

Le chef de l'une d'elles, Étienne Batory, ne se résignant pas à voir sur la tête d'un rival la couronne qu'il avait ambitionnée, appuya les prétentions de l'empereur Ferdinand Ier et de sa sœur Marie, veuve de Louis II. La Diète de Presbourg pro-

clama Ferdinand d'Autriche, et le roi Jean, pressé par les forces autrichiennes, battu près de la Theiss, se réfugia en Pologne. Ne pouvant obtenir des adversaires de la maison d'Autriche en Europe que des sympathies stériles, il eut recours à Soliman. Le Sultan le rétablit dans une partie de son royaume, mais son protégé, étant impuissant à conquérir le reste, consentit à un partage qui laissait à chacun des compétiteurs, avec le titre de roi de Hongrie, la partie du pays qu'il occupait, et assurait à Ferdinand la succession du roi national alors sans enfant et, par suite, la totalité du royaume. Le mariage de Jean avec Isabelle, fille du roi de Pologne Sigismond, lui donna un fils, à la naissance duquel il ne survécut que quelques mois. Sa veuve se plaça avec ce fils sous la protection qui avait assuré le salut de son mari ; mais cette fois, le protecteur se montra moins désintéressé. Après avoir occupé Bude au nom de la veuve et de l'orphelin, il garda pour lui cette capitale et réduisit la part du pupille, auquel il avait donné le nom de Jean-Sigismond, à la Transylvanie et à quelques villes de Hongrie telles que Lippa et Temesvar. Entre la Hongrie ottomane et la Hongrie autrichienne, la Transylvanie devenait donc, autant qu'elle pouvait l'être sous le protectorat ottoman, une principauté indépendante ; elle allait avoir son histoire particulière.

Isabelle et son fils ne la gardèrent pas longtemps. Sous l'influence du tuteur de celui-ci, le cardinal Georges Martinuzzi, évêque de Varadin, ils l'échangèrent avec l'Empereur contre le duché d'Opeln et d'autres domaines silésiens. Il fallut une nouvelle et victorieuse campagne de Soliman pour annuler un marché dont la Reine et ses conseillers n'avaient pas tardé à reconnaître la duperie, et pour rétablir Jean-Sigismond en Transylvanie.

Entre les convoitises de la maison d'Autriche, la protection intéressée de la Porte et les factions intestines, l'indépendance de la principauté restait bien précaire. C'est ainsi que le traité signé entre le nouvel empereur Maximilien et Jean-Sigismond, tout en confirmant au second la possession de la Transylvanie et de quelques comtés annexes de Hongrie, stipulait après sa mort la réunion de la principauté comme condition de son mariage avec la fille de Ferdinand. Il ne tint pas à Jean-Sigismond de conclure ce mariage, qui aurait mis fin à l'indépendance de la Transylvanie, et il pressait encore Maximilien

d'exécuter cette clause du traité quand il mourut (1571).

Il eut pour successeur Étienne Batory, celui qui avait disputé à son père, Jean Szapolya, la couronne élective de Hongrie. Batory obtint peu après une autre couronne élective, celle de Pologne, et on n'ignore pas qu'il sut glorieusement la porter. Quatre fois, de 1571 à 1601, les suffrages de l'oligarchie transylvaine se portèrent sur des membres de cette famille. Ce fut pendant la période où ils se succédèrent que les divisions religieuses vinrent s'ajouter aux périls que ses deux puissans voisins et son régime électif faisaient courir à la Transylvanie. Après l'abdication de Sigismond Batory (1601), elle fut occupée par les Impériaux dont le général Basta a laissé dans le pays, par ses exactions et ses barbaries, un ineffaçable souvenir. Les ressentimens provoqués par son administration et par les persécutions des protestans suscitèrent une insurrection dont un magnat transylvain, Étienne Bocskay, se fit le chef. Cette insurrection fut victorieuse et força l'empereur Rodolphe II à conclure la pacification de Vienne (23 juin 1606). L'Empereur cédait la Transylvanie à Ét. Bocskay, reconnaissait aux luthériens et aux calvinistes le droit de rester dans le pays et d'y exercer librement leur culte et prenait l'engagement de respecter les lois et les privilèges communs aux Transylvains et aux Hongrois. Parmi les dispositions d'une constitution à laquelle les patriotes attribuaient une origine plus ancienne que celle de la Constitution anglaise elle-même, le traité de Vienne confirmait celle qui réservait exclusivement les charges aux nationaux, il consacrait les franchises des villes et le droit d'élire le Palatin, c'est-à-dire le grand officier qui était, en vertu de sa charge, le général de toutes les armées, le médiateur entre le Roi et la nation, le pacificateur des troubles. Ét. Bocskay mourut l'année même où il avait arraché à l'Empereur la reconnaissance des droits de la principauté. Sigismond Rakoczy, Gabriel Batory et Gabriel Bethlen lui succédèrent à bref intervalle (1606-1613). L'avènement de Ferdinand II, les alarmes que les protestans avaient de bonnes raisons pour en concevoir, jetèrent Gabriel Bethlen dans la grande lutte trentenaire qui devait changer l'équilibre et la face de l'Europe. La situation de l'Empereur était trop critique pour que le prince de Transylvanie, si dévoué à ses coreligionnaires, ne fût pas tenté de faire cause commune avec les Bohémiens. La Diète de

Presbourg s'associa à ses résolutions et le proclama roi de Hongrie (25 août 1620). Mais la défaite des Tchèques à la Montagne-Blanche ruina les espérances que les débuts de son intervention avaient fait naître. Il sut, du moins, tout en négociant, en imposer assez par sa résistance pour obtenir un traité (paix de Nikolsbourg, 1621) par lequel, en renonçant à la couronne de Hongrie, il conservait la Transylvanie accrue des duchés silésiens d'Opeln et de Ratibor et de quelques annexes hongroises, et obtenait pour ses coreligionnaires de Hongrie la liberté de conscience. Cette paix n'était pour lui qu'un pis aller. Elle ne lui fit pas perdre l'espoir de ménager, par des alliances avec la Porte et l'Empire, l'indépendance des deux pays qu'il ambitionnait de réunir. Il se livra pour cela à des négociations actives avec les agens des cours européennes à Constantinople. Il reprit les armes, mais les échecs de Mansfeld et de Brunswick, avec qui il devait combiner son action, lui firent comprendre qu'elle était inopportune, et il s'en tint à la confirmation du traité de Nikolsbourg. Son esprit remuant envisagea même en 1624 le projet d'un rapprochement avec les Habsbourg, fortifié par une alliance matrimoniale ; mais, éconduit à la Cour impériale, il demanda une femme à la maison de Brandebourg. Ce prince entreprenant et si richement doué rêvait encore, quand il mourut en 1629, le trône de Pologne.

Chaque vacance de la woïvodie mettait en péril l'indépendance de la principauté et devait donner lieu aux revendications de l'Autriche qui pouvait invoquer en cas de mort sans enfant la réversibilité stipulée par les traités. Gabriel Bethlen n'en laissait pas. Sa mort mit en présence sa veuve Catherine de Brandebourg, soutenue non seulement par l'électeur son parent, mais encore par la France, la Hollande et la Suède, et, d'autre part, un magnat, Georges Rakoczy, dont la famille avait déjà fourni un woïvode à la Transylvanie. Ses premières années furent trop troublées pour lui permettre de participer, comme son prédécesseur, à la grande lutte européenne qui allait prendre, grâce aux succès de Gustave-Adolphe, une tournure menaçante pour l'Empire. Mais sa situation se trouva dégagée par la retraite du palatin de Hongrie Esterhazy, qui opérait mollement pour l'Empereur, puis affermie par une intervention ottomane et par la diversion du roi de Suède.

Rakoczy entra en rapport avec Gustave-Adolphe. En 1632,

l'année même où celui-ci périt à Lützen, le woïvode lui avait envoyé un agent, Paul Strasbourg, mais ce ne fut qu'à partir de 1637 que les négociations avec la Suède et la France prirent assez de consistance pour aboutir en 1643 à un traité. L'activité diplomatique de Rakoczy ne se limitait pas à ces deux États. En 1637, il traitait avec un agent du landgrave de Hesse, qui, l'année précédente, avait contracté une alliance avec la France. De 1637 à 1638, un professeur distingué de l'Université de Weissenbourg, Henri Bisterfeld, porteur des instructions du prince, sous prétexte de recruter des collègues, visita les cours de l'Europe. On constate sa présence à Stockholm un peu avant le 10 octobre 1637 et à Paris en juillet 1638. Il venait proposer un traité par lequel son maître s'engageait, moyennant un subside, à faire entrer en Hongrie au mois de septembre une armée de 40 000 hommes. Il le justifiait des soupçons qu'avait fait naître son attitude passée, il affirmait sa bonne intelligence avec le Divan. Le projet obtenait l'approbation de Grotius, l'ambassadeur de Suède en France et celle de Richelieu. Celui-ci pensait que, si l'affaire se concluait, le général suédois Baner devait entrer le plus tôt possible en Silésie, se rapprocher du prince de Transylvanie. Les représentans de notre pays et des Provinces-Unies à Constantinople reçurent l'ordre de seconder la négociation. Du Bois d'Avaugour fut chargé de porter à Rakoczy la réponse aux propositions de Bisterfeld. Le 15 novembre, il était reçu en audience à Bistritz. La sollicitude du woïvode pour les intérêts de ses coreligionnaires de Hongrie mit fin à ses hésitations et à ses atermoiemens, il traita avec la France et la Suède (1643). Ses alliés lui accordaient un subside annuel de 1 200 000 écus, et s'engageaient à respecter l'indépendance et l'intégrité de la Hongrie et de la Transylvanie. Il prit les armes l'année suivante. Ses succès lui procurèrent en 1645 une paix avantageuse. Le traité de Linz remédia aux infractions de celui de Vienne, reconnut les droits constitutionnels de la Hongrie, sans excepter l'article 31 de la bulle d'or d'André II qui légitimait l'insurrection, rétablit les protestans dans leur situation légale et consacra l'autonomie des deux pays. On ne connaîtrait pas Georges Rakoczy tout entier, si on ne signalait en lui que le politique hardi et mesuré; il faut y voir aussi, comme dans Bethlen Gabor, dont il se rapproche par bien des côtés, un protestant fervent et tolérant, un protecteur ardent de ses coreligionnaires,

un restaurateur de la prospérité intérieure, un patron des lettres et des arts. Les éclaircies sont trop rares dans l'histoire de la Transylvanie, l'activité pacifique, l'état social du pays sont trop souvent masqués par les luttes dont l'indépendance est le prix, pour qu'on néglige l'occasion de rappeler qu'il y a, derrière les magnats qui chevauchent et guerroient, une société qui travaille, s'instruit et conserve pieusement les traditions des ancêtres. Ce qui domine dans cette société, ce sont ceux qu'on appelle les Valaques, ceux qui se glorifieront un jour de s'appeler les Roumains.

Georges Rakoczy II (1648-1660) eut l'ambition, mais non la prudence de son père. Ses prétentions au trône de Pologne le mirent aux prises avec les deux voisins contre lesquels la principauté ne pouvait se défendre qu'en les opposant l'un à l'autre, les Ottomans et les Impériaux. Attaqué par les premiers, il n'obtint pas le secours des seconds, qui le dépouillèrent au contraire des places qu'il possédait en Hongrie. Il périt glorieusement dans une bataille qu'il perdit contre le pacha de Bude, et la Transylvanie, pacifiée et florissante sous son père, redevint la proie des deux puissans adversaires qui se faisaient la guerre à ses dépens.

Si onéreuse qu'elle fût, la protection de la Porte était pourtant indispensable à son indépendance, et le jour où ce contrepoids manquerait entre les Carpathes et le Danube, où elle n'aurait plus pour la soutenir en face du gouvernement de Vienne que l'attachement de la Hongrie autrichienne à la charte antique des libertés communes, cette indépendance devait être singulièrement compromise. Or, pendant le long règne de Léopold Ier, qui fut élu roi de Hongrie en 1655 et empereur en 1657, la balance des forces entre les Ottomans et les Impériaux se modifia beaucoup au profit de ces derniers. Cette altération profonde de l'équilibre dans la région danubienne et carpathienne fut le résultat d'une série de campagnes heureuses, de succès décisifs qui brisèrent l'offensive ottomane (bataille de Saint-Gothard en 1664, bataille de Vienne en 1684) et portèrent l'offensive autrichienne jusqu'en Serbie au delà du Danube. Ces brillantes opérations furent couronnées par la victoire du prince Eugène à Zentha sur la Theiss (1697), et le bénéfice en fut acquis à l'Autriche par le glorieux traité de Carlowitz (1699), qui, de toute la Hongrie, ne laissa au Croissant que le banat de Temesvar.

La prépondérance conquise par la maison d'Autriche devait exercer sur la situation de la Transylvanie une influence décisive. La victoire de Saint-Gothard n'eut pas pour elle, non plus que pour la chrétienté, la portée qu'on pouvait en attendre. Elle ne gagna à la paix de Vasvar que la reconnaissance de Michel Apaffy comme woïvode. Son sort fut réglé, en même temps que celui de la Hongrie, par la Diète de Presbourg de 1687, où, en acceptant l'intronisation de l'archiduc Joseph, elle renonça au droit électif des États tant que la ligne masculine des Habsbourg autrichiens et espagnols ne serait pas éteinte, à la condition que le souverain prêterait serment à la Constitution. La Diète fut suivie de près par l'occupation des villes transylvaines au mépris de l'engagement d'assurer à Michel Apaffy II la succession paternelle. La docilité des États, l'abandon de leur droit électoral, l'acceptation de l'hérédité s'expliquent par le régime de terreur auquel le général Caraffa avait soumis le pays, sous prétexte d'une conspiration dont le comte Tekeli aurait été le chef. Les condamnations sanguinaires prononcées par le tribunal qu'on appelle le *théâtre* d'Éperies, du nom de la ville où il a siégé, ont laissé un souvenir indélébile. La résignation des États de 1687 entraîna la ruine des garanties inscrites dans la Constitution. La Transylvanie fut traitée en pays conquis. Beaucoup de familles de paysans, en majorité roumaines, émigrèrent en Turquie et grossirent le nombre de celles qui, s'étant converties au mahométisme, jouissaient, sous la domination ottomane, d'une condition tolérable.

Les mesures prises à la suite de la paix de Carlowitz par le gouvernement de Vienne annonçaient clairement l'intention de faire de la Transylvanie une province autrichienne et la principauté ne pouvait être rassurée sur son sort par les tendances conciliantes de certains patriotes comme l'archevêque de Kolocsa, Szechenyi et de certains personnages dirigeans du conseil aulique dont le plus considérable n'était rien moins que le prince Eugène. Des deux côtés, on était en méfiance et en éveil. Si désireux qu'il fût de conserver sa liberté d'action au moment de l'ouverture prochaine de la succession d'Espagne, le gouvernement impérial ne pouvait s'arrêter dans la voie d'arbitraire où il était entré. Il avait les yeux ouverts sur François Rakoczy comme sur le chef désigné d'une insurrection possible. Fils de François Rakoczy et d'Hélène Zrini qui épousa en

secondes noces le comte de Tœkœli, il n'échappa aux pièges de son beau-père, qui aspirait à le déposséder des domaines considérables de sa famille, que pour être traité en otage à Vienne où il fut élevé. Il obtint cependant un jour la permission de voyager et il en profita pour épouser, au grand mécontentement de la cour impériale, la princesse de Hesse-Rheinfels. Il s'établit même en Hongrie, mais il ne tarda pas à y être arrêté comme suspect d'intelligences avec la France. Il s'évada et se réfugia en Pologne. Pendant les deux ans qu'il y passa, il fit des ouvertures aux deux agens français qui s'y succédèrent, le marquis de Héron et le marquis de Bonac, et, invoquant les anciennes garanties d'indépendance accordées par la France à ses prédécesseurs, il chercha à obtenir, en vue d'un soulèvement national, l'appui de la France ; mais la cour de Versailles, au début d'une guerre générale, resta sur la réserve et se contenta de témoigner sa sympathie par des allocations personnelles pour lui et son lieutenant Bersény.

Cependant, le mouvement insurrectionnel provoqué par l'excès de la fiscalité et de la misère éclatait spontanément. Il partit du château de Munkacs, demeure patrimoniale de Rakoczy, et c'est là que fut rédigé le 7 juin 1703 le manifeste qui l'annonçait et le justifiait. Alarmé à la fin de cette année par les succès de l'électeur de Bavière, Max-Emmanuel, qui, maître de Linz et de Passau, menaçait Vienne, par les reconnaissances que l'un des chefs des mécontens, Karolyi, poussait jusqu'à la capitale, le gouvernement impérial faisait des propositions de trêve, qui étaient appuyées par l'archevêque patriote de Kolocza et par les ministres d'Angleterre et des Provinces-Unies intéressées à assurer à l'Empereur sa liberté d'action contre la France dans la guerre de la succession d'Espagne. La tournure heureuse des événemens faisait d'autant plus honneur à Rakoczy que ses moyens étaient insuffisans, ses troupes peu nombreuses et peu disciplinées. La prise d'armes avait eu, à l'origine, un caractère populaire et les nobles s'étaient tenus à l'écart. Son chef n'avait disposé d'abord que d'une armée de paysans (Kurucz). Il avait à compter avec les mésintelligences de ses lieutenans, avec les préventions que sa qualité de catholique inspirait à une population en grande majorité protestante, avec des antipathies de races. Il eut affaire, par exemple, à l'hostilité des Croates, des pays limitrophes, Styrie,

Autriche, Silésie, Moravie et des colons serbes de la Hongrie méridionale que les Hongrois désignaient sous le nom de Rasciens. Élu prince de Transylvanie, il apprit, en même temps que son élection, la défaite des Français à Blenheim, qui rendait sa jonction avec l'électeur impossible. A Agria, où il prit en 1705 ses quartiers d'hiver, les troupes qu'il passa en revue atteignaient un effectif de 75000 hommes. A la suite de plusieurs revers qui ne l'empêchèrent pas de tenir tête à l'ennemi, il convoqua à Szecseny pour le 1er septembre 1705 les députés des comitats et des villes libres. L'assemblée décida de former une *confédération* comme on en faisait en Pologne et, l'élevant sur un bouclier, l'en proclama le chef. Il mit fin ensuite, à la satisfaction des deux partis, par l'attribution des édifices du culte aux diverses confessions religieuses, à des compétitions qui compromettaient l'union du pays et le succès de la cause nationale. Une délégation fut nommée pour demander aux États, convoqués à Vacharheil afin de l'investir de sa dignité, de se joindre à la confédération de Seczin. Rakoczy s'y rendit au mois de mars 1707. Avant de procéder à cette investiture, il fallait arrêter la capitulation qui devait régler les droits du prince et des États. La question se présentait sous d'assez mauvais auspices. On accusait le chef des mécontens d'avoir hérité de ses ancêtres l'ambition de rendre la principauté héréditaire dans sa maison; d'autre part, il était bien décidé à ne pas accepter la capitulation humiliante imposée au dernier woïvode Apaffy. Les événemens ne justifièrent pourtant pas les craintes qu'on pouvait avoir au sujet de ses rapports avec les États. S'il dut se résigner à leur refus d'admettre dans la principauté un évêque catholique, l'accord se fit sur la capitulation. Rakoczy nomma ensuite les conseillers qui devaient, lorsque les États ne siégeaient pas, les représenter auprès de lui et sans l'avis desquels il ne pouvait rien faire. Le prince n'en avait pas fini toutefois avec la défiance de la Diète, non plus qu'avec l'esprit particulariste de l'aristocratie transylvaine. La Diète donna une nouvelle preuve de cet esprit en adoptant une loi qui permettait aux magnats de rappeler leurs sujets enrôlés sans leur consentement. Rakoczy s'y opposa vainement. C'était la ruine des recrutemens et des effectifs et, en le constatant, le prince ajoutait cette réflexion générale et mélancolique, que « c'est le sort des princes électifs d'être toujours soupçonnés. »

Il ne se dissimulait pas d'ailleurs que le sort de la Transylvanie dépendait de celui de la Hongrie « parce que, la ville prise, la citadelle ne tient pas longtemps. » Sa plus grande force, ce semble, aurait dû lui venir des Szeklers, c'est-à-dire du rejeton le plus vigoureux de la race ongrienne, mais ici encore le patriotisme avait raison du patriotisme, les officiers des Szeklers les libérant du service militaire pour assurer la culture de leurs terres.

Les opérations n'empêchaient pas des négociations où intervenaient la France d'une part, l'Empereur et ses alliés de l'autre. La bonne volonté de la cour de Versailles, qui commençait seulement à se rendre compte de l'importance de la diversion due à l'insurrection, ne pouvait se manifester que par des subsides d'ailleurs insuffisans. Opérations et négociations languissaient également. L'ardeur du début diminuait dans les troupes à mesure qu'elles étaient soumises à une discipline destinée à leur donner plus de solidité, mais à laquelle des bandes de volontaires refusaient de se soumettre. Les négociations avec l'Empereur, tout en traînant en longueur, entretenaient des espérances pacifiques qui affaiblissaient l'élan des défenseurs de l'indépendance. La Diète d'Onod, après avoir paru s'associer à l'hostilité d'une minorité bruyante, se retourna en faveur du prince et vota d'enthousiasme la déchéance de Joseph Ier. Rakoczy, qui sentait de plus en plus ses moyens paralysés par la désorganisation politique et militaire, prêtait l'oreille à des propositions du Tsar pour le faire monter sur le trône de Pologne, au risque de se faire un ennemi du roi de Suède, Charles XII. La victoire du général impérial Heister à Trenczin (4 août 1708) livra aux Autrichiens la haute et la basse Hongrie. L'agent du prince à Versailles, le baron de Vettes, n'obtenait que des subsides et se confirmait dans la conviction qu'une réconciliation avec l'Empereur était la seule issue possible. D'autre part, les négociations de Rakoczy avec le général impérial Paffy mettaient en évidence la résolution persévérante de la cour de Vienne de ne pas reconnaître son élection en Transylvanie. En février 1710, le premier passa en Pologne pour se rapprocher des forces moscovites. Il n'en revint que pour signer la paix de Szathmar et retourna en Pologne d'où il partit pour la France. Le traité sanctionnait la Constitution nationale et accordait une amnistie (janvier 1711).

Le cadre historique où nous avons dû nous contenter d'inscrire les principaux événemens d'une guerre de huit ans, dernier effort de la liberté mourante de la Transylvanie, ne saurait donner l'idée du tableau qu'en a tracé celui qui en fut le héros. C'est dans son histoire des *Révolutions de Hongrie*, c'est dans ses *Mémoires*, et ce n'est que là qu'on trouvera le mouvement qui fait revivre sous la plume du protagoniste les scènes guerrières, les délibérations tumultuaires où se montre en action l'organisation sociale d'un pays qui pourrait être considéré, si la Pologne n'existait pas, comme la patrie d'élection de l'anarchie. Lui-même doit à ces écrits de personnifier aux yeux de la postérité la lutte pour l'indépendance, d'avoir un peu fait tort par l'entrain et le succès de ses récits à la renommée de son bisaïeul Georges Ier, qui fut cependant plus grand que lui. Sur les circonstances qui ont empêché son alliance avec la France, ses intelligences avec la Russie de sauver l'autonomie transylvaine, il s'est montré réservé. A la fin de ses *Mémoires*, s'il explique par les revers des Moscovites que le salut n'ait pu venir de leur côté, il se refuse à chercher les causes des mécomptes qu'il a éprouvés dans ses rapports avec la France, et il se borne à rendre hommage au roi « éclairé, de glorieuse mémoire, » qui n'a pas fait tout ce qu'il espérait. Réserve dont il faut faire honneur sans doute à son équité, mais à laquelle ont contribué peut-être aussi le prestige du grand roi et le souvenir de l'accueil qu'il avait trouvé auprès de lui et de la société française. Cet accueil lui était dû, car son intervention avait empêché l'Autriche de concentrer toutes ses forces sur le Rhin et de nous reprendre l'Alsace; mais dans le public la curiosité pour une célébrité exotique n'y eut pas moins de part que le sentiment du service rendu. A cet engouement banal se joignirent pour lui la distinction avec laquelle il fut traité par le Roi et les faveurs qu'il en obtint, les sympathies de personnages tels que la Duchesse d'Orléans, le Comte de Toulouse, le Duc du Maine. Comme toujours, quand ses partis pris ne sont pas en jeu, c'est à Saint-Simon qu'il faut demander l'impression morale et physique produite par ce réfugié si dépaysé à Versailles qu'on devrait lui passer plus d'une dissonance. Le portrait que Saint-Simon nous a laissé nous montre, au contraire, un homme qui ne se fait remarquer dans un milieu nouveau pour lui que par sa noblesse, un homme simple

et aisé, mesuré, régulier dans sa conduite et dans la tenue de sa maison, charitable et d'une piété aussi discrète que sincère. Ce serait un portrait sans ombre si le peintre n'y avait ajouté une touche équivoque, qui ne met rien de moins en jeu que le personnage historique : « après l'avoir vu de près, nous dit le grand mémorialiste, on demeurait dans l'étonnement qu'il eût été le chef d'un grand parti et qu'il eût fait tant de bruit dans le monde. » Qu'est-ce à dire?... Comprenons seulement que le rôle de Rakoczy avait tellement frappé l'imagination de ses contemporains qu'on était surpris de ne trouver dans sa personne rien d'avantageux ni de théâtral.

Le traité de Szathmar (1711), en unissant la Hongrie à l'Autriche, n'avait pas confondu les destinées de la Transylvanie avec les siennes. La politique traditionnelle de la cour impériale trouvait plus d'avantage à les séparer qu'à les unir. La Transylvanie que Léopold Ier s'était fait céder par son dernier woïvode Apaffy II, garda la constitution particulière que cet empereur lui avait donnée en 1690. Elle releva directement du gouvernement de Vienne où elle eut sa chancellerie propre et dont l'autorité s'exerça par un conseil de gouvernement (*gubernium*) siégeant à Clausenbourg. Quand le successeur de Léopold Ier, Charles VI, voulut assurer sa succession à sa fille, la future Marie-Thérèse, la Transylvanie fut un des États d'Empire dont il dut obtenir l'acceptation. Le diplôme organique de Léopold respecta une organisation dont on fait remonter l'origine à saint Étienne. Elle avait pour base le comitat, qui était à la fois une circonscription territoriale et la congrégation des propriétaires nobles de cette circonscription. Ces congrégations concentraient presque entièrement les affaires locales. Par leurs *ablégats*, qui jouissaient exclusivement du droit de vote dans les séances où se proposent les lois, elles étaient maîtresses dans les diètes.

Les desseins du gouvernement aulique contre cette institution fondamentale ne pouvaient trouver d'opposition que chez les bénéficiaires de la vieille constitution nationale, dans ce qu'on appelait le peuple de Verboczy, du nom du légiste qui avait codifié dans son *jus tripartitum* le droit public d'une société fondée sur les privilèges des magnats, de la petite noblesse et des villes libres. La population roumaine ne pouvait,

au contraire, que se réjouir des atteintes portées à un régime qui ne lui faisait aucune place. Elles devaient être d'autant mieux accueillies par elles qu'elles sembleraient liées à l'amélioration de sa condition sociale. Cette condition, c'était le servage. Elle la supportait avec une résignation qui n'excluait pourtant pas les protestations ni les révoltes et, d'autre part, la conscience de sa nationalité ne semble s'être éveillée chez elle qu'assez tardivement. On ne se trompera pas en pensant que les mesures humanitaires et centralistes de Marie-Thérèse et surtout de son fils Joseph Ier, qui les systématisa au point de leur donner son nom, contribuèrent à faire renaître chez les Roumains le regret de l'autonomie et le désir de la recouvrer. On s'intéressait à leur condition privée, ils se rappelèrent qu'ils pouvaient avoir une vie nationale, qu'ils étaient un peuple. Marie-Thérèse fit rédiger un code rural (*urbarium*), qui réglementa et adoucit le régime féodal. Les paysans cessèrent d'être attachés à la glèbe, ils purent élever leurs enfans à leur guise, leurs redevances furent fixées à un taux proportionnel, leurs procès soumis à la juridiction des comitats. La résistance du magyarisme à l'application de ces réformes exaspéra la plèbe roumaine, l'amena à un sentiment plus vif, plus amer de sa déchéance sociale et en même temps nationale. Dans la jacquerie qui éclata en 1784 et eut pour chef un paysan, Horia, le sentiment nationaliste se mêla forcément, à cause de la confusion entre le seigneur et l'étranger, à la passion anti-féodale. En même temps que les préoccupations humanitaires des souverains relevaient les Valaques à leurs propres yeux et réveillaient chez eux, par voie de conséquence, l'amour de leur passé et de leurs origines, Joseph II, en détruisant la forteresse légale de leurs oppresseurs, en détruisant les comitats, en faisant passer tous leurs pouvoirs à l'*alispan*, devenu un fonctionnaire gouvernemental, en divisant le pays en cercles, dont chacun était administré par un capitaine de cercle (*Kreishauptman*), en confiant l'administration des finances à un fonctionnaire, n'irritait pas seulement la nation dominante, il diminuait son prestige aux yeux de la population sujette et l'encourageait indirectement à conquérir, après son émancipation civile, son indépendance politique.

L'union d'une partie des orthodoxes roumains au rite catholique favorisa beaucoup aussi le nationalisme. Les persécu-

tions religieuses avaient eu leur part dans les malheurs de la population sujette. Ce fut d'abord la confession orthodoxe et la confession catholique qui eurent à souffrir du prosélytisme luthérien et calviniste. L'ascendant des Habsbourg dans la principauté et son incorporation ne profitèrent pas au catholicisme autant qu'on aurait pu le croire. Après la bataille de Zentha, le métropolitain orthodoxe, Théophile, obéissant à l'influence des jésuites, convoqua en 1697 un synode de l'Église roumaine de Transylvanie et lui fit accepter l'union. Elle impliquait l'adoption des dogmes de l'Église romaine, non celle de la liturgie qui, pour ménager les habitudes, ne changeait pas. Ce ralliement au romanisme fut confirmé par les soins du successeur de Théophile, Athanase Anghel (1697-1714). L'Autriche y poussait naturellement beaucoup et faisait espérer que la conversion des Roumains les relèverait de certaines incapacités civiles et politiques. Ce fut l'archevêque roumain de Transylvanie, Innocent Micou, qui, de 1730 à 1731, se voua à la tâche de multiplier les uniates et d'obtenir pour eux les avantages matériels qu'on leur avait fait espérer. Mais ses efforts, qui ne tendaient à rien moins qu'à faire admettre les Roumains comme *nation* à côté des Magyars, des Saxons et des Szeklers, rencontrèrent auprès de la Diète une telle résistance que Marie-Thérèse, qui s'était portée garante des promesses faites par lui, dut renoncer à le soutenir. Le roumanisme ne laissa pas de profiter indirectement de cette tentative. Si le mouvement d'union dirigé par Micou sous le patronage de la couronne ne procura pas aux Roumains l'amélioration matérielle de leur sort et ne prit pas l'extension qu'on aurait pu prévoir, le clergé catholique qui en sortit donna à la vie intellectuelle une vive impulsion. Elle aboutit à la création d'une école d'historiens nationaux, qui, en rendant les Roumains plus fiers de leur passé, leur donna à un plus haut degré le sentiment de leurs devoirs envers l'avenir. Ce fut la Transylvanie qui eut la gloire d'être le berceau de cette renaissance intellectuelle et nationale, le séminaire de Blache en fut le centre. Elle est représentée surtout par trois historiens, Samuel Micou, Georges Schinkaï et Pierre Maior, qui apprirent à leurs compatriotes leurs origines et les titres de leur émancipation.

Le successeur de Joseph II, Léopold II, se prêta, en la modérant, à une réaction contre la politique réformiste, centraliste

et égalitaire des deux règnes précédens. Ce fut naturellement au profit de la Hongrie que s'opéra cette réaction, qui fut une transaction habilement ménagée par un souverain populaire entre la vieille constitution magyare et l'amélioration de la condition des classes inférieures. L'autonomie transylvaine y gagna quelque chose : sa chancellerie fut séparée de la chancellerie hongroise et ramenée à son ancienne forme. En accordant aussi aux Serbes la faveur d'une chancellerie particulière, la chambre aulique montrait une fois de plus sa répugnance à laisser absorber les diverses nationalités de l'Empire par la nationalité magyare.

Les Hongrois aspiraient toujours, au contraire, à faire du grand-duché de Transylvanie une annexe du royaume. La Diète qui s'ouvrit au lendemain du couronnement de l'empereur François II, à Bude (1792) souleva encore la question, mais le nouveau roi ne voulut rien faire sans connaître le sentiment des intéressés, et ceux-ci, qui s'étaient d'abord laissé tenter par l'idée de l'annexion, manifestèrent ensuite une préférence réfléchie pour l'autonomie. La persévérance des Magyars à reproduire le même vœu n'aura d'égale que celle de la Transylvanie à le repousser. Le jour arrivera où, la partie la plus faible n'étant plus protégée par le médiateur commun, la plus forte réalisera d'une façon unilatérale et révolutionnaire l'article le plus important de son programme national.

Séparatiste contre l'Autriche, la Hongrie de Kossuth se montra en effet très unitaire à l'égard des États de la couronne de Saint-Étienne. A l'unité personnelle dont se contentaient les Habsbourg elle substitua l'unité politique. C'est ainsi que la Diète de Pesth vota l'incorporation de la Transylvanie sous réserve de la ratification de la Diète transylvaine. Mais, pas plus dans celle-ci que dans le parlement hongrois, les Roumains qui formaient la majorité de la population n'étaient représentés. Les soixante-neuf députés attribués à la Transylvanie par la constitution kossuthiste ne représentaient que les trois *nations* dont l'ancienne constitution reconnaissait exclusivement l'existence : Magyars, Saxons, Szeklers.

Tant d'archaïsme n'était plus de saison. Depuis le XVIII^e siècle, pour ne pas remonter plus haut, la conscience de la nationalité s'était beaucoup développée chez les Roumains de Transylvanie. La crise qui amenait tous les peuples de l'Empire à faire valoir

leurs titres à l'autonomie leur offrait l'occasion favorable pour invoquer les leurs. Du parlement magyar, de la Diète transylvaine, composés comme nous venons de le dire, ils ne pouvaient rien attendre ; dans leur loyalisme, ils s'adressèrent à l'Empereur, et ce loyalisme ne les trompa pas. Ce fut au jour fixé par le gouvernement de la principauté, devant deux commissaires royaux que 40 000 d'entre eux s'assemblèrent le 15 mai 1848 à Blache (Blasendorf), au centre du roumanisme, sous la présidence de Siméon Barnoutz. Cette assemblée adopta une *pétition des droits* en cinq articles, qu'il faut connaître en substance pour apprécier la nature et la portée des revendications roumaines du moment. Représentation proportionnelle dans la Diète et le personnel administratif, judiciaire et militaire ; libre emploi de la langue ; assemblée nationale annuelle ; Comité national permanent ; substitution du nom légal de Roumains à celui de Valaques qui rappelait l'ancienne servitude ; indépendance de l'Église sans distinction de confessions, rétablissement de la métropolie et des synodes annuels ; abolition des corvées et des autres entraves de l'agriculture ; liberté de l'industrie et du commerce ; liberté absolue de parler et d'écrire ; liberté individuelle ; droit de réunion et d'association ; procédure publique et orale, jury criminel ; service universel et garde nationale ; écoles secondaires et supérieures aussi bien subventionnées que celles des autres races ; dotation du clergé ; répartition égale des charges fiscales ; élaboration d'une constitution et d'une législation nouvelles sur les bases de la liberté, de l'égalité et de la fraternité par une assemblée ; réserve exclusive de la question de l'union à la nationalité roumaine, c'est ainsi que les Roumains mêlaient dans ce programme les préoccupations nationales et les dogmes démocratiques qui en marquent bien la date. En même temps qu'elle votait cette sorte de déclaration des droits, l'Assemblée constituait un comité national exécutif. Les espérances qui s'attachaient à cette initiative politique ne durèrent pas longtemps. Quand les délégués de cette Assemblée se rendirent à Innsbrück pour remettre au Roi ces revendications, ils apprirent officiellement que la Diète transylvaine avait voté l'union (30 mai). On leur annonçait, pour les consoler, qu'une loi particulière allait leur donner satisfaction sur la question des fonctionnaires : on eut même la prévenance de les inviter à prendre part aux travaux de la commission chargée

de régler les conditions de l'union; mais, de cette union, ils ne voulaient pas entendre parler. Il ne leur restait qu'à rentrer chez eux.

Ils trouvèrent leurs compatriotes en révolution. Entre Roumains et Hongrois se produisent des scènes de violence qui font couler le sang. Le *gubernium*, malgré l'attitude loyaliste des premiers, dissout le Comité national. Le 16 septembre, dans une seconde assemblée réunie également à Blasendorf, les Roumains refusent de reconnaître le gouvernement insurrectionnel de Pesth et de lui fournir des conscrits. De nouveau, ils réclament l'ouverture d'une Diète transylvaine, avec une représentation proportionnelle des diverses nationalités, tandis que le commissaire du gouvernement hongrois cherche à réaliser l'union par la force. Les hostilités de races se déchaînent et s'unissent : Magyars et Szeklers d'une part, Roumains et Saxons de l'autre. L'armée se partage suivant la nationalité des régimens. Le loyalisme des Roumains s'accentue d'autant plus que leurs adversaires ont complètement rompu avec le gouvernement de Vienne. La situation, jusque-là favorable aux armes impériales, tourne en faveur de l'insurrection quand le général polonais Bem est nommé commandant en chef des forces insurrectionnelles en Transylvanie. Bem se rend maître de la principauté tout entière. Il cherche, notamment par une amnistie, à pacifier le pays, mais il est débordé par les fureurs sanguinaires de ses troupes, auxquelles son successeur Csanyi donne libre cours. L'amnistie est révoquée, des cours martiales sont instituées et les Roumains, comme les Saxons, soumis à une persécution qui fait beaucoup de victimes. Les montagnards roumains qui, sous le nom de Motzes, habitent les chaînes du Bihar et de la Vlaghiasia résistent seuls aux Hongrois. Ceux-ci essaient d'avoir raison de cette résistance par des promesses de nature à la désarmer et profitent des négociations auxquelles elles donnent lieu pour occuper Abroud, qui est repris, perdu et repris par leurs adversaires. C'est alors que l'Autriche, désespérant de son salut, fait appel à la Russie. Les armées russes interviennent, le général Luders entre en Transylvanie, Paschkewitch en Hongrie, et le général magyar Gorgey signe le 13 août 1849 la capitulation de Villagos.

L'issue de la lutte avait relevé, bien qu'elle eût failli y périr, le prestige de la monarchie et fait comprendre à la Hongrie la

nécessité de ménager les nationalités de la couronne de Saint-Étienne. L'une et l'autre, toutefois, oublièrent bien vite les leçons de cette terrible crise. La Transylvanie y gagna d'être reconnue comme un pays de la couronne, indépendant de la Hongrie : cette indépendance fut inscrite dans la constitution du 4 mars 1849, premier expédient auquel l'Autriche eut recours pour trouver un nouvel équilibre politique. Cette constitution accordait le même traitement à la Croatie et à la woïvodie serbe et proclamait le droit de tous les peuples de l'Empire à conserver leur nationalité et leur langue. Il est vrai qu'elle ne fut pas appliquée, mais celle que lui substitua la patente du 1er janvier 1852 confirma l'autonomie de la principauté. Celle-ci n'aurait pas eu à se plaindre du centralisme qui allait être pendant dix ans le système gouvernemental de l'Autriche, si le centralisme n'avait pas été inséparable du germanisme et de la compression administrative. Plus négligée au point de vue économique que les autres parties de la monarchie, elle eut à souffrir comme elles de la fiscalité et de la bureaucratie.

La raison d'être du système centraliste, c'était, en fortifiant l'autorité dynastique, d'accroître l'influence de l'Autriche en Europe. Loin de là, la guerre de Crimée, le Congrès de Paris la brouillèrent avec la Russie, posèrent la question italienne et celle de l'union des principautés danubiennes. Nous n'avons pas besoin de signaler l'importance de cette union accomplie en 1859 pour l'avenir des rapports de la Transylvanie et de la Transleithanie. De ce jour, les Roumains du *dincolo*, comme on appelle ceux qui font partie de la monarchie austro-hongroise, ne pourront s'empêcher d'envier le sort de leurs frères de la *Tara*, c'est-à-dire d'au delà des Carpathes, de songer à se réunir à eux.

Ce fut le péril italien qui mit d'abord à l'épreuve la force de résistance de l'Autriche centraliste. On sait comment elle la soutint. Désabusée du centralisme pur, qu'Alexandre Bach emporta dans sa chute, elle eut recours à des régimes empiriques plus ou moins artificiels qui la débilitèrent sans avoir raison du solide tempérament qu'elle devait à la force de l'idée dynastique.

Dans l'histoire de ces expédiens, une seule chose doit nous occuper : la situation et le rôle de la Transylvanie. Pendant cette période d'expérimentations, celle-ci est toujours traitée comme un grand-duché ne relevant que de la couronne, qui s'en sert maintes fois pour l'opposer à la Hongrie. La loi élec-

torale, qui accompagnait la patente du 26 février 1861, lui accordait vingt-six sièges dans la seconde Chambre. Schmerling, pour donner à son système pseudo-constitutionnel une apparence de vérité, chercha à attirer au Reichstag, où les Hongrois refusaient de se faire représenter, les députés de la Croatie et de la Transylvanie. La Croatie, qui estimait n'avoir pas été récompensée comme elle le méritait pour avoir si brillamment contribué, en 1848, au salut de la monarchie, ne se prêta pas à cette manœuvre. Les Roumains, au contraire, y virent l'occasion de faire pièce aux Magyars et plaisir à Schmerling, qui s'était opposé à la réunion du grand-duché. En novembre 1861, un Hongrois, que tous ses compatriotes considéraient comme un transfuge de leur cause, le comte Nadasdy, fut nommé chancelier aulique de Transylvanie, un gouvernement militaire fut établi dans le pays, et le siège de l'administration transféré de la ville magyare de Kolozvar dans la ville allemande d'Hermanstadt. L'élément roumain et l'élément saxon se rencontraient dans une hostilité commune contre les Magyars et, par suite, dans un certain concours donné au gouvernement central. Cet esprit se manifesta dans le congrès roumain qui se réunit à Hermanstadt sous la présidence de l'évêque populaire Siaguna. D'autre part, en 1862 et 1863, l'Université saxonne se montra favorable au régime de germanisme et de pseudo-parlementarisme instauré par la patente de février 1861 et à l'extension des lois autrichiennes à la Transylvanie. La principauté reçut une nouvelle loi électorale et élut une Diète qui, malgré l'abstention des députés magyars et szeklers, abolit l'acte d'union de 1848, adopta les constitutions d'octobre 1860 et de février 1861, et élut ses délégués au Reichsrath que le ministre put, dès lors, avec quelque apparence, présenter comme un Reichsrath plénier. Les Roumains avaient bien mérité du centralisme. Schmerling les récompensa en les faisant passer de l'autorité spirituelle du patriarche serbe de Carlowitz sous celle de leur compatriote Siaguna, pour qui fut créée la dignité de métropolite de l'Église orthodoxe roumaine.

Ce fut encore, comme en 1859, une guerre malheureuse qui obligea l'Autriche à chercher une nouvelle pondération des forces dont les tendances centrifuges l'avaient rendue impuissante à soutenir en Europe les traditions de son brillant passé. Le traité de Villafranca et la constitution d'un royaume italien

lui avaient fait perdre une de ses plus riches provinces et la suprématie dans la péninsule. Plus tard, la paix de Prague, si elle ne lui coûtait pas d'autre sacrifice territorial que celui de Venise auquel elle était depuis longtemps résignée, l'excluait de la sphère où elle avait concentré son plus grand effort et conquis son prestige. Le nouveau centre de gravité qu'elle devait se donner, elle ne paraissait plus pouvoir le trouver que dans la coopération harmonique des nationalités qu'elle avait soumises, en les opposant les unes aux autres, au centralisme et au germanisme. Elle avait à gagner et à utiliser ces forces morales qui, comme le sang dans les artères, propulsent le mouvement de l'organisme social et gouvernemental. Si elle n'adopta pas la solution radicale et héroïque du problème, le fédéralisme, elle en posa en termes généraux les données : concilier l'unité de l'Empire avec la satisfaction des aspirations légitimes des nationalités qui le composent. Entre le fédéralisme qui l'effrayait et le dualisme qui, ayant prouvé sa force, était apparu dès lors comme un recours possible, elle fit vite son choix. L'idée d'un compromis avec la Hongrie n'était pas, en effet, nouvelle; elle avait été envisagée avant Sadova et l'élaboration en avait suivi immédiatement la chute de Schmerling (1865). Sur les conditions de ce compromis, la Hongrie, sous la direction du chef de la majorité parlementaire, Franç. Deak, prenait une position très nette. Les discussions de la sous-commission nommée pour discuter le projet auraient dissipé au besoin toute équivoque. Andrassy y déclarait que le dualisme ne pouvait signifier qu'une chose, l'union des libéraux allemands et magyars pour le gouvernement de la monarchie. La guerre entre l'Autriche et la Prusse qui amena une prorogation de la Diète (26 juin) rendait le compromis nécessaire et urgent, et ce fut sous la pression des événemens qu'il fut conclu. En l'annonçant au pays, François-Joseph exprimait l'espoir que le parlement hongrois tiendrait compte des légitimes revendications des pays de la couronne de Saint-Étienne. En sanctionnant l'union, qui était la conséquence du retour aux lois de 1848, il avait laissé entendre qu'elle appelait une revision de nature à satisfaire les Roumains. Mais ces bonnes intentions ne furent pas réalisées. Andrassy représenta à l'Empereur que, dans un temps d'engouement pour le principe des nationalités, après la constitution de la Moldo-Valachie, il y aurait péril pour l'œuvre commune à

accueillir les vœux des Roumains. Il n'en fut plus question. Les députés roumains et saxons protestèrent contre l'adoption sans discussion des lois kossuthiennes, comme ils avaient demandé, sans l'obtenir, qu'on substituât dans l'adresse aux mots « nation hongroise » une expression impliquant qu'il y avait en Hongrie plusieurs nations. Trop convaincus de leur faiblesse, faisant contre mauvaise fortune bon cœur, la plupart votèrent le projet sur les affaires communes et assistèrent au couronnement (juin 1867).

La question roumaine n'en existait pas moins et la façon dont les Hongrois useraient de leur victoire déciderait si le compromis serait mieux accueilli par les nationalités transleithanes qu'il ne l'avait été en Cisleithanie.

Les bénéficiaires du compromis ne sont pas arrivés tout de suite au système de la magyarisation hâtive et violente. La loi de 1868 sur les nationalités, tout en restant bien en deçà du programme de 1867, admettait le droit de chacune à se développer pacifiquement. Elle procédait des idées conciliantes personnifiées par Eotvos et Franc. Deak. Mais l'œuvre de patiente assimilation à laquelle ils ont attaché leurs noms devait céder à la manière forte. Cette préférence s'explique, si elle ne se justifie pas, par la situation réciproque des Hongrois et des Roumains en Transylvanie et en Europe, par les traditions historiques, par le génie ethnique de la race ongrienne. Une assimilation lente n'était certes pas impossible, mais elle était rendue difficile par la propagation rapide de la race roumaine, par sa résistance, d'autant plus efficace qu'elle était en partie passive, par l'attraction du roumanisme danubien. Elle était d'autre part difficilement compatible avec le mépris que des siècles d'oppression avaient laissé aux conquérans à l'égard d'une population si longtemps asservie et sans existence politique. Leur isolement ethnique les privait de la force et de la joie qu'une grande race, telle que la race slave pour ne citer que celle-là, puise toujours dans les sympathies des frères, des demi-frères que les événemens ont séparés, auxquels ils ont fait des destinées politiques différentes. Inquiétude, répugnance à entrer dans les idées, à ménager les sentimens d'autrui, par-dessus tout, orgueil où le sang finnois qui coule dans leurs veines a peut-être la plus grosse part, les Magyars avaient de bonnes raisons pour se laisser entraîner vers l'impérialisme, et

personne n'était mieux fait que Stephen Tisza pour les y pousser et pour l'incarner. « Mon peuple périra par l'orgueil, » disait dès 1849 Szechenyi, qui devint fou de chagrin en voyant ses compatriotes s'engager dans une voie qu'il croyait fatale à son pays.

Du jour où le gouvernement de Buda-Pesth eut opté pour la magyarisation rapide, c'est-à-dire brutale et sournoise, il ne négligea rien pour la faire triompher. La première chose, c'était de faire en sorte que la tribune et la presse ne se fissent pas l'écho des récriminations des victimes. Le magyarisme y est arrivé par la loi électorale et par les expédiens qui en ont aggravé l'application. L'inégalité, qui est à la base de cette loi, vise à exclure les Roumains du scrutin ; tandis qu'elle y admet la noblesse magyare sans condition de cens, celui qu'elle exige des autres électeurs est trois ou quatre fois plus élevé dans les communes rurales que dans les villes. C'est que les Roumains sont restés surtout un peuple de paysans. Le scrutin n'est donc accessible qu'à un petit nombre de grands propriétaires agricoles. Grâce à l'arbitraire avec lequel sont tracées les circonscriptions, la proportion entre le nombre des députés et le chiffre de la population est une proportion à rebours. Dans quatre comtés magyars, il y a un député par 460 kilomètres carrés et par 34000 habitans. Vingt-deux cercles, comptant 5161 électeurs pour la plupart non roumains, élisent douze députés; 5275 électeurs du cercle exclusivement roumain de Karansebes dans le Banat en élisent un. Les lieux de vote désignés par l'administration sont éloignés des centres de population roumaine, ce qui rend le déplacement difficile ou impossible pour les électeurs. Il arrive même qu'on empêche les électeurs roumains de voter en leur interdisant l'entrée de la salle de vote. Ces procédés ont obtenu l'effet désiré, ils ont fermé le parlement aux mandataires des victimes. Celles-ci s'abstiennent et ne sont représentées que par quelques députés. En 1867, un seul réussit à passer et il ne voulut ni occuper son siège ni résigner son mandat,

Si pour la population opprimée la tribune parlementaire est muette, la presse ne supplée pas à son silence. Elle est bien placée sous la juridiction du jury, mais ces jurys sont hongrois aussi bien que les tribunaux. Quand un jury est suspect d'indépendance, les affaires de presse sont transférées dans un autre.

C'est ainsi que, les jurés allemands d'Hermanstadt ayant acquitté des prévenus roumains pour délits de presse, le cercle judiciaire de cette ville fut annexé en 1884 au cercle de Kolozvar, dans un milieu magyare où se recrutèrent dès lors les jurés.

A ceux qui n'ont, pour faire entendre leurs griefs, ni la voix de la tribune ni celle de la presse, il reste le droit de pétition. Mais le Roi respecte trop scrupuleusement le marché qui a livré aux Magyars les États de la couronne de Saint-Étienne pour accueillir cette voie de recours. Au moment du compromis, François-Joseph avait renoncé à insister sur les ménagemens dus aux droits historiques de la Transylvanie. En 1892, il ne reçut même pas les délégués du congrès national roumain d'Hermanstadt qui lui apportaient un mémorandum des iniquités dont ils demandaient la réparation et des garanties qu'ils stipulaient pour l'avenir.

Les libertés publiques n'ont de prix que parce qu'elles sauvegardent celles qui sont précieuses en elles-mêmes, les libertés privées, primordiales qui intéressent l'individu et la famille. Ce sont ces dernières qu'il faut atteindre, si l'on veut déraciner l'âme d'un peuple, lui faire produire de nouveaux fruits. Il est vrai que les procédés exigés par cette opération révoltent plus que les attentats contre la liberté de parler et d'écrire. Les Magyars ne pouvaient reculer devant ce qu'elles ont de particulièrement odieux. Ici comme ailleurs, c'est par l'école que cette œuvre de dénationalisation essaie de s'accomplir. La loi scolaire à laquelle est attaché le nom d'Apponyi (1907) impose l'enseignement exclusif du hongrois. Cet enseignement commence dès les salles d'asile *(Kisdedov)*, où les familles sont obligées d'envoyer les enfans dès l'âge de trois ans quand elles ne peuvent établir qu'elles exercent sur eux une surveillance suffisante. L'enseignement libre est tellement paralysé que, sur les cent quatre-vingts établissemens d'instruction secondaire de la Transylvanie et du Banat, il n'y en a que six qui soient roumains. L'arbitraire des inspecteurs scolaires leur rend la vie difficile. L'une de ces écoles a eu une grande influence sur la renaissance du roumanisme, c'est celle de Blache dont nous avons déjà parlé. Plus qu'une autre elle devait souffrir de la malveillance de l'administration. Elle a été menacée d'être fermée ou transformée en école d'État, si certaines améliorations matérielles évaluées à 200 000 francs n'y étaient pas exécutées

d'urgence. Cette somme fut fournie par une souscription nationale à laquelle les Roumains d'au delà des Carpathes durent renoncer à contribuer, en présence de l'interdiction du gouvernement qui vit dans leur participation une manifestation daco-roumaine. L'enseignement supérieur roumain se réduit à deux chaires de littérature et d'histoire roumaines. Les cours y sont faits en magyar. Le recrutement du personnel de l'enseignement secondaire se fait exclusivement dans la race conquérante (lois de 1879 et de 1883).

Les fonctionnaires et la population en général sont soumis à une surveillance tracassière, dirigée en vue d'obtenir des gages de loyalisme magyar. On force les premiers à changer leurs noms de baptême et de famille contre des noms hongrois. Les noms de lieux subissent la même transformation. Le magyar est la langue exclusive des administrations publiques. L'armée où le commandement, qui se réduit à quatre-vingts mots environ, est fait en allemand et où l'instruction militaire est donnée nécessairement dans la langue maternelle des recrues, n'en est pas moins un instrument puissant d'unification.

L'action de l'État est secondée par l'influence des hautes classes. Cette influence est particulièrement efficace dans une société qui, malgré les réformes égalitaires inaugurées au XVIII^e siècle par l'absolutisme éclairé et élargies au XIX^e par le démocratisme kossuthiste, a gardé beaucoup de survivances de l'esprit aristocratique et même féodal. Le magyarisme n'avait rien à faire pour s'assurer le concours de la grande propriété seigneuriale et ecclésiastique, il lui était acquis d'avance; mais il a visé à conquérir la classe moyenne et urbaine, les professions libérales, et il y a en partie réussi.

Pour résister à une absorption qui se sert de tous les moyens, les Roumains de Transylvanie ont une armature défensive qui s'est montrée à l'épreuve de la force et de la ruse : leur nombre d'abord, puis leur fidélité inébranlable à leur langue et à leurs traditions et jusqu'à la séduction qui s'allie chez eux à la ténacité. D'après la statistique officielle dressée en 1910 par le gouvernement hongrois, la Transylvanie, en dehors du Banat, de la Chrishiane et du Maramouresh, compte 1 540 088 Roumains, c'est-à-dire 57,5 pour 100 de la population totale, ceux de la Transleithanie tout entière atteignant le chiffre de 3 123 335. Malgré les émigrations en Roumanie, leur nombre ne fait que

grandir. Réfractaires à la pénétration des races voisines, dont ils se refusent à apprendre la langue, ce sont eux, au contraire, qui les entament et les assimilent par leur natalité élevée, par leur vivacité d'esprit, leur souplesse, leur charme. C'est encore le génie latin qui triomphe avec eux. Tout en subissant dans la liturgie et même la langue des infiltrations slaves, ils ont préservé à l'égard du slavisme leur originalité ethnique; ils absorbent les Serbes, qui se laissent faire, désarmés par leur bonne grâce; ils éliminent lentement les Allemands et les Magyars. Opiniâtreté et douceur, voilà de quoi avoir raison de bien des choses. C'est aux hommes aussi presque autant qu'aux femmes qu'il faut appliquer le proverbe : « Dès qu'une Valaque est entrée, toute la nation devient valaque. »

Ils ont, nous le savons, pour obtenir leur libération, d'autres vertus encore. Les unes et les autres ne leur suffiront pas pour cela. Heureusement ils trouvent dans la Roumanie danubienne des frères aînés qui comprennent les devoirs que leur impose envers des cadets déshérités le rang qu'ils ont acquis dans la civilisation occidentale et latine. Ces devoirs ne peuvent assurément leur faire oublier ceux qu'ils ont envers eux-mêmes, mais ils sentent plus encore que les uns et les autres s'accordent pour les décider à courir les risques inséparables de la réalisation d'un idéal en faveur duquel semblent conspirer des circonstances comme il s'en rencontre rarement dans la destinée d'un peuple. Mais la question de savoir s'il leur convient d'en profiter ne regarde que les Roumains. Quant à nous, nous n'avons voulu ici faire qu'une chose, rappeler, non pas certes à ceux qui le savent si bien, mais au public français, qui le sait peut-être moins, et qui, à cause de ses sympathies pour leur cause, ne sera peut-être pas fâché de le savoir mieux, que les origines du roumanisme remontent plus haut qu'on ne le croit généralement, qu'en conservant d'une façon jalouse leurs traditions, en luttant obscurément sous la conduite de leurs woïvodes et de leurs magnats pour l'indépendance de la Transylvanie contre la maison d'Autriche, les paysans valaques, les serfs kouroucz écrivaient les premières pages de son histoire.

G. Fagniez.

# UN EXAMEN DE CONSCIENCE

## DE L'ALLEMAGNE

### D'APRÈS LES PAPIERS DE PRISONNIERS DE GUERRE ALLEMANDS

Voici venir l'habituelle moisson de la journée ; triste moisson. On apporte les papiers des prisonniers de guerre : il faut les examiner.

Pauvres papiers, salis, tachés de boue, et quelquefois tachés de sang ! Humbles écritures laborieuses, venues des Poméranies lointaines ; lettres élégantes et parfumées ; cartes postales grossières, dont les rodomontades antifrançaises paraissent si lamentables maintenant ; billets hâtifs, écrits au crayon dans la tranchée, avant de partir à l'assaut : tout se mêle, les lettres jalousement gardées depuis le début de la campagne, et les réponses prêtes à partir. On a fait faire la photographie de la maisonnée pour l'envoyer à l'absent ; l'homme de la *Landwehr* a voulu s'admirer dans sa tenue de guerre, et, fier de son image, il l'a serrée dans son portefeuille, belliqueuse et ahurie ; elle est là. Ou bien il a fait collection des vues de nos villages, hélas ! et voici nos clochers. Quelques cahiers de chansons, mais officiels, et où la verve personnelle n'a point cours ; beaucoup de livres de prières, marqués au numéro du régiment, qui font partie de l'équipement réglementaire ; quelques brochures belliqueuses ; d'étranges vocabulaires franco-allemands, où la prononciation figurée donne à notre langue des airs barbares, qui font rire et qui font souffrir ; des carnets de route surtout. Car il n'est guère de soldat qui ne s'en soit muni au départ, et qui n'ait enregistré fidèlement les péripéties de la

campagne, de la « guerre mondiale » à laquelle il prenait part : jusqu'au jour où les chefs, comprenant sans doute quels témoignages redoutables les auteurs fournissaient ainsi contre eux-mêmes, ont interdit de rien écrire. Tout ce qui s'écrit, tout ce qui s'imprime est représenté parmi ces papiers flétris ; et, si blasé qu'on soit pour en avoir vu tant et tant, des trouvailles viennent encore exciter la surprise, et défient la satiété.

Ce qu'on y trouve d'utile pour la conduite des opérations de guerre, je ne le dirai pas. Mais je puis dire ce qui s'y révèle de l'âme d'un peuple. Je crois assister à l'examen de conscience le plus complet et le plus sincère, entendre l'aveu le plus spontané et le plus ingénu. Les femmes restées au logis, les très jeunes et les très vieux que la guerre n'a pas appelés, parlent dans l'abondance de leur âme. Ils ne se soucient pas de littérature, ni d'effet à produire ; ils n'exagèrent pas, et ils disent tout. C'est la vie saisie dans son cours, si brusquement arrêtée qu'elle palpite encore. Un psychologue ne saurait désirer matière moins apprêtée, plus voisine des réalités mêmes. Les lettres adressées à ceux qui vont mourir ne sauraient être que des effusions de cœur : qu'on le demande aux mères. S'il est vrai que les réponses des soldats ne disent pas tout, par prudence, leurs carnets de route n'ont rien à cacher. Les intérêts, dont on avait fait le sacrifice au départ, renaissent avec âpreté ; les passions sont avivées par l'absence ; on cherche à fuir l'image d'un présent si instable, en poursuivant la félicité de demain ; les instincts s'affirment avec brutalité. Peu à peu les mêmes traits, se répétant, s'accusent ; sous la multiplicité des détails, les principes directeurs apparaissent ; ni les inégalités sociales, ni les différences de culture n'empêchent les caractères primitifs de se ressembler. Ce que nous avons là, c'est la confession de l'Allemagne.

* * *

Un soldat, arrivé en France le 13 octobre, écrit dans son carnet, le 15 : « Nous avons un jour de repos, que nous employons à chercher du vin, et autres délicatesses. Et voilà, à peu près à un kilomètre de l'endroit où nous logeons, un château, dans la cave duquel nous trouvons du vin en quantité surhumaine. Sur la route qui nous y conduisait, nous croisions déjà des soldats, avec trois bouteilles de vin sous chaque bras.

Quand nous arrivâmes dans la cave, elle était inondée de vin. Nous étions dans le vin jusqu'aux chevilles. Nous avons cherché pour nous quelques bouteilles de bon vieux vin ; et puis, nous sommes partis tout joyeux... »

Voyez la grossièreté naïve de ce passage scrupuleusement traduit ; entendez ce mot *vin*, répété comme un refrain d'ivrogne; savourez l'expression qui assimile aux dieux les gens qui possèdent beaucoup de vin, *immenschlich viel Wein ;* sentez passer la joie de la ripaille; et comprenez, à cette impression première d'un jeune soldat de bonne famille arrivé en France, un des caractères les plus fréquens, et le plus marqué peut-être, de la psychologie générale : le désir de la conquête pour jouir. Après la bataille, le butin; et, par précaution, le butin avant la bataille, simplement parce qu'on se trouve en pays conquis, où l'on a tous les droits. Il n'y a rien qui ne soit bon à prendre, linge, tableaux, meubles, et pianos même; mais le meilleur, c'est encore ce qui se boit et ce qui se mange :

« Nous entrons maintenant dans la localité. Mais tous les habitans l'ont abandonnée. Alors nous allons au cantonnement, que nous préparons nous-mêmes. Vin, champagne, cognac, liqueurs, chaussures, chemises, tout est à profusion. Je ne peux rien voler; je ne prendrai que des provisions de bouche. Ainsi j'ai bien rempli mon bidon avec de la bonne liqueur vie de la Brunelle (Eau-de-vie de prunelle?)... »

Le souci des choses matérielles, dans les carnets de route, est incomparablement le plus fort. Tel jour, on a mangé du lard; tel autre jour, on a fait rôtir des poulets; tel jour encore, on n'a eu que du pain de munition : ces faits semblent aussi importans à noter qu'un assaut ou une retraite ; chez les moins cultivés, ils sont même les seuls qui comptent. Pareillement, l'envoi des paquets contenant des provisions de bouche est un des sujets le plus longuement traités dans les lettres ; les cris du cœur ne sont souvent que des tiraillemens de l'estomac. « Je mangerais bien encore un morceau de saucisse, une fois en ma vie, » écrit un mari, du fond d'une tranchée ; et la femme se hâte de satisfaire un désir si mélancoliquement exprimé; elle envoie de la saucisse, de la graisse, du chocolat, des cigares. Ils appellent cela des dons d'amour, — *Liebesgaben*. Quoi d'étonnant, dès lors, à ce que ces affamés mangent, quand ils arrivent sur la terre promise !

« 10 octobre. Nous avons trouvé un plat de harengs ; j'en ai mangé quatre.

« 14 octobre. Nous logeons chez un marchand d'œufs ; j'en ai gobé trois, mangé huit ou neuf en omelette, et trois durs. Bon repas.

« 15 octobre. J'ai mangé pour un franc vingt-cinq de jambon, bu deux verres de bière, et un cognac. »

Ils boivent plus encore qu'ils ne mangent. Le vin, c'est la boisson exquise, auprès de laquelle la bière paraît fade au goût. C'est la boisson délicate, qui n'est pas accessible d'ordinaire aux gens de peu. On voit, quand on passe devant les restaurans des riches, les bourgeois qui s'en font servir ; les bouteilles sont sur la table avec une nappe et des cristaux. Le vin confère une sorte de privilège aristocratique ; les femmes en rêvent au fond de leur village : « Rapporte-moi donc des pantalons rouges, et un peu de vin... » Heureux pays, que celui où le vin se trouve à la disposition de celui qui veut le voler ! — « Pris cent bouteilles de vin pour la compagnie. » — « Vidé la cave. » — « Villa ; beaucoup de vin. » — « Dormi dans le salon du curé ; beaucoup de vin. » — « Il y a ici énormément de vin ; presque chaque maison a sa cave. » — « Pour faire une surprise à mon capitaine, j'ai été lui chercher une bouteille de vin rouge. » L'ivresse est un péché mignon, que l'on se rappelle avec une certaine tendresse de cœur. « Nous sommes pleins jusqu'en haut. » — Il arrive que les officiers eux-mêmes cèdent à un penchant qui paraît si doux :

« Pendant la nuit, événemens forcenés. Vers minuit, arriva une chose qu'aucun homme au monde ne voudrait croire. Plusieurs officiers étaient venus dans les tranchées complètement ivres. Ils prirent des fusils, et tirèrent sur des sentinelles allemandes. Mais, grâce au ciel, personne d'entre nous ne fut blessé. Les détonations durèrent jusqu'au matin. »

Et voici sous quelle forme ignoble on voit enfin cet instinct se traduire : « Nous passons à H..., ville belge, qui est entièrement dévastée. Je vois les premiers cadavres brûlés. Odeur infecte. Beaucoup de vin. Je lave mes pieds dans du vin rouge. »

Comme ils aiment la rapine, ils aiment la destruction. On sait de reste qu'ils ne laissent après eux que des ruines ; qu'ils n'épargnent ni les vieillards, ni les femmes ; qu'ils appellent ruses de guerre des crimes de lèse-humanité. Mais, au moins,

voudrait-on trouver, dans les impressions des soldats, quelque honte de ces forfaits, quelque remords. Ou, si c'est trop leur demander encore, on voudrait leur entendre dire qu'ils ont agi par ordre, et qu'ils ont dû obéir. La faute retomberait sur l'état-major, qui a voulu faire de la terreur un moyen d'action, et qu'on redoutât l'approche de ses troupes comme jadis celle des hordes barbares ; au moins, la responsabilité des humbles s'en trouverait-elle atténuée. On le voudrait pour l'honneur de l'espèce.

Or, ils passent sans frémir devant les décombres, et regardent les cadavres des innocens sans rougir. Je multiplierai les citations, afin qu'on n'aille point croire qu'il s'agit d'un cas isolé, choisi à dessein parmi des témoignages contradictoires. En fait, il n'est pas de carnet de route qui ne relate des exécutions sommaires d'habitans, et il n'est pas de soldat allemand qui ne les considère comme chose légitime, naturelle, ordinaire. Dans les formidables agglomérations d'hommes qui constituent les armées modernes, il se rencontre parfois des criminels, et on ne saurait rejeter sur tout un peuple les forfaits isolés que la discipline punit. Ces forfaits, les Allemands les ont commis en grand nombre ; les enfans mutilés et les femmes outragées crient vengeance au ciel. Mais il ne s'agit pas de ceux qu'eux-mêmes traiteraient peut-être en coupables. Il s'agit de la moyenne, de la foule des « bons soldats, » des événemens qu'ils notent avec tranquillité, parce qu'ils les considèrent comme normaux. Voici la remarque brève, jetée en passant :

« 18 août. Brûlé tout un village, fusillé huit habitans. »

Dans un autre carnet :

« 25 août. Nous avons fusillé des habitans du village ; cinquante environ. »

Dans un autre encore :

« 19 octobre. Le soir, cantonnement à M... ; nous fusillons quelques civils. »

Voici la description qui s'étend avec complaisance. A Louvain :

« Le 30 août, nous allâmes à Lœwen. L'aspect était effrayant. La ville entière était en flammes. Plus une maison debout. Les étudians se sont démenés : mais nos troupes n'ont pas eu de pitié. Elles ont tout bombardé. Nous sommes restés là trois jours. Il y avait beaucoup de vin, et nous avons bu tout le jour, depuis le matin jusque tard dans la soirée. Nous étions couchés

dans les rues, et le sommeil était difficile. Mais c'est du service pour la patrie. »

Voici la comparaison qu'éveille chez un soldat la vue des victimes après le supplice :

« Vous ne pouvez vous faire une idée de l'aspect actuel de la Belgique. La plupart des villages sont complètement détruits. Tout est brûlé. Les habitans ont tiré sur les soldats. On les a simplement collés au mur. Quelques bonnes balles à travers le corps, et les voilà couchés comme des grenouilles. »

Voici une scène qu'un médecin juge digne d'être fixée par la photographie :

« Nous avons vu six cadavres de francs-tireurs. Sur un cadavre était un petit chien, qui ne voulait pas s'en aller. Un médecin de la Croix-Rouge a photographié les six cadavres... »

Voici je ne sais quel dilettantisme affreux :

« Il semble que ce fut une ville riche. Dans la rue, il y a encore des cadavres d'habitans qui sont en pourriture. L'odeur se répand à la ronde. Devant une maison gisent les cadavres de toute une famille : femme, père, enfans. Au milieu des cadavres se trouvent aussi les corps des chevaux, des vaches, des cochons. Les seuls êtres vivans sont de petits lapins qui courent partout, joyeux de vivre. Dans les rues, des meubles, du linge, de beaux cadres brisés, des gravures, etc. Seules se dressent les ruines d'un beau château avec un parc et un verger... »

*
* *

Mais enfin, à quel sentiment obéissent-ils? Quel raisonnement, fût-il barbare, leur permet-il de considérer de tels actes comme dignes de mémoire? Quelle justification, ou seulement quelle explication, peuvent-ils fournir?

Lorsqu'ils anéantissent un village après avoir massacré les habitans, ils se vengent des francs-tireurs. Ils en voient partout. Qu'un des leurs soit blessé par une balle perdue, la balle vient d'un franc-tireur. Qu'un soldat manque à l'appel, c'est un franc-tireur qui l'a tué, et qui a fait disparaître son cadavre. Sont-ils dans leurs cantonnemens? Les francs-tireurs guettent dans l'ombre, prêts à assaillir le soldat qui d'aventure sortirait. La sentinelle qui monte la garde aux avant-postes n'a pas seulement à craindre ses adversaires directs : là aussi, les francs-tireurs veillent. Le franc-tireur est un être mal défini, qui d'une

façon générale cherche à nuire aux honnêtes Allemands. Les prêtres, notamment, sont soupçonnés *a priori* d'être des francs-tireurs; il est bon de s'assurer de leur personne : « Vingt-cinq hommes furent faits prisonniers, dont deux prêtres... On nous amena encore onze autres prêtres. Nous avons obligé ces Messieurs à porter nos sacs, nous leur avons donné des livres de chansons, et nous leur avons fait chanter la *Wacht am Rhein*... » Le premier qu'on fusille dans les villages est toujours le curé; les aumôniers ne sont pas épargnés. « Un aumônier belge qui avait excité ses soldats à des cruautés bestiales contre nos braves troupes, avec deux criminels de son espèce, a été réduit à l'impossibilité de nuire, pour toujours; on l'a enterré sans tambour ni trompette. » — Les meuniers sont généralement aussi des « Frank teröre, » qui font des signaux à l'ennemi avec les ailes de leur moulin.

C'est une loi inique, que de faire payer à la foule des innocens la faute d'un seul coupable. Si un civil vient à tirer sur la troupe, il appartient à la logique, sinon à l'humanité, de le rechercher et de le punir seul. C'est une loi inique, instituée par eux, et qui n'a pas reçu d'autre consentement que le leur. Mais, au moins, l'application de cette règle présente-t-elle quelque garantie? Y a-t-il un jugement? Un défenseur? Des formalités qui entravent l'arbitraire? La procédure dont s'entoure toute justice, si expéditive, si impérieuse qu'on la suppose? — Rien de tout cela. On fusille « aussitôt, » suivant l'expression d'un soldat. A tout le moins, faut-il des faits avérés, évidens? des flagrans délits? des actes tels, qu'ils excluent l'ombre même du scrupule? Non pas même. On se contente des « on-dit, » des « peut-être; » on accepte les témoignages les plus suspects, quand on ne les provoque pas. Chose inouïe, le doute profite à l'accusateur. On raconte qu'il y a eu une mitrailleuse dans le clocher : qu'on brûle le village. Il paraît qu'un prêtre a tué un général : « cent habitans, dont le curé, ont été fusillés. » On estime qu'une maison en flamme constitue un signal pour l'artillerie française : donc, on se vengera sur les francs-tireurs. Une dénonciation, une présomption, constituent des preuves. L'inconscience des soldats, témoins et acteurs, prend un caractère tragique. « Nous avons détruit tout le village, dit l'un, parce que des civils, et aussi des militaires, ont tiré sur nous. » Un autre : « Nous avons saisi les habitans, les innocens et les cou-

pables. » Un autre encore : « Naturellement, les habitans ont prétendu qu'ils n'y étaient pour rien, et que les coups de feu avaient été tirés par des soldats français venant de Montmédy. » En conséquence, le village brûlé, les habitans fusillés. — Ainsi l'on arrive à cette triple iniquité : ce sont eux qui ont institué la loi, ce sont eux qui l'appliquent sans jugement, ce sont eux qui désignent les victimes sans enquête.

Or, toute leur psychologie est là. Je ne veux pas chercher quelle en est la source profonde. Je ne veux pas savoir dans quelle mesure les intellectuels allemands, revendiquant leur part de solidarité dans le sac de Louvain et dans le bombardement de Reims, sont responsables de la mentalité générale. Je ne veux pas remonter jusqu'aux philosophies qu'on trouve toujours, en dernière analyse, dans la conduite des peuples. Je constate des faits, et je les enregistre, tels qu'ils m'ont apparu dans des témoignages journaliers. Ils sont la manifestation d'une croyance unique : tout ce que veut un Allemand, tout ce qu'un Allemand exécute, est intangible et sacro-saint. Cet axiome suffit à tout. Il n'y a pas de vérité; il y a l'intérêt allemand. Il n'y a pas de devoir qui soit en contradiction avec l'intérêt allemand. Le droit, c'est l'Allemagne. L'acte en lui-même est indifférent; on peut ordonner ou défendre le pillage et le meurtre, suivant les cas : il ne faut pas piller, par exemple, les villages où l'on veut s'établir à demeure, les villes où l'on veut engager la population à rentrer. « Ne brûlez les maisons que si l'ordre en est donné par l'État-major. » Incendier ou ne pas incendier, massacrer ou ne pas massacrer, peu importe au point de vue moral, pourvu que la patrie allemande y trouve son compte. Les Allemands violent la neutralité de la Belgique, et rompent délibérément le pacte qu'ils avaient conclu avec ce pays. Il devrait en résulter que la Belgique soit déliée de ses obligations envers l'Allemagne, et que son premier droit soit de se défendre par la force contre celui qui emploie la force contre elle. Mais non; l'Allemagne a la faculté d'agir comme elle l'entend à l'égard de la Belgique, la Belgique n'a pas la faculté d'agir comme elle l'entend à l'égard de l'Allemagne. Il y a même chez les soldats une irritation qui serait comique, si elle n'aboutissait au massacre, à l'idée que les Belges ont l'audace de se défendre; et plus héroïquement ceux-ci se défendent, en effet, plus les autres les trouvent coupables. Déjà un pays grand et fort montre beaucoup

de mauvais goût, quand il n'admet pas l'arbitraire de l'Empire germanique : qu'un pays si petit, et en apparence si faible, ose résister, voilà qui dépasse les bornes. Et ce sont les mères allemandes qui insultent la Belgique :

« Te voilà donc, mon cher Maurice, dans cette cruelle, meurtrière, bestiale Belgique... »

L'exemple le plus frappant de cet étrange renversement des valeurs morales dans l'âme d'un soldat est celui-ci. Un brancardier écrit dans son carnet de notes qu'étant au cantonnement, il part avec un camarade pour aller chercher du vin dans la cave d'une maison voisine. Ils sont reçus par des « francs-tireurs, » et sont obligés de se replier vers leur compagnie. Aussitôt le chef de compagnie envoie huit hommes pour s'emparer des dits francs-tireurs. « Alors, » raconte le soldat, « nous enlevâmes nos brassards pour pouvoir tirer, nous aussi... » Ainsi, les habitans n'ont pas le droit de défendre leur propriété contre des pillards. Mais les Allemands ont le droit d'employer les armes pour les réduire; et les brancardiers allemands ont le droit de violer la convention de Genève qui les protège, pour participer au meurtre.

Est-ce à dire que toutes les vertus de l'âme allemande aient disparu? — Ne parlons plus de sa sensibilité. Nous avions cru longtemps, sur la foi de M^me^ de Staël, que toute tendresse fleurissait de l'autre côté du Rhin, avec toute vertu; et même, de nous sentir si secs et si légers par comparaison, nous éprouvions comme un remords. Nous avons contemplé avec une admiration mêlée d'envie les bergeries d'une Germanie de rêve, où pleuraient les Werther, mélancoliquement; la musique des *lieds* nous semblait être la chanson même du cœur. Heureux de n'avoir pas à changer des images qui nous charmaient, nous nous sommes refusés à voir les changemens qui s'étaient opérés pendant trois quarts de siècle; il a fallu 1870 pour nous amener à une plus juste appréciation des réalités. Mais depuis, nous sommes avertis; et personne ne s'étonnera d'apprendre que l'Allemagne de 1914 n'est pas revenue à l'idylle. « Mon cher Conrad, » écrit une mère à son fils, « n'ayez pas de pitié pour cette maudite racaille de Français et d'Anglais. N'en laissez pas. Ne faites pas de prisonniers. Cette bande de vauriens n'en vaut pas la peine... » Ce sentiment est assez répandu pour que le mot : *Pas de pardon* soit devenu une sorte

de devise, qui apparaît dans beaucoup de lettres, et qu'on trouve tout imprimée sur des cartes postales. Pourquoi, disent couramment les gens du peuple, et quelques autres par surcroît qui ne sont pas du peuple; pourquoi garder des prisonniers et les nourrir, quand la vie est déjà si chère en Allemagne? Mieux vaudrait tuer tout de suite ces ennemis détestés. — Ils ne songent pas, quand ils veulent ainsi bannir de la guerre la dernière pitié, qu'on trouve leurs lettres sur leurs fils, prisonniers à leur tour; et qu'ils porteraient ainsi, si nous voulions leur appliquer les mesures que demandent les leurs, leur propre condamnation.

Mais si cette vertu de compassion a disparu du cœur des femmes elles-mêmes, je trouve chez certains hommes de la bravoure et de la piété. Il ont quelquefois de la bravoure, qui ne se traduit pas en exploits isolés, que ne tente pas l'aventure, que ne flatte point le panache; solide, tenace, obstinée. Ils ne l'étalent pas pour le plaisir, mais ne la marchandent pas, quand elle doit aboutir à un profit certain. Leur courage veut être soutenu et encadré; esclaves de la discipline, ils lui obéissent, lorsqu'ils sont en corps, jusqu'à la mort. On les a vus marcher à l'assaut en rangs serrés, comme pour la parade. Le nombre des engagés volontaires a été considérable, et beaucoup ont sacrifié leur vie à leur patrie avec une joie farouche. — Seulement, en raison de leur psychologie générale, ils ont décrété que cette vertu était un privilège allemand; privilège et monopole. Ils n'ont même pas voulu concevoir que d'autres pussent la posséder, surtout sous une forme différente de la leur. D'où ce dédain de notre effort; cette superbe; la certitude qu'il leur suffirait de se présenter pour franchir en triomphateurs les portes de notre ville; d'où, ensuite, leur surprise devant notre résistance; d'où, à présent, les premières marques de découragement.

Pieux, ils le sont aussi, à leur manière. Ils enlèvent le crucifix de la maison qui brûle, après qu'ils ont eux-mêmes incendié la maison :

« Visé; 20 août. J'eus une sensation étrange en voyant un de nos soldats briser une lampe à pétrole dans une pièce confortable, verser le contenu de la lampe sur de petits morceaux de bois, nous faire sortir et allumer. Un crucifix était placé sous un globe sur la cheminée; je le pris et le portai devant la

maison, près de la porte. Malheureusement, il fut écrasé ensuite lorsque la maison s'effondra. »

Ils prennent part aux cérémonies du culte comme à un exercice commandé. Ils chantent en chœur des cantiques. Ils portent, en guise d'amulette, une prière qu'on retrouve à un grand nombre d'exemplaires parmi leurs papiers : « Premièrement, tous les fusils visibles et invisibles se tairont pour ne pas t'atteindre, grâce au baptême du Christ, qui a été baptisé par saint Jean dans les eaux du Jourdain. Deuxièmement, tous les fusils, visibles et invisibles, se tairont pour ne pas t'atteindre par ordre du Saint-Esprit. Troisièmement, tous les fusils visibles et invisibles se tairont pour ne pas t'atteindre, grâce à l'angoisse de Notre-Seigneur Jésus-Christ, qui nous a créés, toi et moi... Que celui qui ne veut pas croire à ces signes et à ces lettres les écrive sur une feuille de papier, qu'il suspendra autour du cou de son chien; qu'il tire ensuite sur son chien, il verra bien alors qu'ils sont efficaces... » Mais ce n'est pas seulement la superstition qui fausse la piété, chez les faibles d'esprit; chez tous, c'est encore l'orgueil allemand. Ils ont confisqué à leur profit Dieu lui-même; ils ont fait de l'Éternel leur propriété. Le Christ n'est plus mort pour tous les hommes; il protège le peuple élu, haïssant les autres, et assurant leur défaite. Les autres, tous les autres sont des pécheurs, qui ont hâté par leur crime leur châtiment. On ne saurait concevoir aberration religieuse plus profonde, plus voisine de l'idolâtrie primitive, que celle qui consiste à faire de la divinité le fétiche d'une tribu. Ainsi, aux temps barbares, on détruisait avec joie, comme ils le font, les temples consacrés de l'ennemi, parce qu'ils abritaient un autre Dieu.

On comptait encore, parmi leurs vertus traditionnelles, la bonhomie : celle-là aussi est exploitée, au détriment du juste et du vrai, pour le plus grand profit de l'Allemagne. On abuse, en effet, de la crédulité des soldats à un point surprenant. Chaque fois que le moral de la troupe risque de baisser, on met en circulation une fausse nouvelle : que l'Italie a déclaré la guerre à la France; que les forces russes sont complètement anéanties. « Notre capitaine nous réunit pour nous annoncer que Verdun est tombé; 70 000 Français ont été faits prisonniers d'un seul coup; on ne sait où les mettre, tant ils sont nombreux. » Sans doute, certains régimens allemands ont reculé,

depuis l'époque de leur marche sur Paris : simple mouvement d'aile, accompli pour des raisons stratégiques. Les inventions les plus puériles, et à vrai dire les plus sottes, trouvent crédit. « N'aie confiance que dans les Allemands ! Méfie-toi des trappes des maisons françaises, et des alimens empoisonnés. Fais-les d'abord goûter aux enfans des personnes chez lesquelles tu loges. De même pour le chocolat : fais-le goûter d'abord... » — « Frau Ziégler est arrivée mardi de Würzbourg, apportant la nouvelle que tu étais empoisonné : un Français t'avait donné de la saucisse empoisonnée... » On a été jusqu'à codifier les précautions à prendre contre de tels dangers : « Avis important à nos compatriotes qui sont en pays ennemi. 1° Prendre garde en pénétrant dans les maisons françaises qu'elles ont souvent des trappes pour descendre à la cave, et même souvent plusieurs dans le même bâtiment. 2° Ne pas oublier de prendre garde aux armoires cachées dans les murs. 3° Si des gens du pays ennemi offrent à manger ou à boire, ne rien prendre avant d'en avoir fait goûter aux gens eux-mêmes. Faire remuer complètement les boissons par ces gens, les faire déguster par eux sous vos yeux. S'ils le font, vous pouvez boire. » — En face de la vertueuse Allemagne, justicière et vengeresse, la France battue, avilie, et perfide par surcroît.

Ainsi tout se mêle, les instincts légitimés et les vertus faussées. Comme ils écrivent sur la porte des maisons de nos villages où ont séjourné leurs espions : *Gute Leute*, pour que ces maisons deviennent sacrées à leurs soldats, de même ils ont proclamé leurs âmes bonnes entre toutes. Il n'y a plus d'harmonie dans ces âmes, plus de principe d'ordre. Elles n'ont plus d'aspiration ; elles veulent rester ce qu'elles sont, leur être propre représentant la perfection allemande, et par conséquent toute perfection. Elles ont érigé leur orgueil en dogme. Elles ont renoncé à la grande loi qui demande comme premier principe de vertu l'humilité, au travail intérieur, à l'effort qui exalte ce qui est noble, abolit ce qui est bas. Plus de progrès depuis quarante-quatre ans, puisqu'elles ont renoncé aux conditions mêmes du progrès ; elles sont demeurées telles que les avait faites leur précédente victoire. Ce n'est plus en elles-mêmes qu'elles regardent ; elles considèrent comme leur tâche de s'imposer aux autres dans tous les domaines, à titre de modèle absolu. Elles demandent, elles exigent qu'on reconnaisse

cette supériorité sans discussion, pour la raison qu'elles l'ont établie. Tout leur effort est de dominer, non pas au nom du droit, mais au seul nom de la puissance allemande. Seulement, à force de vouloir être allemandes, elles se sont exclues de l'humanité.

Ceci n'est pas une formule. J'entends encore ce jeune Prussien de dix-huit ans, engagé pour la guerre, qui a quitté pour les champs de bataille le lycée où il terminait ses humanités. Il vient d'être fait prisonnier, après s'être courageusement battu. On lui a reproché, à lui qui peut comprendre, les actes de barbarie commis par ses compatriotes. Il a soutenu leur cause, et a voulu trouver à toutes les accusations des réponses. Il continue à se défendre, maintenant qu'il est seul avec moi dans l'automobile qui l'emmène vers l'arrière. Le pittoresque du spectacle, — les sentinelles qui nous arrêtent de leur fanal, un régiment de dragons qui nous croise dans l'ombre, les cantonnemens entrevus, tout le mystérieux d'une nuit pleine de rumeurs guerrières, — rien ne distrait sa pensée et ne calme son émotion. Il parle de la violation de la neutralité de la Belgique. « Du point de vue humain, je ne dis pas que nous ayons eu raison. Mais du point de vue allemand, nous devions le faire... »

*
* *

Les voici devant nous, ces guerriers. La campagne est finie pour eux ; ils sont prisonniers, et désarmés. Leur patrouille s'est avancée trop près de nos lignes; ou bien leur tranchée a été conquise par les nôtres; quelques-uns se sont rendus spontanément. Il y en a de toutes les régions; ceux-ci ont l'accent de Bavière, et ceux-là de Saxe. Il y en a de vieux et de jeunes ; beaucoup de très jeunes, avec je ne sais quoi de puéril encore dans l'expression du visage. Race qui apparaît moins vigoureuse qu'on n'aurait cru d'abord, à mesure que les réserves viennent boucher les vides ; la boutique et l'usine ont arrondi les épaules et voûté la poitrine. On rencontre quelques types solides, massifs ; on n'en rencontre guère qui soient beaux.

Le drap gris de leurs vêtemens est déchiré par places : les fils de fer des tranchées, quelquefois l'éraflure des balles, ont emporté les lambeaux. Leurs bottes sont boueuses; leurs mains sont hâlées et tannées; leur barbe est inculte; leur visage porte

la marque des fatigues et des souffrances : toute l'usure des marches, des alertes, des nuits sans sommeil, des matins glacés ; tous les nobles stigmates de la guerre... Pourtant, il leur manque la fierté que devraient leur donner ces vêtemens salis, cette boue qui fut leur lit de repos, cette pâleur qui dit leurs sacrifices. Rien dans l'allure ne révèle le combattant trempé par l'épreuve ; aucune noblesse individuelle ; leur attitude affaissée, leurs gestes lourds, leur passivité, donnent l'impression d'une vulgarité foncière. Ils saluent avec une raideur d'automates, lorsqu'ils devinent un de nos officiers, puis retombent dans leur affaissement. Dans des décors qui varient au hasard de la campagne, le préau d'une école, le vestibule d'un château, la prison très primitive d'un petit village ; en plein air, au milieu d'une prairie ou d'un champ ; quelquefois le soir, à la lueur d'une lampe incertaine, tandis que les silhouettes falotes se détachent à peine des profondeurs de l'ombre, on interroge ces vaincus.

Ici non plus, je ne répéterai pas ce que leurs réponses peuvent apporter d'utile à nos chefs ; c'est mon devoir. Mais ceci exclu, comme elles apparaissent bien telles que les montraient leurs confessions écrites, ces âmes sans charité ! Quels pauvres débris offre le surhomme, lorsqu'on lui a retiré tout d'un coup l'orgueil qui faisait son seul soutien ! Sur la figure de ces prisonniers se peint la stupeur.

Ils sentent obscurément qu'ils ont vécu jusqu'ici sous une loi d'exception faite par eux et pour eux ; et qu'ils retombent maintenant sous la loi de justice faite pour tous les hommes. Ils ont pillé à la fois par plaisir et par ordre ; quand ils allaient enduire de pétrole les maisons des villages de France, c'était, comme ils l'écrivaient, du service pour la patrie ; ils fusillaient les non-combattans, parce qu'il est du devoir d'un bon Allemand de démoraliser l'ennemi, sans s'arrêter au choix de moyens. Ils se rappellent maintenant qu'il est défendu de détruire, et que le sang innocent doit retomber sur celui qui l'a versé. Ce pays qu'on avait représenté aux plus intelligens d'entre eux comme si profondément enfoncé dans la paix, qu'il serait incapable même d'une convulsion guerrière, les tient désormais en son pouvoir. Ces gens, qui parlent autour d'eux une langue qu'ils ne comprennent pas, sont ceux qu'ils méprisaient tout à l'heure ; au lieu d'être la matière d'une facile conquête, ils sont les vainqueurs. Ces soldats à l'uniforme qui faisait l'objet de leurs

plaisanteries, ces « pantalons rouges, » ainsi qu'ils les désignaient, ces vaillans qui se sont emparés d'eux, possèdent la force : ils les entourent, en armes, tandis qu'eux-mêmes sont désarmés. Ils avaient rêvé une entrée solennelle dans Paris, objet de leur convoitise, idéal souhaité, qu'on leur rappelait dans les lettres venues du pays : ils ont passé dans les rues du village qu'ils avaient essayé de prendre la veille, mornes et piteux : tel fut leur cortège triomphal. Habitués à se tourner vers leurs officiers dans toutes les circonstances de la vie, ils n'ont plus personne qui pense pour eux, et qui leur explique ce mystère. Les fausses nouvelles dont on avait entretenu leur courage sont démenties sans appel. « Le journal vient d'arriver. En grosses lettres : la prise de la forêt de l'Argonne. » Ce n'est pas vrai. « Nous venons d'apprendre que la ville d'Ypres est entre les mains des Allemands. » Ce n'est pas vrai. « Le bruit circule que les Français sont complètement encerclés. » Ce n'est pas vrai. « Notre aile droite et notre aile gauche ont déjà tellement entouré l'ennemi, que toute la bande sera bientôt forcée de se rendre. » Ce n'est pas vrai. Toutes leurs illusions tombent d'un seul coup; il semble à leurs cerveaux confus qu'ils entrent dans un monde dont toutes les données seraient renversées; et à leur stupeur se mêle l'effroi. Car leurs chefs leur ont encore dit, se méfiant des désertions faciles, que les Français traitaient mal leurs prisonniers, et les tuaient. Sachant qu'ils ont mérité ce châtiment pour avoir transgressé les lois de la guerre, et qu'ils n'hésiteraient pas à l'appliquer eux-mêmes, ils le redoutent, et ils tremblent; nous avons vu des sous-officiers de carrière pleurer à la pensée que, l'interrogatoire fini, on allait les fusiller. « Pas de pardon. »

Et nous en avons vu, qui disaient avoir pris part à plusieurs assauts à la baïonnette; qui portaient sur leur poitrine le ruban de la Croix de fer, — prodiguée sans doute, multipliée comme une réclame, mais qui n'en veut pas moins signifier une hiérarchie dans la bravoure; — plus que de simples soldats, des gradés à la veille de passer officiers : nous en avons vu de tels, et souvent, qui révélaient d'une âme tranquille ce que le devoir le plus élémentaire leur eût interdit de cacher. Sans avoir l'air de se douter de la trahison commise, ils disaient tout; leurs gros doigts montraient sur la carte les emplacemens et les positions; il n'était même pas besoin de les presser, pour obte-

nir d'eux tout ce que nous voulions savoir. Assurément, et surtout au début de la campagne, quelques officiers hobereaux ont montré une morgue qui faisait un contraste ridicule avec les réalités de leur situation. Certains aussi, refusant dès l'abord de répondre, ont fait preuve de dignité. Mais c'est l'exception. D'ordinaire, ils parlent; même les officiers de réserve ne se croient pas tenus au secret : comme si, débarrassés de leur fonction, ils étaient délivrés du même coup des obligations morales qu'elle comporte.

C'est ici, précisément, que se trahit encore l'absence d'un principe supérieur qui les soutienne. Ils allaient comme une force inconsciente, en vertu de l'impulsion reçue; ils n'avaient pas pris la peine de soumettre à l'épreuve de la réflexion intérieure les mobiles qui les dirigeaient, sûrs de leur valeur, puisqu'ils étaient Allemands. La critique, l'angoisse du doute, la nécessité de refuser ou d'accorder une adhésion personnelle même aux vérités que l'autorité et la tradition donnent comme certaines, n'ont jamais ébranlé leur âme, mais ne l'ont pas non plus trempée. Leur courage ne va pas jusqu'à la vertu personnelle, capable de prolonger l'effort collectif parce qu'elle l'a d'abord fondé. Réglés en tout, disciplinés, ils sont incapables d'improviser quoi que ce soit, fût-ce le devoir. Hors du dogme de l'orgueil, ils n'ont plus rien. Ils sont pris : ils parlent.

Les soldats à plus forte raison, dans la mesure où ils sont au courant de leurs propres opérations. Quand on a dissipé leur terreur première; quand on leur a affirmé qu'ils seraient conduits dans une ville de l'intérieur, où on les traitera bien, jusqu'à la fin de la guerre : alors ils pourront regagner leurs foyers; quand ils voient que nous les traitons sans cruauté, et que nos soldats partagent avec eux leur pain : ils semblent revenir à la vie. Finies les batailles, finies les privations; ils mangeront à leur faim; ils ne souffriront plus du froid; leur tranquillité est assurée, presque leur bien-être, par comparaison. Ils sont heureux comme des naufragés échappés à la mer, et ils parlent. Ils disent à leur façon la bataille, et ouvrent des yeux effarés, en rappelant les journées passées sous le feu de notre artillerie, tandis que leurs régimens semblaient fondre. La guerre? Mais personne ne la voulait. « Nous savons bien que les Français ne voulaient pas la guerre; mais les Allemands ne la voulaient pas non plus. » Ils sont convaincus que

leur pays ne s'est engagé dans le conflit que malgré lui; ils racontent d'obscures histoires d'où il ressort que la responsabilité retombe sur tous les peuples d'Europe, excepté sur l'Allemagne et sur l'Autriche. Et ils répètent, inlassablement, qu'ils n'ont pas souhaité la guerre, que la guerre contre la France n'a jamais été populaire chez eux, que leur plus grand désir est de la voir finir. Ils nous font la grâce de nous assurer qu'ils veulent nous anéantir sans nous détester; à les entendre, nous devrions envier aux Russes, et davantage encore aux Anglais, l'honneur d'être haïs par eux.

Disent-ils vrai? Ils disent aussi qu'ils ont observé les lois de la guerre; qu'ils ont respecté nos œuvres d'art: qu'ils n'ont bombardé nos cathédrales que poussés par la nécessité; qu'ils ont respecté les femmes, et qu'ils n'ont jamais tué d'enfans. Même quand on trouve sur eux des objets de pillage, ils soutiennent qu'ils n'ont pas pillé, et rejettent la faute sur quelque camarade, dont ils les auraient reçus sans en connaître la provenance. Mais s'il était vrai qu'ils eussent fait cette guerre sans haine, combien leur âme serait plus basse encore, capable de tels forfaits sans passion!

*
* *

J'ai dit ce que j'ai vu. Certes, cette guerre offre des spectacles sublimes, et qu'on voudrait être capable de décrire. D'autres diront l'aspect nouveau des champs de bataille, où les yeux inexercés cherchent en vain l'ennemi: des lignes de tranchées confusément aperçues; quelques points mouvans, bientôt disparus, qui sont les compagnies ou les bataillons; et, dans le ciel, les flocons blancs des obus poursuivant les aéroplanes. Ils diront la violence inouïe des canonnades, et les duels d'artillerie que la nuit même n'interrompt pas. Ils diront les villages ravagés, les villes devenues décombres, et les murs des églises éventrées debout parmi les ruines. Et d'autres diront encore, — suivant l'expression d'un écrivain au mâle génie, digne de traduire les sentimens de la nation, et capable de les exalter encore, — d'autres diront les saints de France: nos soldats dans les tranchées. Humbles saints, qui n'ont rien du romanesque niais qu'on leur prête, d'autant plus admirables qu'ils sont plus simples, et que leur vertu de patience est plus mêlée aux réalités communes...

Le spectacle des prisonniers de guerre n'a pas cette beauté.

Le sort n'a fait à ces hommes, en leur sauvant la vie, qu'une faveur mesquine, puisqu'il les a désarmés. Même envers ceux d'entre eux qui furent braves, on serait tenté, si on ne prenait garde, d'être injuste, pour les voir si loin de l'action, si près de l'espoir.

Mais, s'il manque de grandeur et de poésie, ce spectacle est utile ; et plus utile encore l'examen des lettres et des papiers, qui montre le fond des cœurs. Non par des théories, mais par les constatations les plus immédiates, auxquelles nous nous sommes tenus à dessein ; par des faits, dont nous avons voulu que le lecteur fût juge, en rapportant les expressions mêmes qui les énonçaient, nous sommes arrivés à voir ces réalités : une âme qui s'est mise au-dessus de l'humanité, par orgueil; une âme qui se trouve, lorsque cet orgueil vient à lui manquer, dépourvue des vertus véritables qui font la force de l'homme.

En vérité, j'aime mieux notre âme française. Il n'y a pas si longtemps qu'elle apparaissait au monde comme déchirée, et, par endroits, gâtée. Ceux qui l'aimaient ne s'y trompaient pas ; ils distinguaient, au milieu des défauts, des germes de vie qui voulaient se faire jour ; ils prévoyaient la floraison. Mais il fallait leur intuition pour voir, dans les penseurs qui avaient commencé à traduire son renouveau, les maîtres de l'heure, qui ne semblaient être encore que les prophètes d'un avenir lointain. Et comme elle étalait ses imperfections et dissimulait volontiers ses vertus, ceux qui avaient intérêt à son dépérissement allaient prédisant qu'elle devait mourir.

Au moins, rien de ce qui est humain ne lui était-il étranger ; si elle péchait, elle ne péchait pas par l'hypocrisie du pharisien ; elle était inquiète et tourmentée ; elle cherchait ; ce qu'elle demandait, c'était peut-être l'épreuve. L'épreuve est venue et lui a rendu sa qualité première. Tandis que l'Allemagne, sortie de son ivresse, n'aura plus aux lèvres que l'amertume et le dégoût, la France retrouve son intelligence saine, son cœur vaillant, tous les jours davantage. Des lendemains glorieux que nous promet l'amour de la patrie purifiée, je veux pour preuve les admirables soldats qui passent au moment même où je termine ces lignes, et qui s'en vont, la tête haute et les yeux graves, vers la bataille, — vers la victoire qu'ont préparée nos chefs.

PAUL HAZARD,
*Lieutenant interprète.*

# LE MACHIAVÉLISME

DE

# *L'ANTIMACHIAVEL*

## II [1]

### PORTRAIT D'UN ROI

Il faut premièrement qu'il demeure bien entendu que Frédéric II fut un grand roi ; que l'histoire, à ne considérer que les résultats, n'a point exagéré en lui décernant ce titre ; qu'il serait également injuste et absurde de le lui marchander ; mais qu'il soit entendu aussi, deuxièmement, qu'il se fit grand par quelques-uns de ces moyens machiavéliques que, prince royal, il avait qualifiés d'*affreux*, de *scélérats*, de *criminels*. Un grand génie « et même du génie, » ce serait beaucoup dire : il manque le coup subit, la flamme, l'éclair et l'éclat, la foudre, l'illumination. On ne voit guère que de très grandes qualités poussées très loin et soutenues très longtemps ; de très heureux dons très patiemment cultivés, très habilement administrés ; une très remarquable constance de volonté dans une très remarquable variété d'aptitudes ; et, pour le situer à son plan, sur l'échelle des grands rois et des grands hommes, plus de talent que de génie, une réunion de talens faits surtout de facilité : philo-

(1) Voyez la *Revue* du 15 mars.

sophe, historien, poète ou du moins rimeur, musicien, compositeur et exécutant, acteur ou lecteur et déclamateur; mais ce ne sont là que ses petits côtés, quelque intéressans qu'ils puissent être; ce n'est pas par là qu'il est grand. Il n'est Frédéric le Grand que comme politique et comme général; et là, soit comme l'un, soit comme l'autre, dans la paix et dans la guerre, l'Anti-Machiavel est pleinement, intégralement machiavéliste.

J'écris ce mot sans blâme ni défaveur. Je le prends en son acception non vulgaire, mais scientifique, non conventionnelle, mais réelle, non sentimentale, mais vraie. Je dis donc, et je voudrais le prouver, que l'ennemi de Machiavel, inconsciemment ou consciemment, d'instinct ou par combinaison, de son libre choix ou contraint par la force des choses, agit, dans toutes les circonstances déterminantes de sa vie, comme s'il eût été ce disciple de Machiavel que la rancune de Voltaire insinue qu'il pourrait bien avoir été, ayant pris la précaution de renier d'abord le maître, pour mieux le suivre.

Macaulay semble, en une certaine mesure, s'être associé à un tel jugement :

« A force de discourir sur la modération, la paix, la liberté, le bonheur qu'un bon cœur trouve dans le bonheur des autres, » le prince royal « avait trompé des hommes qui auraient dû savoir à quoi s'en tenir. Ceux qui le jugeaient le plus favorablement espéraient un Télémaque à la mode de Fénelon. D'autres prédisaient l'approche d'un siècle des Médicis, d'une ère favorable à la science et aux arts, et peu hostile aux plaisirs. Personne ne soupçonnait qu'un tyran, doué de talens extraordinaires pour la guerre et la politique, d'une persévérance plus extraordinaire encore, sans crainte, sans foi et sans miséricorde, venait de monter sur le trône. »

Tout le monde pourtant n'avait pas été dupe. Ce bon vieil Hercule de Fleury, « petit prêtre nonagénaire, » que Voltaire et Frédéric s'efforçaient à qui mieux mieux d'habiller en radoteur, glissait dans son compliment l'expression de son inquiétude. Un « siècle des Médicis, » c'est très bien, — pourvu que cela dure! Télémaque, excellent jeune homme, — pourvu qu'en vieillissant, il ne devienne pas Ulysse fécond en ruses!

« Je ne savais pas que le précieux présent que m'a fait Mme la marquise du Châtelet de *l'Anti-Machiavel* vînt de vous;

il ne m'en est que plus cher, et je vous en remercie de tout mon cœur, écrit le cardinal à Voltaire... Quel que soit l'auteur de cet ouvrage, s'il n'est pas prince, il mérite de l'être, et le peu que j'en ai lu est si sage, si raisonnable, et renferme des principes si admirables, que celui qui l'a fait sera digne de commander aux autres hommes, *pourvu qu'il eût le courage de les mettre en pratique*. S'il est né prince, il contracte un engagement bien solennel avec le public ; et l'empereur Antonin ne se serait pas acquis la gloire immortelle qu'il conservera dans tous les siècles, s'il n'avait soutenu par la justice de son gouvernement la belle morale dont il avait donné des leçons si instructives à tous les souverains. »

Imitons la retenue tardive de Voltaire et admettons que Frédéric, en composant *l'Anti-Machiavel*, « n'y avait point entendu tant de finesse. » La question est celle-ci : après avoir sincèrement confondu « le corrupteur des princes et le calomniateur du genre humain, » après avoir flétri en lui les fruits empoisonnés d'un enseignement détestable, « la rapacité, la perfidie, le gouvernement arbitraire, les guerres injustes, » Frédéric II fut-il « sans crainte, sans foi, sans miséricorde, » comme Macaulay l'en accuse, et le portrait de « l'empereur Antonin, » du « moderne Marc-Aurèle, » du « Salomon du Nord, » se trouve-t-il, à la fin, n'être qu'une copie, qu'un décalque du *Prince?* — Les portraits de Frédéric abondent ; il n'y a qu'à en chercher un qui soit bien ressemblant et à le bien regarder. Mais peut être avais-je tort tout à l'heure de vouloir distinguer le roi et l'homme, ses grands et ses petits côtés, car le roi est toujours un homme, et sa grandeur même a toujours ses petits côtés. Voici d'abord le grand Frédéric peint par les autres, comme ceux qui l'ont vu du plus près l'ont vu ; on essaiera ensuite de le saisir sur le vif, en train de se peindre lui-même, sans poser.

Les *Mémoires pour servir à la vie de M. de Voltaire*, dans les conditions où ils furent rédigés, jetés au feu, sauvés du feu, dérobés, copiés, publiés, sont une source suspecte, troublée par l'agitation de la brouille et des faux raccommodemens ; il vaut mieux n'y pas trop puiser. D'autres livres ou libelles de l'époque pèchent probablement aussi par excès soit de bienveillance, soit de malveillance, allant de la flagornerie au dénigrement : nous ne renonçons pas à en faire usage, mais nous n'y aurons recours

qu'avec discrétion et après réflexion. Sur les images diverses qu'ils nous présentent, nous choisirons les lignes bien arrêtées, et qui, pareilles dans toutes, se rapprochant et se rapportant, se superposant, affirment le type et constituent la physionomie. Le point de perspective, celui d'où elle se dégage le plus exactement, est sans doute la postérité commençante, assez voisine pour ne rien perdre, assez éloignée pour ne rien préférer, et dont l'impartialité est faite d'indifférence, surtout lorsque, regardant du dehors, elle joint au recul du temps le recul de l'espace. L'esquisse de Macaulay peut par conséquent nous fournir « le dessous. » Des témoignages plus directs, dûment pesés et contrôlés, aideront, au fur et à mesure que le dessin apparaîtra, à y ajouter quelques touches.

Si Frédéric le Grand est le sommet, le faîte où s'élance l'arbre généalogique dont le tronc portait déjà un premier Frédéric II de Brandebourg, un vieux Frédéric II du xv^e siècle, dit Dent de Fer, Albert l'Achille, Jean le Cicéron, et Joachim le Nestor, moralement et intellectuellement, il s'insère à sa place dans la série : en lui s'épanouit la race, après son père le roi-sergent, après son grand-père Frédéric I^er, premier roi de Prusse, après son arrière-grand-père, le Grand Électeur. Par ses dons et par ses lacunes, par ses qualités et par ses défauts, il est le fils et le petit-fils de leur sang et de leur esprit. « Le fond du caractère était le même chez tous deux (Frédéric-Guillaume I^er et Frédéric II). Ils avaient en commun l'amour de l'ordre, l'amour du travail, les goûts militaires, la parcimonie, l'esprit impérieux, l'humeur irritable jusqu'à la férocité, le goût de peiner et d'humilier les autres. » (Macaulay.)

Un volume de poche, — presque un almanach, — intitulé *Frédéric le Grand, contenant des anecdotes précieuses sur la Vie du roi de Prusse régnant, d'autres sur ses amis et ennemis, ainsi que les portraits de la famille de Sa Majesté ;* A Amsterdam, chez les héritiers de Michel Rey, 1785, n'est pas du tout à négliger, quoique frappé néanmoins de quelque suspicion, du fait qu'il annonce : « Cet ouvrage peut faire suite aux mémoires sur la vie de Voltaire écrits par lui-même. » Il y a là dedans à prendre et à laisser, mais il n'est ni difficile d'y reconnaître ce qui n'est que du pamphlet, ni impossible de ne garder que le reste. On lit dans la première pièce et dès la première page de ce petit recueil : « Frédéric II règne depuis un demi-siècle.

Comme particulier, c'est un homme extraordinaire. Ses goûts, ses talens, sa façon de vivre, offrent cent traits curieux, plaisans, instructifs. Un historien est à son aise. Il peut louer, blâmer, admirer, plaisanter, et ne jamais être infidèle à la vérité. »

Le physique est expédié en trois lignes. « De la taille de cinq pieds deux pouces; assez proportionné; pas trop bien fait; quelque chose de gauche qui provient d'un maintien gêné; » puis : « La figure tour à tour dure et agréable, mais toujours spirituelle. De la plus exacte politesse; le son de voix le plus gracieux, même en jurant, ce qui lui est aussi familier qu'à un grenadier; parlant plus correctement le français que l'allemand, et ne parlant jamais celui-ci qu'à ceux qu'il sçait ne pas comprendre l'autre. »

Grâce à ce document, ou à ces renseignemens, reprenons ici et repassons point par point le crayon de Macaulay. Frédéric II a « l'amour du travail, » qui est une *vertu*, je dis une partie, un élément de la vertu, de la *virtù*, machiavélique. « Il se lève à cinq heures, travaille, ou, pour mieux dire, est seul jusqu'à six heures trois quarts. Il s'habille à sept. On lui remet alors lettres, placets, mémoires, et puis les lettres qui lui sont directement adressées. Il les décachète lorsqu'il n'en connaît pas l'écriture. Ses gens d'affaires entrent à neuf heures, car il n'a point de ministres. » Non seulement, comme Louis XIV, Frédéric est à lui-même son premier ministre, en réalité il est son seul ministre. Il n'a ni Mazarin, ni Colbert, ni Louvois, ni Torcy. Rien qu'un commis logé au second étage, dans la maison de ce personnage équivoque, Fredersdorff, l'ancien soldat de la prison de Custrin, devenu à la fois, d'après Voltaire, « valet de chambre et favori, » lequel commis arrivait chaque matin dans le cabinet du Roi, « par un escalier dérobé, avec une grosse liasse de papiers sous le bras. » Les secrétaires d'État envoyaient toutes leurs dépêches au commis du Roi. Il en apportait l'extrait : le Roi faisait mettre les réponses à la marge en deux mots. Toutes les affaires du royaume s'expédiaient ainsi en une heure. Rarement les secrétaires d'État, les ministres en charge, l'abordaient : il y en a même à qui il n'a jamais parlé. Raison et tort, avantage et inconvénient : « La plupart des vices de l'administration de Frédéric, note à ce propos Macaulay, peuvent se résumer en un seul, la passion de se

mêler de tout. L'activité infatigable de son esprit, son caractère impérieux, ses habitudes militaires, tout le disposait à ce grand défaut. Il dressait son peuple comme il dressait ses grenadiers. » Aussi cette activité est-elle un peu brouillonne. Si le royaume n'en souffre pas davantage, si la Prusse s'en accommode, et si Frédéric II peut sans péril ne pas mieux la discipliner, c'est que « le roi son père avait mis un tel ordre dans les finances, tout s'exécutait si militairement, l'obéissance était si aveugle, que quatre cents lieues de pays étaient gouvernées comme une abbaye. »

« L'amour de l'ordre » était donc une vertu du père plus que du fils, qui se bornait en quelque sorte à entrer dedans, à glisser suivant le pli, et à se laisser porter par la vitesse acquise, à moins que, par « amour de l'ordre, » il ne faille entendre surtout « amour de l'économie, » parfaitement commun au père et au fils, à Frédéric-Guillaume Ier et à Frédéric II. Le fils, en effet, autrement que le père, mais autant que le père, est économe, très économe, « parcimonieux. » — « Il n'a à sa solde que des gens utiles et en état de bien remplir leurs emplois ; dès l'instant qu'il n'en a plus besoin, il les renvoie avec rien ; mieux servi que tout autre avec moins d'argent, donnant peu d'appointemens à tout ce qui est grande charge de la Cour, qui sont toutes *in partibus* à peu de chose près, n'ayant dans tous ses États aucun gouverneur ni de province, ni de ville ; il commande seul dans les provinces ; et dans les villes ce sont les commandans des régimens qui y sont en garnison ; il ne paye aucun état-major de place : ces trois articles sont immenses chez les autres potentats. Dans ce qu'il appelle sa maison militaire il y a à Potsdam et à Charlottenbourg soixante cavaliers, à qui l'on a donné le nom de gardes du corps, qui n'ont que la paye et l'habillement de la cavalerie et reçoivent tout autant de coups de bâton... Il a un chancelier qui ne parle jamais, un grand veneur qui n'oserait tuer une caille, un grand maître qui n'ordonne rien ; un grand échanson qui ne sait pas s'il y a du vin dans la cave, un grand écuyer qui n'a pas le pouvoir de faire seller un cheval, un grand chambellan qui ne lui a jamais donné la chemise, un grand maître de la garde-robe qui ne connaît pas son tailleur ; les fonctions de toutes ces grandes charges étaient exercées par un seul homme nommé Fredersdorff, qui de plus était valet de chambre ordi-

naire de quartier, gentilhomme de sa chambre, et secrétaire ordinaire du Cabinet (on voit que Voltaire n'a point exagéré). Tous les grands sont payés avec le titre d'Excellence... Il n'a pas 130 chevaux, pas une seule voiture qui vaille 300 florins (ainsi « le vieux carrosse de parade », « l'énorme carrosse dédoré, » dont « le feu roi Frédéric-Guillaume, qui avait autrefois fait vendre tous les meubles magnifiques de son père, n'avait pu se défaire » à un prix acceptable, qu'on avait envoyé au-devant du marquis de Beauvau lorsqu'il vint complimenter le nouveau roi en novembre 1740, et que des heiduques gigantesques, chevauchant aux portières et se donnant la main par-dessus l'impériale, se tenaient prêts à soutenir, en cas qu'il tombât. « Feu son père aimait la chasse et avait un équipage vaille que vaille et celui-ci, à son avènement au trône, voulut le réformer Le grand veneur représenta que c'était un bénéfice pour le Roi et continua de faire vendre le gibier comme par le passé. »

Au bout du compte, cette parcimonie met Fréderic à même d'entreprendre des bâtimens magnifiques, au moins par leurs dimensions et le luxe qu'il y étale : la nouvelle église du Dom, les Invalides, la Bibliothèque, les embellissemens de Charlottenbourg et de Potsdam, la maison de Sans-Souci, avenues, jardins, berceaux, colonnades, architectures grecques et romaines, et de les payer régulièrement, sans faire de dettes, avec les ressources limitées d'un État qui n'est pas très vaste et qui n'est pas très riche. Merveilles de « l'amour de l'ordre ! » Par surcroît, le Roi se donne ainsi un air de libéralité, qui est l'un de ses faux semblans. Les autres sont ceux de la justice et de la pitié. Fausses apparences, faux semblans, et ceux-là, ou celles-là même, nous voilà en plein machiavélisme. Ce n'était pas la peine d'écrire *l'Anti-Machiavel*, ou plutôt c'en était la peine, c'est encore un faux semblant de plus. « Il affecte bien de paraître juste, généreux et compatissant, dit notre petit livre, mais cela n'empêche pas qu'il ne soit d'un caractère fort bizarre et très dangereux, ayant un goût si décidé pour le faux et pour le méchant, qu'aucun homme de probité ne peut se conserver dans son esprit, et on a souvent observé que, quand un tel lui est d'abord revenu beaucoup, il ne s'est pas plus tôt aperçu que c'était un homme droit et honnête qu'il s'en est dégoûté. » Ceci, à la vérité, ceci déjà et ce qui suit, n'est que d'un machiavélisme inférieur. Le prince, au contraire, pour la

conduite de ses desseins, doit se faire un rempart d'hommes droits et honnêtes : plus ses voies sont tortueuses, plus il lui convient de cheminer sous le couvert du juste. Pour Frédéric, « il n'y a que les gens artificieux, rampans, qui n'ont ni sentiment, ni religion, qui prospèrent auprès de lui ; il a même la faiblesse d'être sensible aux plus basses flatteries, il faut avouer aussi qu'il donne souvent à gauche, et qu'avec tout le brillant, et toute la pénétration, son esprit a quelquefois des écarts qui, avec un peu moins de fortune qu'il n'a eu jusqu'ici, lui auraient déjà pu attirer la ruine totale. »

Mais, jusqu'ici, « il a eu la fortune, » il s'est fait aimer d'elle, et c'est quand même un grand signe d'élection machiavélique, à la condition toutefois de ne point s'y abandonner. Les succès étonnans dont la Providence divine, pour le châtiment des uns et pour le bonheur des autres, a jusqu'à présent accompagné ses entreprises les plus hasardeuses, l'ont tellement enflé et enorgueilli, qu'il se méconnaît souvent, et qu'il se croit tout permis et tout possible. Toute sa famille, avec lui, croit à sa chance, à son étoile. Son frère, le prince Henri, l'en félicite : « Il semble que personne à cent lieues à la ronde ne puisse faire une faute ou une sottise qui ne tourne à l'avantage de Sa Majesté. »

Aussi bien n'est-on jamais aimé à ce point de la fortune qu'on ne l'ait un peu mérité. En ce sens, le bonheur même est de la vertu, — toujours comme la comprenait Machiavel. — Une bonne marque machiavélique, c'est le secret : don suprême de César Borgia, gage et présage de César, *Cæsaris omen*. Le prince est secret, très secret. *È segreto, segretissimo.*

« Il est impénétrable, et ne demande conseil à personne, ne communiquant ses idées aux ministres que quand il ne peut plus s'en dispenser, pour les voir exécutées. » Il regarde tout près, et voit tout de suite le présent le plus présent, le prochain le plus prochain, lui. » Quand il forme son système, ce n'est qu'accidentellement qu'il l'ajuste à l'intérêt permanent de sa maison, sa gloire personnelle étant toujours son but principal. » Sa façon de penser, originale, personnelle, le rend impossible à deviner. « Les politiques perdent leur latin avec lui, on ne peut guère raisonner conséquemment avec lui. Il a trop de rats et trop de singularité dans sa manière de penser. » Il est, — autres vertus théologales du parfait machiavéliste, — grand dissimu-

lateur, puisqu'il ne montre pas son jeu, et grand simulateur, puisqu'il se couvre de faux semblans. Le seul qu'il n'affecte pas, ou qu'il ne puisse porter longtemps, c'est le faux semblant de la piété. Il est franchement, brutalement irréligieux, sauf, à peine, quelques étincelles, aux minutes de désespoir. « M. de Bülow, ministre de Saxe, dit en badinant qu'on ne craint guère le bon Dieu à Berlin, mais les Russes beaucoup ; depuis qu'on a parlé de leur marche comme d'une chose certaine, on a remarqué que le Roi a eu de certaines inquiétudes et rêveries, telles qu'il a coutume d'avoir, quand il mitonne quelque grand projet. » Toutes les autres apparences, il se les donne et il prend toutes les autres attitudes machiavéliques : celle surtout de la générosité reconnaissante ; et ce ne sont, — là réside le machiavélisme, — que des attitudes, que des apparences.

« Les libéralités tout nouvellement faites aux veuves et orphelins des soldats tués à la guerre ont plutôt paru un moyen prodigue d'encourager les troupes que l'effet d'un bon cœur, et d'une âme généreuse. » On s'en aperçoit : ce n'est donc pas de l'ouvrage très bien fait ; c'est un peu gauche, cela manque un peu d'art.

Mais où Frédéric II pèche gravement contre le Manuel du Prince, c'est quand il tombe en ce travers, en cette faiblesse de méconnaître, de mépriser ses adversaires, ceux de tous les hommes qui pour un prince sont le moins à ignorer ou à dédaigner. Ainsi le monarque prussien n'a jamais eu une idée juste de la France... Il a considéré ce royaume comme une bande de jeunes gens qui font une éternelle partie de plaisir et a cru bonnement que les finances, les lois, la guerre étaient abandonnées à un certain nombre d'hommes adroits et intrigans, qui les faisaient servir à l'amélioration de leur fortune. De même pour « les Bataves, les Anglais, les Américains. » Néanmoins, il n'a pas eu la même indifférence pour la Porte et plusieurs fois ses émissaires secrets ont été chargés d'aller à Constantinople épier les secrets du Divan. En 1759 il en envoya un qui fit la route par terre, mangea son argent avec des Circassiennes, revint raconter à Potsdam un tas de fictions assez peu vraisemblables et enleva la maîtresse d'un prince avec laquelle il se sauva. « Ce mépris des hommes le conduit à égarer sa confiance : Frédéric a trop souvent employé ses escrocs plénipotentiaires *(sic)*. Ses mauvais choix avaient deux sources. La pre-

mière était une économie mal placée, et la seconde la persuasion que tous les hommes sont égaux. »

Il est vrai qu'à en croire les médisans, les souverains à qui il avait affaire lui faisaient la partie belle en ne choisissant pas mieux que lui. « Ce qui fait le plus de sensation à Berlin, c'est le vénérable corps diplomatique qui ne sait pas un mot de ce qui se passe chacun dans leur Cour et qui, de peur qu'on ne devine qu'ils ne sont pas initiés dans les secrets du cabinet, ergotent toute la journée à tort et à travers sur l'intérêt des Puissances qu'ils n'entendent pas plus que moi. Il s'ensuit de là une confusion d'idées et un charivari politique qui rend les conversations fatigantes. Si je me hasarde à lancer ce brocard contre ce respectable groupe, je dois ajouter, par égard pour la vérité, que lorsqu'ils ne font pas les ministres, plusieurs d'entre eux sont des hommes très aimables, et dont les maisons offrent de grandes ressources à la société. »

Ce n'est pas que ces diplomates manquent de moyens, loin de là; mais, justement, le Roi ne les aime pas de cette sorte : devant eux, il faut qu'il se surveille : « La plupart des souverains ont imaginé d'envoyer pour ministres à S. M. des gens d'esprit ; et l'on a remarqué que c'est précisément ceux auxquels il n'a point parlé. La France entre autres choisit le duc de Guignes qui était séduisant et jouait bien de la flûte. Le Roi n'a pas voulu avoir cette double rivalité, et l'ambassadeur français ne fit autre chose à Berlin que l'amour aux belles Dames et des épigrammes sur de vilains messieurs. » L'Anglais « Milord Tirconel, l'un des plus aimables hommes de son siècle, et un très honnête homme, qui pis est, n'a jamais eu plus d'une minute d'audience. Le Roi disait de lui qu'*il n'avoit point d'esprit, mais que les replis de son cœur étoient assez bien développés pour dépayser longtemps ceux qui en avoient plus que lui.* »

L'Anti-Machiavel rend encore hommage au machiavélisme quand il professe ou accorde, ou bien a l'air d'accorder, que ce qui fait la qualité d'un acte, en dehors de sa valeur morale, bien ou mal, c'est le bénéfice qu'on en retire. « Ce monarque a eu d'étranges idées sur l'avantage dont étoit la probité à un souverain. On lui disoit un jour d'un de ses ministres : L'intérêt est la base de son caractère, il n'est pas capable de prononcer une sentence contre les gens obscurs; mais cent ducats, ou de riches bagatelles ne le trouvent guère inaccessible, pourvu qu'il ne voye

pas un danger prochain d'être découvert. *Qu'est-ce que cent ducats*, dit le Roi, *et peut-on appeler intéressé celui qui se contente d'une aussi misérable somme?* » Dans le même sens : « Le roi de Prusse mit en fermes héréditaires, il y a un certain nombre d'années, tous ses domaines. Tout le monde s'empressa d'en avoir. Un de ses conseillers lui proposa d'employer à cette opération une partie des fonds de sa caisse particulière.

*Il faudrait être bien dupe*, répondit-il, *pour en placer sur des objets aussi litigieux.* » Ou encore : « On faisoit souvent des remontrances au Roi pour faire des changemens dans sa monnaie. *Qu'importe*, disait le Roi, *que ma figure soit sur de l'or ou sur du cuivre doré, puisque tout le monde veut bien s'en contenter* (1) ? »

Frédéric II « machiavélise » souvent en ses propos, en ses bons mots. Lorsqu'on lui raconta la révolution de Danemark : — *Struensee est un sot*, dit-il, *on ne couche avec les Reines que lorsqu'elles règnent et qu'on est généralissime de leurs troupes.* » — — « Un homme extrêmement flatteur et passablement adroit dans ses louanges faisait un jour une harangue au Roi aussi longue que celles de Démosthènes, et presque aussi éloquente. Il pesait surtout avec complaisance sur l'amour des Berlinois pour leur monarque. Frédéric recule de trois pas et, enfonçant son chapeau, il répond avec le ton d'un déclamateur :

> Croyez-moi, les humains, que j'ai trop su connaître,
> Méritent peu, monsieur, qu'on daigne être leur maître. »

Excepté la richesse, il estime peu de chose, et c'est tous les humains, ou presque, à qui il pense que l'on fait trop d'honneur en les tyrannisant : « On proposoit au roi de Prusse d'accepter les offres d'un riche Saxon qui vouloit, pour quelques titres honorifiques, venir s'établir dans ses États; il y consent et le nomme chambellan. — Sire, lui dit-on, il est fort riche. — *Eh bien! il faut lui donner l'Excellence.* — Il a cinquante mille écus de rente. — *Faisons-le grand maréchal.* — Et de superbes terres qu'il possède dans la Lusace. — *Dites à la Chancellerie qu'on lui expédie un diplôme de Prince.* » A tout le monde Frédéric est indifférent : On a reproché au roi de Prusse les laquais par-

(1) *Faits divers pris dans la conversation des gens qui ont été à même de connaître Potsdam.*

venus, et sa manière de vivre avec ses heiduques. — *Noé est leur grand-père et le mien*, dit-il, *c'est la confiance et non la familiarité qui a des inconvéniens.* »

C'est là assurément de l'esprit machiavélique. On dirait ces réponses extraites du recueil de reparties par où se termine la *Vie de Castruccio Castracani*. Tel le plus raffiné des *condottieri*, il use de la langue comme d'un poignard. Il aime cette escrime, qui, même à arme mouchetée, marque la touche, fait sentir la piqûre. Parfois il assassine sous le masque. « Il parut... une lettre en public qui ne se débitoit qu'en cachette et qui faisoit des plaisanteries sur l'accouchement imprévu d'une Grande-Duchesse. Quand tout le monde eut pris copie de cette lettre, le Roi la fit défendre. On a su depuis qu'il s'étoit jugé lui-même. »

Sa raillerie est dure et n'épargne personne. Rien ne lui est sacré. Mais il est cérémonieux et enveloppe sa griffe d'un gant de velours. « Un roi poli, timide même, grand faiseur de révérences, ne se fait aucun scrupule d'immoler à sa table des victimes. Il a demandé à des femmes des nouvelles de leurs bâtards, a parlé de leurs victoires à des princes qui n'avaient jamais vu tirer un coup de fusil. Il y a une espèce de lâcheté à accabler ceux qui ne peuvent ni ne doivent répondre. »

*
* *

Ce dernier trait est l'un des plus accusés chez le roi de Prusse, s'il n'est pas essentiellement d'un machiavéliste. Macaulay ne s'est point fait faute de le marquer, et il l'a mis en haut relief, sur le fond d'impiété et sous la couleur de libéralité ou de libéralisme qui sont deux des caractéristiques principales de la figure de Frédéric.

A ses soupers, « la conversation roulait habituellement sur l'absurdité de toutes les religions connues, et l'audace avec laquelle on traitait... les noms et les doctrines vénérés par toute la chrétienté, surprenait même des personnes accoutumées à la société des libres penseurs français et anglais. Cependant on ne trouvait, dans cette brillante compagnie, ni vraie liberté, ni vraie affection. Il possédait, à la vérité, beaucoup de qualités qui pouvaient séduire au premier abord, sa conversation était animée; ses manières étaient même caressantes, quand il vou-

lait plaire. Jamais homme ne réussit plus parfaitement à donner à ceux qui l'approchaient le vague espoir de quelque grande marque de bonté. » Et cela est proprement machiavélique, ou plutôt, cela est d'une politique élémentaire, et Guichardin l'enseigne tout comme Machiavel. « Mais, sous ce bel extérieur, Frédéric était un tyran soupçonneux, dédaigneux et malveillant. Il avait un goût qu'on peut pardonner à un gamin,... le goût des méchantes plaisanteries en action. Un courtisan aimait-il la toilette? On jetait de l'huile sur son plus riche vêtement. Aimait-il l'argent? On inventait quelque folie pour lui faire débourser plus qu'il ne pouvait mettre de côté... Frédéric était habile à découvrir les faibles des autres, et il aimait à communiquer ses découvertes. Il savait lancer un sarcasme... Sa vanité, aussi bien que sa méchanceté, trouvait plaisir à contempler la confusion et le chagrin de ceux qui étaient victimes de ses plaisanteries mordantes... On ne savait comment agir avec lui; c'était la plus embarrassante de toutes les questions. Si l'on se montrait gêné en sa présence, on désobéissait à ses ordres, et on gâtait son plaisir. Si cependant ses compagnons se laissaient aller à la familiarité d'une intimité cordiale, le Roi ne manquait pas de punir leur présomption par quelque cruelle humiliation... A ses yeux, ceux qui se révoltaient étaient des insolens et des ingrats; ceux qui se soumettaient étaient des roquets faits pour recevoir avec une patience également servile des os et des coups de pied. Il est difficile d'imaginer aucune raison, à moins que ce ne fût la rage même de la faim, qui ait pu décider aucun homme à supporter cette misère d'être le compagnon du grand Roi. » Le poste n'était pas lucratif... « Je n'hésite pas à dire que le plus pauvre auteur de l'époque, vivant à Londres, couchant sur un grabat, dînant dans une cave... se faisant une cravate de papier et n'ayant qu'une grosse épingle pour tout bijou était plus heureux qu'aucun des hôtes littéraires de la cour de Frédéric. »

Là dessus, les détracteurs du Roi et ses panégyristes sont d'accord; chacun, à son tour, en a trop souffert! Les souvenirs de Dieudonné Thiébault confirment, sur ce point, les assertions de Voltaire, que corroborent d'autre part les *Mémoires* de Henri de Catt. Ce M. de Catt était un Suisse, de Morges sur le lac de Genève, qui, pendant près d'un quart de siècle, fut à Frédéric II ce que Moritz Busch fut à Bismarck : c'est dire qu'il ne se coucha

pas un soir de ces vingt-quatre années sans avoir pieusement noté tout ce que le Roi lui avait dit, même les injures. Le grand Frédéric peint par Henri de Catt, c'est donc le grand Frédéric peint par lui-même. Or, j'ai jeté en notes, au courant d'une rapide lecture : « Propos cyniques, souvent orduriers; — manque absolu de sincérité; — cabotinage littéraire; — *il la fait au suicide* (pardon pour cet argot qui seul traduit exactement l'impression ressentie); — railleur cruel, a besoin d'humilier et de faire souffrir. » Un jour d'avril 1758, il fit appeler le capitaine Guichard, sa victime de prédilection, qui entra : « Avez-vous vu, monsieur, les travaux faits du siège? — Non, pas encore, sire, je les verrai demain. — Mais, monsieur le capitaine, il ne faut jamais renvoyer à voir demain ce que l'on peut voir la veille; pour un nouveau débarqué, vous avez bien peu de curiosité, monsieur le capitaine. » Le Roi appelle ses gens. Entre alors un grenadier du premier bataillon, qui met, dans la chambre du Roi, sans dire mot, tout l'attirail d'un soldat. Le grenadier se retire. « Vous m'avez dit à Grüssau qu'un soldat romain portait bien plus que les nôtres; comme il ne faut pas décider à la légère, j'ai fait apporter ici tout l'attirail d'un soldat prussien, pour que vous vous convainquiez vous-même si votre décision est juste. »

« J'étais inquiet pour le pauvre capitaine, que je croyais bien qu'on allait persifler. En effet, le Roi le plaça au milieu de la chambre, le fit tenir comme un soldat que l'on dresse, lui releva le menton, lui mit le chapeau comme il devait être, le lui enfonçant bien dans la tête, le ceignit du sabre, lui mit la giberne où il y avait soixante cartouches, le havresac, lui donna le fusil, en le lui faisant tenir comme il fallait. Après avoir ainsi affublé le capitaine, Sa Majesté lui dit d'un ton riant : « Il faut convenir que vous êtes bien, vous m'avez vraiment l'air d'un soldat prussien, vous verrez que vous le préférerez à vos Romains; n'est-ce pas, Catt, que le capitaine a l'air d'un vrai soudat, comme dit le marquis (d'Argens)? »

« Je ne répondais point, le Roi put voir à mon visage que cette farce me peinait et pour celui qui la jouait et pour celui qui la faisait jouer.

« Mais vous ne riez pas? me dit-il. — Non, Sire. — Et pourquoi? — Parce que M. Guichard me paraît pâle. — Oh! pâle, c'est du plaisir qu'il ressent de se voir comme un grand

grenadier; mais je veux vous lire une lettre que je reçus hier soir de La Haye, d'un homme de conséquence. »

Lecture de la lettre tout au long et longue dissertation, le pauvre Guichard étant toujours dans la position du fantassin avec les armes et le fourniment complet : « Enfin, après trois quarts d'heure d'une séance si pénible à tant d'égards pour le capitaine, Sa Majesté fut à lui et ôta elle-même tout l'attirail dont il l'avait chargé. — « Eh bien! monsieur, trouvez-vous que la charge de mes soldats est passable, croyez-vous qu'elle approche de celle d'un soldat romain? — Je le crois, répondit-il d'un air triste et rêveur, qui me fit une peine infinie. — A présent, nous allons faire, monsieur, de grandes marches. J'espère que vous conviendrez qu'elles seront aussi fortes que celles que les Romains ont faites et que vous verrez des opérations dont ils n'avaient et ne pouvaient avoir une idée. — Adieu, monsieur, soyez un peu Prussien, et vous aurez lieu d'être content de moi. »

« Ma séance finie, ajoute cette bonne âme d'Henri de Catt, je me rendis chez moi, où je trouvai M. le capitaine Guichard, qui m'attendait pour me parler de ce qui venait de lui arriver. « Le Roi ne vous a-t-il rien dit? — Rien, mais il m'a paru triste de l'épreuve à laquelle il vous a soumis. — Lui triste? croyez-moi, il n'est susceptible ni de tristesse, ni d'humanité, je le dégrade de son titre de philosophe. Le Salomon de l'Orient ne se serait pas conduit ainsi, il faut être un Salomon du Nord pour voir de sang-froid un honnête homme souffrir, comme je l'ai fait; ses soldats ne valent pas les soldats de l'ancienne Rome. — Pensez cela, mais ne (le) lui dites jamais plus, craignez une nouvelle expérience. — Tibère ne m'aurait pas tenu ainsi une heure en faction! »

Mais écoutons Frédéric à travers la transcription de M. de Catt, et dans ces libres entretiens, — libres du moins pour lui, — continuons à relever les traces de machiavélisme. N'en est-ce pas, de sa part, de dire : « L'étude dans laquelle je suis le moins versé est la politique, c'est une étude de tromperie peu faite pour mon caractère. » — En voici sûrement, et du meilleur (nous ne le jugeons pas en morale), de l'extrait de César Borgia : « Je cache mes vues souvent à ceux qui m'entourent, je les trompe même, parce qu'en les soupçonnant, ils pourraient en parler sans en voir les conséquences, et j'en souffri-

rais, je ne puis me sauver que par le secret. » — « Ses ennemis ont été nombreux et puissans, dira-t-on de lui. Il a vaincu les uns, trompé les autres. » Il trompe donc amis et ennemis. « Il faut savoir gré aux Rois même de ce qu'ils veulent prendre la peine de nous tromper. » — Mais ce n'est pas tromper que tromper un trompeur. *Fallacem fallere non est fallacia.* Il trompe tout le monde, en toute chose, pour tout motif, et il s'en amuse. Au besoin, il se fait affable pour mieux tromper. « Personne ne fut plus caressant que Frédéric quand il le voulut, plus adroit, plus aimable. C'est la sirène la plus enchanteresse. »

Prince royal, il est allé à Strasbourg, *incognito*, sous le nom du comte du Four, « riche seigneur de Bohême. » Plus tard, il conte ainsi son aventure :

« Ayant fait plusieurs connaissances dans cette ville, je les invitai à dîner; le duc de Broglie, qui apprit cette invitation, dit à quelques-uns des invités : « Au moins, messieurs, prenez garde, c'est un étranger qui vous invite pour jouer et pour gagner votre argent. » Dans une société où l'on m'invita, on me proposa une partie de jeu. « Je ne joue point, messieurs; mon père, en me permettant de voyager, me défendit absolument de jouer quelque jeu que ce pût être; je suis un fils trop respectueux pour ne pas suivre les ordres de mon cher père. » On rapporta ce trait au duc de Broglie. « Oh! c'est une finesse, je vous le répète, prenez garde à vous. » Un diable de tambour, qui avait été dans un régiment à Potsdam, me reconnut et dit au duc : « Cet étranger, monseigneur, est le roi de Prusse. — Tu es un imposteur, cela n'est pas vrai. — Rien de plus vrai, monseigneur. » Le duc me fit inviter *de* passer la soirée chez lui avec une société choisie : en arrivant, je vis mon duc dans le coin de sa chambre, tenant le tambour par le bras, et lui disant de façon que je pus l'entendre : « Maraud, parle, est-ce bien là le roi de Prusse? — Mais oui, monseigneur, oui, c'est lui-même! » — Alors, le duc vint à moi, d'un air très grave : « Je suis maréchal, j'ai un ordre comme vous le voyez, et j'ai vu les meilleurs gouvernemens de la France, on assure que vous êtes le roi de Prusse, cela est-il vrai? — Moi, roi! monsieur? vous vous moquez de moi, je suis un bon et honnête gentilhomme à qui son père a permis de voir les grandes villes et de grands hommes, comme M. le maréchal. — Eh bien! vous êtes son frère. — Je vous assure que non. — Vous le connaissez donc? —

Pas mieux que vous pouvez le connaître. — Madame, mais voyez comme l'on peut mentir! » s'écria le maréchal, en lançant des regards furieux sur le pauvre tambour qu'il avait forcé de rester dans le coin de la chambre. Je n'en fis pas à deux (fois), je sortis quelques instans après, et je partis tout de suite. »

Il ne se fie du reste pas mieux aux autres qu'il sait ne pas mériter qu'on se fie à lui-même. Lisant, dans l'*Iphigénie en Tauride*, de La Touche, ces deux vers :

> Qu'avec étonnement il apprenne d'un roi
> Jusqu'où de l'amitié s'etend l'auguste loi.

« Monsieur de La Touche, Monsieur de La Touche, s'écrie-t-il, il ne faut guère se fier à ces bougres-là! » Ailleurs : « En général, mon cher, les princes sont de la canaille, on se gâte avec eux, ne le croyez-vous pas? » — Vilain métier que le leur, où, comme dans tous les autres, « il faut de l'adresse et de la ruse. »

Frédéric est plein de dédain pour la philanthropie de Voltaire. « Il me disait un jour (Voltaire) : — Mais, Sire, quand vous combattez, n'êtes-vous pas en fureur? — Non, sans doute, c'est alors qu'il faut le plus de tranquillité, et avoir, si cela se peut, la tête froide de Marlborough, *cold head.* — Mais vos combats, vous les appelez des actions héroïques : de bonne foi, Sire, ne sont-ce pas des actions de cannibales? Quelle distance de vous à nous! Vous détruisez le monde et nous l'éclairons; ce qui vous sauve, vous surtout, du cannibale, c'est que vous avez comme moi des principes de morale et que nous les suivons, vous en grand homme, et moi en humble admirateur de Votre Majesté. » Chez lui, l'apparence de la franchise est du calcul encore : « Je sais bien que nous autres Don Quichottes faisons parfois de lourdes bévues, j'avoue galamment, et cet aveu facilitera la croyance des bonnes choses que j'aurai faites. »

Mais c'est peu de dire qu'il ne se fie point aux autres et qu'il sait qu'on ne se fie pas à lui : lui-même ne se fie à lui-même que sous bénéfice d'inventaire : « Je me suis tenu sans cesse en garde pour que mon esprit fût le moins possible la dupe de mon cœur et celui-ci la dupe de l'autre. »

Il faut, pour qu'un roi se possède, qu'il connaisse les hommes. Et « le grand point pour connaître les hommes est de connaître leur goût, leurs opinions, leur endroit faible, car nous en avons tous; ce faible est la corde du clavecin qu'il faut

pincer, si l'on veut avoir le son qu'on souhaite. » — « Tâchons de connaître les hommes et prenons-les pour ce qu'ils sont. Souvent, en examinant les hommes, j'apprends, par de simples bagatelles, à les connaître à fond; je vois ce fond dans les choses les plus légères, qui échappent à ceux qui ne sont pas faits à observer, qui ne voient dans ces choses légères que des choses qui ne signifient rien. »

Être bon, oui, sans doute, si tous les hommes étaient bons !

« La bonté, dans un prince, est sans doute une grande vertu; mais si elle n'est pas jointe à une grande fierté d'âme, si elle nous abandonne à tous les discours que des quidams veulent nous tenir, si elle nous livre sans examen à des liaisons dangereuses, si elle nous fait tout voir, tout sentir, tout entendre, ce que ceux qui nous entourent désirent que nous entendions ou que nous voyions, — mon ami, mon ami, cette bonté-là devient pire que la tyrannie, ou, comme ce mot vous paraîtra odieux, pire que la plus grande dureté de cœur. »

Plus jeune, quand il n'était que prince philosophe, attendant la couronne, il ne s'en est pas défendu :

« Je me suis... laissé aller pendant le temps de ma jeunesse à des liaisons faciles; je croyais... que ceux que je choisissais pour ma société ne pouvaient pas me tromper, que tous leurs discours ne tendaient qu'à mon plus grand avantage : j'avoue que je caressais cette idée, qui faisait une partie du bonheur de mon existence. Mais, mon cher, j'observai avec plus de soin encore, je changeai ma méthode, je sentis que je ne devais me livrer qu'à de bonnes enseignes, qu'il m'était important de convaincre ceux qui m'entouraient ou qui pourraient m'entourer dans la suite qu'il n'y aurait rien à gagner avec moi par des rapports, par des intrigues, que j'étais homme à voir par moi-même, et que je serais inébranlable dans les plans que je me ferais.

« Ai-je beaucoup gagné, mon cher, en apprenant à apprécier ainsi les hommes, en montrant que j'avais des c... et que l'on n'en ferait pas ce que l'on voudrait? Non, non, je n'ai rien gagné pour mon avantage propre, en voyant la fausseté des vertus humaines; mais je crois avoir beaucoup gagné pour le bien de l'État; de la fermeté, morbleu, de braves et honnêtes gens autour d'un prince, sans quoi tout ira à vau-l'eau. »

Machiavel n'a jamais dit autre chose; c'est tout le machia-

vélisme, et voilà donc Machiavel et l'Anti-Machiavel réconciliés. Maintenant que le Roi sait ce qu'il fait, il ne veut plus être mené ; pour ne pas l'être, il ne se livre plus. Et il s'en vante, peut-être trop. Catt risque une remarque qui n'est pas sans finesse : « Je crois... qu'il est d'autant plus facile de mener un prince, glisse le docile secrétaire, qu'il prétend que cela est très difficile ou impossible ; avec cette forte prétention, on n'est pas souvent sur ses gardes, et l'on est pris par où on ne s'imaginait pas pouvoir l'être. »

Frédéric est surpris agréablement : « Votre réflexion n'est pas mal, réplique-t-il, mais ce que vous dites n'arrive qu'à des sots qui ne savent pas être sur les gardes et y être sans le faire apercevoir ; au reste, n'allez pas vous imaginer qu'avec mon plan fixé de ne me laisser jamais mener, je me refuse aux bons conseils qu'on me donne : non, j'écoute ce qu'on me représente ; si cela est mieux que ce que j'avais imaginé, je l'avoue naturellement et je fais sentir que c'est aux bonnes raisons qu'on me donne et que je discute, et non à la personne, que je rends les armes. *Concludo* que ni Catt, s'il en avait envie, ni qui que ce soit ne me mènera, et que lui et moi devons nous aller coucher : demain en marche, non en voiture, mais en écuyer qui va chercher les grandes aventures. »

Un faux semblant très prononcé chez Frédéric II, et qui tient au fond même de son personnage public, est de « poser à l'homme qui exècre la guerre, » de jouer l'homme qui n'aspire qu'à la paix des champs : c'est le mal particulier et spécifique du siècle, le faux semblant de la « sensibilité. » Il vit au milieu des camps, il vient de parcourir un champ de bataille :

« Tout cet attirail n'est-il pas affreux, ne l'est-il pas ? Qu'il faille tant de peine pour élever un homme, et qu'on mette tant de choses en œuvre pour le détruire ; cela fait crier vengeance. Barbares, faites la paix ; mais les barbares ne m'écoutent point, hélas ! Ce ne sera pas l'esprit d'humanité qui nous la fera faire, cette paix, à tous tant que nous sommes, Impériaux, Russes, Français, ce sera le manque d'argent, on s'égorgera jusqu'à l'extinction de ce vil métal. »

A Potsdam ! à Potsdam ! S'il savait le latin, que l'entêtement de son père l'a empêché d'apprendre, Frédéric répéterait : *Hoc erat in votis :*

« Eh ! mon ami, si je puis sortir un jour de tout cet épouvan-

table tracas, voici comme j'aimerais passer le reste des jours que le sort me destine : je me réserverais une province dont les revenus monteraient à 100 000 écus par an, je me choisirais quelques amis honnêtes, éclairés, complaisans, mais sans adulation; j'éloignerais de toutes mes forces les ambitieux et les intrigans, je ne voudrais point être trop près d'une ville, parce qu'il y aurait toujours de la royauté et des respects; je ferais cette loi inviolable que chacun fût libre, que l'on parlât, que l'on agît avec moi en ami, et sûrement j'en serais un tendre, coulant et fidèle. Tout étranger, homme sociable, de mœurs, d'esprit et connu d'ailleurs, serait reçu chez moi à bras ouverts, mais j'éloignerais avec grand soin tous ceux qu'y attirerait la simple et sotte curiosité. Mon dîner serait très simple, — 12000 écus par an me suffiraient pour ma table, j'employerais 20000 à des fantaisies, et je destinerais le reste à mes compagnons, je leur laisserais quelque chose après ma mort, pour qu'ils se souvinssent quelquefois de moi : c'est ainsi, mon ami, que je sèmerais de quelques fleurs le peu de chemin qu'il me reste à faire. »

Cette âme, qui n'a pourtant rien de bucolique, songe sérieusement, ou du moins complaisamment, à la retraite. Frédéric a formé « un plan qui lui est cher, » celui de se retirer. « Oui, mon ami, de me retirer, non pour aller en catholique vivre dans Rome moderne, non pour aller me faire abbé de Saint-Germain-des-Prés, mais pour mettre en sage un intervalle entre tous les tracas de la mort, » et la tristesse l'attendrit jusqu'à lui faire tenir un langage qui ne lui est pas accoutumé :

« J'aime trop mon peuple, — il invoque le nom de Dieu, — Dieu m'en est témoin, pour l'exposer à souffrir plus encore qu'il ne souffre dans ces momens-ci... Je ne reverrai plus un frère, tant d'amis que j'ai perdus, je ne verrai que des peuples désolés qui se sont sacrifiés pour moi. Et je ne me sacrifierais pas pour eux, je serais le dernier des ingrats. » Cette conversation finit là, « elle me parut bien singulière, ne peut s'empêcher de remarquer Henri de Catt, on fera peut-être ici les réflexions qui se présentèrent alors à mon esprit, c'est que parfois on parlait, — c'est-à-dire que le Roi parlait, — avec une espèce d'enthousiasme et qu'on agissait ensuite, — c'est-à-dire qu'il agissait, — avec un autre bien contraire au premier. » Terrible contradiction : après avoir déchaîné quatre grandes guerres, le

Roi se dit épouvanté des misères de la guerre : « Que de braves gens je perds, mon ami, et que je déteste ce métier auquel m'a condamné l'aveuglé hasard de ma naissance ! » Frédéric s'y résigne pourtant, et s'en acquitte en maître, parce que c'est son métier, et que, lorsqu'on est d'un métier, il faut le faire : « Tout prince qui est dans le cas de faire la guerre et qui n'en partage pas le péril ne mérite pas qu'on s'intéresse à son sort : c'est un opprobre ineffaçable dont il se couvre. »

Mais la gloire elle-même, à l'entendre, ne console pas le Roi de l'affreux spectacle auquel il assiste : « Ah ! du diable, la belle gloire ! Des villages brûlés, des villes en cendres, des millions d'hommes infortunés, autant de massacrés, des horreurs de toute part, finir enfin soi-même ; n'en parlons plus, les cheveux me dressent à la tête ! »

Il fait bien, — de temps en temps, — s'il n'a rien à y perdre, ce qu'il peut pour adoucir les rigueurs du fléau. A Troppau, il rassure les bourgeois qui craignent le pillage : « Ah ! mon cher, il faudrait être bien barbare pour vexer sans raison de pauvres diables qui n'entrent, au fond, pour rien, dans nos illustres démêlés. » Une autre fois : « Si parfois nous pillons et brûlons, c'est qu'on nous y force. »

Comme philosophe, Frédéric ne cesse pas d'exécrer la guerre, surtout quand elle est malheureuse pour ses armes ; de pester contre les maraudeurs, surtout quand ce sont ses sujets qui sont dépouillés ; de menacer et de maudire les espions, surtout quand ce sont ses mouvemens qu'ils observent. Les cosaques ont passé au château de Tamsel, en août 1758 : « Voyez, mon cher, dit-il à Catt, dans quel état ces canailles ont mis ces meubles des bons Wreech ; comme ils ont brisé ces meubles et tout ce qu'ils n'ont pu emporter ; ce qu'ils ont fait ici, ces barbares l'ont fait de même chez la plupart des paysans ; avez-vous vu cette morte devant le jardin, tout cela ne fait-il pas dresser les cheveux de la tête ? Est-ce là faire la guerre ? Les princes qui se servent de telles troupes ne devraient-ils pas rougir de honte ? Ils sont coupables et responsables devant Dieu de toutes les horreurs qu'ils commettent. »

Il y revient quelques jours après : « Je n'ai rien pu avoir aujourd'hui de mes barbares (les Russes) que beaucoup de leurs malades et de leur piètre bagage. N'avez-vous pas été édifié de la manière dont ils ont abîmé ce pauvre village ? Ces canailles,

ne pouvant emporter les lits de mes pauvres paysans, les ont défaits, ont répandu les plumes dans le chemin et dans les chambres, et ces plumes ont servi de litière à leurs chevaux : vous m'avouerez que ce sont des horreurs, mais, mon cher, s'il n'y en avait pas encore de plus épouvantables, on passerait sur celles qu'ils ont faites ici. Si Voltaire voyait tout ceci, comme il s'écrierait : « Ah! barbares, ah! brigands, inhumains que vous êtes, comment pouvez-vous espérer d'hériter le royaume des cieux? »

Et ils n'hériteront pas non plus le royaume des cieux, malgré leur prétention d'en enseigner le chemin, ces moines, ces prêtres, contre lesquels le roi de Prusse nourrit une véritable phobie, — la phobie de l'espionnage. — A Heinrichau, couvent de religieux de Cîteaux, le 22 avril 1758 : « Si vous donnez de mes nouvelles à mes ennemis, je vous ferai tous pendre sans miséricorde. » Ailleurs : « Je sais très décidément que vous avez la plupart un fort penchant à faire l'infâme métier d'espion, prenez garde à vous. » Et ailleurs : « Vous n'avez pas d'idée, mon cher, de cette canaille de prêtres, ce sont les plus grands coquins qui existent; j'ai eu pour cette prêtraille des bontés infinies, et elle n'a cessé d'être perfide; sans cesse, ils donnent des nouvelles à mes ennemis et me font un tort irréparable; aussi, si j'en attrape un, prélat, chanoine, prêtre, le supplice qu'il subira effrayera tout le reste de cette race encapuchonnée. » Les prêtres sont, pour Frédéric, « ces canailles de prêtres, » « ces bougres-là, » « ces drôles qui se jouent presque toujours de Dieu, des rois et des hommes. L'ennemi est prévenu de mes marches par ces f... prêtres. »

La délicatesse de ses nerfs en est irritée jusqu'à l'exaspération, blessée jusqu'à l'abattement : « Rien ne m'afflige plus que les trahisons, comme les traîtres et les gens faux, ils me font horreur *(sic)*; savez-vous ce que je fais, quand j'en découvre? Je lis Marc-Antonin. »

Je n'aime pas beaucoup cette fin : la littérature me la gâte; et, au surplus, d'une manière générale, le grand Frédéric met trop de littérature dans l'expression de ses beaux sentimens. Las de songer vainement à la retraite, quand il se démet de sa force jusqu'à songer au suicide : « Ma boîte de poison! ma boîte! » il prend soin de célébrer d'avance sa mort en hexamètres. Il se pleure, mais ne se tue pas. Tout de même, il

déplore la guerre en vers, mais il la prépare, la déclare et la conduit en prose. C'est en septembre 1739 qu'il adresse à Voltaire ces strophes indignées : il n'est encore que le prince royal :

Ciel ! d'où part cette voix de vaincus, de trépas?
O ciel ! quoi ! de l'enfer un monstre abominable
Traîne ces nations dans l'horreur des combats,
Et dans le sang humain plonge leur bras coupable !
Quoi ! l'aigle des Césars, vaincu des Musulmans,
Quitte d'un vol hâté ces rivages sanglans !
De morts et de mourans les plaines sont couvertes;
Le trépas, qui confond toutes les nations,
Dans ce climat fatal, de leurs communes pertes,
Assemble avidement les cruelles moissons !

Fatale Moldavie ! ô trop funestes rives !
Que de sang des humains répandu sur vos bords,
Rougissant de vos eaux les ondes fugitives,
Au loin porte l'effroi, le carnage et les morts !
Du trépas dévorant vos plaines empestées
D'un mal contagieux déjà sont infectées.
Par quel monstre inhumain, par quels affreux tyrans
Ces douces régions sont-elles désolées,
Et tant de légions de braves combattans
Sur l'autel de la mort sont-elles immolées ?

Tel que le mont Athos qui, du fond des enfers,
S'élevant jusqu'aux cieux, au-dessus des nuages,
Contemple avec mépris les aquilons altiers
A l'entour de ses pieds rassembler les orages :
Tel, en sa grandeur vaine, au-dessus des humains,
Un monarque indolent maîtrise les destins;
Du fardeau de l'Etat il charge son ministre,
D'un foudre destructeur il arme ses héros;
L'autre, au fond d'un sérail signant l'ordre sinistre,
De sang-froid de la guerre allume les flambeaux.

Monarques malheureux, ce sont vos mains fatales
Qui nourrissent les feux de ces embrasemens;
La Haine, l'Intérêt, déités infernales,
Précipitent vos pas dans ces égaremens.
Accablés sous le poids de nombreuses provinces,
Vous en voulez encor ravir à d'autres princes !
Payez de votre sang les frais de votre orgueil;
Laissez le fils tranquille, et le père à ses filles;
Qu'ainsi que les succès, les malheurs et le deuil
Ne touchent de l'État que vos seules familles.

Mais, devenu roi, il s'abstiendra de crier, pour si peu, vers le ciel. Le ciel!

« Eh! croyez-vous, monsieur, de bonne foi, qu'il se mêle des querelles, des débats, des carnages qu'ont faits et que font des polissons comme nous? Croyez-vous que, me promenant dans mon jardin de Sans-Souci, et foulant aux pieds une fourmilière, je pense seulement qu'il y ait précisément dans mon chemin de petits êtres qui s'agitent et se tracassent? Ne seraient-ils pas ridicules, ces animaux, de penser, — si, au reste, ils sont doués de la pensée, — que je sais qu'ils existent et que je dois tenir quelque compte de leur existence? Non, mon ami, défaites-vous de cet amour-propre qui vous abuse, en vous présentant le ciel sans cesse occupé à votre conservation, et mettez-vous bien dans la tête que la nature ne s'embarrasse pas des individus, mais de l'espèce : celle-ci ne doit pas périr. Que répondre à tout cela? Qu'un roi peut très bien ignorer qu'en marchant il foule à ses pieds une fourmilière qui se rencontre sur son chemin ; qu'occupé de grandes affaires qui demandent toute son attention, et que souvent il ne peut toutes surveiller, il ne pense point à des fourmis et s'il en existe dans ses jardins et dans ses parcs. »

Voilà le fond, la substance, qui est politique et action ; le reste seulement est littérature. Est-il défendu de penser qu'ici la littérature même est de la politique? Quand Frédéric, pour couvrir d'anathèmes Marie-Thérèse, parodie le passage célèbre d'*Athalie :*

Daigne, daigne, mon Dieu, sur *Kaunitz* et sur elle...

quand, au milieu de ses troupes et dans le fracas du canon, il prend chaque jour une heure pour jouer de la flûte, composer, lire, apprendre par cœur des morceaux, les réciter, rimailler, écrire des choses inutiles comme « l'oraison funèbre de Mathieu Rheinart, maître cordonnier, » ou des choses auxquelles il se pique de ne pas croire, comme « le sermon sur le Jugement dernier, » n'est-ce pas une façon de s'enfermer en lui-même et de réfléchir, loin des hommes et des événemens ou des accidens importuns, ne cherche-t-il point, par delà de puériles distractions, une sorte de solitude inspiratrice? Autrement, toute cette dépense de littérature hors de saison ne serait qu'un médiocre cabotinage, — le mot revient nécessairement. Mais,

pour un prince et en particulier pour un grand prince, ces eux ne sont pas sans péril ; car rien qui vient de lui n'est indifférent.

Lorsque paraissent ses poésies,— les fameuses « *Œuvres de poésie du roi mon maître,* » dont Voltaire s'est tant amusé pour venger sa mésaventure de Francfort, — le Roi est furieux et inquiet au delà de toute expression. « Jamais je ne vis tant d'inquiétudes, » écrit le placide Catt. Frédéric écume et se lamente : tourment de politique plus encore que de rimeur : « Moi qui n'ai fait mes poésies que pour me délasser, que pour m'égayer seul aux dépens de ceux qui me faisaient du mal, et qu'il faut *(sic)* qu'elles deviennent publiques dans le moment le plus critique de mon existence ! Si j'avais pu soupçonner cette publicité, j'aurais brûlé mon livre et tous mes cahiers : ce que dit un Roi en bien ou en mal ne s'efface jamais. » Comme je n'avais point encore lu ce livre, explique Catt, je dis au Roi : « Mais, Sire, quel tort peut Lui faire (Lui, troisième personne de révérence, sous-entendu : à Votre Majesté) la publication de cet ouvrage ? — Quel tort ? et n'avez-vous pas vu, mon cher, mes tirades sur l'Angleterre, la Russie et autres : voilà ce qu'il y a de diabolique pour le moment présent, et voilà ce qu'il faut que je change au plus vite. »

Décidément, il est dangereux pour un Roi de se faire homme de lettres ; au moins doit-il bien prendre garde aux sujets sur lesquels il s'exerce. Quelques stances *paraphrasées de l'Ecclésiaste*, passe, et passe encore avec un dessein politique : « Sainte capucinade, dit Frédéric lui-même, que j'ai faite uniquement pour calmer les cris furieux des zélateurs insensés qui soulèvent tout le monde et le soulèvent aussi contre moi. » La *Relation de Phihihu, émissaire de l'empereur de Chine en Europe*, n'est qu'une plaisanterie. Sans doute, plusieurs la trouveront mauvaise, mais il n'importe : « Les dévots vont diablement criailler, j'en suis sûr, il n'en faut pas tant pour qu'ils clabaudent, oh ! pour cela, je m'en fiche. Le Saint-Père, vous le verrez, me donnera l'absolution, malgré de légers coups de patte que je lui donne, si je parviens à bien rosser ces chers amis. »

Pour ce grand porte-sceptre et ce grand porte-épée, la plume aussi est une arme : il croise épître contre épître : « Vous voyez, mon cher, que je ne reste pas en arrière, avec mes amis

et mes ennemis; en bon chrétien, je devrais tendre à ceux-ci la joue gauche lorsqu'ils me frappent la droite; mais, tout en admirant le pardon des injures, je ne me sens pas assez de force pour tolérer le mal qu'on me fait, et même celui que je soupçonne qu'on veut me faire. »

Qu'en retenir, sinon que ces divertissemens, ces vers, cette prose, cette musique, ce théâtre, c'est de la politique encore et toujours? Encore et toujours une apparence, un faux semblant, encore et toujours du machiavélisme, — un machiavélisme renforcé et redoublé où, toutes réserves faites et toutes proportions gardées, un libelliste collaborerait avec le Prince, l'Arétin, par exemple, avec César Borgia. — Que si ce rapprochement semble attenter au respect qui est dû à la majesté royale, on est prié de ne pas oublier les stances aux Français sur Louis XV et la Pompadour.

*
* *

Voulons-nous à présent achever le portrait, lui donner les derniers accens? A trois de ses familiers, voici comment Frédéric apparaît. Le marquis d'Argens, guidant les premiers pas d'Henri de Catt à la Cour, l'avertit en ces termes :

« Quand notre philosophe se fiche une idée de quelqu'un, bonne ou mauvaise, elle n'en sort pas aisément *(sic)*, ce qu'il décide est bien décidé et sans appel : croit-il qu'un homme a de l'esprit : oh! il en a contre vents et marée; si malheureusement il le croit un sot, il a beau avoir du talent, il restera sot à ses yeux jusqu'à la fin des siècles. Je m'intéresse vraiment à vous, voici les conseils de mon cœur que je vous voue, parlez peu, soyez, vis-à-vis de notre philosophe, sans gêne et affectation; cependant, entrez le moins possible dans les badineries, témoignez peu d'empressement pour les confidences qu'il pourrait vous faire et qu'il vous fera, et que ce peu d'empressement se montre surtout sur ce qu'il pourra vous dire sur sa famille; ne critiquez, pour Dieu, ni sa prose, ni ses vers, ne lui demandez rien, point d'argent, et ne voyez qu'autant que la politesse le permet ceux qu'il a décidés être sots, malins, intrigans et frondeurs. »

M. de Balbi avait commis une faute stratégique; il a été bien reçu :

« Il n'est pas possible, monsieur, de s'imaginer toutes les

horreurs que l'on m'a dites, et je ne sais où diable il peut prendre ses expressions plus infernales les unes que les autres. » M. de Catt s'ingénie à le consoler : « Ah ! monsieur, reprend le colonel, que vous connaissez encore peu le Père Prieur ! Il ne revient jamais de ses idées, surtout quand, en revenant, il s'agirait de montrer le défaut de la cuirasse ; lui revenir, lui revenir, qu'une chose a été manquée par sa faute (*sic*) ! Le canon avancerait plutôt que de reculer quand on le tire ; non, monsieur, vous ne le connaissez pas, et fasse le ciel que vous ne le connaissiez jamais par votre expérience : on rendra mille services à cet homme, a-t-on le malheur de manquer un instant, dans des choses surtout où il s'imagine qu'on donne atteinte à son amour-propre, voilà pour jamais les mille services au diable. Eh ! que d'exemples bien tristes je pourrais vous citer de ce que je vous dis, monsieur, mais il faut partir, j'en ai reçu l'ordre, et vraisemblablement pour ne reparaître jamais ; conservez-moi votre souvenir. »

Le capitaine de Marwitz, aide de camp du Roi, n'est pas plus rassurant : « Monsieur, pour le moindre tort que vous pourriez avoir avec lui, il vous éloignera après trente ans de services, et même sans aucun tort de votre part ; il sera assez dur pour vous éloigner, lorsqu'il sentira qu'il devrait récompenser toute la gêne dans laquelle vous aurez passé vos plus belles années : voilà l'homme, monsieur, tel qu'il est. »

Et j'ai retrouvé encore ces deux croquis (*Frédéric le Grand*).

« Le feu Roi disait de Frédéric : « Il a bien de l'esprit, mais s'il en avoit un brin de plus, il faudroit l'enfermer. Vous allez voir que, quand je serai mort, Berlin sera inondé de fols et d'esprits forts, de ces gens qui se promènent dans les rues, tels que ma mère et ma grand'mère les aimoient ; il séduira tout le monde et fera enrager ses voisins. » Il est certain que le Roi se perd souvent dans le sublime. »

« Bien des gens pensent que le feu Roi se trompoit et que Frédéric n'a pas l'esprit aussi brillant qu'on l'a cru. C'est ce que nous ne déciderons pas. Bien est-il vrai toujours qu'il en a dix fois plus que le commun des Rois et vingt fois plus qu'il n'en faut pour régner. Sa partie brillante est le militaire, dont il est capable de tirer tout le parti possible. Expéditif, saisissant ce qu'on veut lui dire au premier mot, ne prenant ni ne voulant de conseil, ne souffrant jamais de répliques ni de remon-

trances, pas même de sa mère, de sa femme, de sa sœur, de ses frères, moins encore de ses ministres, *ce qui se prouve certainement par un esprit supérieur.* (Faute probable d'impression, pour : *ce qui ne prouve certainement pas un esprit supérieur.*) Ce qui le prouve moins encore, c'est d'être mauvais plaisant, de dire des duretés au lieu d'épigrammes, et de s'adresser toujours à des gens qui, par leur état, ne doivent pas lui répondre et qui, par leur génie, ne peuvent pas lui faire apercevoir les raisons pour lesquelles ils se taisent. Ce qui le prouve enfin, c'est qu'il n'a jamais rien compris aux finances et au commerce et qu'il n'a pas sçu tirer parti de l'argent qu'il adore.

« Il n'y a pas le même bien à dire de son caractère que de son esprit. Traitant les hommes en esclaves, ses sujets gémissent sous des chaînes terribles. Il ne pardonne aucune faute contre l'exactitude militaire, et si son intérêt est lézé, il ne châtie pas, il se venge. Ces défauts de l'homme sont compensés par les qualités du Roi. »

D'autre part (*Anecdotes précieuses sur Sa Majesté*) : « Ce qui est plus étonnant que toutes ces anecdotes particulières, c'est d'examiner les projets incroyables qui ont fermenté dans cette tête royale. Il n'est jamais entré dans une imagination humaine la vingtième partie des combinaisons étranges dont ce héros auroit régalé l'Europe si la fortune l'eût seulement flatté une minute du succès.

« ... Aussi Voltaire disait-il : Si, après cela, dans ce ridicule siècle, on pouvoit démontrer que, pour avoir voulu la paix et le vrai bien de sa nation, un jeune et bon roi a risqué d'être lapidé; si un autre prince, nommé le bien-aimé, a tout gâté chez lui ; si... si... si... ; si enfin c'est un roi philosophe qui a mis le feu aux quatre coins de l'Europe, et donné le ton à des principes et à une guerre plus immorale que celles des Attilas et des Gengiskhan, que restera-t-il donc à désirer après cela, en fait de maîtres, sinon de demander au ciel des Nérons et des Caligulas, pour rendre les mortels heureux? »

« Dieu l'avoit mis dans une position unique. Lui seul, en montant sur le trône, se trouvoit de tous les princes de la Chrétienté le mieux en passe de donner le ton à l'Europe. Il avoit de l'argent, de belles troupes, de l'esprit, le goût du travail, peu de préjugés, et le courage d'oser se singulariser en tout. Il n'eût dépendu que de lui d'être l'arbitre du monde chrétien. Il a mieux

aimé en être l'épouvantail. Quel dommage! La nature lui avoit tout prodigué, jusqu'à l'art de plaire et de subjuguer les cœurs. Qu'en a-t-il fait, hélas! que de les employer à dépouiller, à faire gémir son plus parfait ouvrage; et pour une puissance exagérée et momentanée se mettre en butte à la défiance, à la jalousie, et à la haine du reste de l'Europe, sans faire rien de solide pour sa maison? »

S'il faut racler enfin quelques éclaboussures de pinceau : « Votre héros et le mien, dit à M. de Catt « une personne très respectable, » notre héros qui brave le ciel et l'enfer, les temps et l'éternité, est sujet aux impressions que fait pendant le sommeil un sang plus ou moins agité. » — « Je lui ai toujours trouvé, déclare un autre témoin, non l'esprit décidément faux, mais du faux dans l'esprit. J'en avois cette idée avant qu'il montât sur le trône, et vingt ans de règne ne m'en ont pas désabusé. » — « Un ensemble rare de grands talens, de vices consommés et de *vertus* apparentes, des succès éclatans et des disgrâces imméritées, » dit un troisième. Le dernier prononce cette sentence définitive : « Il sut vouloir. »

Il resterait à dire un mot des opuscules attribués au roi de Prusse lui-même, et qui par conséquent pourraient figurer dans notre galerie, avec l'étiquette : *Portrait de l'auteur*. Malgré la déclaration solennelle de l'éditeur : « On trouvera la preuve que cet ouvrage est véritablement de Frédéric le Grand dans la *Home and Foreign Review*, n° III, » le texte des *Matinées royales* ou de *l'Art de régner*, publié pour la première fois à Londres en 1863 « d'après la copie faite à Sans-Souci l'an 1806, par M. le baron de Méneval, secrétaire du portefeuille de Napoléon, » n'a pour moi qu'un caractère d'authenticité très insuffisant. Mais, comme les *Dernières pensées du roi de Prusse, écrites de sa main*, et venues en d'autres mains dans des circonstances ainsi relatées : « Ce petit manuscrit a été vendu par un hussard à un étranger qui était à Potsdam, pendant le temps de la mort du Roi; cet étranger a lu ce manuscrit à ses amis, il l'a prêté, et il lui en a été pris copie », c'est un apocryphe de ce genre qui est, si je l'ose dire, plus vrai que de l'authentique, car il a fallu s'appliquer à la faire très vraisemblable pour lui donner de l'autorité. Il n'est donc pas téméraire de leur emprunter parci par-là de quoi remonter un peu notre couleur.

« Si nous nous souvenons que nous sommes chrétiens, dit

*l'Art de régner*, nous serons toujours dupe. Pour la guerre, c'est un métier où le plus petit scrupule gâterait tout. En effet, quel est l'honnête homme qui voudrait la faire, si l'on n'avait pas le droit de faire ces règles qui permettent le pillage, le feu et le carnage? — Nous devons à nos sujets la justice, comme ils nous doivent le respect. Je veux dire par là, mon cher neveu, qu'il faut rendre la justice aux hommes, et surtout aux sujets, lorsqu'elle ne renverse pas nos droits ou ne blesse pas notre autorité. — Comme on est convenu parmi tous les hommes que duper son semblable était une action lâche, on a été chercher un terme qui adoucit la chose, et c'est le mot *politique* qu'on a choisi. Infailliblement, ce mot n'a été employé qu'en faveur des souverains, parce que décemment on ne peut nous traiter de coquins et de fripons. Quoi qu'il en soit, voilà ce que je pense de la politique. J'entends, mon cher neveu, par le mot politique qu'il faut chercher à duper les autres, c'est le moyen d'avoir de l'avantage ou du moins d'être de pair avec tous les hommes; car soyez bien persuadé que tous les états du monde courent la même carrière et que c'est le but caché où tout le monde vise, grands et petits. — Or, ce principe posé, ne rougissez point de faire des alliances dans la vue d'en tirer tout seul tout l'avantage. Ne faites pas la faute grossière de ne pas les abandonner, quand vous croirez qu'il y va de votre intérêt, et surtout soutenez vivement cette maxime que dépouiller ses voisins, c'est leur ôter le moyen de nous nuire. — Croyez que l'homme est toujours livré à ses passions, que l'amour-propre fait toute sa gloire, et que toutes ses vertus ne sont appuyées que sur son intérêt et sur son ambition. Voulez-vous passer pour un héros? Approchez hardiment du crime. Voulez-vous passer pour un sage? Contrefaites-vous avec art. »

C'est assez pour donner le ton de ce recueil d'aphorismes, de ce « catéchisme, » comme eût dit Voltaire; et c'est, au déclin de Frédéric, c'est ou ce serait, s'il était réellement de lui, un bon manuel de machiavélisme, qui fait pendant, mais contraste, à *l'Anti-Machiavel*. La vie aurait ainsi dicté à ce prince son livre du *Prince*, et il l'aurait écrit après coup, d'après ses actes, sujet et auteur, César et Machiavel tout ensemble. Les *Dernières pensées du roi de Prusse* n'y ajoutent que peu de chose : elles sont pâles et ternes, à côté de cette prose âcre et froidement violente. Mais elles n'en sont pas discordantes : « Quand les

souffrances m'en laissent la liberté, je fais le bien que je crois juste et nécessaire, et je ne me permets de mal que celui qui est utile au gouvernement. — Les femmes ont toujours été sans pouvoir sur moi... Je ne puis souffrir un être foible qui domine. — J'aimois la conversation du vieux prince d'Anhalt-Dessau, son esprit rude et presque féroce me plaisoit, c'étoit un vrai Vandale : on retrouvoit chez lui le caractère que leur donne Tacite. — Aujourd'hui, craindre le Pape, l'Église et le clergé, c'est avoir peur des mouches à la fin de l'automne... Les rois bigots... sont les vrais fléaux de Dieu. — Si l'acquisition de la Pologne, qui ne coûta point de sang, n'étoit pas fondée sur une justice rigoureuse, elle l'étoit sur la raison, qui demande que des peuples voisins ne soient pas entravés par des limites indécises et enclavées les unes dans les autres : la morale a des ressources pour tous les hommes, elle ne sauroit en manquer pour les rois, et les convenances territoriales peuvent entrer dans ses principes, comme contribuant au plus grand bonheur dee peuples. » Là encore, il n'est rien que Machiavel n'eût dit, ni qu'il eût dit autrement qu'on le fait dire à l'Anti-Machiavel, dans le testament où il est censé résumer et enfermer toute son expérience.

*
* *

De la superposition de ces ébauches un peu confuses, aux hachures entre-croisées, quelles sont les lignes qui se détachent, quelle est l'image qui surgit ? Au fait, nous n'avons pas besoin du petit Frédéric de l'anecdote, puisque nous avons le grand Frédéric de l'histoire. Celui-ci, nul ne l'a mieux saisi que Macaulay, mieux fixé sur la toile pour l'immortalité de la gloire et du blâme :

« ... Ce fut du roi de Prusse que la jeune reine de Hongrie reçut les plus fortes assurances d'amitié et d'appui. Cependant le roi de Prusse, l'Anti-Machiavel, était déjà pleinement résolu à commettre le grand crime de violer la foi jurée, de dépouiller l'allié qu'il était tenu de défendre, et de plonger toute l'Europe dans une guerre longue, sanglante et désolante ; et tout cela, uniquement pour étendre ses domaines et voir son nom dans les gazettes. Il se décida à rassembler promptement et secrètement une grande armée, à envahir la Silésie avant que

Marie-Thérèse connût son dessein et à ajouter cette riche province à son royaume.

Pour voir son nom dans les gazettes, il le confesse : « L'ambition, l'intérêt, le désir de faire parler de moi l'emportèrent, et je décidai la guerre. » Il la décida, de sa volonté délibérée, évoquant tout à coup d'anciennes prétentions, séculairement périmées, de la maison de Brandebourg sur la Silésie, « en violation de la foi jurée » tout récemment, en dépit de l'engagement pris par lui-même de garantir l'intégrité des États autrichiens. Mais une foi, un engagement, une garantie?

« Il disait que toutes les garanties diplomatiques n'étaient que des réseaux de filigrane jolis à regarder, mais trop fragiles pour résister à la plus légère pression... »

Et il appuyait fortement de tous ses doigts. Le filigrane des traités craquait : son poing passait au travers, lourd et rapide.

« Une fois la guerre résolue, il agit avec habileté et avec vigueur. Il lui était absolument impossible de cacher ses préparatifs : sur tout le territoire prussien, on voyait circuler des régimens, des armes et des bagages. L'envoyé d'Autriche à Berlin instruisit sa cour de ces faits, et exprima ses inquiétudes sur les desseins de Frédéric; mais les ministres de Marie-Thérèse se refusaient à croire à un si noir attentat de la part d'un jeune prince qui s'était fait surtout connaître par ses grandes protestations de loyauté et de philanthropie : « Nous ne voulons pas, écrivaient-ils, nous ne pouvons pas le croire. »

Pas de déclaration de guerre ; pas de demande de réparation; Frédéric II prodigue encore les complimens, les assurances de bon vouloir, il fait encore ses révérences que déjà ses troupes sont entrées en Silésie. De nouveau, « dans l'automne de 1744, sans avertissement, sans prétexte décent, il recommença les hostilités, traversa l'Électorat de Saxe sans prendre la peine d'en demander la permission à l'Électeur, envahit la Bohême, prit Prague, et alla même jusqu'à Vienne. » — « L'année suivante (1745), après Hohenfriedberg et Sorr, comme il n'avait plus à craindre que Marie-Thérèse pût faire la loi en Europe, il commença à former le projet de manquer pour la quatrième fois à sa parole. » De plus en plus « le public s'habituait à regarder le roi de Prusse comme un politique dénué à la fois de moralité et de décence, insatiable dans sa rapacité, éhonté dans sa perfidie ;... comme un contrebandier malfaisant et sans

principes, qui ne méritait la tendresse de personne ; comme un « pirate universel » qui, « à force d'enflammer les passions de deux grandes Puissances et de les abandonner l'une et l'autre en prétendant les servir, avait réussi à s'élever au-dessus du rang où il était né. » — « Le public ne se trompait pas beaucoup. » — « Ce prince, pour lequel la France avait tant souffert, était-il un allié reconnaissant, ou même un allié honnête ? N'avait-il pas été aussi perfide envers la cour de Versailles qu'envers la cour de Vienne ? N'avait-il pas joué, sur un grand théâtre, le rôle que joue, dans la vie privée, le vil agent de chicane qui pousse ses voisins à se quereller, les entraîne dans des procès ruineux et interminables, et les trahit tous à la ronde, certain que la ruine des uns ou la ruine des autres ne manquera pas de l'enrichir ? N'est-il pas notoire qu'il ordonna plusieurs fois secrètement à ses officiers de piller et de démolir les maisons de certaines personnes auxquelles il en voulait, tout en leur recommandant de prendre leurs mesures de façon que son nom ne pût pas être compromis ? Pendant la guerre de Sept Ans, il agit de la sorte envers le comte Brühl. »

Il ne néglige aucun moyen. « Aussitôt Dresde occupé, Frédéric voulait commencer par s'emparer des papiers d'État de la Saxe ; car il savait bien que ces papiers prouveraient d'une façon péremptoire que, quoiqu'il fût en apparence l'agresseur, il agissait réellement dans l'intérêt de sa propre défense. La reine de Pologne, qui connaissait aussi bien que Frédéric l'importance de ces documens, les avait emballés, les tenait cachés dans sa chambre à coucher et allait les envoyer à Varsovie, quand un officier prussien se présenta devant elle. Dans l'espérance qu'un soldat n'oserait pas outrager une femme, une reine, la fille d'un empereur, la belle-mère d'un dauphin, elle se plaça devant le coffre et finit par s'asseoir dessus. Mais toute résistance fut inutile. Les papiers furent portés à Frédéric, et il y trouva, selon son attente, la preuve évidente des desseins de la coalition. Il fit aussitôt publier les documens les plus importans, et l'effet de la publication fut grand. Tout le monde vit que, quels que fussent les péchés dont le roi de Prusse ait pu se rendre autretrefois coupable, il était maintenant l'offensé, et qu'il avait seulement prévenu un coup destiné à l'anéantir. »

Tout de suite il exploite le pays conquis, y lève des soldats et des impôts : « Moitié par force, moitié par persuasion, dix-

sept mille hommes qui avaient occupé le camp de Pirna furent entraînés à s'enrôler sous les drapeaux du vainqueur. »

C'est « le plus vigilant, le plus soupçonneux, le plus sévère des politiques. » Il a du jugement, de la résolution, du bonheur, de la fermeté, de la fidélité envers lui-même. Ainsi qu'il sait vouloir, il sait attendre. De temps en temps, et de jour en jour davantage à mesure qu'il vieillit, il traversa bien des heures de découragement ; alors, on peut le dire, et Macaulay le dit énergiquement, il montre à l'adversité une face assez déplaisante.

Après Closter-Seven, « ses malheurs l'avaient atteint jusqu'au vif. Le railleur, le tyran, le plus rigoureux, le plus impérieux, le plus cynique des hommes était très malheureux. Son visage était si hagard et son corps si maigre que, lorsque, à son retour de Bohême, il traversa Leipsick, le peuple le reconnut à peine. » Il songe à s'empoisonner, mais il chante sa mort dans une épître. « Au milieu de toutes les calamités du grand roi, sa passion pour composer des vers médiocres ne faisait que se développer... Il n'est pas, à notre connaissance, d'exemple aussi frappant et aussi grotesque de la force et de la faiblesse de la nature humaine, que le caractère de ce bas bleu hautain, vigilant, résolu, sagace, moitié Mithridate, moitié Trissotin, qui résiste à tout un monde armé contre lui, avec une once de poison dans une poche et un cahier de mauvais vers dans l'autre. » Son cœur est tout ulcéré de haine... « Il est dur, dit-il dans une de ses lettres, d'avoir à souffrir ce que je souffre. Je commence à sentir que, comme le disent les Italiens, la vengeance est le plaisir des dieux. Ma philosophie est minée par la souffrance. Je ne suis pas un saint comme ceux dont nous lisons l'histoire dans les légendes, et j'avoue que je mourrais content, si je pouvais d'abord infliger à d'autres un peu de la misère que j'endure. »

Pour mourir content, — et vengé, — gagnons du temps, durons. « Les Russes, retenus par les neiges, ne bougeraient probablement que lorsque le printemps serait bien avancé. » — « Peut-être les Turcs se mettraient-ils en mouvement sur le Danube. » Dans ses épreuves, Frédéric II en appelle jusqu'au Sultan.

« J'ai médité un discours au Grand Seigneur pour l'engager à faire la guerre à mes ennemis. Réveillez-vous, sublime Hautesse, réveillez-vous : le grand Eugène, qui vous a porté des coups si désastreux, n'est plus... Vengez-vous des maux qu'il vous a

faits, le temps est favorable, vous n'avez qu'à paraître, vous serez sûr de la victoire. Généreux comme vous l'êtes, vous ne verrez pas avec indifférence un pauvre prince attaqué par toutes les puissances de l'Europe. Les Autrichiens font courir le bruit que j'aime la guerre. Sublime Hautesse, ne les croyez pas, cela est faux, on m'a forcé à la guerre, et, à brûler, je me défends comme je le puis; je succombe si vous ne venez pas à mon secours. Mais Sa Hautesse fait la sourde oreille; semblable au monde corrompu, elle fuit les malheureux. Combattons donc seuls et mourons, s'il le faut, pour la chère patrie et pour la gloire. »

Néanmoins il se donne des airs de victime : « Qu'on m'accuse, si l'on veut, au tribunal de la politique; je soutiens que, depuis la ligue de Cambrai, l'Europe n'a pas vu de complot aussi funeste que celui-ci, que même la ligue de Cambrai ne saurait ni ne se peut comparer au dangereux triumvirat qui s'élève à présent, qui s'attribue le droit de proscrire des rois, et dont toute l'ambition n'est pas encore développée. Accusera-t-on un voyageur d'imprudence, contre lequel trois voleurs de grand chemin, avec leurs troupes, se sont ligués, s'il est assassiné au coin d'un bois par lequel ses affaires l'obligeaient de passer? Tout le monde ne se mettra-t-il pas plutôt à la piste des voleurs pour les prendre et les consigner entre les mains de la justice, qui leur donnera leur vrai salaire?

« Pauvres humains que nous sommes! Le public ne juge point de notre conduite par nos motifs, mais par l'événement. Que nous reste-t-il donc à faire? Il faut être heureux (1). »

Lorsque, mesurant le développement d'un tel caractère et les conséquences d'une pareille conduite, Macaulay les stigmatise en une page superbe, c'est la justice même qui porte son arrêt : « Quand la question de la Silésie n'aurait été débattue qu'entre Frédéric et Marie-Thérèse, il serait impossible d'absoudre le Roi du reproche de grossière perfidie. Mais si l'on envisage le résultat que sa politique amena et ne pouvait manquer d'amener au sein de la grande communauté des nations civilisées, on est forcé de prononcer sur lui une condamnation encore plus sévère. Jusqu'au jour où il commença la guerre, il semblait possible et même probable que la paix du

(1) *Apologie de ma conduite politique*, p. 285-286. *Œuvres de Frédéric le Grand*, t. XII, juillet 1757.

monde fût conservée... Mais l'égoïste rapacité du roi de Prusse donna le signal à ses voisins. Son exemple apaisa leurs remords. Son succès diminua, à leurs yeux, la difficulté de démembrer la monarchie autrichienne; le monde entier prit les armes. C'est sur la tête de Frédéric que retombe tout le sang versé dans une guerre qui s'étendit pendant de longues années jusqu'aux extrémités du globe : le sang de la colonne de Fontenoy, le sang des montagnards qui furent massacrés à Culloden. Les maux engendrés par son crime se firent sentir dans des contrées où le nom de la Prusse était inconnu; et, pour qu'il pût dépouiller un voisin qu'il avait promis de défendre, les nègres se battirent sur la côte de Coromandel, et les hommes rouges se scalpèrent les uns les autres au bord des grands lacs de l'Amérique du Nord. »

*
* *

Or, voici, au total, ce qu'est *le Prince* suivant Machiavel : Il prend le monde tel qu'il est et les hommes pour ce qu'ils sont; il ne s'enquiert pas de ce qui devrait se faire, mais de ce qui se fait : parmi tant de rivaux qui ne sont pas bons, il a appris à pouvoir n'être pas bon. Il sait que, la misère de notre nature ne permettant à personne d'avoir toutes les qualités, l'homme d'État doit s'arranger pour n'avoir que des vices qui ne puissent lui faire perdre l'État. Il est lent à croire et à s'émouvoir, ne s'effraye pas d'un rien, n'a pas peur de son ombre, ne pousse pas la confiance jusqu'à être imprudent, ni la défiance jusqu'à se rendre intolérable. Dans le fond de son cœur, il s'est demandé s'il valait mieux être aimé que craint, ou mieux être craint qu'aimé, et il s'est répondu que, sans doute, il vaudrait mieux être l'un et l'autre, mais que, comme il est difficile d'être les deux ensemble, le plus sûr est donc d'être craint, s'il faut renoncer à l'un des deux, car les hommes n'aiment qu'à leur gré, mais ils craignent au gré du prince; et la sagesse commande de se fonder sur ce qui dépend de soi plutôt que sur ce qui dépend d'autrui.

Il ne méconnaît pas que ce soit pour le Prince un honneur que de garder la foi jurée, mais il n'en a vu que trop qui ne se sont pas fait un scrupule de la violer, et qui, par là, l'ont emporté sur ceux que leur parole enchaînait. Pour réussir, il

faut être simulateur et dissimulateur accompli, et ne s'attacher qu'à ce principe invariable : si les hommes étaient tous bons, une telle morale ne serait pas bonne; mais, comme ils sont mauvais et ne se gêneraient pas envers toi, toi non plus, tu n'as pas à te gêner envers eux. Assouplis ton âme, forme-la à ne point se départir du bien, si c'est possible, mais à se résoudre au mal, si tu t'y trouves obligé. Paraître avoir certaines vertus est d'une tout autre importance que de les avoir réellement, puisque de les avoir et de les pratiquer sans exception peut nuire, tandis que de paraître simplement les avoir ne peut être qu'avantageux. Le tout est de maintenir et d'augmenter l'État; pourvu que l'on y arrive, il n'est pas de moyens qui ne soient considérés comme honorables, car le vulgaire ne voit que la surface des choses, et le monde n'est peuplé que de vulgaire.

Placez maintenant sur ce portrait du *Prince* le portrait du grand Frédéric : ils coïncident exactement. Le visage de Machiavel et le masque de l'Anti-Machiavel se confondent : ils sont égaux entre eux et interchangeables. C'est tout ce que j'ai voulu établir. J'ajoute seulement : il est remarquable que ce soit en Allemagne qu'on ait vu, dans les temps modernes, la reprise la plus complète du machiavélisme, théorique avec le « Surhomme » de Nietzsche, — l'Homme fort, qui n'est qu'une transposition du Prince, — pratique avec Bismarck; qu'il y ait gagné la philosophie, et se soit, par l'influence des soi-disant « intellectuels, » étendu au peuple tout entier. La théorie et la pratique allemandes ont même exagéré le machiavélisme primitif. Dans le machiavélisme d'origine florentine et latine, il n'y avait rien d'inutile, il y avait le sens de la mesure, de l'équilibre : *ne quid nimis*. L'Allemagne s'est ruée par delà, à deux pieds, à quatre pieds, en cheval échappé, en bête lâchée. Le « machiavélisme, » chose scabreuse, même pratiqué par des artistes, ne saurait être qu'une vilaine chose, quand il est pratiqué par des barbares.

CHARLES BENOIST.

# L'ŒUVRE DE BISMARCK

## A PROPOS D'UN ANNIVERSAIRE

Bismarck naquit le 1er avril 1815. Il y a aujourd'hui cent ans. L'œuvre du géant s'effrite sous les doigts inhabiles des nains qui lui ont succédé. S'il avait assisté à ce spectacle, le désespoir qu'il a éprouvé d'une disgrâce inattendue, au moment où il se croyait installé au pouvoir plus fortement que jamais, aurait été centuplé. C'était déjà trop d'avoir dû livrer la chancellerie à Caprivi et d'avoir vu la diplomatie allemande confiée à un général étranger aux affaires; qu'eût-ce été s'il lui avait été donné de voir l'Unité allemande, si péniblement préparée et constituée par lui, s'effondrer irrémédiablement? Il aurait poussé un cri de douleur plus effrayant encore que le cri de rage jeté par lui en 1890, car il était foncièrement patriote.

Ce sentiment se fait jour, en cet instant même, dans la presse allemande, qui déplore qu'au cours de la guerre actuelle, dont les conséquences peuvent être si redoutables, une main adroite et ferme ne tienne pas le gouvernail de l'État. « En 1866 et en 1871, écrit le député von Zedlitz, dans la *Post*, l'Allemagne eut un pilote qui guida son vaisseau jusqu'au port d'une paix heureuse et victorieuse... Il nous manque un Bismarck. L'anniversaire de sa nassance rend plus douloureuse l'idée que cette guerre n'ait pas fait surgir un homme capable de bien diriger les affaires et d'aborder en maître les conditions de la paix. »

A l'heure où l'Empire allemand chancelle, en proie à une agonie qui peut se prolonger encore, mais qui n'en sera que

plus terrible, et cela par la folle imprudence de son chef, il me paraît important de résumer rapidement la carrière du grand homme d'État que l'Allemagne regrette si amèrement, et de tirer de ce résumé d'utiles leçons.

Otto-Édouard-Léopold de Bismarck naissait à Schönhausen le jour même où Napoléon, de retour de l'île d'Elbe, recevait une adresse pompeuse de l'Institut et les vœux de nombreux courtisans. Il était le quatrième enfant de Charles-Guillaume-Ferdinand de Bismarck chef d'escadron, marié à Louise-Wilhelmine Mencken, fille du professeur de philosophie connu et estimé à Leipzig. Les Bismarck prétendent être les descendans d'un chef de tribu slave qui résidait au Moyen Age sur les rives de l'Elbe. Certains historiens allemands affirment au contraire que le premier porteur de ce nom était un tailleur du XIVe siècle. Ce qui est sûr, c'est que cette famille comptait parmi les *Junker* ou hobereaux les plus réactionnaires de l'Allemagne et que son plus célèbre descendant, malgré tout son génie, en a gardé l'esprit amer et les rancunes étroites.

Rappelant la date de sa naissance, Bismarck aimait à redire que, deux mois et demi plus tard, le feld-maréchal Blücher, qui incarnait l'âme implacable de la Prusse, avait vengé la défaite de Fleurus sous Ligny, en contribuant avec les Anglais au désastre de Waterloo. Mais cela ne suffisait pas à son ressentiment contre les Français, car tout jeune encore et déjà imbu des doctrines des guerres d'indépendance, il avouait que, jetant ses regards sur la carte d'Europe, « il enrageait de ce que la France eût gardé Strasbourg... J'avais été à Heidelberg, disait-il; j'avais visité Spire et le Palatinat, et ces souvenirs attisaient en moi la haine de la France et me rendaient belliqueux. » On peut conclure, en passant, de cette observation, que, si la France avait conservé les ruines faites par les Prussiens en 1870, celles de Saint-Cloud, par exemple, et si elle les avait exploitées à la façon des Prussiens à Heidelberg, elle aurait maintenu plus chauds encore les sentimens de juste revanche que d'excellens patriotes entretenaient par la parole et par la plume.

C'est à l'institution du docteur Plamann, le réformateur des forces physiques de la nation prussienne par l'enseignement intensif de la gymnastique et des sports variés, que le jeune Bismarck conçut un vif sentiment de nationalisme allemand

auquel il sut joindre, de par l'exemple paternel, un dévouement absolu à la monarchie prussienne. Dès l'âge de dix-sept ans, il avait la conviction que l'avenir conduirait nécessairement à l'unité allemande et il en fit le pari, avec un de ses jeunes amis américains, fixant audacieusement la date de cette unité à l'année 1852. Il osa plus encore, car il ajouta : « Et moi je serai l'un des créateurs de cette unité ! » Il lui fallut attendre dix-huit ans après 1852, mais que lui importait le délai, puisque tôt ou tard ses vœux et son action devaient se réaliser?

D'une nature exubérante et provocatrice, il eut de nombreux duels à l'Université de Gœttingue et se fit la réputation d'un bretteur, d'un buveur, d'un viveur sans pareil. Il débuta dans la carrière administrative par l'emploi d'assesseur judiciaire, puis fut transféré au tribunal municipal comme secrétaire, et de là passa en la même qualité au gouvernement d'Aix-la-Chapelle. Après un stage aux volontaires des Carabiniers de la Garde en 1838, il quitta l'armée et l'administration pour mener la vie de gentilhomme campagnard en exploitant le domaine de Kniephof. Là, il pouvait donner libre cours à la fougue de son tempérament, prendre part aux rudes travaux champêtres et entreprendre à cheval des courses qui épouvantaient les témoins de ses folies. Il eut un instant l'idée d'aller aux Indes, y renonça et, en juillet 1847, épousa Jeanne de Puttkamer que ses équipées aventureuses n'avaient point effrayée. Il en eut trois enfans : deux fils, Herbert et Guillaume, et une fille, Marie, comtesse de Rantzau, qui aujourd'hui survit seule à son père.

Député à la première Diète réunie, il se montra le ferme défenseur de l'autorité du monarque, aimant à croire qu'elle serait toujours tempérée par l'honnêteté, l'impartialité, le sentiment du devoir. Il n'était pas opposé à quelques libertés accordées au Parlement et à la presse, mais il entendait faire avant tout respecter les intérêts supérieurs de l'État. Son libéralisme ne tint pas longtemps devant l'opposition qui voulait dominer à la Diète et il se laissa aller à des accès de loyalisme bruyans qui provoquèrent des tempêtes. Assailli à la tribune par des interruptions violentes, il les bravait en lisant un journal. En 1848, il se montra sans hésitation l'adversaire des mouvemens révolutionnaires et manifesta à nouveau ses sentimens royalistes. A la deuxième Diète réunie, il parla pour défendre une politique d'ordre et de légalité qui seule pouvait,

suivant lui, conduire à une patrie allemande unifiée. Il n'avait pas vu sans douleur le roi Frédéric-Guillaume IV se promener, le 21 mars 1848, dans les rues de Berlin avec la cocarde tricolore de la *Burschenschaft* et se mettre à la tête des insurgés. Aussi, lorsque, plus tard, le monarque le fit appeler à Sans-Souci, Bismarck ne lui cacha pas ses regrets; il s'exprima même avec une telle vivacité que la Reine l'en blâma. « Ce n'est pas avec des reproches, ajouta le Roi, que vous pouvez rétablir un trône effondré... J'ai besoin d'appui et non de critiques! »

Alors Bismarck, radouci, conseilla à Frédéric-Guillaume de rétablir vigoureusement l'ordre menacé et d'agir sans avoir la moindre crainte des novateurs et des émeutiers. Le 3 avril 1849, cédant à ses avis, le Roi refusa la couronne impériale que lui offrait le Parlement de Francfort, car il y voyait une offre plus révolutionnaire que dynastique.

Envoyé à la Diète de Francfort, Bismarck, qui n'avait voulu transiger en rien avec les républicains ou démocrates, défendit énergiquement la prépondérance et les droits de la Prusse. Ses interventions fréquentes attirèrent l'attention du pays sur lui. Il semblait déjà mûr pour le pouvoir et il osa dire au Roi : « J'ai le courage d'obéir, si Votre Majesté a le courage de commander. » On lui avait adjoint le général de Rochow comme un maître et un mentor. Il s'en débarrassa bientôt et montra qu'il n'avait besoin de personne pour prendre les plus audacieuses initiatives et s'imposer à tous. Il savait déjà se faire craindre et la devise, qu'on a attribuée si souvent à d'autres, était bien la sienne : « *Oderint, dum metuant!* »

Devenu le conseiller intime du Roi, à la grande jalousie de Manteuffel, il regrette l'inertie de la Prusse pendant la guerre de Crimée et laisse entendre que si Frédéric-Guillaume était intervenu, il serait devenu le maître de la situation. Mais son maître est moins audacieux et ne se soucie pas de risquer « des aventures à la Napoléon. » Le jeune conseiller est encore dans toute l'ardeur de l'âge et « vomit de la bile » en constatant la situation amoindrie de la Prusse. Il ne peut admettre qu'elle soit le porte-queue de l'Autriche et il rougit d'être forcé de devoir à l'Empereur des Français l'entrée du ministre prussien au Congrès de Paris. Il aspire à du nouveau et à du hardi.

Il raille les vieilles perruques et les procédés vieillots de l'Administration. La politique de sentiment lui paraît ridicule.

Il veut être marteau et non pas enclume. Manteuffel lui offre, pour s'en débarrasser, le portefeuille des Finances. Bismarck tient à rester à la Diète où il achève de connaître les hommes, et n'accepte de temps à autre que des missions extérieures pour parfaire sa science diplomatique. Il commence à sonder Napoléon III et il se rend compte que chez celui-ci le cœur est plus élevé que l'intelligence.

Lors de la maladie de Frédéric-Guillaume IV, le prince royal, qui allait devenir le roi Guillaume Ier, l'envoie à l'ambassade de Saint-Pétersbourg. Bismarck s'y installe en observateur vigilant et découvre que l'empereur Nicolas a des préférences marquées pour l'Autriche et que la Cour est hostile aux Prussiens. Il s'aperçoit aussi que cet empereur n'a pas autant d'autorité qu'on le croyait sur ses sujets, et cela par le fait suivant. Il fut informé un jour que Nicolas avait demandé deux sous-officiers de la garde prussienne pour lui faire sur le dos des massages prescrits par son médecin. Et comme Bismarck s'en étonnait, le Tsar lui dit : « Je viens toujours à bout de mes Russes quand je les regarde en face, mais je ne voudrais pas leur permettre de s'approcher de mon dos *qui n'a pas d'yeux pour les voir!...* » L'ambassadeur prussien fit observer que, debout ou couché, son Roi confierait volontiers sa sécurité personnelle au premier venu de ses sujets.

Il montra d'ailleurs bientôt qu'il était homme à renforcer encore l'autorité royale en acceptant le pouvoir et en luttant énergiquement contre les exigences parlementaires. Avec lui, la royauté devait l'emporter sur le Landtag. Il croit que chaque Prussien, loyal comme lui, est « prêt à combattre par le fer et par le feu son voisin allemand et à le tuer, même s'il en reçoit l'ordre de sa dynastie. » On retrouve dans cette affirmation les paroles de Guillaume II aux recrues allemandes. Elles vont même plus loin, puisque le souverain envisageait sans frémir la possibilité de faire fusiller par ces jeunes gens leurs pères et leurs mères eux-mêmes, si des émeutes ou des révoltes les comprenaient au nombre des ennemis de la monarchie.

Le 23 septembre 1862, Bismarck, nommé ministre d'État et président intérimaire du Conseil, applique aussitôt délibérément une politique qu'il a fait connaître en ces termes à la Commission du Budget : « Ce n'est point par des discours parlementaires et par le vote des majorités que se résoudront les

grandes questions en suspens; c'est *par le fer et par le sang.* » Il avait dit, en 1849, à la tribune de la Chambre, dans le débat sur l'amnistie : « *Ferro et igne.* » Maintenant, il accentue son dire : « *Ferro et sanguine.* » N'est-ce pas aujourd'hui même la devise effrayante de l'Allemagne?... On s'en émeut autour de lui. On le dénonce au Roi comme un bourreau. Bismarck va droit au souverain, qui lui dit : « Vous savez comment tout cela finira?... On vous coupera la tête à vous et un peu plus tard à moi. — Sire, il faut mourir tôt ou tard. Peut-on mourir d'une manière plus digne? » Et, emporté par une émotion et une conviction sincères, il fit valoir avec tant d'éloquence les droits supérieurs de la royauté que le Roi revint de son trouble et le maintint au pouvoir. Dès lors, Bismarck fut sûr de vaincre l'opposition. « Vous attendez des concessions de la Couronne? dit-il aux députés. Nous les attendons de votre part! » La Chambre rejette le budget. Soit. Mais l'État existe toujours, et la nécessité sera son seul guide. Bismarck mit alors dans ses déclarations une telle hauteur, un tel mépris des formes parlementaires, que le comte de Schwerin l'accusa d'avoir dit que sa politique reposait sur la maxime : « La force prime le droit. » Bismarck se défendit toujours d'avoir cité ce proverbe, car c'est un proverbe allemand ainsi conçu : « *Gewalt geht vor* (ou *uber*) *Recht.* » Le comte de Schwerin avait employé le mot *Macht*, moins énergique; en effet, ce mot veut dire « autorité, pouvoir » et par analogie « force, » et le mot *Gewalt* est bien plus expressif. Quoi qu'il en soit, l'expression de Schwerin peint nettement la politique violente, autoritaire, absolue de Bismarck, et, si le proverbe est resté comme un aphorisme sorti de sa bouche, nul ne s'en est étonné. Sa personne elle-même incarnait cette prédominance de la force. Sa stature colossale, sa tête de dogue, ses yeux perçans, ses membres puissans, son opiniâtreté et sa résistance, sa décision et sa volonté dominatrices, son ironie pesante et cruelle, tout dénotait en lui la force physique, la force brutale, la force implacable et du corps et de l'esprit. Si exagérée, si immense qu'elle soit, la statue qu'on lui a élevée à Hambourg est cependant celle qui donne l'impression symbolique la plus fidèle de ce que devait être, de ce qu'était ce « surhomme. »

Bismarck est Prussien dans toute la rigueur et toute la réalité de la race. On lui reproche ses termes durs et violens.

« Je suis fier, dit-il, de parler une langue prussienne et vous l'entendrez souvent encore dans ma bouche !... » On menace de le renverser; il sourit : « Que peut la majorité contre moi? Sur combien de points est-elle d'accord avec elle-même? Et comment pourrait-elle constituer un ministère qui ait la confiance absolue du Roi?... » Il se sent d'ailleurs appuyé par la Chambre des Seigneurs, et il clôt d'office la session parlementaire pour avoir trois mois de répit. Conscient de sa mission, il prépare les moyens d'écarter l'Autriche de Allemagne et de lui enlever toute autorité sur les États allemands, destinés à devenir les vassaux de la Prusse.

Lors de l'insurrection de la Pologne, en 1863, il affirme que le but des insurgés est de restaurer l'ancien royaume, et il jure qu'il saura défendre à tout prix contre eux les intérêts de l'État prussien et la sécurité publique. Il tiendra toute sa vie ce serment énergique et cette conduite impitoyable. Le président le rappelle aux convenances, parce que son discours a dépassé les bornes, et Bismarck répond, avec insolence, qu'il parle en vertu, non pas du règlement, mais de l'autorité conférée par le Roi. Son coup de maître sera la convention Alvensleben, signée avec la Russie, le 8 février 1863, qui lui donnera, non seulement contre la Pologne, mais contre la France, un appui utile. C'était porter une première atteinte à l'entente franco-russe et défier l'Angleterre, qui ne pouvait opposer à un tel acte qu'un blâme impuissant. On doit reconnaître ici que la convention Alvensleben a été le prélude habile des succès de 1864, de 1866 et de 1870. « L'œil, comme Bismarck l'a dit au député de Hœnig, doit savoir diriger le poing. »

Tout en maintenant une politique autoritaire, il prétend parfois ménager les formes et, à ceux qui voudraient le pousser à abuser de sa force, il fait remarquer qu'il ne peut pourtant pas dire à ses agens diplomatiques, lorsqu'ils négocient à l'étranger : « Je suis l'homme qui a deux cent mille soldats derrière lui... Ce n'est pas ainsi, ajoute-t-il, que se font les affaires. » Il a cependant agi de cette façon plus d'une fois, et ses successeurs ont abusé, à leur tour, de la manière forte.

En cette même année 1863, le dernier roi de la lignée danoise, Frédéric VII, vient à mourir et alors se rouvre l'affaire délicate du Slesvig-Holstein. Bismarck déclare aussitôt qu'il voit dans le roi Christian IX, et non dans le prince d'Augusten-

bourg, l'héritier du droit de ses prédécesseurs et que la Prusse saura défendre les intérêts allemands dans les duchés. Il repousse les critiques de la Diète de Francfort qui blâme l'incorporation du Slesvig au Danemark, où elle aperçoit la violation de l'autonomie provinciale des duchés. Il le fait avec tant d'énergie qu'on l'accuse d'avoir dit que le droit ne repose que sur les baïonnettes. « Quand il n'y a pas de tribunal compétent, réplique-t-il, c'est par les baïonnettes seules que le droit peut se faire valoir ! » On lui oppose des traités, notamment celui de Londres. « Si on voulait, dit-il, leur appliquer le critérium de la morale et de la justice, il faudrait les abolir à peu près tous. » Il ne déclare pas encore que ce sont « des chiffons de papier, » mais plus tard il écrira en propres termes, et ses successeurs s'en souviendront : « L'observation des traités entre les grands États *n'est que conditionnelle, dès que la lutte pour la vie la met à l'épreuve.* — Il n'est pas de grande nation qui consente jamais *à sacrifier son existence à la foi des traités*, si elle est mise en demeure de choisir. — Le proverbe *Ultra nemo posse obligatur* ne peut jamais perdre ses droits par la clause d'un traité. — Il est de même impossible de fixer par contrat la mesure de l'intervention et les forces exigibles pour l'exécution d'un traité, *dès que l'exécuteur ne trouve plus son intérêt dans le texte qu'il a signé, ni dans l'interprétation première de ce texte.* — L'instabilité des intérêts politiques et les dangers qu'ils portent en eux sont la doublure dont il est indispensable de munir les contrats écrits, *s'ils doivent durer.* » Je pourrais citer d'autres aphorismes audacieux du même genre qui montreraient quel peu de souci Bismarck avait, à l'occasion, de la valeur des traités; mais je crois que les citations qu'on vient de lire suffisent à prouver ce qu'il pensait d'une promesse ou d'une signature officielle. On invoquait un jour devant lui l'opinion publique. Il se mit à rire, puis il ajouta : « Vous devez savoir que mon respect pour l'opinion publique n'a jamais été bien grand ! »

On sait la suite : il voulut et il eut la libre disposition des duchés; il amena l'Autriche à se jeter avec la Prusse sur le Danemark, ce petit pays honnête et brave, dont le traité de Londres avait garanti l'intégrité, — prélude de ce qui devait se passer en 1914 au sujet de la Belgique. On viola le principe des nationalités, on viola le droit, la justice, les sermens, et on

arracha au Danemark, après une héroïque défense, une partie de son territoire. La convention de Gastein parut donner satisfaction aux deux ravisseurs, et l'Europe, lâche et faible, laissa faire.

Bismarck vient d'agir en joueur effronté. Il a compromis l'Autriche; il en a fait sa complice; il l'a dupée. C'est le premier acte : dans le second, il accuse l'Autriche de déloyauté et, après avoir habilement obtenu à Biarritz la neutralité de Napoléon III, il se jette sur cette même Autriche et décide le roi Guillaume à lui déclarer la guerre. Il joue gros jeu, car, de toutes parts, on s'attend à la défaite de la Prusse; mais il est mieux renseigné que personne sur les forces de l'Autriche et il sait qu'il aura, non seulement la neutralité de la France, mais celles de la Russie et de l'Angleterre et le concours de l'Italie. L'Europe lui apparaît sous la forme de ses diplomates « qui ressemblent, dit-il, à des savetiers bien lavés et bien peignés, » et pour lesquels il professe le plus profond mépris.

Ce n'est pas le sentiment qu'il inspire et, quoi qu'on puisse penser de la moralité de sa politique, il est permis d'admirer le calme et l'intrépidité qui ne l'abandonnent pas dans ces circonstances critiques. Il a contre lui la Cour, le prince royal, la princesse royale et la Reine, le parti féodal, les libéraux, une partie de la presse. On l'injurie, on le menace. Blind tire sur lui. Seul, le peuple, qui aime les violens et les audacieux, l'acclame et croit en lui. La veille des hostilités, il affecte de la gaieté; il plaisante, il lit des romans, il raconte de folles aventures : au fond de l'âme, il ne se méprend pas sur ce que sa situation a de sérieux et peut avoir bientôt de tragique. On sait qu'à Sadowa, la bataille fut très indécise au début, et que Bismarck, la main sur ses fontes, était prêt à en tirer un revolver pour se faire sauter la cervelle, car il n'entendait pas survivre à une défaite. Mais il triomphe, et alors il est exalté par tous. Unitaires, féodaux, libéraux, chacun l'acclamera et saluera son génie. Mais, pouvant tout, il se modérera, et c'est alors que se manifeste sa clairvoyance extrordinaire d'homme d'État.

Faut-il, comme le veulent les militaires, entrer à Vienne, écraser l'Autriche, fonder immédiatement l'empire allemand? Non, le moment n'est pas opportun. Bismarck craint encore l'intervention de la France. Hélas! Napoléon III ne décidera rien. 60 000 hommes envoyés sur le Rhin auraient suffi pour

arrêter Bismarck en plein succès. Randon les offrait, Drouyn de Lhuys les voulait, Metternich suppliait d'agir. On se contenta de demander à la Prusse un « pourboire » qu'elle refusa. Cependant Bismarck empêche l'état-major prussien d'abuser de sa victoire et obtient pour l'Autriche des concessions telles qu'elle pourra reprendre avec la Prusse, qui vient de la battre, des rapports presque cordiaux. Le ministre triomphe des désirs ardens de conquêtes émis par son maître et par l'état-major, et il prévoit que, grâce à sa propre sagesse, dans peu d'années l'unité allemande deviendra une réalité.

*
* *

Je n'ai pas à redire les origines de la guerre de 1870, ni à retracer les responsabilités de ses auteurs. Je les résumerai en quelques lignes.

Sadowa a consacré la toute-puissance de Bismarck. Non seulement la Prusse, mais l'Allemagne, mais l'Europe entière, le saluent comme un maître, et, pendant ce temps, la France prend la route qui mène à l'abîme. L'affaire du Luxembourg dénote notre impuissance; l'Exposition de 1867 ne révèle que des apparences séduisantes; l'entrevue de Salzbourg se passe en tentatives infructueuses, et alors surgit la candidature Hohenzollern, habilement préparée par Bismarck. Il l'avait ourdie au printemps même de 1868, et il fait semblant de l'ignorer en 1870; il rejette la responsabilité sur Prim et sur la famille Hohenzollern; il décline toute action directe de la Prusse, et quand l'affaire prend corps, se noue, devient périlleuse et mortelle, il profite de la faiblesse et de l'incapacité de ses adversaires pour les amener tête baissée dans le traquenard tendu par ses mains. Il falsifie la dépêche d'Ems et il fait croire à une Europe ignorante que la France a été la provocatrice de la guerre. Il publie le projet dicté par lui, mais écrit par Benedetti en 1866, au sujet de l'annexion de la Belgique par la France; il s'en sert pour irriter l'Angleterre contre nous et amener la formation de la Ligue des neutres; puis, nous surprenant sans alliances et profitant de fautes militaires impardonnables, ainsi que de la défection du commandant en chef de l'armée du Rhin, enfermé volontairement à Metz, il vient à bout de notre malheureux pays qui, malgré une défense héroïque, est réduit à céder deux provinces et cinq milliards et

à subir chez lui, à Versailles, dans le palais de Louis XIV, la proclamation de l'Empire allemand. La moindre intervention diplomatique eût pu réduire les exigences de Bismarck. Il le redoutait franchement et il l'a dit plus d'une fois. Mais l'Europe, indifférente et imprévoyante, nous a laissé succomber, et l'on voit par la guerre actuelle à quel point son inaction d'alors a été déplorable et néfaste.

Après la victoire remportée sur la France, après le traité de Francfort, la situation du ministre, devenu le prince de Bismarck, paraissait immense. Il était chancelier de l'Empire, président de la Confédération, donataire de Friedrichsruhe et du Sachsenwald, comblé de dignités, de fortune et d'honneurs. L'État lui faisait une pension annuelle de 105 000 marks ; ses domaines lui en rapportaient 300 000 et la banque Bleichrœder reconnaissait avoir un dépôt de lui évalué à 1 000 000 de marks. Il semblait qu'il n'eût plus rien à désirer.

Certes, il ne songeait pas à acquérir de nouvelles dignités et à accroître encore sa fortune ; mais il voulait garder le pouvoir à tout prix et assurer sa domination, non seulement sur l'Allemagne, mais sur l'Europe entière. Il fallait que tout s'inclinât devant sa puissance personnelle. Serviteur très respectueux en apparence de l'empereur Guillaume Ier, il entendait cependant que son maître suivît tous ses conseils et ratifiât toutes ses volontés. Décidé à regermaniser les Alsaciens-Lorrains et à en faire de loyaux sujets allemands, il combattit la neutralisation possible des deux provinces et en fit un pays d'Empire. Il croyait que les Alsaciens s'assimileraient plus facilement le nom d'Allemands que le nom de Prussiens. Suivant lui, ils avaient gardé une forte dose de particularisme « à la bonne façon allemande, » et c'est sur ce terrain qu'il fallait commencer à élever de nouveaux fondemens. « Plus les habitans de l'Alsace, disait-il, se sentiront Alsaciens, plus ils se déferont de l'esprit français. Dès qu'ils se sentiront complètement Alsaciens, ils sont trop logiques pour ne pas se sentir aussi Allemands. » Ses prévisions ont été bien trompées. Il s'en aperçut un peu tard et s'en irrita. Il attribua la persistance du sentiment français à l'obstination des femmes d'Alsace. Mais ce qu'il craignait surtout, et les événemens ont prouvé qu'il avait vu clair, c'était l'influence courageuse des prêtres catholiques, qui devaient combattre à

outrance la germanisation. Les Winterer, les Dupont des Loges, les Simonis, les Wetterlé et autres fidèles patriotes sont venus à bout des tentatives et des efforts passionnés du chancelier de fer et ont donné un démenti au défi de Sybel : « Comment supposer que des évêques et des prêtres auraient le courage de braver Bismarck ? »

Eh bien ! comme on le sait, la germanisation de l'Alsace-Lorraine a échoué, et, malgré les séductions, les menaces ou les violences, les deux provinces sont restées françaises jusque dans la moëlle de leurs os. Et c'est ici que les triomphes de Bismarck vont trouver leur fin. A tant de succès inouïs, des revers mérités succéderont. L'Église catholique, que le *Kulturkampf* devait écraser, résiste aux lois de Mai, et celui qui avait dit orgueilleusement le 14 mai 1872 : « Soyez tranquilles, messieurs, nous n'allons à Canossa ni de cœur ni d'esprit ! » celui-là consent à faire la paix en 1878 avec la Papauté.

Là encore, Bismarck a rencontré les limites de ce que peut la force. Il a fait la guerre au clergé catholique, et cherchant même ailleurs qu'en Allemagne des complices ou des dupes pour cette guerre, il a dit que la religion était le dernier rempart des pays latins et que, ce rempart démoli, ces pays ne pourraient plus résister aux entreprises de l'Allemagne. Il n'a pas réussi, mais, au lieu de se buter à une entreprise impossible, il a eu l'adresse de reconnaître sa faute, et il a fait preuve une dernière fois d'un grand esprit politique.

En persécutant les catholiques et en voulant amoindrir l'éducation religieuse donnée par eux, il a constaté qu'il ne faisait qu'augmenter les succès du parti socialiste et révolutionnaire. Et alors, il a eu le courage de dire : « Du moment que l'intérêt du pays exige que je me mette en contradiction avec moi-même, je n'hésite pas à reconnaître mon erreur et à revenir sur mes pas. » Pour arriver à un utile *modus vivendi*, il a saisi l'occasion du conflit de l'Allemagne et de l'Espagne au sujet des îles Carolines et il a pris le Pape pour arbitre, le saluant comme un souverain, et l'appelant « Sire » et « Majesté. » Les résultats ne se firent point attendre ; le 21 mai 1884, une loi abrogeait les dispositions les plus sévères des *Maigesetze* et rétablissait les relations officielles entre le Cabinet de Berlin et le Saint-Siège.

Pour arriver à cet heureux résultat, Bismarck avait dû

rompre avec les nationaux-libéraux qui avaient été les adeptes les plus ardens du *Kulturkampf*. Mais, même vis-à-vis de ses alliés, quand il s'agissait d'intérêts qui lui paraissaient supérieurs, il n'éprouvait aucun scrupule à retirer son appui ou sa parole. Il avait maintenant à s'assurer le concours des ultras et du Centre. Il y parvint en leur donnant la promesse formelle de cesser toute persécution religieuse et de soutenir une politique protectionniste. Quel était son programme pour maintenir et solidifier son œuvre? Renforcer l'union des États du Sud avec le Nord, empêcher le relèvement de la France, nouer une alliance avec la Russie, se réconcilier avec l'Autriche et arriver à en faire une amie et alliée. A sa grande surprise, la France, dont il avait cru écraser le crédit et diminuer les forces, se releva rapidement. Il en fut grandement irrité et se vengea sur l'ambassadeur d'Allemagne à Paris, le comte Henry d'Arnim, auquel il reprochait d'avoir favorisé les menées de la droite contre M. Thiers. L'arrivée au pouvoir du maréchal de Mac-Mahon l'exaspéra. Il accusa d'Arnim, pour le perdre, d'avoir soustrait des pièces diplomatiques à l'ambassade et le fit condamner sévèrement par les tribunaux.

Cette affaire d'Arnim révéla chez Bismarck une irritabilité et une jalousie maladives. Il en donna une preuve plus grave quand il menaça en 1875 la France d'une nouvelle guerre, au sujet de son relèvement et de ses armemens. Il nia plus tard effrontément ses desseins d'alors et voulut ridiculiser Gortchakof qui avait, en cette circonstance, soutenu notre pays. Il ne montra pas une moindre inconvenance envers la reine Victoria qui avait appuyé le tsar Alexandre. Il soutint que l'alerte de 1875 était une invention, destinée à venger notre amour-propre. Les attestations du général Le Flô, notre ambassadeur à Pétersbourg, l'article du *Times* en date du 8 mai, les affirmations de Gortchakof et de lord Derby ruinèrent toutes les dénégations du chancelier.

De cette fausse manœuvre, devaient se degager d'importantes leçons pour l'Europe; plus avisée qu'en 1870, elle en fit son profit, et peu à peu une coalition se forma dans l'ombre contre l'Allemagne de Bismarck.

Mais la diplomatie allemande, sans cesse sur le qui-vive, ne demeurait pas sous le coup d'un échec et redoublait d'activité. Crispi vint à Berlin en 1877 et essaya d'amener Bismarck à

soutenir les prétentions de l'Italie contre l'Autriche qui pourrait être amenée à céder Trente et Trieste aux Italiens, et à abandonner aux Allemands ses populations d'origine germanique. Quoique l'offre et les insinuations fussent tentantes, Bismarck se défia. Il fit l'homme satisfait. Pourquoi des conquêtes nouvelles? Prendre des provinces catholiques à l'Autriche, n'était-ce pas se créer de grosses difficultés? C'est ainsi que d'autres lui avaient parlé d'annexer la Hollande et le Danemark. A quoi bon? « Nous avons, dit-il, assez de populations non allemandes pour en désirer d'autres encore. Peut-être autoriserait-on l'Italie à prendre l'Albanie, si l'Autriche prenait la Bosnie? » Alors Crispi revint à la France. « Est-ce que l'Allemagne ne pouvait pas s'entendre avec elle? — Une alliance est impossible, répondit Bismarck, et le désarmement plus encore! — En ce cas, insinua Crispi, bornons-nous à un traité d'alliance pour le cas où la France nous attaquerait... — Soit, dit Bismarck, je vais prendre à ce sujet les ordres de S. M. l'Empereur. » Il parut conférer sérieusement avec son maître sur ces matières délicates, mais il se garda bien de prendre une décision qui lui liât les mains.

Il résulte de cette conversation que Crispi était, en 1877, hostile à l'Autriche comme à la France et que, pour arriver à ses vues, il offrait les dépouilles de l'Autriche et proposait de mettre les Français sous le joug des Allemands. Bismarck accueillait ces offres avec sa hauteur habituelle et, tout en facilitant une politique qui allait amener la formation de la Triple-Alliance, il se gardait encore de s'engager. Il avait dit en 1866, après Sadowa au moment des pourparlers de Nikolsbourg, quand il négociait la paix à lui tout seul : « Je me f... de l'Italie, » et à Busch, en 1877 : « Nous ne pouvons faire aucun fond sur elle! » Mais, tout en s'exprimant en un langage presque insultant, il la mettait quand même dans son jeu.

Après la guerre russo-turque qui amena le traité de San-Stefano et donna à la Russie des avantages considérables, Bismarck imposa sa médiation et faisant remarquer que cette Puissance avait avalé plus qu'elle ne pouvait digérer, il dit qu'il fallait la soulager par un Congrès. On sait que le Congrès de Berlin, obéissant à son impulsion, réduisit singulièrement les succès de la Russie, substitua à son contrôle celui de l'Europe et chercha à la déposséder de toute suprématie en Orient.

Bismarck arriva ainsi à mettre la Russie en échec dans les Balkans, à apaiser les rancunes de l'Autriche en secondant ses vues orientales, à flatter la France en la poussant politiquement vers la Tunisie. C'était là un succès, mais qui eut bientôt sa contre-partie. La presse russe, irritée contre une politique qui avait sauvé la Turquie, avantagé l'Autriche et réduit la plupart des avantages du traité de San-Stefano, attaqua Bismarck avec fureur. Il s'en moqua en disant bien haut : « Que m'importent les Slaves? Ils se repaissent d'apparences. Ils croient tout ce qu'il leur plaît de croire! » Mais l'empereur Alexandre était moins crédule qu'on ne le pensait à Berlin. Il se plaignit vivement à l'empereur Guillaume et laissa entendre qu'il se souviendrait. La neutralité russe, si utile à l'Allemagne en 1864, en 1866, en 1870, avait été un jeu de dupes.

Il ne faudrait pas croire que la politique de Bismarck ait été du goût de tout le monde en Allemagne. Le Kronprinz ne la comprenait pas et le disait ouvertement. Certains partis à la Cour intriguaient contre le chancelier. Celui-ci offrait alors sa démission, comptant bien qu'on ne l'accepterait pas et il se retirait à Varzin pour éviter un orage passager.

*
* *

Mais d'autres difficultés que celles qui venaient des intrigans de la haute société se dressaient sous les pas de Bismarck. Le parti socialiste, de 113000 voix, était arrivé à 437000 et sa progression semblait ne pas devoir s'arrêter. Toutefois, le chancelier n'était pas homme à trembler devant ce parti, et la majorité du Reichstag lui accorda les lois répressives qu'il désirait. Mais il ne se contentait pas d'avoir les armes indispensables à la répression des troubles et des émeutes, il essayait aussi de détourner la masse ouvrière de chefs compromettans et de dangereux agitateurs. Il proposait des réformes utiles, des institutions sages, des créations opportunes. Protéger le travailleur contre les accidens survenus au cours de sa profession, former des assurances contre la vieillesse et la maladie et faire bien comprendre que le gouvernement impérial accorderait ces avantages plus facilement qu'un régime démocratique, tel était son but. Quoiqu'il se laissât appeler « le père nourricier des socialistes, » il n'entendait nullement en favoriser les développemens. Cependant, à sa mort, les socialistes étaient arrivés à

obtenir 2 107 075 voix, presque le tiers des votans. Aussi Bismarck, devant un essor qui lui causait déjà de grandes inquiétudes, avait-il eu un moment l'idée de faire machine arrière et de réformer le système électoral du Reichstag, c'est-à-dire de supprimer le suffrage universel. Il considérait que ce système avait été la plus lourde faute de sa vie et il en parla à Guillaume Ier qui refusa de le suivre dans cette régression, car l'Empereur, qui n'avait pas oublié l'attentat de Nobiling, redoutait qu'un coup d'État ne déchaînât une révolution et ne compromît la monarchie.

En matière d'administration, Bismarck fit beaucoup pour son pays. Il assura le relèvement de la métallurgie par des tarifs protecteurs et la prospérité de l'industrie sucrière. Tout en se défendant de créer des colonies à tort et à travers, il appuya les grandes Compagnies de commerce et de navigation et augmenta les lignes postales maritimes. Il favorisa le développement des progrès économiques et obtint à cet égard des résultats considérables. Préoccupé en même temps des périls possibles d'une coalition anti-allemande, il détermina l'alliance de l'Allemagne et de l'Autriche qui, par l'adhésion ultérieure de l'Italie, devint la Triple-Alliance. Ce n'est pas qu'il la considérât comme une force intangible, car il reconnaissait lui-même que si l'Italie, — ce qui devait arriver, — menaçait un jour les possessions autrichiennes de l'Adriatique, l'Allemagne ne pourrait plus compter sur elle. Les meilleurs traités n'étaient-ils pas toujours à la merci du hasard?... Bismarck le savait mieux que personne. Mais c'était déjà quelque chose d'assurer le présent. On devait, tout en s'entourant d'alliances logiques, ménager des adversaires possibles tels que l'Angleterre, la Russie et même la France. Le traité secret de réassurance, signé en 1884 à Skierniewicz entre la Russie et l'Allemagne, était une preuve nouvelle de l'habileté du chancelier, qui voulait et savait se précautionner contre toutes les éventualités. Le même homme qui avait tant froissé la Russie au Congrès de Berlin, disait que l'Allemagne pouvait sauvegarder ses intérêts sans provoquer les susceptibilités russes et il invitait ses successeurs à pratiquer une politique de ménagemens à cet égard. « Il est infâme, insensé et impie, disait-il, de couper par dépit personnel le pont qui nous permet de nous rapprocher de la Russie ! » Il s'imaginait qu'ayant lui-même oublié ses griefs

contre elle, la Russie pourrait oublier également les siens, et il croyait qu'avec de l'habileté et des avances séduisantes, il la ramènerait à sa propre politique.

Mais si Bismarck avait cru jeter des doutes en France sur la valeur de l'alliance franco-russe, il s'était trompé. Il fallait un contrepoids nécessaire à l'hégémonie allemande, et la paix de l'Europe ne pouvait plus dépendre uniquement d'un empereur et d'un chancelier. L'alliance, à laquelle l'Italie avait adhéré en 1879, était d'apparence défensive et n'envisageait que la sécurité des co-signataires. Cependant, le chancelier la préconisait, tout en déclarant qu'une durée éternelle n'était assurée à aucune convention. Il ajoutait cette observation dont nous aurions bien dû faire notre profit personnel : « Elle ne nous dispense pas d'être toujours en vedette. » Et cela, l'Allemagne, inspirée, dirigée, excitée par Bismarck, l'avait parfaitement compris. Elle savait que, tôt ou tard, elle serait amenée à faire la guerre, car ses ambitions, qui n'étaient que cachées sous la cendre, se rallumeraient au premier souffle belliqueux et répandraient l'incendie dans toute l'Europe. Et c'est à quoi il fallait se préparer.

Tous ces desseins, tous ces soucis, un homme de soixante-sept ans les acceptait délibérément. Il semblait ne connaître et ne craindre aucune fatigue, car « *le damné devoir*, — *la maudite obligation du devoir*, — *le sacré devoir*, » lui donnaient les forces nécessaires pour demeurer au pouvoir et gouverner l'Allemagne, chose peut-être plus difficile alors que de gouverner l'Europe elle-même.

L'Armée surtout le préoccupait. En 1871, il faisait voter le budget militaire pour trois ans; en 1874 et en 1880, pour sept ans. En 1887, il voulait obtenir la même durée de temps et, pour atteindre ce résultat auquel le Reichstag faisait opposition, il se jetait au plus fort de la mêlée et prononçait le plus important de tous les discours de sa vie parlementaire. Je crois devoir m'y arrêter un peu, en raison des circonstances actuelles, car il n'est rien de plus saisissant que cette harangue vraiment prophétique.

*
* *

Tout en se défendant de vouloir de nouvelles guerres, Bismarck laissait entendre que l'Allemagne avait le perpétuel

devoir d'être prête à toutes les éventualités. Elle était, suivant lui, pacifique de nature et elle l'avait bien prouvé. Le chancelier passait sous silence les incidens qu'il avait fait naître lui-même et qui auraient pu amener plusieurs fois, depuis 1875, une nouvelle lutte entre l'Allemagne et la France. Il rappelait le passé avec un ton modéré, disant que l'Empereur s'était vu forcé de faire deux grandes guerres, mais comme conséquence historique des siècles précédens. Nul ne pouvait contester que la guerre de France n'avait été que le complément des combats par lesquels devaient être assurés le rétablissement de l'unité allemande et la vie nationale des Allemands. On n'était donc pas fondé à en induire pour l'Allemagne des velléités belliqueuses. La politique impériale avait manifesté nettement son action pacifique dans les seize dernières années. Mais le gouvernement français ne pouvait empêcher ses concitoyens de rêver à une revanche possible.

« Entre nous et la France, disait Bismarck, l'œuvre de paix est difficile, parce qu'il y a depuis bien longtemps un procès historique qui divise les deux pays; c'est le tracé de frontière, — lequel est devenu douteux et litigieux depuis l'époque où la France eut acquis sa complète unité et sa puissance royale, — une monarchie compacte.

« La mise en question de la frontière allemande a commencé, — si nous voulons la considérer purement dans la connexité historique, pragmatique, — lorsque la France s'est emparée des Trois-Évêchés : Metz, Toul et Verdun. C'est un fait oublié, et je ne le rappelle qu'à cause de la connexité historique. Nous n'avons point l'intention de reconquérir Toul ni Verdun; nous possédons Metz. Mais, depuis lors, il ne s'est guère succédé en Allemagne de génération qui n'ait été forcée de tirer l'épée contre la France. Et cette période de combat pour la frontière avec la nation française est-elle aujourd'hui définitivemen close, ou ne l'est-elle pas? C'est ce que vous ne pouvez savoir' pas plus que moi. Je ne puis qu'exprimer ma propre conjecture : qu'elle n'est pas close; il faudrait pour cela que tout le caractère français et toute la situation de frontière fussent changés.

« Nous avons tout fait de notre côté pour amener les Français à oublier le passé. La France a eu notre appui et notre aide dans tout ce qu'elle désirait, sauf pour ce qui pouvait viser

une partie plus ou moins étendue de la frontière du Rhin; nous ne pouvons céder ni l'Alsace, ni ce qui est au-dessous de cette province. Mais nous avons loyalement fait tous nos efforts pour être, quant au reste, agréables à la France, pour la contenter comme nous le pouvions.

« Non seulement nous n'avons, quant à nous, aucun motif d'attaquer la France, mais assurément nous n'en avons pas plus l'intention. Cette pensée de faire la guerre, parce que peut-être elle serait plus tard inévitable et que plus tard elle pourrait être faite dans des conditions plus défavorables, — cette pensée a toujours été loin de moi, et je l'ai toujours combattue. » Mais il fallait porter une attention toute particulière sur ce qui se préparait au delà des Vosges. La pensée de réparer les défaites de 1870 y persistait toujours et l'entretien « de ce feu sacré » soigneusement attisé par des hommes d'une popularité indéniable, semblait chose dangereuse au plus haut degré.

« Je suis donc de cette opinion, affirmait Bismarck, que le procès historique, qui depuis trois siècles est pendant entre nous et la France, n'est point fini, et que nous devons nous attendre à le voir continuer du côté français. Nous sommes actuellement en possession de l'objet en litige, si je peux qualifier ainsi l'Alsace; nous n'avons donc aucun motif de combattre pour cet objet-là. Mais que la France ne rêve pas de le reconquérir, nul ne peut le prétendre, nul de ceux qui s'occupent quelque peu de la presse française.

« Y a-t-il eu déjà quelque ministère français qui ait pu oser dire franchement et sans réserve : — « Nous renonçons à recouvrer l'Alsace-Lorraine; nous ne ferons pas la guerre dans ce but; nous acceptons la situation créée par la paix de Francfort, absolument comme nous avons accepté celle de la paix de Paris en 1815, et nous n'avons point l'intention de faire la guerre pour l'Alsace? » — Y a-t-il en France un ministère qui ait le courage de parler ainsi? Eh! pourquoi n'y en a-t-il pas? — les Français autrement ne manquent pourtant pas de courage! — Il n'y en a pas, parce que l'opinion publique en France s'y oppose, parce qu'elle ressemble en quelque sorte à une machine remplie de vapeur jusqu'à l'explosion, au point qu'une étincelle, un mouvement maladroit peut faire sauter la soupape et, autrement dit, faire éclater la guerre. Le feu est attisé et alimenté si soigneusement que l'on n'est nullement fondé à

supposer l'intention de ne pas s'en servir bientôt et aussi de ne pas s'en servir, suivant la rancune humaine, pour la lancer sur le pays voisin... »

Et, envisageant l'hypothèse du triomphe de la France, le chancelier disait devant le Reichstag, qui l'écoutait avec une attention passionnée : « Si nous succombons (devant l'ennemi), — je n'ose aller au fond de cette idée, — mais vous ne me contesterez pas pourtant qu'aussi bien que nous avons battu les Français en 1870, la France, de même, peut être victorieuse, ayant doublé son armée, ayant triplé ses réserves et accordé à son gouvernement avec le plus grand empressement, avec un dévouement absolu, toutes les dépenses nécessaires, sans même discuter une seconde seulement sur ce sujet.

« Je vous rappelle que les feuilles françaises ont parlé avec une certaine pitié de ce qui se passe au Reichstag allemand, et des difficultés contre lesquelles le gouvernement allemand avait à lutter, quand il voulait augmenter les forces de la patrie. La France est infiniment plus forte qu'elle ne l'a été. Si, un jour, nous l'avons battue, ceci ne garantit point que nous la battions encore. Il faut nous donner à cet égard de plus fortes garanties, dès que, au jugement de nos autorités militaires compétentes, celles que nous avons sont insuffisantes. Si elles restaient insuffisantes et que nous vinssions à être battus, que l'ennemi victorieux entrât à Berlin, comme nous sommes entrés à Paris, et que nous fussions forcés d'accepter ses conditions de paix, — alors, messieurs, que seraient-elles, ces conditions?... Je ne parle point de la question d'argent, bien que je n'imagine pas que les Français procédassent avec nous en y mettant des ménagemens comme nous avons fait avec eux. Un vainqueur aussi modéré que l'Allemand chrétien n'existe plus au monde. Nous trouverions en face de nous ces Français sous la domination desquels nous avons pâti de 1807 à 1813 et qui nous ont pressurés jusqu'au sang... » Il affirmait que la question d'argent ne serait que peu de chose à côté de la reprise ou de la conquête des territoires tels que l'Alsace-Lorraine, la rive gauche du Rhin, le Hanovre, etc. Et devant l'émotion de son auditoire, il s'écriait : « Mais dans le cas où nous serions victorieux, nous tâcherions de mettre la France hors d'état de nous attaquer pendant trente ans et de nous mettre nous-mêmes en état de nous assurer complètement contre la France pour la

durée au moins d'une génération. *La guerre de 1870 serait un jeu d'enfant à côté de celle de 1890 ou de je ne sais quand...* Ainsi, d'un côté comme de l'autre, ce serait le même effort. *Chacun tâcherait de saigner à blanc!...* »

Puis, faisant l'éloge de l'armée allemande, il déclarait que, sans elle, on n'aurait pas eu l'unité tant désirée et que, sans elle aussi, l'Allemagne serait sans force contre les périls les plus grands. Donc le septennat s'imposait, avec ses sacrifices, avec ses nécessités et aussi avec ses avantages. Mais, malgré tant d'éloquence et de fougue, tant d'instance et de vigueur, le Reichstag lui substitua le triennat. Bismarck répondit à cette opposition par un décret de dissolution immédiate et, moins de deux mois après, il obtenait d'une nouvelle Assemblée, le 9 mars 1887, le vote du septennat militaire par 233 voix contre 40. La machine de guerre était plus forte et plus solide que jamais, et, comme les successeurs du chancelier ne firent que suivre son exemple, cette machine donna les effets terribles que nous voyons. Sur ce point, les Allemands nous ont été de beaucoup supérieurs. On peut critiquer leur industrie guerrière, leur reprocher leur machinisme à outrance, faire observer que la science de la guerre a peut-être trop dominé chez eux sur les arts de la paix, il n'empêche que leurs préoccupations à ce sujet auraient dû être mieux connues de nous, et que nous aurions dû nous-mêmes consacrer plus d'attention, plus d'efforts, plus d'argent et plus de soin à l'outillage et aux préparatifs militaires que nous ne l'avons fait. A cet égard, les paroles de Bismarck et des autres chanceliers n'étaient pas des paroles en l'air. Elles auraient dû venir jusqu'à nous et être retenues. C'est un proverbe sage que celui qui dit qu'il importe d'être instruit par l'ennemi lui-même. Or, c'est à peine si nous avons tenu compte de ce qu'il disait si haut. Il est à espérer que cette nouvelle expérience nous servira cette fois, et que la terrible leçon, succédant à celle de 1870, ne sera plus oubliée.

*
* *

Le dernier triomphe, remporté par Bismarck au Reichstag, fut celui de la journée du 8 février 1888, où, déclarant que les deux nations française et russe obligeaient les Allemands à être unis, il prononça ces paroles qui furent gravées à Potsdam sous

son médaillon : « Nous autres Allemands, nous craignons Dieu, mais rien autre au monde! »

Un mois après, son empereur et maître, Guillaume Ier, mourait. Le Kronprinz lui succédait sous le nom de Frédéric III. Son règne, abrégé par une maladie implacable, dura à peine trois mois. Bismarck resta plus que jamais indéracinable et autoritaire pendant cette période, en s'appuyant sur le prince Guillaume, qui faisait une opposition ouverte à la politique libérale de son père. Bismarck crut qu'en flattant un jeune ambitieux, il se maintiendrait aux affaires dans toute la splendeur de sa puissance. Il vit bientôt que Guillaume II voulait être lui-même son premier ministre, et il comprit que sa domination était menacée. Les rescrits impériaux, relatifs à une entente internationale sur les vœux et les besoins des travailleurs et sur la législation d'assurance, furent la pierre d'achoppement. Ils parurent au *Reichsanzeiger* sans la signature du chancelier. Le 15 mars 1890, l'Empereur vint lui-même à la Wilhelmstrasse interdire à Bismarck le droit de s'entendre avec les chefs des groupes parlementaires sans sa permission. Une scène violente s'ensuivit, et peu s'en fallut que le chancelier ne jetât son encrier à la face de Guillaume II. Le 18 mars, il était forcé de démissionner. Il le fit avec rage, avec fureur et, au message impérial qui le créait duc de Lauenbourg, il répondit qu'il restait « le prince de Bismarck » et n'avait pas besoin de terminer sa carrière en courant après une gratification, « comme on en donne au jour de l'an aux facteurs qui ont bien fait leur service! »

Il s'en alla, à la grande satisfaction de son jeune maître et à la joie ouverte de toute la Cour, suivi seulement de quelques fidèles à Friedrichsruhe. Là, pendant huit ans, il maudit la destinée qui lui avait retiré le pouvoir ; il maudit l'Empereur, le comte de Waldersee, le général de Verdy du Vernois, le grand-duc de Bade, les ministres qui l'avaient lâchement abandonné et son successeur, le général de Caprivi. Il écrivit ses *Pensées et Souvenirs* avec un dédain accentué de la politique de sentiment et un mépris hautain de la justice. Il rédigea un volume, encore inconnu aujourd'hui, où il flétrit les courtisans, les jaloux, les envieux, les intrigans qui avaient préparé ou salué sa chute. Il n'y ménagea pas l'Empereur lui-même et il le fit avec tant d'animosité que Maximilien Harden, qui a eu connaissance de

ce terrible ouvrage, dit : « Quand on lira ce livre, Byzance tremblera! »

Bismarck passa les dernières années de son exil dans une tristesse profonde, se plaignant d'être seul, de n'avoir plus rien à faire, critiquant la politique impériale, qui avait plus d'estime pour l'obéissance servile que pour les mérites et les aptitudes, publiant des documens dangereux pour son propre pays, se moquant du chancelier nouveau qui dirigeait les affaires « comme un troupier en retraite, » accusant les uns et les autres, insultant les novateurs et les jeunes audacieux, blâmant les actes officiels, prédisant tous les désastres, assailli de temps à autre par des remords cruels, puis revenant à ses rancunes violentes, appelant la Chancellerie « une porcherie, » où il aurait cependant voulu rentrer, se plaisant à confier ses critiques amères et ses documens secrets à une presse avide de scandales, avouant hautement ses mensonges, ses perfidies et ses méfaits, se glorifiant de ses violences et de ses traîtrises, prenant l'allure d'un Méphistophélès cynique et cruel, défiant le monde et la Divinité elle-même. Mais ses forces, qu'il croyait encore puissantes, s'affaiblissent enfin. L'heure fatale est venue. Le 30 juillet 1898, il meurt en jetant un grand cri de douleur au moment où une tempête furieuse gémit dans la forêt du Sachsenwald et ébranle les fenêtres de son château... Il avait prédit, en son exil, la chute gigantesque de son œuvre et souhaité malemort aux aventuriers qui s'étaient emparés de sa succession.

Le jour est proche où ses prédictions deviendront des réalités. Le Danemark, la Pologne, l'Alsace-Lorraine, vont retrouver leur liberté. L'unité allemande ne tardera pas à se dissoudre. La fortune colossale de l'Allemagne s'effondrera sur elle-même... Le droit vengeur primera la force brutale.

HENRI WELSCHINGER.

# AUX DARDANELLES

C'est à la fin d'octobre 1914 que les Alliés se sont trouvés en état de guerre avec la Turquie. C'est le 19 février 1915 que leurs flottes, — du moins la flotte anglo-française, — ont tiré les premiers coups de canon sur les ouvrages groupés, à l'orée des Dardanelles, autour des anciens châteaux d'Europe et d'Asie.

Dans cet intervalle de près de quatre mois, il y avait eu, certes, d'importantes opérations, en Arménie, sur le Chott El Arab, sur le canal de Suez même; mais, sauf par quelques reconnaissances, sauf par le coup de main brillant d'un sous-marin anglais et par celui de notre *Saphir*, que des circonstances matérielles défavorables firent manquer, la tranquillité des Dardanelles, *théâtre principal des opérations*, pourtant, n'avait point été troublée.

Les stratégistes, quelques stratégistes, du moins, peuvent le regretter. Je crois qu'ils ne s'en font pas faute, dans leur particulier. On eût dû, affirment-ils, puisque aussi bien il fallait la faire, cette grosse expédition qui s'annonce, on eût dû l'entreprendre depuis longtemps, en poser tout au moins les jalons, ce qui était aisé au prime début, et ne point donner à un adversaire, dont la principale qualité n'est assurément pas la prévoyance organisatrice, le temps de se préparer, d'armer ses forts, de les perfectionner à la moderne, de démonter, pour les mieux placer et à couvert des vues, les bouches à feu des ouvrages trop anciens, d'organiser des emplacemens de canons de campagne, des abris et des tranchées d'infanterie aux bons endroits, de créer des camps à peu près confortables et d'y grouper cinquante mille hommes; enfin, de mouiller de nouveau, — et en y ajoutant, sans aucun doute, — ses mines auto-

matiques du temps des guerres contre les Balkaniques et contre les Italiens, avec, par surcroît, les filets qui embarrassent et arrêtent les sous-marins.

Et tout cela est juste, *en principe*, et même a déjà été dit, avec plus ou moins de précautions, par certains organes de la presse quotidienne, particulièrement qualifiés. Il n'est pas discutable, en effet, que si, dès le 15 novembre, par exemple, une importante force navale anglo-française s'était présentée devant les Dardanelles, avait éteint les feux des deux groupes de batteries de l'entrée du détroit et débarqué quelques troupes soit à Seddul Bahr même, soit dans l'anse qui se creuse au Nord-Est de ce point fortifié, on eût occupé quasi sans coup férir la pointe de la longue presqu'île de Gallipoli, on se serait solidement retranché sur le plateau d'Adzi Baba (l'ancien Kyparissa), et, flanqué des deux côtés, à trois kilomètres au plus de distance, par la puissante artillerie des vaisseaux, on aurait défié, là, toutes les attaques des Germano-Ottomans. L'expérience que nous avons maintenant de la puissance d'une position bien organisée ne permet pas d'en douter. Et, ce pied pris sur l'essentiel boulevard de la capitale turque, la marche en avant eût été singulièrement facilitée, à quelque époque que l'on voulût l'entreprendre, pas trop tard, pourtant...

— Il se peut, disent d'autres stratégistes, et non des moindres. Seulement vous partez d'un *postulatum* que nous n'admettons pas. Vous dites : « puisque aussi bien il fallait la faire, cette grosse expédition... » Or, justement, tel n'est point notre avis. C'est une diversion, c'est une opération secondaire, sur un théâtre fort éloigné de celui-là seul qui nous importe; et les diversions sont inutiles, quand elles ne sont pas nuisibles. Elles ne décident jamais rien et retardent au contraire la décision suprême parce qu'elles enlèvent aux opérations principales des forces intéressantes. Donc, point de diversions! Tout pour le choc violent, pour l'offensive en masses profondes que tout le monde sent bien qui va se produire des Vosges à la mer du Nord!...

Voilà deux opinions fort opposées, et cette opposition n'est point nouvelle. Toute l'histoire militaire en est pleine et aussi tous les traités de stratégie. De 1793 à 1814, alors que les principes essentiels de l'art de la guerre étaient déjà parfaitement fixés, on ne cesse de faire des diversions. Napoléon les blâme et il en fait lui-même, ou bien sa politique l'y engage,

quoiqu'il en ait. A la vérité, qui s'y complaît et y réussit le mieux, de même qu'aujourd'hui et pour des motifs identiques, c'est l'Angleterre. Rien de plus naturel, puisque les flottes sont, pour ces opérations, d'admirables instrumens. Et voilà qu'en fait, au mépris des principes abstraits de la stratégie purement militaire, la plus forte de ces diversions, celle qu'elle peut conduire le plus librement, avec le plus de ténacité depuis la défaite de notre marine, la guerre d'Espagne, finit par abattre le colosse.

Je viens de dire : *stratégie purement militaire...* C'est qu'il y en a une autre, ou plutôt que la stratégie a deux branches essentielles, la militaire et la *politique*. Et c'est cette dernière qui justifie les diversions aux yeux des gouvernemens, des hommes d'État, des peuples, sinon à ceux des militaires. Cette stratégie politique tient compte, en effet, plus que l'autre, de certains facteurs dont l'importance peut se voiler momentanément aux regards des généraux qui ont la lourde charge de lutter, sur le théâtre principal de la guerre, contre les forces les plus solides, les mieux organisées du parti adverse. Elle tient compte, justement, des profondes répercussions politiques, — présages à peu près certains des répercussions de l'ordre militaire, — que peut produire un coup vigoureux frappé, dans des circonstances favorables, à l'une des extrémités du front stratégique; elle se préoccupe de l'effet moral d'une action énergique, si lointaine, si « extérieure » qu'elle paraisse d'abord; elle se préoccupe de *l'Opinion*, cette opinion qui mène le monde, cette opinion « qui est tout, à la guerre, » disait Napoléon lui-même, si habile à la conduire, au moins dans la première partie de sa carrière et qui a succombé quand elle s'est détournée de lui...

Il n'était peut-être pas inutile de bien poser les termes d'un débat qui, dans certains cercles, a dû diviser les esprits, pendant la période de gestation de l'expédition qui commence. S'il y a eu discussion, — ce que j'ignore, — rien n'en a transpiré, en tout cas, et, une fois conclus les accords nécessaires entre les gouvernemens alliés, Français et Anglais ont travaillé avec une ardeur égale aux préparatifs, toujours fort délicats, d'une grande opération d'outre-mer. Ajouterai-je que cette opération semble être accueillie avec grande faveur par

le public? Pourquoi pas? Cette Opinion dont je parlais tout à l'heure est pour elle, et non pas seulement chez nous et chez nos alliés, mais même chez nos adversaires. J'entends par là que ceux-ci en reconnaissent la haute portée et, quelques-uns, le succès probable. Et puis, comme on l'a fort bien écrit ici même, il y a quinze jours, « les puissances alliées *ont dû faire* ce qu'elles ont fait. Et il était temps qu'elles le fissent, car on commençait à dire un peu partout que, dans cette guerre, toutes les initiatives énergiques étaient du côté de l'Allemagne et de ses alliés. A leur tour, la France, l'Angleterre et la Russie portent la guerre chez l'ennemi. » Oui, certes! Enfin!... Et c'est pour cela qu'elle est populaire, cette nouvelle croisade politico-militaire, qui, au demeurant, ressemble si fort à celle de 1204.

*
* *

Tout en organisant l'expédition avec l'essentielle préoccupation de proportionner exactement l'effort au but poursuivi et à la résistance que l'on devait rencontrer sur la route, il n'était pas interdit aux Puissances alliées de faire quelque fond sur le concours que certaines amitiés, en apparence fort vives et, mieux encore, d'évidens intérêts ethniques semblaient nous assurer. Ces espoirs ne se sont pas réalisés. Tant d'éloquentes protestations de reconnaissante fidélité ne nous procurent, pour le moment, que les avantages qui résultent, pour un belligérant obligé d'emprunter la voie de mer, de la neutralité bienveillante d'un voisin immédiat du théâtre d'opérations. On a parlé ces jours-ci, à ce sujet, de deux îles assez proches des Dardanelles et tombées aux mains des Grecs pendant la guerre balkanique. Il en est une autre, plus rapprochée encore et qui appartient aux Turcs, sans que ceux-ci en aient pu organiser la défense. C'est Imbros, qui a un port passable. Notons, en tout cas, la classique Ténédos et la baie ouverte de Besika, dont le sûr mouillage est le point de rassemblement traditionnel des flottes au moyen desquelles on veut peser sur la Porte ottomane. Quelle que soit la solution définitivement adoptée, les escadres alliées organisent certainement déjà l'indispensable jalon terminal de leur ligne de ravitaillement. Cette ligne, qui, passant par Bizerte et Malte, traverse la mer Ionienne, prête le flanc aux tentatives de la flotte autrichienne. Celle-ci, en effet,

sortie de Pola, il y a quelques jours, signalait sa présence au Nord du canal d'Otrante en bombardant Antivari. Mais le gros de notre armée navale est là. Le détachement qu'elle a fait au profit de la flotte combinée des Dardanelles lui laisse une force bien supérieure à celle de son adversaire de l'Adriatique. En dépit des appels pressans qui leur viennent du Bosphore, les Autrichiens n'auront pas l'imprudence de descendre dans le Sud. Et cette réserve afflige nos marins. Tout au plus peut-on admettre quelques entreprises de bâtimens légers et de sous-marins contre nos convois. Nos croiseurs, nos flottilles sauront y parer efficacement et sans doute nous n'aurons pas trop à regretter que des circonstances impérieuses ne nous aient pas permis d'en finir tout de suite avec la marine autrichienne, alors qu'au début des hostilités celle-ci pouvait être écrasée dans son grand arsenal de l'Istrie, très médiocrement défendu à cette époque.

L'effectif de la force navale mise en jeu dans l'opération qui nous occupe n'a pas été, que je sache, officiellement donné. En relevant, dans les communiqués anglais qui se sont succédé depuis le 20 février, les noms des principales unités citées, — cuirassés et croiseurs de combat, — on arrive à en compter une quinzaine, le détachement français non compris. Ce détachement n'est autre que la division cuirassée du contre-amiral Guépratte, composée de bâtimens anciens (*Suffren*, *Bouvet*, *Gaulois*, *Charlemagne*), qui avaient fait fort bonne figure dans les manœuvres de l'armée navale, en mai 1914 (1). La plupart des cuirassés anglais (*Vengeance*, *Canopus*, celui-ci revenu de l'Atlantique Sud et des Falkland, *Agamemnon*, *Cornwallis*, *Triumph*, *Irrésistible*, etc.) sont aussi des *pré-Dreadnoughts*, caractérisés par ce fait qu'ils n'ont chacun que quatre bouches à feu de 305 millimètres, avec, il est vrai, une douzaine de canons de 152, tandis qu'à partir du *Dreadnought*, successeur immédiat de l'*Agamemnon*, le nombre des gros canons s'élève à dix, le calibre de l'artillerie moyenne descendant à celui de 102 millimètres.

La constitution d'un parc de siège flottant, mobile, relativement rapide, qui comporte au moins une soixantaine de pièces de 305 millimètres, une trentaine de 254, 234 et 190,

(1) Voyez mon étude sur les manœuvres dans la *Revue* du 1er août 1914.

enfin plus de 300 canons de 152, 138, 102 et 76 millimètres, — et je ne parle pas de l'armement des croiseurs, — aurait certainement satisfait aux besoins s'il n'existait pas, dans cet étranglement à double courbure de Tchanak-Nagara, que connaissent bien déjà mes lecteurs, quelques ouvrages de style nouveau, fortement bétonnés et tirant sous coupoles, ou plus probablement sous casemates, des pièces Krupp de 355 millimètres, au nombre de six à huit, et disposées deux par deux, semble-t-il.

Depuis longtemps instruite de cette circonstance, l'Amirauté anglaise a donné à sa nouvelle flotte méditerranéenne le précieux renfort d'un *super-Dreadnought*, dont l'achèvement est tout récent, la *Queen Elizabeth*, magnifique unité de 27 000 tonnes, armée de 8 pièces de 381 millimètres, de 16 canons de 152 et de 12 de 76 millimètres.

J'ajoute, ce qui n'est pas indifférent ici, surtout s'il s'agissait d'exécuter un passage de vive force sous le feu des 355 millimètres Krupp, que le nouveau cuirassé britannique couvre ses flancs de plaques de 343 millimètres, tandis que le blindage des *pré-Dreadnoughts*, — *Agamemnon* excepté : celui-ci arrive à 305 millimètres, — varie de 152 à 228.

Autour de ce puissant corps de bataille, formé de 17 à 18 cuirassés et, je crois, du croiseur de combat *Inflexible*, véritable cuirassé rapide, le vice-amiral Carden groupe un grand nombre de bâtimens légers, de flottilles de « destroyers » et de sous-marins, enfin de navires auxiliaires, dont plusieurs installés en dragueurs de mines et un disposé pour le service de l'aviation navale.

De l'autre côté des détroits, l'escadre russe de la Mer-Noire, dont j'ai eu l'occasion de parler ici déjà (1), présente ses six cuirassés, — sept peut-être, si l'on a pu achever et mettre au point le beau dreadnought *Impératrice-Marie*, — ses deux grands éclaireurs, ses quatre flottilles de torpilleurs de haute mer, ses dragueurs de mines, ses sous-marins, etc.

Quant à la marine turque, elle se trouve réduite à peu de chose. On sait que le *Messoudieh* fut coulé par le sous-marin du lieutenant Holbrook. Le *Gœben* est hors de cause. Outre les avaries que lui avaient faites les canons russes, il porte dans ses œuvres vives une large brèche causée, dit-on, par

(1) Voyez, dans la *Revue* du 15 novembre 1914, *La marine dans la crise orientale*.

une mine turque. Il est question de débarquer ses 10 pièces de 280 millimètres et de les utiliser aux Dardanelles. Ce serait une affaire de longue haleine!... Le *Breslau* semble très fatigué. Ses chaudières sont à bout de souffle. Restent les deux anciens cuirassés allemands, qui portent depuis quelques années les noms de *Kaïreddin Barbarossa* et de *Torghout-Reïss*, mais dont on n'a, pour ainsi dire, plus entendu parler, les deux petits croiseurs *Hamidieh* et *Medjidieh*, aussi fatigués que le *Breslau*, car ils avaient beaucoup donné dans la guerre des Balkans, enfin quatre grands torpilleurs du type Schichau. Il n'est pas probable que ces élémens de très douteuse valeur puissent jouer un rôle bien efficace dans la défense de Constantinople.

Des effectifs qui vont figurer, à terre, dans les opérations que prépare le bombardement des Dardanelles, il serait difficile de dire quelque chose de bien précis. Du côté turc, outre les cinquante mille hommes, — chiffre très approximatif! — qui coopèrent à la défense du détroit, il est question de cinq corps d'armée, formant une masse de 130 000 hommes environ, qui seraient concentrés autour de la Capitale, sur les deux rives du Bosphore.

Mais deux de ces corps seraient encore en route, ayant été tirés de l'armée qui s'était fait battre si piteusement sur le canal de Suez et qui est remontée en Syrie. S'il en est ainsi, une vigoureuse diversion exécutée dans le fond du golfe d'Alexandrette, où passent le chemin de fer et la grand'route d'Anatolie, compléterait heureusement celles que les alliés opèrent en ce moment dans le golfe de Smyrne et dans celui d'Adramyte, beaucoup plus voisins des Dardanelles.

Je viens de dire, à propos des élémens concentrés à Constantinople, que ces forces occupaient les deux rives du Bosphore. Ce n'est pas, en effet, une des moindres difficultés auxquelles se heurte l'état-major germano-turc que cette nécessité de partager sa masse centrale en deux fractions séparées par un bras de mer, — sur lequel il n'y a pas de pont, on le sait, — et auxquelles il faut bien donner une force à peu près égale, tant qu'on n'aura pas d'indication nette sur le point où se produira le principal effort de l'adversaire. Pour le moment, rien ne le révèle. Une fois maîtres des Dardanelles et de la presqu'île de Gallipoli, qui sera leur place d'armes obligée, les Anglo-

Français peuvent se porter aussi bien, grâce à leur puissante flotte et à ses transports, du côté de Scutari que du côté de Stamboul. Sans entrer à ce sujet dans des considérations inopportunes, on peut bien dire que l'examen attentif de la situation militaire, aussi bien que de la situation politique, justifierait parfaitement une descente dans le profond golfe d'Ismidt qui borde au Sud le Kodja, ou presqu'île de Nicomédie, dont la valeur stratégique est au moins égale, pour les Turcs, à celle de la presqu'île de Tchataldja, dans la crise décisive que leur imprudence a provoquée.

Savent-ils d'ailleurs où descendront les Russes? Sera-ce du côté Asie ou du côté Europe, à Midia (et à l'abri du Kara bouroun, à la plage d'Iniada) ou à Indjirli, à l'embouchure du Sakaria, le fleuve bithynien?

Savent-ils enfin si les Bulgares ne se décideront pas à entrer en campagne, et si, masquant Andrinople, ces rudes adversaires ne viendront pas rapidement assaillir l'aile gauche des lignes de Tchataldja, vers Buyuk Tchekmedjé, avec l'aide puissante des cuirassés anglo-français?

Ceci me conduirait à rechercher quelles forces les alliés comptent mettre à terre pour venir à bout d'une résistance qui ne sera probablement pas réduite par le forcement et la prise de possession des Dardanelles, puisque aussi bien nous hésiterions sans doute à brûler Constantinople avec les obus de nos vaisseaux et que les Jeunes-Turcs le savent bien. Mais cette question est trop délicate, en ce moment, pour que je puisse faire autre chose que l'effleurer. Il est d'ailleurs évident que l'entrée en ligne d'élémens nouveaux pourrait limiter l'étendue du sacrifice que l'on est disposé, sur le front français, à faire en faveur de la grande diversion orientale. Une autre et fort importante atténuation résulterait de la résolution de s'en tenir à l'occupation des Dardanelles et de n'agir contre le gouvernement turc, devant Constantinople, que par les moyens d'intimidation dont dispose une grande flotte. Ce que j'en disais plus haut n'est, bien entendu, que l'expression d'une opinion individuelle. Simple observateur des faits, j'ignore, je m'attache même à ignorer des plans dont le secret, s'il faut tout dire, me paraît dépendre beaucoup plus de la retenue des langues que de la discrétion des plumes.

Tant y a qu'au sujet des effectifs, les appréciations peuvent

varier entre des limites très larges, de 60 000 à 150 000 hommes, par exemple. Ce dernier chiffre serait à peine suffisant si on ne pensait pas pouvoir opérer la jonction, sur un point donné de la Thrace ou de la Bithynie, du contingent russe et du contingent franco-anglais. Malgré l'inconvénient grave qui résulte, *au point de vue tactique*, pour les Turcs, de la nécessité d'organiser la défense de l'agglomération Stamboul-Scutari sur les deux rives d'un fleuve marin difficile à franchir, il n'en est pas moins qu'*au point de vue stratégique* et vis-à-vis de corps alliés venant, les uns de la mer Égée, les autres de la Mer-Noire, ils conservent le grand avantage de la position centrale. C'est un point fort important.

Parlerai-je, au moins pour ce qui touche les Anglo-Français, de la composition du corps expéditionnaire? Ce serait un peu prématuré. Ce que tout le monde sait et qu'on eût d'ailleurs aisément deviné, c'est que l'Angleterre tirera grand parti du rassemblement qu'elle avait été forcée de faire en Égypte et où figuraient d'excellentes troupes de l'Inde. Il est, en outre, assez indiqué qu'elle se serve, sur le théâtre principal des opérations, du corps important qu'elle avait envoyé sur le Chott El Arab. C'est un résultat suffisant que ce corps ait attiré vers la périphérie du territoire ennemi des élémens qui seraient si utiles maintenant au centre. Grâce à son immense flotte à vapeur, — précieux instrument des concentrations rapides! — l'état-major anglais est en mesure d'amener ce contingent sur les bords de la Marmara beaucoup plus tôt que l'état-major turc ne pourra le faire pour le sien, obligé de suivre la voie de terre.

Pour les Anglais comme pour nous, pour les Russes aussi peut-être, une question se pose, qui a préoccupé quelques esprits. Peut-on, sans inconvénient, employer contre les troupes du Commandeur des croyans des soldats musulmans de l'Algérie, de l'Inde ou du Turkestan? Je crois que oui, et cette opinion est celle de tous ceux qui connaissent bien les pays de l'Islam.

Cet Islam n'est point un bloc compact, il s'en faut de beaucoup, ni le prétendu Khalife le chef incontesté des peuples mahométans. Il suffit, pour le prouver, de constater l'échec complet de la proclamation de la guerre sainte. Bien encadrés comme ils le sont, dévoués à leurs chefs européens, les Marocains, Algériens, Tunisiens, Arabes, Hindous, se battront parfai-

tement contre les Turcs, pour lesquels ils n'éprouvent, depuis longtemps, que de fort médiocres sympathies. Il n'est d'ailleurs pas interdit de prendre certaines précautions. Peut-être, si l'on occupait Constantinople, serait-il prudent de n'y point employer des troupes mahométanes.

*
* *

Un mot, avant de terminer cette étude préliminaire, des opérations purement navales qui ne font guère que commencer au moment où j'écris, puisque les escadres n'ont pas encore abordé l'étranglement coudé de Nagara-Tchanak où s'accumulent les obstacles de tout genre qu'elles ont à vaincre.

De ces opérations, il est inutile de donner ici le détail. Les publications quotidiennes disent tout ce que l'on juge à propos de faire connaître aux lecteurs français. Commentons seulement certains procédés intéressans d'attaque des ouvrages à terre qui ont été mis en œuvre par les navires de la flotte combinée.

Et d'abord, le bombardement des forts extérieurs, — Seddul Bahr et Koum Kalessi, — a été effectué en deux temps. Sachant que la portée des grosses pièces des vaisseaux était nettement supérieure à celle des plus forts canons de ces ouvrages, l'assaillant s'est placé, au début de l'opération, à une distance telle que les projectiles de la défense ne pouvaient l'atteindre, tandis que les siens arrivaient au but avec une justesse encore très suffisante et poussaient très loin l'œuvre de destruction. Quand il a paru aux observateurs placés soit sur les bâtimens eux-mêmes, soit dans les hydravions, — ceux-ci ont rendu de très grands services, — que les canons de gros calibre turcs étaient définitivement réduits au silence, certains cuirassés désignés se sont rapprochés jusqu'à bonne portée de leur artillerie moyenne à tir rapide et ont fait pleuvoir sur les défenseurs leurs obus de 152, de 138, de 100 et de 76 millimètres. Le résultat de cette judicieuse méthode a été que les ouvrages attaqués furent réduits sans qu'il en ait coûté aux alliés plus que des pertes insignifiantes.

Mais, j'y insiste, il ne s'agissait là que des *forts extérieurs*. Les escadres avaient par conséquent du champ et choisissaient leurs distances. On peut encore en user ainsi à l'égard des forts et des batteries placés dans le vestibule du détroit, en avant du goulet de Tchanak, vers la pointe Kephès, par exemple. Mais,

pour les ouvrages situés au delà de la ligne Kilid Bahr-Tchanak, dans le coude dont j'ai parlé plus haut, cela devient impossible. On ne les découvre, en effet, que lorsqu'on s'en rapproche en avançant dans le détroit.

Pour agir un peu à l'avance, toutefois, contre ceux-ci, la flotte alliée a eu recours à des procédés de tir auxquels les Allemands qui dirigent la défense des Dardanelles ne s'attendaient probablement pas. Il est toujours surprenant de recevoir des projectiles, — et d'énormes projectiles, ceux de 885 kilogrammes, par exemple, des 381 millimètres de la *Queen Elizabeth*, — sans apercevoir ni les canons qui les lancent, ni même le bâtiment qui sert de véhicule à ces canons. L'effet produit doit être plus démoralisant encore lorsque ces projectiles prennent à revers les masses couvrantes sur lesquelles on comptait pour s'abriter.

C'est ce qui est arrivé aux armemens des forts qui entourent Kilid Bahr, — en face de Tchanak, — lorsque les cuirassés alliés, après de savans repérages, ont entrepris leur tir indirect par-dessus la crête des collines qui constituent l'ossature de la presqu'île de Gallipoli. Les circonstances géographiques et hydrographiques sont telles, en effet, qu'établis dans le golfe de Saros et tirant leurs grosses pièces avec une hausse de 13 000 mètres environ, ces bâtimens pouvaient atteindre les ouvrages du détroit, je ne dis pas aussi bien que ceux qui les battaient directement, mais assez fréquemment pour que leur feu eût une véritable efficacité. Inutile d'ajouter que les résultats de ce tir étaient contrôlés et rectifiés par des observateurs bien postés et par les pilotes des hydravions, tous communiquant par la T. S. F. avec les tireurs du golfe de Saros.

Il y a tout lieu d'espérer que ces efforts seront couronnés de succès. Il ne faut pourtant pas se dissimuler que s'il s'agit d'une sorte de siège maritime, on sera probablement conduit à regretter l'absence des bombardes d'autrefois. Les angles de chute des projectiles lancés par les bouches à feu des vaisseaux sont, en effet, un peu insuffisans et ces projectiles eux-mêmes ne sont pas organisés pour produire dans les ouvrages à terre tous les effets de destruction que l'on pourrait attendre d'obus dont le poids atteint plusieurs centaines de kilos.

Mais c'est là un sujet assez spécial, qu'il convient de réserver pour le moment où, le résultat final obtenu, on pourra

discuter plus librement les moyens employés. Ce résultat final, nous pouvons, je crois, l'escompter sans trop de témérité ; mais, qu'on permette à un marin de le dire, c'est par l'étroite combinaison des efforts du corps expéditionnaire et de la flotte que le succès sera le plus sûrement atteint et le moins chèrement. C'est l'opinion que j'exprimais ici même, il y a un peu plus de deux ans, lorsque les Grecs semblaient se préparer à forcer les Dardanelles (1). Je ne vois pas de raison de modifier les conclusions de mon étude d'alors.

Contre-amiral DEGOUY.

*P.-S.* — Le 18 mars, les escadres alliées ont entrepris la destruction des ouvrages du défilé Tchanak-Nagara. Au cours d'un violent combat, les trois cuirassés *Bouvet*, *Ocean*, *Irresistible* (ces deux derniers anglais) ont été coulés par des mines sous-marines, flottantes et fixes, ou dérivantes. Deux autres unités, le *Gaulois* et l'*Inflexible* (anglais) ont reçu de graves avaries.

Bien que les forts de Kilid Bahr et de Tchanak aient été à peu près ruinés, l'opération, entravée dès le lendemain par le mauvais temps, n'a pas eu le succès qu'on s'en était promis.

Avec la ferme résolution de surmonter tous les obstacles et de venger leurs camarades glorieusement disparus, les marins alliés recommencent à draguer les mines et l'on prend des dispositions pour parer au danger des torpilles dérivantes, dont l'emploi est d'autant plus indiqué pour les défenseurs du détroit que le courant permanent des Dardanelles pousse ces engins sur les navires assaillans.

Des renforts arrivent d'ailleurs au vice-amiral de Robeck, successeur du vice-amiral Carden. Le corps expéditionnaire s'organise activement tout près des Dardanelles. De quelque côté du détroit que se produise l'action de cette force armée, son intervention donnera à l'opération les garanties de réussite les plus complètes que l'on puisse rechercher à la guerre.

C.-A. D.

(1) Voyez, dans la *Revue des Deux Mondes* du 1er janvier 1913, *Ce qu'on peut faire avec une marine.*

# LA SCIENCE ALLEMANDE

ET

# LE DROIT DE LA GUERRE

Je ne suis pas un contempteur de la science allemande. Dans le domaine du droit public, et particulièrement dans le compartiment du droit des gens, elle a rendu des services incontestables. A la vérité, il est rare que les Français puissent tirer grand profit des idées qu'elle développe et des constructions qu'elle édifie. Ces idées sont peu claires et ces constructions généralement plus laborieuses que fondées et utiles. Mais la littérature juridique allemande, par l'ampleur de ses informations, par son goût des recherches approfondies comme par l'effort qu'elle apporte à les mener à bien, est consultée avec fruit par tous ceux que préoccupent les problèmes de cet ordre.

La juste réprobation que soulève contre l'Allemagne la conduite odieuse de ses troupes au cours de la guerre actuelle ne modifie pas mes sentimens sur ce point, mais aussi cette déclaration montrera-t-elle que les appréciations qui vont suivre sont étrangères à tout parti pris.

## I

Depuis longtemps déjà, plus d'un siècle, la science allemande a inauguré, en matière de droit de la guerre, une doctrine étrange, paradoxale, et qui, on le verra, aboutit à couvrir d'un appareil somptueux et compliqué la négation même de tout droit. Cette doctrine est peu connue en France : si elle

l'était mieux, on se serait moins étonné de voir les intellectuels les plus réputés parmi nos ennemis prendre hautement la défense de pratiques guerrières réprouvées depuis des siècles et qui suscitent contre leurs auteurs une légitime indignation.

C'est cette doctrine dont nous voulons reproduire ici les traits les plus généraux.

Mais d'abord, qu'est-ce que le droit de la guerre, et que peut-on comprendre sous ce vocable un peu prétentieux?

Si l'on se rapporte aux usages suivis par les peuples civilisés, guide plus sûr que les opinions des auteurs, plus sûr également que ces traités qui paraissent n'avoir été conclus que pour être déchirés dès le lendemain, le droit de la guerre apparaît comme étant fort peu de chose. Fort peu de chose sans doute, mais quelque chose cependant, car certaines règles existent que l'on considère, ou au moins que l'on considérait jusqu'ici, comme rigoureusement obligatoires et auxquelles les généraux se gardaient bien de manquer. On admet ainsi que les non-combattans seront épargnés toutes les fois où cela est matériellement possible, que leur honneur doit demeurer sauf, que leurs biens eux-mêmes leur seront laissés dans la mesure au moins où ils ne seront pas nécessaires à l'entretien de l'armée ennemie qui occupe leur territoire. D'après une coutume qui remonte aux Romains, le blessé cesse d'être un ennemi et on tient pour un criminel et pour un lâche le soldat qui lui donne la mort. Les troupes qui se rendent sont simplement désarmées et retenues comme prisonnières. On se doit une loyauté absolue entre ennemis et une ruse devient illicite et déshonorante lorsqu'elle implique un manque de parole. La guerre doit s'abstenir de toute dévastation inutile, et l'on convient de respecter dans le feu de l'action ces monumens et ces trésors qui constituent le patrimoine intellectuel et moral de l'humanité.

Nous ne prétendons pas faire ici une énumération limitative. Ces règles que nous avons choisies parmi les plus certaines et les plus grosses représentent les revendications extrêmes de la raison, de la conscience et de l'humanité aux époques où les nations, emportées par la loi tragique de leur destinée, demandent aux armes la solution de leurs différends. En dehors d'elles, la violence reprend son libre cours, mais encore ces règles existent, elles sont avouées, suivies, et l'honneur militaire veut que l'on ne puisse s'en écarter sans déchoir et sans se charger

d'une lourde responsabilité. Elles font les guerres moins atroces, elles font aussi la paix plus franche et plus sûre, car on ne pardonne pas à un ennemi dépourvu d'humanité ou d'honneur.

Ce sont ces maximes et quelques autres encore de moindre importance qui constituent le droit de la guerre et servent de limites à la liberté des combattans, de même que dans chaque État les prescriptions du droit civil ou du droit criminel servent de limites à la liberté des citoyens.

La science allemande reconnaît parfaitement l'existence d'un droit de la guerre. Elle aurait pu la nier en prenant exemple sur le célèbre Grotius, excellent homme et grand savant s'il en fut, à qui son respect pour l'antiquité ne permettait pas de penser qu'il puisse exister un droit entre peuples belligérans. Grotius écrivait à l'époque de la guerre de Trente Ans, et les idées se sont grandement modifiées depuis lors. Du reste, ce jurisconsulte se gardait bien, comme nous le verrons bientôt, de recommander l'observation des principes absolus qu'il se croyait obligé de poser.

Donc, la science allemande ne conteste nullement l'existence d'un droit de la guerre. Disons plus. Aucune des considérations sur lesquelles ce droit trouve sa base ne lui échappe. Les auteurs allemands reconnaissent bien que la raison prohibe toute violence qui excéderait le but poursuivi par la guerre et ne contribuerait pas à faire acquérir au belligérant la supériorité par rapport à son ennemi; ils ne nient pas davantage que la guerre doive être conduite avec humanité. Cependant déjà, sur ces premiers points, on s'étonne de constater chez eux des tendances singulièrement inquiétantes.

Consultons Lueder. Parmi les auteurs modernes, il a été le représentant le plus éminent de la science allemande dans ce domaine (Holtzendorff, *Handbuch des Völkerrechts*, IV, § 53). Lueder, après avoir admis que, dans la mesure où le but poursuivi par la guerre n'en sera pas compromis, on peut faire une place à l'humanité, pose et laisse indécise la question de savoir si la véritable humanité ne consiste pas exclusivement à assurer à la guerre la fin la plus rapide et si les moyens même les plus aveugles et les plus terribles ne sont pas aussi les plus humains lorsqu'ils peuvent contribuer à assurer cet effet. Tout autre principe lui paraît condamné à rester dans le domaine de

la pure théorie. L'auteur ne laisse donc la parole aux sentimens d'humanité que lorsqu'il s'agit de violences qui ne peuvent contribuer en rien au succès des opérations entreprises, d'actes complètement inutiles par conséquent. Ces actes seuls sont d'après lui à considérer comme illicites. — La formule est singulièrement élastique et l'on aperçoit vite qu'avec un semblable principe les pires excès deviennent excusables, si l'on peut prétendre qu'ils n'ont été commis que pour faire plus cruellement sentir les maux de la guerre et la nécessité d'une prompte soumission.

Émettre une semblable théorie, c'est proprement nier l'existence de tout droit en temps de guerre. Le droit commun nous enseigne que l'on doit séparer les pays neutres des pays belligérans et que les premiers sont fondés à demeurer exempts des maux de la guerre, à la seule condition qu'ils ne prêtent pas d'assistance aux belligérans. Le droit allemand déclarera légitime d'étendre les hostilités aux territoires neutres si, par ce moyen, on espère atteindre plus vite son adversaire et le vaincre plus sûrement. Qu'importe que la Belgique ait été déclarée perpétuellement neutre et que l'Allemagne ait contresigné elle-même cette solennelle déclaration, si le territoire belge offre aux armées allemandes la voie la plus commode de leur pénétration en France? La Belgique devait ouvrir ses chemins de fer et ses routes aux armées impériales, simplement parce que ces armées avaient besoin de s'en servir pour atteindre leur but. Elle ne l'a pas fait, son territoire a été envahi, sa population livrée à toutes les horreurs d'une guerre sans merci, et tout cela a été fait en vertu du droit de la guerre allemand.

Grâce aux efforts des juristes et des hommes d'État, le monde s'était peu à peu accoutumé à cette idée que, dans les pays belligérans, la population doit être divisée en deux groupes de condition différente : les combattans et les non-combattans. Aux combattans revient l'honneur de défendre leur patrie les armes à la main, mais aussi eux seuls doivent souffrir des violences presque illimitées que comporte l'état de guerre. Les enfans, les femmes, les vieillards, tous les non-combattans n'ont qu'un devoir, celui de ne prendre personnellement aucune part aux actes d'hostilité. A cette condition, leur vie, leur honneur, leurs biens eux-mêmes (ces derniers dans la mesure du possible)

seront respectés. — Jusqu'à la présente guerre, on regardait l'immunité assurée aux non-combattans comme le plus grand progrès du droit moderne. L'application faite quotidiennement par les armées austro-allemandes de leur droit propre au pays qu'elles occupent, nous montre que ce prétendu progrès n'était que pure illusion. Ces troupes massacrent sans raison les habitans désarmés, s'emparant de leurs biens en dehors de toute nécessité de guerre et simplement pour s'enrichir de leurs dépouilles. Des régions entières sont dévastées, semble-t-il, par pur goût de mal faire; l'honneur des femmes et des filles n'est plus respecté; la faiblesse des enfans ne leur épargne même pas les pires mutilations, et des témoins dignes de toute foi nous rapportent des séries de cruautés et d'excès que l'on aurait crus impossibles, et dont les guerres, depuis fort longtemps, n'avaient pas offert le spectacle. — Si un tribunal international devait jamais appeler à sa barre les auteurs responsables de ces crimes, les représentans de la science allemande leur trouveraient dans leurs doctrines une excuse, voire une cause d'absolution. La terreur n'est-elle pas en effet un moyen de guerre, et n'est-il pas humain de torturer les uns pour amener plus vite et à moindres frais la soumission de tous les autres?

Certains exemples qui viendront bientôt sous ma plume montreront que je n'exagère pas lorsque j'avance ces monstrueuses propositions. Du reste, les intellectuels allemands n'ont-ils pas d'une voix unanime protesté contre les reproches que faisait surgir de toutes parts la conduite de leurs compatriotes, généraux ou soldats?

Certes, la doctrine de ces anciens qui pensaient qu'aucun droit ne pouvait exister entre ennemis était plus modérée et plus humaine. Le droit est l'instrument de la paix, la guerre qui ne connaît que la violence est par elle-même antipathique à tout droit. Cette idée, logique et presque évidente en apparence, procédait en réalité d'une vue assez superficielle de la fonction du droit. Tout intérêt commun à plusieurs peuples autorise et appelle entre eux la formation d'un droit, car le droit est le serviteur naturel des intérêts communs à plusieurs. Or, les belligérans eux-mêmes ont jusque sous le feu des hostilités des intérêts communs. Ils ont intérêt à ce que les violences de la guerre ne dépassent pas leur objet, à ce que

toute vaine cruauté soit proscrite, toute dévastation inutile évitée, tout fait contraire à l'honneur ou indigne de l'humanité réprimé par celui-là même dont la cause a été défendue par de tels moyens. Et ainsi, sur ces intérêts communs, un droit peut reposer, droit pas très étendu sans doute et essentiellement modeste dans ses prétentions, mais un droit tout de même, légitime, nécessaire, si l'on ne veut pas que le monde retourne à la pure barbarie.

Grotius et son école n'apercevaient pas, je l'ai dit, la possibilité d'un pareil droit. En théorie donc, et en théorie seulement, ils se croyaient obligés d'enseigner que tout est permis entre ennemis, mais dans la pratique, que ne faisaient-ils pas pour tempérer cette doctrine contre laquelle leur conscience s'insurgeait? D'abord, à ce prétendu droit naturel, aveugle et impitoyable, ils opposaient le droit des gens. L'emploi du poison, l'assassinat de l'ennemi, la perfidie, le viol, sont permis par le droit naturel, mais réprouvés par le droit des gens : de semblables moyens de guerre seront donc tenus pour illicites.

Puis ces mêmes auteurs s'empressent d'ajouter que tout ce que le droit permet ne doit pas être suivi et, raisonnant soit de ce que la peine de chacun doit être mesurée sur sa responsabilité, soit de la bonté, de la modération, de la grandeur d'âme qu'il faut savoir garder même au milieu des hostilités, ils émettaient toute une série de règles sages autant qu'humaines qu'ils déclaraient moralement obligatoires pour les combattans.

Tout cela était sans doute compliqué et subtil, mais encore combien cette attitude était supérieure à celle de ces savans modernes qui se disent les serviteurs du droit et en même temps ne négligent rien pour en détruire l'autorité?

J'ai cité parmi les Allemands le nom seul de Lueder; s'il est le premier, il n'est pas le seul, et nous voyons les mêmes idées acceptées par la grosse majorité des auteurs de cette nation, soit à titre de principe général, soit dans les cas spéciaux dont le plus typique est le cas d'un bombardement. Les noms de Lentner, de von Rüstow, de Litzt, peuvent être rappelés ici. On en trouverait d'autres, et il est plus facile de mentionner ceux qui, comme le Suisse Bluntschli et Geffcken, ne pensent pas que tout moyen est légitime lorsque l'on veut provoquer la terreur et vaincre par le moyen de l'intimidation.

## II

La doctrine allemande se distingue encore par un autre trait qui lui est particulier et doit appeler sur elle des critiques sévères : c'est la distinction de l'usage commun de la guerre et de la raison de guerre, de la *Kriegsmanier* et de la *Kriegsraison*. Il faut bien expliquer le sens de cette distinction, car on ne le devinerait pas.

En général la science comprend sous le nom de droit de la guerre l'ensemble des limitations apportées à la liberté des belligérans au nom de la raison, de l'humanité et de l'honneur. Elle propose l'observation de ces règles parce que cette observation lui paraît possible et hautement recommandable ; elle tient le belligérant pour obligé en toute occasion de s'y soumettre, parce qu'elles ne perdent jamais leur raison d'être et leur force. La science ne croit pas qu'il soit possible d'observer le droit de la guerre et de ne pas l'observer en même temps. Ou bien un belligérant l'observe et fait la guerre en homme civilisé, ou bien il le méprise et se place à ses risques et périls au-dessus du droit et au-dessous de l'humanité. Il ne semble pas qu'il y ait de milieu entre ces deux alternatives. La doctrine allemande pourtant n'est pas de cet avis et elle explique qu'il y a deux façons légitimes de faire la guerre, la manière ordinaire ou *Kriegsmanier*, qui oblige à respecter les interdictions formulées par le droit des gens, et la manière exceptionnelle ou *Kriegsraison*, suivant laquelle tout est permis.

Lorsque l'on procède par la voie de la *Kriegsraison*, on n'a à s'inquiéter ni des principes traditionnels du droit de la guerre ni même des traités que l'on aurait signés sur cet objet ; tout devient licite, il n'y a plus d'excès condamnables, plus rien que l'on puisse qualifier de barbare ou de déshonorant, l'état de raison de guerre excuse tout.

Il n'est pas besoin de pousser plus loin pour apercevoir qu'avec une semblable théorie, le droit de la guerre n'est exactement plus qu'un mot. Comme c'est au belligérant qu'il appartient exclusivement de décider s'il fera la guerre à l'ordinaire ou à l'extraordinaire, ce serait perdre son temps que de prétendre lui adresser un reproche. Il y répondra en disant qu'il s'était vu obligé d'agir suivant la raison de guerre, et tout sera dit par là.

On s'étonne qu'une semblable doctrine ait jamais pu être émise. Il faut reconnaître cependant qu'elle est d'une origine assez ancienne et qu'elle fait loi parmi les Allemands. F. G. de Martens, qui écrivait à la fin du XVIIIe siècle, enseigne déjà qu'il existe dans le droit de la guerre certaines interdictions qui ne cèdent qu'en cas de représailles et d'autres que l'on peut écarter dans les circonstances extraordinaires où la raison de guerre (*Kriegsraison*) l'emporte sur l'usage commun. — Sans doute, sous la plume de Martens, la raison de guerre n'excuse que certaines infractions aux règles communes, mais comme il écrit un peu plus loin que la protection promise aux non-combattans, aux médecins et chirurgiens, aux blessés eux-mêmes, peut être supprimée par raison de guerre, la modération de cet auteur sera jugée plus apparente que réelle.

Klüber, qui vient après lui, admet également que l'on invoque la raison de guerre. Il s'efforce pourtant d'en réduire l'importance en posant pour son emploi certaines conditions, notamment que l'on n'en use que pour la bonne cause.

Le célèbre Heffter, après avoir rappelé l'anathème qui frappe ceux qui usent de procédés cruels ou barbares, ajoute : « Des circonstances exceptionnelles tirées de l'extrême nécessité ou du besoin de rétablir l'équilibre permettent seules de s'affranchir de ces règles et de faire ce qui est de raison momentanément. » — Heffter avait oublié sans doute que l'état de guerre est par essence un état de nécessité, et que le droit ne prescrit rien qui ne soit compatible avec cet état.

Les auteurs plus récens, comme Holtzendorff, Dahn, Bulmerincq, Neumann, Lueder, Ullmann, Litzt, demeurent fidèles à cette distinction qui est devenue une véritable caractéristique de la doctrine allemande. Il est à remarquer en effet que les jurisconsultes de tous les autres pays demeurent étrangers à la notion de la raison de guerre. A cette règle nous ne connaissons qu'une seule exception, celle du Suisse Rivier.

Comment faire accepter cette étrange réserve et quelle place donner dans une doctrine scientifique à une distinction qui ne vise à rien moins qu'à ruiner l'autorité de la science elle-même? La plupart des auteurs allemands ne tentent même pas cette justification. Consultons de nouveau Lueder. Il n'a pas imité l'exemple de ses devanciers et consacre un passage assez long aux motifs qui expliquent l'introduction de la raison de guerre

dans le droit. La licence autorisée par la raison de guerre est, dit-il, licite dans deux cas : lorsqu'on se trouve dans une extrême nécessité et en cas de rétorsion. Laissons de côté la rétorsion. Le général le plus juste et le plus humain peut être contraint, par les excès de son ennemi, à user de représailles et à suspendre ouvertement et consciemment les garanties que donne le droit de la guerre. C'est rendre le mal pour le mal, pratique délicate, dangereuse, mais qui n'en est pas moins la seule forme de justice répressive possible entre adversaires sur le champ de bataille.

L'excuse de nécessité est beaucoup plus intéressante.

Lueder prétend la fonder sur le droit de légitime défense. De même qu'un particulier inopinément attaqué peut recourir à tous moyens pour se préserver et ôte impunément alors la vie à son agresseur, de même et à plus forte raison lorsque la nécessité d'atteindre le but de la guerre ou de se soustraire à un danger imminent le commande, le général peut se mettre au-dessus des lois de la guerre et faire ce qui lui plaît. On objecterait vainement à Lueder qu'une armée n'est jamais comme un individu dans l'alternative de supprimer son adversaire ou de périr; que, pour une armée en campagne, il s'agit de vaincre, de briser la résistance de l'ennemi, que cela implique toute une série de manœuvres et d'attaques, que le succès ne dépend pas exclusivement d'un seul coup porté à un certain moment, que l'opinion de l'univers civilisé n'a jamais pensé que les nécessités de la guerre fussent incompatibles avec la manifestation d'une certaine humanité. Cela se comprend partout, sauf en Allemagne.

Lueder s'empresse d'ajouter que le recours à la *Kriegsraison* ne devra se produire que dans les cas d'extrême nécessité et ainsi ne préjudiciera pas sensiblement à l'autorité du droit de la guerre, de la *Kriegsmanier*. Est-ce bien sûr? A la guerre, la nécessité n'est-elle pas la loi de tous les instans, et qui jugera de l'extrémité où il se trouve si ce n'est le général, porté naturellement et par fonction à écarter les obstacles qui s'opposent à la plénitude de son action?

Cela explique bien des choses qui, sans cela, seraient vraiment dépourvues de toute explication.

Il importe à la guerre de limiter les sacrifices que l'on consent, et si l'on espère arrêter le feu de l'ennemi et réussir

dans son action en abritant ses troupes derrière une haie d'habitans inoffensifs du pays que l'on occupe, la raison de guerre permettra certainement de le faire.

Il est d'une importance capitale de pourvoir à la sûreté des soldats cantonnés dans un village ennemi. La raison de guerre conseillera, au premier coup de feu qui sera tiré, et sans même que l'on sache par qui, d'incendier et de piller ce village et de fusiller bon nombre de ses habitans, sans même s'enquérir de leur culpabilité. — Des balles dites « dum dum » font certainement des blessures bien plus graves que des munitions ordinaires. Par raison de guerre, on les emploiera en cas de nécessité urgente.

Achever des blessés, tirer sur des convois que couvre la Croix-Rouge, massacrer des prisonniers, sont des choses qui ne se font point d'ordinaire; mais, si l'on pense obtenir par là des résultats que l'on n'obtiendrait pas autrement, la raison allemande couvrira tout.

Nous ne voyons pas à quoi le viol des femmes et la mutilation des enfans peuvent servir au cours d'hostilités. Cependant, puisqu'il est bien certain que ces atrocités ont été commises en maint endroit, nous devons croire que la raison de guerre commandait qu'elles fussent commises, et c'est nous qui sommes en faute de ne point apercevoir cette raison.

On peut aller loin dans cette voie, aussi loin que l'on veut. Les violences mêmes dont ne souffrent que les seuls non-combattans, comme les projectiles lancés du haut des airs sur des villes pacifiques, seront jugées très conformes au but de la guerre qui est de réduire l'adversaire à sa discrétion. On dira même, que ces moyens sont véritablement humains parce qu'ils procurent un effet de démoralisation très important, grâce à des sacrifices forcément assez limités. Il y a plus encore. Ne voyons-nous pas aujourd'hui même le gouvernement allemand, oublieux de la liberté des mers comme des traditions les plus certaines du droit maritime international, adresser au commerce neutre des menaces jusqu'ici inconnues? Il ne s'agit plus de ce droit de visite des bateaux et de saisie de la contrebande de guerre que reconnaît le droit des gens. L'Allemagne prétend interdire aux neutres certaines mers, et, en cas d'infraction à ses lois arbitraires, menace de perte leurs navires et de mort leurs marins. La raison de guerre permet,

à ce qu'il paraît, aux torpilleurs d'ignorer le droit des gens, et ces atrocités n'ont d'autre objet que d'obliger les neutres à épouser la cause de l'Allemagne et à exiger des Alliés qu'ils laissent passer les vivres à elle adressés!

Ajoutons un dernier mot. Les intellectuels allemands, qui ont avancé ces théories et en approuvent les conséquences monstrueuses, sont des gens de bonne foi. Toute la faute est à leur philosophie. Persuadés que la supériorité des lumières est démontrée par la possession d'une force brutale plus grande et que le plus cultivé est celui qui possède le plus de canons et de fusils et sait le mieux s'en servir, ils se feront une gloire de la barbarie de leurs armées, si cette barbarie les conduit à la victoire. Ce simple « si » doit être bien angoissant pour le peuple allemand, car si ce déploiement de cruauté voulue ne le conduit pas à la victoire, où le conduira-t-il?

Vattel, qui était Neuchâtelais et sujet du roi de Prusse, écrivait au milieu du XVIII^e siècle que les peuples, toujours prêts à en venir aux mains dès qu'ils peuvent en attendre quelque avantage, — et il citait comme exemple les Germains au temps de Tacite, — sont les ennemis du genre humain. Il ajoutait que les nations ont le droit de s'unir pour les châtier et les exterminer. L'opinion de Vattel ne tardera pas à devenir celle du monde civilisé tout entier.

A. Pillet.

# REVUE LITTÉRAIRE

## UN ROMANCIER BELGE : M. EDMOND GLESENER (1).

Dans un précédent article, j'ai noté les caractères de la récente littérature belge et, principalement, ce vif amour du sol natal, des paysages familiers, des coutumes, qui anime les récits des conteurs et leur donne la signification la plus émouvante. Je n'ai as mentionné, le réservant pour une étude moins générale, un des écrivains qui témoignent le mieux de la volonté commune et qui aussi montrent une originalité attrayante, M. Edmond Glesener. Ce n'est pas que je veuille le présenter comme un grand écrivain déjà. Son œuvre, toute pleine de défauts, a premièrement l'inconvénient d'un style imparfait, souvent joli, plus souvent négligé, encombré de néologismes, de mots hasardeux : puis les phrases sont quelquefois molles et bavardes. Presque toute la jeune littérature belge, à mon avis, mérite ce reproche ; et c'est dommage. Il y a, je le sais, dans le vocabulaire et dans les tours de syntaxe qui étonnent le lecteur français, beaucoup de particularités belges. Eh bien ! je ne les réprouve pas toutes également : les unes sont amusantes, savoureuses ; les autres, non. Il faut choisir et, en choisissant, ne pas oublier qu'une littérature de langue française, florît-elle hors de chez nous, a le devoir de ne se point émanciper outre mesure, de suivre l'usage ancien de la langue et de trouver sa liberté dans la juste connaissance de cet usage. Consacré par des siècles, sans cesse enrichi, trop riche même, et souple infiniment, le français, tel que nos meilleurs écrivains l'ont peu à

(1) « Chronique d'un petit pays. » *Monsieur Honoré* (Association des écrivains belges). Du même auteur, *Histoire de M. Aristide Truffaut, artiste découpeur* (Mercure de France); et *Le cœur de François Rémy* (Juven).

peu constitué, suffit à l'expression de tous les sentimens et de toutes les idées, voire étrangères, je l'affirme. Les Belges de langue française auraient tort d'écrire, comme on dit, en belge. Leur incontestable indépendance n'a pas besoin de ce vain artifice : l'indépendance de leur pensée, que marquent si bien leurs livres. M. Glesener le prouve. Ses pages les plus parfumées de vérité belge sont fort bien écrites ; et, s'il se relâche, il abandonne tout ensemble sa vérité belge et son style français. Je lui reproche encore une lenteur de la composition qui n'épargne point au lecteur toute espèce d'ennui ; et je sais bien qu'en n'allant pas plus vite à dérouler les existences de ses héros, il comptait peindre la vie morne, la vie sans joie et dépourvue d'aubaine : oui ! mais, le danger, c'est notre fatigue, par endroits. M. Glesener devait ennuyer ses héros et, son lecteur, le ménager. Enfin, M. Glesener, de temps en temps, mène un peu loin l'audace ; et il n'a pas toujours une exquise sûreté de goût. C'est qu'il préfère à des arrangemens de fade poésie une authentique réalité? Sans doute! Et la réalité, toute nue, révèle ce qu'elle a de beau, ce qu'elle a de honteux? Sans aucun doute ! Seulement, les romanciers réalistes se moquent de nous, quand ils prétendent nous offrir la réalité toute nue. D'abord, nous ne leur en demandons pas tant ; et ils nous refuseraient un pareil cadeau, peu honorable à faire comme à recevoir. Tous, et les moins pudiques, habillent un peu la réalité. Ils l'habillent légèrement, ou plus chaudement. L'habiller, et d'une robe (selon Gautier) qui la déshabille si bien ; l'habiller et ne pas la déguiser : voilà le goût, si je ne me trompe. Et M. Glesener s'y trompe, volontiers.

Mes chicanes ainsi éludées, je ne fais plus qu'aimer l'œuvre de M. Glesener. Elle n'est pas très étendue, quant à présent : trois volumes la composent, dont le premier date de dix-huit ans et, le deuxième, de neuf ans ; le dernier parut quelques mois avant la guerre. Cet écrivain ne se dépêche pas. Il cherche, avec une patience heureuse, la formule d'un art qu'il pressent, qu'il ne tient peut-être pas tout à fait, dont il sera de plus en plus maître et qui dès maintenant se devine, dans ses romans, à merveille. Un des personnages qu'il a inventés est un vannier qui met sa coquetterie à écrire des chansons, les paroles et la musique. Un jour, le gaillard ne craint personne : il a confiance d'avoir accompli son chef-d'œuvre. Il s'écrie : « Est-ce bête ! On se creuse la tête pour trouver des sujets ; et, depuis des années, le plus beau de tous était là, sous mes yeux : mon métier. Je n'y avais jamais songé... » Bon enseignement : la matière de l'art est partout, et non seulement très loin dans l'univers et dans l'idéo-

logie, mais encore tout près de vous. Et, comme ce vannier, vous n'y songez pas. C'est que, par un effet de l'habitude, les objets tout proches, vous ne les voyez plus. Qu'un hasard éveille votre attention, vous remarquez, avec beaucoup de surprise, vos entours et l'amitié que vous avez pour eux. Chantez-les donc ; le vannier, « comme il chantait selon son cœur, chacun le comprenait et l'aimait. » M. Glesener, sans plus quêter ailleurs une inspiration moins sage, écrit doucement la « chronique d'un petit pays, » le sien, le pays de Liége.

Nous possédons trois épisodes de cette chronique; et, d'abord, l'*Histoire de M. Aristide Truffaut, artiste découpeur*. Une histoire extrêmement simple et toute dépourvue d'incidens. M. Truffaut : un bonhomme pareil à d'autres, un modeste gratte-papier, sous-chef au bureau de bienfaisance. L'on est sous-chef au bureau de bienfaisance et l'on ne mérite que l'estime de ses collègues, la confiance de ses chefs : cela pourtant vous laisse du loisir. L'on va au café : l'on n'y demeure pas. Afin d'occuper les heures vides et afin d'occuper aussi les portions les plus chimériques d'une âme, fût-elle ordinaire entre toutes les âmes, il faut un rêve, honnête ou non. Truffaut, longtemps, collectionna les pipes et, en les fumant, sut leur donner les colorations les plus belles : une tête de zouave en écume de mer, il l'a culottée de manière qu'on la dirait hâlée par le soleil d'Afrique. Un jour, il rencontre son ami Tranquilin Mazurel, comptable dans une messagerie. Certes, il l'invite à prendre un petit verre. Tranquilin n'ose pas refuser : tout de même, on sent qu'il rentrerait chez lui plus volontiers. Son petit verre, il l'avale trop vite; il regarde l'heure et ne dissimule pas toute son impatience ; il annonce bientôt le projet de s'en aller... Déjà ? Est-il donc si pressé ? Oui. Quelque besogne? Un passe-temps, une manie, un vice ; une sorte de vice anodin : Tranquilin Mazurel découpe, avec une petite scie, des planchettes de bois et il en fait des objets d'art, un porte-montre pour le moment. « Et ça t'amuse? — Pour cela, oui ! Tu n'imagines pas !... On est chez soi, bien tranquille, au coin du feu. Ma femme tricote ; moi, je fume ma pipe en travaillant ; et puis, ça ne coûte pas cher... » Voilà un homme heureux. Aristide Truffaut lui envie son bonheur. Mais Tranquilin ne demande pas mieux que d'enseigner à son ami son plaisir. Désormais, toute la pensée, toute la ferveur et tout l'entrain d'Aristide Truffaut seront dévoués au fin découpage du bois. Il ajoutera le découpage des métaux, et nommément du cuivre. Il en perdra le boire et le dormir. Il multipliera les exploits, achèvera l'on ne sait combien

d'étagères, de vide-poches, de cadres. Il emplira d'inutilités fragiles les chambres, la salle à manger, le salon, de sorte qu'on n'osera plus, chez lui, bouger ni épousseter. Il aura des déboires, quand sa femme et ses enfans n'admireront guère ses bibelots et, à table, se révolteront si, renonçant au dessert, il se met à manœuvrer la scie et souffle sur les tartines la poussière du bois. Mme Truffaut le réprimandera, pour les dépenses que le matériel de son art exige. Elle se révoltera, un jour qu'elle l'aura surpris à décrocher les portraits de famille en vue de remplacer par des cadres découpés les cadres anciens. Il aura des angoisses, les jours qu'il aura soumis au jugement d'un public dédaigneux ses meilleures pièces; et il aura de grandes joies d'orgueil, lorsqu'un de ses camarades lui commandera, pour servir de récompense au concours de l'arc, un régulateur en cuivre de septante-cinq francs. Déceptions et aubaines occuperont sa vie; la bonne et la mauvaise fortune, péripéties quotidiennes, il les supportera de son mieux, et assez mal généralement, avec trop de chagrin, trop d'allégresse. Mais enfin, pâtir et jouir, c'est le lot d'une âme sensible, d'une âme qui évite la plus morne langueur. Ne plaignons pas Truffaut. Tranquilin Mazurel a moins de flamme. Il découpe, mais obscurément, petitement; et il use son existence plutôt qu'il ne la goûte. Tranquilin Mazurel, moins fou et, partant, moins raisonnable, — car il traite son absurdité sans nulle fantaisie, — nous le verrons s'acheminer tristement jusqu'à la mort; nous le verrons tourner à l'hypocondrie, jaunir à cause d'une maladie de foie, devenir à peu près inerte dans son fauteuil, le menton sur la poitrine, les bras allongés aux genoux : « quand l'heure sonnait à la petite pendule, sa femme déposait sur la cheminée l'ouvrage de couture où elle faisait des reprises et lentement, avec des gestes doux, lui offrait des potions. » Il trépasse et à peine s'en aperçoit-on; ses amis se résignent à cet événement très facilement. Truffaut, lui, n'est pas de cette espèce calme. Nous ne le verrons pas mourir : l'auteur nous laisse avant cet épisode funeste et ne veut pas que nous gardions de son héros un autre souvenir que sympathique. Truffaut, vers le soir de son âge, quitte le bureau de bienfaisance. Il a pris sa retraite; il achète, à deux kilomètres de la ville, une petite maison, munie d'un jardin, tapissée de lierre et de glycines. Dans les allées semées de cailloux fins, il se promène. Armé d'un sécateur, il taille ses arbustes; il ratisse et il bêche; il peint ses tuteurs; il étend le fumier sur la terre et songe à ses légumes. Il se porte bien; ses travaux agrestes le fatiguent juste assez pour lui procurer le meilleur sommeil et, parfois,

il s'endort avant la fin du dîner, les mains sur le ventre. Il est heureux Il ne découpe plus le bois ni le métal : et toute la famille, autour de lui, se félicite de ce changement, de la quiétude que répand la tardive sérénité de Truffaut. Cependant, un matin, Mme Truffaut, son fils et sa fille déjeunaient : voici Truffaut, les bras chargés de l'attirail du découpage. On frémit : et est-ce qu'il va recommencer l'ancien manège? Non. Il sourit avec bonhomie et rassure sa femme, ses enfans : il ne va découper que des étiquettes en métal pour les arbres du jardin; puis, ce sera tout, car il le promet gentiment.

Toute l'histoire de M. Truffaut n'est que cela et, si l'on en tirait une philosophie, je crois qu'on dépasserait l'intention de l'auteur. M. Glesener nous a conté cette histoire sans nous inviter à nulle conclusion dogmatique. Un bonhomme a vécu ainsi. Fallait-il qu'on le sût? Oui : nous ne sommes que trop portés à regarder seulement, dans la nature, les sites extraordinaires et, dans l'humanité, les destinées prodigieuses. C'est la raison pour laquelle, en général, nous n'avons pas une idée juste de la nature et de l'humanité. Un bonhomme a vécu ainsi : et c'est un fait; évitons l'erreur de mépriser les plus simples faits. Et puis, le plus simple bonhomme qui arrive au terme de ses jours, et qui probablement n'a guère médité, a pourtant résolu maints problèmes, que posent les métaphysiciens et qu'ils ne résolvent pas. S'il aboutit à quelque bonheur, la solution que son exemple recommande n'est-elle pas digne d'estime? et, s'il n'a nui, en outre, à personne, qui n'aimerait à l'imiter? Truffaut, d'ailleurs, s'est tracassé longtemps. La niaiserie de son tracas ne doit pas faire illusion : et un tracas en vaut un autre, dans l'immense inutilité des aventures individuelles. Dus à l'éternel oubli, nous réussissons, en cultivant notre manie à l'âge de l'activité, un peu plus tard notre jardin, à oublier cette misère de notre condition mortelle, ici-bas.

Cette conclusion n'est pas gaie. D'ailleurs, cette conclusion, M. Glesener ne l'a point formulée. Elle se dégage du roman toute seule comme, de la réalité, naît une opinion d'allégresse ou de mélancolie. M. Glesener se contente de peindre ce qu'il a sous les yeux. Mais, dissimulé même, le sentiment du peintre, on l'aperçoit. Ceci le révèle : la manière du peintre change selon que, toujours attentif, il copie l'humanité ou la nature. L'humanité, il la peint de couleurs vives et crues, sans douceur; ni les détails ne sont arrangés avec complaisance, ni les nuances ne sont ménagées avec gentillesse. La nature, il la peint de couleurs ravissantes, avec un souci de grâce et de poésie. Ce contraste, qui trahit sa pensée, il le marque très

fortement. Par exemple, dans cette fête de village où le meilleur des archers a reçu, pour prix de sa victoire, le régulateur en cuivre découpé de Truffaut, les gens se démènent. Chez le bourgmestre, on boit et l'on danse. Les hommes, que le grand air a excités, que les libations fréquentes ont exaltés, se mettent en bras de chemise... « L'ébriété moussa dans les cerveaux. Des refrains polissons, entamés en sourdine, furent tout à coup vociférés. Une ronde s'organisa : les mains se joignirent et la sarabande déferla dans le corridor, — parmi les allées du jardin, sur la grande route baignée par la nuit close. La brise glissait sur les champs de ténèbres, tiède, subtile, amollissante. Une lueur douce tombait du ciel... » Au décès de Tranquilin Mazurel, ses camarades acceptent la corvée de veiller le corps, la première nuit. L'oisiveté leur pèse et la majesté de la mort ne leur impose pas. Ils échangent des propos malins et libertins. Ils font un piquet, sans scrupule, et lampent de petits verres de cognac. Ils ont la plus mauvaise tenue... « Ils trinquèrent, heureux, épanouis en une béatitude discrète. Minuit sonna aux clochers voisins. Du temps s'écoula. L'odeur des cires en feu affadissait l'atmosphère : on entr'ouvrit une croisée... » Et, la croisée ouverte, apparaît la nature, dans le silence et la paix de la nuit : « Le ciel était pur, la lune brillait au-dessus des toits... » L'humanité vulgaire et sotte, et qui fait scandale dans la beauté innocente de la nature, telle est la vision que M. Glesener nous propose avec une insistance persuasive ; telle est sa double vision de la réalité.

Il me semble que nous avons là les motifs pour lesquels il a combiné tout le thème de son deuxième roman, *Le Cœur de François Rémy*, son livre, je ne dis pas le meilleur, mais le plus attachant. Ce François Rémy, garçon bien élevé, le fils d'un menuisier très honnête et le pupille de ce bon vannier qui chante si bien la chanson de son métier, quitte un beau jour la vie régulière des artisans, la vie assurée, la tranquille maison, pour l'amour d'une fille. Et cette fille n'a pas d'autre domicile que la roulotte bohémienne où, avec son père et son frère, deux larrons et pendards, elle court les chemins, menacée des gendarmes et honnie des villageois. François Rémy devient un vagabond, sans feu ni lieu. Tout son passé, il le renonce ; et les enseignemens de bourgeoisie qu'il a reçus, il les balance. Je ne sais si M. Glesener a suffisamment analysé la démoralisation de François Rémy. Le moment décisif de l'aventure, il l'a un peu esquivé : le moment où ce garçon, — très amoureux, oui, et faible de caractère, docile à son désir, — abandonne à tout jamais son habitude et ses

parens et, adopté comme un gendre par le père de sa maîtresse, entre dans la roulotte, s'y installe et prend son parti de toute déchéance. Désormais il n'aura plus l'énergie de se dégager : bien. Mais, le jour qu'il entre en vagabondage, il pouvait organiser mieux, pour sa maîtresse et pour lui, leur ménage. Ne le pouvait-il pas ?.. M. Glesener nous répondra : — Que voulez-vous ? il ne l'a pas fait. — Pourquoi ? — Tel était ce garçon !...

Et c'est bien mon avis qu'on a tort d'infliger à l'auteur et à ses personnages une règle que l'auteur et ses personnages ne sont pas forcés de subir. Seulement, si le héros du roman nous déconcerte par quelque bizarrerie trop vive, — trop vive, à nos yeux, — nous nous désintéressons de lui, malgré nous. Or, sa résolution de vagabondage, François Rémy la prend un peu vite, dans l'intervalle d'un chapitre et d'un autre. Nous l'avons vu très amoureux de sa belle ; une page de blanc : nous le retrouvons dans la roulotte. L'auteur, en quelques lignes, nous résume les faits ; et, les faits, ce n'est rien. Le cœur de François Rémy nous échappe, et à la minute la plus importante. Plus tard, le cœur de François Rémy, que M. Glesener nous dévoile, ne nous sera plus inintelligible : nous saurons ce qu'il a de tendresse et de bonté molle. Nous l'aimerons, avec pitié. Pour empêcher que nous ne l'aimions d'une façon plus fraternelle encore et complice, il nous restera le souvenir du premier malentendu. Ce n'est pas rancune ou dépit, de notre part ; mais il y a du mystère, dans le cœur de François Rémy. M. Gilbert (j'ai signalé les intéressantes études qu'il a consacrées à la littérature belge) nous donne-t-il la clé de ce mystère ? Il nous invite à songer que François Rémy est un Wallon, le type même du Wallon. Peut-être ignorons-nous l'âme ardennaise ; et peut-être cette ignorance nous éloigne-t-elle de François Rémy. M. Gilbert cite M. Mockel, et M. Mockel, analysant l'âme ardennaise, y montre « une sensibilité nerveuse, délicate à l'extrême chez les hommes cultivés et dont on retrouve les traces jusque dans le peuple des campagnes, » un penchant vers la rêverie, une exquise amitié pour toutes choses et le goût de communier avec la nature. François Rémy n'est-il pas le symbole d'une telle sensibilité ?... Il a tous les inconvéniens d'un symbole, qaand nous échappe sa vérité individuelle. Et, s'il est un symbole, M. Glesener, lui, est un réaliste. Entre le héros et l'auteur, il y a quelque désaccord.

M. Glesener est un réaliste. Il excelle à peindre l'authentique réalité. Il y excelle dans ce livre que gâte un peu l'intention théorique,

dans ce livre qui est charmant et beau chaque fois que l'auteur se contente de peindre avec justesse la nature et les gens, le contraste des paysages paisibles et des malheureuses créatures. La vie errante que mène François Rémy, de village en village, sur les routes, à la lisière des forêts, à l'extrémité des faubourgs et, le plus généralement, au point où les dernières maisons des villes confinent à la campagne, cette vie de misère et de nonchalance contemplative, c'est, pour M. Glesener, l'occasion perpétuelle de peindre à sa guise et de peindre à merveille les tableaux que son talent préfère... Une nuit, comme il n'y a plus du tout d'argent à la roulotte et que Louise, la maîtresse de François Rémy, se meurt dans la pauvreté, François Rémy décide d'aller jusqu'à Liége trouver un ancien camarade, un savetier, qui lui prêtera cinq ou dix francs. Il part ; il a quatre lieues à faire, dans l'obscurité, puis au petit jour. Dans l'obscurité d'abord, il marche longtemps, agité d'inquiétudes. Il allonge le pas. La route se rapproche de la Meuse : et il entend le bruit de la rivière. Ensuite, un rayon de lune brille sur l'eau : « une colline fuyait à gauche, s'inclinant ici sous la clarté des étoiles, pour se soulever plus loin et boucher l'horizon. » Et François arrive à Jemeppe ; il trébuche de fatigue : « des usines faisaient, sur l'autre rive, des renflemens de ténèbres, où des feux creusaient des trous incandescens ; les flammes des hauts fourneaux secouaient sur le ciel une rougeur moirée. » Le vacarme des enclumes, des machines, les cahots des wagons sur les plaques de tôle l'étourdissent : « des portes charretières lui montraient, par leurs battans entr'ouverts, des nappes de lumière électrique dormant sur des tas d'escarbilles, au fond d'immenses chantiers... » Et le matin s'éveille : « une lueur courut au faîte des toits, des coqs chantèrent... » Des mineurs passent, l'échine ployée, tout noirs, avec les yeux qui brillent « dans la pâleur de l'aube, pareils à des globes d'argent. » Et enfin, quand il parvient à Liége, « le jour règne, blanc et joyeux : des marchands enlèvent les volets de leurs devantures ; des servantes lavent les seuils... » Le voici dans l'échoppe de son ancien camarade : « Il entra. Le cordonnier, assis au fond de la boutique, se leva paresseusement et, ayant balayé avec la main les déchets de cuir accrochés à son tablier, vint appuyer ses deux poings sur le comptoir, devant François, qu'il ne regarda pas. Il considéra pendant une minute, par-dessus le rideau de serge verte qui fermait la vitrine, un groupe de gamins jouant aux billes en face de chez lui ; puis, étonné du silence de son client, il tourna la tête, écarquilla les yeux, eut un geste de surprise et un cri : —

François !... Celui-ci, brusquement, éclata en sanglots... » Ces petites scènes, si bien notées et avec une amusante précision, si touchantes de simple vérité, c'est l'art le plus parfait de M. Glesener.

A cet égard, toute la première partie du roman, — j'avoue que la suite s'embrouille un peu, — m'a l'air d'un chef-d'œuvre. François Rémy n'est alors qu'un bambin, doux et choyé, tendre à l'excès et qui a des peines de cœur à cause de sa bonne amie, une voisine, la petite Duchesne. On le taquine, à ce propos ; et il va pleurer. Mais on l'empoigne, on le chatouille et il éclate de rire. A l'approche de la nuit, souvent, vers l'heure d'entre chien et loup, François va au Théâtre royal des Marionnettes. C'est en face de chez ses parens, de l'autre côté d'une place où la marmaille du faubourg prend ses ébats. François, au théâtre des marionnettes, rencontre habituellement la petite Duchesne ; et tous deux admirent l'entrain des quatre fils Aymon, de Roland, d'Olivier, d'Ogier le Danois, la majesté de Charlemagne et les pirouettes facétieuses de Tchantchet. La petite Duchesne, Marie, a des cheveux noirs, un teint pâle, une physionomie douloureuse et de longs cils qui font de l'ombre sur ses joues. Elle est à plaindre : son père, un ivrogne, la malmène. François, pour l'égayer, lui raconte des histoires comiques ; et il guette un sourire sur le visage de la petite enfant... « Un de leurs amusemens, lorsqu'il avait neigé, était de tracer avec leurs doigts des dessins sur la neige. Ou bien François marchait en avant ; et Marie faisait de grandes enjambées afin de poser ses pieds dans les pas de son ami. D'autres fois, ils cheminaient gravement en se tenant par la main et en suçant des aiguilles de glace qu'ils détachaient des appuis des fenêtres où elles suspendaient une frange cristalline. Le vent soulevait autour d'eux une poussière de givre, qui les frappait au visage ; la lune les enveloppait de sa lueur bleue. » Charmans croquis ; et tandis que, presque toujours, dans les romans, les enfans ne sont que de grandes personnes diminuées et rabougries comme les Enfans Jésus des primitifs, M. Glesener, lui, nous dessine de véritables enfans qui ont leur âme en train de se former, qui ont leur univers limité à leurs regards et qui ont leur pensée de cet univers peu étendu, complet cependant. Un soir qu'après le spectacle des marionnettes François reconduit Marie chez elle, il y a du verglas et, au coin de l'église Saint-Nicolas, Marie a glissé ; elle tombe, elle déchire sa jupe ; elle gémit, s'étant fait mal et redoutant d'être battue. A l'idée qu'elle sera battue par son ivrogne de père, François éprouve un terrible sentiment de révolte. Rue Fosse-aux-Raines, Marie entre

dans la maison de son père. François reste aux écoutes près de la fenêtre ; et il retient son souffle, pour mieux entendre. Un court silence, une grosse voix, un bruit de pas, des chaises bousculées, un tumulte. Et François tremble de colère humiliée... « Il aurait voulu se jeter sur cet homme, lui cracher au visage, le piétiner. Il regarda autour de lui, les poings crispés, avec l'envie de se venger sur quelque chose. A un cri plus sourd, n'y tenant plus, il ramassa de la neige, la pressa entre ses mains et en modela une poignée, pendant que ses yeux en pleurs furetaient aux deux bouts de la rue. Lorsqu'il l'eut bien durcie, il recula de deux pas et leva le bras pour la lancer dans les vitres qui abritaient son ennemi... » Mais un ivrogne sortit d'un cabaret, vociféra. Et François l'examina, de sorte qu'il fut un moment distrait de sa rancune. La boule de neige, ensuite, lui faisait une brûlure au bout des doigts. Il regarda ses doigts ; et il réfléchit. Il regarda la maison de Marie ; il écouta, n'entendit plus rien. Il hésita, conjectura que la scène était finie, que Marie était montée se coucher. Il se la figura, de grosses larmes sur les joues. Et il partit. Un peu plus loin, vers la rue Jean-d'Outremeuse, il jeta la boule de neige sur le cocher d'un fiacre qui passait... Tout cela n'est-il pas délicieux ? Quelle fine intelligence d'une âme puérile, de ses courtes ardeurs, de ses combats où elle est vaincue, de ses générosités, de ses velléités, qui la soulèvent, qui ne durent pas, qui se perdent soudain !... Le père de la petite Marie s'en alla ; il s'embaucha dans une escouade de mécaniciens, pour la Russie. Il emmenait Marie. Et François fut au désespoir. La Russie, il se la représentait, selon des gravures : un désert de neige, des traîneaux que poursuivent des loups ; et il devinait Marie dévorée par les bêtes sauvages dans une forêt où on l'avait abandonnée. Le jour du départ, il sanglota jusqu'au soir. Toute une semaine, il fut triste ; et il aimait sa tristesse : il n'en voulait pas être diverti. Dans sa couchette, il étouffait contre l'oreiller ses soupirs. Mais bientôt, il s'endormait. Puis il cessa de se rappeler Marie continuellement. Il l'oublia. Pour qu'il se souvînt d'elle, il eut besoin de prétextes et, mettons, de l'image de Cendrillon dans ses livres. Peu à peu, il ne sut guère la revoir en imagination.

François Rémy, à neuf ans, révèle son goût de la tendresse, et la mollesse de son âme, très vite émue, alarmée, sans résistance, et toute dépourvue d'énergie : enfant, et si particulier ! Ses malheurs, il se les prépare avec incertitude, avec indifférence. Il ne sait pas.

Ses malheurs emplissent tout le roman, qui (je le disais) ne vaut pas, dans son développement minutieux et long, le prélude. Certes,

les pages très jolies ou belles ne manquent pas. Mais je crois que M. Glesener, au bout de quelques chapitres, a trouvé plus de difficulté qu'il n'en attendait. François Rémy, très peu actif, et qu'il analysait avec une patience menue, et qu'il chargeait de sentimens subtils, devint un personnage très compliqué, l'un de ces personnages qui tentent les romanciers et, en fin de compte, les déçoivent : personnages trop aimables, et que l'auteur aime, et qu'il choie, auxquels il prête beaucoup de lui, et qu'il encombre de lui, et qu'il ne sait plus détacher de lui de manière à leur conférer l'autonome réalité d'une âme.

M. Glesener paraît avoir éprouvé là une gêne, et comme un malaise, dont il résolut de se délivrer. Son troisième roman, *Monsieur Honoré*, marque une volonté de rupture et l'adoption d'une esthétique nouvelle, tout autre, plus vive et, pour ainsi parler, plus gaillarde. Cette fois, l'auteur a une désinvolture et une gaieté de travail qui le changent de la soumission presque pénible sous laquelle le *Cœur de François Rémy* l'a tenu. La liberté succède à la contrainte. M. Glesener a été l'esclave de François Rémy : et il est le maître d'Honoré. C'est qu'il aimait François : tant d'amitié, une servitude ; mais, Honoré, il le méprise. Il n'a pas, cette fois, commis l'imprudence dont il avait pâti en créant un personnage trop semblable à son rêve. Honoré, l'on ne risque pas de confondre avec lui ses prédilections. Ce découpeur de boucherie, bel homme et dont la carrure a des adoratrices de haut et bas étage, qui fait son chemin sans timidité, se procure et de la fortune et des loisirs et toutes les satisfactions de l'orgueil et de la volupté par les moyens les plus audacieux, quel luron ! Le pire scélérat, dégoûtant de brutalité ; mais il rend hommage aux vertus de la bourgeoisie, quand il consacre un zèle scandaleux à conquérir, dans la meilleure société, le rang le plus honorable. D'ailleurs, il lui faut pour cela épouser une vieille veuve, assommer, jeter à l'eau son rival, puis le tirer de l'eau et chaparder une médaille de sauvetage. Nul préjugé ne l'entrave. Il est sûr de lui, sûr de son triomphe. Il mérite la corde et gagne la timbale. Tout lui réussit. Et, finalement, capitaine de la garde civique, amant de la colonelle, assez riche, propriétaire, il n'a rien à se refuser, en fait d'ambitions, de cupidités et de désirs. Ce type d'un ignoble parvenu, M. Glesener l'a tracé magnifiquement. Il l'a doté d'une extraordinaire gloutonnerie à vivre et à jouir, et d'une habileté, d'une prudence à toute épreuve. Dédaigneux de la morale et respectueux de la puissance, Honoré est une canaille, mais déférante, et le contraire d'un émeutier. L'État n'a rien à redouter

de lui ; même, les choses pourront tourner de telle sorte que la Cité soit fière de lui : ne sera-t-il pas orateur, quelque jour, et, très cossu, ayant à conserver une situation très avantageuse, ne s'établira-t-il pas conservateur ou, du moins, l'un de ces révolutionnaires opulens qui sont les plus fermes soutiens de l'État. Ce roman n'est pas, comme l'*Histoire de M. Aristide Truffaut*, l'indulgente peinture de la vie niaise, ridicule et anodine, mais une satire, et assez cinglante.

M. Glesener, dans ses trois romans, a montré les ressources d'un talent très varié, d'un talent réfléchi, volontaire, et qui hésite encore à choisir son genre, voire ses doctrines. Son œuvre témoigne d'une inquiétude assez belle. Comment cette œuvre s'épanouira-t elle ? Je n'essaye pas de le prédire. Elle a poussé, dans plusieurs directions, de fortes ramures. Elle est robuste, pleine de sève. Ce qui lui manque de décision lui viendra, je ne sais d'où, d'elle-même ou de favorables hasards. Elle s'épanouira.

En lisant les écrivains belges de cette époque-ci, j'ai constamment l'impression d'un art très abondant et original, qui n'est pas loin d'aboutir à sa perfection, qui demeure en deçà. Pour lui donner le dernier élan, que lui faut-il ?... Ce qu'il fallait à l'âme belge, pour qu'elle obtînt la pleine conscience de sa vitalité, qui va florir, les souffrances et l'héroïsme le lui auront donné ; car la littérature est l'un des signes par lesquels une patrie atteste son orgueil.

André Beaunier.

# CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

Depuis quelque temps, nous n'avons pas eu à parler beaucoup des opérations militaires : elles marchaient avec lenteur, et la situation générale en était peu modifiée. Une grande somme de courage était dépensée, mais les résultats qui se préparent n'ont pas encore été acquis : on attendait le printemps que lord Kitchener a indiqué, dit-on, comme devant être le vrai commencement de la guerre. Cependant quelques actions récentes et heureuses ont eu lieu et, dans le nombre, il faut particulièrement signaler le brillant succès que les Anglais ont obtenu à Neuve-Chapelle. Sur toute la longueur de l'immense front, toutes les opérations ont d'ailleurs tourné à notre avantage, en ce sens que nous avons continuellement repoussé les assauts de l'ennemi et maintenu nos positions. Ce n'est même pas assez dire, car nous avons avancé sur de nombreux points et n'avons guère reculé sur aucun. Néanmoins, la guerre a un peu présenté en France, dans ces derniers mois, le caractère du *statu quo*. C'est du moins l'apparence des choses, c'est ce que tout le monde voit : ce qu'on voit moins, mais n'en est pas moins très réel, c'est que nous avons profité de ce temps de répit pour réparer les insuffisances de notre préparation initiale et que cette œuvre nécessaire est aujourd'hui à peu près accomplie. Nous sommes devenus plus forts : en est-il de même de l'ennemi? Contrairement à la nôtre, sa préparation était parfaite à l'origine ; mais depuis, dans l'obligation où il s'est trouvé de faire face à la fois sur deux fronts très éloignés l'un de l'autre, sa force première n'a pu que diminuer ; son matériel militaire semble être devenu de qualité moins bonne ; ses pertes en officiers et en sous-officiers sont très supérieures aux nôtres ; enfin il commence à éprouver, à l'intérieur, les premiers symptômes de cette difficulté de vivre qui use finalement toutes les résistances. Ce sont là quelques-uns des motifs de notre confiance, qui n'a jamais été plus

ferme qu'aujourd'hui. Mais il y en a d'autres. Nos regards ne peuvent pas se limiter, se borner à la ligne de guerre, si étendue qu'elle soit, qui va de Dunkerque à Belfort : ils embrassent aussi l'œuvre considérable que nos alliés les Russes viennent de mettre en si bonne voie et celle qu'avec les Anglais et eux, nous avons entreprise dans les Dardanelles et sur Constantinople. De tous ces côtés, nous avons les plus sérieuses raisons d'espérer.

La guerre a présenté des alternatives diverses dans la Prusse orientale et en Pologne. Nos alliés russes ont eu à lutter contre le meilleur général allemand, qui disposait contre eux d'un réseau de chemins de fer d'où il tirait de grands avantages. Ils ont éprouvé quelques échecs, mais ces échecs n'ont jamais été décisifs et n'ont pas tardé à être réparés. Le maréchal de Hindenburg n'est pas plus allé à Varsovie que ses collègues occidentaux ne sont allés à Paris ou à Calais. Au moment où il a pu se croire le plus près de la saisir, sa proie lui a toujours échappé. Bien qu'ils ne disposent pas des mêmes moyens de locomotion rapide, les Russes ont déjoué les projets de l'adversaire. Enfin, en Galicie, la nouvelle de la prise de Przemysl est venue changer la face des choses. On s'est trompé plus d'une fois sur l'importance des victoires ou des défaites dans cette guerre pleine de surprises ; un jour, tout semblait compromis, le lendemain, tout était réparé, le surlendemain, des faits analogues se présentaient en sens inverse. L'expérience nous a rendu réservé dans nos jugemens. Il semble bien pourtant que la prise de Przemysl soit un événement militaire d'une gravité exceptionnelle et que les conséquences en seront considérables. Przemysl, située entre Lemberg et Cracovie, est une place de guerre de premier ordre. Une armée qui, au moment de la reddition de la place était encore de 117 000 hommes, commandée par 8 généraux et 2 600 officiers, y avait été assiégée. Elle aurait été vraisemblablement plus utile en rase campagne que dans les murs de Przemysl ; mais elle était là une menace que l'armée russe ne pouvait pas négliger. Il aurait été dangereux de s'engager dans les Karpathes en laissant derrière soi une place forte contenant une armée aussi nombreuse. La marche sur Cracovie en était ralentie, sinon suspendue. La presse austro-hongroise affecte aujourd'hui d'attacher peu de valeur à la chute de Przemysl : c'est nier l'évidence que d'en méconnaître l'importance. Sans doute la longue résistance de Przemysl n'avait pas arrêté les mouvemens de l'armée russe, soit vers le Sud, soit vers l'Ouest : il n'en avait pas moins fallu laisser une centaine de mille hommes pour continuer le siège de la ville et l'in-

vestir hermétiquement. Ces 100 000 hommes de troupes aguerries deviennent aujourd'hui disponibles. Qu'elles se portent sur les Carpathes ou sur Cracovie, leur action ne saurait manquer de se faire sentir. Personne ne croira qu'on ne s'en préoccupe ni à Pest, ni à Vienne, ni même à Breslau. Qui sait si la Hongrie ne sera pas bientôt envahie et la Silésie un peu plus tard ? En attendant, l'armée russe a poussé au Nord une pointe hardie jusqu'à Memel, où, à la vérité, elle ne s'est pas maintenue : il semble bien que ce soit une simple reconnaissance qu'elle ait voulu faire. Quoi qu'il en soit, elle a remis le pied sur le territoire allemand, d'où le maréchal de Hindenburg croyait l'avoir chassée pour toujours. De nouvelles perspectives s'ouvrent de tous côtés devant elle. Pour être juste, il faut reconnaître que le général de Kurmanek, défenseur de Przemysl, a rempli tout son devoir ; il a poussé la résistance aussi loin qu'il était possible de le faire et n'a rendu la ville que lorsqu'il a été acculé à la famine. A ce moment même, il a tenté un dernier assaut qui a été repoussé. La garnison était exténuée. Tout ce que l'honneur militaire exigeait avait été fait : la place a dû se rendre. Sa capitulation avait été si souvent annoncée comme prochaine qu'on commençait, non pas à n'y plus croire, mais à y penser moins. Le dénouement inévitable s'est enfin produit : il en facilitera quelques autres.

L'expédition des Dardanelles finira de même. Mais ici encore, comme à Przemysl, comme ailleurs, l'opération sera plus longue que l'imagination populaire ne l'avait prévu. Dès qu'il en a été question, nous n'en avons pas dissimulé les obstacles. La tâche entreprise n'est assurément pas au-dessus des forces combinées de l'Angleterre, de la France et de la Russie : mais quand même ces forces seraient plus grandes encore, le concours du temps est nécessaire pour qu'elles produisent tout leur effet. On ne force pas les Dardanelles par un coup de main audacieux. La nature a tout fait pour rendre la situation formidable et l'art y a ajouté des défenses nouvelles. Depuis qu'ils sont les maîtres à Constantinople, les Allemands n'ont rien négligé pour cela. Aussi ne croyons-nous pas et personne n'a cru qu'on pouvait forcer le passage des Dardanelles seulement avec des vaisseaux et des canons : des troupes de débarquement y sont indispensables. Elles l'auraient été de tout temps ; elles le sont peut-être plus aujourd'hui qu'autrefois. Autrefois, en effet, il aurait peut-être suffi de détruire les forts où la résistance était concentrée ; mais la guerre actuelle a introduit de grands changemens dans la défense des positions militaires, et ce n'est plus spécia-

lement dans les forts que l'on met aujourd'hui les canons ; on les dissimule dans des endroits où il est difficile de les repérer ; ils se battent un peu sous terre, tout comme nos soldats. Aller les y chercher est une œuvre que des navires de guerre ne sauraient remplir à eux tout seuls. L'Angleterre et la France ne l'en ont pas moins entamée hardiment et, somme toute, elles ont réussi dans la première partie de leur tâche. Les forts qui défendent l'entrée des détroits ont été rapidement détruits et l'escadre des Alliés s'est avancée jusqu'au point où se dressent les forts de Kilid-Bahr et de Chanak : c'est celui où le détroit est le plus resserré et présente un premier coude qu'il suffit de voir sur la carte pour comprendre combien la traversée en est difficile. On l'a tentée pourtant et dans ce coup d'audace nous avons perdu un bateau, le *Bouvet*, tandis que les Anglais en perdaient deux. L'opinion publique ne s'y attendait pas et, dans l'ignorance où elle était des difficultés de l'entreprise, elle s'est un peu émue de l'accident. Il n'avait rien toutefois qui fût de nature à justifier cette émotion, qui d'ailleurs n'a pas tardé à se dissiper. Les gouvernemens anglais et français ne l'ont nullement partagée : ils savaient d'avance que la perte de quelques bateaux était inévitable dans une opération de ce genre et que, si elle pouvait retarder le succès, elle ne pouvait pas le compromettre. Personne ne doute dans le monde que les Alliés forceront le détroit et arriveront victorieux devant Constantinople. L'effort sera peut-être coûteux, mais il réussira, et plus il aura été difficile, plus il sera glorieux. Les navires perdus ont été immédiatement remplacés, ce qui est un témoignage de l'inébranlable résolution de la France et de l'Angleterre. Il est possible que les opérations soient ralenties pendant quelques jours, c'est-à-dire jusqu'au moment où nos troupes de débarquement seront arrivées sur les lieux et pourront y être utilisées : elles se poursuivront alors avec une énergie et une rapidité nouvelles, de manière à produire tous leurs effets.

En même temps qu'il tonnait dans les Dardanelles, le canon se faisait entendre aussi à Smyrne et on s'est demandé le motif de ce qui semblait être une division, une dispersion de notre effort. En réalité, si l'opération de Smyrne n'avait pas tout à fait le même objet que celle des Dardanelles, un lien étroit l'y rattachait. Nous avons déjà parlé de la tentative des Germano-Turcs sur le canal de Suez : annoncée très bruyamment, elle a été exécutée avec un étrange mélange de témérité, d'imprudence et de désordre. L'armée assaillante était composée de Turcs, d'Arabes et de Bédouins qui, non seulement

étaient très mal assortis ensemble, mais qui y étaient à l'état d'hostilité les uns contre les autres, ou peu s'en faut. Jamais on ne vit une troupe moins homogène. Les officiers allemands qui la commandaient ou la dirigeaient ont eu beaucoup à faire pour l'amener jusqu'au canal. Après l'échec de l'expédition, elle s'est débandée et l'indiscipline y a pris une forme violente : on a échangé mutuellement des coups de fusil. Une armée pareille ne pouvait pas être bien dangereuse : il fallait cependant en prévoir la réorganisation et le retour comme possibles. Les Allemands se vantaient de la reformer ou d'en former une nouvelle en Syrie ; ils annonçaient l'intention de revenir à la charge et, non contens de soulever l'Égypte contre l'Angleterre, ils se proposaient aussi de soulever la Perse et d'y détruire l'influence britannique. Cet ensemble de projets allemands se rattache à celui de la guerre sainte, qui devait tourner tout le monde islamique contre les Alliés, sans oublier l'Italie : ce n'est pas celle qui en a le moins souffert, ou plutôt c'est la seule qui en ait un peu souffert en Libye. La guerre sainte a d'ailleurs complètement échoué et l'unique résultat de ces vastes entreprises a été que la Porte a perdu le dernier reste d'autorité qu'elle avait encore sur l'Égypte. C'était peu de chose en réalité, mais on a pu voir là le commencement de la dislocation finale. Quoi qu'il en soit, l'Angleterre a pensé qu'en tirant le canon contre Smyrne et en s'emparant de la place, une menace aussi directe obligerait la Porte à renoncer à d'autres entreprises et à concentrer ses efforts davantage. La canonnade des Dardanelles a eu le même objet, tout en s'en proposant un autre d'un caractère plus général. Les Dardanelles, le Bosphore, Constantinople touchent à des intérêts qui sont communs à toute l'Europe. Il n'en est pas de même de Smyrne, bien qu'elle intéresse plus d'une Puissance ; mais, par sa situation, elle permet à qui s'y établirait pendant la guerre actuelle d'interrompre les communications de la Porte avec les différentes parties de l'Empire. Smyrne est assez rapprochée des Dardanelles pour influer sur les opérations qui s'y déroulent et bien placée sur la rive asiatique pour surveiller jusqu'à une longue distance ce qui pourra se passer, ou se préparer sur terre et sur mer. Il est donc naturel qu'elle ait attiré l'attention de l'Angleterre et la nôtre. Le canon, pour le moment, se tait partout, mais bientôt sa forte voix s'élèvera de nouveau dans les Dardanelles et sans doute aussi sur la côte d'Asie. L'écho s'en répandra fort au loin.

Nous n'avons pas, en effet, besoin de dire quel nombre immense de questions seront évoquées par les événemens d'Orient. Il est

permis d'en être quelque peu effrayé et de se demander si la paix de l'avenir en sera mieux assurée. Assez de questions redoutables étaient déjà posées en Occident, et voilà que l'Orient à l'Occident s'allie pour fournir un surcroît de besogne à la diplomatie. Elle n'en aura jamais eu davantage. Un de ses augures nous disait, il y a quelques jours, que la paix ferait couler autant d'encre que la guerre faisait couler de sang. Nous souhaitons qu'elle ne fasse couler que de l'encre. Un autre souhait que nous nous permettons de former est qu'on attende, pour parler des conditions de la paix, que la guerre soit finie et qu'on en connaisse enfin les résultats définitifs. Tout le monde n'a pas cette sagesse : on commence déjà dans la presse à découper l'Europe et l'Asie, à détruire des empires et des royaumes, enfin à en former d'autres suivant des conceptions qui diffèrent quelquefois beaucoup les unes des autres et menacent de porter atteinte à l'union jusqu'ici parfaite des esprits et des cœurs. Que les gouvernemens, avant de s'engager dans une entreprise nouvelle, en prévoient les conséquences et se mettent d'accord avec leurs amis et alliés sur la manière de les envisager, rien de mieux, rien de plus conforme à la prudence la plus élémentaire ; les gouvernemens encourraient une grande responsabilité, s'ils ne le faisaient pas. Mais ce rôle n'est pas, en ce moment du moins, celui de l'opinion, qui a besoin avant tout de calme et de concorde et pourrait perdre ces biens précieux au milieu des discussions qu'engendreraient inévitablement des divergences de vues sur tant d'intérêts divers. Chaque chose doit venir à son heure ; l'heure présente est celle de l'action et non pas de la délibération publique ; action et délibération ne marchent pas toujours d'accord et la seconde peut nuire beaucoup à la première.

Aussi n'avons-nous pas vu sans quelque inquiétude des hommes trop impatiens demander, par exemple, ce qu'on ferait demain de Constantinople et des détroits, ou plutôt l'annoncer sur le ton dogmatique qui est celui des oracles. Il y aurait beaucoup à dire sur ces questions délicates, mais le mieux est sûrement de n'en rien faire, ou d'attendre pour le faire que le cycle de la guerre soit complètement parcouru. Les questions n'en deviendront peut-être pas plus faciles, mais la part que chacun aura prise aux événemens pèsera d'un poids important dans les solutions à intervenir, et cette part est encore inconnue. Les États neutres qui ont des intérêts engagés dans les événemens en cours annoncent tous la ferme volonté d'en prendre la défense... quand le moment sera venu ; mais comme ce moment n'est encore venu pour aucun, puisqu'ils continuent de s'abstenir tout

en parlant quelquefois très haut, nous ne pouvons que réserver notre opinion aussi longtemps qu'ils réservent leur action, et les laisser à leurs méditations profondes et à leurs calculs subtils. Mais, en attendant, laissons aussi en repos les questions de demain et contentons-nous de vivre dans le présent. Les préoccupations qu'il nous cause suffisent à notre activité d'esprit. Quand le moment sera venu, quand nous serons à Constantinople, quand nous aurons chassé de France et de Belgique les hordes teutonnes et que nous les aurons poursuivies sur leur territoire, alors, débarrassés enfin du souci qui absorbe nos pensées, nous nous demanderons avec une plus grande liberté d'esprit ce qu'il conviendra de faire de l'Europe et de l'Asie pour que le droit succède à la force, et la justice à l'iniquité.

Parmi les pays neutres qui n'ont pas encore pris un parti, cherchent à se rendre compte, se consultent eux-mêmes et hésitent, le plus considérable est l'Italie : c'est aussi celui qui, comme voisin immédiat, nous intéresse le plus. Nous n'entendons pas dire par là que sa résolution finale nous importe plus spécialement. Nous savons grand gré à l'Italie de la rapidité et de la netteté avec lesquelles, dès le début de la guerre, elle s'est déclarée neutre et a retiré les troupes qu'elle avait sur notre frontière ; mais nous ne lui avons rien demandé alors et nous n'avons rien à lui demander depuis. Elle a pris spontanément ses résolutions premières, elle ne prendra pas moins spontanément ses résolutions dernières : nos propres vues sont indépendantes des siennes et nous n'avons aucune prétention à influer sur elles. Mais enfin, c'est l'Italie ; son histoire et la nôtre ont été si souvent confondues, son sang et le nôtre ont été si souvent mêlés, sa civilisation et la nôtre sont si évidemment de même famille, que nous ne saurions jamais éprouver à son égard le froid sentiment de l'indifférence. Elle couvre son jeu, ce qui est son droit, et nous n'avons garde d'essayer de le deviner, ce qui serait indiscret ; mais comment ne serions-nous pas vivement intrigués, — que l'Italie nous passe le mot, — en voyant se produire, se dérouler au grand jour les efforts de grosse séduction dont elle est l'objet de la part de l'Allemagne ? Nous n'avons pas tout vu, tant s'en faut ! Mais nous en avons vu assez pour comprendre à quel pressant assaut l'Italie est en butte. Y résistera-t-elle ? Pour le moment, nul n'en sait rien.

Quand il connaîtra dans ses détails la mission que le prince de Bülow remplit encore en ce moment à Rome, l'historien futur prendra certainement grand plaisir à raconter cet épisode diplomatique : mais en saura-t-il jamais tout le mystère et combien de secrets ne

resteront-ils pas fermés pour lui comme pour nous ? Il y a dans l'histoire, ainsi que dans mer, des profondeurs inexplorées et inexplorables. Quand M. de Bülow est parti pour Rome, il aurait été bien téméraire de vouloir prédire s'il réussirait ou s'il ne réussirait pas. Il est habile et entreprenant, mais sa tâche était bien difficile, et l'Italie, qui est réaliste, ne s'abandonne qu'à bon escient. Pendant la première partie de son séjour à Rome, il semble bien que M. de Bülow ait cherché à influencer surtout l'opinion par l'intermédiaire des journaux, ce qui est un procédé classique ; mais les journaux italiens qui ont de l'influence la doivent à ce qu'ils ont une opinion, et toutes les grâces du monde ne les en feraient pas changer. A un certain moment, le prince de Bülow s'est rendu compte qu'il perdait son temps, et alors il a changé de manière : ce changement a à peu près concordé avec l'annonce de l'expédition des Dardanelles.

Le prince de Bülow a jugé l'heure venue de sortir des coquetteries préalables et de faire des offres réelles. Nous ignorons celles qu'il a faites ; nous savons seulement, sans que personne nous l'ait dit et en quelque sorte *a priori*, que ce sont des offres du bien d'autrui. Au surplus, il ne pouvait pas offrir celui de l'Allemagne, car l'Italie n'en a que faire : cette épreuve lui a donc été épargnée. On admet généralement qu'il a offert le Trentin et une rectification de la frontière du Frioul jusqu'à l'Isonzo : nous ne nous en portons pas garant, mais le fait est vraisemblable. C'est un grand coupable que l'empereur d'Autriche, bien que, même dans le crime, il n'ait été qu'un brillant second ; aussi n'avons-nous pas assez de pitié disponible pour le plaindre, mais le malheureux vieillard a dû singulièrement souffrir lorsque, après être parti en guerre pour anéantir la Serbie, conquérir des territoires nouveaux en compensation de ceux qu'il a déjà perdus dans sa longue vie, imposer son hégémonie aux Balkans, il a vu venir son allié et que celui-ci lui a demandé... quoi ? de céder une province, peut-être deux, à l'Italie, à cette même Italie qui, au commencement de son règne tragique et funeste, lui a pris successivement la Lombardie et la Vénétie et l'a rejeté au Nord des Alpes. — Eh quoi ! a-t-il dû demander, nous sommes donc vaincus ? — Ce raisonnement est irréfutable, et l'empereur Guillaume a dû éprouver beaucoup de peine à faire comprendre à son vieil ami qu'il n'en était rien, mais qu'il fallait céder tout de même. Et le reste du monde n'aura pas moins de peine que l'empereur François-Joseph à le comprendre et à l'admettre. On croit entendre l'Allemand crier : — Nous tombons ; jetez, jetez du lest, jetez-en

encore davantage! — En vérité, cela sent la débâcle, et personne ne croira qu'il n'y a pas là l'aveu angoissé d'un grand et imminent péril.

L'empereur d'Autriche s'est-il résigné? A-t-il consenti? Il semble bien que non, car l'Italie devient de plus ou plus menaçante, elle continue ses armemens, elle est à la veille de prendre une attitude décidément hostile. Que se passe-t-il donc? Deux hypothèses sont en présence, et nous ne saurions dire quelle est la vraie. Les uns croient que l'Italie juge insuffisante la cession du Trentin, même avec une rectification de frontière jusqu'à l'Isonzo, et qu'elle demande encore Trieste, Pola, l'Istrie, la Dalmatie, enfin la réalisation de toutes ses « aspirations » sur l'Adriatique. D'autres se bornent à dire qu'elle a demandé à occuper immédiatement des territoires qu'on ne lui promet qu'après la guerre. L'Italie se défie, et elle a bien raison. Un traité pareil ne vaut qu'aussi longtemps que durent les circonstances qui l'ont rendu inévitable et la force qui l'a imposé. Supposé même qu'on lui donne tout ce qu'elle revendique, son intérêt sera plus que jamais que l'Allemagne et l'Autriche soient vaincues; sinon, ce serait pour elles une pensée obsédante de reprendre ce qu'elles auraient donné le couteau sur la gorge. Et, si l'Italie estime que l'Allemagne et l'Autriche seront vaincues, son intérêt n'est-il pas de se mettre tout de suite du côté des vainqueurs? Toutes ces hypothèses se pressent dans son esprit éminemment, nous dirons même, dans cet ordre de choses, exclusivement politique. Quelle sera sa conclusion? Et quelle sera celle de l'Allemagne et de l'Autriche? Ces dernières, sous le poids de la nécessité, feront-elles une concession de plus? L'Italie s'en contentera-t-elle? Qui pourrait le dire? Il faudrait, pour le faire, sonder des cœurs insondables : la tâche est au-dessus de nos forces.

Il n'est pas beaucoup plus facile de prévoir ce que feront demain la Roumanie, la Bulgarie et la Grèce. On connaît la résolution qu'a prise cette dernière, mais elle n'est peut-être que provisoire : on la donne comme telle à Athènes. De ce bloc des quatre Puissances neutres, si une se détache, il y a des chances pour que les autres suivent le mouvement. L'affaire des Dardanelles aura sûrement une influence sur leur détermination, mais il n'est pas sûr qu'elle s'exerce sur chacune d'elles dans le même sens. Nous avons dit plus haut que mieux valait ne pas parler en ce moment des projets qui s'élaborent sur Constantinople et sur les détroits; mais le bruit de ceux qu'on a attribués à la Russie en est venu jusqu'à Bucarest et il y a produit une impression réfrigérante. Elle s'effacera peut-être, elle existe encore aujourd'hui. Dans ces conditions, et la Grèce s'abstenant

jusqu'à nouvel ordre, c'est vers la Bulgarie que les partisans de l'intervention se tournent avec le plus de confiance. Qui l'aurait dit, qui l'aurait cru hier encore? La politique bâtit sur des sables mouvans. Peut-être a-t-il suffi que la Grèce manifestât une volonté abstentionniste, pour que la Bulgarie éprouvât subitement des tendances en sens inverse. Le roi Ferdinand n'a pas de préjugés; il se tourne et se retourne suivant l'intérêt du moment; il ne s'est jamais piqué de fidélité et d'ailleurs on ne lui connaît aucune attache qui le gêne. Hier encore, il convoitait ardemment la Macédoine, il la revendiquait comme son bien, il était à celui qui la lui donnerait. On lui conseillait alors de se tourner du côté de la Thrace et d'Andrinople, et il en faisait fi. Les dédaignait-il vraiment? Non certes; mais il se croyait si assuré de les avoir quand l'Empire ottoman achèverait de mourir, qu'il ne mettait aucune hâte à les prendre et que, les considérant comme nécessairement à lui, il ne les acceptait pas à titre de compensation aux renoncemens ou même aux ajournemens qu'il pourrait consentir ailleurs. Il ne voulait que la Macédoine! Mais l'expédition commencée aux Dardanelles a changé tout cela. Si les détroits sont forcés, et ils le seront, si Constantinople est prise, et elle le sera, l'Angleterre, la Russie, la France auront en main ce qui reste de l'Empire ottoman : qu'en feront-elles? Que feront-elles de la Thrace ? Que feront-elles d'Andrinople ? Il est possible que le roi Ferdinand ait senti le besoin d'être là le jour où s'accompliront tant de métamorphoses. A ce moment, les absens auront tort. Mais ce raisonnement, qu'on prête au roi de Bulgarie, est-il vraiment le sien? Demande-t-il quelque chose de précis, à la manière de l'Italie ? Pose-t-il ses conditions? C'est ici que les renseignemens s'arrêtent et que les prévisions seraient téméraires. Il se fait sans doute depuis quelques jours un travail diplomatique d'une grande activité et intensité, mais nous n'en connaissons que peu de chose. Les journaux ne nous renseignent guère que sur les attitudes que les divers pays prennent devant le public, mais les gouvernemens restent mystérieux. Et qui pourrait le leur reprocher ? Ils ont de lourdes responsabilités et se défient des imprudences de langage. Loin qu'ils s'en défient trop, on peut craindre quelquefois qu'ils ne le fassent pas assez.

En attendant que la situation s'éclaircisse, la guerre continue dans les conditions favorables que nous avons indiquées en commençant. Favorables, disons-nous, et vraiment nous sommes de plus en plus sûrs de ne pas nous tromper en voyant le trouble de plus en plus grand et l'agitation de nos ennemis. Quand ils font à l'Italie des

concessions de désespoir pour obtenir d'elle le maintien de sa neutralité, ils montrent par là le besoin qu'ils ont de ce maintien. La propagande de mensonges qu'ils s'acharnent à faire dans le monde entier, mais surtout en Amérique, pour rejeter sur les Alliés la responsabilité de la guerre et en disculper leurs propres gouvernemens, est une preuve nouvelle des difficultés, des embarras de leur situation. Ils n'éprouvaient pas les mêmes scrupules lorsque, au commencement de la guerre, ils se croyaient sûrs d'une victoire rapide et écrasante. Les traités n'étaient alors que des chiffons de papier, et la violation de la Belgique un acte que la nécessité justifiait. On fait comme on peut, disait M. de Bethmann-Hollweg. Aujourd'hui, ils affirment que la Belgique avait elle-même violé sa neutralité par une alliance secrète qu'elle aurait contractée avec l'Angleterre, et que la France était toute prête à la violer aussi, lorsque l'Allemagne, qui le savait, s'est jugée en droit de la devancer. Cette dernière découverte est due au général de Bernhardi, qui l'a révélée à l'Amérique par l'intermédiaire d'un journal. Elle ne méritait qu'un haussement d'épaules, mais le gouvernement de la République a cru devoir, dans une note officielle, en établir la fausseté. Il n'est pas entré en discussion avec le général de Bernhardi. D'après celui-ci, notre mobilisation aurait été faite sur la frontière belge, ce qui établissait avec évidence notre intention de la franchir. La note de notre gouvernement dit jour par jour, heure par heure, ce qui s'est passé. Elle montre que notre concentration avait été préparée et commencée sur la frontière allemande et que nous avons dû la changer à la hâte, y apporter une variante improvisée, au moment où, son territoire ayant été violé, la Belgique nous a enfin appelés à son secours. Hélas ! nous sommes arrivés trop tard, et la preuve que nous n'avions rien préparé pour nous défendre sur la frontière belge est le déplorable échec que nous y avons éprouvé. C'est par là que la campagne a commencé : nous ne nous sommes relevés que sur la Marne. Que reste-t-il donc de l'assertion du général de Bernhardi ? Un nouveau mensonge.

La vérité tout entière au sujet de la violation de la neutralité belge, aussi bien d'ailleurs que des responsabilités de la guerre, a été énoncée une fois de plus par sir Edward Grey, dans un discours qu'il a prononcé il y a quelques jours à Londres. Sir Edward Grey dit les choses simplement, fortement, avec un accent de loyauté et une émotion intérieure qui imposent la confiance et le respect. Nous voudrions pouvoir reproduire tout son discours : voici du moins la fin du passage qui concerne la Belgique : « Quant au résultat

pour lequel nous combattons, le temps viendra où les conditions de la paix seront présentées par nos alliés et par nous-mêmes ; mais une condition essentielle devra être le rétablissement de l'existence et de l'indépendance de la Belgique, de la libre possession de son territoire et de la réparation, autant qu'il sera possible, de tous les maux cruels qu'elle a dû souffrir. Cela fait partie du grand but que nous voulons atteindre. Ce grand but consiste, pour les nations de l'Europe, à être libres de vivre leur propre vie indépendante en travaillant elles-mêmes à fixer leur forme de gouvernement et à assurer en toute liberté leur développement national, et cela que ce soient de grands ou de petits États. Voilà notre idéal. Nous avons été inondés de l'idéal de l'Allemagne par ses professeurs et ses publicistes depuis le commencement de la guerre. Cet idéal consiste à croire que les Allemands sont un peuple supérieur auquel tout est possible et contre lequel toute résistance doit être sauvagement écrasée. L'Allemagne croit être libre d'établir sa domination sur toutes les nations du continent. Mais moi, j'aimerais mieux mourir ou abandonner ce continent que de vivre dans de telles conditions ! »

Deux petites nations, petites par leur étendue géographique, mais grandes par le courage, ont montré qu'elles aussi aimaient mieux périr que de vivre dans l'humiliation d'une dépendance imposée par la force : ce sont la Belgique et la Serbie. La France, dont la politique à travers l'histoire a consisté à grouper et à défendre les petites nations, peut être fière aujourd'hui de ses clientes. Qui aurait dit que la Belgique aurait arrêté pendant plusieurs semaines l'invasion allemande ? Qui aurait cru que la Serbie arrêterait pendant huit mois l'invasion autrichienne ? Et elle continuera jusqu'au bout. La journée du 25 mars a été consacrée, dans nos écoles, à célébrer l'héroïsme serbe : à nos enfans, qui entendent aujourd'hui de partout les bruits de la guerre et sont élevés au milieu d'une épreuve à laquelle aucune famille n'échappe, pouvait-on donner une plus grande et plus noble leçon ?

Nous ne dirons qu'un mot, en finissant, de la double visite que, pendant deux nuits de Mars, des zeppelins ont faite à Paris. La première nuit, il y a eu quelques dégâts matériels à peu près insignifians ; personne n'a été tué, ni blessé gravement ; une femme est morte d'émotion. La seconde nuit, il n'y a eu rien du tout. Les zeppelins voyant qu'ils étaient attendus, ont rebroussé chemin. La femme qui est morte d'émotion devait être déjà malade d'autre chose : en tout cas,

elle n'est nullement représentative de l'état moral de Paris. Paris ne s'est pas amusé des zeppelins, comme il l'avait fait des avions au commencement de la guerre, mais il y est resté à peu près indifférent. Quoi de plus naturel? Les zeppelins se sont montrés jusqu'ici l'arme de guerre la plus inopérante qu'on ait vue à l'œuvre. On avait annoncé qu'ils empêcheraient notre mobilisation, démoliraient des établissemens militaires, qu'ils détruiraient des ponts, qu'ils anéantiraient des régimens entiers, et le comte Zeppelin est devenu l'homme le plus populaire d'Allemagne. Il le serait encore, si le maréchal de Hindenburg n'était pas monté au-dessus de l'horizon comme une étoile encore plus brillante. Nous reconnaissons les qualités manœuvrières du second, mais quant à la machine du premier, elle a encore besoin de faire ses preuves. Il n'est pas douteux que, dans des conditions plus favorables, elle puisse démolir plus de maisons et tuer plus de malheureux inoffensifs qu'elle ne l'a encore fait, mais ce sera peu de chose au milieu d'une population de plus de deux millions et demi d'habitans, et, au point de vue militaire, ce ne sera rien. Quel but poursuit donc l'Allemagne avec ses zeppelins? Elle ne peut se proposer que de faire peur, de semer l'épouvante, dans l'espoir d'arriver par ce moyen à faire fléchir nos volontés et à nous amener à implorer la paix avec une angoisse impatiente. Il est surprenant qu'après huit mois de guerre, c'est-à-dire d'expériences renouvelées de l'inefficacité de pareils procédés, l'Allemagne en use encore avec une confiance que rien ne peut ébranler. L'Allemagne est bornée dans ses inventions : aussi n'y renonce-t-elle pas aisément. Peut-être un jour les zeppelins feront-ils des dégâts plus sérieux et des victimes plus nombreuses : un cri d'horreur pourra alors s'élever de Paris, mais la France a supporté d'autres épreuves, et son âme en est sortie plus fortement trempée. Il y a quelque puérilité à compter spécialement sur les zeppelins pour changer ses dispositions.

FRANCIS CHARMES.

*Le Directeur-Gérant,*

FRANCIS CHARMES.

# GŒTHE ET LE GERMANISME

Il est trop vrai qu'on ne lit pas les classiques. Je parle pour moi, bien entendu! Du moins cette guerre nous aura-t-elle rendu le service de nous faire lire quelques classiques allemands. En ce moment, où les susceptibilités nationales sont, chez nous, à l'état suraigu, chacun éprouve le besoin de vérifier ses vieilles admirations, et, tout particulièrement, de réclamer leurs titres à ces grands hommes de Germanie que, depuis un siècle, nous exaltons de confiance. Il ne s'agit nullement de démolir les autels consacrés, si excusables d'ailleurs que soient, dans les circonstances actuelles, les excès d'un ressentiment même aveuglé par l'indignation. Il s'agit de regarder bien en face la figure du dieu, et, sans se laisser éblouir par son auréole, de le dévisager comme il faut, pour voir d'où il nous vient, à quelle famille ou à quelle race il appartient. Sous cette draperie si noble, quelle espèce d'âme se cache? Les idées qui se pressent derrière ce grand front sont-elles en accord avec le plus pur de notre pensée française, et, en fin de compte, avec la pensée commune, depuis des siècles, à tous les civilisés?

Parmi ces dieux, ou demi-dieux, devant qui nous fléchissons bénévolement le genou, sans y regarder de trop près, Gœthe, l'Olympien de Weimar, est sans contredit au premier rang, s'il n'est le premier de tous. Or, nos romantiques ont tellement épaissi autour de lui la fumée de l'encens que nous ne devinons plus que confusément sa silhouette (1). Et comme son œuvre n'est pas facilement maniable, qu'il s'en dégage, de proche en

(1) A défaut de Gœthe lui-même, il conviendrait assurément de relire l'*Essai sur Gœthe* d'Édouard Rod, qui, un des premiers chez nous, a su juger l'Olympien avec autant d'indépendance que de justice. Cet *Essai* a paru en plusieurs articles dans la *Revue* en 1895, 1896 et 1897. Il a été depuis publié en volume à Paris, Librairie académique, et à Lausanne, Payot, éditeur.

proche, un long ennui, nous préférons garder de lui cette image confuse et faussée que de la confronter avec les textes.

Le moment est venu, ou jamais, d'écouter le dieu lui-même plutôt que les bavardages de ses hiérophantes et de ses sacristains. J'ai donc relu *Faust*, que je n'avais pas ouvert depuis plus de trente ans. Je l'ai lu comme un livre qui vient de paraître, y cherchant un intérêt tout actuel, et je n'ai pas été déçu. Éternelle jeunesse des chefs-d'œuvre : celui-ci m'a semblé écrit d'hier. Cela vient sans doute aussi de ce que ces livres, si riches de substance et si en avance sur leur temps, ont besoin de longues années pour manifester tout leur contenu et trouver enfin leur vrai public. C'est peut-être aujourd'hui seulement que le poème de Gœthe est arrivé à maturité complète dans les esprits et que, dans l'ordre des faits, il développe ses ultimes conséquences.

Je l'ai lu enfin, — je n'essaie pas de le dissimuler, — avec les yeux et les préoccupations d'un Français de 1915. En face de l'Allemand, quel qu'il soit, nous sommes tous, à cette heure, sur le pied de guerre. Cela ne nous empêche point d'être justes envers notre ennemi. Pour l'instant, ce n'est pas son génie en lui-même que nous avons à considérer, c'est ce par quoi ce génie nous menace dans notre pensée, dans notre âme, dans notre être le plus intime. Si je lis *Faust*, aujourd'hui, c'est l'Allemand, c'est-à-dire l'ennemi de ma race, qui m'y intéressera par-dessus tout. Et ainsi, j'ai été amené à y chercher les origines du germanisme, tel que les armées du Kaiser nous le traduisent, en ce moment, à coups de canon.

*
* *

Il n'y a nul paradoxe dans cette recherche. Le poète lui-même nous y convie. Avant que le rideau se lève sur son drame, dès le prologue, il nous dit sans ambages où il se propose de nous mener : en enfer. Mais peut-il deviner si longtemps d'avance que cet enfer, c'est celui du germanisme ?

Voici, en effet, le *leit-motiv* de cet immense poème symphonique formulé en une phrase d'une netteté lapidaire : « Parcourez, dit le poète aux spectateurs de son théâtre idéal, parcourez, dans cette étroite maison de planches, le cercle entier de la création, et, dans votre essor rapide et calculé, allez *du ciel, par le monde, à l'enfer.* » Ainsi, nous sommes avertis dès

le seuil. Avant de nous engager dans le labyrinthe de ses symboles et de ses allégories, l'enchanteur nous met dans la main le peloton d'Ariane. Nous savons où nous allons : du ciel, par le monde, à l'enfer!

C'est la *Divine Comédie* renversée. Ce que le catholicisme latin avait mis en haut sera mis en bas par le panthéisme germain. Le progrès humain ne se développe plus en hauteur, mais en profondeur. Faust abandonne le ciel de la spéculation métaphysique pour le monde des réalités sensibles, au-dessous duquel sa pensée « rapide et calculée » poursuit son mouvement de descente vers les régions obscures des élémens naturels et des premiers principes : tel est son enfer à lui. C'est le monde des forces inconnues qu'étudie la science, l'abîme souterrain où s'enflent les sources du devenir. Notons que Flaubert, dans sa *Tentation de saint Antoine*, — vraisemblablement sous l'influence de Gœthe, — a suivi une marche parallèle. Son anachorète, parti des suprêmes hauteurs théologiques, après avoir traversé les extravagances des hérésiarques, succombe finalement à une sorte de fascination du monde inférieur. Il aspire à se fondre dans le grand Tout, à devenir Matière, à « être la matière. » Faust, parvenu à son étape finale, aspire, il est vrai, à devenir Esprit. Mais ce n'est là qu'une question de mots. Au fond, le désir des deux héros est pareil. Spinosistes l'un et l'autre, ils croient à l'identité de l'Esprit et de la Matière, les deux faces de la substance unique, qui est divine.

Mais, après tout, qu'importe le point d'arrivée ! L'essentiel est de vivre, et, pour vivre intensément, de renoncer aux chimères de la spéculation, où se gaspille et se perd sans profit le meilleur de l'effort humain. Tout de suite, dès ses premières paroles, Faust ne nous laisse aucune illusion à ce sujet. Avec une franchise brutale, le vieux docteur désabusé envoie promener ses « bouquins rongés des vers » et toute la science universitaire. Il dit leur fait aux quatre facultés : « Hélas ! philosophie, jurisprudence, médecine, et, pour mon malheur, théologie aussi, j'ai tout approfondi avec une ardeur laborieuse ; et, maintenant, me voici là, pauvre fou, aussi sage qu'auparavant. Je m'intitule sans doute maître, docteur, et, depuis dix ans, de-çà, de-là, en long, en large, je traîne mes élèves par le nez, — et je vois que nous ne pouvons rien savoir. Voilà ce dont mon cœur est presque consumé. En effet, j'en sais plus que tous les

sots, docteurs, maîtres, scribes et calotins. Aucun scrupule ne me tourmente. Je ne crains ni démon, ni enfer, et, grâce à cela aussi, toute joie m'est ravie. *Je sais que je ne sais rien qui vaille...* » Donc, au diable la scolastique et tout son vain savoir. Fermons nos livres et tournons-nous vers l'unique réalité, celle que voient nos yeux et que touchent nos mains. Occupons-nous des seules choses sérieuses, — les choses de la Terre!

Que l'équivoque des mots ne nous abuse point. Faust parle sans cesse des Esprits : « Maintenant, dit-il, pour la première fois, je reconnais la vérité de cette parole du sage : *Le monde des esprits n'est point fermé.* » Mais, sous le masque de la vieille phraséologie spiritualiste, il n'est question, ici, encore une fois, que des forces élémentaires du monde physique. En doutons-nous, quelques lignes plus loin, la pensée du docteur se précise de telle façon que l'équivoque n'est plus possible. Ravi dans une sorte d'extase naturaliste, il s'écrie : « Comme tout se meut pour l'œuvre universelle! Comme toutes les activités travaillent et vivent l'une dans l'autre! Comme les *Forces célestes montent et descendent* et se passent de main en main les seaux d'or, et, sur *leurs ailes d'où la bénédiction s'exhale*, du ciel à la terre incessamment portées, remplissent l'univers d'harmonie... »

La magnifique image! On ne peut qu'admirer ces beaux vers. Encore sied-il de n'en point fausser le sens. Malgré les pieuses métaphores du poète, nous ne sommes point sortis du ciel terrestre. Les Esprits qu'il invoque ne sont que des Forces : seulement, par un tour familier à la pensée germanique, il les divinise.

Pénétrer jusqu'à ces forces, les comprendre, autant que possible, dans le jeu infini de leurs actions et de leurs réactions réciproques, voilà l'œuvre du véritable initié, du savant qui sait réellement. Arrière les livres! Contemplons la nature vivante! « Quel spectacle!... dit Faust... Mais, hélas! rien qu'un spectacle! Où te *saisir*, ô nature infinie? Et vous, mamelles, sources de toute vie, auxquelles se suspendent le ciel et la terre? Vers vous se tourne le cœur flétri. Vous coulez à torrens, vous abreuvez le monde, — et moi, je me consume en vain! » — Qu'est-ce à dire, sinon que, pour l'instant, Faust est las de toute spéculation, même la plus véridique, la plus nourrie de réalités et la plus exaltante. Il est las de contempler, il veut « saisir, » toucher ces réalités, il veut jouir de la vie, « être un

homme, rien qu'un homme devant toi, ô nature. » Il sait de quel prix il va payer cette expérience et que toute volupté s'achève par une somme égale de douleur. Qu'importe! la douleur aussi est dans la nature. L'homme doit souffrir, pour qu'avec sa souffrance s'épandent en lui la volupté et la force de la terre, pour qu'il communie réellement avec la terre : « Esprit de la terre, tu es proche! Déjà, je sens mes forces s'accroître. Déjà, je sens en moi comme l'ivresse du vin nouveau. *Je me sens le cœur de m'aventurer dans le monde, d'affronter la misère terrestre, le bonheur terrestre*, de lutter avec les tempêtes, de ne pas sourciller dans la débâcle du naufrage... Esprit que j'invoque, dévoile-toi! Ah! quel déchirement dans mon cœur! Vers de nouveaux sentimens tout mon être se précipite. Je sens que mon cœur entier se livre à toi... »

Cette invocation à l'Esprit de la terre, nous l'avons tous prononcée, avec des mots moins heureux sans doute, mais avec une égale ferveur, lorsque, au sortir des livres, la Vie nous apparut tout à coup si splendide! Ce sont là mirages de la vingtième année. Gœthe le sait bien. Cependant, il laisse son héros s'y abandonner, parce que Faust doit être un homme complet. Ces erreurs aussi sont humaines. Qu'il vive donc, qu'il jouisse et qu'il souffre, en attendant l'heure des grands devoirs!

Tel est le premier enseignement du poème. Impossible de prendre une position plus nette en face des vieux problèmes métaphysiques. Tandis que Kant réserve prudemment les droits du Noumène inconnaissable, Gœthe s'en désintéresse. Un pas de plus et nous tombons dans la négation radicale de Nietzsche, qui n'a pas assez de sarcasmes contre ceux qu'il appelle « les hallucinés de l'arrière-monde, » ou, comme disent les dévots, de « *l'autre monde*, — ce monde abruti et inhumain qui est un néant céleste. » Sans doute, le grand ordonnateur des fêtes galantes de Weimar supporterait mal ces grossièretés à la prussienne. Mais il reconnaîtrait sa plus chère et sa plus intime pensée dans cette exhortation de *Zarathoustra :* « O mes frères, restez fidèles à la terre de toute la force de votre amour! Que votre amour prodigue et votre connaissance aillent dans le sens de la terre. Je vous en prie et je vous en conjure, ne laissez pas votre vertu s'envoler loin des choses terrestres et battre des ailes contre des murs éternels... »

Dans ces phrases et d'autres encore, plus agressives et plus

tranchantes, Nietzsche ne fait que traduire l'axiome fondamental de la philosophie de Gœthe. C'est bien, en effet, dans le sens de la terre que se déroule le fil conducteur, dont nous a muni, au départ, le poète de *Faust :* « Du ciel, par le monde, à l'enfer. »

* * *

Voici donc l'Homme, seul devant la Nature, dont il est la conscience éphémère et sublime. Voici Faust devant la Vie. Quelle Bible le guidera? Un homme fort est à lui-même sa loi. Il sent assez sa puissance pour corriger les textes des antiques révélations et se substituer aux législateurs sacrés.

Le Docteur allemand ouvre l'Évangile, et, avec la sérénité d'un philologue de son pays accommodant à sa façon un vers de Virgile, il biffe d'un trait la leçon de l'Esprit-Saint, qu'il remplace par la sienne : « *Je veux*, dit-il, *traduire une fois, en la simplicité de mon sentiment, l'original sacré, dans ma chère langue allemande*... Il est écrit : « Au commencement était le Verbe. » Dès ici, je m'arrête. Qui m'aidera à aller plus loin? *Il m'est impossible de donner tant de valeur au Verbe.* Je dois le traduire autrement, si la lumière spirituelle m'éclaire. Il est écrit : « Au commencement, était l'Esprit. » Réfléchis bien à cette première ligne, et ne laisse point ta plume se hâter. Est-ce bien l'Esprit qui fait et ordonne tout? Il devrait y avoir : « *Au commencement, était la Force.* » Et cependant, en écrivant ceci, quelque chose me dit de ne point m'y tenir. L'Esprit vient à mon aide : enfin, je commence à voir clair, et j'écris avec confiance : « *Au commencement, était l'action.* »

Rien de plus caractéristique ni de plus suggestif que les pauses de cette méditation. Reprenons-la, en suivant pas à pas le Docteur.

L'Évangile avait dit : « Au commencement, était le Verbe. » Mais non, répond Faust, c'est une erreur! « Il m'est impossible de donner tant de valeur au Verbe. » En effet, le Verbe, c'est la pensée parfaite, c'est l'Idée éternelle et réalisée qui domine le devenir. A ce titre, il répugne à tout ce qu'il y a d'anarchique, d'amorphe, et, au fond, d'anti-intellectuel dans l'âme germanique. Gœthe lui refuse donc le rang primordial. Il descend un degré au-dessous, et, un moment, il hésite devant cette puissance indéterminée qu'il appelle *der Sinn* et que notre

mot *Esprit* traduit mal, mélange confus d'intelligence et de sentiment, pure virtualité de pensée, à demi engagée dans la nature. Mais cela serait encore trop intellectuel. Descendons d'un nouveau degré : « *Au commencement était la Force.* » Ici, le Germain exulte, il se reconnaît dans cette Force. Voilà la véritable leçon du texte sacré : « Il devrait y avoir... » Mais il réfléchit, et sa réflexion le fait descendre d'un degré encore. Qu'est-ce qu'une force sans but, une force qui n'agit pas, qui ne se détermine point? Or, par l'action, la force et la pensée même qui la guide, se soumettent à une fin pratique : elles deviennent créatrices de réalité. Le Docteur écrit avec confiance : « Au commencement, était l'action. » Nous voici maintenant au dernier terme de la descente. Plus de danger maintenant que la Pensée emprisonnée dans le « pratique » tente follement de s'en évader pour aller, comme dit Nietzsche, « battre des ailes contre les murs éternels. »

Au fond, c'est la faillite de l'intelligence, — le suicide de l'esprit. Nos romantiques, qui ont glorifié Faust au petit bonheur de l'inspiration, s'en seraient-ils doutés? Cet étourdi de Musset aurait-il, sans le savoir, touché juste, lorsqu'il s'écrie, dans son apostrophe célèbre, au sénile amant de Marguerite :

> La mort, qui t'escortait dans tes œuvres sans nom,
> Avait, à tes côtés, descendu jusqu'au fond
> *La spirale sans fin de ton long suicide,*

Grâce à l'Évangile des temps nouveaux, — l'évangile allemand, traduit dans « la chère langue allemande, » — l'homme est définitivement coupé du monde idéal. Le ciel chrétien, comme le ciel platonicien, lui est interdit. Il n'y a plus de Dieu transcendant, mais l'éternelle action immanente, la substance obscure, qui « travaille sur le bruyant métier du temps et tisse le manteau vivant de la Divinité (1). »

Ainsi l'homme fort, l'homme allemand, a repétri la vieille Bible et l'a marquée à son empreinte. D'un bout à l'autre du

(1) Dans un très bel article de l'*Amitié de France*, M. Georges Dumesnil écrit ces lignes : « L'avenir de la civilisation européenne, et en particulier de la civilisation française, est rigoureusement lié à la doctrine de la transcendance de Dieu. Faute de cette doctrine, clé de voûte de toutes les autres, l'homme se divinise. Or, dirai-je, « qui fait le dieu fait la bête. » Le signe de la Bête marquera le peuple qui ne croit plus à la transcendance de Dieu. » (Numéro de février 1915 p. 28.)

poème, nous l'allons voir tout rejeter au moule pour le façonner à sa guise, rebrasser la matière des vieux mythes, des vieilles morales et des vieilles religions pour leur imposer despotiquement sa pensée. Il ressuscitera Hélène, mais il lui arrachera son âme et lui fera parler une langue barbare. Il évoquera la Vierge, les Saints et les Anachorètes, mais pour leur faire jouer une parodie panthéiste de la béatification catholique. Vains fantômes, qui ne reposent plus sur le terrain solide de l'histoire ou du dogme, qui sont suspendus au seul caprice de l'évocateur et qui s'évanouissent en fumée. Le Germain, comme le Sémite, est l'ennemi des dieux étrangers : il les abat, ou bien il les violente, les tord et les contraint d'exprimer ce qu'il lui plaît. Les siens, il les vide de toute substance et il leur insuffle sa volonté, qu'il finit par adorer sous leur nom. Catholicisme, protestantisme, chez lui, sont des formes illusoires, à l'abri desquelles se dissimule le gros instinct dévotieux de la bête mystique allemande, agenouillée devant « le vieux Dieu » de sa mythologie, le seul auquel elle croie, parce que ce Dieu, c'est *elle-même* divinisée.

*
* *

La volonté, le vouloir-vivre éperdu, voilà, au fond, l'unique dieu de la race. Faust, en grand Germain, est d'abord, lui aussi, une volonté, une volonté d'où procède une intelligence presque divine, mais qui se soumet de plus en plus au triomphe pratique de la volonté. Dieu s'est réservé les lumières éternelles, et il n'a laissé à l'homme qu'une demi-clarté. Oui, sans doute, reconnaît Faust. *Mais moi je veux !* Il veut d'une volonté allemande, c'est-à-dire « profonde et soutenue, » car c'est à ce signe que se reconnaît la volonté nationale : « Vous, dont l'ardeur soutenue et profonde vous assure la victoire, vous, fleur juvénile du Nord, vous, force charmante de l'Est ! » Ainsi chante Faust, saluant les valeureuses phalanges de la Germanie future. Pour lui, l'intensité continue de son vouloir va bientôt l'égaler au Tout-Puissant. « Il est temps, dit-il, de montrer par des actes que la dignité humaine ne le cède en rien à la grandeur des dieux. » Et déjà il se hausse jusqu'à eux par la force de son intelligence : « Esprit sublime, tu m'as donné tout ce que je te demandais. Tu m'as donné la puissante nature pour royaume, tu m'as donné de lire dans sa poitrine comme dans

le sein d'un ami. » Si Faust n'est pas encore un dieu, du moins il s'élève très au-dessus de l'humanité par sa « résolution puissante de tendre toujours et sans cesse vers l'existence la plus haute. » Nietzsche n'a rien inventé. Non seulement la psychologie de son surhomme est déjà dessinée à grands traits par Gœthe, mais le mot même qui désigne l'homme des temps nouveaux, — *Übermensch*, — figure en toutes lettres dans le poème de Gœthe.

Si Celui qui existait dès l'origine des temps, si Dieu agit sans cesse, le surhomme, son fils, se distinguera par l'action dévorante et perpétuelle, frénétique et anxieuse au début, calme et sûre d'elle-même par la suite, épanouie dans la plénitude d'une force, qui marche toujours du même pas réglé, et à qui rien ne résiste. Faust est brûlé par la fièvre de l'action. Il ne se repose jamais, ou presque jamais. C'est déjà l'activité épuisante, le surmenage infernal du germanisme d'aujourd'hui. A mesure qu'il avance vers le terme de sa vie, ses périodes de contemplation deviennent de plus en plus courtes et de plus en plus rares. S'il consent à prendre du loisir ou du divertissement, il faut que sa force monstrueuse y trouve son compte, qu'elle se déploie en apothéose dans des fêtes à sa taille. Fêtes colossales et quelque peu pédantes, fêtes où le plaisir sans mesure se tourne tout de suite en fatigue pesante, où la liesse sensuelle ne tarde pas à dégénérer en orgie grossière. Le soudard et le rustre reparaissent sous l'habit brodé du gentilhomme : « Tourbe poudrée, avec tes paillettes trompeuses ! Les voici qui viennent, ils viennent rudes, ils viennent bruts, d'un pas hardi, d'un élan brusque. Ils viennent tous, épais et forts !... » Les pieds des Faunes et des Satyres déguisés scandent ainsi le *chant sauvage*, dans la mascarade que Faust et Méphistophélès ont machinée pour l'Empereur. La réjouissance finit par une catastrophe. Tout s'écroule et flambe en un incendie général. Ainsi finissent d'habitude les plaisirs du docteur. Quand ce n'est pas le feu, c'est l'assassinat ou la bataille qui les termine. Tels les ivrognes de la taverne d'Auerbach, qui, après leurs buveries et leurs divagations joyeuses, se prennent par le nez et s'assomment entre eux.

Mais qu'importent les horions, les rixes, le sang versé et les ruines fumantes ! A travers heur et malheur, la grande affaire est de vivre : « Vivre, voilà le devoir, ne fût-ce qu'un instant ! »

dit Faust à Hélène. Agir pour agir, sans autre but que la perfection même de l'acte, telle est la loi du surhomme : « L'action est tout, la gloire n'est rien. » Jamais de relâche, fût-ce dans l'ivresse du triomphe. Jamais de défaillance, fût-ce au paroxysme de la volupté ou de la passion. Honte à celui qui se laisse prendre par la joie ou la beauté de l'heure, au point de vouloir arrêter la roue du temps et de s'écrier : « Instant, tu es trop beau ! » En avant, toujours en avant : il n'y a pas d'autre issue pour le forçat enthousiaste du vouloir, pour le damné bienheureux de l'action.

Rien ne doit limiter sa puissance, rien ne doit gêner l'expansion de sa riche nature. Que d'autres jeûnent et se mortifient. Lui, il repousse toute contrainte et toute diminution. En vain la morale du monde, comme celle du prêtre, lui corne aux oreilles : « Il faut te priver, te priver! Il le faut ! » Faust, le surhomme, abomine la privation. Son devoir est de se réaliser dans la plénitude de ses appétits, de ses désirs et de ses aspirations. Et c'est pourquoi il a la haine du sacrifice, il est farouchement anti-chrétien. Il se rit des morales et des codes. Son champ d'action est situé *par delà le bien et le mal.* Bon pour la canaille d'avoir une morale, la morale des esclaves : le surhomme ne connaît d'autre règle que sa volonté, mais il est assez intelligent pour respecter les préjugés de la multitude. Le peuple croit à la médecine : flattons sa manie, administrons-lui les potions qu'il demande, quitte à l'expédier dans l'autre monde par les voies les plus rapides. Ainsi en usait le propre père du docteur, le bonhomme Faust, qui jamais n'hésita à ingurgiter ses drogues aux patiens : « Ceux-ci mouraient, — dit le fils à son confident, Méphistophélès, — et personne ne demandait qui avait guéri. Dans les vallées et les montagnes de ce pays, avec nos mixtures d'enfer, nous avons fait cent fois plus de ravages que la peste. Moi-même à des milliers j'ai présenté le poison. Ils sont morts, et je survis pour entendre célébrer les hardis meurtriers. »

Ce cynisme, chez Faust, s'allie tout naturellement à une espèce de tartuferie transcendante. Entre libres esprits, on peut faire assaut d'impiétés et de sarcasmes contre l'Église : il convient cependant que le peuple ait de la religion. Aussi, lorsque les fils ou les proches de ces paysans, que Faust et son père ont empoisonnés par milliers, lorsque ces braves gens

s'empressent autour du grand homme et l'acclament comme leur sauveur, l'illustre savant leur montre le ciel, en prononçant avec une pieuse humilité :

— « Prosternez-vous devant Celui qui est là-haut ! Lui seul enseigne à secourir, Lui seul est notre secours. »

C'est étrange comme ce petit sermon du docteur Faust rappelle certaines homélies impériales.

Ainsi préparé, muni de sa Bible à lui, de sa bonne Bible allemande, qu'il a revue et corrigée avec une critique judicieuse, adaptée aux exigences du monde comme à celles de sa raison pratique, il peut désormais se lancer hardiment dans la vie, dans la rude et inhumaine bataille de la vie telle qu'il la conçoit.

*
* *

Mais, au sortir de ses livres et de sa science chimérique, il n'est d'abord qu'un homme, un pauvre homme désarmé et nu. Et pourtant son cœur déborde de convoitises. Où va-t-il trouver la puissance de les satisfaire? — « En vain, dit-il, j'ai accumulé sur moi tous les trésors de l'esprit humain. Lorsque, à la fin, je me recueille, nulle force nouvelle ne jaillit de mon sein. Je ne suis pas d'un cheveu plus grand, je ne suis pas plus près de l'infini... Que sais-je donc, s'il ne m'est pas possible d'atteindre cette couronne de l'humanité, vers laquelle se pressent tous mes sens?... »

Alors, une voix à l'accent railleur et trivial, qui n'est, en réalité, que l'écho de sa propre pensée, lui souffle à l'oreille les remontrances de la sagesse pratique. Oui, évidemment, l'homme ne peut pas grand'chose par lui-même; mais, au lieu de gémir sur sa faiblesse, qu'il commence donc par tirer le meilleur parti possible de ses petits avantages : — « Que diantre ! tes mains et tes pieds, ta tête et ton derrière sont bien à toi. Et, parce que je me sers vaillamment d'une chose, est-ce donc à dire qu'elle est, par cela, moins à moi? Si je compte six chevaux à mon service, leurs forces ne sont-elles pas les miennes? Je les monte, et me voilà, moi pauvre homme, avec vingt-quatre jambes. Alerte donc! Trève de réflexions, et lance-toi avec moi dans le monde ! Je te le dis : *Un drôle qui spécule est comme un animal qu'un esprit malin fait tourner sur l'aride bruyère, tandis que, tout autour, s'étendent de beaux et gras pâturages.* »

Tel est le double conseil que lui donne Méphistophélès, son âme damnée : user hardiment des ressources de sa nature, et ensuite, au lieu de se perdre en sottes spéculations sur l'infini, accroître sa force de toutes celles que le monde tangible et visible peut mettre à son service. Si la science théorique ne sert ni ne mène à grand'chose, la science pratique nous permet de capter et d'employer à notre usage les puissances naturelles. Ainsi l'homme arrive à réaliser des prodiges, eu égard à sa faiblesse originelle. Cette science-là, Faust la désigne par un vieux mot peu orthodoxe : la magie. Elle est magique, en effet, selon le sentiment populaire, d'abord par les merveilles qu'elle produit, ensuite par ce qu'elle a de troublant pour la conscience. Elle est étrangère à toute morale. Elle fait le bien et le mal indifféremment et même plus souvent le mal que le bien.

Le secret en est révélé à Faust par ce Méphistophélès, qui se définit lui-même : *l'Esprit qui toujours nie*. Et aussitôt il ajoute, afin que le docteur n'en ignore : « Tout ce que vous appelez péché, destruction, *le mal* en un mot, est mon propre élément. » Il est l'âme des grandes catastrophes cosmiques et aussi le ferment des plus infimes pourritures et des plus lentes décompositions. Il est la grande puissance destructive de la nature, en conflit perpétuel avec cette autre grande puissance qui répare et qui reconstruit sans cesse l'unité et la beauté du monde. Puissance dangereuse, terrible en ses explosions, mais que l'homme peut maîtriser partiellement et faire collaborer à ses fins. Faust n'hésite pas à lier un pacte avec elle. Il n'a aucune illusion sur la valeur morale de son allié. Il sait parfaitement que Méphistophélès est l'Esprit qui nie et aussi l'Esprit qui trompe, l'Esprit de fourberie, de méchanceté et de destruction, — l'Esprit du mal en un mot. Mais l'homme, qui aspire à se libérer, n'a pas le droit d'être difficile. Il a même le devoir d'accepter toutes les amitiés qui s'offrent, d'utiliser toutes les chances, pourvu qu'elles le conduisent au but.

Écartons tout de suite une objection : c'est que Gœthe ne saurait être rendu responsable ni des propos, ni des méfaits de son personnage. L'Olympien, hautement impassible et impersonnel, se borne à refléter, dans le pur miroir de son intelligence, l'image des choses et des êtres, et à les représenter par son art. L'objection serait valable, s'il s'agissait d'un de nos

grands écrivains français, d'un Flaubert, par exemple. Nul ne s'est plus évertué que l'auteur de la *Tentation de saint Antoine* vers un art strictement objectif et impersonnel. Mais Gœthe?... Qu'il soit impassible, je le veux bien, c'est-à-dire indifférent à tout ce qui émeut le commun des hommes. Impersonnel, non pas. Autrement, il cesserait d'être Gœthe. Rien ne l'intéresse que par rapport à lui-même ou à sa destinée, que ce qui peut servir à la culture de son moi. Ce qu'il poursuit, c'est moins la vérité en elle-même que la satisfaction d'un dilettantisme supérieur. Le monde ne saurait rien lui offrir de plus passionnant que le spectacle de son ascension vers les formes suprêmes de l'existence. Et ainsi, par une tendance naturelle de son esprit, ses personnages ne font que lui raconter à lui-même sa propre histoire. Et, comme il est un surhomme, cette histoire revêt, à ses yeux, une valeur exemplaire et en quelque sorte pédagogique, qui s'impose au reste de l'humanité.

En tout cas, il prend parti ouvertement dans le conflit tragique qu'il nous expose. Si, parfois, son héros décline toute complicité avec Méphistophélès, s'il flétrit le cynisme ou la malfaisance de son associé, il ne décline jamais son concours. Advienne que pourra! Quiconque emploie le Diable sait parfaitement que celui-ci ne peut jamais faire que de méchante besogne! Quand, du moins, par ses maléfices, on obtient à peu près ce que l'on veut, on aurait mauvaise grâce à se plaindre ensuite. Pour le soulagement de sa conscience, Faust s'indigne bien, de temps en temps, contre les coquineries ou les scélératesses de son compagnon ; mais cela ne l'empêche pas d'en profiter. En esprit supérieur, il accepte de propos délibéré toutes les exigences de la raison pratique.

La leçon du docteur a été bien suivie par ses petits-fils. Si, après avoir étudié méthodiquement les moyens les plus rationnels et les plus expéditifs de terminer une guerre ou de détruire une race, ceux-ci les appliquent, aujourd'hui, sans sourciller, de quel droit Faust les en blâmerait-il? Ce sont là les procédés habituels, c'est l'art infernal de Méphistophélès, — qui est, en réalité, l'autre moitié de son âme.

*
* *

Mais il a un programme si vaste à remplir, ce conquérant des temps nouveaux! Comment trouverait-il le temps de

raffiner sur l'exécution ? Et pourquoi aussi s'embarrasser de vains scrupules?

En dépit des railleries de Méphistophélès, il avoue son ambition : ceindre la couronne totale de l'humanité. D'abord être un homme comme tout le monde : jouir et souffrir, lever son verre avec l'ivrogne, être amoureux d'une grisette, comme le premier venu, faire toutes les folies d'un étudiant de Leipzig ou de Heidelberg. Après cela, ayant l'expérience des passions, il se rangera. Il se lancera dans les affaires, sera banquier, directeur de théâtre, littérateur, poète dramatique, occultiste et nécromancien. Puis les lauriers militaires le tenteront. Il s'improvisera général, gagnera une victoire, sauvera l'Empire et l'Empereur, deviendra Empereur lui-même, et, s'avisant un beau jour que l'avenir de son peuple est sur l'eau, s'assujettira la mer, les îles et les pays lointains. Enfin, il violera la neutralité d'un petit pays qui le gêne et qui est administré par deux sages vieillards, nommés Philémon et Baucis. Après ce bel exploit, il mourra de saisissement devant la splendeur et l'immensité de son œuvre. Ainsi, il aura été tout ce que l'on peut être, et même ce qu'il déteste le plus au monde : prédicant à l'occasion.

Par quel sortilège sa banale aventure avec Marguerite a-t-elle ravi l'immortalité? Sans doute, il y faut ce charme, dont parle Renan, — le charme inexplicable du magicien barbare. Si l'amoureuse est touchante dans l'excès même de sa médiocrité, que le rôle de l'amant est piteux, en dehors de ses minutes d'exaltation sensuelle ou lyrique! Méphistophélès ne se gêne pas pour le lui dire : « Vous voilà comme s'il s'agissait de faire un cours, comme si vous aviez devant vous, en chair et en os, la Physique et la Métaphysique... Ah! la robe du docteur vous tient au corps! » Mais ce pédant est un homme pratique, rompu aux bonnes méthodes de son pays. Son égarement sentimental et voluptueux ne l'empêche pas de combiner très rationnellement la conquête de l'innocente Gretchen. La stratégie galante du docteur est calculée et organisée, comme l'investissement d'une place forte. Il est partisan, lui aussi, de l'offensive foudroyante. Tout est mis en œuvre pour amener la reddition de la pauvrette dans les vingt-quatre heures : traitement physique du barbon amoureux, cure de jeunesse et de beauté chez la sorcière, pression intensive par les cadeaux, recours à la

classique entremetteuse, emploi judicieux des narcotiques. Heureusement que le philtre de la sibylle opère et lui restitue par momens, avec l'apparence juvénile, l'âme ingénue d'un bachelier! Cependant, le breuvage magique ne lui donne pas la bravoure avec la jeunesse. Pour ce haut professeur d'université, le courage consiste à écraser l'ennemi, quand on est dix fois plus fort. Aussi, lorsqu'il se trouve en présence du soldat Valentin, le frère de Marguerite, son premier mouvement est de tourner casaque : « Là, là, monsieur le docteur, lui dit Méphistophélès, n'allez pas lâcher pied! En garde! serrez-vous près de moi, que je vous dirige! Allons! flamberge au vent! Poussez seulement, moi je pare! » Du moment qu'il a le diable et tous les engins infernaux à sa disposition, il reprend cœur à l'ouvrage, et, sûr d'assassiner son adversaire, il accepte le duel avec lui. Tout cela, c'est de la bonne psychologie allemande, notée avec finesse et précision.

Le plus pur germanisme triomphe dans la conception du caractère de Marguerite, si l'on peut parler de caractère, quand il s'agit d'une petite âme végétative comme celle-là, — une touffe de *vergissmeinnicht* au bord d'un lavoir. Elle ne sait qu'une chose, — encore en a-t-elle bien conscience? — c'est qu'elle est faite uniquement pour céder à l'homme et l'aimer de tout son cœur et de tous ses sens. Elle remplit son destin, à la façon d'une plante, qui n'a plus qu'à mourir, après qu'elle a donné sa fleur et son fruit.

Et pourtant, cette Gretchen en tablier bleu, cette petite servante aux mains gercées a, dans la pensée de Gœthe, une valeur représentative. Si elle ne symbolise pas précisément pour lui la Femme allemande, elle est le type de la Femme idéale, de même que Faust est le type de l'Homme idéal. Celui-ci est le Surhomme, celle-là est l'Éternel féminin, sans autre fonction, sans autre devoir, pour tous deux, que de vivre leur vie. La vie de Faust, c'est d'agir, en tendant sans cesse vers l'existence la plus haute; la vie de Marguerite, c'est d'aimer, en tendant sans cesse vers un plus grand amour. Elle aime comme il agit, sans hésitation, sans défaillance et sans remords, — par delà le bien et le mal. Et c'est ainsi, paraît-il, qu'elle fait son salut.

Oui, on nous dit qu'elle est *sauvée*. Comment? Pourquoi? Nous autres Latins, avec notre pensée nette, nos langues sans équivoque, nous ne pouvons pas comprendre cette duplicité

verbale du Germain. Si les mots ont un sens, *sauvé* signifie le changement radical d'un être, son relèvement après sa chute. Or, Gretchen, bien loin de se relever, s'enfonce de plus en plus dans la faute. Non seulement elle sacrifie son innocence avec une facilité déplorable, mais elle cause la mort de son frère, elle étrangle sa vieille mère et elle jette à l'eau son enfant. Tout cela parce qu'elle aime son Henri. Emprisonnée, condamnée au dernier supplice, elle ne regrette rien, elle ne se purifie pas dans l'épreuve; jusqu'à la minute suprême, elle ne songe qu'aux baisers du bien-aimé. Finalement, elle s'abandonne à la volonté divine, c'est-à-dire, toute logomachie mise à part, qu'elle se précipite, tête baissée, dans le trou noir de l'inconnu... — « Elle est sauvée! » clament les figurans, des hauteurs du cintre. Oui, elle est sauvée parce qu'elle a vécu sa vie, parce qu'elle a été jusqu'au bout de son amour, à travers la fraude, le crime et la douleur, peu importe : « Vivre, voilà le devoir, ne fût-ce qu'un instant! »

En vérité, c'est se moquer du monde! Cette chute de plus en plus profonde de Marguerite, — puisqu'elle en arrive à perdre la raison, — cette chute nous est représentée comme une Assomption mystique. Encore une fois, ce qui est en bas est mis en haut. Marguerite est sauvée, en effet, s'il suffit, pour l'être, de développer sa nature, avec l'automatisme du germe qui perce la couche de terreau, ou du boulet de canon qui fauche tout sur son passage. Il y a là un beau cas de cette inversion si familière à la pensée germanique, un véritable « renversement des valeurs, » comme dirait Nietzsche. Mais il n'est que de s'entendre, ou d'avertir les gens. Désormais, nous le saurons : la lâcheté s'appellera héroïsme, la barbarie savante, culture supérieure, — et l'animalité sentimentale de Gretchen, candeur et vertu allemandes.

*
* *

Après cette triste expérience amoureuse, qui vient de le mener jusqu'au pied du gibet, Faust, épuisé d'émotions et de fatigues, succombe à un sommeil réparateur. Il se réveille le plus innocemment du monde dans un cadre de nature imaginé à souhait pour un convalescent de l'amour, ce que Gœthe appelle modestement « un site agréable, » paysage de sensualité allemande, tout gazonné et doux-fleurant, qui porte beaucoup

plus à la jouissance qu'à la contemplation. Il ouvre les yeux, au milieu des fleurs qui embaument, au son des harpes éoliennes. Le souvenir de la tragédie récente ne l'effleure même pas, ne peut pas, ne doit pas l'effleurer. Pas ombre de remords. Les petits Elfes lui versent l'énergie et l'audace, sans se préoccuper plus que lui-même d'interroger sa conscience :

Les petits Elfes, par essaims,
Vont où la douleur les convie
Et portent la force et la vie
A chacun sans distinction,
*Qu'il soit innocent ou coupable !*

L'activité de Faust va rebondir, — et, cette fois encore, — « par delà le Bien et le Mal. » Debout, debout ! A quoi bon rêver au passé et pleurer les morts ? Par-dessus les cadavres, en avant ! — « Le sommeil n'est qu'une enveloppe, rejette-la bien loin. Ne crains pas d'oser ! Bon pour la multitude d'hésiter et d'errer au hasard. L'homme noble peut tout ce qu'il veut : rapide, il voit le but et s'en empare. » — Pourtant, cette prairie est si fraîche, cette herbe si moelleuse, tout ce paysage si plein de *gemüth*, si rafraîchissant pour le cœur ! Et l'action est si dure et peut-être si vaine, hélas ! Elle ressemble à l'arc-en-ciel, qui enjambe ce torrent, — image de l'écoulement éternel de tout. C'est pour colorer ce prisme illusoire, cette fantasmagorie éphémère que l'homme s'épuise !... Mais ne discutons pas ! C'est inutile : « Vivre, voilà le devoir, ne fût-ce qu'un instant ! »

Épaulé de son fidèle Méphistophélès, Faust va devenir le Juif-errant de l'action. C'est vrai qu'il ne sait rien du monde, lui qui n'a vécu jusqu'ici que dans son laboratoire, parmi ses livres et ses cornues. Mais, pour réussir, il suffit de croire en soi, quand on a l'audace et l'intelligence.

Le diable lui-même s'en porte garant : « Mon bon ami, tu arriveras à tout, dès que tu auras confiance en toi-même. » C'est le principe du bluff et le mot d'ordre du germanisme. Personne plus que le docteur Faust ne croit en son destin. Outre qu'il se sait très fort, n'a-t-il pas conclu un pacte avec l'enfer ? Aussi pour son début dans le monde, est-il introduit d'emblée à la cour de l'Empereur.

Pauvre Empereur et plus pauvre Empire ! Du moins, l'Empereur a cette excuse qu'il est un bon garçon. Faust lui rendra plus tard ce témoignage : « J'ai pitié de lui : il était si brave, si

ouvert! » Mais que penser de son entourage et des grands feudataires de sa couronne? La corruption est partout, partout la révolte gronde, et les caisses publiques sont vides. Déjà, la banqueroute est imminente. C'est alors que Faust, inspiré par son terrible compagnon, s'avise d'une merveilleuse combinaison financière, qui va sauver l'Empire et l'Empereur. Avec son associé, il entreprend une formidable émission de papier-monnaie, garantie par de prétendus trésors enfouis dans le sol et qu'il ne s'agit plus que d'exhumer. Bien entendu, ces trésors n'existent que dans l'imagination des deux compères. Aussi le public, comme le souverain, se montre-t-il d'abord incrédule. Jamais à court d'expédiens, nos deux brasseurs d'affaires inventent de l'étourdir par une mascarade gigantesque, où Plutus en personne vient faire de la réclame par la banque Faust et Méphistophélès. Le tour est joué. L'Empereur signe le papier-monnaie, et cela devient une bénédiction. Bourgeois et gentilshommes, l'Église elle-même, pourtant si prudente et si soigneuse de son bien, tous se précipitent aux guichets de la Banque, avides d'y vider leurs coffres et de troquer leur bel or trébuchant contre le chiffon de papier revêtu de la griffe impériale, qui, en réalité. est la griffe du diable.

Triomphe! L'opération réussit à merveille. Tout le monde devient riche, ou se croit riche, ce qui, provisoirement, est la même chose. L'Empereur, grisé par cette prospérité soudaine, ne songe plus qu'à jouir. Il donne des fêtes, il lui faut des palais, des cortèges splendides, qui se déploient dans d'immenses salles gothiques, hautes comme des cathédrales. Certainement, il a déjà la hantise du style « kolossal. » Faust, de son côté, pourrait se reposer sur ses lauriers, mais nous le savons, un homme de sa sorte ne se repose jamais. Comme l'opulence lui donne du loisir, il songe, pour s'occuper, à faire de la littérature.

*
* *

On peut interpréter en ce sens le fameux épisode d'Hélène dans le *Second Faust*. Évidemment d'autres interprétations sont possibles. A travers ce tohu-bohu de réminiscences et de fantômes classiques, de larves allégoriques et symboliques, il est difficile de suivre la pensée du poète, en admettant qu'elle se développe logiquement : ce qui est peu probable. Comme il

l'a dit ailleurs, je crois plutôt qu'il s'est borné, ici encore, à juxtaposer, selon certaines convenances esthétiques, ce qu'il appelle « de beaux fragmens de vie. »

En tout cas, l'idée centrale du morceau n'est pas douteuse. De même qu'au début de son poème, il a germanisé la Bible, il affirme, en cet épisode, sa volonté de germaniser l'art. Hélène, la beauté grecque, s'est prostituée en mille aventures. Voilà longtemps, d'ailleurs, qu'elle est morte. Ce n'est plus qu'un spectre blême, que la philologie allemande peut bien ranimer un instant, mais qui s'évanouit, dès qu'on essaie de le toucher. Faust le ressuscitera, il fera entrer Hélène dans son lit. Le vigoureux Germain fécondera l'Hellade décrépite. En d'autres termes, il n'y a de salut pour l'art qu'à la condition d'exprimer des pensées allemandes sous une forme antique.

Mais le grand théoricien de l'Action ne saurait s'amuser longtemps à souffler un semblant de vie à des fantômes. Arrière les mirages de l'art! La réalité seule peut le satisfaire. C'est elle qu'il poursuit à travers les fictions. Selon l'expression de Schopenhauer, l'art n'est qu'un *calmant* destiné à endormir la volonté, qui s'efforce sans cesse vers la vie, vers la possession et la jouissance de la vie. Ce n'est qu'un expédient de l'impuissance pour se donner au moins l'illusion de posséder ce qu'elle convoite ou ce qu'elle rêve. La pure contemplation de la Beauté ne suffit pas au Germain. Tout de suite, son farouche instinct de domination et de jouissance le précipite sur elle pour s'en emparer et la soumettre à son désir.

Aussi l'hymen conclu entre la Pensée allemande et la Beauté classique, entre Hélène et Faust, est-il des plus éphémères. A peine sorti du berceau, le jeune Euphorion, leur fils, lance le chant de guerre, l'hymne à la force, qui va rompre la fragile union de ses parens. Son premier mouvement est de se jeter sur les jeunes filles du chœur et de les brutaliser : « Toutes vous êtes des biches agiles! A de nouveaux jeux accourez d'alentour! *Je suis le chasseur, vous le gibier!...* Allons! à travers les bois, les arbres et les pierres! *Le bien qu'on a sans peine me répugne : celui qu'il faut conquérir par la force seul me réjouit...* (serrant une jeune fille dans ses bras) : J'entraîne ici la petite sauvage, pour la *forcer* à se rendre à mes désirs. Pour mes délices, ma joie, j'étreins sa poitrine rebelle, je baise sa bouche mutine, *je fais acte, en vérité, de force et de volonté...* »

Ces petits jeux rustiques et divins ne peuvent être qu'un passe-temps pour le fils de Faust. Il lui faut le tumulte des batailles et les lauriers du conquérant : — « Eh quoi ? Rêvez-vous le jour de la paix? Rêve qui peut rêver! Guerre, c'est le mot d'ordre. Et victoire, c'est la chanson ! » — Finalement, il sombre dans un accès de mégalomanie éperdue. Par delà les eaux, une île prochaine le fascine. Qu'importe l'espace! C'est par les voies de l'air qu'il s'abattra sur sa conquête. Des ailes le soulèvent. Le voilà en plein ciel ! Il plane, il tombe, il meurt écrasé contre le sol...

*
* *

Ainsi le sourire de la Beauté n'a pu arrêter Faust dans sa course à l'abîme. L'art comme tout le reste a déçu son perpétuel besoin d'agitation. Alors il se retourne vers la grande consolatrice, vers cette nature, dont l'Esprit de la terre lui a donné le royaume, avec la faculté de lire en elle « comme dans le sein d'un ami. »

Devant les hautes montagnes, ses effusions lyriques sont brèves. Il n'a pas le temps de contempler, ni de rêver. Le souci du « pratique » le tourmente de plus en plus. Que des têtes creuses de poètes s'égarent dans les mondes chimériques de l'imagination : « ce globe terrestre offre encore assez d'espaces pour les grandes actions. Oui, quelque chose de prodigieux va s'accomplir. Je me sens fort pour une œuvre hardie... » Et le docteur s'exalte encore une fois. Il se bat les flancs avec fureur, pour s'entraîner à l'action. Il menace le monde entier : « *Je veux conquérir la domination, je veux posséder. L'action est tout, la gloire rien!* » Parole vraiment allemande, jaillie des profondeurs mêmes de la race! Gœthe, ici, fait écho à Luther : « La foi est tout, les œuvres rien! » Sous une apparence contradictoire, c'est la même affirmation orgueilleuse du moi toujours agissant et supérieur aux formes changeantes de son activité.

Qu'est-ce que Faust va donc accomplir de si prodigieux?... Il va se battre avec la mer, grande force stérile qui occupe des espaces immenses. Ces espaces, il les lui arrachera, il les conquerra sur elle, pour en tirer des richesses dormantes et ouvrir à l'homme un vaste champ d'action : « Atteindre à cette jouissance suprême de chasser du rivage la mer arrogante, de

resserrer les bornes de la plaine humide et de la refouler au loin sur elle-même, pas à pas j'en suis venu à calculer tout cela. » Et, se tournant vers son diabolique compagnon : « Voilà mon désir! Ose le seconder! »

Mais, au loin, des tambours battent, des clairons sonnent : la guerre est déclarée. — « Encore la guerre! dit Faust, avec humeur : c'est un bruit que le sage n'entend pas volontiers. » Nous avons là le sentiment même de Gœthe : il est certain, — toute sa conduite l'a prouvé, — qu'il n'aimait pas la guerre. Différence profonde avec Nietzsche. Mais la raison de Faust tient en échec ses répugnances. Le sage lui-même n'a pas le choix des moyens. Et, bien vite, Méphistophélès le munit d'argumens propres à tranquilliser sa conscience : « Bah! lui dit-il, la guerre ou la paix, qu'importe! Il est habile de travailler à tirer parti de chaque circonstance. On guette, on saisit des yeux l'instant propice. L'occasion est là, Faust! sache la saisir. »

Et le docteur n'hésite pas à partir en guerre, bien résolu à gagner la bataille, à ne rien négliger pour s'assurer la victoire. Que faut-il pour cela? Une armée solide, une marine audacieuse, prête à tous les coups de main, une artillerie invincible, des services techniques admirablement organisés, enfin, dans le peuple et dans l'armée, le moral qui convient pour une entreprise belliqueuse. Des personnages de condition inférieure sont chargés par le poète d'expliquer au public les nécessités et aussi la psychologie spéciale de la guerre. Leurs maximes se distinguent par une belle franchise. Voici trois soudards qui s'avancent : « Si quelqu'un, dit le premier, me regarde dans le blanc des yeux, je lui lance mon poing dans la gueule. Et le lâche qui veut fuir, je l'empoigne par ses cheveux de derrière. — Les vaines querelles ne sont que fariboles, dit le second : on y perd sa journée. *A prendre seulement sois infatigable.* Pour le reste, ne t'en informe qu'après! — A la vérité, *prendre est fort bien,* dit le troisième, mais conserver est mieux encore. » Et le premier soudard conclut par cette déclaration explicite : « A la valeur des légions impériales doit s'allier la soif du butin. »

De tels propos mettent en joie les compagnes de ces valeureux guerriers. L'une d'elles, qui porte un nom significatif (*Eilebeute*, celle qui hâte le pillage), se jette au cou du soldat, le

cajole et l'embrasse : « Bien que je ne sois pas mariée avec lui, dit-elle, il n'en reste pas moins le drille que je préfère. Voilà les fruits qui mûrissent pour nous! La femme est terrible quand elle prend, sans pitié quand elle vole. *A la victoire donc*, et *tout est permis!* » A quoi Méphistophélès réplique, quelques pages plus loin : « *Pourvu qu'on ait la force, on a le droit.* On demande pourquoi et non comment. Je veux ne rien connaître à la navigation, si la guerre, le commerce et la piraterie ne forment pas une trinité inséparable. » N'insistons pas. On sait trop quelle fortune retentissante l'Allemagne contemporaine a faite à tous ces axiomes.

Pour commencer, l'armée impériale se met à razzier de droite et de gauche. Un des trois vaillans se fait fort de déménager la tente du généralissime ennemi. Et sans doute il n'oubliera pas, dans le butin, les provisions de bouche, ni surtout les bouteilles de vins fins. A Leipzig, avec ses amis, les pochards de la taverne d'Auerbach, il a tant rêvé de faire couler le champagne à flots : — « Je veux du champagne, et qu'il soit bien mousseux encore! Un bon Allemand déteste les Français, mais il boit leurs vins volontiers. » — Par la bouche de l'ivrogne, c'est Gœthe lui-même qui parle ici : agréable souvenir de la campagne de France!... Et puis la bataille s'engage, tout de suite atroce et horriblement meurtrière, grâce à la stratégie diabolique de Méphistophélès, qui conjure les deux élémens opposés, l'eau et le feu, contre l'armée adverse. Il détourne les rivières, il noie l'ennemi dans ses tranchées. Ensuite il fait donner l'artillerie : « Envelopper l'ennemi de ténèbres profondes, lui rendre chaque pas incertain, puis l'éblouir de tous côtés par des feux follets, par une subite splendeur, tout cela est charmant, *mais il faut encore un bruit qui jette l'épouvante.* » Le canon tonne, les vieilles armures décrochées par Méphistophélès dans les salles des palais impériaux, s'entre-choquent avec un fracas effroyable... Pourquoi ces vieilles armures, toute cette ferblanterie désuète? L'intention symboliste du poète paraît assez claire. Si l'âme guerrière et féroce du moyen âge est bien morte, s'il n'en reste plus que la carapace dans les panoplies des musées, un chef avisé saura, quand la nécessité l'exige, sortir toute cette défroque de ses catacombes, et, immédiatement, au contact du grand air et de la lumière, la carapace vide retrouvera son âme belliqueuse des anciens jours.

Tous les vieux instincts destructeurs des siècles abolis ressusciteront. Un gouvernement qui a le génie de l'organisation, ne doit pas négliger ce sûr moyen : autant qu'il le pourra, il réveillera dans la multitude la barbarie ancestrale, qui sommeillait au fond des cœurs.

Le résultat ne se fait pas attendre. Faust lui-même en est émerveillé : « Les armures creuses sorties des nécropoles des salles se sentent ravivées au grand air. En haut, c'est un cliquetis, un fracas, une musique à me déchirer les oreilles. ... Admirable! il n'y a plus moyen de les retenir. Déjà ces volées chevaleresques font retentir l'air comme au bon vieux temps. Brassards et cuissards, en guise de guelfes et de gibelins, renouvellent vaillamment l'éternelle querelle. *Fermes dans les sentimens héréditaires, ils se montrent irréconciliables.* Déjà, le vacarme résonne au loin. En définitive, dans toutes les grandes fêtes de l'enfer, c'est la haine des partis qui apporte le plus beau contingent d'horreurs. Cela tonne d'une manière effroyable, panique, en même temps perçante, aiguë en diable, et jette l'épouvante dans la vallée... »

Un vainqueur, un rescapé de cette terrible fournaise en est comme frappé d'hébétement; il ne sait plus où il en est : « C'est bizarre, je ne sais comment vous dire la chose; *il a fait si chaud toute la journée, l'atmosphère était si pesante, si chargée d'angoisses!* On trébuchait et frappait à la fois. A chaque coup un ennemi tombait. Vous sentiez flotter comme un brouillard devant vos yeux. Ensuite, c'étaient des bourdonnemens, des tintemens, des sifflemens d'oreilles... Nous voici maintenant, et nous ne savons pas nous-mêmes comment cela s'est fait. »

Il doit y avoir de beaux monceaux de cadavres dans la plaine. Des équipes de paysans sont occupés à les enterrer : « N'importe! dit l'Empereur: nous avons gagné la victoire. »

*
* *

Une seconde fois, Faust a sauvé l'Empereur et l'Empire.

Le souverain lui-même, nous le savons, ne lui inspire qu'une médiocre estime : c'est un bon garçon, voilà tout; crédule, sans volonté ni intelligence, uniquement occupé de plaisir. Aussi les grands vassaux de la Couronne sont-ils en révolte plus ou moins ouverte contre lui. Sans cesse, ils cherchent à lui susciter quelque concurrent, à dresser en face

de lui un Anti-Empereur, pour affaiblir sa puissance. D'ailleurs, il est entre les mains des prêtres, à qui il finit par abandonner niaisement presque toute la richesse du pays. En vain Faust et Méphistophélès ont-ils rempli ses coffres, grâce à leur habile subterfuge financier : le plus clair de cet or diabolique s'est déversé dans la caisse de l'Église, où il se sanctifiera. Tout ce passage du poème est plein d'allusions à l'Allemagne contemporaine de Gœthe : on y sent son mépris pour ce Saint Empire romain germanique, livré à l'influence de Rome et aux intrigues cléricales, ce faible gouvernement qui n'a su donner à l'Allemagne ni l'unité, ni l'hégémonie européenne. Qu'attendre d'ailleurs d'un souverain, qui, sur le trône, ne songe qu'à profiter agréablement du pouvoir? Comme si l'on pouvait régner et jouir de la vie en même temps!

Mais si Gœthe méprise l'Empereur, il a presque de l'adoration pour l'Empire. De quel ton exalté il en parle! Quelles sonorités ce mot d'empire met sur ses lèvres! Il suffit de lire dans ses *Mémoires* sa relation du couronnement de Joseph II à Francfort, au mois d'avril 1764, pour deviner l'impérialiste fervent qu'il cachait au fond de son cœur. Tout ce qui touche à l'Empire est, de sa part, l'objet d'une véritable dévotion. Il s'émerveille à décrire les cortèges d'électeurs et d'ambassadeurs qui, dans Francfort ébloui, se déroulèrent alors du matin au soir, qui tinrent la ville en effervescence continuelle pendant les semaines et les mois que durèrent les cérémonies compliquées des fêtes impériales! Les insignes mêmes de l'Empire le jettent dans une sorte d'extase. C'est avec un battement de cœur qu'il contemple de loin le globe, le sceptre et la couronne, déposés sur un coussin de velours, dans un coin de la salle du banquet, à l'hôtel de ville. Quelques jours après, on les exhibe au populaire, et le père de Gœthe n'imagine pas de plus belle consolation pour son fils, accablé par un chagrin d'amour, que de l'emmener voir cette exposition.

Quel dommage que ces insignes de la domination ne soient que des hochets dérisoires entre les mains débiles de l'actuel Empereur! Gœthe ne manque pas de noter que le jour de son couronnement, Joseph II parut comme écrasé sous le poids de la dalmatique carlovingienne, toute raide de broderies et de pierres précieuses, et qu'on avait dû rembourrer la couronne de Charlemagne, « notre grand Charles, » trop large pour la

tête de ce frêle souverain catholique. Quand donc les hommes allemands auront-ils un Empereur digne de leur fidélité, de « leur volonté profonde et soutenue, » — un Empereur allemand, libre de tout pacte avilissant avec Rome?... En attendant, ses regards se tournent avec complaisance et comme un obscur frisson d'espoir, vers l'ambassadeur du roi de Prusse, ce rude baron de Plotho, qui, par ses brutalités et ses goujateries, s'amusait à humilier, au nom de son maître déjà triomphant, le pauvre monarque autrichien. Mais la Prusse n'en est encore qu'à ses coups d'essai. Jusqu'à ce qu'elle puisse s'en emparer, le globe, le sceptre et la couronne ne sont, pour les yeux allemands, que des objets de curiosité, des pièces de musée étalées sur le velours d'une vitrine.

Faust, qui ne peut prévoir encore ce moment-là, a donc quelque raison de désespérer. D'ailleurs son désespoir est de courte durée. L'Empire est sans Empereur. Eh bien! Faust, cet ancien professeur d'université, se proclamera Empereur lui-même. Il ne faut pas que l'interrègne se prolonge et que la volonté de la Race soit déçue. Seulement, lui, il sera un Empereur qui régnera pour régner et non pour jouir : « *L'homme destiné à gouverner doit trouver le bonheur suprême dans le gouvernement.* Sa poitrine est pleine d'une sublime volonté. Ce qu'il veut, il n'est donné à personne de l'approfondir. Ce qu'il souffle à l'oreille de ses confidens s'accomplit sur l'heure, et le monde est dans l'étonnement. Ainsi, *il sera toujours le premier entre tous, le plus digne.* » Hegel n'a rien écrit de plus fort pour la divinisation de l'État. Mais dans ce sursaut d'orgueil, comme s'il prévoyait que la tare de la Race sera la cause de sa perte, il conclut par ce dur apophtegme, asséné avec la roideur d'un coup de poing : « La jouissance abrutit. »

*
* *

Voyons à l'œuvre le docteur couronné.

En échange de ses services, l'Empereur-fantôme lui a concédé une bande de rivage, un vaste territoire stérile, envahi par les sables et sans cesse menacé par le flot marin. A la vue de ce domaine désolé, il est repris par son vieux rêve : conquérir la mer, la refouler bien au delà de ses limites naturelles et faire sortir des eaux un véritable royaume. Cette hantise de la mer, n'est-ce pas étrange chez un fonctionnaire du petit duché

de Saxe-Weimar, et près de cent ans avant qu'il y eût des pangermanistes?

Tout de suite, avec l'indomptable énergie de sa volonté, il se met au travail, et, comme le diable s'en mêle, le résultat ne tarde pas à dépasser ses espérances. Réellement, le docteur Faust, a fait sortir des eaux une terre nouvelle, que son industrie a su peupler et féconder avec une rapidité miraculeuse. Les vieillards, anciens habitans de cette pauvre région sablonneuse, ont peine à s'y reconnaître. Ils s'effarent de cette transformation et de cette prospérité si soudaines : « La vague s'éloigna. Les hardis ouvriers de maîtres sages creusèrent des fossés, élevèrent des digues, refoulèrent les droits de la mer, *pour devenir souverains à sa place*. Voyez, dans la verdure, prairie contre prairie, pâturages, jardins, villages et bois!.,. Cependant, au loin glissent des voiles. Elles cherchent pour la nuit un refuge assuré : — Les oiseaux connaissent leurs nids, — car, maintenant, là-bas, est un port. Ainsi, vous n'apercevez plus qu'au loin, dans l'étendue, l'ourlet azuré de la mer, et de droite et de gauche, s'ouvre, à la ronde, un espace où les habitans se pressent... »

Mais quel labeur, quelle dépense de forces et de vies humaines, pour en arriver là! — « Le jour, les serviteurs travaillaient à grand bruit : la pioche et la pelle résonnaient coup sur coup. Où de petites flammes serpentaient la nuit, une digue s'élevait le lendemain. *Le sang humain se répandait en sacrifice. Les ténèbres retentissaient de cris d'angoisse, l'onde incandescente ruisselait du côté de la mer :* à l'aube, un canal était ouvert... »

Oui, ce nouvel Empire a coûté cher! Mais, comme l'autre Empereur, Faust pourrait répondre : « Qu'importent les victimes! J'ai gagné la victoire. » Son ambition tenace a triomphé : il a maintenant des ports, une marine, un vaste empire colonial au delà des mers. Méphistophélès lui-même en est ébahi. En parfait courtisan, et aussi en hommes d'affaires, qui sait dresser un bilan et résumer une situation, il en complimente l'heureux docteur : « Ta sagesse sublime est couronnée, le rivage réconcilié avec la mer. La mer prend de bon gré le navire au rivage, pour l'entraîner en une course active. Avoue donc que d'ici, *de ton palais, ton étreinte embrasse le monde*. C'est de cette place que tout est parti : ici, s'éleva le premier bâtiment.

Un petit fossé fut creusé là, où maintenant la rame fait jaillir le flot. *Ta haute pensée, l'activité des tiens ont su conquérir la terre et la mer!...* »

La terre et la mer! Après cela, Faust n'a plus qu'à mourir: le rêve allemand est devenu une réalité.

*
* *

Pourtant, une préoccupation ridicule mine la conscience du docteur et lui gâte la joie de son triomphe. A deux pas de son palais, il y a une petite enclave de terrain, que possède un vieux couple, Philémon et Baucis, dernier vestige des antiques habitans du pays. Avant que Faust vînt tout bouleverser et tout transformer à son usage, lorsque la mer battait encore la dune, au pied de leur cabane, ces bonnes gens étaient gardiens de phare. Ils montraient la route aux vaisseaux égarés, ils recueillaient les naufragés et les voyageurs, ils étaient les apôtres de l'hospitalité, ne connaissant d'autre bonheur que celui de faire le bien. Sous le voile d'un léger symbole, qui ne devinerait, ici, la vieille religion détrônée par l'évangile des temps nouveaux, ce catholicisme, qui, lui aussi, pendant si longtemps, montra la route aux peuples et consola les malheureux?

Ces bons vieillards sont devenus inutiles, depuis que Faust a éteint leur phare, en supprimant le danger de la mer. Cependant ils continuent à vivre d'une petite vie chétive. Ils cultivent leur jardinet, dînent sous les tilleuls centenaires qui ombragent leur cabane et, à l'occasion, hébergent encore quelque voyageur attardé. Le soir, par une ancienne habitude, ils sonnent la clochette de la chapelle rustique, où ils vont prier leur « vieux dieu (1), » avant de s'endormir.

Tout cela est intolérable à Faust. Les hautes cimes des tilleuls lui bouchent la vue du côté de la mer. La clochette imbécile l'exaspère. Et puis, enfin ce passé moribond, qui s'obstine à vivre, qui s'étale comme un anachronisme et comme un défi au milieu de son œuvre, toute cette décrépitude doit recevoir le coup de grâce. En vain le vieux couple se fait-il bien humble, se montre-t-il bien soumis au nouveau maître : « La

(1) Notons que cette expression n'est pas particulière à Guillaume II, comme on semble le croire, chez nous, dans la presse. Elle est très ancienne en Allemagne, et appartient à la langue courante.

résistance et l'opiniâtreté, dit Faust, empoisonnent la plus riche possession, et *c'est pour sa peine et sa torture qu'on s'épuise à vouloir être juste.* » Finalement, il se décide à exproprier Philémon et Baucis : « Pourquoi te gêner? lui dit Méphistophélès. N'entre-t-il pas dans tes plans de coloniser?... On va les enlever, les déposer. Avant qu'ils aient eu le temps de se retourner, ils seront installés ailleurs. La violence une fois subie, *la beauté de leur nouvelle habitation les réconciliera.* » N'est-ce pas charmant, car le surhomme se montrera magnanime. Dans sa clémence, dans sa bonté, il veut bien indemniser les deux vieux en leur donnant « un joli petit bien. » On abattra leurs tilleuls et leur cabane, ce qui permettra à Faust d'élever un admirable belvédère, « d'où l'œil plongera à l'infini. » Déjà, il s'attendrit sur sa belle action, et, avec une ineffable hypocrisie, il en vient à se persuader lui-même qu'il va faire le bonheur des deux vieillards : « De là, j'apercevrai aussi le nouveau logis de ce vieux couple, qui, dans le sentiment de ma pitié généreuse, coulera paisiblement ses derniers jours. » Vous verrez, il faudra que les pauvres évacués lui disent merci.

En conséquence, l'ordre est donné de déménager Philémon et Baucis par les voies les plus expéditives. Mais un étranger, qu'on n'avait pas prévu, se trouve là, par hasard, pour les défendre. Comment! Ils ont l'audace de résister? Qu'à cela ne tienne! Les sbires de Faust vont tout mettre à feu et à sang : « Nous revenons au grand trot, dit Méphistophélès. Pardonnez! Les choses ne se sont point passées de la meilleure grâce. Nous avons frappé, nous avons cogné, et jamais on ne nous ouvrait Alors, nous ébranlâmes la porte, nous heurtâmes, et le vieux bois moisi tomba sur le carreau. Nous avions beau appeler à grande voix, menacer, on faisait mine de ne pas nous entendre... Mais nous, sans perdre de temps, nous t'avons débarrassé lestement du couple, qui ne s'est pas beaucoup débattu. Tout de suite, ils sont tombés, pâmés de frayeur. Un étranger, qui était là, a voulu se rebiffer; nous l'avons étendu raide mort. Et, pendant ce court espace du combat furieux, les charbons ont allumé la paille dispersée alentour. *Maintenant, cela flambe librement comme un bûcher préparé pour eux trois...* »

L'incendie a tôt fait d'anéantir cette petite oasis de paix et de beauté. Les magnifiques tilleuls, la maisonnette, la chapelle

gothique ne sont plus qu'un monceau de cendres. Du haut de sa tour, le gardien du palais décrit copieusement le désastre, et sa description s'achève par cette phrase, qui sonne comme un ricanement barbare : « Le paysage agréable aux yeux s'en est allé rejoindre les siècles ! »

D'abord, Faust s'irrite, proteste contre cette destruction sauvage. Il la désavoue, en rejette la faute sur son état-major, qui a outrepassé ses ordres. Mais immédiatement, après ce rapide éclair de pitié, la certitude que la volonté allemande est infaillible rentre dans sa conscience et l'apaise. Le chœur entonne l'hymne national de la Force supérieure au Droit : « L'antique Parole, la Parole dit : *Obéis de gré à la force.* Autrement, si tu es assez hardi pour soutenir l'assaut, risque ta maison, ton foyer et toi-même. » Les pauvres vieux ont tout risqué : ils ont perdu. Qui les plaindrait? C'est la loi du plus fort.

N'avais-je pas raison de prétendre que le poème de *Faust* semble écrit d'hier? Cette lamentable histoire, n'est-ce pas tout près de nous qu'elle vient de se dérouler?

*
* *

Pas plus que le cadavre de Marguerite, ceux des vieillards ne sauraient barrer la route à la marche triomphale du surhomme. Étant au-dessus du bien et du mal, il est au-dessus du remords. Mais il est homme pourtant, et, comme tel, soumis à la nécessité de l'usure physique et de la mort. Il se fait vieux, son corps s'affaiblit, et, en même temps, sa volonté se trouble, son esprit est moins lucide. Il en vient à douter de lui-même et de son œuvre, une tristesse vague l'envahit : le souci pénètre dans son cœur... Défaillance passagère. Il se ressaisit aussitôt, et, dans un sursaut de toute son énergie, il défend à la Tristesse dissolvante d'énerver son vouloir : « O souci, quelque grande, quelque délétère que soit ta puissance, je me refuse à te reconnaître. »

Sur l'heure, il est puni de son outrecuidance, de sa folle témérité : il devient aveugle. Mais, au lieu de l'abattre, cette épreuve ne réussit qu'à exaspérer sa fureur d'activité. Il s'écrie : « Autour de moi, la nuit se fait de plus en plus profonde. Mais, au dedans, une clarté sereine m'illumine. Ce que j'ai pensé va s'accomplir. La parole du maître a seule du poids. Debout, mes

serviteurs! Debout l'un après l'autre! Faites que ma pensée hardie se réalise glorieusement. *Allons! tous à la pelle, à la bêche, à l'ouvrage!... Que l'œuvre la plus grande qui soit au monde s'accomplisse!* Un esprit suffit pour diriger mille bras. » Ainsi délire, dans sa mégalomanie insatiable, ce moribond, dont on creuse déjà la fosse.

Les fossoyeurs sont là, tout près de l'aveugle, qui entend les coups sourds de leurs pioches, mais qui les prend pour les pionniers de son grand œuvre. Dans sa pensée qui s'égare de plus en plus, c'est comme un mirage édénique. Éperdu d'orgueil, Faust salue, en phrases prophétiques, le monde nouveau qui va sortir de ses mains : « J'ouvre des espaces à des myriades d'êtres, pour qu'ils y viennent habiter, *non dans la sécurité sans doute, mais dans la libre activité de l'existence.* Partout, des campagnes vertes et fécondes! L'homme et les troupeaux, à l'aise sur le nouveau sol, s'installent le long des collines, *où se rue une population hardie, industrieuse.* Ici, à l'intérieur, c'est un paradis. Qu'à l'extérieur le flot tempête jusqu'au bord! S'il lui prend fantaisie d'abattre avec violence, de toutes parts la foule se presse pour fermer la brèche. Oui, je me sens voué tout entier à cette idée, fin dernière de toute sagesse... Dans le pressentiment d'une telle félicité sublime, je goûte maintenant l'heure ineffable. »

Ébloui par son œuvre, Faust, pour la première fois de sa vie, vient de se déclarer satisfait. Ce qu'il a entrepris de réaliser est « la fin de toute sagesse. » Au delà de cet idéal, il n'y a plus à rêver, il n'y a plus de raison d'agir. Du moment qu'il se repose, même seulement en pensée, Faust va mourir. Les Lémures sont derrière lui, prêtes à le coucher dans sa tombe. Méphistophélès triomphe à son tour : « Celui qui me résista si vaillamment, le temps l'emporte. Le vieillard gît là sur le sable, — l'horloge s'arrête. »

Mais un personnage de sa sorte ne peut sortir du monde sans un déploiement de pompes protocolaires dignes de son rang. Pour célébrer sa rentrée dans le grand Tout, un nombreux personnel de figurans mystico-naturalistes est convoqué par le poète. Ce n'est pas en plein ciel, c'est dans une solitude terrestre, au milieu des ravins, des rochers et des bois, que se déroule l'apothéose de celui qui a rendu aux hommes le sens de la Terre. Tandis que Dante, le pèlerin du *Paradis*, ne s'arrête que

devant le Soleil des âmes, l'éternel Amour, « qui meut aussi le soleil visible et les autres étoiles, » — l'amant de Marguerite s'enfonce dans les crevasses des hautes montagnes, où se blottissent les anachorètes, symboles des forces élémentaires. Comme les servantes d'Hélène, il restitue au creuset universel sa matière périssable. Seule, « la part immortelle » de sa nature est sauvée, emportée par les anges du panthéisme vers les régions supérieures de l'air. C'est-à-dire que le meilleur de son effort va se fondre dans l'Effort divin, qui crée sans cesse l'harmonie et la beauté du monde.

Et c'est pour cela qu'il a tant peiné, pour aboutir à cette survie métaphorique, à ce néant déguisé! Il s'est torturé lui-même, il a jonché sa route de victimes et de ruines. Par son activité sans mesure et sans répit, il a notablement augmenté dans le monde la somme des douleurs. Quel cauchemar que l'avenir tel qu'il le rêve! Quelle géhenne que cet univers condamné aux travaux forcés perpétuels! Quel épouvantable bonheur que celui du Damné de l'action! Et que nous voilà loin des Hellènes et de tous ces Méditerranéens, qui furent les maîtres de l'action harmonieuse! Faust a beau faire le brave, il y a un goût de mort dans tous ses plaisirs. C'est une tristesse âcre, une sombre désespérance qui s'exhale de cette glorification voulue et frénétique de la vie.

*
* *

Nous touchons maintenant le fond de cette œuvre hautaine et dure, au sens si net et si positif, qui, par une sorte de pudeur, a tenu à s'envelopper de mystère. Aujourd'hui, le mystère est dissipé. Éclairée à la lumière des faits contemporains, elle prend un aspect sinistre et une signification révoltante pour quiconque s'honore de rester fidèle, je ne dis pas seulement à l'enseignement du Christ, mais à la vieille tradition humaine de l'Occident. Avant Nietzsche, et quelles que soient les apparences et les équivoques dont il se leurre peut-être lui-même, en dépit de ses prétentions à rénover la culture gréco-latine, Gœthe a rétrogradé, par delà le christianisme et le paganisme hellénique, jusqu'à la vieille barbarie germaine. Traîtreusement, sous le masque des plus nobles figures et des plus nobles fictions du passé, il a magnifié l'antique instinct destructeur de sa race. C'est peu que la pitié soit exclue de son poème, comme

la bonté, la conscience et la liberté. Cette *Action*, qu'il a mise à l'origine des temps, cette Force dévastatrice, qui ne connaît d'autre règle et d'autre joie que son expansion sans limite et sans but, il l'a divinisée. Maintenant, c'est fini de nous tromper. Le temps des paradoxes et des gentillesses littéraires est passé. Les cadavres et les ruines sont là, qui portent témoignage contre son œuvre : ceci est sorti de cela. Son génie n'est pas une excuse. Au contraire, c'est à cause de ce génie même qu'il a été si docilement écouté et obéi de son peuple. Parmi les grands Germains responsables de cette barbarie pédante, qui est une menace pour le monde, il est certainement le plus coupable, parce qu'il est le plus grand. En vain Faust désavoue-t-il Méphistophélès : il a non seulement accepté la complicité de ce louche collaborateur, mais il a profité de ses maléfices. Il est l'associé du Méchant. Pis que cela : il a justifié cet acoquinage par des raisons profondes et montré par quel biais l'homme supérieur peut accorder son action avec celle des plus vils instrumens. Si Méphistophélès est un bandit, il est juste que Faust soit marqué au front avec lui.

Désormais, pour nous, le poème de *Faust* est en interdit. C'est un de ces lieux maudits, un de ces endroits frappés par la foudre, où les anciens jetaient des épines et qu'ils entouraient d'une barrière. Qu'on ne vienne plus nous parler de l'humanité de Gœthe ! — « Vous êtes un homme, monsieur Gœthe ! » — Oui, un homme allemand, et rien qu'allemand. Sinon, c'est abuser outrageusement des mots. Depuis les temps homériques, ce beau mot d'humanité a, pour nous Européens, un sens limpide, qui ne prête à aucune équivoque. Si Achille est humain lorsqu'il laisse la vie sauve au père de son plus mortel ennemi, comment Faust le serait-il aussi, qui justifie par des sophismes atroces l'assassinat de deux vieillards inoffensifs ? En réalité, le chef-d'œuvre de Gœthe est en dehors de la grande tradition généreuse de l'humanité occidentale. Humaniste peut-être, mais humain non pas. Sous une forme classique, c'est un poème barbare.

LOUIS BERTRAND.

# LE
# MYSTÈRE DES BÉATITUDES

DERNIÈRE PARTIE (1)

## XV

— Une belle journée de printemps, n'est-ce pas, monsieur Muzard? dit Constant, le garçon du café de la Paix, en apportant à son client le bock obligatoire. On se croirait plutôt en mai qu'en mars.

— Plutôt en mai qu'en mars, oui, répéta bénévolement Muzard distrait.

Il sentait bien cette influence printanière qui alanguissait tout le monde et peuplait les terrasses du boulevard de buveurs et de fumeurs béats. Il laissait présentement son esprit flotter en des divagations qu'il jugeait aussi sottes qu'agréables. Il opérait un rapprochement entre Marie Plichet et Constant; il unissait leurs deux solitudes; il en faisait un couple obséquieux qui aurait évolué autour de lui avec des gestes enveloppans, l'un lui apportant des bocks, l'autre des plats de gargote. Et il attendait ainsi la venue des Gérard, qui n'arrivaient pas encore. Le crépuscule tiède s'attardait. Une foule noire sortait périodiquement de la fourmilière du Métro. Puis c'était, sur le geste d'un agent, le brusque arrêt du flot des voitures devant

(1) Voyez la *Revue* des 1er et 15 février, 1er et 15 mars et du 1er avril

la terrasse. Il faisait encore jour quand les lampadaires de la place illuminèrent la façade de l'Opéra. Elle prit une étrange teinte violette, et les détails des galeries et des entablemens apparurent minutieusement. Alors une voix derrière le jeune homme appela :

— Muzard, venez donc un peu, mon cher!

Il fut bien étonné de voir, à l'une des tables, Albert Blond, en compagnie d'un petit vieux dont il crut reconnaître le visage.

Que se passait-il donc, pour que le patron le conviât si cordialement à s'approcher? Il le fit avec la figure d'un acteur qui s'intéresse d'avance à la scène qu'il va jouer. Les deux hommes buvaient une fine champagne; Albert Blond en offrit une à Muzard, puis, sur un ton confidentiel :

— Dites donc, Muzard, vous êtes très lié avec M. Cyprien Loche, n'est-ce pas?

— J'aurais pu l'être, monsieur le directeur, je ne le suis pas.

— Vous m'entendez bien, voyons, Muzard : quand je dis lié, je veux dire : vous avez des relations amicales et fréquentes. Eh bien! vous savez les bruits qui courent?

Il déclara les ignorer.

— M. le député vient de me raconter... commença le directeur de *la Poste*.

Et aussitôt, Muzard se remémora le dîner chez Loche et ce petit homme gris et timide, de qui M^lle^ Loche disait qu'elle ne savait où son père l'avait pêché. C'était bien lui qui interrompait maintenant le journaliste pour dire, avec hésitation, comme à regret :

— Oui... une grande inquiétude commence à régner au sujet de ce banquier... Le Parquet a été saisi d'une multitude de plaintes...

Et pendant que, se cantonnant dans le vague, il hochait prudemment la tête, les deux mains appuyées sur sa canne, Albert Blond reprit à son tour :

— Il y a eu, paraît-il, dans l'organisation de ses diverses sociétés, des irrégularités flagrantes. Plus même : tout ne fut qu'irrégularités. Ainsi, dès la première émission des actions de la Compagnie de Navigation soudanaise, la publication des versemens fut erronée. On met aujourd'hui en doute jusqu'à l'existence de cette Compagnie. Loche tomberait de ce fait sous le coup de l'article 15 de la loi de 1867.

« Bon, pensa Muzard, ça y est. Tout craque, le moment est venu. Cela va faire une belle dégringolade. »

Tout d'abord, il envisageait la moralité de cette tragédie, tant d'hypocrisie démasquée, la pauvre justice humaine venant tenir tête aux puissances de Mammon, la défaite du cynisme. Et il éprouvait un furieux besoin de se réjouir de cette catastrophe? Est-ce que, dans une société pourrie par l'argent, ça ne fait pas plaisir de voir de temps en temps un abcès qui crève? Tant pis si le malade geint. C'est autant de pus en moins dans son organisme et cela retarde sa perte.

— Vous pensez bien, Muzard, poursuivit Albert Blond, que je me trouve vis-à-vis de ce M. Loche dans une situation très délicate. C'est une grande intelligence, un homme intéressant; j'ai été reçu chez lui, je l'ai reçu chez moi. Eh! je ne m'en cache pas, j'avais une certaine admiration pour lui. Mais, entre nous, c'est une franche canaille. Or, honnêtement, dans mon journal je ne puis défendre un escroc.

— Évidemment, dit Muzard, bon enfant, surtout un escroc qui n'a pas réussi.

Sans relever le mot de son caissier, le directeur poursuivit :

— Et vous comprenez aussi, Muzard, que, personnellement, je ne veux plus revoir cet homme. Ma situation me le défend. D'autre part, il m'est impossible de faire le silence dans mon journal sur le scandale qui est à la veille d'éclater.

Le vieux député, ancien avocat, prononça gravement :

— La loi de 1867 punit d'un emprisonnement de un an à cinq ans ceux qui, par simulation de souscriptions ou de versemens, ou par publications faites de mauvaise foi de souscriptions ou de versemens qui n'existaient pas, ou de tous autres faits faux, ont obtenu ou tenté d'obtenir des souscriptions et des versemens.

— Eh bien! oui, je sais, dit Albert Blond, c'est la prison. Et si je défendais ce financier véreux, ou si même je me taisais, ou si même je réduisais par le laconisme du reportage les proportions de l'affaire, je ne manquerais pas d'être accusé d'avoir touché à sa caisse. Or je puis me vanter ouvertement, monsieur le député, d'avoir fait jusqu'ici par pure sympathie tout ce que j'ai tenté en faveur de ce M. Loche.

Et s'exaltant un peu dans la mesure où il savait que cela se pouvait, il frappait sur le guéridon de marbre, faisant tressauter les petits verres.

— De sorte que, Muzard, continua-t-il, j'ai pensé que, le rencontrant, vous sauriez lui expliquer, lui définir ma conduite qui n'est pas une trahison, pas un lâchage, mais le résultat d'une obligation professionnelle. J'entends que personne, même un M. Loche, ne me prenne pour ce que je ne veux pas être.

— Monsieur le directeur, dit Muzard, M. Loche est trop intelligent pour ne pas saisir toute la délicatesse de la démarche dont vous me chargez et que je ne manquerai pas d'accomplir si le hasard m'en fournit l'occasion.

— Le journaliste a souvent des devoirs difficiles, continua soucieusement Albert Blond. La Presse aujourd'hui est acculée à une sincérité qui ne va pas sans dangers. En divulguant la situation de ce banquier, j'accélère sa perte et, en même temps que la sienne, celle d'une multitude de petites gens que, par des habiletés plus ou moins légales, il eût conduits peut-être à l'aisance en quelques années. Oui, les innocens payent pour le coupable. On devrait pouvoir dire : « Étouffons les mauvais bruits, faisons crédit au Crédit, accordons-lui des délais, laissons-lui le temps de réaliser ses promesses. Un financier a sa morale spéciale ; mais si le temps doit racheter ses irrégularités, donnons-lui du temps. » Eh bien ! non, nous ne pouvons point parler ainsi. La vérité nous presse, elle est implacable...

— Ah! maintenant, de toute façon le coup est porté, grommela le député. Loche a les reins cassés. Une dénonciation, une lettre, et un pareil homme ne se relève plus. Or la section financière du Parquet en a reçu plus d'une. Et allez voir ce soir à la cote de la Coulisse ce que deviennent les actions de la Compagnie de Navigation soudanaise qui montaient ces jours-ci à 980 francs!

Muzard s'étant retourné rompit le silence :

— Maintenant, monsieur le directeur, si vous n'avez pas autrement besoin de moi, je vous demande la permission d'aller trouver mes amis Gérard que j'aperçois là-bas.

— Ah! oui, Gérard, répéta le directeur.

Et de la main il faisait de loin un signe amical au dessinateur, puis il salua sa femme, tout en se demandant quel être bizarre était son caissier.

Les Gérard avaient ce soir un aspect radieux. Était-ce l'effet

d'une belle journée de soleil? Était-ce l'influence de la robe neuve d'Huguette, une très jolie tunique à la mode nouvelle, d'un vert un peu cru qui donnait au bleu de ses yeux une nuance charmante? Ils s'assirent en riant tous les deux, plaisantèrent Muzard sur sa mine rembrunie, s'excusèrent d'être en retard, — ce qui était la faute de Mme Gérard, affirma le mari, — et à la question de Constant répondirent qu'ils voulaient des bocks, parce qu'ils mouraient de soif.

— C'est qu'aujourd'hui, déclara de nouveau Constant en passant complaisamment sa serviette sur la table, on se croirait plutôt en mai qu'en mars.

Comme Huguette était pimpante! Comme elle ressemblait peu à la pauvre femme tremblante, angoissée, que Muzard avait vue l'an dernier, le fameux jour des courses à Auteuil, humiliée par l'insuccès, par le refus brutal de Solème. Les Solème, depuis ce jour-là, Muzard les avait délaissés, systématiquement, ne les revoyant qu'à de longs intervalles, et faisant à chaque fois peser sur eux le poids de certains silences bien significatifs. Mais Huguette, avec sa légèreté coutumière, avait oublié depuis longtemps ses griefs. Les jeunes femmes se refaisaient des visites. D'ailleurs, chez les Gérard, tout s'était arrangé, Huguette avait conté à Muzard :

— Leherpeux a été très gentil, très gentil. J'avais été obligée de vendre la première action que j'avais souscrite à la banque Fidelia. J'en ai souscrit une nouvelle, qui, grâce à la complaisance de Leherpeux, a été négociée avant que j'aie fait un seul versement. C'était un jeu d'écritures qu'il a pris sur lui de risquer.

Depuis, une tranquille aisance régnait dans la petite maison du boulevard Arago. Lucien disait souvent à son ami :

— Huguette est devenue tout à fait raisonnable. Elle a trouvé une petite couturière et une petite modiste qui lui fabriquent pour rien ses robes et ses chapeaux. Elle fait son marché elle-même avec beaucoup d'économie. Nous dépensons infiniment moins. Je ne sais comment elle s'arrange, mais elle arrive à boucler son budget chaque mois sans récrimination, sans déficit. Le tout, vois-tu, pour une femme, c'est d'avoir reçu quelque bonne leçon.

Et aujourd'hui, avec une fierté de tout jeune mari, comme il voyait les yeux de Muzard fixés sur Huguette, il demanda :

— Hein? que dis-tu de cette robe-là?

— Parfaite, déclara Muzard distraitement.

— Eh bien! mon cher, continua l'artiste en frappant affectueusement sur l'épaule frêle de sa femme, ça lui revient à cinquante francs un costume comme cela.

— Tu n'as pas besoin de conter ces choses à Muzard, dit Huguette agacée. Il s'en fiche. D'ailleurs, ne vois-tu pas qu'il a des soucis, qu'il ne nous confie pas.

— Vrai, tu as des soucis, mon vieux? questionna l'excellent Gérard.

— Non, dit enfin Muzard, je n'ai pas de soucis à proprement parler. Mais je viens d'apprendre une nouvelle qui m'abasourdit un peu parce que je mesure les conséquences de l'événement inopiné : Loche est en train de crouler.

— Quoi, quoi, qu'arrive-t-il?

— Il est ruiné? demanda ingénument Huguette.

— C'est-à-dire, reprit Muzard, que, d'ici vingt-quatre heures, il pourrait fort bien être à la Santé.

Il y eut un silence, une consternation. Gérard, au bout d'un instant, demanda :

— Eh bien! vieux, tu triomphes. L'as-tu assez blaguée cette canaille de Loche avec sa tête de crotale.

— Bast! dit Muzard, il m'intéressait. S'il avait réussi, j'aurais peut-être dit : tant mieux. Mais l'argent est pareil à tous les faux dieux. C'est un mauvais maître pour ses adorateurs. Il ne leur est pas fidèle. La catastrophe, je m'y attendais et je dis : tant pis.

Alors Huguette exigea des détails. Cette femme futile s'inquiétait tout à coup des dessous du drame. Elle voulait savoir l'objet des plaintes portées contre le financier. Il fallait qu'on lui expliquât en quoi consistaient ces irrégularités. On était bien étonné de la voir comprendre mille choses obscures concernant les agissemens de Loche.

— Oui, je vois, disait-elle, un client souscrivait vingt actions, et on lui faisait un bordereau de cinquante.

Elle était toute pâle, les lèvres blêmes, elle répétait :

— Un homme comme M. Loche! Finir de cette façon! Est-ce possible!

Et elle voulait savoir plus encore; ce qui allait se passer au cas où il serait arrêté, si l'industrie des hydromobiles serait

épargnée, et le magnifique établissement d'Herblay, qui, dans un mois, devait ouvrir ses portes!

Les deux hommes discutaient, émettaient des suppositions. Et Muzard devinait que là-bas, au fond de la terrasse, Albert Blond et le vieux député creusaient le même sujet bien plus âprement encore. Maintenant, il faisait nuit et la place de l'Opéra, sous le ruissellement des lumières, avait repris son air de fête. Les autos de luxe ronflaient, les autobus gémissaient atrocement, des camions automobiles ébranlaient le sol, et, perdus dans cette formidable course de la mécanique, de rares chevaux, comme de pauvres bêtes démodées, traînaient avec un effort douloureux leur voiture. La bouche du Métro dégorgeait maintenant une foule épaisse, qui paraissait s'y engloutir à plaisir à mesure qu'elle en sortait. L'éclair des affiches lumineuses partait en haut, de droite, de gauche, de partout. Une immense réjouissance, un carnaval perpétuel régnait ici. Soudain Muzard, Gérard, Huguette se turent, figés tous trois dans la même attitude. Devant le trottoir un auto de maître, aux panneaux luisans, s'était arrêté, et Cyprien Loche en descendait, scrutant toute la terrasse de son regard gris impassible.

Au même instant, Muzard entendit derrière lui un bruit de chaises qu'on repousse et, du coin de l'œil, il suivit Albert Blond et le député qui, sinuant à travers les tables et les consommateurs, filaient doucement dans la direction du boulevard. Deux ou trois personnages, habitués de cette terrasse, et dont Muzard, à force de les rencontrer ici, connaissait bien l'élégante silhouette, en firent autant. Ce fut discret, silencieux comme un tour d'escamotage. Lucien Gérard contemplait obstinément la façade de l'Opéra, de cet air gêné que l'on prend en voulant paraître indifférent; quant à Huguette, devenue très rouge, elle fourrait tout ce qu'elle pouvait de son mince visage dans l'orifice de son bock, auquel, jusque-là, elle n'avait pas encore touché.

Et Cyprien Loche, qui s'était avancé très lentement, sans perdre de vue aucune de ces fuites clandestines, conservait son air éternel d'aristocrate désabusé. Ses yeux gris cherchaient une place. Constant, qui veillait, le prévint, lui offrit un guéridon libre, — celui que venaient justement de quitter le journaliste et le député.

Alors Muzard, se souvenant des adulations que, pendant

deux années, cet homme à qui personne ne prêtait une conscience, mais tout le monde l'opulence, avait reçues ici, eut un haut-le-corps devant la lâcheté humaine. Loche aujourd'hui, bien que par terre, ne valait pour lui ni plus ni moins qu'hier. Et de son ton de tous les jours il arrêta le banquier au passage en criant assez haut :

— Monsieur Loche, nous avons une place ici !

— Ah! pardon, Muzard, je ne vous avais pas vu.

« Si, pensa instantanément Muzard, il m'avait vu, mais c'était en compagnie des notabilités de la finance ou de la presse qu'il voulait s'exhiber aujourd'hui, car c'est une exhibition qu'il vient faire ici ce soir. Or, je suis un bien petit monsieur pour son dessein. Mais c'est égal, je vaux mieux qu'un isolement honteux et ostensible à une table de café. »

Huguette, en qui toute la féminine prudence éclatait à ce moment, manœuvrait pour ne pas tendre la main à celui qui serait peut-être vingt-quatre heures plus tard en prison. Finalement, n'étant pas assez hardie pour oser une réprobation ouverte, elle s'exécuta.

— Je suis très heureux de cette rencontre, mon cher Muzard, dit le banquier; justement, je pensais à vous.

En même temps, les yeux gris interrogeaient les yeux de Muzard, se demandant : « Sait-il? » L'examen se prolongea longtemps. Et ce fut parce que les yeux noirs, si railleurs d'ordinaire, étaient pour la première fois dépourvus d'ironie, que Loche, qui connaissait son monde, se dit : « Il sait. »

— Huguette, prononça gauchement Gérard, rappelle-toi que nous dînons en ville; il serait temps de prendre congé de ces messieurs.

Huguette ne se le fit pas dire deux fois. Dans leur hâte, ils bousculèrent les chaises pour aller joindre au trottoir opposé leur autobus. Sans prononcer une parole, Cyprien Loche se tourna vers Muzard avec un léger haussement d'épaules et un sourire d'indulgence. Muzard ne put réprimer le même sourire. Ce fut tout. Alors le banquier déclara :

— Maintenant que nous voilà seuls, Muzard, je puis vous dire pourquoi je suis content de vous avoir rencontré. Je voulais causer avec vous d'une affaire nouvelle. Je lance un journal, un journal financier comme il n'en a pas encore paru. Cela s'appellera *le Coffre-Fort*.

Cette fois, Muzard ne put être maître de son tempérament nerveux. Il laissa échapper un ah! de stupéfaction.

— Cela vous étonne, dit Loche. Pourquoi? Ah! oui, je sais, les bruits imbéciles qui ont couru sur moi. Bah! je laisse clabauder Paris. Je ne crains rien. Vous savez mieux que personne comment mes affaires marchent. L'usine de Grenelle n'a jamais été plus prospère. Le premier venu peut demander à voir mes livres, je les montre. Quant à Herblay, c'est une mine d'or. Vous verrez mon établissement Fidelia cet été. Et tenez, mon cher, on incrimine le fonctionnement de ma maison de banque. Mais aurais-je été assez serin, si les irrégularités dont on m'accuse existaient, pour avoir lié à ce point par un nom identique l'affaire commerciale, dont le succès est avéré, à un établissement financier menacé de ruine?

— Cela dépend, dit Muzard en souriant; moi, je trouverais au contraire cela très fort.

— Dans la presse financière, dit alors Loche, brusquant le changement de sujet, il y a énormément à faire. Elle a été jusqu'ici barbare, technique, hérissée de difficultés, sauf pour les initiés, public restreint. *Le Coffre-Fort* sera lisible pour tous. La femme la plus simple, le petit rentier, l'épicier de faubourg, devront y comprendre du jour au lendemain les jeux de la finance et ceux de la spéculation. Je constitue une société au capital de cinq cent mille francs, pas plus. Je sais d'avance que je refuserai des actionnaires. Mon conseil d'administration est formé. J'ai encore à trouver les collaborateurs. Si cet imbécile de Gérard ne s'était pas éclipsé si vite tout à l'heure, je comptais lui commander pour *le Coffre-Fort* des dessins en grand nombre, car je veux que mon journal ait tous les attraits. Gérard est un pleutre. Tant pis pour lui.

La petite tête de Loche se dressait devant Muzard, les yeux gris fascinateurs essayaient de se braquer dans les siens. Le jeune homme laissait venir le banquier.

— Muzard, reprit celui-ci, sur un ton plus grave, je sais que vous n'êtes pas un pleutre, vous. Les bruits qui ont couru sur mon compte vous ont laissé le même que vous étiez jusqu'ici. Je vous en sais beaucoup de gré, mon ami, beaucoup.

Alors Muzard, ressaisissant d'un coup toute son ironie pour échapper au ton familier qu'allait prendre le colloque :

— Monsieur Loche, ce n'est pas d'aujourd'hui que je vous

ai jugé. Personne ne vous a jamais plus admiré que moi. Cette fortune que vous vouliez conquérir à la hussarde, dont vous vous pariez d'avance et qui éblouissait les autres, ce n'est pas elle qui m'attirait. Vous savez ce que je pense de l'argent. C'était vous-même, votre audace, votre génie et aussi votre naïveté, car vous m'étonnez tous, vous les grands financiers... mettons téméraires... qui vous imaginez pouvoir impunément mener à bout vos entreprises et qui comptez que ça durera toujours, malgré l'exemple des camarades. Le coup présent n'était pas fait pour m'étonner, loin de là. Mais ne croyez pas que je m'en réjouisse.

— Que voulez-vous, dit Loche, en se redressant, je suis de la race des grands aventuriers, pour qui la petite morale taillée à la mesure de tout le monde est trop étroite, et qui la font craquer de toutes parts au moindre geste. Je suis de la race des grands aventuriers qui n'ont plus de place aujourd'hui sur les mers lointaines, qui couraient autrefois le monde et qui aujourd'hui se contentent de Paris. L'aventure est différente, — l'homme est le même.

— Vous vous vantez, monsieur Loche ; le conquistador d'autrefois, le pistolet à la ceinture et la faim au ventre, risquait sa peau nuit et jour, efflanqué par le besoin, tanné par les fièvres, bravant non seulement l'homme, mais la nature. Le financier sans scrupules se carrant dans ses salons dorés, faisant grasse chère, ne risque rien que l'argent des autres. C'est plus petit.

— Vous croyez qu'il ne risque pas sa personne ? demanda Loche, les dents serrées.

C'était le premier cri de sincérité que cet homme eût jamais lâché devant lui. Muzard se souvint du mot qu'il venait de dire à Gérard : « Dans vingt-quatre heures, Loche pourrait fort bien être à la Santé... » Ils firent silence. Devant leurs yeux, sur la place de l'Opéra, la circulation devenait frénétique ; lorsque, sur un geste de l'agent, le flot arrêté des voitures se remettait en marche, les trottoirs le contenaient à peine. Et c'était merveille que, trois minutes plus tard, ce courant qui paraissait irrésistible se figeât dans une immobilité foudroyante. Muzard reprit :

— L'aventurier qui s'en allait à Mexico par l'autre côté de la terre avait un poème dans la tête. L'aventurier de la Bourse

n'a plus que l'appétit de l'argent. Sans l'argent, monsieur Loche, quel être épatant vous eussiez été!

Cyprien Loche branla lentement la tête, et avec une sorte de solennité :

— Sans l'argent, mon ami, le monde ne serait qu'une loque. La vie est dans l'argent.

— Quelle vie? demanda Muzard.

Loche ne répondit pas. Ses yeux depuis un instant semblaient attirés par le flot des voitures. Soudain il dit :

— Vous m'excuserez... J'aperçois la voiture d'une dame qui m'attend.

Muzard reconnut Butterfly dans son auto découvert. Blonde et diaphane, si délicatement peinte qu'elle paraissait à peine arrangée, dans sa longue pelisse de velours blanc bordée de cygne, des diamans aux cheveux, à la gorge, aux oreilles, sous son chapeau de velours blanc à l'immense plume pleureuse, elle ressemblait à une impératrice du Nord, à demi fée, à demi femme. Il était très rare qu'elle se montrât. Depuis qu'elle avait dansé l'autre hiver sur une scène du boulevard, on ne l'avait plus aperçue qu'à la dérobée dans les restaurans, au bras de Loche, ou à la Comédie-Française. Des gens la reconnurent et s'arrêtèrent au passage. Elle était aussi indifférente qu'une déesse. Loche la rejoignit, congédia sa voiture, monta dans celle de la courtisane, qui daigna lui sourire publiquement. Ils s'éloignèrent. Muzard comprit que c'était un coup de théâtre préparé d'avance.

Alors, un violent parfum de poudre de riz le fit se retourner, et il vit Ninette Coquard figée dans la contemplation de l'auto fuyant. Elle devait être là depuis quelques minutes, avoir assisté à l'apothéose de sa riche rivale, avoir compté jusqu'aux pierres de son agrafe.

— Hein! crois-tu, mon vieux? dit-elle à Muzard.

— Eh bien! quoi, Ninette, tu t'offusques?

— Ah! mon vieux, quel toupet! reprit-elle avec une moue d'infini mépris. Et tu sais qu'elle a plus de quarante ans.

— Console-toi, Ninette. A quarante ans, tu auras gagné peut-être plus d'argent qu'elle.

— Penses-tu! fit-elle d'un air découragé.

Puis, aussitôt :

— C'est comme Désiré. Je lui avais trouvé une place idéale,

mon vieux. C'était chez un de mes amis qui est marié. Il aurait eu cent cinquante francs par mois. C'était joli à son âge. Eh bien ! mon vieux, il a refusé ; il n'a pas voulu quitter son curé. Et pourtant, tu sais, son curé, il n'est guère chic ; je puis bien te le dire et, si tu le lui répétais, ce serait pain bénit, car il y a des procédés qu'on a du mal à avaler. Mon vieux, tu ne le croirais pas si une autre que moi te le racontait : eh bien ! Désiré n'a pas eu cent sous d'étrennes au Jour de l'an.

Muzard l'écoutait avidement, avec une expression de surprise heureuse. Il se disait tout bas qu'on aurait pu feuilleter toute la légende dorée sans y trouver un miracle plus émouvant que celui que cette prostituée venait de narrer en de tels termes sur la terrasse d'un café de viveurs, en ce Paris de carnaval. Il sourit, sans ironie, et dit à Ninette :

— Ninette, si tu m'en croyais, tu vaquerais tranquillement à tes affaires sans plus t'occuper désormais de ce nigaud de Désiré.

## XVI

Jean Solème ouvrit la porte du cabinet de toilette où sa femme se coiffait, assise devant le miroir. Ce fut dans cette glace qu'elle le vit, en pardessus, le haut-de-forme sur la tête, tel qu'il revenait d'ordinaire à midi. Or, il était onze heures du matin. Il se découvrit et jeta sa lourde serviette sur la table laquée, où tous les flacons d'Yvonne dansèrent du coup. Il était blême. Sa mâchoire inférieure tremblait ; sa mèche blonde pendait lamentablement sur sa tempe ; il la releva de ses ongles en disant :

— L'usine est fermée !

Le bras nu d'Yvonne, qui à ce moment soutenait la masse brune de ses cheveux, retomba le long du peignoir blanc ; les cheveux se répandirent sur ses épaules ; elle se retourna vers son mari, angoissée.

— Oui, l'usine est fermée, Ce matin, quand je suis arrivé, une bande copieuse de policiers était déjà là, occupée à perquisitionner dans les registres. On avait renvoyé les ouvriers à mesure qu'ils se présentaient pour reprendre leur travail. Ils stationnaient devant le portail. Ils attendent encore et réclament leur argent. On m'a interrogé une heure durant. Mes livres étaient

en règle. La dactylographe pleurait comme une vigne. On a saisi la correspondance et apposé les scellés. Maintenant, il n'y a plus personne; les trois appareils que nous étions en train de construire sont abandonnés là, l'un avec son hélice déjà montée, les deux autres à peine commencés, et les établis font la ronde, alentour, au milieu des copeaux d'hier qui leur grimpent au ventre. Ah! ce silence!...

— Et *lui*, demanda Yvonne d'une voix blanche, était-il là?

— Il était là, le premier, tenant tête à tout le monde, se défendant pied à pied, jurant comme un beau diable qu'il n'existait aucune connexité entre l'affaire des hydromobiles et *la Navigation soudanaise*, exhibant les actes de vente qui ont été passés entre une Société et l'autre, pour la vente de nos glisseurs.

— Est-il arrêté? demanda Yvonne.

— Non, pas encore.

Maintenant elle était debout devant Solème, dans son grand vêtement de nansouk blanc, aux manches à la chinoise, ses cheveux descendant en longues ondulations soyeuses jusqu'aux reins. Elle ne desserrait pas les lèvres. Son mari, après un silence, prononça :

— Ma pauvre Yvonne, quel écroulement !

Il pensait, et elle y pensait avec lui, à la situation perdue et à la faillite dramatique fatalement préparée pour la fin du mois courant, par la chute vertigineuse des actions de *la Navigation soudanaise*, sur lesquelles il avait joué à terme. Il ne pouvait pas encore prévoir exactement la différence à son débit. Il savait dès maintenant qu'elle dépasserait cent cinquante mille francs, bien qu'il eût spéculé plus modestement cette fois que les autres mois. En effet, les actions de *la Navigation*, qui avaient atteint au début de mars neuf cent quatre-vingts francs, étaient en quinze jours tombées à six cent vingt-cinq. Là où il avait escompté un gain sagement calculé de huit à dix francs, il perdait déjà trois cent cinquante-cinq francs, et il fallait s'attendre à pire encore. De plus, il avait engagé dans l'affaire des hydromobiles environ la moitié de la dot d'Yvonne. Et c'était surtout cet engloutissement qui le terrorisait. Qu'allaient-ils devenir? Atteint de toutes parts, ayant échoué en chacun de ses efforts, menacé par les déboires échelonnés de la misère, il ne songeait même pas à dissimuler sa détresse aux yeux de sa

compagne. Dans sa faiblesse, il cherchait plutôt cette douce pitié de la femme qui aime et qui peut faire paraître délicieuses à un homme accablé les pires atteintes du sort. Qu'elle lui eût seulement tendu la main, et il aurait étalé avec complaisance toutes les blessures de son amour-propre et ses terreurs de l'avenir. Mais elle demeurait impassible devant lui.

La fenêtre était entr'ouverte et laissait glisser un tiède soleil de printemps. Dans les fusains du jardinet, en bas, de bruyantes batailles de moineaux se livraient, remplissant l'air de cette musique stridente et grisante qui annonce la saison des nids. Un couple s'envola et vint se poser sans frayeur sur l'appui de la fenêtre. Solème les observa d'abord distraitement, puis il pensa qu'il aurait fait bon s'aimer sans plus de soucis que les oiseaux du ciel qui ne sèment ni ne moissonnent. Il se dit que Muzard, entrant à cette minute, aurait ri de leur consternation, estimant que tout peut crouler autour de deux êtres qui s'aiment, quand ils se restent l'un à l'autre. Et l'idée fugitive lui vint de crier à Yvonne : « Qu'importe de tout perdre, si nous gardons notre amour! »

Puis une froide raison lui montra la vérité. Leur amour? Était-ce une de ces héroïques passions que les romans décrivent? Allons donc! Ils s'étaient unis, attirés l'un vers l'autre par un certain goût. Le souvenir, l'habitude, les sens les liaient toujours et indissolublement; mais il fallait être sincère avec soi-même : leur vraie vie n'était pas là. Ce n'était pas dans leur union qu'ils avaient mis leur bonheur. La preuve en était qu'aujourd'hui, par cette exquise matinée de printemps, sains, jeunes et ardens, se contemplant avec la certitude inconsciente de s'appartenir l'un à l'autre pour toujours, ils pouvaient endurer la pire torture, à cause de cet édifice de leur argent qui tombait en ruine.

Jean Solème ne tendit pas les bras à sa femme, comme il en avait eu le fugitif désir. Sa femme ne prononça pas un mot de consolation. Est-ce que ces puérils témoignages de tendresse eussent été en proportion avec l'immense malheur qui les frappait? Mais Yvonne, qui conservait sa froide lucidité, déclara :

— Une chose est urgente. Aller voir ta tante Avignon et prévenir autant que possible la colère où ne manquera pas de la jeter l'annonce de la catastrophe. Tous mes cousins de Chas-

tenac, qui laisseront dans les hydromobiles de belles plumes de leurs ailes, vont se tourner contre nous. Ta tante nous restait, mais elle est actionnaire de *la Navigation soudanaise*. Elle va perdre gros et ne nous le pardonnera jamais. Que va-t-il se passer?...

— Ah! qu'elle me déshérite, si ça lui plaît, s'écria Solème, à bout d'endurance; j'ai déjà trop d'embêtemens pour courir à de pareilles corvées.

— Je te félicite de ton courage, dit acerbement Yvonne; tu nous conduis à la ruine, et, quand une simple démarche peut nous sauver d'un nouveau malheur, tu t'en décharges en prétextant tes ennuis.

— Ce n'est pas l'héritage plus ou moins lointain de la tante Avignon qui m'intéresse en ce moment, dit Solème ; c'est ma situation perdue, ta dot engloutie et la dette folle que j'aurai à payer dans quelques jours.

— Allons donc! reprit Yvonne; ta tante n'a plus vingt ans, je pense...

Elle n'en dit pas davantage. Tous les deux mesuraient en pensée les atteintes de l'âge et la décrépitude qui atteignaient chaque jour la vieille femme, la conduisant sans cesse à plus grande allure vers son terme. Elle n'était rien d'autre pour eux que la promesse d'une fortune inconnue, peut-être énorme, qui leur écherrait certain jour. Solème finit par décider :

— C'est bon, j'irai.

D'ailleurs, l'après-midi, quand il se rendait chez la baronne, son ciel lui semblait moins noir. Plus calme, il se laissait maintenant entamer par les assertions si péremptoires qu'il avait entendues le matin de la bouche de Loche. Peut-être tout s'arrangerait-il. Tant que Loche n'était pas en prison, ne pouvait-on pas espérer que l'industrie des hydromobiles reprendrait son essor? Est-ce que le Parquet ne s'était pas alarmé à faux? La commission d'enquête pouvait fort bien revenir bredouille. Or, l'usine était le plus gros pilier de la banque Fidelia. La vraie source de l'or était là. On avait intérêt, pour éviter l'immense désastre financier, à préserver cette industrie. Il n'y avait pas un souscripteur qui ne le comprît et ne préférât, au bref plaisir de voir Loche incarcéré, l'avantage de sauvegarder, en temporisant, la fabrique à millions qu'était l'usine, véritable garantie de sa mise de fonds.

C'était ce qu'il s'agissait de faire comprendre à la baronne Avignon.

Il la trouva somnolente, sur son fauteuil de bureau, encore absorbée par les fatigues de sa digestion. D'un embonpoint plus excessif que jamais, sa grosse personne débordait les bras du fauteuil. A la vue de Solème, ses lunettes d'or eurent un éclair, ses joues molles un tremblement :

— Ah! c'est vous, mon neveu. Vous venez m'apporter de jolies nouvelles. Grand merci. Malheureusement, je les sais déjà. Oui, oui, je lis encore les journaux. Celui de midi m'a appris les perquisitions de ce matin dans vos bureaux et la fermeture de l'usine. Tout cela est charmant. Je me souviens d'un jour où vous vouliez m'extorquer cinq cent mille francs, pour les mettre dans cette splendide affaire. Grâce à Dieu, la bonne femme y voit clair avec ses lunettes. J'ai flairé le piège. Décidément, mon neveu, j'ai envie de vous prendre pour le conseiller de mes placemens.

— Mais, tante, qui vous dit que le placement eût été mauvais? Notre industrie est prospère. Quant à l'incident de ce matin, il n'a pas l'importance que la presse va lui donner. Rassurez-vous. Moi, directeur de l'usine, j'ai pu repousser toutes les allégations portées contre nous. J'ignore ce qui se passe à la banque Fidelia, mais je puis répondre qu'à l'usine des hydromobiles, tout est en règle.

Il montrait une modération, même une douceur qui répondait mal à la terrible ironie de la vieille femme. Ce n'était point hypocrisie calculée, mais attitude involontaire de l'héritier qui flaire l'argent proche.

— Ah! la banque Fidelia, reprit la baronne Avignon, *la Compagnie de Navigation soudanaise*, parlons-en. Savez-vous ce que je perdais hier soir à la cote de la Coulisse avec mes cinquante-cinq actions achetées en juillet, puis en octobre dernier? Eh bien! je perdais neuf mille huit cent soixante-quinze francs. Oui, oui, je note au jour le jour la dégringolade et le préjudice qu'elle me cause jusqu'au jour où je serai peut-être bien heureuse de tirer de mes papiers quelques billets de cinquante francs. C'est la première fois, mon neveu, que je suis victime d'une escroquerie. Il a fallu pour cela que j'arrive à soixante et onze ans. Est-ce que je baisserais? Non, je ne baisse pas. Mais un certain M. Leherpeux qui m'a entraînée dans cette

duperie s'est servi de vous, de votre nom pour me donner confiance. Vous étiez l'associé du directeur de cette banque. C'était à mes yeux une référence, car si peu sérieux que je vous juge, il me semblait que vous étiez un honnête homme. Aujourd'hui pareille association me fait déchanter, car M. Cyprien Loche, votre excellent ami, est une canaille, mon neveu.

— Il était mon patron simplement, corrigea Solème.

Sans entendre, la baronne poursuivit :

— Oui, une canaille d'une audace extraordinaire. Et, qui doit le savoir mieux que vous? Quand je pense que cette *Navigation soudanaise* est une fiction, un roman inventé de toutes pièces, qu'il n'existe pas un bateau, pas un chantier là-bas, que pas une pelletée de terre n'a été soulevée pour ces prétendus canaux du Niger autour desquels on faisait tant de bruit...

Solème essaya de protester. Il avait vu les plans; il avait eu en mains les lettres de l'ingénieur, timbrées successivement de Bamako, de Sansanding, de Lokodja. Bien mieux, il avait examiné le devis d'un entrepreneur de Tombouctou, et il avait expédié des glisseurs hydromobiles à Akassa, aux bouches du Niger, pour les premiers transports.

La baronne le regardait d'un air de méfiance, pendant qu'il regimbait ainsi. A la fin, elle haussa les épaules :

— Je m'en doutais, mon pauvre ami; vous avez été roulé comme les autres. Moi, je tiens de mon agent de change que les premières plaintes ont été portées par des coloniaux que cette affaire avait séduits et qui, voyageant le long du Niger, n'ont pas trouvé trace de la fameuse exploitation. On a vendu des glisseurs, oui; mais à de petites compagnies locales, déjà existantes. Ce n'est pas d'aujourd'hui que les transports fluviaux fonctionnent au Soudan! Mais ces coloniaux ont prouvé que les réseaux de chemin de fer soudanais étaient assez prospères et complets pour qu'une nouvelle compagnie de navigation fût inutile. Leur plaintes ont donné l'éveil au Parquet. Quant à l'ingénieur, c'était un complice.

A ce moment, on sonna. Une voix d'homme un peu singulière retentit dans le vestibule. La domestique vint remettre une carte à la baronne en disant que le monsieur insistait pour la voir, parce qu'il apportait des nouvelles de l'affaire qui l'occupait le plus en ce moment.

Solème voulut prendre congé. La vieille femme le retint. Elle n'aurait point reçu un inconnu, si son neveu n'eût pas été là. Sa défiance peureuse allait toujours croissant. Mais elle estimait que Solème était une protection suffisante et elle ordonna d'introduire le visiteur.

Aussitôt dans ce personnage au profil romain, aux longs yeux noirs ensorceleurs, il reconnut Giulio Agostini, l'invité de Loche, qui l'avait si fort intrigué lors de la soirée, rue Vivienne. L'Italien s'avança d'un pas preste vers la baronne, devant laquelle il s'inclina dans un mouvement de grâce animale. Il avait en même temps la souplesse ondoyante et la mâchoire terrible du fauve. Il sourit à la vieille femme, comme à une belle fille de vingt ans et, avec une douceur chantante :

— Ze souis M. Ziulio Agostini. Ze viens pour causer des actions de *la Navigation soudanaise*. Ze reviens de la Bourse; il est arrivé un grand malheur aujourd'hui, madame la baronne. Les perquisitions qu'on a opérées ce matin à l'usine de M. Chyprien Loce ont frappé un coup sur ces pauvres actions. Hier, elles étaient encore à six cent vingt-cinq, aujourd'hui elles sont tombées à cinq cent dix. Zé souis très en colère contre M. Loce, qui est un bandit, comme mon pays à moi n'en a jamais vu, parce qu'il a eu beaucoup d'argent entre les mains, madame la baronne, et qu'au lieu de le faire fructifier dans une belle entreprise comme celle de *la Navigation soudanaise*, il a préféré le manger avec oune belle dame, et aceter un château historique, là-bas. Ze le connais, ze le connais, il loui fallait besoin de dix mille francs par jour. Comment aurait-il commencé les travaux sur le Nizer? Pourtant, madame la baronne c'était là une idée, une très grande idée et un homme sérieux et saze aurait sorti de là des millions, car c'était une œuvre zigantesque. Une œuvre pareille, même quand elle est née dans le cerveau d'une canaille, elle ne peut pas mourir, elle vivra, elle vivra. Z'ai confiance en elle. Z'ai des amis qui ont confiance aussi et ze souis sûr d'un grand succès.

— Où voulez-vous en venir, monsieur? demanda la vieille femme.

Jean Solème l'écoutait décontenancé.

— Madame la baronne, reprit l'Italien, vous êtes en train de perdre de l'arzent, beaucoup d'arzent et vous en perdrez encore plus que vous ne croyez parce que, dans houit zours, les actions

elles ne vaudront plus quatre sous. Eh bien! moi, ze viens vous dire : Ze souis aceteur de vos actions, ze les reprends toutes à quatre cents francs.

A mesure qu'il parlait, son zézaiement diminuait, une sorte de fièvre le gagnait, ses yeux noirs fulguraient, et dévoraient la rentière, qui, à ce moment, ne put retenir une exclamation :

— Vous me les reprenez?

Elle était stupéfaite, ne comprenait pas, croyait d'abord à une nouvelle escroquerie, et s'armait de méfiance. Mais Agostini reprit en se rapprochant d'elle, visage contre visage :

— Oui, je les racète; oui, je les racète. L'isthme de Souez a été creusé, hé? L'isthme de Panama a été creusé, hé? malgré les vilaines histoires. La canaillerie de M. Loche, chè me fa, moi? J'ai mon idée, mes bateaux circuleront un jour sur le Niger.

— Mais, dit alors la baronne Avignon, puisque vous voulez acquérir ces actions, c'est que vous avez l'espoir de les voir un jour remonter, vous m'en donnez ici même le gage. Ou c'est un piège grossier et je me garderai d'y tomber; ou c'est exact, et aurai-je alors la simplicité de me défaire à votre profit d'une valeur qui renferme de telles promesses?

— Madame la baronne, ce n'est pas un piège grossier, dit Agostini, en cherchant dans sa serviette des liasses de papier. Je ne fais aucun mystère, j'agis ouvertement.

Et il étala sur le bureau de la vieille femme un amoncellement de certificats, de titres, au bristol rose, comme en délivrait la banque Fidelia. Puis il exhiba un carnet de bordereaux à souches dont il fit voir une à une les souches ou les écritures parfaitement en règle témoignant des marchés qui avaient été conclus entre les plus importans actionnaires de *la Navigation soudanaise* et l'Italien. La baronne Avignon vit entre autres le nom d'Albert Blond qui l'impressionna et jusqu'à celui d'un certain député inconnu qui lui inspira plus de confiance encore.

Comme un homme sûr de lui, Agostini ramassa ses papiers et reprit :

— Je ne mens donc pas. Je vous laisse même libre, madame la baronne. Gardez vos quarante-cinq actions. — Oui, oui, je sais parfaitement leur nombre, quarante-cinq. — Mais si demain, effrayée de la baisse nouvelle, vous me rappelez, ce ne

sera plus quatre cents, mais trois cent cinquante que je vous les paierai; et, dans deux jours, trois cents. Oh! je sais que vous perdez beaucoup. Mais si vous me cédez aujourd'hui vos valeurs, je vous signe un beau cèque de dix-huit mille francs sur la Banque de France. C'est autant de sauvé du désastre, il me semble.

— Expliquez-moi votre conduite, demanda la vieille femme.

— Oh! reprit Agostini, avec son sourire enjôleur, quand on a une idée telle que la mienne, qui ne doit pas être ébruitée, on ne la confie pas aux dames.

Solème avait été le témoin ébahi et muet de cet extraordinaire colloque. Tout le déroutait. Que voulait au juste cet Agostini? Quand il le vit tirer, de la poche de son veston, son carnet de chèques sur la Banque de France et en signer un de dix-huit mille francs, en échange duquel la baronne Avignon lui remit la liasse de ses titres roses, Solème n'en croyait pas encore ses yeux. Était-ce un fou? *La Navigation soudanaise* allait-elle au contraire renaître de ses cendres?

Quand il fut à la porte, emportant son singulier trésor, l'Italien eut un large rire qui découvrit ses dents terribles, et, reprenant toute la violence de son accent :

— Ze rirai bien quand ze verrai cette canaille de M. Loce en prison.

— Qu'ils y aillent maintenant tous les deux, reprit la vieille femme, quand on eut entendu la porte de la rue se refermer sur lui; pour moi, je ne m'en soucie plus guère. Voici une plainte en escroquerie que j'avais commencée d'écrire contre Loche; elle ira au panier. Il n'en est pas moins vrai que j'ai perdu aujourd'hui vingt mille francs.

Et elle répétait d'une voix altérée :

— Vingt mille francs! vingt mille francs!

Jean Solème, qui connaissait les états nerveux et effrayans où la mettait une perte d'argent, essaya de l'en distraire en faisant sur Agostini des conjectures. Ce devait être, disait-il, un casse-cou qui s'était procuré des capitaux, afin de tenter un immense coup de bourse sur les valeurs discréditées. La baronne ne cherchait pas si loin; elle avait là son chèque. Ce n'était qu'une épave dans le naufrage, mais c'était une valeur tangible. Puisque toute négociation en Bourse devenait impossible, son marché n'avait pas été si mauvais.

Là-dessus, Jean Solème la pria à dîner pour le lendemain. Mais c'était une maladresse. Elle s'écria :

— Merci pour vos bons soins. Je vois que vous avez besoin d'argent, mon neveu. Et c'est quand vous me trouvez sous le coup d'une perte pareille que vous tirez sur moi de ces lettres de change morales ?

— Tante, qui vous dit que j'ai l'intention de vous demander un sou ? répliqua-t-il, plein d'une indignation contenue.

— Oh! oh! je ne me fais pas d'illusion. Je passe pour riche ; vous ne l'êtes guère. Ma sacoche vous hypnotise.

— Fort bien, dit Solème en se levant, poussé par un sursaut de sa dignité piétinée ; si vous interprétez ainsi la moindre visite de déférence que je puis vous faire, disons-nous adieu sur-le-champ et pour tout de bon.

Elle riait d'un gros rire qui la secouait toute sur son fauteuil et elle défiait le jeune homme. Elle était bien tranquille, son neveu reviendrait. Elle était la seule personne de son sang qui vécût encore, mais ce n'était pas là-dessus qu'elle comptait pour l'attirer. Un lien bien autrement puissant existait. Et elle ne se fâchait pas, trouvait cela naturel, triomphait même dans ce pouvoir de l'argent, si incorporé à elle-même qu'elle s'attribuait plus ou moins l'hommage rendu à sa fortune.

En sortant de cette maison, la tête tournait à Solème ; il se sentait en même temps avili et définitivement vaincu. Sans réfléchir, il enfila droit devant lui la première avenue qu'il trouva. Il marchait à grands pas. Quand il se vit sur les quais de Passy avec les cheminées de Grenelle en face, dont les écheveaux de fumée s'effiloquaient, il reconnut que ses pas le ramenaient d'instinct à l'usine. L'usine était le seul espoir qui lui restât. Dès qu'il commença d'apercevoir au loin sur le quai de Javel ce grand portail blanc, théâtral et tapageur, il se rassura. Mais non, ce n'était pas possible qu'une industrie pareille fût étranglée par la justice. Ils étaient d'honnêtes travailleurs tout simplement ; les malversations de Loche s'étaient arrêtées au seuil de cet établissement loyal. Et, comme cette pensée le frappait, justement il distingua un agent faisant les cent pas devant la porte ; les ouvriers, après avoir stationné là toute la matinée, avaient fini par se disperser, et l'agent lui dit, comme il s'approchait :

— On n'entre pas.

Solème avait toujours une petite clef de sûreté qui ouvrait un verrou de la poterne. Il montra sa carte à l'agent, qui se contenta de répéter :

— On n'entre pas.

A quoi bon insister ? Il s'en fut, lamentablement, comme quelqu'un que l'on a honteusement chassé. L'idée de rentrer chez lui, de se réfugier près d'Yvonne ne l'effleura même pas. Cependant, le besoin d'un appui se faisait sentir à sa nature molle et faible. Quand ce besoin se précisa, il pensa soudain à Muzard. Leur vieille amitié se réveillait. Il lui fallait le soutien de cette âme robuste pour s'agripper à elle, en présence du trou qui se creusait sous ses pieds.

Un taxi passait. Il l'arrêta et se fit conduire à *la Poste*. En chemin, il avait d'arriver une hâte fébrile ; Muzard le vit entrer silencieusement, s'asseoir à ses côtés dans le bureau de verre. Il lui dit, le cœur serré :

— Mon pauvre vieux !

Solème éclata :

— Tu es un sage, toi ; tu es plus grand que nos misères. Tu ne peux pas comprendre... Mais je suis malheureux, Muzard, je suis malheureux. Tu dis que l'argent n'est rien. Mais il nous en fallait, à nous..., et tout s'effondre.

— Où en es-tu ? demanda Muzard ; précisons.

Alors, Solème dit le déficit de sa fin de mois en Bourse, l'engloutissement de la dot de sa femme, la perte de sa situation :

— Bast, reprit Muzard, le serrant à l'épaule, vigoureusement, tout n'est pas perdu. Certes, quand j'ai lu ce matin le récit des perquisitions faites à l'usine de Grenelle, j'ai été très ému en pensant à toi. Mais disons-nous que Loche a des ressources inconnues. Il peut sortir de là.

— Son escroquerie est si avérée, mon cher, que Giulio Agostini cet Italien que nous avions rencontré chez lui naguère, est en train de reprendre en son nom tous les papiers de son affaire. Celui-là estime bien que Loche ne se relèvera jamais, va !

Et il raconta toute la visite faite par Agostini à la baronne Avignon. Muzard l'écoutait, prodigieusement intéressé. A la fin, il s'écria :

— Ah ! tu ne comprends donc pas ? Moi, je l'avais toujours

pensé : Agostini est l'homme de Loche! Plus il le vilipendait et plus je me doutais qu'ils étaient de connivence. Très amusant, le coup des actions rachetées : très fort! Loche a émis jadis des actions à cinq cents francs, et, comme il prévoyait la déconfiture présente, il s'est d'abord assuré sur les recettes une certaine somme mise en dépôt, puis un homme qui serait ouvertement son ennemi, mais qu'il aurait à sa discrétion. Le moment fatal arrivé, il a lancé sur ses principaux clients son compère. Ses clients, à la veille de tout perdre, se trouvent encore heureux de tirer quatre cents francs d'un papier devenu sans valeur. Loche gagnait encore en ce marché cent francs par action et il arrêtait du coup les plaintes des actionnaires. Quand je te disais que cet être-là était inépuisable! Songe donc que le bruit de cette opération va se répandre, qu'il va même affrioler les spéculateurs intrépides, qu'il y aura peut-être demain des amateurs pour les actions de *la Navigation soudanaise*, et que, du coup, lesdites actions vont remonter. Mon vieux, peut-être à la fin du mois, perdras-tu moins que tu ne le craignais. D'autre part, les plaintes cessant, les poursuites vont peut-être s'arrêter Voyons, vieux, un peu de courage! Sapristi, on ne se laisse pas abattre ainsi à trente-deux ans, quand on est bien portant et qu'on peut gagner son pain.

Et juste à cet instant, brusquement, la porte du bureau s'ouvrit. C'était le patron qui entrait en coup de vent, descendant de la rédaction où s'élaborait à cette heure le journal du lendemain. Et il disait :

— Tiens! Solème est là? Bonjour, Solème! Vous savez la nouvelle? Non, vous ne savez pas? Vrai? Eh bien! c'est fait. Un coup de téléphone vient de me l'apprendre.

— Quoi? quoi? interrogèrent les deux hommes.

— Loche est à la Santé depuis une demi-heure.

Muzard et Solème se regardèrent. Agostini avait été lancé trop tard. Ce que Loche avait toujours réclamé : le temps, lui avait manqué à la dernière heure pour la tentative suprême. Huit jours encore, il eût été sauvé.

— Solème, dit Albert Blond, à qui la consternation de son ancien rédacteur n'échappait pas, je suis bien fâché pour vous. Croyez bien que votre honneur n'est nullement entaché par cet événement. Vos intérêts étaient liés, non pas vos consciences.

Mais, hébété, Solème n'entendait plus rien. Une phrase

unique lui sonnait dans la tête : Loche est à la Santé depuis une demi-heure. Dix minutes plus tard, il se retrouvait sur le boulevard, sans même savoir comment il avait quitté son ami. La vérité, c'est que, jusqu'à la dernière minute, son espoir secret, mais vivace, était toujours fondé sur Loche. Celui auquel il avait demandé de l'enrichir était demeuré malgré tout celui dont il attendait le salut. A ce moment, toute audace nouvelle de Loche qui l'eût tiré de l'abîme lui eût semblé admirable. Mais voilà que soudain Loche s'effondrait à son tour. Le génie qui l'avait ébloui et subjugué, aujourd'hui était étranglé. Et il ne restait plus qu'un homme flétri et impuissant entre les quatre murs d'une cellule.

Solème était si physiquement déprimé qu'il entra dans le premier café venu pour avaler une absinthe qui le remît debout. Il la prit épaisse et capiteuse, en quelques lampées, pour mieux s'étourdir. Et, comme il quittait cette terrasse, où des violons de tsiganes l'énervaient davantage, des camelots accouraient au-devant de lui en brandissant des journaux du soir et en hurlant :

— *Arrestation d'un grand financier. Cyprien Loche écroué à la Santé.*

Et plus Solème avançait, plus il en venait qui l'assaillaient à chaque coin de rue en lui criant aux oreilles :

— *Cyprien Loche écroué à la Santé!*

Bientôt il fut devant l'Opéra. La terrasse du café de la Paix l'attira. Il se mêla au flot qui traversait la place dans toute sa largeur et qui le déposa bientôt à l'autre bord. Comme il s'asseyait à une table libre, Constant, la serviette à la main, se pencha vers lui comme pris d'un intérêt tout particulier pour sa personne.

— Eh bien ?... voilà M. Loche en prison ! Quel coup, monsieur Solème !

— C'est une iniquité, déclara Solème, d'une voix sourde.

Et de nouveau il commanda une absinthe.

Le fracas assourdissant de six heures du soir régnait sur la place ; le ronflement des moteurs, le cri des essieux, la plainte des freins, le roulement du flot des voitures se mêlaient dans un unisson formidable, et, par-dessus tous ces bruits, les crieurs des journaux du soir continuaient de lancer à la volée les mots de leur manchette :

— *Arrestation d'un grand financier. Cyprien Loche à la Santé.*

Solème se dit :

« Je vais renvoyer le chauffeur et vendre la voiture. »

Au bout d'un instant, il pensa encore :

« Nous prendrons un appartement modeste au centre de Paris. »

Il but une gorgée et une idée lui vint :

« Je réaliserai ce qui reste à Yvonne et je tenterai une entreprise personnelle. »

Mais laquelle? Pour tout perdre encore, peut-être? Le mieux eût été d'essayer une spéculation hardie pour compenser à la fin du mois ses pertes. Puis il se voyait dans la situation inférieure qui les attendait : Yvonne et lui devenus de petites gens, Yvonne réduite aux soins de la bonne à tout faire, allant elle-même au marché, portant des filets trop lourds pour son bras mince. Et c'était encore l'appartement de douze cents francs dans un immeuble ancien où les escaliers fleurent la cuisine, le même complet porté dix-huit mois de suite, les notes du boucher qui terrorisent.

Il s'était levé et avait inconsciemment gagné la ligne du Métro de la Porte-Maillot. Comme un chien battu qui se cache, il prit les secondes afin d'échapper au public des premières, et, quand il se vit perdu dans cette foule d'employés ou d'hommes du peuple qui l'enserraient, un désir si vif et si frénétique de l'argent le mordit qu'il ne se souvenait pas avoir éprouvé dans tout son être de secousses pareilles.

— Yvonne, prononça-t-il en arrivant, *il* est arrêté.

Yvonne lisait sous la lampe, dans un coin du salon; son livre lui glissa des mains; elle se raidit et demanda :

— Et alors ?

— Alors, c'est la banqueroute.

— Mais l'usine, elle avait sa vie propre, elle; l'usine s'alimentait d'elle-même. Elle peut continuer d'exister. Il est impossible qu'on étouffe sa vitalité.

— Oh! je commence à voir clair. Jusqu'ici, je ne savais pas tout. Le capital n'était pas sous ma main. J'ai bien peur que la banque Fidelia ne l'ait mangé et que ce ne soit la faillite. Peut-être notre industrie sera-t-elle rachetée par une Société nouvelle, qui se constituera sur de nouveaux frais en vue de l'exploiter.

— Et nous?

— Et nous, ma pauvre Yvonne? Nous quitterons cette maison, nous vendrons l'auto, nous congédierons les domestiques pour aller végéter ailleurs...

Alors elle s'affaissa, la tête entre les mains, et se mit à pleurer à petits sanglots.

## XVII

— Vous êtes triste, Muzard. Est-ce qu'un beau feu de bois ne vous égayerait pas?

Et Andrée Ornans, des bûches plein son tablier, s'agenouilla devant l'âtre pour attiser le feu dans la grande pièce claire.

Muzard se récriait. Allumer du feu? c'était de la folie. Il ne faisait pas froid. Est-ce que le soleil d'avril n'avait pas chauffé cette chambre toute la journée? D'ailleurs, il n'avait guère qu'une demi-heure à passer ici, le temps de fumer une pipe avec sa bonne camarade. Après, il faudrait rentrer. Mais elle ne voulut rien entendre. Bientôt la cheminée ronfla, et des flammes dansèrent dans l'âtre, noyant la lumière de la lampe. Alors Muzard se laissa glisser aux confidences. Andrée Ornans était assise près de lui, sur un fauteuil bas, et présentait au feu sa bottine. Lui, lançait au plafond la fumée de sa pipe et disait :

— J'ai déjeuné chez les Solème. Quelle misère de voir ce ménage acculé par ses insatiables besoins à de tels expédiens! Ils partent ce soir pour Monte-Carlo. Oui, Solème, qui spéculait sur les actions de *la Navigation soudanaise*, et qui avait à payer à l'échéance de fin de mois une différence de deux cent mille francs, a emprunté cette somme à un usurier quelconque. Et maintenant il a réalisé tout ce qui n'était pas immeubles dans la dot de sa femme, afin d'aller tenter la fortune là-bas au trente et quarante. Ils ne veulent ni se contenter de ce que le sort leur a laissé, ni refaire lentement et patiemment leur fortune par le travail. C'est immédiatement qu'ils entendent rentrer dans l'objet de leur gourmandise.

— Et la jeune femme accepte cette idée? interrogea Andrée Ornans.

— Dites plutôt que c'est elle qui l'a inspirée.

— Courir un tel hasard, c'est insensé, dit la femme de lettres.

Muzard, songeur, reprit :

— Je me souviens de leur premier départ pour Monte-Carlo; c'était le soir de leur mariage, il y a de cela quinze mois. Je les avais accompagnés à la gare de Lyon. Déjà ils m'effrayaient. Leur amour de l'argent me semblait dépasser leur amour, et je me demandais ce qu'allait devenir leur bonheur. Je les sentais s'unir dans cette passion de posséder qui les dévorait... Ah! ils auraient pu être si heureux!

— Ils pourraient l'être encore, continua Andrée Ornans.

— Il y a deux manières d'envisager la vie, dit Muzard. On la voit extérieure ou intérieure. L'argent donne l'intensité de la vie extérieure. La vie intérieure se nourrit de ce qui est absolu dans les valeurs humaines. Le bonheur absolu se trouve dans la vie intérieure. Le bonheur conventionnel, celui que donne l'argent, est dans la vie extérieure. Selon moi, on a parfaitement le droit de choisir entre les deux et d'établir, si cela vous plaît, son plaisir sur un mensonge. Mais je préfère ceux qui l'établissent sur la vérité, comme vous, Andrée.

Elle rit et se mit à dire, en montrant la grande pièce si simplement meublée, avec la cheminée que garnissait seulement un large bouquet de narcisses jaunes entre deux flambeaux de cristal aux lignes élégantes.

— Mon bagage est bien mince, mais je vous jure que je vivrais encore à moins : un lit, une table et ma plume, et les quelques chaudes affections qu'il y a dans mon cœur, et le spectacle passionnant des jeux de l'humanité devant mes yeux. Ah! ce serait plus qu'il ne faudrait pour me sentir véritablement très riche.

Ils restèrent de longues minutes silencieux. Puis Muzard, secouant dans le foyer les cendres de sa pipe :

— Andrée, il faut que je m'en aille.

Mais il demeurait assis, néanmoins.

— Si j'avais prévu votre visite..., dit la jeune fille en hésitant; mais voilà, je ne savais pas que vous viendriez; j'ai juste deux œufs à la coque pour mon dîner et un pot de délicieuses confitures... Pourtant, Muzard, si vous vouliez, on partagerait...

Muzard la contempla tout une minute sans rien dire. Une buée lui passa sur les yeux.

— Vous ne voudriez pas, dit-il... en s'efforçant de sourire.

Une petite pendule de voyage posée sur le rebord de la cheminée marquait sept heures trente-cinq. Machinalement, Muzard s'était remis à bourrer une autre pipe pendant qu'Andrée, lasse de sa journée de travail, de ses leçons données aux quatre coins de Paris, de sa copie griffonnée ici en ses heures libres, se laissait aller à la douceur de ne rien faire. Muzard, se réveillant, dit bientôt :

— L'ennui, c'est de demeurer si loin de vous...

— Bast ! je vous lasserais peut-être vite si vous me voyiez plus souvent...

— Vous, s'écria-t-il, lasser quelqu'un ! On n'a jamais fini le tour de votre esprit. Puis, vous avez des silences qui ne sont qu'à vous, des silences qui ne vous éloignent pas de ceux près de qui vous êtes, des silences où vous les emmenez avec vous dans la profondeur de votre vie intérieure... Andrée, il faut que je m'en aille.

— Allons donc, dit Mlle Ornans, Marie Plichet vous attendra dix minutes, et voilà! Dix minutes de bonne causerie valent bien un dîner réchauffé.

Et elle se mit à lui conter que, dans un journal du soir, elle avait lu les aveux de Cyprien Loche. Des perquisitions à la banque Fidelia avaient amené la découverte de l'avoir réel des diverses sociétés fondées par le financier. En tout et pour tout, ce capital se montait à quatre-vingt-dix mille francs qu'on avait trouvés en billets de banque dans les bureaux. Pas un sou de plus. C'était sur cette misérable somme qu'étaient échafaudées toutes les entreprises. Devant les plaintes en escroquerie émanant de tous ses créanciers, Loche avait convenu de la vérité. Le journal annonçait que le château d'Ille-et-Vilaine était à vendre ainsi que l'hôtel de la rue Vivienne, — les deux immeubles encore impayés.

— Que vont devenir les deux pauvres femmes? se demandait avec pitié Mlle Ornans.

— Que voulez-vous, dit Muzard, elles ont accepté de vivre des années du luxe escroqué sur les imbéciles. Elles attendent que leur chef soit sorti de prison pour être réintégrées dans une nouvelle opulence.

— Ah! dit Andrée Ornans, je pense à cette jeune fille qui vous a aimé.

— Qui m'a aimé..., à moins qu'elle n'ait été la très intel-

ligente associée de son père, dit Muzard. Je suis plus lucide aujourd'hui qu'il y a six mois...

— Comme vous êtes sceptique! Pourquoi doutez-vous?

— Jamais aucune femme ne m'a aimé; je suis trop rude.

— Le regrettez-vous? demanda-t-elle la voix un peu assourdie.

— Ah! sait-on soi-même! dit Muzard agacé.

Et, voyant que la pendule de voyage marquait huit heures :

— Andrée, il faut que je m'en aille.

Et il se leva.

— J'ai deux œufs à la coque..., réitéra-t-elle avec une timidité jouée.

Elle le vit hésiter. S'il avait pu se contenter de grignoter une croûte en assistant à son repas! Mais elle ne l'aurait pas permis. Il aurait fallu lui voler la moitié de sa pauvre pitance, ce maigre menu que lui accordait son gain de travailleuse obligée de payer encore l'éducation d'un enfant de dix-sept ans.

Et Muzard dit brusquement, presque sèchement :

— Non, je m'en vais.

Elle l'escorta à travers la salle à manger étroite, le petit corridor où il avait accroché son chapeau. Sur le seuil, ils se serrèrent la main. Et là, plusieurs secondes, Muzard s'attarda encore. Il fit un pas vers l'escalier, puis se retourna. Andrée Ornans était dans l'entre-bâillement de la porte, en chemisette de toile blanche, le cou nu, la lampe à la main, ses lèvres rouges souriant tendrement. Muzard eut cette autre vision d'une table mise, de deux coquetiers se faisant vis-à-vis, et d'un œuf si frais, si désirable, que jamais aucun mets ne lui avait inspiré une telle envie. Mais la porte se referma et, lamentablement, il descendit l'escalier sale où les becs de gaz mettaient une méchante lueur jaune.

Cette nuit-là, le rapide de Nice emmenait à toute vapeur Jean Solème et Yvonne à travers la France. A Lyon, leur dernier compagnon de route descendit. Ils restèrent seuls, pelotonnés dans leur couverture, le corps oblique, ayant cherché dans l'angle du compartiment la position favorable au sommeil. Yvonne dormait enfouie dans ses châles, sa jolie tête posait de profil sur l'oreiller de location; les lèvres mi-ouvertes, elle avait l'air de sourire. Mais Solème était trop bourrelé pour

s'assoupir même une demi-heure. Depuis le commencement de la nuit, il entendait ce ronflement doux et monotone des trains vertigineux, et finissait par avoir cette impression persistante des kilomètres qui fuient interminablement sous les roues de la voiture. Parfois, il se distrayait un peu à regarder sa femme. Comme elle était paisible et enfantine, même en son sommeil! Comme ç'aurait été bon de n'avoir d'autre souci que de l'aimer! Il y avait chez elle, en dépit de ses idées arrêtées sur la situation, sur le décorum, sur le prestige extérieur, une légèreté de petite fille. Est-ce qu'au moment de partir, malgré le terrible aléa qu'ils allaient courir là-bas, elle n'avait pas laissé transparaître sa joie secrète, joie du voyage, du pays magique où ils couraient, de la vie fastueuse qu'ils allaient mener pendant une semaine ?

Car ils s'étaient fixé ce délai de huit jours pour rentrer à Paris. La chance dût-elle dépasser leurs espérances, il fallait se donner à soi-même des bornes, au risque de glisser à la folie du jeu. Joueur, Solème ne l'était guère. Il avait naguère spéculé à contre-cœur pour arracher de force à la fortune ce qu'elle lui refusait. Et maintenant qu'elle l'avait vaincu, s'il allait la braver aux tables de jeu, ce n'était pas son goût qui l'entraînait. Il avait lutté contre toute l'indolence de sa nature avant de tenter un coup si hardi. Longtemps, il avait combiné les jeux, étudié le roulement des couleurs, établi des certitudes. Et aujourd'hui qu'il sentait sur sa poitrine, réalisé en billets de mille francs dans son portefeuille, tout leur avoir, il frissonnait à la pensée de jeter ces billets si près du gouffre. Et c'était la responsabilité effrayante encourue dans ce voyage qui le tenait éveillé cette nuit, malgré la fatigue.

A l'aurore, les noms des villes provençales lus au passage le ranimèrent. On commençait d'apercevoir dans la campagne, après les bois d'oliviers gris à l'ombre mélancolique, les bastides isolées en plein champ, faites de ce plâtre doré du Midi, avec la porte en cintre et deux cyprès plantés devant le seuil. A Marseille, Yvonne se réveilla en demandant où l'on était. Elle commença d'arranger soigneusement ses cheveux, de rafraîchir à l'alcool son visage qui s'illuminait de joie à l'aspect de la mer bleue. Au bout d'une heure, elle était prête, et entraîna son mari au restaurant pour le premier déjeuner. Puis, durant les

deux dernières heures, elle ne cessa de gémir sur la longueur du voyage.

— Dans huit jours, quand nous repasserons par ici, dit Solème en montrant une colline où dominait un grand pin parasol, nous serons peut-être tirés d'affaire.

— J'espère bien ! s'écria Yvonne sans inquiétude.

Pourquoi son mari n'eût-il pas réussi ? D'autres gagnaient bien. Elle se demandait même s'ils n'auraient pas la tentation de prolonger leur séjour, s'ils seraient assez forts pour quitter la mine d'or avant de l'avoir épuisée.

Nice apparut, éblouissante sous le soleil, avec les façades crayeuses de ses hôtels princiers criblées de fenêtres, les dômes, les coupoles et les minarets bleus de son église russe, les tours carrées de ses églises italiennes et, dans les jardins, l'éternel mélange des palmiers et des orangers ronds chargés de fruits. Alors, Yvonne connut une ivresse nouvelle : l'ivresse de ces villes de plaisir et d'opulence qui, depuis son voyage de noces, lui avait laissé dans l'âme un souvenir pareil à l'écho d'une fête divine. Oh ! posséder de l'argent, un inépuisable argent et venir ici le dépenser, sans calcul, sans lésinerie, sans arrière-pensée !...

Maintenant, les tunnels se répétaient comme les portans d'un décor de théâtre : on les traversait rapidement et c'était pour passer à une nouvelle féerie, la baie de Villefranche à l'étang de satin bleu, Beaulieu, puis le rocher de Monaco. Enfin, le train les jeta au pied des terrasses de Monte-Carlo.

Ils avaient voulu descendre à l'hôtel qui avait abrité leurs premières semaines d'amour. La voiture qui les y monta côtoyait le parc du casino. Le palais blanc leur apparut au travers des frondaisons vertes. Ils le regardaient, fascinés. C'était là...

Ce fut une journée d'enchantement, la vie d'un autre monde facile, légère, irréelle. D'abord, le déjeuner dans la salle à manger de l'hôtel inondé de soleil, d'où l'on apercevait par les baies vitrées les vaporeuses côtes italiennes jusqu'à Bordighera. Même, un Anglais qui était à table avec sa famille tenait absolument à ce qu'on vît à l'horizon décoloré de la mer indigo une ligne noire qui eût été la Corse. On parlait toutes les langues ; les tables étaient garnies d'une telle abondance de roses que les mets en semblaient parfumés. Et, continuellement, par

les baies ouvertes, on entendait une musique sans même savoir d'où elle venait.

Yvonne et Jean Solème eurent une surprise. Ils avaient retenu à tout hasard la chambre 10, qui avait été celle de leur union. Et il se trouva qu'on avait pu la leur donner. Quand ils se revirent dans cette jolie chambre rose aux paravens pompadour, avec le grand lit de cuivre garni d'un couvre-pied en toile de Jouy rose, ils eurent enfin une explosion de tendresse et tombèrent aux bras l'un de l'autre. Ce que n'avaient pu faire leurs pires angoisses, le rapprochement spontané auquel leur détresse morale n'avait pas même aidé, l'atmosphère capiteuse de ce pays l'opérait. Les malles défaites, ils s'habillèrent pour le casino. Jamais Yvonne n'avait éprouvé tant de joie à exhiber une toilette nouvelle. Pourtant cette robe de drap blanc, qui devant l'armoire à glace de la chambre d'hôtel faisait quelque effet, lui parut simple, presque misérable, quand, en entrant au casino, elle la vit noyée dans l'élégance ambiante. Ils prenaient un abonnement d'une semaine aux salons privés et s'y acheminèrent.

Glissant sur la splendeur des parquets, ils traversèrent les premières salles de jeu. Et aussitôt le tintement ininterrompu des pièces d'or, ce bruit de ruisseau métallique résonnant de salle en salle, commença d'étourdir le cœur de Solème.

— Viens, dit-il à sa femme.

Elle s'était arrêtée, les yeux sur ces murailles et ces plafonds aux boursouflures d'or où toutes les lignes des sculptures, de l'ornement, se perdaient dans l'éclat uniforme de cet or à peine terni. Et, aux deux tables encombrées de joueurs, l'or faisait entendre sa chanson discrète et voluptueuse; d'ailleurs, on l'y voyait encore, en petites colonnes de louis étagés sur le tapis vert, en poignées de pièces répandues à même le drap, en petites pièces isolées, poussées une à une par le râteau que manœuvraient des mains anonymes.

— Viens, Yvonne, nous allons nous mettre ici.

Il y avait une trentaine de personnes assises et autant debout autour des sièges. C'étaient d'impassibles visages d'hommes, de vieilles femmes, de jeunes couples, tous disparates, hétéroclites et portant cependant une ressemblance en leur physionomie hermétique. Yvonne, troublée, incapable de suivre le jeu, voulut reconnaître les perdans à l'expression de leurs traits.

Mais les figures demeuraient figées à chaque coup du sort et elle ne put rien savoir. Un homme à cheveux gris arriva, se planta debout derrière une jeune femme, suivit attentivement plusieurs jeux, finit par avancer sur la table vingt-cinq billets de cent francs qu'il mettait sur la noire. Ce fut la rouge qui sortit. Il se retira du même air illisible.

— Mesdames, messieurs, faites vos jeux.

Solème jeta son premier billet de cent francs sur la noire.

Il avait attendu que la noire perdît neuf fois de suite. Yvonne détourna la tête, s'obstinant à regarder les fresques sur le linteau des portes. Les tempes lui battaient. Il lui semblait que le croupier la regardait ironiquement. Un froissement de papier attira ses yeux sur les mains de son mari. Celui-ci ramassait en se penchant plusieurs billets, dont un de mille. Ils n'osèrent pas échanger un mot, ne se regardèrent même pas. Mais tous deux embrassèrent du même œil de convoitise l'amas d'or et de billets qui roulait à ce moment sur la table, comme si cette fortune eût été destinée à venir toute entre leurs mains.

— Je voudrais jouer aussi, dit Yvonne tout bas.

Mais Solème ne pouvait l'entendre. Tout crispé, la mâchoire proéminente, des rides par tout le visage qui le vieillissaient de dix ans, sa mèche blonde lui closant l'œil droit, il suivait les jeux, convaincu de la valeur de ce chiffre neuf que le hasard semblait ne pouvoir dominer. Si une couleur avait été neuf fois éliminée, elle revenait ensuite fatalement. Il risqua cinq cents francs et, cette fois, Yvonne lui vit la main tellement pleine de billets qu'il en paraissait gauche. Cependant aucun joueur n'eût souri en considérant cet homme empêtré dans son argent.

Alors Yvonne, sereine, comme assurée désormais contre toute inquiétude, s'en alla prendre une tasse de thé dans la galerie adjacente. C'était un endroit de délices. Par les larges portes ouvertes, on suivait l'enfilade des salles dorées. Par le vitrage qui dominait la mer, on apercevait Monaco et le musée océanographique, incrusté dans son rocher comme un coquillage monumental, puis les baies de pastel des côtes italiennes. Tout ce bleu était d'une douceur indicible. Yvonne laissait son regard errer sur la mer et elle écoutait le ruissellement de l'or, comme un propriétaire qui entend l'eau couler dans son parc et sait qu'elle ne lui manquera jamais.

A six heures, elle vit Solème quitter la table et lui revenir. Il avait pris la physionomie indéchiffrable des joueurs. Comme d'autres couples buvaient du thé auprès d'elle, le respect humain lui interdit d'interroger son mari. Elle était anxieuse. Quand ils furent sortis et qu'ils regagnaient l'hôtel, il lui dit :

— Environ vingt-cinq mille, je crois.

Elle fut suffoquée par le plaisir. Une fois dans la chambre, elle demanda le portefeuille pour compter elle-même les billets. Elle les étala sur la petite table. Ses mains s'y jouaient en frémissant. Il y avait là vingt-trois mille francs; mais Solème ôta de sa poche encore une poignée de louis. La somme dépassait alors vingt-six mille. Yvonne se jeta sur la poitrine de son mari.

— Oh! mon chéri, mon chéri! répétait-elle.

Le soir, ils allèrent voir jouer *Tristan et Iseult* dans ce théâtre de Monte-Carlo où l'or domine encore partout. Yvonne avait une robe charmante, blanche brodée de soie et laissant voir ses épaules pleines et rondes. Souvent elle se distrayait de la musique, n'entendait plus, se laissait griser par les splendeurs de cette petite salle, pensait à cet argent si vite réalisé que son mari, impuissant à le dissimuler sous l'habit, avait dû confier au gérant de l'hôtel. C'était ici la vie qu'elle avait toujours rêvée. Pourquoi s'en aller au bout de huit jours?

Mais, le lendemain, Solème fut moins heureux. Son gain se limita net à dix mille francs; après quoi, il perdit jusqu'au soir; et la somme conquise la veille fut engloutie. Mais il ne voulut pas l'avouer à Yvonne. Il lui refusa son portefeuille, quand elle désira s'amuser encore à feuilleter les billets. Il invoqua le prétexte qu'une femme de chambre pouvait survenir à l'improviste. Comme il était resté froid et soucieux dans le succès, l'air qu'il avait ce soir-là ne put le trahir.

Pendant sept jours, leur existence continua ainsi régulière, monotone dans sa fièvre. Le matin, ils se promenaient dans le parc du casino, revenaient déjeuner dans la salle à manger théâtrale à l'immense décor bleu, puis ils se rendaient aux salles de jeu et, pendant que son mari prenait place à la table, Yvonne s'installait dans la galerie, devant une tasse de thé et des gâteaux, un livre à la main, suivant des yeux les barques blanches, les canots automobiles, parfois un vapeur en route vers Gênes, parfois le vol d'un hydravion.

Le quatrième jour, elle dit à son mari :

— C'est fou de quitter ce pays si vite, surtout si tu es content de la chance. Pense aux sommes colossales que nous pourrions rapporter, qui nous procureraient l'aisance pour toute la vie, ensuite.

— Quand on a pris une détermination, dit Solème, il faut s'y tenir; nous partirons au bout de notre semaine comme c'était convenu,

— Mais où en es-tu de ton gain?

— Oh! je ne sais; j'ai eu des pertes, cela se balance, répondit-il évasivement.

Mais il ne voulait plus aller au théâtre, mangeait à peine aux repas, s'éveillait la nuit dans des cauchemars terribles, et Yvonne commença de concevoir des inquiétudes. Elle l'importunait de questions, et lui, devenu nerveux et irritable, la rudoyait dans ses réponses et ne la renseignait pas. La veille du départ pendant une absence de son mari, elle se décida à fouiller son portefeuille. Il contenait onze mille francs et leur billet de retour. C'était tout. Yvonne atterrée ne pouvait en croire ses yeux. Mais elle se rassura en pensant que Solème devait posséder d'autres réserves. Il était à ce point surexcité qu'elle ne se hasarda pas à l'interroger.

Pourtant le dernier jour, Jean se calma. Ils devaient prendre le rapide du soir pour Paris. Et comme la jeune femme, voyant la tranquillité d'esprit de son mari, lui demandait, avant leur dernière séance, combien il pensait rapporter de leur équipée.

— Ah! ne parlons pas d'argent, s'écria Solème, viens m'embrasser plutôt.

Elle se laissa faire.

— Tu te souviens, Yvonne, de notre premier voyage ici et de la première fois où nous nous sommes accoudés à cette fenêtre.

— Oui, je me souviens, disait Yvonne, attendrie.

Et, l'enlaçant, Solème la conduisit à cette fenêtre d'où l'on apercevait la baie immense et tout près les rochers hérissés d'agaves, avec les toits de tuiles du vieux Monaco.

— Et tu te rappelles aussi ce que Muzard nous criait à la gare de Lyon, quand notre train filait et que nous agitions la main à la portière?

— Non, je ne me rappelle pas.

— Il disait : « Méfie-toi de l'argent, Solème ! » Je l'entends encore, je l'entends toujours... Pauvre Muzard! Dis, Yvonne, est-ce que nous n'avons pas trop aimé l'argent?

— Mais l'argent, il en faut, mon chéri, pour être heureux. Nous ne pouvions vivre comme les hommes de peine. Nous n'avons pas été chanceux, mais puisque ici tu as réparé...

— Tiens, oui, il faut de l'argent et je sens que je vais en gagner aujourd'hui, je sens que je vais avoir une veine de tous les diables. Vite, mets ton chapeau. Tu verras, je vais rafler tout l'argent qui roule sur la table, là-bas.

Une dernière fois, il étreignit sa femme. Une demi-heure plus tard, ils avaient repris leur place accoutumée : lui, près du croupier, elle, à la galerie dont le panorama l'enchantait toujours au point de lui faire oublier sa lecture.

A cinq heures, cependant, elle se leva, rejoignit son mari et lui souffla à l'oreille :

— Il est cinq heures, tu sais... notre train...

Mais il ne parut pas l'entendre. Il ne jouait cependant pas, suivait des yeux la boule, le jeu des autres. Au bout de plusieurs coups, elle le vit mettre cent francs sur la rouge. Elle commençait à comprendre le jeu; elle resta. La noire gagnait. Alors Yvonne s'écarta pour examiner la physionomie de Solème. Il était livide, la mâchoire saillante, les yeux terribles sous le lorgnon. Elle en reçut un choc au cœur.

Le soleil se couchait là-bas, derrière le cap d'Antibes, qui apparaissait tout violet dans la splendeur rousse du ciel. La roche de Monaco se découpait sur le couchant avec son aspect de défense militaire. Yvonne angoissée essayait de s'intéresser à ce spectacle serein. A six heures, elle se leva plus anxieuse et retourna dire à son mari :

— Il est six heures, tu sais... Notre train...

Il ne lui répondit pas. Elle le vit jeter un louis sur le tapis... Elle resta deux minutes. Solème ne ramassa rien. Alors, craignant de l'importuner, elle revint à sa place, demanda de nouveau du thé et des gâteaux, mangea en silence.

La nuit venait. L'or du ciel pâlissait, mais à la lumière celui des salles s'empourprait, rayonnait. Tout le détail des plafonds dorés, des murailles dorées apparaissait, et l'électricité renchérissait sur le soleil pour donner à cet or tout son éclat. Et le tintement de l'or continuait, s'accroissait même, comme si le

ruissellement se fût mis à charrier plus de pièces à mesure que la nuit approchait. La galerie s'emplissait de couples ; des femmes devant Yvonne riaient en se renversant en arrière pour montrer leur collier de perles sur leur gorge nue. Des envolées d'orchestre arrivaient par rafales. Soudain un petit crépitement sec retentit dans la salle de jeu. Yvonne crut qu'une des lampes du lustre était tombée et s'était brisée sur le parquet. Une Anglaise qui était auprès d'elle, dit tout haut :

— *Oh! a man has just killed himself!*

Plusieurs hommes se mirent debout pour regarder la table de jeu. Il y eut là-bas un mouvement rapide, une allée et venue, des pas qui s'éloignèrent. Yvonne, qui s'était enfin décidée à se lever, s'approcha lentement. Personne ne bougeait à la table de jeu. Les visages hermétiques l'enclosaient toujours, les prunelles rivées au tapis. Le croupier dit :

— Vos jeux sont faits. Rien ne va plus.

Au même instant, la boule partit.

Alors Yvonne, regardant la place de son mari, vit qu'il n'y était plus.

Un garde l'aborda, lui demanda tout bas, croyant bien la reconnaître, si elle n'était pas M^me^ Solème, et la pria de se rendre à son hôtel où son mari avait été transporté très souffrant.

« Pourquoi ne m'a-t-il pas appelée ? » se disait-elle.

La vérité la tourmentait, la pressait ; mais, révoltée, elle se refusait de l'admettre. Cependant ses jambes ne pouvaient plus la porter. Elle pria qu'on allât lui chercher une voiture, bien que l'hôtel fût à moins de deux cents mètres. Arrivée, elle se jeta dans l'ascenseur. Le corridor qui menait à la chambre rose était sans fin. Et, quand elle ouvrit la porte qui était marquée du numéro 10, elle vit, allongé sur le couvre-pied en toile de Jouy, la forme rigide, glacée, dans l'immobilité de la mort. Elle renvoya les deux garçons de l'hôtel, qui entouraient l'oreille de lourds tampons d'ouate et nettoyaient la mèche blonde éclaboussée de sang. Quand elle fut seule, un cri lui sortit des entrailles.

— Jean !

Le silence, l'impassibilité du mort lui furent la première révélation profonde de la réalité. Elle s'effondra au pied du lit.

## XVIII

Sur le quai de la gare de Lyon, Muzard attendait le rapide de Nice, en arpentant l'asphalte. Yvonne lui avait écrit pour le prier d'être là, ne voulant pas voir d'autre visage que le sien à son arrivée. Et il était venu, le cœur rongé par le chagrin, mesurant quelle avait été cette amitié protectrice qui, pendant des années, l'avait lié au malheureux Solème. Ce drame de la fin l'épouvantait encore. Plus il réfléchissait, plus il devenait sévère à l'égard de l'insatiable Yvonne, cause de tout. Il pensait : « Je ne pourrai m'empêcher de le lui dire. Elle a été le poison de son mari, avec son désir de l'argent. Solème était bon, il ne demandait qu'à aimer ; elle a exploité l'amour de Solème pour l'asservir à l'argent. Oui, je lui demanderai ce qu'elle a fait de ce grand garçon si doux, si épris de la vie qu'elle emmenait d'ici même, il y a quinze jours, de son air de petite sirène innocente. Oh ! sa petite bouche, sa frange enfantine, ses mines puériles, et la terrible bête de proie qu'elle est au fond ! »

Mais, juste à ce moment, la fumée du train apparut au loin. Doucement, sans secousse, sans bruit, avec son mouvement ouaté, le train entra en gare. Et, plus ému qu'il ne voulait se l'avouer, Muzard scrutait toutes les voyageuses qui sautaient sur la voie, cherchait la jeune femme qu'il avait vue partir d'ici, deux semaines auparavant. Soudain, il eut une commotion. Il avait reconnu le petit bonnet de deuil de M^me^ Élisabeth ; elle tendait la main à une autre jeune veuve enveloppée de crêpes dont le visage pâle, angoissé, cherchait quelqu'un. Muzard, les larmes aux yeux, s'avança vers la femme de son ami. Elle étouffa un sanglot et demanda seulement :

— Votre bras...

Dans le taxi qui les emmenait vers l'appartement de M^me^ de Chastenac, tous trois gardaient le silence. Yvonne, la première, demanda :

— Vous ne me dites rien, monsieur Muzard, vous n'avez pas un mot de blâme...

— Non, je n'ai pas un mot de blâme, dit Muzard, la gorge serrée.

— Ah ! pourquoi a-t-il fait cela ! s'écria la jeune femme, dans

une explosion de douleur; nous aurions pu être encore si heureux, pauvres. J'aurais travaillé...

Mme Élisabeth et Muzard s'entre-regardèrent; ils pensaient la même chose : que la mort éclaire la véritable valeur de l'argent.

Mais elle continuait, rappelant ses souvenirs d'une voix douloureuse étouffée par les larmes :

— Une heure avant de mourir, il me parlait de vous. Il me disait : « Te souviens-tu... de notre dernier voyage... et de Muzard... qui nous criait... à la gare de Lyon... pendant que notre train s'éloignait : Méfie-toi de l'argent, Solème!... » Il me disait : « Moi, je l'entends encore... Je l'entends toujours!... » Ainsi, vous voyez, il entendait toujours votre avertissement. Méfie-toi de l'argent. Ah! l'argent... Vous étiez dans le vrai, monsieur Muzard!

Muzard n'avait plus qu'une immense pitié pour elle, il lui prit la main, lui dit seulement :

— Il faut vous laisser consoler par les cœurs amis qui vous entourent.

Mais elle, se retournant vers Mme Élisabeth :

— Ah! tante, vois-tu, j'aimerais mieux qu'il me dise la cruelle vérité, comme il nous la disait autrefois. Mais, maintenant, il n'en a pas le courage.

Muzard, quand il eut laissé seules les deux jeunes femmes, était accablé, lui aussi, par un tel châtiment. Il se disait :

« C'est une lourde punition pour l'erreur d'une âme si légère. Elle paye cher de s'être trompée. Mais voilà. C'est ainsi que l'argent mène ses adorateurs. Quand on n'aime qu'un faux dieu et que le faux dieu s'évanouit, qu'est-ce qu'il vous reste? Solème ne pouvait pas vivre pauvre, quoi qu'en dise Yvonne. Elle eût été la première à l'écraser, le jour où ils eussent été réduits à la misère. Tout est dans l'ordre, donc. »

Mais il se sentait étreint d'une telle mélancolie qu'il ne pouvait se résoudre à s'en aller déjeuner seul au restaurant de la rue de Seine. Il avait un besoin immense d'un ami et une terreur de la solitude. C'était en de tels momens que l'absence de Mlle Ornans lui apparaissait comme un vide sans fond. Mais il la savait prise par ses leçons, par son travail, elle déjeunait n'importe où. Comment la retrouver?

Enfin, il se décida pour la maison des Gérard où on lui faisait toujours bon accueil et où, par vanité, Huguette soignait

les repas dès qu'elle avait un hôte. Il craignait seulement d'être en retard, de les trouver à table déjà; mais, en arrivant, il vit les trois enfans dans le jardinet; le gros Paddy accroupi sur le gravier ramassait des vers de terre dans un étui à pastilles et ne consentit pas à se déplacer pour le nouveau venu. Mais les aînés s'écrièrent :

— Papa est dans l'atelier. Il ne veut pas qu'on entre, il s'est enfermé.

« Est-ce que cette fois encore j'arriverais à faux? » se demanda Muzard légèrement inquiet.

Lucien Gérard, qui l'avait vu au travers des rideaux de l'atelier, lui ouvrait juste à ce moment. Il parut très froid.

— Tu viens déjeuner...? Je ne sais trop quel repas tu vas faire; Huguette n'est pas là. Enfin, tu excuseras.

— Pardon, dit Muzard, j'étais venu me changer les idées parce que j'ai eu tout à l'heure devant moi le spectacle de la veuve de Solème au retour de son voyage, et que ce n'était pas drôle, et que la mort de Solème m'obsède, et que la vue de visages vivans, heureux et amis, m'était devenue nécessaire. Mais je vois que je te dérange, tu me permettras de repasser...

Gérard avec une soudaine violence le retint par le bras, disant seulement :

— Non, ne t'en va pas.

Alors, le regardant mieux, Muzard lui vit la physionomie d'un homme qui souffre atrocement.

— Par exemple, mon pauvre vieux, continua l'artiste, toi qui avais choisi notre maison pour réagir contre l'ambiance triste, tu tombes de Charybde en Scylla.

— Je m'en vais, je m'en vais, reprit Muzard, cherchant à se dégager. Tu as des embêtemens... Je te promets de revenir plus tard.

— Non, reste, dit impérieusement Gérard, en lui prenant cette fois les deux poignets; que ça t'amuse ou non, reste. Parce que j'ai quelque chose à dire qu'il faut que je dise et que je n'ai dit à personne... Alors tu comprends, ça finit par m'étrangler. Toi, tu es justement le seul à qui je puisse avouer cela.

Muzard sentait les ongles du malheureux s'incruster dans la chair de ses poignets. Il lui demanda, les yeux dans les yeux :

— Qu'est-ce qui t'arrive donc?

Gérard eut encore une hésitation, puis il détourna la tête en prononçant :

— Huguette m'a trompé, mon pauvre vieux!

Muzard, interloqué, répéta :

— Huguette?

Mais Gérard se prit la tête entre les mains et s'affaissa à sa place de travail, les coudes sur la planche à dessin :

— Huguette, oui, Huguette; moi qui l'aimais tant, Muzard, si tu savais! Depuis dix ans qu'on est marié, jamais je n'ai pensé à une autre femme, moi; et elle, elle m'a trompé; et avec qui? avec cette canaille de Leherpeux; et pourquoi, oui, le sais-tu, pourquoi, car elle ne pouvait aimer cet imbécile, eh bien! elle m'a trompé pour de l'argent, pour-de-l'ar-gent!

Il avait des sanglots secs, pas une larme et de telles crispations de visage que Muzard eut peur d'une crise nerveuse.

— Vois-tu, mon vieux, continuait-il, elle aurait eu un entraînement du cœur, une faiblesse, une passion comme certaines pauvres femmes en connaissent, j'aurais pardonné. Je me serais dit : « Tu n'es pas beau, tu n'es pas un génie, tu es un pauvre homme, ta femme te lâche pour qui vaut mieux que toi, tu n'as pas à te révolter. » Mais comprends-tu ça, Leherpeux! Je vaux bien cet individu-là, nom d'un chien! et je n'ai pas frisé la correctionnelle, moi! Pour de l'argent, Huguette, ma petite Huguette!

— Gérard, demanda son ami, es-tu sûr?

Il ricana :

— Si je suis sûr! Hélas!... les fournisseurs que, depuis sa déconfiture, il a refusé de payer, se sont mis à ma recherche et ils m'ont trouvé. Oui, la modiste d'Huguette, tu sais, celle qui faisait de si jolis chapeaux pour rien, et le fourreur, et le marchand de meubles, ils sont venus soi-disant relancer Huguette jusqu'ici, pour qu'elle soldât les factures faites au nom de M. Leherpeux; ils espéraient bien que je mettrais le nez dans ces papiers, et c'est ce qui est arrivé, en effet. Et Huguette a dû avouer.

Muzard ne disait plus rien. Il avait à ce moment tant de mépris et d'indignation contre Huguette qu'il en oubliait la douleur du mari. Comment cette petite femme si limpide aux yeux de myosotis, cette sensitive d'Huguette, qui, pour un mot, fondait en larmes, cette tendre créature que, deux ans

auparavant, il voyait encore allaiter le gros Paddy, pour un peu de luxe, pour un peu d'élégance, tant le serpent de l'envie l'avait mordue au vif, elle s'était vendue à ce sous-financier véreux! Est-ce qu'elle n'aurait pas mérité que ce brave garçon de Gérard l'étranglât net?

— Tu te souviens, reprit Gérard, comme je vantais son économie, sa sagesse, et tout ce charme qu'avec rien, elle mettait dans notre vie. Avec rien... Ah! misère; c'était ma dignité d'homme, c'était mon honneur qui payait! Oui, ses nippes, ses plumes, ses bijoux faux, comme elle disait et tous les embellissemens qu'elle faisait faire ici pour imiter le salon de Loche ou le salon de Solème, c'était sa prostitution qui nous le valait, tu vois cela, tu vois cela!...

Et Gérard, s'étant levé, arrachait les rideaux qui tombaient à terre, avec un bruit d'anneaux entre-choqués. Et il saisit une jardinière garnie d'une plante légère qu'il brisa en mille miettes sur le parquet; tous les bibelots qu'il trouvait sous sa main furent ainsi anéantis en quelques minutes. Puis il finit par s'acharner sur une jolie chaise, le dernier caprice d'Huguette, qu'à coups de pied il disloquait et cassait comme du bois à brûler. Et Muzard le laissait faire avec une espèce de soulagement, certain que cette fureur physique serait un dérivatif à sa peine. En effet, une fois exténué, il se mit à s'attendrir comme un homme ivre.

— Je l'avais connue toute gosse, à dix-huit ans, en allant aux Beaux-Arts. Elle venait faire des copies dans la grande galerie. Oh! elle n'avait pas beaucoup de talent; elle n'était jamais fichue de mettre un bonhomme debout; mais elle était si frêle, si délicate, que j'avais toujours envie de la prendre dans mes bras et de la porter. Quelquefois, je m'arrêtais devant son étude et on échangeait deux ou trois mots. C'est comme cela qu'on s'est connu. J'en étais fou. C'était la fille de petits fonctionnaires retraités : elle n'avait pas un sou, moi non plus, mais elle était heureuse d'épouser un artiste. Ah! la première année, on en a fait des promenades à Meudon, à Chaville, dans tous les bois de Versailles! On s'arrêtait tout le temps. La nuit venait; on en était tout surpris, et on rentrait comme des gamins en se serrant l'un contre l'autre. Et je me rappelle : une fois dans notre petite turne, elle bâclait une soupe à l'oignon, en chantant de sa voix de contralto qui faisait vibrer

toutes les vitres de la maison jusqu'au sixième étage; c'est cette petite Huguette-là, mon Huguette que ce crétin m'a prise!

— Qu'en as-tu fait maintenant? interrogea Muzard.

Gérard fit un geste évasif :

— Elle est là-bas, chez une tante!..

— Gérard, il faudra lui pardonner.

Gérard bondit :

— Lui pardonner? Jamais! Je n'en veux plus. Elle sait le moyen de gagner sa vie maintenant.

— Écoute, mon vieux, reprit Muzard, sois raisonnable un moment. Tu sais bien que c'est une enfant que le luxe des autres a éblouie. Je tâche de m'expliquer sa trahison, et c'est bien simple; elle n'a pas voulu trahir. Dans un moment de détresse, elle est allée trouver Leherpeux, en toute confiance, comme un ami, parce qu'elle était une petite femme très innocente et qu'elle ne voyait pas malice aux amabilités de Leherpeux qui la courtisait. Et lui a saisi l'occasion de s'en faire une maîtresse pas trop coûteuse et agréable, et il a été très habile, sois-en sûr, il l'a fascinée, il a joué de sa pauvre conscience comme un serpent d'un oiseau. Il a étalé devant elle cadeaux, luxe, richesse. Crois bien que la séduction fut lente et savante.

— Muzard, interrompit le dessinateur sèchement, allons à table et ne me parle plus de cette g...., jamais, jamais.

Il appela les enfans, les assit devant le couvert, leur serra au cou leur serviette et commença de manger avec des gestes fébriles. Une jeune bonne servait. Les deux hommes gardaient le silence. Tout à coup Paddy se mit à pleurer, parce que personne ne lui avait coupé sa viande. Alors les larmes montèrent aux yeux de Gérard; il repoussa son assiette et s'enfuit en se cachant le visage dans sa serviette.

Muzard le retrouva à genoux dans l'atelier, suffoquant. Il disait :

— C'était si bon de manger du pain sec lorsqu'on s'aimait!...

Muzard comprit qu'il fallait le laisser à sa douleur, que toute consolation eût été maladroite, et il profita de cette interruption du repas pour fuir.

Il n'avait plus qu'une idée : aller s'enfermer dans sa cage de verre, s'étourdir dans sa stupide besogne d'additions, oublier toutes les détresses abominables qui venaient de passer sous ses

yeux. Pourtant il allait à pied, poursuivant sa pensée profonde. « Où en sont-ils aujourd'hui, ces malheureux passionnés de l'argent qui avaient placé en lui tous leurs désirs : Loche en prison; mon pauvre Solème, la tête trouée d'une balle, sous cette terre du pays de l'Argent qui l'hypnotisait; Yvonne veuve à vingt-trois ans, aussi dénuée de tout qu'une pauvresse de la zone; Huguette déshonorée, Gérard à jamais malheureux. Et tous ceux que je ne connaissais pas, qui gravitaient autour de Loche dans l'espoir qu'il partagerait avec eux le butin et qui lui avaient confié leur pécule et qui connaissent aujourd'hui toute la désolation de la ruine! L'argent est un dieu lâche. Il ne frappe que ceux qui l'adorent. Les autres, il les redoute; il file doux devant eux. »

Comme il suivait le quai Malaquais, frôlant les vitrines des magasins sans les regarder, un objet d'art familier à ses yeux, placé en évidence, dans l'étalage somptueux d'un grand antiquaire, frappa sa vue. Il s'arrêta net, se demandant où et quand il avait déjà vu cette idole accroupie. Soudain, il se frappa le front. Il avait reconnu le Boudha doré du grand salon de Loche, le dieu qui trônait dans le mystère d'une encoignure où tous les encens allaient à lui. Il avait personnifié, pendant des années, l'objet des adorations de toute une foule qu'il regardait ironiquement de ses yeux bridés et pervers. La catastrophe était venue, on avait vendu pièce à pièce tous les meubles et tous les bibelots du salon, où l'or régnait insolemment, et l'idole abattue était venue s'échouer dans cet opulent bric-à-brac. Elle attendait un nouveau piédestal. Elle l'aurait un jour. Et il semblait à Muzard que, dès maintenant, le féroce génie de l'argent regardait passer Paris, guettant ses proies...

Le lendemain était un dimanche; il avait, par un bleu, prié Andrée Ornans de venir le rejoindre à son restaurant de la rue de Seine. C'était le premier dimanche de mai, et il paraissait y avoir une fête dans les rues de Paris que les marchands de muguet avaient envahies. Par réaction contre les tristesses auxquelles il avait goûté tous les jours précédens, Muzard se sentait un immense désir de bonheur. Et il attendait Andrée en faisant les cent pas devant la porte du restaurant, sur le trottoir baigné de soleil. Il s'inquiétait qu'elle n'arrivât pas, s'attarda à lui acheter un bouquet de quatre sous, cueilli sous la mousse, dans les bois de hêtres, inondés de toutes les ivresses

du printemps. Il le respirait avec une volupté légère, quand la main de son amie se posa sur son bras. Il se retourna, le cœur lui battant très fort. Elle avait un chapeau de paille blanche orné de trois roses noires, une fine voilette, derrière laquelle souriaient ses yeux charmans, et un petit tailleur de toile grise payé quinze francs dans un grand magasin et auquel sa personne gracieuse communiquait de l'élégance.

— Hein! dit-elle en accompagnant son mot d'une solide poignée de main, suis-je un bon garçon d'être arrivée si vite sur votre invitation.

— Oui, vous êtes bonne, dit Muzard, un peu étourdi.

Marie Plichet accourut dès qu'elle les vit entrer. Elle ne doutait pas que Mlle Ornans ne fût la bonne amie de Muzard; mais, en fine connaisseuse, elle flairait un mariage, à la cérémonie dont Muzard en usait avec cette demoiselle. Comme il y avait quelques extras dans le menu, elle se hâta de les proposer à l'oreille de son client, avec un air de complicité et de complaisance. Son diadème empesé était frais du matin, ses manches et son tablier éblouissans. Andrée Ornans la regarda, ce dont elle fut flattée. La femme de lettres voulait écrire un article sur les bonnes de restaurant qu'elle ne connaissait que trop. Elle questionna même Marie Plichet, qui lui trouva la voix douce.

— Andrée, dit tout à coup Muzard, je vous emmène chez Naïm, voulez-vous?

Elle rougit de joie à cette proposition qui comblait un très ancien désir.

— Oui, poursuivit Muzard, vous et Naïm, vous composez toute ma famille morale. A part vous deux, tout n'est que solitude pour moi. Je n'ai besoin d'ailleurs que de Naïm et de vous.

— Et votre pipe? questionna-t-elle très gaie.

Il se mit à rire.

— Ah! ma pipe, c'est la servante.

Mais une chose singulière lui arrivait. Après avoir souhaité la présence d'Andrée pour lui confier toutes les tristesses qui l'avaient atteint depuis quelques jours, voilà qu'il demeurait muet devant elle, arrêté par le scrupule d'altérer cette belle gaîté qu'il lui voyait. Il ne pouvait lui parler ni de Loche, ni de Solème, ni de la douleur de Gérard. Il savait bien quelle était la sensibilité de ce cœur de femme et que l'étalage de tout ce

deuil l'eût navrée. Non, non, il ne lui dirait rien. Il avait trop peur de mettre de la mélancolie dans ses yeux clairs. Plutôt garder pour lui toute cette amertume et en étouffer que de se décharger à un tel prix. Avec un homme comme Naïm, c'était bon. Pas avec elle.

— Et vous, reprit la jeune fille, je vous emmène dîner ce soir chez moi avec mon petit frère.

— Ainsi nous ne nous quitterons pas, fit Muzard joyeux.

Elle dit sans rougir :

— Quelle bonne journée!

Ils étaient si pressés de s'en aller à la barrière de Montreuil, qu'ils renoncèrent au café infect du restaurant et coururent au Métro, dès le dessert. Ils étaient heureux comme deux êtres qui ont réalisé dans la plénitude leurs plus profondes et leurs plus ardentes ambitions. Ils parlaient peu, séparés souvent par des voyageurs. Mais de loin, quand leurs regards se croisaient, ils s'adressaient un sourire de confiance absolue.

L'abbé Naïm n'était pas chez lui, et Désiré même était sorti; mais la concierge les envoya dans la zone où, ajouta-t-elle, d'un air méprisant, ils trouveraient sûrement M. le curé.

— Tant mieux, dit Muzard, c'est là qu'il faut voir Naïm!

Ils pénétrèrent par la petite porte entre-bâillée dans la palissade verte. Là-bas, au delà de la cité des roulottes décorée de loques séchant au soleil, une grande baraque en bois s'était élevée. De loin, Muzard et Andrée Ornans virent une foule déguenillée se presser alentour. Ils s'acheminèrent vers l'entrée et durent, pour trouver la porte, fendre une masse d'hommes et de femmes malodorans.

A l'intérieur, de longues tables étaient dressées d'un bout à l'autre de la baraque; des misérables y étaient assis et l'on aperçut l'abbé Naïm, une soupière au bras, allant de place en place, servant. Un autre prêtre était là, d'allure un peu froide, qui semblait venu pour assister au spectacle, et Désiré Coquard, dans le fer à cheval énorme des tables, servait aussi.

Quand l'abbé Naïm, comme par hasard, en levant la tête, eut reconnu Muzard et M^lle^ Ornans qui étaient demeurés à l'entrée, avec sa simplicité coutumière, il remit la soupière fumante dans les bras de l'ecclésiastique étranger en le priant de continuer à servir les pauvres, et il vint au-devant de son ami.

Muzard et Andrée l'observaient avec une adoration secrète,

et les yeux de ses pauvres le suivaient quand il passait.

— Comme tu arrives bien! dit-il à Muzard. C'est fête aujourd'hui. Je donne à manger à tous ceux qui veulent. Regarde, voici le second service. J'en aurai encore un troisième pour ceux qui attendent à la porte.

Muzard avec une sorte de timidité, avec l'effroi que Paul Naïm ne connût pas toute la valeur secrète de celle qu'il lui amenait aujourd'hui, prononça :

— Voici Mlle Ornans.

L'abbé Naïm la regarda profondément et dit :

— Oui, je sais.

Il lui sourit et ajouta :

— Voici longtemps que je l'attendais.

Et il lui demanda :

— Voulez-vous aider les filles de cuisine qui n'arrivent pas à tailler tout le pain des soupes, ni à peler les pommes de terre pour le troisième service?

Muzard comprit que par là le Saint donnait à la jeune fille son amitié; il le remercia d'un regard, et Andrée, elle, serait tombée à genoux.

Puis, le prêtre dit à Muzard que l'ecclésiastique inconnu était un des secrétaires de l'Archevêché, venu pour assister au fonctionnement de son œuvre et, allant reprendre la soupière des mains de celui-ci avec l'humilité d'un serviteur, il les présenta l'un à l'autre. On entendait un bruit de cuillers pressées heurtant les assiettes; une bonne odeur de bouillon se répandait Quand toutes les portions de soupe furent distribuées le secrétaire de l'Archevêché dit à l'abbé Naïm :

— C'est très beau, monsieur l'abbé, très beau! On sent que vous feriez ici ce que vous voudriez, que vous prendriez à votre filet toutes les âmes de la zone; mais il vous faudrait de l'argent, beaucoup d'argent.

— Oh! monsieur le secrétaire, ne parlez pas ainsi; l'argent n'est rien, il n'est qu'un misérable instrument; ne le glorifions pas, puisqu'il est maudit. S'il y a de la joie ici aujourd'hui, si mes pauvres brebis mangent à leur faim et si leur cœur oublie la haine, ce n'est point à cause de l'argent qui a seulement servi de moyen, c'est parce qu'il y a eu des actes d'amour accomplis par des âmes de choix. Ne parlons pas d'argent, ne parlons jamais d'argent, parlons de l'amour de nos frères. Quand

nous aurons mis l'amour dans le cœur des chrétiens, quand nous les aurons rendus sensibles à la misère de leurs frères, nous n'aurons pas besoin de tendre la main, leur argent se détachera d'eux tout seul et pleuvra sur les pauvres. Ce n'est pas de l'argent qu'il faut, monsieur le secrétaire, c'est de la charité. Et qu'importerait à Dieu, que je lui bâtisse, à cette barrière, une église très riche, si je n'ai pas d'amour pour y attirer mon troupeau. Mais je veux que l'amour des riches vienne ici pour calmer les souffrances des pauvres et il commence à y venir, et je suis heureux parce que l'amour éteint la haine.

A ce moment, Muzard vit Désiré s'approcher de son maître et lui demander un ordre. Il était plus blafard, plus éteint, plus effacé que jamais; il semblait ne plus exister, s'être noyé dans la personnalité du Saint. Et Muzard eut l'impression très nette que c'était la réalité, que cette âme falote avait été subjuguée et absorbée par la puissance de l'autre. Ce ne serait jamais une grande âme, mais c'était une âme vaincue.

— Mangez, mes enfans, mangez, mes petits enfans, mangez à votre faim, disait l'abbé Naïm en parcourant les tables.

La vieille marchande de frites était là, avec les cinq petits-enfans qui lui restaient depuis la mort du tuberculeux. La Romanichelle avait amené ses quatre jolies filles qui dévoraient. Il y avait aussi la colonie russe aux cheveux couleur de paille, et aussi le jeune homme, dont beaucoup, ici, savaient qu'il avait tué, l'année dernière, une débitante rue des Plâtrières.

— Mangez, mes petits enfans, répétait seulement l'abbé Naïm, au passage.

— Voilà tout son sermon, dit Muzard au prêtre inconnu.

Celui-ci fit un geste évasif.

— Il faut le laisser faire.

— Eh bien! c'est fini, dit M^lle^ Ornans, qui revenait en s'essuyant les doigts dans son mouchoir.

Alors, pendant que les filles de cuisine, aidées de Désiré Coquard, découpaient le rôti, l'abbé Naïm entraîna dans un coin Muzard et Andrée Ornans. Il était comme transfiguré. Il leur dit :

— Je suis heureux!

Une espérance indestructible le remplissait; il lui semblait qu'une bonté universelle allait régner, qu'il n'y aurait plus de haine ni d'envie. Et il leur expliquait la génération de l'amour dans les cœurs. Il ajouta :

— Mais il faut tuer l'amour de l'argent. C'est à ce prix que le Mystère des Béatitudes deviendra compréhensible.

Muzard pensait au Boudha de bronze doré qui guettait toujours ses proies, là-bas, à la vitrine de l'antiquaire, en attendant un nouveau piédestal. Mais il ne voulait pas attaquer l'espérance de son ami.

— Vous l'avez compris, vous, dit encore l'abbé Naïm, en fixant sur les deux jeunes gens son regard de liseur de pensée. C'est pourquoi la béatitude vous est acquise.

— L'argent, dit Andrée Ornans toute frémissante, nous le méprisons autant l'un que l'autre.

L'abbé Naïm s'adressant à Muzard lui dit :

— Je t'avais bien dit que, quand l'amour jaillirait de ton cœur pour une femme, ce serait un amour sans pareil.

Muzard et Andrée se regardèrent angoissés. Une seconde, leurs paupières battirent, puis leurs yeux se contemplèrent sans trouble. La vérité venait de leur apparaître.

L'abbé Naïm prononça :

— *Beati pauperes.*

COLETTE YVER.

# L'OPINION PUBLIQUE EN SUISSE

## IDÉES ET IMPRESSIONS D'UN NEUTRE

Il m'a paru intéressant pour des Français de bien connaître l'état de l'opinion publique en Suisse, et de lire les idées et les impressions d'un neutre, d'un citoyen de la libre Genève, au sujet de la guerre terrible qui déchire actuellement l'Europe. Et puis, ce m'est une joie d'exprimer ici mes sentimens d'admiration et d'attachement pour la « douce France, » si grande et si noble, et pour ses valeureux défenseurs. Ces deux considérations, et les vifs encouragemens reçus, m'ont déterminé à écrire cette notice, exacte, je crois, et en tout cas sincère.

Nous avons eu quelques personnalités timorées qui disaient : « Attention! nous sommes Suisses, nous sommes neutres. Nous ne devons pas manifester nos opinions, nos préférences, si nous voulons que notre neutralité soit jusqu'au bout respectée par tous les belligérans... » Si cette effroyable guerre avait eu des causes tant soit peu normales, et si elle avait été menée loyalement par ceux qui l'ont déchaînée, peut-être bien notre population romande aurait-elle, dans la mesure du possible, adopté cette ligne de conduite. Mais, dès le début des hostilités, la violation de la neutralité belge, et le discours cynique prononcé par le chancelier au Reichstag pour la motiver, ont soulevé chez nous un *tolle* général contre l'Allemagne. En Suisse allemande, il est vrai, une grande partie des habitans et de nombreux journaux se sont montrés germanophiles, tout d'abord, comme il est naturel, par affinité de race et sous l'influence de vastes intérêts engagés et de liens d'amitié et de parenté, et non pas tant par hostilité contre la France que par suite, chez

beaucoup d'entre eux, d'une crainte inconsidérée du panslavisme. Combien cependant le panslavisme aujourd'hui est-il moins à redouter que le pangermanisme!

Nos confédérés de la Suisse centrale et orientale craignent également, si l'Allemagne est écrasée, de voir sombrer la culture germanique. Cette culture compte sans doute, mais elle n'a plus, et de beaucoup, la valeur universelle qu'elle possédait au commencement du XIXe siècle. Depuis 1870, elle a subi l'influence et l'hégémonie de la Prusse brutale et despotique. Devenue exclusivement, — ou presque, — scientifique et matérialiste, elle manque de noblesse et d'idéal. Plutôt qu'une culture, c'est une lourde et méticuleuse érudition. En ce qui concerne la valeur d'art, l'idéalisme, le sentiment des nuances, la balance, me semble-t-il, pencherait fortement en faveur de la culture slave.

Malgré les tendances générales de la Suisse allemande au début de la guerre, il est certain pourtant que si les Germains avaient essayé de violer le territoire suisse, ils auraient trouvé à qui parler. Les Suisses sont, tous, Suisses avant tout. Ils auraient défendu leur pays comme les héroïques Belges, c'est-à-dire comme des lions. L'Allemagne se serait mis à dos 350 à 400 000 combattans de plus, bien équipés, bien armés, bons soldats et excellens tireurs. Du reste l'Empereur le savait bien. Ce n'était certainement pas pour contempler les étoiles qu'il avait demandé, en 1912, d'assister en personne aux grandes manœuvres suisses.

Après les épouvantables cruautés commises en Belgique et en France, après le sac et la destruction de Malines et de Louvain, qui eurent comme digne couronnement l'abominable attentat contre la cathédrale de Reims, l'opinion publique et la presse se sont en grande partie retournées en Suisse allemande, et plusieurs éloquentes protestations s'y sont fait entendre. Le professeur Vetter lui-même, jusqu'alors le plus pangermaniste des Suisses, adressa, après les crimes sacrilèges de Louvain, une véhémente lettre ouverte aux « intellectuels » d'Allemagne. Et, en décembre dernier, à Zurich, le grand poète Carl Spitteler, dans un discours admirable et impartial, a dit sans ambages leurs vérités aux Allemands.

Cyniquement, les Germains reprochent aux Belges d'avoir violé les lois de la guerre, parce que des civils et des femmes

auraient tiré sur leurs troupes. Quand on a soi-même, volontairement et de sang-froid, violé le droit des gens en déchirant un traité sur lequel figurait la signature d'un roi de Prusse, traité que l'on nomme dédaigneusement un « chiffon de papier, » on est vraiment bien fondé à accuser les victimes de se défendre en enfreignant les lois de la guerre !... Le fait ne semble pas prouvé, au contraire ; mais, le fût-il, les Belges auraient eu raison. Ils avaient, moralement et légalement, le droit de se défendre, depuis le premier jusqu'au dernier, puisqu'ils avaient vainement compté pour les protéger sur leur neutralité reconnue, sur un engagement formel qui avait été violé. S'ils n'avaient pas eu cette garantie, ils auraient possédé une armée, bien organisée, de plusieurs centaines de mille hommes. Loin de là, trop confians dans la signature des Puissances, ils étaient mal préparés. Ils se trouvaient donc en cas de légitime défense et pouvaient, sans aucun scrupule, résister tous ensemble, soldats, civils, femmes même. Quand on se bat en duel, il est des règles établies que l'honneur commande de suivre. Lorsqu'un honnête homme est traîtreusement attaqué par un bandit, c'est le cas de dire « qu'il fait comme il peut, » alors vraiment : *Not Kennt Kein Gebot*, il n'y a pas de règle qui tienne, tous les moyens de défense sont bons... Quoi qu'il en soit et quoi qu'il advienne, tant que le monde existera, la gloire de l'immortelle et vaillante Belgique, de son roi-héros, et de son grand cardinal, demeurera gravée en traits épiques dans le livre d'or de l'humanité.

Et vous, Français, vous avez osé gagner la bataille de la Marne, faire reculer l'envahisseur !... Quelle impudence !... Aussi, sur le chemin du retour, on pille, on massacre, et, sans aucune nécessité stratégique, on mutile et détruit les maisons, les ambulances, les hôpitaux et les églises.

En Suisse romande, par la façon perfide dont la guerre fut amenée, le sentiment général était *a priori* favorable à la France. Puis, la violation de la neutralité belge, les cruautés et les méfaits envers Belges et Français, les actes de vandalisme de Malines et de Louvain y provoquèrent une véritable vague d'indignation. Celle-ci fut portée à son comble et se mua en stupeur lorsque nous apprîmes le bombardement systématique et l'incendie de votre célèbre cathédrale de Reims, témoin superbe et vénérable du passé et de tant d'événemens magnifiques de

l'Histoire de France. De soi-disant « surcivilisés » du xx^e siècle ont en quelques heures stupidement et criminellement anéanti ce que les « barbares » du Moyen Age avaient mis près de deux cents ans à édifier, à sculpter, à embellir sans cesse, avec foi et avec amour.

Cette façon de se venger d'un pays qui se permet de résister à l'envahisseur est presque un symptôme de désarroi et de faiblesse. Quand on a confiance, sinon en sa cause, du moins en sa force, on ne s'abaisse pas à de pareilles vilenies. Les Allemands ont voulu détruire le symbole des plus grands souvenirs de la France. A Reims fut baptisé Clovis. A Reims Jeanne d'Arc fit sacrer Charles VII. La vaillante enfant de Lorraine lui avait donné l'énergie nécessaire et l'espoir invincible. Les voûtes de la cathédrale avaient vu la candide inspirée pieusement agenouillée, après qu'elle eut « bouté dehors » l'envahisseur. Sa mémoire sacrée anime civils et soldats, et l'aide sainte de l'héroïne si chère à tous les cœurs, si représentative de l'âme française, contribuera à sauver la France, et, avec elle, la culture latine et la civilisation.

Une œuvre splendide d'art et de foi telle que la cathédrale de Reims, en dehors de son rôle historique et de sa valeur nationale pour la France, appartient au patrimoine religieux et artistique de l'humanité tout entière. Son anéantissement absurde et prémédité devait infailliblement provoquer l'indignation et la réprobation universelles. Cet acte de furieuse démence se retournera contre les vandales qui l'ont commis. Ainsi que l'a si justement écrit le chroniqueur militaire du *Journal de Genève*, un crime semblable équivaut à une grande bataille perdue.

Grandiose fut le mouvement unanime qui souleva la France. Quel miracle de l'avoir vue, si profondément divisée avant la semaine tragique, se ressaisir subitement et se retrouver unie en un seul faisceau ! Du jour au lendemain, plus de partis, plus de classes, plus de laïques, plus de prêtres, — tous des Français, simplement, et l'antique âme nationale ressuscitée pour faire front à l'ennemi. Et, dans l'absolue conscience de votre droit irréfragable et de votre juste cause, quel enthousiasme intérieur et réfléchi, quel calme, quelle sérénité, à la fois grave et cependant presque joyeuse, quelle patience, quelle volonté inflexible de vaincre et d'aller jusqu'au bout ! Ah ! combien les amis de la France, qui, malgré tout, n'avaient jamais douté d'elle, en ont

été fiers et heureux !... Cette guerre sauvage, qu'elle a été obligée de subir est plus qu'une guerre nationale, plus même qu'une lutte de races. C'est une guerre philosophique : d'un côté, le militarisme érigé en dogme, la brutalité, le droit de la Force, le mensonge et l'hypocrisie; de l'autre, l'amour de la paix, la loyauté, la défense de l'Honneur et du Droit, la raison, la justice et la liberté.

C'est un véritable soulagement pour mon cœur que de pouvoir, dans un organe français, manifester toute ma sympathie et exprimer tous mes vœux pour les Alliés et pour la grande cause qu'ils défendent. Avec fierté, je les exprime bien haut, malgré notre officielle neutralité. Neutralité militaire, neutralité politique, oui, c'est entendu. Mais neutralité individuelle, neutralité morale, jamais! La France est la seconde patrie de tout être civilisé digne de ce nom. L'esprit, le cœur et la conscience se révoltent devant les crimes impies commis par les néo-barbares, pires que les anciens, car ils n'ont pas les mêmes excuses que leurs ancêtres des grandes invasions du Moyen Age.

Nous avons le droit, nous avons le devoir, dans ces circonstances tragiques et devant les attentats journaliers contre la Justice et contre la Charité, de laisser éclater sans réserve notre légitime indignation. Et nous sommes beaucoup ici qui estimons, — un conseiller national autorisé m'a déclaré être du même avis, — que la Confédération suisse aurait dû aussitôt protester, officiellement et à la face du monde, contre la violation scélérate de la neutralité belge. Moralement, et virtuellement, elle était atteinte aussi bien que la Belgique.

Pour demeurer fidèle à la vérité historique, il convient toutefois d'ajouter que, au début de la dernière session des Chambres fédérales, M. Henry Fazy, député de Genève au Conseil national, dont il présidait la séance d'ouverture en qualité de doyen d'âge, a prononcé des paroles émues à l'adresse de la Belgique martyre, et protesté contre la violation de sa neutralité. Mais c'était au Gouvernement, au Conseil fédéral, qu'incombait, aussitôt connue l'invasion parjure du sol belge, l'initiative d'une protestation.

Des hordes innombrables de reitres ont été lancées pour « briser les os » de la France. Elles ont perpétré et accumulé des atrocités et des crimes si odieux que le nom allemand

restera maculé d'une flétrissure ineffaçable. L'Allemagne s'est déshonorée. Comme on l'a déjà dit à plusieurs reprises, elle n'a pas voulu tenir compte des grandes forces invisibles, des « impondérables. » Et cependant, ce sont ces forces morales qui aideront le plus à abattre sa puissance et à venger la conscience humaine.

Les temps sont venus : l'heure de Dieu va sonner... Les peuples attendent, aspirant au jour des victoires définitives. Ils savent qu'alors seulement les hommes pourront tranquillement travailler dans la paix, délivrés des angoisses et des tensions dans lesquelles les plongeaient sans cesse, depuis plus de dix ans, les coups brutaux de la néfaste politique allemande.

Il est une « justice immanente » pour les nations comme pour les individus. Devant l'Histoire, devant la Conscience universelle, devant Dieu, la France ne peut être anéantie, la France ne peut être diminuée. La France doit vaincre, la France vaincra. Pas de représailles en marge des lois de la guerre !... Les populations allemandes sont elles-mêmes en partie victimes des méthodes et de la « formation » morale, intellectuelle et politique prussiennes. Mais il faut que la puissance et l'orgueil teutons soient brisés, que le Germanisme soit écrasé et mis hors d'état de nuire, que le militarisme prussien, cette hydre moderne qui, par répercussion, ruine et épuise tous les peuples, ne puisse jamais renaître de ses cendres. A ce prix seulement, le monde respirera librement, et une aurore nouvelle, aurore de la « Paix française, » luira pour l'Humanité.

Tout grand progrès est enfanté dans la douleur. L'âme de la France se reforge dans le péril, dans l'abnégation, dans les souffrances, dans les larmes. De cette lutte formidable et sacrée, sans exemple dans le passé, va surgir, triomphante et resplendissante de vertus et de gloire, une France agrandie, renouvelée, purifiée par le dévouement, par les sacrifices, par l'héroïsme, par la mort de ses enfans. Championne indéfectible et victorieuse du Droit et de la Liberté, émancipatrice des races, aimée et honorée de tous, la France éternelle reprendra dans le monde son rang privilégié d'autrefois, et la Pensée française, libre dans son essor, demeurera plus que jamais le flambeau de la civilisation.

HENRI POGGI.

# UNE
# ENNEMIE DE L'AUTRICHE
## LA PRINCESSE CHRISTINE TRIVULCE DE BELGIOJOSO

L'Autriche est venue, elle a remis son manteau de plomb sur les Italiens, elle les a forcés de regagner leur cercueil.

CHATEAUBRIAND,
*Mémoires d'Outre-Tombe.*

La vieille gloire est éteinte et les terres d'Italie sont pleines de tyrans.

GIUSEPPE GIUSTI.

Dernièrement, en feuilletant une liasse de vieilles lettres, j'eus la bonne fortune de reconnaître au bas de quelques-unes la signature de la princesse Belgiojoso. Elles me parurent attachantes, car on y sent l'ardeur d'une conviction sincère, d'une volonté persévérante. Je parlai de ces lettres à quelques érudits de mes amis; le hasard voulut qu'ils eussent, eux aussi, des papiers concernant la princesse. Je pus réunir ainsi un petit dossier, et dès lors il me sembla intéressant d'évoquer un instant cette figure de conspiratrice militante qui combattit si passionnément contre l'Autriche, et qui eut, comme ses compatriotes, tant à en souffrir. Car cette femme étrange connut les fortunes les plus diverses, traversa un temps troublé, et y joua des rôles actifs, tantôt brillans ou dramatiques, tantôt secrets; elle fut tour à tour cette belle *principessa milanese*, Carbonaro, femme de lettres, exilée pauvre, mondaine fastueuse, tenant un salon célèbre, ou générale d'armée, empanachée, un drapeau à la main. Toujours errante à travers le monde, belle d'une beauté « somptueuse, » elle souleva l'enthousiasme des foules

et éveilla la passion des hommes; patriote, l'amour de son pays emplit vraiment seul son cœur inassouvi et occupa sa pensée. Elle eut toutes les aventures, je dis toutes. Vivant en plein Romantisme, les folies, même les plus belles, elle sut les accomplir, et comme rien dans sa vie ne pouvait être banal, on trouva un jour un cadavre dans son armoiré, et elle fut poignardée en Anatolie par un de ses compatriotes mécontent qui, ne lui ayant donné que sept coups de couteau, ne parvint pas à la tuer.

Muse romantique, mais bien plutôt dame de la Renaissance italienne, elle appartient à deux siècles passés; elle ne serait pas déplacée, intrigante et hardie, à la Cour d'une Isabelle d'Este ou d'une Catherine Sforza... La destinée l'a fait naître au XIX^e siècle qu'elle étonna, et lui a fait connaître des personnes dont les noms nous sont familiers, et qui ont vécu dans un temps proche du nôtre; mais penser que cette amazone habita place de la Madeleine, connut Mignet, Cousin et M^me Caroline Jaubert, a l'air d'un anachronisme paradoxal. La princesse Cristina Trivulce, dernière descendante d'une illustre famille, a été à l'étroit dans son siècle. Elle y apporta d'ailleurs les libertés et les audaces d'autres époques; et lorsque, proscrite, elle vint habiter Paris, elle ne daigna pas se plier aux règles bourgeoises que la société d'alors s'imposait, et demeura un sujet de surprise et de scandale. Pourtant, pour quelques-uns, ses malheurs lui firent une parure, et ses aventures un attrait; puis, elle était d'une rare beauté.

Son enfance passée à Milan au milieu d'une société de patriotes mécontens qui devinrent des conspirateurs et des Carbonari, son mariage romanesque avec le prince le plus beau du monde, puis ses aventures politiques, son goût de la science, des arts et des artistes, tout la rattache aux figures italiennes d'autrefois, à ses brillantes devancières qui tenaient des cours de savans et de poètes, assiégeaient les villes et conspiraient contre les Papes.

Et en vérité, avec sa longue taille, l'ovale pur de son visage, son teint de « perle, » ses yeux immenses, ses cheveux de jais, la princesse Cristina, vêtue de « longues robes étranges, » m'apparaît comme une figure énigmatique de Léonard de Vinci, une Joconde nouvelle, ou encore comme une fine dame de Botticelli, tenant une rose entre ses doigts.

Mais cette dame avait l'esprit viril ; si son corps mince semblait immatériel, elle était hardie, entreprenante, montait à cheval comme un mousquetaire, tirait à merveille, faisait des armes, et jouait fort habilement du couteau. Ajoutez à ces connaissances l'hébreu, qu'elle lisait dans le texte, et la théologie. Enfin, de mœurs libres, elle eut, comme ses ancêtres des cours de Mantoue ou de Forli, des intrigues célèbres ; elle les vivait avec un parfait cynisme et un complet mépris de l'opinion publique.

On sait que la princesse Belgiojoso, patriote ardente, a été un des apôtres les plus agissans du *Risorgimento* italien. En 1831, Metternich la trouvant encombrante, sinon dangereuse, l'exila et confisqua ses biens. C'est alors qu'elle vint habiter la France. Son séjour à Paris, ses relations dans le monde des lettres, ses excentricités, sont connus ; les Mémoires et les livres du temps ont révélé sa vie mondaine et même ses amours, qui furent bruyantes. On a moins parlé de sa vie politique et de ses rapports avec les sectes nombreuses qui, alors, naissaient à chaque manifestation d'un gouvernement oppressif et détesté. Les rapports de police que le prince de Metternich se faisait adresser par les espions qu'il adjoignait à la princesse, témoignent de l'importance qu'il attribuait, quoiqu'il en eût, aux intrigues de cette belle patriote, et aussi de l'influence qu'il lui prêtait sur une société pleine d'aspirations généreuses, vers une Italie libérée et renaissante.

En France, personne encore n'a raconté tout au long l'histoire de la princesse Belgiojoso. Elle a trouvé en Italie son historien en la personne de M. Raffaelo Barbiera, qui a publié sur elle, naguère, un livre très complet où abondent les documens curieux. En Angleterre aussi, M. Remsen Whitehouse lui a consacré un important ouvrage. Sans doute, en France, son heure n'est-elle pas venue. Pourtant, cette ennemie de l'Autriche allemande, traquée, suivie, espionnée, vendue, et malgré cela toujours active dans sa haine, est une figure attachante et qui prend, dans les événemens actuels, un intérêt nouveau.

Mais en pénétrant sa vie, inséparable de celle de l'Italie opprimée, on se demande comment ce pays, après avoir enduré de pareilles souffrances, a pu faire un jour alliance avec son bourreau d'autrefois. Il semble que de telles blessures faites au

cœur d'un peuple y laissent des cicatrices trop profondes pour être jamais effacées. Et ces races sont ennemies..., elles peuvent s'allier, elles ne se confondront jamais. Leur civilisation le leur défend. Celle de l'Italie, qui vient de si loin et qui l'a faite si belle, la sépare de ce peuple germain dont la civilisation est sortie de la « barbarie du Moyen Age. » H. Heine l'a dit en comparant les deux races : « La civilisation chez ce peuple n'a pas un poli remarquablement neuf comme chez nous, où les troncs sont encore rabotés d'hier, où tout sent encore le vernis (1). » Non, cette race ennemie de la race latine, que le temps, la science, ni l'art n'ont su affiner, ne sera jamais la sœur de celle qui a vu naître le Titien, et qui a donné Dante à la Poésie immortelle.

## I

Lorsque, après le traité de Vienne, la main de l'Autriche s'abattit lourdement sur l'Italie, les provinces lombardo-vénitiennes et le Piémont, les premières, ne tardèrent pas à en sentir tout le poids. « Metternich conduisait en souverain la plupart des principautés italiennes, et la malheureuse Italie, même dans les régions où elle paraissait régie par des princes indépendans, n'était qu'une annexe de la monarchie des Habsbourg, un fief de l'Allemagne autrichienne (2). »

Cristina Trivulce était née à Milan en 1808, elle avait donc sept ans à cette époque. Sa mère, veuve à vingt et un ans, s'était remariée avec le marquis Visconti d'Aragona, patriote militant, qui avait pour amis le marquis Confalonieri, Silvio Pellico, Pallavicino..., autant d'hommes que le joug autrichien opprimait. Le salon de la marquise d'Aragona devint le lieu de réunion de ces mécontens. L'odieuse politique de délation que Metternich imposait à l'Italie en fit des ennemis irréconciliables du régime nouveau, puis des conspirateurs actifs qui aspirèrent bientôt à la libération de la patrie et à sa résurrection.

« Le Gouvernement autrichien se dit que l'unique moyen de conserver cette magnifique rapine, écrit un contemporain, c'était de tout germaniser (3). » Nous savons comment ils germa-

1 H. Heine, *Reisebilder*.
2 E. Ollivier, *L'Empire libéral :* Le Principe des nationalités.
(3) La Varenne, *Les Autrichiens et l'Italie*.

nisent. Et d'abord « ils sont convaincus de vivre dans un pays immoral qu'il faut réformer, corriger et châtier (1). » Nous savons comment ils châtient. Or, pour plier leur nouvelle conquête à ses lois et veiller à leur exécution, l'Autriche possède en Lombardie et en Sardaigne, pour ne parler que de ces deux pays, une police terriblement organisée, véritable Inquisition, — et quelle Justice! Malheur à qui lui tombe sous la main : il n'en sortira que coupable. Et d'abord les espions sont partout, dans toutes les familles, sous toutes les livrées, — déjà ce genre leur était familier; pour un rien on est suspect, il viendra un temps où l'étudiant qui s'amusera à crier : *Viva Pio Nono!* dans la rue sera appréhendé et enrôlé de vive force, en guise de punition, dans l'armée autrichienne. Pour une parole prononcée à la légère, la fréquentation d'une société indépendante, on est dénoncé, arrêté, jugé sans avoir droit à un défenseur (2), et condamné en allemand à être pendu, sans savoir pourquoi on a mérité sa peine... Tout progrès est suspect; « l'éclairage des rues au gaz et la navigation à vapeur qu'on tentait alors provoquaient une désapprobation sévère (3), » ces nouveautés facilitant la vie industrielle et commerciale et toute amélioration étant considérée comme un moyen blâmable, destiné à détacher le peuple de ses anciens usages. La philanthropie même est vue d'un mauvais œil : n'est-elle pas, pour les classes aisées, une manière de s'attacher les classes pauvres et de les gagner à sa cause? Veut-on écrire un livre sur l'industrie, l'économie politique, le commerce, il faudra obtenir l'autorisation des censeurs qui président une commission spéciale nommée par le Gouvernement (4). En cas de différend, le manuscrit est envoyé à Vienne, où il reste quelquefois deux ans, trois ans peut-être; quelquefois encore il ne revient pas.

Une circulaire des bureaux de la Censure défend même des points au milieu d'une phrase; les points sont séditieux! il faut supprimer les points, et les remplacer par : etc., etc.

Enfin, la moindre infraction à ces mesures motive des châtimens sévères, cruels, lorsqu'il s'agit de punir un délit soupçonné d'être politique.

(1) Guerrieri, *L'Austria e la Lombardia*.
(2) B. Giovani, *L'Autriche et l'Italie*.
(3) Remsen Whitehouse, *A revolutionary Princess*.
(4) *Circulaire de Vienne*, 18 juin 1823.

« La bastonnade, le jeûne, les fers, contre les prévenus qui refuseraient de répondre aux questions du juge, qui feindraient la folie ou persisteraient dans leurs dénégations (1) : » voilà les châtimens. N'oublions pas non plus qu'au nombre de ceux-ci était la torture, qui faisait partie du pouvoir discrétionnaire du juge. Le *carcere duro*, enduré dans la lointaine Moravie, a dévoré les belles années de maints jeunes patriotes à cette époque. Qui n'a lu Silvio Pellico et l'histoire de ses neuf années passées dans un cachot, des chaînes aux pieds?

Lorsque, après ces épreuves terribles, il est ramené en Italie par son garde-chiourme, il s'arrête à Vienne avec Maroncelli, son ami. Celui-ci est infirme, car on a dû lui couper la jambe, gangrenée par le frottement de ses chaînes dans sa prison; tous deux sont hâves, maigres, rongés de scorbut. Dans le parc de Schœnbrunn qu'ils visitent, l'Empereur autrichien vient à passer; alors le garde-chiourme, pour ne pas attrister la vue du souverain, lui cache les deux malheureux qui lui doivent leur misère!

Lorsqu'elle eut douze ans, le beau-père de Cristina Trivulce fut arrêté avec le marquis Pallavicino, son cousin, Confalonieri, président de la *Federazione*, un Français, Andryane, Castiglia, etc. Tous étaient compromis dans la tentative de 1821 que Charles-Albert avait risquée en Piémont, et qui avait si misérablement échoué. Le procès dura deux ans. Faute de preuves suffisantes, le marquis d'Aragona fut remis en liberté. Mais Pallavicino et les autres accusés durent subir l'exil, — et quel exil!

Cristina Trivulce grandit dans ce milieu troublé. Son éducation, qui fut celle d'un homme instruit, mûrit son intelligence et développa le côté grave et viril de son caractère. D'autre part, « le contact avec ce beau-père libéral contribua à faire éclore chez l'enfant des sentimens patriotiques qui devaient plus tard dominer son existence, et devenir le plus puissant moteur de ses actes (2). »

Ardente et belle, cette patriote de seize ans est la vivante image de la jeune Italie, dont l'esprit déjà songe à la revanche prochaine, à la *Résurrection*. « Tout notre *Risorgimento*, dit M. R. Barbiera, fut un calvaire, une passion. » « L'unité de l'Italie naquit de la souffrance et du sacrifice (3). »

(1) La Varenne.
(2) Mme Dora Melegari.
(3) R. Barbiera, *Passioni del Risorgimento; « ai Lettori. »*

Et il est vrai que, sous le joug abhorré de l'Autriche, la patrie s'était relevée tout entière; le malheur l'avait rendue à elle-même. Les épreuves, si rudes soient-elles, sont salutaires à l'âme des peuples : elle en sort épurée et renouvelée.

## II

En 1829, d'Alton-Shée, accompagnant le vicomte de Lanoue, chargé d'affaires de France à Florence, assistait à un bal donné par le prince Borghèse. Voici comment il parle de ce bal et de notre princesse :

« Au milieu d'une réunion de femmes les plus élégantes et les plus jolies, je fus frappé de l'apparition d'une étrange beauté : sa toilette noire et rouge était simple et bizarre, des cheveux noirs et fins, naturellement ondés, sans aucun ornement, le front large d'un jeune Faust, des sourcils admirablement dessinés, les grands yeux écartés d'une statue antique, un regard mystérieux, donnaient au haut du visage quelque chose de sévère et de profond, tandis que la perfection du nez, le délicieux sourire et l'attrait d'une fossette décelaient la grâce féminine dans tout son charme ; le teint était pâle et mat : elle avait vingt ans et semblait vivre pour la seconde fois... »

Elle s'était mariée à seize ans ; à vingt-deux, elle était séparée. Ce prince Belgiojoso semble avoir été le meilleur et le plus séduisant des amis, mais *bellissimo com'un Apollo*, il aimait peut-être trop la vie et le maximum de jouissances qu'elle offre aux princes beaux et aimables, pour faire un mari. D'ailleurs il ne s'était marié que par persuasion et il courut rapidement à d'autres fêtes. Il aimait le changement, le plaisir, le jeu, la musique, les soupers somptueux, les autres aussi, il aimait tout; et cet Apollon, pour tous ces divertissemens, était doué d'une santé de fer, passait de joyeuses nuits, puis, dispos à l'aurore, il courait à d'interminables parties de chasse dont il ne revenait que le soir... et le soir, il recommençait. Au demeurant, le meilleur garçon du monde, plein d'entrain et de gais propos, adoré de tous, car il était le plus serviable et le meilleur des amis. Il aima sa femme quelques mois, puis il revint à la maîtresse de Byron, la Guiccioli, qu'il avait quittée pour se marier; il revint à elle, — mais il ne s'y tint pas.

A vingt ans, une femme belle comme était la sienne, et fière, ne se résout pas aisément au rôle d'Ariane. La princesse Cristina avait aimé passionnément son mari et souffrit de sa conduite; mais, orgueilleuse, elle savait déjà, par l'impassibilité qu'elle imposait à son beau visage, faire croire à sa froideur; bref, ils se séparèrent à l'amiable, et la jeune femme se consacra de toute son âme à la Propagande de ses idées politiques, à l'Indépendance de l'Italie.

Les sociétés secrètes l'attiraient; sur ce point, la libération de leur pays, le prince Emilio Belgiojoso et sa femme étaient d'accord, — sur ce seul point d'ailleurs, et il faut le noter, — ils aimaient leur Patrie du même amour et souvent ensemble, après leur séparation, ils travaillèrent à la même tâche.

D'Alton-Shée a écrit : « Entre Christine Belgiojoso et son mari, dissentiment général, hormis sur un point : l'affranchissement de la Patrie (1)... » Depuis la condamnation de Confalonieri, le prince était président de la Federazione, une des Sociétés secrètes les plus importantes de l'époque. Cependant le patriotisme du prince Emilio, quelque généreux, actif et dévoué qu'il fût, ne ressemblait en rien à celui de sa femme. Chez elle, c'était une religion. Douée d'une foi extraordinaire, elle apporta une persévérance telle à son entreprise que rien ne la rebuta, aucune épreuve, aucune déception, aucun sacrifice; mais suspecte à la cour d'Autriche, la jeune princesse fut entourée d'espions.

Un soir à Milan, avant sa séparation, en 1828, le comte A. Giuseppe Batthyany donne un bal costumé, toute l'aristocratie est là. Les femmes sont belles, les costumes somptueux. La princesse Belgiojoso, une ferronnière au front, apparaît en dame de la cour de François Ier, et le prince, en maillot blanc, c'est François Ier lui-même! Au milieu de la soirée, la princesse a pour vis-à-vis un superbe Pierre Arétin, et cet Arétin qui a si belle allure et danse de si galante façon, c'est Gaëtano Barbieri, espion aux gages de Torresani, le directeur de la police autrichienne.

Un autre ne la quitte guère, c'est Pietro Svegliati. Même, il est las; il n'en peut plus, car sa « cliente » voyage sans cesse, de Milan à Genève, puis sur le lac Majeur, puis à

(1) D'Alton-Shée, *Mémoires*.

Florence, et encore en Suisse. Pietro Dolce, un *spia* encore, écrit au comte Hartig : « La princesse est une petite folle, *una pazzarella*, qui serait mieux chez elle à Milan que toujours en voyage à l'étranger (1), » et il trouve « qu'elle se compromet, et qu'elle compromet aussi les autres. »

A Gènes, elle connut le plus terrible de ces espions. C'était un personnage très séduisant, un Espagnol qui se nommait de son vrai nom Doria. Il avait réussi à faire partie des sociétés secrètes, et à gagner la confiance de Mazzini qui recommandait ce « frère » à ses amis. Le « frère » en profitait pour les dénoncer aux agens de l'Autriche. Il commença par dénoncer sa propre famille, ensuite un très grand nombre de personnes dont il était devenu l'ami. Parmi ces personnes était notre princesse qui le recevait chez elle ; il prétendit même en avoir obtenu quelques faveurs, mais rien n'est moins sûr que son propre témoignage. De tous ces traîtres la princesse n'a cure; son hostilité au régime autrichien n'est un mystère pour personne, elle est membre de la Carbonaria, Giardiniera, et grande maîtresse de l'Ordre. En outre, les théories de Mazzini l'enchantent, car il vient de fonder la *Giovine Italia*. Malgré une surveillance étroite, elle poursuit ses intrigues, fait du prosélytisme avec ardeur, voyage, trompe l'attention de ses sbires, et trouve toujours le moyen, lorsqu'on la croit en faute, de brandir de magnifiques autorisations autrichiennes, revêtues de toutes les signatures légales. Au grand dépit des fonctionnaires de Metternich.

Pourtant, au printemps de 1831, elle est signalée comme dangereuse : on trouve à Vienne qu'elle s'agite trop. Le comte Hartig, gouverneur de la province lombardo-vénitienne, veut lui faire réintégrer la Lombardie. On ne sait comment, la princesse s'est procuré un passeport pour la France. Le gouverneur envoie à sa poursuite; à Gènes même, sa maison est cernée; mais au moment où la police croit la tenir, elle s'enfuit par une sortie dérobée donnant sur le port, et s'embarque pour Marseille. Puis, comme elle refuse d'obéir aux injonctions de Metternich, qui la menace, si elle ne revient pas à Milan, de déclarer sa mort civile et de confisquer ses biens, ses biens sont confisqués, sa mort civile déclarée. La voici à Paris et pauvre.

(1) Lettre du 21 octobre 1830. Citée par Barbiera, *La principessa Belgiojoso*.

## III

Pauvre? du moins elle le croit, mais elle ne le sera pas longtemps. C'est le moment des excentricités romantiques. Elle s'est logée dans un appartement, place de la Madeleine, au cinquième étage, seule, car elle n'a même pas osé se permettre le luxe d'une servante. Plus tard, elle fera faire ses omelettes par Cousin, qui l'aima, et éplucher ses légumes par La Fayette ou Thiers; et puis elle peindra des éventails, « pour vivre, » dit-elle.

Vingt ans après, elle écrivait à Mme Jaubert et, lui parlant de son arrivée à Paris, elle disait : « Ma double qualité de princesse et de réfugiée servait précisément à me donner des airs d'héroïne de comédie. » Et encore : « Jamais je n'avais touché à de l'argent monnayé et je ne pouvais me rendre compte de ce que représentait une pièce de cinq francs... je pouvais peindre, chanter, jouer du piano, mais je n'aurais su ourler un mouchoir, cuire un œuf à la coque ou même commander un repas. » — Mais elle ajoute fièrement : « En revanche, je n'hésitais pas à classer une médaille antique selon son mérite. » Elle se compare à l'héroïne d'un conte qu'elle a lu jadis, à cette jeune princesse qu'une méchante fée transforme d'un coup de baguette en paysanne : « et la jeune paysanne se prend à pleurer amèrement, ne sachant pas marcher avec des sabots, pétrir une galette, traire une vache, ou filer une quenouille. » Mais notre princesse ne pleure pas, et joue hardiment son rôle; d'ailleurs, elle est très bien accueillie dans la société parisienne. « Mme Récamier, la duchesse de Broglie, M. de La Fayette » la patronnèrent avec empressement, « ce dernier surtout. »

Il se prit pour elle d'une tendresse qu'elle qualifie de paternelle; elle est paternelle, n'en doutons pas : La Fayette avait soixante-quatorze ans. L'heure où elle prépare son repas dans son petit appartement sous les combles est précisément l'heure où le héros de l'Indépendance sort de la Chambre des députés; il monte les cinq étages de sa belle amie pour lui rendre visite. Dans l'escalier raide, elle reconnaît le son de sa canne sur les marches. Il arrive. Il la trouve à son fourneau. La Fayette n'est guère versé dans l'art culinaire, la princesse non plus; mais, dit-elle, « l'exquise courtoisie de M. de La Fayette ne lui eût jamais permis de souffrir qu'en sa présence je prisse la moindre

peine ; nous finissions par nous disputer et la queue du gril et la place au fourneau, » et se récriant sur le manque d'obéissance de son vieil ami, elle se plaignait à lui « du grave inconvénient d'avoir pour marmiton le Héros des deux Mondes (1). »

Ces petites mises en scène visaient sans doute à l'effet, comme l'affirmait Mme d'Agoult, qui la connaissait bien ; c'est la « Theatralita della Vita, » c'est la part aussi du Romantisme — et de la jeunesse ; n'oublions pas que cette proscrite a vingt-trois ans à peine.

Cependant elle est venue en France pour servir la cause de son pays, car elle a fait de l'affranchissement de l'Italie le but de son existence, et elle a quelque espoir que la France nouvelle, qui a adopté la cause des Polonais, adoptera aussi la sienne. A cette France qui s'enflamme si bien pour toutes les libertés entrevues, elle veut faire connaître le malheur de ses compatriotes asservis, montrer la grandeur de leurs énergies et de leurs espoirs... Elle veut aussi gagner l'appui du gouvernement de Louis-Philippe, quelle naïveté ! Louis-Philippe protégeant la *Carbonaria*, quelle invraisemblance ! D'ailleurs le Roi est un non-interventionniste qui a d'autres soucis, il a besoin de l'Autriche (2), et, si le ministère Laffitte, peut-être sous la pression de La Fayette, a paru au début favoriser la cause italienne, Casimir Perier éteindra ces incendies : il ne faut pas créer de difficultés à l'extérieur ! Cependant les efforts de notre princesse n'ont pas été vains. Plus que tout autre, elle a servi son pays en préparant les voies. Sa maison fut un centre que les réfugiés politiques, ses compatriotes, utilisèrent, où ils furent accueillis et aidés, où ils se trouvèrent en contact avec les hommes d'État de notre pays.

(1) *Lettre à Mme Caroline Jaubert*. (*Le National*, septembre 1850.)

(2) Pendant que Louis Philippe s'applique à ménager l'Autriche, Metternich est tout près de faire cause commune avec la Russie contre la France, — et, à défaut de cette combinaison, à tenter le rétablissement de la dynastie napoléonienne. Voici ce que je relève sur les *Rapports journaliers de la Préfecture de Police. Bulletin de Paris*. Paris, le 5 novembre 1831 : « Dans la journée d'hier, les secrétaires de l'ambassade d'Autriche ont presque constamment travaillé avec M. le comte d'Appony. Ils ont dit que l'empereur de Russie poussait l'empereur d'Autriche à rompre avec la France, mais que l'empereur de Russie ne savait pas que, s'il y avait des troubles sérieux en France, l'empereur d'Autriche ferait valoir les droits de Napoléon II, qu'il y avait eu déjà plusieurs conseils chez le prince de Metternich, où ce plan avait été discuté. » (*Archives Nationales*, f. 7, 3885.)

« L'unité de l'Italie, a dit M. Barbiera, s'est faite à Paris par les étrangers, » et si de tels apôtres, par leur manque de cohésion, par leurs efforts souvent inopportuns, n'ont pu faire aboutir un plan déterminé, ils ont néanmoins aplani la route et préparé les esprits; enfin, ils furent un trait d'union entre l'Italie souffrante et l'opinion française. Après leur œuvre généreuse viendra l'œuvre de Cavour, opiniâtre, réfléchie et triomphante.

Le comte Rodolphe Apponyi a noté que la princesse Belgiojoso avait fait des démarches auprès du gouvernement autrichien pour obtenir la levée de son séquestre, qu'elle était même revenue à l'Autriche en l'assurant de son repentir. Mais Apponyi, en qualité de neveu et de secrétaire de l'ambassadeur autrichien, déteste la belle Milanaise; en qualité de bourgeois aussi, car il a l'âme bourgeoise, ce magnat, et les excentricités de cette amazone le choquent. On verra par la lettre suivante l'importance qu'il faudra attacher aux demandes que la princesse fera à Vienne dans la suite. Cette lettre, adressée au baron Poerio, son ami, exilé, membre de la *Federazione*, témoigne de son aversion pour un gouvernement *abhorré* auquel elle ne veut rien devoir par la soumission. Elle repousse la proposition que lui fait son avocat Marocco, proposition qu'elle trouve humiliante pour elle. Le style de cette lettre est très fier, et ses sentimens paraissent irréductibles.

Voici cette lettre; le timbre de la poste est d'octobre 1831 (1).

« Cher Poerio (2),

« J'ai lu la réponse de Marocco, et je l'ai lue avec toute l'attention que vous pouvez désirer de moi. La réflexion que je me suis imposée comme un devoir n'a fait que confirmer ma première opinion. Je considère comme humiliante et inutile la supplique que Marocco me propose d'adresser au gouvernement autrichien. Je la trouve humiliante, parce qu'il semblerait qu'après avoir goûté du pain de la pauvreté, je le trouve trop amer, plus amer que je ne le croyais, plus amer que la soumis-

(1) L'arrivée du baron Poerio à Paris est signalée le 5 octobre 1831 (*Archives Nationales*. F. 7, 12.122.)

(2) Cette lettre, écrite en italien, est inédite.

sion à un gouvernement que j'abhorre, et dont je ne reconnais pas les droits.

« Je la trouve inutile, parce que Marocco disant lui-même que « je pourrais demander la levée du séquestre, au moins en ce qui concerne la perception de mes rentes pour pourvoir aux besoins pressans de ma vie, et ajoutant qu'il lui semble très difficile que je puisse l'obtenir... » qu'obtiendrais-je donc moyennant l'humiliation à laquelle je me serais assujettie? Que la confiscation soit retardée de quatre à six mois, tandis que maintenant elle est de fait retardée indéfiniment, et cette étrange concession, je l'aurais achetée en dérogeant à cette dignité qui doit être la qualité inséparable de l'opprimé? Non, cher Poerio, j'ai beau interroger ma raison et imposer silence à mes sentimens, ma raison ne m'indique d'autre voie que celle que mes sentimens m'indiqueraient.

« Si vous avez quelque chose d'autre à me proposer, nous en causerons; vous ne pouvez douter que votre opinion ne soit d'un grand poids dans la balance.

« Je resterai à la maison dimanche toute la journée, c'est-à-dire à partir de deux heures, mais il y aura probablement du monde chez moi. Si vous préférez me trouver seule, venez un matin avant midi, mais écrivez-moi un mot pour me prévenir du jour que vous choisissez, parce qu'autrement vous courez le risque de ne pas me trouver ou de trouver ma porte fermée, comme je suis obligée de le faire souvent pour vaquer à mes occupations (1).

« A Dieu, cher Poerio, venez vite, je vous prie, et gardez-moi votre amitié.

« CRISTINA DE BELGIOJOSO. »

Comme on le voit, la princesse ne désarmait pas, et se soumettait moins encore. Elle était accusée, à ce moment, d'avoir favorisé l'insurrection piémontaise en versant 100 000 francs à Mazzini, qui en était l'âme (2). 100 000 francs, la somme est exagérée, car ses biens étaient sous séquestre. Il paraît démontré

(1) La princesse habitait à ce moment son appartement de la place de la Madeleine, et elle faisait elle-même son ménage. C'est ce qu'elle appelle « se livrer à ses occupations. »

(2) A la suite de l'échec de cette entreprise, dont la répression fut terrible, Mazzini, exilé, se réfugia à Marseille, où il trouva asile dans la maison de Démosthène Ollivier, père d'Emile Ollivier. Il y demeura caché pendant un an.

par un échange de lettres avec son mari qu'elle avait donné 40 000 francs, produit de la vente de ses bijoux. Emilio, l'apprenant, et attendri de ce sacrifice, offre de lui rendre d'autres bijoux pour une pareille somme, mais elle refuse gentiment. Que tout ceci est bizarre ! On se quitte, mais on reste bons amis, puis l'on s'écrit ; galamment, le mari offre un écrin ; cependant ce mari n'est à Paris que parce qu'il a suivi la Guiccioli, qui vient d'y arriver. Celle-ci, du reste, a épousé le marquis de Boissy, très fier du passé byronien de sa femme. On a même dit que, la présentant un jour à Louis-Philippe, il insista et dit : « La marquise de Boissy, ma femme, autrefois la maîtresse de Byron (1)... » Bientôt le prince et la princesse Belgiojoso vivront en camarades sous le même toit ; la Guiccioli assistera aux soirées de la princesse, et le prince y paraîtra de même, jusqu'à ce qu'une autre femme l'entraîne sur d'autres rivages...

En 1833, Belgiojoso et sa femme contribuèrent encore pécuniairement à la tentative que le général Ramorino fit en Savoie, et, avec eux, le frère du prince, Antonio. Tous trois furent accusés de haute trahison, Antonio fut même emprisonné à Turin. Mais le procès intenté contre eux traîna en longueur ; plusieurs fois, le cours en fut interrompu : on attendait des pièces de Rome, de nouveaux témoignages. Peut-être le gouvernement du vieil Empereur hésitait-il à condamner encore et toujours. Ces considérations, en d'autres temps, ne l'avaient pas arrêté, il est vrai : se rendait-il compte à présent que ces procès perpétuels irritaient l'opinion publique et ne diminuaient pas, au contraire, le nombre des rebelles ? Un jour, l'instruction contre le prince et son frère fut arrêtée. Mais elle continua pour la princesse ; les charges qui pesaient sur elle étaient plus graves... et puis tout à coup les poursuites cessèrent pour elle aussi.

C'est ici que l'opinion d'Apponyi semble prendre quelque vraisemblance, lorsqu'il déclare qu'elle a cherché à se rapprocher du gouvernement « abhorré. » D'autres ont dit qu'elle avait écrit à Metternich, à l'archiduc Ranieri, etc. (2). Dans une conversation qu'il rapporte avec Mme de Rumford, Apponyi dit : « Notre Empereur a été pour elle un bon père, qui pardonne

(1) Remsen Whitehouse.
(2) *Corriere della Sera.*

dès qu'il voit le véritable repentir (1), » et cette image est assez plaisante : le vieil Empereur tortionnaire, un bon père! On ne voit guère non plus notre dame impétueuse repentante! M. Barbiera, qui connaît admirablement la question, croit qu'elle usa de ruse, et dupa les puissans inquisiteurs de la Cour de Vienne, sans en excepter Metternich. Sa fortune lui étant indispensable pour l'œuvre qu'elle avait entreprise, elle désirait se faire rendre, sinon ses biens, du moins ses revenus, et fit croire à Vienne que l'air de la Lombardie était nuisible à sa santé. Sans doute ne respirait-elle bien qu'en France où elle avait affaire? Bref, elle dupa tout le monde et on l'appela chez les hauts fonctionnaires la très astucieuse : *l'astutissima*. Mais, lorsqu'on s'en rendit compte, il était trop tard. Dans un rapport adressé à Seldnitzky, président de la haute police de Vienne, Metternich conclut que « ce serait chose sage de permettre à la princesse Belgiojoso de disposer librement de ses biens, mais seulement après son retour en Lombardie, et, en attendant ce retour, de limiter son séjour à l'étranger au temps nécessaire à sa santé. Passé ce temps, on lui accordera seulement une pension alimentaire indispensable (2). »

Bientôt le vieil Empereur mourut et une amnistie générale fut accordée pour l'avènement de Ferdinand Ier aux condamnés politiques.

Notre exilée va abandonner son rôle de proscrite pauvre. Le manteau de Peau-d'Ane va tomber; et voici maintenant une belle princesse éblouissante!

## IV

Elle habite rue Neuve-Saint-Honoré, à côté de son vieil ami La Fayette, qui la protège et la reçoit à ses mercredis où elle a grand succès. Elle a un hôtel, dans lequel le Tout-Paris artistique, politique et mondain se réunit, se presse et se divertit. Elle a un grand nègre enturbanné, qui introduit d'abord ses amis dans un oratoire éclairé de vitraux gothiques, meublé d'un prie-Dieu que surmontent un large volume des Pères de l'Église

(1) *Mémoires du comte Apponyi*, vol. III, p. 31.

(2) Dal Tedesco, *Archivio del Ministero degli Interni a Vienna*, n° 7752. Année 1832, cité par Barbiera

et un crâne humain. La mode est aux crânes : et les Romantiques chantent :

Nous allons boire à nos Maîtresses
Dans le crâne de leurs amans...

Celui-ci n'était pas destiné à de si profanes usages, mais à l'étude de la fragilité humaine, je pense, lorsque la princesse écrivait son *Essai sur la formation du dogme catholique*. Après avoir traversé ces sombres lieux, on entre dans une chambre tendue de blanc et d'argent, puis dans un salon tendu de noir et d'étoiles où elle-même apparaît étrange, mince et longue et si pâle, si pâle que l'on ne voit d'abord que cette pâleur qui impressionne. Mme d'Agoult affirme que c'est un remède qu'elle prend pour ses crises nerveuses, le *Datura stramonium*, qui la rend si blême. Elle reçoit le samedi soir; les artistes surtout sont les bienvenus après ses compatriotes, et ces littérateurs qu'Apponyi traite dédaigneusement de « barbouilleurs de papier à vingt-cinq sous la page. » Il est bon d'ajouter que ces barbouilleurs s'appelaient Musset et Henri Heine.

Elle reçoit aussi des hommes politiques : Thiers, Mignet, Villemain, des « universitaires à ne pas savoir où les fourrer, » sans compter les abbés, et Bou Maza, « lion du désert, dit Charles Monselet, tenu en laisse par le capitaine Richard, » et encore V. Cousin, Chenavard, Ary Scheffer et des musiciens : Rossini, Meyerbeer, Liszt, Doëhler, et le doux Bellini. On fait chez elle de la charmante musique de chambre, profane avant le Carême, religieuse pendant. Belgiojoso chante, car il a une voix adorable.

Plus tard, la princesse de Metternich l'entendra chanter à Milan accompagné par Rossini; enthousiasmée, elle s'écriera : « Quelle voix! » et lui : « Et quelle perte pour la musique si votre mari m'avait fait exécuter! »

Apponyi lui-même assiste à ces réunions, et les traite assez mal : « Cette réunion chez la princesse ressemblait à celle qui aura lieu dans la Vallée de Josaphat : j'y ai vu l'ancien secrétaire intime de Robespierre. Concevez-vous une semblable tolérance! La seule excuse que je puisse alléguer en faveur de la princesse, c'est de dire que cette femme est folle (1). »

Ce soir-là, on a joué le *Requiem* de Mozart. La princesse

(1) *Mémoires du comte R. Apponyi*. Vol. III, p. 371.

était malade et plus pâle encore qu'à l'ordinaire; le jeune secrétaire d'ambassade lui trouve « une allure de spectre. »

Après la musique, on valse dans la salle à manger, galerie longue ornée de sculptures en stuc et de peintures pompéiennes, dans laquelle on pousse le piano. Les « lions » valsent avec fureur; il y a là Musset, Ferdinand de Lasteyrie, d'Alton-Shée, Gontaut-Biron. La princesse avec ses sœurs et une jeune Transteverine, Eleuteria, parente du patriote Celesto Menotti qu'elle a adoptée, reçoit. De temps en temps, elle passe en tourbillonnant. Mais après minuit, quelques amis restent encore auprès d'elle pour causer. La marquise Bedmar, princesse moldave, dont on a dit « elle a l'âge d'un roman de Balzac et l'aura toujours, » l'abbé Lanci, Heine, Scheffer. La princesse, couronnée de fuchsias, fume un long narghilé, et entre chaque bouffée elle puise avec une petite pince d'argent dans une coupe de vermeil où elle cueille de fins morceaux d'orange...

Voici un sonnet inédit écrit pour elle en 1836. Il m'a été communiqué par M. Henry Prior, érudit très versé dans notre romantisme.

*Sonnet d'un républicain farouche à Madame la princesse de B...*

A Madame la princesse de B...

Mai 1836.

Voyez ces habitans de la molle Italie,
Que de Winterhalter nous traça le pinceau
Dans son Decameron : quel magique tableau!
Que la nature est là vaporeuse, embellie!

Entendre Rubini, Thalberg, Damoreau,
Ou le cor de Gallay qui tour à tour s'allie
Aux chants d'amour, de guerre ou de mélancolie,
C'est connaître des arts ce qu'ils ont de plus beau.

Mais il est une chose et plus douce et plus belle,
Et qui n'a point encor trouvé de cœur rebelle,
Charme indéfinissable on te résiste en vain!

Cette toute-puissance inconcevable, étrange,
Et qui semble à mes yeux faire apparaître un ange,
C'est de Belgiojoso le sourire divin!

On ne peut nier qu'elle faisait des enthousiastes. Henri Heine, qui l'avait connue chez La Fayette, était des plus assidus

parmi les intimes. Il l'aima fidèlement; et son amour, sans espoir, se transforma en amitié fervente, ce qui est rare, quoi qu'on dise. Jusqu'à la fin, il l'admira, et elle lui fut une conseillère, « la seule dont les avis furent écoutés. »

Il lui écrivait : « Vous êtes la personne la plus complète que j'aie trouvée sur la terre. Oui, avant de vous connaître, je me suis imaginé que des personnes comme vous, douées de toutes les perfections corporelles et spirituelles, n'existaient que dans les contes de fées, dans les rêves du poète. A présent, je sais que l'idéal n'est pas vaine chimère, qu'une réalité correspond à nos idées les plus sublimes (1). » Et encore : « Vous êtes la plus belle, la plus bonne, la plus admirable personne que j'aie rencontrée sur la terre; votre souvenir embaumera mon existence (2). »

Et à Mignet, en parlant de sa Muse, il disait : « Je serais un monstre, un barbare, un *tedesco*, je lui volerais un seul de ses précieux momens en lui demandant de ses nouvelles! Un jour qu'elle ne sera que spirituelle et princesse et que moi je serai tout à fait son Ballanche, alors je lui écrirai de grandes lettres et elle me répondra de longues pages, mais je prie le bon Dieu de retarder ce jour-là aussi longtemps que possible. Cependant il me faut savoir comment la princesse se porte, et c'est vous, monsieur Mignet, qui *m'écrira* cela. »

Avec les années, le pauvre Henri Heine, de plus en plus malade, s'éloigna de sa belle amie, redoutant son influence, car il songeait à épouser Mathilde, et la princesse ne pouvait que blâmer Mathilde... Mais le poète est seul, il est malade, et Mathilde est là; plus tard, quand elle l'aura épousé, elle se réservera de lui faire chèrement payer sa présence et ses soins.

En 1847, il écrivait à la princesse :

Montmorency, 21 septembre 1847.

« Très belle princesse!

« Je ne vous fais pas grâce de la visite que vous m'avez promise; seulement, au lieu de venir à Montmorency, venez me voir à Paris, faubourg Poissonnière, 41, où je me réinstallerai en quelques jours. Ma maladie est devenue insupportable, la paralysie a gagné aussi les pieds, les jambes et tout le bas

(1) J. Legras, Appendice à *H. Heine poète*.
(2) Lettres autographes et documens historiques. Charavay, décembre 1913.

ventre, de sorte que, depuis une quinzaine, je ne peux plus marcher du tout, *sic transit gloria mundi*. Je vous prie, veillez bien à votre santé. Mes complimens à Mlle Marie (1), à qui, je ne sais pourquoi, j'ai pensé souvent dans ma solitude.

« Je suis, madame la princesse, votre très humble et très obéissant et très malade

« HENRI HEINE. »

Mais qu'était, au point de vue des sentimens, cette femme qui en inspirait de si fidèles et de si profonds? Souvent les hommes de son temps l'ont traitée d'insensible. Cependant elle semble avoir passionnément aimé son mari au début et, après lui, Mignet. Cette réputation de froideur et de cruauté même serait donc l'œuvre de tous ceux qui l'auraient aimée en vain. Beaucoup l'ont aimée. La vie libre qu'elle adoptait, ses allures romanesques, et souvent mystérieuses, mais plus que toute chose sa radieuse beauté excitaient les convoitises. Il semble bien qu'elle-même, lorsqu'elle n'affectait pas ses airs d'impératrice, autorisait quelques espoirs. Qui donc a dit d'elle : « Elle se prêtait? » C'est, je crois, Balzac, qui, d'ailleurs, parle d'elle cavalièrement.

« Trois hommes se disputaient ses faveurs : A. de Musset, H. Heine, et Mignet, « le beau Mignet. » Ce dernier l'emporta, et resta pendant de longues années « l'ami le plus tendre et le plus intime de la belle Italienne (2). » Est-ce tout? Ses biographes ont compté « le reste » pour des caprices... et ce « reste » me rappelle le si joli mot de cette petite comédienne, héroïne d'Anatole France, qui, interrogée sur son premier amour lorsqu'elle était au Conservatoire, répond : « Mon premier amant, c'est mes professeurs! »

Non, notre princesse ne fut pas insensible, mais ne tombons pas dans l'excès du *spia* Pietro Svegliati, qui lui prête un nombre exagéré de « caprices. » En tout cas, elle n'était guère accessible; nous savons que, comme Heine, Cousin l'aima sans espoir, et que Musset ne réussit pas davantage; il s'en vengea en écrivant les *Stances sur une morte*. Balzac a dit : « Elle

(1) Marie était la fille de la princesse, née en 1838. Elle devint plus tard la marquise Trotti-Bentivoglio.

(2) J. Legras, *H. Heine*.

a enlevé Musset à George Sand et Liszt à Mme d'Agoult (1). » On sait combien ces deux assertions sont fausses. Sa conduite envers Musset est même d'une cruauté raffinée, pire que de la coquetterie; elle le dédaigne, et le traite en collégien. C'est le moment où, se confiant à la Marraine, il écrivait : « Elle a des yeux si grands, si grands, que je m'y suis perdu et que je ne m'y retrouve pas. » Mais elle le laissa « tout déconfit; » et c'est pourquoi Musset l'accusera d'insensibilité cruelle, car il prétend qu'elle l'a encouragé. « Vous ne savez pas, Marraine, non, vous ne pouvez point savoir à quel point on m'a tué, éreinté, abîmé, comme on m'a attiré et laissé faire, quelle profonde, perverse et malfaisante coquetterie on a employée de sang-froid avec un pauvre diable qui aime de tout son cœur... »

Cependant, ne plaignons pas trop Musset; il sait se venger, il écrira :

Elle est morte et n'a point vécu,
Elle faisait semblant de vivre,
De ses mains est tombé le livre
Dans lequel elle n'a rien lu.

Mme Jaubert lui affirme que la princesse n'a pas lu ces vers. Mais il n'en croit rien. « Ainsi donc Uranie n'a pas lu la *Revue!* Vous ne croyez pas, j'espère, que je crois que vous croyez que je le crois!... Quant à ce qui est d'avoir une brochure sous le nez *dove di voi si favella* et de ne pas l'ouvrir, *No, my dear lady, I can't believe it* (2). »

Arsène Houssaye, appelé par la princesse Belgiojoso, accourt, se réjouissant d'une soirée tête à tête... Mais elle l'a fait venir pour lui parler du Pape, et c'est pour Houssaye une première déception; puis elle lui demande d'écrire dans sa Revue *l'Ausonio*, car elle a fondé naguère *la Gazzetta Italiana*, qui est devenue *la Rivista Italiana*, puis *l'Ausonio* : elle en fondera bien d'autres!

Ce soir-là, elle dit à Houssaye : « Vous êtes un Italien égaré dans le Septentrion. » Elle veut le gagner à la cause de l'Italie; et Houssaye : « De grâce, ne parlons pas politique. » — « Vous avez raison, m'a-t-elle dit de son sourire rouge et charnel. » Car Houssaye veut ramener la conversation sur un terrain plus

(1) *Lettres à l'Etrangère.*
(2) *Souvenirs de Mme Jaubert*, page 109.

galant; mais elle lui répète qu'elle veut sauver l'Italie. « J'écris au Pape et, s'il y a en lui l'étoffe d'un homme d'État, je prendrai bientôt mon espingole! » C'était en 1846... Mais voyant que son interlocuteur ne s'intéresse pas au Pape, et sachant où il veut en venir, elle lui dit froidement : « Votre horloge retarde, nous ne sommes pas ici-bas pour nous amuser. » Alors, Houssaye, qui n'est pas de cet avis, nous avoue sa défaite et il fait comme Musset, il dit en la quittant : « Ci-gît une femme qui a été aimée, mais qui n'a pas aimé (1). » Car c'est une disposition assez masculine d'accuser de froideur une femme auprès de laquelle on a échoué. Un écrivain contemporain a dit : « Les hommes se vengent avec cruauté des femmes qui ont été plus passionnées pour les idées que pour l'amour; c'est un vol qui leur est fait (2). »

Pendant ce temps, le bel Emilio, renonçant à la politique, avait enlevé la duchesse de P... Il s'enferma douze années avec elle dans sa villa Pliniana sur le lac de Côme, puis elle l'abandonna. C'était la première fois que pareille aventure arrivait à ce volage, il ne s'en consola jamais. La princesse sa femme, que cet enlèvement avait laissée impassible, continuait à Paris sa propagande et ses menées politiques.

## V

En 1845, elle apparut à Milan pour les affaires de son journal, *la Gazzetta Italiana*, qui venait d'être interdit; puis chez elle, à Locate. Plus que jamais suspecte au gouvernement de Metternich, elle peut jouir cependant de l'amnistie de 1838. Elle en profite pour s'occuper très habilement du sort de ses paysans, car sans doute a-t-elle voulu faire d'eux les partisans de l'avenir. Mais, pour atteindre ce but, il faut les éduquer, les éclairer, les mettre à même de comprendre. Alors, elle se jette avec impétuosité dans cette nouvelle voie : l'amélioration des masses. Pendant plusieurs mois, elle se fait oublier de Vienne et elle se donne à la réalisation de ses projets. Elle fait de la bonne démocratie, construit des logemens salubres, instruit les enfans, fonde des cercles pour les paysans; dans son château, elle en héberge trois cents, qui se récréent et se chauffent

(1) *Confessions* d'Arsène Houssaye.
(2) Mme Juliette Adam, *Mes premières armes littéraires et politiques*.

dans son salon. Elle met sur pied même une fabrique de gants où elle rêve d'occuper cent femmes. Bref, elle s'ingénie, se dépense, s'agite et se dévoue, se fait aimer, et, finalement, tombe malade et rentre à Paris.

1846 est une année féconde pour l'avenir de l'Italie. Le prince Louis-Napoléon venait pour la troisième fois d'attirer sur lui les regards de l'Europe. Le 27 mars, il s'enfuyait du fort de Ham et se réfugiait à Londres où il attendit vainement le passeport que l'Autriche lui refusait pour embrasser une dernière fois le roi Louis, mourant à Livourne.

La princesse Belgiojoso l'avait connu naguère en Italie. Il était un ancien carbonaro, elle ne l'avait pas oublié. Comme elle désespérait de l'aide que Louis-Philippe pourrait lui donner jamais, elle se rapprocha de Louis-Napoléon. Il semble que déjà elle ait cru en son étoile, et que déjà elle ait sollicité son appui pour l'avenir. Cependant, rien ne semblait moins certain que cet avenir. « Jamais la cause de Bonaparte, dit E. Ollivier, ne parut plus perdue qu'à la veille du jour où elle allait triompher. » Impétueusenent, mais intelligemment, la princesse alla voir Louis-Napoléon à Londres. Sa visite n'a point passé inaperçue. Voici une lettre que le prince lui écrivait, lorsqu'il l'attendait à l'hôtel de Jermyn Street. On verra que tous deux sont d'accord : sans doute le poussait-elle à agir, car il se défend de ses scrupules.

Brunswick Hotel, Jermyn street, 20 juin 1846.

« Madame,

« Je vous remercie bien du petit mot que vous m'avez envoyé. Croyez que, libre ou captif, une marque de votre amitié me sera toujours chère. Je ne vous avais pas écrit parce que j'espérais apprendre d'un jour à l'autre votre arrivée à Londres et que j'aurais bien préféré vous voir que de vous écrire.

« Enfin, dès que vous arriverez ici, faites-le-moi savoir, car à Londres il est bien difficile de se trouver quand on ignore où l'on demeure.

« J'ai été obligé d'écrire au prince de Metternich pour avoir la permission d'aller en Italie; j'espère l'obtenir, mais pas avant un mois. D'ici là, je vous verrai, j'espère, et ce sera un véritable bonheur que de causer avec vous.

« J'espère que maintenant nous serons d'accord, et que vous ne blâmerez plus mes scrupules. Vous avez dû approuver ma lettre à M. de Saint-Aulaire (1).

« Adieu, madame, recevez l'assurance de mes sentimens de respectueuse et tendre amitié.

« NAPOLÉON-LOUIS B. (2). »

Lorsqu'elle le revit à Rome, et plus tard en France, la princesse put rappeler à Louis-Napoléon leurs entretiens et ce mot : « Laissez-moi d'abord mettre les choses au point en France, ensuite nous penserons à l'Italie (3). » Enfin, lorsque, le 8 juin 1859, elle vit l'empereur des Français acclamé à Milan à côté de son roi, peut-être se dit-elle qu'avant tout autre, elle avait compté sur ce secours, et, qui sait? préparé cette heure.

M. Maspero assista, dit-on, à l'entrevue de Londres; sans doute, n'assista-t-il pas à toutes les entrevues de la princesse et du futur empereur; il y en eut, je crois, d'assez tendres. La princesse ne se servait pas toujours de dialectique pour arriver à ses fins...

Mais sa vie, si multiple, ne suffisait pas entièrement à son activité débordante. A côté de la femme politique et de la mondaine, il y avait encore place pour l'écrivain. « Les ouvrages de Mme Belgiojoso, dit Monselet, sont plutôt ceux d'un bénédictin que ceux d'une femme du monde, » et de fait, c'était un écrivain austère, lorsqu'elle entreprenait, aidée de l'abbé Cœur, disent quelques-uns, l'*Essai sur la formation du dogme catholique*, que Lerminier, d'ailleurs, a fort maltraité dans cette *Revue*. Sainte-Beuve juge l'œuvre ainsi : « C'est sérieux, catholique d'intention, semi-pélagien et origénien de fond, d'un style très ferme, très simple. » Austère aussi son *Essai sur Vico*, qu'elle publia en 1844 avec une traduction de la *Scienza Nuova*. Mais elle fut encore écrivain d'histoire lorsqu'elle donna à la *Revue des Deux Mondes* la relation fidèle et vécue de l'*Insurrection italienne* en 1848. Plus tard, elle écrira un important ouvrage sur la *Syrie* où elle voyagea de longs mois. Enfin, elle

(1) Le prince, en arrivant à Londres, avait écrit à l'ambassadeur de France pour l'informer de sa présence, et l'assurer qu'il n'avait pas quitté sa prison pour troubler le repos de l'Europe, mais uniquement pour remplir son devoir filial.

(2) Inédite. Cette lettre m'est communiquée par M. H. Prior.

(3) R. Whitehouse.

collabora à maints journaux français et étrangers, sans compter ceux qu'elle dirigea et transforma sans cesse pour échapper à la vigilante police.

Mme Adam a écrit : « La princesse Belgiojoso ensorcelait Buloz et faisait la propagande la plus active à la *Revue des Deux Mondes*. » Pour ce qui est de la propagande, je crois la remarque exacte : elle en faisait jusque dans les couloirs de la Chambre, où elle haranguait les députés, elle devait en faire à la *Revue*. D'ailleurs F. Buloz s'est toujours intéressé à la cause italienne; plus tard, il en donna maintes preuves à Cavour, qui était son ami; quand à l'ensorcellement, je pense que George Sand fut seule à exercer sur François Buloz une influence qui mérite ce nom.

En 1847, notre princesse habitait rue du Mont-Parnasse un hôtel entouré d'arbres. Une porte majestueuse en fer forgé la séparait du reste du monde. Un grand jardin était là, plein d'herbe, de désordre et d'ombre. Sur la pelouse paissaient des chèvres blanches que la petite Marie poursuivait. Devant la porte de la maison, quand l'air était doux et le soleil chaud, Augustin Thierry s'asseyait sur un grand fauteuil; il avait loué un pavillon dans le jardin de la princesse, qui l'entourait de soins et d'affection. Ainsi sa nuit était moins noire.

Terenzio Mamiani disait que « lorsque la princesse adressait à Augustin Thierry quelque affectueuse parole, des larmes abondantes coulaient de ses paupières closes : *Scorrano dalle chiuse palpebere, di lui lacrime cosi abbondanti.*

On ne peut nier à cette femme, si fantasque parfois, l'affection fidèle et dévouée qu'elle a donnée à ses amis.

La Fayette, depuis 1834, était mort, mais elle ne l'avait pas oublié. Elle écrivait en 1845 à un rédacteur de *l'Époque* : « Non, monsieur, je n'ai rien oublié de tout ce qui se rapporte au digne et paternel ami auprès duquel je vous ai vu. Je vous remercie du souvenir que vous avez gardé de moi, et il me semble naturel que ces souvenirs se maintiennent parmi les personnes qu'un lien commun d'amitié et de respect attachait au général La Fayette (1). » Pas plus que celle qui l'unissait à Heine, l'amitié qu'elle avait vouée à Augustin Thierry ne s'est amoindrie avec les années; lorsqu'ils étaient séparés, ils s'écrivaient avec

(1) Lettre inédite.

ferveur. Il l'appelait alors : « Ma chère sœur, » et elle : « Mon cher frère. »

Mais la fin de cette année 1847 est remplie déjà de rumeurs et de mouvemens insurrectionnels, à tel point que la princesse, informée de ce qui se passe au delà des monts, croit l'heure venue. Quelle heure? Celle de l'Italie! Et 1848 la trouve à Naples. Elle a raconté ici même une partie du rôle qu'elle joua dans l'insurrection de Milan : c'est à ce moment qu'elle fut, « nouvelle Bradamante, » générale d'armée.

## VI

Dès que la nouvelle de l'insurrection milanaise lui parvient, elle est sur la brèche, lève un corps de volontaires, se met à leur tête, s'embarque avec son bataillon pour Gênes. Plus de dix mille *giovanetti* veulent partir avec elle, mais son bateau ne peut en contenir que deux cents. Et c'est un enthousiasme sans nom. Dans la rade de Naples, autour de son navire, d'autres se pressent. « Tous, dit-elle, nous laissaient pour adieu ces mots : « Nous vous suivrons! »

Sur le pont, entourée de ses hommes, « distribuant des brevets et des grades avec cette formule : Nous, princesse Christine de Belgiojoso, nommons par la présente (1) etc., » nous sommes avec elle en plein théâtre. Mais les *giovanetti* sont enchantés et ils adorent cette femme, exaltée et belle, qui leur promet la victoire.

Même enthousiasme à Gênes, la princesse annonce 100 000 autres jeunes patriotes, les siens sont républicains. N'est-elle pas disciple de Mazzini? Malgré cela, ils crient : « *Viva Pio Nono!* » Mais il s'agit d'abord de la libération de l'Italie : les opinions se préciseront ensuite. A Milan, son entrée est triomphale; la foule encombre les rues, se presse autour de sa voiture, des fenêtres on l'acclame, et les vivats retentissent lorsqu'elle passe, heureuse, toujours avec un peu de mise en scène, brandissant et serrant sur son cœur les trois couleurs nationales. Ceci est la partie la plus séduisante du voyage.

Il existe à Milan, dans la collection iconographique si instructive du *Risorgimento*, une gravure typique. Elle représente le

(1) Remsen Whitehouse.

buste de Charles-Albert posé sur un tout petit autel : l'autel de la Patrie sans aucun doute. A droite, la princesse Cristina, coiffée d'un feutre à plumes, la taille mince dans une longue tunique, l'air dégagé, son éternel drapeau à la main, couronne le triste buste du Roi, qui paraît atterré. A gauche, est un *giovanetto* romantique, coiffé lui aussi d'un feutre cavalier ; sur ses épaules flotte une longue cape de velours, il a une moustache en croc et l'air résolu ; lui aussi tient un drapeau, lui aussi couronne Charles-Albert. Dans cet ensemble, la princesse et le *giovanetto* seuls sont vivans et prêts à l'attaque ; Charles-Albert est morne et embarrassé, et c'est l'histoire de l'Insurrection milanaise. La princesse, en effet, animée d'un espoir que le peuple semble avoir partagé avec elle, ne trouve pas, dans le Roi, le chef résolu qu'elle désirait trouver ; il est fuyant, il est invisible. Ne pouvant le joindre, elle lui écrit. Elle lui fait des propositions de fusion : « les partis doivent être oubliés, le sort de l'Italie seul est en jeu, » et le Roi lui fait répondre que « l'on compte sur elle plus que sur n'importe quelle personne. » La voilà heureuse.

Mais que sont devenus les *giovanetti* ? Hélas ! avec les autres troupes on les a envoyés au-devant de l'ennemi, et le comte Hübner dit qu'ils se sont dispersés et qu'on les a revus en haillons, mendiant aux portes de la ville ! Cependant notre générale s'impatiente : l'ennemi s'avance, le Roi ne va-t-il pas agir ? Elle fait demander une audience, elle veut connaître les intentions de ce prince, qui certainement n'est guère entreprenant, ni guerrier, et qui fait dans toute cette histoire assez triste figure. Sans repos, elle se rend du Comité de la défense au quartier général de Charles-Albert, qui lui dépêche son secrétaire. Satisfaite après une conversation avec le secrétaire, elle se retire « en le priant de féliciter le Roi sur ses belles résolutions (1). »

Mais les belles résolutions de Charles-Albert sont de vaines paroles, car il se sauve la nuit sur un cheval d'emprunt, de peur d'être reconnu, sans défendre Milan qui, comme l'on sait, tombe aux mains des soldats de Radetzky.

Alors, « le général d'Aspre laissa un libre essor aux vengeances, aux attentats isolés. Les forçats de Porta Nuova furent

(1) *L'Italie et la Révolution italienne en 1848*, par la Princesse Christine Trivulce de Belgiojoso dans la *Revue des Deux Mondes* du 1er octobre 1848, p. 157.

mis en liberté; ils s'unirent aux soldats pour entrer dans les maisons, désormais désertes, et en emporter tous les objets de quelque prix. Des maisons ils passèrent aux églises, des églises aux musées nationaux (1). »

Les généraux malades qui étaient restés à Milan furent condamnés à mort. Le pillage de la ville fut terrible. « Quand les Autrichiens rentrèrent à Milan, dit La Varenne, ils brûlèrent les meubles, livres, papiers de famille... ils donnaient les robes des dames aux filles qu'ils amenaient avec eux (2). » Les temps n'ont pas changé et l'on reconnaît la manière. On peut supposer après cet échec, la fuite de son roi, le pillage de Milan par l'ennemi qu'elle avait espéré voir anéanti, que la princesse est découragée : il n'en est rien. Ces événemens sont du mois d'août. De retour à Paris elle écrivait à M. Rendu, rédacteur au *Siècle*, en le priant de faire passer « ce fragment d'une adresse de l'émigration lombarde à la République française. »

L'adresse, qui est datée de Lugano (28 septembre 1848), débute ainsi :

« Au Gouvernement de la République française avant que les Puissances médiatrices aient fait connaître leur intention au sujet de l'Italie et de crainte que l'opinion publique ne soit égarée sur une fausse appréciation des faits, nous croyons nécessaire d'interpréter la pensée du peuple italien, juge suprême en pareille question...

« Toute médiation ayant pour but le bien-être et la pacification de l'Italie doit être appuyée sur ces deux faits : l'émancipation absolue de l'Italie de toute domination directe ou indirecte de l'Autriche.

« La question italienne n'est pas une question d'organisation ou de politique intérieure, c'est une question nationale, une question d'indépendance... »

Après avoir invoqué les sympathies de la France et l'exécution de ses promesses, les réfugiés italiens concluent ainsi :

« Si le jour d'une fraternité franche et loyale des nations n'était pas encore venu, même pour la République française, si les peuples ne peuvent attendre encore de cette République une diplomatie autre que celle de Louis XVIII et de Louis-Philippe, nous disons avec une tristesse profonde, mais sans

(1) *L'Italie et la Révolution italienne en 1848.*

(2) La Varenne, *Les Autrichiens et l'Italie*, p. 86.

abattement ni désespoir, à la France : Laissez-nous lutter seuls contre notre destinée pour ce principe de nationalité que vous nous aviez promis de défendre. Nous déplorerons encore une illusion (de) perdue, vous déplorerez plus tard la perte d'une alliée puissante et fidèle. Mais en nous enlevant votre appui, vous ne nous enlèverez pas, s'il plaît à Dieu, nos droits imprescriptibles à la liberté, et notre résolution inébranlable de combattre tous et toujours pour revendiquer l'exercice de ces droits, l'indépendance absolue du sol lombardo-vénitien, l'affranchissement enfin de l'Italie tout entière de cette tyrannie étrangère qui directement ou indirectement l'opprime. »

« Suivent plusieurs milliers de signatures, parmi lesquelles celles de plusieurs généraux, ministres, chargés d'affaires du gouvernement lombardo-vénitien; de plusieurs journalistes, officiers supérieurs, M. Mazzini, général de Maistre, Restelli, etc. (1). »

J'ai feuilleté la collection du *Siècle* en septembre-octobre 1848, mais je n'ai pas trouvé trace de cette adresse dans le journal. Cependant, tout en rédigeant des adresses et en écrivant des articles, la princesse Cristina avait fondé deux nouveaux journaux : *Il Crociato* et *La Crocie di Savoja*. Mais cette activité de plume n'entravait pas sa vie mondaine. Chez Armand Marrast, dans le fameux bal troublé par le populaire, la princesse apparaissait vêtue en Italie, et appuyée sur la princesse Czartoriska vêtue en Pologne.

Elle est toujours belle, mais si pâle, si pâle, qu'un gamin en la voyant dans la rue s'écriait : « Ah! celle-là qui a oublié de se faire enterrer (2)! » et que chez M^me^ Ancelot, une dame, à qui sa voisine demande comment elle la trouve, répond : « Elle a du être bien belle de son vivant! »

Mais l'Italie domptée n'était pas vaincue. « Un esprit de défi soufflait sur la population tout entière. » Voici le genre d'instructions adressées aux Lombardo-Vénitiens, qui circulaient imprimées, malgré la surveillance de la police.

« Tenez-vous prêts à frapper le grand coup; inquietez sans cesse l'ennemi, ne lui laissez ni paix ni trêve, épiez ses mouvemens, prenez-le à l'improviste, égorgez-le sans merci, surtout les officiers. Refusez l'impôt... ne rien user d'allemand.

(1) Communiqué par M. H. Prior.
(2) M^me^ Adam, *Mes premières armes littéraires et politiques*.

Les riches eux-mêmes s'habilleront simplement en étoffes faites à l'intérieur. Les femmes prendront le deuil; quiconque aura de beaux habits sera traité comme Autrichien... Pendant la nuit, tirer des coups de fusil, pousser des cris, sonner les cloches à l'improviste, appeler sans cesse aux armes; l'ennemi sera ainsi contraint de disséminer ses forces... Le peuple devra se réunir tous les soirs dans les églises et prier Dieu de nous délivrer de nos malheurs, préparer les faux, les haches, les couteaux et toutes espèces d'armes, faire sauter les poudrières, mettre le feu aux casernes, par des actes terribles et incessans, bien convaincre l'ennemi que notre sol le dévorera, s'il ne nous détruit pas tous... »

Au moment du siège de Rome par le général Oudinot, nous retrouvons la princesse Cristina dans Rome, entourée de discoureurs Piazza del Popolo, juchée sur un banc. Mais ici son rôle est autre; elle soigne les blessés et administre, avec beaucoup de génie organisateur, les hôpitaux romains. Dans une lettre qu'elle écrira plus tard à M^me^ Jaubert, elle lui dira combien elle eut de peine à surveiller les gardes-malades qu'elle avait stylées : quelques-unes étaient belles, toutes étaient jeunes, et les blessés aussi étaient jeunes... Alors elle prenait d'autres gardes-malades édentées, et contrefaites. Mais, conclut-elle : « Cela ne remédiait à rien! » Pourtant, elle ne dit pas à son amie, ce que j'ai lu je ne sais où, qu'à son approche, les blessés qu'elle-même soignait, avaient tous une recrudescence de fièvre!

Après la prise de Rome, il semble que la déception que lui a causée le siège de cette ville par nos troupes, ait profondément atteint la princesse Belgiojoso. D'autre part, Milan était retombé aux mains de l'ennemi, qui s'empressa de confisquer encore une fois ses biens. Enfin Radetzky, resté seul par suite de la fuite des autorités, devint le despote le plus impitoyable et inventa un système de contributions extraordinaires, de rançons proportionnelles à leur fortune pour chaque individu de la noblesse « ou de la haute bourgeoisie milanaise. »

« J'ai déterminé, proclame-t-il le 11 novembre 1848, qu'une contribution extraordinaire serait frappée sur :

1° Les membres du gouvernement provisoire;

2° Ceux qui ont fait partie de divers comités;

3° Ceux qui se sont mis à la tête de la Révolution, ou qui

y ont concouru, de leurs propres actions, ou par leurs moyens pécuniaires ou intellectuels. »

« Pas un individu du royaume lombardo-vénitien, qui ne pût être placé dans cette catégorie, et cependant le maréchal, en entrant à Milan, s'était engagé d'honneur à respecter les personnes et les propriétés (1). »

La princesse Belgiojoso fut taxée pour 800 000 livres, le marquis Pallavicino, 600 000, « noble Alessandro Mazoni poète, 20 000, etc. A toutes les réclamations des députations, Radetzky répondait : « Je suis le maître. »

Pressurée par l'Autriche, inutile présentement à son pays, la princesse Cristina se décida à voyager, d'autant mieux qu'elle avait été prévenue par un billet mystérieux qu'elle allait être arrêtée pour « sentimens irréligieux. » Ce billet venait d'un prêtre poignardé dans Rome et guéri par ses soins, qui lui témoignait ainsi sa reconnaissance. En route pour l'Orient, elle écrivit de charmantes lettres à Mme Jaubert : « Pendant que vous vous inquiétiez de moi et de mon voyage, je me tourmentais de sa durée et je pensais avec quelque sentiment d'envie à ces quelques coins de feu où je voudrais m'asseoir, tous les jours de ma vie. Les grands et terribles événemens auxquels je viens de prendre part remplissent ma vie d'une façon qui ne me permet pas de mesurer le temps. Quand je songe à l'époque où je vivais en rat de bibliothèque, quand j'étais libre, et en poupée de salon, quand je ne l'étais pas, il me semble que vingt ans se sont écoulés depuis, il n'y a cependant que trois ans de cela et de votre coin de feu (2). »

Or, pendant que la princesse vogue, la police, infatigable, fait perquisitionner chez elle, et l'on peut croire qu'elle ne trouvera rien dans la demeure de celle que l'on a surnommée à Vienne « l'astucieuse. » Pourtant, dans un placard de son château de Locate, elle fait une trouvaille extraordinaire. Elle trouve le cadavre d'un homme, secrétaire de la princesse, le jeune Gaëtano Stelzi, en habit noir, parfaitement embaumé et conservé. Cependant, ce jeune homme, mort depuis quelque temps (3), avait été très régulièrement enterré. On peut imaginer le bruit que la police et les ennemis de la prin-

(1) La Varenne.
(2) *Le National*. Lettre à Mme Jaubert, 6 septembre 1850.
(3) 16 juin 1848.

cesse firent autour de cette découverte! A vrai dire, il y avait de quoi. On fit exhumer la bière : on y trouva un morceau de bois. La fugitive fut, bien entendu, accusée d'avoir tué cette victime qui, en réalité, était poitrinaire, et avait succombé devant elle à un vomissement de sang, à Milan. Mais que faisait ce mort dans un placard? et pourquoi ce faux enterrement? Jamais on n'a pu éclaircir ce mystère. Je l'ai dit, tout ce qui émana de la princesse Belgiojoso, ou même tout ce qui la toucha, a pris un air de roman.

Elle resta quatre ans éloignée de sa patrie et acheta même en Orient un domaine où elle cultiva le riz et la vigne; puis elle s'ennuya, je pense, de tant de silence et d'une telle solitude, car elle entreprit de lointains voyages, pénétra dans divers harems, visita la Syrie et l'Asie Mineure à cheval, pendant un an encore. De retour dans ses rizières et à court d'argent, elle écrivit dans divers journaux européens, et, avec sa fille, elle broda... C'est à cette époque qu'un de ses serviteurs, mécontent, lui porta sept coups de couteau auxquels elle survécut : elle ne devait pas mourir avant d'avoir vu se réaliser le rêve de sa vie.

En 1853, elle revint en France. Déjà, le sort de l'Italie était entre les mains de Cavour. Jadis, au bord du lac Majeur, regardant la rive autrichienne et s'entretenant avec Mazzini des destinées de sa patrie, il avait répété avec une vivacité joyeuse : « Nous ferons quelque chose (1) ! »

Lorsque la Lombardie fut de nouveau accessible aux exilés, la princesse Belgiojoso retourna à Milan. Ses amis disent qu'elle joua en ce moment un important rôle dans la politique franco-italienne que poursuivait Cavour; j'imagine peu cependant que Cavour ait pu prendre cette agitée au sérieux. Il n'en est pas moins vrai qu'elle fonda alors à Milan un journal imprimé en français, — *l'Italie*, — qui était certainement un organe de propagande. Mais si, à ce moment, la princesse a joué un rôle politique, il ne fut pas bruyant, comme ceux qu'elle aima jouer au moment de la *Giovine Italia*. D'ailleurs, elle était absorbée aussi par un important ouvrage sur l'*Histoire de la Maison de Savoie*, et elle passa à Locate, après les heures frivoles, et les heures tragiques de naguère, de douces heures laborieuses.

(1) Charles de Mazade, *Le Comte de Cavour*, p. 5.

Enfin, notre héroïne vit la Résurrection tant désirée de sa patrie. Mais c'est dans l'ombre qu'elle assista aux fêtes de Milan, dans l'ombre qu'elle vit acclamer Napoléon III victorieux, et la Lombardie libérée. Elle avait joué tous ses rôles.

La princesse Belgiojoso mourut le 5 juillet 1871. Un de mes amis se souvient d'une visite qu'il fit chez elle, vers 1865, conduit par un de ses parens. Il me dit : « Je vis une fée Carabosse aux traits accentués, une figure de polichinelle qui me parut vieille, vieille ; elle fumait une longue pipe ; près d'elle Mignet, mince, tiré à quatre épingles, encore beau, presque jeune, lui lisait des vers ! »

Dans cette image qu'évoque mon ami, que subsiste-t-il de la beauté parfaite du bal Borghèse, ou de l'amazone hardie qui, drapée dans les couleurs nationales, entraînait en 48 les jeunes volontaires à l'ennemi ? La voici vieille et fumant au coin du feu... Quand on se l'imagine ainsi, on se demande s'il n'aurait pas mieux valu pour elle mourir plus tôt, dans l'action, sur une barricade, ou au chevet d'un de ces blessés, qui ne pouvait la voir sans un vif émoi, avant que la vieillesse fût venue pour elle comme pour d'autres, qu'elle l'eût atteinte et eût déformé ses traits... Mais on me dit que « lorsqu'on traitait avec elle de certains sujets qui l'avaient passionnée jadis, lorsqu'on parlait politique ou qu'on prononçait le nom de l'Autriche ou de l'Italie, » elle se redressait, retrouvait sa vivacité et *ses yeux jetaient des flammes.* Alors, je songe qu'il est heureux qu'elle ait vécu de longues années, car ces années n'ont ni effacé, ni même affaibli ses passions généreuses, et la vieillesse amie l'a donnée tout entière à la Mort, — avec sa haine constante et son fervent amour.

MARIE-LOUISE PAILLERON.

# LA TÂCHE DE DEMAIN

## LA POPULATION

Tandis que, de la mer du Nord aux Vosges, tous les Français encore jeunes offrent leur vie avec un héroïsme tranquille et joyeux pour la patrie, la liberté et la civilisation, c'est le devoir de ceux que leur âge retient loin des combats de songer à l'œuvre réparatrice du lendemain de la guerre. Cette œuvre sera double, puisque le plus pur de notre sang coule à flots chaque jour, en même temps que s'accumulent les dépenses et les ruines. Elle sera d'autant plus difficile qu'un véritable retour à la barbarie pousse les destructions matérielles bien au delà de ce qu'imposent les nécessités de la lutte, et ajoute volontairement des femmes et des enfans à la liste des morts.

Les richesses perdues sont peu de chose, pour un peuple qui sait travailler et épargner. Nous sommes fondés, d'ailleurs, à compter que les dépenses publiques imposées à tous les Alliés et les ruines privées multipliées à plaisir en Belgique, en France, en Pologne, en Serbie, retomberont à la charge de leurs auteurs responsables.

Pour remplacer les hommes, c'est sur nous-mêmes qu'il faut compter. Certes, le sol et le climat de la France auront toujours assez de charmes pour attirer à l'intérieur de ses frontières autant d'hommes qu'elle en désirera; notre pouvoir d'assimilation est assez grand pour transformer en véritables Français, dès la première ou la seconde génération, un nombre notable d'immigrans. Mais il ne faut pas que ce nombre soit

excessif, si nous ne voulons pas laisser s'altérer les qualités de notre race. Ce sont ces qualités qui nous ont permis de garder dans le monde un rang bien supérieur à celui que comporterait notre population présente. Ce sont elles qui, dans la lutte actuelle, ont suppléé à l'infériorité du nombre, à l'insuffisance d'une préparation pleine de lacunes, qu'il a fallu combler peu à peu, sous le feu même d'un ennemi organisé avec un soin méticuleux jusque dans les moindres détails. Plus que jamais, nous tenons à ce que la France reste à la race française.

L'insuffisance de notre natalité pour l'alimenter, dans ces dernières années, a été trop souvent mise en lumière pour qu'il y ait lieu d'y insister. Le nombre annuel des naissances, descendu pour la première fois à 913 000 en 1886, a décru depuis lors jusqu'à tomber à 746 000, en moyenne, de 1911 à 1913, avec une diminution de 18,3 pour 100 en vingt-cinq ans. Malgré la réduction de la mortalité, l'excédent de ce nombre sur celui des décès, qui était de près 200 000 sous la Restauration, de plus de 100 000 encore pendant les vingt années 1876 à 1885, s'est abaissé à 38 000 en moyenne pour les dix années suivantes, 1886 à 1905, puis à 26 000 de 1906 à 1913. Si la diminution avait continué à s'accentuer, en dehors de toute cause exceptionnelle, intérieure ou extérieure, comme tout portait à le craindre avant la guerre, elle eût suffi pour amener bientôt une diminution de l'effectif de la population, succédant à l'état stationnaire actuel et destinée à s'accélérer, dans les années suivantes, avec la rapidité croissante de toute progression géométrique.

Sur les causes de cette diminution, qui sont avant tout d'ordre moral, sur ses conséquences, non seulement au point de vue de la puissance militaire de la France, mais aussi à celui de son développement économique, intellectuel, artistique, de son rayonnement dans le monde, il n'y a rien à ajouter à ce qui a été exposé dans l'œuvre magistrale publiée par M. Paul Leroy-Beaulieu, il y a deux ans à peine (1). Nous n'aurions pas eu la pensée de revenir après lui sur ce sujet, si la guerre ne

(1) *La question de la population*. 1 vol. in-16, 1913. Alcan, éditeur. A la suite de la lecture faite par l'auteur d'extraits de cet ouvrage, une très intéressante discussion a eu lieu à l'Académie des Sciences morales et politiques; elle s'est terminée par l'ouverture d'une enquête sur les causes de la diminution de la natalité dans les diverses régions de la France, qui a été confiée à M. Charles Benoist et qui a déjà donné lieu à de remarquables études.

lui donnait une poignante actualité. Il ne s'agit plus, pour la France, d'arrêter plus ou moins vite une décadence lente et progressive; il va falloir réparer immédiatement des pertes dont l'étendue dépassera celle qu'aucune guerre a jamais pu produire aussi brusquement. Qui de nous ne voit autour de lui un grand nombre de jeunes ménages brisés au lendemain de la naissance du premier enfant, parfois même avant? Combien va être diminué le nombre des jeunes gens en situation de se marier d'ici dix ans! Si les survivans ne sont pas convaincus que le célibat, la limitation trop étroite du nombre des enfans dans chaque famille conduisent à l'effacement progressif de la patrie, en attendant son écrasement dans le prochain conflit, la victoire elle-même n'aura fait qu'accélérer notre ruine, en réduisant encore le nombre des naissances dans les prochaines années, après avoir si cruellement grossi celui des décès.

C'est parce que nous sommes profondément convaincu de cette vérité, que nous voulons aujourd'hui rappeler et préciser quelques-unes des indications données à l'Académie des Sciences morales et politiques, dans la discussion provoquée par l'étude de M. Leroy-Beaulieu, sur cette partie essentielle de la tâche la plus urgente à entreprendre dès demain.

Heureusement, les circonstances qui imposent cette œuvre de propagande la facilitent aussi singulièrement. En effet, quiconque a étudié la question de la natalité en est convaincu : c'est une question exclusivement d'ordre moral. Si les Français ont peu d'enfans, c'est que peu d'entre eux désirent et que beaucoup redoutent une nombreuse famille. La secousse que nous traversons peut amener, à ce point de vue comme à beaucoup d'autres, une rénovation salutaire.

La diminution de la natalité est un phénomène qui se manifeste chez tous les peuples civilisés. En cette matière, comme en beaucoup d'autres, la France ne fait que devancer les autres nations dans les voies, bonnes ou mauvaises, où elles s'engagent plus ou moins rapidement. Et les dispositions d'où naît ce mouvement tiennent, il faut bien le reconnaître, aux vertus autant qu'aux vices que développent une aisance très répandue, une civilisation raffinée et une sensibilité de plus en plus délicate.

La limitation du nombre des enfans s'explique en partie par l'égoïsme des parens, par la crainte des efforts et des privations

qu'impose une nombreuse famille, mais en partie, aussi, par le développement même des affections familiales, par les soins minutieux dont on entoure les premiers nés, par le souci surtout de leur assurer un avenir meilleur. Le goût du bien-être matériel conduit à la réduction du nombre des enfans chez les uns; chez les autres, le même effet résulte de l'aspiration vers une ascension aussi bien intellectuelle que sociale, du désir de donner à leurs descendans une éducation soignée, une instruction prolongée et supérieure à celle que les parens ont reçue eux-mêmes : c'est une idée fréquente, chez nous, qu'un père manquerait à un devoir absolu, s'il s'exposait à ne pouvoir éviter, dans une famille trop nombreuse, un recul à cet égard. Sans doute, la crainte excessive des risques de l'avenir, pour soi et pour les siens, est une lâcheté; une certaine prévoyance n'en est pas moins une vertu et, dans les rapports conjugaux comme dans tous les autres, gouverner ses instincts est loin d'être une déchéance. Le célibat lui-même n'a pas pour uniques causes l'égoïsme et les mauvaises mœurs : que de fois il résulte d'un dévouement excessif à des parens âgés ou de l'impossibilité de réaliser un idéal haut placé!

Eh bien! la guerre a déjà modifié et modifiera de plus en plus, dans une direction que nous croyons favorable à l'accroissement de la natalité, l'idéal de la jeunesse française. D'abord, elle a donné un sens concret et un but à ce goût un peu vague pour l'action qui, par le mouvement naturel de flux et de reflux, dans les aspirations des générations successives, tendait à remplacer, chez les jeunes gens, le culte exclusif de la science ou le dilettantisme artistique. En réveillant, avec l'héroïsme, toutes les énergies, la guerre ramènera dans de plus justes limites des idées de prudence devenues souvent excessives. Son issue donnera aux générations prochaines des âmes entreprenantes de vainqueurs; tout nous donne le droit d'y compter, à nous qui avons vécu dans une patrie démembrée, avec la douleur et l'humiliation de la défaite. Et si trop de parens, aujourd'hui, sentent qu'en multipliant leurs affections, ils ont multiplié les points où la mort peut déchirer leur cœur, l'avenir montrera combien plus inconsolable est le désespoir de ceux qui ont perdu toute leur raison d'être, en perdant un fils unique.

Au fond, dans nos sociétés civilisées, il n'y a que trois forces morales qui puissent faire envisager, dans un sens ou dans

l'autre, le nombre des enfans à un point de vue indépendant de la satisfaction des vœux et des affections personnelles des parens : l'une est la foi en une providence qui règle elle-même l'essor des familles et défend de limiter le nombre de ses créatures; les deux autres sont le patriotisme ou la solidarité de classe, qui font envisager la question de la population au point de vue des intérêts d'une collectivité. Les croyances religieuses, comme les conceptions scientifiques et philosophiques, dépendent de conditions d'un ordre supérieur aux conséquences pratiques à attendre des unes ou des autres, et l'on ne saurait, sans manquer à toute probité intellectuelle, faire dépendre la foi ou la pensée d'intérêts sociaux, si grands soient-ils; il importe cependant de constater que la guerre, comme toutes les grandes causes d'exaltation sentimentale, tend à réveiller les croyances religieuses, favorables à une forte natalité. L'amour de la patrie, le dévouement aux intérêts de classe ont, au contraire, un caractère essentiellement pratique et social. Leur action s'exerce, en ce qui concerne la natalité, dans des sens opposés : tandis que la patrie réclame des citoyens, le socialisme syndicaliste a popularisé, dans certains milieux, un des argumens de la propagande néo-malthusienne moderne, tiré des avantages à attendre, pour les classes ouvrières, de la raréfaction de la main-d'œuvre. Or, la guerre a singulièrement modifié l'importance relative de ces deux sentimens : l'attitude des partis ouvriers, depuis le début des hostilités, a prouvé que les préoccupations de la lutte de classe s'effaçaient devant le danger national; ce danger a montré aussi combien le patriotisme était resté vivant, même dans les cœurs où on avait pu craindre qu'il eût entièrement disparu, combien était devenue tout à coup impossible la propagande antimilitariste, qui avait conduit nos ennemis à proclamer et beaucoup de Français à craindre, au fond de leur cœur, une déchéance irrémédiable de la grande nation d'autrefois. C'est sur l'amour de la patrie qu'il faut tout d'abord compter, pour arrêter le fléau menaçant de la dépopulation.

A vrai dire, nous ne doutons pas qu'il ait ce résultat, au premier moment, et qu'après la guerre la natalité reprenne, dans la mesure compatible avec la diminution du nombre des jeunes hommes. Mais, pour que le mouvement se continue, quand arriveront à l'âge de se marier les classes que la guerre

n'aura pas décimées, il faut qu'un grand effort soit fait en vue de perpétuer le sentiment d'un devoir, à cet égard, envers la patrie. Or, la patrie se personnifie dans l'État; elle se manifeste dans les lois édictées par la puissance publique. Nous ne croyons guère à l'efficacité de telle ou telle de ces lois, pour modifier un courant économique ou intellectuel. Mais, précisément parce que le patriotisme est un sentiment essentiellement social, nous sommes convaincu que l'esprit général qui anime les représentans de l'État et qui pénètre la législation peut beaucoup, sinon pour changer l'esprit public, du moins pour confirmer et consolider certaines tendances et pour en atténuer d'autres. Un ensemble de lois toutes pénétrées de cette idée, que le citoyen qui élève assez d'enfans pour assurer la perpétuité de la race accomplit son devoir, que celui qui se dérobe à ce devoir ou qui ne peut pas le remplir reste débiteur envers le pays et qu'il devra s'acquitter sous d autres formes, pourra prolonger un état général des esprits favorable à l'essor de la natalité, quand le souvenir des luttes actuelles s'affaiblira et quand les nécessités militaires paraîtront moins pressantes. Nous ne nous rallions certes pas à la doctrine d'après laquelle l'approbation ou la réprobation publique serait le fondement même de l'idée morale; nul ne peut nier, pourtant, que cette approbation ou cette réprobation, manifestée notamment par tout un ensemble de lois dont chacune en particulier n'aurait guère d'effets, soit de nature à renforcer singulièrement une idée morale dans la masse des esprits.

Il va falloir refaire, au lendemain de la guerre, une grande partie de notre législation fiscale et militaire; il va falloir opter pour la consolidation ou pour la suppression de mesures provisoires de police, qui ont été rendues nécessaires par les événemens. C'est en présence d'électeurs tout pénétrés encore du danger couru, de la nécessité absolue d'en éviter le retour, d'être forts si nous voulons durer, que cette refonte va s'opérer. Il y a là une occasion, qui ne se retrouvera jamais, pour faire accepter des mesures de salut presque irréalisables en toutes autres circonstances, car elles seraient combattues avec acharnement par la coalition d'intérêts actifs, réduits sans doute aujourd'hui à un silence momentané.

Nous n'avons pas la prétention d'étudier complètement, dans un article nécessairement très limité, toutes les mesures

de cet ordre; la plupart d'entre elles ont, d'ailleurs, été discutées à maintes reprises, au cours des dernières années. Nous voudrions seulement en faire une énumération rapide, et sans doute encore fort incomplète, afin de montrer par combien de côtés le législateur peut agir, pour éviter qu'une nombreuse famille soit une charge sans compensations, et cela, non au moyen de faveurs arbitraires, mais en supprimant de véritables inégalités, absolument injustifiées. Nous indiquerons d'abord les dispositions par lesquelles il faut, dans les lois financières, sociales ou militaires, tenir compte des charges de famille pour les rendre moins difficiles à porter. Nous dirons ensuite quelques mots des précautions qui s'imposent, pour empêcher l'alcool, la débauche ou le crime de frapper à l'avance de tares souvent mortelles, de détruire même parfois volontairement les générations futures.

*
* *

On a souvent proposé l'établissement d'impôts spéciaux ou de surtaxes sur les célibataires et sur les ménages sans enfans. Il serait difficile, il faut le reconnaître, d'établir d'office une taxe fondée sur des investigations concernant la situation de famille de chaque contribuable. Mais de nombreux impôts directs comportent des exemptions ou des réductions à la base et des dégrèvemens pour les petites cotes. Réserver d'une manière à peu près absolue ces exemptions ou ces réductions aux ménages qui ont élevé un nombre suffisant d'enfans est chose à la fois facile et juste : facile, puisque, à défaut de renseignemens précis, l'administration n'aura qu'à ne pas appliquer le dégrèvement, jusqu'au jour où le contribuable le réclamera, avec preuves justificatives à l'appui ; juste, car il n'existe aucune raison pour accorder ces adoucissemens de l'impôt, motivés par les difficultés de l'existence, à ceux qui s'exonèrent de la charge la plus lourde pour les ménages n'ayant d'autre ressource que leur travail, celle des enfans.

D'un autre côté, des lois de plus en plus nombreuses instituent de véritables droits à l'assistance, dans un grand nombre de cas, ajoutent des allocations de l'État aux retraites ouvrières et paysannes. Ces lois sont motivées par la difficulté qu'éprouvent les travailleurs à se constituer une petite épargne pour traverser une maladie ou une période de chômage, surtout à conserver

une épargne suffisante pour s'assurer le pain de leurs vieux jours. Ces considérations renferment une grande part de vérité, à l'égard des familles nombreuses ; elles ne sont nullement fondées pour les ouvriers qui n'ont pas élevé d'enfans.

Personne n'admet plus aujourd'hui la fameuse théorie du salaire nécessaire, la prétendue loi d'airain, qui ramènerait inévitablement à la somme indispensable pour subsister dans la misère le salaire de la famille ouvrière. Cette loi, théoriquement fondée sur des raisonnemens incomplets, est démentie chaque jour par la hausse des salaires, dépassant énormément celle du coût de la vie depuis trois quarts de siècle. Elle contient cependant une petite part de vérité, si on la ramène à cette idée simple, qu'il y a toujours et partout un lien étroit entre les habitudes de dépenses et les ressources de la population ; seulement, ce sont les habitudes qui se règlent d'après les ressources. Ce que l'on considère comme le nécessaire, dans chaque milieu, ce sont les conditions d'existence que le salaire moyen permet à la famille de composition moyenne de réaliser. Le salaire moyen dépasse donc toujours, pour l'homme qui vit seul, la somme nécessaire pour satisfaire à ses besoins, tels qu'ils résultent des habitudes de son milieu, puisque ce salaire correspond aux conditions générales d'existence qu'une famille de composition moyenne réalise, avec le gain de son chef. Grossi par le salaire d'une femme qu'aucun enfant ne retient au logis, il dépasse les besoins du ménage stérile. Les travailleurs qui, dans de telles situations, ne réalisent aucune épargne pour les momens difficiles et pour la vieillesse, ne méritent nullement que l'ensemble des impôts, pesant directement ou indirectement sur toute la population, soit grossi, afin que l'État leur donne la possibilité de dépenser en totalité, à leur seul profit, un salaire sur lequel rien n'est prélevé pour des enfans, en se chargeant de parer plus tard aux conséquences de leur imprévoyance.

Sans doute, il y a des infirmes et des ouvriers souvent malades, d'autres qui ont eu longtemps à leur charge des parens âgés ou des collatéraux, d'autres encore qui ont été victimes de malheurs ou d'imprudences. A tous ceux-là, des secours peuvent être nécessaires, même s'ils n'ont pas élevé d'enfans, et ne doivent pas être refusés, même s'ils ne les ont guère mérités. C'est pour ces cas, impossibles à définir légalement, qu'est faite l'assistance accordée sans conditions spé-

ciales. Mais les lois générales visent les cas habituels, et, quand elles ouvrent des droits à des allocations prélevées sur le budget de l'État, des départemens ou des communes, pour quiconque remplit certaines conditions, elles ne doivent les ouvrir qu'à ceux qui n'ont réellement pas pu pourvoir à leurs propres besoins et se prémunir pour l'avenir, à raison des charges assumées par eux en donnant au pays des citoyens.

Dans le grand courant de pitié pour les déshérités qui pénètre chaque jour davantage toute la législation, on parle constamment du droit des prolétaires à être aidés et soutenus. C'est le cas de ne pas oublier le sens étymologique du nom qu'on leur donne : il désignait, à Rome, le citoyen qui ne peut apporter son concours à l'État qu'en élevant des enfans. La première chose à demander au législateur, pour combattre le fléau de la dépopulation, c'est de ne pas oublier, quand il croit juste d'accorder une faveur aux prolétaires, que c'est aux pères de famille seuls qu'il la doit, parce qu'eux seuls ont supporté les charges d'une existence normale.

M. Leroy-Beaulieu insiste avec raison sur ce fait, que c'est la naissance du troisième enfant qu'il faut encourager. Les familles de quatre enfans ou plus doivent sans doute être le plus énergiquement soutenues; mais elles resteront toujours l'exception, et bien des ménages auraient grand'peine à en assumer les charges. La plupart, en France, considèrent même que deux enfans constituent le nombre raisonnable, celui qui assure le remplacement du père et de la mère ; mais alors, d'une génération à l'autre, les jeunes gens morts prématurément, les célibataires, les ménages stériles ne seront pas remplacés, et la décroissance sera rapide. Avec trois enfans en moyenne par ménage sain et valide, l'avenir serait assuré par une progression modérée de la population. Seulement, faire commencer au troisième enfant les avantages de la paternité, c'est les reculer, pour les jeunes ménages, dans un avenir bien éloigné. Le second enfant est sur le chemin du troisième et suppose déjà des charges de famille appréciables. Persuadé que les bienfaits de la loi doivent être réservés aux pères de famille, nous croyons qu'il faut commencer à les leur faire goûter partiellement dès le second enfant, sauf à ne les accorder avec le plein tarif que pour le troisième et pour chacun des suivans.

Il est juste, d'ailleurs, de ne pas les réserver soit aux indigens, soit même aux travailleurs manuels et aux petits employés. Les charges d'une nombreuse famille sont aussi sensibles dans les situations moyennes, plus sensibles peut-être, par suite du coût d'une éducation non gratuite, plus soignée et plus prolongée, qu'il faut donner à chaque enfant. C'est dans la petite bourgeoisie et parmi les petits propriétaires que la multiplicité des enfans impose le plus de privations, qu'elle entraîne le plus de risques d'une sorte de déchéance sociale et qu'elle est le plus redoutée, en fait. C'est là aussi que se recrutent les élites laborieuses qui sont les véritables auteurs du progrès social. Limiter à de trop faibles revenus les exonérations ou les allocations réservées aux pères de famille, c'est, à la fois, manquer à la justice et enlever à cette législation une grande partie de son efficacité.

Il est facile de préciser, par un certain nombre d'exemples, les applications innombrables qui pourraient être faites de ces principes. Les avantages de chacune d'elles pourront sans doute paraître bien minimes pour être efficaces; mais l'ensemble constituerait un total d'avantages sérieux et créerait bien vite un état d'esprit propre à modifier les dispositions d'un grand nombre de familles.

Au point de vue fiscal, l'application la plus facile, qui a déjà pris place dans nos lois, concerne la contribution mobilière. Cette contribution, proportionnelle à la valeur locative de l'habitation de chaque famille, est une sorte d'impôt sur son revenu, évalué d'après le signe extérieur qui répond le moins mal à ses ressources. C'est un impôt de répartition, en sorte qu'à l'intérieur de chaque commune, les allégemens accordés aux uns, dans la répartition individuelle, retombent sur les autres. La loi autorise les conseils municipaux à déduire de chaque loyer, pour cette répartition individuelle, une certaine somme constante ; cette somme peut être augmentée d'un dixième par personne à la charge du contribuable, en sus de la première, jusqu'à concurrence de trois. A Paris, la déduction est de 375 francs pour tous les loyers, plus 37 fr. 50 par personne au delà de deux. Il y a franchise générale pour les loyers inférieurs à 500 francs, ainsi que pour les pères de sept enfans vivans dont la cote ne dépasse pas 10 francs; cette

dernière clause est d'une application trop rare pour produire un effet quelconque.

On peut dire que la franchise jusqu'à 500 francs est une véritable prime au célibat. Si le loyer de 500 francs, pour une famille de quatre ou cinq personnes, est un signe de gêne véritable, pour l'homme seul, qui vit au restaurant et n'a besoin ni de cuisine, ni de salle à manger, il répond à un logement très acceptable, même avec une certaine aisance.

La première mesure à prendre est de supprimer toute exemption et toute déduction pour les célibataires et les ménages sans enfant ou ayant un seul enfant, d'admettre une déduction modérée sur le loyer qui sert de base à l'impôt, mettons 100 ou 200 francs, pour les ménages ayant deux enfans légitimes ou légitimés, et une déduction de 200 ou 300 francs en plus par enfant, en sus du premier, n'ayant pas atteint l'âge du service militaire, sans limitation par aucun maximum.

Pour généraliser ainsi la mesure et ne plus la faire dépendre des conseils municipaux, il faudrait transformer la contribution mobilière en impôt de quotité; c'est la seule manière d'éviter que la déduction, à peu près sans effets dans les départemens à très faible natalité, oblige à majorer outre mesure le taux normal de l'impôt dans les régions prolifiques, où beaucoup de familles en jouiront. Cette transformation est d'ailleurs facile à réaliser, depuis qu'elle a été appliquée à la contribution foncière sur les propriétés bâties, puisque l'administration procède, tous les dix ans, à une évaluation nouvelle de la valeur locative de tous les édifices. La contribution mobilière et celle des portes et fenêtres sont les seuls impôts de répartition qui subsistent dans notre droit fiscal, puisque la contribution foncière sur la propriété bâtie vient aussi de perdre ce caractère. La fusion de ces deux impôts, dont l'objet est au fond le même et dont le second repose sur une base indéfendable, condamnés à maintes reprises par le Parlement, leur transformation en un impôt de quotité unique, sont des mesures de justice, qu'on ne saurait ajourner.

Cette transformation, votée en 1901 par la Chambre pour la contribution mobilière, a été abandonnée dès que l'on s'est aperçu que la réforme, comme toute correction dans les inégalités de la répartition des impôts, impliquerait une majoration des charges dans certaines communes. Mais les frais de la

guerre vont obliger à chercher partout des ressources, et il est évident que les premières auxquelles il faudra faire appel seront celles qu'on pourra tirer de la péréquation de tous les impôts dans la répartition desquels certains contribuables ou certaines régions sont indûment favorisés. Si jamais il y a chance de mettre fin à ces iniquités, c'est au moment où la nécessité d'accroître les ressources de l'État sera évidente pour tous et où l'acceptation des sacrifices, qui se manifeste actuellement partout d'une manière admirable, n'aura pas disparu des esprits encore tout vibrans de l'entraînement des combats. La fusion de l'impôt des portes et fenêtres, qui produit 130 millions (centimes locaux compris), avec la contribution mobilière, qui en fournit 206, rendra les dégrèvemens à la base, pour les familles nombreuses, beaucoup plus sensibles. Le relèvement du contingent dans les régions indûment favorisées par la répartition actuelle et la suppression des exemptions pour les célibataires, qui aujourd'hui occupent une grande partie des petits logemens, compenseraient sans doute très largement l'extension des dégrèvemens résultant de leur application aux deux impôts réunis et de leur majoration pour chaque enfant en sus de deux.

A la suppression de toute exemption à la base, pour tout ménage n'ayant pas deux enfans, on peut objecter que les très petits loyers répondent souvent à des situations vraiment misérables, même pour des ménages sans enfans ou pour des célibataires incapables d'un travail régulier. Mais l'incapacité de payer peut donner lieu, dans notre droit fiscal, à des remises ou à des modérations qui n'ont rien de commun avec les dégrèvemens, acquis de plein droit à quiconque, riche ou pauvre, vit dans certaines conditions.

L'obligation de produire un certificat de mariage, de naissance des enfans, pour être porté sur les rôles comme ayant droit à la remise, n'est certes pas une gêne excessive. En attachant le dégrèvement aux naissances légitimes ou légitimées, on combattrait la diffusion de cette idée, destructrice de toute morale comme de toute société régulière et trop répandue dans certains milieux ouvriers, que le mariage et la reconnaissance des enfans sont des formalités dénuées de tout intérêt pratique.

Des dispositions analogues pourraient être adoptées pour le calcul de la partie de l'impôt des patentes fondée sur le loyer d'habitation, pour les exemptions de cet impôt accordées aux

petits métiers, pour le dégrèvement des petites cotes foncières, qu'on réserverait aux familles nombreuses. La suppression des remises pour les contribuables sans enfans serait encore une ressource nouvelle pour le budget.

L'impôt progressif sur le revenu va ouvrir un nouveau champ aux applications du même principe. La loi du 15 juillet 1914 a fixé le taux de cet impôt de la manière suivante :

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Exemption jusqu'à. . . . . | | | | 5 000 fr. de revenu. |
| Taxe de | 0,4 p. 100 | sur le revenu | compris entre | 5 000 et 10 000 fr. |
| — | 0,8 — | — | — | 10 000 et 15 000 fr. |
| — | 1,2 — | — | — | 15 000 et 20 000 fr. |
| — | 1,6 — | — | — | 20 000 et 25 000 fr. |
| — | 2,0 — | sur la partie du revenu dépassant | | 25 000 fr. |

Les limites indiquées ci-dessus sont toutes relevées de 2 000 francs pour les contribuables mariés, de 1 000 francs en plus par personne à leur charge jusqu'à concurrence de cinq, de 1 500 francs en plus par personne au delà de cinq. En outre, chaque contribuable a droit à une réduction de 5 pour 100 pour une personne à sa charge, de 10 pour 100 pour deux personnes et de 10 pour 100 en plus par personne en sus de deux, sans que le total puisse réduire l'impôt de plus de moitié.

Ces dispositions sont très bonnes, quoiqu'un peu compliquées. Peut-être aurait-on pu ne réaliser le dégrèvement que pour les enfans n'ayant pas atteint l'âge militaire, l'âge étant facile à vérifier, tandis que le fait d'être *à la charge* d'un contribuable est d'une vérification difficile. Il faudrait aussi supprimer la limitation à la moitié de l'impôt, qui empêche le dégrèvement de continuer à croître, pour les enfans en sus de cinq. Mais ce qui nous paraît absolument excessif, c'est l'exemption absolue jusqu'à 5 000 francs pour un célibataire, jusqu'à 7 000 francs pour un ménage sans enfans.

Sans doute, il serait pratiquement impossible d'établir le revenu réel, pour chacun des 13 millions environ de ménages qu'il y a en France. L'exemption jusqu'à 5 000 francs a pour but de réduire aux environs de 500 000 le nombre des cotes, et c'est déjà une tâche fort lourde d'en établir autant, en évaluant le montant du revenu de chaque contribuable.

Mais on pourrait, pour les revenus les plus bas, établir une cote fixe, remplaçant la contribution personnelle, qui est inscrite aujourd'hui dans nos lois et perçue avec des exceptions

et des inégalités vraiment indéfendables. Supposons que la taxe soit fixée uniformément à 10 francs par an et due par tout célibataire mâle, ayant atteint l'âge militaire, dont le revenu n'atteint pas 5000 francs, par tout ménage dont le revenu est inférieur à 7000 francs, s'il n'a pas d'enfans, à 8000 francs, s'il n'a qu'un enfant, — qu'il y ait, au contraire, exemption absolue jusqu'à 8000 francs pour un ménage ayant deux enfans, avec augmentation de 2000 francs du revenu exempté par enfant en sus du second. Ces dégrèvemens, combinés avec les réductions du taux de l'impôt prévues par la loi du 15 juillet 1914, constitueraient des avantages d'autant plus sérieux qu'il sera sans doute impossible de ne pas accroître sensiblement, après la guerre, le taux très modéré de l'impôt sur le revenu. Qu'on en soit ou non partisan en principe, on ne peut guère espérer le voir supprimer ; tout ce qu'on peut demander, c'est que le taux n'en soit pas trop grossi. S'il devait l'être notablement, il faudrait majorer les réductions déjà prévues dans le taux de l'impôt et fondées sur le nombre des personnes à la charge du contribuable. Avec les diverses modifications que nous indiquons, l'impôt sur le revenu prendrait au moins en partie le caractère d'un impôt sur les célibataires, et les ménages sans enfans, croissant rapidement avec leur fortune.

Les diverses mesures préconisées ci-dessus seraient en opposition avec cette conception, très répandue, que l'ouvrier ne doit pas aller chez le percepteur. Mais leur efficacité résulterait précisément du fait que la dispense de cette pénible démarche serait ainsi attachée à la paternité. Il y aurait là un signe frappant, mettant en relief le principe que celui-là seul peut être exempté d'impôt direct qui s'est acquitté envers la patrie d'une autre manière.

Sans doute, la multiplicité des cotes accroîtrait la tâche de l'administration des contributions directes, qui va être déjà très chargée par la mise en vigueur de l'impôt sur le revenu, et aussi le travail des percepteurs. Après les pertes subies au feu, toutes les administrations vont avoir grand'peine à accomplir une besogne accrue par tant de ruines à réparer. Mais des rôles comportant une taxe fixe pour la plupart des contribuables, se substituant d'ailleurs dans un très grand nombre de cas à ceux de la contribution personnelle actuelle,

qui serait d'autre part supprimée et ne serait remplacée par rien pour tous les chefs de famille exemptés, ne paraissent pas dépasser ce qu'on peut demander raisonnablement.

Après l'impôt en argent, il faut mentionner l'impôt du sang et celui du temps pris pendant la paix par le service militaire. Le moment paraît mal choisi pour parler de réductions; mais ici, comme en matière financière, il ne s'agit pas de déterminer le montant total des charges : il s'agit de déterminer sa répartition, quel qu'en soit le chiffre. S'il y a une matière où les avantages aux pères de famille soient justifiés, c'est bien celle-là. Dans l'élan admirable qui a porté tous les hommes valides de France à la frontière, sans défaillances et sans résistances, le seul regret que nous ayons entendu formuler, c'est que des pères de trois ou quatre enfants fussent obligés de partir, quand tant de célibataires valides, quoique plus âgés, ne partaient pas.

La loi actuelle fixe l'entrée au service à vingt ans en moyenne (exactement 20 ans et 3 mois), — le passage dans la réserve de l'armée active à 23 ans, — dans l'armée territoriale à 34 ans, — dans la réserve de l'armée territoriale à 41 ans, — la libération définitive à 48 ans. Les sursis ou les devancemens d'appel peuvent avancer ou reculer d'une ou deux années toutes ces limites, sans en modifier l'écart. Quelle que soit la durée de service qui sera reconnue nécessaire, après la guerre, on ne s'éloignera pas beaucoup de ces moyennes, sauf peut-être pour le service actif.

La durée de celui-ci ne saurait dépendre de la situation de famille, et il n'est d'ailleurs pas désirable que les jeunes gens se marient avant d'être appelés sous les drapeaux. Supposons que le maintien dans la réserve de l'armée active jusqu'à 34 ans en moyenne continue à être reconnu nécessaire; il ne serait certes nullement impossible d'avancer le passage dans l'armée territoriale, en le fixant à 33 ans pour les pères de deux enfans légitimes, — et de décider qu'il aura lieu immédiatement, en cas de naissance d'un troisième enfant, quel que soit l'âge du père. On compenserait aisément le déchet qui en résulterait, en maintenant dans l'armée active les hommes mariés sans enfans jusqu'à 35 ans, et les célibataires jusqu'à l'âge que la statistique déterminerait comme répondant au maintien de l'effectif total

actuel. La durée du séjour dans l'armée territoriale et dans sa réserve ne serait pas allongée et pourrait même être abrégée, pour ceux qui y auraient été versés plus tôt, en qualité de pères de deux ou trois enfans; en tout cas, elle devrait être abrégée d'un an en cas de naissance d'un deuxième enfant après le passage dans cette armée et de deux ou trois ans en cas de naissance d'un troisième enfant. S'il fallait, pour maintenir l'effectif, allonger le séjour des célibataires dans l'armée territoriale, rien n'y mettrait obstacle. Il faudrait seulement bien spécifier qu'en cas d'appel par classe, les pères de famille ne marcheraient qu'avec la classe plus âgée à laquelle ils seraient assimilés au point de vue de la libération,

La législation militaire sera sans doute modifiée, après la terrible expérience à laquelle elle vient d'être soumise, et la charge sera sans doute allégée, après l'abaissement de l'Empire qui était une menace permanente pour la paix du monde. Mais, quelle que soit la durée de service définitivement admise, des différences analogues à celles que nous venons d'indiquer, ou même plus fortes, seraient admissibles. L'appel en temps de guerre jusqu'à un âge plus avancé, la multiplication en temps de paix des périodes d'exercice nécessaires pour conserver un certain entraînement, constituent des charges qu'il est tout naturel d'imposer principalement aux célibataires. Envoyer d'office au feu des pères de famille, mettre à la charge du budget d'innombrables pensions de veuves et d'orphelins sont des nécessités que l'exemple et les menaces de la Prusse ont imposées progressivement au monde entier; même allégées, il faudra sans doute encore les subir, mais en reportant le plus possible les charges militaires sur les hommes qui ne contribuent pas au développement de la population. Ce serait là un des encouragemens les plus efficaces au mariage assez prompt, après le service dans l'armée active, et à la naissance du troisième enfant.

Après avoir envisagé ce que l'État demande aux citoyens, voyons ce qu'il leur donne. Nous laissons de côté, bien entendu, les secours alloués librement aux indigens, qui, eux aussi, devraient être accordés surtout aux familles nombreuses, mais pour lesquels il n'existe aucun droit reconnu, aucune règle positive. Nous omettons également l'assistance aux enfans, qui ne saurait être trop largement ouverte dans un pays à faible

natalité, et le service des aliénés, que l'ordre public ne permet pas de limiter. Passons en revue les autres branches d'assistance organisées depuis une vingtaine d'années.

La loi du 15 juillet 1893 a institué un service d'assistance médical gratuit, sur les listes duquel sont inscrites près de 2 200 000 personnes et qui dépense près de 30 millions par an, — abstraction faite du département de la Seine, où ce service ne fonctionne pas, en raison de l'étendue des soins donnés gratuitement sous une autre forme. Ne serait-il pas légitime d'exclure en principe des listes tous les adultes qui ne sont ni trop âgés pour travailler, ni atteints de maladies chroniques ou d'infirmités, s'ils n'ont pas eu deux ou trois enfans à élever?

L'assistance aux vieillards, aux infirmes et aux incurables, instituée par la loi du 14 juillet 1905, est allouée à environ 600 000 personnes et coûte près de 100 millions par an. Le seul compte tenu, en vertu de la loi, des enfans qu'ont eus les assistés, consiste à ne pas porter en déduction des secours le revenu acquis par l'épargne de l'assisté jusqu'à 120 francs, au lieu de 60 francs, s'il justifie qu'il a élevé trois enfans jusqu'à l'âge de 16 ans au moins. Mais c'est là un avantage bien illusoire, puisque ce sont précisément les travailleurs ayant élevé trois enfans qui ont eu le plus de difficultés à se constituer une épargne appréciable. Ceux, au contraire, qui ne se sont imposé aucune charge pour assurer l'avenir de la patrie sont inexcusables, n'ayant travaillé toute leur vie que pour eux-mêmes, d'avoir consommé au jour le jour un gain égal à celui des ouvriers chargés de famille; il est immoral de leur reconnaître un droit à l'assistance. Pour être juste, la loi ne devrait admettre l'obligation du secours régulier que vis-à-vis des vieillards ayant élevé deux enfans, l'allocation devant être pour eux la moitié seulement de ce qu'elle serait pour ceux qui ont élevé trois enfans, puis croître ensuite en raison du nombre des enfans.

La pension alimentaire due par ces derniers est considérée comme un moyen d'existence, dont il est tenu compte dans le calcul des allocations. Nous admettrions bien volontiers que, toutes les fois que les ressources des enfans ne viennent pas de biens à eux donnés par leurs parens, l'assistance vînt s'ajouter sans diminution aux alimens qu'ils doivent à ceux-ci. Le vieillard qui a élevé des enfans doit certes trouver auprès d'eux aide et appui, quand il ne peut plus se suffire; mais il est d'un bon

exemple qu'il ne soit pas entièrement à leur charge et que, du moment où les budgets de l'État, des départemens et des communes assument légalement des sacrifices pour la vieillesse, ce ne soit pas précisément aux pères de famille ayant élevé leurs enfans de manière à leur assurer une situation convenable, que les contribuables refusent l'aide accordée aux autres.

Les mêmes considérations s'appliquent, à plus forte raison, aux allocations et majorations accordées en vertu de la loi sur les retraites ouvrières et paysannes, qui ne sont qu'une assistance déguisée et généralisée. Si la loi arrivait jamais à jouer complètement, elle coûterait au Trésor 350 ou 400 millions par an, sans compter les frais d'administration, — car on doit évaluer aux environs des trois quarts la fraction des 5 millions de Français âgés d'au moins soixante ans qui pourrai[t] prétendre à l'allocation, fixée normalement à 100 francs, ou aux majorations équivalentes. Nous n'entendons discuter ici ni le principe de l'obligation, ni le mécanisme compliqué adopté pour l'appliquer. Le seul point que nous voulions critiquer, c'est l'allocation de 100 francs aux vieillards qui n'ont pas élevé d'enfans. Sans doute, elle ne peut plus être retirée à ceux qui ont acquis des droits, en se conformant régulièrement, depuis la date fixée par la loi, aux obligations qu'elle impose. Mais, pour tous les assujettis, et ils sont nombreux, qui ne sont pas actuellement en règle avec les prescriptions légales, ainsi que pour les générations suivantes, l'allocation devrait être réservée à ceux qui ont élevé trois enfans, sinon jusqu'à l'âge de 16 ans, au moins jusqu'à celui de 13 ans, qui est celui où les enfans peuvent commencer à travailler d'après la loi; on pourrait allouer 25 francs, par exemple, à ceux qui ont élevé deux enfans, et une majoration de 50 francs par enfant en sus de deux à ceux qui en ont élevé trois ou davantage. La majoration de un dixième seulement, accordée par la loi actuelle aux retraités ayant élevé au moins trois enfans, est absolument insuffisante pour frapper les esprits.

Il importe de remarquer que les effets de la guerre faciliteront beaucoup, pour les célibataires ou pour les ménages n'ayant pas plus d'un enfant, la constitution de pensions de retraite plus élevées, au moyen de leurs propres versemens volontairement majorés. La grosse difficulté, pour arriver à une rente viagère appréciable, résultait de la baisse du taux de l'intérêt

depuis une trentaine d'années. Une tendance marquée au relèvement se manifestait déjà, depuis quelque temps. La hausse considérable que va entraîner, pour une longue période, l'énorme destruction de capitaux causée par la guerre, rendra les versemens bien plus productifs et encouragera à les grossir les personnes que des charges de famille n'en empêchent pas. Il sera temps de revenir pour elles aux subsides de l'État, si on le juge utile, à l'époque lointaine où les pertes actuelles seront réparées et où le taux de l'intérêt reviendra entre 3 et 3,5 p. 100, pour les placemens les plus sûrs.

Si la situation des finances publiques permet de ne pas retenir pour le budget l'économie à attendre de la suppression ou de la réduction d'une grande partie des allocations, il est un emploi à en faire, aussi juste qu'utile : c'est l'institution d'allocations sérieuses et régulières pour les orphelins des assurés morts prématurément. La crainte de laisser des enfans dans la misère est un des obstacles que rencontre, dans les ménages prudens, le développement de la natalité. En limitant à l'âge de 13 ans, au-dessous duquel le travail des enfans est interdit, le droit à cette allocation, elle n'entraînerait pas des charges excessives pour le budget. S'il est un état de gène qui mérite la sollicitude de la puissance publique, c'est celui de la veuve laissée sans appui avec de jeunes enfans. C'est pourtant le dernier dont se préoccupent les lois de solidarité sociale, dans tous les pays, apparemment parce qu'il concerne des familles où il n'y pas d'électeurs.

Ce point n'est pas le seul sur lequel nous voudrions voir élargir les subsides de l'État, que nous demandons de restreindre dans les cas indiqués ci-dessus. La loi du 14 juillet 1913 organise l'assistance aux familles nombreuses, en prévoyant des secours de 60 à 90 francs par an, pour chaque enfant au delà de trois n'ayant pas atteint l'âge de 13 ans, quand le chef de famille n'a pas les ressources nécessaires pour les élever. Pour être efficace, il faudrait que l'allocation commençât dès le troisième enfant. Elle pourrait alors être réduite à 50 francs dans les campagnes, à la condition d'être maintenue entre 60 et 90 francs dans les villes. Il faudrait surtout qu'elle eût le caractère, non d'un secours donné aux indigens, mais d'une allocation acquise à tous les travailleurs. Ce n'est pas la misère, l'expérience le prouve, qui arrête la natalité ; c'est la

gêne dans les familles qui se suffisent, mais non sans difficultés; c'est pour celles-là qu'un secours régulier, en argent, peut être une atténuation très appréciée des charges qu'entraîne une nombreuse famille. En allouant le secours à toute famille n'atteignant pas, par exemple, le minimum de ressources au delà duquel l'impôt sur le revenu commencerait à être appliqué aux pères de trois enfans, on n'accroîtrait pas démesurément les charges budgétaires, et on atténuerait, pour un avantage réel, les dépenses qu'un ménage très modeste s'impose, en n'évitant pas des naissances multiples.

Pour la même raison, les dispositions de la loi du 31 juil- et 1913, sur l'assistance aux femmes en couches, devraient être complétées par l'allocation d'une somme fixe de 50 ou de 100 francs, pour couvrir en partie les frais qu'entraîne la naissance d'un nouvel enfant, dans tout ménage déjà chargé de deux enfans vivans.

La limitation à 13 ans des secours, pour l'éducation des enfans, est fondée sur cette idée, qu'à cet âge l'enfant commence à apporter des ressources à la famille. L'âge auquel il cessait d'être une charge était bien plus bas jadis, et il a été reculé par les lois qui ne permettent pas l'emploi des enfans trop jeunes dans l'industrie. Personne ne conteste que ces lois aient puissamment contribué à la diminution de la natalité, en transformant en cause de dépense des enfans qui, jadis, étaient une source de revenu pour leurs parens. Ce n'est pas un motif pour renoncer à une législation qui est imposée par l'humanité et qui, même au point de vue de la race, compense, par l'obstacle qu'elle met à l'épuisement prématuré des forces, le mal qu'elle peut faire par la diminution de la natalité. Toutefois, il ne faut pas pousser à l'excès les difficultés apportées à l'emploi des enfans et, sur ce point, la législation actuelle nous paraît dépasser la limite raisonnable.

Il n'est pas douteux que, jusqu'à 16 ou 18 ans, un excès de travail peut être nuisible à la formation de la jeunesse : la plupart des législations restreignent la durée de la journée de travail, pour les jeunes gens au-dessous de cet âge. Afin d'éviter les difficultés résultant de ce que ces jeunes gens devaient quitter l'atelier avant leurs parens, la loi du 30 mars 1900 a réduit à dix heures la journée pour les travailleurs de tout âge,

dans les établissemens où sont employés des garçons de moins de 18 ans. Il en résulte que, dans beaucoup d'ateliers où le nombre des jeunes gens était relativement faible, on a préféré cesser d'en employer, plutôt que de réduire la journée de travail des hommes: on ne prend même plus d'apprentis, dont la présence entraînerait cette réduction pour tout le personnel.

La difficulté qui en résulte, dans le placement des enfans, n'a pas seulement pour conséquence de prolonger les charges qu'ils imposent à leurs parens et, par suite, de contribuer à réduire la natalité; elle n'est sûrement pas étrangère à l'effrayant développement de la criminalité juvénile. Si l'on ne veut pas encourager le vagabondage, qui forme les apaches et les jeunes criminels, il faut absolument supprimer tout intervalle entre l'âge où la fréquentation de l'école est obligatoire et celui où rien n'entrave l'entrée à l'atelier.

La limitation spéciale du travail s'imposait pour les garçons de 13 à 18 ans, quand les journées de douze à treize heures étaient fréquentes dans les ateliers. Elle offre bien moins d'intérêt, depuis que les journées de plus de onze heures sont devenues l'exception. Les besoins et les charges que la guerre aura multipliés dans toute l'Europe vont sans doute ralentir le mouvement d'abréviation de la durée de travail, de multiplication des jours de repos qui se manifestait dans tous les pays, et particulièrement en France. Il n'en est pas moins tout à fait invraisemblable qu'on revienne aux journées démesurées de jadis et, dans l'état actuel, nous croyons que la restriction de la journée de travail, entre 13 et 18 ans, produit beaucoup plus de mal que de bien. Que l'on interdise à cet âge certains travaux particulièrement pénibles, rien de mieux; mais, en dehors de ces travaux, que l'adolescent puisse participer au fonctionnement de l'atelier pendant toute sa durée normale, c'est une condition nécessaire, à la fois, pour alléger les charges des nombreuses familles et pour réduire le nombre des jeunes gens qui, bien avant leur majorité, ont contracté dans l'oisiveté des habitudes incompatibles avec la fondation d'une famille comme avec toute vie régulière.

En dehors de l'assistance obligatoire, dont nous avons passé en revue les formes principales, il existe une foule de mesures par lesquelles l'État et les contribuables viennent en aide aux

familles gênées. Dans toutes, la situation de celles-ci, au point vue du nombre des enfans, devrait être envisagée comme une considération capitale.

Par exemple, la question du logement de la population ouvrière est une de celles qui préoccupent le plus, à bon droit, les pouvoirs publics. Des exemptions d'impôts et des subsides sont accordés, par l'État ou par les villes, pour les habitations à bon marché. Ce mouvement est très louable, à la condition qu'il n'aille pas jusqu'à détourner les capitalistes de construire des maisons de rapport pour les ouvriers, comme placement; car, s'il fallait que les villes prissent à leur compte, d'une manière directe ou indirecte, la tâche de loger toute la population ouvrière, nul budget n'y suffirait, avec les frais qu'entraînent et les difficultés de recouvrement que comportent les œuvres municipales. Or, il y a une première restriction de l'intervention de l'État ou des villes dont la légitimité saute aux yeux, car il n'existe aucune raison pour que les célibataires ou les ménages n'ayant pas plus de deux enfans soient logés à un prix inférieur au prix de revient du service qui leur est rendu, dans les conditions normales.

On conçoit cependant l'utilité, au point de vue moral, d'œuvres spéciales assurant un logement convenable aux jeunes filles isolées. En dehors de ce cas, seules les familles ayant trois enfans ou davantage rencontrent réellement, à se loger, des difficultés qui justifient l'intervention de la puissance publique. Les dégrèvemens et les subventions devraient être réservés aux édifices recevant uniquement ces familles; tout au plus pourrait-on y conserver celles qui, ayant pris un logement avec trois enfans, les auraient perdus, placés au dehors ou mariés. Ainsi limitée, l'œuvre ne viserait plus que des besoins réels et justifiés; elle pourrait alors se développer suffisamment pour subvenir à la plupart d'entre eux.

L'allocation de bourses ou la remise de frais d'études est encore un des actes de la puissance publique qui peuvent influer sur la natalité. Quand il s'agit de sujets véritablement exceptionnels, il y a un tel intérêt, pour le progrès intellectuel d'un pays, à leur donner les moyens de pousser leurs études aussi loin que possible, qu'aucune condition n'y doit mettre obstacle. Mais, en dehors de ce cas, la plupart des boursiers sont des sujets moyens, qui sans doute doivent justifier de leur aptitude

à profiter des sacrifices assumés pour eux par l'État ou par les villes, mais dont le choix est fait en tenant compte de la situation des parens, des services rendus par eux, etc. Le fait d'appartenir à une famille nombreuse devrait tenir le premier rang dans les titres ainsi pris en considération. En dehors du cas de décès prématuré du père, les parens ayant plus de deux enfans sont les seuls qui se trouvent souvent, sans faute et sans malheurs exceptionnels, dans l'impossibilité d'assurer à ceux-ci le degré de culture répondant au milieu dans lequel ils sont appelés à vivre, les seuls, par conséquent, qu'il y ait lieu d'aider à remplir cette tâche.

Après ce que l'État donne par charité, voyons ce qu'il paie aux particuliers qu'il emploie. Là encore, il peut très utilement tenir compte des charges de famille. M. Leroy-Beaulieu voudrait aller jusqu'à réserver tous les emplois publics aux enfans des familles ayant trois enfans (1). C'est le seul point sur lequel il nous soit impossible de le suivre. L'État ne pourrait, sans grand dommage, limiter à ce point le choix de ses agens. On dit, il est vrai, que la passion des Français pour les fonctions publiques lui garantit qu'il trouvera autant de bons candidats qu'il le voudra, même en restreignant beaucoup le champ du recrutement. Mais c'est là une idée fondée sur des faits anciens. Depuis la hausse récente des salaires dans l'industrie, les candidats sont à peine en nombre suffisant, pour la plupart des fonctions publiques exigeant quelque compétence; même en les accueillant tous, l'État ne peut en attirer un nombre suffisant que par de continuelles augmentations des traitemens.

Dans ces augmentations, il lui sera facile de tenir un compte sérieux du nombre des enfans des fonctionnaires. Il n'est pas besoin, pour l'y engager, d'admettre l'idée anti-économique qu'un service doit être payé d'après les besoins de celui qui le rend, et non d'après sa valeur propre : l'État, comme tout employeur, doit payer le travail de chacun ce qu'il vaut, d'après les conditions générales du marché; quand il le paie plus cher, il fait un cadeau qu'il n'a pas le droit de faire, puisque c'est aux dépens des contribuables, c'est-à-dire de tous, qu'il favorise ses agens.

(1) Il ne pourrait être question de les réserver aux pères de trois enfans, car ce n'est évidemment pas à l'âge où un homme peut réaliser cette condition qu'il est possible de débuter dans une carrière.

Mais l'équivalence entre les services rendus et la rémunération s'établit d'une manière très différente, selon qu'il s'agit d'engagemens à court terme ou à long terme. L'atelier, qui emploie des ouvriers entrant et sortant chaque jour, est obligé de payer, pour chaque journée, exactement ce qu'elle vaut, sans pouvoir établir aucune compensation entre les avantages faits à certaines situations et les réductions répondant à des situations moins intéressantes; en effet, les allocations promises aux pères de famille n'exerceraient aucune attraction sur les jeunes gens, nullement assurés de travailler dans la même usine quand ils auront des enfans. Au contraire, dans les carrières où l'on entre avec l'intention d'y passer toute sa vie active, c'est l'ensemble des avantages attachés à la profession, avec toutes les chances d'augmentations futures, de gratifications, de retraite, etc., qui attire la jeunesse. C'est ainsi que l'État ou les grandes Compagnies ont, pour un même emploi, cinq ou six classes d'agens, dont les plus anciens reçoivent souvent un salaire double de celui des débutans, tout en donnant parfois un rendement moindre, comme travail, s'ils sont fatigués par l'âge.

Nous ne doutons pas qu'un droit reconnu à une majoration de traitement de 5 pour 100, 10 pour 100 et même davantage, suivant le nombre des enfans, soit tout aussi propre à attirer des candidats, dans les fonctions publiques, qu'un sacrifice équivalent fait par l'État sous toute autre forme. Les Compagnies de chemins de fer en font une expérience heureuse, quoique encore trop restreinte. Ce qui attire dans une carrière de ce genre, ce n'est pas le salaire de début, toujours faible ; c'est la constatation du fait que ceux qui la suivent se trouvent relativement heureux, n'ont pas trop de peine à lutter avec les difficultés de l'existence. Les fonctionnaires comptent parmi les Français ayant le moins d'enfans : d'après la statistique des familles, dressée à la suite du recensement de 1906, tandis que le nombre moyen d'enfans vivans ou morts qu'avait eus chaque ménage était en moyenne de 2,93 pour l'ensemble de la population (1), il descendait à 2,74 pour les ouvriers de l'État, à 2,03 pour ses employés. C'est qu'en effet, la situation de ceux-ci, donnant plutôt une grande sécurité qu'une forte rémunération, exigeant une certaine tenue, rend difficile pour eux d'élever

(1) Cette moyenne comprend les ménages anciens, dont les enfans sont nés avant la période où la décroissance de la natalité s'est accélérée.

une nombreuse famille; l'augmentation lente des traitemens les pousse au mariage tardif. Si l'on voyait leur salaire croître aussitôt qu'arrivent les enfans, si les agens qui en ont trois ou quatre à leur charge étaient moins gênés, grâce à l'allocation supplémentaire correspondante, il y aurait là un attrait sensible pour les jeunes gens sérieux, dont le but dans la vie est de fonder une famille. Et l'État serait moins souvent entraîné à élever tous les traitemens, par les demandes fondées sur leur insuffisance pour répondre aux besoins d'une famille, si les familles un peu nombreuses recevaient des majorations croissant avec leur effectif.

Ces majorations devraient d'ailleurs s'appliquer aussi bien aux gros traitemens qu'aux petits, car ce sont peut-être les fonctionnaires ayant les qualités nécessaires pour occuper des emplois importans qui reçoivent les salaires s'écartant le plus de la rémunération des fonctions analogues dans l'industrie; ce sont eux, par suite, qui sont les plus tentés de quitter le service de l'État, dès qu'ils ont de nombreux enfans à élever, au grand détriment du service public.

De même, au lieu d'accroître les retraites, et surtout d'abaisser l'âge d'entrée en jouissance, avantages qui profitent plus encore aux célibataires qu'aux pères de famille, toujours désireux de toucher le plus longtemps possible le traitement d'activité, l'État devrait assurer à la veuve d'un fonctionnaire mort prématurément une pension proportionnelle au nombre de ses enfans, pendant leur minorité; l'angoisse du père atteint dans sa santé et exposé à laisser ses enfans sans ressources, s'il n'a pas une durée de services assez longue pour qu'ils aient droit à une pension, est une des plus cruelles que connaissent les agens n'ayant jamais eu un traitement suffisant pour contracter une assurance sérieuse. Favoriser le repos prématuré, au lieu d'assurer quelques ressources à ces misères criantes, c'est une faute que l'État non seulement commet, mais encore tend à imposer aux Compagnies de chemins de fer, quand il fait, sur les droits de leurs agens à pension, des lois et des règlemens beaucoup moins ménagers de leurs deniers qu'il ne l'est des siens propres.

Nous croyons que l'État agirait, directement et par l'exemple, dans un sens très favorable à la natalité, s'il affectait désormais toutes les augmentations de sacrifices nécessaires, pour assurer

le recrutement des services publics, d'abord à des majorations de traitement attribuées à ceux qui ont de nombreux enfans (comme la Chambre l'y a d'ailleurs invité par une résolution du 28 mars 1911), puis à l'attribution de pensions aux orphelins mineurs; nous sommes certain qu'il atteindrait tout aussi bien ainsi le but poursuivi, qui est de trouver un nombre suffisant de bons agens.

*
* *

Il ne suffit pas, pour provoquer l'accroissement de la population, de s'efforcer de renverser le courant d'opinion qui fait envisager la naissance de nombreux enfans comme un malheur, et presque comme une faute des parens; il faut encore éviter que les générations futures soient frappées de tares entraînant une mort, ou des infirmités précoces. Or, deux causes attaquent la race, à ce point de vue, avec une effrayante progression : l'alcoolisme et la syphilis. Contre ces fléaux, l'action de la puissance publique peut être très efficace; elle peut l'être plus encore contre un crime, l'avortement, qui, de plus en plus souvent, empêche des naissances, estropie ou tue des filles et des femmes mariées.

La plaie dont la progression a été le plus rapide, dans les dernières années du XIXe siècle, est l'alcoolisme. M. Raphaël-Georges Lévy en a déjà signalé les ravages, dans le remarquable article publié par la *Revue* le 15 janvier. Qu'il nous soit permis d'y revenir ici, au point de vue de la population. La consommation *taxée* d'alcool pur, par tête d'habitant, qui était d'un litre sous la Restauration et de deux litres et demi à la fin du second Empire, s'élevait à quatre litres et demi de 1898 à 1901. Elle était redescendue à trois litres et demi de 1901 à 1910, sous l'influence de la reconstitution du vignoble et des mesures fiscales encourageant la substitution des boissons dites hygiéniques, vin, cidre et bière, à l'alcool. Elle est remontée à quatre litres, en moyenne, en 1911 et 1912.

Quatre litres d'alcool par tête, cela représente à peu près 350 petits verres d'eau-de-vie aux environs de 50 degrés. Si l'on admet que, dans près des deux tiers de la population, femmes, jeunes gens au-dessous de quinze ans, vieillards de plus de soixante-dix ans, la consommation de l'alcool est encore heureusement très peu développée, on arrive, pour les hommes, à

une consommation moyenne de 1 000 petits verres par an, — 3 000 petits verres dans les villes comme Le Havre, Rouen, Caen, Boulogne, où la consommation d'alcool pur, par tête d'habitant, est voisine de 12 litres.

A côté de cette consommation constatée par le fisc, il en est une autre dont l'importance, impossible à chiffrer, est certainement considérable, celle de l'alcool produit par les bouilleurs de cru. On sait que ce nom désigne les propriétaires ne distillant que les fruits de leur récolte. La loi leur accorde, à titre de consommation de famille, la franchise pour 20 litres d'alcool pur; mais, comme aucune surveillance n'est exercée sur leur production, leur consommation exempte de droits n'a, en réalité, d'autre limite que cette production; beaucoup d'entre eux alimentent même le commerce de la région, en lui vendant en fraude des quantités d'eau-de-vie souvent considérables. Le recul de la consommation taxée, depuis que la production des bouilleurs de cru s'est accrue, grâce à la reconstitution du vignoble et notamment dans les années de bonne récolte de fruits, tient en grande partie à l'essor de cette consommation frauduleuse. La loi n'exprime que trop la vérité, en appelant allocation familiale la quantité pour laquelle la franchise est accordée aux bouilleurs de cru : comme cette quantité et celle, bien plus considérable, qui échappe illégalement au fisc, sont consommées à domicile et non au cabaret, elles empoisonnent les femmes et les enfans eux-mêmes, en même temps que les hommes, dans toutes les régions productrices de fruits abondans où l'habitude de bouillir s'est répandue.

La production des bouilleurs de cru ajoute peut-être, suivant les années, deux ou trois dixièmes à celle que constate seule la statistique fiscale.

Ce que la consommation d'alcool actuelle représente de tares individuelles et héréditaires, de crimes, de folies, de morts prématurées dues à des dégénérescences de formes diverses, à la tuberculose, à la misère résultant des dépenses faites au cabaret et des journées de travail perdues, on l'a exposé bien souvent. Le Gouvernement préposé aujourd'hui à la défense nationale s'en est ému : il a interdit la vente de l'absinthe, dans laquelle le poison de la thuyone s'ajoute à celui de l'alcool; il a interdit l'ouverture de nouveaux cabarets. Ce sont là des services signalés, dont nous ne saurions lui être trop reconnais-

sans. Mais, pour arrêter les ravages que l'alcool exerce sur l'effectif et sur la qualité de la population, il faut aller plus loin : il faut restreindre la consommation taxée ou non taxée et amener la fermeture d'une partie des cabarets existans. Comme l'exposait M. Raphaël-Georges Lévy, dans l'étude précitée, le meilleur moyen, pour y arriver, c'est de renchérir l'alcool et d'en restreindre le commerce, par des taxes écrasantes.

Les impôts sur l'alcool, comme les prélèvemens sur le jeu et quelques autres objets, ont cet immense avantage, qu'à l'inverse de la plupart des autres taxes, ils sont profitables, non seulement par le produit qu'ils donnent, mais plus encore peut-être par les consommations qu'ils empêchent. En les majorant, il n'est pas douteux qu'on procurera à l'État des ressources nouvelles, dont il va avoir grand besoin. Ces ressources ne seront pas, il est vrai, proportionnelles à l'aggravation de l'impôt, car la consommation sera sûrement entravée par la hausse des prix : ce sera là un avantage plus grand encore pour la patrie.

L'alcool supporte actuellement, en France, un droit général de consommation de 220 francs par hectolitre, qui a produit 356 millions en 1912, — avec une diminution de 10 millions par rapport à 1911, tenant à l'abondance de la récolte des fruits distillés par les bouilleurs de cru. L'État perçoit, en outre, un droit d'entrée dans les villes, s'élevant à 30 francs au maximum, qui produit 17 millions. Un grand nombre de communes y ajoutent des droits d'octroi, dont le plus élevé, à Paris, atteint 165 francs, et qui produisent 51 millions. Le montant total des impôts, par hectolitre d'alcool pur, varie donc entre 220 francs dans les campagnes et 415 francs à Paris; ils ont produit, en 1912, 424 millions pour 1 619 000 hectolitres taxés à la consommation, soit en moyenne 2 fr. 62 par litre, 3 centimes environ par petit verre.

En Angleterre, le droit d'excise a été majoré successivement jusqu'à atteindre 711 francs par hectolitre d'alcool pur. On pourrait, sans atteindre ce chiffre, même à Paris, doubler le droit de consommation, — et, sans l'atteindre, en moyenne, élever le droit à 500 ou 600 francs, ce qui porterait à 6 ou 7 centimes la taxe sur chaque petit verre.

Mais l'augmentation de la prime à la fraude développerait énormément la production non surveillée des bouilleurs de cru,

si celle-ci restait, en fait, exempte de droits. Pour que la taxe majorée soit perceptible, il faut qu'elle soit appliquée à toute la production; il le faut, surtout, pour que l'empoisonnement de la moitié de nos populations rurales cesse, pour que les enfans ne contractent plus dans leur famille l'habitude de boire de l'eau-de-vie. La suppression du privilège des bouilleurs de cru sera certes difficile à faire accepter. Elle a été tentée à diverses reprises, dans l'intérêt du fisc; mais aucune assemblée n'a eu le courage de résister aux demandes tendant à supprimer toute surveillance effective sur leurs opérations, à l'approche des élections. C'est pour faire accepter cette surveillance qu'un appel à l'élan général du patriotisme suscité par la guerre, à la nécessité supérieure d'éliminer tout ce qui décime la population, sera nécessaire.

Il semble d'ailleurs que la seule manière de rendre le contrôle acceptable soit de ne pas le faire exercer au domicile de chaque bouilleur : l'exercice, pratiqué chez un million de cultivateurs, produit des froissemens qui exaspéreraient même les particuliers disposés à accepter l'impôt. La loi de finances du 22 avril 1905 avait organisé un système de distillation en commun, qui a subsisté dans quelques départemens; c'est ce système qu'il faut généraliser. L'interdiction de distiller à domicile, sauf dans des conditions spéciales, serait sans doute plus facilement supportée que l'exercice appliqué à tous les bouilleurs; avec des pénalités suffisantes pour que nul ne s'expose volontiers à les subir, on peut réprimer la distillation clandestine, qu'il est très difficile de tenir partout secrète.

En même temps qu'on renchérirait l'alcool par l'impôt de consommation accru, il faudrait en réduire l'offre, rendre la tentation moins constante, par la diminution du nombre des cabarets. Celle-ci peut être réalisée sans expropriation et sans mesures arbitraires de police, si l'on a le courage d'accroître suffisamment l'impôt spécial qui les frappe, la licence. La dernière loi de finances, en exonérant de cette licence tous les débits qui ne vendent que des boissons hygiéniques, en assimilant à la vente en fraude la détention d'alcool par les débitans qui ont déclaré n'en point vendre, a préparé la voie à un relèvement considérable. Il suffirait d'admettre que la taxe majorée ne s'applique qu'en partie aux restaurans vendant de l'alcool uniquement avec des repas véritables, pour que la

mesure fût parfaitement acceptable, et la surveillance paraît très susceptible d'être efficacement exercée.

L'impôt de la licence frappe aujourd'hui près de 500 000 cabarets, de droits variant entre 20 francs et 450 francs par an; il produit 27 millions, soit en moyenne 54 francs par débit. En le portant entre 100 francs, comme minimum, et 2000 ou 3 000 francs, par exemple, comme maximum, on amènerait sûrement une réduction énorme du nombre des cabarets vendant de l'alcool. Mais c'est là qu'un appel énergique aux sentimens de la population, pour le salut de la patrie, sera nécessaire, si l'on veut triompher de la résistance de la puissante corporation des débitans. Beaucoup d'entre eux, dans les pays où leur nombre est tel que la clientèle de chacun est très restreinte, devront fermer boutique, faute de pouvoir supporter l'impôt. Les tentations offertes partout aux travailleurs et l'alcoolisme, dont les débitans sont les premières victimes, seront singulièrement réduits.

Jointe à l'avance à faire par les débitans pour payer 3 ou 4 centimes de surtaxe par petit verre d'alcool, l'augmentation des licences amènerait sans doute une hausse d'un sou dans le prix de vente. Si le prix ne s'élevait pas, ce serait, l'expérience le montre, la contenance du petit verre, la teneur du liquide en alcool qui diminuerait. Le buveur obstiné, qui consacre à l'alcool toutes les ressources dont il dispose et qui saura toujours trouver un cabaret, serait obligé de diminuer d'un tiers sa consommation d'alcool pur. Le paysan bouilleur de cru ne considérerait plus l'eau-de-vie comme un produit qu'on consomme sans hésitation, parce qu'il ne coûte rien. Une des réformes les plus efficaces pour le salut de la race serait réalisée, non seulement sans sacrifices du budget, mais encore avec un gain sérieux. En effet, même si la consommation d'alcool était réduite d'un tiers et le nombre des cabarets de moitié, ce qui serait un résultat immense et difficile à espérer, le rendement de l'impôt, grossi de 300 ou 400 francs par hectolitre, augmenterait d'au moins 200 millions, le jour où les bouilleurs de cru rentreraient réellement dans le droit commun.

L'empereur de Russie a été bien au delà de ce que nous réclamons quand, dès le début de la guerre, il a fermé dans tout son empire les débits de boisson. On sait que la vente de l'eau-de-vie avait été transformée, en Russie, en un monopole

qui rapportait près de deux milliards de produit net au Trésor public. Le Tsar a montré que son courage de chef d'État n'était pas inférieur au courage militaire de ses glorieuses armées, en supprimant cette ressource au moment où une lutte gigantesque en exigeait de colossales. La suppression de la plaie de l'alcoolisme paraît avoir, à elle seule, compensé à peu près, au point de vue économique, les maux causés par la guerre. Elle a amené en Russie une augmentation de la productivité du travail, une diminution de la misère, qui atténuent singulièrement la crise inévitable dans un pays où une grande partie des hommes valides est appelée sous les drapeaux.

Sans demander au législateur français une pareille énergie, nous ne croyons pas aller trop loin en signalant la nécessité absolue de rechercher un fort produit de l'impôt sur l'alcool dans l'élévation de la taxe unitaire, et non dans le développement de la matière imposable, c'est-à-dire de la plaie la plus grave des sociétés modernes; il ne faut même pas craindre, au besoin, d'aller jusqu'à diminuer le rendement de la taxe par la raréfaction des lieux de vente. Comme mesure accessoire fiscale, qui ne serait pas sans effet, nous signalerons l'interdiction de réunir un débit de tabac à un cabaret, qu'il sert à achalander; une prescription administrative y suffirait.

A côté de l'alcoolisme, il est une autre cause d'infection de la race dont on éprouve quelque répugnance à parler publiquement et dont il importe pourtant de ne pas taire le danger, si on veut y remédier. C'est la syphilis, et avec elle les autres maladies secrètes, moins graves, mais diminuant fréquemment la fécondité des hommes ou des femmes qu'elles atteignent. Il semble bien que leur grande diffusion, de nos jours, soit, comme l'alcoolisme, une des plaies qui accroissent la mortalité à tout âge, notamment le nombre des mort-nés et celui des maladies congénitales amenant la mort de beaucoup d'enfans.

Contre ce mal, ce n'est pas par l'impôt, c'est par l'action de la police et de la justice qu'une action efficace peut être exercée. L'autorité publique ne saurait pas plus imposer les bonnes mœurs que la sobriété. Mais elle peut interdire la provocation publique, qui propage les mauvaises mœurs, la réprimer avec une sévérité particulière, si elle est faite par des personnes contaminées, enfin soumettre la prostitution à une

surveillance rigoureuse, qui en réduirait énormément les dangers au point de vue sanitaire.

Seulement, il faut, pour cela, que l'action de la police soit régularisée par la loi et qu'elle ne soit pas affaiblie ou énervée par les exigences de l'opinion, lui demandant une perfection irréalisable. Certes, les erreurs policières sont déplorables en cette matière, plus qu'en toute autre, et il faut tout faire pour les rendre aussi rares que possible. Mais il faut bien partir de cette idée, que la seule manière d'éviter les erreurs de la police, c'est de n'arrêter personne, de même que la seule manière d'éviter les erreurs judiciaires, c'est de ne condamner personne; il semble parfois que ce soit vers ce remède, infiniment pire que le mal, que l'on s'achemine en France. On se rappelle les attaques auxquelles ont succombé jadis plusieurs chefs de la police, à Paris, à la suite d'erreurs du service des mœurs, dont beaucoup étaient plutôt des erreurs sur la nuance que sur le fond même de la conduite des personnes qui en étaient victimes. La conséquence en a été cet étalage du vice, qui y entraîne tant de jeunes gens, à un âge où ils n'ont pas plus la fermeté nécessaire pour résister aux provocations qu'ils n'auraient la hardiesse d'aller chercher la débauche, si elle ne venait pas au-devant d'eux; de là tant de contaminations précoces, tant de vies détournées ensuite du mariage et de la famille par les mauvaises habitudes.

L'assainissement de la voie publique n'empêchera évidemment pas les hommes qui le voudront de trouver la satisfaction de leurs vices. Mais une surveillance vigilante de la police, soumettant toutes les formes de la prostitution aux visites sanitaires, diminuerait sans doute beaucoup les ravages des maladies qui en résultent.

A cet égard, il semble que, comme beaucoup de lois excellentes dans leur principe, celle du 11 avril 1908, soustrayant à l'action de la police les filles de moins de dix-huit ans, ait donné des résultats tout autres que ceux qu'on en attendait. Le retard que des prescriptions trop compliquées entraînent dans l'application des sanctions nécessaires et le défaut d'énergie et d'entente entre les autorités chargées de cette application ont abouti à une absence à peu près complète de surveillance sur ces filles; plus séduisantes et moins expérimentées que les autres, elles sont le principal véhicule des maladies secrètes. Qu'on

évite de les confondre prématurément avec les femmes définitivement corrompues, rien de mieux. Mais l'arrestation immédiate, dans tous les cas de provocation à la débauche sur la voie publique, par qui que ce soit, et l'application de la surveillance sanitaire à toutes les prostituées n'en sont pas moins les conditions essentielles de toute police efficace, pour la protection de la santé comme pour le relèvement de la moralité publique.

Enfin, pour arrêter la propagation de la contagion, pour éviter qu'elle atteigne les ménages qui se fondent régulièrement, il est indispensable de placer en dehors du secret professionnel des médecins les tares qui en résultent. On dira que la suppression du secret accroîtra la diffusion des maladies, en empêchant beaucoup de malades de se soigner; mais la nécessité les y obligera toujours. Le même argument a été invoqué contre la loi du 15 février 1902, rendant obligatoire, pour les médecins, la déclaration à l'autorité publique des maladies contagieuses dont la liste est arrêtée par décret rendu sur avis de l'Académie de médecine. Le législateur a passé outre. Le secret des maladies dont l'origine est honteuse n'est pas plus respectable que celui des autres. Sans aller, avec certains États américains, jusqu'à subordonner le mariage à un certificat médical, il convient d'établir, pour tout médecin, non seulement le droit, mais le devoir d'avertir tous ceux pour qui le secret gardé sur la maladie d'autrui peut être une cause de contamination.

Des lois, donnant une base légale à l'action de la police, en matière de mœurs, et prescrivant les mesures indispensables pour éviter la propagation des maladies secrètes sont parmi les plus urgentes de celles que la nécessité de sauver la race fera sans doute accepter, au lendemain de la guerre. L'insuffisance des mesures prises à cet égard, depuis que l'état de siège a si grandement étendu les pouvoirs de l'autorité publique, est certainement un sujet de regrets particulièrement vifs pour beaucoup de personnes.

Une autre plaie secrète, dont l'importance a été signalée par la grande Commission instituée, il y a quelques années, pour combattre la dépopulation, et sur laquelle M. Paul Leroy-Beaulieu a particulièrement insisté, c'est l'avortement. A en croire certains spécialistes, le nombre des avortemens volontaires atteindrait chaque année le quart ou le tiers de celui des

naissances. Il est difficile d'admettre qu'il n'y ait pas là une énorme exagération. Il n'en est pas moins certain que ce nombre est très grand, et que les offres de service de sages-femmes prêtes à pratiquer les manœuvres criminelles qu'il implique s'étalent de tous côtés, avec des périphrases transparentes.

Ici, la loi répressive ne fait pas défaut; mais elle est mal conçue. Elle prononce des peines tellement draconiennes, que leur application est très difficile; elle remet cette application au jury, dont les décisions, en cette matière, n'ont plus leur caractère fantaisiste habituel, car elles consistent à peu près toujours en acquittemens. Devant cette situation, les poursuites sont devenues infiniment rares, à moins de circonstances exceptionnellement aggravantes. Les mesures à prendre sont d'ailleurs prévues dans une proposition de loi, pendante devant le Sénat, qui modifie le code pénal sur ce point et soumet les maisons d'accouchement à une surveillance devenue indispensable.

Ici encore se pose la question du secret professionnel. Observer ce secret, dans l'espèce, c'est presque toujours se rendre coupable d'une véritable complicité de crime. On a proposé d'inscrire l'accouchement prématuré parmi les maladies dont la déclaration est obligatoire. Nous sommes convaincu que cette mesure, appliquée à l'avortement, serait le meilleur remède contre une contagion morale plus dangereuse que les maladies épidémiques et dont la diffusion doit tomber sous la loi pénale.

Le projet sénatorial punit la propagande faite en vue d'inciter à l'avortement, qui est une excitation au crime, et celle qui a pour objet de répandre les pratiques propres à éviter la conception, qui est un outrage aux mœurs.

Le vote d'une loi permettant de réprimer efficacement et surtout de prévenir, en arrêtant une propagande criminelle, des faits qu'une impunité générale tend à faire considérer de plus en plus comme licites, suffirait sans doute à relever très sérieusement la natalité en France. Mais il faut se hâter, si l'on veut profiter du sentiment général de la nécessité d'un remède à la dépopulation qui suivra sans aucun doute la guerre, pour mettre sérieusement en application ces mesures de salut.

*
* *

Nous n'avons parlé, dans tout ce qui précède, que de mesures législatives. Ce n'est point que nous ayons une foi aveugle dans

l'intervention des pouvoirs publics; seule, une modification des cœurs et des volontés, engendrée par la conviction des esprits, donnera des résultats, en cette matière, plus qu'en toute autre. Pour amener cette modification, l'action la plus efficace sera celle de la propagande par le livre, par le journal, par la conférence, par l'enseignement. Mais, puisqu'il s'agit, avant tout, d'un intérêt national, la première condition, pour qu'il touche tous les citoyens, c'est que les représentans de la nation marquent l'intérêt capital qu'il a pour elle. Nous ne doutons pas que la grande majorité des électeurs sente, au lendemain de la guerre, le caractère pressant de la nécessité qui s'impose à nous; pour assurer la durée du premier élan, il faut qu'ils choisissent, à l'avenir, des élus résolus à graver profondément dans les lois, notamment dans les lois fiscales qui se rappellent à tous chaque année, cette nécessité de salut public. Il appartient aux membres du Parlement qui aura à procéder aux premières reconstructions de montrer qu'ils sont déjà de ceux-là.

Les mesures que nous proposons ne constitueraient d'ailleurs nullement une intervention de l'État dans les sentimens et les intérêts privés, sortant de ses attributions propres. Elles tendent simplement à obtenir qu'il tienne compte de la nécessité d'enrayer la dépopulation, dans l'exercice de ses attributions normales en matière d'impôts, d'assistance et de police.

Nous tenons d'autre part à constater que ces conclusions ne sont nullement en opposition avec les doctrines des anciens économistes, qui signalaient les dangers d'une natalité excessive. Nous ne saurions admettre, avec l'École historique allemande, que la vérité scientifique, dans les questions économiques et sociales, varie d'une époque à une autre; c'est là une idée fausse, qui ne peut d'ailleurs conduire qu'au scepticisme absolu ou à la justification de toutes les mesures tyranniques prises par les puissans de chaque jour. La vérité est toujours la même; seulement, la propagande, à chaque époque, doit s'exercer pour combattre les erreurs qui poussent l'humanité à s'en écarter, tantôt dans un sens, tantôt dans un autre.

Il est certain que la population tendrait à se développer plus vite que les moyens de subsistance, si chaque couple humain procréait autant d'enfans qu'il le peut, physiologiquement, sans se demander comment il les élèvera; Malthus méritait bien de l'humanité, quand il combattait une pareille tendance, à

l'époque où la natalité excessive, dans les classes ouvrières anglaises, engendrait l'exploitation de l'enfance, la misère et la mort prématurée. Aujourd'hui, c'est vers l'excès inverse que l'on incline partout. En France, cet excès devient un péril grave, précisément à une époque où les progrès de la production permettraient de subvenir aux besoins d'une population bien plus nombreuse. Grâce aux découvertes scientifiques, qui ont accru la maîtrise de l'homme sur la nature, grâce aussi à l'accumulation des capitaux, qui a multiplié ses moyens d'action, le sort des travailleurs s'est considérablement amélioré dans tout le monde civilisé ; l'humanité peut vivre infiniment mieux, tout en diminuant l'intensité d'un effort jadis épuisant. C'est en présence d'un avenir plus riche que jamais en promesses de toute nature qu'une crainte inexplicable menace la race française de disparaître, de ne plus compter au milieu des races plus fécondes. Et cette crainte se manifeste surtout, sinon dans les familles riches, du moins dans celles qui pourraient, sans difficultés, élever trois ou quatre enfans et les armer pour la vie mieux que ne l'étaient leurs parens.

Ceux-là seuls, dans ces conditions, méritent bien de la patrie et de l'humanité, qui combattent la disette d'hommes, la pire de toutes et la seule menaçante aujourd'hui. Nous avons été heureux de voir l'Académie des Sciences morales et politiques ouvrir une discussion nouvelle sur les conclusions formulées ci-dessus, et, par un vœu adopté le 27 mars 1915, appuyer de sa grande autorité, dans leurs traits généraux, les mesures que nous recommandons. Ce que doivent travailler à développer, dans chaque famille, tous ceux qui peuvent exercer quelque action sur l'opinion, ce que la puissance publique doit chercher à susciter par des dispositions légales multiples et convergentes, c'est la volonté d'élever de nombreux Français, pour conserver les résultats à la conquête desquels tant de Français sacrifient aujourd'hui leur vie. Mettre en vigueur, le plus tôt possible, les mesures propres à y contribuer, c'est la première des tâches de demain.

C. Colson

# LE MIRACLE FRANÇAIS

## I

Souvenez-vous. C'est l'histoire d'hier, et il semble qu'elle soit vieille d'un siècle...

Mais au moment de rappeler cette histoire, c'est-à-dire de fixer les principaux traits de notre situation morale, politique et sociale avant la guerre, entre les élections générales du mois de mai et le coup de foudre du mois d'août, notre plume hésite et s'arrête. Dieu nous garde de réveiller nos vieilles querelles et de porter atteinte à la trêve des partis, à ce qu'on a appelé l' « union sacrée » d'aujourd'hui ! Mais le souvenir est resté dans toutes les mémoires, et il nous suffit d'y faire allusion. Le moins qu'on puisse dire est que nous étions profondément divisés il y a dix mois. Les esprits étaient agités, les consciences troublées, les passions déchaînées, et notre mauvaise fortune ne nous avait même pas épargné ces scandales qui apparaissent à la fin d'un régime comme un inquiétant symptôme. Les pessimistes criaient à la décadence. Les optimistes, ceux qui, dans les deux années précédentes, avaient cru voir se lever l'aurore d'une France nouvelle et avaient salué la naissance d'un esprit nouveau, ceux-là se demandaient avec inquiétude s'ils ne s'étaient pas trompés, ou si du moins il ne leur faudrait pas ajourner à une autre génération leurs tremblantes, leurs timides espérances...

Brusquement, dans cette atmosphère de corruption, de malaise et d'orage, comme un coup de tonnerre, la guerre éclate. Et soudain, voici qu'une France nouvelle apparaît : une France unie, fière sans bravade, calme et grave, celle-là même

que nous avions rêvée, et que nous désespérions presque de jamais voir de nos yeux de chair; une France qui accepte sans un murmure toute sa destinée, comme si, depuis quarante-quatre ans, elle attendait cette heure tragique et s'y préparait en silence. En une seconde, toutes les misères de la veille sont oubliées, abolies, s'abîment dans le passé. A la profonde stupéfaction de nos ennemis, de nos amis même et, avouons-le, à la nôtre, toutes nos divisions s'évanouissent. Le déplorable assassinat d'un éloquent tribun socialiste n'arrive même pas à troubler une heure cette soudaine entente. La Chambre, subitement élevée au-dessus d'elle-même, dans une séance inoubliable, donne l'exemple de la concorde, de la sagesse patriotique, de la dignité frémissante. Les hommes au pouvoir trouvent les justes, fortes et sobres paroles qu'il faut dire, et leur éloquence simple, ramassée, nerveuse, digne des plus beaux jours de la tribune athénienne, est le plus bel hommage que l'on puisse rendre à la cause qu'ils défendent. Socialistes, conservateurs, monarchistes, républicains, toutes les théories politiques; catholiques, libres penseurs, israélites, protestans, toutes les conceptions philosophiques ou religieuses; artisans, bourgeois, nobles ou paysans, toutes les catégories sociales sont unies, confondues, soulevées dans le même élan. Un seul sentiment, une pensée unique dominent toutes les consciences françaises. Que parlions-nous, hier encore, des deux Frances? Il n'y en a qu'une, la France éternelle, tout entière réconciliée et rassemblée contre le brutal envahisseur. Jamais, à aucune époque de notre histoire, l'unité morale du pays n'a été aussi complète, aussi profonde, aussi intime qu'au lendemain du jour où elle paraissait le plus tristement compromise.

Comment expliquer cette étonnante volte-face, cette sorte de création spontanée d'une grande âme collective et nationale, cette soudaine transfiguration de tout un peuple, dont nous avons les yeux et le cœur encore tout éblouis? La raison analytique n'y suffira peut-être pas; mais il est évident qu'elle peut rendre compte de certains aspects du phénomène.

Que les élémens conservateurs de l'opinion française aient accueilli avec une virile fermeté la perspective d'une guerre européenne, c'est ce qui ne saurait surprendre. Les conservateurs français ont sans doute leurs défauts : on n'a jamais pu incriminer sérieusement la sincérité et la vigilance inquiète

de leur patriotisme; si on les avait plus souvent écoutés, qui pourrait nier que la France de 1914 eût été plus prête à la lutte? Beaucoup d'entre eux, à plus ou moins longue échéance, s'attendaient à la guerre; quelques-uns ne savaient s'ils devaient l'espérer ou la craindre; presque tous s'y préparaient et tâchaient d'y préparer l'opinion. Tous, en tout cas, bien convaincus qu'une nation, suivant le mot profond de Renan, est avant tout « une création militaire, » déplorant que la France ne jouât plus dans le monde le rôle glorieux qu'elle y jouait autrefois, mettaient dans l'armée leur suprême espoir et leur suprême pensée et comptaient invinciblement sur elle pour le moment où sonnerait l'heure du relèvement national. Royalistes, bonapartistes, nationalistes, progressistes, libéraux ou traditionalistes de toutes nuances politiques n'ont donc eu aucun mérite à courir immédiatement au drapeau; ils en ont eu davantage à oublier sur-le-champ les nuances ou les graves oppositions qui les séparaient les uns des autres, et, bien plus encore, des pouvoirs constitués, à se grouper sans hésitation autour des représentans d'un régime dont ils réprouvaient les erremens et les tendances, et qu'hier encore ils combattaient de toute leur énergie. Nous voulons croire que leurs adversaires, à leur place, eussent fait preuve d'un semblable désintéressement.

Ceux qui se baptisaient « républicains de gauche, » radicaux ou radicaux-socialistes, sont revenus de plus loin. Combien d'entre ces fiers descendans des « grands ancêtres » de 93 avaient glissé aux candides chimères du pacifisme, déclamé contre la guerre, dénoncé les dangers du « militarisme, » protesté contre notre expansion coloniale, cru à la possibilité d'une entente avec l'Allemagne, condamné l'idée de la revanche, et renoncé, dans le secret de leur cœur, à nos deux provinces perdues! Combien avaient imprudemment lésiné sur les crédits militaires, et même, parmi ceux qui s'étaient résignés à la loi de trois ans, combien s'apprêtaient, aussitôt que l'occasion s'en présenterait, à défaire leur œuvre! Combien enfin avaient, dans mille circonstances, témoigné à l'armée leur défiance, ou même leur hostilité, comme si, dans chaque général, il y avait l'étoffe d'un héros de Brumaire! Eh bien! tous ces préjugés, toutes ces préventions, toutes ces nuées, l'ouragan qui venait de l'Est les a dissipés sans retour. La grâce a soufflé sur nos radicaux : ils se sont réveillés fervens patriotes; ils ont endossé

l'uniforme; ils se sont soumis aux dures exigences de la discipline; ils ont retrouvé au fond de leur âme l'esprit qui animait les volontaires de 92. Et assurément, de voir leurs amis politiques aux prises, en ces graves circonstances, avec les difficultés et les responsabilités du pouvoir, cela n'a pas nui à leur brusque conversion. Mais enfin, ils se sont convertis, et on n'a pas à leur demander autre chose.

Une conversion qui semblait devoir offrir plus de difficultés, et qui a eu lieu pourtant, est celle des divers groupes socialistes et révolutionnaires. Convenons-en : quand les premiers bruits de guerre commencèrent à circuler, c'est du côté de la Confédération générale du Travail que nous avons tous regardé avec le plus d'inquiétude. Et sans doute, nous avions tort d'être inquiets, l'événement l'a bien prouvé. Mais quoi! dans les milieux ouvriers, l'Évangile selon saint Marx avait fait tant de croyans! On nous avait tant rebattu les oreilles de la « lutte des classes, » de l' « Internationale, » des revendications prolétariennes, de la « grève générale! » On avait si souvent déclaré la « guerre à la guerre, » déclamé contre la « société bourgeoise, » contre le « préjugé » patriotique! On nous avait si souvent menacés de « saboter » la mobilisation, de tirer sur les officiers, de désorganiser la défense nationale! On professait un culte si aveugle pour la « Social-democratie! » Soyons bien assurés, — ils l'ont dit assez haut! — que nos ennemis comptaient sur Jean Jaurès pour provoquer une nouvelle Commune. Ce rêve a été déçu, comme tant d'autres. Nos socialistes ont fait tout leur devoir, comme les socialistes allemands ont fait le leur. Moins logiques que les nôtres, et certainement moins francs; plus officiellement embrigadés en tout cas, ces derniers, nous le savons aujourd'hui, s'étaient dérobés à l'offre d'une entente entre les « travailleurs » des deux pays en vue de faire avorter la guerre. Ce fut un trait de lumière pour les « camarades » français. Ils comprirent qu'on les avait dupés, et qu'à persévérer dans leurs théories et leurs velléités insurrectionnelles, c'est le jeu même de l'Allemagne belliqueuse et militariste qu'ils allaient jouer. Bien convaincus d'ailleurs que la France n'avait pas voulu la guerre, et qu'elle avait même tout fait pour l'éviter, ils se persuadèrent que combattre vaillamment pour elle, c'était combattre pour leur propre idéal, préparer l'avènement de la paix perpétuelle et de la « République alle-

mande. » Et rassurés sur les principes, ils s'apprêtèrent à faire le coup de feu contre l'ennemi commun avec autant de sérénité et d'ardeur que les plus fougueux « nationalistes. »

On se représente donc assez bien les raisons diverses auxquelles ont obéi les différens partis qui se disputent la direction de la France contemporaine, en courant sans hésitation, d'un même élan, à la frontière menacée. Les uns vivaient de préférence dans les souvenirs de l'ancienne France, celle des Croisades, de saint Louis, de Jeanne d'Arc, la « fille aînée de l'Église, » dont la mission n'est pas près d'être achevée. Les autres se complaisaient dans la France rationaliste et libre penseuse, le pays de Voltaire et de Diderot. Les autres enfin tournaient plus habituellement leur pensée vers la France démocratique et égalitaire, la France de la Révolution, la patrie par excellence des revendications sociales et des libertés politiques. Et tous ensemble, ils allaient défendre la France, tout simplement parce qu'elle était la France, la douce et maternelle patrie, la terre des aïeux, le coin du sol sacré où sont ensevelis leurs morts, où ils sont nés eux-mêmes, où ils ont balbutié leurs premières paroles, dont les horizons familiers ont caressé leurs premiers regards, se sont mêlés à toutes leurs joies et à toutes leurs douleurs, — et parce qu'ils ne pourraient plus vivre si ces bois, ces champs, ces villes qu'ont fondées les ancêtres venaient à tomber aux mains d'hommes d'une autre race, aux mœurs grossières, au parler rude, au lourd et fumeux génie. Et tout cela est vrai; toutes ces explications sont justes, et il faut les donner. Mais que toutes ces causes, apparentes ou profondes, de l'unanimité française aient pu *jouer ensemble*, qu'en une seconde elles aient fait d'une nation, hier si divisée, la moins disciplinée et, par momens, la plus anarchique, un bloc intangible et sans fissures; que nous ayons vu se constituer l'union sacrée des esprits, des volontés et des cœurs; que sous nos yeux, comme par l'effet d'une brusque réaction chimique, se soit produite une sorte de soudaine cristallisation de l'âme française, c'est ce qui dépasse et confond la raison raisonnante, et, — qu'on donne au mot le sens réel ou figuré que l'on voudra, peu m'importe, — c'est où je vois le premier miracle français.

## II

Il y en a d'autres. Au premier rang il faut placer les conditions internationales et diplomatiques du conflit. En vérité, elles étaient telles que nous n'aurions pu les rêver meilleures, et que nous n'avons pas eu à regrètter d'avoir, quarante-quatre années durant, attendu patiemment l'heure de la destinée. Quand on connaîtra par le menu l'histoire diplomatique de ces quarante-quatre années, on saura tout ce qu'il a fallu à la France de longanimité, de souplesse, de sang-froid, de stoïque résignation, pour résister aux menaces, aux provocations de la brutalité allemande. A nous en tenir aux faits universellement connus, nul ne pourra reprocher à notre pays d'avoir recherché fiévreusement l'occasion d'une revanche. Volontairement, systématiquement, afin que le monde ne pût nous accuser de troubler la paix universelle pour la satisfaction de nos rancunes nationales, toutes les fois qu'entre l'Allemagne et nous s'élevait une question purement personnelle, nous étions prêts à toutes les concessions compatibles avec notre dignité. Si la guerre a fini par éclater, c'est que l'Allemagne nous l'a déclarée. Et si nous nous y sommes si promptement résolus, c'est qu'il s'agissait tout d'abord de ne pas laisser écraser un petit peuple héroïque par un Empire ambitieux et sans scrupules. Et ainsi, sans l'avoir cherché, la France s'est trouvée, aux yeux de tous, dans l'attitude même qui pouvait le mieux convenir à ses traditions séculaires : elle était assaillie, parce qu'elle était libératrice; on l'attaquait, parce qu'elle n'avait pas voulu laisser perpétrer une injustice internationale.

Cette noblesse d'attitude a eu pour conséquence immédiate que la Russie, dont la maladroite politique allemande avait fait notre alliée, la Russie dont nous épousions la juste cause, allait mettre toute sa puissance au service de nos communs intérêts. L'Italie, dont, en d'autres circonstances, nous aurions pu redouter les engagemens, — mais à l'égard de laquelle nos adversaires avaient manqué, tout à la fois, de franchise et d'habileté, — l'Italie se déclarait neutre et ne tardait pas à déclarer que la neutralité ne pouvait être pour elle qu'une attitude provisoire. Restait l'Angleterre qui, à la vérité, depuis dix ans, s'était très cordialement rapprochée de nous, et dont l'intérêt

général était visiblement conforme au nôtre. Mais l'Angleterre, pacifique d'instinct, en proie à de graves difficultés intérieures, très ouverte d'ailleurs à des influences allemandes, l'Angleterre était divisée contre elle-même. Le sort de la Serbie était pour elle un sujet d'émotion bien lointaine. L'odieuse violation de la neutralité belge vint mettre fin à ses hésitations. Le loyalisme anglais et l'intérêt anglais se trouvèrent d'accord pour infliger à l'Allemagne une surprise irritée dont elle n'est pas encore revenue. Sa duplicité, sa violence, son manque de perspicacité consommaient cet « encerclement » qu'elle avait toujours redouté comme la pire des éventualités. Et la France, par la loyauté, la prudence, la générosité de ses procédés, grâce aussi à l'habileté de ses diplomates, se trouvait placée dans une situation morale et matérielle peut-être unique dans tout le cours de son histoire. A un siècle de distance, c'était, retournée en sa faveur, la situation qui devait aboutir à la chute de Napoléon. Tandis que le vide se faisait autour de son implacable ennemie, les alliances venaient à elle. Et, par une coïncidence véritablement symbolique, en même temps qu'elle se trouvait défendre la liberté du monde, et, on peut bien le dire sans déclamation, la cause de la civilisation, elle luttait pour son existence même, pour l'avenir de son génie, et pour les espérances réparatrices que, pendant près d'un demi-siècle, elle avait jalousement conservées dans son cœur.

Pour soutenir un pareil rôle, pour remplir une pareille mission et n'en pas être écrasé, pour justifier aussi tant d'espoirs et mériter tant de confiance, il fallait une puissance matérielle et une force d'âme dont beaucoup, même parmi nos amis, ne croyaient pas la France entièrement capable. Ils la savaient insuffisamment préparée, courageuse, certes, mais nerveuse, prompte à la désillusion, plus capable d'élan que d'endurance. Et ils savaient l'adversaire formidable, admirablement outillé, dressé depuis quarante ans à cette guerre qu'il avait déchaînée. Il serait d'autant plus violent et plus impitoyable que, se sentant lui-même menacé dans son existence, inquiet du lendemain, il avait eu des déceptions diplomatiques qui avaient froissé son orgueil et troublé sa sécurité. Ils savaient enfin que, pressé d'en finir et forcé de frapper dès l'abord des coups décisifs, il allait diriger presque tout son effort contre la France qu'il s'agissait à tout prix d'accabler et de mater en quelques

semaines. Rappelons-nous l'article décisif du *Times* : « Il y eut des jours où, durant la rapide marche en avant allemande, nous craignions que les armées françaises ne fussent par trop inférieures à leurs adversaires, où nous croyions que l'Allemagne ne serait battue que sur mer et sur sa frontière orientale, et qu'après la guerre la France ne subsisterait, en tant que Puissance, que grâce à l'aide de ses alliés. » Les craintes de nos amis auraient été plus vives peut-être encore s'ils avaient connu, comme nous commençons à les connaître aujourd'hui, tout le mystérieux détail de l'extraordinaire préparation allemande, toutes les infinies ressources de nos ennemis en hommes, en matériel de guerre, en espions, — en espions peut-être surtout, — leur prodigieux génie d'organisation, leur absence absolue de scrupules, leur foi exaltante dans leur supériorité universelle et dans l'infaillible succès de leurs armes. En vérité, on conçoit maintenant les raisons de leur maladif orgueil, leurs chants de triomphe avant la victoire, leurs cris de Barbares se ruant à la curée. Entre la France et eux, la partie ne semblait pas égale. Toutes les probabilités, toutes les chances étaient pour que la France fût écrasée sous le nombre des soldats, sous le feu des obus prodigalement dépensés, sous la supériorité d'un armement perfectionné suivant les dernières données de la science...

Cependant, sans s'émouvoir, sans s'énerver, la France achevait ses derniers préparatifs de guerre. Ce calme émouvant, cette dignité tranquille et grave, ont tout de suite donné confiance aux plus pessimistes. Ceux qui n'ont pas vu de leurs yeux le bon ordre, la précision, la rapidité avec laquelle s'est effectuée la mobilisation ne sauront jamais de quelle souple méthode est susceptible le tempérament français. J'imagine que les innombrables espions de l'empereur Guillaume ont dû être bien surpris ; s'ils ont fait parvenir des rapports véridiques à leur maître, ils ont dû reconnaître que les choses n'ont pas pu mieux se passer, même dans la méthodique Allemagne. Pour ma part, j'aurai toujours devant les yeux une double vision de ces premières journées de guerre. C'était le second jour de la mobilisation, dans un train de banlieue qui transportait à Paris nombre de mobilisés : leur décision, leur entrain, faisaient plaisir à voir. A l'une des stations monte un vieux général à la moustache toute blanche qui, visiblement, vient de reprendre

du service. Les hommes s'empressent, lui cèdent leur place : il refuse de s'asseoir, reste debout pendant tout le trajet, et engage la conversation. Sur ce ton de simplicité cordiale et familière que même un lieutenant allemand ne saura jamais prendre, il cause, il répond aux observations des uns et des autres; il dit que nous n'avons pas voulu la guerre. qu'elle nous a été imposée, et que chacun doit faire son devoir; qu'il y aura de rudes journées où tout le monde, lui comme les autres, souffrira de la faim, de la soif, du manque de sommeil, mais que la France vaut bien tous ces sacrifices... Et à mesure qu'il parle, traduisant la pensée de tous, on a comme la sensation anticipée de cette étroite et confiante solidarité qui, à la guerre, s'établit entre le troupier français et son chef, et dont on nous a, depuis, donné tant d'exemples. Quand le train s'arrête, des poignées de main, des vœux, s'échangent; l'officier a conquis tous ses hommes; demain, au feu, il fera d'eux ce qu'il voudra. — Entre temps, est monté dans notre compartiment un jeune homme que sa femme, un bébé dans les bras, a accompagné jusqu'au bout; ils s'embrassent longuement, gravement; la femme est admirable de simplicité, de sérénité; pas une larme; dans ce visage un peu pâle on sent la volonté virile, presque tragique, de ne pas faiblir; et je n'oublierai jamais le geste énergique et tendre avec lequel elle a tendu au père, par la portière ouverte, la tête de son enfant pour un dernier baiser... Ah! ces Allemands qui nous croyaient un peuple fini, comme ils se sont trompés sur nous!

Et ces impressions qui nous ont mis dès l'abord tant d'espérance au cœur, quel est celui d'entre nous qui n'en a pas recueilli d'analogues? Voici, entre tant d'autres, celles de M. Émile Faguet :

*11 août.* — Les trains passent, chargés de soldats qui *rejoignent*. Beaucoup, trop à mon avis, chantent et crient. Mais la plupart sont calmes et fermes, avec une grande simplicité dans les attitudes et une admirable décision dans les regards. Somme toute, ils sont pleins de confiance et ils en donnent. On sent qu'ils sont prêts à tout et que rien ne les surprendra ni ne les intimidera. Dieu! dans leurs vestes de toile et leurs pantalons de treillis, Dieu! qu'ils sont beaux! Leurs paroles sont sans trouble comme aussi sans jactance : « Ce ne sera pas long; mais, du reste, tant qu'il faudra! » — « Quand chacun est sûr de tous les autres, il y a du bon. » Le bon sens français et le courage français sont dans chacune de leurs paroles. Braves enfans!

Trompés par notre modération, notre réserve, notre humeur conciliante des quarante dernières années, les Allemands s'imaginaient que nous aurions peur de la guerre. Ils s'étaient, une fois de plus, lourdement mépris sur notre compte.

Et ils s'étaient mépris aussi sur le compte d'un peuple d'humeur extrêmement pacifique, mais très jaloux de son indépendance, et qui avait dans son passé des souvenirs héroïques dont il était justement fier. Escomptant certaines complicités, jugeant les autres d'après elle-même, habituée à ne jamais spéculer sur le sentiment de l'honneur, l'Allemagne était convaincue que la Belgique n'oserait pas lui résister, et qu'elle se contenterait d'une platonique protestation. Mais la Belgique avait un roi digne d'elle, un roi dans les veines duquel coulait d'ailleurs du sang français. Le roi Albert déclara qu'il défendrait énergiquement la neutralité de son pays. Et l'Allemagne étonnée, furieuse, retardée dans son élan, mit quinze jours à briser cet obstacle imprévu et, pour nous, providentiel. Ce fut en effet pour la France le commencement du salut. Que serait-il arrivé si, dès les premiers jours du mois d'août, en pleine mobilisation française, la horde barbare, traversant librement la Belgique, avait pu foncer presque tout entière sur notre frontière du Nord? Aurions-nous pu soutenir assez longtemps ce premier choc pour permettre à nos armées de l'intérieur de se concentrer et d'accourir? Ce qui est sûr, c'est que l'admirable et si méritoire résistance belge, en ralentissant l'offensive allemande, en achevant d'imprimer au « mauvais coup » tenté par nos ennemis le caractère odieux dont ils ne parviendront pas à se laver, nous donnait, avec un nouvel allié, un répit précieux, et, par contraste, nous dressait, aux regards du monde civilisé, dans la posture, moralement la plus souhaitable et la plus belle : celle du peuple champion du droit, gardien de la foi jurée, représentant incorruptible de la justice éternelle. A cet égard surtout l'histoire travaillait bien pour la France.

## III

Car, dans l'ordre plus modeste des réalités matérielles, la grande, l'angoissante question subsistait toujours : la France pourrait-elle sans fléchir supporter le heurt terrible de ces trois millions d'hommes méthodiquement entraînés, armés jusqu'aux

dents des engins les plus meurtriers, exaltés depuis leur enfance dans leurs sentimens les plus élevés comme dans leurs instincts les plus bas contre l'ennemie héréditaire? Contre un adversaire ainsi muni, la vaillance, la générosité, l'idéalisme ne sont pas des armes suffisantes. Il y faut la force. La France aurait-elle la force? Elle n'avait pas le nombre; son armement présentait d'assez graves lacunes; elle n'était pas rompue au genre de guerre qu'on allait lui faire. Heureusement, elle avait pour elle un admirable canon de campagne, un haut commandement à l'origine un peu mêlé, mais qui pouvait aisément devenir de tout premier ordre, enfin une armée qui avait la foi, — la foi dans ses destinées et dans les infinies ressources du génie français. Mais enfin, tout cela suffirait-il? Nos amis étaient inquiets : M. Ferrero, M. Seippel, l'auteur anonyme de l'article du *Times* nous l'ont avoué depuis. Par sa taille, par sa brutalité, par sa pesante armure, le colosse germanique les effrayait justement, pour nous. C'était le combat de David et de Goliath. Qui allait l'emporter? « Le monde retenait sa respiration. » Par l'importance des questions soulevées, par l'énormité des forces engagées, jamais lutte plus grandiose et plus terrible n'avait passionné l'humanité tout entière.

Après quelques premières passes heureuses, il arriva que David plia sous son formidable adversaire. Ce fut la bataille de Charleroi. L'anxiété redoubla dans le monde. Serions-nous capables de nous relever de cet échec? L'ennemi exultait. Il trouvait dans son triomphe la justification de ses crimes. On ne lui avait donc pas menti. Il allait fouler cette terre promise dont ses chefs lui avaient vanté la richesse. Quelques jours encore, et il serait dans ce Paris dont sa grossière imagination rêvait depuis l'enfance, et dont on avait promis le pillage à sa convoitise. Quelques jours encore, et l'Empereur entrerait dans la cité superbe qui avait toujours repoussé ses avances, et dont il avait juré l'humiliation et la perte. L'attaque brusquée dont on nous avait si souvent menacés semblait sur le point d'aboutir.

C'est alors qu'un grand chef se révéla parmi nous. Le généralissime des armées françaises n'était guère jusqu'alors connu que de ses pairs qui appréciaient à leur vraie valeur sa compétence, sa vigueur, son prodigieux sang-froid. Avec une admirable lucidité, il vit la situation telle qu'elle était, et sut prendre les dures décisions nécessaires. Il comprit que ce qu'il fallait sauver

avant tout et maintenir intact et libre, c'était l'armée, instrument des victoires futures. Et sacrifiant tous les généraux qui s'étaient montrés inférieurs à leur tâche, sacrifiant une large bande du territoire national, il recula. Il recula rapidement, méthodiquement, infligeant, chemin faisant, à l'ennemi de partiels, mais sanglans échecs, l'affaiblissant, le fatiguant, l'usant par tous les moyens, faisant le vide devant lui, devinant ses plans, utilisant sa sauvage impatience, guettant ses moindres fautes, l'attirant enfin peu à peu sur le terrain où la lutte pouvait s'engager dans les conditions les plus favorables pour nos troupes. Le 5 septembre, ces conditions se trouvèrent réalisées. L'offensive fut commandée par un ordre du jour dont la mâle et sobre éloquence restera célèbre. La France allait être sauvée.

Et pendant ce temps-là, la France se montrait digne de ses soldats et de leurs chefs. Car, tandis que la France du Nord et de l'Est acceptait en frémissant, mais sans se plaindre, d'être brutalement envahie, Paris, ses précautions prises, restait admirable de tranquille dignité. Paris vaquait à ses affaires, plus grave assurément que de coutume, mais sans fièvre, et avec cet air d'élégante intrépidité qui caractérise la bravoure française. Paris attendait. Quoi ? Il ne savait. Il ne savait qu'une chose, c'est qu'il serait défendu « jusqu'au bout. » On lui avait donné comme gouverneur militaire un de ces généraux qui, formés à la rude école de nos guerres coloniales, à l'instar d'un Joffre ou d'un Lyautey, hommes de pensée et hommes d'action tout ensemble, savent préparer et gagner des batailles et en même temps organiser et administrer un pays. Choix heureux, s'il est vrai que l'armée de Paris ait singulièrement contribué à la victoire de la Marne. Défendu par Galliéni, Paris avait confiance; mais il était prêt à tout, sachant les fortifications de son camp retranché provisoirement insuffisantes. De jour en jour, d'heure en heure, il prêtait l'oreille au bruit prochain du canon. Un matin, il apprenait que la menace allemande s'éloignait, et, comme il y a quinze siècles, sans raison apparente, que les hordes barbares se détournaient de la capitale, marchant au fatidique rendez-vous des champs catalauniques. Paris était sauvé.

Pas plus qu'il y a quinze siècles Paris n'a compris le mystère de sa délivrance. J'ose dire que ce mystère est plus incompréhensible aujourd'hui qu'il ne le fut il y a quinze siècles.

Car enfin, on ne saurait comparer, même de très loin, le Paris du temps d'Attila au Paris contemporain (1). Que le roi des Huns ait négligé de prendre et de mettre à sac la vaillante cité prédestinée, il n'est pas sûr que ce fût une faute, et, en tout cas, si c'en était une, c'était une faute qui ne compromettait nullement le succès de sa campagne : il lui importait infiniment plus de s'emparer d'Orléans, la clef du Midi, et c'est en effet sur cette ville qu'il lança sa meute hurlante. Mais ce qui était vrai d'Attila ne l'est pas de son moderne successeur. Prendre Paris et nous dicter la paix avant que la Russie ne fût prête, — ses généraux nous l'avaient assez dit, — tel était l'objectif essentiel de l'empereur Guillaume. C'était l'unique raison de cet immense déploiement de forces sur notre frontière du Nord, de la violation de la neutralité belge, de ces marches forcées de l'aile droite allemande. Et certes, ce n'était point mal calculé. Même sans l'appât d'un gouvernement à capturer, d'une Banque de France à dévaliser, Paris restait une proie assez désirable pour les convoitises d'outre-Rhin. Et assurément, Paris pris, ce n'était pas encore la fin de la France, ni la fin de la guerre, ni la victoire finale. Il nous serait resté des armées, de l'argent, des alliés, du courage. Mais, sans parler du grand effet moral produit sur le monde, il faut bien avouer que la perte de notre capitale nous eût rendu moins facile la paix glorieuse à laquelle nous avons droit. Et il est bien vrai que Paris ne se serait pas laissé prendre sans résistance. Mais, les Allemands ne pouvaient pas l'ignorer, — à quoi leur eût servi leur armée d'espions, s'ils avaient ignoré cela ? — Paris, son armée mise à part, n'était pas, alors, protégé comme il aurait pu et dû l'être. Une rapide et violente attaque brusquée, un hardi et heureux coup de main, — un de ces coups de main où les Allemands ne comptent pas les vies humaines, — auraient fort bien pu réussir. Et alors, c'était le rêve lointain du César germanique enfin réalisé ; c'était l'une de ces « entrées » triomphales qui lui ont toujours été refusées ; c'était, pour son armée de pillards et d'incendiaires, l'orgie sanglante qu'on leur avait si souvent promise. Et, brusquement, sans qu'on sache

(1) Paris n'était pas alors une ville très importante. Bien qu'elle eût été distinguée par César, par Constance Chlore et par Julien, elle ne fut jamais ni la capitale officielle de la Gaule, ni même la métropole d'une province. C'est Clovis qui, un demi-siècle plus tard, en fit la capitale de son royaume.

pourquoi, voilà ce rêve, auquel ils ont tout sacrifié, qui, par leur faute, s'évanouit en fumée. Voilà ces audacieux qui, tout d'un coup, n'osent pas, hésitent, reculent, se détournent. Voilà ces vainqueurs qui, volontairement, repoussent de leurs lèvres altérées la coupe enchantée où ils s'apprêtaient à boire.

Et j'entends bien que, dans leur pensée, c'était ajourner, non renoncer; et je sais toutes les explications que l'on a données de ce mouvement de l'aile droite allemande par lequel le général von Klück, découvrant son flanc, au lieu de marcher sur Paris, s'est dirigé vers Meaux et Coulommiers. Je veux bien admettre qu'il pouvait lui paraître imprudent de tenter un coup de main sur Paris sans s'être, au préalable, débarrassé de l'armée du général Maunoury et des armées, après tout, intactes du général Joffre. Mais, d'une part, dans une guerre dont le succès pouvait être une question d'heures, c'était laisser à la capitale le temps de compléter et d'organiser sa défense; et, d'autre part, en cas d'échec, c'était s'interdire toute possibilité de retour offensif sur la grande ville, objet des ambitions impériales. Et, je le sais bien, dans leur fol orgueil, les Allemands ne doutaient pas de la victoire. Mais que le haut commandement ennemi n'ait même pas envisagé l'hypothèse contraire; qu'un état-major qui, même lorsqu'il est sûr du succès, s'assure méthodiquement contre un revers possible, — nous l'avons bien vu par les organisations défensives que d'avance il avait préparées sur l'Aisne, — ait eu la légèreté de jouer sur une carte unique tout l'avenir de la campagne occidentale; qu'il ait commis la faute stratégique qui a permis à notre généralissime de reprendre une vigoureuse offensive, c'est ce qui me confond, c'est ce que je ne puis comprendre, — et l'on dit que « notre Joffre » lui non plus n'a pas compris. Peut-être, quand nous connaîtrons les explications allemandes, comprendrons-nous davantage.

Au reste, il est hors de doute que la partie qui allait s'engager, en même temps qu'elle s'annonçait décisive, était de nature à inspirer quelque confiance à une armée même moins présomptueuse que l'armée allemande. Dans cette étonnante retraite, à la Turenne, qu'après Charleroi notre général en chef avait imposée à la totalité des armées françaises, et dont l'exécution a émerveillé les connaisseurs, nos troupes risquaient de perdre quelques-unes de leurs qualités les plus précieuses et

les moins contestées. Soumises à des fatigues sans nom, comment pourraient-elles retrouver le feu, l'entrain, le « mordant » dont, au début, elles avaient donné tant de preuves? D'autre part, le soldat français n'aime pas à battre en retraite; et quand il ne comprend pas, comme ce fut alors souvent le cas, les mouvemens qu'on lui prescrit, il y a des chances pour qu'il s'énerve et perde courage. Chose extraordinaire, rien de tout cela n'arriva. Comme si, entre les mains d'un habile capitaine, le tempérament national recevait une nouvelle empreinte, nos soldats conservaient toute leur confiance et tout leur élan; et quand, au matin du 6 septembre, on leur dit que « le salut du pays » allait dépendre de leur effort et qu'ils « devraient, coûte que coûte, garder le terrain conquis et se faire tuer sur place plutôt que de reculer, » comprenant tout le sens de cet héroïque langage, heureux enfin d'être rendus à leur vraie nature, ils coururent sus à l'ennemi avec la légendaire furie dont on nous a fait si souvent gloire.

Mais si grande que fût leur valeur, on pouvait craindre qu'elle ne vînt se briser encore une fois contre un trop redoutable adversaire. Nous ne savons pas l'exacte importance respective des effectifs engagés de part et d'autre; mais nous savons bien que l'infériorité numérique était de notre côté, et il semble que, sur plus d'un point, nous ayons eu parfois à lutter à un contre quatre ou cinq. En second lieu, et quoique depuis Charleroi, grâce à des prodiges de notre industrie française, nous eussions eu le temps de réparer certaines lacunes de notre organisation matérielle, notre armement restait inférieur à celui de nos adversaires : ni en mitrailleuses, ni en artillerie lourde, ni en réserves de munitions, nous ne pouvions encore nous comparer à lui. Enfin, il avait cette confiance en soi que donnent l'orgueil savamment entretenu et l'ivresse des premières victoires. Plus que jamais, nos amis s'inquiétaient. Rationnellement, ils n'avaient point tort.

Comment l'héroïque vaillance de notre armée, la supériorité de notre commandement et celle de notre artillerie légère ont-elles fini par nous assurer la victoire? C'est ce qu'il est plus facile de constater que d'expliquer. Mathématiquement, si je puis dire, il semble bien que nous dussions être vaincus. Mais il faut croire que, dans l'art de la guerre, comme ailleurs, l'esprit géométrique ne suffit pas. Cette armée qui luttait pour

défendre contre l'envahisseur, avec le sol natal, la pérennité du génie français, avait un autre idéal que cette autre armée qui combattait pour « l'honneur » sans doute, mais aussi, mais surtout « pour *le bien-être* » de l'Allemagne, — ce sont les termes mêmes de l'ordre du jour allemand ; — elle n'avait pas sur la conscience, cette armée française, tous les crimes de droit commun qui seront, devant l'histoire, la honte éternelle de l'armée allemande ; disons le mot : elle avait une moralité supérieure. Et c'est pourquoi elle *méritait* de vaincre. Et c'est pourquoi elle a vaincu. Qui donc a dit, — n'est-ce pas le général Nogi ? — ce mot profond que, dans toute bataille, la victoire est à celui qui sait souffrir un quart d'heure de plus que l'adversaire ? Ce mot, on dirait que les vainqueurs de la Marne en avaient fait leur devise, et qu'ils ont voulu en fournir une illustration éclatante. Au moment où les Maunoury, les Foch, les Dubail, décimés, épuisés, assaillis de toutes parts par des forces supérieures, auraient pu perdre courage, ils ont persévéré dans leur volonté d'offensive, ils ont accepté, eux et leurs soldats, de souffrir encore ; et c'est alors qu'ils ont vu l'ennemi, déconcerté et moins stoïque, rompre le combat et commencer une retraite qui, sur plus d'un point, a dégénéré en déroute. Relisons l'émouvant ordre du jour qui, au lendemain de la victoire, était adressé à l'armée de Paris, mais qui s'applique aussi bien à l'armée française tout entière :

La sixième armée vient de soutenir, pendant cinq jours entiers, sans interruption ni accalmie, la lutte contre un adversaire nombreux et dont le succès avait jusqu'à présent exalté le moral. La lutte a été dure ; les pertes par le feu, les fatigues dues à la privation de sommeil et parfois de nourriture ont dépassé tout ce que l'on pouvait imaginer ; vous avez tout supporté avec une vaillance, une fermeté et une endurance que les mots sont impuissans à glorifier comme elles le méritent.

Ce fut en effet une lutte épique, et qui, au témoignage des hommes du métier, restera au nombre des quatre ou cinq grandes choses de notre histoire militaire. Nous n'en connaissons pas tous les détails, même importans, et c'est tout au plus si, avec quelques épisodes essentiels, nous en percevons le mouvement général et le rythme. Mais cela suffit pour nous faire pressentir tout ce qui s'est dépensé, chez l'adversaire, de bravoure, d'obstination et d'habileté stratégique, et chez nous, d'héroïsme, de patiente énergie, de talent militaire. Hommes

et chefs ont été également admirables. On avait demandé aux hommes, « au nom de la Patrie, de faire plus que leur devoir; » ils « répondent au delà même de ce qui paraissait possible. » Et quant aux chefs, on ne sait ce qu'il faut admirer le plus en eux : l'esprit d'initiative avec lequel ils combattent l'ennemi qui s'oppose directement à eux, observant tous ses mouvemens, épiant toutes ses défaillances, les exploitant à la minute précise où ils peuvent en tirer avantage; ou bien l'esprit de souple et stricte discipline avec lequel ils se conforment aux instructions du généralissime, réalisant scrupuleusement ses desseins, appliquant et développant sa pensée, la devinant même et s'y soumettant d'avance, en parfaite union de doctrine et d'intention avec lui. Collaboration étroite et féconde qui a fait converger vers un même objet toutes les énergies, tous les efforts individuels, et qui a fait de la victoire de la Marne une de ces puissantes œuvres collectives dont la réussite a pour condition l'utilisation nécessaire de multiples et robustes personnalités. Quelle a été, dans notre victoire, la part d'action d'un Galliéni, d'un Foch, d'un Castelnau, d'un Maunoury, d'un Dubail? Nous ne le savons pas encore avec une entière exactitude : nous pressentons simplement qu'elle a été considérable, et que si l'un ou l'autre de ces chefs, — pour ne parler que de ceux-là, — n'avait pas agi comme il l'a fait, au lieu d'une victoire décisive, c'est un revers peut-être que nous aurions à déplorer. Jamais encore, sur un champ de bataille aussi vaste, d'aussi puissantes masses d'hommes n'avaient été conduites et manœuvrées avec une pareille maîtrise par des généraux plus valeureux, plus fraternellement unis, d'une science militaire plus consommée. Les historiens de l'avenir diront probablement de la victoire de la Marne qu'elle est un des chefs-d'œuvre du génie français.

De cette victoire « complète » et « incontestable, » — « la revanche de 1870, » — que nous attendions depuis quarante-quatre ans, nous avons été heureux, nous avons été fiers sans doute; mais nous l'avons été avec une extrême modestie et une rare discrétion. Je ne crois pas que Paris, enfin sauvé de l'invasion, — et qui en avait parfaitement conscience, — ait arboré un drapeau de plus. Paris n'a pas imité Berlin, qui avait pavoisé avec frénésie après la bataille de Charleroi. Les espions prussiens qui s'y trouvaient encore n'ont pas dû en croire leurs yeux :

Paris, le nerveux et vibrant Paris, a eu la joie grave : ce peuple auquel ses ennemis surtout ont si souvent reproché ses fanfaronnades, et qui, certes, ne déteste point un peu de panache, a vu s'accomplir avec calme ce « renversement » de sa destinée. Et peut-être n'est-ce pas l'une des choses les moins surprenantes auxquelles nous assistons depuis huit mois que cette sorte de transformation spontanée du tempérament national, cette absence complète d'exaltation, ce sang-froid conservé dans la bonne comme dans la mauvaise fortune.

## IV

Car ce fut bien dans ces héroïques journées de la Marne que la fortune décidément se retourna, que « l'espoir changea de camp. » La « supériorité morale » dont nos troupes firent preuve sur les armées adverses dans ces sanglantes batailles, elles ne l'ont point perdue depuis; elles en ont eu une conscience croissante. Le charme était rompu. Cette redoutable armée allemande, qui passait pour invincible, parce qu'elle nous avait vaincus en 1870, qui croyait l'être, et qui surtout se vantait de l'être, venait d'être battue à n'y rien souhaiter. Son offensive était brisée; et, quelques efforts parfois furieux qu'elle ait faits depuis pour la reprendre, quelques succès partiels, et d'ailleurs sans lendemain, qu'elle ait, çà et là, obtenus, qu'elle obtiendra peut-être encore, elle n'a pu ni percer nos lignes, ni envelopper l'une de nos armées, ni nous faire abandonner sérieusement du terrain. Au contraire, c'est elle qui a dû, presque toujours, céder sous notre pression, et qui, pour mieux y résister, a inauguré cette guerre de tranchées qui dure depuis plus de six mois, et à laquelle nous avons dû nous plier nous aussi.

Il n'en était pas qui parût — *a priori* — moins adaptée au tempérament français; et c'est sans doute là-dessus qu'on comptait outre-Rhin pour lasser notre patience et nous contraindre à ce qu'on appelle là-bas « une paix honorable, » et ce qui eût été pour nous une paix un peu déshonorante, et, en tout cas, singulièrement précaire. Avouons-le : nous redoutions pour nos soldats cette épreuve d'une guerre toute nouvelle, et à laquelle, à ce qu'il semble, ils avaient été peu préparés. Le Français n'aime pas à « remuer de la terre, » pas plus qu'il n'aime à battre en retraite. La guerre d'offensive

hardie et brillante, la guerre de manœuvres rapides et savantes, voilà quel est, pensions-nous, son élément propre. Comme nous connaissions mal l'élasticité, la souplesse, la plasticité, l'étonnante faculté d'assimilation et d'adaptation du caractère français! Au bout de fort peu de temps, nos soldats surent construire des tranchées aussi ingénieuses, aussi confortables que celles des Allemands; leurs mains de paysans prirent même un certain plaisir à manier la terre maternelle; et, quelque dure que fût leur vie dans la boue glacée, sous la pluie, sous les « marmites » et sous les balles, avec ce stoïcisme tranquille, cette patience tenace, cette bonne humeur gouailleuse qui fleurissent dans nos campagnes françaises, ils rivalisèrent d'endurance avec leurs adversaires, auxquels, finalement, la guerre d'usure n'a pas réussi mieux que l'autre. Que nos troupiers aient quelquefois regretté l'ancienne guerre française, c'est ce qui rend leur abnégation plus émouvante encore et plus admirable.

Six mois d'une guerre de taupes, où manque l'excitation des marches triomphales, des panaches flottans, des batailles glorieuses, gagnées debout, en marchant dans l'enivrement de la musique et des chants de victoire!

Six mois qui n'en sont que plus grands et plus glorieux, parce qu'ils ont enlevé à la guerre toute sa grandeur et toute sa chevalerie.

Six mois de lutte contre des sangliers terrés dans leurs bauges, auxquels le grand jour et le combat loyal, à armes égales, front contre front, poitrine contre poitrine, semble faire peur!

C'est un colonel qui, récemment, dans une lettre intime, s'exprimait ainsi (1). Et nous savons, par tous les témoignages qui nous arrivent du front, que cette « guerre de taupes » n'a pas été moins féconde que l'autre en actes d'héroïsme, en dévouemens obscurs, en sacrifices sublimes (2). Si d'ailleurs, depuis la bataille de la Marne, la guerre de siège a été la caractéristique générale de la lutte, on sait que cette guerre a comporté de sanglantes exceptions. A plus d'une reprise, les

(1) Lettre citée dans le *Journal des Débats* du 4 février 1915.

(2) Entre tant de lettres admirables que l'on a publiées, je ne puis m'empêcher de citer ici quelques lignes d'une lettre trouvée sur le cadavre de Jean Chatanay, lieutenant réserviste tué à Vermelle, le 15 octobre : « Ma chérie, écrivait-il à sa femme, j'écris à tout hasard cette lettre, car on ne sait pas... Si elle t'arrive, c'est que la France aura eu besoin de moi jusqu'au bout. Il ne faudra pas pleurer, car, je te le jure, je mourrai heureux s'il me faut donner ma vie pour cela... Tu embrasseras pour leur papa les chères petites, tu leur diras qu'il est parti pour un long, très long voyage, sans cesser de les aimer, de penser à elles, de les pro-

armées allemandes ont essayé de reprendre l'offensive sur tel ou tel point du front. Partout et toujours, elles ont rencontré devant elles, avec un commandement toujours prêt, des troupes souvent inférieures en nombre, mais bien décidées à se laisser tuer sur place plutôt que de reculer. Il n'y a rien qui fasse plus d'honneur à l'armée française que les batailles d'Ypres et de l'Yser où nos soldats ont opposé à la ruée sur Calais une barrière infranchissable. Il n'y a peut-être pas, dans cette guerre qui aura été un renouveau de l'héroïsme français, de page plus glorieuse que cette défense de Dixmude contre trois corps allemands par nos 6 000 fusiliers marins aidés de 5 000 Belges. La race des « braves gens » n'est pas éteinte, et il y a lieu de croire que, dorénavant, nos ennemis parleront moins facilement de la décadence française.

Nous autres, si nous ne parlons pas de la décadence, nous pourrons parler tout au moins de la folle présomption et de l'imprévoyance allemandes. Ils avaient, au point de vue matériel, préparé la guerre, — une guerre très courte, — dans le dernier détail. Pleins de confiance dans la force brutale, leur force, ils avaient entièrement négligé de préparer la guerre au point de vue diplomatique, et, en dépit de tous les avertissemens loyalement donnés, ce leur fut une terrible surprise de voir l'Angleterre intervenir dans le conflit. Ils avaient outrageusement méprisé toutes les puissances d'opinion, laissant, comme l'a dit Maximilien Harden, à la victoire le soin de les justifier; et, en dépit de leur propagande effrénée auprès des neutres, ils ont vu peu à peu l'opinion du monde entier se retourner contre eux. Ils avaient, pour briser les résistances, spéculé sur la lâcheté humaine et répandu systématiquement la terreur; les seuls sentimens qu'ils aient réussi à faire naître, c'est l'horreur, l'indignation, la haine courageuse, vengeresse et inexpiable. Ils ont voulu user la volonté de l'adversaire, et ils n'ont abouti qu'à la tendre au delà des limites connues. Ayant échoué dans leur attaque brusquée, ils ont voulu pro-

téger de loin. Je voudrais que Cotte au moins se souvint de moi... Il y aura aussi un petit bébé, tout petit, que je n'aurai pas connu. Si c'est un fils, mon vœu est qu'il soit un jour médecin, à moins cependant qu'après cette guerre, la France n'ait encore besoin d'officiers. Tu lui diras, lorsqu'il sera en âge de comprendre, que son papa a donné sa vie pour un grand idéal, celui de notre patrie reconstituée et forte... » Ancien normalien, Jean Chatanay était chef de la station entomologique de Châlons-sur-Marne : il n'avait pas trente ans.

longer la lutte en ayant recours à la guerre souterraine; et ils n'ont pas vu qu'ils rendaient ainsi de jour en jour plus formidable le blocus qu'ils n'avaient pas su éviter, qu'ils donnaient à leurs ennemis le temps de réparer toutes les lacunes de leur préparation antérieure, et, pendant qu'eux-mêmes s'usaient sans profit et sans gloire, d'accumuler et de jeter contre eux des forces sous le poids desquelles ils ne pourraient manquer de périr. Le miracle de la victoire française a pour pendant le prodige de l'aberration allemande.

En France, comme chez nos alliés, on sut, en effet, bien utiliser le répit que l'imprudente Allemagne nous accordait. Nous avions eu tous le tort de nous laisser surprendre par une guerre que nos ennemis avaient mis, eux, quarante-quatre ans à préparer et à machiner, et à laquelle, nous, nous n'avions même pas songé quarante-quatre mois. En huit mois, tout le temps perdu fut presque regagné. On saura un jour le prodigieux effort d'improvisation, d'invention, d'activité, que la France tout entière a fourni depuis huit mois. Sans méconnaître le moins du monde tout ce qu'elle a dû à ses alliés, on devra avouer qu'elle s'est surtout sauvée elle-même. Sur plus d'un point essentiel, nous étions, au début de la guerre, très inférieurs à nos adversaires; nous leur sommes maintenant au moins égaux, souvent supérieurs, et, pourtant, leurs usines et leurs arsenaux, à eux aussi, n'ont point chômé depuis huit mois. On conte que notre artillerie lourde les désespère aujourd'hui, tout autant que notre artillerie de campagne; et si, parfois, nos réserves de munitions ont jadis été insuffisantes, nous pouvons maintenant être aussi prodigues de nos obus et de nos balles qu'ils l'ont été, au début, à notre égard, — et sans avoir la crainte de voir le cuivre nous manquer un jour.

Ces observations, qui sont aujourd'hui familières au bon sens français, justifient l'endurance allègre dont font preuve nos soldats dans les tranchées, et la patience dont la population civile ne s'est guère départie durant ces huit mois de guerre et d'invasion; mais peut-être ne suffisent-elles pas à les expliquer entièrement. La raison, le bon sens, — l'Allemagne nous le prouve assez tous les jours, — ce n'est pas toujours ce qui guide les peuples; et l'endurance et la patience, qui passaient pour des vertus germaniques, n'étaient point, jusqu'à présent, considérées comme des vertus particulièrement françaises. Devons-

nous y voir des qualités toutes nouvelles, et comme inédites, issues de cette grande crise par une sorte de création spontanée? Ou des qualités cachées jusqu'à présent dans la profondeur obscure de nos réserves ethniques, et qui n'avaient pas encore eu l'occasion de se manifester? Ou des qualités acquises et qui témoignent tout simplement de la merveilleuse facilité de transformation que possède le tempérament français? Qu'on adopte l'une ou l'autre de ces hypothèses, une chose est sûre, et un fait indéniable. Mal, ou tout au moins médiocrement préparée à une guerre effroyable, dont le succès dépendait presque uniquement de sa force de résistance, puisqu'elle devait presque seule supporter tout le premier choc, la France a résisté; elle a « tenu » avec une vigueur d'héroïsme, avec une souple ténacité, avec une patience indomptable sur laquelle ses amis, et nous-mêmes peut-être, à certaines heures, nous n'osions pas trop compter. Elle a, pour le passé, mérité toutes les admirations qu'on nous a prodiguées, et, pour l'avenir, justifié toutes les espérances.

Ce qui est sûr encore, c'est que la France vient de vivre une heure unique, une heure incomparable de son histoire. Je doute qu'il y en ait eu de plus décisive depuis Jeanne d'Arc. Dans l'un et l'autre cas, ce qui était en jeu, c'était l'existence même de la patrie : *to be or not to be*. Ce qu'il s'agissait uniquement de savoir, c'était, au xv^e^ siècle, si la France deviendrait une vassale de l'Angleterre, et, au xx^e^, une vassale de l'Allemagne. La seconde perspective était, pour mille raisons, de nature à nous faire frémir plus que jadis la première. Devenir Allemand, pour un Français d'aujourd'hui, quelle humiliation, quelle régression, et quelle déchéance! Quel est celui d'entre nous qui, si ce monstrueux cauchemar avait pris corps, eût trouvé désormais quelque douceur à vivre? La France a si nettement senti toute la gravité de la menace qu'elle s'est soulevée tout entière dans un sursaut de dégoût, d'indignation et d'effroi. L'Allemagne s'imaginait trouver devant elle une nouvelle Pologne à démembrer : elle eut affaire à une nation unie, résolue, disciplinée, qui avait des chefs et qui leur obéissait. Et toute la force et toute la ruse allemandes n'ont pu rompre ce rigide faisceau de volontés vivantes. Une fois encore, la France s'est dressée comme une personne morale qui veut vivre, qui est digne de vivre, et dont le monde a besoin pour vivre. Depuis

quarante-quatre ans que, meurtrie, humiliée, mutilée, déchue de son rang de première Puissance, la France ne tenait plus, dans les conseils de l'Europe, le fier et généreux langage qu'elle tenait jadis, le monde a pu s'apercevoir que la moralité internationale avait singulièrement baissé, et que les grandes causes idéalistes ne trouvaient plus guère de champion. Après quarante-quatre ans écoulés, l'occasion s'est offerte pour elle de donner toute sa vraie mesure, de ressaisir, avec son ancien prestige, le rang qu'une défaite accidentelle lui avait fait perdre, de reconquérir la pleine liberté de sa mission civilisatrice. La France a répondu virilement à l'appel de la destinée. Elle a accepté le pari que la Providence lui proposait. Elle l'a déjà plus d'à moitié gagné. Aidée de ses puissans et généreux alliés, elle achèvera, tout en se délivrant elle-même, de libérer l'univers du joug odieux et brutal qui pesait sur lui. Dans cette humanité qui, depuis un demi-siècle, n'était que le règne de la force, elle s'efforcera, suivant sa tradition séculaire, de faire régner un peu plus de justice. Elle dépouillera cette mentalité de vaincue qui était la vraie cause de toutes ses discordes civiles : l'union sacrée, qui a fait sa force devant l'ennemi, devra survivre à la victoire. Une France agrandie, une France respectée, une France unanime dans une Europe purifiée et pacifique, ô vous, jeunes gens qui êtes aujourd'hui couchés dans les plaines de la Marne, de l'Alsace ou des Flandres, c'est pour cette grande œuvre réparatrice que vous avez donné héroïquement votre vie. Ce spectacle que vous ne verrez pas, nous voulons l'offrir longtemps au monde. Nous ne serions pas dignes de vous, si de nos propres mains désormais nous nous déchirions nous-mêmes. Nous n'aurions pas dû accepter votre sacrifice, si nous étions résolus à le rendre inutile par l'obstination de nos vieilles, de nos absurdes querelles. Mais non, votre sang n'aura pas coulé en vain. Nous avons compris l'austère leçon qui se dégage de vos tombes si fraternellement unies. Nous continuerons, nous achèverons votre œuvre. Si, en dépit des deuils, des misères et des ruines, nous sommes fiers d'avoir vécu les heures que nous venons de vivre, c'est que nous sommes sûrs que la France victorieuse saura prolonger le miracle français.

VICTOR GIRAUD.

# AUTOUR DE LA CRISE DE 1875

## NOTES ET SOUVENIRS

### I

L'épisode qui est entré dans l'Histoire sous le nom de « Crise de 1875 » semblait complètement oublié lorsque, il y a quelques mois, a éclaté la guerre. Elle a eu pour conséquence d'en faire, quoique vieux de trente années, un objet d'actualité, au même titre que d'autres épisodes analogues qui se sont succédé depuis comme pour prouver à la France que la menace allemande restait toujours suspendue sur sa tête.

Cette situation si douloureuse pour elle commença à se dessiner après la signature du traité de Francfort et la libération du territoire français ; elle prit corps durant les deux années suivantes et atteignit son point le plus aigu au printemps de 1875. Lorsqu'elle se fut dénouée pacifiquement en des circonstances qu'il est opportun de rappeler aujourd'hui, on pouvait espérer que nous ne reverrions plus rien de pareil. Mais, à l'heure où nous sommes, en évoquant le souvenir des querelles qu'à plusieurs reprises nous a cherchées l'Allemagne avant de jeter le masque et en les rapprochant de la crise de 1875, nous sommes obligés de reconnaître que celle-ci ne fut ni le dénouement libérateur d'un état de choses qui menaçait de devenir tragique, ni un épilogue, mais un prologue, ou pour mieux dire le premier acte de la tragi-comédie que commençait à jouer l'Allemagne en vue de nous tromper sur ses intentions futures, qui ne se sont entièrement dévoilées qu'à la fin de juillet 1914.

S'il n'est pas rigoureusement démontré qu'à l'époque lointaine vers laquelle je convie mes lecteurs à me suivre, le prince de Bismarck a voulu la guerre, ses défenseurs eux-mêmes ont avoué qu'il ne négligea rien pour nous faire croire qu'il la voulait et que d'ailleurs, autour de lui, dans le parti militaire prussien, elle était ardemment souhaitée, bien que l'empereur Guillaume Ier, vieux, fatigué et jaloux de se reposer sur ses lauriers, y fût résolument hostile. Tous les Cabinets européens ont été convaincus alors qu'il s'en est fallu de bien peu qu'elle n'éclatât, et qu'elle n'avait été évitée que grâce à l'intervention de la Russie et de l'Angleterre.

Néanmoins, quelque imminent qu'eût été le péril, c'est seulement en 1879 que les péripéties de l'événement furent révélées par un récit que publia sans signature le *Figaro*. J'en étais l'auteur, et je devais d'avoir pu l'écrire aux bienveillantes communications du duc Decazes, qui avait dirigé de 1873 à 1877 notre département des Affaires étrangères. Au moment où ce récit était l'objet des commentaires des journaux français et des violens démentis des journaux allemands, j'eus le regret de voir certains organes de la presse parisienne mettre en doute mes affirmations pour des motifs tirés de notre politique intérieure, sur lesquels il n'y pas lieu de revenir aujourd'hui.

J'avais eu soin, cependant, de mentionner dans ma relation un fait bien propre à justifier mes dires. Le 11 mai 1875, c'est-à-dire au lendemain de la crise, le duc Decazes ayant été amené à en exposer les détails dans une sous-sommission du budget que présidait Gambetta, celui-ci, se faisant l'organe de la majorité de ses collègues, l'avait chaudement félicité, au grand dépit d'un membre de la sous-commission, appartenant à l'Extrême Gauche, que mécontentait ce témoignage flatteur adressé au gouvernement du Septennat. Cet intransigeant avait même tenté de tendre un piège au ministre et, dans l'espoir d'ouvrir un débat sur ses explications, l'avait invité à les recommencer. Mais le président s'y était opposé.

— Des explications de cette nature, une fois données, ne se recommencent pas, avait-il dit; c'est tant pis pour ceux qui ne les ont pas entendues.

Ce n'est pas seulement sous cette forme qu'il avait exprimé à Decazes la reconnaissance qui lui était due pour l'habileté avec laquelle il avait conjuré le danger. Aux élections de 1876, c'est

à son influence que le ministre des Affaires étrangères avait dû d'être nommé dans le VIII^e arrondissement de Paris.

Ces faits, dont la véracité ne fut pas contestée et ne pouvait l'être, étaient décisifs et attestaient celle de mon récit. Mais il semble bien qu'en 1879 ils étaient oubliés. Quant à la crise elle-même, alors que la presse allemande s'évertuait à démontrer qu'elle n'avait existé que dans l'imagination fantaisiste du narrateur, la presse britannique et notamment le *Times* et la *Revue d'Édimbourg* en affirmaient la réalité. Les journaux aux gages du prince de Bismarck cessèrent bientôt, par ordre, leurs dénégations, et le silence imposé à ses reptiles par le chancelier parut vouer ces incidens à l'oubli. Mais, quelques années plus tard, ils étaient subitement remis en lumière par la publication des papiers du général Le Flô, notre ambassadeur à Saint-Pétersbourg au moment de la crise, et de ceux du regretté Charles Gavard qui, à la même époque, représentait la France à Londres comme chargé d'affaires. Ces documens aussi précieux que révélateurs, tout en confirmant mon premier récit, me permirent de le compléter et de le rendre à peu près définitif (1).

Depuis cette époque, les souvenirs du vicomte de Gontaut-Biron sur son ambassade à Berlin, livrés à la publicité par ses héritiers après avoir été l'objet d'une étude du duc de Broglie, les mémoires du prince de Hohenlohe et quelques pages insérées par M. Gabriel Hanotaux dans son *Histoire de la France contemporaine*, sans rien ajouter d'inédit à ma relation, l'ont confirmée de tous points et ont achevé de démontrer que la crise de 1875 s'était bien déroulée telle que je l'avais racontée. Il était donc vrai qu'en 1875, nous avions été à deux doigts de la guerre. Mais, comme le pays n'en avait acquis la certitude que longtemps après, la crise ne lui parut pas aussi grave qu'elle l'avait été et, ainsi que je l'ai dit en commencant, elle entra promptement dans le domaine des choses dont on ne parle plus. J'ai maintes fois constaté depuis que c'est seulement dans les milieux diplomatiques que le souvenir n'en était pas entièrement effacé.

Si j'ai jugé opportun de le rappeler aujourd'hui, ce n'est pas seulement parce que la guerre de 1914 lui a rendu son actualité, c'est aussi parce qu'il nous fournit la preuve que, dès le lendemain de nos revers, à l'aube de cette période de quarante

(1) Voyez mon *Histoire de l'Alliance franco-russe*, Paris, Ollendorff, 1894.

années, durant laquelle tant d'incidens menaçans devaient se produire entre la nation victorieuse et la nation vaincue, révélateurs des convoitises inassouvies de l'une et des indomptables espoirs de l'autre, la politique du gouvernement impérial d'Allemagne dominé par la volonté du tout-puissant chancelier consistait déjà à tenir la France sous la menace de la guerre. Cette politique, Guillaume II, disciple digne d'un tel maître, l'a continuée et même aggravée en lui imprimant des développemens que le professeur était bien loin de prévoir et, s'il n'y a pas toujours déployé la même habileté que lui, il s'est inspiré comme lui, pour la diriger et en recueillir tous les fruits, de cet esprit d'envie et de haine dont, au cours des siècles, les manifestations successives plus ou moins retentissantes, plus ou moins fécondes en résultats, caractérisent toute l'histoire de la Prusse, de telle sorte qu'à quarante ans du complot ourdi par Bismarck contre la France, c'est encore sa main qu'on aperçoit dans la terrible guerre déchaînée par son impérial élève.

Le traité de Francfort à peine signé, le gouvernement d'Allemagne regrettait déjà de n'avoir pas imposé à la France des conditions plus onéreuses. Le parti militaire reprochait au prince de Bismarck d'avoir laissé Belfort aux mains du vaincu. C'était, disait-on, « une épine dans les chairs de l'Allemagne. » Autour même du chancelier, on déplorait qu'il se fût contenté d'une indemnité de cinq milliards. En voyant le gouvernement de Thiers acquitter sa dette par anticipation et si facilement, le vieil empereur lui-même ne dissimulait qu'imparfaitement le regret de n'avoir pas exigé davantage. Ce regret ne laissait pas de se faire jour dans les félicitations qu'il adressait à l'ambassadeur de France, le vicomte de Gontaut-Biron, lorsque celui-ci lui annonçait que l'indemnité serait complètement payée à brève échéance.

— C'est admirable, lui disait-il, c'est merveilleux qu'au lendemain de vos désastres, vous soyez si vite en état de les réparer !

Et l'accent dévoilait que l'admiration se doublait de beaucoup de convoitise.

Bien que le chancelier défendît comme son œuvre le traité qu'il avait signé, il n'était pas loin de penser comme son souverain. On l'entendra plus tard déclarer que, s'il ne s'est pas décidé à la guerre en 1875, alors que le parti militaire croyait à la

probabilité de la victoire sur la France, c'est parce qu'il a craint que les Puissances qui ne l'avaient pas secourue en 1870, cette fois ne restassent pas neutres : « Convaincu qu'il y a pour la Russie, notamment, une limite au delà de laquelle elle ne permettra pas qu'on diminue l'influence de la France, il croit que cette limite a été atteinte par le traité de Francfort. » Il pense même qu'en Russie, « on se demande si, en 1870, on a eu raison de ne pas intervenir. »

Il est d'ailleurs assez difficile, à cette époque, de savoir exactement ce qu'il veut et ce qu'il ne veut pas, tant ses propos sont souvent contradictoires. Mais ce qu'ils expriment surtout, c'est la crainte que les Français ne se relèvent avec trop de rapidité. Dans son langage comme dans ses actes, il apparaîtra qu'il s'est donné pour but principal de les empêcher de se relever. Cette crainte se trahit surtout dans la multiplicité des exigences qu'il oppose au désir du gouvernement français de libérer le pays par anticipation de la présence des armées allemandes qui doivent y rester, tant que l'indemnité de guerre ne sera pas payée. Peut-être se demande-t-il s'il est plus profitable à l'Allemagne de toucher immédiatement le total de l'indemnité que doit lui payer le vaincu que de rester sur le territoire qu'elle détient à titre de garantie, puisque, en y restant, elle mettrait obstacle à son trop rapide relèvement.

Les cinq milliards encaissés, il ne désarme pas ; il entre dans la voie des procès de tendance : « Nous voulons la paix, affirme-t-il, mais si les Français poussent leurs armemens de façon à être prêts dans cinq ans et qu'ils soient résolus à nous attaquer au bout de ce temps, nous leur déclarerons la guerre dans trois ans. » Ce propos est tenu au commencement de 1874, alors que le gouvernement français multiplie les preuves les plus éclatantes de son désir de paix. Sur la sourde irritation dont le chancelier est animé et sur ses desseins futurs, les aveux écrits par le prince de Hohenlohe, au moment où il va partir pour Paris en qualité d'ambassadeur d'Allemagne, jettent une lumière révélatrice :

« Il est évident, écrit-il, que Bismarck ne veut pas que la France se consolide, parce qu'en se consolidant, elle trouverait plus facilement des alliés. Il ne croit pas que Thiers en eût trouvé, et le reproche qu'il fait à Arnim, c'est de n'avoir pas empêché son renversement ou, tout au moins, de ne l'avoir pas

soutenu, parce que l'Allemagne avait tout profit à le voir rester en place. De Moltke est du même avis que lui. »

Prévoyant la chute de la République, Bismarck dit nettement que l'intérêt de l'Allemagne est le rétablissement des Bonaparte qui, selon lui, sont moins à redouter que les Orléanistes, lesquels cependant le seraient encore moins que le Comte de Chambord. Mais il considère que ce dernier est complètement abandonné. Déjà, au moment où, dans l'Assemblée de Versailles, on discutait la question du service obligatoire, le chancelier déclarait déjà « qu'il ne fallait pas laisser aux Français le temps de se rendre dangereux. » S'il renonça à envoyer au gouvernement de la République un ultimatum lui défendant de laisser voter la nouvelle loi militaire, nous savons qu'il en eut un moment l'idée. Ce qui ne cesse de le hanter, c'est le désir d'empêcher la France de devenir assez puissante à l'intérieur et assez respectée à l'étranger pour trouver des alliances. Il déclarera cyniquement que la République en proie à des troubles intérieurs, c'est la paix garantie. Il reconnaît cependant qu'une République forte serait, à tous les points de vue, un dangereux exemple pour l'Europe monarchique ; mais il estime que la meilleure solution pour l'Allemagne, c'est que la situation en France reste ce qu'elle est. S'il devait y avoir un changement, c'est encore le rétablissement des Bonaparte qui ferait le mieux l'affaire de l'Allemagne. « Ils rencontreraient des difficultés. » Il pousse si loin cette démonstration qu'Hohenlohe lui demande quelle conduite, une fois à Paris, il devra tenir à l'égard des Bonapartistes.

— Rien pour eux, rien contre eux, répond Bismarck. La République la plus rouge nous serait encore plus profitable que la monarchie, qui rendrait la France capable de s'allier.

Ainsi éclate à tout propos son incroyable ressentiment à l'égard du vaincu. A peine est-il besoin de faire remarquer en passant que son langage n'est pas à l'honneur de sa prévoyance. Qu'il redoute une revanche prochaine ou que, pour les besoins de sa politique, il feigne de la redouter, ce n'est pas là ce qui peut surprendre, étant donné ce que nous savons de sa nervosité, de sa violence naturelle et de son esprit de ruse. Ce qui étonne de la part d'un homme d'État de sa trempe, c'est qu'il pose comme principe que la France républicaine sera toujours hors d'état de trouver des alliés. Il ne peut ignorer cependant combien les

prévisions humaines sont souvent démenties. Du reste, il a vécu assez longtemps pour voir la République contracter une alliance avec le gouvernement le plus autocratique du monde. Il a dû reconnaître ce jour-là qu'il se trompait en 1874, lorsqu'il considérait la République française comme vouée à l'isolement.

Il n'était pas plus heureux dans ses appréciations, lorsqu'il attribuait à la France des intentions belliqueuses. Saignant encore de ses défaites, s'efforçant d'en réparer les suites, uniquement attachée à reprendre son rang de grande Puissance, et non moins soucieuse de convaincre l'Europe qu'elle voulait la paix dont elle avait besoin, elle ne s'était jamais montrée moins disposée à la guerre. Toutefois, sa ferme volonté à cet égard se doublait du désir énergique et légitime de se préparer dans l'avenir à se défendre, si elle était attaquée. Les visées que lui attribuait le chancelier étaient donc sans fondement. Mais il jugeait bon d'intervertir les rôles et de nous prêter ses propres pensées. La haine et la peur l'aveuglaient et il se laissait emporter par le dessein qu'il poursuivait de tenir les Français sous la botte allemande jusqu'au jour où, profitant de quelque imprudence commise par eux, il les écraserait. Quel qu'ait été le sentiment dont s'inspirait alors son attitude, on l'entend parler à tout propos de la nécessité de la guerre. Comme il la croyait prochaine, il estimait qu'il était de l'intérêt de l'Allemagne de la provoquer avant que la France fût en état de la déclarer.

— L'attitude de Bismarck à l'égard de la France est provocante, disait sir Morier, envoyé d'Angleterre à Munich; il veut entraîner la France dans une guerre.

L'empereur Guillaume ne pensait pas autrement. Parlant en confidence à Hohenlohe, il se défendait de vouloir reprendre les armes.

— Je ne veux pas en entendre parler, s'écriait-il; je suis trop vieux pour recommencer la guerre. Mais je crains que le chancelier ne m'y amène insensiblement.

La conduite de Bismarck ne justifiait que trop cette crainte; il cherchait tous les prétextes pour créer des difficultés entre Paris et Berlin, comme par exemple lorsque, au commencement de l'année 1875, il attribuait au gouvernement français le projet d'acheter en Allemagne dix mille chevaux à n'importe quel prix, avec cinquante francs de commission par tête pour les

intermédiaires, affirmait que les marchés étaient déjà conclus, et prenait ses mesures pour en empêcher l'exécution, en même temps qu'il demandait à Paris des explications sur ces achats. Comme les rumeurs propagées à cet égard étaient inexactes, l'affaire n'eut pas de suites. Mais les soupçons du chancelier démontraient une fois de plus que tous les moyens lui étaient bons pour entraver le relèvement de la France et l'empêcher de redevenir une puissance militaire. Il est vrai que si, l'année précédente, il paraissait convaincu que la France républicaine ne trouverait pas d'alliés, il commençait maintenant à penser le contraire. C'est alors qu'il disait à Hohenlohe :

— L'alliance Autriche-Italie-France n'est pas à craindre. Nous sommes de taille à lui faire face... Plus sérieuse serait l'alliance franco-russe.

Mais après avoir exprimé cette opinion, il se reprenait en alléguant qu'un rapprochement entre la Russie et la France n'était pas réalisable.

## II

Éclairé sur les dispositions du chancelier par notre ambassadeur à Berlin, le gouvernement français en ressentait les plus vives inquiétudes. Ne pouvait-on tout craindre d'un homme qui n'était pas maître de ses nerfs, et dont les pensées restaient presque toujours mystérieuses? La campagne persécutrice qu'il avait entreprise contre le clergé catholique allemand lui causait les plus cruels soucis. En Allemagne, elle avait suscité de graves mécontentemens, et les Puissances s'accordaient à y voir un péril redoutable. Elles soupçonnaient le chancelier de chercher dans la guerre un dérivatif à ses difficultés intérieures et aux déceptions diplomatiques que lui créait sa politique persécutrice. L'ambassadeur d'Angleterre à Berlin disait en parlant de lui :

— Cet homme est le perturbateur de l'Europe.

Ce n'est pas seulement dans la bouche des diplomates étrangers que cette accusation trouvait un écho. Elle se propageait dans les milieux catholiques de l'Empire allemand, et notamment en Bavière où la campagne antireligieuse du chancelier provoquait des colères dont le particularisme bavarois non encore apaisé se faisait une arme contre lui. Mais il ne

désarmait pas. L'approbation tacite qu'il donnait aux excitations du parti militaire fournissait la preuve que, de plus en plus, il inclinait à se rallier aux vues de ce parti et à réaliser ses projets belliqueux.

Toutefois, pour en justifier la réalisation aux yeux de l'Europe, il fallait un prétexte. Le prétexte lui fut fourni au mois de mars. Le 12 de ce mois, l'Assemblée nationale française votait la loi de réorganisation militaire connue sous le nom de « loi des cadres. » On se rappelle qu'elle avait pour objet d'augmenter d'un bataillon nos régimens d'infanterie. Mais il était entendu que désormais chaque bataillon, au lieu de compter comme par le passé six compagnies, n'en compterait plus que quatre. La nécessité d'utiliser un nombre assez considérable d'officiers, restés sans emploi après la guerre, avait dicté cette mesure qui, tout en augmentant le nombre des bataillons, ne changeait rien aux effectifs numériques de l'armée. Du reste, en eût-il été autrement, le gouvernement français n'en eût pas moins été dans son droit, aucune disposition du traité de Francfort ne s'opposant à la reconstitution de ses forces défensives si gravement atteintes par la guerre de 1870. Mais de ce droit, qui ne pouvait lui être contesté, il n'usait pas dans la loi nouvelle. La transformation de ses régimens ne pouvait être interprétée comme la préparation à une attaque contre l'Allemagne. Tel fut cependant le prétexte que saisit le chancelier pour exciter contre la France les organes officieux de la presse germanique.

La *Post* de Berlin, la *Gazette de Cologne*, la *Gazette de l'Allemagne du Nord*, dénonçaient ce qu'elles appelaient les armemens de la France. L'un de ces journaux demandait si la guerre était en perspective et répondait affirmativement à la question qu'il s'était posée. Un autre déclarait que l'augmentation apportée à l'effectif par la nouvelle loi était « colossale » et que ce fait, rapproché du vote de la Constitution qu'on pouvait considérer comme la fin de la lutte des partis, devait ouvrir les yeux à l'Allemagne. Les autorités militaires prussiennes ne tenaient pas un autre langage. Elles alléguaient que, la guerre étant inévitable, l'intérêt de l'Allemagne lui commandait de prendre l'offensive avant que la France fût en état de l'attaquer. Aussi violente qu'inattendue, cette levée de boucliers prenait de telles proportions que les feuilles anglaises se demandaient

si l'on cherchait à pousser la France à un coup de tête. Le soulèvement de la presse germanique s'aggravait bientôt du langage alarmant que les représentans de l'Allemagne à l'étranger tenaient dans les capitales où ils étaient accrédités. Ils feignaient de croire que la France se préparait à la guerre; partout, ils faisaient montre de la plus vive inquiétude. Le prince de Bismarck poussait cette comédie plus loin encore. Par ses ordres, l'un de ses familiers, le comte de Radowitz, partait pour Saint-Pétersbourg, chargé d'attirer l'attention du gouvernement russe sur les intentions non équivoques du gouvernement français. Le chancelier de Russie, prince Gortchakoff, voyait un matin l'envoyé de Bismarck entrer dans son cabinet, la mine bouleversée, essoufflé, important, agité, et comme le prince lui demandait à quelle circonstance il devait le plaisir de le recevoir, Radowitz répondait :

— J'ai pour mission de vous ouvrir les yeux.

Et, en quelques phrases préparées d'avance, il essayait de lui faire toucher du doigt les périls dont la France menaçait la paix de l'Europe. Il est dit dans un rapport que le chancelier de Russie accueillit par un éclat de rire cette communication. Mais Radowitz était chargé d'en faire une autre au chancelier russe et de lui demander à quelles conditions le Cabinet de Saint-Pétersbourg consentirait, si la guerre éclatait entre la France et l'Allemagne, à ne pas intervenir. S'il laissait à celle-ci les mains libres, il pourrait faire en Orient tout ce qu'il voudrait. Au début de ce suggestif entretien, le chancelier s'était contenté de rire. Mais, en réponse à la question qui lui était posée, il se récusa en objectant en toute simplicité que la Russie n'avait aucun désir d'agrandissement, qu'elle n'entendait pas s'engager pour le présent et encore moins pour l'avenir. Mais, désormais, il était fixé sur le caractère provocateur des projets allemands.

La propagande du Cabinet de Berlin à travers l'Europe témoignait de l'agitation du prince de Bismarck. Elle était devenue si visible que ses familiers la constataient et s'en alarmaient. L'un d'eux, le comte de Munster, ambassadeur d'Allemagne à Londres, avouait au comte de Jarnac, ambassadeur de France, que les nerfs du chancelier étaient bien ébranlés et qu'il avait besoin de quelques mois de repos. Le chancelier le reconnaissait lui-même : à diverses reprises, il

avait manifesté l'intention de prendre un congé. Mais, ici encore, il ne disait pas la vérité, ainsi qu'on peut s'en rendre compte en se rappelant que la lutte entreprise par lui contre le clergé catholique d'Allemagne était entrée dans sa période la plus active. Elle nécessitait impérieusement sa présence à la tête des affaires et d'autant plus que dans sa hâte d'atteindre le but qu'il s'était proposé, il s'efforçait d'intimider les pays où des manifestations contre sa politique s'étaient produites. Déjà, il s'était plaint vivement au Cabinet de Paris des lettres écrites par l'épiscopat français à l'épiscopat allemand pour rendre hommage à sa résistance et pour l'encourager. Maintenant, il s'en prenait à la Belgique et à l'Italie où l'attitude du clergé avait été la même qu'en France. Il adressait aux deux gouvernemens de vives protestations. A la Belgique, il rappelait les devoirs de la neutralité en lui laissant entendre que cette neutralité était violée par les mandemens des évêques belges. A Rome, il ne se montrait pas moins exigeant. Le Pape ayant blâmé publiquement la conduite du Cabinet de Berlin, le chancelier prétendait rendre responsable le gouvernement de Victor-Emmanuel du langage de Pie IX. Comme le Quirinal lui objectait que la loi des garanties, qui a consacré l'indépendance du Saint-Siège, ne lui permettait pas d'intervenir, il demandait que cette loi fût modifiée, et que le Souverain Pontife, traité comme un simple évêque, reçût l'ordre de ne plus écrire de discours désagréables au Cabinet de Berlin. Mais l'Italie et la Belgique ne se laissaient pas intimider, assurées d'ailleurs de l'appui du gouvernement anglais. Alors s'engageaient des négociations laborieuses, à l'issue desquelles Bismarck était obligé de constater qu'en dépit de ses exigences, il n'avait rien obtenu de ce qu'il voulait et n'obtiendrait rien.

Toutes ces démarches avaient leur écho à Paris où nos agens les faisaient connaître. Le gouvernement français ayant fait appel au patriotisme de nos évêques, ceux-ci n'avaient pas renouvelé à l'épiscopat allemand les témoignages de leur sympathie et, sur ce point, l'agitation de Bismarck avait paru se calmer en ce qui touchait la France. Mais, sur la question des armemens, il continuait à exercer ses tentatives d'intimidation. Les rapports de nos agens apportaient au duc Decazes, ministre des Affaires étrangères, des preuves non équivoques de la campagne diplomatique entreprise à travers l'Europe par l'Alle-

magne contre la France. Les propos que répétaient ces rapports ne pouvaient laisser aucun doute sur les intentions belliqueuses du parti militaire allemand et sur les dispositions malveillantes du chancelier.

Dans une lettre écrite par un diplomate étranger au gouvernement français, il était dit : « Vous serez attaqués au printemps. » Dans une autre : « La guerre est remise au mois de septembre. » Le langage du vicomte de Gontaut-Biron, notre ambassadeur à Berlin, n'était pas plus rassurant, non qu'il crût que le désir de nous attaquer fût général dans le monde gouvernemental d'Allemagne, ni que les menaces de guerre dussent être suivies d'effet à une date prochaine, mais parce que les attaques de la presse allemande, les tiraillemens de l'Empereur avec son chancelier et les excitations du parti militaire constituaient à son avis une situation grosse de périls, alors surtout que le chancelier, loin d'apaiser les différends, semblait prendre plaisir à les laisser se développer, notamment lorsqu'il faisait imprimer dans les feuilles à ses gages que, seul avec le feld-maréchal de Moltke, « il pourrait décider quand le moment serait venu de donner le choix à la France entre le désarmement ou la guerre. » Partout où Gontaut s'appliquait à rechercher la vérité, chez les diplomates comme chez les militaires, il entendait gronder la menace. Tel était l'état des choses au commencement du mois d'avril.

Il ne semble pas cependant, que l'opinion publique en France s'en soit, alors, très vivement alarmée. On pourrait s'en étonner, si l'on ne se rappelait qu'elle n'avait pu encore le soupçonner que par les propos des journaux germaniques et que ceux-ci, depuis la fin de la guerre, avaient si souvent fait preuve, à notre égard, de violence, d'injustice et de mauvaise foi, qu'on s'était accoutumé à les laisser égrener le chapelet de leurs calomnies sans trop s'en émouvoir : c'était un orage passager plus bruyant que dangereux. Mais le gouvernement, mieux informé, ne pouvait s'associer à cet optimisme.

Sans connaître encore complètement l'objet de la mission de Radowitz à Saint-Pétersbourg, il en avait eu vent; il savait qu'à Munich, les généraux bavarois se réunissaient pour conférer en vue d'une guerre éventuelle. Lefebvre de Béhaine, notre chargé d'affaires en Bavière, lui avait fait part d'un entretien qu'il venait d'avoir avec le président du Conseil de ce pays.

Il savait par cette voie que le chancelier, alléguant que la France cherchait une revanche, voulait la prévenir :

— Récemment, avait dit ce haut fonctionnaire, il a songé à vous forcer à prendre la moitié de la Belgique et à entrer dans une ligue contre la Papauté. Aujourd'hui, il entend vous interdire de vous réorganiser militairement. Il laisse la Russie libre en Orient, et comme, seule, elle pourrait s'interposer entre lui et vous, il a tenté de la désintéresser.

C'est ainsi que le gouvernement français voyait se confirmer ses soupçons sur le caractère et le but du voyage en Russie du comte de Radowitz. Il est vrai qu'on n'ignorait plus que ce diplomate avait échoué dans sa mission. A Vienne, le comte Andrassy, chef du gouvernement, l'avait annoncé au comte d'Harcourt, ambassadeur de France, et l'information avait été confirmée par les paroles suivantes du chancelier russe répétées à Paris :

— J'en suis encore à me demander pourquoi on m'a envoyé Radowitz. Je n'y comprends rien. En tout cas, il a pu constater que non seulement la Russie ne fera pas la guerre, mais encore qu'elle s'y opposera.

Des informations non moins rassurantes étaient arrivées de Londres. Lord Derby avait dit au chargé d'affaires de France qu'il ne pouvait croire que Bismarck eût formé le dessein d'attaquer la France.

— Une semblable agression soulèverait une réprobation générale. Le gouvernement anglais ne manquera pas à son devoir. Je vous donne à cet égard toutes les assurances que peut donner un ministre constitutionnel. J'ai déclaré au comte de Munster que je ne pouvais prendre au sérieux les rumeurs qui circulent au sujet des prétendues intentions de l'Allemagne. On n'a rien à reprocher à la France, et les raisons qu'on invoque contre elle sont un prétexte, car on ne saurait contester la sagesse de votre gouvernement. M. de Bismarck n'a pas d'intérêt à entretenir en Europe les alarmes auxquelles elle est livrée.

## III

Ces incidens si gros de menaces s'étaient déroulés sans que l'ambassadeur de France à Saint-Pétersbourg, le général Le Flò, eût pu les connaître ; il était alors en congé. C'est seulement au

commencement d'avril, en traversant Paris pour regagner son poste, que les communications qui lui furent faites lui permirent d'en mesurer la gravité. Les rapports et les documens secrets dont il eut connaissance ne laissaient aucun doute sur les projets malveillans de l'Allemagne. Les instructions qui lui furent données s'inspiraient de l'espoir qu'avait conçu le gouvernement français que la Russie ne laisserait pas s'exécuter ces projets. Au surplus, elles étaient vagues et brèves : on s'en remettait à son patriotisme, à son habileté, à son zèle comme à la bienveillance personnelle que lui témoignait le Tsar, pour conjurer le péril dont la France était menacée.

A peine arrivé à son poste, cette bienveillance se manifesta par une visite toute de courtoisie que lui fit le prince Gortchakof. Tout naturellement, l'attitude quasi comminatoire du Cabinet de Berlin défraya la conversation. Le chancelier connaissait par le prince Orloff, ambassadeur de Russie à Paris, les craintes du gouvernement français. Mais il les croyait exagérées. Il laissa cependant entendre au général Le Flò que, s'il était démontré qu'elles avaient un fondement, l'empereur Alexandre, qui devait prochainement faire une visite à Berlin, saurait y tenir un langage ferme et clair. C'en était assez pour rassurer le général Le Flò, et d'autant plus qu'il avait emporté de Paris la conviction que l'Angleterre était dans les mêmes dispositions que la Russie.

En le quittant, le chancelier russe lui avait dit :

— Rendez-vous forts, très forts.

Peu de jours après, dans un entretien qu'il eut avec le Tsar, il put se convaincre que le prince Gortchakoff avait traduit exactement la pensée de son maître. Comme l'ambassadeur faisait allusion aux « points noirs » que se plaisait à multiplier en Europe le prince de Bismarck, l'Empereur avoua qu'il déplorait la conduite du chancelier d'Allemagne. Mais il ne croyait pas que l'Allemagne voulût la guerre ; il savait même pertinemment que l'empereur Guillaume et son fils, le prince impérial, y étaient résolument opposés. Dans les intrigues très regrettables de Bismarck, il ne fallait voir que des ruses employées par lui pour mieux assurer son pouvoir en se faisant croire plus nécessaire par l'étalage de dangers imaginaires.

— En tout cas, avait ajouté le Tsar, soyez assuré que je veux la paix comme vous et que je ne négligerai rien pour qu'elle ne

soit pas troublée... Si l'Allemagne entendait entrer en campagne sans motifs ou sous des prétextes futiles, elle se placerait vis-à-vis de l'Europe dans la même situation que Bonaparte en 1810, et ce serait à ses risques et périls.

Nous ne retenons de cet entretien que ce qui était de nature à rassurer complètement le général Le Flô quant à la crise provoquée par le Cabinet de Berlin, et, pour ne pas allonger ce récit, nous passons sous silence d'autres propos tenus par l'Empereur, lesquels ont pu être considérés depuis comme le premier germe de l'alliance franco-russe.

Tandis que le général Le Flô recueillait à Saint-Pétersbourg les témoignages de la sympathie impériale, à Paris on était toujours dans les transes. Tout faisait craindre un ultimatum allemand mettant la France en demeure de renoncer au développement de sa puissance militaire. Dans le gouvernement, on se demandait s'il ne valait pas mieux répondre aux exigences de l'Allemagne en désarmant que de s'exposer à une agression dont les conséquences étaient faciles à prévoir. C'était se placer entre l'humiliation et la guerre. Le duc Decazes ne croyait pas impossible d'éviter l'une et l'autre. Il avait fait appel à la Russie et à l'Angleterre, et il estimait qu'il fallait au moins attendre le résultat de cette double démarche. Mais l'attente était cruelle. A tout instant, quelque incident inattendu venait l'assombrir.

Il en est un notamment qu'il y a lieu de rappeler, car il trahissait lumineusement la pensée allemande. Dans une de ses dépêches, Gontaut-Biron rendait compte des singuliers propos que, dans une conversation familière, lui avait tenus Radowitz.

— Pouvez-vous assurer, lui avait demandé ce confident du chancelier, que la France, regagnant son ancienne prospérité, ayant réorganisé ses forces militaires, ne trouvera pas alors des alliances qui lui manquent aujourd'hui, et que ces ressentimens qu'elle ne peut manquer de nourrir, qu'elle conserve très naturellement pour la prise de ses deux provinces, ne la poussent pas inévitablement à déclarer la guerre à l'Allemagne? Si la revanche est sa pensée intime, et elle ne peut être autre, pourquoi attendre pour l'attaquer qu'elle ait repris ses forces et qu'elle ait contracté des alliances? Convenez que politiquement, philosophiquement, *chrétiennement même*, ces déductions sont fondées et de semblables préoccupations bien faites pour guider l'Allemagne.

Dans ce langage, l'ambassadeur à qui il s'adressait, et son gouvernement, ne pouvaient que voir une menace. Du reste, à ce moment, la menace était partout, et quoique, à Paris, les relations du ministre des Affaires étrangères avec l'ambassadeur d'Allemagne fussent courtoises, elles donnaient lieu à des discussions qui, malgré leur forme cordiale, empruntaient parfois aux circonstances un caractère tragique. C'est au cours de l'une d'elles que le ministre français, après avoir démontré à son interlocuteur que la France n'excédait pas son droit en s'appliquant à organiser ses moyens de défense et que sa politique ne présentait rien que l'Allemagne pût considérer comme une provocation, protestait « durement » contre l'obstination avec laquelle on lui prêtait des pensées belliqueuses. Se laissant emporter par l'indignation, il s'était écrié :

— Non seulement nous ne vous attaquerons pas ; mais, si vous nous attaquiez, nous vous laisserions tout l'odieux de l'attaque et nous ne nous défendrions pas. Si vous nous envahissez, je conseillerai au maréchal de se retirer avec son gouvernement et ses armées sur la Loire et d'attendre, sans tirer un coup de canon, que la justice de l'Europe ou celle de Dieu se prononce sur vous.

Quelques instans après, recevant le prince Orloff, le ministre lui tenait le même langage :

— Vous ne ferez pas cela, objectait tout ému l'ambassadeur de Russie.

— Nous le ferons, c'est décidé, et l'Europe verra tranquillement, l'arme au bras, la France envahie, dévastée, et ne se défendant pas. Oui, elle verra cela. Le tolérera-t-elle?

Un autre jour, on répétait au duc Decazes ces paroles dites par le prince de Hohenlohe à des personnes de son intimité :

— Je ne veux pas être ici au moment de la rupture. Quand j'annoncerai que je pars, vous saurez ce que cela signifie.

On peut donc comprendre combien fut vif son émoi lorsque, peu de jours après, l'ambassadeur vint lui annoncer qu'il allait prendre un congé. Il ajoutait, il est vrai, « qu'il reviendrait dans quelques jours. » Mais après ce qu'il avait dit à ses amis, pouvait-on croire à cette promesse? Cependant, il ne partit pas. A l'heure fixée pour son départ, il se présentait de nouveau au cabinet du ministre. D'un ton grave et attristé, il lui lançait ce trait :

— Je suis chargé par mon gouvernement de vous prévenir qu'il considère vos armemens comme un danger pour lui.

Jusqu'à ce jour, il avait à plusieurs reprises émis cette opinion, mais à titre purement officieux et jamais sous une forme officielle. Se refusant à prendre acte de cette communication, le duc Decazes se contenta de répondre :

— Votre gouvernement se trompe; vous le savez déjà; nous en recauserons à votre retour, et je vous aiderai à le lui prouver.

On était arrivé ainsi à la fin du mois d'avril sans que ces événemens eussent transpiré dans le grand public. Il n'en avait recueilli que quelques échos surpris dans les chancelleries et plus ou moins fidèlement répétés; il n'en avait pas mesuré la gravité. Brusquement, une lettre publiée par le *Times* vint l'initier au secret qui, jusque-là, ne lui avait pas été dévoilé.

La part qu'eut cette lettre, dans l'apaisement immédiat qui allait suivre, commande de la résumer ici. Je constate d'abord, et je peux l'affirmer aujourd'hui, qu'elle avait été écrite sous l'inspiration du duc Decazes. Elle avait pour auteur Blowitz, le correspondant parisien du journal anglais. Nous savons aussi par les mémoires du prince de Hohenlohe qu'avant de la rédiger, Blowitz était allé le consulter. L'ambassadeur allemand, bien qu'il n'osât avouer qu'il ne voulait pas la guerre, se prêta cependant à cette tentative qui, dans sa pensée, pouvait contribuer à l'éviter. Il raconte du reste que l'auteur ne tint pas compte des modifications qu'il lui avait conseillées. Mais cette réserve n'affaiblit en rien sa participation au lancement de ce ballon d'essai.

Après avoir constaté qu'il existait en Allemagne un parti de la guerre, le correspondant du *Times* énumérait les griefs de ce parti et lui attribuait l'intention de franchir la frontière française, de marcher sur Paris, de camper sur le plateau d'Avron et, ses canons braqués sur la capitale, d'exiger avec Belfort une indemnité de dix milliards payable en vingt ans avec des intérêts de 5 pour 100, sans anticipation de payement du capital. Probablement ces projets n'étaient pas destinés à se réaliser; on pouvait espérer « qu'ils rencontreraient sur leur route, en même temps que l'honneur allemand révolté, le traité que l'Empereur avait couvert de sa parole de gentilhomme. » Mais le parti de la guerre voulait sauver la patrie, compléter l'œuvre de 1871, et l'avenir était gros de menaces. Il fallait donc que l'Europe sortît de son indifférence.

Elle en était déjà sortie. L'intervention de l'empereur de Russie, les pressantes exhortations de la reine d'Angleterre à l'empereur d'Allemagne avaient produit leur effet. A Berlin, à Saint-Pétersbourg, à Londres, nos ambassadeurs en recueillaient des preuves non équivoques. De Berlin, le vicomte de Gontaut-Biron écrivait que l'Empereur lui avait tenu les propos les plus rassurans et que, rencontrant notre attaché militaire, M. de Polignac, il lui avait dit :

— On a voulu nous brouiller; mais maintenant, c'est fini.

Quelques jours plus tard, au moment où le prince de Hohenlohe, venu pour quelques jours à Berlin, allait se mettre en route pour Paris, le vieux souverain lui avait laissé entendre que le mal était venu surtout « de la mauvaise attitude de la presse. » Il avait reconnu que les articles hors de toute mesure publiés par les journaux auraient pu avoir des suites funestes, c'est-à-dire amener la guerre.

— Ces gens-là sont de grands coupables par l'exagération de leurs propos.

Il semblait vouloir ainsi leur attribuer tout le mal et croire à leur entière indépendance, alors que chacun savait quel empire le chancelier exerçait sur la presse allemande et l'habileté avec laquelle il en usait.

— Heureusement, maintenant tout est fini, reprenait-il. L'empereur de Russie, quand j'ai eu le plaisir de le voir, a pu s'en convaincre et se rendre compte sur place de l'inanité des bruits répandus. En congédiant son ambassadeur, Guillaume Ier lui avait recommandé de saluer, de sa part, le maréchal de Mac Mahon : — Dites-lui que vous n'êtes pas le seul messager de paix, que le vrai messager de paix est ici.

De Saint-Pétersbourg, le général Le Flô avait fait savoir que le Tsar, en partant pour Berlin, s'était attaché à le rassurer.

— Tout se calmera, je l'espère. En tout cas, vous savez ce que je vous ai dit. Je ne l'oublie pas et je tiendrai. Et serrant la main au général, il avait renouvelé sa promesse : — Au revoir, je me souviendrai et j'espère qu'il n'y aura pas de surprise.

Les deux empereurs se rencontraient à Berlin le 11 mai. A la suite de leur première entrevue, le prince Gortchakoff annonçait à ses ambassadeurs, à Paris et à Londres, que la paix ne serait pas troublée. Le même jour, le Tsar écrivait à une per-

sonne de sa famille : « L'emporté de Berlin a donné toutes les garanties pour le maintien de la paix. »

A Londres, lord Derby avait également rassuré le représentant de la France en lui affirmant que, grâce à la Russie et à l'Angleterre, tout danger de conflit était maintenant écarté. Comme ce diplomate le remerciait de ses bons offices, il avait répondu :

— Nous avons été heureux de faire quelque chose pour la France.

Ce que l'Angleterre avait fait, on en parlait déjà dans le monde diplomatique, mais sans connaître encore les détails de son intervention. On les connut avec précision le 24 mai. Ce jour-là, à la Chambre des Communes, le premier ministre Disraëli, interpellé sur le point de savoir s'il était vrai que le gouvernement anglais eût adressé des observations à l'Allemagne et à la France, s'était fait un devoir de révéler que le Cabinet « avait conseillé à la Reine d'adresser des représentations à l'empereur d'Allemagne. » Il ne crut pas devoir répondre en ce qui touchait la France. Son silence était significatif et voulait dire que la France, n'ayant pas cessé de garder l'attitude la plus correcte, ne méritait pas qu'on lui fît des représentations. A cette date, l'empereur Guillaume était, depuis trois semaines, en possession d'une lettre de la reine Victoria le suppliant « de ne pas laisser troubler la paix de l'Europe, cette paix qu'assurément il ne voulait pas compromettre, mais qu'autour de lui, et à son insu, on essayait d'empêcher. »

Il est juste de compléter ces détails en rappelant que le prince impérial d'Allemagne, le futur Frédéric III, sa mère l'impératrice Augusta et sa femme la princesse Victoria n'étaient pas étrangers à cet heureux dénouement d'une situation qui eût mis l'Europe en feu, si elle se fût prolongée. Lorsque l'Empereur avait appris qu'il s'était trouvé si près de la guerre, alors qu'il ne la voulait pas, de puissans efforts avaient été faits par sa famille la plus proche pour couper court aux projets du chancelier. Celui-ci, qui reprochait déjà à la vieille Impératrice et à ses enfans de contrarier fréquemment ses plans, ne devait jamais oublier leur intervention en cette circonstance, et tout porte à croire que le ressentiment qu'on le vit ensuite manifester quand il parlait d'eux avait trouvé un aliment dans les faits que nous rappelons.

Quelques mois plus tard, on le verra s'étonner et s'indigner qu'on lui imputât d'avoir voulu faire la guerre à la France, et peut-être, en effet, comme le disait Decazes, avait-il moins voulu la lui déclarer que lui faire croire qu'il la voulait. Si tel a été son but, il a oublié qu'il est des cas où la feinte peut créer les mêmes périls que l'intention. Il rejettera sur la Russie et surtout sur le prince Orloff et sur Gontaut la responsabilité de l'événement. Il reprochera à la Russie d'avoir voulu se tailler, aux dépens de Berlin, une réputation de Puissance pacificatrice : « Orloff n'a cherché qu'à flatter Gortchakoff en faisant l'aimable auprès de lui. Quant à Gontaut, il s'est laissé égarer par la Cour. »

On voit apparaître ici le grand grief de Bismarck contre l'ambassadeur de France, grief qui devait bientôt se traduire par une demande de rappel, sous prétexte qu'il lui était impossible d'entretenir avec un diplomate légitimiste et ultramontain les mêmes bonnes relations qui existaient à Paris entre le duc Decazes et le prince de Hohenlohe, prétexte singulièrement misérable. Envoyé à Berlin par le président Thiers en même temps que le duc de Broglie à Londres, le marquis d'Harcourt à Vienne, le marquis de Vogüé à Constantinople et le général Le Flô à Saint-Pétersbourg, le comte de Gontaut n'avait jamais fait montre à la cour d'Allemagne de ses opinions politiques. La correspondance, avec le chef d'État de qui il tenait ses pouvoirs, nous fournit la preuve du loyal désintéressement qu'il avait toujours apporté dans l'exercice de ses fonctions. En réalité, ce que le chancelier ne lui pardonnait pas, c'était d'avoir trouvé dans la famille impériale les plus vives sympathies et de les utiliser pour le succès de sa mission. Peut-être aussi devinait-il que l'ambassadeur était d'avis qu'avec un homme tel que lui, « toujours plus ou moins à la merci de ses nerfs et dont on ne pouvait jamais pénétrer sûrement les desseins, » il était impossible de se livrer à une sécurité absolue.

Il est remarquable que lui-même n'allait pas tarder à justifier cette opinion. Dès le lendemain de la crise, et alors qu'on pouvait croire qu'il changerait d'allure dans ses rapports avec la France, il soulevait de nouvelles difficultés. Ce fut d'abord, comme nous venons de le rappeler, la démarche qu'il fit faire à Paris par son ambassadeur, afin d'obtenir une modification dans le personnel de l'ambassade de France à Berlin. Non

content d'incriminer le galant homme qui la dirigeait, il impliquait dans ses accusations les filles de ce diplomate : « Elles parlent des affaires intérieures du pays sur un ton incompatible avec le rôle qu'on reconnaît en général aux membres d'une famille d'ambassadeur. » L'attaché militaire français, le prince de Polignac, ne trouvait pas davantage grâce devant lui. Il demandait son changement : « Il n'est pas à sa place. Il a choqué par la manière dont il a parlé des tendances agressives des généraux prussiens. C'est lui qui devrait être rappelé le premier. »

Sur ce dernier point, il reçut assez promptement satisfaction. Mais, en ce qui concernait l'ambassadeur, il dut attendre pendant près de deux années. Le gouvernement français ne se résignait pas à céder à des injonctions quelque peu humiliantes pour lui et à frapper un bon serviteur, ardemment patriote, qui n'avait pas démérité, et que la famille impériale avait pris en goût, ainsi qu'elle le lui prouva par l'expression touchante de ses regrets lorsque, au mois de janvier 1878, il quitta Berlin.

Il convient cependant de reconnaître qu'à cette date, le remplacement de Gontaut s'imposait. Sa présence à Berlin irritait Bismarck, chez qui cette irritation se traduisait par une bouderie systématique, nuisible aux affaires, et par l'affectation qu'il mettait à paraître inquiet des armemens de la France.

— La France arme trop, disait-il à Hohenlohe. Elle augmente ses effectifs dans une mesure qui met l'Allemagne en péril ou du moins l'oblige à faire toujours plus. Quand vous retournerez à Paris, ne présentez pas nos intentions sous des couleurs trop pacifiques.

Il gémissait sur l'entêtement de l'Empereur, qui, « influencé par l'Impératrice et par Gontaut, » hésitait à renforcer les troupes allemandes sur la frontière française, comme c'eût été nécessaire « pour se mettre à la hauteur des Français. » A l'en croire, les masses allemandes de cavalerie et d'artillerie concentrées sur la frontière étaient insuffisantes pour la défendre. « Metz était menacée. D'un instant à l'autre, les Français pouvaient ouvrir le feu et exposer l'Allemagne aux pires dangers. » Il complétait ce tableau en attribuant les dispositions pacifiques de Guillaume Ier aux conseils de l'Impératrice. « Elle gagne du terrain et, derrière elle, on devine Gontaut. » Ses craintes, on l'a vu, ne reposaient sur aucun fondement. Elles témoignaient

surtout de son parti pris de rendre difficiles ses relations avec l'ambassadeur dont il avait hâte de se débarrasser, afin d'éloigner de l'Empereur une influence qui peut-être eût contrarié ses desseins et qu'il accusait bien à tort de lui être hostile.

En ces circonstances, il se révèle de nouveau comme un homme tout à la fois habile et mobile dans la conception de ses desseins, mais impulsif quant aux moyens de les exécuter et, par suite de son impulsivité, capable de toutes les perfidies, quand les circonstances les lui suggèrent et s'il n'a pas eu le temps d'y réfléchir. Il est toujours le personnage sans scrupules qui a falsifié la dépêche d'Ems et qui depuis, lorsqu'il s'est trouvé en présence de difficultés intérieures, a cherché à les résoudre en ameutant l'Allemagne contre la France à l'aide de soupçons calomnieux. C'est ainsi, par exemple, qu'au lendemain du Congrès de Berlin, la presse allemande dénonce tout à coup, non sans véhémence, l'attitude agressive de la France et de la Russie. L'opinion s'émeut notamment d'un article où les prétendues preuves de cette attitude sont énumérées. Comme on en parle chez le chancelier, il se met à rire et avoue que c'est lui qui a écrit l'article en question pour influencer le Reichstag et l'amener à voter la loi militaire, qui rencontre dans l'assemblée une assez vive opposition.

A ce moment, deux ans s'étaient écoulés depuis que le comte de Gontaut n'était plus ambassadeur à Berlin. Il y avait été remplacé par le comte de Saint-Vallier, dont un long séjour auprès de Manteuffel pendant la période d'occupation avait fait apprécier les qualités éminentes. A dater de ce moment, l'humeur malveillante du chancelier s'était apaisée, et si parfois encore il affectait une mine grondeuse, c'était toujours pure comédie : son hostilité contre la France faisait trêve.

C'était qu'aussi les affaires de l'Europe étaient bien faites pour absorber son attention. A Paris, la chute du gouvernement de Droite et la démission du duc Decazes en 1877 avaient eu pour résultat un changement caractéristique dans l'orientation de la politique française. L'idée de l'alliance russe semblait abandonnée. Lorsque, au Congrès de Berlin, les stipulations du traité de San Stefano par lequel s'était dénouée la guerre russo-turque avaient été remises en question en ce qui concernait la Bulgarie, le gouvernement français avait figuré à côté de l'Allemagne.

A cet incident en succédait un autre. Une commission internationale, désignée par le Congrès de Berlin et réunie à Novi Bazar, travaillait à la délimitation des frontières turques; or, au sein de cette commission, les prétentions des commissaires de la Porte étaient presque toujours soutenues par les commissaires allemands. Dans une lettre écrite à son oncle l'empereur Guillaume, le Tsar se plaignit de cette partialité.

La réponse qu'il reçut ne lui donnant pas satisfaction, il répliqua par une dépêche quasi menaçante. Une entrevue entre les deux empereurs imprima promptement à ce différend une tournure pacifique. Mais Bismarck ne se dissimulait plus que la Triple-Alliance avait du plomb dans l'aile; bientôt après, il signe avec l'Autriche un traité qui, le cas échéant, substituera une alliance austro-allemande à celle des trois cours du Nord et dans laquelle l'Italie viendra remplacer la Russie.

Par suite de ces incidens, qui se succèdent à travers la situation si troublée de l'Europe et que je me contente de résumer, l'attitude du chancelier envers notre pays, et sauf de rares exceptions, comme par exemple l'affaire Schnæbelé, a perdu, au moins en apparence, tout caractère agressif. Au lieu de lui faire la guerre, il s'efforcera de le détourner de toute pensée de revanche et d'éteindre chez le peuple français, au prix de dédommagemens, l'espoir de reprendre l'Alsace-Lorraine. Au Congrès de Berlin, causant dans l'intimité avec les représentans de la France, il leur montrera la Tunisie comme une conquête digne d'ambition et comme le complément nécessaire de nos possessions d'Algérie. Il leur a dit :

— Allez de ce côté; vous ne m'y rencontrerez pas.

Depuis ce jour, il suit avec un intérêt bienveillant l'extension de notre puissance dans les contrées africaines d'abord, asiatiques ensuite. Quant à lui, il ne croit pas que l'Allemagne soit en état de créer un empire colonial. Un soir à dîner, « repas copieusement arrosé de porto et de vin de Hongrie, » il fait allusion, devant Hohenlohe, à la question des colonies. « Des colonies! Il ne veut pas en entendre parler. Notre flotte est insuffisante pour les protéger et notre buraucratie trop inexperte pour administrer ces pays. »

Hohenlohe, qui répète ces propos, lui avait envoyé précédemment un rapport touchant les projets de la France au Maroc.

« A ce propos, raconte-t-il, le chancelier m'exprima l'opi-

nion que nous ne pourrions que nous réjouir si la France s'adjugeait le Maroc. Elle aurait beaucoup à faire de ce côté et nous pourrions lui concéder cette extension de son territoire en Afrique à titre de compensation pour l'Alsace-Lorraine. Mais à ma question si je devais tenir ce langage à Freycinet, il me répondit que non. C'était trop s'avancer. »

Il ne prévoyait pas alors que, dix ans plus tard, alors qu'il n'occupait plus le pouvoir, l'empereur Guillaume II regretterait que l'Allemagne, faute d'une flotte de guerre, eût laissé la France se constituer un immense empire colonial et s'appliquerait, pour atteindre le même but, à créer et à développer, au prix du plus vigoureux effort, la puissance maritime de son empire. Il est d'ailleurs certain que si, à cette époque, Bismarck eût encore gouverné l'Allemagne, il se fût rallié à l'opinion de son nouveau maître. On en trouve la preuve dans l'assentiment que peu de temps avant sa chute, il donnait à la politique d'expansion coloniale. Mais, à la date où nous le voyons exprimer une opinion contraire, son regard n'embrassait pas l'avenir de son pays tel que nous le voyons se dérouler.

Du reste, ce n'est pas seulement la situation de l'Europe qui, au déclin insoupçonné de sa puissance, lui cause d'amers soucis. Il lui en vient d'autres de la cour de Berlin où la famille impériale lui est de plus en plus hostile. Il peut compter encore sur la confiance du vieil empereur qui, bien que s'impatientant parfois de l'ascendant que le chancelier a pris sur lui, est maintenant trop affaibli par l'âge pour s'y dérober. En eût-il la force, il n'oserait renvoyer l'homme d'État auquel il doit l'empire et dont la popularité en Allemagne est aussi grande que la sienne. Mais, autour de lui, le chancelier n'inspire ni la même gratitude, ni la même confiance. L'impératrice Augusta combat par tous les moyens l'influence que Bismarck exerce sur son mari. Le prince impérial s'attriste et s'irrite de l'audace de cet homme dans lequel, au dire de la princesse Victoria, « il y a l'étoffe d'un Cromwell. » Le chancelier n'ignore rien de la coalition qui s'est formée contre lui dans l'entourage de l'Empereur et, pour se défendre, il usera de toutes les armes, même des plus déloyales.

Il n'y a pas lieu de raconter ici à quels moyens il recourut pour se donner un allié puissant en vue de la lutte qu'il avait à soutenir contre les membres de la famille impériale qui le

traitaient en ennemi. Rappelons seulement qu'il trouva cet allié dans le petit-fils du vieil empereur, dans le prince qui devait être Guillaume II. Il ne craignit pas d'éveiller en ce jeune homme les sentimens les plus indignes d'un fils respectueux et soumis. Autrefois et ailleurs, j'ai révélé ce douloureux épisode (1), où le Kaiser actuel nous apparaît déjà, si peu d'années avant son avènement, comme un modèle odieux d'orgueil et d'ambition, de dissimulation et de perfidie, tel enfin que nous le présentait hier, à cette place, le baron Beyens dans une étude suggestive et révélatrice. De ce drame de famille, je veux seulement retenir que la conduite du prince de Bismarck dans cette intrigue abominable nous le montre semblable à lui-même, aussi rusé, aussi vindicatif, aussi spontané dans le mal qu'il l'avait été durant cette crise de 1875, si savamment préparée, chef-d'œuvre de mensonge et de mauvaise foi, instrument de haine qui se brisa dans ses mains, grâce à l'intervention de l'empereur Alexandre II et de la reine Victoria.

Il convient de rappeler, en finissant, que son existence malfaisante et surtout l'acte final qui la déshonore reçurent un jour leur châtiment et que le coup qui le désarmait et le dépouillait de sa puissance lui fut porté par l'élève impérial qu'il avait dressé à son image. Il s'était flatté de ne jamais cesser de le dominer et de gouverner l'Empire sous son règne comme il l'avait gouverné sous le règne de Guillaume Ier. Mais le nouveau venu voulait « gouverner seul » et le renvoya.

— Il m'a chassé comme un laquais, disait Bismarck.

Il ne lui pardonna jamais ce qu'il appelait un acte d'ingratitude. Du fond de sa retraite, il déchaîna contre lui la plume venimeuse d'un pamphlétaire à ses gages, Maximilien Harden, et peut-être aujourd'hui, en assistant aux événemens qui se déroulent sous nos yeux, se réjouirait-il, dans son ardeur vindicative, de pouvoir prédire la chute prochaine de l'ingrat.

ERNEST DAUDET.

(1) Voyez mon livre : *La Chronique de nos jours*. Paris, Plon-Nourrit et Cie, p. 177 et suivantes.

# REVUE DRAMATIQUE

Comédie-Française : *l'Ami Fritz.* — *Fais ce que dois.* — Porte-Saint-Martin : *Les Oberlé.* — Théatre Sarah-Bernhardt : *l'Aiglon.* — Nouvel-Ambigu : *Marceau ou les Enfans de la République.*

On nous avait annoncé, pour le mois qui vient de s'écouler, une grande activité dans les théâtres. On devait faire d'importantes reprises et même monter des pièces nouvelles. Subitement les interprètes se sont trouvés indisposés, ou atteints d'empêchemens imprévus. Ces coïncidences opportunes et ces maladies diplomatiques n'ont surpris personne : elles sont dans la logique de la situation où nous nous trouvons. Le moment n'est guère à renouer des relations que depuis longtemps nous avions laissées tomber, et nous ne sommes pas d'humeur à faire accueil à de nouveaux visages. Nous nous replions sur nous-mêmes : dans l'intimité jalouse où nous nous enfermons, nous n'admettons que de vieux amis.

Un ami de quarante ans, c'est *l'Ami Fritz.* La Comédie-Française l'a trouvé tout prêt, quand il s'est agi de reparaître devant le public. Il est des pièces heureuses, d'un effet sûr et dont l'attrait ne vieillit pas, auxquelles on s'empresse de recourir dans les momens de pénurie : *le Monde où l'on s'ennuie*, *l'Arlésienne* et quelques autres, en petit nombre. La pièce d'Erckmann-Chatrian est l'une d'elles. Représentée en 1876, et tout de suite avec un éclatant succès, elle n'a plus cessé de tenir l'affiche ; et c'est encore à elle qu'est allée la plus forte recette, en l'année 1914 ! Il s'en faut d'ailleurs que ce succès ait été sans soulever à l'origine d'assez vives réclamations. J'ai le souvenir très net des polémiques qui accueillirent la pièce dans sa nouveauté. On lui reprochait son réalisme. La scène est occupée pendant tout le premier acte par une table copieusement servie. M. Kobus et les amis de M. Kobus sont attablés devant de savoureuses victuailles

auxquelles ils font largement honneur. Nous montrer des gens à table, est-ce bien pour cela que le théâtre a été inventé? On mange et on boit dans cette pièce, et on n'y fait que manger et boire : c'est une pièce où il ne se passe rien. Les cerises du second acte sont de vraies cerises : le beau mérite, et le puissant intérêt pour remplacer cette ingénieuse combinaison d'événemens qui, servant de support à une curieuse étude de mœurs, constitue la pièce bien faite à la manière des maîtres de la scène qui sont Dumas fils, Émile Augier et Victorien Sardou !... Ainsi raisonnait-on entre habiles : on estimait généralement que la pièce n'était pas à sa place à la Comédie-Française et ne convenait pas à la dignité de notre première scène.

Le public, lui, ne raffine pas. Il est simpliste et les pièces assurées de lui plaire le plus longtemps sont justement les plus simples. Pièces ou romans, il ne leur demande que de lui redire, sous une forme à peine différente, une histoire toujours la même, puisqu'elle est l'éternelle histoire. Deux êtres attirés l'un vers l'autre et qui finissent par tomber dans les bras l'un de l'autre, ne cherchez pas plus loin : il suffit d'adapter des paroles à peu près nouvelles à cet air le plus vieux qui soit au monde. Il faut croire d'ailleurs que ce n'est pas très facile, puisque si peu y réussissent. *L'Ami Fritz* est une idylle. C'est son charme et, puisque nous le reconnaissons, convenons aussi que cette idylle n'est pas des plus éthérées. M. Kobus est gourmand et, quand on a constaté qu'il est gourmand, on a fait le tour de sa psychologie. Il est bon, de cette bonté qui vient d'un bon estomac, et sujet à ces attendrissemens qu'engendre la digestion après un bon repas. C'est un vieux célibataire que guettent les infirmités, un épicurien que menace la goutte, rançon de la gourmandise. A quarante ans, pour peu qu'on sache son métier d'égoïste, on prend ses arrangemens en vue de la vieillesse qui s'annonce. On rêve de l'éternel féminin sous les espèces de la ménagère qui tiendra votre maison, et de l'infirmière qui soignera vos rhumatismes. M. Kobus, bourgeois cossu, rentier plus qu'à son aise, voit passer la fille de son fermier, Suzel, et la trouve gentille, car il ne faut pour cela que la voir passer et qu'avoir des yeux. Cette Suzel lui cuisine de petits plats qui lui font trouver bien du plaisir en sa compagnie : ainsi chez un gourmand l'amour lui-même doit naître de la gourmandise. Loin de Suzel, M. Kobus perd l'appétit : ainsi s'affirme cette étroite liaison qui existe chez lui entre le cœur et l'estomac. Ce qui jusqu'ici l'a détourné du mariage, c'est la crainte d'avoir à changer ses habitudes, et à réformer son laisser aller de célibataire. Avec la fille de son fermier, il est évident qu'il n'aura pas

à se gêner. Je vous le répète : tout cela est un peu vulgaire. Molière n'eût pas approuvé ce mariage. Eût-il reproché à l'ami Fritz de déchoir? Peut-être. Il était d'avis qu'on doit se marier dans sa classe et dans son monde, et cela est d'un grand sens. Un gendre doit pouvoir dire « Mettez-vous là, beau-père, et soupez avec moi, » sans pour cela faire asseoir son fermier à sa table. Ce qui est encore plus grave, c'est que Fritz a presque l'âge d'Arnolphe, si Suzel a tout à fait celui d'Agnès. Oui, Molière eût préféré un amoureux plus jeune : le fils du père Jacob, par exemple. Mais, comme on sait, nous avons beaucoup prolongé le temps d'aimer, et c'est un des moins discutables effets du progrès : le théâtre moderne est plein de complaisance pour les quadragénaires. Et puis, M. Kobus a du bien : il en a assez pour faire passer sur quelques années qu'il a de trop. Ce mariage sera pour Suzel un mariage magnifique, inespéré. Nous ne voyons pas autre chose et nous nous réjouissons d'être invités à la cérémonie des fiançailles, — qui tout à l'heure vont être célébrées sous nos yeux, suivant la coutume locale et très ancienne, reconstituée à la Comédie-Française en un défilé des plus pittoresques.

Suzel aime M. Kobus : elle l'aime ingénument et sans s'être jamais demandé pourquoi. Plus curieux qu'elle, demandons-nous ce qui, chez cet homme mûr, a pu séduire cette imagination de jeune fille. Ce n'est pas la sveltesse de sa tournure et ce n'est pas la galanterie de ses propos. Mais chaque fois que la fille du père Christel a entendu prononcer le nom de Fritz, c'est avec déférence et considération. Les autres, on les appelle le fils Jacob ou le gars Un tel. Lui, c'est « monsieur Kobus. » Quand elle le voit passer, c'est vêtu d'une redingote de fin drap comme n'en a jamais porté le père Christel. Quand elle va chez lui pour s'acquitter de quelque commission, elle admire ces vieux meubles, ce luxe solide dont on sent bien qu'il ne s'improvise pas en un jour, et qu'il y faut l'effort continu de plusieurs générations. Elle sait, pour avoir causé avec la gouvernante, que ces armoires sont pleines de linge, ces bahuts pleins de provisions, la cave bien garnie des meilleurs crus. Il lui semble qu'on doit être aisément heureuse parmi toutes ces choses qui aident si puissamment à l'agrément de l'existence. Être M^me^ Kobus, elle n'y a jamais songé, cela va sans dire ; mais avec quelle ivresse elle le deviendra ! Agnès, qui sacrifie la fortune d'Arnolphe, ses biens meubles et immeubles, sa maison de ville et sa maison des champs, pour la jolie mine d'Horace qui n'a pas le sou, est follement romanesque : on ne l'a pas assez remarqué. Suzel est romanesque, elle

aussi, parce que toute jeune fille a son coin de romanesque : elle a son rêve, mais c'est un rêve raisonnable, sérieux, confortable. Elle sera « Madame Kobus » éperdument. A dix lieues à la ronde, elle aura la maison la mieux tenue, et y fera régner une discipline dont le besoin se fait sentir. Une à une elle fera perdre à son mari ses habitudes de vieux garçon ; elle évincera en sourdine les amis les moins comme il faut ; elle diminuera insensiblement l'ordinaire trop copieux. Et ce sera très bien ainsi. *L'Ami Fritz* est un modèle de l'idylle selon l'esprit d'une société bourgeoise et pratique.

Je ne sais d'ailleurs quel succès la pièce aurait eu, si elle nous eût été présentée dans un autre cadre, et ce qu'elle eût gardé de son charme, si elle eût été une idylle picarde ou normande. Mais elle nous arrivait en costume alsacien, sous la coiffe aux grandes ailes noires. Elle nous apportait une image de cette Alsace qui venait de nous être enlevée. Comment ne nous eût-elle pas remués jusqu'au fond de nos cœurs ? Et comment cette émotion n'eût-elle pas duré autant que durait en nous le regret de la province perdue, à laquelle nous ne pouvions renoncer ? *L'Ami Fritz* appartenait à cette littérature du Souvenir où chaque visite qu'on fait semble un pèlerinage. L'Alsace qu'il évoque est celle d'autrefois, celle du temps passé qui était le bon temps, l'Alsace d'avant la germanisation. Pays de braves gens, de mœurs saines et probes, de bon sens et de bonhomie. On vivait comme ont vécu les anciens, suivant des traditions qui font partie du patrimoine reçu en naissant. On était libre et chacun s'arrangeait à sa guise. On ne craignait rien des autorités, qui n'avaient pas à intervenir dans vos affaires et à se mêler de vos conversations. On ne se méfiait pas de ses voisins, qui étaient des compatriotes, nés et grandis sur le sol. On se connaissait entre gens du pays depuis toujours. Et l'existence s'écoulait, régulière, calme, sans heurts et sans histoires, comme celle des peuples heureux...

Le rôle de Suzel avait été jadis un des triomphes de M^lle^ Reichemberg. Autour d'elle la Comédie groupait, dans une de ces merveilles d'interprétation qui sont restées célèbres, la sèche Jouassain, Febvre au jeu soigneusement étudié, Got à la lourdeur puissante, et Barré et Coquelin cadet. L'interprétation actuelle est encore des plus honorables. M^lle^ Leconte et M. de Féraudy y sont tout à fait dignes de leurs illustres prédécesseurs.

A ce tableau d'une Alsace heureuse où s'encadre *l'Ami Fritz* s'oppose celui d'une Alsace déchirée, torturée, suppliciée par l'oppres-

sion allemande, que nous présentent *les Oberlé*. J'ai revu à la Porte-Saint-Martin la pièce très ingénieusement découpée par M. Edmond Haraucourt dans le roman de M. René Bazin. Un acte surtout est du plus grand effet, celui du pèlerinage à Sainte-Odile. Il est très bien mis en scène. On devine, dans la perspective qui se découvre du haut de la montagne sacrée, toute la plaine d'Alsace. On entend les bruits de cloches auxquels répond dans le lointain la voix d'autres cloches qu'apporte la brise venue de France. Les paroles que prononce alors l'oncle Ulrich, l'Alsacien protestataire, pour dire la fidélité sans défaillance et l'espoir irréductible, ont l'accent mystique d'une prière. M. Jean Coquelin, qui est aujourd'hui l'un de nos acteurs les plus populaires, tire au premier plan ce rôle éminemment sympathique : sa rondeur et sa bonhomie narquoise y font merveille.

Puis j'ai repris le roman de M. René Bazin, paru ici même il y a quatorze ans. C'est un de ses meilleurs livres ; et d'avoir écrit un tel livre, cela honore grandement une carrière d'écrivain. En relisant aujourd'hui ce roman, il est impossible de ne pas être frappé de tout ce qu'il contenait de prophétique. Vous vous souvenez de la vision qui nous accueille aux premières pages et que l'auteur y a placée intentionnellement, pour indiquer tout de suite le sens et la portée de son œuvre. C'est la nuit, sur les pentes des Vosges, dans la forêt, que M. René Bazin, en admirable paysagiste, évoque plus qu'il ne la décrit. Dans le silence nocturne, des bruits de pas montent et s'exagèrent ; parfois un éclair s'allume dans l'ombre : c'est lorsqu'un rayon de lune a frappé un objet métallique, pointe d'un casque, lame d'un sabre. Des cavaliers allemands exécutent une manœuvre de nuit. « Redoutable, dit à demi-voix M. Ulrich, redoutable adversaire qui s'exerce jour et nuit. » Telle est la première impression, — la première leçon, — que nous recevons : pour notre vainqueur, à qui sa victoire n'a pas suffi, la paix n'est que la préparation de la guerre, préparation dans l'ombre, sournoise et mystérieuse.

La question des « deux cultures » a, depuis huit mois, fait couler des flots d'encre, et elle fournira, longtemps encore, le thème de dissertations innombrables. Elle est le sujet même de ce livre. Jean Oberlé a vingt ans. Il n'a pas connu, lui, l'Alsace d'avant la guerre. Il n'est pas engagé par le passé, il n'est pas lié par le souvenir. Né après l'annexion, il a été formé par la pédagogie allemande. Qu'est-ce donc qui se réveille en lui, depuis qu'il a repris pied dans son village d'Alsheim ? Quels conseils montent jusqu'à lui de cette terre où dorment ses morts ? Dans les centres allemands où il a été transplanté, il s'est,

lui l'héritier de toute une race française, senti un étranger ; il a comparé ce qu'il voyait autour de lui avec le modèle intérieur qu'il portait en lui. Décidément, il est réfractaire à cette manière allemande, à cette compression qui, sous prétexte de discipline et d'organisation, anéantit toute initiative, toute indépendance, toute liberté d'esprit. L'Allemagne a élevé la prétention de détenir le monopole de la science, et ce qui est stupéfiant, c'est que nous l'ayons cru, nous les compatriotes de Claude Bernard et de Pasteur. La guerre une fois déchaînée on a reconnu que cette science s'accommode parfaitement d'une « régression à l'état sauvage ; » et on a flétri, comme il convenait, la « barbarie scientifique. » Mais déjà dans *les Oberlé* un Allemand revendique avec fierté pour son pays le privilège de cette scandaleuse association : « Nous sommes, dit-il, des *barbares civilisés.* »

L'un des types les plus fouillés du roman est celui de l'officier prussien, le lieutenant von Farnow. Avec cette largeur de touche et cette recherche d'impartialité qui caractérisent le vrai romancier, et qu'on admire chez un Bazin comme chez un Bourget, l'auteur des *Oberlé* a évité de pousser le portrait à la caricature. Il n'a pas rendu le personnage odieux : il ne l'en a montré que plus effrayant. Celui-ci est l'officier riche, élégant, fier de son origine nobiliaire, homme du monde, propriétaire terrien, un de ces hobereaux qui occupent tous les degrés de la hiérarchie militaire en pays teuton. Brutal avec le soldat, sans pitié pour les inférieurs, il est aveuglément soumis aux chefs, ou plutôt à la discipline dont ils personnifient la rigidité inflexible. Ce qui le caractérise, c'est l'orgueil, exalté par cette conviction d'appartenir à une race faite pour la domination. « Je m'étonne que vous n'ayez pas encore aperçu, vous qui avez séjourné dans toutes les provinces de l'Allemagne, que nous sommes *nés pour la conquête du monde* et que les *conquérans ne sont pas des hommes doux*, jamais, ni même des hommes *parfaitement justes.* » Ainsi la dureté se trouve érigée en théorie et le principe est posé que la force prime le droit. L'amour même chez ce conquérant du monde procède de l'esprit de conquête. Car s'il aime Lucienne Oberlé, et il l'aime réellement, c'est sans doute pour ces obscures raisons du cœur que la raison ne connaît pas ; mais c'est aussi par un sentiment réfléchi, parce que le mariage de la jeune fille avec un officier allemand est une étape dans la germanisation d'une famille française, et partant un progrès de la conquête. Ainsi il représente bien sa nation qui est une nation de proie. Vienne la guerre, l'élégant von Farnow, monté en grade, sera de ceux qui, sans scrupule et sans remords, feront incendier les

villes, massacrer les innocens, achever les blessés, et organiseront la « cruauté disciplinée. » Tout cela est écrit en caractères nettement lisibles dans ce livre d'un bon Français que sa tristesse patriotique rendait clairvoyant. Mais nous ne savions, ou nous ne voulions pas comprendre. Nous nous étions habitués à ne chercher dans la littérature qu'un divertissement. Quand elle nous avait procuré une heure de plaisir, fût-ce du plaisir mélancolique qui consiste à remuer les douleurs anciennes, nous la tenions quitte et nous n'étions guère disposés à y chercher en outre un enseignement qui nous eût gâté ce plaisir.

Il faut pourtant être justes, je veux dire qu'il faut rendre justice à ceux de nos écrivains qui ont été pour nous de bons guides. Les savans qui avaient mission de nous renseigner sur la science allemande, sur l'histoire allemande, sur la philosophie allemande, n'ont pas tous rempli leur tâche avec toute la vigilance souhaitable. Beaucoup d'entre eux ont attendu que le danger eût éclaté pour le découvrir. Il est vrai que, depuis, ils le découvrent sans relâche. Celui-ci n'est pas un homme de science, c'est un romancier et d'aucuns diront : ce n'est qu'un romancier. C'est lui pourtant qui nous a apporté sur la mentalité de nos irréconciliables ennemis l'un des témoignages les plus pénétrans. Et ce n'est pas le seul service que son œuvre ait rendu à la cause française. Trop souvent nos romans, nos pièces de théâtre nous ont desservi auprès de l'étranger. A la façon dont nos mœurs y étaient décrites, — ou travesties, — cette idée se répandait que la France était un pays fini, une société en décadence et en décomposition, prête à s'effondrer à la première secousse. Vainement nous efforcions-nous de protester que ces tableaux étaient mensongers et propageaient de la France une fausse image. Le critique était seul à réclamer : les lecteurs insoucians pardonnaient à l'auteur de les calomnier, pourvu qu'il les amusât. M. René Bazin n'a consenti à peindre qu'une France saine, honnête, généreuse, éprise d'idéal, parce qu'il croyait fermement que telle était réellement la France. Il mettait en scène de modestes héros, gens du peuple ou de la campagne : il contait des vertus provinciales ou paysannes. On l'accusait d'optimisme, et peut-être soupçonnait-on son art d'être conventionnel. Or c'était lui qui avait raison, qui voyait juste et qui « faisait vrai : » nous en avons sous les yeux la preuve la plus irréfutable. Une France corrompue ou malade n'aurait pas donné le spectacle magnifique auquel nous assistons depuis le début de la guerre. L'épreuve a révélé qu'elle avait conservé toute son énergie intacte, le même esprit

de sacrifice, les mêmes vertus et la même foi qui ont fait sa grandeur à travers les siècles.

Dans cette revue de leur répertoire patriotique, que semblent faire actuellement les théâtres, était-il possible que François Coppée n'eût pas sa place? La Comédie-Française, en s'annexant un petit acte de circonstance écrit en 1871, *Fais ce que dois*, nous permet d'évoquer au moins le souvenir du bon poète, qui, aux heures douloureuses, trouva des accens si poignans et, depuis lors, se donna pour mission de célébrer l'héroïsme national et d'entretenir le feu sacré. Comme un autre poète, Paul Déroulède, il est mort trop tôt et n'a pu saluer l'aube même de la revanche. Il suffit qu'il n'ait jamais cessé ni d'y penser, — ni d'en parler.

C'est à l'Odéon que fut joué pour la première fois *Fais ce que dois*. Le principal rôle était tenu par une actrice qui commençait à percer : Mlle Sarah Bernhardt. C'est celui d'une femme, dont le mari a été tué à l'ennemi et qui ne veut pas qu'un jour la France lui prenne encore son fils. Alors elle va émigrer avec l'enfant. Elle l'emmènera dans un pays où l'on ne se bat pas : elle le fera Américain, afin qu'il ne soit pas soldat. Pensée impie, mais affolement d'une heure. Il suffira d'une parole énergique pour faire rentrer le sentiment du devoir dans ce cœur de Française. Un maître d'école, Daniel, survient à temps pour qualifier ce départ comme il le mérite : une désertion. Touchés par sa mâle éloquence, la veuve et l'orphelin resteront en France : ils feront ce qu'ils doivent.

... D'ailleurs, les craintes de Marthe étaient vaines. Quarante-quatre ans ont passé, la guerre a éclaté de nouveau : son fils ne s'est pas battu. En 1870, il avait quatorze ans : en 1914 il en a cinquante-huit. La première fois, il était trop jeune : cette fois-ci, il est trop âgé. Lors de la défaite, il y a assisté en témoin débile, assez grand pour comprendre et pour souffrir. Au jour de la victoire, il aura ce chagrin de n'y avoir pas contribué. Les autres sont au péril et il est à l'abri. Eux sont dans les tranchées; il est, lui, confortablement, dans sa chambre, à sa table de travail, dans un bureau de rédaction; il écrit des articles de journaux, il célèbre des actes de courage qui lui font honte; aux mille tortures de l'heure présente, aux inquiétudes, aux soucis se mêle pour lui la tristesse humiliante de son impuissance... Mais qui sait? Il a son père à venger. Il a reçu l'enseignement d'un instituteur patriote. Il a été l'ami de François Coppée. Il se peut bien que, dès les premiers bruits de guerre, il ait

couru au bureau de recrutement. Alors, gloire à cet engagé de cinquante-huit ans qui a voulu montrer aux jeunes le chemin de l'héroïsme !

Pour sa réouverture, le théâtre Sarah-Bernhardt ne pouvait mieux choisir que *l'Aiglon*. Le beau drame de M. Edmond Rostand appartient à ce cycle napoléonien dont l'apparition dans notre littérature fut un des signes les moins contestables de notre relèvement. Meurtrie par la défaite, humiliée par le présent, l'âme française se tourna vers le passé le plus proche, pour y trouver des motifs de fierté et des raisons d'espérer. Elle se complut à évoquer les souvenirs de la grande époque où nos armées victorieuses avaient l'Europe pour champ de bataille. Les *Mémoires* sortaient des archives de famille, et toute la France tressaillait aux prouesses d'un Marbot. Les historiens dégageaient des erreurs et des fables la réalité plus belle que la légende. Albert Vandal disait l'avènement de Bonaparte et Henry Houssaye la fin de Napoléon. Frédéric Masson nous faisait entrer dans l'intimité du grand homme. Le théâtre s'en mêlait, depuis Sardou qui lui devait un de ses plus brillans succès, *Madame Sans-Gêne*, jusqu'aux fantaisistes du Chat Noir où Caran d'Ache profilait sur un écran d'ombres chinoises, baptisées françaises pour la circonstance, les silhouettes minuscules et grandioses de *l'Épopée*. Un courant si général est autre chose qu'une mode : il répond à un besoin de l'imagination. Nous nous reportions vers les souvenirs de gloire militaire, parce que nous ne pouvions rester sous l'impression déprimante de nos désastres. Après tout, ces temps n'étaient pas si anciens ; les soldats d'Austerlitz et d'Iéna étaient nos grands-parens : quelle apparence que les qualités de la race se fussent si vite et à jamais perdues ?

A son tour, M. Edmond Rostand allait être gagné à l'enchantement de cet héroïsme, lui qui déjà dans *Cyrano* avait jeté une note si claire et si vibrante, et déchiré les brumes septentrionales dont notre littérature était en train de s'enténébrer. C'est, je crois bien, sous la forme d'une étude psychologique que l'idée première de son drame lui apparut. Le duc de Reichstadt était pour lui un autre Hamlet, victime, comme le héros shakspearien, d'une destinée à laquelle la nature l'a fait inégal. Avoir en soi l'âme du plus grand conquérant et n'être qu'un enfant souffreteux ! Si encore le contraste n'était qu'entre les aspirations de cette âme et l'insigne faiblesse de ce corps ! Mais au fond de lui-même, le fils de Napoléon et de Marie-Louise retrouve ce désaccord, ce déchirement, qui résulte de sa double origine. Son

hérédité autrichienne a fait de lui le descendant de toute une lignée où se succèdent les maniaques et les dégénérés. La scène devant la glace où Metternich montre à l'enfant désolé les stigmates qui attestent en lui la fin d'une race, est au centre de l'œuvre... Ai-je besoin de dire qu'à l'heure actuelle et dans les dispositions où nous sommes, ce drame intime et généalogique passe tout à fait au second plan ?

Ce qui émerge, c'est la partie d'épopée. On acclame les vers, — et ils sont nombreux et il y en a de très beaux — où frémit le battement d'ailes de la victoire. Une scène entre toutes nous fait chaud au cœur : c'est la scène de la leçon d'histoire. Le Loriquet viennois chargé d'enseigner au fils de Napoléon l'histoire contemporaine en a délibérément rayé les victoires napoléoniennes. 1805, rien à signaler. 1806, rien. 1807, toujours rien. On dirait des communiqués. Mais dans ces années où il ne se passait rien, nos armées bousculaient Allemands et Autrichiens, forçaient leurs capitales et leur prenaient des tas de drapeaux. Si sévère que soit la censure, ces choses-là finissent toujours par se savoir... Je songe à une caricature de Hansi qui nous donne de cette scène éloquente une transcription ironique. C'est un dessin où l'artiste alsacien donne une « leçon d'histoire » à un jeune baron qui a déjà de petites bottes, de petites basques et une énorme casquette d'officier prussien : on ne voit que de dos l'affreux petit Boche, et pourtant on suit la grimace qu'il est en train de faire, cependant qu'Hansi avec un bon sourire lui présente, alignés au mur, les portraits de Kléber, de Kellermann, de Rapp, de Lefebvre et d'autres « Wakes » d'Alsace qui sabrèrent si allégrement dans les lignes allemandes...

Et est-il besoin de dire l'accueil qui a été fait à Flambeau ? De tous les rôles de la pièce c'est le mieux venu : c'est celui qui tout de suite est allé au cœur de la foule, c'est à lui que l'œuvre doit son succès populaire. Or il se trouve qu'il bénéficie encore des circonstances actuelles ; car on ne prête qu'aux riches et l'eau va à la rivière. Vous vous rappelez la réplique foudroyante sur laquelle Flambeau fait son entrée, au moment où Marmont vient d'invoquer, pour excuse à sa défection, la fatigue :

> ... Et nous les petits, les obscurs, les sans grades,
> Nous qui marchions fourbus, blessés, crottés, malades,
> Sans espoir de duchés ni de dotations...
>
> Nous qui, par tous les temps, n'avons cessé d'aller,
> Suant sans avoir peur, grelottant sans trembler...
> Nous, nous ne l'étions pas, peut-être, fatigués ?

C'est cela que personnifie Flambeau : l'indéfectible attachement

des petits à celui qui incarnait la fortune de la France. Les généraux se querellaient, les gens d'affaires s'impatientaient, les politiciens complotaient, mais eux, les simples, ils grognaient toujours et suivaient quand même. Tant il est vrai que l'histoire se recommence! Car un des enseignemens les moins contestables qui dès maintenant se dégagent de la guerre actuelle, c'est qu'elle aura été, une fois de plus, la glorification de la France moyenne et de l'humble France. Petits bourgeois, ouvriers, paysans, ce sont eux qui, dès le premier jour, ont été sublimes de courage, d'abnégation, d'entrain, et qui méritent aujourd'hui plus que jamais d'être admirés pour leur patience et leur endurance. La même énergie que montrent les combattans dans les tranchées, on la retrouve chez ceux, vieillards et femmes, qui sont restés au foyer et que ne lassent ni les difficultés de la vie ni l'angoisse. Il est hors de doute que tous, dans ce pays grandi par l'épreuve et uni devant le danger, sauront faire jusqu'au bout tout leur devoir. Mais si quelque défaillance était à redouter, on peut être assuré qu'elle ne viendrait pas de la classe moyenne et de la France des petits... C'est pourquoi nous avons fait fête encore une fois à Flambeau. Aussi bien que les grognards de l'Empire, nous avons salué en lui leurs cadets, dignes des aînés, les jeunes grognards qui, au neuvième mois d'une guerre sans précédent, auraient le droit d'être « fatigués, » — et qui, eux non plus, ne se plaignent pas.

« Le style est maudit en mille endroits : de grandes périodes de roman, de méchans mots, je sens tout cela... et je ne laisse pas de m'y prendre comme à de la glu. La beauté des sentimens, la violence des passions, la grandeur des événemens et le succès miraculeux de leur redoutable épée, tout cela m'entraîne comme une petite fille. » Ce que M^me^ de Sévigné disait des romans-feuilletons de son temps, nous serions prêts à le redire des mélodrames du nôtre, ou plutôt du temps qui nous a précédés, car nos auteurs dramatiques n'ont plus le tour de main qu'exigeait le vieux mélo. Et c'est dommage. L'Ambigu s'est avisé d'exhumer une antique production due à la verve combinée d'Anicet Bourgeois et Michel Masson : *Marceau ou les enfans de la République*. J'y suis allé, un dimanche, en matinée. Vous vous tromperiez si vous croyiez que la représentation n'avait attiré qu'un public de quartier. L'assistance était fort distinguée. J'y ai reconnu plus d'un spectateur que je tiens pour un fin lettré et dont je sais par ailleurs les intimes angoisses. Ils étaient venus chercher à ce spectacle, d'un art sommaire et savant, une diversion naïve et violente.

Dès le début on est intéressé, empoigné, conquis. Chaque personnage qui entre en scène se nomme, et chacun porte un nom, inconnu alors, mais qui depuis... Ce sergent, c'est Marceau ; cet architecte, c'est Kléber ; ce poète, c'est Marie-Joseph Chénier ; cet acteur, c'est Talma. Voici Robespierre et voici Bonaparte. Le moyen de s'ennuyer en si belle compagnie ? Et tout de suite l'action s'engage, romanesque, pathétique et vous entraîne, quoi que vous en ayez. On est dupe. On ne réfléchit plus. On ne pense plus... A certaines heures, c'est le plus grand bien.

L'histoire du cinématographe vient de s'enrichir d'un chapitre qui manquait à sa gloire. Déjà les films avaient été utilisés pour enregistrer les phases d'un naufrage. Mais suivre sur l'écran l'agonie d'un navire torpillé, c'est un surcroît de plaisir et un régal de haut goût. Les journaux allemands nous ont appris que la nouveauté sensationnelle dans les cinémas berlinois était le torpillage du *Faluba*. A l'instant où l'équipage et les passagers, — qui ne seront pas secourus, — tombent à la mer, c'est dans la salle un enthousiasme indescriptible. J'imagine qu'on reproduit dans la coulisse le ricanement dont les marins allemands ont accompagné l'agonie de leurs victimes... Si hideuse que soit une telle scène, qui fait honte à l'humanité, ne la regrettons pas. Elle est un document incomparable sur la mentalité d'un peuple. D'incorrigibles utopistes ont essayé d'établir une distinction entre les sentimens de l'empereur allemand et ceux de la nation allemande. Le Kaiser seul, d'après eux, devait porter la responsabilité de la guerre et des atrocités qui y ont été commises. Mais, à Berlin comme ailleurs, c'est bien le peuple, ce sont les classes moyennes qui forment la clientèle habituelle des cinémas. C'est la nation allemande qui, réunie dans les endroits où elle se divertit, insulte et ricane à la mort de ceux qu'elle assassine. Réponse décisive à l'adresse de ceux qui, en bas, seraient impatiens de tendre aux Allemands une main fraternelle et de ceux qui, en haut, rêveraient, — déjà ! — d'un rapprochement intellectuel.

René Doumic.

# REVUES ÉTRANGÈRES

## SCÈNES ET TABLEAUX DU « FRONT » RUSSE

*Russia and the World*, par Stephen Graham, un vol. in-8° illustré. Londres, librairie Cassell, 1915. — *Field Notes from the Russian Front*, par Stanley Washburn, 1 vol. in-18 illustré, Londres, librairie Melrose, 1915.

Peut-être quelques-uns de mes lecteurs n'ont-ils pas encore tout à fait oublié, — malgré tant de choses qui, depuis lors, sont venues changer la face du monde! — certains échantillons que j'ai publiés ici, l'année passée, de l'admirable talent pittoresque et poétique d'un ex-officier de marine marchande, M. Joseph Korzeniowski, devenu sous le pseudonyme de Joseph Conrad l'un des maîtres de la littérature anglaise contemporaine (1)? Assurément l'Angleterre a produit et continue de produire aujourd'hui des œuvres qui, par leur portée littéraire et « humaine, » dépassent les récits de M. Conrad; mais tous ses critiques s'accordent à reconnaître qu'au double point de vue de la fantaisie et du style, le premier rang appartient à ce Polonais qui, selon toute probabilité, aurait été incapable d'écrire une lettre en langue anglaise voici quinze ou vingt ans! Et le plus curieux est que, si l'on voulait absolument nommer un autre auteur que l'on pût opposer à M. Conrad sous ce double rapport, le seul en vérité que l'on aurait le droit de choisir se trouverait être, celui-là, un Anglais tout à fait authentique, mais qui, depuis bientôt vingt ans, s'est fixé en Russie, a eu pour unique ambition de révéler à ses compatriotes le secret de l'âme russe, et a fini par s'imprégner soi-même, assez profondément, du génie de la race ainsi « adoptée. » Oui, je crois bien que les deux hommes qui, de nos jours, s'entendent le mieux au maniement de la prose anglaise, et qui surtout se montrent les plus habiles à parer cette

(1) Voyez la *Revue* du 15 avril 1914.

prose de couleur, de lumière, et de poésie sont le Slave « anglicisé » Joseph Conrad et un Anglais (ou peut-être encore un Écossais) « russifié » qu'une récente photographie nous fait voir une fois de plus, au frontispice de son nouveau livre, tâchant à revêtir non seulement le costume, mais jusqu'aux allures et jusqu'à la mine d'un modeste bourgeois de Kief ou d'Ekaterinoslav !

Un Loti anglais : telle serait sans doute la meilleure définition de l'éminente personnalité littéraire de M. Stephen Graham, — ou du moins la définition la mieux faite pour en révéler l'espèce à un lecteur français. Par des moyens tout différens et qui ne sont qu'à lui, l'auteur d'*Un Vagabond au Caucase* réussit à évoquer en nous une impression assez parente de celle qu'y suggère l'auteur du *Roman d'un Spahi*, c'est-à-dire un mélange délicieux d'images très précises et d'émotion flottante, comme si des spectacles d'une réalité toute proche se déroulaient devant nous, tandis qu'autour de nous s'exhalerait un chant doucement nuancé, nous permettant de transporter toujours notre vision dans une atmosphère de rêve. Combien j'aurais aimé, par exemple, pouvoir citer ici quelques morceaux des deux livres, — justement célèbres déjà dans leur pays, — où l'écrivain anglais nous a raconté, tour à tour, son voyage à Jérusalem en compagnie d'une troupe de pieux pèlerins russes et son voyage aux États-Unis avec une troupe, à peine moins touchante, d'humbles paysans russes attirés au delà des mers par les mensongères promesses d'agens d'émigration ! Jamais peut-être aucun étranger n'a plus tendrement observé la vie du peuple russe, ni surtout ne l'a traduite en de plus aimables ou poignantes peintures. Mais tout cela aussi risquerait de nous sembler, aujourd'hui, l'écho d'un monde disparu ; et M. Stephen Graham lui-même nous avoue qu'il a eu quelque peine à reconnaître ses chers *moujiks* de naguère, — avec leur indolence native s'accentuant encore sous l'action déprimante d'un flacon de *vodka*, — dans ces héros de bravoure enflammée et d'active bonté qui, sur les « fronts » pathétiques du Niémen ou de la Vistule, l'émerveillaient par leur zèle unanime à glorifier le récent décret impérial leur interdisant de boire désormais autre chose que de l'eau.

J'ai causé avec divers soldats de cette interdiction absolue de toute boisson alcoolique : pas un qui ne l'approuvât avec enthousiasme. Et l'un d'eux, notamment, un jeune paysan attaché au service d'aviation comme compagnon d'un officier-pilote, m'a offert un exemple parfait de la manière dont ses frères envisageaient la réforme nouvelle. Il venait d'acheter deux harengs flanqués d'un morceau de pain ; et, tout en les mangeant avec une satisfaction manifeste, il se laissait aller à murmurer :

— Ah ! si l'on pouvait avaler encore, par là-dessus, une goutte de *vodka !*

— Tu serais bien heureux d'en avoir un peu, n'est-ce pas ?

— Oh ! nous sommes beaucoup qui nous désolons de n'en pas avoir !

— Et, dis-moi, que pensez-vous de cette fermeture des débits d'eau-de-vie ? Est-ce que vous souhaiteriez de les voir rouvrir ?

— Non certes, nous ne le souhaiterions pas !

— Et pourquoi ?

— Pourquoi ? Parce que le débit d'eau-de-vie est notre ennemi tout comme le Prussien. Si tu as un quart de rouble dans ta poche, et que tu voies ouverte la porte du débit, impossible pour toi de ne pas y entrer ! Tu ne veux pas y entrer ; mais, que si seulement la porte est ouverte, pas moyen pour toi de t'en empêcher ! Ou bien apprends-tu qu'il y a une porte de débit ouverte dans un village à une lieue d'ici ? A tout prix il faut que tu y coures, pour acheter de la *vodka*. Et quel profit en as-tu, de cette maudite *vodka*, à la fin du compte ? Non, frère, voyez-vous, cette guerre nous a enseigné bien des choses ! Moi, par exemple, je suis maintenant chargé de voler dans l'air. Et qui donc, dans notre village, a jamais fait cela ? Qui donc aurait rêvé qu'il m'arriverait de m'en aller là-haut, parmi les nuages et les étoiles, comme un Français ou un Anglais ? Et alors je songe : « Vois-tu quels nobles alliés nous avons ! Ils ne boivent pas, eux : pourquoi ne ferais-tu pas comme eux ? »

— Et tu n'as pas eu peur de monter si haut ?

— Oh ! si, la première fois, c'était vraiment terrible ! Mais cela n'a duré que quelques minutes. A présent, je n'éprouve plus rien.

— As-tu déjà eu l'occasion de voler au-dessus de l'ennemi ?

— Oui, un jour, à Novo-Georgievsk, l'on nous a envoyés pour observer par quelle voie les Allemands s'avançaient sur Varsovie, et il nous a fallu voler au-dessus d'eux. Seigneur, comme ils paraissaient petits, ces Allemands ! Mais les voilà qui se sont tous mis à tirer sur nous ; et comme une ou deux balles avaient entamé notre toile, nous sommes montés plus haut, nous avons fait demi-tour, et nous sommes revenus au camp...

— Et tu crois que tu pourras continuer à te passer de *vodka ?*

— Mais oui, aussi longtemps que j'aurai ma femme avec moi !

— Comment cela, ta femme ?

— Hé ! oui, — répondit le jeune garçon, avec un sourire malicieux, en me désignant son fusil, — voici maintenant que ma femme m'accompagne partout ! Quand je me couche pour la nuit, elle est là près de moi ; et le matin, quand je me réveille, elle y est encore !

Je pourrais reproduire maintes autres conversations semblables, qu'il m'est arrivé d'avoir avec des soldats de tout âge et de toute origine. Toujours, lorsque nous abordions la question de la *vodka*, j'entendais s'exprimer le même sentiment : encore bien que ces pauvres gens eussent donné n'importe quoi pour une gorgée du liquide diabolique, pas un qui ne fût content de l'impossibilité pour eux de s'en procurer.

Ce sont de telles peintures du « front » russe que nous demandons aujourd'hui à M. Stephen Graham ; et le seul de ses ouvrages qui

compte, — provisoirement, — pour nous est celui qu'il vient de publier sur le changement de ses chers *moujiks* en d'incomparables soldats; et tout au plus nous avisons-nous de l'exquise qualité « littéraire » de son livre pour lui savoir gré de nous rendre plus réelles, à la fois, et plus émouvantes ces scènes de la vie d'un grand peuple soudain transfiguré. Elles ont beau, ces scènes d'ailleurs infiniment multiples et diverses, se trouver déjà vieilles de cinq ou six mois, — M. Graham ayant été forcé de revenir en Angleterre dès le début de la présente année : nous sentons que les figures et les âmes de leurs acteurs n'ont rien perdu, depuis lors, de la simple et naïve et superbe grandeur qui nous frappe chez elles, tout au long des chapitres. Aujourd'hui comme il y a six mois, l'armée russe, affranchie de l'ivresse « diabolique » de la *vodka*, s'abandonne tout entière à l'enivrement bienfaisant qui lui vient de la conscience de sa force et de sa beauté juvéniles, librement employées au service d'une cause sacrée. Sur tout l'immense « front, » depuis la mer Baltique jusqu'aux flancs des Carpathes, des millions d'hommes aspirent delicieusement le souffle printanier que déjà, au plus dur de l'hiver, M. Stephen Graham nous montrait allumant dans leurs yeux une flamme de joie, d'espérance invincibles. Autant et plus encore que chez nous, la guerre provoquée par l'odieux Allemand a dégagé tout d'un coup en Russie, du fond de l'âme nationale, toute sorte de précieuses puissances et vertus qui, sans cette occasion providentielle, eussent risqué peut-être d'y dormir à jamais.

Il y a dans la vie d'un jeune homme un trait caractéristique : c'est que, quoi qu'il lui arrive, il en tire profit. Ce qu'on appelle la chance est beaucoup plus du côté des jeunes gens que de celui des vieux. Quelques épreuves qu'il subisse, quelque calamité qui s'abatte sur lui, le jeune homme en sort avec plus de vigueur et plus d'expérience. En fait, la privation et le danger lui sont plus avantageux que le repos et le contentement. Et, dans le monde actuel, c'est le peuple russe qui est exactement notre jeune frère, avec toute sa destinée ouverte devant lui. Il a traversé la guerre japonaise, le terrible péril révolutionnaire : le voici au plus profond de sa troisième lutte, plus grande que les autres ! Et tout cela ne sert qu'à créer la puissante Russie.

C'est pourquoi, lorsque je suis revenu de mon village sibérien à Moscou, en septembre 1914, je n'ai trouvé nulle trace de dépression dans le sentiment national. Pas l'ombre de grèves ni de tumultes, de propagande révolutionnaire ni de pessimisme : mais, au lieu de cela, une gaîté rayonnante et un accord plus unanime que tout ce que pouvaient prévoir les plus optimistes. Les paysans partent au « front » avec un enthousiasme incroyable; et les classes supérieures de la société, qu'elles aient été la veille radicales ou conservatrices, les acclament au passage en enviant leur sort. Les journaux de tous les partis se sont mis à l'unisson, et la presse

libérale rivalise en « loyalisme » avec celle de l'extrême droite. Les Polonais eux-mêmes se montrent unanimes à fraterniser avec leurs prochains libérateurs : ils forment des régimens de volontaires, qui combattront aux côtés des régimens russes. La seule froideur à l'égard de la Russie se rencontre dans le cœur des Finlandais; la seule tendance à tomber dans le brigandage et la rébellion, parmi les tribus mahométanes du Caucase.

Toute l'atmosphère est pleine d'espoir. L'absence de la moindre goutte de *vodka* a bien creusé une lacune dans la vie des paysans : mais cette lacune a été aussitôt comblée par la guerre et l'ardente passion patriotique. D'habitude, les paysans sentaient qu'ils n'avaient rien à faire que boire : mais maintenant il n'en est plus ainsi. C'est comme si la guerre leur avait procuré une véritable raison d'exister, et comme si, dans la mort, ils avaient trouvé l'objet réel de leur vie. Nous autres, avec notre conception occidentale du christianisme, nous avons quelque peine à reconnaître l'excellence morale de la guerre : mais le christianisme de l'âme russe n'y voit aucune difficulté. Pour le Russe, aller à la guerre, c'est offrir son corps sur l'autel du sacrifice. Et le fait est que, dans la splendide ardeur des soldats russes courant à l'ennemi, se perçoit le frémissement joyeux qui agitait le cœur des anciens martyrs s'élançant vers une mort toute saturée de gloire...

Dans la ville entière de Moscou, l'amour des soldats atteint au délire. Sur le quai des gares où doivent arriver les blessés, je vois attendre des foules de femmes avec des corbeilles de cadeaux ; et lorsque s'arrête l'ample et commode train d'ambulance marqué de la croix rouge, c'est encore une nouvelle invasion affluant du dehors : des centaines de jeunes filles qui courent çà et là, avec des cigarettes, avec du thé et du sucre, et des gâteaux et des journaux à images. Même par les soirées pluvieuses, cette foule épaisse attend patiemment ; et puis, à l'approche du train parmi les ténèbres, vous en entendez sortir des exclamations tristement murmurées : « Mon Dieu ! Seigneur Jésus ! » Tous les cœurs saignent à la vue des pauvres soldats gisant sur les couchettes.

Il n'y a pas jusqu'aux blessés allemands qui ne reçoivent leur part de l'hospitalité universelle. A tout moment vous entendez une femme russe qui s'écrie, devant le spectacle d'un ennemi blessé : « Le pauvre homme ! Est-ce sa faute s'il se bat contre nous ? » Les Allemands, d'autre part, sont étrangement soupçonneux. Ils demandent si le thé « n'est pas du vitriol, » se refusent à prendre les remèdes, et plus d'une fois on les entend dire : « Quand est-ce que nous serons pendus ? »

Les blessés russes, eux, ne tarissent pas dans l'exposé des impressions rapportées par eux de la guerre et de l'Allemagne. Ainsi : « L'Allemagne est un beau pays, pas de comparaison avec nos pauvres villages ! Des maisons de pierre, des maisons de briques, trois étages, des tapis, des fauteuils, des gramophones. Chaque maison a un gramophone, et nous avons tous appris à les faire marcher. Un jour, je venais tout juste d'entrer dans une maison abandonnée et de mettre en mouvement un gramophone, lorsqu'un officier passe la tête à la fenêtre ouverte, et me dit : « Allons, arrête aussitôt cette musique ! » Et moi, je ne savais pas comment l'arrêter ! Alors, j'assène un gros coup de poing, *biff*, au milieu de la roue, et la voilà qui

s'en va en morceaux sur le plancher! — Et y a-t-il beaucoup à manger? — Oui, des cochons, autant que vous en voulez! Des centaines, des milliers de cochons. Nous les attrapions, et les emportions au camp. » Le blessé fourrage dans son sac, pendu au bord de son lit, et finit par en tirer un couteau d'apparence assez meurtrière. « Tenez, me dit-il, c'est avec ça que les Allemands les tuent! »

De Moscou, M. Stephen Graham s'est rendu d'abord dans la ville livonienne de Libau, qui venait d'être bombardée par une escadre allemande, et où il nous avoue qu'il espérait vaguement pouvoir assister à une répétition de la même aventure. Mais non, il n'y a rien trouvé que silence et ténèbres. Toutes les boutiques fermées, toutes les lumières éteintes, un grand port où dormaient tristement une centaine de vaisseaux dépeuplés. Parfois seulement une foule qu'on eût dite sortie de terre s'entassait sur les dunes, les yeux fixés sur l'horizon vide. Une foule étrangement partagée, d'ailleurs, entre des sentimens contraires de crainte et de désir : car, derrière la pénible perspective des bombes, cette population en majorité allemande entrevoyait volontiers, dans ses rêves, l'image d'un drapeau allemand flottant sur son beffroi. « Pendant le dernier bombardement de la ville, dans le grand élan de satisfaction que leur causait l'idée d'une prochaine entrée des Allemands, l'on m'a dit que la plupart des commerçans de Libau avaient soudain complètement oublié la langue russe, qu'ils baragouinaient de leur mieux jusque-là. » Mais l'escadre allemande s'en était allée, — au contraire de ce qu'elle a fait l'autre jour, — sans avoir obtenu le moindre résultat appréciable, si ce n'est celui de pouvoir enrichir les « communiqués » officiels d'un mensonge de plus : car toutes les bombes étaient tombées dans la mer ou sur le sable des dunes, et le prétendu « incendie » de la ville n'avait existé que dans l'imagination du grand État-Major.

A Grodno, sur le Niémen, lorsque y est arrivé l'écrivain anglais, toutes les maisons se remplissaient de soldats blessés, dont les convois se mêlaient, dans les rues, à un passage continu de troupes fraîches, en route pour le « front » tout voisin. Dans le quartier des Juifs, un lugubre dimanche de pluie, M. Graham fut témoin d'une scène inoubliable. Une longue suite de chariots de *moujiks*, servant à emporter les soldats blessés, venait de s'arrêter au coin d'une rue, ainsi qu'elle le faisait de cinq en cinq minutes pour permettre aux blessés de se reposer un peu des terribles secousses que leur infligeait chaque tour de roue. « De nombreux Juifs en haillons étaient accourus auprès des chariots, avec des croissans de pain blanc qu'ils met-

taient sur la paille, entre les soldats étendus deux par deux. D'autres introduisaient des cigarettes dans la bouche des soldats et les allumaient, — car beaucoup des pauvres diables ne pouvaient pas faire usage de leurs bras. Cependant quelques-uns des blessés, moins gravement atteints, avaient réussi à se redresser, et racontaient en riant à leurs visiteurs de quelle façon ils avaient battu les Prussiens. Leurs couvertures brunes étaient trempées de pluie, leurs yeux brillaient de fièvre, parmi la pâleur exsangue de leurs visages, et c'est à peine si l'on pouvait entendre leurs voix, que l'humidité achevait d'enrouer. Mais les Juifs les écoutaient avec un air de respect; après quoi les plus hardis d'entre eux risquaient timidement la question qui, par-dessus tout, leur tenait au cœur : *Et savez-vous ce que sont devenus les nôtres? Pouvez-vous nous donner des nouvelles des nôtres?* Car les Juifs, aussi, ont leurs fils sur le front. »

Le même jour, un habitant de Grodno qui avait assisté tout récemment à la bataille de Sredniki décrivait à M. Graham les souvenirs qu'il en avait conservés : « Vers midi, tout d'un coup, le bruit se répand que l'ennemi approche avec des forces énormes, et va nous attaquer au gué du Niémen. En effet, dès trois heures, nous entendons une canonnade, et bientôt la lutte devient générale. Sur la falaise abrupte de la rive droite grondent les gros canons russes; l'artillerie de campagne s'est installée au-dessous, dans le sable du fleuve; et sur l'autre rive, protégées par le feu de nos artilleurs, nos troupes de ligne tâchent bravement à repousser l'ennemi, qui, de son côté, fait des efforts surhumains pour parvenir jusqu'à la berge. Toute la nuit, un tonnerre ininterrompu nous remplit les oreilles : mais par deux fois, dominant ce tonnerre, s'élève la clameur joyeuse de nos régimens russes qui chargent l'ennemi et le contraignent à reculer. Enfin, aux premières lueurs de l'aube, le fracas de la bataille s'éteint peu à peu, pour être remplacé par un profond silence que rompent seulement, de temps à autre, une fusillade isolée ou quelques cris lointains. Nous découvrons que les Allemands sont partis avec la nuit, laissant derrière soi des obus qu'ils n'ont pas eu le loisir de lancer, des centaines de wagons, d'automobiles, de motocyclettes. Un soleil magnifique surgit, qui argente de ses rayons juvéniles les eaux du Niémen, les forêts au feuillage jauni, la pente douce des collines, et le champ de bataille abandonné. Là, tandis que des chiens hurlent et que volent en croassant d'innombrables corbeaux, la foule des morts gisent, les uns couchés sur le dos comme s'ils dormaient, d'autres sur le ventre, comme s'ils cherchaient quelque chose dans le sol. Ou bien ce sont

des cadavres abattus l'un sur l'autre dans des tranchées hâtivement creusées, pêle-mêle avec des fusils et des épées et des casques. Ah ! combien il a dû être surpris, le soleil de ce matin d'automne, en constatant ce qui s'était passé entre son coucher de la veille et son glorieux retour ! »

Mais M. Graham avait hâte de contempler de ses propres yeux, autant que possible, l'un de ces combats dont il ne se lassait pas d'écouter les récits, infiniment variés d'après l'espèce et la qualité des narrateurs. C'est encore un dimanche soir que, sortant de Varsovie, il a grimpé sur le toit d'une cabane à demi détruite, pendant qu'à quelques kilomètres de là se livrait la première en date des grandes batailles dont le succès aurait permis aux Allemands de prendre possession de la capitale polonaise :

C'est un triste dimanche d'automne, et le grondement continu du canon s'adapte le mieux du monde à cette impression de morne tristesse. Toute l'étendue grise du ciel, vers le couchant, se teinte de sinistres reflets rouges, et de toute la plaine je vois s'élever des colonnes massives d'une fumée rouge, s'exhalant des fermes qui brûlent, ou bien encore des cercles légers de fumée blanche résultant d'obus qui viennent d'éclater. Tous les arbres sont jaunes, le sol est changé en un marais de boue, les vastes champs de choux ont été écrasés sous les pieds des chevaux, les petites maisons de bois des paysans polonais sont fermées et désertes. A ma droite se dresse un bois dont les branches frissonnent; à ma gauche s'allonge la chaussée grise, dessinée par une suite de poteaux télégraphiques. Aucun civil n'a le droit d'y passer : mais souvent des automobiles militaires se précipitent avec une rapidité folle, des renforts d'infanterie trottent vers le front, des chariots chargés de blessés reviennent lentement, se dirigeant vers l'ambulance installée à l'entrée de la ville. Et puis il y a des momens où la route est vide, et où je la vois se perdre lugubrement, à l'Ouest, dans un nuage de poussière, de brume, et de fumée.

Du Nord arrivent des explosions d'un timbre métallique, comme si l'on avait hissé les canons sur des toits de zinc. Du Sud, j'entends partir des détonations basses et soufflantes; du centre, des claquemens sonores qui font songer à des portes sans cesse refermées en sursaut, et qui doivent être la musique régulière des mitrailleuses. La bataille fait rage au Nord-Ouest de la ville, avec un grondement qui parfois s'accentue soudain et semble s'approcher, comme si quelque machine énorme roulait pesamment, irrésistiblement, vers la ville.

Une sentinelle m'aborde, un garçon tout simple et gentil qui, après avoir jeté un coup d'œil sur mes papiers, accepte avec plaisir l'une des cigarettes dont j'ai toujours une provision en réserve pour ses pareils.

— Les vôtres aussi se battent bien, me dit-il, vos Anglais ! J'ai appris de quelle façon ils avaient arrêté les Allemands. Ces gens-là ont beau nous donner bien de l'ouvrage par ici, ils ne battront pas les Anglais ! Voilà un peuple, un grand peuple !

Et comme je lui faisais l'éloge des Russes, qui seuls avaient réussi à combattre l'Allemand sur son propre territoire :

— Oui, reprit-il en souriant, j'étais moi-même à Soldau. Après avoir dépassé Mlava, nous sommes allés toujours plus avant, sans rien rencontrer sur notre passage. Mais ensuite, pour nous retirer, ah ! comme nous avons eu de la peine ! Leur artillerie est si forte, et puis ils ont tant de téléphones ! Jamais notre batterie ne pouvait s'arrêter : tout de suite les canons allemands l'avaient repérée !

— Et maintenant, demandai-je, que va-t-il arriver ?

— Hé ! qui le sait ? Voici maintenant dix jours que nous combattons, et sans faire aucun progrès. Ces Allemands sont si obstinés ! Il y a même des endroits où nous reculons. Si vous saviez ce que ces gens-là ont d'espions partout !

— A quelle distance sont-ils aujourd'hui ?

— Là, devant nous, à environ six verstes ! J'étais sur le front hier : notre front est à deux verstes d'ici, et celui des Allemands à quatre verstes plus loin.

— Et du côté du Nord ? demandai-je.

— De ce côté-là, je ne sais pas. Plus près encore, peut-être ? C'est de ce côté que les Allemands avancent. Leur aile gauche a été battue hier ; mais leur droite a reçu des renforts, et les voilà qui ont pris possession d'une butte très importante !

La sentinelle s'éloigna, me laissant avec mes pensées et le tonnerre de la bataille, tout autour de moi. Mais bientôt un officier de police me contraignit à rentrer en ville. En chemin, il me dit que les Russes avaient le dessus ; et pourtant je le voyais trembler, chaque fois que le bruit des mitrailleuses devenait plus distinct. Par un contraste singulier, ce bruit qui m'attirait invinciblement provoquait, chez lui, un désir instinctif de tout abandonner pour s'enfuir au plus loin ! Et, avec cela, le pauvre homme exécutait vaillamment sa consigne, qui était de rassurer tous ceux qu'il rencontrait. Lentement nous revînmes ensemble vers l'entrée de la ville, où s'étalait une masse noire, la foule des curieux, contenus en cet endroit par des gendarmes à cheval. C'étaient, pour Varsovie, de terribles journées.

Longtemps encore l'angoisse de l'attente devait peser sur Varsovie. La bataille se poursuivait aux portes de la ville, et, presque sans arrêt, de « grands oiseaux » allemands s'amusaient à lancer des bombes sur les passans des rues. Leur apparition produisait, chaque fois, un moment de panique, durant lequel tout le monde « se représentait involontairement la sensation qu'on allait éprouver en recevant la bombe ; » et puis, dès l'instant suivant, la curiosité l'emportait sur la peur, et l'on courait s'entasser autour des victimes. Cinquante-cinq personnes furent ainsi tuées en une seule journée. Dans un restaurant, une bombe brisa d'innombrables assiettes, dont la ville entière se disputa les fragmens, pour les garder comme des « souvenirs. » Et enfin, vers le milieu de la semaine, des sonneries de

cloches apprirent aux habitans de Varsovie que l'armée allemande avait été repoussée.

Le soir, nombre de régimens victorieux rentrèrent dans la ville. « Sous la pluie torrentielle s'avançaient les Cosaques de Sibérie, et, derrière eux, les régimens du Caucase, marchant d'un pas alerte. Tous ces hommes étaient barbus, boueux, trempés jusqu'aux os. Ils semblaient trop fatigués pour avoir même la force de prendre, des mains tendues des Polonais, les cigarettes et les gâteaux qui leur étaient offerts. Ils avaient combattu jour et nuit depuis une semaine, recommençant mille fois à sentir la mort sur leur tête, et voyant sans cesse leurs camarades les plus proches abattus par des boulets ou des éclats d'obus, mais n'ayant pas le temps de réfléchir à ce que signifiait cette perte de frères tendrement aimés. Et les voici qui revenaient vivans et heureux, encore bien que peut-être, suivant la philosophie intime de leur race, les plus heureux de tous eussent été ceux qui avaient péri au service sacré de la Russie, dans cette noble guerre contre un mauvais ennemi ! »

Cette « philosophie » foncière du soldat russe tient naturellement une grande place dans les nouvelles observations de M. Graham; et l'un de ses principes les plus invariables consiste, précisément, à envisager sans l'ombre de crainte l'image de la mort, surtout lorsqu'il s'agit d'une cause aussi sainte que cette guerre de la nation russe « contre un mauvais ennemi. » C'est par là que s'affirme avec le plus de force, d'après l'écrivain anglais, la différence de notre conception « occidentale » du devoir militaire et de celle qui, depuis le début de la campagne, anime l'héroïque armée du grand-duc Nicolas. Certes, le soldat russe souhaite ardemment la victoire des alliés, tout de même que ses frères français et anglais ; mais à ce désir de la victoire s'ajoute, chez lui, un besoin plus ou moins conscient de marquer d'un sacrifice personnel sa collaboration à la tâche commune. Les hommes que M. Graham voyait revenir du champ de bataille, trop épuisés pour pouvoir même étendre le bras vers les cadeaux qui leur étaient offerts, ces obscurs et admirables sauveurs de Varsovie avaient beau savoir qu'ils avaient « battu le Prussien : » leur satisfaction se mêlait d'une nuance de regret, voire de remords, parce qu'il ne leur avait pas été donné de prouver plus évidemment leur courage individuel et leur zèle filial envers la patrie en abandonnant à celle-ci l'un de leurs membres, ou leur vie tout entière. Et ce n'est pas, à coup sûr, que leur patriotisme soit supérieur à celui de nos « poilus »

français : simplement, leur vie a pour eux moins de prix, un peu sous l'effet de leur certitude plus absolue d'une existence future, mais sans doute surtout sous l'effet de l'étrange fatalisme « oriental » que n'ont pu effacer, du fond de leurs cœurs, des siècles de foi chrétienne infiniment ardente.

Toujours est-il que, à l'armée plus encore que dans son village, le *moujik* réalise le vieux proverbe russe suivant lequel « celui-là vit le mieux qui est toujours prêt à mourir. » Il est si « prêt à mourir » qu'il n'éprouve pas, non plus, le moindre scrupule à tuer le « mauvais ennemi » qui se dresse devant lui. Comme le notait déjà tout à l'heure M. Graham, les cruelles obligations de la guerre n'ont rien d'incompatible avec la religion du peuple russe. « Le soldat russe tue son ennemi sans le haïr. Il n'a nullement l'impression de faire du mal à un autre homme de son espèce en tirant sur lui, en le chargeant à la baïonnette : pas un instant il ne songe à ce côté de son acte, et la seule perspective qu'il avait sous les yeux est celle des souffrances ou de la mort qui vont l'atteindre lui-même dès la minute suivante. Sa manière de marcher au combat ressemble beaucoup au pèlerinage traditionnel des paysans russes vers Jérusalem : de part et d'autre, l'idée dominante est celle d'un sacrifice pieux, joyeusement accompli. Et, aussi bien, plus d'un paysan était-il sur le point de partir pour Jérusalem lorsque, la guerre ayant éclaté, il a dû renoncer à son pèlerinage pour aller combattre les Allemands. Dans les plaines de la Prusse Orientale et de la Pologne il a rencontré une Jérusalem non moins véritable que celle qu'il comptait trouver en Palestine ; et peut-être plus d'un s'est-il réjoui en songeant que ce nouveau chemin l'y conduisait plus vite ? »

Mais me voici au bout de ma dernière page, et il y a encore, dans le livre de M. Stephen Graham, une foule de choses que je m'étais promis de signaler au lecteur français. Force m'est donc de les réserver pour un prochain article, comme aussi l'analyse, plus rapide, que je voulais faire d'un autre livre anglais dont l'auteur, M. Stanley Washburn, nous a également rapporté, du « front » russe, toute sorte de vivantes et pittoresques images.

T. DE WYZEWA.

# CORRESPONDANCE

A la suite de notre chronique politique du 1er octobre, M. le comte Woeste, ministre d'État, nous a adressé la lettre suivante. Les faits que nous avions racontés et appréciés ont été publiés dans tous les journaux au mois de septembre dernier, et nous n'avions aucune raison de les mettre en doute. M. Woeste les contredit, et c'est son droit. L'histoire, à laquelle il fait appel, prononcera plus tard un jugement définitif. Pour le moment, nous donnons acte à M. Woeste de sa rectification. Voici sa lettre :

Bruxelles, 19 mars 1915.

Monsieur le Directeur,

On me met seulement aujourd'hui sous les yeux votre livraison du 1er octobre, dans laquelle vous dépeignez mon rôle sous un jour complètement inexact. La difficulté des communications a empêché que j'eusse plus tôt connaissance de cette attaque, et c'est ce qui explique que ma réponse ait tant tardé. Je fais appel à votre souci de la vérité et à votre loyauté pour vous prier de bien vouloir accueillir cette réponse dans la prochaine livraison de la *Revue des Deux Mondes*. L'histoire de la guerre actuelle sera écrite un jour, et vous comprenez l'intérêt que, mon parti et moi-même, nous avons à ne pas laisser s'accréditer une légende à laquelle l'autorité de votre recueil donnerait du poids.

Voici ce que vous avez écrit :

Parlant des tentatives du gouvernement allemand pour diviser ses adversaires : « Nous avons le regret de dire, avez-vous affirmé, que la première s'est faite par l'intermédiaire d'un homme d'État belge important, M. Woeste, ministre d'État et l'un des principaux chefs du parti catholique, aujourd'hui et depuis si longtemps au pouvoir. M. Woeste n'a d'ailleurs pas été, dans ces derniers temps, toujours d'accord avec son parti,

ni même avec le sentiment national : il s'est opposé notamment, avec opiniâtreté, aux réformes militaires qui devaient augmenter à la fois la durée du service militaire et la force de l'armée. L'honneur du gouvernement actuel et de son chef, M. de Broqueville, est d'avoir passé outre à ces résistances et on peut voir maintenant quel service ils ont par là rendu à leur pays. Quoi qu'il en soit, M. Woeste a écouté les propositions du maréchal von der Goltz, qui est aujourd'hui pour l'Allemagne, — c'est-à-dire pour peu de temps, — gouverneur de la Belgique, et s'est chargé de les transmettre en haut lieu. Il y a été mal accueilli, et l'affaire n'a pas eu de suites. »

L'attaque porte donc sur deux points.

Et d'abord sur mon opposition « opiniâtre » aux réformes militaires.

Aucune réforme n'a été présentée pour augmenter la durée du service militaire. Le parti libéral a préconisé plusieurs fois la réduction à un an de service. J'ai toujours refusé de m'associer à cette thèse. Contrairement à ce que vous croyez, j'ai soutenu de ma parole et de mon vote le projet présenté par M. de Broqueville et dont vous lui faites, à juste titre, honneur. Antérieurement j'avais voté les fortifications de la Meuse, combattues par M. Frère-Orban, et le développement des fortifications d'Anvers, repoussé par la presque totalité des gauches du parlement. Vous voudrez dès lors bien reconnaître, je n'en doute pas, que vous avez été à cet égard très inexactement informé.

Sur le second point, je ne serai pas moins précis. Je ne connais pas le maréchal von der Goltz ; je n'ai eu aucun rapport avec lui ; il ne m'a transmis aucune proposition. C'est assez dire que je n'ai pas pu écouter des propositions qui ne m'ont pas été faites, que, par suite, je ne me suis pas chargé de les transmettre en haut lieu et qu'enfin je n'y ai pas été mal accueilli.

Si vous connaissiez l'âpreté des luttes politiques en Belgique, vous sauriez que le désir de nuire à un adversaire suffit parfois à expliquer les incriminations les plus injustes.

Agréez, je vous prie, avec mes remerciemens, les assurances de ma considération distinguée.

Comte Woeste.

Nous recevons de M. Pierre Nothomb la lettre suivante :

Monsieur le Directeur,

On me fait tenir le texte d'un communiqué publié le 19 mars dernier par la *Gazette de Cologne* et la plupart des grands journaux allemands, et reproduit depuis par plusieurs organes des pays neutres. En voici la traduction :

Voici une preuve des contre-vérités auxquelles se laissent aller les journaux et périodiques anti-allemands, qu'on prenait jusqu'ici pour sérieux : La *Revue des Deux Mondes*, dans son numéro de janvier, publie un article de Pierre Nothomb sur « le Martyre de la Belgique. » Le gouvernement allemand a essayé de vérifier l'origine de quelques prétendues atrocités décrites dans cet article. Le résultat de cette enquête est plus que honteux pour l'auteur.

A Beyghem, d'après l'article, des soldats assez âgés, sous la conduite du premier lieutenant Kürner, avaient amené au presbytère et violenté une jeune fille. Et la vérité ? Nous l'apprenons de la bouche du curé de Beyghem (M. Herremans) et de la jeune fille, Joséphine de C..., laquelle a été entendue tout comme la sœur du curé, Mélanie Herremans, qui a confirmé les dires de la jeune fille : le *garçon* (l'ordonnance) Wilhelm du premier lieutenant Kürner, logé à la cure, est venu dans la cuisine où se tenait M^lle^ de C... avec M^lle^ Herremans. Il lui mit le bras sur l'épaule et lui demanda si elle voulait devenir sa fiancée, et la jeune fille répondit en riant : « Après la guerre. » M^lle^ de C... termine sa déposition sous serment en déclarant : « Je n'ai pas considéré l'incident comme une importunité : et jamais aucun soldat allemand ne s'est mal conduit à mon égard. » De cet incident anodin, M. Nothomb construit le drame d'un viol ; par ses verres grossissans, il aperçoit sept hommes se lançant sur la malheureuse victime !

Parfois aussi, la vision d'atrocités de l'auteur lui fait voir des incidens qui ne s'appuient même pas sur le moindre fait réel. C'est ainsi que nous lisons qu'à Ternath, un jeune garçon, invité à indiquer la route qui conduit à Gand, ne comprit pas la question et fut mutilé aussitôt : on lui coupa les deux mains ! Le bourgmestre de Ternath, le

docteur Poodt, déclare sous serment, à propos de ce récit de M. Nothomb; « Il n'y a pas un mot de vrai dans cette histoire. Depuis le début de la guerre, je suis resté constamment à Ternath, il est impossible qu'un pareil fait se soit produit sans que j'en aie eu connaissance, c'est là une pure invention! » Il a ajouté qu'il tombait des nues en présence d'une telle puissance d'imagination de M. Nothomb. On ne peut décrire mieux, en effet, le sentiment du lecteur lorsqu'il constate quelles atrocités on prétend s'être passées dans la localité qu'il habite. Seulement, il est dommage que chacun des lecteurs de la *Revue des Deux Mondes* ne connaisse pas la vie qui règne dans les localités paisibles où les collaborateurs de cette *Revue* situent leurs histoires inventées et empoisonnées.

Encore un exemple de l'imagination fertile de M. Nothomb : Le « Duc de Gronau, » écrit-il, « a *pillé* le château de Villers-Notre-Dame. » « L'argenterie a disparu. » Et que déclare le curé O. S. Mazy de Villers-Saint-Amand à l'autorité allemande? « Que l'argenterie était cachée dans la cave du château sous un tas de sable et lui a été remise en bonne garde par les Allemands. » Il semble bien que M. Nothomb ne peut plus prétendre être pris au sérieux.

Le Gouvernement de Berlin a mis deux mois et demi à contrôler les sources de mon récit. Parmi les centaines de faits que j'ai cités d'après les dossiers de la Commission belge d'enquête, il ne s'est hasardé à en contester que trois. Afin que les lecteurs de la *Revue des Deux Mondes* puissent se rendre compte de la valeur des dénégations allemandes, me permettez-vous, Monsieur le Directeur, de leur donner pour chacun de ces trois faits un des témoignages sur lesquels je me suis appuyé?

Je pourrais ne pas répondre au sujet de l'odieux viol de Beyghem, tant la version qu'en donnent les Allemands se détruit d'elle-même : « Voulez-vous devenir ma fiancée? — Oui, après la guerre. » C'est tout! Cette idylle fait sourire. Relisons cependant le témoignage fait *librement*, le 17 septembre 1914, par le curé de Beyghem, et voyons comme cela nous éloigne tragiquement de cette niaiserie sentimentale (Pendant une partie de sa déposition, le curé parle à la troisième personne.)

J'ai été prisonnier depuis le 24 août, sans cesse repris et relâché pour être repris aussitôt.

Les officiers se conduisent comme les soldats, ils sont eux-mêmes

voleurs et pillards ; ils boivent le vin en grand verre et sont ivres tous les jours.

Ils ont brûlé les églises de Beyghem, Humbeek, Nieuwrode respectivement samedi, dimanche et lundi, ainsi que la moitié des maisons.

Tous ces militaires sont des hommes de trente à trente-cinq ans, il y avait parmi eux l'*oberleutenant* Kürner ; entre autres excès, ils ont abusé d'une jeune fille dans la cure, devant le curé et sa sœur ; ils se sont livrés à des attentats ignobles sur le curé.

Voici, au sujet du fait de Ternath, le procès-verbal de l'agent judiciaire D..., d'Anvers :

La nommée Marie V... habitant Ternath 14, grand'place, raconte qu'elle a vu à Ternath un enfant de quinze ans qui avait été rencontré par des Allemands qui lui demandaient le chemin. Comme cet enfant ne comprenait pas, les Allemands lui coupèrent les deux mains ; l'enfant mourut dans la soirée. Dans la même localité, deux jeunes filles, qui opposaient de la résistance aux tentatives de viol de soldats allemands, ont été tuées ainsi que leur mère.

J'en arrive au troisième fait. Comment mieux en prouver la réalité qu'en reproduisant la déposition écrite du propriétaire volé par le duc de Gronau et ses complices, M. Léon Delacroix, l'éminent avocat à la Cour de cassation de Belgique ?

Ostende, le 16 septembre 1914.
Hôtel Chatam.

*A Monsieur le Ministre de la Justice.*

Monsieur le Ministre,

Le soussigné Léon Delacroix, avocat à la Cour de cassation, en vue de contribuer à la documentation du Gouvernement belge sur les violations des lois de la guerre par les troupes allemandes, a l'honneur de lui exposer que, sur l'annonce de l'arrivée des troupes allemandes, l'exposant a quitté Villers-Saint-Amand le 21 août, laissant son château à la garde de deux jardiniers, Antoine Bouchez et François Chanoine ; que, le lendemain, 22 août, un état-major allemand prit possession de

l'habitation, y installa le téléphone et l'éclairage électrique et s'y conduisit fort convenablement jusqu'au dimanche matin 23; qu'ils quittèrent la propriété le 23 au matin, remettant aux jardiniers, — outre une gratification, — un billet constatant les réquisitions qu'ils avaient faites.

Mais que, quelques heures après leur départ, des troupes allemandes en nombre considérable passèrent sur la grand'route et que les officiers dont les noms suivent, flanqués d'un très grand nombre de soldats, prirent possession de l'habitation et se livrèrent à de véritables actes de vandalisme. Ces officiers sont :

Herzog von Gronau.
*Oberst* Rüppell.
— Hettritz.
— von der Heyde.
*Hauptmann* Dabis.
— Euler.
— Polsiher.
— Koch.
— Hellwig.
— Osins.
*General* Meyer.

1° Mes jardiniers furent requis, sous la menace du revolver braqué, de fournir les clefs de la cave au vin; comme ces clefs n'étaient pas en leur possession, les soldats allemands firent de vains efforts pour enfoncer la porte en chêne bardée de fer qui fermait la cave au vin. Ils se décidèrent alors à démolir par le dessus la voûte qui recouvrait la cave, et, ayant réussi à forer un trou, ils introduisirent un homme dans la cave, et, au moyen de deux berceaux d'osier des enfans, ils vidèrent toute la cave, contenant environ 1 500 bouteilles de champagne, cognac, porto, graves et bordeaux divers. Ils n'y laissèrent pas une bouteille. Ils emportèrent aussi un fût de moselle non entamé.

2° Ils ont percé d'un coup de baïonnette un grand portrait de famille qui se trouvait dans mon bureau.

3° Ils ont enfoncé à coups de crosse un panneau de porte alors que la clef était dessus.

4° Ils ont emporté cent quarante-quatre grands couverts d'argent, quarante-huit couteaux à manche d'argent, vingt-quatre couverts à dessert et trente-six cuillers à café en argent.

5° Ils ont aussi emporté trois montres en or appartenant aux enfans, ainsi que neuf livrets de Caisse d'Épargne des enfans, le tout enfermé dans une caisse scellée.

6° Ils ont emporté mes carnets de chèques sur la *Caisse de Reports* et la *Banque de Bruxelles*.

7° Ils ont aussi emporté un violon appartenant à un de mes fils.

8° Ils ont emporté aussi une tunique de lignard, que mon fils s'était fait faire et qu'il avait laissée chez nous pendant qu'il faisait son service en campagne.

9° Ils ont retiré des armoires et tiroirs mes papiers et les ont laissés au milieu de la chambre.

10° Ils ont ouvert systématiquement tous les meubles, boîtes, malles, etc., les défonçant avec leurs armes lorsqu'ils ne pouvaient pas les ouvrir assez rapidement.

11° Ils ont pris les robes de mes filles et jusqu'aux langes de mes petits-enfans pour en couvrir les bottes de paille sur lesquelles ils couchaient.

Je ne parle pas des nombreux objets qu'ils ont enlevés ainsi qu'il résulte de la liste ci-jointe et dont l'enlèvement pouvait trouver une excuse dans les nécessités de la guerre. Je veux parler des couvertures de laine des lits, du linge d'homme, des charrettes, voitures, ânes, bicyclettes, essence pour automobiles, etc.

Je tiens à votre disposition les cartes que les officiers avaient apposées sur les portes de leurs chambres et qu'ils ont abandonnées, ainsi que les billets qu'ils avaient appliqués sur les portes des chambres du rez-de-chaussée pour indiquer la destination qu'ils leur donnaient.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'hommage de ma haute considération.

*Signé :* Léon Delacroix.

INVENTAIRE DES DÉGATS ET PILLAGE EFFECTUÉS PAR LES TROUPES ALLEMANDES AU CHATEAU DE VILLERS-SAINT-AMAND, PAR LIGNE (HAINAUT) DU 23 AU 25 AOUT 1914.

| | Francs. |
|---|---|
| 1 500 bouteilles de vins divers | 4 000 |
| 1 voiture phaéton | 350 |
| 2 ânes, 1 voiturette et 1 charrette | 600 |
| 40 couvertures de laine | 1 000 |
| 144 grands couverts d'argent | 3 600 |
| 24 couverts à dessert en argent | 480 |
| 48 couteaux à manche d'argent | 480 |
| 1 légumier en argent | 200 |
| 36 cuillers à café en vermeil | 360 |
| Provisions : café, farine, riz, etc. | 250 |
| 1 violon | 100 |
| Très nombreuses cartes d'État-major et autres (achetées en vue d'excursions en automobile) | 50 |
| Réserve d'essence auto | 75 |
| 3 bicyclettes | 300 |
| 3 montres en or | 800 |
| Chemises, linge, vêtemens d'hommes | 500 |
| Malles et valises | 450 |
| Livrets à la caisse d'épargne | mémoire |
| Basse-cour (80 poulets, 32 canards) | 220 |
| 1 tableau | 300 |
| 1 machine à écrire | 600 |
| Dégâts à l'immeuble | 1 000 |
| Total | 15 615 |

Soit : quinze mille six cent quinze francs.

Certifié exact.

*Signé :* LÉON DELACROIX.

Je ne sais si, après ces citations, le résultat de la pseudo-enquête allemande reste « plus que honteux » pour l'auteur de cette réponse. Mais, pour reprendre leur formule, les démentis allemands peuvent-ils encore prétendre à être pris au sérieux ?

Veuillez, Monsieur le Directeur, agréer l'expression de mes sentimens les plus distingués.

PIERRE NOTHOMB.

# CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

Le journal *La Roumanie* écrivait, il y a quelques jours : « Les petits pays peuvent être utiles dans le jeu serré de la Triple-Entente, mais ils auraient grandement tort de s'imaginer qu'ils y sont indispensables. En marchant à côté de la Triple-Entente, ils feront plutôt leurs affaires que celles de cette alliance de trois États gigantesques par leur force guerrière. » L'observation est pleine de justesse, et il est bon de ne pas la perdre de vue lorsqu'on s'occupe des faits et gestes des pays neutres, qu'ils soient petits ou même grands. Ils sont tout prêts à entrer en scène, mais ils ne voudraient pas, comme on dit en style de sport, mettre leur enjeu sur le mauvais cheval. De là leurs hésitations et leurs perplexités, qui ne feront peut-être pas l'édification de l'histoire, mais resteront très instructives au point de vue politique et moral. Ce n'est pas un reproche que nous leur adressons : il est tout naturel qu'ils ne songent qu'à eux ; mais à aucune autre époque, peut-être, on ne l'avait fait avec une plus complète absence de formes dont le respect humain s'enveloppait autrefois. C'est la politique du jour. La vérité n'a que faire de son puits, elle se montre nue sur la place publique. Nous avions cru, nous qui appartenons à une génération déjà vieille, que Bismarck, dans son réalisme sans gêne, lui avait enlevé ses derniers voiles : nous nous trompions, il lui en avait laissé quelques-uns, comme s'il avait eu pour elle un reste de pudeur, car la vérité toute nue n'est pas belle à voir. Grâce aux hommes d'État d'aujourd'hui, la génération nouvelle grandira en dehors de toute naïveté.

La Bulgarie et son roi auront certainement contribué, pour une large part, à ce résultat. On aurait tort toutefois de les prendre pour modèles, car ils forcent la note, ce qui est dangereux. Le moment vient toujours où la justice immanente se dégage des choses et prend des revanches subites. On l'a déjà vu une première fois

lorsque, après la guerre des pays balkaniques ligués contre la Porte, la Bulgarie s'est subitement détachée de ses alliés de la veille et s'est tournée contre eux les armes à la main. C'était de la grande politique ; elle l'a cru du moins, mais il aurait fallu être le plus fort, et elle ne l'a pas été. Le traité de Bucarest lui a très légitimement enlevé une partie de ses conquêtes, pour les attribuer à la Serbie et à la Grèce victorieuses. Depuis lors, les circonstances sont devenues plus favorables à la Bulgarie qu'elle n'était en droit de l'espérer. L'immense ébranlement dont toute l'Europe est secouée a posé à nouveau dans les Balkans un certain nombre de questions qui semblaient closes pour assez longtemps, et la Bulgarie a pu marchander sa neutralité. Y restera-t-elle cantonnée ? En sortira-t-elle et dans quel sens ? Tout le monde se l'est demandé et elle se l'est sans doute demandé à elle-même, sans que la question ait été jusqu'ici résolue. En attendant qu'elle le soit, la Bulgarie juge habile de négocier avec les deux parties à la fois et d'attendre. Qu'il y ait eu des négociations, on n'en saurait douter ; le fait résulte avec évidence des déclarations de M. Venizelos dont nous parlerons dans un moment et, au surplus, nous n'en douterions pas, même si nous n'en avions aucune preuve. Quand les choses prennent un certain degré de vraisemblance, on peut les tenir pour vraies. On a donc négocié. Tout d'un coup, qu'est-il arrivé ? Nous l'ignorons ; bien des détails nous échappent et ne seront connus que plus tard. Peut-être les espérances que la Bulgarie avait pu concevoir ont-elles été déçues, ou du moins ajournées. Quoi qu'il en soit, une agitation subite s'est produite et, un matin, l'Europe, qui ne s'y attendait guère, a appris que des bandes de comitadjis s'étaient formées dans la partie de la Macédoine restée bulgare. Deux mille hommes avaient franchi la frontière serbe au point précis où y pénètre le chemin de fer qui va de Salonique à Nich, et il en était résulté un combat meurtrier, à la suite duquel les assaillans avaient été repoussés. Ce n'est pas la première fois qu'un pareil acte s'est accompli au même endroit. Les Bulgares ont déjà essayé d'interrompre la communication de la Serbie avec Salonique. Le sentiment général est qu'ils ont de nouveau tenté le même coup, sans y avoir d'ailleurs mieux réussi. Il y a lieu de remarquer qu'en même temps qu'elle se produisait contre la Serbie, une tentative du même genre avait lieu contre la Grèce, quoique avec de moindres forces. On s'est demandé ce que cela signifiait. Le gouvernement serbe ne pouvait pas se dispenser de poser officiellement la question à Sofia. Il l'a fait, et le moins qu'on puisse dire de la

réponse qui lui a été faite est qu'elle a causé un profond étonnement.

On avait cru que, le coup de main ayant d'ailleurs échoué, le gouvernement bulgare s'empresserait de le désavouer, d'en punir les auteurs, d'en prévenir le retour au moyen d'une plus grande surveillance exercée sur la frontière; mais on était loin de compte et M. Radoslavof a présenté de l'incident une version inopinée. — Il est dû tout entier, a-t-il dit, à la situation intérieure de la Serbie. Les populations macédoniennes annexées à la Serbie par le traité de Bucarest sont naturellement en état de révolte contre le joug odieux qui pèse sur elles. Les Turcs en particulier ne veulent pas le supporter plus longtemps et ils se soulèvent. Les Serbes prétendent que leur territoire a été envahi par des bandes venues de Bulgarie : c'est le contraire qui est vrai. Les insurgés serbes, poursuivis rudement par les troupes serbes, se sont réfugiés sur le territoire voisin. Le gouvernement bulgare pouvait-il leur refuser asile? L'humanité ne le permettait pas. Mais que la Serbie y prenne garde; des faits du même genre peuvent se renouveler, et si le gouvernement serbe ne prend pas des mesures sérieuses pour que ses troupes, lancées à la poursuite des rebelles, ne passent pas la frontière bulgare, « les conséquences pourraient être excessivement graves. » — On croit entendre le gouvernement allemand déclarer au gouvernement russe que, s'il s'oppose à l'exécution de la Serbie, des « conséquences incalculables en résulteront, » et en effet il ne les avait pas calculées. Ainsi le gouvernement serbe s'attendait à ce qu'on lui exprimât des regrets, et on lui adresse une menace. On s'est demandé s'il donnerait suite à l'incident. Il n'en a rien fait jusqu'à présent, et le mieux sans doute est qu'il soumette la cause aux Puissances dont le jugement ne saurait être douteux. La Serbie, l'alliée de l'Angleterre, de la Russie et de la France, doit combiner, non seulement ses mouvemens militaires, mais sa politique avec celle de ces Puissances. C'est à celles-ci qu'il appartient de décider ce qu'il convient de faire. Mais il importe que la Bulgarie sache, à n'en pouvoir douter, que la Serbie est leur alliée, avec toutes les sanctions que ce mot comporte. Et sur ce point il est inutile d'en dire davantage. M. Radoslavof a déclaré, tout récemment encore, que la Bulgarie était et resterait neutre : nous ne lui demandons pas davantage, mais nous n'en exigeons pas moins. En tout cas, elle aurait tort de toucher à la Serbie. Si elle le faisait, nous ne mettons pas en doute que la Grèce interviendrait aussitôt. On peut comprendre que le gouvernement hellénique n'ait pas jugé le moment opportun pour s'en-

gager avec nous dans l'affaire des Dardanelles et de Constantinople, mais il ne resterait pas indifférent à une agression contre la Serbie.

Quant à notre entreprise sur les Dardanelles, on commence à avoir des renseignemens, sinon sur les vrais motifs qui ont empêché la Grèce de s'y associer, au moins sur la manière dont les choses se sont passées et sur les circonstances qui ont accompagné la démission imprévue de M. Venizelos. En effet, M. Venizelos a parlé et, quoi qu'il affirme aujourd'hui son intention de se retirer de la vie politique, le moment viendra certainement où il parlera encore, car, comme il le dit lui-même, il « aime trop la lutte pour y renoncer à jamais. » Pour le moment, il se tait et il a raison ; les circonstances sont trop délicates pour qu'on n'y apporte pas de grands ménagemens ; mais l'avenir lui reste et il ne renoncera pas aux nouvelles méthodes politiques qu'il a inaugurées en Grèce. A la différence de ceux qui croient, suivant un vieux mot, que la politique est ce qu'on ne dit pas, il pense qu'il faut tout dire, qu'il faut parler, et que c'est dans ces conditions seulement que se fait l'éducation morale d'un peuple. On sait quelles étaient avant lui les mœurs politiques de la Grèce. Les ministres pratiquaient entre eux ce qu'on a appelé le système rotatif, c'est-à-dire qu'ils se succédaient et se remplaçaient au pouvoir, en vertu du principe que chacun devait avoir son tour. Évidemment ce système est peu favorable à la constitution de partis politiques solidement établis. M. Venizelos n'est pas et ne pouvait pas être un simple pion dans ce petit jeu d'échecs. La situation était trop grave, quand il est venu de Crète en Grèce, pour qu'il se prêtât à des combinaisons qui peuvent suffire aux époques tranquilles et paisibles, mais non pas aux jours de tempête. M. Venizelos a voulu être un ministre dans la grande et haute acception du mot : il avait des idées, un programme à appliquer, un but à poursuivre et à atteindre, un idéal à réaliser. Aussi lorsqu'il a été arrêté en pleine activité et obligé de donner sa démission, n'a-t-on pas trouvé en lui un de ces ministres qui s'enferment dans le silence, sachant bien qu'au bout de quelques mois, ou tout au plus de quelques années, la carrière se rouvrira pour lui. On a vu alors un phénomène nouveau en Grèce M. Venizelos a parlé, il s'est adressé au pays pour le prendre à témoin de ce qu'il avait voulu faire. Nous aimons mieux ce caractère que celui des politiciens qui conspirent dans les coulisses et mettent leur confiance dans l'intrigue; mais tout ce qui est inaccoutumé étonne, scandalise même quelquefois, et ceux qui avaient renversé ou remplacé M. Venizelos ont éprouvé quelque chose de ce double sen-

timent quand ils l'ont vu se dresser devant le monde dans un geste où il n'y avait pas seulement une défense, mais aussi une accusation. Le jour même de sa chute, une plainte amère est sortie de sa bouche : il a exprimé la crainte que la Grèce ne perdît quelque chose des conquêtes qu'elle avait faites et auxquelles il avait lui-même puissamment contribué. Bientôt la nécessité d'élections nouvelles est apparue. M. Venizelos a annoncé alors qu'il exposerait toute sa politique, qu'il dirait tout ce qu'il avait voulu faire, qu'il mettrait la Grèce en mesure et en demeure de juger. On s'en est effrayé, et il était difficile qu'il en fût autrement, car le Roi était impliqué dans l'affaire. N'est-ce pas lui qui, à tort ou à raison, a arrêté M. Venizelos dans sa marche et l'a obligé à démissionner ? Nous ne jugeons pas ici, nous nous bornons à raconter. Le Roi n'avait assurément rien fait d'inconstitutionnel, mais il s'était découvert, et l'avenir seul dira s'il n'y a pas eu là de sa part un acte imprudent.

Les nouveaux ministres n'étaient pas les adversaires personnels de leur prédécesseur; ils n'auraient sans doute pas mieux demandé de se taire sur le dissentiment qui s'était élevé entre le Roi et lui ; mais, M. Venizelos ayant parlé, il a fallu lui répondre. Qu'avait-il dit? Ses explications peuvent se résumer en quelques mots. Sans cesse soucieux de la grandeur de la Grèce, mais tenant compte des circonstances présentes et de leur évolution nécessaire, il a estimé que, pour avoir plus, il fallait sacrifier à propos quelque chose et qu'il serait sans doute impossible d'obtenir en Asie les territoires, habités par une population hellénique, qui compléteraient les nouvelles possessions insulaires de la Grèce, si on ne consentait pas à abandonner une partie, une faible partie, de ce qu'on avait conquis en Europe. Abandonner à qui ? A la Bulgarie. Sans doute cela était dur, mais la politique a des exigences auxquelles on doit savoir se plier. Il est à croire que M. Venizelos a été encouragé dans cette voie par les Puissances de la Triple-Entente, désireuses de s'assurer ainsi la neutralité, toujours si incertaine et instable, de la Bulgarie. M. Venizelos avait consenti à céder ce port de Cavalla, qui a été déjà l'objet de tant de contestations et qui, sans doute, ne lui semblait pas indispensable à la Grèce sur une mer où elle avait d'autres débouchés. Nous sommes, sur ce point spécialement, disposé à croire que M. Venizelos avait raison. Bref, il aurait cédé en Europe un district de 2 000 kilomètres carrés pour en avoir 140 000 en Asie : tout le monde accepterait un pareil échange. Ce n'est pas tout : il existe, paraît-il, un engagement entre la Grèce et la Serbie,

d'après lequel cette dernière s'est engagée à ne pas céder certains territoires à la Bulgarie sans le consentement de la première. Ce consentement, M. Venizelos était d'avis de le donner. L'impression générale qui se dégage de ces explications est qu'il est un homme à larges vues, sachant voir en toutes choses le point essentiel, n'hésitant pas à transiger sur les autres, si on lui assure un avantage compensateur et plus que compensateur, enfin loyalement désireux de mettre les intérêts de son pays d'accord avec ceux de l'Europe et de la paix. Il s'en faut de beaucoup que ses aveux aient diminué l'opinion qu'on avait de son intelligence et de son caractère. Mais ici intervient dans l'affaire un élément nouveau. Des concessions qu'il voulait faire, des transactions qu'il était disposé à signer, on a fait un grief à M. Venizelos, et une note officieuse a fait entendre que là était l'origine du désaccord qui s'est produit entre le Roi et lui : à quoi M. Venizelos a répondu que le Roi avait connu et approuvé cette politique et, comme on continuait à le mettre en doute, il a écrit une lettre au Roi pour invoquer son témoignage. Ce n'est pas le Roi qui a répondu ; il s'est enfermé dans ses devoirs constitutionnels, et le ministère a fait savoir à M. Venizelos que, sans que sa bonne foi pût être mise en cause, il y avait eu méprise de sa part : le Roi n'avait jamais approuvé une cession territoriale. La méprise est bien extraordinaire, qu'elle se soit produite du côté du Roi ou de celui du ministre, mais il aurait été dangereux d'y insister. M. Venizelos a senti que cette sorte de duel ne pouvait pas continuer sans que les intérêts de la Grèce y fussent compromis : il a annoncé qu'il se retirait de la vie politique et ne se présenterait pas aux élections prochaines. Tous les efforts de ses amis n'ont pas ébranlé sa volonté. M. Venizelos se retire, au moins pour un temps, de l'arène politique, en quoi il fait acte, non plus seulement d'homme d'État, mais de bon citoyen : et ce n'est pas le moindre service qu'il ait rendu à son pays.

Ce n'est pourtant pas directement sur cette question des cessions territoriales éventuelles que M. Venizelos est tombé : elle a préparé sa chute, elle y a contribué, elle n'en a pas été l'occasion immédiate. M. Venizelos voulait envoyer une poignée d'hommes représenter la Grèce auprès des alliés dans l'expédition des Dardanelles : le Roi s'y est opposé et M. Venizelos a disparu. La raison qu'en a donnée le Roi, — est-ce vraiment la principale ? — est que l'attitude de la Bulgarie était encore trop obscure pour qu'il fût prudent de détacher une fraction, si minime qu'elle fût, de l'armée

hellénique pour l'envoyer à Constantinople. Sur ce point encore, M. Venizelos a donné des explications très nettes. Le faible détachement qu'il proposait d'envoyer dans les Dardanelles ne pouvait pas affaiblir l'armée grecque, et si M. Venizelos avait réduit à ce point le contingent expéditionnaire, c'est justement parce que, en dépit de ses efforts pour s'assurer de la neutralité bulgare, il avouait n'y avoir pas réussi. L'emprunt de 150 millions fait par Sofia à Berlin lui avait ouvert les yeux. Ces cessions territoriales qu'on lui a tant reproché d'avoir voulu faire, et grâce auxquelles il avait cru un moment pouvoir compter sur le concours de la Bulgarie, il y avait déjà renoncé au moment où on lui en faisait un crime. Que résulte-t-il à nos yeux de toutes ces révélations? Nous n'avons pas à prendre parti entre M. Venizelos et le Roi; c'est l'affaire des Grecs et non pas la nôtre. Le point qui nous intéresse est de savoir que, dans l'intérêt de la paix balkanique, M. Venizelos a été un moment disposé à faire des sacrifices territoriaux qui devaient pourtant lui coûter. C'est là-dessus qu'on l'attaque et qu'on essaie même de le disqualifier : on cherche à l'abattre en faisant de lui l'homme qui a voulu céder Cavalla! On ne tient compte ni des circonstances qui sont difficiles, ni de l'avenir qui est incertain, ni des compensations qui étaient très grandes, ni des services rendus qui sont immenses. L'histoire jugera.

Il est à croire, d'après tout ce qui précède, que les neutres, jusqu'à nouvel ordre, ne bougeront pas dans les Balkans. La Grèce a refusé de se joindre à l'expédition des Dardanelles, sans même attendre qu'on le lui eût demandé, et la Bulgarie, à son tour, s'est déclarée plus neutre que jamais. Laissons-les à leurs méditations, à leurs préférences. Quant à la Roumanie, elle ne parle plus et semble se recueillir : elle observe sans doute ce qui se passe sur les cols des Carpathes, où nous espérons qu'elle verra bientôt des choses de nature à l'intéresser, car les Russes y sont très sensiblement en progrès. Et l'Italie? De tous les pays neutres susceptibles de prendre part un jour aux hostilités, c'est le plus grand et le plus important; mais c'est aussi celui dont la politique est la plus prudente et par conséquent la plus difficile à pénétrer.

Où en sont les négociations avec M. de Bülow? Nous serions bien en peine de le dire ; mais il est hors de doute, pour peu qu'on lise les journaux attentivement, que ces négociations ne sont pas les seules que l'Italie poursuive en ce moment. En poursuit-elle de plusieurs côtés concurremment ou alternativement? C'est encore un point mystérieux ; mais, à coup sûr, l'Italie ne négocie pas avec l'Allemagne

et l'Autriche seules. Est-ce pour mieux se rendre compte des avantages qu'elle pourrait trouver ici ou là et les mettre en balance avant de choisir? Est-ce qu'elle désespère dès ce moment de s'entendre avec ses alliés d'hier, mais que cependant elle ne veuille pas rompre avec eux avant de savoir ce qu'elle pourra obtenir ailleurs? L'âme italienne est subtile et profonde : qui oserait prétendre la pénétrer? Nous avons été et nous restons toutefois sceptique, incrédule même, sur le succès des négociations de M. de Bülow. Qu'il ait été autorisé à offrir à l'Italie le Trentin, c'est, à la grande rigueur, possible; mais, même dans un temps où on voit mille choses extraordinaires, où les plus vieilles traditions sont tout d'un coup renversées, où les plus grands pays renoncent à leur politique séculaire pour en adopter une autre qui en est l'opposé, nous ne croirons à l'abandon bénévole à l'Italie de Trieste, de l'Istrie, de la Dalmatie que lorsque nous le verrons de nos yeux. Trieste n'intéresse pas seulement l'Autriche-Hongrie : le monde germanique y voit le seul port qu'elle ait sur la Méditerranée, et l'Allemagne ne consentira pas plus que l'Autriche à céder ce port à l'Italie. Si par impossible elle le faisait sous le coup d'une nécessité inexorable, ce ne serait pas de bonne foi, mais bien avec l'arrière-pensée de reprendre un jour prochain un point auquel elle ne renoncera jamais sincèrement. Il est impossible que l'Italie se fasse à cet égard la moindre illusion. Pourtant ses journaux ne parlent que de Trieste et de la rive orientale de l'Adriatique: c'est là, disent-ils, que sont les aspirations actuelles de l'Italie, c'est là qu'est son avenir. Sans doute et si nous étions Italien, nous ne penserions pas autrement. Mais alors, il faut renoncer à s'entendre avec l'Allemagne et l'Autriche sur de pareilles bases. L'a-t-on fait, bien qu'on ne le dise pas encore? Nous serions porté à le croire quand nous lisons dans les journaux italiens les articles passionnés qu'ils consacrent à la question de savoir, non seulement quel sera le lot de l'Italie, mais quel sera celui de la Serbie sur la côte adriatique. Naturellement, l'Italie revendique pour elle le plus gros, et c'est un droit que nous ne lui contestons pas; mais se préoccuperait-elle de la Serbie et se montrerait-elle disposée à lui concéder la moindre part si elle croyait à la victoire de l'Allemagne et de l'Autriche, à la suite de laquelle la Serbie annihilée disparaîtrait de la carte de l'Europe? S'il y a des négociations au sujet de la Serbie, et assurément il y en a, elles ne peuvent avoir lieu qu'avec les Alliés, c'est-à-dire avec l'Angleterre, la France et la Russie. Elles seules en effet, tout en faisant à la Serbie sa part légitime, peuvent attribuer

la côte adriatique à l'Italie, sans regret pour elles-mêmes et sans projet de reprise dans un avenir prochain. C'est donc du côté de la Triple-Entente que l'Italie doit se tourner et que vraisemblablement elle se tourne, si elle veut régler définitivement une question qui a un si grand intérêt pour elle. Encore n'y aura-t-il là rien de définitif pour l'Italie que si l'Allemagne et l'Autriche sortent écrasées de la guerre où elles ont cru trouver leur grandeur.

Nous ne saurions dire où et comment se poursuit la négociation relative à l'Adriatique, mais il n'y a pas de fumée sans feu et les journaux italiens lancent tant de fumée qu'il y a certainement un foyer quelque part. De tous ces articles de journaux, un des plus intéressans est celui que publiait il y a quelques jours la *Stampa*. — On pense, disait ce journal qui, hier encore, prêchait la neutralité, que durant le mois d'avril le cours plus résolu des événemens militaires sera accompagné en Italie de faits de nature diplomatique qui peuvent exercer une influence décisive sur les délibérations du gouvernement italien. Dans le courant d'avril en effet, trois élémens du problème seront résolus, les négociations de Vienne, l'action de la flotte alliée contre les Dardanelles, la lutte austro-russe dans les Carpathes. Quant à l'action diplomatique, l'entrée en scène du nouvel ambassadeur, M. de Giers, va avoir lieu et les débats au sujet des intérêts italiens dans l'Adriatique suffiraient à démontrer l'importance de son rôle. Il y aura des négociations inévitables entre Rome et Petrograd à propos des questions adriatiques où les intérêts de l'Italie et de la Russie sont engagés. D'autre part, le personnel de la légation de Serbie à Rome a été accru d'envoyés extraordinaires chargés de missions spéciales qui se rapportent précisément aux mêmes questions. Si le langage des journaux russes peut faire croire à un antagonisme entre l'Italie et la Serbie, on assure cependant dans le monde politique que le gouvernement italien négocie un accord italo-serbe qui devrait être ratifié par le gouvernement russe. — Nous avons résumé cet article parce qu'il dispense de la lecture de beaucoup d'autres. Des intérêts y sont attribués à la Russie dans l'Adriatique. On ne voit pas au premier abord quels sont ces intérêts et, en effet, ce ne sont pas directement les siens, mais ceux de la Serbie qui sont présentement en cause. Que la Russie s'intéresse à la Serbie, cela va de soi; mais la France et l'Angleterre s'y intéressent aussi et, s'il y a une négociation déjà ouverte, nous ne doutons pas qu'elles n'y prennent part. Le rôle héroïque de la Serbie pendant la guerre ne lui vaut pas seulement des sympathies, il lui

crée des droits positifs, qui sont d'ailleurs parfaitement conciliables avec ceux de l'Italie, pourvu que, de part et d'autre, on ne pousse pas les prétentions à l'extrême. Les journaux l'ont fait quelquefois et il en est résulté des polémiques assez vives entre la presse russe et la presse italienne: heureusement, on est revenu depuis quelques jours à plus de modération.

Le gouvernement russe a jugé utile de remettre les choses au point par un communiqué qui a été publié par l'*Agence télégraphique de Petrograd*. « Ces jours derniers, y lit-on, quelques organes importans de la presse italienne ont exprimé l'opinion que les aspirations de l'Italie dans l'Adriatique seraient désapprouvées par la Russie. A ce propos, il est bon de savoir que le gouvernement russe et l'opinion publique en Russie nourrissent les meilleurs sentimens d'amitié envers l'Italie... En outre, reconnaissant toute l'importance des intérêts économiques et stratégiques de l'Italie dans l'Adriatique, la Russie est prête à reconnaître la légitimité de certaines aspirations territoriales, même si elles ne sont pas fondées sur le principe des nationalités. » On remarquera l'importance de cette concession : elle est d'ailleurs nécessaire, car si le principe des nationalités doit entrer largement en ligne de compte dans la solution des questions qui vont s'ouvrir, on s'exposerait à rencontrer beaucoup de difficultés et plus d'un péril à vouloir en faire la règle unique des transactions futures. La Russie le reconnaît, la conciliation en deviendra plus facile. Quant au danger que pourraient faire courir au monde les tendances impérialistes qu'on lui attribue dans l'Adriatique, le communiqué officieux dénonce l'absurdité de pareilles affirmations où on ne peut voir, dit-il, que « l'influence d'instigations allemandes. » La note russe a amené un peu de détente dans les esprits, sans que la paix y soit encore faite. Elle se fera peu à peu, nous l'espérons bien, sous l'influence conciliante des Puissances de la Triple-Entente. Si l'Italie sort enfin de la neutralité, elle aura sa part légitime des avantages que procurera une victoire à laquelle elle aura contribué. Aucune des Puissances de la Triple-Entente ne lui disputera Trieste, non plus qu'une étendue considérable des côtes de Dalmatie, à la condition que la Serbie, qui a été l'ouvrier de la première heure et a supporté le poids de toute la journée, ait aussi sur l'Adriatique les débouchés que l'Autriche lui refusait hier si arrogamment et impitoyablement. Mais quand on songe que l'Italie a déjà Valona et qu'elle sera maîtresse du canal d'Otrante, qui donc pourrait lutter contre elle dans une mer qui sera vraiment devenue sienne ? On peut relire l'histoire, on n'y

trouvera pas beaucoup d'exemples d'un accroissement de puissance obtenu dans des conditions aussi rapides. Toutefois l'Italie délibère encore et, suivant notre habitude, nous ne voulons pas, même en apparence, peser sur sa liberté qui doit rester entière et dont elle fera l'usage qui lui conviendra.

Nous raisonnons dans l'hypothèse où nous serons vainqueurs avec elle, où elle sera victorieuse avec nous. Mais peut-on douter de cette victoire ? A tous les motifs de confiance que nous avions déjà, viennent s'ajouter ceux qu'il nous est permis de tirer du langage des journaux allemands. Il est bien changé depuis quelque temps ! La presse allemande veut croire quand même à une issue favorable pour son pays, mais elle y croit de plus en plus faiblement et commence à reconnaître que l'Empire ne combat plus pour la domination, mais pour la vie. La *Gazette de Francfort* s'efforce de lutter contre l'évidence. « Nous allons de l'avant, dit-elle, pour la défense de notre existence nationale, guidés par le sentiment profond que la victoire du peuple allemand n'est pas une affaire de hasard, mais une nécessité métaphysique. » Et elle explique que le peuple le meilleur, le plus humain, le plus doux, le plus modeste, — on reconnait à ces traits le peuple allemand, — doit métaphysiquement être le plus fort. Il faut lui laisser cette illusion jusqu'à ce que l'événement la dissipe. Mais on ne s'attendait guère à voir la métaphysique en cette affaire et il est douteux que son intervention fasse plus d'effet sur l'Italie que sur nous.

Le gouvernement des États-Unis vient de répondre au décret français du 16 mars et à l'ordre en conseil du gouvernement britannique relatifs aux mesures prises pour arrêter en mer les marchandises appartenant à des Allemands ou venant d'Allemagne, ou expédiées sur elle. Cette réponse témoigne d'un grand désir de justice et diminue la distance qui paraissait d'abord nous séparer de la conception américaine La réponse de M. Bryan déclare en effet que, « comme il est naturel, le gouvernement des États-Unis tient compte des grands changemens intervenus dans les conditions et moyens de la guerre navale depuis que les règles adoptées jusqu'ici pour effectuer un blocus légal ont été formulées. » Nous n'en demandons pas davantage : il ne reste plus qu'à tirer les conséquences de cet aveu.

Les règles établies jusqu'ici sont, comme le dit M. Bryan, le résultat de « l'usage » et de la reconnaissance des nations civilisées. Sans doute l'usage, pour être définitivement consacré, a besoin de

cette reconnaissance, mais il s'établit d'abord par lui-même, en vertu de la force des choses et des obligations qui en résultent : tout ce qu'on peut lui demander est de s'inspirer de l'esprit qui a présidé à la fixation des anciennes règles. L'Angleterre et la France se sont toujours inspirées de cet esprit. Sans doute, le blocus qu'elles ont établi est plus étendu que celui d'autrefois, mais aucun vaisseau n'a été détruit, aucune marchandise « innocente, » comme dit le gouvernement américain, n'a été condamnée, le principe d'une indemnité pour tous les cas où la bonne foi est démontrée a été formellement reconnu. Tout ce que l'humanité exige, tout ce que la justice conseille et impose a été respecté. Avons-nous besoin de dire qu'aucune vie humaine n'a été sacrifiée? Que peut-on demander de plus? Le gouvernement américain ne veut certainement pas nous mettre dans l'impossibilité de nous défendre contre des procédés de guerre que, dans sa haute impartialité, il qualifie lui-même sévèrement; et comment nous en défendre par d'autres procédés que ceux que nous employons? Le droit des gens n'est pas une lettre morte et figée; il évolue comme tout ce qui vit; mais il doit le faire dans le sens de la civilisation et de ses progrès. L'Allemagne va en sens inverse de ces progrès, nous nous efforçons de les continuer normalement : là est la différence

Le gouvernement américain la sent si bien que sa réponse, accueillie par nous avec une sympathique déférence, fait naître en Allemagne des sentimens de colère et de réprobation. Cela suffit pour la juger et la justifier.

FRANCIS CHARMES.

*Le Directeur-Gérant,*

FRANCIS CHARMES.

SIXIÈME PÉRIODE. — LXXXVe ANNÉE

# TABLE DES MATIÈRES

DU

# VINGT-SIXIÈME VOLUME

MARS — AVRIL

## Livraison du 1er Mars.


Pages.

L'EMPEREUR GUILLAUME, par M. le baron BEYENS . . . . . 5
LE MYSTÈRE DES BÉATITUDES, troisième partie, par COLETTE YVER . . . . . 31
UN TÉMOIGNAGE ALSACIEN SUR L'ALSACE-LORRAINE, par M. VICTOR GIRAUD . . . 74
LA REINE HORTENSE ET LE PRINCE LOUIS. — V. EN ANGLETERRE (mai-juin 1831). EXTRAITS DU *Journal* DE Mlle VALÉRIE MASUYER . . . . . 91
TSING-TAO ET LA RUINE DE LA CULTURE ALLEMANDE EN EXTRÊME-ORIENT, par M. DANIEL BELLET . . . . . 121
LES GRANDES QUESTIONS DE DEMAIN, par M. HÉBRARD DE VILLENEUVE . . . 150
DIXMUDE. — UN CHAPITRE DE L'HISTOIRE DES FUSILIERS MARINS. — I. LA BATAILLE DE MELLE. — LA PRISE DE BEERST, par M. CHARLES LE GOFFIC . . . . . 169
NAPOLÉON A LAFFREY (7 mars 1815), par M. GABRIEL FAURE . . . . . 195
LE BLOCUS DES CÔTES ANGLAISES, par M. le contre-amiral DEGOUY . . . . . 207
REVUE LITTÉRAIRE. — AU SERVICE DE LA NATION, par M. ANDRÉ BEAUNIER . . . 217
CHRONIQUE DE LA QUINZAINE, HISTOIRE POLITIQUE, par M. FRANCIS CHARMES, de l'Académie française . . . . . 229


## Livraison du 15 Mars.


LA FAMILLE IMPÉRIALE ALLEMANDE. — LA COUR. — LE GOUVERNEMENT, par M. le baron BEYENS . . . . . 241
LE MYSTÈRE DES BÉATITUDES, quatrième partie, par COLETTE YVER . . . . . 272
IMPRESSIONS D'UN COMBATTANT. — NOTES DE ROUTE. — III. NOTRE « 75 », par M. CHARLES NORDMANN . . . . . 319
LE MACHIAVÉLISME DE *L'ANTIMACHIAVEL*. — HISTOIRE D'UN LIVRE, par M. CHARLES BENOIST, de l'Académie des Sciences morales . . . . . 339
DIXMUDE. — UN CHAPITRE DE L'HISTOIRE DES FUSILIERS MARINS. — II. LE BOMBARDEMENT. — L'INONDATION DANS LES TRANCHÉES, par M. CHARLES LE GOFFIC. 370
LA RÉFORME EN ITALIE, par M. E. RODOCANACHI . . . . . 404
BIZERTE, ARSENAL MARITIME ET PORT MARCHAND, par M. le commandant DAVIN. 425

Pages.

REVUE DRAMATIQUE. — A TRAVERS LES THÉATRES : *Le baron d'Albikrac*, — *Nicomède*, A LA COMÉDIE-FRANÇAISE. — BIBLIOGRAPHIE : A. JOANNIDÈS, *La Comédie-Française en 1914*, par M. RENÉ DOUMIC, de l'Académie française. 445

REVUES ÉTRANGÈRES. — L'EX-KHÉDIVE D'ÉGYPTE, JUGÉ PAR UN TÉMOIN ANGLAIS DE SON RÈGNE, par M. T. DE WYZEWA. . . . . 457

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE, HISTOIRE POLITIQUE, par M. FRANCIS CHARMES, de l'Académie française . . . . . 469

## Livraison du 1er Avril.

L'ARMÉE ET LA MARINE ALLEMANDES. — LE PARTI DE LA GUERRE, par M. le baron BEYENS . . . . . 481

LE MYSTÈRE DES BÉATITUDES, cinquième partie, par COLETTE YVER . . . . . 502

PIERRE LEROY-BEAULIEU, par M. RAPHAËL-GEORGES LÉVY, de l'Académie des Sciences morales . . . . . 548

LA TRANSYLVANIE INDÉPENDANTE ET SUJETTE, par M. G. FAGNIEZ, de l'Académie des Sciences morales . . . . . 568

UN EXAMEN DE CONSCIENCE DE L'ALLEMAGNE, D'APRÈS LES PAPIERS DE PRISONNIERS ALLEMANDS, par M. PAUL HAZARD, Officier interprète . . . . . 595

LE MACHIAVÉLISME DE *L'ANTIMACHIAVEL*. — II. PORTRAIT D'UN ROI, par M. CHARLES BENOIST, de l'Académie des Sciences morales. . . . . 613

L'ŒUVRE DE BISMARCK. — A PROPOS D'UN ANNIVERSAIRE, par M. HENRI WELSCHINGER, de l'Académie des Sciences morales. . . . . 650

AUX DARDANELLES, par M. le contre-amiral DEGOUY . . . . . 673

LA SCIENCE ALLEMANDE ET LE DROIT DE LA GUERRE, par M. A. PILLET. . . . . 685

REVUE LITTÉRAIRE. — UN ROMANCIER BELGE : M. EDMOND GLESENER, par M. ANDRÉ BEAUNIER. . . . . 696

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE, HISTOIRE POLITIQUE, par M. FRANCIS CHARMES, de l'Académie française . . . . . 708

## Livraison du 15 Avril

GOETHE ET LE GERMANISME, par M. LOUIS BERTRAND. . . . . 721

LE MYSTÈRE DES BÉATITUDES, dernière partie, par COLETTE YVER. . . . . 753

L'OPINION PUBLIQUE EN SUISSE. — IDÉES ET IMPRESSIONS D'UN NEUTRE, par M. HENRI POZZI . . . . . 802

UNE ENNEMIE DE L'AUTRICHE. — LA PRINCESSE CHRISTINE TRIVULCE DE BELGIOJOSO, par Mme MARIE-LOUISE PAILLERON . . . . . 808

LA TÂCHE DE DEMAIN. — LA POPULATION, par M. C. COLSON, de l'Académie des Sciences morales . . . . . 840

LE MIRACLE FRANÇAIS, par M. VICTOR GIRAUD . . . . . 876

AUTOUR DE LA CRISE DE 1875. — NOTES ET SOUVENIRS, par M. ERNEST DAUDET. 889

REVUE DRAMATIQUE. — *L'Ami Fritz ; — Fais ce que dois*, A LA COMÉDIE-FRANÇAISE ; — *Les Oberlé*, A LA PORTE-SAINT-MARTIN ; — *L'Aiglon*, AU THÉATRE SARAH-BERNHARDT ; — *Marceau ou les enfans de la République*, AU NOUVEL-AMBIGU, par M. RENÉ DOUMIC, de l'Académie française . . . . . 924

REVUES ÉTRANGÈRES. — SCÈNES ET TABLEAUX DU « FRONT » RUSSE, par M. T. DE WYZEWA. . . . . 936

CORRESPONDANCE. — I. LETTRE DE M. LE COMTE WOESTE, Ministre d'État, AU DIRECTEUR DE LA *Revue*. — II. RÉPONSE DE M. PIERRE NOTHOMB A LA *Gazette de Cologne* AU SUJET DE L'ARTICLE SUR « LA BELGIQUE MARTYRE. ». . 947

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE, HISTOIRE POLITIQUE, par M. FRANCIS CHARMES, de l'Académie française. . . . . 955

Paris — Typ. PHILIPPE RENOUARD, 19, rue des Saints-Pères — 52850.

AP
20
R5
per.6
t.26

Revue des deux mondes

PLEASE DO NOT REMOVE
CARDS OR SLIPS FROM THIS POCKET

UNIVERSITY OF TORONTO LIBRARY